

# STALINE

Jean-Jacques  
Marie



Fayard









**STALINE**

## DU MÊME AUTEUR

- Les Paroles qui ébranlèrent le monde*, Seuil, coll. «L'Histoire immédiate», 1967.
- Staline*, Seuil, coll. «L'Histoire immédiate», 1967.
- Les Bolcheviks par eux-mêmes* (avec Georges Haupt), Maspero, 1969.
- L'Affaire Guinzbourg-Galanskov* (avec Carol Head), Seuil, coll. «Combats», 1972.
- L'Affaire Pliouchtch* (avec Tania Mathon), Seuil, coll. «Combats», 1976.
- Le Trotskysme*, Flammarion, coll. «Champs», 1977.
- Trotsky*, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 1980.
- Trotsky*, LGF, coll. «Biblio essais», 1984.
- Vladimir Vissotsky*, Seghers, 1989.
- 1953, les derniers complots de Staline*, Complexe, coll. «La Mémoire du siècle», 1993.
- Staline*, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 1995.
- Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Complexe, coll. «Questions du xx<sup>e</sup> siècle», 1996.
- La Russie de 1855 à 1956*, Hachette, coll. «Les Fondamentaux», 1997.
- La Jeunesse de Trotsky*, Autrement, coll. «Naissance d'un destin», 1998.
- La Jeunesse de Staline*, Autrement, coll. «Naissance d'un destin», 1998.
- Le Goulag*, Presses universitaires de France, coll. «Que sais-je?», 1999.

Jean-Jacques Marie

# Staline

Fayard

ISBN : 978-2-213-60897-6

© Librairie Arthème Fayard, 2001.

## AVANT-PROPOS

J'ai commencé à étudier la vie de Staline et le stalinisme il y a près de quarante ans, à partir de quelques documents ou souvenirs sélectionnés avec un soin parcimonieux par l'équipe de Krouchtchev. Indubitablement, ils éclairaient quelques pages de la vie du Guide : l'année 1917, les suites du meurtre de Kirov, la liquidation de ses propres fidèles, la guerre, les derniers jours, mais aussi quelques aspects du stalinisme<sup>1</sup>. Puis j'ai travaillé sur l'état-major bolchevik en publiant, avec Georges Haupt, une série d'autobiographies et de biographies commentées de ses principaux membres<sup>2</sup>. Après quelques brèves études sur Trotsky et le trotskysme, obsession de Staline<sup>3</sup>, j'ai, il y a une dizaine d'années, dès l'ouverture des archives et des bouches à Moscou, tenté d'étudier certaines périodes de l'existence et de l'activité de Staline : sa jeunesse<sup>4</sup>, demeurée très obscure, la déportation des peuples en 1937, 1941, 1943-1944<sup>5</sup>, la liquidation du Comité antifasciste juif en 1948-1952, et le complot des Blouses blanches en 1952-1953<sup>6</sup>. Des archives en provenance du ministère de l'Intérieur, fournies par l'historien russe Podchtchekoldine, m'avaient en outre permis de connaître quelques aspects nouveaux du Goulag et de sa fonction dans l'économie de l'URSS sous Staline<sup>7</sup>.

Aujourd'hui, même si les 16 174 dossiers du fonds Staline à Moscou ne sont pas encore tous accessibles, l'ouverture progressive des archives de l'époque soviétique et la publication d'une masse de documents, souvenirs et témoignages ont enrichi et renouvelé la connaissance de la vie et de l'activité de Staline : sa correspondance avec sa mère, sa femme, ses enfants et ses lieutenants ; les procès-verbaux du Comité central, qui organisa la grande Terreur de 1936-1938 ; les corrections et ajouts qu'il effectua de sa propre main sur sa biographie officielle ; les procès-verbaux de ses conversations avec des grands et des moins grands de ce monde ; les souvenirs d'Alexis Balachov, ancien membre de son secrétariat, du Hongrois Mathias Rakosi, le fidèle secrétaire du PC hongrois, de Valentin Berejkov, un moment son interprète, de Dmitri Chepilov, qu'il propulsa dans l'appareil à la veille de sa mort ; les documents sur Lev Mekhlis, son

âme damnée ; le Journal du secrétaire général du Comintern de 1935 à 1943, Gueorgui Dimitrov, ou celui du commissaire du peuple à la Construction mécanique, Vladimir Malychév, adorateur du Maréchal ; le texte complet des Mémoires de Gueorgui Joukov - auparavant amputé d'une centaine de pages consacrées à Staline ; les quelque 3 000 pages du texte non élagué des Souvenirs de Krouchtchev ; le récit, fourni en 1956 par Mao Tsé-toung, de ses rencontres avec Staline en 1949 ; les procès-verbaux du Secrétariat du Comité central ; le Journal de Vladimir Antonov-Ovseenko, consul général à Barcelone en 1936-1937. Cette masse nouvelle d'informations, jointe aux documents que m'ont fournis les descendants de vieux militants et dirigeants soviétiques (notamment les lettres du jeune protégé de Staline, Besso Lominadzé, à Sergo Ordjonikidzé ; le procès-verbal intégral de l'interrogatoire de Nicolas Mouralov, accusé du second procès de Moscou, les souvenirs de la fille de Alexis Rykov, membre du Bureau politique, accusé du troisième procès de Moscou, les mémoires inédits du vieux militant de l'Opposition ouvrière Mikhaïl Baitalski), m'ont permis d'écrire cette biographie. J'ai pu, enfin, utiliser la documentation considérable accumulée six ans durant par l'historien Vadim Rogovine, dont témoignent ses six ouvrages sur la politique de Staline de 1923 à 1939, somme monumentale, occultée en Russie et en Occident parce qu'elle ne répond pas aux canons de la pensée standardisée sur la question.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de présenter l'idéologie comme le moteur d'une histoire que l'on réduit trop facilement à un conflit entre bons et méchants, démocrates et totalitaires. Pourtant, voir en elle le mobile de décisions qui obéissent en fait à des motifs économiques, sociaux et politiques qu'elle camoufle, c'est prendre la paille de la propagande pour la réalité des choses. Staline en a joué auprès de millions d'hommes et de femmes. Il n'a longtemps cessé de « démasquer » des « individus à double face », accusés de passer leur temps à dissimuler leur vrai visage. Cette imputation à l'autre, opposant réel ou imaginaire, de ses propres manœuvres, souligne que la nature de son pouvoir différait radicalement de l'image qu'il en donnait. Cela est aussi vrai de sa vie.

Et c'est cette vie-là que j'ai choisi de raconter.

## CHAPITRE PREMIER

### Le fils du savetier

Qui se souvient encore des vers ailés qui, exhalant une odeur mêlée d'encens et de sang, chantaient, il y a trois quarts de siècle, le génie surhumain de Joseph Staline ? Un poète, éperdu dans sa course folle aux épithètes, accablé par son impuissance à trouver les images dignes de son modèle, s'écriait :

Les conteurs ne savent plus à qui te comparer,  
Les poètes n'ont plus assez de perles pour te décrire <sup>1</sup>.

À qui, en effet, comparer l'incomparable ? Certains esquivaient cette difficulté insurmontable en hissant le Secrétaire général au statut de Créateur de l'Univers.

Ô toi Staline, grand chef des peuples,  
Toi qui fis naître l'homme,  
Toi qui fécondes la terre,  
Toi qui rajeunis les siècles,  
Toi qui tresses le printemps...<sup>2</sup>

Un autre versificateur mettait aux genoux de ce dieu pantocrator l'univers entier :

Les étoiles de l'aube obéissent à ta volonté.  
Ton incomparable génie monte jusqu'aux cieux,  
Ta pénétration sonde les profondeurs de l'Océan<sup>3</sup>.

Difficile de faire mieux, mais à l'émulation socialiste rien n'est impossible et, sous le fouet de la flatterie, un quatrième rimailleur, dans un ultime effort, élevait ce nouveau maître du cosmos au-delà même des sphères galactiques :

Staline, tu es plus haut  
Que les hauts espaces célestes,  
Et seules tes pensées  
Sont plus hautes que toi...  
Ton esprit, Staline est plus lumineux que le soleil <sup>4</sup>.

Un certain Prokofiev, homonyme du compositeur, s'exclamaît :

« Staline... et je n'ajoute rien... Tout est inclus dans ce nom tellement immense. Tout : le parti, la patrie, l'amour, l'immortalité. Tout <sup>5</sup>. »

Au VII<sup>e</sup> congrès des soviets, en 1936, l'écrivain prolétaire Avdeenko s'extasiait dans une litanie lyrique :

« Je cultive en moi l'amour, le dévouement, l'honnêteté, l'abnégation, l'héroïsme, le désintéressement : tout cela grâce à toi, grand éducateur Staline [...] J'aime la femme d'un amour nouveau [...] Je vivrai cent ans [...] tout cela grâce à toi, grand éducateur Staline [...]. Je peux m'envoler vers la lune, voyager sur l'Arctique, faire une grande découverte, inventer une nouvelle machine [...] tout cela grâce à toi, grand éducateur Staline <sup>6</sup>. »

Ce délire n'aurait qu'un intérêt anecdotique s'il n'avait été repris et orchestré à travers le monde par les dirigeants de tous les partis communistes et par des intellectuels qui se réclamaient du matérialisme et du rationalisme, s'il ne reflétait les mutations radicales d'une révolution égalitariste et n'exprimait la démesure d'un culte qui a lourdement pesé sur la biographie même de Staline. Ainsi, en France, l'hebdomadaire *Commune* reproduit le discours d'Avdeenko et salue dans cette prose parareligieuse la marque d'un humanisme nouveau ; treize ans plus tard, en mars 1949, la revue *Europe* publie un article de Francis Cohen intitulé « L'âge d'or, l'objectif numéro un de l'URSS ». L'auteur



écoute, à l'université de Moscou, un disciple du biologiste stalinien aux pieds nus Trofime Lyssenko déclarer : « Nous faisons ce que nous voulons », et se demande : « Est-ce le bon Dieu de Jean Effel qui fignole sa dernière création ? » Les biologistes soviétiques ont façonné des pis de vaches d'un périmètre de deux mètres ; ne voulant plus les élargir, ils se demandent s'ils doivent allonger les jambes des vaches ou étendre vers l'avant ces pis qui feront couler des fleuves de lait sur la patrie du socialisme. L'auteur de ces fadaises souhaite que « tous les incrédules » le rejoignent dans ce laboratoire avant de conclure, béat : « C'est l'abondance pour tous, illimitée, créatrice de bien-être, de liberté, de bonheur. L'âge d'or, rêve vague, qui depuis toujours berce les peuples comme le souvenir d'un paradis perdu, est en réalité devant nous, à portée de la main... L'âge d'or [...] est pour demain<sup>7</sup>. » Staline, nouveau Saturne, l'annonce aujourd'hui. Un an plus tard, le pain manquera dans plusieurs régions de l'Union soviétique.

Ce culte primitif, fabriqué par l'appareil dirigeant du Parti et par Staline lui-même pour sublimer leur domination politique, a transformé la biographie de Staline en hagiographie ou en pamphlet, avant d'en nier la possibilité même. Sa biographie officielle, publiée en URSS en 1948, est celle d'un être sans enfance, sans jeunesse ni famille, dont les innombrables portraits officiels suggèrent qu'il échappe au vieillissement. Si le chant des Jeunesses communistes proclame : « Lénine a vécu, vit et vivra », c'est Staline qui incarne cette éternité factice. Or, le vrai dieu ne naît pas plus qu'il ne meurt. Comme Athéna, sortant tout armée du crâne de Zeus, ou le dalaï-lama, réincarnation à répétition de son prédécesseur, il porte en lui l'image de son destin. Il ne saurait avoir d'enfance que mythique ; son apprentissage apparent n'est que l'embryon de son omniscience et de son omnipotence futures.

Faute de pouvoir entièrement l'effacer, Staline réduit son enfance à son expression la plus simple, ou l'ensevelit sous les voiles du mystère. Au début des années 1930, Boukharine, directeur de la *Pravda*, publie une série de dithyrambes, dans l'un desquels on évoque que la mère du Secrétaire général l'appelait Sosso (diminutif géorgien de Joseph). Staline décroche son téléphone, apostrophe violemment Boukharine : « Qu'est-ce que c'est encore que cette histoire de Sosso<sup>8</sup> ? » et le couvre d'injures.

Staline a jeté un voile sur ses débuts dans la vie, rendant difficiles les recherches, même pieuses. En 1938, les éditions du

Komsomol lui envoient les épreuves d'un volume de *Récits sur l'enfance de Staline* ; elles essuient un refus menaçant. Par lettre du 16 février 1938, Staline dénonce cet ouvrage « truffé d'inexactitudes factuelles, de déformations, d'exagérations, de louanges imméritées. Les amateurs de contes, les affabulateurs (peut-être pleins de bonnes intentions), les lèche-bottes ont induit l'auteur en erreur. » Dès lors, « ce petit livre verse de l'eau au moulin des socialistes-révolutionnaires [en] enracinant dans la conscience des enfants soviétiques (et des gens en général) le culte des personnalités, des chefs, des héros infaillibles<sup>9</sup> », et il conseille aux éditeurs des *Récits* de les brûler. Sitôt dit, sitôt fait. Verser de l'eau au moulin des socialistes-révolutionnaires, interdits depuis 1922, est en effet très périlleux dans l'URSS de 1938.

Boulgakov, en août 1939, achève la rédaction de *Batoum*, pièce de théâtre sur la jeunesse du Guide. Voulant consulter les archives, il prend, le 14, le train pour Tiflis. À la première gare un télégramme urgent le rappelle à Moscou : « Revenez immédiatement ; la pièce est interdite. » Sa curiosité est sacrilège. L'évocation, même mythologique, de ces années paraissait donc incongrue à Staline. En décembre 1939, pourtant, la revue *Molodaia Gvardia* publie un bouquet de témoignages admiratifs sur sa prime jeunesse et dresse un portrait en rose de cet élève modèle qui allie une autorité incontestée sur ses camarades à une inépuisable gentillesse. Le fait est exceptionnel, et sans doute lié à la volonté de se distancier publiquement d'une répression sauvage attribuée à Iejov, le chef disgracié du NKVD. Sa répugnance devant l'évocation de sa jeunesse est réelle. Dans sa biographie officielle de deux cent quarante trois pages, relue et corrigée par lui-même, le récit de ses vingt premières années se réduit à une chronologie laconique d'une quarantaine de lignes. Staline annota la maquette et y apporta quelque trois cents corrections, dont deux seulement concernent ces années. L'une est purement stylistique ; l'autre, rédigée à un moment où Staline courtisait l'Église, précise par deux fois que le séminaire de Tiflis où il a étudié était un séminaire « orthodoxe »<sup>10</sup>.

Il efface ainsi sa jeunesse dont il ne parlait ni à ses collaborateurs politiques, ni à ses proches, sauf parfois à sa fille, Svetlana, qui ne tirera qu'une pauvre demi-page de ses récits. Un jour de mars 1945, peut-être gagné par l'euphorie de la victoire prochaine, il s'épanche soudain, pendant une promenade, auprès du

maréchal Joukov, et lui parle de son enfance pendant «une bonne heure». Propos que Joukov résumera dans ses *Mémoires* en cinq lignes sèches, pourtant jugées indiscretes sous Brejnev : «Il me dit qu'il avait été un enfant malingre. Jusqu'à l'âge de 6 ans, ou presque, sa mère ne le laissait pas s'éloigner d'elle et elle l'aimait beaucoup. En réponse au désir de sa mère, il fit ses études au séminaire pour devenir desservant du culte. Mais comme depuis l'enfance il avait un caractère très rétif il ne s'entendait pas avec l'administration et il fut chassé du séminaire<sup>11</sup>.»

Le futur maréchal naît au fin fond du sud de l'Empire, au cœur de la Géorgie, à Gori, grosse bourgade paisible de 6000 habitants environ, sans industrie ni vie intellectuelle, tapie au creux d'une vallée et adossée à une chaîne des monts du Caucase aux pics éternellement enneigés. La Koura, dont Gorki a célébré les eaux boueuses et mugissantes, la traverse avant de baigner Tiflis et de continuer sa course à travers l'Arménie et l'Azerbaïdjan jusqu'à la Caspienne. Quelques rues de la cité sont pavées de galets de la rivière, les autres sont en terre. Depuis dix ans, s'y arrête le chemin de fer de la ligne Tiflis-Poti, achevée en 1871.

Cette cité provinciale endormie appartient à une histoire façonnée de légendes, d'invasions perpétuelles et de guerres permanentes. De Prométhée, cloué à un rocher par Zeus, à l'arche de Noé abandonnée à la fin du déluge, les montagnes et les vallées du Caucase foisonnent de mythes. Sa partie occidentale, la Colchide, fut à l'époque hellénique le royaume de la Toison d'or et de Médée, la magicienne qui assassina ses propres enfants pour punir l'infidèle Jason, lointaine ancêtre de celui qui confiera plus tard : «Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher... il n'y a rien de plus doux au monde<sup>12</sup>.»

L'histoire de la Géorgie, au carrefour des invasions, est une longue tragédie. Conquise par Rome, elle est christianisée dès le début du IV<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Constantin à Byzance, cinq siècles avant la «Rouss» kievienne. Sainte Nino y découvre une robe du Christ déposée au lendemain de la Crucifixion et que la Providence divine lui signale en faisant pousser un grand cyprès au-dessus de la grotte où elle repose. À sa demande, un ange édifie à cet endroit une colonne de vie lumineuse qui multiplie les miracles. Nino convertit le roi de Géorgie Mirian, son épouse Nana et le pays entier. La Géorgie regorge bientôt de saints thau-

maturges, comme saint Pétéré Mourvanos qui fait pleuvoir aux époques de sécheresse, rend la fécondité aux femmes stériles, guérit les malades, emplit de poissons les filets des pêcheurs, jouit du don de prophétie et du pouvoir exceptionnel de contempler de temps à autre les âmes des saints ; il entend régulièrement une voix descendue du ciel et a même eu une vision du Christ entouré d'anges.

Le miracle, la conversion et saint Pétéré Mourvanos n'empêchent pas les hordes venues de l'Est ou du Sud de ravager régulièrement le pays. Dès le v<sup>e</sup> siècle, la Géorgie est envahie par les Perses, puis au vii<sup>e</sup> par les Arabes qui veulent convertir le pays à l'islam. Tous les envahisseurs déportent et massacrent à l'envi. Au xii<sup>e</sup> siècle, sous le règne de la reine Tamar, la Géorgie connaît un bref âge d'or, bientôt balayé par les hordes mongoles et tatares qui, du xiii<sup>e</sup> au xv<sup>e</sup> siècle, traversent le pays au grand galop, brûlent, pillent, tuent. Puis les Turcs et les Perses se partagent le pays dont ils razzient et déciment la population jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle, les Perses occupant l'Est, les Turcs l'Ouest. Tiflis, la capitale de la Géorgie, au sud de Gori, a été en quinze siècles saccagée, détruite et brûlée dix-huit fois. À la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, il reste à peine plus d'un million de Géorgiens.

Pour tenter d'échapper à ce carrousel d'invasions, la Géorgie se tourne vers la Russie, soucieuse de s'ouvrir la route du Caucase. En 1783, le roi Irakli II et Catherine de Russie signent un traité qui fait de ce petit pays un protectorat russe, transformé, en 1801, par Paul I<sup>er</sup> en province de l'Empire ; l'Église géorgienne, autonome depuis le iv<sup>e</sup> siècle, est soumise au saint-synode de l'Église orthodoxe russe et ses biens sont confisqués. Alexandre I<sup>er</sup> consolide cette annexion et place la Géorgie, comme la Pologne, sous la coupe d'un vice-roi russe représentant personnel du tsar. À la naissance de Staline, c'est Galitsyne, un prince arrogant, méprisant et brutal, qui occupe ce poste.

Le numéro d'*Études soviétiques* publié au lendemain de la mort de Staline tente de hisser son enfance au niveau de ce passé historique et légendaire ; ses rédacteurs essaient d'en transfigurer la banalité en le présentant, dès sa naissance, comme l'incarnation même du Prolétariat opprimé, ce Prométhée collectif qui porte sur ses épaules l'avenir de l'humanité : « Staline est issu des profondeurs mêmes du peuple travailleur. On peut lui appliquer les termes par lesquels il a caractérisé les communistes : "Fils de

la classe ouvrière, fils du besoin et de la lutte, fils des privations incroyables et des efforts héroïques”<sup>13</sup>. »

La réalité est plus triviale. Joseph est le fils de Vissarion Djougachvili, paysan-cordonnier, né en 1850 dans le village de Didi-Lilo, situé au milieu des vignes, non loin de Tiflis, et de Catherine Gueorguievna Gueladzé, dite Kéké, fille de paysans, née au hameau de Gambareouli, près de Gori, en 1858 ; l’un et l’autre serfs de naissance, ils ont été émancipés sur le tard. Vissarion descendait de serfs paysans-cordonniers au service de leur maître qui les employait à la moisson, aux vendanges l’été, et leur faisait rapetasser bottes, sandales et chaussures l’hiver, en empochant le prix des réparations. Le village n’autorisait qu’une pénible existence végétative à ses habitants et, de tout temps, des serfs avaient tenté de monter en ville une boutique de barbier, de savetier, d’épiciier ou une auberge. L’émancipation accélère le mouvement et permet à des serfs de vendre librement leur force de travail et de devenir salariés ; Vissarion, Besso pour les intimes, part tôt s’embaucher à Tiflis dans la grande usine de chaussures de la ville, Adelkhanov, puis, rêvant d’indépendance, s’installe à son compte à Gori, où une légende lui prête l’ouverture d’un atelier employant une dizaine d’ouvriers. Orpheline, Catherine a quitté son hameau pour chercher un emploi de domestique dans une famille de fonctionnaires ou de commerçants. Ils se marient en mai 1874 ; le registre municipal note : « Le 17 mai ont été unis par le mariage le paysan Vissarion Ivanovitch Djougachvili, de religion orthodoxe, domicilié provisoirement à Gori, premier mariage, âgé de 24 ans, et la fille d’un paysan défunt habitant de Gori, Catherine Glakha Gueladzé, de religion orthodoxe, premier mariage, âgée de 16 ans<sup>14</sup>. » Vissarion avait un métier, et Catherine pas de dot.

Entre 1874 et 1877, elle met au monde trois fils qui meurent en bas âge, un Mikhail, un Gueorgui, et un troisième dont le prénom s’est perdu. Le 6 décembre 1878, naît Joseph, dernier enfant et seul survivant, enregistré plus tard sur son passeport intérieur comme « paysan de Didi-Lilo », où est né son père. Il souffre de quelques malformations : deuxième et troisième orteil du pied droit collés, bras gauche plus court que le droit. Catherine n’accouchera plus. Vissarion avait assez d’un enfant sur les bras.

À partir de 1921, Staline repoussera sa date de naissance et la fixera officiellement au 9 décembre dans le calendrier julien

russe (soit le 21 dans le calendrier grégorien occidental) de l'année 1879. Mais le registre de l'église de Gori enregistre la naissance de Joseph Djougachvili le 6 décembre 1878 et son baptême le 17 décembre, le nom de son parrain et celui de l'archiprêtre qui le baptisa. Le petit séminaire de Gori lui délivrera à la fin de sa scolarité primaire une attestation le faisant naître «le sixième jour du mois de décembre mille huit cent soixante dix-huit». La date du 21 décembre 1879 apparaît donc doublement erronée, pour le jour et l'année. Une croyance perse recommandait, paraît-il, de tuer les enfants nés le 21 décembre, que l'on qualifiait d'enfants du mal.

Il n'est pas le seul à trafiquer sa date de naissance. Facilitées par le refus de certaines sectes religieuses de déclarer les naissances aux autorités et par l'absence de véritable état civil, ces pratiques visent à rajeunir ou à vieillir l'intéressé pour lui permettre soit d'entrer à l'école ou à l'usine, soit de différer un départ à l'armée. Pour Staline, muet sur ce point, la raison reste obscure. Il a d'ailleurs indiqué des dates différentes sans motif apparent. Ainsi, remplissant un questionnaire de police, le 12 juillet 1912, il se donne 31 ans, ce qui le ferait naître en 1881. Pourquoi choisit-il finalement 1879 ? Mystère. C'est la première d'une longue série d'énigmes dans sa vie.

Selon l'historien américain Adam Ulam, généralisant abusivement la situation de Lénine, Trotsky, Zinoviev ou Kamenev, Staline sera, parmi les dirigeants communistes, un des rares à pouvoir évoquer une enfance de pauvreté et de privations. Mais en fait, les bolcheviks fils du peuple sont légion. Drobnis, membre du Comité central, fils et neveu d'ouvriers cordonniers, travaille comme apprenti dès l'âge de 10 ans ; le père de Chliapnikov, membre du Comité central et commissaire du peuple, est tour à tour meunier, manœuvre, charpentier et commis ; le père d'Andreiev, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central, ouvrier du textile puis concierge ; les parents de Dybenko, commissaire du peuple, et de Kalinine, membre du Bureau politique et président de la République soviétique, sont des paysans pauvres et les deux enfants travaillent aux champs dès l'âge de sept ou huit ans ; Kossior, membre du Bureau politique et Premier secrétaire du PC ukrainien, est le fils d'un ouvrier polonais ; Lozovski, président de l'Internationale syndicale rouge, fils d'un instituteur juif misérable, dès l'âge de 8 ans

vend des allumettes, du tabac, des citrons dans les foires et les marchés. La situation de Staline ne le distingue donc en rien de dizaines d'autres futurs dirigeants. Ses origines ne donnent pas la clé de son destin.

Il vient au monde, comme ses futurs compagnons et adversaires, au moment où le régime tsariste traverse les premières convulsions annonciatrices de son agonie. Le règne d'Alexandre II, commencé dans l'euphorie, s'achève alors dans la désillusion et le désarroi. À la suite de l'abolition du servage en 1861, les paysans, condamnés à payer pendant quarante-neuf ans le remboursement des maigres terres qui leur ont été allouées et qu'ils jugeaient déjà payées par leur sueur et celle de leurs ancêtres, leurs corvées et leurs redevances, ploient sous un fardeau trop lourd. À la fin du règne d'Alexandre II, la somme totale de leurs impôts est rarement couverte par le seul revenu de leur terre ; selon les provinces, l'ensemble des charges du paysan représente de 150 % à 280 % de ce revenu ; et même 500 % dans la zone fertile des terres noires. En moyenne, sur un revenu annuel net de sa terre estimé à 45 roubles, il devrait payer 22 roubles d'impôt direct et 44 roubles d'impôt indirect. Il loue ses bras après avoir travaillé sa terre, mais ne peut régler qu'une partie de sa dette. À la première catastrophe climatique, la famine le guette.

Bien qu'ils aient le sentiment d'être abusés, les paysans ne manifestent encore leur aigreur et leur mécontentement que dans les conversations de cabaret ; les propriétaires nobles sont pourtant convaincus d'avoir été spoliés, les fonctionnaires ont, aux yeux des uns et des autres, saboté la bonne réforme voulue par le tsar. Ils sont, de plus, victimes de la corruption généralisée de l'administration que Catherine II dénonçait, dès 1762, dans un oukase fameux : « La malhonnêteté a fait de tels progrès qu'on pourrait à peine citer une administration ou un tribunal qui n'en soient pas infectés. » Les efforts que déploient les tsars pour enrayer ce fléau ne font que l'aggraver.

La bureaucratie d'État règne sans contrôle sur une masse sociale indifférenciée. L'artisanat campagnard, la bureaucratie d'État et le milieu étriqué des marchands, pâle ersatz de la bourgeoisie qui a formé le tiers état européen, n'offrent aucun support social et politique à une intelligentsia en marge de la société. Les étudiants, sans présent ni avenir, sans débouché social autre qu'une morne carrière de fonctionnaire dans la bureaucratie

servile et corrompue de l'État, sans perspective politique, fournissent les plus gros contingents de révolutionnaires

Cette intelligentsia en marge, dite populiste, voit dans le paysan le révolutionnaire de demain. Pour les populistes, les fondements du communisme existent déjà en Russie : c'est le *mir* (communauté rurale) reposant sur l'*obchtchina* (propriété rurale commune). La Russie peut donc éviter l'étape européenne du capitalisme industriel et la douloureuse transformation de la paysannerie en prolétariat. Pour les éveiller et les aiguillonner, en 1874 et 1875, près de deux mille jeunes populistes se lancent dans l'alphabétisation des paysans, qui chassent à coups de fourches, assomment ou dénoncent à la gendarmerie ces pourfendeurs du tsar vénéré. Désabusée, une partie de l'intelligentsia démocratique passe de la propagande à la bombe.

Le tsar ne peut, en effet, répondre à ses attentes ; il veut moderniser l'Empire et ses institutions sans toucher à leurs fondements, sans démocratiser ni libéraliser le système. Son irrésolution apparente reflète une insurmontable difficulté : empêcher les réformes par le bas en les octroyant d'en haut, sans toucher au système même de l'autocratie, c'est interdire toute vraie réforme. Nicolas II rencontrera les mêmes problèmes pour les mêmes raisons trois décennies plus tard.

Le durcissement graduel du régime déçoit les libéraux les plus tièdes. Fondée en 1878, la Volonté du peuple et son comité exécutif d'une vingtaine de jeunes gens défient le gouvernement et sa police ; ils exigent du tsar les libertés politiques et une constitution sous peine de l'abattre. Dans le désenchantement général, leurs attentats bénéficient de la complicité passive de la société libérale. L'acquittement par le jury, en juillet 1878, de la jeune Vera Zassoulitch qui a tiré sur le chef de la police, Trepov, et l'a blessé, souligne l'isolement de la Cour. Le tsar confie tous les délits politiques aux tribunaux militaires, puis, après un attentat manqué de la Volonté du peuple contre lui, il donne des pouvoirs dictatoriaux exceptionnels aux gouverneurs généraux des six principales provinces de Russie d'Europe, qui internent et exilent par simple décision administrative. La mesure creuse plus encore l'abîme entre le régime et ses soutiens naturels. En mars 1880, la Volonté du peuple promet de ne « cesser la lutte que lorsque Alexandre II abdiquera son autorité entre les mains du peuple pour laisser à



une assemblée nationale constituante le soin de poser les bases de la réforme sociale».

Province occidentale d'un Caucase à peine soumis à la botte russe, la Géorgie est à la traîne de l'Empire, qu'elle fournit déjà en fonctionnaires et en policiers. Sous Alexandre II, un modeste développement industriel s'ébauche : en 1867, commence la construction du chemin de fer Tiflis-Poti avec une main-d'œuvre d'ouvriers russes spécialisés et de manœuvres recrutés dans la paysannerie locale. Peu après, l'extraction du manganèse débute dans la région de Tchiatouri. À l'autre bout du Caucase, en Azerbaïdjan, l'exploitation du pétrole démarre à Bakou. En 1883, la construction de la ligne de chemin de fer Tiflis-Bakou s'achève.

À la naissance de Joseph Djougachvili, la Géorgie est un pays de petite culture, imprégné de traditions féodales et de mœurs patriarcales, peuplé de petits hobereaux décavés et de médiocres princes nourris de rêveries nationalistes ; sous l'appareil bureaucratique russe pullulent groupes familiaux, clans, cliques aux liens multiples et étroits dont les chefs se parent souvent de sonores titres nobiliaires, voire princiers.

La population est formée, aux quatre cinquièmes, de paysans misérables, superstitieux, illettrés et dévots, et de hobereaux qui leur ressemblent. Les petits agriculteurs cultivent avec leurs charrues de bois des exploitations minuscules coincées entre des latifundia princiers ou cléricaux, sur lesquels ils doivent en sus travailler gratuitement. Les métayers versent au propriétaire jusqu'à la moitié de leurs récoltes ; les droits de pacage pour le bétail sont exorbitants ; l'usure fleurit avec des taux d'intérêt de 40 à 50 %. La viticulture et un petit artisanat qui bricole un outillage agricole primitif occupent aussi cette population à peine sortie du Moyen Âge.

À l'exception d'une mince couche intellectuelle rassemblée autour de trois revues littéraires au tirage confidentiel, la masse misérable de la population géorgienne vit dans l'univers mental et spirituel de fables miraculeuses où, depuis des siècles, elle cherche réconfort et consolation de son histoire tragique. Mais l'éclat de ce passé mythique compense mal la médiocrité du présent. La distance infinie qui sépare la réalité de ce foisonnement légendaire éclate dans l'épopée nationale de Chota Roustavéli écrite au début du XIII<sup>e</sup> siècle, *Tariel ou le Héros à la peau de tigre*, qui ferraille toujours au loin, en Inde ou en Arabie, au

milieu d'Arabes, d'Indiens et de Chinois. Staline nourrira un intérêt constant pour ce héros déguisé en fauve. En 1940, les éditions d'État en publient une nouvelle traduction russe que Staline a relue, contrôlée et corrigée personnellement; au début de février 1941, le directeur adjoint lui envoie un projet d'introduction qui évoque son intervention dans l'édition de l'ouvrage. Par un mot brutal du 14 février, Staline exige la suppression de toute référence à son travail. Le rôle d'un banal traducteur ne saurait lui convenir.

Joseph a moins de 3 ans lorsque, au matin du 1<sup>er</sup> mars 1881, Alexandre II signe un texte créant un Conseil consultatif près le tsar, première et timide esquisse de monarchie constitutionnelle sans Constitution; l'encre de sa signature à peine sèche, il sort en carrosse le long de la Neva; un membre de la Volonté du peuple l'attend sur le parcours; sa bombe artisanale renverse les chevaux, soulève le carrosse et arrache les jambes du tsar qui meurt trois heures plus tard, vidé de son sang.

Son fils, Alexandre III, décide d'inverser une politique libérale timorée mais qu'il juge funeste. Éduqué par le procureur du saint-synode (l'organisme dirigeant de l'Église orthodoxe, désigné par l'État) Pobedonostsev, ferme partisan de l'union indissoluble de l'autocratie, du nationalisme russe et de l'orthodoxie religieuse, il se croit monarque de droit divin et père d'un troupeau de sujets qui lui doivent respect et obéissance. Il annule donc l'éphémère décret paternel; son manifeste du 29 avril 1881 proclame son impériale volonté de conserver et consolider le pouvoir autocratique.

Le 14 août 1881, il promulgue pour trois ans «l'état de protection renforcée», qui permet par simple décret de suspendre toutes les libertés individuelles et de porter les causes civiles devant les tribunaux militaires; cet état provisoire durera jusqu'en février 1917. Il crée l'année suivante des «sections de la protection de l'ordre et de la sécurité publics», l'Okhrana, qui infiltre les groupes révolutionnaires. En 1887 la police arrête à Saint-Petersbourg un petit groupe d'étudiants qui préparait un attentat contre Alexandre III. Les apprentis terroristes, dont Alexandre Oulianov, le frère aîné du futur Lénine, sont condamnés à mort et pendus pour un complot avorté. La société tout entière est placée sous la surveillance d'une police omniprésente et le mouchardage devient une institution. Le gouvernement, en

1884, triple les frais d'inscription pour écarter les étudiants nécessiteux et place les écoles élémentaires sous le contrôle du saint-synode; en 1887, le ministre de l'Instruction ordonne « d'écarter des gymnases [lycées] les enfants de cochers, laquais, cuisinières et gens de même sorte », à ses yeux des graines de révoltés.

Alexandre III continue à moderniser l'armée. Un tiers du budget est consacré en moyenne aux dépenses militaires, l'investissement économique essentiel de l'État, un autre tiers va au remboursement de la dette publique (32 % en 1887). Le dernier tiers est consacré à la construction des chemins de fer, dont le tracé répond d'abord à des objectifs militaires et à l'entretien de l'appareil d'État. Le budget de l'Instruction, misérable, stagne (2 % en 1887); le ministère de l'Intérieur voit ses crédits doubler entre 1857 et 1887 (de 4,2 % à 8,5 %). Ceux du saint-synode sont trois fois supérieurs à ceux du ministère des Affaires étrangères. L'entretien de l'armée, de la flotte et de l'appareil d'État accapare donc près des deux tiers du budget. Pour trouver de l'argent frais, la Cour impériale s'adresse à la République française honnie : en novembre 1888, elle lève à Paris un emprunt de 125 millions de roubles, le premier d'une longue série qui fera des prêteurs et banquiers français ses premiers créanciers.

L'industrialisation double en vingt-cinq ans le nombre des ouvriers d'usine, qui franchit le cap des 1 500 000 au début des années 1890. Ce prolétariat, à peine sorti de la campagne et du servage et passant de l'araire à la machine, est abruti par le rythme de l'atelier et une journée de travail de 14 à 16 heures dans des locaux insalubres. Entassés dans d'immenses baraques qui flanquent l'entreprise ou dans des taudis, les ouvriers voient leur maigre salaire, réglé en partie en nature, largement amputé par un système complexe d'amendes. Les hommes gagnent de 10 à 18 roubles par mois, les femmes de 5 à 8, les adolescents de 3 à 5 (un kilo de pain vaut de 5 à 8 kopecks, une livre de beurre 30 à 35 kopecks, le tiers d'un rouble). Les coups pleuvent sur les apprentis. Les ouvriers, soumis, se révoltent parfois, brisent les machines, saccagent les bureaux, frappent les contremaîtres avant d'être matés à coups de crosse ou de fusil par la police ou la troupe. Ces actions sauvages, prolongement des révoltes sanglantes et destructrices des serfs du temps passé, sont aussi la première amorce d'une conscience ouvrière. Le gouvernement

esquisse, entre 1882 et 1886, une législation sociale destinée à convaincre les ouvriers que le tsar les protège. Mais ces mesures restent largement théoriques et n'empêchent pas la protestation ouvrière spontanée de se développer. De 1881 à 1886, la police recense 80 000 grévistes.

En septembre 1883, cinq anciens populistes, dont Plekhanov, le premier disciple de Marx en Russie, créent à Genève la première organisation marxiste russe, L'Émancipation du travail. De petits cercles ouvriers nés à sa suite organisent des réunions d'étude, de formation, de propagande et d'éducation, des caisses de secours mutuel et des bibliothèques clandestines, mais ces embryons d'institutions ouvrières sont vite démantelés par la police. Les échos de cette modeste activité ne retentissent pas encore dans la lointaine Gori.

Joseph vit ses cinq premières années dans une petite maison en briques avec une cuisine et une chambre de six mètres carrés au sol recouverte de briques, sombre, ornée d'une petite fenêtre, flanquée d'un appentis et surmontée d'un réduit de planches. Une petite table, un tabouret, une sorte de lit pliant couvert d'une natte de paille, et une vieille machine à coudre sur laquelle Catherine travaille forment tout le mobilier. Une petite cave sert d'atelier à Besso. La maisonnette donne sur une ruelle pompeusement dénommée rue de la Cathédrale, grossièrement pavée de galets disjoints simplement posés à même le sol et traversée d'une rigole où s'écoulent paresseusement les eaux usées, les eaux de pluie et les ordures. Catherine Gueladzé dira plus tard : « La pluie coulait par le toit de notre petite maisonnette sombre. Et il faisait humide<sup>15</sup>. » Joseph y contracte une tuberculose rampante. Lorsque Mathias Rakosi, secrétaire du PC hongrois, visitera la petite pièce où est né et a vécu Staline, avec « sa féroce pauvreté ambiante<sup>16</sup> », il verra tout de suite, écrira-t-il, le caractère de Staline sous un autre angle.

Il grandit en effet dans une misère qui le durcit vite. Kéké fait des ménages chez des gens aisés de la ville, cuit leur pain, coupe, coud, ravaude et lave leurs vêtements. Elle emmène souvent Sosso avec elle chez ses patrons, mais ses visites chez les riches dédaigneux suscitent en lui une aversion envieuse, aggravée par les humiliations traditionnelles infligées aux enfants de domestiques. Vissarion dépensant l'essentiel de ses maigres gains à boire, l'existence matérielle de la petite famille Gueladzé repose sur

Catherine, situation insolite dans la Géorgie traditionaliste et religieuse. C'est elle qui règle le loyer d'un rouble et demi par mois sur un revenu mensuel d'à peine dix roubles. Aussi, à la maison, on mangeait mal, dira Kéké : du pain, des oignons, des pommes de terre bouillies, des haricots rouges. Vissarion ne paie rien ; il passe sa journée à rapetasser savates et chaussures dans son sous-sol obscur et à boire au cabaret le soir et le dimanche ; le vin et la vodka, à la mode en Géorgie depuis la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, engloutissent la totalité de ses maigres gains. La ville abrite 92 cordonniers et savetiers, pour 6 000 habitants ; les paysans des alentours, marchant pieds nus ou chaussés de sandales, ne fréquentent guère leurs échoppes. La concurrence est rude, le travail pénible, et Vissarion conforme à ce qu'évoque le bolchevik Drob-nis, lui aussi fils de savetier : « Le milieu des cordonniers se distinguait par l'ignorance, l'ivrognerie et la débauche<sup>17</sup>. » Les dictons russes égrènent les comparaisons : « soûl comme un save-tier », « soûl comme une semelle de savetier » (c'est-à-dire « ivre mort »), « le tailleur est un voleur, le savetier un soûlard ». La sagesse populaire souligne aussi sa misère : « À tailleur sans drap, savetier sans botte. » C'est tout le portrait de Vissarion.

Staline racontera plus tard à ses compagnons de banquets nocturnes : « Quand j'étais encore tout petit dans mon berceau, il s'approchait de moi, trempait son doigt dans un verre de vin et me le donnait à sucer. Il m'a habitué comme ça dès le berceau<sup>18</sup>. » Joseph ne pouvait échapper à cette première étape rituelle de la formation d'un petit d'homme chez les paysans, les vignerons ou les savetiers.

À jeun ou ivre, Vissarion bat régulièrement Sosso. Son camarade Joseph Iremachvili, qui vient souvent chez lui, a assisté aux sévères corrections que lui infligeait l'ivrogne ; il y voit la source de sa dureté, de son implacabilité et de son irrégion ultérieures ; Svetlana répète ce que Staline lui-même lui a raconté quand elle évoque, elle aussi, « les corrections que lui infligeait son père qui aimait bien boire<sup>19</sup> ». La mère de Staline racontera plus tard à son médecin Kipachidzé, dans les années 1920, qu'un jour, ivre, il souleva son fils et le jeta brutalement sur le plancher. Sosso perdit du sang pendant plusieurs jours.

Staline niera pourtant cette violence paternelle en répondant en 1931 à l'écrivain allemand Emil Ludwig : « Mes parents étaient des gens simples, mais ils ne me traitaient pas mal du

tout<sup>20</sup>. » Sans doute jugeait-il inconvenante son image d'enfant battu au moment même où se formait le culte du Secrétaire général omnipotent. Mais, comme tous ses semblables, Vissarion, qui battait aussi sa femme, considérait taloches et coups de poing comme la base de l'éducation. Sosso dut vite apprendre à les esquiver et à éviter de croiser son père en état d'ébriété, surtout le soir, moment où ce dernier, avant de se coucher, distribuait quelques claques.

On ne sait pas grand-chose de ce personnage à demi fantomatique mais gênant, que les souvenirs autorisés escamotent. L'unique photographie qu'on en ait montre un étroit visage buté au front bas, orné d'une moustache et entouré d'un collier de barbe noire. Son arrière-petite-fille Nadejda prétend, mais sans preuve, que cette photo est truquée, que Vissarion n'a jamais été photographié de sa vie et qu'il s'agit d'une photo de Staline affublé d'une barbe postiche pour obtenir une ressemblance parfaite. Qui serait ce « on » assez audacieux pour trafiquer une photo de Staline ? En 1939, les responsables de son musée de Gori la lui ont envoyée pour en vérifier l'authenticité ; le Secrétaire général n'a pas répondu ; alors que le culte officiel le divinise, son silence vaut consentement.

Cette ignorance n'empêche pas les biographes de Staline de dissenter sur l'héritage paternel. Isaac Deutscher lui attribue l'« esprit réfléchi » du fils, Boris Souvarine certaines anomalies physiques, dont les deuxième et troisième orteils du pied droit collés, et Robert Tucker son esprit vindicatif à venir. Joseph Iremachvili, qui a connu les deux hommes, voit dans la brutalité paternelle l'origine de l'aversion du jeune Staline pour tous les représentants de l'autorité, incarnations de l'image du père, et y voit la source de ses désirs de vengeance qui l'auraient dominé dès l'enfance.

Ce rejet de l'image du père est pourtant douteux. Joseph formera son premier pseudonyme, Bessochvili, sur Besso, le diminutif de Vissarion, et l'utilisera plusieurs années durant ; c'est par ailleurs son père qui lui sert de modèle idéalisé dans un long article de 1906 ; reprenant ensuite le qualificatif traditionnel du tsar autocrate, il se fera décerner le surnom de Père des Peuples. Son attitude envers le Père, dont l'image ne suscite pas en lui de rejet sublimé en révolte, est donc ambiguë. Elle a contribué en tout cas à le distinguer de l'archétype du Géorgien, personnage

impulsif, généreux, sentimental, facilement attendri, enthousiaste ou exalté, lyrique, dévoué à sa famille et à ses amis. Ce portrait est certes idéalisé : la vendetta est une vieille tradition en Géorgie, où l'honneur chatouilleux règle dans le sang les vieilles rivalités familiales. L'*abrek* ou hors-la-loi a la gâchette facile et le voyou de Tiflis joue aisément du couteau. Quoi qu'il en soit, Staline adulte n'a aucun des traits du Géorgien typique ; sa fille Svetlana le souligne : « Mon père était tout l'inverse [...] il n'était ni fougueux, ni ouvert, ni émotif, ni sentimental<sup>21</sup> » ; il est en effet taciturne, froid, sec, vindicatif, méfiant, rancunier, grossier, intolérant, et impitoyable, même avec ses amis et sa famille.

Certains ont tenté d'expliquer cette discordance en faisant naître Vissarion chez les Ossètes, peuplade du nord de la Géorgie réputée pour sa rudesse, sa brutalité, sa sauvagerie et son ivrognerie. Un officier d'*Un héros de notre temps*, de Lermontov, les juge pires encore que les Tatars, ces sauvages avides et analphabètes. En 1933, un poème satirique d'Ossip Mandelstam représente Staline sous les traits d'un Ossète moustachu assoiffé de sang au large poitrail et aux doigts épais. Ossète ou pas, Vissarion a transmis à Joseph quelques malformations physiques et son goût de la violence et de la cruauté. Il lui aurait aussi injecté, selon le publiciste russe Radzinski, le poison de l'antisémitisme. Les Juifs en Géorgie étaient aubergistes, tailleurs, usuriers, boutiquiers et corbonniers. Besso le raté n'aurait pu supporter les succès de ses concurrents émérites. Mais la Géorgie ignorait l'antisémitisme et le mot « youpin » (« Jid ») n'existe pas en géorgien.

Vissarion est l'homme de trop ; dans ses témoignages, sa femme le passe en général sous silence ; Staline n'en parle pas plus ; ses camarades d'enfance et ses descendants, tout le monde efface ce gêneur. Certains même récusent sa paternité. Nées dans les années 1930, des rumeurs insistantes font de Staline le descendant, au choix, d'un prince, d'un comte, d'un général, voire d'un ecclésiastique. Le général explorateur Prjevalsky, à qui Staline ressemble vaguement, tient la corde. Mais Kéké était déjà enceinte lorsqu'il passa à Gori. Le comte Egnatachvili est le favori du romancier géorgien Tchaboua Amouredjibi, auteur du roman *Gora Mborgali*, et de la petite-fille de Staline, Nadejda, selon qui Joseph « savait » qui était son vrai père, mais accrédita la légende de Vissarion pour sauver l'honneur de sa mère. Comment sait-elle que Staline « savait » puisqu'il ne l'a pas dit à sa

fille, sa seule confidente ? La rumeur façonne ainsi une Catherine Gueladzé aux antipodes de la femme austère et pieuse telle que l'ont connue les camarades de Sosso. Une fois libérée, l'imagination galope. Les Américains Fishman et Hutton, par une étymologie à la Pierre Dac, affirment : les Juifs géorgiens, venant de l'île de Djou, furent dénommés « Djouga », et, lorsque l'usage des noms de famille s'établit en Géorgie, on les appela fils de Djou, soit Djougachvili ! Donc Staline était juif !

Kéké reporte sur le petit Joseph toute son affection. Les rares photographies qu'on a conservées d'elle en grand-mère, tout de noir vêtue, le visage sévère encadré d'un voile sombre qui dissimule ses cheveux, ses oreilles, son menton, laissent malaisément deviner la jeune femme de cette époque. Son existence n'était pas rose. Battue par son mari, elle bat à son tour Sosso. Svetlana en témoigne. « Mon père nous racontait parfois comment sa mère le rossait, quand il était enfant<sup>22</sup>. » Lors de sa dernière visite à sa mère en 1935, il lui aurait demandé : « Pourquoi est-ce que tu me battais si fort ? – C'est comme ça que tu es devenu aussi bon », lui aurait-elle répondu. En tout cas, Sosso gardera la trace indélébile de cette enfance marquée par les coups. Plus tard, lors des interrogatoires de ses victimes, il conseillera aux enquêteurs du NKVD : « Frappez ! Frappez ! »

Sa mère tente en même temps de le protéger et consacre toutes ses forces à son éducation. En 1930, elle le dépeindra au journaliste américain Knickerbocker comme le modèle du bon petit gars : « Sosso a toujours été gentil. Je n'ai jamais eu à le punir. Il étudiait beaucoup, il était toujours en train de lire ou de bavarder et d'essayer d'apprendre sur tous les sujets. » Elle ajoute : « C'était mon enfant unique et je le chérissais<sup>23</sup>. » Joseph n'a ni frère ni sœur ; les enfants uniques sont rarissimes en cette époque de familles nombreuses, malgré les ravages de la mortalité infantile. La situation de Staline, enfant unique, brutalisé par son père et sans autre lien affectif que l'amour rude d'une mère accablée par le travail et les tâches domestiques, est assez exceptionnelle. Il n'a jamais connu l'affection ni les rivalités qui peuvent unir frères et sœurs. L'univers du sentiment se réduit à l'amour unique d'une mère pieuse, dévouée, obstinée, mais peu expansive. Cette femme illettrée, à peine capable de griffonner son nom, rêve d'arracher son fils unique à son milieu et d'en faire un prêtre, seul moyen d'ascension sociale pour un fils de



savetier et de femme de ménage. Elle se bat, pour parvenir à ses fins, avec un acharnement qui marquera Sosso. Elle lui transmet, souligne Svetlana, «sa fermeté, son entêtement, sa sévérité, sa morale puritaine, son caractère viril [...]». À sa manière, conclut-elle, il l'aima et la respecta toute sa vie<sup>24</sup>». Il aura de la peine à le lui manifester. Les dix-huit lettres qu'en quinze ans, de 1922 à 1937, il enverra à sa mère, solitaire et recluse, sont ainsi d'une extrême sécheresse. Staline a, certes, toujours été renfermé sur lui-même, mais ces épîtres télégraphiques aux formules stéréotypées inlassablement répétées atteignent un rare degré de laconisme. L'hyperbole de ses vœux rituels de longue vie («vis mille ans») masque mal l'incapacité à exprimer un sentiment réel<sup>25</sup>. Il ne savait que dire à une femme étrangère à son univers et à ses soucis. Cette indifférence reflète aussi sans doute une volonté de couper les ponts avec l'époque révolue de son enfance.

En 1883, Vissarion quitte sa femme et son fils. Incapable de gérer son petit atelier qui périclité, il part s'embaucher à l'usine de chaussures Adelkhanov, à Tiflis. Selon le romanesque Radzinski, Kéké, endurcie par son travail, résistait de plus en plus à son ivrogne de mari et lui rendait coup pour coup ; Besso finit par se sentir mal à l'aise dans une maison où il n'était plus le maître et décampa. Mais nul n'a jamais assisté à ces imaginaires empoignades. Une fable grossière, relayée par le fils de Beria dans l'édition française (mais pas dans l'édition russe !) de ses souvenirs, fait de Kéké une femme de mœurs légères. En fait, Kéké s'engage comme bonne à tout faire chez le prêtre orthodoxe Tcharviani et s'installe avec son fils dans un petit deux-pièces attenant à sa maison. Vissarion revient de temps à autre au domicile conjugal battre son épouse. Un jour, indigné, Joseph lance un couteau dans sa direction, mais le manque ; Vissarion se rue sur lui. Le gamin s'enfuit chez des voisins qui le garderont jusqu'au départ du père en furie.

En 1906, Staline répandra une version mythique des années passées par Vissarion dans les ateliers sombres et malodorants de la fabrique Adelkhanov, où les ouvriers travaillent 14 à 15 heures par jour. Il raconte en effet l'histoire édifiante d'un cordonnier propriétaire d'un tout petit atelier qu'il doit fermer, écrasé par la concurrence, et qui part s'embaucher chez Adelkhanov à Tiflis. Il rêve de se constituer un petit capital pour rouvrir son petit atelier. «La situation de ce savetier est *déjà* prolétarienne, mais sa

conscience est encore non prolétarienne, elle est encore complètement petite-bourgeoise<sup>26</sup>. » Ce savetier prolétarisé se heurte aux dures réalités qui le font mûrir, il travaille mais n'amasse rien car son salaire lui permet à peine de vivre. En même temps, il est libéré des soucis du patron d'atelier, et le samedi il empoche sa paie. Ce constat balaie ses rêves petits-bourgeois. Comme son salaire est insuffisant il réfléchit à la meilleure façon d'obtenir une augmentation, écoute ses camarades parler de grèves et de syndicats, prend conscience qu'il lui faut se battre contre les patrons, adhère finalement au syndicat, fait grève et devient bientôt socialiste.

Cette vision idyllique d'un Vissarion anonyme et sobre, passant de l'ivrognerie et des coups de poing à l'action socialiste, est entièrement imaginaire. À cette époque, le mouvement ouvrier géorgien est dans les limbes, il n'existe encore ni syndicat, ni cercle social-démocrate, ni grèves. Vissarion n'a donc pu vivre ce passage exemplaire de l'esprit petit-bourgeois à la conscience prolétarienne. Un père idéal se substitue ici au père réel dont Joseph utilise l'histoire, revue et corrigée, pour illustrer l'aphorisme marxiste selon lequel l'existence détermine la conscience. Vissarion n'a combattu l'abrutissement du travail en fabrique que par l'alcool. Son existence a bien déterminé sa conscience, mais dans le sens inverse de ce conte bleu.

À 7 ans Joseph est frappé par la variole. Son visage en restera toute sa vie criblé de trous. Et les photographies officielles auront beau présenter un visage lisse, les stigmates de cette maladie lui vaudront le pseudonyme de « Grêlé » dans la police. Jusqu'à l'âge de 9 ans, il passe l'essentiel de son temps dans la rue avec les gamins du quartier, qui ne parlent que le géorgien comme sa mère. Un jour, une calèche le renverse ; on le ramène tout sanglant à la maison ; il se redresse sur son brancard et murmure à sa mère affolée : « Ne t'inquiète pas, tout ira bien », avant de s'évanouir ; mais la blessure s'infecte et provoque un empoisonnement du sang ; l'accident et l'infection déforment à jamais son bras gauche déjà atrophié de naissance.

Selon l'humeur des témoins, Sosso nous est présenté comme un enfant gai ou grincheux, bon camarade ou petit chef hargneux. Hanna Mochiachvili, qui se présente comme une amie de Kéké, prétend : « Sa sinistre vie de famille avait endurci Sosso. C'était un enfant insolent, grossier, et entêté. » Mais elle ajoute

bizarrement : « Il était pour nous comme notre propre fils...<sup>27</sup> » malgré tous ces défauts.

La rue, avec ses jeux et ses bagarres, où il n'avait ni la carrure ni le poing suffisants pour s'imposer comme chef, est sa première école. Malingre, souffrant de la poitrine, il couve la tuberculose. Sur une photographie des élèves du petit séminaire, il se détache au dernier rang de ses condisciples, qui le dépassent d'une bonne tête, par sa petitesse et son air chétif. Sa peur d'être rossé dans les rituelles bagarres de rues, en raison de sa petite taille et de sa constitution fragile, le rend encore plus renfermé et vindicatif.

Lorsque viendra le temps de la légende, le gamin malingre se transformera en champion toutes catégories. Un lointain camarade d'enfance le décrit comme un nageur sans rival qui, dès l'âge de 6 ans, traversait la Koura d'un trait, sans s'arrêter pour reprendre son souffle, réalisant ainsi l'exploit de Mao Tsé-toung fendant, la soixantaine passée, les eaux du Yang-tsé, moins rapide mais bien plus large que la Koura. Or, Staline ne savait pas nager et se contentait de barboter dans l'eau ; il n'a d'ailleurs jamais pratiqué aucun sport. Sa supériorité mythique s'affirme dans tous les domaines : « Au ballon, dit l'un, il savait sélectionner les meilleurs joueurs de sorte que notre équipe gagnait toujours » ; savoir choisir ses coéquipiers est l'indice du futur chef. Un autre loue « sa voix douce et sonore », qui poussera la direction du petit séminaire à le recruter dans sa chorale et, un jour de 1892, il ira même jusqu'à pousser un solo lors d'une messe en l'honneur du tsar.

Il grandit lentement et peu. Il ne dépassera pas 1,62 m et en souffrira. Comme Louis XIV, il se fera fabriquer d'épaisses semelles compensées et choisira, si possible, des collaborateurs courtauds.

Il aime faire des blagues. Un jour, il grimpe sur le toit d'une maison, jette par la cheminée une brique qui tombe dans le foyer et projette des flammèches sur les occupants. Il n'éprouve pas plus de pitié que les petits campagnards des environs pour les oiseaux, qu'il pourchasse à coups de pierres, ou pour les autres animaux. D'aucuns voient là très abusivement le signe d'une psychopathie paranoïaque, que sa seule cruauté à l'égard des animaux, banale à cet âge, ne permet pourtant nullement d'identifier. Déceler chez le jeune Staline les prémices du futur tyran est abusif. En fait, trop chétif pour s'imposer par la force, trop renfermé pour dominer par le verbe, il n'a pas été, comme des mil-

liers d'enfants, chef de bande, il n'a pas régné sur les gamins de la rue Sobornaïa, il n'a pas connu les plaisirs enivrants de cette autorité éphémère mais absolue.

En septembre 1888, Sosso, âgé de 10 ans, entre au petit séminaire de Gori, sorte d'école primaire orthodoxe. La pauvreté de Kéké, qui accepte de faire des ménages dans l'établissement, et l'appui du prêtre Tcharviani qui l'emploie, permettent à Sosso, considéré comme « l'un des élèves les plus pauvres et les plus doués », d'obtenir une bourse complète de trois roubles par mois. Sa mère s'est mise en quatre : le jour de la rentrée, le 1<sup>er</sup> septembre 1888, il arrive à l'école vêtu d'un manteau bleu neuf, la tête couverte d'une casquette de feutre, un foulard rouge autour du cou. Il n'a rien à envier aux élèves des familles plus aisées. Ainsi, dès le premier jour, l'école lui apparaît comme le lieu de la revanche et de l'ascension sociales.

La Russie traverse alors une ère de profonde réaction. Alexandre III renforce le caractère policier de l'organisation religieuse de la Russie : tout sujet de l'Empire est enregistré comme membre d'une confession autorisée, l'état civil et le mariage sont de la compétence des clergés, l'athéisme est officiellement pros crit. Il est interdit aux orthodoxes de changer de religion, aux autres chrétiens de se convertir à une religion non-chrétienne, au juif ou au musulman converti à l'orthodoxie de revenir à sa première religion. La conversion d'un chrétien non orthodoxe et d'un juif à une autre confession que l'orthodoxie est soumise à l'autorisation du ministère de l'Intérieur ; celle d'un non-chrétien (sauf un juif) à celle... du ministère des Affaires étrangères. Le mariage entre chrétiens et juifs ou musulmans n'est autorisé que pour les luthériens. Le clergé orthodoxe est financé par l'État, dont il est la police spirituelle, et son budget augmente sans cesse ; les autres clergés sont salariés par les fidèles. L'instruction religieuse est obligatoire à l'école. Le gouvernement multiplie les écoles paroissiales pour favoriser la conversion à l'orthodoxie et la russification.

Sosso travaille d'arrache-pied, mais, au cours de l'été 1889, Vissarion réapparaît et emmène son fils avec lui à l'usine Adelkhanov. Il déclare à Kéké : « Tu veux que mon fils soit prêtre. Tu te fais des illusions. Je suis savetier et mon fils sera savetier comme moi<sup>28</sup>. » Kéké proteste ; il la roue de coups et embarque Sosso. Kéké s'obstine, fait intervenir les prêtres de l'école qui

alertent leurs confrères de Tiflis. Vissarion cède face à cette coalition ecclésiastique : « Un peu plus tard, dit Kéké, j'ai pourtant réussi à remettre l'enfant à l'école<sup>29</sup>. » Quand ? Elle ne le précise pas, mais il a sûrement fallu du temps pour convaincre l'obstiné cordonnier qui a ainsi fait perdre une année d'études à son fils. Vissarion, vaincu par son épouse, atteint dans son autorité, abandonne sa famille et s'en va sur les routes. Sosso n'évoquera jamais ce bref et unique moment de son existence où il a travaillé de ses mains, pas même lorsque la propagande officielle chantera le passé prolétarien et les mains calleuses des dirigeants. Le souvenir lui en était par trop désagréable.

Cet épisode d'Adelkhanov a nourri l'une des légendes qui pululent autour de lui. Un fantaisiste biographe le mêle à la horde des « kintos », ces voyous et déclassés au couteau facile qui lui auraient appris à manier le poignard caucasien et à se battre dans les bouges obscurs et les ruelles de la cité. Mais rien ne confirme cette science du poignard, dont Sosso n'aurait pas manqué de se vanter auprès de ses camarades à Gori. Pourtant, en 1923, un communiste géorgien, confronté à ses méthodes brutales, le qualifiera de « kinto ». Trotsky a intitulé un chapitre de sa biographie du Secrétaire général « Kinto au pouvoir ». Mais 1923 n'est pas 1890. Encore une fois, projeter le Secrétaire général sur l'adolescent pour montrer les prémices de l'homme d'État, faire du jeune homme un voyou parce que l'adulte sera cruel, féroce, rusé, cynique, c'est utiliser une méthode à la rétroactivité douteuse.

À peine Sosso est-il revenu de l'usine de chaussures qu'un nouveau handicap le frappe : le gouvernement, russifiant les provinces périphériques, proclame le russe langue officielle de l'enseignement en Géorgie. La direction de l'école passe aux mains de Russes. Le géorgien, que Sosso parle depuis dix ans, relégué au rang de langue étrangère, est réduit à deux heures de cours. Pour imposer le russe à des enfants habitués à parler géorgien, la direction met les réfractaires au piquet, debout ou à genoux, leur tape sur les doigts à coups de règle. À 10 ans, Sosso doit ainsi renoncer à sa langue maternelle pour en adopter une autre, totalement différente. Ce changement opéré par la force, imparfaitement d'ailleurs puisque Staline gardera toute sa vie l'accent géorgien, va associer chez lui le changement à la contrainte.

Sosso travaille avec acharnement. Il montrera plus tard une très grande mémoire du concret, mais peinera à retenir les idées.

L'enseignement du séminaire étant fondé sur la mémoire, il doit donc redoubler d'efforts. Il dévore la bibliothèque de l'école, soigneusement épurée par une censure cléricale vigilante, et complète ces lectures avec des ouvrages non autorisés venus de la bibliothèque privée d'un libraire local. Souvent un livre à la main, même l'été, lorsqu'un camarade l'invite dans la ferme de ses parents, il délaisse ce qu'un autre appelle « les espiègleries et les polissonneries ». Après l'école, il rentre en hâte à la maison. Il est bien noté, surtout en arithmétique, en dessin et en chant. Cet élève travailleur et appliqué montre aussi beaucoup de raideur. Il accepte mal que ses maîtres soulignent ses fautes, refuse de les admettre, s'entête à répéter les réponses erronées et ne s'incline que devant la loi du maître, c'est-à-dire du plus fort. Il cède devant l'autorité, non devant la vérité. Ce garçon tranquille et pieux assiste à tous les services religieux et invite ses camarades à observer, comme lui, tous les rites. Ce véritable enfant de chœur fréquente, on l'a dit, la chorale du petit séminaire.

Il assiste un jour à la pendaison de trois malfaiteurs ; secoué par le spectacle, il discute avec son voisin du sort qui attend leur âme dans l'au-delà. Sont-ils destinés à l'enfer ? La réponse qu'il propose est éloquente. Comme ils ont déjà payé leurs crimes sur terre, une seconde punition après la mort serait injuste : on ne saurait, dit-il, payer deux fois le même forfait. Il changera d'avis plus tard.

Renfermé et volontaire, tout son être est alors tendu vers la réalisation du rêve maternel. Ses anciens camarades n'évoquent aucune aventure sentimentale. Iremachvili, qui ne l'a jamais vu pleurer, souligne sa distance ironique à l'égard des autres, dont les joies et les chagrins n'éveillent en lui qu'un sourire sarcastique. Il gardera pourtant le souvenir de quelques camarades. Un jour de 1944, il fera envoyer une somme de 40 000 roubles et deux de 30 000 à trois copains d'enfance. L'envoi est accompagné, pour l'un d'eux, d'un petit mot laconique : « Gricha, accepte de moi ce petit cadeau. Le 9-5-44. Ton Sosso<sup>30</sup>. »

Un de ses anciens camarades nous montre un Sosso porte-parole des « enfants des pauvres et des déshérités », esquisse du futur chef du prolétariat mondial. Son thuriféraire Iaroslavski le décrira même en marxiste en herbe, parcourant les faubourgs et les campagnes pour convaincre ouvriers et paysans que les grands propriétaires et les capitalistes les exploitent. Pure inven-

tion. Les autorités de l'école auraient chassé l'agitateur et lui auraient fermé les portes du grand séminaire. La vision de Sosso dressant dans un grandiose chahut ses camarades contre un moine russe méprisant le géorgien et les Géorgiens est tout aussi invraisemblable pour la même raison. Cette première révolte de Sosso, si elle est réelle, est postérieure.

Il achève le cycle d'études en mai 1894, à l'âge de 16 ans, et termine premier de sa classe. Mais il aura redoublé une classe sur deux, mettant six ans au lieu des quatre prévus pour le cursus. En 1924, son secrétaire personnel Tovstoukha, rédacteur de sa biographie autorisée, fixe la date de sortie du petit séminaire à 1893 pour camoufler ces deux redoublements ; le recul d'un an de sa date de naissance a sans doute un objectif identique : lui faire terminer officiellement sa scolarité primaire à 15 ans, voire 14, au lieu de 16.

Il est depuis quatre ans débarrassé de la tutelle paternelle. Une tradition bien établie fait mourir Vissarion en 1890, poignardé au cours d'une rixe d'ivrognes à Tiflis. Or, rien n'est moins sûr. Lors de son premier séjour en prison, en 1902, Joseph aurait, dit-on, reçu la visite de son père qui l'aurait sermonné ainsi : « Alors, comme ça, tu es contre le tsar ? Tu voudrais renverser Nicolas ? Tu veux quoi, te mettre à sa place<sup>31</sup> ? » L'anecdote, douteuse, accrédite néanmoins la thèse qui fait vivre Vissarion au-delà de la date généralement admise. Une étude sur l'enfance de Staline, publiée en 1939 dans *Molodaia Gvardia*, fait ainsi mourir Vissarion en 1906. Deux documents de police consacrés à Staline notent par ailleurs en 1909 : « Le père mène une existence de vagabond<sup>32</sup>. » La mort de ce marginal n'est donc pas encore enregistrée. Il faut attendre 1912 pour lire : « Père décédé<sup>33</sup> », sans précision de date.

De 1890 – date prétendue de sa mort – à 1906 – probable date de sa mort –, Vissarion a erré par les routes pour mendier son pain, ou vivre de chapardages et d'expédients ; il est devenu un personnage des *Bas-Fonds*, un clochard étranger au prolétariat dont Joseph sera censé sortir. Disparu à jamais de la vie de sa femme et de son fils, il est mort dans un asile de nuit de Tiflis et, nul ne réclamant son cadavre, l'État l'a fait enterrer à ses modestes frais. En 1918, en un ultime et peu flatteur souvenir du père, Staline traitera de « savetiers » les généraux tsaristes ralliés à l'Armée rouge, marque de son mépris.

Catherine Gueladzé affirma sans doute que son mari était mort en 1890 pour dissimuler un abandon déshonorant, mais peut-être aussi afin de ne pas hypothéquer la carrière religieuse de Joseph. Pour devenir prêtre, un fils de paysan devait, en effet, obtenir une autorisation du gouverneur ; or, la chancellerie, méfiante à l'égard des sentiments antirusse du bas clergé, issu de la paysannerie locale, vérifiait toujours la conduite du père. L'expédier verbalement dans l'au-delà réduisait les risques de complication.

Pendant que Joseph bûche, pendant l'hiver 1891-1892, une terrible famine ravage le bassin de la Volga. Elle touche près de trente millions de personnes, répand le choléra et fait plusieurs centaines de milliers de morts. Le ministre des Finances Vychnegradski déclare alors : « Nous ne mangerons pas à notre faim mais nous exporterons<sup>34</sup>. » Staline améliorera la méthode sans répéter la formule. La famine, revers de l'exportation croissante de céréales, se répétera, mais moins grave, en 1899 et 1902. Ces famines, qui déciment les campagnes, ébranlent les fondements mêmes de l'État. Les paysans paient en effet bon an mal an 45 % environ des impôts directs. Ils alimentent de plus les caisses de l'État grâce aux multiples taxes sur les produits de base (sel, tabac, thé, pétrole de lampe, vodka). En 1891, près de trente ans après l'abolition du servage, les paysans n'ont remboursé à l'État que 1,2 % des indemnités de rachat avancées par lui. L'émancipation-rachat du servage décidée en 1861 se mue en fardeau pour l'État, alors même que les paysans en trouvent la charge de plus en plus insupportable.



## CHAPITRE II

### Koba le révolté

À la fin du mois de mai 1894, la direction de l'école de Gori adresse au grand séminaire de Tiflis une courte liste d'élèves aptes à poursuivre leurs études. Joseph Djougachvili y figure en tête. Reste à passer l'examen d'entrée. Fin août 1894, il en subit les épreuves avec succès, et le 2 septembre il entre au grand séminaire. Que ressent-il en pénétrant dans ce grand bâtiment gris et malodorant de quatre étages où s'entassent près de huit cents étudiants dans des dortoirs mal aérés de vingt à trente lits et des salles de classe aux fenêtres closes ? Il ne l'a jamais dit.

Non loin du séminaire se dresse le bâtiment du lycée, dont les élèves ne se mélangent pas aux séminaristes. Aussi Joseph ne pourra-t-il rencontrer le jeune Léon Rosenfeld, le futur Kamenev, inscrit au lycée en 1896 par ses parents qui viennent de s'installer dans la capitale.

Il doit d'abord, comme les 163 autres élèves admis dans l'établissement, signer l'engagement imposé par le saint-synode, par décret du 31 janvier 1894, d'« exécuter sans conditions toutes les exigences de la direction du Séminaire ainsi que du règlement édicté pour les élèves du Séminaire et de se soumettre aux dispositions communes établies pour le Séminaire sous peine [...] d'être immédiatement exclu du Séminaire<sup>1</sup> ». Les 164 élèves signent. Un seul nom est suivi de la mention : « Demande que soit communiqué le texte du règlement », celui de Joseph Djougachvili. Il veut connaître les obligations auxquelles il doit se

plier. Le premier acte de sa vie de séminariste, attaché au passage de son enfance à demi campagnarde à son avenir d'adulte, est un engagement de soumission inconditionnelle. Ainsi, pour la deuxième fois, le changement lui apparaît directement lié à la contrainte.

Son premier souci est d'ordre matériel : il sollicite une bourse dans une «très humble» requête au recteur, l'archimandrite Sérafime. Rappelant qu'au séminaire de Gori il a toujours bénéficié d'une bourse et qu'il en est sorti premier, il ajoute : «N'ayant pas les moyens matériels de poursuivre mes études, j'ai eu néanmoins, avec l'autorisation de Votre Éminence, l'audace de me présenter à l'examen d'entrée du séminaire de Tiflis, et par bonheur je l'ai passé avec succès [...]. Mais, comme mes parents ne peuvent pas subvenir à mes besoins à Tiflis, je demande très humblement à Votre Éminence de bien vouloir m'accepter, ne serait-ce qu'avec une demi-bourse<sup>2</sup>.»

Il l'obtient, comme dix-sept autres élèves de sa classe (soit la moitié). Mais, depuis quatre ans, les études au séminaire, devenues payantes, en vertu d'un décret du 30 octobre 1890, coûtent 40 roubles par an ; la demi-bourse ne couvre que la moitié des frais d'internat (la nourriture, la tenue réglementaire et les fournitures scolaires). Or, l'automne est frais ; c'est pourquoi, dès le 29 septembre, Joseph, dans une nouvelle «très humble requête» au recteur, lui demande des vêtements d'hiver : «Ma mère se trouve dans une situation d'extrême pauvreté. N'ayant pas de biens ni meubles ni immeubles, elle vit du travail de ses mains et assure par là mon entretien, mais souvent elle ne peut en trouver [...]. C'est pourquoi je vous demande très humblement, Votre Éminence, de me donner des vêtements d'hiver et d'alléger ainsi la situation misérable de ma mère. J'ai le plein espoir que vous ne manquerez pas de m'exprimer une bonté paternelle et me protégerez du refroidissement et du froid<sup>3</sup>» [*sic* !]. Il doit les obtenir puisqu'il ne présentera plus cette demande les hivers suivants.

Le rythme de vie, dans ce pénitencier religieux, est pesant : lever à 7 heures, prières, cours, prières, déjeuner, prières encore, sortie quotidienne de 15 à 17 heures, appel nominal, vêpres, thé vespéral, étude, dîner, prières, extinction des feux à 10 heures. Les intoxications alimentaires sont fréquentes. Tous les dimanches et lors des fêtes religieuses, les étudiants, en sabots, suivent debout d'interminables offices sous le regard inquisiteur

des moines qui les surveillent. En semaine, ils ont un programme chargé : Écriture sainte, langues anciennes, chant en slavon (langue liturgique), chant en géorgien, histoire biblique, littérature, histoire civile (de l'Empire russe), mathématiques, langue géorgienne, plus une composition en russe et... une note de conduite. La journée est rythmée par le claquement des sabots dans les couloirs à chaque changement d'activité.

Selon Iremachivili, passé de l'école religieuse de Gori au grand séminaire en même temps que Sosso, « l'existence y était triste et monotone. Enfermés jour et nuit entre ces murs de caserne, nous nous sentions dans la peau de détenus condamnés, quoique innocents, à y passer des années entières. Nous étions accablés et repliés sur nous-mêmes<sup>4</sup>. » Moines et surveillants redoutent chez ces jeunes gens, qu'ils traitent comme des bêtes, l'éveil des sentiments nationalistes et l'intérêt pour les nouvelles doctrines socialistes. L'atmosphère des cours est pesante, la discipline écrasante.

Les autorités civiles et religieuses sélectionnent la littérature autorisée en fonction de critères obscurs : elles interdisent ainsi Dostoïevski, Tolstoï, Tourgueniev, et le satirique Saltykov-Chtchedrine, mais admettent Lomonossov, le père fondateur des lettres et de la science russes, Ostrovski, qui dépeint le milieu obtus et avide des marchands, Griboïedov et le libertin Pouchkine, revu et corrigé. La lecture des journaux, le théâtre et les concerts sont interdits.

Les prières, les offices et cérémonies répétés, la pesanteur des rites, essentiels dans l'Église orthodoxe, et la surveillance constante des moines accablent les jeunes séminaristes. Moines et surveillants fouillent les affaires des élèves, leurs pupitres, leurs coffres, les poches de leurs vêtements, leurs carnets et cahiers, fouinent sous leurs matelas. La découverte d'un journal intime ou d'un livre loué à la « Bibliothèque bon marché » de la ville, interdite par la direction, envoie le coupable au piquet debout à la cantine ou, pis, deux, trois, parfois cinq heures au cachot, humide et froid. « Nous avons l'impression d'être dans des oubliettes », écrit Gogokhia, lui aussi passé de Gori au grand séminaire, « nous dissimulions sous des mines confites nos pensées aux moines qui nous surveillaient<sup>5</sup> ». De la dissimulation à la tentation du défi, la distance est courte. Les séminaristes en rupture de ban étalent la Bible sur leur pupitre pendant les leçons

et les services religieux, mais tiennent sur leurs genoux Darwin, le père de l'évolutionnisme, et plus tard les odieux matérialistes Marx et Plekhanov – son vulgarisateur russe.

Il n'en reste pas moins que l'entrée au séminaire de Tiflis projette Joseph Djougachvili d'une bourgade provinciale et de son univers borné dans une capitale cosmopolite où la férule du vice-roi ne peut étouffer le bouillonnement des idées qui se fait sentir jusqu'à l'intérieur même de l'établissement. Près de 40 % des 150 000 habitants de Tiflis sont des Arméniens qui en contrôlent le commerce et l'industrie ; un quart sont des Russes, noyau de l'administration, de la gendarmerie et de l'armée ; les Géorgiens, artisans, petits commerçants ou employés de l'administration civile et militaire, forment un autre quart. Le prolétariat naissant est constitué à la fois de Russes (les cheminots essentiellement) et de paysans géorgiens déracinés. La ville abrite aussi des Juifs et des Allemands, et un sous-prolétariat de Perses et de Tatars.

La discipline obtuse du séminaire avait longtemps fabriqué des prêtres dociles. La majorité des élèves étaient des fils de prêtres, et le séminaire constituait le lieu fermé de reproduction d'une caste, pauvre certes, mais jouissant de privilèges divers, comme l'exemption du service militaire et du fouet infligé aux paysans grognons ou rétifs. Mais l'ébullition révolutionnaire de la jeunesse intellectuelle dans les années 1870 a transformé les séminaires en pépinières de révoltés. « Mal nourris, insuffisamment vêtus, aigris par de précoces souffrances, ne connaissant guère de la religion que de fastidieuses pratiques, écrit Anatole Leroy-Beaulieu, les séminaristes prenaient en aversion et leurs maîtres et leur vocation, et la société et l'Église<sup>6</sup>. » La situation était pire encore en Géorgie ; ailleurs, les jeunes étudiants choisissaient systématiquement l'université. Mais l'autocratie, craignant l'agitation estudiantine, n'avait pas ouvert d'université à Tiflis. La plus proche se trouvait à Kiev ou à Odessa ! Le séminaire, malgré sa pesanteur, restait donc le seul lieu de formation, de développement intellectuel, et donc de contestation.

L'orgueil national des Géorgiens y favorise le développement de l'esprit de subversion. En 1884, le jeune séminariste Sylvestre Djibladzé gifle le recteur russe de l'établissement, coupable d'avoir qualifié le géorgien de langue « bonne pour les chiens ». Exclu, il participe en 1885 à la fondation du premier cercle socialiste à Tiflis, puis, dix ans plus tard, à la constitution de la social-

démocratie géorgienne. En juin 1886, un autre étudiant, Joseph Lagiachvili, fils d'un prêtre, poignarde le recteur, toujours aussi méprisant à l'égard des Géorgiens et de leur langue. Pendu, il devient un héros national.

Rien d'étonnant, donc, à ce qu'un rapport de police affirme : « Comparé aux autres séminaires russes, celui de Tiflis paraît se trouver dans les pires conditions. Les élèves manifestent assez souvent une mentalité antireligieuse et se montrent hostiles à ce qui est russe. Il est trop souvent impossible de corriger de tels élèves<sup>7</sup>. » À l'automne de 1893, une grève d'une semaine secoue l'établissement. Les élèves exigent l'amélioration de la nourriture, le droit d'aller au théâtre et d'entrer à l'université après la fin de leurs études au séminaire, l'augmentation du nombre des disciplines non religieuses et un enseignement dispensé en géorgien. La direction ferme l'établissement, en exclut 87 élèves ; la police en chasse 23 de la ville. Parmi eux, un certain Lado Kethskovéli, dont le frère cadet, Vado, sera camarade d'études de Joseph Djougachvili. Cette grève pousse le saint-synode à édicter, le 31 janvier 1894, le texte d'engagement précité que devront signer les élèves en septembre. Mais que peut valoir une signature forcée ? Formé à cette école, Staline ne verra plus tard qu'hyppocrisie dans les serments solennels de ses opposants vaincus.

Les élèves pouvaient sortir du séminaire de 15 à 17 heures et déambuler dans les deux quartiers de la capitale : sur la rive gauche de la Koura, la ville administrative, la prison, les casernes, l'hôpital, au sommet d'une paroi à pic contre laquelle s'aligne, en contrebas, la rangée de maisons du quartier d'Avlabar ; sur la rive droite, la ville ancienne où s'entassent, le long des rues sinueuses descendant jusqu'au pied de la montagne, bazars, églises et maisons aux murs bigarrés, surmontés de tours, de terrasses et de dômes, ornés de balcons sculptés et d'escaliers extérieurs. Le Douanier Rousseau géorgien, Niko Pirosmiani, ancien employé des chemins de fer de la ville, a peint de motifs naïfs et de couleurs vives les enseignes de nombreux estaminets.

La vieille ville est animée d'un mouvement perpétuel, de l'aube au crépuscule : montagnards en burnous noirs, kintos, le torse moulé dans un maillot rouge sous leur caftan bleu, les jambes ornées de culottes bouffantes, la casquette plate vissée sur le crâne, un foulard aux couleurs vives négligemment noué autour du cou, portefaix ployant sous leur charge, porteurs d'eau

courbés sous leurs outres galopent à travers les ruelles et passages où selliers, joailliers, ciseleurs, potiers vocifèrent toute la journée pour faire l'article en poussant, dans toutes les langues du Caucase et en russe, des hurlements rythmés par les coups de maillet des ferblantiers et chaudronniers, le braiment des ânes et les cris des chameaux. Les chaises, tables et barriques de vin des cabarets encombrant les trottoirs et la chaussée, envahis par l'odeur du fromage, des oignons, des herbes, des fruits, du mouton grillé, des ordures et des déchets. Tiflis-la-pittoresque est aussi une ville poussiéreuse et boueuse, formée aux trois quarts d'un entrelacs de ruelles tortueuses, sales et malodorantes. Seul le centre de la capitale est éclairé au gaz. Les faubourgs obscurs sont, dès la nuit tombée, le royaume des mendiants et des kintos.

Le jour, la ville offre une multitude de spectacles rituels : combat de béliers sur lesquels misent des parieurs acharnés et braillards, empoignade de lutteurs qui s'étreignent dans la poussière des places, bénédiction des eaux et purification des péchés dans les eaux glacées de la Koura en mars, le Keenoba (ou carnaval), dont les participants déguisés et masqués traversent la ville en dansant et en exécutant diverses pantomimes sous la conduite de cavaliers symbolisant l'opresseur national que la foule finit par jeter dans la rivière, ou encore l'office des morts musulmans, le Chakseï-Vakhseï, au cours duquel des hommes, torse nu, se flagellent à coups de chaînes ou se lardent la chair à coups de poignard. À l'exception du Chakseï-Vakhseï, Staline ne dira jamais rien de l'exubérance de Tiflis, pas plus qu'il ne parlera des rares villes étrangères qu'il traversera plus tard. La ville et son architecture le laissent froid. Et dans les années 1930, il fera sans état d'âme dynamiter à Moscou les monuments du passé qui gênent la vue ou la circulation.

Un mois après l'entrée de Sosso au grand séminaire, Alexandre III meurt, le 1<sup>er</sup> novembre 1894. La générale Bogdanovitch, monarchiste convaincue, note dans son Journal : « Il n'inspirait que la crainte. Sa disparition, accueillie froidement, ne laisse aucune trace. Seuls le regrettent ceux qui veulent conserver leur portefeuille<sup>8</sup> »... et son fils, le tsarévitch. Peu de monde au total. Pour restaurer dans son intégrité le régime autocratique, cet empereur aux idées courtes a mutilé ou annulé les réformes de son père. Sous son règne, l'histoire semble s'être arrêtée.

Après onze ans de réaction bornée, l'attente de son successeur

éveil de vagues espoirs de changements. Mais la formation politique du nouvel empereur est nulle, ses centres d'intérêt limités, son intelligence médiocre et sa volonté flottante. Il a peu d'idées en tête, et vit dans la certitude qu'il est tout-puissant par la volonté de Dieu ; tsar, il est en effet le représentant du Seigneur, qui inspire ses décisions. Il maintiendra jusqu'au bout sa confiance à des charlatans, guérisseurs, médiums ou «hommes de Dieu», comme Raspoutine. En 1891, son père l'a envoyé faire un tour du monde ; en Égypte, les danses du ventre l'ont beaucoup plus intéressé que Louxor ; au Japon il passe, avec son escorte, ses nuits dans les lupanars. Il aime la chasse, les parades militaires, les bals, le ballet – et surtout les danseuses. Son père, qui nourrit pour lui un mépris aimable, dit de lui en 1892 : «C'est tout à fait un enfant, il n'a que des jugements puérils<sup>9</sup>.» Deux ans plus tard, cet enfant immature, marié à une duchesse allemande anglicane convertie d'urgence à l'orthodoxie, hystérique et despotique, monte sur le trône à 26 ans. Le 16 janvier 1895, ce jeune tsar ignorant tout des réalités de son pays et du monde met fin aux «rêves insensés sur la participation des représentants des zemstvos au gouvernement du pays» et ajoute : «Je maintiendrai le principe de l'autocratie sans l'infléchir, et aussi fermement que l'avait maintenu mon inoubliable père<sup>10</sup>.» Les libéraux repartent désenchantés.

La catastrophe qui marque les fastueuses cérémonies du couronnement augure mal de son règne : le 6 mai 1896, sur l'esplanade de la Khodynka, creusée pour travaux puis mal rebouchée, une bousculade et la panique font à Moscou officiellement 1 282 morts et plus de 10 000 blessés. Le bal prévu est maintenu malgré tout, à proximité des cadavres et des mourants. L'enquête imputera la catastrophe à l'indolent grand-duc Serge, maître des cérémonies. Mais la famille impériale s'indigne de voir l'un de ses membres mis en cause. Le tsar innocent donc le coupable séance tenante.

Pourtant la Russie bouge et mue. Serge Witte, ministre des Finances depuis août 1892, poursuit une politique de développement industriel fondée sur la surexploitation maximale de la population ouvrière et paysanne, et sur des emprunts massifs à l'étranger, en particulier en France, dont Nicolas II dira plus tard avec élégance : «La France, c'est la caisse.» Il instaure en juin 1894 le monopole de l'État sur la vente des alcools, pilier du

budget national, appelé dès lors «budget de l'ivrognerie»; il lance, de 1893 à 1900, des emprunts obligataires à tout va, l'équivalent de 30 milliards de dollars actuels en chiffres ronds. À la fin du siècle, les deux tiers des actions des secteurs miniers et métallurgiques sont entre les mains de capitaux étrangers, surtout français. Witte tente ainsi de susciter, à l'aide des banques étrangères, un capital national ainsi qu'une bourgeoisie industrielle et commerçante nationale (à laquelle le tsar refuse pourtant tout droit politique), bref de développer en deux ou trois décennies un processus qui a pris deux siècles en Europe occidentale. Le choc ébranlera la Russie.

Cette injection massive de capitaux triple en dix ans l'extraction de charbon et de pétrole ainsi que la production de fer et d'acier. Les paysans, qui, d'après le recensement de 1897, représentent plus de 80 % des 129 millions d'habitants de l'Empire, souffrent de la misère et d'un surendettement qui interdit tout élargissement réel du marché intérieur. L'essor industriel crée un prolétariat urbain dont le développement et la surexploitation soulignent le caractère utopique de l'idée populiste selon laquelle il existerait une voie russe et paysanne vers le socialisme permettant d'éviter le capitalisme industriel. Ils favorisent la diffusion des analyses marxistes, que la censure gouvernementale laisse d'abord s'exprimer, les jugeant abstraites, jusqu'à ce que la police s'en mêle. Ainsi apparaît un marxisme «légal», épuré de la lutte des classes et réduit à une théorie de l'évolution économique fondant l'inéluctabilité du développement capitaliste de la Russie.

En dix ans, le mouvement ouvrier passe de l'éducation théorique et de la propagande à l'action, des cercles de formation à la grève. Balbutiant en Russie, il s'organise à l'échelle internationale. Treize ans après la dissolution de la Première Internationale, 394 délégués, dont 6 Russes, réunis à Paris du 4 au 21 juin 1889, refondent ainsi l'Internationale et proclament le 1<sup>er</sup> mai journée de manifestation universelle pour les revendications ouvrières. À l'image du parti allemand, nombre d'autres, dont le russe, prennent le nom de «parti social-démocrate».

À la fin de 1895, Lénine et Martov créent à Saint-Petersbourg l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière et sont aussitôt arrêtés et exilés. Des unions de lutte, formées dans plusieurs villes, passent vite de l'éducation et de la formation à l'agitation. En 1898, neuf délégués de quatre unions et du Bund



(parti ouvrier socialiste juif fondé en 1897 en Pologne), réunis à Minsk, proclament le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Ils sont aussitôt arrêtés par la police.

Pendant ces événements, à l'autre bout de l'Empire, le séminaire façonne puis transforme lentement le caractère de Sosso. Il est taciturne et se retire volontiers dans son coin pour lire. Il veut apprendre, travaille avec acharnement et occupe, pendant trois ans, la tête de la classe. La première année, il a de bonnes notes dans toutes les disciplines et reçoit l'autorisation d'aller en vacances chez sa mère à Gori à la fin de décembre 1894. Le registre disciplinaire fait état néanmoins de quelques menus écarts de conduite ; ainsi le 21 octobre : « Joseph Djougachvili, en parlant fort et en riant, empêche ses camarades de dormir<sup>11</sup>. » Ni chahut ni indiscipline délibérée, Sosso se conduit comme un petit paysan habitué au grand air et aux cris. Il a d'ailleurs 5 sur 5 en conduite.

En mai 1895, il finit huitième de sa section et est admis dans la première division (celle des meilleurs élèves) de la classe suivante. Il sollicite à nouveau l'archimandrite Sérafime. Rappelant sa requête de l'année précédente, il insiste sur l'état de santé de sa mère et sur l'opposition résolue de son père à sa scolarité : « Votre Éminence sait dans quelle situation de pauvreté se trouve ma mère, à la charge de qui je me trouve ; depuis trois ans déjà mon père [qui est donc toujours en vie] n'assume aucun de mes frais pour me punir d'avoir poursuivi mes études contre son désir. La vue de ma mère s'étant dernièrement détériorée, elle ne peut plus effectuer les travaux manuels qui constituaient jusque-là son unique source de revenus et payer les 40 roubles qui restent à ma charge. C'est pourquoi je me jette une seconde fois aux pieds de Votre Éminence et lui demande très humblement de me manifester son soutien en m'accordant une bourse complète<sup>12</sup>. »

Mais il se prosterne en vain. Malgré ses bons résultats et la misère de sa mère, sa requête est rejetée – comme celle des deux tiers des 39 autres demandeurs, sans doute aussi démunis que lui. Cette année scolaire 1895-1896 se passe néanmoins aussi bien que la précédente.

Une véritable frénésie de lecture s'empare alors de lui. Il lit tout le temps, même à table, la nuit à la bougie une fois le couvre-feu sonné. Sa santé déjà assez fragile se détériore alors

un peu plus. Il commence à tousser. Il arrive souvent à Iremachvili de lui enlever un livre des mains et d'éteindre sa bougie. L'air confiné des cellules et des dortoirs crasseux affaiblit les séminaristes et favorise la diffusion de la tuberculose. Sa maladie de poitrine, aggravée par ces nuits de veille, se ravive.

Sa passion le porte un instant vers la poésie. En 1895, les numéros 123, 203, 218, 234 et 280 de la revue littéraire *Iveria* (*L'Ibérie*) publient cinq poèmes écrits en géorgien. Le premier, paru le 14 juin 1895, est signé I Dj-chvili, les autres Sosselo, diminutif de Sosso. L'année suivante, le journal *Kvali* publie un autre poème signé Sozeli. Ces poèmes chantent la beauté de la nature et de la patrie, les difficultés et les espoirs du poète, sa vocation de barde, la lune, les fleurs, les oiseaux, les souffrances du peuple et la tragédie du barde bienfaiteur du peuple ingrat. *Le Matin*, édité en 1912, à Tiflis, dans un manuel de géorgien illustré de dessins représentant une fleur, un pivert et un rossignol, puis réédité en 1948 à 10 100 exemplaires, chante « le vent [qui] sent la violette, les herbes [qui] reluisent de rosée, l'éclat lumineux des roses. [...] / le chant du rossignol qui partage/sa joie avec l'univers entier », pour conclure sur un élan patriotique :

Ô toi, ma Patrie, l'arc-en-ciel  
De ta beauté nous emplis de joie :  
Et chacun doit par son travail  
Comblé de joie notre Patrie.

*La Lune* entrelace plus habilement sentiment de la nature et protestation sociale :

Souviens-toi que l'opprimé, l'esclave toujours piétiné,  
Un jour se soulèvera plus haut que la montagne  
Sur les ailes de l'espérance.

Cet optimisme se mêle à une vision romantique du poète, prophète et persécuté parce que porteur de la vérité :

La foule a tendu au persécuté une fiole de poison  
Et lui a crié : « Bois-la donc, hé maudit !  
C'est ton sort, la récompense de tes chansons.  
Ta vérité et tes sons célestes nous sont inutiles<sup>13</sup>. »

Ces thèmes romantiques conventionnels ne trahissent aucune révolte intérieure contre le régime du séminaire : Sosso ne manifeste encore aucun signe de rébellion. Le règlement du séminaire interdisait aux élèves de rien publier sous leur signature. I Djchvili, Sosselo et Sozeli sont des pseudonymes transparents, mais ces vers sont suffisamment inoffensifs pour que l'archimandrite Sérafime les ignore. Certains historiens en dénie la paternité à Staline. Or, en 1948, Chelepine, secrétaire des komsomols, demandera à Arseni Tarkovski de les traduire en russe pour le soixante-dixième anniversaire du Guide, confirmant par là qu'il en est bien l'auteur. Mais sa carrière poétique s'arrête là. Il n'évoquera jamais ces textes, qui ne seront pas repris dans ses *Œuvres complètes*. La poésie n'aura été pour lui qu'un dérivatif passager.

Pendant cette deuxième année d'études, il collectionne encore les bonnes notes : 5 sur 5 de moyenne en chant choral en slavon comme en conduite, et 4 sur 5 dans toutes les autres disciplines (Écriture sainte, langues anciennes, chant choral en géorgien, histoire biblique, littérature, histoire profane, mathématiques et géorgien). En mai 1896, il termine cinquième de sa section et passe dans la première division de la troisième année. L'année suivante (1896-1897), le cahier de discipline le mentionne pour des vétilles, bien étrangères à la révolte que la légende anticipe. Le 20 septembre 1896, un surveillant le trouve dans le dortoir après le déjeuner, ce qui est interdit. Joseph avoue être entré par la fenêtre ; il est condamné à rester debout au réfectoire pendant le repas. Trois jours plus tard, il fait partie d'un groupe d'élèves qui, après la messe du matin, osent se tenir en classe casquette vissée sur la tête. Le bon élève commence à rechigner.

En même temps se développe chez lui une curiosité intellectuelle qui l'emmène au-delà de l'univers borné des disciplines telles qu'elles sont enseignées au séminaire. Le 30 novembre 1896, un surveillant lui confisque un formulaire d'abonnement à la Bibliothèque bon marché de la ville. Le livre qu'il y avait emprunté, *Les Travailleurs de la mer* de Victor Hugo, vaut à Joseph un séjour prolongé au cachot. Il avait déjà reçu un avertissement peu avant pour la lecture de *Quatrevingt-Treize*. L'exaltation de la Convention, le portrait épique du révolutionnaire incarné dans la double figure du beau et généreux Gauvain et de son père spirituel, l'inflexible et juste Cimourdain, ce prêtre qui

hait la noblesse et le clergé, fascinent de jeunes âmes dégoûtées du conformisme du séminaire et de l'Empire. Mais ces deux héros, qui sacrifient leur vie à un idéal plus moral que politique, seront totalement étrangers au Staline adulte. Iremachvili et lui s'enthousiasment aussi pour les œuvres de Chota Roustavéli et s'enflamment sur le « sort tragique » de la Géorgie. Cet éphémère emballement nationaliste est la première forme que prend son refus de l'ordre existant.

Ces lectures reflètent son état d'esprit au moment où s'amorce sa rupture avec le séminaire. Il est à la recherche d'un mode d'expression littéraire propre à exprimer le sentiment d'insatisfaction, puis de révolte, qui s'affirme en lui. Le séjour prolongé au cachot le rend plus prudent. Ses incartades suivantes sont beaucoup plus anodines : il est sanctionné pour bavardage, puis pour n'avoir, contrairement au règlement, retiré sa casquette qu'une fois entré dans la salle à manger, enfin pour retard à la prière du matin. En mars 1897, il fait pourtant un nouveau séjour prolongé au cachot, agrémenté d'un « avertissement sévère » pour la lecture de la peu subversive *Évolution littéraire des diverses nations* de Letourneau. Ce vulgarisateur prolifique produisait d'épais volumes d'un rationalisme matérialiste assez anodin sur l'évolution des mœurs, de la propriété, du mariage, de la politique, de la religion et de la littérature. Pour l'Église orthodoxe, comme pour ses consœurs, le seul mot « évolution », rappelant Darwin, sentait le soufre ; le surveillant avait, de plus, trouvé dans les pages du livre – et ce pour la troisième fois – un bulletin d'abonnement à la diabolique Bibliothèque bon marché.

Cette même année, une dizaine de séminaristes contestataires, parmi lesquels on retrouve Joseph, louent une chambre en ville pour cinq roubles – prélevés sur l'argent de poche des élèves aisés. Ils s'y rassemblent de temps à autre pour discuter, à l'occasion de la sortie de l'après-midi. Dans ce modeste club de discussion clandestin, mais nullement révolutionnaire, Joseph prononce la plupart des conférences, qu'il prépare avec sérieux. Il veut être apprécié, admiré et obéi ; il ne peut accepter, selon Iremachvili, qu'un autre étudiant s'impose comme chef et organisateur du groupe. Les étudiants qui contestent ses rapports s'attirent son hostilité, sa colère et ses moqueries ; mais son agressivité témoigne d'abord d'un manque d'aisance. Joseph, travailleur besogneux et terne, ne supporte pas la critique. Ses

anciens amis du séminaire se plaindront d'ailleurs de son incapacité à plaisanter : ce curieux Géorgien répond par des coups de poing à la plus innocente des plaisanteries.

Il découvre cette année-là *Le Parricide*, d'Alexandre Kazbegui, un roman d'aventures historique qui l'enflamme. Le héros, Koba, bandit d'honneur, est l'ami d'un couple de jeunes villageois, Iago et Nounou, épris l'un de l'autre mais dont l'amour est sans cesse contrarié. Ils sont pris dans le tourbillon de la guerre qui, plus de vingt ans durant, dresse l'imam Chamil, chef nationaliste et religieux tchéchène, contre les occupants russes. Un traître fait emprisonner Iago et enlève Nounou ; Koba tue alors l'un des ravisseurs en tentant de la délivrer, puis libère Iago. Pourchassés, les deux hommes s'enfuient dans la montagne, prennent le maquis, font le coup de feu contre les Russes, et tentent de rejoindre les troupes de Chamil qui pénètrent en Géorgie. Kazbegui n'est pas Dumas ; le Caucase, avec ses serfs et ses villages ravagés et brûlés par les troupes russes, n'est pas la France bourgeoise gavée de Louis-Philippe, qui voit l'avenir en rose. Pas de happy end, donc. Iago et Nounou périssent et Koba punira le collaborateur qui avouera ses forfaits. Mais l'amour en sort vaincu, comme le sera Chamil, capturé en 1856.

Koba, l'ami dévoué, incarne le vengeur solitaire qui châtie les traîtres et les perfides serviteurs de l'ennemi. Le sens politique et social de l'aventure est clair : la justice est du côté des pauvres et des rebelles ; l'oppression, la déloyauté, la perfidie du côté des riches, des puissants et des Russes. « Koba était le modèle, l'idéal de Sosso, affirme Iremachvili. Il était devenu son dieu, le sens de sa vie. À dater de ce moment-là, il se dénomma lui-même Koba et n'accepta plus que nous l'appelions autrement. Son visage brillait de fierté chaque fois que nous l'appelions Koba <sup>14</sup>. » Sa passion pour ce personnage témoigne d'un virulent rejet du pouvoir et de l'argent.

Il prendra le nom de Koba comme pseudonyme militant en 1900. Et même lorsque, coopté au Comité central du parti bolchevik, il choisira un pseudonyme russe moins juvénile, à la fin de 1912, il se rattachera encore par un fil au Robin des Bois géorgien en inscrivant quelque temps l'initiale « K » devant Staline. Les autres traits psychologiques qui se manifestent déjà chez le futur révolutionnaire (autoritarisme, brutalité, duplicité, voire cynisme) ne sauraient en tout cas effacer le caractère roma-

nesque de cette identification imaginaire. Joseph Djougachvili s'est un moment projeté dans le personnage du justicier révolté qui défie l'autorité. Sa passion pour *Le Parricide* souligne enfin son rejet d'une autorité paternelle arbitraire qui avait voulu le ravalier au rang de savetier.

Plus tard, la référence au héros de Kazbegui le gênera. En 1949, l'année de son soixante-dixième anniversaire, un volume d'œuvres choisies de cet auteur paraît à Moscou. *Le Parricide* n'y figure pas et le préfacier n'en dit mot. Le roman ne sera republié qu'après la mort de Staline, à Tiflis en 1957. La biographie officielle de 1948 n'évoque aucun pseudonyme : il est Staline dès le premier jour. Le chef d'État efface toute trace de l'adolescence rebelle.

Le choix du pseudonyme a évidemment une signification psychologique. Pour l'historien Pokhlebline, Koba viendrait non pas du bandit caucasien, mais du roi sassanide Kobades I<sup>er</sup>, qui régna sur la Perse de 488 à 531. Il fit creuser des canaux et bâtir des villes, s'appuya d'abord, contre l'aristocratie terrienne et le clergé, sur la secte dissidente communiste et égalitariste des mazdakites, favorable au partage des terres et des richesses, puis se retourna contre ces « communistes » et les massacra, comme Staline liquidera les vieux chefs bolcheviks<sup>15</sup>. Joseph aurait appris l'existence de ce Kobades dans les cours d'histoire, puisqu'il fut un envahisseur de la Géorgie. Pourtant, les condisciples de Sosso ne l'ont jamais entendu évoquer ce patronage ni cette invraisemblable aspiration à un destin royal.

Tout dans sa naissance, son enfance, son adolescence devait susciter en lui la révolte, dès lors qu'il n'envisageait plus la prétrise. Le choix de Koba est donc bien le signe d'un tournant dans son existence. Ce pseudonyme lui est resté jusqu'à la fin des années 1930, dans le cercle étroit des dirigeants bolcheviks. Dans une lettre de 1938, Boukharine, emprisonné, l'appelle encore Koba, dans une vaine tentative pour ressusciter le fantôme du jeune révolutionnaire de jadis.

Sa foi moribonde s'éteint à cette époque. Il déclare à l'un de ses condisciples : « Tu sais, on se moque de nous, Dieu n'existe pas<sup>16</sup>. » Cette phrase annonce le futur Staline : le point de départ de son raisonnement n'est pas la révélation que Dieu n'existe pas, mais la découverte d'une duperie : les séminaristes sont trompés, comme il pensera l'être plus tard par des délégués sour-

nois qui l'applaudissent en le haïssant ou par d'hypocrites compagnons. Il découvre alors Darwin. La lecture de ce pestiféré des Églises est bien le signe qu'il a perdu la foi.

Jusqu'à la fin de l'année scolaire (mai 1897), il se conduit pourtant avec prudence et ne se permet plus que des vétilles (d'ailleurs non sanctionnées) : deux retards à la prière du soir et une absence aux premières vêpres ! Encore considéré comme un bon élève, il est admis en première division de la quatrième classe.

L'année scolaire suivante (1897-98) révèle un changement d'attitude et un effondrement de ses notes en Écriture sainte (2 de moyenne annuelle !). Son comportement se fait de plus en plus provocateur. Le registre note en date du 15 novembre 1897 : « Est sorti de l'église pendant les premières vêpres, n'est pas revenu à l'église. A expliqué plus tard qu'il avait mal aux jambes, raison pour laquelle il n'est pas revenu à l'église. » Le surveillant ne croit pas un instant à cette excuse : « Djougachvili, cette année, n'a pas encore une seule fois signalé au médecin du séminaire qu'il avait mal aux jambes<sup>17</sup>. » Les compositions lui valent des notes aussi mauvaises que l'Écriture sainte : 2, 3, 2, 2, et 3 ! Il est classé 26<sup>e</sup> sur 37 à la fin de l'année et n'est admis qu'en seconde division de la cinquième classe, l'avant-dernière du cycle des études.

À l'examen terminal d'Écriture sainte en mai 1898, il obtient 3. Moyenne globale du contrôle continu et de l'examen : 2,5. Il doit le repasser. Il s'y refuse. Le 3 juin, dans une supplique désinvolte au recteur du séminaire, il demande à en être dispensé pour raisons de santé : « Étant donné qu'à la suite d'une maladie de poitrine dont je souffre depuis si longtemps, et qui s'est aggravée pendant la période des examens, j'ai besoin d'une prolongation de mon repos et de soins assez pénibles, je vous demande très humblement de me dispenser de la nécessité de repasser l'examen d'Écriture sainte et de me donner ainsi la possibilité de me débarrasser de la maladie indiquée ci-dessus qui épuise si lentement mes forces déjà depuis ma première année d'études<sup>18</sup>. » La dispense de l'examen d'Écriture sainte le guérirait d'une maladie qui le ronge depuis quatre ans. L'archimandrite l'accorde, malgré la grossièreté de l'argument.

Son avant-dernière année est marquée par une rupture lente mais définitive avec le séminaire, dont il supporte de moins en moins la discipline tatillonne. Le 17 septembre, avec cinq autres

élèves de cinquième classe, il arrive quelques minutes en retard au cours de liturgie. Sanction : une demi-heure de cachot. Le 28 septembre, un inspecteur remarque à la cantine un groupe de quatre élèves auxquels Djougachvili fait la lecture. Malgré la tentative de Joseph de le dissimuler, l'inspecteur saisit le cahier qui comporte des extraits d'« ouvrages non approuvés par la direction du séminaire » et « des annotations sur les articles lus par lui ». La perquisition dans les affaires des cinq coupables ne fait rien découvrir d'interdit. La direction du séminaire débat pourtant du « cas de Joseph Djougachvili <sup>19</sup> ». Le 9 octobre, il ne se présente pas à la prière du matin. Sanction : une heure de cachot. Le 11, il quitte l'église en compagnie d'un camarade pendant la messe, malgré l'interdiction du prêtre. Sanction : deux heures de cachot.

En cette année-là, un inspecteur rédige un long rapport mensuel sur la conduite des 246 élèves du séminaire. Pour le mois de septembre, sur 235 élèves notés, 202, soit près de 90 %, ont la note maximale : 5. 4 obtiennent 3, et 2 la note 2. Pour octobre, sur 238 élèves notés, 189 obtiennent 5, 8 ont 3 et un seul a 2. Djougachvili appartient au mince groupe des mauvaises têtes qui ont régulièrement 3. En septembre, son 3 est justifié par « la lecture de livres non autorisés et sa protestation contre les perquisitions effectuées chez quelques élèves <sup>20</sup> ». À la mi-octobre, son « état maladif » lui vaut un petit congé chez sa mère à Gori. Il en revient avec trois jours de retard. Punition : cinq heures de cachot.

Loin de le calmer, les sanctions l'énervent. Deux jours plus tard, il arrive en retard à la prière du soir où est chanté l'acathiste (cantique en l'honneur du Christ et de la Sainte Vierge) ; il omet de saluer un professeur qu'il croise dans la rue, rit à l'église pendant les prières du soir. Il écope d'un blâme sévère en ces deux occasions. Le 10 novembre 1898, il reçoit un 3 en conduite pour lecture de livres interdits et « très mauvaise tenue à l'église <sup>21</sup> ». En décembre, il reçoit de nouveau un 3 en conduite pour « comportement grossier » à l'égard de l'inspection du séminaire. Au cours d'une perquisition dans son casier, le surveillant découvre un cahier dans lequel il a recopié des vers de Dobrolioubov, un fils de prêtre mort à 25 ans, l'année de l'abolition du servage en Russie, véritable maître à penser des jeunes révolutionnaires populistes, rendu célèbre par ses articles et ses vers critiques. Koba râle. La sanction tombe aussitôt : au cachot <sup>22</sup> !



Quand passe-t-il du dégoût du séminaire et de son club de discussion estudiantin à l'activité politique ? En 1931, répondant à Emil Ludwig, il a avancé de quatre ans son engagement militant. « J'ai adhéré au mouvement révolutionnaire dès l'âge de 15 ans, quand je suis entré en rapport avec les groupes clandestins de marxistes russes qui vivaient alors en Transcaucasie<sup>23</sup>. » De nombreux révolutionnaires russes ont, en effet, commencé à militer dès l'âge de 15 ans. Mais rien ne confirme chez Sosso une adhésion politique aussi précoce, que dément par ailleurs son excellence scolaire d'alors. Il ne franchit véritablement le pas qu'au début de 1898 où, le soir, il fait le mur avec Joseph Iremachvili pour se rendre dans la maison d'un cheminot socialiste située dans un faubourg de la ville. Ils y rencontrent d'autres cheminots et des militants sociaux-démocrates rassemblés par Lado Ketskhoveli, l'organisateur de la grève du séminaire de 1893, revenu à Tiflis en 1897, et que son frère cadet Vado a présenté aux séminaristes frondeurs. Les deux Joseph écoutent avidement. En tant qu'étudiant, il est bientôt invité à prononcer des conférences : les groupes sociaux-démocrates sont en effet, à l'époque, autant des cercles d'étude que des organes de lutte.

Le 8 juin 1926, au cours d'un meeting organisé à l'atelier des chemins de fer de Tiflis en présence de cheminots qui l'avaient jadis connu, il se rappellera cette « année 1898, quand on m'a confié pour la première fois un cercle de cheminots des ateliers. [...] J'ai reçu mes premières leçons de travail pratique. [...] En tant que militant, j'étais alors indubitablement un débutant. C'est là, dans le cercle de ces camarades, que j'ai reçu mon premier baptême de combattant révolutionnaire, [...] que je devins un apprenti révolutionnaire<sup>24</sup>. » Étant ainsi devenu un « apprenti révolutionnaire » (et non un dirigeant), il délaisse ses études et ses notes s'effondrent. Est-il pour autant déjà « membre du parti social-démocrate », proclamé à Minsk en mars 1898, mais encore en gestation ? C'est peu probable. Le premier écrit, à la paternité d'ailleurs très douteuse, qui lui est attribué dans ses *Œuvres complètes*, remonte à septembre 1901. Le préfacier tente de combler ce vide en affirmant l'existence d'un « Programme des études dans les cercles marxistes ouvriers » écrit par Staline en 1898 et malheureusement perdu<sup>25</sup>. Mais de toute évidence, un débutant ne pouvait être l'auteur d'un manuel destiné aux jeunes conférenciers.

Il n'adhère qu'en août 1898, à 19 ans et demi, au groupe d'intellectuels marxistes, dit *Messamé Dassy* ou Troisième Groupe, constitué six ans plus tôt, le 25 décembre 1892, par treize jeunes intellectuels qui, en créant leur propre cercle, cherchaient à se distinguer du premier groupe d'intellectuels nationalistes, fondé au début des années 1860, puis du second groupe d'intellectuels libéraux, formé vingt ans plus tard. Leur marxisme purement littéraire, sans lien avec le mouvement ouvrier balbutiant, leur permet de se voir confier, en 1896, la direction de l'hebdomadaire libéral *Kvali* (*Le Sillon*). Les premiers cercles ouvriers se forment en dehors de *Messamé Dassy*. Mais le groupe confronté aux problèmes de l'actualité, et donc de l'action, se divise bientôt en deux camps : d'un côté, les légalistes privilégient l'analyse économique objective, de l'autre les partisans de l'agitation politique se tournent vers les ouvriers. Joseph se rallie à ces derniers.

Le futur président de la Géorgie indépendante menchevique (1918-1921) Noe Jordania, rédacteur en chef de *Kvali* et codirigeant de la jeune organisation social-démocrate de Tiflis, le reçoit un jour. Koba lui déclare son désir de quitter le séminaire pour consacrer son temps aux ouvriers. Koba tombe à pic : l'organisation a besoin de propagandistes, mais Jordania ne décèle chez lui que des connaissances très superficielles, essentiellement puisées dans les articles du *Kvali* et chez le théoricien social-démocrate allemand Karl Kautsky, en histoire, sociologie, économie politique. Or les ouvriers, avides de savoir, n'écoutent pas les propagandistes ignorants. Il lui conseille donc de rester un an de plus au séminaire pour compléter son instruction. Mais comment Koba pourrait-il y approfondir les disciplines en question puisqu'elles n'y sont que peu ou pas enseignées du tout ? Les conseils de Jordania l'irritent et il ne manque pas de dire à ses camarades tout le mal qu'il pense de cette idole de la jeunesse estudiantine.

Le 16 décembre 1898, lors d'une perquisition dans sa chambre, il proteste contre les fouilles auxquelles les élèves du séminaire sont régulièrement soumis et prétend que les autres séminaires de l'Empire ignorent ce genre de pratiques. « En règle générale, ajoute le rapport du surveillant, l'élève Djougachvili se montre grossier et irrévérencieux envers les autorités, et il refuse systématiquement de saluer l'un des professeurs<sup>26</sup>. » Sanction : blâme sévère et cinq heures de cachot.

Loin de se calmer, Sosso multiplie les insolences : début avril,

il quitte l'église pendant les premières vêpres, malgré l'interdiction du prêtre. Le lendemain, installé à la place d'un autre, il bavarde avec ses voisins, répond insolemment lorsqu'on lui intime l'ordre de regagner sa place – où il se rend en traînant les pieds. Le 6 avril, il arrive vingt-cinq minutes en retard aux vêpres. Le 7 avril 1899, il croise le professeur méprisé sans le saluer<sup>27</sup>. Ce dernier l'interpelle, il répond en ricanant : « Je ne vous avais pas remarqué. » Puis un inspecteur lui arrache des mains un livre interdit : Joseph le lui reprend. Au moins surpris qui s'exclame : « Vous ne voyez donc pas qui vous avez devant vous ? », il rétorque : « Je ne vois qu'une tache noire, c'est tout<sup>28</sup>. » Insolence, impertinence, ricanement, grossièreté, son attitude est avant tout encore celle d'une mauvaise tête, pas encore d'un révolté. Tel est son mode de protestation et de refus : il ne rompt pas, il raille, ricane, provoque, puis esquive. Quitter le séminaire reviendrait à sauter dans l'inconnu. Prudent, il s'y refuse encore.

Mais il supporte de moins en moins les perquisitions, les prières et les messes. Il se forge alors l'opinion qu'il exprimera en 1931 à Emil Ludwig : « Ce séminaire était un nid d'espionnage et de chicaneries. À 9 heures du matin on nous réunissait pour le thé, et quand nous retournions à nos dortoirs, nous constatons que les tiroirs et tous nos effets avaient été visités. Et de même qu'ils fouillaient quotidiennement dans nos papiers, ils fouillaient aussi tous les jours dans nos âmes. Je ne pouvais pas le supporter. Tout m'y faisait enrager<sup>29</sup>. »

À la mi-janvier 1899, le recteur accorde un congé d'un mois en ville à cette brebis galeuse et contagieuse. Koba n'assiste donc pas à la conférence du prêtre Antipov consacrée à la profonde religiosité du voltairien Pouchkine. Puis le couperet s'abat : le 29 mai 1899, le registre du séminaire note en page 7 : « Exclure du séminaire Joseph Djougachvili. Motif : ne s'est pas présenté aux examens pour des raisons inconnues<sup>30</sup>. » Il n'a pas rompu, il a abandonné le terrain sans mot dire ; le séminaire le raie de ses registres et transforme son abandon en exclusion. Dès cet âge se dessine l'un de ses traits caractéristiques : il ne claque jamais la porte, évite phrases vengeresses et proclamations sonores, il provoque l'adversaire sournoisement, l'agace, l'irrite, puis, au moment ultime, au lieu de l'affronter, se dérobe et contourne l'obstacle. Ce sens de l'esquive annonce son goût de l'action en coulisses.

Le 29 octobre 1899, la direction du séminaire adresse à sa mère une facture de 200 roubles pour les cinq années d'études écoulées. Kéké ne peut régler cette somme énorme qui correspond à vingt mois de ses gains. Joseph non plus. La facture reste donc impayée. La direction adresse pourtant à son élève rayé des registres une attestation de ses cinq années d'études, insuffisante, il est vrai, pour accéder à la prêtrise, qui exige un cycle complet de six ans.

Lorsque s'instaurera le culte de Staline, ce banal renvoi administratif se transformera, par une mutation épique, en expulsion pour propagande marxiste et organisation de cercles révolutionnaires. Sa biographie officielle de 1948 affirme laconiquement : « Le 29 mai 1899, il fut exclu du séminaire pour propagande du marxisme<sup>31</sup>. » Les historiens en débattront longuement et longtemps. Dans sa confidence à Joukov en 1945, Staline fit lui-même, mais en privé, litière de cette légende en déclarant que son mauvais caractère le dressa contre l'administration qui le mit à la porte. Kéké, vexée par cette exclusion infamante, et blessée de voir son rêve brisé, jurera qu'elle l'a elle-même retiré du séminaire pour raisons de santé. Ce pieux mensonge cache mal sa déception.

Boulgakov, dans *Batoum*, donne à l'épisode une coloration épique. Le rideau se lève sur la harangue du recteur maudissant Joseph Djougachvili pour avoir diffusé au séminaire l'enseignement des « débaucheurs et faux prophètes populaires qui s'efforcent de miner la puissance de l'État en répandant partout les théories empoisonnées et pseudo-scientifiques de la social-démocratie ». Puis il proclame son exclusion « pour appartenance à des cercles antigouvernementaux<sup>32</sup> ». Ce portrait de Koba en victime révolutionnaire de l'obscurantisme clérical est imaginaire. Dans la légende il a bravé l'institution, dans la réalité il s'est esquivé. Staline ne cédera jamais au plaisir du beau geste et de la théâtralité gratuite.

L'héroïque image d'Épinal de l'exclusion tourne parfois à la caricature. Selon un futur voisin de cellule, Koba aurait dénoncé à la direction tous les séminaristes membres du cercle social-démocrate clandestin pour leur couper le chemin de la prêtrise et les engager définitivement sur la voie de la révolution. Mais les mois suivants, ses camarades aident de leurs faibles deniers un Koba errant sans ressources à Tiflis ; ils ne se seraient pas sacrifiés pour un provocateur.

En 1931, dans son interview à Emil Ludwig, Staline fera de ces années le moment-clé de sa transformation ou de sa formation politique : « Je suis devenu socialiste au séminaire parce que le genre de discipline qui y régnait me mettait hors de moi<sup>33</sup>. » Le rejet des méthodes inquisitoriales du clergé, joint à ses lectures subversives, n'a pas suffi à le rendre socialiste, mais ses lectures ont nourri sa révolte individuelle et l'ont transformée en protestation sociale. Selon Iremachvili, Koba quitta le séminaire plein d'une « hostilité rentrée, mais forcenée, contre l'école, contre la bourgeoisie, contre tout ce qui existait dans le pays et incarnait le tsarisme, contre toute autorité<sup>34</sup> ». Pas un mot du sentiment d'oppression nationale. La haine de Koba est avant tout sociale. Ses premiers écrits n'évoquent d'ailleurs jamais la question nationale géorgienne. Dans *Marxisme et question nationale*, écrit en 1913, Staline affirmera ainsi avec dédain que la Géorgie, « réunion éphémère et accidentelle de principautés [...], n'apparut en tant que nation que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup> ». Et il niera l'existence d'un sentiment national géorgien antirusse en raison de l'absence de « grands propriétaires fonciers russes ou de grande bourgeoisie russe susceptibles d'alimenter un nationalisme de ce genre dans les masses<sup>36</sup> ».

Il n'a donc jamais ressenti comme une aliénation la nécessité d'effectuer ses études en russe et de renoncer à l'usage de sa langue natale, même si ses poèmes romantiques de 1895 sont composés en géorgien, on l'a dit. Tous ses écrits, de 1901 au 1<sup>er</sup> janvier 1905, et tous ses articles de 1905 à 1907 sont d'ailleurs rédigés dans cette langue. Son premier texte en russe est un tract du 13 février 1905. Ainsi, jusqu'à l'âge de 29 ans, Koba écrit et pense en géorgien, la langue de son héros éponyme. Mais sa fibre géorgienne ne le conduira jamais sur le chemin de la revendication nationale. Sa fille le souligne à sa façon : « Mon père ne se souvint de la Géorgie que lorsqu'il commença à vieillir<sup>37</sup>. »

Il ne perçoit pas l'administration tsariste comme l'appareil d'une puissance étrangère et coloniale ; il voit l'exploiteur dans la bourgeoisie arménienne commerçante mais pas l'opprimeur dans la bureaucratie tsariste russe. Il se sent plus russe que géorgien. Il manie pourtant la langue de Pouchkine avec raideur et monotonie. S'il l'écrit correctement, sa maîtrise littéraire des multiples ressources du russe, qu'il parle lentement et sur un ton monocorde, est restreinte.

Selon Trotsky, Staline ne s'assimila jamais l'esprit de cette langue apprise sur le tard, sous la contrainte, dans l'atmosphère étouffante du séminaire et à travers les formules de la scolastique cléricale, la parole n'étant pas pour lui l'expression naturelle de la pensée et des sentiments personnels, mais « l'expression artificielle, extérieure d'une mystique, d'abord étrangère puis exécrée. [...] la langue russe resta toujours pour lui une langue à demi étrangère, approximative, et, ce qui est beaucoup plus grave pour la conscience, conventionnelle et forcée<sup>38</sup> ». C'est oublier que pour Koba, le russe est aussi la langue des livres interdits qui nourrissent sa révolte, des romans de Victor Hugo et des premiers textes marxistes, des premiers écrits de Lénine et des cercles sociaux-démocrates dont les militants russes ignorent le géorgien, la langue qui le propulse hors du cercle provincial étroit où l'aurait enfermé sa condition d'origine, bref celle de son affirmation comme révolutionnaire. En 1950, dans *Le Marxisme et les problèmes de linguistique*, il n'évoquera jamais le géorgien.

Le séminaire a été pour lui l'occasion d'acquérir des connaissances en histoire, en littérature, en grec ancien notamment, dont il gardera le souvenir jusqu'à la fin de ses jours. Il a surtout marqué à jamais sa vision des hommes et le vocabulaire qui s'y attache. Il assimile ainsi, systématiquement, les erreurs et les fautes à des péchés. En 1927, il conseille à Khrouchtchev, coupable d'avoir voté pour Trotsky en 1923, de renier publiquement ses « péchés passés<sup>39</sup> ». Dix ans plus tard, en juin 1937, un apparatchik jure par écrit de n'avoir « péché ni en pensée ni en acte ni contre le Comité central, ni contre le camarade Staline<sup>40</sup> ». La formule religieuse va de soi pour lui.

Le séminaire a laissé sur Staline une empreinte indélébile que sa révolte n'effacera pas. Les séminaires russes, souligne Anatole Leroy-Beaulieu, ont un caractère de caste. Or, d'emblée, il voit dans le Parti, qu'il définira plus tard comme « un ordre de porteglaive », une caste fermée, réservée à une élite. N'y entre pas qui veut. Il faut en être digne et y être initié.

Staline a donc, des années durant, baigné dans un microcosme humain où tout le monde ment et dissimule ; les moines professent des vertus qu'ils n'exercent pas ; les élèves feignent d'accepter une institution qu'ils exècrent. L'hypocrisie règne en maître : les paroles n'expriment pas la pensée réelle de l'individu, elles la dissimulent. Une arrière-pensée secrète se cache derrière son

expression apparente. Il a observé cette dichotomie généralisée entre les paroles et les pensées, et a lui-même, pour rester au séminaire, feint d'exprimer une foi perdue, d'accepter des règles honnies et de se prêter à un cérémonial vide de sens. Il a appris à avoir deux visages, celui, trompeur, qu'il montre aux autorités, et sa face réelle, qu'il ne découvre qu'à ses camarades. Sa fille insiste sur l'influence énorme que cette école de l'Église a exercée sur lui : « De son expérience du séminaire, il a tiré la conclusion que les gens sont intolérants, grossiers, trompent leur "troupeau" pour le tenir en mains, intriguent, mentent et, en fin de compte, ont énormément de faiblesses et très peu de vertus<sup>41</sup>. » Parvenu au faîte du pouvoir, encensé, acclamé, applaudi, il s'acharnera à débusquer le sentiment réel caché sous le masque. Le vocabulaire stalinien s'articulera alors autour de deux mots-clés : « démasquer » et « l'individu à double face », la face visible, truquée, et la face hideuse, dissimulée.

Le séminaire lui a appris la vertu du silence. Laisser les autres s'exprimer et se taire pour ne pas se trahir. Mieux vaut écouter que parler. Il interviendra fort peu dans les congrès, sauf lorsqu'il sera devenu le chef omnipotent du Parti et de l'État, mais à cette époque il n'en réunira plus guère. Il ne sera jamais un homme de débat et de discussion. L'enseignement dogmatique du séminaire, fondé sur la vérité révélée et l'acceptation obligatoire de la parole sacrée, ne l'y a pas formé.

Le séminaire lui a aussi appris la discipline et la maîtrise de soi, le contrôle strict de ses sentiments et de ses réactions. Il se défie de sa spontanéité comme de celle des masses. Toute manifestation extérieure est, chez lui, calculée. Le séminaire lui a enseigné un vocabulaire, une forme d'exposition et un style. Ignorant le mouvement de la démonstration, l'exposé revêt chez lui la forme du catéchisme, par le jeu des questions et des réponses déjà contenues dans la question même, par la répétition, la litanie de la même idée orchestrée avec des variations infimes, où l'accumulation fait office d'argumentation. Un de ses (rares) écrits de 1904, perdu, s'intitulait de façon significative « Le credo ».

Staline n'a ni facilité d'écriture ni éloquence. Ce double handicap développe chez lui méfiance et aversion à l'égard des intellectuels et des orateurs. Aux théoriciens et aux beaux parleurs, il oppose très tôt le praticien qu'il se glorifie d'être. L'intellectuel est pour lui un illusionniste et un brasseur de vent.

Enfin, le cérémonial religieux accepté, subi, puis rejeté a laissé sur lui une empreinte profonde. L'Église orthodoxe accorde une importance extrême au cérémonial et au rite. Staline en perpétuera la tradition. Il prononcera sur le cercueil de Lénine un long serment religieux, et dès qu'il en sera le maître organisateur, il transformera les congrès en cérémonies et les manifestations en parades.



## CHAPITRE III

### L'aube du grand jour...

Koba entre dans le mouvement ouvrier géorgien au moment où celui-ci prend forme. La Géorgie s'industrialise modestement à la fin des années 1860, après l'abolition du servage. En 1883, à l'achèvement de la construction de la ligne de chemin de fer Tiflis-Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan, où l'extraction du pétrole se développe depuis dix ans), Tiflis devient un gros nœud ferroviaire comportant un important atelier de réparations, la plus grosse concentration ouvrière de la capitale.

Fin 1892, un cheminot, ancien auditeur d'un cercle d'études marxistes fondé trois ans plus tôt par des séminaristes, crée un cercle d'études et de lectures regroupant une dizaine d'ouvriers du dépôt de chemin de fer de Tiflis, dont l'ajusteur Serguei Alliluïev, futur beau-père de Staline, et l'ouvrier itinérant Alexis Pechkov, futur Gorki. En août 1896, les ouvriers des ateliers du dépôt de chemin de fer débraient pour réclamer une amélioration de leurs conditions de travail. La direction, stupéfaite, cède. Cette même année, des cercles sociaux-démocrates se forment dans la ville qui, sur 150 000 habitants, comporte près de 25 000 travailleurs manuels. En 1897 paraît la première édition en géorgien du *Manifeste du parti communiste*. En décembre de l'année suivante, les cheminots de Tiflis déclenchent une seconde grève. Les cosaques chargent les manifestants, en arrêtent vingt et un, mais ne peuvent étouffer le mouvement qui reprend. La gendarmerie s'inquiète : « Cette grève n'a pas été spontanée. Les grévistes ont

agi conformément à un plan et selon des directives émanant d'une organisation intérieure.» Koba participe au cercle clandestin des cheminots sociaux-démocrates. Lors d'une discussion sur la grève, il leur lance : « Battez-vous ! ». Ce conseil lapidaire mais ambigu est-il une invitation à continuer la grève ou à en venir aux mains avec les cosaques ? Aux militants d'interpréter. Staline adulte jouera systématiquement de cette ambiguïté qui fait peser sur l'exécutant la responsabilité du choix.

Les débuts de Koba dans le mouvement révolutionnaire géorgien ont fait l'objet de légendes héroïques ou policières. L'Américain Edward Ellis Smith, agent de la CIA reconverti dans l'histoire, prétend que dès l'âge de 20 ans Koba a été un agent de la police. Son expulsion du séminaire aurait attiré l'attention de l'Okhrana sur ce jeune homme sans métier, encombré d'une mère indigente, « affamé, aigri, solitaire, sans argent, sans emploi et sans amis », comme beaucoup de jeunes déclassés sans avenir issus des universités et des écoles religieuses. « Dans ces conditions, écrit Smith, il est permis de supposer qu'en juin ou juillet 1899 un officier de la gendarmerie de Tiflis ait pu offrir à Sosso de servir la police au sein du mouvement social-démocrate<sup>2</sup>. » Ces suppositions deviennent certitude sans aucun fait à l'appui : « Il est probable que ses articles étaient rédigés au quartier général de la police. » D'ailleurs, « seule l'Okhrana [...] dont l'un des vieux stratagèmes consistait à financer les journaux révolutionnaires [...] pouvait fournir les fonds nécessaires à l'installation d'une imprimerie clandestine. » Ses actes ultérieurs s'expliqueraient par cette appartenance prétendue à une police politique vraiment très complaisante avec les mouvements révolutionnaires et qui « sans doute l'incita également à faire partie du comité de grève<sup>3</sup>. » Si l'on ignore ce qu'il a fait d'août 1900 à mars 1901, c'est qu'il a consacré ces sept mois à servir la police, sans que l'on sache en quoi ni comment... C'est l'agent fantôme.

Cet amas de probabilités imaginaires et d'hypothèses fantaisistes ne mériterait qu'un silence poli si cette version d'un Staline agent de l'Okhrana ne réapparaissait à intervalles réguliers, assortie de faux, comme cette prétendue lettre du colonel de l'Okhrana Eremine du 12 juillet 1913, publiée dans le magazine américain *Life* du 14 mai 1956, et qui, malgré ses signes manifestes de trucage, renaît régulièrement de ses cendres. La légende se nourrit toujours des mêmes fantasmes, des mêmes faux, des

mêmes rumeurs et confidences douteuses, et des soupçons favorisés par l'attitude de Staline lui-même, homme de l'ombre et des coulisses. L'infiltration policière dans le mouvement révolutionnaire était certes grande ; sept années durant, l'Okhrana plaça à la tête de la section terroriste du parti socialiste-révolutionnaire son agent Yevno Azef, qui, pour jouer le jeu, envoya dans l'autre monde plusieurs ministres du tsar, dont deux ministres de l'Intérieur et le grand-duc Serge, oncle du tsar ; l'agent provocateur Roman Malinovski entra au Comité central du parti bolchevik en 1912 et fut député bolchevik à la Douma de 1912 à 1914. De 1903 à 1917, l'Okhrana infiltra 2 070 agents chez les bolcheviks et les sociaux-démocrates de Pologne, de Lituanie et de Lettonie. Mais cette réalité ne prouve pas que Staline en était un, ni que c'est afin d'exorciser ce passé d'homme à double face qu'il s'est acharné plus tard à « démasquer » une cohorte constamment renouvelée d'« ennemis du peuple » déguisés.

Peu après son départ du séminaire, Joseph rentre à Gori chez sa mère et cherche à donner des leçons particulières. Il est quelques mois durant le précepteur du fils d'un riche commerçant arménien, Simon Ter-Petrossian, galopin voleur de pommes, fainéant et rebelle aux études, admis à l'automne 1897 par relations au séminaire de Tiflis où il a rencontré un Joseph Djougachvili alors en pleine rébellion contre l'institution. Il s'y est fait remarquer par des propos provocateurs que les moines ont pris un temps pour de la niaiserie avant de l'exclure pour offense à la religion. Son pingre père engage donc à bas prix son camarade de séminaire, Koba, comme précepteur, mais s'aperçoit vite que les leçons centrées sur la lutte des classes et le renversement du tsarisme ont peu de rapport avec les programmes scolaires. Il renvoie Koba, mais Simon, gagné à la cause révolutionnaire, quitte la famille et s'engage corps et âme dans la clandestinité. Sous de multiples déguisements, il sera colporteur de tracts et de journaux, organisateur de manifestations, pourchasseur de mouchards, poseur de bombes, détrousseur de banques, agent de liaison, transporteur d'armes, simulateur. Il doit son surnom à une raillerie de Koba à qui il demandait un jour « à qui (*kamou*) porter » un paquet de tracts. Par ignorance ou maladresse, il transforma le « kamou » en « kamo ». Koba ricana : « Kamo ! Kamo ! Tu es un drôle de Kamo, toi ! »

Koba, privé d'élève et de leçons particulières, revient à Tiflis.

Le 28 décembre 1899, le cercle social-démocrate le fait entrer à l'Observatoire de géophysique de la ville. Logé dans une petite chambre au dernier étage de l'immeuble, il y travaille pour un salaire dérisoire jusqu'à la fin de mars 1901. Le bulletin mensuel de l'Observatoire, dès janvier 1900, contient le relevé de ses observations nocturnes. Ses obligations professionnelles lui laissent beaucoup de temps libre pour ses activités militantes. Sa tenue est celle du jeune révolutionnaire de l'époque : une blouse d'ouvrier, souvent sale, agrémentée d'une cravate rouge, des chaussures boueuses ou poussiéreuses, une casquette rejetée en arrière, bas sur la nuque. La négligence vestimentaire, le détachement, le sacrifice de sa vie personnelle caractérisent le jeune révolutionnaire russe. Joseph avait renoncé à la prêtrise ; le service de l'État lui répugnait. Il ne lui restait que l'action clandestine.

Quelques dizaines de cercles sociaux-démocrates vivent dans la ville. Organisant des conférences et des discussions qu'une police préoccupée par les nationalistes juge inoffensives, ils bénéficient d'une relative tranquillité jusqu'à la troisième grève des cheminots, en août 1900. Le mouvement ouvrier en Russie sort alors des limbes de la propagande pour entrer dans l'univers de l'action. Le début du siècle est, en effet, marqué par une violente crise économique : la contraction brutale du marché mondial et la chute des exportations frappent de plein fouet l'industrie russe dont les carnets de commandes se vident et, malgré la générosité des bailleurs de fonds français, les capitaux se raréfient. La croissance de l'industrie, protégée par des droits de douane élevés, liée aux commandes massives du gouvernement et aux investissements volatils du capital étranger, se heurte à l'exiguïté d'un marché intérieur où les paysans consomment peu ou pas du tout : la misère populaire menace l'équilibre de l'économie.

Entre 1900 et 1903, la métallurgie licencie le tiers de sa main-d'œuvre : 3 000 entreprises ferment leurs portes. Le rendement des céréales diminue au cours de ces années, mais les exportations s'accroissent. La peur ancestrale de la famine hante les révoltes paysannes (près de 150 saisies de terres et incendies de manoirs seigneuriaux se produisent de 1901 à 1903). En 1901, un propriétaire de Voronège écrit à un ami : « L'air est lourd de reflets inquiétants : tous les jours flamboient à l'horizon des reflets d'incendies ; une brume sanglante court au ras du sol ; il est devenu difficile de respirer, comme avant un orage. Le moujik

est maussade et silencieux, et s'il ouvre la bouche, il vous donne la chair de poule<sup>4</sup>.»

Les licenciements pleuvent, des grèves éclatent, des organisations clandestines se forment, dont le siège est souvent à l'étranger. Le 11 décembre 1900, Lénine, Martov, Plekhanov publient à Leipzig le premier numéro de *L'Iskra*; en 1901, les héritiers du populisme fondent une Union des socialistes révolutionnaires puis, en 1902, le Parti socialiste-révolutionnaire (SR) qui prône la terreur pour abattre le tsarisme, donner la terre aux paysans et «accéder au royaume socialiste du travail et de la solidarité». En février 1901, un étudiant abat le ministre de l'Éducation Bogolepov; en avril 1902 un autre tue le ministre de l'Intérieur, Sipiaguine.

Koba s'engage dans le militantisme au moment même où se constitue à Tiflis un comité social-démocrate qui imprime et diffuse des tracts parmi les ouvriers, crée des cercles illégaux et en coordonne l'activité. Il y entre bientôt. Les membres du «comité», mot neuf du vocabulaire politique, sont des jeunes gens enthousiastes, grisés par l'espoir de renverser le tsarisme, convaincus de tomber bientôt entre les mains de la gendarmerie et de connaître la prison et l'exil. Leur existence clandestine trépidante renvoie tout projet d'avenir individuel à des lendemains indéterminés.

Comme les autres, Koba distribue clandestinement des tracts polycopiés, réunit quelques travailleurs, anime un ou deux cercles d'adhérents ou de sympathisants, prépare le 1<sup>er</sup> Mai clandestin, puis, dès janvier 1901, fait circuler les numéros de *L'Iskra*, qui arrivent à Batoum. Il accable de violentes critiques le fondateur et dirigeant de la social-démocratie à Tiflis, l'ancien séminariste exclu, Sylvestre Djibladzé, qu'il juge trop modéré. Mais les éditeurs de ses *Œuvres complètes* affirmeront que les textes qu'il est censé avoir écrits alors sont introuvables.

Le 21 avril 1900 est son premier grand jour : la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, dite *maievka* (célébrée plus tôt en Russie à cause du retard du calendrier julien sur le calendrier grégorien occidental), interdite et clandestine, a été préparée avec soin. Les manifestants se dirigent dès l'aube par petits groupes de deux ou trois vers le lac salé à douze kilomètres de la ville; en chemin, des piquets leur demandent le mot de passe. Près de 500 manifestants convergent vers le lac au moment où le soleil se lève à l'horizon.

Un immense drapeau rouge orné des portraits de Marx et d'Engels se déploie au-dessus de leurs têtes ; les manifestants entonnent alors une vibrante *Marseillaise*, puis écoutent en silence les quatre orateurs, dont la silhouette se détache sur le soleil levant. Koba est l'un des quatre. En 1898, la première maievka avait rassemblé 13 manifestants hors de la ville, celle de 1899 en avait réuni 67 qui avaient jeté leur drapeau rouge et détalé à la vue d'un berger à cheval qu'ils avaient pris pour un gendarme. Celle de 1900 inaugure une ère nouvelle.

Ce succès exalte les sociaux-démocrates de la ville, que la police laisse encore en paix quelques semaines. Le 1<sup>er</sup> août 1900, les cheminots de Tiflis, las des heures supplémentaires systématiquement imposées en fin de journée et payées au tarif des heures normales, débraient. La direction menace de les licencier et appelle la police à la rescousse : celle-ci arrête plusieurs centaines de grévistes qu'elle entasse ensuite dans la prison de la ville. La grève paralyse le dépôt quinze jours durant. Les sociaux-démocrates distribuent et collent des tracts de soutien à celle-ci, tandis que Koba et les autres « comitards » réunissent des cercles d'ouvriers. Le travail reprend le 15 août. La revendication n'a pas été satisfaite, mais les cheminots tirent de leur première grève le sentiment de leur force.

La police juge les sociaux-démocrates responsables des troubles. Le 22 mars 1901, elle arrête leurs principaux dirigeants et perquisitionne la chambre de Koba, qui, par bonheur pour lui, est à l'Observatoire. Ne le jugeant pas très important, elle ne reviendra pas. Mais lui préfère s'écclipser. Il attend paisiblement la fin du mois pour percevoir son salaire et, le 28 mars, quitte l'Observatoire. Il commence alors son existence de révolutionnaire professionnel clandestin. Il devient un agent itinérant de la social-démocratie, puis, fin 1904, de sa fraction bolchevique. Il change dès lors aussi souvent de logement que de pseudonymes : Bessochvili, David, Nijeradzé, Tchijikov, Ivanovitch, Kato, Melikhians, Vassiliev, Saline, Stepine, Soline. La police attache bientôt un mouchard à ses basques. Un rapport le décrit « constamment sur ses gardes, se retournant tout le temps lorsqu'il marche dans la rue<sup>5</sup> ». Attitude typique du clandestin débutant...

Que sont alors ses moyens d'existence ? Koba n'est pas dans la même situation que Lénine, qui vivait modestement mais paisiblement des revenus de l'héritage paternel géré par sa mère.

Trotsky, de son côté, vivait plus chichement de sa plume (la presse social-démocrate payait des honoraires aux auteurs d'articles) et des subsides de son père, comme Zinoviev et Kamenev. Koba, lui, ne peut pas compter sur Kéké et ses dix roubles mensuels. Il vivote au jour le jour, donne des leçons, se fait héberger par des camarades et des amis, ou loue une chambre dans un faubourg pour deux ou trois roubles par mois et déménage à la cloche de bois. En prison, l'État le loge et le nourrit, et en exil, lui verse une petite allocation mensuelle de quelques roubles pour subvenir à ses maigres besoins. Une fois devenu un de ses cadres, il est partiellement défrayé par le Parti, qui obtient de l'argent des milieux hostiles à l'absolutisme – intelligentsia démocratique, industriels comme Savva Morozov, célèbre patron du textile, écrivains révolutionnaires comme Maxime Gorki, qui lui verse une partie de ses droits d'auteur. Enfin, les divisions n'empêchent pas la solidarité entre « socialistes ». Lorsque Koba, sans un kopeck, quitte Batoum en 1904, deux mencheviks lui paient son billet de train. Plus tard, Staline enverra au Goulag l'un d'eux, Gogoua. La reconnaissance ne sera jamais sa qualité première.

Staline n'est pas le seul militant clandestin sans revenus fixes. Mais à la différence de beaucoup d'autres, il n'évoquera jamais la façon dont il a réglé la question. Beaucoup s'embauchent en usine, changeant d'entreprise et de ville après chaque arrestation, chaque exil. Ils en tireront gloire au lendemain de 1917. Staline, qui répugnait au travail manuel, ne pourra se targuer d'une telle immersion dans le prolétariat. Évoquer les leçons particulières, les petites combines et la solidarité des autres n'a rien de grandiose. Il préférera donc se taire sur ce point.

Un mois après son entrée dans la clandestinité, le 22 avril 1901, près de 3 000 ouvriers défilent dans Tiflis et se heurtent aux cosaques chargés de dissoudre la manifestation. Koba, sa cravate rouge en travers de sa blouse noire râpée, en est l'un des meneurs. La veille, il a conseillé à ses camarades d'endosser des vêtements d'hiver épais pour atténuer les coups de fouet ou de plat de sabre des cosaques. Il montre encore une fois que l'aspect pratique des choses l'intéresse plus que la théorie. Repéré par la police, il s'échappe et s'enfuit à Gori. Ne pouvant se réfugier chez sa mère, il se cache chez de vieux camarades.

La police arrête les dirigeants sociaux-démocrates de Tiflis. De retour dans la capitale fin août, Koba est coopté au nouveau

comité de neuf membres où, si l'on en croit un rapport de gendarmerie, il assume un rôle dirigeant. Sylvestre Djibladzé, son véritable chef, craint que les grèves et l'agitation politique chez les ouvriers ne mettent en péril l'organisation. Koba proteste contre cette prudence, mais l'éloquence et l'autorité de Djibladzé ont aisément raison de lui.

Au début de septembre 1901, paraît le premier numéro du journal social-démocrate géorgien *Brdzola* (*La Lutte*), imprimé à Bakou dans une imprimerie clandestine dénommée Nina. L'éditorial anonyme est reproduit dans les *Œuvres complètes* de Staline. On n'y trouve pourtant aucun des traits caractéristiques de son écriture, et l'auteur s'y plaint d'un sort d'exilé (« Nous qui nous trouvons loin de notre patrie<sup>6</sup> ») qui n'est pas le sien. La paternité de l'article suivant, publié dans le numéro d'octobre-novembre 1901 de *Brdzola*, lui aussi anonyme et repris dans les *Œuvres complètes*, semble pareillement douteuse. Écrit dans un style qui ressemble au précédent, il débute par des considérations sur le socialisme d'Europe occidentale que Koba connaît alors très mal. Si, en 1946, il s'attribue ces deux éditoriaux, c'est pour faire remonter son activité de publiciste à l'automne 1901 et conforter ainsi son image de dirigeant précoce.

Fin novembre 1901, il quitte Tiflis. Selon une revue menchevique géorgienne, il aurait été exclu à l'unanimité du comité social-démocrate de la ville pour calomnie envers Sylvestre Djibladzé. Les rapports de police ne disent rien de tel, mais son attitude encourage ces rumeurs. Quand il ne peut réfuter un argument, il ricane sans dire un mot, puis s'éclipse. Son silence sarcastique dans un milieu de discoureurs prête à des interprétations malveillantes. Mais le Koba de 1901 n'est pas encore le Staline de 1937. En revanche, il associe déjà la mission du révolutionnaire professionnel à un apostolat et considère avec dédain les simples ouvriers. Comme le prêtre est le berger de la foule profane dont son ordination le sépare, par son intronisation le membre du comité se distingue des simples ouvriers, indignes d'entrer dans le cercle étroit des élus qui les guident. Les élus du Parti rappellent ceux de Dieu. L'entrée dans le Parti doit donc être très sévèrement contrôlée. N'est pas un « élu » qui veut.

Les rapports de police sur les trois réunions auxquelles Koba participe alors à Tiflis donnent une bonne image de son activité. La première se tient le samedi 27 octobre 1901, en présence



d'une poignée de participants dont l'un a été racolé dans la rue. Koba dirige les débats. Il recommande à ses auditeurs de « distribuer de la littérature illégale, [de] s'efforcer d'unir toutes les nationalités, [d']inculquer à tous la nécessité de donner de l'argent à la caisse clandestine pour la lutte contre le capital et l'autocratie ». Il promet de rédiger pour la prochaine réunion une « instruction » sur les moyens d'action<sup>7</sup>. La deuxième rencontre se tient le 4 novembre 1901, à nouveau sous sa direction. Koba n'a pas apporté l'instruction promise faute de temps et promet d'en confier la mise au point à un rédacteur. Le dimanche 11 novembre, les 25 adhérents réunis élisent un comité exécutif de Tiflis, chargé de diriger les six cercles sociaux-démocrates de la capitale. Koba y est élu. Le 25 novembre, le comité se réunit en son absence : il a été envoyé à Batoum « pour les besoins de la propagande ».

Son activité à Batoum marque le début des légendes héroïques. Ainsi, dans la préface de *Staline et Khachime*, publié en 1935, Nestor Lakoba, président de la République autonome d'Abkhazie, écrit : « Staline est un homme comme l'histoire en donne à l'humanité une fois tous les cent ou deux cents ans<sup>8</sup>. » Staline ne le laissera pas longtemps savourer cette chance exceptionnelle : il le liquidera deux ans plus tard.

Batoum, port de la mer Noire, ancien repaire de pirates barbaresques, compte alors 35 000 habitants environ, dont près de 13 000 ouvriers issus des villages voisins où on les renvoie sans ménagement s'ils grognent ou revendiquent ou lorsque les carnets de commandes se vident. Ces ouvriers sont surtout concentrés dans les usines Rothschild (6 000), Mantachev (4 000), Khatcharouriants (1 200). Les 2 000 restants sont éparpillés dans une dizaine d'usines plus petites, dont celle du Grec Sideridis. Serge Alliluiev, qui y travailla en 1892-1893, trouve jolie cette ville adossée à la montagne, ornée de palmiers et ouverte sur la mer ; les trois anciens villages qui en forment les faubourgs, Bartkhona, Gorodok et Tchaoba (le Marais), sont moins attrayants : les marécages voisins répandent les miasmes et les fièvres du paludisme. Le terminal d'un oléoduc partant de Bakou y a été construit en 1900. Partout règnent la trique et les coups. Surveillants, chefs d'atelier, contremaîtres frappent les ouvriers, et même les enfants, pour qu'ils mettent plus de cœur à l'ouvrage.

À Batoum vivote le premier cercle social-démocrate, fondé en

octobre 1901 par sept ouvriers et un intellectuel. Koba y arrive à la fin de novembre 1901, et se trouve bientôt à la tête du comité. Hébergé chez un travailleur de Mantachev, il y convoque, courant décembre, une réunion de délégués sociaux-démocrates de plusieurs usines et leur reproche leur mollesse : « Les ouvriers de Tiflis m'ont envoyé vers vous [...]. Ils sont sortis de leur sommeil et se préparent à lutter contre leurs ennemis. Les ouvriers de Batoum sont encore plongés dans un sommeil paisible. Je suis venu vous exhorter à suivre l'exemple des ouvriers de Tiflis<sup>9</sup>. » Réunissant les militants de la ville pour élire un comité de trois ouvriers et trois intellectuels, en un réveillon de Jour de l'an militant, il leur assène un discours prophétique : « L'aube du grand jour commence à poindre. Bientôt le soleil de lèvera et brillera pour nous. Croyez-en mes paroles<sup>10</sup>. »

Pour échapper à la curiosité policière, il déménage dans le faubourg de Gorodok, puis dans le quartier marécageux de Tchaoba, chez l'ouvrier musulman Khachime, où il monte une petite imprimerie clandestine. Des femmes voilées y viennent régulièrement et repartent vers la ville avec des paniers de légumes au bras. Parfois c'est Khachime lui-même qui assure le transport. Les voisins, pauvres mais fûtés, voient en lui un faux-monnayeur et l'interpellent un jour : « Tu travailles toutes les nuits, tu imprimes à tout va et on ne voit rien venir. Quand est-ce que tu mettras enfin ton argent en circulation<sup>11</sup> ? » Koba dément : il imprime des tracts, pas des billets de banque. Les paysans restent sceptiques mais se taisent.

Koba travaille moins qu'ils ne le croient. Le comité de Batoum est d'ailleurs si peu actif qu'en avril 1903, lors de la préparation du congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe, la rédaction de *L'Iskra* (en fait Lénine) s'oppose à sa présence au congrès en affirmant : « On n'a jamais entendu parler de ce comité<sup>12</sup>. » Un document de police daté par erreur de janvier 1903 (au lieu de 1902) affirme : « À la tête de l'organisation de Batoum se trouve Joseph Djougachvili [...]; son despotisme a fini par émouvoir beaucoup de membres, et une scission s'est produite dans l'organisation<sup>13</sup>. »

Batoum sort bientôt de son apathie. La réduction des carnets de commandes frappe les entreprises de la ville. Fin janvier 1902, la direction de Mantachev licencie une centaine d'ouvriers. La grève est immédiate et, le 31, l'usine est paralysée. La police

arrête une centaine de grévistes, licenciés à leur tour, mais la direction, craignant l'extension du mouvement, capitule et la victoire qui en résulte est totale : les ouvriers licenciés et les grévistes arrêtés sont réintégrés, les jours de grève payés.

La direction de la raffinerie Rothschild, malgré cet avertissement, licencie, le 26 février 1902, près de la moitié de ses 900 ouvriers, des paysans recrutés quelques mois plus tôt dans la campagne voisine. Le 1<sup>er</sup> mars, toute l'usine débraie. Le gouverneur de la province ordonne aux grévistes de reprendre immédiatement le travail, menace les récalcitrants de les renvoyer dans leur village et fait venir la troupe. Les grévistes s'entêtent. Le gouverneur en jette 32 en prison. Leurs camarades réagissent. Le 8 mars, les cosaques dispersent à coups de fouet un meeting de protestation en pleine rue et arrêtent une centaine de participants, aussitôt incarcérés. L'un des rares ouvriers socialistes de la ville, Kandelaki, consulte Koba. Convaincu que les soldats ne tireront pas, celui-ci propose aux ouvriers de se rendre en masse à la prison pour réclamer la libération de leurs camarades et, en cas de refus, les invite à demander à être arrêtés eux aussi.

Le 9 mars, un long cortège se dirige vers la prison. Le commandant de l'armée fait jeter 400 manifestants dans les geôles déjà pleines à craquer. L'indignation gagne alors la population ouvrière de la ville. Le lendemain, une colonne de 3 000 personnes arrive devant la prison. Les officiers leur ordonnent de se disperser. Les manifestants refusent, jettent des pierres sur les soldats qui tirent : 14 tués et 54 blessés. Koba, installé, selon Barbusse, « comme une cible à la tête de la manifestation<sup>14</sup> », n'est pas même égratigné. En fait de cible, nul ne l'a vu, sauf un commissaire de police dont les juges rejeteront le témoignage. La police arrête près de 500 personnes et les renvoie dans leur village.

Le 12 mars, des centaines de manifestants participent aux funérailles des victimes. Au cimetière, Koba lit une déclaration enflammée : « Honneur à vous qui avez sacrifié votre vie pour le triomphe de la vérité ! Honneur au sein qui vous a nourris ! Honneur à vous dont le front est orné de la couronne du martyr et qui, de vos lèvres pâles et tremblantes, nous avez encouragés à poursuivre la lutte à l'heure de votre agonie. Honneur à vous dont les ombres planent au-dessus de nous et murmurent à nos oreilles : Notre sang crie vengeance<sup>15</sup>. »

Cette grève sanglante deviendra mythique. Dans les années 1930, Staline en sera proclamé l'inspirateur et le dirigeant génial. En 1937, le dramaturge géorgien Chalvou Dadiani y consacrera une pièce, *De l'étincelle* (d'où, bien entendu, jaillira la flamme !), jouée alors dans trois théâtres de Tiflis, puis dans une dizaine de théâtres en 1949 pour le 70<sup>e</sup> anniversaire du Secrétaire général. De janvier 1950 à avril 1953, le musée des Cadeaux de Staline (destiné à recueillir les innombrables présents reçus lors de cet anniversaire) remplacera au musée des Arts figuratifs Rembrandt par Verpkhadzé peignant *L'Expulsion de Staline de Batoum en 1903* ou Malkov exaltant *La Manifestation de Batoum*. Pour les mencheviks, Koba a transformé la grève en une émeute condamnée à l'échec ; en emmenant les grévistes désarmés à l'assaut de la prison, il a provoqué la tuerie et l'expulsion de plus de la moitié des ouvriers de l'usine. Pour eux, le combat glorieux n'est qu'un fiasco. En réalité, le mouvement fut une explosion spontanée de colère et de rage que le comité social-démocrate de Batoum n'avait pas les moyens de diriger et que, d'ailleurs, dans son rapport au congrès de juillet-août 1903, il évoquera sans en revendiquer la paternité.

Mais la police veut en profiter pour décapiter le comité. Le 5 avril, des cosaques et des sergents de ville cernent à minuit une maison où vient de prendre fin une réunion d'ouvriers de l'usine Mantachev. Ils y découvrent un manifestant blessé, Kandelaki, et Koba, qui prétend être arrivé de Gori après le 9 mars pour prendre une place d'employé de bureau. Le commissaire Tchikhvadzé affirme pourtant qu'il se trouvait ce jour-là dans la foule des manifestants, et la police embarque les deux hommes.

Du 5 au 19 avril 1902, Koba est interné dans la prison nauséabonde de Batoum. Pour se fabriquer un alibi, il jette par la fenêtre de sa cellule deux papiers maladroits, trouvés par un passant qui les porte à la police. Le premier dit : « Sosso Djougachvili est arrêté. Informer immédiatement Kéké Djougachvili pour que celle-ci dise, si les gendarmes lui demandent la date du départ de son fils de Gori, que celui-ci est resté chez elle tout l'été et tout l'hiver jusqu'au 15 mars<sup>16</sup>. » Le second donne des instructions à un instituteur social-démocrate nommément désigné qui, ainsi livré à la police, est bientôt arrêté. Pour le commissaire, un individu désireux de se ficeler un alibi a joué un rôle important dans les troubles ouvriers de Batoum.

Le 19 avril, on l'envoie dans la prison vétuste de Koutaïs, grosse bourgade au centre de la Géorgie. Politiques et droit commun y sont mélangés dans la crasse et le tapage; les seconds font la loi avec l'accord tacite des gardiens dont ils arrondissent les fins de mois et qui frappent les détenus au moindre prétexte. Koba y prend langue avec le monde de la pègre pour lequel il éprouve instinctivement de la sympathie. Son voisin, le menchevik Outaradzé, évoque «son visage marqué de petite vérole [qui] lui donnait un aspect peu soigné [...]. Il portait une barbe et des cheveux longs rejetés en arrière». Les deux hommes passent six mois dans cette prison pouilleuse. Koba frappe Outaradzé par son calme et sa maîtrise de soi : «Il ne riait jamais franchement, se contentant en général de sourire [...]. Pas une fois je ne l'ai vu s'emporter, crier, discuter, s'émouvoir [...] en un mot sortir de sa réserve. Et sa voix correspondait exactement à sa personnalité glaciale<sup>17</sup>. »

L'enquête ne parvient à réunir aucune preuve de son activité à Batoum. La police n'arrive pas à dénicher un seul témoin de sa participation à la manifestation subversive du 9 mars. Bref, son dossier est vide. Or, la détention de Koba et de Kandelaki doit s'achever le 5 mai 1902, deux mois après leur arrestation. Le général-major commandant la région en demande la prolongation. Le parquet, ne trouvant «rien de criminel» dans une réunion de «quelques ouvriers chez deux de leurs camarades pour discuter de leurs problèmes dans leur usine», refuse et reproche à la police d'avoir par son «alerte nocturne [...] provoqué une agitation tout à fait indésirable dans la période troublée actuelle». En conclusion, si à propos de Djougachvili et Kandelaki «il n'y a pas d'indication précise et définie concernant leur activité criminelle, il faut immédiatement les libérer et les placer sous surveillance<sup>18</sup>».

Le 12 mai 1902, l'adjoint au chef de la gendarmerie de Koutaïs annonce pourtant l'ouverture d'une instruction contre les deux hommes, qualifiés de «principaux dirigeants et instructeurs des ouvriers de Batoum dans leur mouvement ouvrier révolutionnaire qui s'est accompagné de la distribution de proclamations et d'appels à la révolte et au renversement du gouvernement<sup>19</sup>». L'inculpation ne dit mot de la manifestation du 9 mars. Le procureur adjoint maintient néanmoins les deux hommes en détention. Le 12 juillet, la justice accuse dix membres du comité de Tiflis, dont Koba, d'avoir «prononcé des discours en public visant à susciter la désor-

béissance à l'égard du gouvernement et du pouvoir suprême<sup>20</sup>». L'imprécision de ces griefs confirme le vide du dossier.

Sa fiche de police fournit la description suivante : « Taille : 2 archines, 4 verchoks et demi [l'archine étant égale à 71 centimètres et le verchok à 4,4 centimètres, cela signifie 1,62 mètre]. Signes particuliers : deuxième et troisième doigts du pied gauche accolés. Aspect extérieur : ordinaire. Cheveux : brun foncé. Barbe et moustache : brunes. Nez : droit et long. Front : droit mais bas. Visage : allongé, basané, grêlé (marqué de variole). » La police le surnomme alors « le Grêlé ». La fiche de police précise : « Sans papiers, sans occupation définie, sans domicile fixe<sup>21</sup>. » C'est le propre du révolutionnaire professionnel.

Le 6 août, le chef de la gendarmerie de Tiflis convoque Koba au conseil de révision, qui le reconnaît inapte au service armé. Pendant qu'il végète dans la prison de Koutaïs, les grèves provoquées par les licenciements massifs secouent tout le sud de la Russie et culminent à Tiflis au cours de l'été 1902. Le 4 juillet au matin, 2 000 employés de commerce, las de travailler de 6 heures du matin à 11 heures du soir, quittent tous leur boutique, traversent la ville en cortège, obligent les magasins à fermer et arrachent à leurs patrons la promesse que la journée de travail sera limitée à huit heures et demie. Le mouvement gagne les usines, les bureaux, les imprimeries, les ateliers puis, en août, le dépôt des cheminots.

Trente-cinq ans plus tard, le 27 avril 1937, les *Izvestia* reproduisent un tableau montrant Staline en organisateur de cette grève, qu'il aurait donc dirigée du fond de sa cellule de Koutaïs à 200 kilomètres de Tiflis. Même en cette période de culte débridé, ce don d'ubiquité pose problème : Staline doit choisir entre la prison et la grève. Le lendemain, un rectificatif précise : « Le camarade Staline, de février 1902 à la fin de 1903, se trouvait dans les prisons de Batoum, puis de Koutaïs. Staline ne put donc être l'organisateur de la grève de Tiflis en 1902. » Pendant ces dix-huit mois de détention, il tente d'apprendre l'allemand, langue officielle du mouvement social-démocrate international, qu'il ne parviendra jamais à parler. Il n'écrit rien. Trente-six mois séparent le deuxième texte de ses *Œuvres complètes*, daté de novembre-décembre 1901, du troisième, daté de septembre 1904. Cette passivité muette se répétera à chacun de ses séjours en prison et lors de son lointain exil sibérien de Touroukhansk.

Lors du procès des auteurs de troubles, en mars 1903, Koba ne figure pas parmi les vingt et un manifestants jugés et condamnés. En 1923, l'historien Nevski affirmera : « Suite aux grèves de Batoum [...] il fut inculpé [...] mais l'affaire fut classée faute de preuves<sup>22</sup>. » La police, incapable de prouver sa participation à la manifestation, n'a pu l'envoyer sur le banc des accusés. Le seul témoin à charge est le commissaire de police Tchikhvadzé. C'est trop peu pour les juges de l'époque. Les militants révolutionnaires russes cherchaient à utiliser les procès comme tribune, mais Koba, médiocre orateur et peu soucieux de se mettre en avant, préfère une modeste condamnation administrative à une prise de risque inutile ; la provinciale et lointaine Batoum n'est de toute façon pas Saint-Pétersbourg.

En ce même mois de mars 1903 se constitue un Comité transcaucasien de neuf membres chargé de diriger l'activité social-démocrate dans les trois pays du Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan). Y figurent Djibladzé, le vieil ennemi de Koba, Jordania, qui le méprise, et quelques futurs bolcheviks, parmi lesquels Tsouloukidzé, prince décavé et tuberculeux, ancien étudiant en droit à l'université de Moscou, l'un des rares Géorgiens à avoir lu *Le Capital*. Mais les arrestations, fréquentes, assurent à l'époque une rotation rapide des fonctions. Koba entrera dans ce comité dirigeant de la social-démocratie caucasienne au printemps 1904.

En juillet-août 1903, le véritable congrès de fondation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie tenu en exil s'achève par une scission née d'un désaccord sur l'article 1 des statuts : les mencheviks, dirigés par Martov, rejoint un bref moment par Trotsky, veulent un parti large, ouvert aux sympathisants, prêt à animer une opposition parlementaire dans la république démocratique de demain ; les bolcheviks, dirigés par Lénine, veulent un parti étroit, rigoureusement centralisé et discipliné, soumis aux nécessités de l'action conspiratrice pour préparer l'insurrection qui renversera l'autocratie tsariste. L'avenir montrera que ces divergences, alors embryonnaires, sont bien réelles, mais elles apparaissent alors confuses à de nombreux délégués du congrès lui-même et très obscures aux militants de Russie.

La monarchie répond au développement des luttes ouvrières par une tentative de désintégration intérieure et d'intimidation. Le policier Zoubatov, ancien populiste repent, propose d'organi-

ser les ouvriers dans des « syndicats » contrôlés par la police pour les convaincre que le tsar les défend contre leurs patrons et les fonctionnaires-bureaucrates. En février 1904, il forme avec le pope Gapone, indicateur de l'Okhrana, une assemblée des travailleurs des fabriques et usines de Saint-Pétersbourg.

À côté de ce syndicalisme policier, des groupes ultranationalistes, contre-révolutionnaires et antisémites dits Centuries noires ou Cent-Noirs, se forment dès 1903 avec l'aide des autorités ; en 1905, ils se fédèrent à l'échelle nationale avec l'autorisation, le soutien et l'argent du pouvoir, et créent de multiples organisations riches en popes, cabaretiers et concierges, l'Union du peuple russe, l'Union des Russes, l'Aigle à deux têtes, etc. Leur credo politique se résume en quelques formules choc : « Nous ne pouvons pas permettre que n'importe quelle racaille intellectuelle, n'importe quel ignoble youpin vienne saper le pouvoir du tsar » et en un slogan : « Cogne [c'est-à-dire tue] les youpins, sauve la Russie ! » Ils déclenchent pogromes, incendies et assassinats, surtout dans les deux principales « zones de résidence » où les juifs ont le droit de vivre, l'Ukraine et la Biélorussie, à Kichinev, alors rattachée à l'Ukraine, en avril 1903, puis à Gomel en août, sous le patronage du ministre de l'Intérieur Plehve. Les ministres du tsar partagent son antisémitisme forcené. En août 1903, Plehve et Witte, alors ministre des Finances, reçoivent le prophète du sionisme, Theodor Herzl. Witte lui déclare avec un rire épais : « Je disais souvent au défunt tsar Alexandre III : "Votre Majesté, s'il était possible de noyer 6 ou 7 millions de juifs dans la mer Noire, j'y serais favorable. Mais comme ce n'est pas possible, il faut leur donner une chance de vivre." J'ai toujours la même opinion<sup>23</sup>. » Au Caucase, poudrière de nationalités, les autorités tentent d'asseoir un pouvoir mal accepté par les populations locales en dressant les uns contre les autres Tatars, Azéris, Perses, Géorgiens, Arméniens. Ces derniers, contrôlant le commerce local, sont la première cible des pogromes encouragés par le pouvoir.

La guerre avec le Japon apaise un bref instant puis décuple toutes les tensions sociales et politiques. Dans son expansion vers l'est, visant à participer au dépeçage de la Chine par les grandes puissances européennes, la Russie rencontre en effet l'empire du Soleil-Levant, engagé depuis trente ans dans une vaste entreprise de modernisation économique et d'expansion. En mai 1896, Saint-Pétersbourg obtient la construction du « chemin de fer de



l'Est chinois», qui doit relier la ville russe de Tchita au port russe de Vladivostok en traversant le saillant que forme entre les deux la Mandchourie. En juin 1900, l'armée russe occupe la Mandchourie au nord de la Chine. Des cercles d'affairistes et de généraux envisagent d'étendre le protectorat russe sur la Corée que Tokyo considère comme sa chasse gardée. Londres, pour aider le Japon à faire barrage aux ambitions russes, signe avec lui, en janvier 1902, un traité d'alliance défensive. Les Japonais proposent au tsar de se partager la région à l'amiable : aux Russes la Mandchourie, au Japon la Corée. Mais la camarilla militaire pétersbourgeoise méprise ces «macaques» et Nicolas II rejette leur proposition. Plehve ajoute : «Pour arrêter la révolution, il nous faut une petite guerre victorieuse.» Au matin du 8 février 1904, la flotte japonaise bombarde par surprise la flotte russe du Pacifique paisiblement ancrée à Port-Arthur et donne une coloration défensive à la guerre souhaitée. La monarchie organise des manifestations patriotiques enflammées, qui rassemblent surtout ivrognes et prostituées, clientèle habituelle des commissariats, flanqués d'aubergistes et d'agents de police qui, tous ensemble, braillent à tue-tête : «Dieu sauve le tsar!» D'honorables universitaires saluent cette nouvelle croisade contre «les insolents Mongols» et la défense par la Russie de la civilisation européenne et chrétienne contre «le péril jaune». Des affiches montrent de petits macaques aux yeux bridés s'enfuyant devant le blond géant russe. Cette éphémère effervescence patriotique ne touche pas, au Caucase, les populations locales, indifférentes à cette guerre lointaine.

L'infanterie japonaise franchit le fleuve Ya-Lou qui sépare la Corée de la Mandchourie et enfonce l'infanterie russe. L'incurie et la corruption du commandement sont à l'origine des échecs militaires, qui exaspèrent la population. L'amiral Alexeiev, à la tête de l'armée, doit sa promotion à un service intime rendu à l'impérial grand-duc Alexis : ce dernier ayant provoqué, un an auparavant, une bagarre d'ivrognes dans un bordel de Marseille, l'amiral avait déclaré à la police française que l'homonymie avait fait confondre Alexis avec Alexeiev et s'était désigné comme coupable. Ce sacrifice suffit à sa promotion. Nourrissant, comme ses adjoints, un profond mépris pour le moujik, il envoie des régiments charger à la baïonnette les positions de l'artillerie japonaise qui les fauche par milliers. Staline recourra à la même tactique quarante ans plus tard.

Alors que le Transsibérien est à voie unique sur une partie du trajet, chaque chef de corps d'armée dispose d'un train spécial comprenant wagons-lits, wagon-restaurant, wagons-salons, encombrés d'ordonnances et d'invités qui sabrent le champagne des déroutes, tandis que leur convoi encombre, ralentit, bloque le trafic. L'amiral Alexeiev, par horreur du bruit, interdit tout mouvement ferroviaire nocturne... Lorsqu'il sera destitué pour incompétence notoire, son successeur, le général Kouropatkine, exigera de disposer de son propre train spécial. La haine de ces dignitaires repus et incapables s'élève de toute la Russie. En juin, le gouverneur général russe de la Finlande est assassiné. Un mois plus tard, le ministre de l'Intérieur Plehve est abattu par un militant socialiste-révolutionnaire.

## CHAPITRE IV

### Le passant de 1905

Le 9 juillet 1903, la Conférence spéciale de Saint-Pétersbourg formée de quatre hauts fonctionnaires des ministères de la Justice et de l'Intérieur, a exilé Joseph Djougachvili et dix autres inculpés à Novaia Ouda, en Sibérie orientale, près d'Irkoutsk, pour trois ans, sous surveillance policière. La gendarmerie prend son temps. Au début de novembre, Koba est réexpédié dans la prison de Batoum, où on l'informe de son envoi « dans des localités éloignées de l'Empire russe ».

Boulgakov donne à cette condamnation modeste une coloration grandiose. Dans sa pièce *Batoum*, le ministre de la Justice soumet à Nicolas II en personne la signature d'un arrêt « concernant le crime contre l'État commis par Joseph Vissarionovitch Djougachvili, paysan du district de Gori ». Pour incitation à la grève, Djougachvili sera exilé en Sibérie. « La sainte Russie a des lois bien douces<sup>1</sup> », se désole le monarque en signant le décret. Mais le tsar n'a rien à voir dans cette affaire : la condamnation administrative sans jugement qui frappe alors Koba est proposée par la police locale, examinée par la Conférence spéciale, et leur décision est ensuite confirmée et signée, au nom de l'empereur, par le ministre de l'Intérieur.

Koba part en exil à la mi-novembre. La chronologie officielle le fait arriver à Novaia Ouda le 27 novembre, après un voyage invraisemblablement bref. Les transferts d'exilés, passant de prison de transit en prison de transit, prenaient des mois : celui de

Trotsky avait duré quatre mois pour une distance comparable. En 1908, Koba, exilé près de Vologda, partira de Bakou le 9 novembre et arrivera à destination le 27 février.

Koba n'est, en réalité, jamais parvenu à son lieu d'exil : il s'est évadé d'une prison de transit. Officiellement, il s'enfuit de Novaia Ouda le 5 janvier 1904, soit 38 jours après son arrivée imaginaire, après avoir reçu, en décembre, une lettre (évidemment perdue) de Lénine. Il prétendra avoir fait, sans vêtements chauds, une première tentative où il faillit se geler les oreilles et le nez. Mieux vêtu la seconde fois, il aurait réussi. Un historien français donne de cette évasion imaginaire une description épique : « Il partit d'abord à pied, puis dans une charrette de paysan qui l'emmena vers l'Oural. Il souffrait de froid et de faim, toussait sans cesse et frôla la tuberculose<sup>2</sup>. » Or, il était parfaitement impossible de traverser la taïga à pied, puis dans une charrette de paysan, en plein mois de janvier, pendant des semaines, par des températures de - 30 ou - 40 degrés. Et Koba avait trop de bon sens pour tenter une aussi folle aventure.

Mais il lui fallait à tout prix être parvenu jusqu'à Novaia Ouda pour y recevoir la fameuse lettre. Mais au fait, comment Lénine aurait-il pu, à Londres, avoir connaissance de l'existence de ce militant local emprisonné à Koutaïs et Batoum, dont la date de départ était restée ignorée des exilés eux-mêmes jusqu'à la dernière minute ? Staline mentionnera cette lettre pour la première fois le 28 janvier 1924, soit une semaine après la mort de Lénine ! Ah ! s'il pouvait en brandir le texte ! « Hélas, susurre-t-il, je ne me pardonne pas d'avoir, conformément à mon habitude de vieux militant clandestin, [qu'il n'était que depuis deux ans...] brûlé cette lettre de Lénine comme bien d'autres lettres. » Il ne peut en évoquer le contenu, mais elle a laissé en lui « une impression ineffaçable ». Comparés à Lénine, les autres dirigeants du Parti (qu'il n'avait, pas plus que Lénine, jamais rencontrés) lui semblaient inférieurs « d'une tête entière. Lénine comparé à eux [...] était un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes, intrépide dans le combat, qui guidait hardiment le Parti par les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe<sup>3</sup> ».

Comment, du fond de Novaia Ouda, après un an et demi de réclusion en Géorgie, Koba pouvait-il juger les mérites comparés de dirigeants installés en Europe ? Il communique son enthousiasme à un ami émigré qui transmet aussitôt son épître admira-

tive à Lénine, lequel envoie à Staline, à Novaia Ouda, «une lettre simple mais profonde [...] une petite lettre simple et hardie [...] d'une concision et d'une audace qui font que chaque phrase fait penser à un coup de feu». Elle renforça en lui l'idée que «nous avons en Lénine l'aigle des montagnes de notre parti<sup>4</sup>». Staline n'en dira pas plus sur sa réponse inexistante que sur le contenu de l'imaginaire missive.

À la fin de janvier 1904, Koba est de nouveau à Batoum. Ce retour sur le lieu de ses exploits antérieurs est contraire aux habitudes des révolutionnaires condamnés, qui évitaient de revenir là où ils étaient déjà repérés par la police, surtout après une évasion. D'autant que dans la petite ville de Batoum, un condamné politique évadé ne pouvait guère se cacher. Mais Koba est peu connu et ne tient pas à s'éloigner de sa province natale.

Les mencheviks, majoritaires au comité de Batoum, veulent barrer la route à celui que l'un d'eux décrit comme un «jeune homme sec, osseux, au visage brun pâle, raviné par la petite vérole, aux yeux agiles et rusés, vif, désinvolte et présomptueux<sup>5</sup>», responsable à leurs yeux de l'aventure d'avril 1902. La police démantelant alors leur imprimerie clandestine, certains mettent Koba en cause. Une commission d'enquête tranche : il n'a pas respecté plusieurs règles de la clandestinité mais ne peut être accusé d'avoir livré l'imprimerie à la police<sup>6</sup>. Koba est victime de son caractère : rebuté par la discipline du séminaire, il rechigne à obéir à toute règle. Il ne la conteste pas, mais, décidé à n'en faire qu'à sa tête, l'ignore ou la contourne sans mot dire, par refus de se justifier ou incapacité à s'expliquer. Aussi les soupçons planent-ils bientôt sur lui.

La commission a lavé son honneur. Mais le comité de Batoum ne veut plus de lui. Dépité, Koba repart fin février pour Tiflis où le jeune Léon Kamenev, nouveau responsable du comité bolchevik, l'accueille et lui fournit une cache. Il devient rédacteur du journal bolchevik *Proletariatis Brdzola* (*La Lutte du prolétariat*), qui paraît à la fois en géorgien, en arménien et en russe ; six des douze numéros publiés contiennent un article de lui. Koba est monté en grade : il appartient désormais au groupe des dirigeants bolcheviks locaux. Il croise le fer, sans lésiner sur les moyens, avec les mencheviks, largement majoritaires dans la social-démocratie géorgienne. Un jour, mis en minorité dans une réunion, il s'éclipse. Quelques minutes après retentit le signal convenu

annonçant l'arrivée imminente de la police. Les militants se dispersent. Pas de gendarme à l'horizon, mais plus de réunion. La plaisanterie lui évite d'être mis en minorité. Toutefois, ces pratiques favorisent les rumeurs. Le menchevik Arsenidzé l'accuse d'avoir qualifié les dirigeants mencheviks Martov, Dan et Axelrod de «juifs circoncis» en ajoutant : «Ce sont des lâches et des trafiquants. [...] Les travailleurs de Géorgie ne savent-ils pas que les juifs sont un peuple peureux inapte au combat<sup>7</sup> ?» Arsenidzé projette peut-être le Staline d'après-guerre sur le Koba de 1903. Mais, dans son rapport sur le congrès unifié du POSDR de 1907, Koba rapportera complaisamment la plaisanterie du bolchevik Alexinski «selon qui les mencheviks sont une fraction juive et les bolcheviks une fraction russe ; par conséquent, concluait Alexinski, nous ferions bien, nous bolcheviks, d'organiser un pogrome dans le Parti<sup>8</sup>». Plaisanterie d'un goût douteux après trois ans de pogromes.

Révolutionnaire professionnel, Koba ne vit pourtant pas seulement de politique. Le 22 juin 1904, à Gori, il épouse Catherine Svanidzé, jeune paysanne âgée de 15 ans, originaire du village de Didi-Lilo où était né son père, sœur de son camarade bolchevik Alexandre Svanidzé. Le mariage est célébré à l'église Saint-David de Tiflis par un ancien du séminaire : le mariage civil n'existant pas dans la Russie tsariste, seul un mariage religieux peut être enregistré. C'est pourquoi Lénine, qui jugeait l'idée même de Dieu inconvenante, s'est pourtant marié à l'église et Trotsky a reçu, avec son épouse, la bénédiction d'un rabbin à la prison de transit de Moscou.

Catherine, jeune femme pieuse, fait vivoter le ménage en travaillant comme couturière. Elle vénère son mari comme un demi-dieu et, pendant ses réunions nocturnes, prie sans succès le Seigneur pour qu'il renonce à ses idées hérétiques et ses ténébreuses activités pour se consacrer à sa famille. Tout confirme et sa dévotion pour Koba et l'amour de ce dernier pour cette belle femme-enfant aux cheveux de jais et aux grands yeux noirs, qui, selon la légende, se cacha sous la table la première fois que des militants bolcheviks débarquèrent chez Koba.

Ce mariage avec une femme étrangère à l'action politique est original pour un militant russe. L'épouse de Lénine, Kroupskaïa, est son adjointe et sa secrétaire politique. Trotsky, Zinoviev, Kamenev épousent des femmes qui partagent leurs convictions.

Koba, lui, a fait un autre choix – que l’amour n’explique pas seul. Il n’aime pas traiter d’égal à égal. Sa seconde épouse, Nadejda Alliluieva, l’irritera en ayant des idées sur tout. Il se choisira plus tard des assistants et collaborateurs bornés et butés. Il a besoin de dominer son entourage. La belle, douce mais inculte Catherine, plus jeune que lui de onze ans, lui en donne l’assurance. En 1910, faisant son éloge, il évoquera les « beaux habits » qu’elle lui cousait. Cela lui suffit amplement.

Il la quitte au lendemain de son mariage et part pour Bakou. Depuis le forage du premier puits de pétrole dans la presque île d’Apchéron, trente ans plus tôt, la ville a poussé comme un champignon le long de la mer. Elle compte alors près de 200 000 habitants. Les fonctionnaires et contremaîtres russes, les commerçants et ingénieurs arméniens, les étrangers et quelques richissimes Azéris y vivent dans le centre, pavé et éclairé au gaz la nuit. Les trois quarts restants de la population, surtout les azéris musulmans, s’entassent dans des villages de toile, des baraquements de fortune, malodorants, sans eau ni lumière, et dans les taudis des faubourgs pouilleux de Balahany, Sabunci et Bibi Eibat, aux rues poussiéreuses, encombrées d’ordures qui ceinturent la ville au nord-est et à l’ouest. La pollution ronge les poumons, et les enfants des faubourgs meurent en masse : en cette fin de siècle déjà, un cimetière spécial accueille les petites victimes. L’administration et le patronat attisent les haines raciales qui déchirent cette Babel affamée et dressent les uns contre les autres les Arméniens, les Géorgiens, les Russes, les Ossètes, le sous-prolétariat sous-payé des Tatars et des Azéris, les Turcs et les Perses qui passent la frontière pour quelques kopecks.

Les sociaux-démocrates de la ville se trouvent alors dans une situation difficile. Deux Géorgiens, Lado Ketskhoveri et Aveli Enoukidzé, y ont formé pendant l’été 1901 un comité, lancé en septembre de la même année un journal en géorgien, et monté une imprimerie clandestine, dite Nina, qui reproduit les numéros de *L’Iskra*. Les matrices, parties de Marseille, leur parviennent au terme d’un long voyage par bateau, à dos de cheval ou de mulet à travers la frontière perse. Nina les reproduit à des milliers d’exemplaires qui sont diffusés dans le Caucase et la Russie du Sud. La propagande social-démocrate rencontre un écho favorable : la crise économique frappe l’industrie du pétrole, les salaires sont bloqués, le chômage menace. Le 1<sup>er</sup> mai 1902, près

de 5 000 travailleurs défilent dans les rues de Bakou ; c'est la plus grande «maievka» de l'Empire. Mais en septembre 1902, la police arrête les deux meneurs socialistes. Peu après, un gardien de prison abat d'un coup de fusil en plein cœur Ketskhoveli qui haranguait les détenus depuis la fenêtre de sa cellule.

En juillet 1903, les ouvriers du pétrole de Bakou, qui travaillent alors seize heures par jour, déclenchent la grève, suivis par les ouvriers de Tiflis, de Batoum, et les mineurs de Tchiatouri. Mais la grève reflue et les arrestations démantèlent le comité social-démocrate. Un an plus tard (juin 1904), Koba accompagne le bolchevik Stopani dans la Ville noire pour le réorganiser, et repart aussitôt en Géorgie tenter d'installer d'autres comités bolcheviks : il réunit un certain nombre de délégués à Koutaïs et proclame un fantomatique comité bolchevik d'Imérétie et de Mingrélie. Ses résultats seront si minces qu'il ne fera pas partie des quinze délégués bolcheviks qui, en novembre 1904, proclameront à Tiflis, sous la direction de Léon Kamenev, un comité bolchevik géorgien.

Les *Œuvres complètes* de Staline comportent deux « lettres de Koutaïs », fort douteuses, publiées pour la première fois en 1946, datées de septembre et octobre 1904, et adressées à un bolchevik géorgien exilé qui, dit-il, frappé par son opinion « enthousiaste et exaltée » sur Lénine, en communiqua le texte à l'intéressé, qui leur envoya aussitôt une réponse à transmettre au « Colchidien enflammé ». Koba y évoque une imaginaire victoire sur les mencheviks géorgiens dont il n'aurait pu se targuer sans ridicule en 1904, mais qu'il pouvait sans crainte fabriquer en 1946. Il y raille « ces messieurs Rosa [Luxembourg] Kautsky, Plekhanov, Axelrod, Vera Zassoulitch, etc.<sup>9</sup> ». Cette familiarité désinvolte et dédaigneuse d'un obscur militant provincial à l'égard de dirigeants célèbres est anachronique. Ces lettres, fabriquées en 1946, visent à suggérer que Koba était, dès l'automne 1904, un léniniste capable de traiter de manière cavalière des figures historiques du mouvement ouvrier international.

Il prétend aussi avoir dirigé à Bakou, du 13 au 31 décembre, la grève générale des ouvriers du pétrole où deux forces se trouvèrent en compétition : d'un côté, le comité bolchevik, surtout implanté dans les bureaux et les installations techniques de la ville, de l'autre, l'Union des ouvriers de Balahany et Bibi Eibat – les deux faubourgs misérables où se trouve la plupart des puits de



pétrole —, fondée et dirigée par la famille Chendrikov. Il s'agit de quatre aventuriers en quête d'action, qui menacent les patrons de les assassiner ou d'incendier leur entreprise pour leur extorquer de l'argent : Ilya, un orateur enflammé qui électrise les masses incultes des derricks, sa femme Claudia, dont l'éloquence lyrique échauffe les auditoires masculins, à 90 % musulmans, et ses deux frères, Léon, ancien étudiant, théoricien chargé de la rédaction des tracts, et Gleb, chargé de leur impression et de leur distribution. Ils rassemblent vite la majorité des ouvriers des faubourgs dans leur Union, élaborent un cahier de revendications qui unit des exigences générales, sociales et politiques (« À bas l'autocratie tsariste », « À bas la guerre », « Vive le suffrage universel », « Vive la journée de huit heures », etc.) et des revendications particulières (suppression des heures supplémentaires et du travail le dimanche, augmentation des salaires, introduction du système des trois-huit, suppression de toutes les amendes et sanctions, fourniture de l'eau et de l'électricité par les employeurs, logement et soins médicaux gratuits, ouverture de cantines et de salles de lecture pour les ouvriers). En novembre 1904, ils se répandent parmi les derricks et les raffineries en martelant : « Grève générale pour arracher nos revendications ! »

Le comité bolchevik, dans une déclaration du 7 décembre, décrète la grève générale inutile et stérile, et y oppose le renversement préalable de l'autocratie tsariste par des manifestations de rue : « Tant qu'un gouvernement tsariste sera à la tête de notre pays, tant qu'il aidera les capitalistes à nous exploiter, nous n'améliorerons pas notre sort, quel que soit le nombre de grèves grandioses que nous organisons. » Ce pronostic, bientôt démenti, est compensé par de lyriques mais lointaines perspectives : « En revanche, une fois que nous aurons renversé le gouvernement tsariste, nous aurons la possibilité d'acquérir le monde entier. » En attendant, ne bougeons pas. Dénonçant les « misérables petites revendications » de ses concurrents, le comité invite les ouvriers « à se préparer à une attaque décisive contre le tsarisme, à descendre dans les rues et sur les places<sup>10</sup> ». Ces positions caricaturent les idées de Lénine. Pour lui, en effet, la lutte revendicative économique ne peut d'elle-même engendrer une conscience politique socialiste, mais il n'en déduit pas pour autant que la lutte économique doit être renvoyée aux lendemains de la chute du tsarisme.

Les ouvriers ignorent les consignes bolcheviques. L'organisation des Chendrikov lance, dans la nuit du 12 au 13 décembre, un ordre de grève massivement suivi. Le comité bolchevik s'y rallie alors et constitue un comité de grève, dirigé par l'agitateur Aliocha Djaparidzé et par Stopani, qui négocie avec les patrons, obtient quelques résultats, et donne le 23 décembre l'ordre de reprise du travail..., rejeté par la majorité des grévistes, insatisfaits. Les patrons font de nouvelles concessions (la journée de travail de 9 heures au lieu de 9 heures 30, un congé de maladie de 2 mois, aucune discrimination salariale selon la nationalité). Dans ces conditions, le comité de grève bolchevik considère qu'il est impossible de continuer la grève et ordonne la reprise du travail dans un communiqué méprisant que l'on croirait sorti de la plume d'apprentis bureaucrates : il ose même évoquer l'absence de conscience et d'énergie de « la froide masse grise des ouvriers » en grève depuis deux semaines puis, dans un gémissement d'impuissance, affirme : « Nous ne sommes plus assez forts pour les retenir dans leur lutte à l'intérieur des limites que nous, sociaux-démocrates, jugeons acceptables et efficaces à l'heure actuelle. [...] En annonçant que la grève est terminée, nous donnons aux ouvriers la consigne de reprendre le travail le 28 décembre<sup>11</sup>. » La « froide masse grise » aura l'audace de ne pas appliquer cette consigne.

En les rassemblant tous ensemble par-delà leurs nationalités et leurs croyances religieuses, la grève a en effet donné aux déshérités des derricks un sentiment nouveau de puissance qui les exalte ; les Chendrikov les persuadent donc sans peine de ne pas reprendre le travail et d'incendier quelques dizaines de puits. Les patrons, effrayés, reculent et signent le 30 décembre la première convention collective de l'histoire de la Russie. Ils s'engagent à payer intégralement les journées de grève, à ne sanctionner aucun gréviste, à fournir eau et électricité gratuitement aux ouvriers, à payer la moitié du salaire à tout travailleur malade pendant trois mois.

Selon Arkadi Vaksberg, les frères Chendrikov étaient des auxiliaires de police et leur Union des ouvriers de Bakou visait, avec l'accord tacite des autorités, à détourner ses membres de l'action politique<sup>12</sup>. Si l'accusation est vraie, l'échec du syndicalisme policier est éclatant puisqu'il a uni, à Bakou, revendications corporatives et politiques, débouché sur la grève générale et... la

première convention collective de l'Empire. En 1906, Léon Chendrikov, accusé devant un tribunal du parti social-démocrate d'avoir gardé pour lui des fonds extorqués aux patrons, sera défendu par un jeune juriste menchevik promis à un brillant avenir, Andreï Vychinski, mais jugé coupable. Vychinski sera meilleur plus tard en procureur qu'en avocat...

Koba est-il responsable de l'attitude brutale du comité bolchevik ? En fait, il ne se trouvait pas à Bakou en décembre 1904, mais à Gori ou à Tiflis. Son nom ne figure dans aucun document de l'époque ni dans les souvenirs des membres du comité de grève, publiés à Bakou en 1923, soit un an après la nomination de Staline au poste de Secrétaire général. Aucun texte du comité bolchevik n'est reproduit dans ses *Œuvres complètes*. Il n'est effectivement arrivé à Bakou qu'en janvier 1905. Sa « biographie autorisée », rédigée par son secrétaire personnel et publiée en 1927 dans l'Encyclopédie Granat, ne dit mot de la grève de décembre 1904. Mais en 1946, il pourrait sans risque s'en attribuer la direction posthume.

Le *Proletariatis Brzdola* du 1<sup>er</sup> janvier 1905 publie un long article de Koba, absolument muet sur cette grève dont les échos résonnent pourtant dans tout le Caucase. Il y disserte sur la formulation léniniste de l'article 1 des statuts du POSDR. Au lendemain même d'un gigantesque mouvement de masse où les ouvriers ont montré leur force et leur détermination, il ne parle que du « comité du parti » et définit une conception très étroite et fermée du parti d'avant-garde : une « forteresse dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui en sont dignes, [...] qui ont fait leurs preuves ». Le recrutement exige « une vigilance extrême ». Il défend ce caractère fermé avec des accents religieux et militaires : « Ce serait profaner ce qu'il y a de plus sacré dans le Parti que de donner à un bavard le nom de membre du Parti (c'est-à-dire de dirigeant de l'armée des prolétaires !). [...] Le Parti [...] par l'entremise du Comité central conduit dignement en avant l'armée des prolétaires. » Le Parti, c'est la discipline et l'unité de vues : « Que l'unité de vues vienne à disparaître, et le Parti s'effondre du même coup. » Les désaccords sont donc interdits. Sans discipline, en effet, le Parti n'est qu'un « banquet » [*sic* !] ou une « famille patriarcale hospitalière<sup>13</sup> ». Ainsi, pour Koba, le Parti, bien plus qu'une « avant-garde », constitue une élite, un corps spécial, un ordre supérieur de type militaire dont la discipline rigide est la vertu première.

Pendant qu'il disserte ainsi sur les statuts, la révolution, qu'il n'entrevoit pas, frappe à la porte. Le 3 janvier, les ouvriers de l'usine métallurgique Poutilov, à Saint-Petersbourg, débraient contre le licenciement de quatre d'entre eux. L'assemblée des ouvriers créée par le pope Gapone organise la grève, qui s'étend, et entraîne le 8 janvier près de 120 000 ouvriers. Le dimanche 9 janvier, sous un soleil qui fait resplendir les palais après la neige de la nuit, une foule endimanchée de plus de 100 000 personnes avance vers le palais d'Hiver pour remettre au tsar une pétition en psalmodiant des chants religieux et en brandissant des portraits de Nicolas II. Ce dernier est parti jouer aux dominos à Tsarskoe Selo, à 30 kilomètres de la capitale. Confiants dans le tsar, mais inquiets devant le déploiement formidable des 12 000 soldats et cosaques qui quadrillent la ville et défendent le palais d'Hiver, les manifestants ont placé aux premiers rangs des femmes et des enfants précédés de Gapone, barbe blanche au vent.

Les pétitionnaires réclament dans une plate-forme revendicative, jamais rééditée en URSS sous Staline après 1926 (elle aurait par trop rappelé des revendications toujours insatisfaites) : la libération immédiate de toutes les victimes de la répression politique, sociale et religieuse, l'arrêt de la guerre, la proclamation immédiate de la liberté et de l'inviolabilité de la personne, de la liberté de parole, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté de conscience en matière religieuse, l'instruction publique générale et obligatoire aux frais de l'État, la responsabilité des ministres devant le peuple, l'égalité de tous devant la loi, la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition des impôts indirects et leur remplacement par un impôt direct et progressif sur le revenu, l'abolition des annuités de rachat pour les paysans, la liberté immédiate des syndicats, la journée de huit heures, la réglementation des heures supplémentaires. La satisfaction de ces exigences urgentes permettrait aux « ouvriers de s'organiser pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation éhontée des capitalistes et du gouvernement des fonctionnaires qui pille et étouffe le peuple<sup>14</sup> ».

Lorsque la foule s'approche du palais, les cosaques, sur l'ordre du frère du tsar, le grand-duc Constantin, tirent. La foule reflue, s'enfuit en désordre, pourchassée dans la ville par des cosaques en furie qui la sabrent à tort et à travers. Elle laisse officiellement sur le pavé 170 morts et 800 blessés et mutilés, sans doute trois ou

quatre fois plus dans les faits. Gapone maudit «le tsar suceur de sang» et s'enfuit en Finlande. Quelques jours plus tard, Nicolas II déclare à une délégation «ouvrière» choisie par la police : «Venir en foule révoltée me déclarer vos besoins, c'est un acte criminel.» Ce «dimanche rouge» ébranle dans tout l'Empire la vénération traditionnelle envers le tsar, suscite une première vague de grèves ouvrières, provoque des émeutes paysannes et donne un nouvel élan au terrorisme ; le 2 février un SR abat le grand-duc Serge, gouverneur de Moscou, oncle du tsar.

Revenu à Tiflis au début de janvier 1905, Koba rédige en février deux proclamations du comité bolchevik consacrées aux seuls événements du Caucase : le pogrome des Arméniens à Bakou, une manifestation à Tiflis. Il n'y dit pas un mot du Dimanche rouge, qui suscite pourtant la grève générale à Tiflis. Ce massacre ne provoque en lui aucune réaction. Le cercle de ses soucis et de ses préoccupations est étroitement local. Saint-Pétersbourg et ses ouvriers sont pour lui à des années-lumière.

Le III<sup>e</sup> congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe, purement bolchevik, se tient à Londres en avril 1905. Koba n'est pas élu dans la délégation caucasienne de quatre militants, dirigée par Kamenev. Resté à Batoum, il tente d'y constituer un comité bolchevik d'une quinzaine de membres, face aux centaines de mencheviks de la cité. Dans un article de mai 1905, c'est encore sur les statuts du Parti qu'il s'étend ! Il y qualifie le socialisme de «terre promise» où la classe ouvrière arrivera inévitablement, «après avoir longtemps erré et souffert», à moins de confier son sort à la social-démocratie, véritable Moïse du prolétariat, qui la guidera vers son royaume. Si le mouvement ouvrier spontané accède à la conscience socialiste, il engendrera un mouvement social-démocrate «qui s'élancera tout droit vers la "terre promise"<sup>15</sup>». Mais Koba avertit le lecteur : «Il ne faut en aucun cas permettre [...] la distribution des armes directement aux masses<sup>16</sup>.» Le comité du Parti doit tout contrôler.

Pendant qu'il discourt ainsi, les défaites se succèdent en Extrême-Orient : le 10 mars, les troupes japonaises écrasent les Russes à Moukden. En octobre 1904, l'état-major russe avait lancé la flotte de la Baltique dans un périple de 22 000 kilomètres pour affronter la marine japonaise devant Port-Arthur. Après sept mois d'errance, de péripéties multiples, dont le bombardement de bateaux de pêche britanniques, et des avaries sans nombre, les

65 navires russes arrivent le 28 mai 1905 à Tsushima. La flotte japonaise, en embuscade, en envoie 62 par le fond. Cette déroute met en évidence l'incurie du régime et suscite une nouvelle vague d'indignation et de grèves. Le 14 juin, les matelots du cuirassé *Potemkine* se mutinent, jettent leurs officiers à la mer et hissent le drapeau rouge. En juillet, un socialiste-révolutionnaire abat le ministre de l'Intérieur Plehve. Les campagnes grondent ; dans de nombreux villages, les paysans envahissent les terres du propriétaire. Pour interdire son retour, ils brûlent son manoir, ses galeries de tableaux et ses bibliothèques, quand ils n'éventrent pas sa famille à coups de fourche.

Le 12 mai 1905, 44 000 ouvriers du textile de la région d'Ivanovo-Voznessensk, à 400 kilomètres au nord-est de Moscou, constituent pendant 72 jours le premier soviet (conseil des délégués ouvriers) de l'histoire, qui dirige la grève, ferme les débits de boissons, organise une milice contre les jaunes au service du pouvoir et se dresse ainsi face à lui. En 1938, Staline jettera en prison, où il mourra sous les coups, son président, l'ouvrier poète Nozdrine.

Le Caucase, et la Géorgie en particulier, sont en pleine ébullition. Les paysans se soulèvent ici et là, et élaborent, en général avec l'aide des mencheviks, de longues plates-formes revendicatives. Ils réclament pêle-mêle la remise gratuite des terres du gouvernement et des grands propriétaires, l'autonomie communale, l'abolition des impôts indirects, le maintien des conscrits caucasiens au Caucase, l'abolition de la censure de la presse, la création de bibliothèques publiques gratuites, etc. Dans ses articles, Koba n'évoque jamais ces revendications élaborées par la base.

Le gouvernement feint de lâcher du lest. Le 18 février, un manifeste impérial promet de convoquer un jour des représentants de la population, pour «participer à l'élaboration et à la discussion préparatoire des propositions législatives». Un second manifeste, le 6 août, annonce la convocation d'une Douma censitaire consultative. Ces premières concessions à la bourgeoisie libérale aiguisent le mécontentement qu'elles prétendent apaiser.

L'activité de Koba en ces temps troublés est modeste. Il écrit quelques tracts et articles et, dans une Géorgie où l'éloquence est reine, prononce quelques discours monotones. En avril, lors d'un débat à Batoum, il stigmatise, sans succès, les dirigeants mencheviks de la cité. Le 8 juin 1905, le prince bolchevik Tsouloukidzé

meurt à 29 ans, rongé par la tuberculose. À ses funérailles, Koba dénonce, face à un auditoire indifférent, l'autocratie et les perfides mencheviks.

Pour calmer la Géorgie, Saint-Pétersbourg nomme un nouveau vice-roi, qui joue les libéraux et s'appuie sur les mencheviks. À Tiflis, pour empêcher les massacres interethniques concoctés par son prédécesseur, il leur fournit 500 fusils, dont une moitié hors d'usage, qu'ils lui rendent une fois le danger passé. Puis il nomme gouverneur de la province de Koutaïs un intellectuel marxiste libéral qui parcourt les campagnes en expliquant aux paysans polis mais indifférents, citations de Marx à l'appui, que la Géorgie n'est pas mûre pour le socialisme, avant d'être jeté en prison pour agitation révolutionnaire six mois plus tard.

L'autocratie a besoin de l'armée pour rétablir l'ordre. Le 5 septembre, Witte signe un traité de paix avec le Japon à Portsmouth aux États-Unis, inquiets de l'expansionnisme japonais, et dont la pression offre à la Russie une défaite à bon marché : elle ne paiera pas de réparations financières, cède à Tokyo le sud de Sakhaline, que Staline récupérera en 1945, et reconnaît le protectorat japonais sur la Corée. Mais ce succès diplomatique ne freine pas l'agitation révolutionnaire. Dans la deuxième quinzaine de septembre, la grève embrase une cinquantaine d'imprimeries de Moscou, puis de Saint-Pétersbourg, bientôt rejointes, le 7 octobre, par les ouvriers des chemins de fer de Moscou. Le 9 octobre, un congrès des cheminots de Saint-Pétersbourg adopte une charte revendicative expédiée par télégraphe à toutes les lignes, exigeant la journée de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie des prisonniers politiques, l'Assemblée constituante. Chaque jour, la grève gagne une nouvelle ligne : le 13 Riga, le 15 Bakou, le 17 Odessa, puis Tiflis, Batoum.

Sur la vague des grèves, des soviets se créent dans 58 villes ou banlieues ouvrières. Ces organismes démocratiques de masse, qui échappent au contrôle du Parti, ne plaisent guère à Koba. Il en parle une seule fois en 1906, dans un bref hommage rendu aux soviets de Saint-Pétersbourg et de Moscou, qui ont « lorsque c'était possible pris des mesures pour que l'offensive révolutionnaire soit simultanée<sup>17</sup> ». C'est bien peu. La Géorgie ne compte pas le moindre soviet, le Caucase un seul, à Bakou. Alors que Trotsky préside le soviet de la capitale, Koba n'en a jamais vu un fonctionner.

Depuis l'été, la Géorgie échappe au contrôle de l'administration russe. La Gourie, région paysanne, arrière-pays de Batoum, a constitué un gouvernement révolutionnaire autonome menchevik que l'armée dispersera au début de 1906 en massacrant quelques centaines de paysans. Koba ne joue dans tous ces événements qu'un rôle mineur. En juillet 1905 il intervient dans un meeting à Tchiatouri, le 18 octobre il dénonce à Tiflis les promesses illusoires du manifeste tsariste du 17. Il participe à la création d'éphémères journaux bolcheviks, rédige le 19 octobre un appel à « tous les travailleurs » qui clame : « À bas la Douma d'État ! Vive l'insurrection armée ! Vive l'armée révolutionnaire ! Vive le gouvernement provisoire révolutionnaire ! Vive l'Assemblée constituante populaire ! Vive la République démocratique ! Vive le prolétariat<sup>18</sup> ! » La panoplie est complète.

Le 17, le tsar publie un manifeste rédigé par Witte qui promet la liberté d'expression, mais omet d'évoquer la liberté de la presse et la censure, et l'élection d'une chambre, la Douma, au suffrage universel. Le 22 du même mois, il annonce une amnistie partielle de ceux qui « avant la promulgation du Manifeste se sont rendus coupables d'actes criminels contre l'État ». La décision est immédiatement suivie de pogromes inspirés, voire organisés, par les autorités, sous la conduite des Centuries noires qui déferlent pendant une semaine entière sur toute la Russie. Magasins pillés, femmes et fillettes violées et éventrées, vieillards poignardés, enfants au crâne fracassé dans un concert de braillements patriotiques et de cantiques enveloppés de vapeurs d'alcool, tel est le spectacle qu'offrent, sous le regard indifférent ou complice des cosaques, plusieurs centaines de villes et bourgs ravagés par les pogromes qui laissent derrière eux plus de 3 000 morts et 10 000 blessés et mutilés. Nicolas II reçoit les représentants de l'Union du peuple russe, organisatrice de ces tueries, en décembre, les félicite pour leur travail et accepte leur insigne.

Depuis le 13 octobre, le soviet de Saint-Pétersbourg réunit de 400 à 500 délégués élus par les 200 000 ouvriers et ouvrières de la ville et des représentants des trois partis « socialistes » ; il organise, arrête, relance, suspend la grève, réclame la journée de huit heures, l'augmentation des salaires, les libertés politiques, l'élection d'une Assemblée constituante, défie pendant sept semaines Nicolas II, l'élu de Dieu et de la Bourse française qui finance ses emprunts et ses arsenaux. Le 26 novembre 1905, la



police arrête son président. Le 2<sup>e</sup> décembre, le soviet appelle les paysans à ne plus payer les indemnités de rachat, la population à ne plus payer les impôts, et annonce qu'il « ne tolérera pas le paiement des dettes sur les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre le peuple ». Le lendemain, la police arrête tout son comité exécutif et ses trois coprésidents, parmi lesquels Trotsky, dont le nom est désormais lié à cette forme neuve d'organisation des ouvriers qui porte en elle le germe d'un autre État. Le 4 décembre, le soviet de Moscou appelle à la grève générale dans la ville pour le 7 ; le 11 décembre, la grève éclate à Tiflis. Le comité de grève de la ville est constitué de six bolcheviks. Koba, parti dix jours plus tôt en Finlande, n'en est pas. L'armée et la police chargent et tirent ; la grève tourne à l'émeute, qui sera finalement vaincue. À Moscou, la grève, devenue insurrectionnelle, est écrasée dans le sang le 17.

Du 12 au 17 décembre 1905, Koba participe, en tant que délégué du comité de Tiflis, à la conférence bolchevique qui se tient à Tammerfors en Finlande, grand-duché à moitié autonome, dont la police, dirigée par un sympathisant social-démocrate, ne manifeste aucun zèle répressif. Il y fait la connaissance de Lénine. Le peintre géorgien Vepkhadzé représentera la scène trente ans plus tard : cinq délégués, dont Kroupskaïa, dévorent Staline du regard, véritable personnage central dont Lénine serre la main. Il s'agit de suggérer l'idée d'un passage de témoin.

Staline fera de cette rencontre un récit faussement naïf, devant les élèves de l'école militaire du Kremlin, une semaine après la mort de Lénine. Il y dira sa déception de voir « un homme des plus ordinaires, d'une taille au-dessous de la moyenne, ne différant en rien, mais absolument en rien d'un simple mortel », et d'apprendre en outre qu'il était arrivé le premier et qu'assis dans un coin « il poursuivait le plus simplement du monde une conversation des plus ordinaires avec les délégués les plus ordinaires ». Il s'attendait en effet à voir « l'aigle des montagnes de notre parti, le grand homme, grand non seulement du point de vue politique mais aussi du point de vue physique [...] un géant à belle stature, l'air imposant ». Et puis, selon un usage que Koba aurait appris on ne sait où, un « grand homme » arrive habituellement en retard aux réunions pour se faire attendre... « ... les assistants avertissent par des "chut... silence... le voilà" ». Ce cérémonial ne me semblait pas superflu, car il en impose, il inculque le respect<sup>19</sup>. »

Le récit est fabriqué ; en décembre 1905, Lénine n'était encore pour personne un grand homme et Koba avait passé l'âge où l'on se représente le « chef » comme un géant. En février 1924, il cherche à rassurer les dirigeants bolcheviks qu'il veut rallier contre Trotsky, et c'est pourquoi sans doute il recourt à cette imagerie naïve.

Au cours de cette conférence il s'oppose à Lénine. Le manifeste du 17 octobre promettait des élections à la Douma dont l'organisation vient d'être annoncée par une loi du 11 décembre. Ont le droit de vote tous les hommes de 25 ans au moins, propriétaires, locataires ou assujettis à l'impôt. Le scrutin, à plusieurs degrés (de deux à quatre), est organisé sur la base de quatre curies : nobles, paysans, bourgeois citadins et ouvriers ; les peuples « allogènes » votent à part. Lénine veut mettre à profit le scrutin aux deux premiers degrés pour accroître l'agitation. Mais la majorité des délégués présents, persuadés que le régime agonise, sont hostiles à toute participation électorale. Koba le sent. Il se prononce pour le boycott. Puisque l'on se bat dans la rue pour renverser le pouvoir, il ne saurait être question de participer aux élections qu'il organise. Héritage du séminaire et de la dogmatique religieuse, sa pensée est étrangère à la dialectique dans laquelle il ne voit qu'une ruse de la raison, il ne raisonne qu'en termes exclusifs : ou bien le combat de rue ou bien la participation électorale. Et son plaidoyer pour le boycott relève davantage de l'acte de foi que de la démonstration : « Il est clair que la seule voie correcte c'est le boycott actif [...]. La tactique du boycott découle elle-même du cours de la révolution [...]. La tactique révolutionnaire doit être claire, nette et précise ; or, la tactique du boycott a précisément ces qualités<sup>20</sup>. » Pourquoi ? Il ne le dit pas, il se contente d'affirmer une conviction. Mais la conférence vote néanmoins pour le boycott et Lénine s'y rallie.

Koba, revenu à Tiflis au début de janvier, n'écrit pas un mot sur la conférence et sa fameuse rencontre avec l'« aigle des montagnes », dont le caractère historique ne l'a pas encore frappé. Un rapport de police affirme qu'il a été « appréhendé le 28 janvier 1906<sup>21</sup> ». En 1911, le chef de l'Okhrana de Tiflis affirmera : « Il a été arrêté en 1906 et s'est enfui de prison<sup>22</sup>. » Pourtant, la biographie officielle de Staline n'évoque ni cette arrestation ni cette évasion. En 1948, lorsque ses rédacteurs écriront qu'il a été « huit fois » arrêté, « sept fois » exilé et qu'il s'est enfui d'exil « six

fois», il corrigera la phrase en réduisant chaque chiffre d'une unité. Selon certains historiens, ce serait pour dissimuler le fait qu'il s'est alors vendu à l'Okhrana. En réalité, Koba a été appréhendé lors d'une rafle, mais la police a jugé son rôle si mince qu'elle l'a relâché. En 1911, le chef de l'Okhrana camoufle cette négligence en fuite. Mais le dédain policier de 1906 entachait la gloire de Staline, qui préféra effacer l'épisode plutôt que de transformer une simple interpellation en arrestation et un banal élargissement en évasion.

Pour dissocier la masse paysanne de ses représentants, le gouvernement abroge tous les arrérages de rachat à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1907. Cette mesure coûteuse apaise une paysannerie qui, malgré les saisies de terres de grands propriétaires et les incendies de domaines, ne se dresse pas contre le régime. En dépit de sa haine des officiers et de quelques mutineries, l'armée des soldats-paysans ne se solidarise pas avec les révolutionnaires.

L'année 1905 agit comme un révélateur sur les hommes : le père du marxisme russe, Plekhanov, reste à Genève. À la classe ouvrière réelle et vivante, il préfère le prolétariat des livres et les dépêches de presse. Le menchevik Martov, rentré en Russie le 6 novembre, semble dépassé par les événements ; les socialistes-révolutionnaires et leurs bombes sont relégués au second plan. Lénine, acharné depuis 1900 à construire un parti pour la révolution, rentré en Russie le 8 novembre, ne joue qu'un rôle modeste et passe à côté des soviets dont il ne saisit pas alors l'importance historique. On ne l'y reprendra pas. Seul Trotsky, rentré au pays en février, dirigeant réel du soviet de la capitale sept semaines durant, s'est retrouvé au cœur de l'action des masses.

Le bilan de Koba est maigre. Militant typique de comités, plus à l'aise dans les petites réunions de dirigeants que dans les meetings ou les manifestations, il a distribué quelques consignes, écrit en seize mois (de janvier 1905 à avril 1906) seize articles et une brochure, prononcé trois discours, mais il n'a pris part à aucun acte décisif. La révolution l'ébranle pourtant ; il célèbre « la flamme de la révolution », « l'orage imminent [...] qui éclatera sur la Russie et de son puissant souffle purificateur balaiera tout ce qui est caduc et pourri, et lavera le peuple russe de l'autocratie<sup>23</sup> ». Son apport le plus notoire est une brochure intitulée significativement *Point de vue rapide sur les désaccords du parti*, parsemée de formulations et d'images bibliques ; il évoque, selon la métaphore

qu'il affectionne, «cette terre promise, le monde socialiste», dénonce l'autocratie, qui «rejette, comme un serpent, sa vieille peau... et revêt une peau de brebis», «la politique pharisaïque du gouvernement tsariste» ou «la noire réaction qui rassemble des forces ténébreuses». La répétition tient lieu d'argumentation : «La révolution russe est inévitable. Elle est aussi inévitable qu'est inévitable le lever du soleil! Pouvez-vous arrêter le soleil levant<sup>24</sup>?» Non, car n'est pas Josué qui veut. Il conseille enfin de «trancher la tête du diable avec son propre glaive<sup>25</sup>».

Dans ce bouillonnement, où les masses se font sujet de l'histoire, Koba, esprit lent, froid et renfermé, se sent perdu. Il n'a pas les qualités nécessaires pour orienter les grévistes : la vivacité de pensée, l'intuition, l'ampleur de vues, le sens de la perspective et de la prospective historiques, le contact et l'échange avec la foule, le talent oratoire, l'enthousiasme. La révolution ne révèle en lui aucun talent. Il en sort tel qu'il y était entré. L'un de ses biographes définit la place qu'il a alors occupée en donnant à un de ses chapitres le titre suivant : «Un révolutionnaire à l'écart de la Révolution<sup>26</sup>».

Le jour de l'élection de la première Douma, le 27 avril 1906, le gouvernement en définit le rôle à travers une série de lois fondamentales : la Douma est dotée d'une simple fonction consultative et de proposition. Les textes votés par elle doivent être validés par le conseil d'Empire, assemblée de notables désignés pour moitié par le tsar. Échappent à sa discussion les crédits militaires (armée et flotte), les dépenses (considérables) de la Cour, les traités de commerce internationaux, ainsi que les questions militaires, diplomatiques et religieuses, qui relèvent de la seule autorité du monarque. Ce dernier peut dissoudre la Douma à son gré et légiférer à son aise quand elle n'est pas en session. Ce régime constitutionnel bâtard fonctionne selon le bon vouloir du tsar ; la Russie demeure un empire autocratique. Malgré le boycott des élections par les SR et les bolcheviks, la majorité de la Douma, portée par la vague révolutionnaire, exige le respect de toutes les libertés (civiles, ethniques et religieuses), l'abolition de la peine de mort, une amnistie politique, un régime parlementaire, une réforme agraire. Nicolas II la dissout le 9 juillet.

La révolution a poussé mencheviks et bolcheviks à se réunifier. En avril 1906, Tiflis envoie au congrès unitaire du POSDR à Stockholm une délégation composée de quinze mencheviks et de

Koba. Tous les autres dirigeants bolcheviks du Caucase sont morts, partis ou exilés. La place est libre pour lui. Les bolcheviks sont minoritaires au congrès. Sur la question agraire, Koba s'oppose à Lénine, favorable à la nationalisation des terres des grands propriétaires terriens et de l'Église. Koba est favorable au partage. La question lui tient à cœur. Il y consacre quatre articles en mars, signés Bessochvili. Il insiste sur la volonté des paysans qui « exigent le partage des terres [...] nous devons donc soutenir la confiscation totale et le partage<sup>27</sup> ». Cette confiance dans la spontanéité populaire est tout à fait exceptionnelle chez lui. Et, pour une fois, il développe une véritable argumentation, solide et bien étayée : étant donné les relations précapitalistes existantes, le partage des terres qui, dans des rapports de production capitalistes, serait certes réactionnaire en multipliant les petites exploitations, est dans l'ensemble révolutionnaire économiquement et justifié politiquement. Lénine reprendra ce point de vue en octobre 1917, lorsque les paysans eux-mêmes s'empareront des terres. Or, chose étonnante, en 1946, dans sa préface au tome I de ses *Œuvres complètes*, Staline affirme s'être alors rallié à tort au partage des terres, parce qu'il « n'était pas encore devenu un marxiste-léniniste accompli<sup>28</sup> ». Cette autocritique, rarissime chez lui, est d'autant plus étrange qu'en 1917 le décret bolchevik sur la terre en organisera précisément le partage : l'histoire lui avait donc donné raison. Mais la collectivisation forcée de 1929 avait annulé ce partage, et l'autocritique de Staline vise à la justifier a posteriori. Il omet en outre un détail : lorsque Lénine, à la fin du congrès, soumet un manifeste aux délégués bolcheviks, 26 sur 42 seulement le signent. Sans qu'on sache pourquoi, Koba fait partie des 16 défailnants.

Pendant le congrès, le 15 avril 1906, l'imprimerie social-démocrate clandestine d'Avlabar à Tiflis est découverte et démantelée par la police. Le bruit circulera que Koba y a conduit celle-ci par haine des mencheviks. Mais il avait quitté la région depuis deux semaines pour Stockholm quand les gendarmes la découvrirent par hasard, un hasard dans lequel Koba n'avait joué aucun rôle.

Après le congrès, il revient à Bakou. En novembre 1906, les bolcheviks, convaincus que la révolution est toujours à l'ordre du jour, réunissent une conférence clandestine des *boieviki* (membres des groupes de combat) bolcheviks à Tammerfors et y constituent un bureau technique dirigé par l'ingénieur Krassine.

Koba, absent de la conférence qui se tient à l'autre bout de l'Empire, ne figure pas dans ce bureau qui doit planifier les opérations armées, la fabrication des bombes et des explosifs, l'organisation des « expropriations », dites « ex », c'est-à-dire d'attaques de banques et de bureaux du Trésor grâce auxquelles les partis révolutionnaires défient l'État et remplissent leurs caisses. La révolution a d'abord gonflé leurs rangs puis tari leurs ressources : les intellectuels démocrates et bourgeois libéraux qui les finançaient ont, après un moment d'enthousiasme, été saisis d'effroi et ont suspendu leurs dons. Or, la révolution coûte cher : tracts, journaux, congrès, conférences, voyages, achat d'armes, fabrication d'explosifs, etc. Puisque l'État utilise l'argent du peuple pour entretenir son armée afin de réprimer ce dernier, pourquoi ne pas le lui reprendre de force ? Et les « ex » se multiplient au fur et à mesure que la révolution décline et que les partis se vident. Elles mêlent militants et aventuriers, truands à l'occasion, auxquels le recul de la révolution laisse peu à peu la place. Finalement, les voyous prendront le pas sur les militants. Mais cela ne semble pas gêner Koba.

Un mois après cette conférence, il publie une épaisse brochure de vulgarisation théorique, *Anarchisme ou Socialisme ?*, dans laquelle il cite abondamment Marx, Engels, l'anarchiste Kropotkine, et le communard Arnould. Ses citations, parfois de seconde main et prises chez Lénine, sont en général pertinentes, même s'il simplifie systématiquement les problèmes traités sous forme de questions et réponses. Ainsi quand il se demande : « Pourquoi les capitalistes embauchent-ils les prolétaires et non l'inverse<sup>29</sup> ? » Selon lui, le monde n'a pas à choisir entre socialisme ou barbarie (même s'il évoque un instant un tel choix – « ou bien toute la vie sociale sera entièrement détruite ou bien le prolétariat doit tôt ou tard, mais inévitablement, devenir le maître de la production moderne » –, cette alternative est purement rhétorique car « le régime socialiste sera inévitablement instauré »). Il évoque ainsi à plusieurs reprises « le triomphe inévitable du socialisme » ou « l'inéluctabilité du socialisme prolétarien de Marx<sup>30</sup> », variante de la Terre promise. Comme la venue du Messie, l'avènement du socialisme est absolument certain ; seule la date en reste incertaine. Cette vision parareligieuse et bien peu marxiste préserve Koba du découragement dans la période de réaction galopante qui succède à l'échec de la révolution.

## CHAPITRE V

### Le merveilleux Géorgien

En juillet 1906, Nicolas II place Pierre Stolypine, alors ministre de l'Intérieur, à la tête du gouvernement. Pendant huit mois, les deux hommes gouvernent sans Douma. Le premier ministre réprime si brutalement les soubresauts de la révolution que la corde du gibet reçoit le surnom de « cravate de Stolypine ». Il engage, certes, une réforme agraire radicale visant à la création d'une classe nombreuse de petits propriétaires fonciers. Celle-ci élargirait l'assise sociale du régime en brisant l'unité corporative et politique du monde paysan qui fonctionnait jusque-là en organisations communautaires, dont il veut émanciper les paysans les plus énergiques et les plus entreprenants pour réveiller chez eux l'instinct de propriété. Tout paysan se voit ainsi octroyer le droit de quitter la commune pour exploiter son ou ses lopins en toute propriété et il bénéficie de taux d'intérêt réduits pour en acheter d'autres. La réforme divise le monde rural : certains paysans sortis de la communauté retrouvent leur ferme incendiée, leur champ dévasté, leur récolte détruite, leur bétail mutilé ou égorgé. Mais elle touchera finalement moins de 10 % des foyers paysans qui, pour la plupart, parce qu'ils sont pauvres, privés de matériel et de crédit, végètent, se ruinent et louent leur lot. La réforme ne permettra donc pas de voir se former la couche de petits propriétaires individualistes que Stolypine appelait de ses vœux.

Cette tentative de réforme agraire s'accompagne d'une mise au pas politique. La seconde Douma, entrée en fonction le 5 mars

1907, est dissoute le 3 juin par un manifeste impérial qui dénonce « l'imperfection de la loi électorale grâce à laquelle l'institution législative se remplissait de membres qui n'exprimaient pas les besoins et les aspirations populaires ». Ne pouvant influencer sur les votes, le tsar en modifie le calcul en changeant les quotas par curie. Un électeur élu au premier degré pour désigner les députés représente, en fonction de sa curie, 230 propriétaires fonciers, 60 000 paysans ou 125 000 ouvriers. La troisième Douma, élue sur cette base le 1<sup>er</sup> novembre 1907, semble faite sur mesure pour la couronne.

À cette époque, en mai 1907, Koba assiste, à Londres, au deuxième et dernier congrès réunifié du Parti social-démocrate russe. Il se prétend délégué du district de Bortchalo, dont les mencheviks caucasiens contestent l'existence, et est admis sans droit de vote. Il se tait tout au long des trois semaines du congrès. Il ne visite pas plus Londres qu'il n'a visité Stockholm. Il voit en revanche, et pour la première fois, Trotsky, arrivé au congrès au lendemain de son évasion triomphale de Sibérie où il avait été condamné à l'exil perpétuel à la fin du procès du soviét de Saint-Pétersbourg. Dans son compte rendu, imprimé dans le *Prolétaire de Bakou*, Koba, dont Trotsky n'a pas même soupçonné l'existence, commente les interventions enflammées pour l'unité de l'ancien président du soviét de Saint-Pétersbourg en une demi-ligne dédaigneuse et partiellement vraie : « Il s'est révélé une magnifique inutilité<sup>1</sup>. »

Koba n'est pas élu membre du centre dirigeant bolchevik secret constitué à Londres, mais, sur le chemin du retour, il s'arrête à Berlin où il s'entretient avec Lénine. De quoi discutent-ils ? Ni l'un ni l'autre n'en a jamais rien dit. La chronologie des *Œuvres complètes* dissimule cette visite, omission étrange pour un homme attaché à souligner ses rapports étroits avec Lénine. La discussion porte donc sur un point que Staline désire cacher, sans doute la préparation de quelques « ex ».

Au nom de la morale, les mencheviks ont fait condamner les « ex » par le congrès. Mais Lénine n'entend pas y renoncer. Les adhérents s'étiolent, les libéraux désabusés ne versent plus leur obole, quand les besoins sont plus évidents que jamais. Étant donné la condamnation du congrès, le secret le plus rigoureux s'impose. Koba semble être l'homme de la situation : le Caucase, fort de sa tradition de brigandage et de rébellions antirusses, est



le lieu privilégié des «ex» – les groupes nationalistes et révolutionnaires et les truands en ont effectué plus de mille en trois ans. Silencieux à Londres, Koba n'a pas attiré l'attention sur lui. Rentré au Caucase début juin, il présente un rapport banal sur le congrès dans les comités bolcheviks de Bakou, de Tiflis et de quelques bourgs de Géorgie occidentale.

Mais il aurait aussi, dit-on, organisé en cet été 1907 le hold-up d'un bateau transportant des fonds publics, puis l'attaque du fourgon du Trésor de Tiflis. L'écrivain abkhaze Fazil Iskander, soixante-dix ans plus tard, dans un récit fondé sur de vieilles rumeurs attribuant alors aux bolcheviks le pillage en rade de Bakou du navire *Nicolas I<sup>er</sup>*, dresse le portrait d'un Koba tueur et parrain qui attaque le bateau reliant Poti à Odessa, fait abattre les quatre matelots, pourtant complices, par ses trois acolytes qu'il liquide avant de s'enfuir dans la montagne avec le butin<sup>2</sup>. Selon la tradition orale, huit «abreks», et non quatre, auraient massacré l'équipage, embarqué un quintal d'or et d'argent, puis se seraient entre-tués sur ordre de leur chef, Koba, qui aurait raflé le magot dont le Parti n'aurait jamais vu un kopeck. Le Koba abattant ses complices annoncerait le Staline liquidant ses anciens camarades. Mais on se demande ce qu'il aurait fait de ce prétendu butin, car il végète alors dans le dénuement. À Bakou, il vit dans une pièce dont les rideaux blancs accrochés aux fenêtres et les napperons de dentelle, brodés par Catherine Svanidzé, sur les coussins du lit, masquent mal la pauvreté...

Si l'«ex» du navire ressemble plutôt à une mauvaise série B, celle de Tiflis, elle, est un modèle du genre. Le 13 juin 1907, peu avant 11 heures du matin, un fourgon du Trésor public emportant 341 000 roubles en billets, escorté de cosaques, arrive sur la place centrale de la ville, dite place d'Erevan, dont, depuis l'aube, un officier balafre tente d'écarter les passants. À l'arrivée du fourgon, trois individus se lèvent en brandissant leurs revolvers et tirent sur les policiers disposés au carrefour; six autres lancent une bombe sur le fourgon. Deux cosaques et un garde s'effondrent, un autre tire vers les toits, l'attelage s'emballe, un homme se jette à sa poursuite, lance une nouvelle bombe qui renverse le cocher, les chevaux, les sacs de billets et le poursuivant, lui-même à demi assommé. L'officier de police balafre le pourchasse, debout sur un fiacre, jurant, hurlant, tenant d'une main les rênes, tirant de l'autre des coups de revolver en l'air, le

rejoint, empoigne à terre les sacs que les deux hommes hissent dans le fiacre qui disparaît dans une ruelle adjacente. Le faux officier, Kamo, et son complice s'enfuient et dissimulent, le soir, l'argent à l'Observatoire de géophysique où Koba avait jadis travaillé, puis l'envoient en Occident ; tous ceux qui tentent d'écouler les coupures de 500 roubles, aux numéros soigneusement notés par la banque, sont arrêtés. Ce « pillage d'une audace inouïe », selon les mots d'un journal russe, fit grand bruit en Russie et en Europe. La rumeur porte jusqu'à quarante le nombre des cosaques et policiers tués ce jour-là. La chasse aux agresseurs envolés et aux billets disparus multiplie les dénonciations anonymes et l'envoi d'innocents en Sibérie.

Le rôle de Staline dans cette affaire a suscité un flot d'hypothèses non vérifiées. Adam Ulam affirme : « Il fut le principal "stratège et organisateur" du raid<sup>3</sup>. » Selon Robert Conquest, en revanche : « Rien ne prouve que Staline ait eu un lien avec l'affaire<sup>4</sup>. » Isaac Deutscher écrit curieusement : « Le rôle de Koba dans toute cette affaire fut très important, bien qu'il n'ait jamais été clairement défini<sup>5</sup>. » Staline lui-même passera toujours cet épisode sous silence : en 1931, alors qu'Emil Ludwig l'interroge sur son rôle, il lui tend, en guise de réponse, une brochure absolument muette sur les « ex ». Une chose est sûre : il n'y participe pas directement. La seule trace d'un lien de Koba avec cette « ex » est la demande présentée le 29 septembre 1907 par Litvinov au secrétaire du Bureau socialiste international, dépositaire d'une partie des fonds dérobés, d'envoyer 1 000 francs sur l'argent des « ex » qu'il avait en dépôt à « Koba, Bakou », pour les frais de l'organisation de défense bolchevique. Mais cet envoi ne prouve rien : les bolcheviks ne partageaient pas le butin entre les participants d'une opération, ils le répartissaient en fonction des besoins...

Koba n'a pu diriger l'« ex » de Tiflis. Le congrès de Londres s'est achevé le 19 mai, Koba s'est ensuite arrêté à Berlin pour rencontrer Lénine ; le retour au Caucase exigeait une quinzaine de jours et une opération comme l'« ex » de Tiflis ne s'improvise pas à la dernière minute. C'est Kamo qui en a été le maître d'œuvre, et Koba lui a, au mieux, donné son aval. La veuve de Kamo ne mentionne d'ailleurs jamais son nom dans le récit qu'elle en fit en 1924. Bref, son éventuelle intervention n'a laissé aucune trace, et les déclarations ultérieures de ses camarades à ce sujet sont extrêmement vagues. Le bolchevik Koté Tsintadzé

raconte que Koba approuva son idée de créer des détachements de combat pour attaquer les bureaux du Trésor, mais approuver n'est pas diriger. Quant à Kamo lui-même, mort en 1922, écrasé par un camion, à Tiflis, il n'a jamais rien dit de cette affaire qui connut un rebondissement dix ans plus tard.

Le 18 mars 1918, en effet, le menchevik Jules Martov dénonce dans un article du journal *Vperiod* les «ex» organisées au Caucase et affirme que les faits devaient être bien connus de Staline alors exclu du Parti pour avoir trempé dans ces expropriations. Le Comité transcaucasien, dominé par les mencheviks, avait en effet exclu en 1908 les auteurs de «l'ex» de Tiflis, mais on ne sait si Koba était nommément visé. Martov l'affirme. Staline dénonce cette «calomnie ignoble», l'attaque en justice, mais ne dit mot de l'«ex» elle-même. Martov exige la citation de deux mencheviks et deux bolcheviks géorgiens, dont l'ancien président d'une commission d'enquête sur la tentative d'assassinat d'un ouvrier coupable d'avoir accusé le comité de Bakou et Staline en personne du pillage du *Nicolas I<sup>er</sup>*. Staline s'oppose à leur convocation mais laisse courir dans le parti bolchevik la rumeur de sa participation à l'«ex» de Tiflis, qui a l'avantage de le présenter comme un homme audacieux, plus préoccupé d'action que de bavardages théoriques. En 1932 encore, Trotsky croyait que Staline avait été l'un des dirigeants de l'opération.

Koba a, dans cette affaire, incité, supervisé, contrôlé en coulisses les rumeurs et les versions successives, sans intervenir directement ni laisser trace écrite ou témoignage. Il esquisse ainsi sa future ligne de conduite : laisser les autres s'engager ou les inciter dans l'ombre à agir sans donner de consigne précise ni se porter en première ligne, afin de revendiquer le succès sans être compromis par l'échec. C'est la leçon du séminaire de Tiflis : Koba y a acquis le goût de l'action discrète, voire secrète, de la dissimulation, de l'ombre d'où l'on peut tirer les ficelles sans être vu. Manipulateur en coulisses, paralysé lors des crises révolutionnaires quand le peuple se prend en main, il est en revanche l'homme idéal des combines et des coups tordus.

Après l'«ex» de Tiflis, Koba quitte sans regret la capitale géorgienne et «les travailleurs de Tiflis l'endormie, remparts de la contre-révolution menchevique<sup>6</sup>» (dira-t-il aimablement en mars 1918), pour Bakou, devenue la place forte bolchevique du Caucase, sous l'impulsion de deux militants dynamiques, agita-

teurs énergiques et orateurs de masse, Djaparidzé et Chaoumian, que Koba jalouse et calomnie à l'occasion et qui, en retour, le détestent franchement. Le 25 octobre 1907, il est élu au comité de Bakou bien que Chaoumian dénonce à qui veut l'entendre sa « conduite de vipère », c'est-à-dire les ragots qu'il répand et les intrigues qu'il fomenté en coulisses.

Bakou est au carrefour de l'Asie proche et d'une Europe lointaine. En bon social-démocrate, Koba voit dans l'Asie la barbarie et dans l'Europe la civilisation. Dans ses articles, il dénonce les « dispositions asiatiques », « les agissements d'une sauvagerie asiatique » et « la tactique offensive asiatique » du patronat pétrolier local. Et il oppose à ce présent douloureux l'avenir meilleur qui se profilera « lorsque les patrons s'engageront nettement dans la voie des rapports civilisés à l'européenne<sup>7</sup> ».

Le 19 mars 1907, Catherine Svanidzé met au monde un garçon, Jacob. Elle meurt le 25 novembre 1907, selon les sources, de pneumonie ou de tuberculose. Le chagrin de Koba est immense. Il laisse la famille organiser des funérailles religieuses. Une photographie prise au cimetière le montre alors les cheveux hirsutes, les traits tirés, le visage amaigri. Son ami Iremachvili le décrit blême, secoué par le chagrin. Koba, si renfermé d'ordinaire, lui déclare : « Cette créature adoucissait mon cœur de pierre ; elle est morte, et avec elle sont morts mes derniers sentiments tendres envers les hommes. » Posant la main sur son cœur, il profère : « Là-dedans, c'est devenu vide, indiciblement vide<sup>8</sup>. » Le deuil endureit brutalement cet homme déjà peu porté à la sentimentalité.

Jacob affirmera toujours être né en 1908. Avait-il donc six mois... ou dix-huit à la mort de sa mère ? Sans doute sa grand-mère maternelle s'arrangea-t-elle avec l'Église pour repousser la date de naissance à mars 1908 afin de retarder l'incorporation ultérieure de Jacob dans l'armée. Il suffisait de graisser la patte du prêtre chargé de l'état civil. En tout cas, il représente un véritable fardeau pour un militant clandestin, et Koba s'en débarrasse en le confiant à sa belle-sœur Sachiko. Il semble même oublier son existence. Dans le questionnaire de police qu'il remplit le 12 juillet 1912, en face de la question : « Avez-vous des enfants, si oui quel prénom et quel âge ? », Koba trace un simple trait qui élude la réponse, alors que Jacob a déjà quatre ans<sup>9</sup>. Dans ce même questionnaire, il précise qu'il est de confession orthodoxe et ne connaît aucun métier.

Le mouvement ouvrier russe est alors en plein reflux ; le nombre de grévistes tombe de 2 750 000 en 1905 à 50 000 en 1910. Des groupes entiers du Parti sont décapités par les provocateurs infiltrés qui livrent les dirigeants. L'unité retrouvée du parti social-démocrate pendant la montée de la révolution ne résiste pas à la défaite. Les mencheviks aspirent de plus en plus à jouer les opposants parlementaires dans la Douma croupion ; leur aile droite, pour y parvenir, entend même décapiter l'activité clandestine, à ses yeux aventuriste, au profit du seul travail légal dans les syndicats et les mutuelles, et adapter le programme du Parti aux exigences de la légalité. Lénine accuse alors ses membres de vouloir « liquider le Parti » et les qualifie donc de « liquidateurs ». Les bolcheviks, de leur côté, sont déchirés par des luttes intenses entre fractions : les « otzovistes » veulent retirer (*otsyvat*) les députés sociaux-démocrates de la Douma réactionnaire ; les « ultimatisistes » leur demandent de présenter au gouvernement un ultimatum radical puis de se retirer. Bref, les uns veulent circonscrire l'action du Parti à son aspect légal, les autres à la seule illégalité. Les intellectuels, désenchantés, se réfugient dans le mysticisme, les messes noires, l'art pour l'art, la quête de Dieu, l'érotisme. L'écrivain à la mode est le libertin Artsybachév, sorte de Jean Lorrain russe, que le pudibond Koba traite d'« écrivain des sentiments bas, [...] écrivain vulgaire qui écrit sur des choses vulgaires<sup>10</sup> ».

La Cour se décompose. Dans son journal intime, la très monarchiste épouse du général Bogdanovitch vitupère « le grand-duc Alexandre Mikhailovitch [qui] mène à Yalta une vie de débauche. Astachef, le commandant du yacht impérial [...] a séduit le tsar en lui montrant sa collection de cartes postales pornographiques... C'est un filou, mais le tsar le protège. [...] la maîtresse du grand-duc Alexis Alexandrovitch coûte plus cher que la défaite de Tsushima<sup>11</sup> ». L'ascension de Raspoutine donne à ce portrait de famille sa touche définitive. Le 1<sup>er</sup> novembre 1905, le tsar avait reçu « un homme de Dieu », le moine Raspoutine, devenu bientôt l'intime de la dame de compagnie de l'impératrice. En 1907, l'impératrice lui attribue l'arrêt d'une hémorragie de son fils, le tsarévitch Alexis, hémophile. Raspoutine exerce dès lors une vive influence sur cette femme hystérique et autoritaire, qui tente d'imposer ses vues à son époux, autocrate hésitant, aussi indécis que convaincu de son pouvoir absolu. Ce moine crasseux séduit des

duchesses, organise des repas orgiaques, pratique la débauche, la voyance, la guérison miraculeuse... et le trafic d'influence. La tsarine transmet ses conseils au tsar, qui les suit parfois. Raspoutine fait nommer quelques protégés à des postes importants ; sa capacité à monnayer son crédit à la Cour fait qu'on lui attribue la nomination de ministres. Cette rumeur, exagérée, mine la Cour.

Au début de 1908, les ouvriers du pétrole de Bakou exigent une augmentation de salaire. Les patrons refusent. Sous l'impulsion des bolcheviks, parmi lesquels se trouve Koba, très actif, la grève éclate et les patrons proposent de négocier. Koba réclame des garanties de sécurité pour les délégués ouvriers. Les patrons promettent, mais dénoncent à la police les délégués et leurs conseillers bolcheviks qui se réunissent dans les cafés de la ville. Le 25 mars, lors d'une rafle, la police arrête Koba, porteur de papiers au nom de Nijaradzé. Les grévistes obtiennent pourtant une augmentation, cas rarissime en ces années de reflux révolutionnaire. L'habileté manifestée alors par Koba est, après les «ex», le second facteur de son ascension politique. Les dirigeants du comité de Bakou monteront rapidement dans le parti bolchevik : outre Koba, Ordjonikidzé, Spandarian, Chaoumian, Djaparidzé, les deux frères Enoukidzé, Vorochilov.

Koba est incarcéré à la prison Bailov de Bakou. Prévue pour 400 détenus, elle en accueille alors quatre fois plus : les prisonniers s'entassent dans les cellules, dans les couloirs, sur les escaliers. Il y rencontre un socialiste-révolutionnaire, Verechtchak, qui publiera des souvenirs à Paris en 1928, et un jeune menchevik, fils de pharmacien, Andrei Vychinski. Selon Verechtchak, le directeur de la prison fit un jour passer tous les prisonniers politiques entre deux rangées de soldats qui les matraquèrent de bon cœur. «Koba, affirme-t-il, marcha sous les coups de crosse sans baisser la tête, un livre à la main<sup>12</sup>», qui deviendra, sous la plume de l'historien officiel Iaroslavski, un ouvrage de Marx. Lire un livre en marchant, la tête droite, sous les coups de crosse relève de l'exploit. En 1937, les auteurs du projet de *Précis d'histoire du Parti bolchévique*, dont faisait partie Iaroslavski, supprimèrent la référence à Marx mais écrivirent : «Le courage et la fermeté du camarade Staline soutinrent le moral des autres détenus<sup>13</sup>.» Staline barra tout le paragraphe d'un trait de plume. En 1937, son culte le hissait au niveau d'une divinité, et une divinité ne saurait se faire bastonner, fût-ce la tête haute. L'épisode disparut dès lors de la légende.

Staline manifeste un sang-froid à toute épreuve. L'un des jeux favoris des détenus est de pousser un voisin à bout jusqu'à ce qu'il perde le contrôle de lui-même. Nul n'y parvient avec Koba. Lors des exécutions nocturnes qui agitent la prison, il dort ou étudie, sans succès d'ailleurs, l'espéranto, qu'il voit comme la langue future de l'Internationale. Indifférent aux autres, il ne propose lui-même aucune action de solidarité, mais ne se désolise jamais d'aucune décision, même de la plus extrême et la plus absurde.

Verechtchak nous montre aussi un Koba qu'impressionnent les auteurs d'un bon coup, les maîtres chanteurs, les pillards, un Koba intrigant, surnois, capable de diffamer un codétenu en sous-main. Il insiste sur sa capacité à pousser les autres tout en restant à l'écart ; Koba fait ainsi assommer un jeune Géorgien et assassiner un jeune ouvrier en suggérant que ce sont des provocateurs. Verechtchak ajoute : « Cette aptitude à frapper secrètement par les mains d'autrui, tout en passant inaperçu, fit de Koba un combinard astucieux qui ne reculait devant aucun moyen et évitait toute reddition de comptes, toute responsabilité<sup>14</sup>. » En même temps, Koba, qui connaît par cœur tout un chapelet de citations de Marx, participe avec ardeur aux discussions passionnées entre détenus politiques. Vychinski défend le point de vue menchevique contre lui. Il est aussi l'un des rares détenus à recevoir des colis. Or les politiques ont l'habitude de les partager avec leurs codétenus. Vychinski se conforme à la tradition, mais cède sa propre part à Koba, qui bénéficiera de sa générosité jusqu'à la libération de son bienfaiteur, le 28 octobre.

Quelques jours plus tard, il est envoyé en résidence surveillée à Solvytchegodsk, bourgade endormie, riche de douze églises et de 2 000 habitants, dont un quart d'officiers et de moines et un autre quart d'exilés politiques, située à quelque 500 kilomètres à l'est de Saint-Petersbourg et au nord-est de Moscou, dans la région de Vologda. La ville et sa région, lieu d'exil ou de transit pour les révolutionnaires, fournissent aussi des gardiens de prison, des sentinelles et des convoyeurs d'exilés. Koba y arrive le 27 février 1909, après un voyage de plus de trois mois interrompu par un séjour de deux semaines à l'hôpital de Viatka pour un début de typhus attrapé dans la prison de transit crasseuse de cette ville. Un rapport de police le juge vite « grossier, insolent et irrespectueux à l'égard des autorités<sup>15</sup> ».

Il se refuse à chercher du travail, bien qu'il en ait le droit : le travail manuel est indigne du révolutionnaire professionnel qu'il est. Au cours de ses exils successifs, il ne travaillera d'ailleurs jamais, à la différence d'autres exilés. Il s'ennuie donc très vite, et décide de reprendre du service. Le 24 juin, il quitte Solvytchegodsk muni d'un passeport au nom d'Oganes Totomians, part à Saint-Petersbourg, y cherche en vain Serge Alliluiev chez lui et à son usine, puis, épuisé, le rencontre par hasard dans la rue. Alliluiev l'installe chez un sympathisant, le concierge d'une caserne d'un régiment de la garde. Deux semaines plus tard, Koba repart à Bakou où le comité bolchevik, décimé par les arrestations, se disloque. Arsenidzé l'accuse d'avoir dénoncé à la police Stepan Chaoumian, dont il est jaloux. Une commission d'enquête bolchevique sur cette affaire aurait convoqué Koba et vu arriver la police. Rumeur encore...

En tout cas, Koba a pris de l'assurance. En août 1909, définissant les tâches du dirigeant, il s'admoneste lui-même en prenant le Christ comme modèle, chose assez inhabituelle pour un bolchevik : « Il faut une fois pour toutes rejeter la modestie excessive et la peur de l'auditoire, il faut s'armer d'audace et de confiance en ses propres forces ; ce ne sera pas un grand malheur si dans les premiers temps on commet quelque bétise, on trébuche une ou deux fois ; après on finit par s'habituer à marcher tout seul, comme Jésus marchant sur les eaux <sup>16</sup>. » Après s'être ainsi encouragé à aller de l'avant sans hésitation ni état d'âme, il propose la fondation d'un journal central publié en Russie (et non plus à l'étranger sous l'autorité de Lénine), dont les dirigeants vivant en Russie s'émanciperaient ainsi. En janvier 1910, deux militants bolcheviks favorables à la conciliation avec les mencheviks, Noguine et Froumkine, proposent à Lénine de créer une section russe du Comité central, qui siègerait dans le pays. Ils suggèrent cinq noms dont celui de Koba, que Noguine, qui le considère comme un conciliateur, a connu au Caucase. Au même moment, Koba publie un article prônant l'unité avec les mencheviks, tout en constatant avec regret qu'« elle n'a pas encore été réalisée, car les vœux ne suffisent pas à liquider une scission <sup>17</sup> ».

Koba est à nouveau arrêté, le 24 mars 1910, à Bakou. Il passe six mois en prison. Le chef de la gendarmerie locale propose de « le déporter pour cinq ans dans les endroits les plus éloignés de Sibérie [...] vu sa participation acharnée à l'activité des partis



révolutionnaires, dans lesquels il occupait une place tout à fait importante<sup>18</sup>». La formulation imprécise («les partis révolutionnaires», «une place tout à fait importante») montre que la gendarmerie ne sait pas grand-chose de lui. Elle le renvoie à Solvytchegodsk achever sa mise en résidence surveillée interrompue, qui prendra fin le 27 juin 1911, et l'interdit de séjour au Caucase pour cinq ans. De toute évidence, Koba n'est encore pour elle que du menu fretin.

Parti le 23 septembre de Bakou, il arrive à Solvytchegodsk le 29 octobre. Avec un autre bolchevik exilé, il s'abonne gratuitement à une dizaine de revues littéraires et historiques. Il dévore *La social-démocratie allemande* de Mehring et les *Cours d'histoire de la Russie* de Klioutchevski. Un jour, il lit aux exilés une conférence sur sa conception de la littérature. Molotov prétend avoir alors entendu parler de lui par un dénommé Sourine, exilé, qui lui écrivit : «On a vu débarquer ici à Solvytchegodsk un certain Staline, c'est le Lénine caucasien<sup>19</sup>.» Le faux est patent : Koba ne prendra le pseudonyme de Staline que deux ans plus tard, en 1913. Comme Staline ne reviendra jamais à Solvytchegodsk, la lettre de Sourine a été inventée pour authentifier l'imaginaire et pompeuse formule du «Lénine caucasien».

En 1910, il subsiste à peine une dizaine de comités bolcheviks en Russie ; celui de Moscou, contrôlé par le policier Koukouchkine, a été entièrement démantelé par l'Okhrana. Ce reflux n'affecte guère Koba. S'il n'a pas le brio d'un intellectuel, il n'en a pas non plus l'instabilité, et comme il n'est pas ouvrier, il ne ressent pas dans sa chair la défaite et ses conséquences à l'usine. Resté à l'écart du bouillonnement des masses en 1905-1906, il n'est guère affecté par leur apathie. Et puis, cet homme opiniâtre et rude maîtrise aisément les désillusions d'un enthousiasme mesuré. Hier noyé dans le tourbillon de la révolution, il appartient désormais à la minuscule phalange des cadres qui subsistent à travers la débandade et permettront au bolchevisme d'en ressortir affaibli, mais vivant.

Des modifications bouleversent alors la social-démocratie russe. Lénine et Plekhanov s'unissent, en effet, contre tous les autres courants de la social-démocratie russe, tous ceux qui ont pris le parti de l'unité avec les «liquidateurs». Koba hésite. Le 31 décembre 1910, dans une lettre au Comité central où il approuve cette alliance et qualifie Lénine de «moujik malin», il

revient sur l'idée avancée six mois plus tôt : la vraie direction doit se trouver en Russie. « L'émigration [...] ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel c'est l'organisation du travail en Russie [...]. Notre première tâche, qui ne souffre pas de retard, c'est l'organisation d'un groupe central [russe] [...] qui est nécessaire comme l'eau et le pain. » À cette fin, il propose la réunion en Russie (donc sans Lénine...) d'une conférence « qui, peut-être bien, trouverait les gens convenables<sup>20</sup> », dont il pense évidemment faire partie. Il revient sur la question quelques jours plus tard dans trois lettres qu'il adresse de son bourg perdu à des bolcheviks « conciliateurs » de Moscou. Il y raille sans ménagement la polémique théorique et philosophique menée par Lénine contre les disciples du physicien Mach dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, qu'il qualifie de « tempête dans un verre d'eau ». « Les ouvriers commencent à regarder l'émigration en général avec dédain et disent : "Qu'ils demandent la lune si le cœur leur en dit, mais nous à qui les intérêts du mouvement sont chers, travaillons, et le reste s'arrangera." C'est selon moi ce qu'il y a de mieux à faire<sup>21</sup>. » Bref, les émigrés coupent les cheveux en quatre pendant que les militants de l'intérieur travaillent. Lénine, informé de la remarque sarcastique de Koba sur son ouvrage, la prend fort mal et déclare à Sergo Ordjonikidzé, ami de Koba et alors en stage à l'école du parti bolchevik à Longjumeau : « Des petites plaisanteries dans le genre de cette "tempête dans un verre d'eau" trahissent l'immaturité de Koba comme marxiste<sup>22</sup>. »

Dans sa seconde lettre, Koba s'interroge sur les « racines [*sic* !] » de cette « tempête dans un verre d'eau » : désaccords philosophiques ou conflits d'egos ? Poser la question c'est déjà y répondre. Dans la troisième lettre, il critique « certaines gaffes isolées (mais non précisées) d'Ilitch<sup>23</sup> » qu'il accuse de dissimuler, pour des raisons diplomatiques, les différences importantes entre son matérialisme et celui de Plekhanov. Ainsi, pour s'allier avec lui, Lénine dissimulerait des divergences philosophiques profondes auxquelles il donne une si grande importance dans *Matérialisme et empiriocriticisme*. Sa rigueur à éclipses frôlerait ici l'opportunisme...

À la fin de janvier 1911, Koba quitte la petite chambre qu'il louait depuis son arrivée dans la bourgade pour s'installer chez Maria Kouzakova. Cette accueillante veuve hébergeait volontiers des exilés politiques, qui, selon la rumeur publique, lui lais-

saient chacun un rejeton en héritage. Elle en avait alors cinq. « On était à l'étroit, dira-t-elle plus tard, les enfants dormaient sur le plancher... J'avais beaucoup d'enfants, ils faisaient souvent du bruit et ce n'était pas facile de lire<sup>24</sup>. » Elle se rappelle Koba arrivant chez elle, sanglé dans un épais manteau noir et coiffé d'un feutre sombre. Il est le père d'un sixième enfant, Constantin, qui vient s'ajouter à cette famille nombreuse mal logée. En 1995, l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* (n° 37) a publié une interview de ce Constantin Kouzakov, alors âgé de 85 ans, qui y déclare avoir appris tout petit qu'il était le fils de Staline à qui il ressemblait énormément. Il fera carrière dans l'appareil du Parti au pouvoir, comme adjoint du chef du département d'agit-prop (agitation et propagande) du Comité central, puis comme premier adjoint du ministre du Cinéma, Bolchakov. Staline le protégera et, alors que la chronologie de ses *Œuvres* n'évoque pas son mariage, il y a fait figurer la mention suivante : « Mars-juin 1911 : Des perquisitions répétées sont effectuées chez I. V. Staline (dans la maison de M. P. Kouzakova)<sup>25</sup> » dont il a ainsi voulu sauver le nom de l'oubli. Après la révolution d'octobre, Maria Kouzakova, informée des hautes fonctions occupées par son ancien galant, lui écrira pour lui demander de l'aide. Il ne lui répondra pas.

Libéré le 27 juin 1911 de Solvytchegodsk, avec interdiction de se fixer dans les grandes villes, Koba s'installe un instant à Vologda. Il y arrive le 19 juillet et loue pour trois roubles par mois une chambre dans la maison d'un gendarme à la retraite. La police, qui file celui qu'elle appelle finement « le Caucasien », en trace le portrait suivant : « Taille moyenne, entre 33 et 35 ans, teint basané, collier de barbe court, visage allongé portant des traces de petite vérole ou des taches de rousseur, cheveux noirs coupés court, constitution physique normale, démarche régulière, vêtu d'un pantalon à rayures, porte un chapeau mou sombre. Type géorgien<sup>26</sup>. » L'État verse alors aux exilés 7 roubles et 40 kopecks par mois pour leur entretien. Cela suffit pour manger à sa faim, et Koba se refuse toujours à chercher du travail.

Il ne se mêle pas aux cercles d'exilés politiques dont les discussions et les débats passionnés l'ennuient. Un mois plus tard, la police signale que le Caucasien, désœuvré, se promène régulièrement, depuis le début du mois d'août, dans la ville au bras d'une jeune fille « de taille moyenne, âgée de 23 ans, intellectuelle, aux

épais cheveux noirs, au visage bien dessiné, de constitution physique normale, à la démarche régulière. Elle est vêtue d'un manteau court noir, d'une jupe à la mode, noire par-devant, rouge par derrière, et d'un chapeau avec une garniture noire<sup>27</sup> ». Les policiers, qui l'appellent l'«élégante» mais taisent son nom, indiquent les jardins publics où les deux jeunes gens se promènent, les cabarets où ils déjeunent, aux frais de l'«élégante», fille d'un paysan aisé, et le temps qu'ils passent chez elle.

Il s'agit d'une amie de son camarade Pierre Tchijikov, exilé lui aussi mais qui a cherché et trouvé un emploi à plein temps comme commis chez un marchand de fruits et légumes : la jeune Pelagueia (ou Pauline) Onoufrieva. Elle rédigea en 1944 des souvenirs non publiés sur leur amitié. La police la considère, à tort ou à raison, comme la fiancée de Tchijikov. Admirative du «sens du beau» de Koba, elle a avec lui de longues discussions passionnées sur la littérature et l'art. Il lui parle longuement de sa femme, décédée trois ans plus tôt, et lui répète sans cesse : «Vous ne pouvez pas savoir les beaux vêtements qu'elle était capable de faire<sup>28</sup> ! »

Il s'inscrit à la bibliothèque municipale et, selon le rapport du mouchard qui le file, s'y rend dix-sept fois pendant les trois mois et vingt-deux jours que dure son séjour à Vologda. C'est sans doute alors qu'il lit Lamarck, ce naturaliste français napoléonien pour qui l'exercice régulier d'une fonction modifie puis transforme l'organe qui la remplit d'une façon permanente et transmissible aux descendants, grâce à l'hérédité des caractères acquis. Il utilisera plus tard ces lectures pour soutenir le charlatan Lyssenko, qui prétendra transformer les espèces mais n'y arrivera que sur le papier. Il lit et annote soigneusement les *Essais sur l'histoire de la littérature d'Europe occidentale* de Kogan. À son départ, il en fait cadeau à Pelagueia, avec une dédicace : «À l'intelligente et méchante Pauline ; de Joseph l'original<sup>29</sup> ». C'est ainsi qu'elle le jugeait : un «original», un homme à part, ce qui n'est pas un compliment dans le monde paysan. «L'élégante» a-t-elle dissimulé dans ses souvenirs une liaison avec le futur maréchal ? C'est peu probable. Si Koba la traite de «méchante», c'est qu'elle l'a tenu à distance. Le fonds Staline conserve deux cartes postales qu'il lui a envoyées. La première représente deux déesses enlacées, dont l'une a la poitrine dénudée, l'autre la statue d'un homme nu embrassant une Aphrodite à demi nue. Il y

écrit : « Votre baiser que m'a transmis Pierrot est enregistré. Je vous embrasse en retour, mais je ne vous embrasse pas simplement, mais très for-te-ment (simplement embrasser ne vaut pas la peine). Joseph<sup>30</sup>. » L'invitation est transparente, mais l'élégante est plus réservée que l'accueillante Kouzakova. Le flirt restera épistolaire. Lors de son départ, elle lui offre une chaînette ornée d'une croix. Koba arrache la croix, et transforme la chaînette en breloque à laquelle il suspend sa montre...

Les discussions littéraires, la bibliothèque et ce flirt ne suffisent pas à remplir ses journées. Il collectionne les cartes postales représentant des tableaux des grands peintres classiques, qu'il laissera à Pauline lorsqu'il quittera la ville. Cette occupation monotone n'est qu'un pâle dérivatif et l'inaction lui pèse. Le 6 septembre, le passeport de son ami Tchijikov en poche, il prend le train pour Saint-Pétersbourg où il arrive le 7 septembre. Le mouchard attaché à ses basques a déjà envoyé une note à la gendarmerie de la capitale : « À 3 heures 45 le Caucasien est arrivé à la gare avec ses affaires [...] il est monté dans un wagon de troisième classe du train de Saint-Pétersbourg<sup>31</sup>. »

Koba n'a pas de chance : deux jours plus tôt, à Kiev, Morda Bagrov, un terroriste du Bund lié à la police, a abattu le Premier ministre Stolypine. La police multiplie les rafles dans les milieux révolutionnaires. Se méfiant des souricières, Koba erre par les rues dans l'espoir de croiser un ami. Ce jour-là, il pleut. Trempé, il déambule des heures durant et finit par rencontrer un militant, qui l'emmène dans un meublé. Koba tend son passeport au nom de Piotr Tchijikov. Le gardien trouve suspect ce Russe à l'accent géorgien prononcé, le dénonce et la police cueille Koba le soir du 10 septembre... Après trois mois passés en prison, il est condamné à trois ans d'exil avec le droit de choisir son lieu de résidence. Aux yeux de la police tsariste, il n'a donc pas monté en grade. Il choisit Vologda, où il arrive le 25 décembre. Hélas, l'élégante a quitté la ville cinq jours après lui, le 11 septembre, et cette romance inachevée le restera. En 1917, elle épouse un ouvrier mécanicien. Au début des années 1930, son père et son frère sont « dékoulakisés », c'est-à-dire expropriés et exilés en Sibérie. En 1937, le NKVD arrête son mari, le relâche, l'arrête à nouveau en 1947 et le condamne à dix ans de prison en tant qu'ennemi du peuple. Jamais alors elle ne s'adresse à Staline. Elle ne se rappelle qu'une seule fois à son bon souvenir, peu

après la guerre, quand les autorités privent son garçon de bourse en tant que « fils d'ennemi du peuple ». Elle lui écrit alors, et Staline, sans lui répondre, fait restituer la bourse. À sa mort, la fille de Pelagueia éclatera en larmes, comme ses camarades de travail. Elle le racontera à sa mère qui lui répondra : « Moi, je n'ai pas pleuré<sup>32</sup>. » Pelagueia mourra deux ans plus tard.

L'ascension de Koba commence en ce début de 1912. À la mi-février, il reçoit à Vologda la visite de son ami Sergo Ordjonikidzé de retour de Prague. Là, du 5 au 17 janvier, les bolcheviks réunis en conférence se sont constitués en parti distinct. La conférence, en comité très restreint, a rassemblé 14 délégués avec voix délibérative et 4 avec voix consultative (dont Lénine). Un nouveau Comité central de 7 membres, entièrement bolchevik, est élu, flanqué d'un bureau russe comprenant Koba et Ordjonikidzé. Lénine, dit-on souvent, a proposé au Comité central d'élire Koba, mais celui-ci a été battu. Il l'a néanmoins coopté dès la première réunion. Le procès-verbal dément cette thèse. Lénine ne propose pas Koba ; il fait voter le droit pour le Comité central de coopter de nouveaux membres à sa guise afin de combler les vides laissés par les arrestations probables. Et il coopte Koba à la première occasion.

Le nouvel élu ne saurait rester dans la morne Vologda, d'autant que l'assassinat de Stolypine a ouvert une crise politique. Le 29 février 1912, Koba part pour la capitale où il rencontre un autre nouveau membre du Comité central, Roman Malinovsky. Koba apprécie cet ancien métallurgiste à la crinière roussâtre, d'allure plébéienne mais portant cravate, grand buveur, dépensier, bon orateur, qui pense, comme Koba, que la vulgarité fait prolétaire, l'antithèse en un mot des phraseurs amateurs de tempêtes dans un verre d'eau. Koba ne sait pas que, condamné jadis à trois ans de prison pour vol avec effraction, cet individu porte le nom d'un homme dont il a dérobé les papiers d'identité et travaille pour la police. Cela ne l'a pas empêché d'être l'un des fondateurs du syndicat des métallurgistes de Saint-Petersbourg en 1906 et d'avoir été arrêté cinq fois par la police, soit parce qu'il a été raflé dans une réunion subversive et que la police ignore qu'il travaille pour l'Okhrana, soit parce qu'il s'est fait délibérément prendre dans une réunion qu'il a lui-même dénoncée. Ainsi, en novembre 1910, il a été arrêté à une réunion clandestine des délégués ouvriers d'un futur congrès antialcoolique

dont il a donné l'adresse à l'Okhrana. Il recopie les confidences de Koba. Zoria Serebriakova, fille du vieux bolchevik Serebriakov, condamné à mort au deuxième procès de Moscou en janvier 1937, a retrouvé un rapport de l'Okhrana consignant ces propos et affirmant : « Koba a communiqué des renseignements confidentiels secrets sur les derniers événements de la vie du Parti », dont une description de plusieurs militants bolcheviks. Elle en conclut que Koba est un agent provocateur<sup>33</sup>. Mais l'Okhrana qualifie de « renseignements strictement confidentiels » tout ce qu'un indicateur collationne et transmet. Malinovsky sait, grâce à sa familiarité affectée, tirer les vers du nez à Koba, pour une fois trop bavard.

À part cela, que fait Koba ? Il descend à Bakou réorganiser l'activité des comités bolcheviks, puis à Tiflis, sans avoir prévenu Lénine, alors installé à Paris et qui, sans nouvelles de lui, s'impatiente. Le 28 mars 1912, il écrit à Ordjonikidzé : « Aucune nouvelle d'Ivanovitch [l'un des nombreux pseudonymes de Koba]. Que fait-il ? Où est-il ? Comment va-t-il<sup>34</sup> ? » Il reçoit bientôt des nouvelles qui le stupéfient. Koba, deux mois après la rupture décidée à Prague, suggère à Lénine de s'unir avec les mencheviks ! À Bakou, il propose aux mencheviks de constituer un centre dirigeant commun et une commission électorale commune pour les élections toutes proches à la Douma. Kroupskaïa commente : « Il est manifeste que Koba est absolument coupé de tout, comme s'il tombait du ciel ; sinon sa lettre pourrait produire une impression accablante<sup>35</sup>. » Koba envoie le 30 mars un article à la revue *Le Social-Démocrate* à propos de la réunion de Bakou. On en chercherait en vain la trace dans ses *Œuvres complètes*. L'élève et le second de Lénine prônant alors l'unité avec les mencheviks, cela faisait désordre en 1948...

Il repart pour Saint-Pétersbourg, le 1<sup>er</sup> avril. En chemin, il s'arrête à Rostov-sur-le-Don où il transmet à Rosa Schweitzer, la responsable du comité bolchevik, des instructions pour l'activité dans la région du Don. Vingt ans plus tard, elle se rappellera encore sa silhouette mince sous un manteau léger noir et un chapeau sombre qui recouvrait à moitié son épaisse chevelure noire. De retour à Saint-Pétersbourg, le 12 avril, il participe au lancement du journal bolchevik officiel, la *Pravda*, dont le premier numéro sort le 22 avril. Koba a rédigé un éditorial prophétique : « Un mouvement fort et vigoureux est impensable sans contro-

verse. Une totale conformité de vues ne peut mener qu'au cimetière. » Il est arrêté le même jour.

Après un séjour de trois mois en prison, Koba est condamné à trois ans d'exil dans la région de Narym, sur le fleuve Ob en Sibérie occidentale, à la frontière de la taïga, immense plaine recouverte de forêts et parsemée de lacs et de marécages. Parti de Saint-Petersbourg le 2 juillet, il y arrive le 22. Il ne profite guère des 7 roubles 40 kopecks que la gendarmerie verse mensuellement à chaque exilé pour couvrir ses dépenses de nourriture (la livre de pain noir coûte alors 2 kopecks, la livre de pain blanc 5 kopecks, la livre de sucre 18 kopecks, le poisson de rivière 2 kopecks la livre). Il s'enfuit de ce séjour désolé et désolant le 1<sup>er</sup> septembre, et revient à Saint-Petersbourg le 12. En 1931 et 1932, il enverra près de 400 000 paysans de tous âges mourir de faim dans ces territoires désertiques.

À Saint-Petersbourg, il s'installe avec le bolchevik Aron Solz dans une petite pièce qui flanque la cuisine du grand appartement de Tatiana Slovatskaia, militante elle aussi, dans l'île Vassilievski, au nord-ouest de la ville. Les deux hommes dorment sur un étroit lit de fer d'une personne. Koba reste calfeutré plusieurs jours avant de se présenter à la propriétaire, qui le persuade difficilement de dormir dans une pièce plus vaste ; elle le trouve « trop sérieux, renfermé et timide », et ajoute : « On aurait dit qu'il craignait surtout de déranger, de gêner les gens. » Elle l'invite en vain à manger avec les enfants le repas préparé par la femme de ménage : il s'enferme toute la journée dans son réduit, se nourrissant de bière et de pain<sup>36</sup>. Chargé de la campagne des élections à la Douma, il doit pourtant sortir de son repaire. Mais la police file en permanence « le Caucasien », dont elle donne un signalement précis : « Intellectuel, âge 32-35 ans, taille au-dessous de la moyenne, corpulence moyenne, brun, teint mat, nez droit, barbe rase, porte un petit chapeau noir et un vieux manteau avec un col<sup>37</sup>. »

Il assure alors, avec le jeune Skriabine, alias Molotov (de *molot* : le marteau), la direction de la *Pravda*. Ils s'installent tous les deux dans un petit appartement. Molotov en a gardé un souvenir aigre-doux : « Il m'a levé une fille, une Maroussia qui m'a quitté pour lui<sup>38</sup>. » Mais ils sont sur la même longueur d'onde politique ; les divisions avec les mencheviks attristent les deux amis qui coupent et rectifient les articles de Lénine, truffés d'attaques virulentes contre eux. Pour mieux marquer leur désaccord



avec lui, sans pour autant l'exprimer, ils oublient d'envoyer ses honoraires à l'auteur. Faire ses coups en douce sans mot dire, telle est déjà sa règle de conduite.

La quatrième Douma, dite des Seigneurs, élue en novembre 1912, comporte, malgré la surveillance attentive des opérations électorales par la police et le clergé, treize députés sociaux-démocrates dont six bolcheviks. Le mouvement ouvrier retrouve alors un peu de sa vigueur. À la mi-février 1912, l'armée massacre près de 300 grévistes de la Lena Gold Fields en Sibérie. La colère est à l'origine d'une vague de grèves où se mêlent protestation politique et revendications salariales. Fin 1912, la Russie compte 725 000 grévistes, contre 105 000 à la fin de 1911. Le mécontentement social se conjugue avec une crise politique rampante. 1913, l'année du tricentenaire de la dynastie des Romanov, est marquée par l'affaire Beilis, ce juif de Kiev accusé de meurtre rituel. Cette provocation antisémite du ministère de l'Intérieur est mise en échec. Derrière les flonflons du tricentenaire, le régime se délite. L'autoritaire Nicolas II refuse tout dialogue, même avec la majorité monarchiste de la Douma ; il mécontente ainsi les cercles d'affaires et la noblesse, qui accepte mal que l'on choisisse systématiquement les ministres dans les rangs de la bureaucratie d'État et grogne contre Raspoutine.

Lénine, installé depuis juillet 1912 à Cracovie, en Pologne autrichienne, près de la frontière russe, y convoque Koba en novembre, puis du 26 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, avec les six députés bolcheviks élus à la Douma en novembre, dont Malinovsky, et le Comité central. Il est mécontent des députés et de la rédaction de la *Pravda*, trop conciliants, trouve-t-il, avec les mencheviks. Les treize députés sociaux-démocrates forment un groupe parlementaire unique. Les bolcheviks ont appelé, le jour de l'ouverture de la Douma, à une grève que les mencheviks ont condamnée au nom du groupe. Les députés bolcheviks, peu rancuniers, ont néanmoins accepté de figurer dans la liste des collaborateurs du journal menchevik *Loutch* (*Le Rayon*).

De Cracovie, Staline écrit à Kamenev, alors à Genève et qu'il invite à venir le rejoindre pour rompre une solitude qui l'accable : « Je t'embrasse sur le nez à la mode esquimau [...]. Je m'ennuie diablement sans toi. Je m'ennuie à mourir, je te jure. Je n'ai personne, je n'ai personne avec qui bavarder à cœur ouvert ! » Koba lui expose les errements des députés bolcheviks, qu'il attribue à

son absence malencontreuse : « J'ai par hasard été absent d'une réunion de la fraction, et cela a suffi pour que les six fassent une bêtise avec *Loutch*...<sup>39</sup> » Or, il n'a guère d'autorité sur les six députés et se pousse ici du col. D'ailleurs, à Cracovie, hostile à la rupture avec les mencheviks, il affirme un vif souci de diplomatie : « Une politique tranchante à l'intérieur de la fraction est prématurée : elle repoussera les 7 [mencheviks]; [...] [il faut] se conduire délicatement et prudemment avec les 7 [...] sans user à leur endroit de mots brutaux<sup>40</sup>. »

La réunion de Cracovie ne donne rien. Lénine se déchaîne contre la conciliante et molle rédaction de la *Pravda* qui lui a envoyé, écrit-il le 25 janvier 1913, « une lettre stupide et insolente [...]. Il faut chasser ces gens-là [...]. Il faut réorganiser la rédaction, ou plutôt chasser complètement toute l'ancienne<sup>41</sup> ». Le 9 février, il envoie Jacob Sverdlov reprendre le journal en main : « Il faut établir une rédaction de la *Pravda* à nous et casser la présente [...]. Ces gens-là ne sont pas des hommes mais de pitoyables lavettes qui ruinent la cause<sup>42</sup>. »

Par chance, loin de l'orage, Koba coule alors des jours de travail paisible, mais néanmoins intensif, à Cracovie. Le 12 janvier 1913, dans la revue *Le Social-Démocrate*, apparaît pour la première fois la signature de K. Staline. Koba a jusqu'alors utilisé une vingtaine de pseudonymes, délaissant peu à peu les noms géorgiens pour des noms russes : il tâtonne, essaie Saline, Soline. Staline découle-t-il de la simple adjonction hasardeuse d'un « t » à Saline ? L'historien Pokhlebkin le fait venir du nom de Stalinski, traducteur et éditeur du *Prince à la peau de tigre* en 1888, Koba avait alors 10 ans, c'est donc plus que douteux. Plus tard, on fera dériver Staline de *stal*, l'acier, pour faire de lui l'homme d'acier. Pourtant, ce pseudonyme est alors dénué de toute signification symbolique, comme l'est celui de Kamenev (de *kamen*, pierre) utilisé par Léon Rosenfeld. Son fidèle ami Molotov dit explicitement de son côté : « Staline est un nom industriel<sup>43</sup>. » Staline donnera une explication évasive au journaliste américain Walter Duranty, en décembre 1933 : « Ce sont des camarades qui m'ont donné ce nom en 1911 ou, me semble-t-il, en 1910. Ils considéraient que ce nom m'allait bien. En tout cas, il m'est resté<sup>44</sup>. » À la relecture, Staline supprimera du texte publié ce passage qui donne à son pseudonyme une valeur circonstancielle anodine. Or, ce choix marque une rupture avec le passé : Koba était un nom géor-

gien provincial, symbolisant le révolté romantique marginal ; avec ce nom russe, Koba affirme une ambition nationale. Une ultime résistance le pousse un moment à signer K. Staline, mais le K, dernière trace de l'abrek caucasien, disparaît bientôt.

À la fin de janvier, Lénine envoie Staline à Vienne, pour y travailler à la bibliothèque centrale à l'élaboration de la position bolchevique sur la « question nationale », pour fixer, autrement dit, la doctrine sur les problèmes des minorités nationales opprimées de l'Empire russe et austro-hongrois. Voulant dénoncer l'« autonomie culturelle », ancêtre du communautarisme moderne, prônée par les socialistes autrichiens, et le fédéralisme, défendu par le Bund et les mencheviks géorgiens, qui lui est lié, Lénine a besoin pour cela d'un « allogène » authentique. Pourquoi envoie-t-il Staline à Vienne alors que la bibliothèque de Cracovie contient les mêmes ouvrages et que Koba ne parle ni ne lit l'allemand ? C'est une façon délicate de l'éloigner du domicile familial : Kroupskaïa n'aime guère cet individu bougon dont les saluts se réduisent à des grognements indistincts. Cette décision marque le début d'une inimitié durable entre Kroupskaïa et Koba.

À Vienne, Staline rencontre de jeunes bolcheviks, Nicolas Boukharine et Alexandre Troïanovski notamment, qui lui traduisent les citations nécessaires. Un jour, Trotsky voit entrer dans la pièce où il boit le thé un homme un peu terne, au visage triste, aux yeux jaunes et à l'air agressif qui remplit son verre de thé au samovar, grogne puis s'en va. C'est Staline, qui vient d'envoyer à Saint-Pétersbourg un article consacré aux élections dans la capitale où il traite Trotsky de « simple bateleur aux muscles en toc qui, en cinq années de "travail", n'a réussi à rassembler personne<sup>45</sup> ».

De retour à Cracovie en février, Staline, bardé de citations, achève, sous le contrôle étroit de Lénine, le seul texte théorique consistant qu'il ait jamais signé : « Le marxisme et la question nationale », publié en mars et mai 1913 dans la revue *Prosviechtchenie*. Son apport personnel est patent : les références au Caucase et les deux derniers chapitres polémiques contre le Bund et les mencheviks caucasiens portent sa marque. Mais, s'agissant du style et de la construction, la répétition litanique d'affirmations tranchantes non démontrées, le lyrisme oratoire, les apostrophes vengeresses, le ressac mécanique des questions et des réponses, les images bibliques, les péremptoires « il est clair que », « il est

évident que», le défilé des clichés, le piétinement sourd des truismes en marche, rien de tout cela ici. L'analyse est minutieuse, la discussion cohérente. Comment expliquer cette différence ? Lénine a certainement contrôlé et révisé le texte. Satisfait de son élève, il vante néanmoins dans une lettre à Gorki «notre merveilleux Géorgien<sup>46</sup>» qui a bien travaillé et n'a pas manifesté de désaccord avec lui.

À la mi-février, il revient à Saint-Pétersbourg où Lénine l'a chargé de veiller à l'application de ses directives par les députés bolcheviks de la Douma. Il s'installe chez Serge Alliluïev, dont la fille, la petite Nadejda, alors âgée de 11 ans, regarde ce conspirateur furtif avec des yeux admiratifs. Le 23 février, le comité bolchevik de Saint-Pétersbourg organise un concert que dans sa biographie il transformera en «soirée». Malinovsky l'y invite. Il refuse. Malinovsky insiste. Staline se dit trop mal habillé. Malinovsky sort une cravate de sa poche, la lui noue autour de cou, l'emmène et s'installe avec lui à une petite table où deux policiers en civil viennent poliment l'embarquer. Le méfiant Staline, qui, plus tard, verra partout des agents provocateurs imaginaires, s'est fait berner par un mouchard authentique.

Cette fois, l'Okhrana ne badine pas. Staline est condamné à quatre ans d'exil dans la région de Touroukhansk en Sibérie centrale, près du cercle polaire, sur le cours inférieur de l'Iénisseï, gelé six mois sur douze. Tout autour s'étend la taïga bourdonnant l'été de moustiques et de moucheron qui dévorent les visages et les mains, noyée sous la neige et balayée par les tempêtes l'hiver. La région ne possède pas de route praticable et la première voie de chemin de fer est à près de 1 000 kilomètres de là. S'évader de ce désert de glace confine à l'exploit : les rares téméraires qui le tentent périssent de froid et de faim ou sont livrés par les paysans à qui les autorités paient le fuyard trois roubles. Staline reprendra cette tradition pour les évadés du Goulag. On exile là-bas des gens jugés dangereux qui, souvent, coupés de tout dans ce désert hors du temps, meurent de tuberculose, sombrent dans le désespoir ou se suicident. Doubrovinski, membre du Comité central bolchevik, s'y donne ainsi la mort à l'âge de 36 ans.

Staline part le 2 juillet pour son lieu d'exil, et arrive à Krasnoïarsk le 11. Il en repart quatre jours après pour Touroukhansk, où il arrive le 10 août. Il s'installe dans le petit village de Kostino, où il vit un moment dans l'isba au toit de chaume, humide et

froide, où Jacob Sverdlov, exilé peu avant lui, a loué une chambre contiguë à celle des propriétaires et de leurs nombreux enfants, sans pétrole pour s'éclairer. En 1912, Lénine avait chargé Sverdlov de remettre dans la ligne la rédaction de la *Pravda* dirigée alors par Molotov et Staline, qui ne pouvait guère oublier et pardonner cette humiliation. Au début, la coexistence entre les deux hommes est à peu près pacifique, mais cela ne dure guère. En mars 1914, Sverdlov écrit à sa femme : « C'est un brave garçon, mais beaucoup trop individualiste dans la vie quotidienne, alors que je crois au moins à un semblant d'ordre<sup>47</sup>. » Les deux hommes allant souvent à la chasse, Staline, que les paysans appellent eux aussi « le Grêlé », se procure un chien qu'il nomme Iachka, diminutif de Jacob. Sverdlov n'apprécie pas la plaisanterie. Staline confie la vaisselle sale au chien ; une fois léchée par Iachka, la vaisselle est propre, déclare-t-il à son voisin<sup>48</sup>. Comme il juge aussi superflu de faire le ménage, les rapports des deux hommes se dégradent vite. En mai, Sverdlov souligne : « Dans les conditions de la prison et de l'exil, un homme se révèle tel qu'il est avec ses défauts les plus mesquins<sup>49</sup>. » Il change d'isba, laissant Staline seul dans la sienne. Un mois plus tard, Sverdlov se plaint à sa femme des « conditions horribles » dans lesquelles il vivait à Koureika : « Le camarade avec qui je vivais s'est montré impossible dans la vie de tous les jours. Nous avons cessé de nous voir et de nous parler<sup>50</sup>. » Ils se reverront au Comité central.

Jusqu'en janvier 1914, Staline reçoit régulièrement la *Pravda* qui l'informe sur la montée des grèves. Le 23 avril 1914, 75 000 ouvriers débraient à Saint-Petersbourg et 54 000 à Moscou contre l'exclusion temporaire de la Douma des députés sociaux-démocrates et travaillistes, coupables d'obstruction à l'encontre du Premier ministre. Grèves et barricades saluent la visite de Raymond Poincaré à Saint-Petersbourg en juillet. La guerre étouffera cette agitation en donnant au tsarisme un illusoire sursis.

À Touroukhansk, Staline est dès le début rongé par les soucis matériels. Ses lettres à ses camarades évoquent surtout des problèmes d'argent. L'allocation gouvernementale mensuelle de 3 roubles qu'il touche, comme tous les exilés administratifs non privés de leurs droits civiques, est insuffisante. Il s'ennuie, son moral est au plus bas. Contrairement à l'habitude des nouveaux arrivants, il refuse de faire aux vieux exilés une conférence sur la situation politique et s'enferme aussitôt dans sa cabane. En

octobre, il écrit une supplique à Zinoviev, qui se trouve à Cracovie : « À la suite du voyage je suis malade [...]. Envoyez-moi de l'argent, envoyez-moi des livres<sup>51</sup>. » En novembre, Zinoviev lui annonce la publication en brochure de ses articles sur la question nationale et promet de lui en régler les honoraires par tranches. Staline en informe aussitôt Malinovsky à Saint-Pétersbourg et sollicite son appui : « J'espère qu'en cas de parution, tu sauras me défendre et que tu réussiras à m'obtenir mes honoraires<sup>52</sup>. » Au même moment, il écrit à Alliluiev : « Enfin, j'ai reçu votre lettre. Je pensais que vous m'aviez oublié [...]. Je vis mal, je ne fais presque rien. Qu'est-ce que je peux faire en l'absence totale ou presque totale de mes chers livres<sup>53</sup> ? » Selon un ancien exilé, il aurait pourtant confisqué, après sa mort, la bibliothèque de Doubrovinski, contrairement à l'usage qui livrait à la collectivité les affaires des camarades décédés.

Ce même mois, il adresse une lettre désespérée et embarrassée à son ancienne logeuse Tatiana Slovatinskaia : « J'ai un peu honte de vous écrire, mais que faire, c'est le besoin qui m'y pousse. Je n'ai pas un kopeck. J'avais un peu d'argent, mais il est parti en vêtements, chaussures et en vivres, qui sont affreusement chers ici. » On lui fait encore crédit, mais pour combien de temps ? Pourrait-on lui envoyer 20 ou 30 roubles, car il n'a pas acheté assez de bois de chauffage et, alors qu'il fait déjà 33 en dessous de zéro, il va en manquer. Pendant qu'il écrivait cette lettre, il a reçu un colis de linge neuf de cette Tatiana. Il remercie et s'excuse, confus : « Je ne voulais que mon vieux linge personnel et voilà que vous m'en achetez du neuf, que vous faites des frais, c'est dommage, vous n'avez pas beaucoup d'argent<sup>54</sup>. » Cette délicatesse est passagère. Il ajoute huit jours plus tard une nouvelle supplique : « Gentille amie, ma gêne croît d'heure en heure, je suis dans une situation désespérée, et par-dessus le marché, je suis malade : une toux suspecte. J'ai absolument besoin de lait, mais... l'argent, je n'ai pas d'argent. Ma très chère, si vous me trouvez quelques sous, envoyez-les aussitôt par mandat télégraphique, je ne peux plus attendre<sup>55</sup>. » Staline châtierait plus tard la famille de Tatiana Slovatinskaia : son gendre sera exécuté, son fils et sa fille exilés.

Il s'impatiente et, en décembre, dans une lettre à Zinoviev, il évoque sa bronchite chronique et réclame en urgence les honoraires dus pour « Le marxisme et la question nationale » : « J'ai,

dit-il, effroyablement besoin d'argent. Tout cela ne serait pas grave sans ma maladie, mais cette maudite maladie qui exige des soins (donc de l'argent) me fait perdre mon équilibre et ma patience. J'attends<sup>56</sup>.» Il rappelle sa demande de livres en allemand pour compléter et refondre ses articles. Sa lettre à Malinovsky du même mois n'est qu'une longue plainte ; le futur dictateur de l'URSS s'épanche avec des accents désespérés dans le giron du provocateur policier qu'il n'a pas décelé : « Je ne me suis jamais trouvé dans une situation aussi effroyable. Je suis à sec, j'ai attrapé une toux suspecte à la suite d'une vague de froid (– 37), mon état général est maladif, je n'ai plus de réserves ni de pain, ni de sucre, ni de viande, ni de pétrole (tout l'argent est parti pour les dépenses courantes, les vêtements et les chaussures). Et ici tout est cher : le pain de seigle 4 kopecks et demi la livre, le pétrole 15 kopecks, la viande 18 kopecks, le sucre 25 kopecks. Il faut du lait, il faut du bois... mais l'argent, pas d'argent, mon ami. Je ne sais pas comment je passerai l'hiver dans un tel état. » N'ayant « ni parents riches ni riches amis », il prie les députés bolcheviks et le président du groupe parlementaire social-démocrate, le menchevik géorgien Tchkéidzé, de lui envoyer de toute urgence 60 roubles prélevés sur leur fonds d'aide aux victimes de la répression. « Je n'ai plus personne à qui m'adresser et je n'ai pas envie de crever ici sans même t'avoir écrit une seule lettre. [...] attendre plus longtemps cela signifie crever de faim, et je suis déjà épuisé et malade. » Badaïev lui aurait envoyé 20 ou 25 roubles, mais il a reçu en tout et pour tout, depuis son arrivée, 44 roubles de l'étranger et 25 de Petrovski...<sup>57</sup>

Malinovsky lui envoie 60 roubles. Le moral remonte alors, et Staline pense reprendre son difficile apprentissage des langues étrangères. Fin février, il demande par lettre au président d'une société d'aide aux exilés russes sise à Paris de lui envoyer un dictionnaire de poche franco-russe et quelques numéros d'un journal en anglais pour étudier la langue. Lénine a malheureusement informé Malinovsky, qui alerte aussitôt l'Okhrana, de son désir de faire évader Staline et Sverdlov. Au début de mars 1914, le gouverneur de Krasnoïarsk exile Staline à Koureika, un village de pêcheurs désolé au nord du cercle polaire sur la rivière gelée du même nom, et lui confisque ses 60 roubles. La région est habitée par les Ostyaks, peuplade de chasseurs, éleveurs de rennes ou pêcheurs d'origine mongole, au visage camus, ivrognes invétérés,

convertis de force à l'orthodoxie après des siècles de paganisme. Ils combattent par la vodka le typhus, la syphilis et le froid d'un trop long hiver. Staline va vivre plus de trois ans parmi ces populations analphabètes, abruties par la faim, le froid, l'alcool, la crasse et la maladie.

De Koureika, le 10 avril 1914, Staline félicite Malinovsky pour ses articles et ses interventions à la Douma, et lui demande de lui faire parvenir la *Pravda* qu'il ne reçoit plus. Pour déjouer la censure, il suggère naïvement que Staline est un autre que lui : « Je dirai à I. Staline qu'il écrive plus souvent » ; il annonce de sa part trois articles, un sur les fondements du marxisme et deux sur la question nationale, dont un texte « populaire pleinement accessible aux ouvriers ». *In fine*, il annonce à son ami son transfert à Koureika et commente avec résignation la confiscation des 60 roubles : « C'est la vie, frère [...]. À un moment, j'ai pensé m'en aller, mais j'ai abandonné cette idée, je l'ai définitivement abandonnée. Il y a beaucoup de raisons à cela », qu'il promet de lui exposer en détail<sup>58</sup>. Il ne pourra faire cette imprudente confidence. Pour le nouvel adjoint du ministre de l'Intérieur, Djoukovski, la présence d'un provocateur à la Douma affaiblit l'institution et la discréditerait si elle était révélée. Le 8 mai 1914, il contraint à la démission Malinovsky qui s'enfuit à l'étranger. Staline y perd son principal correspondant.

À la veille de la guerre, la Russie semble s'intégrer au peloton des pays développés. Son industrie a atteint un très haut niveau de concentration : 392 entreprises de plus de 1 000 ouvriers rassemblent 44 % de la main-d'œuvre ouvrière, pourcentage deux fois et demi plus élevé qu'en Allemagne. Mais les apparences sont trompeuses. Les usines allemandes reposent sur une division du travail poussée ; les grandes fabriques russes sont souvent polyvalentes, flanquées de magasins destinés à l'approvisionnement des ouvriers et de dortoirs ; elles emploient en outre une main-d'œuvre à demi paysanne, souvent peu qualifiée. La mécanisation vise à compenser sa faible qualification, non à l'économiser. Le gigantisme est, de ce point de vue, plus un signe d'arriération que de modernité. De plus, la métallurgie et le textile russes vivent surtout des commandes de l'État, de l'armée, de la flotte et des chemins de fer. La guerre qui vient exige des rails, des canons, des navires, des fusils, des uniformes. La Russie dispose, en 1913, d'une flotte de guerre mais quasiment pas



de marine marchande. Le développement industriel est enfin placé sous contrôle partiel de l'étranger : les banques françaises possèdent 22 % du capital des banques russes, les banques allemandes 16 %, les banques anglaises 5 %.

L'agriculture paraît florissante. Deux récoltes abondantes, en 1909 et 1913, facilitent les exportations. En 1913, année exceptionnelle, la Russie vend près du tiers des céréales commercialisées sur le globe. Mais ces chiffres dissimulent une réalité sociale dramatique : la consommation intérieure stagne. Une mauvaise récolte suffit à ressusciter le spectre de la disette, comme en 1911. Un tiers des exploitations agricoles n'ont pas de cheval, un tiers ne possèdent aucun matériel agricole. L'accroissement de la production s'explique surtout par celui de la population paysanne. La productivité du travail est faible ; son amélioration provient plus de l'intensification du travail que des investissements, réservés aux grosses exploitations ; la structure de la propriété lie exportation et misère paysanne : en Russie d'Europe, 30 000 grands propriétaires possèdent 70 millions d'hectares, 2 300 en moyenne par ferme, et les 10 millions d'exploitations les plus pauvres le même nombre, soit 7 hectares par foyer. Juste de quoi mourir de faim. Pour survivre, le paysan pauvre doit louer ses bras au gros propriétaire ou au koulak (paysan riche) du lieu, en un rappel de la corvée d'antan. « La guerre de classe à la campagne se prépare dans les profondeurs de la réforme de Stolypine<sup>59</sup> », souligne Hélène Carrère d'Encausse.

En 1913, le revenu national par tête d'habitant de l'Empire russe représente les deux cinquièmes de celui de la France, un tiers de celui de l'Allemagne, un cinquième de celui de l'Angleterre et un huitième de celui des États-Unis. Mais la structure sociale de la Russie en rend la répartition plus inégalitaire et les dépenses parasitaires de la Cour et de la bureaucratie en dévorent une bonne partie. La guerre va brutalement souligner, puis aggraver, tous les vices de l'Empire.



## CHAPITRE VI

### Au cœur de la taïga

Un an jour pour jour après l'arrestation de Staline, le 23 juillet 1914, Raymond Poincaré achève sa visite à Saint-Pétersbourg. La France, qui a nourri la Russie de ses prêts, a besoin du «rouleau compresseur» de son armée et de ses cosaques contre l'Allemagne. En contrepartie, les Alliés promettent à la Russie par un accord secret, au printemps 1915, de la laisser conquérir Constantinople et accéder ainsi aux détroits des Dardanelles. Le 3 août, la Russie, l'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Angleterre sont en guerre. Le 4, le groupe parlementaire social-démocrate allemand unanime vote les crédits de guerre. Les socialistes français font de même.

L'union sacrée patriotique des débuts de la guerre, que l'Église bénit, casse le mouvement de grèves. La Douma est mise en vacance, après avoir voté les crédits militaires et l'augmentation des impôts, le 8 août. En février 1915, elle se réunit durant trois jours, vote les crédits militaires et se disperse sans mot dire. L'Internationale socialiste s'effondre; ses partis s'alignent presque tous sur leurs gouvernements. Le 28 septembre, Lénine, au nom du Comité central en exil, définit la position des bolcheviks, dite défaitisme révolutionnaire : «On ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme», mais, pour les masses laborieuses de tous les peuples de Russie, «le moindre mal serait la défaite de la monar-

chie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges de l'Europe et de l'Asie<sup>1</sup> ». Cette analyse, qui définit le gouvernement de chaque pays comme le principal ennemi de son propre peuple, débouche sur la création d'une nouvelle Internationale et la transformation de la guerre en guerre civile. En décembre, Lénine précise que l'on ne peut défendre la Russie qu'en combattant « la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, les pires ennemis de notre patrie », et donc qu'« en souhaitant la défaite du tsarisme [...] comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie<sup>2</sup> ». Les députés bolcheviks à la Douma, qui ont voté contre les crédits de guerre, sont aussitôt déchus puis exilés en Sibérie. En juillet 1915, les exilés bolcheviks de la région de Touroukhansk, parmi lesquels se trouve Staline, se rassemblent dans le village perdu de Monastyrskoïe pour discuter des positions de Lénine.

On ne sait ce qu'en pense réellement Staline, silencieux au cours de cette réunion comme pendant toute la guerre ; il ne s'exprimera à ce sujet qu'un quart de siècle plus tard, et dans l'intimité. Le 7 novembre 1939, après les festivités anniversaires de la révolution, il déclare devant Dimitrov : « Le slogan de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile [...] n'était valable que pour la Russie [...]. Dans les pays européens, il n'était pas valable car les ouvriers avaient reçu de la bourgeoisie certaines réformes démocratiques auxquelles ils étaient attachés et n'étaient pas prêts à se lancer dans la guerre civile (dans la révolution) contre la bourgeoisie. Il fallait aborder d'une autre façon les ouvriers européens<sup>3</sup>. » En 1915 ou 1916, il n'esquise pas cette analyse critique, mais, vue de Koureïka perdue dans la taïga, la perspective de la guerre civile devait lui paraître abstraite, sinon illusoire. Il n'en dit pourtant mot. On lui prêtera plus tard l'initiative d'une lettre aux déportés soutenant la position de Lénine, missive qui « mit fin à leurs doutes et raffermis les hésitants<sup>4</sup> ». Mais personne ne se rappelle ce document, et nul ne l'a retrouvé.

La guerre épuise vite la Russie. Pour fonctionner, le « rouleau compresseur » russe exige une ponction massive sur la main-d'œuvre agricole et industrielle, alors que l'effort de guerre réclame un développement de la production. En quelques mois, les effectifs de l'armée passent de 1,5 million à 10 millions

d'hommes, souvent mal armés, mal chaussés, mal équipés et mal nourris. La guerre réduit la Russie à une autarcie forcée qui met à nu les faiblesses profondes de son économie. Les Allemands contrôlent la Baltique, les Turcs, entrant en guerre à leurs côtés à la fin d'octobre, bloquent les détroits. Le réseau ferré, trop lent, ne permet guère d'utiliser les ports de l'Extrême-Orient. Pour répondre aux demandes de Paris, l'armée russe attaque en Prusse-Orientale et en Galicie ; fin août, le corps d'armée de Samsonov est encerclé et anéanti. De juin à septembre, l'armée russe recule et perd la Pologne russe, la Lituanie, une partie de la Lettonie.

Les caprices autocratiques de Nicolas II n'arrangent rien. Le 24 août 1915, il prend la direction du Grand Quartier général à Moghilev, loin de Petrograd (le nouveau nom russifié de Saint-Pétersbourg) et se proclame chef suprême des armées. Au Conseil des ministres, le ministre de la Guerre gémit : « On peut s'attendre à une catastrophe d'un moment à l'autre, au front et à l'arrière. L'armée ne bat pas en retraite, elle court [...]. La moindre apparition d'une patrouille allemande et c'est la panique, le sauve-qui-peut de régiments entiers [...]. Jusque-là on était sauvés par notre artillerie, mais on n'a plus de munitions. » Que faire ? Le ministre répond : « Je compte sur l'espace, sur la boue et je prie saint Nicolas<sup>5</sup>. » La recette ne sera pas efficace. Et ce tableau de l'armée en 1915 préfigure l'échec du Gouvernement provisoire qui, après février 1917, s'acharnera à poursuivre la guerre.

Staline, submergé par les problèmes financiers et rongé d'ennui, semble loin de ces problèmes. Le 25 novembre 1915, de Koureika, il écrit une lettre mélancolique à la femme de Serge Alliluiev, son logeur de Saint-Pétersbourg. Il lui déclare sa « reconnaissance pour ses bons et purs sentiments » et ses attentions, puis lui demande de ne plus dépenser de l'argent pour lui, mais de lui envoyer « de temps en temps une carte postale avec des scènes de nature et autres. Dans cette maudite région, la nature est d'une pauvreté qui confine à l'horreur : en été le fleuve, en hiver la neige, c'est tout ce que la nature offre ici, et j'ai une nostalgie stupide de scènes de nature, ne serait-ce que sur le papier ». Il conclut néanmoins sur une note d'optimisme : « Je me sens bien. Je suis en pleine santé. Apparemment, je me suis habitué à la nature d'ici. Et pourtant elle est sévère : il y a trois semaines, le thermomètre est tombé à  $-45^{\circ}$ . »

La plupart du temps, Staline se terre, chasse, et surtout pêche en solitaire. Il s'attache, dira-t-il, l'estime des habitants du hameau, habitués à rester plantés devant le même endroit de la Koureika, alors que lui se déplace pour trouver le coin le plus poissonneux. Il reste à l'écart de ses camarades et s'installe avec une villageoise dont il aura un fils qu'il ne reverra jamais. Son voisin d'exil, Choumiatski, qu'il placera plus tard à la tête du cinéma soviétique avant de le faire fusiller, souligne sa volonté de rester à l'écart : « Occupé à pêcher et à chasser, il se replia sur lui-même [...] il vécut dans une solitude complète [...]. Il n'avait pratiquement besoin de voir personne [...]. Il se montra avare de remarques lorsqu'il lui arriva d'assister à des réunions organisées par des exilés<sup>7</sup>. » Bien que membre du Comité central, il participe rarement aux réunions politiques organisées par ses pairs et, quand il y assiste, il reste muet. Dans le silence de Koureika, torride ou glacé selon les saisons, les échos du monde extérieur ne lui parviennent qu'assourdis et tardifs. Il vit ainsi près de trois ans et demi dans une somnolence passive. Un jour, un exilé lui passe un manuel d'espéranto. Il en reprend pendant quelques semaines l'étude commencée jadis en prison, puis l'abandonne. Il dévore, en russe, la classique *Histoire politique de la Révolution française* d'Alphonse Aulard que Sverdlov lui a prêtée. Il lit et annote, dit-on, le *Prince* de Machiavel.

De temps en temps, il s'en va voir à Monastyrskoïe, à quelques centaines de kilomètres de là, son ami Souren Spandarian, élu au Comité central du parti bolchevik en 1912, comme lui membre de son bureau russe puis arrêté et exilé en 1913. Fin février 1915, Spandarian rédige pour Lénine trois lignes annonçant la visite de « Joseph », qui ajoute un bref mot : « Je vis comme avant, je mâche mon pain [autrement dit je mène une existence paisible et monotone], j'ai tiré la moitié de ma peine. On s'ennuie plutôt ici, mais il n'y a rien à faire. [...] Chez vous ça doit être un peu plus gai. » Il raille les socialistes chauvins, Guesde, Sembat et Vandervelde, « et leurs glorieux – ah ! ah ! – postes de ministres », l'anarchiste patriote Kropotkine, « vieil imbécile devenu complètement gâteux », et Plekhanov, « une vieille pipelette, une bonne femme incorrigible [*sic* !] ». Il voudrait bien, de loin, « rosser les liquidateurs » et souhaite la publication prochaine d'un « organe où on leur fouettera le visage comme il convient et sans se lasser<sup>8</sup> ».

Pendant l'été 1916, la tuberculose emporte Spandarian à l'âge de 34 ans. Koba, désormais seul, fréquente quelques paysans avec qui, de temps à autre, il assèche une bouteille de vodka. En janvier 1947, il répondra à la lettre de l'un d'eux lui demandant de l'aide : « Je ne vous ai pas encore oublié, vous et les amis de Touroukhansk<sup>9</sup> », et sur son traitement de député au Soviet suprême il lui enverra 6 000 roubles. De loin, Lénine s'intéresse à lui. En juillet 1915, il demande à Zinoviev : « Ne vous rappelez-vous pas le nom de famille de Koba<sup>10</sup> ? » En novembre, il demande à un correspondant : « Un grand service : trouvez le nom de famille de Koba (Joseph Dj... ??) ; nous avons oublié. Très important<sup>11</sup> !!! » Pourquoi ? Lénine ne l'explique pas. En 1916, les munitions commencent à manquer à l'armée russe : la production de fusils et de cartouches est de plus de huit fois inférieure aux besoins. Les soldats partent parfois à l'assaut avec un fusil pour quatre. En revanche, la planche à billets fonctionne : de janvier 1914 à janvier 1917, la circulation d'argent liquide est quintuplée. D'août 1914 à mars 1917, les dépenses de guerre, dont le quart est couvert par des emprunts à l'étranger, font passer la dette de l'État de 8,5 milliards de roubles à 33,5 milliards. Le ministre des Finances pleure sur « l'entière dépendance accablante vis-à-vis des Alliés ». La guerre accule ainsi la Russie à la sujétion financière et à la stagnation économique. Dès octobre 1915, le monarchiste Maklakov compare la Russie à une automobile conduite à la catastrophe inéluctable par son chauffeur (Nicolas II), qui transporte sa mère (la Russie) et que les passagers harcèlent de conseils respectueux tout en lui laissant le volant.

Nicolas II reçoit à Moghilev une pluie de lettres de l'impératrice lui transmettant les conseils de l'« Ami » Raspoutine et tonnant sa « hâte de montrer à tous ces poltrons (de la Douma) sa culotte immortelle<sup>12</sup> ». La rotation des ministres donne l'impression que le pouvoir est à la dérive. Les origines germaniques de l'impératrice (ex-duchesse de Hesse), le rôle occulte et tapageur à la fois de Raspoutine, accusé d'espionnage pour le compte de l'Allemagne, avivent la crise. En janvier 1916, Nicolas II nomme Premier ministre, puis ministre des Affaires étrangères, un vieux membre du Conseil d'Empire, Stürmer, dont le nom à consonance germanique suscite les rumeurs ; l'espionnite ravage alors la Cour et les milieux politiques, affolés par les revers de l'armée et par la crise du régime, confrontés à la révolte des nationalités,

rampante à l'Ouest (Polonais et Ukrainiens) et brutale en Asie centrale. Un décret du 25 juin 1916 mobilise Kirghizes, Kazakhs et Ouzbeks, jusque-là tenus à l'écart de l'armée. Mais ils refusent en masse de partir sous les drapeaux et leur révolte ravage le Turkestan et la Kirghizie en juillet et août. Le régime chancelle.

Lors de la séance d'ouverture de la Douma, le 1<sup>er</sup> novembre 1916, le modéré Milioukov dénonce le gouvernement et l'entourage de l'empereur, et s'interroge : « Sottise ou trahison ? » L'exclamation fait le tour de la capitale. Le tsar remplace Stürmer par Trepov, qui tiendra deux mois : « On n'avait pas d'idée où nous allions, dira le monarchiste Maklakov ; on avançait les yeux fermés, machinalement <sup>13</sup>. » Quelques comploteurs monarchistes croient freiner la marche à l'abîme du régime en assassinant Raspoutine, empoisonné et achevé à coups de revolver chez lui le 16 décembre. La Cour interdit toute enquête sur ses aristocratiques meurtriers.

Staline, ne prenant plus part à aucune réunion d'exilés, ne devine rien du séisme qui s'annonce. Henri Barbusse évoque avec lyrisme son activité littéraire : « Toute la journée il pêchait et chassait, coupait du bois pour se chauffer, faisait sa cuisine. Toute la journée... et pourtant, sur la table grossière de l'isba, sous l'œil inquisiteur et stupide du garde spécial chargé de veiller sur la fixité du proscrit, s'entassaient des pages et des pages écrites sur tous les grands problèmes <sup>14</sup>. » Le garde spécial permanent est inventé et les pages ne s'entassent que dans l'imagination, pour une fois fertile, de Barbusse. Le tome II des *Œuvres complètes* de Staline, qui s'étend jusqu'au 8 mars 1917, s'achève sur un texte daté de février 1913, et le tome III s'ouvre sur un texte daté du 14 mars 1917. Sa chronologie signale cinq lettres : celle du 27 février 1915, citée ci-dessus ; une du 10 novembre à Lénine et à Kroupskaïa ; une autre du 5 février 1916 au centre du Parti à l'étranger sur la question nationale ; une autre encore du 25 février, s'inquiétant du sort de son article sur ce sujet ; et enfin une dernière, écrite avec Spandarian le 12 mars 1916, pour la revue *Questions d'assurance*. Cinq lettres en quatre ans, on ne saurait parler d'une activité intellectuelle débridée.

En 1939, Rosa Schweitzer, la veuve de Souren Spandarian, dans une brochure sur Staline à Touroukhansk, affirme qu'il traduisit un ouvrage de Rosa Luxemburg. L'invention maladroite qui le réduit au rôle de traducteur fera long feu ; Staline haïssait



la dirigeante de la gauche social-démocrate allemande et ne connaissait que quelques dizaines de mots d'allemand. En fait, pendant plus de trois ans, il hiberne comme une marmotte. Sa passivité, inhabituelle pour un révolutionnaire, et surtout pour un dirigeant, ne lui est pas seulement inspirée par le paysage monotone d'une taïga immuable, elle exprime une attitude devant les événements : il attend. Il n'est pas homme à prendre l'initiative et à tenter de forcer le cours des choses. Nul n'est plus éloigné que lui de la devise de Napoléon : « On s'engage et puis on voit », que Lénine reprendra à son compte. En dehors des intrigues d'appareil, il préfère attendre que les autres prennent l'initiative.

Peu apte à se dégager de sa condition de l'heure et de son environnement, non plus qu'à déceler dans le présent les lignes de l'avenir, il ne perçoit pas les craquements de l'Empire et attend, il ne sait quoi. Le 14 décembre 1916, la monotonie de son existence est soudain rompue. L'administration rassemble une vingtaine d'exilés de la région, dont lui, et les envoie à Krasnoïarsk devant le conseil de révision. L'état-major a un besoin urgent de soldats. Le conseil de révision réforme pourtant Staline pour malformation du bras gauche. Ce rejet suscite chez lui une vive aversion pour les officiers tsaristes. Il l'embellira en racontant aux Alliluiev qu'il a été écarté en tant qu'« élément indésirable ». Ce mobile imaginaire lui paraîtra plus tard insuffisant. Sa biographie officielle affirme en effet : « Mobilisé dans l'armée, en décembre 1916, Staline est envoyé sous escorte à Krasnoïarsk puis à Atchinsk. » Le maréchal de 1946 ne peut accepter sa réforme de 1916. Au début de 1914, le conseil de révision de Salzbourg avait déclaré le gringalet Adolf Hitler « inapte au combat pour cause de débilité physique » et « inapte au port d'armes<sup>15</sup> ». Il s'était rattrapé en s'engageant dès le début de la guerre dans l'armée allemande. Mais il était aussi favorable à cette guerre que Staline y était hostile...

Le 27 décembre, Nicolas II remplace Trepov par le prince Golitsyne, qui lui déclare se sentir totalement incapable d'assurer cette charge. Nicolas II le confirme pourtant à la tête du gouvernement. La situation de la Russie est dramatique. Dans une lettre à sa femme du 20 septembre, Nicolas II a écrit avec inquiétude : « Les prix grimpent partout et le peuple commence à avoir faim. » Mais que faire ? « Je ne comprends absolument rien, dit-il, à ces questions d'alimentation et de ravitaillement<sup>16</sup>. » À la fin de

novembre 1916, le gouvernement a introduit un système de distribution autoritaire du pain, attribué en priorité absolue à l'armée et aux ouvriers des industries de guerre ; l'alimentation de la population urbaine a été confiée aux autorités locales.

Lorsque s'ouvre l'année 1917, le bilan de la guerre est accablant : en trois ans, près de 15 millions d'hommes ont été retirés de la production pour partir sous les drapeaux ; 1,5 million ont trouvé la mort, 2 millions ont été blessés et mutilés, et près de 3 millions faits prisonniers. L'inutilité de cette saignée frappe les esprits. Au début de 1917, les cartes de ravitaillement, introduites dès le début de 1916 dans certaines localités, se généralisent dans les grandes villes, et la crainte de manquer de pain gagne la population. L'engorgement des transports est à l'origine des premières ruptures d'approvisionnement. Les bruits de fermetures d'usines par manque de combustible et de matières premières agitent les ouvriers de la capitale. Une lente paralysie gagne toutes les institutions.

La crise politique atteint même la lointaine administration sibérienne : cette dernière, en effet, ne renvoie pas le réformé Staline à Kostino et l'autorise à rester dans la région de Krasnoïarsk, à Atchinsk exactement, la gare du Transsibérien, où se trouve toute une colonie d'exilés, dont son vieil ami Kamenev, exilé en 1914 au procès des députés bolcheviks. Ce dernier y est installé avec sa femme, Olga, la sœur cadette de Trotsky. Plus tard, il les fera fusiller tous les deux. En attendant, il passe ses soirées chez eux à fumer sa pipe, bourrée, selon le témoin Baikalov, d'un gros tabac fort à tuer les mouches et les chevaux, la *makhorka*, le tabac du moujik. Baikalov évoque, avec une antipathie manifeste, ce « visage ravagé de petite vérole, le front bas, surmonté d'épais cheveux ébouriffés, la bouche fermée d'une moustache sale. Ses petits yeux brun sombre, rapporte-t-il, presque noirs, regardaient alentour, avec une expression maussade sous des sourcils épais <sup>17</sup> ». Il souligne la pauvreté de son vocabulaire, son fort accent géorgien, son hésitation à choisir le mot russe juste. Lorsque Kamenev l'interrompt, parfois, d'une phrase ironique, Staline se renfrogne en tirant rageusement sur sa pipe. S'il est certain que Kamenev manifeste autant d'aisance dans le discours que Staline a l'élocution lente et embarrassée, ce témoignage est néanmoins trop manifestement hostile pour être pris au pied de la lettre.

Staline est à la veille d'entrer dans l'histoire. Il n'en sait rien, pas plus que Lénine qui, lors d'une conférence à Zurich, le 9 janvier 1917, annonce, certes, que « l'Europe est grosse d'une révolution », mais en prévoit l'accouchement dans un futur lointain : « Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente<sup>18</sup>. » Six semaines plus tard, le tsarisme s'effondre.



## CHAPITRE VII

### À l'ombre de la révolution

Le 30 décembre 1916, les ouvriers du textile d'Ivanovo-Voznessensk se mettent en grève contre la hausse des prix. La tension monte dans de nombreuses entreprises de Moscou et de Petrograd. Mais les organisations révolutionnaires, dont la plupart des militants ont été mobilisés ou arrêtés, sont paralysées. La région militaire spéciale de Petrograd créée le 5 février dispose d'une garnison de plus de 150 000 hommes. L'hiver 1916-1917 est très froid : au début du mois, le thermomètre descend à  $- 27^{\circ}$  à Petrograd et jusqu'à  $- 30^{\circ}$  à Moscou, d'immenses congères sur les voies ferrées bloquent les trains pendant de longues heures, faute de personnel pour les déblayer : la mobilisation a vidé des régions entières d'hommes adultes.

Tandis que l'entourage du tsar et la Douma ébauchent à reculer de timides complots, vite ébruités, pour sauver la monarchie en remplaçant Nicolas II par un prince, la paralysie croissante des transports aggrave la crise économique et les difficultés du ravitaillement : le charbon s'entasse sur le carreau des mines du Donbass pendant que les usines de Petrograd, manquant de combustible, travaillent au ralenti ou s'arrêtent. Le gouvernement impose un contingent de livraisons obligatoires à prix fixe aux paysans qui, pour répondre à la dépréciation galopante du papier-monnaie, stockent et dissimulent leur blé comme ils le referont vingt fois au cours des années à venir. La faim menace les villes. Au début de janvier 1917, Petrograd et

Moscou ont une semaine de réserves de vivres ; la rupture d'approvisionnement qui menace transforme alors une manifestation d'ouvrières en révolution.

Le 23 février, lors de la journée internationale des femmes, des ouvrières du textile de Vyborg, quartier nord de Petrograd, irritées par les files d'attente chaque jour plus longues devant les boulangeries, débraient et manifestent aux cris de « À bas la guerre ! », « Du pain ! », et font le tour des usines voisines en réclamant la solidarité des ouvriers. La grève s'étend aux usines de la métallurgie et devient générale le 25 sans qu'aucune organisation en ait lancé le mot d'ordre. La troupe et les cosaques hésitent. Des régiments fraternisent avec les manifestants que les policiers installés sur les toits mitraillent avant de les pourchasser dans les rues. Dans la nuit du 26 au 27, la grève se transforme en insurrection. Le régime s'effondre.

Le 27 février, une cinquantaine de délégués d'usines et de régiments et de représentants des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks et des bolcheviks, constituent, dans une atmosphère enfiévrée, le soviet des délégués ouvriers et soldats de Petrograd. Le 2 mars, deux députés monarchistes vont à Moghilev demander au tsar d'abdiquer. Il s'exécute et veut transmettre la couronne à son frère, Michel, qui, dans cette tourmente, la refuse. Le 2 mars, tandis que la liesse s'empare des rues et des casernes, les députés monarchistes de la Douma constituent un gouvernement provisoire, présidé par le prince Lvov, grand propriétaire terrien, et qui comporte un ministre « socialiste », l'avocat Kerenski, « travailliste » proche des socialistes-révolutionnaires, dont l'éloquence va charmer les foules pendant quelques mois avant de susciter l'aversion au fil des désillusions. Le même jour, le soviet publie son ordre n° 1 qui invite les soldats à constituer dans toutes les unités des conseils (soviets) de soldats élus et révocables, qui vont se multiplier et servir de caisse de résonance à la haine de la guerre. Le 3 mars, un meeting réunit à Atchinsk tous les exilés de la région et les notables locaux qui, dans l'euphorie générale, adoptent un télégramme félicitant Michel Romanov de sa décision. Dix ans plus tard, ce banal incident donnera lieu à une violente empoignade verbale au Comité exécutif de l'Internationale communiste. Staline prétendra que Kamenev l'a voté et signé, puis est venu le lendemain lui exprimer son repentir d'avoir commis une telle erreur ; Kamenev, de son côté, l'accusera, semble-t-il

à bon droit, de mentir effrontément. Mais pour l'heure, l'entente entre les deux hommes est totale.

Le Gouvernement provisoire annonce, le 6 mars, la convocation ultérieure d'une Assemblée constituante à laquelle il renvoie l'essentiel des problèmes à régler, et appelle les soldats à combattre jusqu'à la victoire dans le respect des accords passés avec les Alliés. Cette révolution purement politique apporte aux masses ouvrières et paysannes, ainsi qu'aux soldats, une liberté de parole qui les grise un bref moment. Pour le reste, rien ne change puisque la guerre continue. Mais la révolution qu'elle a engendrée a libéré des aspirations sociales et nationales longtemps contenues. Sa poursuite produit les mêmes effets dissolvants sur le régime qui en est issu.

Les gouvernements provisoires successifs s'acharnent, sous la pression des Alliés, à poursuivre la guerre que les paysans-soldats qui veulent la terre et la paix rejettent de plus en plus, et renvoient toute décision sur le partage des terres à la future Assemblée constituante, au lendemain lointain d'une victoire improbable, voire impossible, alors que la guerre désorganise l'économie et le ravitaillement.

Les soviets et leur comité exécutif représentent la masse des ouvriers, des soldats et des paysans. Bien que dirigés par les SR et les mencheviks, qui entrent dans le gouvernement en mai, ils représentent *de facto* la population laborieuse face au gouvernement. C'est le «double pouvoir», régime instable, source, dès le début, de crise permanente, et qui ne fera que s'amplifier.

Tirés par des locomotives fleuries, les trains ramènent les déportés de Sibérie à Petrograd ou à Moscou. Le 8 mars, Staline quitte Atchinsk en compagnie de Kamenev et de l'ancien député Mouranov, rejoints bientôt par Sverdlov. Le train s'arrête à toutes les grandes gares, où une foule en liesse accueille les exilés en entonnant la *Marseillaise*. Sverdlov, Kamenev, Mouranov se cassent la voix en adressant à la foule des discours enflammés. Staline regarde, écoute et se tait. Le convoi arrive à Petrograd le 12 mars. À la gare, personne n'attend les dirigeants de retour d'exil. Staline part à la recherche des Alliluiev installés dans la banlieue de la ville et qui, justement, sont en quête d'un appartement au centre-ville, là où se déroulent les événements. Surtout, insiste Staline : «Réservez-moi une chambre dans le nouvel appartement. N'oubliez pas ! » En attendant, il vit quelques jours

chez Kamenev. Les Alliluiev trouvent bientôt un petit logement dans l'île Vassilievski, au nord-ouest. Staline s'installe chez eux dans un coin de chambre.

Le 15 mars, le bureau du Comité central «décide, en raison de certains traits de son caractère, de n'admettre Staline qu'avec voix consultative», décision sans précédent. L'objet du conflit est obscur, mais, incapable de convaincre sur on ne sait quel sujet, Staline s'est montré si cassant et autoritaire qu'il a indisposé tout le monde. «Pourtant, poursuit le procès-verbal, Staline avait été agent [*sic*] du Comité central en 1912 et il serait souhaitable de l'inclure dans le bureau<sup>1</sup>.» Ce compromis lui conteste même sa qualité de membre du Comité central oubliée de tous. Quoi qu'il en soit, Staline, peu enclin à se laisser faire, redresse vite la situation : trois jours plus tard, il est coopté membre à part entière du bureau, élu à son présidium et désigné avec Kamenev au comité exécutif central du soviet de Petrograd. Ce même 15 mars, paraît le premier numéro de la *Pravda* passée sous le contrôle des trois exilés.

Staline se trouve dans une position nouvelle pour lui. Jusqu'à son exil, il avait appliqué la politique de Lénine, en renâclant parfois mais sans avoir jamais eu à fixer lui-même une orientation, à analyser une situation politique, à déterminer une stratégie et une tactique, et à les traduire en mots d'ordre. Il avait eu le statut, selon Volkogonov, d'un «bon exécutant<sup>2</sup>». Rien de plus. C'est d'ailleurs, jusqu'en 1917, le statut auquel Lénine réduisait ses proches. Brusquement plongé dans un tourbillon révolutionnaire où les événements s'accélérent à une vitesse prodigieuse, incapable de proposer une orientation, il applique alors la politique de Kamenev, enivré, quant à lui, par la victoire de la démocratie...

Pendant les dix-neuf jours qui séparent leur arrivée à Petrograd du retour de Lénine, Staline et Kamenev sont les véritables dirigeants du journal et du Parti. Considérant la révolution en cours comme «démocratique-bourgeoise», destinée à liquider les résidus du régime féodalo-patriarcal pour ouvrir la voie au développement du capitalisme et à un régime parlementaire, et donc légitimement dirigée par le gouvernement du prince Lvov, ils apportent, comme les dirigeants des autres partis socialistes (mencheviks et SR), un soutien critique au gouvernement, «dans la mesure où il lutte contre la réaction et la contre-révolution» : il faut, pensent-ils, continuer la guerre qui a paralysé le pays et disloqué le régime monarchique pour défendre les conquêtes de la



révolution, tout en appelant les belligérants à faire la paix. La fille de Staline dira plus tard naïvement : au début, mon père n'était pas pour la révolution, mais « on » a effacé sa position de l'histoire<sup>3</sup>. Le « on » qu'elle emploie ici est curieux puisque c'est lui qui procédera à ce toilettage de son attitude du printemps 1917...

La *Pravda* de Kamenev et Staline adopte donc la même position que les autres partis socialistes. Chliapnikov, mis à l'écart par le trio des revenus, note dans ses souvenirs : « Le jour de la parution de la *Pravda* transformée... tout le palais de Tauride [siège du Gouvernement provisoire] résonnait d'une seule nouvelle : la victoire des bolcheviks prudents et modérés sur les bolcheviks extrêmes<sup>4</sup>. » Dans les usines de Petrograd, en revanche, certains militants désorientés réclament l'exclusion des trois exilés. La tempête secoue le Comité central. Staline se démarque alors vaguement de Kamenev et de Mouranov en leur reprochant des formulations maladroites, mais s'affirme favorable à l'unité organique avec les mencheviks. Mieux vaut être unis que divisés pour apporter un soutien critique et combatif au Gouvernement provisoire. Bolcheviks et mencheviks étant d'accord, ils n'ont aucune raison de rester séparés. Puisque les uns et les autres prônent la même politique, autant fusionner.

De Suisse, Lénine, que les Alliés ne veulent pas laisser rentrer en Russie, prend le contre-pied de cette politique et abreuve les dirigeants bolcheviks en Russie de télégrammes et de lettres. Il martèle : « Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, soupçonnons surtout Kerenski [...] aucun rapprochement autres partis<sup>5</sup>. » Il adresse à la *Pravda* quatre « lettres de loin ». Staline imprime la première en en coupant un cinquième. Il classe les trois autres aux archives, sans les publier, avec l'accord de Kamenev. Trop prudent pour le dire ou l'écrire, il pense que Lénine, exilé, éloigné des événements, ne comprend pas la situation.

À Petrograd et dans les grandes villes, les lendemains de la révolution suscitent une liesse bientôt mêlée d'inquiétude : la capitale est un immense meeting permanent suivi par des soldats qui abandonnent leurs casernes, des ouvriers et des domestiques qui délaissent leurs patrons, épinglent un ruban rouge à leur chapeau et courent de bornes de carrefour en salles de réunion pour saisir le sens de ce mot mystérieux : révolution. Dans les usines, les ouvriers réclament des augmentations de salaires, le contrôle des

comptes, la journée de huit heures ; au loin, la guerre continue, même si l'état-major allemand ne montre aucun zèle offensif...

Le 27 mars, la Conférence nationale du parti bolchevik se réunit à Petrograd. Staline, désigné peu avant au Comité exécutif central des soviets par le Comité central bolchevik, présente le rapport politique, fondé sur l'idée d'un partage des rôles ou d'une division du travail entre le soviet et le Gouvernement provisoire. « Le Soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, [...] il contrôle le Gouvernement provisoire [...]. Le Soviet mobilise les forces, contrôle ; le Gouvernement provisoire, en trébuchant, en s'embrouillant, prend le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple que ce dernier a en réalité déjà faites<sup>6</sup>. » Certains bolcheviks, qu'il invente peut-être pour les besoins de sa démonstration, voudraient poser tout de suite le problème du pouvoir : « Ce serait inopportun », car « le Gouvernement provisoire n'est pas si faible que cela. Sa force repose sur le soutien que lui apporte le capital franco-anglais, sur l'inertie de la province, et sur les sympathies qu'il éveille<sup>7</sup> ». Comment un gouvernement dont la force repose sur le capital franco-anglais belliciste peut-il consolider les victoires de la révolution ? Staline esquive la question et donc la réponse, et affirme simplement qu'il ne faut pas « forcer les événements<sup>8</sup> ». C'est avec ce maigre viatique que les militants repartent chez eux.

Conséquent avec son analyse, Staline s'affirme, le 1<sup>er</sup> avril, favorable à la réunification avec les mencheviks, et ajoute : « Il ne faut pas devancer ni anticiper les désaccords. Sans désaccords, il n'y a pas de vie dans un parti ; à l'intérieur du Parti, nous réglerons les petits désaccords<sup>9</sup>. » Considérant la fusion comme étant quasiment un état de fait, il propose, pour l'officialiser, de ne pas soumettre de plate-forme bolchevique à la discussion qui partira donc de celle des mencheviks. Rien à rédiger, pas de trace écrite de projet de programme, est-ce paresse ou prudence, ou les deux ? C'est lui qui présente la motion en faveur de l'unification, adoptée par 14 voix contre 13, à la conférence qui le nomme à la tête de la délégation bolchevique chargée d'en négocier les conditions.

Les dirigeants du soviet espèrent faire accepter la guerre à un peuple qui n'en veut plus en proposant une paix démocratique, que les Allemands refuseraient, et en s'affirmant contraints de se battre après ce refus. Quant aux Alliés, ils ne veulent pas entendre parler de paix, ni de négociations, sans victoire préa-

lable. La guerre continue donc et ruine le pays, paralyse la production et les transports, disloque l'armée.

À l'entente dans les sommets de la vie politique s'oppose vite le mouvement qui soulève soldats, ouvriers et paysans. Ces derniers commencent à s'emparer des terres. Le Gouvernement provisoire ordonne de réprimer par la force ces saisies. Le patronat répond aux demandes d'augmentation de salaires ou aux tentatives de contrôle ouvrier en fermant les entreprises ; 75 entreprises sont ainsi fermées à Petrograd en mars et en avril, soit plus de 10% du total. Les ouvriers réagissent en constituant des comités d'usine. La polarisation sociale à la base répond ainsi à la coalition politique au sommet, annonçant une nouvelle étape de la révolution.

Le 3 avril au soir, Lénine, passé par l'Allemagne et la Suède, arrive à la frontière finlandaise. Il est accueilli par une délégation du parti bolchevik. Staline, prudent, n'est pas là ; il échappe ainsi aux remontrances de Lénine qui, dans le train, apostrophe avec irritation Kamenev sur le contenu de la *Pravda*. Arrivé à la gare de Finlande à Petrograd, il lance à la foule des militants où se trouve Staline : « L'aube de la révolution mondiale luit [...]. Vive la révolution socialiste<sup>10</sup> ! » (sous Staline, le mot « mondiale » sera effacé). Le soir même, au palais de la ballerine Ksechinskaia que les bolcheviks ont réquisitionné pour leur état-major, il assène à la délégation bolchevique médusée un discours de deux heures qu'il répète le lendemain devant la conférence des cadres bolcheviks stupéfaits, puis devant la réunion commune des bolcheviks et des mencheviks qui l'accueillent par des rires et des huées.

Il tranche : « La classe des capitalistes, liée aux banques, ne saurait conduire aucune autre guerre qu'une guerre impérialiste<sup>11</sup> » de rapines et d'annexions qu'il n'est pas question de soutenir. Il ne faut donc accorder aucun soutien au Gouvernement provisoire. La Russie vit la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie. Il faut constituer « une République des soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier<sup>12</sup> », créer une Internationale révolutionnaire et rejeter l'unité avec les mencheviks partisans de la guerre.

On accuse aussitôt Lénine d'être un anarchiste, un nouveau Bakounine enfiévré... ou un agent allemand chargé de désorga-

niser l'armée russe. Bref, sa position suscite d'abord l'incompréhension de tous, y compris des dirigeants bolcheviks. Il n'arrive à faire adopter ses thèses, dites d'avril, ni par la conférence bolchevique, ni par le Comité central, réuni le 6 avril, où tous s'opposent à lui. Staline dit alors sèchement : « Ces thèses ne sont qu'un schéma qui n'est pas nourri de faits<sup>13</sup>. » Lénine les présente d'ailleurs sous son seul nom dans la *Pravda* du 7 avril. Le comité de Petrograd les repousse par 13 voix contre 2 et 1 abstention, et elles font l'objet des critiques de Kamenev dans la *Pravda* du 12 avril. Lénine n'est guère soutenu d'abord que par Alexandra Kollontaï, connue alors comme propagandiste de l'amour libre, et qui n'a aucune autorité politique. Ce soutien suscite un distique moqueur : « Lénine quoi qu'il pépie / Kollontaï toujours le copie<sup>14</sup>. » Le 9 avril, dans la *Pravda*, Lénine menace de créer un nouveau « parti communiste prolétarien dont les meilleurs partisans du bolchevisme ont déjà créé les éléments ». La menace refroidit ses adversaires dans les hautes sphères du parti bolchevik, où l'on sait que la base du parti soutient l'émigré de retour...

Du 14 au 22 avril se tient la conférence de Petrograd du parti bolchevik, suivie de la Conférence nationale, du 24 au 29 avril. Le retournement est brutal. Les deux conférences adoptent la résolution de Lénine : totale défiance à l'égard du Gouvernement provisoire. Staline sent le vent, mais sa raideur et sa lenteur s'accusent en cette période de bouillonnement : il lui faut du temps pour saisir les enjeux et deviner qui va l'emporter. Il change de position en deux temps. Pendant la conférence de Petrograd, où la victoire de Lénine est encore incertaine, il reste muet. Il se rallie une fois assurée une victoire à laquelle il n'aura pris aucune part.

Le premier choc avec le Gouvernement provisoire se produit alors. Le 18 avril, une note aux Alliés du ministre des Affaires étrangères, Milioukov, affirmant que la Russie continuera la guerre jusqu'à la victoire finale, met le feu aux poudres. Les 20 et 21 avril, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats, soutenus par les bolcheviks, défilent dans les rues de la capitale pour exiger la démission de Milioukov. Staline, bolchevik conciliateur, signe un télégramme du Comité exécutif central « demandant » aux manifestants de « s'abstenir » de poursuivre leur mouvement en raison du « tort provoqué par toutes ces manifestations éparses et désorganisées<sup>15</sup> ».

Intervenant le dernier jour de la Conférence nationale, par un rapport sur la question nationale qui laisse les délégués indifférents, il se rallie pourtant à « l'orientation vers la révolution socialiste ». Il est élu au Comité central en troisième position, avec 97 voix sur 109, derrière Lénine (104) et Zinoviev (101), mais devant Kamenev (95 voix). Dans sa préface aux *Chemins d'Octobre*, il écrira en 1925 : « Le Parti s'était arrêté à mi-chemin dans les questions de la paix et du pouvoir des soviets [...]. J'ai partagé cette position erronée avec la majorité du Parti et je m'en suis séparé au milieu d'avril en me joignant aux thèses d'avril de Lénine<sup>16</sup>. » Ce passage disparaîtra des rééditions ultérieures et Staline fera mettre sous le boisseau le procès-verbal de la conférence d'avril, édité en URSS après sa mort seulement.

La campagne accusant Lénine d'avoir été envoyé en Russie en wagon plombé par l'état-major allemand, les poches pleines d'or, se déchaîne. Au total pourtant, 280 révolutionnaires de tous bords, bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, socialistes patriotes, partisans de la guerre, que la France et l'Angleterre, méfiantes à leur égard, ne veulent pas laisser passer librement, entrent en Russie par l'Allemagne ; l'état-major allemand, convaincu que la révolution affaiblira l'armée russe, et peu au fait de leurs divergences, favorise ce retour des révolutionnaires russes de toutes sensibilités. Mais seul Lénine fait l'objet d'une campagne diffamatoire, la quasi-totalité des autres soutenant peu ou prou le Gouvernement provisoire. Un mois plus tard, Trotsky, quittant les États-Unis pour rentrer en Russie, sera interné à Halifax au Canada par les Britanniques, puis relâché au bout d'un mois à la demande expresse du soviét. Il sera pourtant, lui aussi, accusé d'être un agent allemand puisqu'il partage la position de Lénine. Le « wagon plombé » n'est donc bien qu'un prétexte.

Pour désarmer le mécontentement populaire, Milioukov et le ministre de la Guerre, Goutchkov, démissionnent du Gouvernement provisoire où, le 1<sup>er</sup> mai, entrent quatre dirigeants du soviét. Kerenski reprend le portefeuille de Goutchkov, le prince Lvov celui de Milioukov. La petite bourgeoisie et l'intelligentsia défendent le Gouvernement provisoire, les soldats et les ouvriers soutiennent les soviets. La présence de plusieurs leaders du soviét dans un gouvernement de coalition fait croire à son « désembourgeoisement ». Mais l'illusion ne dure que quelques semaines. Tout va, en effet, à vau-l'eau derrière les discours enflammés des

orateurs de la « démocratie » révolutionnaire : les patrons font payer aux ouvriers la journée de huit heures imposée, les comités d'usines et les harangues continuelles aux portes des usines qui sabotent la production ; l'inquiétude ronge la masse des soldats harassés ; les paysans, mus par une haine des propriétaires et des nobles venue du fond des âges, envahissent leurs terres.

Staline s'efface. Il est l'un des représentants des bolcheviks – très minoritaires – au Comité exécutif central des soviets, mais n'y intervient jamais ; étrangement passif, il se contente d'écouter ; les procès-verbaux de cet organisme entre le 3 mars et le 9 août ne signalent que quatre fois son nom, et en passant. Il ne se bat jamais. Les débats sont longs, acharnés, tempétueux parfois, dans l'atmosphère enfumée du palais de Tauride. Il faut s'y imposer par son talent oratoire, la clarté de son analyse ou la fermeté de ses positions, toutes qualités dont Staline est dépourvu. Tseretelli, dirigeant menchevik du Comité exécutif central, souligne : « Staline ne prenait jamais part ni aux délibérations ni aux conversations particulières<sup>17</sup>. » Le travailliste Stankevitch, dressant la liste des bolcheviks membres du Comité exécutif auquel il appartenait, va jusqu'à oublier le nom de ce Staline invisible et muet. Soukhanov, menchevik, dirigeant lui aussi du Comité exécutif et mari d'une militante bolchevique, insiste sur sa présence fantomatique dans des souvenirs publiés en URSS en 1922-1923 : « J'ignore comment Staline a pu accéder aux postes élevés de son parti [...]. À l'époque de sa modeste activité au Comité exécutif, il produisit, et pas seulement sur moi, l'impression d'une tache grise s'éclairant parfois d'une lumière assez pauvre, sans qu'il en restât de trace<sup>18</sup>. » La tache grise jettera Soukhanov en prison en 1931 puis le fera fusiller en 1940.

Les sept mois qui séparent février d'octobre sont marqués par un happening permanent et enfiévré aux portes ou à l'intérieur des casernes et des usines, au coin des rues, dans des salles improvisées mais toujours combles. Staline, vu ses médiocres talents oratoires, n'appartient pas à la phalange des agitateurs bolcheviks qui, chaque jour, dans les usines, sur les places, dans les casernes, dans les meetings, affrontent, devant des masses avides de comprendre, les agitateurs socialistes-révolutionnaires et mencheviks. La confrontation est souvent tendue, voire brutale ; dans son usine de canons la voix de l'ouvrière Arbouzova est couverte par des vociférations : « Vous travaillez pour les

Allemands ! », « Lénine est un espion allemand ! », « Lénine est rentré en Russie dans un wagon d'or allemand<sup>19</sup> ! » Staline ignore ces affrontements verbaux. De mars à octobre 1917, il ne prendra la parole que trois fois en public, le 18 avril, le 14 mai et le 17 août, à l'occasion d'une conférence faite à des soldats. C'est tout. Il a battu, pendant ces mois d'ébullition révolutionnaire, le record d'abstention publique parmi les dirigeants du parti bolchevik – qui a pourtant grand besoin de tribuns populaires et d'agitateurs. Car Staline n'aime pas ces vastes auditoires attentifs, tendus, hésitants, fluctuants, mobiles, enthousiastes ou hostiles d'hommes et de femmes qui s'éveillent à la politique, applaudissent, sifflent, questionnent, interpellent. Il est déjà l'ombre portée d'un appareil alors pourtant encore virtuel.

Sa discrétion est si étonnante qu'en 1930, alors que le culte de Staline prend son essor, son vieux camarade Pestkovski écrit : « Les larges masses de Petrograd ne connaissaient guère Staline alors. Il ne recherchait pas la popularité. Dénudé de talent oratoire, il fuyait les meetings publics. Mais aucune conférence du Parti, aucune réunion d'organisation sérieuse ne se déroulait sans un rapport politique de Staline. Aussi les cadres du Parti le connaissaient-ils bien<sup>20</sup>. » Il est donc déjà un homme d'appareil. Ses rapports avec les masses sont filtrés par les bureaux. Volkogonov en conclut brutalement : « Staline entra dans la révolution [...] comme un fonctionnaire insignifiant de l'appareil du Parti<sup>21</sup>. »

Or, même dans une telle période d'ébullition politique, un parti révolutionnaire a besoin d'un appareil, au rôle certes secondaire, mais gage de sa permanence et d'un minimum de stabilité. À l'ombre de Sverdlov, véritable secrétariat du parti bolchevik à lui tout seul, Staline est déjà un rouage important de cet appareil. Il a déjà, de façon certes embryonnaire, le comportement caractéristique de l'homme de parti. Ainsi, chargé en août d'expliquer au Bureau central des organisations militaires bolcheviques la décision de ne pas publier provisoirement leur journal, il déclare qu'il n'y a aucune raison de discuter de quoi que ce soit avec ses représentants : « Une fois la résolution adoptée, elle doit être exécutée *sans aucune discussion*<sup>22</sup>. » À la discussion, il préfère l'oukase. Homme de l'appareil, peu engagé dans la lutte politique publique, il se voit logiquement confier des missions de l'ombre, discrètes mais nécessaires : il est ainsi l'homme des négociations avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks majoritaires au soviet.

Si Staline parle peu, il écrit beaucoup : de mars à décembre, il publie plus de 70 articles et notes dans la *Pravda* et ses divers succédanés. Ses écrits des dix mois de 1917, banals commentaires du quotidien, emplissent à eux seuls (avec ses interventions aux conférences et au congrès) le troisième tome de ses *Œuvres complètes*. C'est sans doute pour cette intense période d'activité littéraire qu'en 1920, à la conférence du Parti communiste ukrainien, pour la première et dernière fois, il remplit la case du questionnaire relative à la profession par « publiciste ».

À la mi-mai, les Alliluiev déménagent dans un appartement plus grand avec ascenseur. Ils réservent à nouveau à Staline une chambre à part. La famille est aux petits soins pour lui. Souvent, le soir, il apporte en rentrant du pain, quelques provisions ; il raconte les événements de la journée et lit à l'assistance des passages de Pouchkine, Gorki, les contes de Tchekhov, en particulier *Le Sous-Officier Prichibeiev*, dont il souligne les effets comiques. La fille de son hôte, Nadejda, lycéenne de 16 ans, l'écoute avec passion et s'éprend bientôt de ce militant tranquille, de vingt-deux ans plus âgé qu'elle mais nimbé de romantisme révolutionnaire.

Le 3 juin s'ouvre le premier congrès des soviets, dominé à plus de 80 % par les SR et les mencheviks. Il interdit la manifestation que les bolcheviks veulent organiser le 10 juin et fixe la sienne au 18. Ce jour-là, près d'un demi-million de manifestants défilent dans les rues, des dizaines de milliers à Moscou et dans d'autres villes, en clamant les slogans bolcheviks hostiles au gouvernement de coalition et à sa politique : « À bas les [dix] ministres capitalistes ! Tout le pouvoir aux soviets ! Paix aux chaumières, guerre aux palais ! »

La manifestation aiguise l'opposition entre les partisans du Gouvernement provisoire et ses adversaires. Le 16, Kerenski a ordonné l'offensive sur l'ensemble du front ; elle commence le 18 juin en Galicie. Après de courtes et inutiles percées payées d'énormes pertes, le front se stabilise. Ce fiasco sanglant exacerbe les tensions. Les revendications des nationalités s'ajoutent aux revendications sociales des ouvriers, confrontés à une vague de lock-out. En mai s'était tenu à Kazan un congrès des nationalités musulmanes ; le 10 juin, un gouvernement autonome ukrainien, la Rada (conseil), se proclame à Kiev et promulgue le même jour sa première loi fondamentale (Universal).

Les partis socialistes renvoient, eux aussi, la réponse aux aspi-



rations nationales à une Assemblée constituante, dont la convocation, remise au lendemain d'une victoire de plus en plus incertaine, exaspère toutes les revendications. Le 2 juillet, les quatre ministres cadets, monarchistes libéraux, démissionnent du gouvernement pour abandonner aux socialistes le bénéfice de la déroute de Galicie. Ce geste déclenche une explosion. Ce jour-là, Staline assiste à la conférence bolchevique de Petrograd. Arrivent soudain deux délégués du 1<sup>er</sup> régiment de mitrailleurs, dirigé par des bolcheviks, qui exigent que le Parti organise une manifestation contre le gouvernement. La conférence refuse. Staline part au pas de course à la réunion commune des bureaux du soviet des ouvriers et soldats et du soviet des paysans, demande la parole, raconte l'incident et ajoute : « Nous sommes contre toute manifestation, nous avons envoyé nos agitateurs dans les régiments et dans les usines pour empêcher les ouvriers et les soldats de descendre dans la rue... Je demande au président de faire figurer cette déclaration au procès-verbal<sup>23</sup>. » Puis il tourne le dos, claque la porte et s'en va. Sa demande sera perçue comme le camouflage grossier d'une tentative de prise de pouvoir, sous couvert de freiner les masses impatientes.

Le 3, à l'initiative du 1<sup>er</sup> régiment de mitrailleurs, des usines débraient et des dizaines de milliers de manifestants déferlent dans les rues vers le siège du Comité exécutif central des soviets en exigeant « tout le pouvoir aux soviets ! ». Le Comité central du parti bolchevik s'associe au mouvement sans le pousser à son terme, convaincu que la prise du pouvoir à Petrograd resterait isolée, et comme telle condamnée à l'écrasement. Privé de perspective, le mouvement reflue. Le comité bolchevik de Cronstadt téléphone à la *Pravda* pour demander s'il faut aller manifester à Petrograd avec des armes. Le Comité central l'avait interdit. Staline répond : « Les fusils ? Vous le savez mieux que nous, camarades ! Nous autres écrivains, nous trimbalons toujours nos armes, les crayons, avec nous. Pour ce qui est de vos armes, vous devez le savoir mieux que nous<sup>24</sup>. » Il encourage ainsi en sous-main le comité de Cronstadt à contourner la décision du Comité central qu'il a lui-même votée, mais nul ne peut l'accuser d'en avoir donné l'ordre ou la consigne.

Le 4, c'est le reflux. Des troupes gouvernementales rétablissent l'ordre. Les bolcheviks sont accusés d'avoir tenté un coup d'État, les locaux de la *Pravda* sont saccagés. Un ancien député

bolchevik, Alexinski, devenu patriote, communique au gouvernement Kerenski un faux «prouvant» les liens de Lénine avec l'état-major allemand. Seul un bolchevik modéré peut demander au président du soviet, le menchevik géorgien Tchkéidzé, d'en empêcher la publication dans la presse. Le 5 juillet, le Comité central charge Staline de cette mission, qui n'aboutira pas. Mais Staline n'est nullement responsable de l'échec : l'hystérie anti-bolchevique et belliciste qui régnait alors à Petrograd condamnait sa démarche. Ce même jour, le Gouvernement provisoire interdit les journaux bolcheviks la *Pravda*, la *Pravda des tranchées* et la *Pravda des soldats*, chasse la direction du Parti du palais Ksechinskaia où elle s'était installée, et lance un mandat d'arrêt contre Lénine, signé par un fonctionnaire de l'arrondissement de son domicile, Andreï Vychinski, et contre Zinoviev, tous deux décrétés agents allemands. Le lendemain, une autre démarche délicate doit être tentée. Les marins de Cronstadt, débarqués à Petrograd fanfare en tête le 3 juillet, sont retranchés dans la forteresse Pierre-et-Paul en face du palais d'Hiver. Le Comité exécutif central veut les faire sortir sans combat ; il envoie deux émissaires, le menchevik Bogdanov et Staline, qui mènent à bien cette délicate négociation. Les marins rendent leurs armes et regagnent leurs quartiers.

Les bolcheviks ont-ils alors poussé les soldats à se soulever pour prendre le pouvoir en jouant les vertueux légalistes et, devant leur échec, voulu se dégager de l'entreprise ? Le 9 janvier 1919, à un moment où il n'avait aucune raison de camoufler la vérité, Karl Radek essaiera de convaincre les dirigeants du jeune et petit Parti communiste allemand engagés à Berlin dans une insurrection perdue d'avance en leur expliquant : «En juillet 1917 [...] nous avons de toutes nos forces retenu les masses, et, comme nous n'y avons pas réussi, nous les avons conduites au prix d'efforts inouïs vers la retraite, hors d'une bataille sans espoir<sup>25</sup>.»

Lénine, caché alors dans la chambre de Staline, chez les Alliluïev, doit-il se livrer à la justice ? Trotsky pense que oui ; un grand procès public démasquerait les calomniateurs. Staline le pense aussi. Mais Lénine, pour se livrer, exige des garanties. Staline est chargé de la négociation. Les dirigeants du soviet, Liber et Anissimov, lui répondent : «Nous ne pouvons pas donner de garanties.» Lénine s'enfuit alors avec Zinoviev. Staline assure leur transfert à Razliv, dans le golfe de Finlande. Il l'accompagne

le 11 juillet au soir à la gare de Finlande, avec Serge Alliluiev. Lénine est grimé. Staline ne l'est pas. Sa faible notoriété fait de lui le dirigeant bolchevik le plus apte à remplir cette mission d'accompagnateur. Cette discrétion, sa placidité, précieuse en ces temps troublés, et son sang-froid le font désigner comme agent de liaison entre Lénine et le Comité central. Une semaine plus tard, la presse gouvernementale lance une nouvelle information sensationnelle : Kamenev était un agent de l'Okhrana ! Les bolcheviks demandent la constitution d'une commission d'enquête. Staline est encore chargé d'aller en discuter la constitution avec le socialiste-révolutionnaire Gotz.

Plusieurs dirigeants bolcheviks, Kamenev, Kollontaï, Raskolnikov, plus Trotsky, qui deviendra bolchevik quinze jours plus tard, et près de 800 militants, sont arrêtés et emprisonnés. Staline n'est pas inquiet. Son nom n'éveille pas la haine. En juillet et août, Sverdlov et lui font tourner la machine d'un parti à demi illégal ; le découragement ébranle un bref moment les militants. Mais la roue tourne vite. L'universitaire moscovite Gautier note dans son journal, à la date du 8 juillet, avec la violence du désespoir : « Les bolcheviks sont le vrai symbole du peuple [...] un mélange de stupidité, de grossièreté, d'effronterie vulgaire, d'absence de principes, de hooliganisme et, fondée sur ces deux dernières qualités, de trahison. » Et il ajoute : « Finis Russiae. Les armées ont cessé d'être des armées<sup>26</sup>. » Les journées de juillet n'ont offert qu'un sursis à un régime moribond.

Lénine charge Staline de présenter ses positions à la conférence de Petrograd, qui reprend le 16 juillet ses travaux interrompus le 4, puis au VI<sup>e</sup> congrès du Parti. À la conférence, Staline, dans son rapport introductif, paraphrase les thèses de Lénine, mais affirme aux délégués désireux d'en prendre connaissance qu'il ne les a pas sous la main. La gaucherie de la paraphrase ou la grossièreté de son excuse mécontentent les délégués qui le mettent en minorité. Selon Lénine, les soviets étant devenus l'instrument de la contre-révolution entre les mains des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, il faut abandonner le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et se tourner vers les comités d'usines. Staline traduit brutalement : l'équilibre du double pouvoir est rompu, le passage pacifique du pouvoir aux soviets est impossible, il faut se préparer à l'insurrection. Cette perspective, aventureuse en cette mi-juillet, laisse les délégués interlo-

qués. La conférence adopte un manifeste beaucoup plus évasif, rédigé par Staline lui-même, qui dénonce le « honteux stigmate des calomniateurs » et clame : « Prenez ce stigmate par la main de 32 000 travailleurs organisés de Petrograd et emportez-le dans vos tombeaux<sup>27</sup> ! » Le manifeste laisse dans le vague les modalités pratiques de cette obscure action...

Le VI<sup>e</sup> congrès du parti bolchevik, qui enregistre l'adhésion collective du groupe dit des Mejraïontsy, fort d'une pléiade de dirigeants (Ioffé, Ouritski, Lounatcharski, Manouïlski, Ioureniev, Karakhan, l'historien Pokrovski et Trotsky), s'ouvre le 26 juillet. En l'absence de nombreux leaders emprisonnés ou en fuite, Staline est l'un des personnages-clés de la réunion. Il présente trois rapports : respectivement sur l'activité du Comité central, sur la situation dans le pays et sur les tâches du Parti. Il refuse dans un premier temps de prendre la parole, jugeant qu'il y a trop peu de délégués dans la salle. Puis, celle-ci se remplissant peu à peu, il se lance. Il cultive toujours volontiers les fleurs d'une rhétorique de pacotille, dénonçant « le sifflement reptilien de la contre-révolution [qui] se fait de nouveau entendre plus fort ». Et, filant la métaphore avec application, il avertit les délégués : « De son coin, l'hydre hideuse de la réaction lance son dard empoisonné : elle piquera puis se cachera de nouveau dans son antre obscur<sup>28</sup> », où il faut donc aller la débusquer. Comment ? Pas un mot là-dessus. À Preobrajenski qui subordonne l'édification du socialisme en Russie à la révolution en Occident, il rétorque : « Le cas n'est pas exclu où la Russie serait précisément le pays frayant la voie au socialisme », et justifie sa position en déclarant : « Il existe un marxisme dogmatique et un marxisme créateur. J'opte pour ce dernier<sup>29</sup>. » Sa place dans ce congrès lui confère une assurance nouvelle qui lui permet de s'avancer sur le terrain théorique. Le congrès désigne un nouveau comité central de 21 membres. Staline y est élu en septième position. À sa première réunion, le Comité central élit un comité restreint, qui assumera les fonctions de secrétariat ; Staline en fait partie.

Les ersatz de la *Pravda*, interdits à tour de rôle, se succèdent : *Listok Pravdy*, *Rabotchi i Soldat*, *Proletarii*, puis *Rabotchii*, sous la direction de Staline, par ailleurs rédacteur en chef et membre du comité de rédaction de la revue *Prosviechtchenie*, de l'hebdomadaire *Vperiod*. Mais politiquement, il s'efface derrière Kamenev

qui reprend sa place après que sa dénonciation calomnieuse comme agent de l'Okhrana s'est effondrée.

La crise sociale s'amplifie et s'accélère. En juillet et août, 366 entreprises ferment leurs portes : 90 000 ouvriers sont mis au chômage à Petrograd, 200 puits de mine sont fermés dans le Donbass, la moitié des entreprises de l'Oural sont en panne. Dès juin, les révoltes paysannes spontanées embrasent la campagne. Les paysans saisissent et partagent les terres, brisant le matériel, éventrant à l'occasion les propriétaires dont ils brûlent les manoirs et les dépendances. Une immense jacquerie dévale sur la Russie comme une avalanche. « Ce sont les premiers tumultes de la guerre civile prochaine<sup>30</sup> », écrira plus tard Alexandre Iakovlev. Les patrons continuent à fermer les usines et à jeter les grévistes à la rue.

Le pays entretient une armée de 10 millions d'hommes démoralisés. La guerre coûte chaque jour 65 millions de roubles, après en avoir coûté 4 milliards en 1914, 11 milliards en 1915, 18 milliards en 1916, et sans doute 26 milliards en 1917. La dette s'élève à 60 milliards de roubles (44 milliards dus aux souscripteurs russes, 16 milliards de dette extérieure). Sa charge exorbitante disloque une économie délabrée. Les soldats-paysans, ne voulant pas manquer le partage des terres, abandonnent armes et munitions et quittent le front en masse...

Le gouvernement Kerenski tente de substituer à une base sociale qui se dérobe une coalition de forces politiques de plus en plus fantomatiques. C'est ainsi qu'il convoque en une conférence d'État les représentants de tous les partis et organisations imaginables. À l'appel des bolcheviks, la grève paralyse Moscou le jour de son ouverture, le 12 août.

L'échec de l'offensive de Galicie, les journées de juillet, la jacquerie campagnarde polarisent les forces aux deux extrêmes. La crise est évidente pour tous. Le 20 août, au Comité central du parti constitutionnel-démocrate, dit Cadet, Kartachev, ministre des Cultes, déclare : « Celui qui ne craindra pas d'être cruel et brutal prendra le pouvoir dans ses mains<sup>31</sup>. » Un autre dirigeant, Kaufman, évoquant la famine qui menace, et reprenant une idée émise en 1916 par le ministre de l'Intérieur du tsar, Protopopov, affirme : « Au gouvernement, on envisage déjà la possibilité d'organiser des expéditions militaires pour prendre le pain aux paysans<sup>32</sup>. » Le dirigeant cadet Milioukov prévoit des émeutes de la faim et prophétise : « La vie poussera la société et la population à

envisager l'inéluctabilité d'une opération chirurgicale.» Et il ajoute : « Pour notre parti, il est plus avantageux que le gouvernement actuel dure le plus longtemps possible afin que les répressions inéluctables soient entreprises à l'initiative et sur la direction du gouvernement socialiste lui-même<sup>33</sup>. » En un mot : que la crise s'aggrave jusqu'à l'intolérable, et laissons aux socialistes un héritage ingérable qui les contraindra à user de violence. C'est ce qu'on appelle un homme d'État. Un peu plus tard, il affirme : le pays n'a le choix qu'entre Lénine et le général Kornilov.

L'Union des officiers de l'armée et de la flotte, financée par des entrepreneurs, est convaincue que « la seule issue est une dictature militaire ». Sur le front se constituent près de trois cents bataillons de la mort, dont le chef, le capitaine Mouraviev, un SR, affirme qu'ils sont surtout destinés à régler leur compte aux bolcheviks à Petrograd. Au cours de l'été, les formations politico-militaires préparant un coup de force pullulent ; l'une d'elles, le Centre républicain, élabore début août un plan de coup d'État pour le 20 du mois. Les putschistes ont un candidat, un général « issu du peuple », Kornilov, avec qui Kerenski, apeuré par la crise galopante et sa propre impuissance, négocie en sous-main. Kornilov lance ses troupes sur Petrograd le 25 août et, dans sa proclamation, accuse « le Gouvernement provisoire d'agir sous la pression de la majorité bolchevique des soviets en total accord avec les plans de l'état-major allemand », jure de convoquer l'Assemblée constituante après la victoire sur l'ennemi, promet un « avenir radieux » à la Russie, mais, pour l'instant, « considère que la seule issue est d'instaurer la dictature et de placer tout le pays en état de guerre<sup>34</sup> ».

Kerenski veut montrer sa poigne : le 28 août, une circulaire du ministère du Travail interdit les réunions dans les entreprises pendant les heures de travail. L'obtus Kornilov annonce qu'il pendra tous les dirigeants du soviet. Kerenski sent l'ombre de la corde lui frôler le cou. Tous les partis socialistes se dressent alors contre Kornilov, les bolcheviks mobilisent les ouvriers et les cheminots se mettent en grève. Le complot se perd entre les convois immobilisés sous la pression populaire. Pendant ces quelques jours, les bolcheviks sont apparus comme les défenseurs les plus déterminés de la révolution menacée.

La complicité de Kerenski et des Cadets dans le putsch est éclatante. De sa retraite, Lénine voit la possibilité de rompre la

coalition des partis bourgeois et socialistes et propose un gouvernement de SR et de mencheviks responsable devant les soviets qu'ils dirigent, chargé de réaliser leur propre programme. Ce serait là, dit-il, « un développement pacifique de la révolution [...] que les bolcheviks, partisans de la révolution mondiale<sup>35</sup> », doivent accepter. Mais les deux partis concernés refusent et reconduisent un gouvernement de large union « démocratique ».

La tentative de coup d'État de Kornilov et son échec aiguisent à l'extrême la tension sociale et politique. Le général monarchiste Denikine caractérise la situation en trois lignes : « Une lassitude générale de la guerre et des troubles ; l'insatisfaction de la situation existante [...]. L'armée ne voulait plus connaître aucun "but de guerre" et désirait la paix immédiate à n'importe quel prix<sup>36</sup>. » Mais le Gouvernement provisoire, soumis à la volonté des Alliés, s'acharne à poursuivre une guerre qui désagrège pourtant l'économie du pays ; il répond à la crise du ravitaillement en instaurant les cartes de rationnement, et, pour éviter les longues files d'attente, source d'agitation et de désordre, il fait désigner des comités d'immeubles dont les responsables font la queue à tour de rôle pour les locataires devant les magasins vides. Il croit consoler les masses en proclamant la république. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, conscients du discrédit des Cadets, cherchent à mettre sur pied un gouvernement sans eux mais... avec des patrons et les dirigeants cadets d'assemblées locales et de coopératives. Kerenski constitue un directoire de cinq membres, mirage de gouvernement à poigne, visant à concentrer dans ses mains les rênes d'un pouvoir de plus en plus virtuel.

Le 5 septembre, le soviet de Moscou adopte une motion bolchevique. Le 9, les bolcheviks obtiennent la majorité au soviet de Petrograd qui, le 23, élit Trotsky à sa présidence. Lénine en déduit la nécessité de remettre tout le pouvoir aux soviets, « seul moyen d'assurer désormais une évolution graduelle, pacifique, paisible des événements<sup>37</sup> ». À la mi-septembre, il lance un cri d'alarme : « Les chemins de fer vont s'arrêter. Les arrivages de matières premières et de charbon pour les usines cesseront. De même les arrivages de céréales. [...] Une catastrophe d'une ampleur inouïe et la famine nous menacent inéluctablement<sup>38</sup>. » Il faut prendre le pouvoir pour prévenir le fléau.

Se dessine au sommet du parti bolchevik un conflit entre, d'une part, les partisans d'une opposition de gauche parlemen-

taire puissante à la « démocratie » au pouvoir et, d'autre part, les partisans de la prise du pouvoir. Les premiers, dont font partie Kamenev, Zinoviev et Noguine, qui dirige Moscou, sont en fait majoritaires. Lénine, isolé, est le représentant le plus ferme du second courant. Le 14 septembre il envoie chez Alliluiev deux lettres : « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir » et « Le marxisme et l'insurrection », que Staline apporte au Comité central le 15. Kamenev s'oppose à sa proposition d'organiser sans délai l'insurrection. Staline, louvoyant, « propose d'envoyer les lettres aux organisations les plus importantes en les invitant à en discuter<sup>39</sup> », sans dire s'il est en accord ou non avec leur contenu. En attendant que ces organisations en discutent, le Comité central, contrairement à la volonté de Lénine, ne prendra pas position. La majorité, apeurée, décide, par 6 voix contre 4 et 6 abstentions, de dissimuler ces lettres de Lénine et d'en conserver un unique exemplaire pour les archives ; le souci de l'histoire prime sur la question du pouvoir. Le problème est renvoyé à la séance suivante du Comité central, le 20 septembre. Staline n'y assiste pas. Les adversaires de l'insurrection consacrent l'essentiel de leurs efforts à la constitution des listes de candidats aux élections à l'Assemblée constituante prévues pour la mi-novembre. Le Comité central propose au comité bolchevik de Stavropol de nommer Staline en tête de liste, suivi de Stepan Chaoumian. Ledit comité proteste – ces camarades sont inconnus des électeurs de la région – et les font glisser aux troisième et quatrième places.

Pour affermir sa représentativité vacillante, le Gouvernement provisoire convoque à Moscou une conférence démocratique (du 14 au 21 septembre) désignée par lui, assemblée falote qui, à la fin de ses travaux, désigne en son sein une sorte de préparlement. Il diffère ainsi les élections à l'Assemblée constituante, à laquelle il renvoie toujours toute décision sur le partage des terres et la paix, et concentre contre lui un formidable mécontentement. Entre le 13 septembre et le 3 octobre, les paysans se soulèvent dans les régions de Kichinev, Tambov, Taganrog, Riazan, Koursk, Penza. Les expéditions punitives organisées par le Gouvernement provisoire démoralisent les soldats et dressent les paysans contre lui.

Le 21 septembre, le soviet de Petrograd convoque par radio un congrès national des soviets pour le 20 octobre. Les élections ou



réélections généralisées aux soviets en disent long sur le rejet de la politique du Gouvernement provisoire. Le vote des bolcheviks prend en effet l'allure d'une avalanche : à Petrograd, ils acquièrent la majorité absolue dès septembre ; ils la frôlent à Moscou, obtiennent 60 % des délégués à Saratov, les deux tiers à Syzran, à Tsaritsyne, à Tver, les trois quarts à Ekaterinbourg et Kostroma, 90 % à Kalouga, et 100 % des délégués d'Ivanovo-Voznessensk. Ils obtiennent également la majorité dans les soviets de Vyborg, Petergof, Helsingfors, Blagouch, Lefortovo, Basman, Kinechemsk, Sokolniki, Zamoskvoretchie, Briansk, Insk, etc. Même la petite bourgeoisie penche vers eux : le 25 septembre, aux élections à la douma municipale de Moscou, les bolcheviks obtiennent 51 % des voix, les menchéviks 4 % seulement ; ils ont la majorité absolue dans 11 arrondissements sur 17. Marc Ferro souligne : « Avant septembre, l'avant-garde des masses était plus bolchevique que les bolcheviks. Après septembre, ce sont les masses qui sont plus bolcheviques que l'avant-garde<sup>40</sup>. »

Le 23 septembre, la session du préparlement s'ouvre solennellement ; le même jour, le soviet de Petrograd porte Trotsky à sa présidence. Le Comité central délibère sur la participation à ce préparlement : les partisans d'un parti bolchevik d'opposition au sein de la « démocratie » sont pour, les partisans de l'insurrection, contre. Le Comité central vote le boycott par 9 voix (dont celles de Staline et Trotsky) contre 8. Les minoritaires, jugeant la majorité trop étroite, exigent la convocation d'une conférence de cadres élargie qui, à une large majorité, repousse le boycott. Les bolcheviks assistent donc au préparlement où les discours creux succèdent aux harangues pompeuses. Lénine harcèle le Comité central, réticent, voire rétif, d'appels de plus en plus pressants. Le 1<sup>er</sup> octobre, il écrit : « En Allemagne, il est évident que la révolution est en marche [...]. Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir immédiatement. Ce faisant, ils sauvent la révolution mondiale. [...] Temporiser est un crime envers la révolution [...] la vague d'anarchie actuelle peut devenir plus forte que nous<sup>41</sup>. » La semaine suivante, il insiste : « Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte<sup>42</sup>. » Le Comité central reste sourd.

Pour vaincre les résistances, il sort de sa cachette. Au Comité central du 10 octobre, il fait voter, par 10 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev), la décision de préparer l'insurrection, après une dis-

cussion acharnée. Après ce vote, Dzerjinski propose, pour dégager un compromis, de « former pour la direction politique dans les jours à venir un Bureau politique constitué de [7] membres du Comité central<sup>43</sup> ». Kamenev et Zinoviev, opposés à l'insurrection, donnent leur accord. Staline modifiera de sa main en 1924 le procès-verbal, remplaçant « pour la direction politique dans les jours à venir » par la formule « pour la direction politique de l'insurrection<sup>44</sup> », une insurrection ainsi curieusement assumée, de façon imaginaire, par deux adversaires qui lui sont si ouvertement hostiles qu'ils la dénoncent dès le lendemain dans une longue lettre aux principales organisations bolcheviques. Ce Bureau politique fantôme ne se réunit jamais. Et le faux attribue à Staline une place dans la direction politique de l'insurrection aussi mythique que ce premier Bureau politique. Le Comité central crée enfin, à côté du Comité militaire révolutionnaire du soviet, un Centre militaire révolutionnaire, dont Staline est membre et qui ne se réunira jamais, lui non plus, mais auquel ses hagiographes attribueront un rôle décisif dans l'insurrection.

Les grèves embrasent tous les secteurs les uns après les autres. Le 14 octobre, le journal de Gorki, *Novaia Jizn*, annonce une catastrophe alimentaire imminente : Petrograd a besoin de 48 000 pouds (un poud = 16,8 kilos) de blé par jour. Le 11 octobre, elle en a reçu 18 000, le 12, 12 000, le 13, 4 000. La famine menace. Deux jours plus tard, le ministre du Ravitaillement considère que le Gouvernement provisoire doit trancher le dilemme suivant : « ... ou bien tenter d'assurer le ravitaillement en pain en en doublant le prix, ou bien passer directement aux mesures répressives, en organisant la réquisition du pain [...] si, en doublant le prix, nous ne nous assurons pas le pain qui nous est nécessaire, nous serons bien entendu contraints de recourir à la force militaire<sup>45</sup>. » La guerre civile avivera encore le problème.

Ce même 16 octobre, une nouvelle réunion du Comité central bolchevik confirme la décision d'insurrection, malgré le vote hostile de Zinoviev et Kamenev qui la désavouent publiquement le surlendemain dans le journal de Gorki. Staline affirme : « Suivre les positions de Kamenev et de Zinoviev, cela reviendrait à donner la possibilité à la contre-révolution de s'organiser. » Mais sa conclusion est vague : « Le soviet de Petrograd a déjà opté pour l'insurrection lorsqu'il a refusé de sanctionner la retraite des troupes. La flotte s'est déjà insurgée puisqu'elle s'est

ournée contre Kerenski<sup>46</sup>. » Ainsi s'achève son intervention dans le texte officiel reproduit jusqu'en 1929. Or, l'insurrection n'a plus à être organisée si elle a déjà commencé, il ne reste plus qu'à continuer. En 1947, Staline corrigera cette mollesse et, dans le tome III de ses *Œuvres complètes*, déclarera avec trente ans de retard : « Donc, nous devons nous engager fermement et irrévocablement dans la voie de l'insurrection<sup>47</sup>. » Cet ajout ultérieur confirme que, à l'époque, sa décision n'était ni ferme ni irrévocable. L'historien Volkogonov résume sèchement la place réelle qu'il occupe alors : « Staline se retrouva dans l'état-major de la révolution et sur sa scène centrale [...] en qualité de figurant [...] qui sait attendre et s'adapter<sup>48</sup>. » Attendre en période de révolution, c'est se perdre. Mais cette faiblesse deviendra une force lorsque la marée refluera.

L'attitude de Staline les jours suivants s'inscrit toujours dans cette ligne attentiste. Lénine, furieux de la dénonciation publique par Zinoviev et Kamenev de la décision d'insurrection, exige leur exclusion du Parti. Staline s'y oppose en catimini ; il publie dans le *Rabotchi Pout* du 20 octobre une lettre désinvolte de Zinoviev affirmant possible « d'ajourner la discussion jusqu'à ce que les circonstances soient plus favorables » et, sans consulter son collègue de la rédaction, Sokolnikov, la fait suivre d'une note prudemment anonyme, mais dont il reconnaîtra plus tard la paternité, affirmant l'espoir que la déclaration du camarade Zinoviev réglera la question. Il s'en prend par ailleurs au « ton tranchant du camarade Lénine [qui] ne change rien au fait qu'au fond nous restons des camarades politiques<sup>49</sup> ». Au Comité central du même jour, Staline s'oppose à toute sanction contre les deux hommes : « l'exclusion du Parti n'est pas une recette ; il faut garder intacte l'unité du Parti<sup>50</sup> ». Critiqué pour avoir publié sa note sous le nom du comité de rédaction, Staline présente sa démission, qui est refusée.

À tous les moments décisifs de la révolution, et jusqu'en 1923, l'ampleur dramatique des problèmes exacerbe en chacun une vision propre, exagère la volonté d'imposer ses idées, hypertrophie ses traits de caractère. Ainsi Kamenev et Lénine vont tous deux jusqu'au bout de leur position, chacun menaçant de démissionner (Lénine) ou démissionnant (Kamenev) du Comité central pour affirmer et défendre son point de vue. Le futur homme d'acier se complaît, quant à lui, dans une position floue et conci-

liatrice. Enclin à suivre la ligne de moindre résistance, il ne s'engage qu'à regret dans la lutte entre les idées et les hommes ; il veut atténuer les oppositions profondes et accorder les inconciliables. Cette indécision lui interdit alors de jouer un grand rôle dans les événements, mais lui garantit dans l'appareil dirigeant la place d'un homme propre à arrondir les angles et à recoller les morceaux. Telle est l'une des clés de son ascension dans l'appareil du Parti.

Le 22 octobre, « la journée du soviet de Petrograd » rassemble des centaines de milliers de manifestants qui réclament « tout le pouvoir aux soviets ». Dans la nuit du 23 au 24, Kerenski prend la mouche, engage des poursuites judiciaires contre le Comité militaire révolutionnaire, convoque à Petrograd des troupes sûres et interdit les deux principaux journaux bolcheviks, *Rabotchi Pout* et *Soldat*. Dans l'aube pluvieuse du 24, un détachement de soldats gouvernementaux appose les scellés sur l'imprimerie des deux journaux subversifs. Le Comité militaire révolutionnaire dépêche alors un contingent de fusiliers lettons qui brisent les scellés, se déclare responsable du maintien de l'ordre, mobilise la garnison, arme la garde rouge et, dans la nuit, envoie quelques détachements de matelots et de soldats s'emparer des points stratégiques : la poste centrale, l'agence télégraphique, les ponts sur la Neva, le central téléphonique, la Banque d'État. Les ministres, terrés au fond d'une salle du palais d'Hiver, sombrent dans l'inertie des agonisants. Kerenski bredouille qu'il s'en va chercher des renforts et s'enfuit dans une voiture de l'ambassade américaine.

Pendant les deux journées que durera l'insurrection, Staline boude et s'efface. Le numéro du *Rabotchi Pout* du 24 octobre publie pourtant un éditorial rédigé par lui la veille au soir. Il invite ouvriers, paysans et soldats à élire des délégations chargées d'exposer leurs revendications au Congrès des soviets : « Si vous agissez avec ensemble et fermeté, personne n'osera s'opposer à la volonté du peuple. Le vieux gouvernement cédera sa place au nouveau d'une façon d'autant plus pacifique que vous aurez agi avec plus de fermeté, d'organisation et de puissance<sup>51</sup>. » Un an plus tard, Staline qualifiera d'appel à l'insurrection cette invitation à déposer des pétitions au congrès. Pourtant, lorsqu'il est invité, le 7 novembre 1920 au soir, à commémorer la révolution d'Octobre avec tous ses acteurs, il se dérobe. Et aucun des présents ne cite son nom.

Le 24 octobre au matin, le Comité central décide qu'aucun de ses membres ne pourra quitter Smolny sans une permission spéciale délivrée par lui. Staline n'aura pas à la demander : il n'est plus là. Déjà, il n'assure plus la liaison avec Lénine dont il est chargé depuis juillet. Lénine, à qui le Comité central a interdit de quitter sa cachette, n'est informé que par sa logeuse bolchevique Fofanova et par son agent de liaison Rakhia, simples militants du rang. Or, Lénine est inquiet : les décisions du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd dirigé par Trotsky lui paraissent trop lentes et la volonté de ce dernier de lier la prise du pouvoir à une décision du Congrès des soviets bien risquée. Comment être sûr que les bolcheviks y auront la majorité ? Les journaux du matin annoncent 250 bolcheviks, 159 socialistes-révolutionnaires, 60 mencheviks, sur 518 délégués arrivés dans la capitale. Tout jouer sur quelques voix ? Jamais ! Attendre, c'est tout perdre. Il l'écrit aux dirigeants du Parti. Mais en tiendront-ils compte ? Lénine n'en est pas certain. Il quitte sa cachette pour se rendre, grisé, à Smolny, afin de transformer une insurrection rampante en prise du pouvoir.



## CHAPITRE VIII

### Dans la tourmente

Le Congrès des soviets s'ouvre le 25 octobre à 22 heures 40, dans la grande salle des séances de l'institut Smolny, uniquement chauffée, écrit l'Américain John Reed, « par la chaleur étouffante des corps humains sales<sup>1</sup> ». Au nom de la direction sortante et bientôt sortie, Fiodor Dan annonce d'une voix lugubre que ses « camarades du Parti se trouvent au palais d'Hiver sous les obus<sup>2</sup> » – qui se réduisaient alors à un tir à blanc du croiseur *Aurore*. Le nombre de délégués est de 542 à 690 selon les sources ; en tout cas, les bolcheviks sont majoritaires. Les élections du bureau à la proportionnelle leur donnent 14 sièges sur 25. Kamenev remplace Dan à la présidence.

À deux heures du matin, après un assaut confus où assaillants et assaillis sont à ce point mêlés que gardes rouges et soldats tirent en l'air pour ne pas s'entre-tuer, le palais d'Hiver tombe et les ministres sont arrêtés. Les délégués SR et mencheviks quittent le Congrès. Lénine monte à la tribune sous les clameurs et fait voter un décret proposant à tous les belligérants une paix immédiate et sans annexion, et un autre décret qui sanctionne et généralise le partage des terres. Puis le Congrès élit un nouveau Comité exécutif central des soviets et adopte la composition du nouveau gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple, présidé par Lénine. Staline, arrivé au congrès incognito, écoute les orateurs sans mot dire ; il est nommé commissaire aux Nationalités.

Les démissionnaires créent un Comité de salut de la patrie et de la révolution dans la capitale, et un Comité de salut public à Moscou. Le gouvernement bolchevik est d'abord confronté au problème de sa propre survie ; à Moscou, les bolcheviks sont dans une mauvaise posture. Ils ont occupé le Kremlin, mais leur direction locale, hésitante, négocie une trêve, l'évacue, l'abandonne aux troupes gouvernementales qui encerclent et abattent à la mitrailleuse dans la cour près de 300 ouvriers et gardes rouges. Il faut une semaine de combats acharnés aux bolcheviks pour contrôler la ville. À Petrograd, un soulèvement timide des élèves officiers, puis une molle contre-offensive des 600 cosaques du général Krasnov, sont aisément maîtrisés. Les bolcheviks libèrent Krasnov sur sa parole de ne pas combattre la révolution. Il organisera l'Armée blanche dans le Sud, émigrera, formera un escadron de cosaques dans la Wehrmacht en 1942, puis sera livré en 1945 par les Anglais à Staline qui le fera pendre.

À Petrograd, la révolution est confrontée à la décomposition galopante de la garnison sous l'effet de l'alcool. Des hordes de pillards et de soldats dévalisent les entrepôts de vin et entament une gigantesque orgie. Les caves du palais d'Hiver sont prises d'assaut. Les deux régiments de garde sombrent dans les vapeurs éthyliques ; les unités qui les remplacent s'enivrent les unes après les autres ; les équipages de chars envoyés disperser la foule vident à leur tour les bouteilles. Les bolcheviks murent alors les entrées : les ivrognes arrachent les grilles et passent par les fenêtres, et les pompiers envoyés noyer les caves se noient eux aussi dans le vin... Il faudra attendre quatre jours pour qu'un groupe de marins et de soldats mettent fin à cette bacchanale en menaçant d'abattre tout pillard sur place et de faire sauter les entrepôts.

Si le péril militaire est différé, le danger politique est plus sérieux. Un moment abattus, les partisans de la guerre jusqu'à la victoire, de la propriété privée menacée et de la restauration monarchiste commencent à rassembler leurs forces. La guerre civile, engagée sur le plan social par les paysans pendant l'été, relayée par les soldats avides de paix face à leurs officiers bellicistes, se développe ainsi sur le plan politique avant de prendre sa forme militaire avec le concours des diverses interventions extérieures. Le Comité de salut public invite les employés de l'État à boycotter les ordres du Conseil des commissaires du peuple. Jamais l'appareil d'État d'un pays occupé par une armée étran-



gère n'a opposé à l'envahisseur le dixième du refus massif opposé par les fonctionnaires des ministères au nouveau gouvernement : après avoir vidé les armoires, dissimulé ou détruit les dossiers, détérioré les machines à écrire, nettoyé ou fermé les coffres, égaré les clés, les fonctionnaires ministériels, gorgés de mépris et de haine pour ce pouvoir d'« usurpateurs » et de « goujats », dont tout le monde prévoit la chute dans deux à trois semaines, désertent en masse les locaux. Ceux qui restent insultent les intrus. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires proposent alors la constitution d'un gouvernement de coalition sans Lénine ni Trotsky. Plusieurs dirigeants bolcheviks, dont Zinoviev, Kamenev et Rykov, appuient cet ultimatum ; Lénine et la majorité du Comité central, dont Staline, le rejettent. Les conciliateurs démissionnent du Comité central et du gouvernement, en pleine grève des employés ministériels. Staline représente le Comité central le 3 novembre aux négociations qui s'organisent en vue de la formation d'un gouvernement de coalition. Hier son rôle était de négocier ; il le faisait avec habileté. Aujourd'hui son rôle est de ne pas céder de terrain et d'amuser la galerie ; il remplit sa mission.

Dans *L'Utopie au pouvoir*, Alexandre Nekritch et Michel Heller déclarent : « Le bolchevisme avait vaincu facilement car il proposait l'utopie : tout pour tous et tout de suite<sup>3</sup>. » En voulant imposer à la Russie cette utopie, ils auraient, selon eux, encamisolé par la violence une réalité rétive et engendré des monstres. Mais cette promesse de tout pour tous et tout de suite est une fable. Les deux auteurs donnent, d'ailleurs, une étrange définition de l'utopie : « Les bolcheviks offrirent l'illusion : la paix, la terre, le pain. La réalité fut une nouvelle guerre, la confiscation du pain, la famine<sup>4</sup>. » Mais la paix, la terre et le pain, c'est bien ce que la masse des paysans, des soldats, des ouvriers, indifférents à la conquête des Détroits et à la victoire du « droit », jugent réaliste et réclament. Des centaines de milliers de paysans-soldats ont, dès l'été 1917, planté leur baïonnette en terre, quitté les tranchées, leurs rats, leurs poux, et sont partis au village participer au partage de la terre que seule la paix pouvait leur garantir. Toutes les forces politiques, mis à part les bolcheviks, leur dirent alors : la paix est impossible avant la victoire, et la terre intouchable avant l'Assemblée constituante. Les masses populaires soutinrent donc ceux qui proclamaient la justesse de leurs aspira-

tions et avaient pris le pouvoir pour les réaliser. Les cavaliers de Kornilov expriment à leur manière cette réalité lorsqu'ils soupirent : « Que pouvons-nous faire quand toute la Russie est bolchevique<sup>5</sup> ? » C'est le refus de la paix et du partage des terres voulus par l'immense majorité qui est à l'origine d'une nouvelle guerre civile inexpiable.

Que peut bien faire un commissaire aux Nationalités dans un empire qui explose ? Son commissariat à demi virtuel se constitue dans des conditions folkloriques, révélatrices du désordre ambiant. Le 2 ou 3 novembre, le révolutionnaire polonais Pestkovski erre dans l'institut Smolny. Nommé directeur de la Banque d'État, accueilli par les injures des employés présents et les huées du conseil de la banque qui lui a refusé la clé du moindre coffre, il a pris la fuite. Il cherche un autre emploi, se présente à Staline, et lui propose ses services pour constituer son commissariat encore inexistant. Staline lui griffonne un mandat. Pestkovski arpente Smolny et embauche un vieil ami qui s'occupe sans enthousiasme du ravitaillement des gardes rouges. Les deux hommes dénichent deux chaises et une table, les poussent contre un mur et y accrochent une feuille de papier blanc portant en gros caractères tracés au crayon bleu : COMMISSARIAT DU PEUPLE AUX NATIONALITÉS. Pestkovski décore son collègue du titre de directeur des services (inexistants) du commissariat et le présente à Staline qui grogne un « hum » indistinct et s'en va. Pestkovski fait fabriquer du papier à en-tête et un cachet qu'il paie de ses deniers. Il court demander mille roubles à Staline, qui l'adresse à Trotsky : « Il a de l'argent. Il en a trouvé à l'ancien ministère des Affaires étrangères<sup>6</sup>. » Trotsky lui prête, contre reçu, 3 000 roubles que les Nationalités ne rembourseront jamais aux Affaires étrangères.

Staline signe le 1<sup>er</sup> novembre un décret du Conseil des commissaires du peuple publié le 2, affirmant le « droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes, y compris [le droit à] la séparation totale et [à] la constitution d'un État indépendant », abolissant tous les privilèges nationaux et religieux. Cette reconnaissance des aspirations nationales qui ébranlent l'ancien empire russe se heurte bientôt à la volonté allemande de mettre la main sur l'Ukraine, la Pologne et les pays baltes, puis à la volonté de dépeçage de l'ex-empire affirmée par la France et l'Angleterre. Quelques jours plus tard, le 14, Staline lit le texte du décret qui reconnaît l'indépendance de la Finlande devant le congrès du

Parti social-démocrate finlandais à Helsingfors. Le 22 novembre, il signe avec Lénine un « Appel aux travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient » les invitant au combat contre les puissances impérialistes, qui rencontre peu d'écho. Les annexions allemandes, la proclamation de petites républiques indépendantes, puis la guerre civile vont réduire comme peau de chagrin le domaine de son commissariat.

Il n'en est sans doute pas fâché. Il y est flanqué d'une demi-douzaine de collaborateurs, en majorité polonais, lettons, et baltes. Pour eux, comme pour Rosa Luxemburg, qui reproche aux bolcheviks de soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les aspirations nationales relèvent de la démocratie bourgeoise, aujourd'hui dépassée par la révolution prolétarienne. Ils rejettent donc toute idée de république nationale, et même de région autonome, et mettent souvent en minorité Staline, qui ronge son frein en silence puis s'esquive. « Lorsque à cause de nos discussions interminables, racontera Pestkovski, ses réserves de patience s'étaient épuisées, il disparaissait brusquement de façon fort habile, en déclarant : "Je reviens dans une minute", et se cachait dans n'importe quel recoin de Smolny ou du Kremlin, où il était presque impossible de le trouver. Nous commençons par l'attendre, puis nous levons la séance<sup>7</sup>. » Ainsi, mis en minorité, il abandonne le terrain aux autres et cherche un lieu tranquille où fuir ces discussions qui l'ennuient. Pestkovski le trouve dans les endroits les plus inattendus, par exemple à la cuisine, étendu sur un divan, en train de fumer sa pipe et, selon ses dires, « d'élaborer ses "thèses" » dont, bien évidemment, personne ne voit jamais le texte.

Le 20 novembre, il est désigné avec le commissaire à l'Intérieur, Petrovski, pour prendre en main la commission chargée de convoquer l'Assemblée constituante. Les élections, commencées le 12 novembre, s'achèvent. 41 millions d'électeurs, soit près de 80 % du corps électoral, ont voté. Les bolcheviks recueillent 24,5 % des voix, les socialistes-révolutionnaires de toutes nuances 48,5 %, les mencheviks 4,5 %, dont la moitié en Géorgie, les Cadets 4,7 %. Le reste des suffrages se répartit entre divers groupements socialistes et/ou nationalistes. Plus de 80 % des suffrages exprimés, dans un pays paysan, se sont donc portés sur des partis « socialistes » déclarés, et moins de 8 % sur les partis conservateurs et libéraux. Les bolcheviks, majoritaires dans

les grandes villes, sont minoritaires dans l'ensemble du pays (sauf en Lettonie, où ils recueillent 72 % des voix); les SR sont largement majoritaires à la campagne. Tout de suite, les passions s'exacerbent. C'est ainsi que les membres de la commission électorale, désignés avant le 26 octobre, refusent de coopérer avec Staline et Petrovski, et que ces derniers, le 23 novembre, débarquent à son siège, lui réclament, en vain, ses documents et, devant son refus, arrêtent ses membres.

Alors que les SR de gauche, exclus du parti SR le 26 octobre, s'associent aux bolcheviks et occupent fin novembre les commissariats à l'Agriculture, à la Justice et à l'Intérieur, la contre-révolution s'organise peu à peu. Dans le sud de la Russie, les généraux Kornilov, Alexeïev et Denikine s'allient au parti cadet. Le gouvernement décrète, le 28 novembre, les dirigeants de ce parti passibles d'arrestation, puis interdit celui-ci, ainsi que ses organes de presse; au début de novembre, les trois généraux constituent l'Armée des volontaires, une petite troupe d'officiers de 3 000 à 4 000 hommes qui comporte un simple soldat pour cinquante officiers supérieurs, et n'est donc encore guère dangereuse, même si la poétesse Marina Tsvetaïeva exalte « les gardes blancs, clous noirs/Dans les côtes de l'Antéchrist ».

Le bruit court alors que les bolcheviks ne veulent pas convoquer l'Assemblée. Le quotidien *Vecherny Zvon* publie le 6 décembre une interview de Staline, qui reste très évasif : il jure que les élus de gauche n'ont nullement l'intention de dissoudre l'Assemblée constituante qui, dit-il, sera réunie dès qu'un assez grand nombre de députés (400) seront rassemblés à Petrograd, et condamne l'idée d'une Constituante parallèle dissidente : « Ces deux Assemblées parallèles seraient illégitimes, dit-il, et cela marquerait la liquidation de la Constituante, ce qui serait déraisonnable et antipatriotique<sup>8</sup>. » Quelques jours plus tard au Comité central, il affirme à nouveau son inquiétude que « deux Assemblées constituantes se préparent<sup>9</sup> ».

Les cosaques du Don, sous la direction de leur chef, l'ataman (chef élu) Kaledine, proclament l'autonomie de leur territoire et collaborent avec l'Armée des volontaires contre l'Armée rouge; ils envoient à Petrograd une délégation que Staline reçoit, en l'absence de Lénine parti se soigner en Finlande. La délégation demande que l'Armée rouge cesse de les harceler; Staline souligne le caractère contre-révolutionnaire des actions de Kaledine

qui bloque les convois de blé et de charbon vers le nord. La délégation lui demande :

« Si nous instaurions un pouvoir sur des bases pleinement démocratiques, est-ce que vous cesseriez la guerre contre nous ?

– Bien sûr, répond Staline.

– Même si ce pouvoir ne reconnaissait pas le pouvoir du Conseil des commissaires du peuple ?

– J'ai peine à répondre, rétorque Staline un peu embarrassé. Mais nous sommes hostiles à l'idée de conserver des peuples de force. Et si la volonté du peuple travailleur est exprimée de façon définie, alors bien sûr... »

La délégation l'interroge : que feront les bolcheviks si l'Assemblée constituante ne reconnaît pas les décrets sur la paix, sur la terre et sur la nationalisation des banques ? Staline leur répond sans détour : « Nous dissoudrons l'Assemblée constituante et nous organiserons de nouvelles élections. » Et, reprenant la théorie de la volonté générale selon Robespierre, il précise : « Nous avons reçu le pouvoir directement du peuple, par la voie révolutionnaire ; le peuple nous a confié son destin et nous n'avons pas le droit d'abandonner le pouvoir et de confier la défense de ses intérêts et le destin même du peuple à quelqu'un d'autre<sup>10</sup>. » Deux jours plus tard, le 29 décembre, il signe avec Lénine un décret gouvernemental affirmant le droit des Arméniens à l'autodétermination jusqu'à l'indépendance pleine et entière. C'est l'un de ses derniers actes effectifs de commissaire aux Nationalités.

Dans l'appareil du Parti, qui commence à jouer un rôle gouvernemental, son étoile monte. Trotsky remarque vite que Lénine le pousse : « Il appréciait en Staline la fermeté du caractère, l'opiniâtreté, la ruse même<sup>11</sup> », toutes qualités fort utiles en cette période où tant de dirigeants hésitent et flottent, incertains. Il occupe alors une place centrale. Avec Sokolnikov, Boukharine et Trotsky, il anime le comité de rédaction de la *Pravda*. En compagnie de Lénine, Sverdlov et Trotsky, il décide de toutes les questions extraordinaires après consultation obligatoire de tous les membres du Comité central présents. Tel est le pouvoir de ce fameux quatuor institué le 29 novembre. Le 19 février 1918, la coalition bolcheviks-SR de gauche formera un comité exécutif commun, composé de deux SR, Prochian et Karéline, et de trois bolcheviks, Lénine, Trotsky et Staline.

Plus que la contre-offensive de ses adversaires et que la crise provoquée en son propre sein par son isolement au sommet du pouvoir politique, c'est la désagrégation galopante du pays, cause même de la révolution, qui menace le plus gravement le nouveau gouvernement. La révolution est en effet bousculée par le bouleversement social dont elle est née. Toutes les structures de l'État et de l'économie se disloquent en même temps. Les paysans, en se partageant les terres, détruisent souvent les locaux, l'outillage et le mobilier du propriétaire foncier, lorsqu'ils ne peuvent se les partager. Les soldats-paysans d'une armée agonisante, pour qui le gouvernement des soviets signifie le partage des terres et la paix immédiate, désertent chaque jour plus massivement les tranchées, abandonnant mitrailleuses et canons, et brigandent souvent sur le chemin du retour. Les comités d'usines prétendent gérer leur entreprise et disposer souverainement d'une production qui s'effondre ; souvent les soviets locaux veulent gouverner sur leurs territoires, garder le contrôle de leurs ressources et n'obéir qu'aux ordres de la capitale qui leur conviennent, allant même parfois jusqu'à taxer les sorties de marchandises. Bref, l'autonomie locale menace de démanteler la République des soviets. Le spectre de la famine, déjà menaçant en octobre, rôde. Les chemins de fer sont attaqués par des bandes qui se parent de couleurs politiques diverses, surtout anarchistes, pour justifier brigandage, viols et assassinats. Leur paralysie désorganise le ravitaillement : le blé s'entasse dans le Don ou dans la région de Samara pendant que les habitants de Petrograd ou de Moscou crient famine. La désorganisation engendre le chaos et encourage la combine et le trafic.

Les dirigeants bolcheviks, désorientés et désarmés, prennent des mesures empiriques pour tenir face à la vague montante du désordre, de la faim et de la contre-révolution naissante. La Russie soviétique bouillonne de complots multiples encouragés par les ambassades alliées. Ils sont souvent artisanaux, embryonnaires ou mort-nés, mais réels, et ceux qui les ourdissent partagent l'opinion de l'assassin de Raspoutine, le monarchiste Pourichkievitch, dans une lettre à Kaledine : « Le pouvoir est aux mains d'une plèbe criminelle qu'on ne mettra à la raison que par des exécutions et des pendaisons publiques<sup>12</sup>. » L'ancien adjoint de Kerenski, Boris Savinkov, fonde l'Union pour la défense de la patrie et de la liberté dans le but de préparer une demi-douzaine

d'insurrections. Ce bruissement permanent de complots bien réels façonne la mentalité de Staline.

Les fonctionnaires de la Banque d'État refusent toujours de fournir de l'argent au nouveau gouvernement, et même de lui ouvrir un compte, l'empêchant ainsi de payer les employés de l'État. Ils règlent en revanche leurs émoluments aux dignitaires déchus du Gouvernement provisoire et décident, début décembre, la grève générale. En réaction, un décret du 7 décembre crée la Tcheka (Commission extraordinaire de lutte contre le sabotage et la contre-révolution), dont la direction est confiée à Felix Dzerjinski, fils de hobereaux polonais, adhérent du parti bolchevik depuis mars 1917, homme entier, rigide, inflexible et passionné qui a, d'un bout à l'autre, soutenu Lénine dans sa volonté d'imposer l'insurrection à une direction bolchevique réticente ; une semaine plus tard, un décret nationalise les banques.

C'est donc en plein chaos que le gouvernement tente de mettre en œuvre le décret sur la paix. Après avoir lancé à tous les belligérants un appel à ouvrir des pourparlers, auquel les gouvernements alliés ne répondent pas, il signe à Brest-Litovsk, le 22 novembre, une trêve de trois semaines avec les états-majors autrichien et allemand. Les négociations s'y ouvrent le 9 décembre. Les bolcheviks, partisans depuis le début du conflit mondial d'une paix sans annexions ni réparations, se trouvent dans une situation délicate. L'Allemagne et l'Autriche, jouant sur la débâcle de l'armée russe, prétendent en effet dicter leurs conditions et annexer la Pologne ainsi que les pays baltes. C'est pourquoi les bolcheviks sont convaincus que la révolution russe n'échappera à l'asphyxie que si le prolétariat occidental (allemand au premier chef) se soulève et prend le pouvoir. Dans l'immédiat, céder aux exigences allemandes revient à accréditer la campagne déchaînée à l'Ouest sur la prétendue entente secrète entre les bolcheviks et le Kaiser. Avec, pour conséquence, l'affaiblissement de l'agitation qui mûrit en Allemagne et en Autriche.

Les exigences allemandes suscitent un vif débat au sein du parti bolchevik, dont la direction est divisée en trois tendances : Lénine, constatant que la vieille armée se meurt, que la nouvelle n'est qu'embryonnaire, comme la révolution en Allemagne, et que le pouvoir des soviets n'a aucun moyen de se battre, juge nécessaire de signer la paix aux conditions allemandes pour éviter l'écrasement militaire ; Boukharine et les communistes de

gauche, pour qui « signer la paix impérialiste, infâme », c'est se déshonorer et trahir, prônent, ainsi que les SR de gauche, la « guerre révolutionnaire de partisans contre l'impérialisme allemand » ; Trotsky veut faire traîner les négociations en longueur, le temps de démonter la campagne antibolchevique et de développer la propagande auprès des travailleurs des pays en guerre : il propose en définitive de refuser de signer tout en démobilisant une armée qui n'en peut plus, de proclamer en un mot « ni guerre ni paix ». Il réussit un moment à convaincre.

Le 5 janvier, l'Assemblée constituante ouvre ses travaux. Les députés socialistes-révolutionnaires de droite, majoritaires, se réunissent auparavant sous la présidence du maire de Moscou, Roudnev, responsable de la fusillade de près de 300 ouvriers et gardes rouges, malgré et pendant la trêve à Moscou, le 28 octobre 1917.

La séance de l'Assemblée tient du spectacle de cirque. Après un concert de sifflets et de hurlements venus de la gauche, et un début de bagarre, l'Assemblée élit comme président le SR Tchernov, ancien ministre de l'Agriculture du Gouvernement provisoire. Celui-ci prononce un discours de deux heures qui lasse tout le monde, y compris ses partisans. Après lui, 54 interventions se succèdent, dont sept d'un seul et même SR ukrainien, mais aucune de Staline, qui se tient à l'écart de ce ballet oratoire. La séance, commencée à 4 heures de l'après-midi, dure jusqu'à 4 heures du matin. Mais les bolcheviks et les SR de gauche ont quitté l'assemblée peu après minuit. Ces derniers, opposant le sens du vote à son résultat, dissolvent une Assemblée dominée par les faillis de l'année 1917, qui ont refusé de reconnaître les décisions du second congrès des soviets en octobre 1917. Les SR et les mencheviks ne mobilisent que de maigres troupes pour défendre une Assemblée dont la dissolution n'émeut guère une population paysanne surtout soucieuse de paix et qui s'intéresse plus à ses soviets locaux qu'à la lointaine Constituante.

Mais le Conseil des commissaires du peuple avait été conçu, le 26 octobre, comme un gouvernement destiné à s'effacer avec la convocation de l'Assemblée. Il lui faut maintenant confirmer juridiquement sa légitimité. Une commission du Comité exécutif des soviets élabore alors à la hâte un bref « Projet de résolution sur les institutions fédérales de la République de Russie », que Staline présente très brièvement au III<sup>e</sup> congrès des soviets, réuni



du 10 au 18 janvier à Petrograd, en conclusion de son rapport sur la question des nationalités. Sa biographie officielle n'y fait aucune allusion. Le texte adopté affirme que l'organe suprême du pouvoir est le Congrès des soviets, réuni au moins une fois tous les trois mois, et que le Conseil des commissaires du peuple est élu et modifié, totalement ou en partie, par le Congrès des soviets, ou par le Comité exécutif central, affirmations bientôt vidées de contenu réel.

Staline apporte deux correctifs à la déclaration du 2 novembre sur le droit des nationalités à l'indépendance. Il souligne d'abord que la bourgeoisie de certains territoires, comme l'Ukraine, sous couvert d'aspirations à l'indépendance nationale, dissimule sa volonté d'affirmer son pouvoir de classe. Il ajoute, reprenant une idée avancée par Lénine : le principe de l'autodétermination doit être un moyen du combat pour le socialisme, il doit être, pour cette raison, subordonné aux principes du socialisme.

L'Église orthodoxe se joint alors à la coalition antibolchevique. Enragé par l'instauration du mariage civil et le décret de séparation de l'Église et de l'État, promulgué le 22 janvier, le patriarche Tikhon se déchaîne et, dans une lettre pastorale, qualifie les nouveaux gouvernants d'« esprits insensés », engagés dans une « entreprise réellement satanique », et interdit à tous les fidèles d'« entretenir une quelconque relation avec ces rebuts du genre humain<sup>13</sup> ». Le clergé amène les fidèles contre le décret.

Face à la faim menaçante, le gouvernement forme, le 8 janvier, une commission du Ravitaillement composée de quatre membres, dont Staline, lequel propose aussitôt de dissoudre le commissariat du peuple à l'Approvisionnement, inefficace à ses yeux. À tort ou à raison ? Difficile à dire, mais c'est à ce moment que, pour la première fois, Staline dénonce l'incompétence, la nullité ou la paresse de certains responsables, avant de crier au sabotage délibéré.

Au cours des discussions dramatiques sur la question de la paix, Staline se range d'emblée du côté de Lénine, mais caricature en la schématisant son argumentation. Le 11 janvier, il déclare : « Il n'existe pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, il n'y a qu'une virtualité et nous ne pouvons pas compter sur une virtualité<sup>14</sup>. » Or, le 4 janvier, la grève générale a secoué Varsovie, occupée par les troupes alle-

mandes, et Vienne où elle a submergé la capitale quatre jours durant. Le rejet de la guerre monte dans toute l'Europe. Lénine rectifie aussitôt, en insistant sur la réalité de ce mouvement de masses : « Si nous croyons que le mouvement allemand pourrait se développer immédiatement en cas de rupture des pourparlers de paix, nous devons nous sacrifier, car la révolution allemande serait d'une force supérieure à la nôtre<sup>15</sup>. » Mais il ne croit pas que l'écrasement de la révolution russe fouetterait la révolution allemande. Le rapport des forces dans les sommets du Parti ne lui est pas favorable. À la réunion des cadres de Petrograd, le 8 janvier, il recueille ainsi 15 voix, Trotsky 16, les communistes de gauche 32. Le Comité de Moscou, qui, le 28 décembre, avait demandé « une guerre sans merci contre la bourgeoisie du monde entier », exige une seconde fois, le 11 janvier, « l'interruption des pourparlers de paix » et la préparation de « la guerre sainte pour le socialisme<sup>16</sup> ». Le 19 janvier, Staline voit une issue dans la proposition intermédiaire de Trotsky. Le 21, à la question : « Est-il admissible de signer à l'heure actuelle une paix annexionniste avec l'Allemagne ? », le Comité central répond non par 9 voix contre 5, dont celles de Lénine et de Staline.

Le 14 janvier, les sociaux-démocrates finlandais ont pris le pouvoir à Helsinki. La bourgeoisie finlandaise confie son sort au général tsariste Mannerheim qui, avec l'aide de la division allemande Von der Goltz, écrase les « rouges » au début d'avril et déclenche une terreur inouïe : des femmes et des prisonniers, alignés devant des murs ou des fosses, sont abattus à la mitrailleuse, les blessés sont systématiquement achevés et soixante mille prisonniers survivants entassés dans les premiers camps de concentration de la guerre civile ou dans les prisons surpeuplées ; la moitié sont fusillés ou emportés par le typhus. La terreur blanche fait au bas mot 30 000 morts.

Le 30 janvier, le commandant en chef des armées publie le décret de démobilisation de l'armée. Quatre jours après, le 16 février (pour substituer au calendrier julien le calendrier grégorien, la Russie passe directement du 31 janvier au 14 février), le haut commandement allemand annonce qu'il mettra fin à l'armistice le 18 février à midi. Le 17 février au soir, le Comité central refuse néanmoins de « proposer immédiatement à l'Allemagne d'engager de nouveaux pourparlers en vue de la signature de la paix » par 6 voix contre 5 pour (dont Lénine, Staline et Sverdlov).

Ce refus obstiné fait peser une menace mortelle sur la jeune République soviétique. Le 18 février, les Allemands se mettent en marche. Les soldats russes détalent à la seule vue de leurs uniformes, sans même que la Reichswehr tire le moindre coup de fusil. Pourtant, le matin de ce jour, le Comité central rejette encore la possibilité « d'envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix » par 7 voix contre 6, puis, devant la fuite éperdue des troupes russes, l'adopte le soir même par 7 voix contre 6, Trotsky, face au désastre, passant du non au oui. Les Allemands, répugnant à prolonger une aventure militaire dans cet espace apparemment infini, avancent néanmoins de lourdes exigences supplémentaires ; ils réclament en particulier l'abandon de la Livonie et de l'Ukraine, où s'est installé un gouvernement autonome, la Rada, avec lequel ils ont déjà signé un armistice séparé. Ce jour-là, discutant par téléphone avec un responsable du Comité exécutif des soviets d'Estonie agonisant face à l'avance allemande, Staline trouve « remarquable » l'idée d'un camp de concentration. Ce n'est pas encore le Goulag<sup>17</sup>. Jusqu'aux camps politiques créés par le gouvernement finlandais blanc, le mot désigne alors un lieu où l'on entasse prisonniers et adversaires.

Le 23 février, au Comité central, sous l'offensive des partisans enragés de la guerre révolutionnaire, Lénine menace de démissionner. La violence des débats sourd à travers le procès-verbal. Un communiste de gauche, Lomov, déclare qu'il n'y a pas de raison d'avoir peur que Lénine se retire : « il faut prendre le pouvoir sans Lénine » et aller sur le front faire la guerre. Staline, désorienté, propose de ne pas signer, mais d'entamer des pourparlers de paix. C'est un peu tard, et Lénine s'en explique : « Staline a tort lorsqu'il dit qu'on pourrait ne pas signer. Il faut signer ces conditions. Si vous ne signez pas, c'est l'arrêt de mort du pouvoir soviétique que vous signerez dans moins de trois semaines [...]. La révolution allemande n'est pas encore mûre. Elle nécessitera plusieurs mois. » (Elle éclatera, de fait, en novembre.) Staline corrige aussitôt sa position, et répète presque mot pour mot Lénine : « Nous devons signer ces conditions immédiatement [...]. Nous aussi nous parions sur la révolution [en Allemagne], mais tandis que vous comptez par semaines, nous comptons en mois<sup>18</sup>. » Le Comité central décide d'accepter ces conditions par 7 pour (dont Lénine, Staline, Sverdlov), 4 contre et 4 abstentions, dont Trotsky. Quatre membres du Comité central (dont Boukharine) en démis-

sionnent, et sept commissaires du peuple quittent le gouvernement; Trotsky abandonne ses fonctions de commissaire aux Affaires étrangères. Staline demande alors si cet abandon de poste «ne signifie pas aussi quitter le Parti». Rabroué, il s'excuse, jure qu'il n'accuse personne, déclare qu'on a le droit d'agir selon sa conscience, mais rappelle que personne ne peut remplacer les démissionnaires, et se demande avec un peu de perfidie si «les camarades, qu'il invite à attendre le congrès prochain, se rendent compte que leur attitude mène à la scission<sup>19</sup>».

Lors de la réunion du lendemain, face à la vague de démissions maintenues, Staline semble perdu : il ne propose rien, mais évoque la souffrance qu'il éprouve pour ses camarades et insiste à nouveau pour qu'ils attendent le congrès, car en province, dit-il, leur départ sera pris pour une scission. Il apparaît ainsi, au milieu de cette tempête, comme un homme habité d'abord par le souci de l'unité du Parti au moment où le Comité régional de Moscou cesse tout simplement de reconnaître l'autorité du Comité central.

Le 3 mars, le traité est signé. Le lendemain, le jour où les communistes de gauche publient le premier numéro de leur propre journal, s'ouvre le VII<sup>e</sup> congrès du Parti qui ne réunit qu'une cinquantaine de délégués. Il ratifie le traité. Staline, qui n'y prend pas la parole, est fortement contesté. Le présidium propose de l'inclure dans la commission du programme du Parti, qui désormais s'appelle parti communiste. Mais Ouritski suggère de nommer Radek et non Staline dont, dit-il, les articles programmatiques font défaut. Le président de séance réplique : «Staline a écrit sur la question nationale<sup>20</sup>.» Lénine et Trotsky recueillent 37 voix, Staline, le dernier élu, 21.

Une semaine après, le 15 mars, le Comité exécutif central des soviets ratifie de justesse le traité de Brest-Litovsk par 116 voix contre 84 et 26 abstentions, après une séance houleuse où les SR de gauche accusent les bolcheviks de «trahir l'Internationale» et protestent contre ce «traité infâme» en annonçant leur départ du gouvernement. Staline a pendant ces trois mois appuyé la position de Lénine, mais il n'a jamais pris la parole en public pour la défendre; son soutien est passif, comme s'il était à la traîne d'événements qui le dépassent. Mais il est aussi l'un de ceux qui n'ont pas cédé au vertige de l'utopique «guerre révolutionnaire – sans armée – contre l'impérialisme». Lénine s'en souviendra.

Lénine jugeant Petrograd trop soumis à la menace allemande, le 11 mars le gouvernement déménage à Moscou, au Kremlin. Staline y dispose d'un trois-pièces sous les combles du corps de cavalerie, qu'il occupe avec sa secrétaire et future femme, Nadejda Alliluieva, et le père de cette dernière, Serguei. L'appartement mitoyen est habité par Boukharine. Le même bâtiment abrite Trotsky, sa femme et ses deux enfants. Jusqu'à la fin de la guerre civile, Staline occupera assez rarement cet appartement à l'ameublement spartiate.

Malgré l'opposition de sa mère, Nadejda, de vingt-deux ans sa cadette, devient sa femme quelques semaines plus tard, sans fête ni cérémonie, au cours d'un repas de famille. Staline y révèle son caractère encore fruste. Il contient un moment son émotion puis, soudain, se lève de table, empoigne un poulet rôti sur la table et, dans un cri de joie, le projette sur le mur où le volatile s'écrase en y laissant une longue tache jaunâtre. Pendant plusieurs mois, Nadejda s'obstine à vouvoyer son époux qui la tutoie. Ce mariage, officiellement enregistré le 24 mars 1919, semble donc, comme le premier, fondé sur un rapport de domination. Mais Nadejda, têtue et volontaire, est d'une autre pâte que Catherine Svanidzé. Une rumeur accuse Staline d'avoir alors pris Nadejda de force. Ce viol imaginaire de la jeune fille annoncerait le viol ultérieur des masses. L'invention est aussi primitive que l'explication qu'elle prétend fonder.

Le commissariat aux Nationalités est alors dispersé dans quelques pièces, aux quatre coins de la ville. Staline veut un local unique et, peu sûr de la validité de ses arguments ou de sa capacité à les défendre, organise un véritable squat. Le Conseil suprême de l'économie nationale (CSEN) n'avait pas encore occupé le Grand Hôtel de Sibérie qui lui était alloué. Une nuit Staline, Nadejda Alliluieva et Pestkovski, armés de punaises et de papier, y pénètrent, remplacent la pancarte portant le sigle du CSEN par une autre au nom du commissariat aux Nationalités, découvrent une entrée secondaire non cadénassée, entrent, et, à la lumière de leurs allumettes, piquent au hasard des pancartes sur les portes. Leur stock d'allumettes épuisé, les trois squatters dévalent l'escalier dans le noir, manquent de se rompre le cou, arrivent enfin au sous-sol, et parviennent péniblement à retrouver la sortie et leur auto. Le lendemain, l'hôtel est rendu à l'Économie nationale et les pancartes nocturnes des squatters arrachées...



## CHAPITRE IX

### Le commissaire botté

Le 20 février, le gouvernement a créé une « Armée rouge » et un Conseil supérieur de la guerre (rebaptisé plus tard Conseil militaire de la République) dirigé par Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre et à la Marine. Il tente d'abord de former une armée de volontaires issus de l'ancienne armée et de gardes rouges. Mais ces derniers, inexpérimentés, s'ils peuvent garder une usine ou un dépôt, n'ont jamais été formés au combat. De plus, toute une couche de déclassés et de marginaux, produit de la décomposition de l'armée et de la société, pénètre massivement dans cette nouvelle Armée rouge et dans la Tcheka. Trotsky le souligne dans un discours le 7 juin 1918. En raison de la déliquescence de la discipline du travail, il « s'est formé dans les couches profondes du peuple, dit-il, une couche indésirable d'ouvriers et de paysans déclassés [...] certes l'Armée rouge comporte beaucoup de combattants héroïques et pleins d'abnégation, mais aussi beaucoup d'éléments indésirables, de voyous, de fainéants, de déchets<sup>1</sup> », noyau de détachements de partisans indisciplinés, plus portés sur la vodka et la maraude que sur le combat. Aussi un décret du 9 juin décide-t-il la mobilisation ouvrière, qui se révèle vite insuffisante.

Faute d'encadrement militaire communiste compétent, Trotsky veut former l'ossature de l'Armée rouge avec le corps des officiers de l'armée tsariste, professionnels politiquement incertains, qu'il encadre par des commissaires politiques bolcheviks chargés

de vérifier l'innocuité politique de leurs ordres. L'Armée rouge est ainsi bien hétérogène : on y trouve aussi bien des ouvriers et des militants communistes (un demi-million en trois ans de guerre civile, dont la moitié périront), que des « spécialistes militaires » tsaristes (de 60 à 75 000 selon les statistiques), une masse flottante de paysans, de 1 à 3 millions selon les périodes, soit volontaires, soit recrutés de force, et des dizaines de milliers de déclassés. Sans compter plus de 300 000 Hongrois, Coréens, Chinois, qui se battent par conviction.

L'Armée rouge en gestation est encerclée de toutes parts. En mars 1918, les Allemands et les Autrichiens occupent l'Ukraine, et un gouvernement russe de l'Extrême-Orient, présidé par le prince Lvov, se forme à Pékin. En avril, les Japonais débarquent à Vladivostok. Fin mai, les 35 à 40 000 soldats tchécoslovaques de l'armée autrichienne, faits prisonniers sous le tsar, évacués vers l'est et échelonnés le long du transsibérien, ont un accrochage avec le soviet de Tcheliabinsk. Trotsky leur ordonne de rendre les armes ; ils se soulèvent alors, s'emparent de la ville, puis de Penza, Samara, Vladivostok, Omsk où ils installent un gouvernement socialiste-révolutionnaire. En juin, les SR organisent des soulèvements à Tambov, Ekaterinbourg, abattent le dirigeant bolchevik Volodarski à Petrograd ; l'organisation de Boris Savinkov soulève Iaroslavl. À la fin du mois, dans les régions cosaques du Don, l'ataman Krasnov reconstitue une armée de 40 000 cosaques, cavaliers et pillards également redoutables. Le 6 juillet, les SR de gauche assassinent l'ambassadeur allemand Mirbach et se soulèvent à Moscou pour imposer la reprise de la guerre avec l'Allemagne. Ils disposent de deux fois plus de forces armées que les bolcheviks, dont les principaux soutiens (les tirailleurs lettons) sont partis célébrer leur fête populaire en banlieue ; ils ne cherchent ainsi qu'à faire pression sur le gouvernement bolchevik, non à prendre le pouvoir. Face à une population surtout préoccupée par les problèmes de ravitaillement, l'aventure tourne vite au fiasco.

Des détachements franco-anglais débarquent à Mourmansk, au nord, et installent un gouvernement dirigé par un « socialiste-populaire » à barbe blanche, Tchaïkovski. En août, les Turcs et les Anglais occupent l'Azerbaïdjan. Les mencheviks accueillent les Allemands en Géorgie. Le 6 août, les Tchèques prennent Kazan, à l'est de Moscou dont la route leur est ouverte. La Russie sovié-



tique, réduite à l'ancien royaume de Moscovie autour de Petrograd et Moscou, semble perdue.

Le déchaînement de la guerre civile libère Staline des discussions stériles de son commissariat où son activité se réduit à bien peu de chose : il donne une interview à la *Pravda* (3-4 avril) sur la future Fédération de Russie, envoie un télégramme au V<sup>e</sup> congrès des soviets du Turkestan (22 avril), participe à la réunion préparatoire du congrès de fondation de la République soviétique de Tataro-Bachkirie, dont la guerre civile empêchera la tenue, et fait un bref voyage à Koursk pour des pourparlers de paix avec une Rada ukrainienne moribonde ; les Allemands ont en effet installé à Kiev un fantoche ukrainien, Skoropadski, sous la responsabilité duquel ils pillent le pays pour nourrir l'Autriche et l'Allemagne affamées. Enfin, membre du Comité exécutif central des soviets, l'organe officiel, de plus en plus décoratif, d'un pouvoir désormais concentré entre les mains du Parti, Staline ne prend à peu près aucune part à son activité.

La crise du ravitaillement, cause première de la révolution de Février, s'aggrave au fil des mois. Les paysans ont pris la terre mais ne veulent pas donner leur blé ; la guerre civile rampante, puis ouverte, la désorganisation et l'insécurité des transports, la rupture des stocks, l'effondrement de l'industrie, la constitution d'une Armée rouge qui accapare une part croissante d'une production industrielle déclinante, aggravent la menace de famine. En mars 1918, le gouvernement met au point un système d'échanges en nature entre la campagne et la ville. Les paysans sont invités à apporter leur récolte à des dépôts centraux en échange de produits industriels. Mais les paysans rechignent à se déplacer pour un troc hypothétique, les dépôts sont souvent pillés, le grain entassé perdu ou pillé lui aussi. Dès le printemps 1918, la population affamée des villes part se ravitailler à la campagne. La dislocation de l'État en une pluie de principautés plus ou moins autonomes et la guerre civile réduisent à néant la rentrée des impôts. La planche à billets fonctionne à tout va. Les paysans refusant d'échanger leurs produits contre des coupures dont la valeur s'effondre, les ouvriers fabriquent dans leurs usines de plus en plus désertées divers objets d'usage courant comme monnaie d'échange. Une économie parallèle, dite « du sac », se développe : des groupes font la navette entre les régions agricoles et les villes pour vendre ou troquer du savon, du pétrole

à lampe, du tissu, des clous, des briquets, du cuir contre de la farine, des pommes de terre, du sel, du sucre. Ils se rassemblent en bandes organisées, souvent armées, qui prennent d'assaut les trains, rackettent parfois les passagers entassés dans des wagons crasseux, souillés de sanies et d'excréments, assis ou allongés sur les toits, et désorganisent le trafic ferroviaire. Comme ce trafic conjure la famine, le pouvoir hésite entre la répression, la confiscation et le laisser-faire.

Pour nourrir les villes et l'Armée rouge, pour surmonter aussi les réticences des paysans aisés à livrer leur blé, le gouvernement envoie dans les campagnes des détachements d'ouvriers et de gardes rouges pour la réquisition, puis crée, le 11 juin 1918, les « comités de paysans pauvres », chargés de réquisitionner les « excédents » de grains des paysans riches (koulaks) et aisés. Ces comités autodésignés se heurtent souvent aux soviets élus qui représentent toute la paysannerie. Cette politique de division planifiée de la paysannerie, destinée à dresser ses couches les plus pauvres contre ses couches aisées, peu efficace, sera officiellement abandonnée en décembre. Mais en mars 1919, Kroupskaïa se plaindra dans une lettre au commissaire à l'Intérieur : « Les comités de paysans pauvres font régner la violence et le désordre<sup>2</sup>. » Pour répartir la pénurie en faveur des ouvriers et en défaveur des « bourgeois », le 23 août, un système de « rations alimentaires de classe » inégalitaire est institué. La guerre civile accélère enfin la nationalisation de l'économie. Un décret du 30 juin 1918 nationalise les grandes entreprises, le transport ferroviaire et le commerce de gros pour centraliser les ressources de plus en plus maigres entre les mains de l'État.

À part Lénine, qui tient toutes les ficelles entre ses mains, Sverdlov, qui gère l'appareil du Parti, et Boukharine, chargé de la *Pravda*, tous les dirigeants sont affectés à des missions sur divers fronts, que Trotsky parcourt dans son fameux train spécial. Pour tenter de ravitailler Moscou, Lénine nomme Staline directeur général de l'approvisionnement du sud de la Russie, et l'envoie, le 29 mai 1918, à Tsaritsyne, à 800 kilomètres au sud de Moscou sur la Volga, avec le commissaire au Travail Chliapnikov. Ils sont munis de pouvoirs extraordinaires pour assurer le passage du blé et du charbon venant du Sud. Avant de partir, Staline se rend chez le commissaire à l'Approvisionnement, Tsiouroupa, son voisin,

le houspille, lui déclare que les employés de son commissariat ne brassent que de la paperasse, et l'invite à les expédier tous sur place « charger le blé sur leur dos ! » « Et vous le premier comme dirigeant<sup>3</sup> ! » ajoute-t-il. Tsiouroupa lui conseille de transmettre la proposition au Comité central. Staline esquive.

Le 29, accompagné de Nadejda Alliluieva, âgée de 17 ans, et de son frère Fiodor, âgé de 20 ans, qui depuis le début de l'année lui servent l'une de dactylo, l'autre de secrétaire, et d'un détachement de tirailleurs lettons, il part pour Tsaritsyne, siège de l'état-major de la X<sup>e</sup> armée. Un mois plus tôt, le 4 mai, a été constitué le front du nord-Caucase commandé par Snessarev, l'un des premiers généraux tsaristes ralliés au pouvoir soviétique. La ville contrôle la route du Caucase. La ligne de chemin de fer du Sud est soumise aux raids de bandes paysannes plus ou moins anarchistes, de cosaques et de gardes blancs. En chemin, Staline reçoit un télégramme de son ami Ordjonikidzé qui l'informe du chaos qui règne à Tsaritsyne. Un groupe anarchiste, insurgé, y a attaqué un convoi de wagons chargés de pierres précieuses et d'or confisqués aux riches, assassiné les gardes, réparti le butin puis tenté de piller la ville avant que ses deux dirigeants ne soient abattus. Le lendemain, 6 juin, Staline arrive à Tsaritsyne au moment où, sous la pression des troupes allemandes qui envahissent l'Ukraine, les 15 000 soldats des III<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées ukrainiennes soviétiques, formées de mineurs et de métallurgistes russophones et commandées par son vieux camarade de Bakou, Vorochilov, refluent sur la ville, que les cosaques du Don menacent par le sud. Plus au nord, Savinkov prépare l'assassinat de Lénine et Trotsky à Moscou, un soulèvement à Rybinsk, Iaroslavl, Kazan et Mourôm, siège du quartier général bolchevik. Il espérait ainsi, commentera-t-il en 1919, « encercler la capitale avec les villes soulevées, avec le soutien des Alliés au nord, et des Tchécoslovaques<sup>4</sup> » au sud.

Prudent, Staline, que personne ne songe pourtant à assassiner, reste logé dans le wagon-salon de son train prêt à remonter vers le nord, installe son état-major sous le toit brûlant, et réclame les pleins pouvoirs sur le trafic fluvial. Lénine ordonne par télégramme à la direction des transports fluviaux d'exécuter toutes ses décisions et directives. Bien que sa mission concerne l'approvisionnement, il s'ingère aussitôt dans la conduite des affaires militaires, tout en prétendant le faire à son corps défendant. Le

22 juin, il télégraphie ainsi à Lénine et Trotsky : « occupé jusqu'à la folie [...] je ne voulais prendre sur moi aucune fonction militaire, mais l'état-major du district m'a lui-même entraîné dans ses affaires. Je sens que c'est impossible autrement, tout simplement impossible<sup>5</sup> ». Pour la première fois de sa vie, cet éternel exécutant se trouve en situation de décider : il jouit du pouvoir de vie et de mort sur des milliers d'hommes. Cette première expérience dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire va brutalement modifier son comportement, comme celui de dizaines de milliers de militants politiques.

Jusqu'alors habillé d'un pantalon, d'une vareuse civils et de banales chaussures, Staline militarise sa tenue : veste d'allure militaire, casquette, pantalon guerrier enfoncé dans des bottes. Le 7 juin, il annonce la création de « commissaires spéciaux » et l'envoi de 16 000 tonnes de grains. Rien n'arrive. C'est (déjà) le sabotage des incapables et des ennemis cachés ! L'espionnage et la diversion étant monnaie courante dans la guerre civile, le vraisemblable passe aisément pour vrai. Son télégramme du 7 juillet témoigne par ailleurs de son changement de caractère : autoritarisme cassant, suspicion permanente, harcèlement des subordonnés, vantardise, refus d'assumer ses responsabilités dans l'échec : « Ne plus envoyer de filous ! Je harcèle et j'insulte tous ceux qu'il faut... Vous pouvez être sûr que nous n'épargnerons personne, ni nous-mêmes, ni les autres. » Il promet à Lénine un tonnage indéfini dans un avenir indéterminé. Il tempête. « Je harcèle et j'injurie tout le monde [...]. Si nos spécialistes militaires (des savetiers !) ne dormaient pas et ne fainéantaient pas, la ligne n'aurait pas été rompue, et si la ligne est rétablie, ce ne sera pas grâce aux spécialistes, mais malgré eux<sup>6</sup>. » La référence au métier paternel est peu flatteuse...

Il dirige sur la base de rapports, écrits ou oraux, qu'il sollicite constamment et dépouille inlassablement dans son wagon, depuis lequel il multiplie les directives et les ordres qu'un petit groupe de cadres répercutent et appliquent. Jamais il ne visite les tranchées, les ouvrages de défense, les infirmeries-mouroirs de campagne, les rassemblements de troupes, les casernes. Il n'aime pas plus le contact avec les soldats que la fréquentation des officiers supérieurs. Il marque sa volonté d'indépendance en communiquant directement avec Lénine par-dessus le commissaire à la Guerre.

Ivre de commandement, il exige tous les pouvoirs militaires. Dans une lettre du 10 juillet, il demande à Lénine de « fourrer dans la tête » de Trotsky qu'« il ne faut pas effectuer de nomination à l'insu des gens sur place ». C'est aux pouvoirs locaux de décider. Et il ajoute avec un dédain provocateur : « L'absence d'un bout de papier de Trotsky ne m'arrêtera pas... je démettrai sans autre formalité les commandants et commissaires qui ruinent l'affaire<sup>7</sup>. » Il le répète et dénonce l'état-major du front, « tout à fait inadapté aux conditions de la lutte contre la contre-révolution », ses membres, « absolument indifférents aux opérations », et les commissaires militaires<sup>8</sup>. Tous des incapables, sauf lui.

Son ignorance en matière militaire lui rend insupportables les officiers de carrière que, dans le jargon de l'époque, on appelle les « spécialistes » ou *spetzy*. Son commandement exacerbe en lui un trait déterminant de son comportement ultérieur : il est rongé par une aversion envieuse et vengeresse envers les gens compétents dans le domaine dont il s'occupe. Dès le 22 juin, il télégraphie à Lénine et Trotsky : « Les spécialistes sont des gens morts de bureaux, absolument inadaptés à la guerre civile<sup>9</sup>. » Le 11 juillet, dans un télégramme aux mêmes, il dénonce les « “spécialistes”, psychologiquement inaptes à une guerre résolue avec la contre-révolution ». Et, sur un ton bravache, il leur annonce une fois encore : « Je prends (et je prendrai) toute une série de mesures jusqu'au limogeage des gradés et commandants d'armées qui ruinent la cause, malgré les difficultés formelles, qu'en cas de besoin je briserai<sup>10</sup>. » Ces difficultés formelles ont un nom : Trotsky et sa fonction de président du Conseil militaire de la République dont dépendent les nominations. Il ne supporte pas Snessarev qui, en quelques semaines, a organisé la défense de Tsaritsyne, préservé la route de l'approvisionnement du Sud, et empêché la jonction entre les cosaques de Krasnov et les troupes blanches de l'Est. Snessarev se promène en uniforme de général de l'Empire avec les fameuses épaulettes, tant haïes des soldats qui les clouent volontiers dans les épaules des officiers blancs capturés. L'assurance de ce ci-devant déplaît à Staline. Le 16 juillet, dans un long télégramme à Lénine, il l'accuse de « saboter très habilement l'opération de nettoyage » d'une ligne de front et de « s'efforcer assez délicatement de ruiner l'entreprise<sup>11</sup> ». Aucun fait ne confirme ces insinuations. Le lendemain, Staline télégraphie à Trotsky sa volonté d'éloigner Snessarev et

de créer un conseil militaire ayant des fonctions opérationnelles avec Vorochilov, braillard incompetent, et son camarade Minine, le président du soviet de Tsaritsyne.

À mille kilomètres de là, au sud, la commune de Bakou, dirigée par des commissaires du peuple bolcheviks et SR de gauche, est menacée par l'armée turque, les moussavatistes (nationalistes azerbaïdjanais) et des régiments britanniques. Moscou envoie six régiments pour les soutenir. Leur route passe par Tsaritsyne. Staline les retient. La commune de Bakou est dirigée par deux vieux bolcheviks qu'il déteste : Chaoumian, dit «le Lénine du Caucase», orateur populaire, et Djaparidzé, agitateur de masse. Privée de ce renfort indispensable, elle tombe quelques semaines plus tard à la mi-août ; 26 commissaires du peuple sur 27 seront capturés par les Anglais, attirés par le pétrole de Bakou, et fusillés le 20 septembre 1918. Staline s'acharnera plus tard à les accuser de lâcheté. En 1937, il menacera le seul survivant, Anastase Mikoïan, en jugeant «obscur et embrouillé» les circonstances de sa survie et en lui susurrant : «Ne nous oblige pas, Anastase, à débrouiller cette histoire», histoire sur laquelle Mikoïan ne s'expliquera jamais clairement.

Le 1<sup>er</sup> août, le gouvernement décrète la mobilisation générale des hommes de 18 à 40 ans. Comme dans la Vendée de 1792, cette mesure, couplée avec les réquisitions de blé, suscite de vives résistances à la campagne. La forme passive la plus fréquente est la désertion : des paysans se laissent enrôler à la fin de l'automne, restent à l'armée l'hiver pour être nourris, voire vêtus, gratuitement et s'enfuient en masse à la saison des semailles et surtout des moissons. Les paysans renâclent encore plus à se laisser enrôler par les Blancs hostiles au partage des terres. Mais les armées blanches, formées d'officiers en nombre plus réduit mais mieux entraînées, sont moins affaiblies par ces difficultés ; elles seront, de plus, largement fournies en armes modernes par les Alliés après l'effondrement de l'Allemagne en novembre 1918.

L'instabilité des armées en lutte est chronique : lorsque les Blancs avancent, des détachements de soldats rouges passent dans leurs rangs et reviennent dans l'Armée rouge en entraînant des indécis quand les Blancs, qui fouettent, torturent et fusillent les paysans réfractaires, se replient et s'enfuient. Ainsi, la Tcheka de Tsaritsyne arrête en novembre 3 000 soldats rouges

passés dans l'armée de Krasnov et fusille les 50 meneurs ou réputés tels.

Staline et Vorochilov dénoncent un complot monarchiste dirigé par deux officiers tsaristes ralliés, dont le très douteux Nossovitch, et les arrêtent. Trotsky les libère. Lénine télégraphie à Staline son désaccord avec ses méthodes expéditives. À la fin de juillet, Staline concentre tous les pouvoirs civils et militaires à Tsaritsyne. Vorochilov et lui ignorent les ordres émanant de Trotsky. Ils sont mus par une aversion de plébéiens parvenus envers les gradés et les spécialistes militaires, et par l'hostilité politique de vieux cadres bolcheviks contre Trotsky, l'intrus qui parade au premier plan et veut construire l'Armée rouge avec des officiers de carrière.

Staline et Vorochilov expriment un sentiment largement partagé dans l'Armée rouge : tout au long de l'année 1917, les bolcheviks se sont appuyés sur les soldats et les sous-officiers hostiles à la guerre contre le corps monarchiste et patriote des officiers auxquels on leur demande aujourd'hui d'obéir. Alors que les soldats n'ont, la plupart du temps, ni uniforme ni bottes, mais de simples laptis (espadrilles de tille) tressées, quand ils ne se battent pas pieds nus, les officiers, comme les commissaires politiques, ont bottes, uniformes, baudrier. L'aversion du soldat rouge paysan à leur égard s'en trouve décuplée. C'est donc un jeu d'enfants pour Staline et ses amis, Vorochilov et le cavalier Boudionny, sabreur émérite rendu célèbre par ses moustaches en croc, de dresser des hordes de mécontents contre Trotsky. Staline enrôle déjà dans cette entreprise des marginaux et déclassés unis par une haine viscérale de la discipline et de la compétence, et qui formeront demain l'une des branches de son appareil.

Son ami Boudionny est un exemple saisissant de ce type d'hommes. Écrivant un jour à Lénine, il le salue en usant du titre de « Guide très respecté » et lui déclare, avec quelques fautes d'orthographe : « je voudrais personnellement Vous voir et m'incliner devant Vous en tant que Grand Guide de tous les Paysans et Travailleurs pauvres<sup>12</sup> ». Ce respect du Chef se combine avec son aversion profonde pour les anciens officiers tsaristes.

Se posant en haut protecteur de ces plébéiens indisciplinés et râleurs, il constitue vite un clan. Avec Vorochilov et nombre de sous-officiers bolcheviks, Staline conçoit la guerre comme une longue guérilla de partisans autonomes. Trotsky combat cet état d'esprit de chefs de bandes plus ou moins rouges pour qui la

guerre se résume à des coups de main, à des raids de cavalerie, voire à des razzias, et qui sont capables de tous les retournements.

Le général Nossovitch, craignant la vengeance de Staline, rejoint les Blancs. Quelques jours plus tard, dans la nuit du 22 août, Staline rassemble sur une barge plusieurs dizaines d'anciens officiers tsaristes nommés par Trotsky et Snessarev, et les fait fusiller. La fuite de Nossovitch lui permet de convaincre Lénine de la réalité des complots qu'il débusque. En mars 1919, au VIII<sup>e</sup> congrès du parti bolchevik, Lénine le rappellera : « Quand Staline fusillait à Tsaritsyne, je pensais que c'était une faute, je pensais qu'on fusillait à tort [...] et j'ai télégraphié : soyez prudents. J'ai commis une erreur<sup>13</sup>. »

Le 24 juillet, Moscou cède : nommé président du Comité militaire révolutionnaire du front Sud, Staline reçoit le droit de désigner le chef militaire du front, nomme Vorochilov, arrête Snessarev et son état-major, et les jette au fond de sa prison flottante. Trotsky arrache au peloton d'exécution Snessarev, nommé en août 1919 chef de l'Académie de l'état-major général. Staline se vengera dix ans plus tard : en janvier 1930, Snessarev sera arrêté avec d'autres généraux coupables d'avoir ri de l'article de Vorochilov « Staline et l'Armée rouge », paru dans la *Pravda* du 21 décembre 1929 et qui faisait de Staline le Père-la-Victoire de la guerre civile. Snessarev écopera de dix ans de camp.

Certes, la conduite de Staline doit être replacée dans le contexte d'une guerre civile inexpiable. La violence, que nul ne peut maîtriser, émane des tréfonds de la société. Les paysans, soumis depuis des décennies à la morgue des propriétaires nobles et des représentants de l'État, les soldats, traités pendant la guerre comme du simple bétail envoyé à la boucherie par des généraux qui les méprisent, se vengent sans pitié. La haine envers les possédants et les nantis, qui a jailli avec violence à plusieurs reprises dans l'histoire de la Russie, lors des insurrections de Stenka Razine ou de Pougatchev, avivée par les massacres de la guerre, vise tous les « bourgeois ». La férocité de la terreur blanche déclenchée dans la Finlande voisine est un avertissement pour tous. À Sébastopol, les marins rouges coupent les mains et le sexe des officiers de la marine soupçonnés d'avoir, dans les cours martiales, en 1906, condamné à mort ou au bagne leurs camarades ; malgré les ordres du Comité militaire révolutionnaire, ils achèvent à la baïonnette les prisonniers blessés ; les officiers



blancs de cette armée, écrasant une grève à Rostov, coupent le nez et arrachent les yeux des grévistes capturés ; en 1919, à Tchernobyl, les cosaques enferment les juifs dans la synagogue et y mettent le feu ; à Tcherkass, ils violent en série des fillettes juives puis leur lardent le vagin de coups de poignard et de sabre ; à Iouzovka, patrie de Khrouchtchev, les Blancs, jugeant que les mineurs extraient trop peu de charbon, les alignent sur le carreau de la mine et en fusillent un sur dix ; les armées dites « vertes » de paysans révoltés, qui se forment dès l'été 1918, éventrent leurs victimes, leur arrachent les yeux, les découpent à la hache, les empalent, les brûlent en dansant autour des bûchers ; en mars 1919, la Conférence spéciale de l'Armée des volontaires formée de monarchistes, libéraux et socialistes dits modérés, dirigée par le général Denikine, promet la mort aux « individus coupables d'avoir préparé la conquête du pouvoir par le Conseil des commissaires du peuple<sup>14</sup> », ainsi qu'à leurs complices, ce qui fait beaucoup de monde. La lutte est donc cruelle et sans merci.

Dans un combat aux frontières géographiques perpétuellement mouvantes, où l'adversaire en civil est aussi bien derrière soi que devant, l'intimidation des ennemis de l'arrière s'impose à tous comme une nécessité, et tous pratiquent à cette fin le système des otages. En novembre 1918, les troupes de Koltchak arrêtent les dirigeants SR d'Omsk en Sibérie et prennent en otage plusieurs dizaines de cadres SR, dont vingt députés de l'Assemblée constituante. En décembre, les ouvriers de la ville font grève. En représailles, la police de Koltchak fusille dix députés...

N'ayant reçu aucune formation militaire, Staline se forge empiriquement des conceptions stratégiques, assez rudimentaires, il faut le dire, au cours de l'affrontement avec l'armée de Denikine. Il les exposera un an plus tard, en octobre 1919, dans une lettre à son ami Ordjonikidzé qui guerroyait dans le Caucase : « La tâche fondamentale est de battre l'adversaire par un unique groupe massif envoyé dans une seule direction définie<sup>15</sup>. » Cette offensive frontale de masse, qu'il imposera pendant la Deuxième Guerre mondiale au prix de pertes énormes, est la seule tactique qu'il connaisse.

Le 30 août, Ouritski, le chef de la Tcheka de Petrograd, est abattu par un étudiant qui l'attend paisiblement dans le vestibule de l'organisation ; le même jour, une femme tire trois coups de feu en direction de Lénine qui sortait d'un meeting à l'usine Michael-

son ; ce second attentat, attribué à la sympathisante socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan, affole les bolcheviks. Menacés de toutes parts, ils décrètent, le 6 septembre, la Terreur rouge et font fusiller plusieurs centaines d'otages. Staline, le 31 août, termine un court message confiant à Lénine (« Nos affaires sur le front vont bien ») par une formule chaleureuse inhabituelle : « Je serre la main de mon cher et bien aimé Ilitch », puis annonce par télégramme, en réponse à cet attentat, « l'organisation de la terreur ouverte et systématique contre la bourgeoisie et ses agents <sup>16</sup> ».

À Tsaritsyne, dès lors, la Tcheka, sous son contrôle, découvre un complot par jour. Quiconque argué d'une difficulté technique à exécuter une directive est coupable de trahison ou de sabotage. Les victimes, entassées sur une barge, sont fusillées ou noyées. C'est Carrier de Nantes sur la Volga. La barge de Staline et ses pelotons d'exécution restaurent l'ordre dans Tsaritsyne effarée.

La Tcheka y fusille en septembre et octobre 103 comploteurs, dont 21 accusés d'avoir organisé un complot de SR de droite et de cent-noirs (organisateurs de pogroms au début du siècle) et voulu susciter une insurrection dans la nuit du 17 au 18 août. Un historien russe affirme que Staline fit fusiller le très loyal ingénieur Nicolas Alexeïev et que, les soldats se refusant à fusiller ses deux fils de 14 et 16 ans, il les persuada de tirer, par une ruse grossière mais efficace : ce sont, leur dit-il, les deux fils du général Alexeïev, le chef de l'Armée blanche des volontaires. L'épisode est plus que douteux : l'un des deux « fils » était un ancien officier ! En revanche, le collège de la Tcheka de Tsaritsyne, dans les neuf premiers jours de novembre, après le départ de Staline, libérera l'écrasante majorité du millier de détenus dont il examinera alors le cas. Staline parti, la machine répressive ralentit.

Si Nadejda, enfermée dans son wagon, n'entend que le bruit des fusillades, son frère Fiodor assiste à plusieurs de ces massacres. Il en perdra à jamais la raison. Une pieuse légende familiale attribuera sa folie à une mise en scène du fameux Kamo. La réalité suffit amplement. Dans une séance à huis clos du VIII<sup>e</sup> congrès du parti en mars 1919, Okoulov, membre du Conseil révolutionnaire du front Sud pendant trois mois, évoque cette « fameuse barge de Tsaritsyne qui travaillait beaucoup pour rendre impossible l'assimilation des spécialistes militaires <sup>17</sup> », en les noyant par dizaines. Il accusera les dirigeants du front d'incapacité : l'armée du front Sud dispose de 76 000 soldats contre

26 000 à l'adversaire, de 1 000 mitrailleuses contre 100, et pourtant elle piétine, recule même, et, avoue Vorochilov, compte déjà 60 000 tués et blessés. Staline liquidera Okoulov en 1937.

Après le départ de Snessarev, la cavalerie cosaque de Krasnov encercle Tsaritsyne. Staline se plaint, dans un télégramme du 4 août, des difficultés de la situation, dues, selon lui, à l'inertie passée de Snessarev et aux complots de ceux qu'il avait nommés. Mais il a «éloigné à temps des prétendus spécialistes» et «annulé les ordres antérieurs et criminels<sup>18</sup>». Il ne faut pas attendre, ajoute-t-il, de ravitaillement en provenance de Tsaritsyne. Vorochilov et lui réclament néanmoins des armes et des renforts. Staline multiplie en même temps les actes d'insubordination à l'égard du sommet. Avec son accord, Vorochilov refuse ainsi d'envoyer au Comité militaire les rapports réglementaires sur l'activité de la X<sup>e</sup> armée, bien que Lénine lui en rappelle la nécessité par télégramme. C'est le début d'une série de messages insolents et brutaux, comme nul n'en adressera jamais à Lénine et au Bureau politique au cours de la guerre civile. Lénine ne doit guère apprécier la grossièreté et l'insolence de Staline, mais il y voit sans doute la manifestation d'une fermeté appréciable en ces temps d'extrême péril. En tout cas, il manifeste à son égard une patience exceptionnelle.

Le 2 septembre, la République soviétique, encerclée, est transformée en «un camp militaire unique». Les troupes allemandes occupent l'Ukraine depuis mars; des troupes anglaises et italiennes débarquent près d'Arkhangelsk, où les SR ont proclamé un gouvernement de la Russie du Nord. Depuis la fin mai, les légionnaires tchèques occupent une vingtaine de villes de Sibérie mais, surtout soucieux de rentrer chez eux par Vladivostok, ils n'ont nulle envie de tourner leurs pas vers Moscou. Fin juin, les SR et les Cadets constituent à Omsk un gouvernement sibérien qui contrôle une grande partie du territoire, la paysannerie sibérienne, relativement aisée et qui n'a jamais connu le servage, ayant mal accueilli les détachements bolcheviks venus réquisitionner le blé. À Samara, sur la Volga, en août, les SR constituent, avec l'aide des légionnaires tchèques, un gouvernement provisoire dit Komoutch (abréviation d'Assemblée constituante) et mettent la main sur l'or impérial stocké à Kazan; fin août les ouvriers des usines d'armement d'Ijevsk, dans l'Oural, en majorité mencheviks et SR, se soulèvent et forment avec les paysans

une armée insurrectionnelle de 20 000 hommes. La chute du régime semble imminente.

La région de Tsaritsyne est réorganisée en un front Sud présidé par Staline, flanqué de ses proches, Vorochilov et Minine, hostiles au commandant du front, le général Sytine. Le trio ignore les ordres de Moscou, renvoie Sytine, demande à Moscou d'annuler son affectation et décide que toutes les décisions opérationnelles seront prises de « façon collégiale », ce qui paralyse l'état-major. Tsaritsyne tombe aux mains des Blancs le 18 septembre. Staline répond à la situation en exigeant d'urgence une énorme quantité de canons, obus, mitrailleuses, cartouches et 100 000 équipements militaires complets, alors qu'il n'a pas autant de soldats et que les usines tournent au ralenti. Il accompagne sa demande d'un ultimatum cassant : « Si ces exigences minimales par rapport à la quantité des troupes du front Sud ne sont pas satisfaites, nous serons contraints d'interrompre les actions militaires et de nous replier sur la rive gauche de la Volga<sup>19</sup>. »

Moscou s'inquiète. Le 2 octobre, Sverdlov téléphone puis télégraphie à Staline que « la subordination au Comité militaire révolutionnaire est absolument indispensable<sup>20</sup> ». Le 3, Staline esquive en dressant dans une longue lettre à Lénine un acte d'accusation politique contre Trotsky, dans lequel, pour se gagner Lénine, il ressuscite les querelles politiques d'avant 1917 et les désaccords sur Brest-Litovsk : « Trotsky ne peut se passer de gesticulations criardes. À Brest, il a porté un coup à la cause par sa gesticulation incroyablement gauchiste. Avec les Tchécoslovaques, il a aussi nui à la cause par sa gesticulation diplomatique-criarde au mois de mai [...]. Trotsky ne peut pas chanter sans fausse note, ne peut pas agir sans gesticulations criardes [...]. Trotsky, qui n'est entré qu'hier dans le Parti, s'efforce de m'apprendre la discipline du Parti [...]. Je ne suis pas un amateur de bruit et de scandales, mais je sens que si nous ne mettons pas aujourd'hui une bride à Trotsky, il nous gâchera toute l'armée au profit d'une discipline "gauchiste" et "rouge" qui donne la nausée aux camarades les plus disciplinés. Il faut donc brider Trotsky maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, et le rappeler à l'ordre<sup>21</sup>. »

Le 4, Trotsky exige son rappel à Moscou. Le 5, le chef de l'état-major, Vatsetis, télégraphie à Trotsky : « Les activités de Staline sapent tous mes plans<sup>22</sup>. » Lénine est prêt à laisser Staline faire contrepoids à Trotsky, dont l'influence politique grandit,

mais n'est nullement décidé à le laisser instaurer la zizanie et ouvrir le front aux Blancs. Le 6, il envoie Sverdlov le chercher par train spécial. Nadejda Alliluieva revient avec lui à Moscou, adhère au Parti et se fait engager au secrétariat du Conseil des commissaires du peuple, dont le secteur technique est dirigé par Lydia Fotieva, une jeune femme discrète, qui jouera un rôle capital dans le conflit entre Lénine et Staline quatre ans plus tard. Trotsky descend à Tsaritsyne, réunit les indisciplinés, dénonce le désordre et les actes de désobéissance, annonce la fin de cette anarchie et confirme la nomination à la tête du front de Sytine, que Staline, à Moscou, qualifie d'individu inutile, indigne de confiance et nuisible, mais dont il dit accepter la désignation. Dans un premier temps, Vorochilov ne publie pas cet ordre et joint au téléphone Staline, qui voit dans le texte «un reproche immérité» et non un ordre, propose néanmoins de le publier, puis répond aux objections de ses deux associés par un conseil sibyllin qui dégage sa responsabilité : «Agissez comme votre conscience et votre rationalité vous le suggéreront<sup>23</sup>.» Les deux hommes l'informent aussi que 55 cadres de l'armée réunis par eux demandent au Comité central de «réviser la politique consistant à admettre dans nos rangs des généraux et de convoquer un congrès pour réviser et juger la politique du Centre<sup>24</sup>», ainsi confronté à une véritable rébellion organisée.

Finalement, le Comité central destitue de leurs fonctions Vorochilov et Staline, à qui la chance sourit pourtant : pendant son retour, l'Armée rouge reprend Tsaritsyne. Il s'en attribue le mérite, affirme qu'il a sermonné Vorochilov, et déclare qu'il aimerait beaucoup travailler sur le front Sud avec Trotsky, à qui Lénine écrit qu'il juge indispensable de s'efforcer à tout prix d'organiser un travail commun avec Staline, frondeur, rétif et sournois, mais obstiné. Deux mois plus tard, Staline, qui ne supporte pas l'idée d'être contrôlé, se venge. Il fait accuser l'impudent Okoulov de désorganiser l'armée du Sud et obtient de Lénine sa révocation.

Sans doute pour apaiser Trotsky, il publie dans la *Pravda* du 6 novembre, à l'occasion de l'anniversaire d'Octobre, un article dans lequel il écrit : «Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection fut accompli sous la direction immédiate du camarade Trotsky, président du soviet de Petrograd», à qui Staline attribue «le passage rapide de la garnison du côté du soviet». Ce

paragraphe, supprimé dans le tome III de ses *Œuvres complètes*, réduit en fait Trotsky au rôle d'exécutant technique. L'article contient deux habiles falsifications. À l'en croire, «l'organe central du Parti, le *Rabotchi Pout* (dont il était le rédacteur en chef), soumis aux instructions du Comité central, se mit à appeler ouvertement à l'insurrection» et «du début à la fin, l'inspirateur de l'insurrection fut le Comité central placé sous la conduite du camarade Lénine», alors même que le Comité central, majoritairement opposé à l'insurrection, interdisait à Lénine de quitter son repaire. Mais en pleine guerre civile, nul n'allait rappeler ces faits désagréables dont le maquillage tenait lieu de vérité officielle.

Trotsky croit neutraliser Staline en le faisant entrer au Comité militaire de la République. Mais ce dernier, sentant la manœuvre, ne participera à aucune de ses réunions d'octobre 1918 à fin avril 1919. Il est également nommé, en ce mois de novembre, au Comité exécutif central des soviets, l'organe officiel du pouvoir élu par les congrès des soviets. Mais il ne prendra pas plus part à l'activité de ce parlement de plus de 300 membres, dont le pouvoir est confisqué par le parti communiste en cette période de guerre civile. Sa nomination la plus notable est celle qui le porte, le 30 novembre, au Conseil du travail et de la défense constitué de cinq membres, et dont la tâche est de mobiliser toutes les ressources du pays dans l'effort de guerre. Il est présidé par Lénine. Staline y siège aux côtés des commissaires au Ravitaillement et aux Chemins de fer, et de Trotsky; il en assure la vice-présidence, c'est-à-dire la direction effective en cas d'absence de Lénine, à l'évidence désireux de panser les plaies de Tsaritsyne.

En octobre 1918, l'amiral Koltchak quitte l'ambassade de Russie à Washington. Il va bientôt débarquer en Sibérie, après avoir rallié autour de lui la majorité des officiers blancs, dont certains préfèrent néanmoins rejoindre les bandes des chefs de guerre locaux, comme l'ataman Semenov ou le baron Ungern, qui pillent, violent, sabrent et éventrent avec ivresse. Mais, au même moment, une lueur d'espoir s'allume à l'ouest. Dans les rangs des troupes allemandes du front de l'Est «contaminées» par la révolution russe, désertions et insubordination se multiplient. La population des villes allemandes et autrichiennes, menacée par la faim malgré le racket de l'Ukraine, commence à gronder. Un secrétaire d'État allemand affirme : «Il faut prévenir le bouleversement d'en bas par la révolution d'en haut<sup>25</sup>.»

La haine de la guerre et de la misère qu'elle entraîne dresse toujours davantage les ouvriers et les soldats contre le régime. Le 3 novembre, plusieurs milliers de marins de Kiel, refusant d'être sacrifiés pour l'honneur de l'Amirauté dans un combat naval perdu d'avance contre la marine britannique, descendent dans la rue. La police tire, laissant sur le pavé 9 morts et 29 blessés. Les marins élisent alors un conseil de soldats et hissent le drapeau rouge sur leurs navires : la grève se répand comme une traînée de poudre à travers l'Allemagne, suscitant par dizaines des conseils d'ouvriers et de soldats, à Stuttgart et à Hambourg notamment, où plusieurs dizaines de milliers de manifestants votent l'instauration d'une république des conseils. À Düsseldorf, Halle, Erfurt, Hanau, Leipzig, Chemnitz, Brême la grève est générale. En Bavière encore, où le roi s'enfuit et où se constitue un conseil d'ouvriers et de soldats de la République de Bavière. À Brunswick enfin, le prince abdique et la république socialiste est proclamée par les conseils.

Pour sauver l'État, les sociaux-démocrates lâchent l'empereur. L'un d'eux explique : « Il s'agit de la lutte contre la révolution bolchevique qui monte, toujours plus menaçante, et qui signifierait le chaos. La question impériale est étroitement liée à celle du danger bolchevik. Il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays<sup>26</sup>. » Le 8, le parti social-démocrate indépendant et les délégués révolutionnaires des usines appellent pour le lendemain à la grève générale et à l'insurrection. Guillaume II démissionne. La république est proclamée. Le social-démocrate Ebert est nommé à la fois chancelier du Reich par son prédécesseur, le prince Max de Bade, et président du Conseil des commissaires du peuple. La première étape de la révolution, foudroyante, comme février 1917 en Russie, se clôt sur une tout autre solution politique : au lieu d'un gouvernement dirigé par un prince monarchiste et confronté à un soviet indépendant de lui, l'Allemagne républicaine a un gouvernement bourgeois et un parlement révolutionnaire, tous deux présidés par un socialiste qui unit en lui les deux forces antagoniques pour mieux subordonner la seconde à la première. En attendant, pour les bolcheviks, qui ont toujours considéré la révolution en Russie comme le « maillon le plus faible de la chaîne impérialiste », le moment d'un processus mondial dont le maillon essentiel est l'Allemagne, le salut semble proche ; le 13 novembre, Lénine annule le traité de Brest-Litovsk.

Débarrassés de la menace allemande, les Alliés s'investissent dans le soutien aux Blancs. La guerre civile passe du stade des coups de main et des raids le long des voies de chemins de fer, des charges de cavalerie, des brèves canonnades, prises, pertes et reprises de villes et bourgades, à une suite de combats avec blindés et aviation sur une ligne de front mouvante. Le changement se marque vite à l'est. Les bolcheviks sont faibles dans la Sibérie paysanne, sans industrie ni prolétariat mis à part quelques milliers de cheminots. Le 18 novembre, Koltchak, soutenu par les Anglais, renverse à Omsk le directoire dominé par les SR, se proclame gouverneur suprême de toutes les Russies et se lance vers l'ouest. Ses troupes, commandées par des officiers plus soucieux de trafics juteux et de pillages que de combats, avancent pourtant à toute vitesse, enfoncent la III<sup>e</sup> Armée rouge minée par l'alcoolisme et la maraude, arrivent aux contreforts de l'Oural à la mi-décembre, en franchissent les cols assez modestes, et le 24 décembre prennent Perm, à 1 200 kilomètres à l'est de Moscou. La capitale est en danger.

Lénine décide d'envoyer deux hommes à poigne enquêter sur les causes de la débâcle et redresser la situation : Dzerjinski et Staline. Trotsky appuie l'envoi de ce dernier «pour restaurer l'ordre, épurer l'équipe de commissaires et punir sévèrement les coupables<sup>27</sup>». Restaurer l'ordre, épurer, punir, telles sont ses trois compétences reconnues. Serebriakov, envoyé avec Staline sur le front Sud, dira plus tard : «Je ne sais pas me montrer aussi exigeant que Staline, ce n'est pas mon genre<sup>28</sup>.» Lénine apprécie cette capacité à exiger sans état d'âme, et Staline se sent d'autant plus sûr de lui que l'appareil de l'État, fait pour «exiger», s'affermir.

Son ami Vorochilov, sur le front Sud, continue à désobéir. Avec le soutien discret de Staline, il intrigue contre Trotsky et le président du gouvernement ukrainien, Piatakov, pour faire nommer son clan, composé d'Artiom, de Roukhimovitch, de Mejlaouk et de lui-même aux postes de commandement. Trotsky explose. Le 10 janvier 1919, il télégraphie à Lénine : «La ligne de Staline, Vorochilov et Roukhimovitch signifie la ruine de tout ce que nous entreprenons.» À Lénine qui lui demande de passer un compromis, Trotsky donne son accord, mais pas pour «un compromis pourri. [...] je considère le patronage de la tendance de Tsaritsyne par Staline comme une plaie dangereuse, pire que n'importe quelle trahison de spécialistes militaires». Et il accuse



Vorochilov d'avoir «démoralisé l'armée de Tsaritsyne avec l'aide de Staline<sup>29</sup>».

Pendant le mois de janvier, Dzerjinski et Staline, à l'est, enquêtent et débusquent ivrognes, incapables, déserteurs et traîtres réels ou imaginaires. Les deux hommes apprennent alors à s'apprécier mutuellement pour leur commune sévérité. Staline rallie Dzerjinski à sa guérilla contre Trotsky. Le 19 janvier, dans une note à Lénine, ils attribuent les revers sur le front au Comité militaire de la République, qui «par ses prétendues directives et ordres désorganise la direction du front et des armées<sup>30</sup>» et doit donc être modifié. Ils reviennent de Perm avec une longue liste de responsables arrêtés, que le Comité central décide de faire juger. La mission de Staline et Dzerjinski produit de minces résultats : le front se stabilise un moment, mais Koltchak reprend l'offensive en mars et prend Oufa au sud de Perm.

Pendant ce temps, la lueur à l'ouest vacille. Le Parti communiste allemand, fondé à la fin de décembre, est encore fragile. Et le gouvernement social-démocrate de Ebert ne lui laisse pas le temps de grandir. Il le provoque même, dans la deuxième semaine de janvier 1919, à une action prématurée, que ses corps francs écrasent avant de décapiter le jeune parti en assassinant ses deux dirigeants, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, le 15 janvier. Ministre de la Guerre du gouvernement britannique, Winston Churchill appelle au même moment à une croisade internationale contre les bolcheviks : «Leur objectif, déclare-t-il en juin 1919, c'est de renverser et de détruire toutes les institutions, tous les gouvernements, tous les États qui existent dans l'univers<sup>31</sup>.» Il le rappellera lors de sa rencontre avec Staline le 14 octobre 1944 : «Je me rappelle à quel point en 1919-1920 le monde entier tremblait devant la révolution mondiale, même si moi, Churchill, j'étais bien certain qu'il n'y aurait pas de révolution en Angleterre<sup>32</sup>.» Il n'en était pas si certain que cela à cette époque, puisqu'il multipliait les imprécations, mais son slogan : «Kill the Bolshie, kiss the Hun (Tuer les Bolchos, embrasser les Boches)» ne trouvait guère d'écho dans un pays las de la guerre. Ses collègues du gouvernement n'ont d'ailleurs, écrit François Bedarida, qu'un souci : «Empêcher le communisme de s'implanter en Grande-Bretagne<sup>33</sup>.» Le même souci habite de nombreux gouvernants européens et pousse Clemenceau à tenter de faire barrage à l'expansion du bolchevisme et, à cette fin, d'utiliser la Pologne.

Pour préparer l'extension de la révolution, les bolcheviks réunissent à Moscou, du 2 au 6 mars 1919, des représentants d'une quinzaine de groupes communistes étrangers. Ils proclament la III<sup>e</sup> Internationale ou Comintern. Staline fait partie des huit membres de la délégation russe aux côtés de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine. Il ne joue aucun rôle au cours du congrès dont les débats se déroulent en allemand, ne présente aucun rapport, ne prend jamais la parole, ne rédige aucun texte. Lénine, lui, rédige les thèses de l'Internationale, Boukharine sa plate-forme, Trotsky son manifeste. Zinoviev accède bientôt à sa présidence. Le manifeste affirme : « L'État national, après avoir donné une vigoureuse impulsion au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour le développement des forces productives<sup>34</sup>. » Tel sera, jusqu'en 1922, le fondement des analyses de l'Internationale. Cette idée exclut la possibilité de construire une économie socialiste dans le cadre d'un État national.

Le VIII<sup>e</sup> congrès du Parti s'ouvre dix jours plus tard, le 18 mars 1919, au lendemain d'un événement qui s'avérera décisif pour la carrière de Staline. Victime de l'épidémie de grippe espagnole qui s'abat sur la planète depuis la fin de 1917 et fait en deux ans près de 25 millions de victimes, Jacob Sverdlov est mort deux jours plus tôt. Il était à la fois le secrétariat du Comité central à lui tout seul et l'adjoint gouvernemental de Lénine. Sa disparition rend nécessaire la création d'un véritable secrétariat, responsable de la gestion de l'appareil central du Parti.

Au congrès, la place accordée par Trotsky aux anciens officiers tsaristes, qui constituent alors les trois quarts du commandement et de l'administration de l'Armée rouge, suscite l'opposition d'anciens sous-officiers bolcheviks de 1917 et des partisans d'une armée de milices populaires et de groupes mobiles et autonomes de guérilleros. Les mécontents de Tsaritsyne mènent la danse. Staline tire les ficelles en coulisses et laisse les adversaires en découdre sans dire un mot pendant les séances publiques du congrès. Il se refuse à livrer un combat perdu d'avance. Minoritaire, il se rallie discrètement. Lénine ayant affirmé qu'il faut passer à l'armée régulière avec des spécialistes militaires, Staline défend, au sein de la commission des résolutions, cette opinion qu'il combat en sous-main. Au cours d'une séance à huis clos, il souligne la nécessité d'une armée disciplinée et centralisée capable d'attirer à elle ces « spécialistes »

militaires qu'il déteste. Il publiera en 1928 de très courts extraits du discours qu'il prononça alors et dont il ne reproduira jamais le texte complet, sans doute encombré d'un hommage conventionnel forcé à l'activité de Trotsky, alors absent du congrès. Lors des élections au Comité central, sur la base de listes présentées par les délégations, le président de séance constate que six noms figurent sur toutes les listes : Lénine, Zinoviev, Trotsky, Boukharine, Kamenev et Staline.

Sur proposition de Lénine, le congrès crée trois organes du Comité central : un Bureau politique de cinq membres (Lénine, Trotsky, Staline, Kamenev et Krestinski), un Bureau d'organisation, dirigé par Krestinski, où Staline entrera l'année suivante, chargé de régler les mouvements de cadres du Parti, et un secrétariat, aux fonctions administratives modestes dirigé d'abord par une unique militante, Hélène Stassova, bientôt remplacée par Krestinski. Ce dernier est placé dans la situation qu'occupera Staline en 1922 : il est le seul à appartenir aux trois organismes dirigeants (d'importance à l'époque très inégale). Mais la place occupée alors par Lénine et la faiblesse de l'appareil du Parti interdisent à l'homme qui cumule ces fonctions de jouer un rôle décisif. Le 30 mars, à la fin du congrès, Staline, sur proposition de Zinoviev, est nommé commissaire au Contrôle d'État, dont la tâche est de contrôler le fonctionnement de l'appareil de l'État et d'y débusquer les abus de pouvoir. Staline, chargé de transformer cette chambre d'enregistrement en véritable inspection, gère désormais deux commissariats – sans en avoir le temps. Mais ses contrôleurs sauront lui fournir des dossiers compromettants sur des cadres indéliçables.

Il est toujours en relation avec ses amis du front Sud. Le 19 mai 1919, Antonov-Ovseenko qui commande en chef l'Armée rouge ukrainienne, se plaint, dans une lettre à Lénine, du désordre qui règne sur ce front et ajoute : « Il suffit que Staline donne de la voix pour que les camarades ukrainiens passent des intrigues à l'activité<sup>35</sup>. » Son crédit est considérable.

Trois semaines plus tard, la révolution balaie la Hongrie, sortie ruinée et dépecée de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois. Le jeune parti communiste hongrois fusionne avec le parti social-démocrate, dix fois plus puissant que lui et en quête d'un compromis avec les puissances alliées. Au début de mai, parties d'Estonie, les troupes du bedonnant général Ioudenitch, armées

et financées par l'Angleterre, lancent une offensive sur Petrograd. Elles bousculent aisément une Armée rouge épuisée et démoralisée et, le 19 mai, prennent Peterhof à 30 kilomètres de la ville historique. Le général tsariste, partisan obstiné de la Russie une et indivisible, se refuse, en cas de victoire, à confirmer l'indépendance de la Finlande, indépendance que le gouvernement bolchevik a acceptée, et perd ainsi le soutien de Mannerheim ; il est tout aussi rétif pour l'Estonie, qui ne l'héberge que sur l'insistance des Anglais.

Lénine juge pourtant indéfendable le fantôme de l'ancienne capitale et veut l'abandonner. Trotsky s'y oppose. Fait rarissime, Staline le soutient contre Lénine, qui l'envoie aussitôt à Petrograd. Il y arrive le 19 mai. La ville meurt de faim, tout juste sortie d'un hiver glacial qui a fait éclater les conduites d'eau, et ses habitants, amaigris et blêmes, se chauffent en allumant leur poêle avec des lattes de parquet, des lambris, des débris d'armoires et de buffets ou des livres. Les trois quarts des usines ne tournent plus. Seules quelques rares cheminées de fabriques qui travaillent pour l'armée, et dont les ouvriers perçoivent une ration spéciale de famine, laissent de temps à autre s'échapper un nuage de fumée. Les rues et les canaux sont encombrés de détritiques et de déchets où grouillent les rats. Si le ciel est limpide, le moral de la population laborieuse est au plus bas et réduite son ardeur à défendre la révolution menacée.

Le soir même de son arrivée, Staline adresse à Lénine un long télégramme accusateur : « Le commandant du front occidental et le commandant de la VII<sup>e</sup> armée produisent l'impression de nullités dont la place n'est pas au front<sup>36</sup>. » Dans une ville où pullulent adversaires des bolcheviks, comploteurs et espions divers, la méfiance ne connaît pas de limite. Ainsi, dans un rapport du 4 juin, Staline affirme à Lénine : « Non seulement l'état-major général de toute la Russie travaille pour les Blancs, mais aussi l'état-major général de campagne de la République dirigé par Kostiaev. » Bref, l'Armée rouge est dirigée par des traîtres, que Trotsky protège, et par des incompetents : « Nadejny [le commandant du front] n'est pas capable de commander... il ruine le front occidental. » Au-delà des individus eux-mêmes, il vise la politique mise en œuvre et demande « que le Comité central trouve en lui-même le courage de tirer les conclusions indispensables. Le Comité central aura-t-il assez de caractère, de fermeté<sup>37</sup> », pour

mettre fin à l'emploi de «spécialistes militaires», et, par voie de conséquence, à la fonction de Trotsky devant qui ses membres, dont Lénine, sont implicitement accusés de capituler? Lénine l'envoie promener.

Staline exprime à Petrograd la même sévérité qu'à Tsaritsyne. Il signe avec Zinoviev un ordre affirmant : «Tous les transfuges et les paniquards seront fusillés sur place<sup>38</sup>.» Dure loi de la guerre? Sans doute, mais il en rajoute : l'un des régiments rouges, au cours de la bataille, a massacré les communistes avant de passer aux Blancs qui l'ont aussitôt renvoyé au combat où il s'est fait écraser. Staline se vante par télégramme d'avoir organisé «une exécution solennelle des survivants faits prisonniers<sup>39</sup>». Un autre ordre, qu'il signe avec Zinoviev, ordonne de fusiller sur place «les traîtres qui ont rejoint les Blancs», d'arrêter leurs familles et de confisquer leurs terres et leurs biens. Puis, s'adressant aux soldats de l'Armée rouge, les deux hommes proclament : «Il faut tuer les Blancs jusqu'au dernier<sup>40</sup>.»

Des mutins livrent aux Blancs les forts de Krasnaia Gorka dans la baie de Petrograd. Selon les officiers de l'Armée rouge, le fort doit être repris par l'infanterie, autrement dit, par la terre. Staline, lui, exige que ce soit par la mer! Il enraie la panique avant que l'infanterie, finalement, reprenne le fort. Le 16 juin, pourtant, il raille, dans un mot à Lénine, «les spécialistes des choses maritimes» et leur «prétendue science» qui rejetait la prise par la mer du fort, rendue possible, dit-il, «par la plus grossière immixtion de ma part et en général des civils dans les opérations». Il a annulé, se vante-t-il, les ordres des officiers, imposé les siens, et déclare qu'il agira ainsi par la suite «malgré toute sa vénération pour la science<sup>41</sup>». Le rejet bravache des spécialistes et de leurs compétences tend à masquer ici un coup de bluff assez grossier. En marge de ce télégramme, Lénine note, en effet : «Krasnaia Gorka a été pris par la terre<sup>42</sup>».

Le 17 juin, Staline fait fusiller 67 «comploteurs» : des officiers suspectés d'avoir livré le fort aux Blancs et ceux qui avaient conseillé et exécuté la reprise par terre. Pour justifier ces exécutions massives, il affirme, dans une note à Lénine du 18 juin, avoir découvert un complot des commandants des batteries de tous les forts de l'ensemble du district fortifié de Cronstadt. Si tel avait été le cas, Petrograd, dont ces batteries commandent l'accès, n'aurait pas tenu longtemps. Staline a inventé ce complot (ou

l'a grossi) pour encourager la méfiance à l'égard des « spécialistes » et justifier l'exécution des insolents. Il ne fait déjà pas bon avoir raison contre lui...

Il ne peut, en revanche, fusiller les communistes qui récusent ses ingérences et son insubordination. L'ancien commissaire du front Sud, que Staline déteste, Okoulov, membre désormais du Conseil militaire révolutionnaire du front Ouest, dénonce, dans un rapport au Comité central sur la débandade initiale du front, la perpétuation des mœurs de Tsaritsyne, l'esprit d'insubordination et d'autonomie des cadres de la VII<sup>e</sup> armée soumis à la direction du Parti de la ville et qui obéissent au commandement quand bon leur semble. Lénine communique à Staline le télégramme d'Okoulov, et l'invite à combattre « la tendance de Piter [Petrograd] à l'esprit d'autonomie<sup>43</sup> ». Staline l'envoie promener : « L'esprit d'autonomie de Piter est un ragot indigne » et conclut par un ultimatum : « Ou bien il y a confiance et soutien et alors Okoulov doit s'en aller car il gêne les militants, ou bien je n'ai rien à faire ici. Si je ne reçois pas de réponse aujourd'hui, il me faudra abandonner ma responsabilité et repartir pour Moscou. Je juge absurde de continuer à travailler dans ces conditions...<sup>44</sup> » Lénine cède et rappelle Okoulov. Enivrés par cette victoire, Staline et Zinoviev poussent leur avantage, dénoncent le travail du chef d'état-major, Vatsetis, demandent le limogeage du général Nadejny, et la convocation d'un plénum du Comité central « pour examiner la question des spécialistes militaires<sup>45</sup> », c'est-à-dire revenir sur la décision du congrès. Ils en demandent trop. Le Comité central, réuni en séance plénière le 15 juin, maintient Vatsetis et Nadejny à leur poste et déclare infondé le rappel d'Okoulov. C'est une rebuffade pour Staline, affecté le même jour à Smolensk sur le front occidental.

Le 22 juin, l'Armée rouge reprend l'offensive aux portes de Petrograd et renvoie en Estonie, au début d'août, l'armée de Ioudenitch qui y reprend des forces. Le Bureau politique attribue l'ordre du Drapeau rouge à Trotsky et à Staline pour la défense de la ville, en affirmant qu'à l'heure du plus grand danger ce dernier « a pu, par son activité et son énergie, rassembler l'Armée rouge. Se trouvant lui-même sur la ligne de front et sous le feu, il a inspiré par son exemple personnel tous les défenseurs de la République soviétique<sup>46</sup> ». Or, personne n'a vu cet homme prudent se rendre sur le front et sous le feu. Ce texte a donc été dicté

par lui, peut-être par l'intermédiaire de son épouse qui travaille au secrétariat de Lénine. En 1947, sur les épreuves de sa biographie, Staline, pourtant bardé de titres, ajoute de sa main la mention de ce Drapeau rouge. Vingt-huit ans après, il y tient toujours.

Pendant ce temps, à Versailles, le 26 juin, les belligérants signent un traité de paix aux conditions imposées par l'Angleterre et surtout la France, véritable tonneau de poudre pour une prochaine guerre. Les vainqueurs imposent à l'Allemagne des réparations considérables, l'occupation pendant quinze ans de la rive gauche du Rhin ainsi que de sévères limitations à l'équipement de son armée, et retaillent l'Europe centrale en fonction d'objectifs militaro-diplomatiques qui bafouent les nationalités. Versailles crée une Tchécoslovaquie riche de trois minorités nationales, dont près de 3 millions de Sudètes allemands qu'Hitler utilisera en 1938. Les Hongrois sont disséminés en Roumanie et en Slovaquie, les Macédoniens tronçonnés entre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce.

Après Petrograd, Staline guerroye contre les Polonais et les Lituanais avec des succès divers. Il contribue à la stabilisation du front, mais se morfond dans cette monotone plaine du Nord. C'est alors qu'il est pris d'un coup de tête. Au début de septembre, le Comité central engage avec les Lituanais des pourparlers de paix. Lénine en informe par télégramme Staline... qui lance aussitôt une offensive. Lénine s'en étonne. Staline esquivait avec une excuse d'écolier : « Je n'ai jamais reçu les instructions du Comité central sur la négociation<sup>47</sup>. » Le 7 septembre, il rappelle à Lénine, dans un télégramme impatient, qu'il a été affecté de façon seulement provisoire à une activité militaire qui l'épuise ; il peut rester sur le front « encore une semaine, mais pas plus<sup>48</sup> » !

Lénine, compréhensif, le rappelle de Smolensk, lui offre quelques jours de congé et le charge d'une mission délicate. Il a reçu, au début de septembre, un rapport du président de la section ouvrière du soviet de Petrograd sur la corruption qui ravage la direction du soviet et du Parti, installée à l'institut Smolny : « L'argent coule à flots des coffres du soviet de Petrograd dans la poche des dirigeants du Parti. » Alors que les travailleurs de la ville meurent de faim, des sacs entiers de nourriture passent directement de Smolny aux trafiquants et aux prostituées, explique-t-il. « Les travailleurs affamés voient les tsarines bien habillées des tsars soviétiques sortir avec des paquets de nourri-

ture et s'en aller en voiture [...]. Ils craignent de se plaindre à Zinoviev, entouré d'acolytes armés de revolvers qui menacent les travailleurs qui posent trop de questions. » Lénine charge Staline d'« effectuer un contrôle archistrict sur les bureaux de Smolny » sans en informer Zinoviev. Staline refuse « d'espionner des camarades » à un moment crucial de la guerre civile, mais conserve le dossier par-devers lui<sup>49</sup>. Il pourra l'utiliser ou monnayer le service rendu à Zinoviev...

Le moment est en effet crucial. À la fin mars, au plus haut point de l'avance de Koltchak à l'est, Denikine, au sud, a relancé son offensive à partir de Rostov-sur-le-Don. Ses troupes, soutenues par les cosaques brutalement réprimés au début de l'année par l'Armée rouge et dotées de tanks et d'avions fournis par les Anglais, ont occupé en trois mois toute l'Ukraine. L'Armée rouge harassée se disloque ; la moitié de ses soldats, affamés, vêtus de loques, vont nu-pieds. « Tout le monde en Ukraine a un fusil et des cartouches, sauf nos soldats<sup>50</sup> » affirme Trotsky au Comité central. Denikine prend Tsaritsyne le 19 juin et y édicte le 3 juillet une directive dite de Moscou : sûr de prendre la capitale dans quelques semaines, il ordonne aux trois armées blanches placées sous ses ordres de converger sur elle à partir de Tsaritsyne, du Don et de Kharkov. Elles avancent d'abord comme à la parade, prennent Orel, à 400 kilomètres au sud de Moscou, puis, à moins de 200 kilomètres, assiègent Toula, le principal arsenal de l'Armée rouge. Si Toula tombe, l'Armée rouge sera privée d'armement.

À 500 kilomètres de là, à Budapest, la République des Conseils hongrois, minée de l'intérieur, s'effondre sous l'offensive de l'armée roumaine. Les défenseurs de la propriété privée se vengent : ils écartèlent le dirigeant communiste Tibor Szamuely et dispersent ses membres et son tronc aux quatre coins d'un domaine. Un peu plus tard, 5 000 communistes sont pendus, fusillés ou déportés en Algérie, livrés au général Nivelles, le massacreur du Chemin des Dames promu gouverneur. Bela Kun se vengera un an plus tard en faisant fusiller en Crimée plusieurs milliers d'officiers blancs de Wrangel, malgré la promesse de grâce qui leur avait été faite.

Le 26 septembre, Lénine envoie à nouveau Staline sur le front Sud. Il s'installe dans la petite ville textile de Serpoukhov, sur le fleuve Oka, à 100 kilomètres au sud de Moscou. Affolé par l'avance de Denikine, il râle, tempête, exige des moyens impor-



tants et menace plusieurs fois de démissionner. Il vient régulièrement assister aux réunions du Bureau politique qui, le 14 octobre, condamne son comportement. Il persiste et signe. Le 15, dans une lettre à Lénine, il dénonce le quartier général, expose son plan et conclut : « Si on n'y satisfait pas, mon travail sur le front Sud serait absurde, criminel, inutile, ce qui me donne le droit ou plutôt le devoir d'aller n'importe où, fût-ce au diable, mais de ne pas rester sur le front Sud<sup>51</sup> » en pleine débandade. Ce même jour, le Bureau politique, auquel Staline assiste, transforme la Russie soviétique en un camp militaire, et ordonne de recenser tous les communistes militant dans les organisations sociales pour les envoyer au front. Une semaine plus tard, les troupes de Denikine se désunissent, reculent, puis détalent en désordre. La biographie officielle de Staline lui attribue ce retournement. Après les défaites initiales dues à ce qu'elle appelle la trahison désorganisatrice de Trotsky, « le Comité central du Parti envoie Staline sur le front Sud pour y organiser la victoire ». Confusion, désarroi, absence de plan stratégique, voilà ce que trouve sur le front le grand capitaine de la révolution, qui chasse des états-majors « les sous-ordres banqueroutiers de Trotsky » et remplace le plan opérationnel en cours par « son plan de lutte à lui, qui tranchait le problème de façon géniale. [...] Staline déploya un effort titanesque. Il surveillait la marche des opérations, corrigeait les fautes séance tenante, choisissait commandants et collaborateurs politiques, dont il stimulait la lutte<sup>52</sup> ». La légende aura une suite inattendue. En 1942, un officier de la Wehrmacht découvre dans une ville ukrainienne un ouvrage consacré à ces exploits de Staline, que le général Halder fait traduire d'urgence en allemand. Selon l'historien Gert Buchheit, le tracé du front sur le Don, devant Stalingrad, en 1942, ressemblait beaucoup au tracé du front au même endroit en 1919, où, écrit-il, « la X<sup>e</sup> Armée rouge [...] avait été refoulée par un adversaire apparemment supérieur jusqu'à ce que Staline intervienne » et prenne des mesures énergiques et géniales. « Le front de Denikine éclata exactement au point où, en 1942, devait éclater le front allemand [...] Halder... dut voir dans le destin de Denikine une sorte de mise en garde<sup>53</sup>. »

La légende efface les raisons sociales et politiques de ce renversement. Denikine est un nationaliste russe obtus et rigide. Le mot même d'Ukraine, qu'il ignore au profit du traditionnel et paternaliste « Petite-Russie », lui écorche la bouche, et l'ukrai-

nien n'est pour lui qu'un patois. Son armée, restauratrice d'un ordre abhorré, se comporte comme en pays conquis ; ses subordonnés, Wrangel au double mètre hautain et le nabot adipeux Mai-Maievski, aussi chauvins et fanatiques de l'Empire que lui, veulent, comme lui, rendre la terre à leurs propriétaires historiques. Ils rudoient avec mépris la paysannerie ukrainienne, qui se dresse bientôt contre eux et suscite une vague de révoltes sur les arrières d'une ligne de front de plusieurs centaines de kilomètres. L'Armée rouge réorganisée est dotée d'une première armée de cavalerie commandée par Boudionny, qui décerne à Staline un diplôme d'honneur de sa division. Elle voit revenir à elle des dizaines de milliers de soldats-paysans déserteurs, contre-attaque à la mi-octobre et balaie en quelques semaines les 150 000 soldats de Denikine, harcelés par les détachements de l'anarchiste Makhno puis taillés en pièces par les charges de la cavalerie de Boudionny.

Au même moment, le 11 octobre, Ioudenitch, après avoir restauré ses forces en Estonie, reprend son offensive sur Petrograd. Trotsky, parti en toute hâte, déclare « en état de siège » la ville, encore plus hagarde, affamée, agonisante et grouillante d'espions et de complots que cinq mois auparavant. Les ouvriers épuisés se constituent en brigades pour garder les abords et les carrefours de la ville. La contre-offensive repousse l'armée de Ioudenitch en deux semaines.

Les troupes de Koltchak, en Sibérie, connaissent le même sort pour les mêmes raisons : traînant dans leurs fourgons les propriétaires fonciers ou leurs héritiers, elles ne peuvent trouver d'appui chez les paysans qui les haïssent ; à peine les Blancs, encadrés par des officiers monarchistes qui les pillent et les rudoient, sont-ils installés chez eux que les paysans oublient leurs griefs à l'égard des bolcheviks et se révoltent. D'octobre à décembre, une vague d'insurrections paysannes inonde la Sibérie ; Koltchak, dont les troupes se disloquent, fuit avec les légionnaires tchèques qui le livrent aux insurgés d'Irkoutsk. Un comité révolutionnaire composé de deux SR, deux bolcheviks et un menchevik le condamne à mort.

Sur le front Sud, malgré la retraite des troupes de Denikine, Staline se plaint sans cesse. Le 6 novembre, au Bureau politique, il intervient cinq fois pour protester : le comité militaire du front n'a pas d'argent, la brigade de cavalerie de la 3<sup>e</sup> division promise

en renfort est toujours au Turkestan ; il faut placer le front Ouest ukrainien sous ses ordres, nommer son vieux complice de Tsaritsyne, Minine, à la tête de la Direction politique du front Sud-Ouest, lui envoyer 83 000 hommes en renfort. Le Bureau politique répond de façon évasive. Staline menace alors de démissionner par un télégramme audit Bureau, qui, le 14, confie à Lénine le soin de lui faire savoir qu'il juge « absolument inadmissible d'appuyer ses demandes fonctionnelles par des ultimatums et des annonces de démission<sup>54</sup> ». Le rugueux Staline n'accepterait de personne d'autre le rappel de cette règle.

Son extrême méfiance s'étend aussi au domaine civil. Le 8 novembre, il informe le Bureau politique de « fuites » sur les réunions du Comité central dont des échos dénaturés parviennent aux adversaires des bolcheviks. Le Bureau politique décide alors que seul « un nombre minimal de camarades » pourra consulter les principaux documents des organismes dirigeants et que les décisions les plus importantes ne seront pas inscrites au procès-verbal officiel ; le secrétaire du Comité central, Krestinski, devra les noter pour les garder en mémoire et veiller lui-même à leur exécution.

Le 29 décembre 1919, Staline quitte Tsaritsyne et rentre à Moscou. Le 3 janvier 1920, l'Armée rouge prend la ville d'assaut ; Staline revient alors en hâte au siège de l'état-major et signe la proclamation du général Iégorov annonçant la victoire. Cette précieuse signature authentifiera plus tard son rôle décisif dans la prise de Tsaritsyne, qui sera, en 1925, baptisée Stalingrad. L'armée de Denikine s'enfuit. Le commandement, avec l'aval de Staline, ordonne à l'anarchiste ukrainien Makhno qui commande une armée paysanne de 20 000 hommes momentanément alliée à l'Armée rouge, de se porter contre les troupes polonaises. Makhno refuse. Trotsky le déclare hors la loi et demande à Staline de faire appliquer la décision. Le 9 janvier, Staline lui télégraphie le succès de sa ruse : « L'ordre d'intervenir contre les Polonais a été donné à dessein pour recevoir des matériaux supplémentaires contre Makhno afin de dissocier ses partisans divisés entre eux<sup>55</sup> », dans l'espoir, satisfait, donc, que Makhno dirait non. L'Armée rouge fonce vers le sud, et prend Odessa le 7 février.

Lénine transfère Staline sur le front Sud-Ouest, face à Wrangel qui s'agite en Crimée ; Staline y voit une manœuvre qui

risque de le priver des lauriers de la victoire sur Denikine et télégraphie à Lénine et à Trotsky le 4 février : « J'ai la profonde conviction qu'aucun changement dans la situation ne pourrait intervenir du fait de ma présence au front<sup>56</sup>. » Le 26 mars, Denikine transmet le commandement des débris de ses troupes au général baron Wrangel et s'enfuit à l'étranger. Les Blancs contrôlent encore une partie du Caucase. Lénine veut y envoyer Staline, en lui affirmant sa conviction qu'il obtiendra des résultats sérieux. Staline se rebiffe ou, comme dit Lénine, « cherche la petite bête » : « Je ne comprends pas pourquoi la responsabilité du front caucasien retombe d'abord sur moi [...]. Elle incombe entièrement au Comité militaire révolutionnaire de la République dont les membres sont, à ma connaissance, en parfaite santé et non à Staline, par ailleurs surchargé de travail<sup>57</sup>. »

Le 4 février 1920, de Koursk, il écrit à Moscou que sa santé n'est pas très bonne. Effectivement, rongé de douleurs au ventre, il renouvelle sa demande de ne pas partir au Caucase. Requête rejetée. Staline encaisse et se soumet malgré son état de santé à condition que le Comité central fasse savoir par voie de presse qu'il l'envoie au Caucase pour raisons militaires, afin qu'on ne l'accuse pas de « passer avec légèreté d'une occupation à l'autre<sup>58</sup> ». Il s'arrête quelques semaines à Kharkov, alors capitale de l'Ukraine, dirige quelques opérations contre les débris de l'armée de Denikine puis contre Wrangel, mais ne se rend pas au Caucase. Nommé président de l'Armée du travail d'Ukraine, il invite bientôt ses soldats à assurer le chargement et le transport du charbon du Donbass...

L'intervention étrangère semble tirer à sa fin. Depuis le printemps 1919, soldats et marins étrangers, las de la guerre et, assez souvent, favorables au nouveau régime, rechignent, protestent, vont jusqu'à se mutiner. De plus, depuis le début, les puissances étrangères sont divisées : les Français ont soutenu les légionnaires tchécoslovaques, les Anglais Denikine, les Japonais l'ataman Semenov. En Sibérie, les Anglais ont appuyé Koltchak auquel les Français ont multiplié les crocs-en-jambe ; les Américains, jouant les professeurs de morale, veulent interdire aux autres d'emporter un morceau de l'empire déchu. Cette cacophonie sert les bolcheviks.

En février 1920, Staline est nommé commissaire à l'Inspection ouvrière et paysanne, qui prolonge en l'élargissant et en

l'amplifiant l'action du Contrôle-d'État. La répartition centralisée de la pénurie a engendré une horde de «directions principales» aux ramifications infinies. Plus le nombre d'ouvriers au travail diminue, plus le nombre d'employés augmente, plus la production s'effondre, plus le nombre de rapports s'accroît. Les directions centrales du poisson, du sel, du verre ou des allumettes remplacent le poisson, le sel, le verre et les allumettes. Les directions régionales, territoriales, locales exigent et produisent des rapports en nombre croissant sur la répartition de produits de plus en plus rares. Certaines usines, paralysées, ne fabriquent plus que des dossiers. Le Conseil supérieur de l'économie nationale, qui comportait 18 directions en octobre 1918, en compte 52 en octobre 1920. Effrayé par cette prolifération bureaucratique, Lénine pense en combattre les maux en soumettant l'appareil d'État au contrôle systématique de l'Inspection ouvrière et paysanne, bientôt forte de plusieurs dizaines de milliers de membres et rongée par le mal même qu'elle est censée combattre. Pendant les deux ans où il la dirige, jusqu'en avril 1922, Staline y constitue une équipe de fidèles, accumule les dossiers et se pose en protecteur de l'appareil qu'il est supposé contrôler.

Quelques mois plus tôt, il a déménagé au Kremlin dans un appartement un peu plus grand, mais à l'ameublement à peine moins spartiate ; et surtout, il dispose désormais d'une villa le long de la Moskova, dite Zoubalovo, du nom de son ancien propriétaire, Zoubalov, patron du pétrole de Batoum et de Bakou. À la fin de 1919, le gouvernement, après avoir confisqué et transformé en foyers ou maisons de repos les villas dont les propriétaires ont péri ou émigré, a en effet attribué une douzaine d'entre elles à des membres du Bureau politique. Zoubalovo est divisé en parcelles : Zoubalovo-2 va à Mikoïan, Zoubalovo-3 à Vorochilov, et Zoubalovo-4 à Staline qui l'occupera jusqu'à la fin de 1929 après avoir fait abattre la moitié de la forêt entourant la villa afin de dégager la vue.

Pour le moment, il n'a guère le loisir d'en profiter. Le 25 avril 1920, en effet, au lendemain d'un accord avec le nationaliste ukrainien Petlioura, le chef polonais Pilsudski, flanqué d'une mission militaire française dirigée par le général Weygand, assisté du capitaine Charles de Gaulle, envahit une Ukraine épuisée. Il vole d'abord de victoire en victoire, prend Jitomir et Berditchev le 25,

Moghilev le 28, Kiev le 6 mai : toute la moitié occidentale de l'Ukraine est entre ses mains. Mais l'invasion polonaise ravive la profonde aversion des paysans de la région pour le Polonais : l'Armée rouge s'appuie sur leur résistance pour lancer à la fin de mai sa contre-offensive sous le commandement de Toukhatchevski, jeune aristocrate de 27 ans, ancien lieutenant de l'armée tsariste, rallié de tout cœur au régime.

Les derniers trains soviétiques brinquebalants amènent cahin-caha des renforts. Le front Sud-ouest est divisé en deux : sur une partie l'Armée rouge contient mollement Wrangel en Crimée, et sur une autre, dirigée par le général Iegorov et Staline, elle fait face à l'aile droite de l'armée polonaise. La contre-offensive de l'Armée rouge bouscule les Polonais et suscite un instant chez Staline une vision euphorique, rare chez lui, de la révolution mondiale. Il dessine à Lénine la perspective grandiose d'une confédération soviétique européenne où « les futures Allemagne, Pologne, Hongrie, Finlande soviétiques, ayant leur structure d'État, leur armée, leurs finances, une fois devenues soviétiques, il est peu probable que ces nationalités acceptent d'un seul coup un lien fédéral avec la Russie soviétique du type bachkir ou ukrainien », mais elles pourraient s'unir avec la Russie soviétique dans une confédération incluant aussi « les nationalités arriérées comme la Perse, la Turquie <sup>59</sup> ». Staline, rêvant d'une Confédération soviétique européenne, est à cent lieues de théoriser le socialisme dans un seul pays. Mais son rêve va bientôt se briser...

Au début de juillet, l'Armée rouge arrive aux abords de la frontière polono-russe telle qu'elle avait été proposée en 1919 par le diplomate anglais Curzon. Faut-il poursuivre et envahir la Pologne ? Trotsky, Rykov et Radek sont contre ; Staline aussi. Il explique : en Pologne, « les conflits de classe n'ont pas atteint une tension suffisante pour briser l'unité nationale », et il dénonce « la forfanterie et la complaisance dangereuse de certains camarades [qui] réclament en brailant une marche sur Varsovie <sup>60</sup> ». Après cette analyse clairvoyante, il se rallie à la position de Lénine, convaincu que l'avance de l'Armée rouge en Pologne va soulever les ouvriers et les paysans et, par contagion, embraser l'Allemagne. Lénine demande donc « une accélération furieuse de l'offensive » contre la Pologne pour sonder l'Europe avec la baïonnette de l'Armée rouge <sup>61</sup>. Staline préfère voter avec Lénine plutôt qu'avoir raison. Puis il retourne à Kharkov, au siège de son état-major.

Les succès initiaux de l'offensive l'enthousiasment. Le 13 juillet, il télégraphie à Lénine : « L'impérialisme n'a jamais été aussi faible que maintenant, au moment de la défaite de la Pologne [...]; plus nous nous conduirons avec fermeté, et mieux ce sera et pour la Russie et pour la révolution mondiale<sup>62</sup>. » Le 24 juillet, il écrit à Lénine, porté par le même élan d'excitation : « Ce serait un péché de ne pas encourager la révolution en Italie. » Et il propose « l'organisation d'un soulèvement en Italie et dans des États qui ne se sont pas encore consolidés, comme la Hongrie, la Tchéquie (et il faut écraser la Roumanie) », en écartant d'un revers de main le danger « insignifiant » représenté par les débris des corps francs en Allemagne, qu'il évalue à trois cent mille marginaux<sup>63</sup>. Cette réduction de la révolution mondiale à l'organisation de soulèvements par le Comintern est plutôt sommaire, et le désenchantement de Staline au lendemain de la défaite polonaise n'en sera que plus vif.

Toukhatchevski vole vers Varsovie. Staline et Iegorov cheminent vers Lvov, au sud. La mission militaire française s'affole dans la capitale polonaise. Le 4 août, Lénine interroge par télégramme Staline sur la situation en précisant : « Des décisions politiques très importantes peuvent dépendre de vos conclusions<sup>64</sup>. » La responsabilité que Lénine fait peser sur ses épaules l'effraie, et, peu désireux d'en assumer les conséquences, il refuse net : « Je ne sais pas pourquoi, concrètement, mon avis vous est nécessaire, aussi ne suis-je pas en état de transmettre les conclusions que vous exigez et je me limiterai à communiquer les faits nus sans commentaires<sup>65</sup>. » Aux autres d'en dégager les conclusions.

Le Bureau politique décide d'unifier la conduite de la guerre en Pologne en un seul front Ouest dirigé par Toukhatchevski, et de constituer un front de Crimée qui sera dirigé par Staline, Iegorov et Frounzé, contre Wrangel, qui a lancé début juin une offensive à partir de la Crimée où il est retranché. Il représente un danger au moment où des soulèvements paysans éclatent au Kouban et en Sibérie. Lénine l'en informe par télégramme. Staline ramène tout à des questions de préséance : « J'ai reçu votre note sur la division des fronts ; le Bureau politique ne devrait pas s'occuper de vécilles. Je puis travailler sur le front encore un maximum de deux semaines. J'ai besoin de repos, cherchez-moi un remplaçant<sup>66</sup>. » Cette bouderie rageuse, qui conduit le Bureau politique à reporter sa décision, se conclut par la dénonciation

rituelle du haut commandement : « Je ne crois pas une minute aux promesses du commandant en chef ; il ne fait guère que vous jouer des tours avec ses promesses. » C'est un refrain lancinant. Dès le 31 juillet, il dénonce le commandant en chef Serge Kamenev, qui a reporté sa venue sur le front ; il l'accuse d'abord de lâcheté, puis le 4 août de quasi-trahison, et huit jours plus tard de sabotage : « Le commandant en chef et ses compères sabotent la victoire sur Wrangel<sup>67</sup>. » Cette obsession de la trahison et du sabotage est propre à Staline.

Igorov et lui reçoivent l'ordre d'envoyer en renfort à Toukhatchevski, dont les lignes s'étirent dangereusement, la première division de cavalerie et la XII<sup>e</sup> armée. Staline ne pourrait alors pas prendre Lvov. Or, il veut sa ville et sa gloire. Il refuse donc de signer l'ordre de transfert des troupes. Le 13 août, il envoie même promener le chef d'état-major : « Les armées du front Sud-Ouest exécuteront leur tâche essentielle qui est de s'emparer de la région de Lvov-Rova Rousska [...]. Je tiens le changement des tâches essentielles de l'armée dans les circonstances données pour déjà impossible<sup>68</sup>. »

La contre-offensive de Pilsudski bouscule l'Armée rouge et la repousse de plus de 200 kilomètres. La désobéissance obstinée de Staline accélère et amplifie un échec inéluctable : les ouvriers et paysans polonais voient dans les troupes de Toukhatchevski davantage une armée russe qu'une Armée rouge et se dressent contre elle. C'est ainsi que, par entêtement, Staline transforme la défaite de Varsovie en déroute et provoque indirectement la capture de 40 000 soldats qui disparaîtront dans les camps de concentration polonais. Il contraint Moscou à signer, le 20 octobre 1921, la paix de Riga qui donne à la Pologne l'Ukraine occidentale (ou Ruthénie) et la Biélorussie occidentale, que Staline récupérera vingt ans plus tard par le protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov. Le prix payé est considérable.

Le Comité central destitue Staline de ses fonctions militaires et le rappelle à Moscou. La sanction est mince au regard de l'insubordination et de ses conséquences. Staline, pourtant, contre-attaque : le 30 août, il demande la formation d'une commission d'enquête de trois membres sur « les conditions de l'offensive de juillet et de la retraite d'août ». Il dénonce, dans un autre document envoyé au Bureau politique, les erreurs du haut commandement auquel il reproche de ne pas avoir organisé de réserves.



Le lendemain, au Bureau politique, Trotsky annonce que le Comité militaire révolutionnaire prend en compte les propositions de Staline, qui retourne ainsi la situation en sa faveur. Mais Lénine, en refusant la commission d'enquête, provoque sa colère. Staline met alors à profit le découragement suscité chez les cadres du Parti par la défaite polonaise pour attaquer Lénine et Trotsky à la IX<sup>e</sup> conférence du Parti, dont le procès-verbal ne sera publié qu'en 1972. Trotsky l'accuse d'avoir trompé le Comité central en grossissant la désertion dans les rangs polonais. Staline affirme avoir été «le seul membre du Comité central à avoir raillé le slogan à la mode de la "marche sur Varsovie"», et avoir «publiquement dans la presse invité les camarades à ne pas se laisser enflammer par les succès et à ne pas sous-estimer les forces polonaises». C'est l'une des trois raisons qui l'ont amené à «exiger la désignation d'une commission qui, en dégagant les causes de la catastrophe, nous aurait garanti contre un nouvel effondrement». Et il conclut brutalement : «Le camarade Lénine, visiblement, épargne le commandement, mais je pense qu'il faut épargner notre cause et pas le commandement<sup>69</sup>.»

Les caprices de Staline, ses accès de grogne ou de colère, ses emportements, ses lubies, sa grossièreté ne sont pas réservés aux seuls militants. Nadejda les subit à l'occasion. Staline la voudrait constamment à son service, comme l'était la docile Catherine Svanidzé. Il exige qu'elle abandonne son travail au secrétariat de Lénine pour se consacrer entièrement à lui. Alerté, Lénine s'empporte contre cet «asiatique». Staline n'est pas encore capable de s'opposer au «Vieux», et, prudent, recule...

L'indulgence de Lénine à l'égard des coups de tête répétés et des caprices coûteux de Staline ne saurait s'expliquer par le seul soutien que ce dernier lui apporte par son silence ou ses votes. Lénine en donnera la raison le 17 mars 1921. Répondant alors à Adolphe Ioffé, mécontent d'être constamment ballotté d'un poste à l'autre, il lui répondra : «C'est le destin qui vous a ballotté. Beaucoup de militants sont dans ce cas. Staline par exemple : évidemment, il aurait pu se défendre, car en trois ans et demi le destin ne lui a pas laissé une seule fois la possibilité d'assurer ses fonctions de commissaire du peuple à l'Inspection, ouvrière et paysanne, pas plus qu'il n'a pu exercer celles de commissaire aux Nationalités. C'est un fait<sup>70</sup>.» On peut donc beaucoup lui pardonner. Il a parcouru une demi-douzaine de fronts et est membre

d'un nombre invraisemblable de commissions. Ainsi, le Comité central du 20 septembre 1920 l'affecte d'un coup à trois commissions, l'une sur les concessions économiques à discuter avec la Suède, la deuxième sur un projet d'accord avec la toute nouvelle République soviétique d'Azerbaïdjan, et la troisième «sur le travail communiste en Orient<sup>71</sup>», qui doit soumettre des propositions au Bureau politique sur les nécessaires inflexions de la politique soviétique dans cette vaste région.

La fin prochaine de la guerre civile remet pourtant à l'ordre du jour ses tâches de commissaire aux Nationalités. Le Comité central décide alors de l'envoyer au Caucase pour «a) régler complètement les relations avec les montagnards; b) organiser toute notre politique au Caucase et en Orient; c) donner aux cadres locaux les instructions leur permettant d'établir la liaison entre le Centre et les montagnards<sup>72</sup>». Le tout concerne une bonne vingtaine de peuples différents aux aspirations nationales diffuses. Malgré l'ampleur et la complexité de la tâche, le Comité central refuse sa démission du Comité militaire de la République.

À la mi-octobre, il descend dans le Caucase, qu'il sillonne pendant un mois. Il y rencontre ses amis Ordjonikidzé, responsable du Bureau caucasien du Parti et de la XI<sup>e</sup> armée caucasienne, qui, depuis toujours, lui envoie en double (ainsi qu'à Lénine) télégrammes, lettres et notes sur la situation dans la région, et Serge Kirov, nommé à la tête du Parti communiste d'Azerbaïdjan. Fin avril 1920, la XI<sup>e</sup> armée a envahi l'Azerbaïdjan, exsangue après deux ans et demi d'invasion britannique et turque, et de massacres entre Arméniens et Azéris. La République soviétique d'Azerbaïdjan est proclamée à Bakou le 28 avril. Le 30 octobre, Staline est à Bakou. Serge Kirov lui fait décerner le titre inhabituel de «chef de la révolution prolétarienne dans le Caucase et en Orient». Le 6 novembre, Staline prononce devant les cadres communistes de la région un discours exalté. Il chante «l'Armée rouge qui écrase l'ennemi, le parti de 700 000 membres à la cohérence d'acier», mais aussi l'Orient, qui s'est enfin mis en mouvement, puis s'écrie : «Paraphrasant les paroles fameuses de Luther, la Russie pourrait dire : "Je me trouve à la frontière entre le vieux monde capitaliste et le nouveau monde socialiste, et ici, sur cette frontière, j'unis les efforts des prolétaires de l'Occident et les efforts de la paysannerie de l'Orient pour écraser le vieux monde. Que le dieu de l'histoire

me vienne en aide !”<sup>73</sup> » Il vit donc toujours, comme les autres dirigeants bolcheviks, dans la perspective et l’attente de la révolution mondiale.

Son périple caucasien et ses rencontres avec Ordjonikidzé, aussi impatient que lui, aiguïsent sa volonté de conquérir l’Arménie et, tâche plus délicate, d’arracher la Géorgie aux mencheviks, ses ennemis de jeunesse, appuyés avant-hier par les baïonnettes allemandes, hier par les fusils britanniques. La Russie avait signé, le 7 mai 1920, un accord reconnaissant son indépendance. Lénine hésite à le violer. Staline, qui pilote ces deux opérations douteuses, consolide à cette occasion sa complicité avec Ordjonikidzé et Kirov. Le 17 novembre, Staline propose à Lénine par télégramme de concentrer des forces armées en un point et « d’utiliser un prétexte adéquat pour organiser un mouvement tournant sur Tiflis<sup>74</sup> ». Lénine fait le sourd. Le 20 novembre, Staline revient à la charge et propose un plan grandiose : « une guerre victorieuse de la Turquie avec la Géorgie qui permettrait à la Russie d’intervenir comme intermédiaire et libératrice ». Encore faudrait-il que les Turcs soient d’accord, ce qui semble douteux.

Après avoir assisté au congrès des peuples du Daghestan, il prépare l’invasion de l’Arménie avec Ordjonikidzé, et revient à Moscou le 21 novembre. Le 27, il présente un rapport sur la politique à suivre dans la région au Bureau politique qui, après l’avoir entendu, recommande d’adopter « par rapport à la Géorgie, l’Arménie, la Turquie et la Perse une politique d’apaisement maximal, c’est-à-dire visant surtout à éviter la guerre. Ne pas se fixer comme but une expédition ni contre la Géorgie, ni contre l’Arménie, ni contre la Perse<sup>75</sup> » mises sur le même plan. Staline vote cette résolution à usage interne, et en organise aussitôt... la violation. Conformément au scénario établi à Bakou, un détachement de communistes arméniens se soulève, la XI<sup>e</sup> armée, conduite par Ordjonikidzé, se précipite à son secours et envahit l’Arménie : le gouvernement nationaliste Dachnak, abandonné par une population lasse des aventures dans lesquelles il l’a ballotée depuis près de trois ans, s’effondre. Le 2 décembre, la République soviétique d’Arménie est proclamée. Après l’Azerbaïdjan, c’est la seconde victoire de Staline en six mois.

Ordjonikidzé fait pression sur Moscou pour prolonger l’opération arménienne en Géorgie. Le 15 décembre, il télégraphie à Lénine un véritable ultimatum : le Bureau caucasien a décidé à

l'unanimité que la XI<sup>e</sup> armée franchirait les frontières de la Géorgie le lendemain à l'aube ! Lénine annule cette décision. Le 2 janvier 1921, Kirov, désormais plénipotentiaire soviétique à Tiflis, et Ordjonikidzé adressent au Comité central un document énumérant neuf raisons d'envahir la Géorgie. Le 4 janvier, Staline soutient leur demande dans une lettre à Lénine, toujours réticent. Le 6 février, Ordjonikidzé adresse un télégramme alarmiste au Comité central, à Lénine, Trotsky et Staline ; il craint de perdre Bakou et affirme : « La Géorgie s'est définitivement transformée en état-major de la contre-révolution mondiale au Proche Orient <sup>76</sup>. » Pour forcer la main à Lénine, Ordjonikidzé provoque, dans la nuit du 11 au 12 février, un soulèvement de tatares et ossètes du district montagneux de Bortchalino, coordonné avec l'état-major de la XI<sup>e</sup> armée, stationnée aux frontières, qui se rue au secours des insurgés. Le Bureau politique entérine, le 14, l'invasion commencée. Le 16, Staline invite Ordjonikidzé à obtenir la collaboration de mencheviks de gauche en leur promettant « des concessions, une amnistie, etc. <sup>77</sup> ».

L'opération indigne, en effet, toute la social-démocratie européenne qu'il faut tenter d'apaiser. La XI<sup>e</sup> armée balaye alors la petite garde nationale géorgienne, sous le regard d'une population lasse de la guerre civile, prend Tiflis le 26 février, et y proclame la République soviétique de Géorgie. Le gouvernement menchevik s'enfuit le 10 mars. Il faut maintenant justifier cette invasion à l'extérieur. Le Bureau politique décide que c'est Trotsky qui s'en chargera. Ce qu'il fera en écrivant *Entre l'impérialisme et la révolution*...

Le récit des faits et gestes militaires de Staline fausse son importance réelle en donnant un relief exagéré à une activité au fond semblable à celle de dizaines d'autres dirigeants bolcheviks. En 1925 et 1926, Kakourine, officier tsariste rallié à l'Armée rouge, publie une *Histoire de la Guerre civile*. Le nom de Staline y est cité une seule fois, alors que Vatsetis est cité trente-neuf fois et Boudionny quatorze. Dans le premier tome, publié en 1928, d'une *Histoire de la Guerre civile*, sous la direction de l'ancien chef d'état-major Serge Kamenev et de Boubnov, un de ses fidèles, Staline n'apparaît qu'une seule fois en photo, soit moins que Vorochilov, Boudionny, Frounzé et même que Kalinine. En revanche, un certain nombre de cadres voient en lui l'un des plus hauts dirigeants politiques du pays. Le cosaque rouge Mironov, se

révoltant contre les bolcheviks, explique ainsi aux cosaques que la Russie soviétique est dirigée par un quintette : Lénine, Trotsky, Staline, et deux autres personnes dont il n'indique jamais le nom.

Staline est sorti de la guerre civile transformé. Il s'est habitué, comme bien d'autres, à commander, à nommer, à désigner, à être obéi, à disposer souverainement de la vie des autres, à ne rendre de comptes qu'à ses pairs du Bureau politique, voire du Comité central, à régler les questions par l'exercice de la violence. Il en a aussi ramené une aversion profonde pour Trotsky et une haine terrible, on l'a dit, des « spécialistes » militaires ou « bourgeois ».

Les Blancs, dans leurs mémoires, lui font assez souvent la part belle par rapport à Trotsky. L'un d'eux, Gueorgui Solomon, auteur de souvenirs intitulés *Parmi les chefs rouges*, publiés à Paris en 1930, met dans la bouche du vieux bolchevik Krassine, mort en 1926, une tirade invraisemblable sur la répartition des rôles entre les deux hommes : « Le plus peureux de tous est notre « feldmarshall » Trotsky. S'il n'y avait pas autour de lui Staline, un homme qui, certes, ne décroche pas les étoiles au ciel, mais hardi et courageux et de plus désintéressé, il aurait déjà pris la poudre d'escampette... Mais Staline le tient en mains et, fondamentalement, c'est Staline qui organise la défense de la Russie soviétique, sans se montrer au premier plan et en fournissant à Trotsky tous les accessoires extérieurs du pouvoir de commandant en chef... Et Trotsky prononce des discours enflammés, publie des ordres braillards, que lui dicte Staline. » Solomon insiste sur l'honnêteté et le désintéressement notoire de Staline, et le présente comme le « commissaire politique » de Trotsky, qu'il manipule comme une marionnette<sup>78</sup>. Cette caricature mélodramatique est une étape importante vers la légende officielle, qui fera de Trotsky le traître masqué puis démasqué et de Staline le sauveur suprême. On en est loin à l'époque. Le 20 octobre 1920, après deux ans et demi de guerre civile, le chef de la Tcheka crée une direction spéciale chargée de la protection des principaux dirigeants. On en recense trois en tout et pour tout : Lénine, Trotsky et Dzerjinski. La vie de Staline n'est pas encore l'objet de soins attentifs...

卷之六

六

七

八

九

十

十一

十二

十三

十四

十五

十六

十七

十八

十九

二十

二十一

二十二

二十三

二十四

二十五

二十六

二十七

二十八

二十九

三十

三十一

三十二

三十三

三十四

三十五

三十六

三十七

三十八

三十九

四十

四十一

四十二

四十三

四十四

四十五

四十六

四十七

四十八

四十九

五十

五十一

五十二

五十三

五十四

五十五

五十六

五十七

五十八

五十九

六十

六十一

六十二

六十三

六十四

六十五

六十六

六十七

六十八

六十九

七十

七十一

七十二

七十三

七十四

七十五

七十六

七十七

七十八

七十九

八十

八十一

八十二

八十三

八十四

## CHAPITRE X

### La retraite

La déroute polonaise se conjugue avec une crise larvée, puis ouverte, du communisme de guerre. Dès l'été 1918 et jusqu'à la fin de 1920, la guerre civile a dominé la vie politique, économique et sociale du régime. Le communisme de guerre, marqué par la militarisation générale de la société, impose sa marque à toutes ses institutions : tout y est subordonné à l'effort de guerre et à l'entretien en armes, en vêtements, en bottes et en alimentation d'une armée qui rassemble – déserteurs compris – près de 5 millions d'hommes, dont moins d'un cinquième sont opérationnels en même temps. Du coup, l'activité productive non directement liée à ses besoins s'effondre et la population meurt de faim. Pendant l'hiver 1920, la ration alimentaire quotidienne la plus élevée, celle d'un ouvrier occupé à des travaux pénibles, est de 225 grammes de pain, 7 grammes de viande ou de poisson (d'ordinaire pourri), et 10 grammes de sucre – soit moins que la ration de base du futur Goulag.

Le communisme de guerre est, selon Trotsky, « une réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée<sup>1</sup> », fondée sur la réquisition systématique de toute la production agricole. Cette réquisition suscite la résistance de larges couches de la paysannerie et la formation de bandes insurrectionnelles, dites « armées vertes », qui se battent contre les Rouges, et plus encore contre les Blancs, et exigent avant tout de disposer librement de leur récolte et de leur bétail. Mais le communisme de

guerre tend petit à petit à s'émanciper de la nécessité qui l'a vu naître. Le gouvernement tente en effet de transformer cette réglementation contingente d'une consommation déclinante en une organisation totale de la production et de la consommation. Cette tentative utopique de passer du communisme de guerre au communisme tout court dans la pénurie, le dénuement et la ruine généralisés ne pouvait évidemment qu'échouer.

Pour survivre et pallier la ruine d'ensemble et la désorganisation généralisée de la production, le régime tente, dès 1918, d'imposer l'obligation du travail. Trotsky la justifie dans *Terro-risme et communisme*. Les machines s'usent, écrit-il, le matériel roulant se détériore, la guerre civile a détruit les voies ferrées, les ponts, les gares, or la Russie soviétique ne peut recevoir de machines de l'étranger ; et comme, par ailleurs, elle ne produit quasiment pas d'articles manufacturés, n'a ni marchandise ni outillage à vendre au paysan, la main-d'œuvre indispensable aux activités élémentaires (déblaiement des voies ferrées, extraction du charbon, travaux de construction) ne peut être mobilisée par le versement de salaires puisque l'argent, faute de marchandises, ne vaut plus rien : elle ne peut donc être fournie que par le travail obligatoire, ce qui suppose la coercition. Staline, d'accord mais prudent, se garde de justifier par écrit le travail forcé.

L'échec du système apparaît à certains dirigeants bolcheviks dès le début des années 1920. En janvier, le VIII<sup>e</sup> congrès des soviets décide donc de remplacer les réquisitions par un impôt laissant aux paysans la libre utilisation de leurs surplus. Mais Lénine, pour qui le commerce libre engendre le capitalisme, fait annuler la résolution. En février 1920, Trotsky dénonce au Comité central « la politique actuelle de réquisition des produits alimentaires [qui] provoque la décadence progressive de l'agriculture, la dispersion du prolétariat industriel, et menace de désorganiser complètement la vie économique du pays ». Il propose de la remplacer « par un prélèvement proportionné à la quantité de la production [...] établi de telle façon qu'il soit néanmoins avantageux d'augmenter la surface ensemencée ou de mieux la cultiver<sup>2</sup> ». Lénine l'accuse de faire le jeu des koulaks, et sa proposition est repoussée par 11 voix (dont Staline) contre 4. Le communisme de guerre, qui subordonne toute l'activité économique à l'État centralisateur, bien que moribond, continue à déployer ses effets de façon presque mécanique : le 20 novembre toutes les entreprises



employant plus de cinq travailleurs, si elles ont un moteur, ou plus de dix, si elles n'en ont pas, sont nationalisées.

Trotsky essaie de rationaliser le fonctionnement de ce moribond, entreprise condamnée d'avance et dont il paiera longtemps les traites. Que faire des 3 millions de soldats démobilisables dans un pays exsangue, dévasté, ruiné, où des fantômes d'ouvriers rôdent dans des fantômes d'usines, et où 4 500 000 orphelins, affamés et pouilleux, errent dans les villes et les campagnes ? Les renvoyer à la vie civile, c'est les condamner au chômage et au banditisme. Le IX<sup>e</sup> congrès du Parti (29 mars-4 avril 1920), qui condamne la « désertion du travail », reprend la proposition de Trotsky de les organiser en « armées du travail », utilisées à la coupe du bois, aux travaux de réfection, d'entretien, de reconstruction. On ignore ce qu'en pense Staline, muet, une fois de plus, tout au long du congrès, sauf à huis clos au sein de la commission sur les syndicats. Mais il vote pour. Huit armées du travail sont créées.

La première Armée du travail restaure des kilomètres de voies ferrées encombrées de wagons délabrés et de détritiques divers, mais les soldats, harassés, ne rêvent que de démobilisation et les paysans de liberté du commerce. Une fois les armées blanches battues et la guerre avec le « Polonais » terminée, la paysannerie ne supporte plus les réquisitions. Pendant la guerre civile, elle avait défendu tantôt sa terre contre les anciens propriétaires, tantôt ses intérêts, bafoués par les réquisitions alimentaires, contre l'Armée rouge, la crainte du retour des anciens propriétaires la ramenant du côté des bolcheviks. Mais une fois la guerre finie, assurée d'être définitivement maîtresse de la terre, elle se dresse contre ces derniers. En novembre 1920, dans la région de Tambov, près de 50 000 paysans armés de fourches, de haches, de fusils, de mitrailleuses et même de canons se soulèvent sous la conduite d'un jeune militant SR, Antonov. Si l'Union de la paysannerie laborieuse appelle les paysans à « renverser le pouvoir des bolcheviks-communistes<sup>3</sup> », les émeutiers se dressent contre les réquisitions, pour la liberté du commerce des grains, non contre le régime lui-même. Ces émeutes paysannes locales ou régionales, sans véritable perspective politique, dégénèrent souvent en pillages. Un parti pourrait les fédérer, mais face au soulèvement de Tambov, les SR eux-mêmes se divisent entre le soutien et l'abstention, alors que le sort du régime ne tient qu'à un fil.

La crise suscite dans le parti bolchevik une discussion fiévreuse autour du rôle et du devenir des « syndicats » dans le communisme de guerre. Trotsky, poussant jusqu'au bout la logique du système, veut transformer les syndicats en organisations groupant les travailleurs pour la production et luttant pour l'augmentation de la productivité du travail ; il propose à cette fin de « secouer » la direction des syndicats et d'en nommer les responsables. Il résume ses propositions par le slogan « militariser les syndicats », expression que ses adversaires, dont Staline, utiliseront à loisir contre lui à partir de 1923, quand il opposera la démocratisation à la bureaucratisation galopante du Parti. Les plates-formes fleurissent autour de cette question au moment où le communisme de guerre agonise : celle de Trotsky et Boukharine, celle du centralisme démocratique, celle de l'Opposition ouvrière, dirigée par Chliapnikov, Medvedev, le président du syndicat des métallurgistes, Kisselev, le président du syndicat des mineurs, et Alexandra Kollontai, qui réclame le transfert de la gestion de l'économie aux syndicats et dénonce la bureaucratisation du Parti, enfin la plate-forme dite des « Dix » (membres du Comité central) de Lénine, Zinoviev et Staline.

Depuis longtemps, ces deux derniers cherchaient à persuader Lénine que Trotsky rassemblait des hommes contre lui, comme avant la guerre. La « querelle syndicale », à l'occasion de laquelle chacun peut compter ses partisans, leur permet de le convaincre. Dans la bataille publique contre Trotsky, Staline, une fois encore en retrait, n'intervient qu'une seule fois avec un article mesuré, intitulé « Nos divergences ». Prenant de la hauteur, il distingue, dans une parodie de synthèse, « la méthode de la contrainte (méthode militaire) et la méthode de la conviction (méthode syndicale) », mais, dit-il, la contrainte comprend des éléments subordonnés et auxiliaires de conviction, laquelle à son tour renferme des éléments de contrainte tout aussi subordonnés et auxiliaires...<sup>4</sup>

Le 6 janvier 1921, sur proposition de Zinoviev, les communistes de Petrograd demandent que les élections au Comité central se fassent non plus sur la base des listes de candidats proposées par les délégations régionales, mais à partir des votes sur les plates-formes syndicales. Cela revient à programmer l'élimination de plusieurs signataires de la plate-forme minoritaire de Trotsky. Le 12 janvier, le Comité central adopte la proposition.

Lénine veut donner une leçon aux initiateurs d'une discussion à ses yeux malencontreuse dans un pays en lambeaux. L'État ne perçoit plus les impôts qui, en janvier, représentent seulement 1 % de ses recettes ; l'émission de papier-monnaie, dont le coût de production dépasse la valeur réelle, fournit les 99 % restants. La production de fonte représente 2 % de celle d'avant-guerre, celle de l'acier 2,4 % ; dans certaines régions, le bois est le seul combustible d'une industrie essentiellement artisanale. Un million d'ouvriers, affamés et absents la moitié du temps, travaillent dans des usines aux machines vieilles, rafistolées au petit bonheur, dont les pièces et la moitié de la production se trafiquent au marché noir. En ce mois de janvier, les grèves secouent Petrograd, Moscou, la province.

C'est au cours de ce sinistre mois de janvier que Nadejda Alliluieva met au monde son premier enfant, Vassili. L'appartement du Kremlin est à nouveau un peu étroit, d'autant que, la guerre civile s'achevant, Staline s'y trouve plus souvent. Il en demande un autre plus grand. Bien que son vieil ami Abel Enoukidzé gère la répartition des appartements et malgré ses titres, les choses traînent en longueur. Nadejda n'avait pu militer pendant sa grossesse. La commission d'épuration du parti de son arrondissement l'exclut « pour absence totale d'intérêt pour la vie du Parti<sup>5</sup> ». Staline n'intervient pas. Lénine demande la réintégration de l'exclue, mais ne parvient à la faire réadmettre que comme simple stagiaire, contrainte de faire ses preuves. Elle ne retrouvera son statut de membre titulaire qu'en 1924. Le parti bolchevik ne vit pas encore à l'heure des chefs.

Depuis décembre 1919, par une décision « archisécète », selon le vœu de Lénine désireux d'éviter les remous dans un parti à la base très égalitariste, une ration spéciale dite « académique » est attribuée à 500 savants et spécialistes divers, étendue au cours de l'été 1920 aux responsables des quatorze commissariats du peuple, du Conseil supérieur de l'économie nationale, du Conseil central des syndicats, à la Direction des statistiques et aux membres de leurs familles (avec un maximum de quatre rations). À la fin de 1920, 18 000 cadres politiques, savants, techniciens supérieurs et spécialistes, en majorité non communistes, bénéficient de cette ration spéciale qui leur permet de se nourrir et de travailler normalement. Elle est composée, par mois, de 8 kilos de farine, 600 grammes de beurre, 1 litre d'huile, 200 grammes

de thé, 400 grammes de sucre, 600 grammes de sel, 2 800 grammes de gruau, 4 kilos de poisson (séché en général), 16 kilos de légumes (en majorité des pommes de terre), 400 grammes de savon, 3 boîtes d'allumettes, 4 kilos de viande. Mais l'appareil considérera vite comme normaux ces privilèges exceptionnels du temps de la guerre civile et voudra les pérenniser. Ce sera l'une des premières mesures de Staline après son accession au poste de Secrétaire général.

Le monopole du pouvoir et la guerre civile facilitent le développement de ces privilèges. La sœur du bolchevik Mouralov dénonce ainsi la corruption des dirigeants de Stavropol dans le sud de la Russie : « Ici, le mot communistes désigne des gens qui, avant tout, vivent bien, mangent à satiété, ne font rien, boivent, ne se gênent pas pour mettre la main sur les biens publics, et recourent à la violence, au fouet et aux coups de poing pour régler le plus petit problème<sup>6</sup>. » Les mineurs du Donetz pensent la même chose. Les privilèges réels et ces mœurs, enflés par la rumeur, alimentent les dénonciations enflammées de tracts anonymes contre les « dirigeants qui se promènent dans de brillants phaétons, fiacres et voitures », entourés de « hordes de laquais », « mangent grasement et dorment tranquillement, et, loin de penser aux masses populaires, veulent encore plus de privilèges ». À Petrograd, le bruit court que Larissa Reisner, l'épouse de Raskolnikov, imitant Poppée et ses bains de lait, prend des bains de champagne. C'est faux, mais elle vit bien.

Ces privilèges émeuvent le Parti. Au plénum du Comité central de la mi-juillet 1920, Preobrajenski pose le problème de l'inégalité, dénonce un certain nombre de privilèges, de malversations, d'abus, et fait adopter au début d'août son point de vue par le Bureau politique. Ce même mois, la IX<sup>e</sup> conférence nationale du Parti désigne une commission d'enquête sur les inégalités. Un additif secret de la résolution publique concerne les « privilèges des occupants du Kremlin<sup>7</sup> ». La commission dispose de pouvoirs exceptionnels d'investigation. Ses trois membres (dont Ignatov, dirigeant de l'Opposition ouvrière) remettront leur rapport le 2 mars 1921 et chercheront à le faire discuter au X<sup>e</sup> congrès, mais les insurgés de Cronstadt, dont le soulèvement dure jusqu'à la fin du congrès, dénoncent au même moment les « privilèges des commissaires ». Le congrès peut difficilement combattre la révolte et la nourrir en même temps...

La commission confirme l'existence au Kremlin de privilèges réels bien qu'assez modestes. Le siège du pouvoir comporte deux cantines, l'une à l'usage du Comité exécutif central des soviets, l'autre à celui du Conseil des commissaires du peuple et du Comintern. Au repas de midi, un occupant de la première a droit à 96 grammes de viande ou de gibier, 72 grammes de gruau, de riz ou de pâtes, 8 grammes d'huile, de beurre ou de lard, celui de la seconde respectivement à 282, 128 et 24 grammes, et l'un et l'autre ont droit à 12 grammes de sel (s'ils n'ont reçu ni huile, ni beurre, ni lard). En 1920, 1112 civils vivent au Kremlin, 183 membres du Parti et 929 sans-parti. La majorité bénéficie des rations du Comité exécutif. Les trois rapporteurs proposent de réduire la surface de la plupart des appartements occupés par des dirigeants en divisant les grandes pièces, et de réviser sensiblement les normes de ravitaillement, surtout celles des malades, qui reçoivent en plus 2 œufs et 1 livre de pain par jour, étant donné le grand nombre de « malades permanents, dont l'existence suscite le mécontentement et l'indignation légitimes des masses travailleuses <sup>8</sup> ».

Les marins-paysans de l'île de Cronstadt, dans le golfe de Petrograd, qui se soulèvent le 1<sup>er</sup> mars élaborent un programme en quinze points, assez proche de celui de Tambov : réélection des soviets, liberté de parole pour tous les partis socialistes, suppression des barrages routiers, abolition des détachements de combat communistes, liberté totale pour le paysan qui ne recourt pas à la main-d'œuvre salariée, liberté du commerce. Une partie des communistes de l'île soutient cette plate-forme, dont la devise devient : « Les soviets sans communistes », formule pourtant absente du texte. La révolte est écrasée après dix jours de combats furieux.

Malgré les révoltes paysannes de Tambov et de la Sibérie occidentale, la guerre civile tire à sa fin. Le bilan est accablant : l'Armée rouge a perdu 980 000 hommes, dont les deux tiers ont succombé à des blessures mal soignées, au manque d'hygiène et de médicaments, à la faim, au froid, à la gangrène, au typhus, à la dysenterie. La majorité des six millions de morts de la population civile ont péri pour les mêmes raisons. Des millions d'orphelins miséreux ravagés de poux hantent les villes en ruine ; la démobilisation de l'armée jette sur le pavé des hordes de soldats-paysans sans travail. Le pays est exsangue. La famine rôde.

Au X<sup>e</sup> congrès du parti bolchevik, réuni du 8 au 16 mars, Lénine insiste sur l'isolement des communistes au pouvoir, le Parti étant suspendu dans le vide entre une classe ouvrière épuisée, décimée, affamée, mécontente, une paysannerie révoltée, désireuse de tirer enfin profit des terres que la révolution lui a données et les soldats-paysans que la « démobilisation jette sur le pavé, qui ne trouvent pas de travail, sont habitués uniquement au métier des armes et répandent le banditisme<sup>9</sup> ». Il faut donc changer de politique. Et tandis que l'Armée rouge écrase la révolte de Cronstadt, Lénine fait voter le remplacement de la réquisition par l'impôt en nature : une fois réglé cet impôt, le paysan est désormais libre de vendre ses surplus. C'est l'amorce du retour à la liberté du commerce, à partir de laquelle va s'affirmer la nouvelle politique économique (NEP).

À ce congrès, Staline est chargé d'un rapport sur les tâches du Parti dans la question nationale, dont Cronstadt éclipse la discussion, réduite à trois brèves interventions. Le congrès s'achève par un changement décisif dans l'appareil dirigeant. Les trois secrétaires du Comité central précédents (Krestinski, Preobrajenski et Serebriakov) ayant signé la plate-forme syndicale de Trotsky, aucun d'eux n'est réélu au Comité central, pourtant élargi ; ils sont remplacés au Secrétariat par trois hommes liges de Staline : Molotov, Iaroslavski et Mikhaïlov. Le congrès constitue une commission centrale de contrôle, dirigée par Aaron Soltz, proche de Staline.

Staline a été élu en sixième position avec 458 voix sur 479 ; la victoire de la motion des Dix a largement ouvert le Comité central à son clan, qui repose sur les groupes de Bakou et de Tsaritsyne : le bouillant et irascible Ordjonikidzé, Enoukidzé, le docile Vorochilov, l'intrépide mais limité Boudionny, plus Molotov, sec bureaucrate dit « cul de fer », Iaroslavski, publiciste verbeux, Petrovski et Kouibychév. Tous ces hommes, unis par leur aversion pour Trotsky considéré par eux comme un intrus, irrités par la formule populaire du « parti de Lénine et de Trotsky », n'ont, pour la plupart, joué qu'un rôle de second plan dans la révolution et la guerre civile. Autour de ce premier noyau, Staline agrège des hommes marqués par une tache à effacer : Andreïev a voté pour la plate-forme syndicale de Trotsky ; Kirov a travaillé avec des Cadets avant la guerre. Zinoviev, fort de ses titres, de l'appui de Lénine, de l'amitié de Kamenev, et sûr de manipuler Staline à sa guise, n'a placé au Comité central que Frounzé.

Les rapports avec le peuple sont plus délicats à gérer que ces manœuvres de sommet. Pour fêter l'invasion de la Géorgie, Staline se rend à Tiflis au lendemain du congrès, descend au dépôt de chemin de fer haranguer les cheminots, en grande majorité mencheviks, qui le chassent de la tribune et le sortent de la salle à bout de bras. Il effacera de sa biographie toute trace de ce voyage et de cette humiliation.

La NEP se met en place en mai 1921. À cette date, les entreprises employant moins de 21 personnes (moins de 11 si elles utilisent un moteur) sont dénationalisées et cédées à des particuliers contre la rétrocession de 10 à 15 % de leur production à l'État pour une durée de deux à cinq ans. La NEP, rétablissant le secteur privé et le marché, est conçue à la fois comme une pause et comme une politique à long terme : tout dépendra de la marche de la révolution dans les autres pays. Lénine l'expliquera dans son discours au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, le 13 novembre 1922. En raison de l'arriération, de l'inculture, de l'isolement et de l'héritage bureaucratique tsariste de la Russie soviétique, il faut y édifier les fondements d'une industrie qu'il qualifie de capitalisme d'État, en attendant que la révolution se produise dans un pays civilisé. Si les partis communistes étrangers « comprennent réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire [...] les perspectives de la révolution mondiale seront excellentes <sup>10</sup> » et la NEP une simple pause. Sinon, des générations entières seront nécessaires pour transformer la mentalité paysanne. Staline acquiesce en silence.

La NEP met en lumière certains traits de l'héritage des trois longues années écoulées depuis Octobre. L'énorme appareil bureaucratique du tsarisme n'a été ni détruit ni démantelé ; seul son recrutement a été partiellement renouvelé. L'appareil de l'État, maintenu, a continué à s'élargir. Une partie de ses membres ont adhéré au parti dirigeant. Ainsi, en 1920, les 1 300 000 ouvriers d'usines, cheminots et traminots, formant une classe ouvrière désintégrée, en partie déqualifiée et vivant d'expédients, ne représentent que 1 % des 130 millions d'habitants d'une Russie soviétique qui compte deux fois plus d'employés de bureau. Au X<sup>e</sup> congrès du Parti, en mars 1921, Chliapnikov raille Lénine, qui a constaté la désintégration du prolétariat russe, et le « félicite de constituer l'avant-garde d'une classe qui n'existe plus <sup>11</sup> ».

La situation se rétablit lentement et difficilement à la cam-

pagne. Depuis octobre 1917, le nombre d'exploitations est passé de 16 à près de 25 millions. Le morcellement des propriétés (en moyenne 2 hectares par famille), l'absence de chevaux de trait dans une ferme sur trois, l'utilisation de l'araire de bois primitif dans deux fermes sur cinq réduisent la grande majorité des exploitations à ne produire que pour leur propre alimentation, souvent insuffisante et toujours menacée. Dernière convulsion de la guerre civile et du communisme de guerre, une famine terrible ravage, en 1921-1922, le bassin de la Volga, frappe en Russie 23 millions de personnes, répand le typhus, et fait finalement près de 3 millions de victimes.

Le parti bolchevik de 1921 ressemble assez peu à celui de 1917. En trois ans, un demi-million de cadres et de militants, mobilisés à chaque tournant de la guerre civile, sont partis au front. La majorité des 200 000 militants de 1917 y ont péri. Un sur cinq en est revenu estropié et invalide. Des dizaines de milliers d'autres, entrés dans la Tcheka ou mobilisés dans les détachements de réquisition de blé chez les paysans, ont exercé quotidiennement la contrainte et la violence. Les rares militants revenus en usine y sont secrétaires du Parti ou du syndicat.

Au cours de cette année 1921, Staline peaufine son image de libéral. Le 22 août, le Comité central le nomme à la tête de sa section d'agitation et de propagande (Agit-prop). C'est sa septième responsabilité officielle. S'abritant derrière l'autorité de Lénine, il joue les conciliateurs et les arbitres. En septembre 1921, des protestations contre le caporalisme de Zinoviev secouent le Parti à Petrograd. Le 21, Lénine, Staline et Molotov forment une commission de conciliation. Le 23, Lénine reçoit, dans l'appartement de Staline, l'intrigant Ouglanov, adversaire de Zinoviev, désavoué par la commission. À la veille du XI<sup>e</sup> congrès pourtant, Staline éloigne Ouglanov. Il gagne sur les deux tableaux : il a soutenu les partisans de la démocratie et protégé Zinoviev qui lui renvoie aussitôt la balle.

Il se sent déjà assez fort pour rudoyer Kroupskaïa, la femme de Lénine. Le 24 novembre, elle demande au Bureau politique de délimiter clairement les fonctions de l'Agit-prop dirigée par Staline, et de la Direction politique de l'Instruction publique qu'elle préside, en insistant sur le gonflement exagéré de l'appareil de l'Agit-prop. Staline répond par retour à Lénine : il accuse Kroupskaïa de manifester « légèreté » et « hâte », de fournir des chiffres



erronés (ce qui est faux !), de raconter «de pures vétilles», puis il reproche à Lénine de vouloir en réalité l'évincer de l'Agit-prop alors qu'on lui a imposé ce travail, auquel il ne postulait pas. Il se dit prêt, néanmoins, à s'effacer. «Mais, dit-il, si vous posez la question précisément maintenant [...] vous nous mettez tous deux, vous et moi, dans une situation fâcheuse. Trotsky et d'autres penseront que vous faites cela "à cause de Kroupskaïa", que vous exigez une "victime", que je suis d'accord pour être une "victime", ce qui n'est pas souhaitable <sup>12</sup>.» Lénine, accusé de céder à sa femme, cède à Staline. Il est déjà affaibli ; la maladie lui interdit à la mi-décembre 1921 d'assister à la XI<sup>e</sup> conférence nationale du Parti. Les échéances de la succession se rapprochent.

Staline le pressent et prépare soigneusement le prochain congrès. Au début de janvier 1922, il convoque Anastase Mikoïan et lui confie une mission «au nom de Lénine» qui l'ignore : Trotsky et ses partisans, dit-il, se tiennent tranquilles par tactique, pour introduire au Comité central un grand nombre d'entre eux, puis préparer un coup. Les «trotskystes» sont nombreux en Sibérie. Il demande à Mikoïan de s'y rendre et de réduire au minimum le nombre de leurs délégués au congrès.

Il fait feu de tout bois. Le 28 janvier 1922, dans la cantine du Conseil des commissaires du peuple au Kremlin, une vingtaine de militants chevronnés, dont Staline, créent la Société des vieux bolcheviks, en l'absence de Zinoviev, Kamenev et Trotsky. Qui en sera membre dans un parti qui compte alors 514 000 adhérents ? Staline s'oppose, au nom de l'égalité et de la démocratie, à l'idée avancée par un participant de «distinguer parmi les membres de la société les fondateurs des autres : cela donnerait une nuance de privilèges [...] la société doit être composée uniquement de vieux bolcheviks qui ont adhéré avant 1905 et n'ont jamais quitté le Parti <sup>13</sup>». Les statuts qu'il a rédigés sont adoptés à l'unanimité. La société est un club fermé : de 1922 à 1927, le nombre de ses adhérents ne dépassera guère les 500 membres.



## CHAPITRE XI

### Secrétaire général

La bureaucratisation du parti communiste au pouvoir provoque dans ses rangs un vif mécontentement qui explose brutalement au XI<sup>e</sup> congrès, en mars 1922. L'Opposition ouvrière a envoyé au Comité exécutif de l'Internationale une protestation signée par 22 militants dénonçant les atteintes à la démocratie au sein du parti russe. Une séance à huis clos du congrès en discute. Le vote, non rendu public, est un avertissement sévère : 227 délégués votent pour la résolution qui condamne l'appel des 22, soutenue par tout le Bureau politique, et 215 votent la motion d'Antonov-Ovseenko, qui « réclame un changement d'attitude à l'égard des dissidents<sup>1</sup> » et soutient en fait leur protestation. Ce vote illustre l'ampleur du mécontentement et témoigne du caractère démocratique de l'élection des délégués dans les congrès régionaux. Staline n'oubliera pas la leçon.

Sa carrière connaît alors un tournant décisif. Au congrès, Preobrajenski s'en prend à lui parce que, membre du Bureau politique et double commissaire du peuple, il symbolise à lui seul, explique-t-il, la bureaucratisation effrénée du pouvoir. Staline ne répond pas. Lénine s'en charge : « Nul autre que lui ne pourrait être commissaire aux Nationalités. De même pour l'Inspection ouvrière et paysanne. C'est un travail gigantesque... Il faut qu'il y ait à sa tête un homme doté d'autorité, sinon nous allons nous embourber et nous noyer dans les intrigues mesquines<sup>2</sup>. » Intrigues auxquelles, sérieusement, Lénine le juge étranger.

Le Comité central élu à ce congrès, au cours duquel, comme à son habitude, Staline n'a pas dit un mot, sauf en coulisses, le nomme, enfin, le 4 avril 1922, au nouveau poste, apparemment technique, de Secrétaire général du Comité central, assisté de ses fidèles Molotov et Kouibychév. Kamenev, qui préside la séance, a proposé sa candidature, en accord avec Zinoviev. Selon Trotsky, Lénine aurait dit alors : « Ce cuisinier ne préparera que des plats épicés. » L'authenticité du mot, répété au fil des ans par des partisans déçus de Staline (Martemian Rioutine, Fiodor Raskolnikov, etc.), est incontestable. Mais il doit être plus tardif et ambigu. Lénine, présent, n'élève d'ailleurs aucune objection et rien n'annonce la brutale dégradation à venir de ses rapports avec Staline. On ne peut donc suivre Trotsky lorsqu'il affirme dans *Ma vie* : « Staline avait été élu Secrétaire général du Parti contre la volonté de Lénine qui se résignait à le voir à ce poste tant que lui-même était à la tête du Parti<sup>3</sup>. » La *Pravda* ne l'annonce qu'en quatre lignes, et *L'Humanité* illustre son annonce par la photo de Frounzé. La décision paraît donc de peu d'importance.

Staline est alors peu connu en dehors de la hiérarchie, dont il devient l'intendant. À la différence de Mussolini ou de Hitler, dont l'ascension a été parsemée de coups d'éclat réussis ou ratés, il semble sortir de l'ombre, voire de la nuit. Il ne figure pas dans les *Silhouettes révolutionnaires* de Lounatcharski, commissaire à l'Instruction publique, publiées en 1923. Effacé, ne paraissant guère à la tribune où d'autres font merveille, il est rompu au travail de coulisses auprès des délégués du rang auxquels il ressemble et qui, avec lui, ont l'impression de traiter d'égal à égal. Le futur dirigeant de la Hongrie socialiste, Mathias Rakosi, membre du Comité exécutif du Comintern, note dans ses souvenirs son « extérieur simple et même provincial », et ajoute : « Avec moi, comme avec les étrangers, il parlait toujours poliment, tranquillement, mais j'avais parfois l'impression de serrer un gant de verre dissimulant une main blindée<sup>4</sup>. » Il est mauvais orateur, comme la plupart des délégués, sa diction est monotone, son vocabulaire est pauvre, donc accessible. La double simplicité sémantique et rhétorique de ses discours et de ses écrits, qu'il construit par questions et réponses comme un catéchisme, séduit les membres frustes de l'appareil.

Son ami Enoukidzé dira avec une incroyable vantardise : « Nous ne craignons pas Staline. Aussitôt qu'il voudra prendre de

grands airs, nous l'éliminerons<sup>5</sup>.» Ses pairs estiment en lui l'organisateur, l'administrateur qui fait exécuter rapidement les décisions prises, le contrôleur à poigne apte à faire régner la discipline, mais ne présentent guère ses capacités intellectuelles. Deux ans plus tard, lors de la campagne contre Trotsky, David Riazanov lui dira d'un air condescendant : « Laisse tomber, Koba, ne te mets pas dans une situation ridicule. Tout le monde sait très bien que la théorie n'est pas ton fort<sup>6</sup>. » Boukharine, à la veille de sa rupture avec lui, confiera à Trotsky : « Sa première qualité, c'est la flemme. Sa seconde qualité, c'est une jalousie sans bornes à l'égard de ceux qui savent ou peuvent plus que lui<sup>7</sup>. » La flemme ? Tout dépend pour quoi. Pour les débats théoriques qui passionnent Boukharine et pour les discours, certes, mais dans le travail d'appareil, de secrétariat et d'intrigues, il est tenace, acharné, obstiné. Ivan Smirnov tranche : « C'est un homme tout à fait terne et insignifiant<sup>8</sup> » ; Kamenev ajoute : « C'est tout juste un politicien provincial. » Trotsky commente : « Terne oui, insignifiant non », et résume ce bouquet de compliments par un oxymoron brutal : « C'est la plus éminente médiocrité de notre parti<sup>9</sup>. »

Mais Lénine l'apprécie malgré ses bouderies capricieuses. En décembre 1922, il le présentera comme l'un des deux hommes les plus « éminents » du Comité central. Et quand, le 4 janvier 1923, il demande d'écarter Staline du poste de Secrétaire général, c'est son caractère qu'il met en cause et non sa valeur. En l'y plaçant alors, Lénine croit confier le contrôle de l'appareil central du Parti à l'un des rares dirigeants étrangers aux incessantes luttes de fraction, gage, donc, de neutralité et d'apaisement. Sa discrétion dans les congrès conforte cette image. Zinoviev, de son côté, pense pouvoir manœuvrer aisément ce balourd silencieux contre Trotsky. Mais Lénine et lui se trompent lourdement. Ils s'en apercevront bientôt, mais trop tard.

Avril 1922 est donc bien une date-clé, celle peut-être où Staline note au dos de la couverture du livre de Lénine *Matérialisme et empiriocriticisme* les remarques suivantes non datées : « La faiblesse, la paresse, la stupidité sont les seuls traits qui puissent être qualifiés de vices. Tout le reste [...] constitue indubitablement une vertu ! Si un homme est 1<sup>o</sup> fort (spirituellement), 2<sup>o</sup> énergique, 3<sup>o</sup> intelligent (ou capable), alors il est bon, indépendamment de ses autres "vices"<sup>10</sup>. »

Staline s'installe dans un petit immeuble occupé non loin du

Kremlin, rue Vozdvijenka, par le Comité central qui y emploie 200 secrétaires entassés dans des petits bureaux. À partir de ce poste, il va tisser la toile où vont s'engluer ses adversaires.

Il réorganise l'appareil dirigeant, composé désormais de trois organismes, subdivisions d'un Comité central en théorie souverain : le Bureau politique, le Bureau d'organisation et le Secrétariat. Le Bureau politique, créé en mars 1919 et composé de cinq membres, puis de sept, se réunit chaque semaine et prend les décisions politiques. Le Bureau d'organisation, créé en janvier 1919 et composé lui aussi initialement de cinq puis de sept membres, se réunit au moins trois fois par semaine pour mettre en œuvre une partie des décisions : il affecte les cadres supérieurs du Parti, prépare ses conférences et congrès, étudie et contrôle les rapports des instances inférieures du Parti à la direction, et rédige les réponses aux questions qu'ils contiennent. Le Bureau d'organisation désigné le 3 avril 1922 n'est constitué que d'hommes proches de Staline (Andreiev, Kouibychev, Molotov) ou qui le soutiennent (Dzerjinski, Rykov, Tomski). Le Secrétariat du Comité central, créé en mars 1919 lui aussi, flanque le Bureau d'organisation dont il comprend un membre, assisté de cinq secrétaires ou assistants techniques. Il transcrit en instructions compréhensibles à tous les cadres du Parti – et donc interprète à sa guise – les décisions du Bureau politique, en rédige les circulaires d'application, affecte, désigne, mute, révoque, promeut la masse des cadres du Parti.

Seul Staline appartient aux trois organismes dirigeants. Mais il consacre toute son énergie à réorganiser le Secrétariat, afin d'en faire un véritable centre décisionnel placé sous sa direction et celle de ses deux adjoints, Molotov et Kouibychev (remplacé en 1923 par Roudzoutak), assistés des fidèles Mekhlis et Tovstoukha, qui dirigent aussi son secrétariat personnel. En juin 1924, il élargira le Secrétariat à cinq membres, dont Molotov et Kaganovitch, fils de savetier comme lui, à demi inculte mais vrai bourreau de travail.

Le Secrétariat repose sur deux départements : « organisation et affectation » d'une part, « organisation et instruction » d'autre part. Le premier assure la liaison avec les instances locales du Parti, leur enregistrement, le choix et la répartition des cadres ; il gère la « nomenklatura », c'est-à-dire la liste des postes dans l'État dont le Comité central doit (théoriquement) superviser la nomi-

nation ; cette liste, en 1922, concerne un peu moins de mille personnes. Le second, confié à Kaganovitch, dénommé à partir de 1926 « Département secret » du Secrétariat, rédige et expédie à toutes les instances du Parti un « mode d'emploi » des résolutions du Bureau politique et du Comité central. L'un de ses membres, Balachov, en explique la nécessité : « Le Comité central était obligé de donner des instructions amples et détaillées aux cadres sur place dans la mesure où il s'adressait à des gens en majorité peu instruits et qui, souvent, ne comprenaient même pas de quoi il était question dans les résolutions et qui avaient donc besoin d'explications et d'indications concrètes<sup>11</sup>. » C'est le travail du Secrétariat. Le Bureau politique et le Comité central mettent au point des textes que la chancellerie de Staline interprète, traduit et commente pour les milliers de cadres chargés de les appliquer. Il a donc un pouvoir de décision à l'ombre du Bureau politique, et bientôt à sa place.

À côté de ces trois instances, la commission centrale de Contrôle (ou commission des Conflits), créée en 1920, est dirigée par deux hommes soumis à Staline, Aron Soltz – remplacé à la présidence en 1923 par Kouibychév, puis en 1926 par Sergo Ordjonikidzé – et Matvei Chkiriátov. Ce dernier, apparatchik brutal, dont les lettres sont truffées de fautes d'orthographe, apprenant un jour par sa mère la condamnation de son propre frère à deux ans de prison pour larcin, manifestera sa fermeté « bolchevique » en exigeant l'augmentation de cette peine à ses yeux trop légère.

En 1922, le Secrétariat du Comité central apparaît comme un appareil à part entière, à côté des autres organismes qui disposent chacun de leur hiérarchie et de leurs services : le Comintern et le soviet de Petrograd, dirigés par Zinoviev, le commissariat à la Guerre et le Comité militaire de la République, dirigés par Trotsky, le Conseil du travail et de la défense et le soviet de Moscou, dirigés par Kamenev, le Conseil supérieur de l'économie nationale, dirigé par Rykov, le Conseil central des syndicats, dirigé par Tolski, le Guépéou (qui a succédé à la Tcheka cette année-là), dirigé par Dzerjinski. Ces appareils ont jusqu'alors fonctionné plus ou moins en parallèle, et les conflits entre eux se sont toujours réglés sous la direction de Lénine au Bureau politique, dont tous ces hommes sont membres, sauf Dzerjinski.

La situation se modifie au cours de l'année 1922. Quand Lénine est écarté de la vie politique par la maladie, d'avril à la

fin de septembre, l'importance respective de ces divers appareils a déjà été fortement modifiée. C'est patent pour l'appareil militaire dirigé par Trotsky, qui, avec la paix, est réduit à un rôle secondaire, l'armée, démobilisée, passant en deux ans de près de 5 millions d'hommes à un demi-million. Il en va de même pour le Conseil du travail et de la défense. La révolution mondiale s'éloignant, le Comintern perd lui aussi de son poids. La marge d'indépendance des organismes gouvernementaux et économiques, et surtout de l'appareil syndical, se réduit au fur et à mesure que l'appareil du parti unique renforce son contrôle sur eux. D'un autre côté, le Conseil supérieur de l'économie nationale, à la tête duquel est bientôt nommé (en 1924) Dzerjinski, le chef du Guépéou, fidèle de Staline, renforce son influence.

Staline s'attache d'emblée à renforcer le poids de son appareil en instaurant des règles strictes de fonctionnement ; l'une des plus importantes est la généralisation systématique du secret introduit pendant la guerre civile. Le Comité central avait alors mis en place un service du chiffre essentiellement pour les textes à connotation militaire puis, en septembre 1920, pour certains documents de la direction du Parti. Au cours de l'année 1922, Staline réglemente et généralise le système : il met en place une correspondance secrète destinée au Secrétariat que seul son premier adjoint a le droit d'ouvrir et systématise l'usage de la correspondance chiffrée.

Le Secrétaire général ne peut jouer un rôle prééminent que si la situation confère à cette fonction un rôle décisif. Tel est bien alors le cas. En 1917, la prise du pouvoir par les bolcheviks de Lénine avait couronné une gigantesque explosion sociale, et à leurs yeux devait, pour réussir, déboucher sur une révolution européenne rendue inéluctable par le choc de la guerre mondiale. Sinon, la révolution russe périrait étouffée ou étranglée. Or, les perspectives de la révolution internationale s'éloignent après son échec en Allemagne (1919-1921), en Hongrie (1919), puis en Italie (1920). Le ressort de 1917 se détend ; 1922 est l'année de la grande lassitude. Malgré quelques soubresauts aux confins orientaux du pays, la guerre civile s'achève, laissant derrière elle 6 millions de morts, des ponts détruits, des villages rasés, des voies de chemin de fer engorgées, 4,5 d'orphelins abandonnés et 3 millions de soldats de l'Armée rouge démobilisés le plus souvent sans travail, tentés ici ou là par le brigandage.



Les soucis de la vie quotidienne prennent tout le monde à la gorge. Trotsky fixe à l'intention de l'Armée rouge des tâches terre à terre, typiques de la nouvelle période. Dans un article intitulé « L'attention doit porter sur les détails », il exige « que les bottes soient graissées à temps et lacées avec soin », que soient colmatées « les petites dégradations de la chaussée qui, non réparées à temps, forment des nids-de-poule et des ornières », que « l'on ne crache pas et ne jette pas de mégots dans les escaliers <sup>12</sup> ». On est bien loin du romantisme révolutionnaire...

Militants et partisans ont pendant trois ans sillonné le pays d'est en ouest et du nord au sud, livré bataille aux armées blanches et aux armées dites vertes des paysans, conduit des détachements de réquisition ou des groupes punitifs de la Tcheka, été affectés sans préparation à assumer des tâches multiples. Les survivants ont, pour la plupart, envie de souffler, de profiter du succès, du pouvoir et de ses privilèges. La NEP favorise cette aspiration. La course est désormais ouverte non plus aux lauriers mais aux fruits de la victoire. Le plus mince privilège pèse lourd dans ce pays ruiné. Ainsi, en 1922, le bruit court au Turkestan que Lénine accorde une paire de chaussures aux membres du parti de la République, fort alors de 27 000 membres. En quelques jours, 30 000 nouveaux membres y adhèrent... Bientôt ils apprendront que la paire de chaussures en question est destinée aux seuls responsables afin qu'ils puissent faire leurs tournées. Les 30 000 nouveaux adhérents démissionnent aussitôt...

Le régime du parti unique, instauré de fait pendant la guerre civile et institutionnalisé en 1922, a ouvert les portes du parti dirigeant à des légions de membres de l'ancien appareil d'État et des partis vaincus, las, eux aussi, des tempêtes, et dont la volonté de réussite individuelle est inversement proportionnelle à la conviction idéologique. Car le Parti doit alors faire vivre une société exsangue et paralysée, tout entière occupée à trouver de quoi se nourrir, se vêtir, se chauffer. Omniprésent, il remplit des fonctions politiques, économiques, administratives, sociales, voire militaires. Cette multiplication des tâches explique le nombre croissant de ses membres et le gonflement de son appareil, qui n'a plus besoin des politiques, des tribuns, des agitateurs de la révolution, ni des commandants et chefs d'escadrons comme au temps de la guerre civile, mais de rédacteurs, de

comptables, d'administrateurs, aptes à calculer, contrôler, superviser, gérer, autoriser ou interdire, boucler un rapport, un contre-rapport ou une synthèse, et d'informateurs tâtant le pouls de la population. Tous ces individus, assis dans leurs bureaux, voient bientôt dans la paperasserie l'essentiel de la fonction de militant ; les bavards qui entravent ce travail par leurs discussions interminables leur apparaissent vite comme des gêneurs puis des saboteurs ; bientôt, la première tâche du « socialisme » sera, pour eux, de préserver et d'améliorer leur propre statut.

Des dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires tsaristes, d'anciens membres de partis dissous, de cadres militaires démobilisés, de cadres moyens du Parti qui ont accédé à des fonctions de commandement au cours de la guerre civile forment l'ossature de cet appareil tentaculaire. Or les appareils, marginalisés en période révolutionnaire, occupent une place primordiale lorsqu'il s'agit de reconstruire. C'est le grand atout du Secrétaire général qui, en développant l'appareil, augmente le nombre de places de commandement et de contrôle : ainsi, le 6 juin 1922, le Comité central crée la Direction principale de la censure (Glavlit), dotée de sections à Moscou, Petrograd, Smolensk, Rostov, Saratov, Ekaterinbourg, Kiev, Odessa, Kharkov et en Sibérie ; la mise en place de chacune d'elles, animée par un directeur et deux adjoints, induit une dizaine d'emplois de responsables, de suppléants, de secrétaires. Ce Glavlit est flanqué d'un Comité de contrôle du répertoire (théâtral), qui essaime lui aussi dans les diverses républiques, et comprend bientôt 53 subdivisions provinciales (les Gublits)... qui font proliférer de nouveaux emplois de contrôle paperassiers. Cet appareil qui prolifère aspire à la tranquillité, après cinq années de secousses. Il lui faut un patron qui lui garantisse un usage paisible de la victoire, mette fin aux discussions interminables qui dérangent, fatiguent, prennent du temps, et garantisse aux « cadres » des bienfaits tangibles et durables.

La fusion rapide entre l'État et le Parti fait coexister puis entrer en symbiose l'appareil politique d'origine plébéienne et la vieille bureaucratie tsariste, dont il adopte vite les mœurs, le fonctionnement routinier, la morgue et la corruption. Anatole Leroy-Beaulieu écrivait quarante ans plus tôt : « L'ignorance, la paresse, la routine ne sont que les défauts de la bureaucratie russe, son grand vice est la vénalité. » Tous les services de l'État,

dit-il, ont été marqués par « la concussion, la fraude, la corruption sous toutes ses formes. [...] C'est une maxime chez le peuple qu'en Russie tout le monde vole et que le Christ lui-même vole-rait s'il n'avait les mains clouées à la croix <sup>13</sup> ».

Cet État, coincé entre la menace des Mongols et Tatars à l'Est et celle des Lituanais, Polonais, Allemands et Suédois à l'ouest, s'était édifié comme une machine militaire dévorant les ressources de la nation. Il a freiné le développement de l'économie (mis à part les secteurs produisant pour l'armée), la différenciation sociale et la constitution d'une bourgeoisie nationale. La nature parasitaire des dépenses budgétaires a, en outre, hissé au rang de premier corps de l'État la caste militaire, avide de privilèges et de prébendes. Jamais la Russie n'a donc connu de bourgeoisie susceptible de se constituer en tiers état, de représenter la nation, et de former un corps de fonctionnaires capable d'assurer un service public digne de ce nom. La Russie ne connaît que l'«oukase» et le passe-droit. L'État russe a toujours été la chose personnelle du tsar, son service privé, défendant ses intérêts et ceux d'une cour ruineuse. Sous Staline, il en ira de même.

La NEP, de son côté, génère une couche sociale nouvelle composée de commerçants d'affairistes, d'intermédiaires et de trafiquants en tout genre, les *nepmen*, qui assurent une part croissante des échanges entre la ville et la campagne. Incertains du lendemain, ils s'enrichissent vite, dépensent aussi vite et achètent par poignées les fonctionnaires des soviets et les cadres du Parti. Leur enrichissement et le développement galopant de la corruption dans l'appareil de l'État et du Parti favorisent les inégalités et les privilèges.

C'est à cette époque qu'un groupe de Cadets, sous la direction du professeur Oustrialov, ancien chef du service de presse de l'amiral Koltchak, réunis autour de la revue *Changement d'orientation* (publiée à Prague dès novembre 1921), invitent les émigrés à se rallier au nouveau pouvoir, qui, en sauvant l'intégrité territoriale de l'Empire russe et l'État, incarne, disent-ils, l'avenir national de la Russie. Ils rentreront en URSS et, à l'exception d'Oustrialov, fusillé en 1938, deviendront tous des « idéologues » du stalinisme. L'un d'eux, Korovine, sera même conseiller de la délégation soviétique chargée, en 1945, des négociations sur le statut de l'ONU.

Staline, membre du Parti depuis ses origines, du Comité cen-

tral depuis 1912, du Bureau politique depuis sa création, est le dirigeant qui répond le mieux aux deux besoins de l'appareil : la tranquillité et la garantie de ses privilèges encore modestes. Pour lui aussi les discussions sont du bavardage inutile ; il le souligne d'ailleurs en se qualifiant lui-même avec insistance de « praticien », par opposition aux « théoriciens », nécessairement verbeux. Muet dans les congrès, il est le plus discret des membres du Bureau politique et du gouvernement. Il écrit et parle peu. Il bougonne, marmonne, fume sa pipe et rassure finalement tout le monde.

## CHAPITRE XII

### Le dernier combat

Staline se trouve placé à la tête de l'appareil au moment même où Lénine engage contre ce dernier une offensive décidée. La NEP, souligne Lénine, exige des directeurs, gestionnaires, comptables et intendants compétents. Or, il constate que tous les postes économiques sont occupés par des cadres du Parti dévoués et honnêtes, mais franchement incompetents. Et il déclare la guerre à l'incompétence.

Devant la fraction communiste du syndicat des métallurgistes, il affirme que les entreprises commerciales doivent être dirigées par des gens expérimentés, et raille les communistes qui ne sont bons qu'à multiplier réunions et commissions : « L'épuration a chassé du Parti une centaine de milliers de filous et de voleurs. Cela ne suffit pas. » Lénine émet le vœu que, après le congrès prochain du Parti, « les dizaines de milliers d'adhérents qui, aujourd'hui, ne savent qu'organiser des réunions mais pas le travail pratique subiront le même sort ». « Notre pire ennemi intérieur, ajoute-t-il, c'est le bureaucrate, et le bureaucrate c'est le communiste qui occupe un poste de type soviétique responsable (et aussi irresponsable). [...] Nous devons nous débarrasser de cet ennemi <sup>1</sup>. »

Ces bureaucrates, menacés d'être remplacés par des « spécialistes bourgeois » et renvoyés à l'établi, savent que Lénine ne parle pas en l'air. L'armée et le Guépéou en témoignent : les réductions budgétaires amputent les moyens de la police poli-

tique, qui doit réduire les traitements et licencier massivement. Le 20 juin, le président du Guépéou d'Ukraine, Mantsev, dans une lettre apocalyptique, se plaint à Dzerjinski des conséquences désastreuses des coupes budgétaires qui l'ont déjà amené à licencier 75 % de son effectif, expliquant que les agents en exercice, surtout les chargés de famille, ne peuvent survivre qu'en vendant sur le marché leurs maigres biens et se trouvent « dans un état de jeûne permanent » qui engendre de « nombreux cas de suicides dus à la famine et à un épuisement extrême ». Il a même reçu des lettres de collaboratrices se déclarant obligées de se prostituer pour ne pas mourir de faim. Le Guépéou a, dit-il, arrêté et fusillé des centaines de ses agents pour actes de violence et de pillage suscités par la faim<sup>2</sup>. Les directeurs communistes, habitués à commissionner et à voter des résolutions kilométriques, ne sont nullement décidés à subir le même sort. Ils cherchent un protecteur afin de riposter. Staline, placé au cœur des bureaux centraux du Parti, est l'homme idéal. Et il le sait.

Le X<sup>e</sup> congrès du Parti a interdit provisoirement les « fractions », c'est-à-dire les regroupements politiques internes au Parti. Cette interdiction sera pain béni pour Staline. Le parti bolchevik craignant que l'ouverture au capitalisme privé ne fournisse une base sociale aux forces politiques hostiles au régime, et, en 1922, le pouvoir interdit définitivement les autres partis socialistes. En juillet-août 1922, un grand procès ouvert contre trente-quatre dirigeants socialistes-révolutionnaires en condamne douze à mort (peine ultérieurement commuée) et dix à des peines de prison pour attentats pendant la guerre civile.

Les circonstances favorisent la promotion de Staline. Le 26 mai 1922, une première attaque a écarté Lénine de l'activité politique pendant quatre mois. Lénine s'installe dans une vaste propriété à Gorki, à une quarantaine de kilomètres au sud de Moscou. Staline lui rend régulièrement visite : douze fois pendant cette période. Trotsky, jamais. On lui a caché, dira-t-il, la maladie et l'adresse de Lénine... qu'il aurait pu aisément se procurer s'il l'avait voulu. Mais leurs relations se sont dégradées depuis la querelle syndicale, et Lénine réunit parfois, sans lui, Zinoviev, Kamenev et Staline, à qui un jour il demandera de lui procurer du poison lorsqu'il se sentira incurable.

Staline garde le silence. Il publie quelques souvenirs pour le dixième anniversaire de la *Pravda*, le 5 mai, et des notes fami-

lières, fallacieusement rassurantes sur l'état de santé du « Vieux », la veille de son retour aux affaires, le 24 septembre. Il ne publiera ensuite qu'un entretien sur la formation de l'URSS, le 13 novembre, et ne prendra la parole en public que deux fois, les 26 et 30 décembre au Congrès des soviets, à l'occasion de la proclamation de l'URSS. On ne saurait être plus discret.

Toute son activité se déroule alors en coulisses et au sommet du Parti. Il plaît à l'appareil en se posant en gardien de la discipline. Ainsi quand il sanctionne David Riazanov. Celui-ci, opposant perpétuel, spécialiste de Marx et d'Engels, maniant l'ironie avec un art consommé, avait déclaré en 1921 : « Le parlement anglais peut tout, excepté changer un homme en femme. Notre Comité central est bien plus puissant : il a déjà changé plus d'un homme très révolutionnaire en bonne femme et le nombre de ces bonnes femmes se multiplie incroyablement<sup>3</sup>. » Ce défenseur des droits de l'homme s'oppose publiquement à la peine de mort contre les dirigeants socialistes-révolutionnaires lors de la conférence bolchevique de Moscou tenue fin juin 1922. Staline ordonne à son secrétaire, Tovstoukha, d'envoyer le sténogramme de son discours à tous les membres du Bureau politique, et interdit Riazanov de parole à l'université de Moscou et à l'Académie socialiste.

Il se présente aussi comme gardien de la moralité du Parti. Le 9 mars 1922, il informe Lénine que des indélicatesses financières ont été commises au commissariat aux Affaires étrangères, et suggère que les deux responsables, Karakhan et Gorbounov, soient jugés ; en accord avec Lénine, il en fait la proposition au Bureau politique le 13 mars. Puis l'affaire traîne en longueur, elle est évoquée par deux fois en décembre avant d'être enterrée<sup>4</sup>. Finalement, Staline s'emploie à s'attacher les services des corrompus après les avoir dénoncés...

En février, le Bureau politique décide de confisquer les objets du culte en or ou en argent afin de financer l'aide aux nécessiteux. Sous la présidence du Russe Kalinine, un homme aux allures de campagnard, Trotsky dirige la commission d'Enlèvement chargée de cette opération, à laquelle Lénine, qui hait l'Église, accorde une grande importance. Staline n'y prend pas part, mais la soutient d'abord. Ici ou là, des heurts se produisent entre la milice ou la troupe et des paysans soutenus par le clergé. À Chouia, près d'Ivanovo-Voznessensk, quatre soldats sont blessés. Le tribunal

militaire condamne deux prêtres à mort. Kalinine, président du Comité exécutif central des soviets, demande leur grâce. Staline soumet la proposition à la procédure de la consultation écrite. Il note d'abord : «Le Présidium... demande», puis remplace le Présidium, doté du droit de grâce, par le seul nom de Kalinine<sup>5</sup> ; la demande devient individuelle. Quatre membres du Bureau politique votent pour la peine capitale : Lénine, Trotsky, Staline et Molotov, trois contre : Rykov, Tomski, Kamenev. Trois mois plus tard, un groupe de prêtres de Moscou, accusés de menées contre-révolutionnaires, sont condamnés à mort. Kamenev demande leur grâce ; Tomski et Rykov le soutiennent. Lénine, Trotsky, Staline et Zinoviev votent la mort.

La famine continue à rôder de façon endémique. La campagne des semailles, commencée en mars 1922, s'annonce mal. La confiscation des objets du culte, exploitée par le clergé contre le régime, accroît la tension sociale. Un rapport du Guépéou souligne : «La situation dans les campagnes se dégrade considérablement [...]. La situation des provinces où règne la famine est, comme les mois précédents, extraordinairement difficile<sup>6</sup>.» Le paysan, qui n'est plus menacé de réquisitions, recommence pourtant à semer et à récolter. Le développement du commerce aide à la reconstitution d'un secteur industriel vieilli. La production redémarre, les moissons reprennent et, par chance, les récoltes de 1922 et 1923 sont bonnes. Mais la misère et la disette frappent toujours les campagnes, et le chômage apparaît dans les villes. La NEP, en aggravant les différenciations sociales, aiguise tensions et conflits. En juin 1922, le responsable sibérien du Guépéou alerte Dzerjinski : «Les cellules du Parti meurent [...]. Les cellules rurales sont terrorisées. Les militants de base quittent en masse le Parti [...]. Les paysans détestent le pouvoir communiste, les paysans pauvres eux-mêmes se rangent du côté des koulaks et soutiennent leur candidature<sup>7</sup>.»

En mai, Staline, épuisé, est victime d'une crise d'appendicite purulente. L'infection est si profonde qu'il faut amputer une partie du gros intestin. Les médecins, craignant les effets du chloroforme sur son organisme affaibli, ne procèdent d'abord qu'à une anesthésie locale, mais la douleur est si forte qu'ils se résolvent à chloroformer leur patient, qui ressort de l'opération cadavérique et très amaigri. Père depuis janvier d'un petit garçon, Vassili, il voit arriver soudain son fils oublié Jacob, âgé de 14 ans et qu'il



doit accueillir. Cet adolescent nonchalant suscite en lui une antipathie immédiate qui ne se démentira jamais. À l'étroit, il attend toujours son nouvel appartement. En novembre 1921, Lénine prend les choses en main et demande à Enoukidzé « d'accélérer la libération de l'appartement destiné à Staline ». Obstacles ou négligence, rien ne se passe. Lénine s'énerve et relance Enoukidzé le 13 février 1922 : « Et l'appartement de Staline ? Quand donc ? Encore de la lenteur bureaucratique<sup>8</sup> ! » Le lendemain, la décision est enfin prise et Staline déménage.

Il laisse s'étioler la campagne pour la confiscation des objets du culte. Le 15 mai, le bureau de la commission d'Enlèvement, persuadé que des objets du culte de valeur sont soustraits à la réquisition, lui a demandé de donner des directives sur le degré de répression à utiliser contre les coupables. Staline les renvoie au commissariat à la Justice. Lénine est malade. Son éloignement laisse à Staline les coudées libres pour ce genre d'agissement. Il lui permet aussi de prendre, en juillet 1922, une mesure salariale qui va lui attacher les milliers de cadres moyens du Parti : les secrétaires de comités régionaux du Parti percevront désormais un salaire de 43 roubles-or par mois, augmenté de 50 % pour un père de famille de trois enfants ou plus et pour les heures supplémentaires effectuées le soir ou les jours de congé. Cela leur assure au total une rémunération cinq à six fois supérieure au salaire ouvrier moyen. À ces augmentations cumulables s'ajoute le salaire en nature (le *paiok*), modulé suivant la place occupée dans l'appareil, et qui comporte viande, sucre, beurre, cigarettes, allumettes, toutes denrées rares en cette période de disette. Ces avantages strictement liés à la fonction s'évanouissent avec elle. Or, c'est le Secrétariat du Comité central qui nomme, déplace, révoque à sa guise... Le Bureau politique n'intervient pas dans ces décisions, sauf cas exceptionnels. D'ailleurs, le secrétariat du Bureau politique lui-même, composé d'une vingtaine de personnes, est désigné par le Secrétariat du Comité central, c'est-à-dire par Staline et ses deux secrétaires, Tovstoukha et Mekhlis.

Dans l'enthousiasme de la révolution et de la guerre civile, le commissaire politique ou le militant d'un détachement de réquisition pouvait à tout moment être pendu par les Blancs ou éventré par les Verts, et chacun s'exprimait, protestait, contestait. Désormais, ce n'est plus sa vie que le cadre met en jeu pour des lendemains incertains, c'est sa place et son confort. Son vote visera

dorénavant à sauvegarder ses intérêts. 15 525 cadres bénéficient des avantages décidés par Staline. Cette cohorte va s'unir derrière l'homme qui les lui fournit et lui en garantit la pérennité. Lors du XIV<sup>e</sup> congrès, en décembre 1925, un opposant tiendra des propos jugés scandaleux : selon lui, de très nombreux délégués ont assuré les opposants de leur accord mais se sont déclarés dans l'incapacité de voter avec eux, car « aujourd'hui on mange à sa faim et tout le monde n'est pas prêt à lever la main dans un vote pour se voir ensuite expédier à Mourmansk ou au Turkestan<sup>9</sup> ». L'opposant, accusé de calomnie, rectifiera : seuls certains délégués l'ont dit, pas tous !

Staline développe une culture du secret qui facilite l'indépendance de l'appareil par rapport au Parti lui-même. Le 30 août 1922, le Secrétariat rédige une première circulaire sur « le mode de conservation et de circulation des documents confidentiels », qui oblige toutes les instances centrales et locales du Parti à constituer en leur sein un secteur secret pour leur traitement. Trois mois plus tard, le 30 novembre, le Bureau d'organisation adopte une circulaire complémentaire (dite d'application) qui définit très strictement la liste, établie par l'un des secrétaires du Comité central, des responsables autorisés à recevoir les extraits de procès-verbaux dudit Comité. Le 22 mars 1923, une autre circulaire qualifie de criminelle la diffusion de renseignements contenus dans ces documents confidentiels. Le 7 décembre, Staline signe encore une circulaire établissant une liste extrêmement précise et stricte de leurs destinataires. Six mois plus tard, le 19 août 1924, il signe les « Règles d'utilisation des documents conspiratifs du Comité central », à savoir, « les procès-verbaux des plénums du Bureau politique, du Bureau d'organisation et du Secrétariat du Comité central, ainsi que tous les autres matériaux et documents (extraits de décrets, etc.) issus du Comité central et portant la mention "Ultrascret"<sup>10</sup> ». Le Secrétariat dresse aussi la liste des personnes autorisées à recevoir ces documents accompagnés de la mention « À retourner » – dans un délai de deux semaines pour les destinataires vivant à Moscou, d'un mois pour les provinciaux, et de six semaines pour les habitants de l'Asie centrale, de la Sibérie, de l'Extrême-Orient et du Caucase. Ces documents sont transportés par des estafettes du Guépéou avec obligation, sous peine de sanction, de les remettre en mains propres à leur destinataire ou à un individu nommément habilité

par ce dernier. Au nom du secret et de la sécurité, le contrôle et la surveillance du système sont entièrement assurés par le Guépéou. Lors d'une réunion de ces estafettes, le 17 mars 1929, leur chef leur expliquera : « Si vous perdez 5 ou 15 000 roubles vous prendrez de 3 à 5 ans de prison, si vous perdez deux paquets secrets c'est 10 ans, voire la peine capitale <sup>11</sup>. » Au dos de ces documents figure toujours le texte des deux circulaires du 30 novembre 1922 et du 19 août 1924. Une fois toutes les deux semaines, une commission spéciale du Secrétariat brûle les documents après en avoir dressé un inventaire précis. Le système, qui façonne le Parti par paliers successifs et sur le mode militaire, sera complètement achevé en 1934.

La correspondance des sommets, elle aussi secrète, est classée en plusieurs catégories – de A à K. Cette dernière, la plus importante, concerne les documents émanant du Bureau politique, du Bureau d'organisation et du Secrétariat. Ce souci maniaque du secret permet de dissimuler le fait que les décisions officiellement prises par les organismes soviétiques sont toutes, au préalable, adoptées par les instances du Parti.

Cette loi du secret, confirmée et généralisée par un décret du Bureau politique du 15 octobre 1925, ne trompe sans doute pas grand monde, mais elle est fort utile au Secrétariat et à Staline lui-même. Elle s'étend par cercles concentriques à l'appareil lui-même, dont les membres ne savent que ce que le Secrétariat veut bien leur dire. Les dirigeants du Parti des diverses Républiques transcrivant les décisions qui leur parviennent d'en haut n'ont d'ailleurs pas le droit de les modifier, d'en retrancher des éléments ou d'en ajouter.

Ainsi, le Parti est subordonné à son appareil, au sein duquel Staline constitue une organisation secrète dépendant de son Secrétariat et qui n'obéit qu'à lui. L'appareil agit clandestinement au sein du Parti, et Staline constitue une organisation clandestine au cœur même de cet appareil, à la manière des poupées russes. Avec l'accord de ses alliés du moment, Staline institutionnalise ce système très tôt. Une décision du Bureau politique du 12 avril 1923 stipule en effet que les commissariats du peuple, lorsqu'ils soumettent des questions particulièrement secrètes au Bureau politique, « ne doivent pas en donner les motifs sous forme écrite mais les lui soumettre à la suite d'un accord préalable avec le Secrétariat du Comité central <sup>12</sup> », qui décide donc souverainement

de ce qui doit être soumis et par quelle voie au Bureau politique, ainsi privé de sa souveraineté. Très vite, ces décisions seront prises le plus souvent au cours de réunions privées, dans le bureau ou l'appartement de Staline, sans aucun procès-verbal, puis transmises par oral, et, en cas d'extrême nécessité, formalisées comme autant de décisions émanant du Bureau politique ou du Comité central qui n'en ont pas discuté.

Il devient dès lors difficile d'établir la généalogie des décisions en question. Lors du Comité central d'octobre 1923, Trotsky déclare fort justement : « Au sein du Bureau politique il y a un autre Bureau politique, au sein du Comité central il y a un autre Comité central <sup>13</sup>. » Staline l'avait d'ailleurs reconnu au XII<sup>e</sup> congrès d'avril 1923, en accusant un délégué de vouloir « disloquer le noyau qui s'[était] constitué au sein du Comité central » et en l'avertissant que toute tentative d'attaquer « tel ou tel membre du noyau de notre Comité central [...] se heurtera à un mur où, je le crains, il se fracassera la tête <sup>14</sup> ». On ne saurait affirmer de façon plus nette l'existence d'un noyau fractionnel illégal. Pour mettre Trotsky hors jeu, Kamenev, Zinoviev, Boukharine, Rykov acceptent cette pratique, qui permettra de les écarter à leur tour le moment venu.

À travers la Section d'organisation et d'affectation, gérée par Kaganovitch, Staline contrôle vite tous les secteurs de l'appareil dont il définit souverainement la composition. Il opère par tranches : l'appareil du Parti d'abord, puis du gouvernement, et enfin celui de l'armée et du Guépéou. Cela ne va pas sans conflits. Ainsi, en 1924, il se heurte à Dzerjinski, habitué jusque-là à régner en maître au Guépéou. En 1953, Kaganovitch évoquera les protestations de ce dernier, furieux de voir la Section d'organisation vérifier les gens qu'il nomme, confirmer ou infirmer leur nomination ; il y voit une marque de défiance incompréhensible à l'égard du commissaire du peuple et du membre suppléant du Bureau politique qu'il est. Staline lui aurait répondu : « Il s'agit du système de contrôle du Parti, du système de la direction du Parti ; il faut obligatoirement que le Parti nomme les individus dirigeants. À toi-même comme commissaire du peuple, cela t'est difficile et tu dois en être reconnaissant au Comité central <sup>15</sup>. » Dzerjinski dut s'incliner comme les autres. La réponse de Staline est éclairante : le Parti c'est le Comité central, le Comité central c'est le Secrétariat, et demain

le Secrétariat, donc le Parti, ce sera lui. On n'en est pas encore là, mais on y va tout droit.

Staline choisit minutieusement ses hommes en fonction de leur fidélité personnelle ou de leur vulnérabilité. Son premier chef de bureau du Secrétariat du Comité central est Amaiak Nazaretian, ancien membre du collège du commissariat aux Nationalités depuis 1918, ancien secrétaire du Bureau caucasien du Comité central et commissaire à la Justice et aux Finances de Géorgie, de 1920 à 1922. Cet ami intime d'Ordjonikidzé lui écrit souvent et, dans ses lettres, appelle toujours familièrement Staline «Koba» ou «Sosso»; il insiste sur sa rigueur («Koba me dresse vigoureusement»), sur son caractère complexe («Il est très rusé, ferme comme une noix, tu n'arrives pas tout de suite à le déchiffrer»), mais aussi sur sa gentillesse («Malgré toute la sauvagerie raisonnable, si j'ose ainsi m'exprimer, de son caractère, c'est un homme doux, qui a du cœur et sait apprécier les qualités des gens<sup>16</sup>»). Il sait donc séduire s'il le faut.

Staline le limoge, en décembre 1923, pour une erreur commise par un de ses adjoints et le remplace par Ivan Tovstoukha, qui a appartenu lui aussi, de 1918 à 1921, au collège du commissariat aux Nationalités dont il a été le secrétaire. En l'absence fréquente de Staline, il a même fait tourner la machine. En 1921, il passe dans l'appareil du Comité central; à la fin de 1923, il dirige, et ce jusqu'en 1930, le bureau du Secrétariat du Comité et la «Section secrète» constituée en 1926. C'est un homme de bureau, mais aussi un bourreau de travail, cultivé, instruit, qui collabore avec Kamenev à la préparation et à la publication de la première édition, dite «jaune», des *Œuvres complètes* de Lénine pour laquelle il rédige des notices biographiques précises. Au début des années 1930, Staline interdira cette édition, et la fera même confisquer par le NKVD à tous les membres du Bureau politique qui la possédaient.

Lev Mekhlis, de 1907 à 1914, a appartenu, à Odessa, au parti social-démocrate juif sioniste Poale Zion et n'a rejoint les rangs du parti bolchevik qu'au début de 1918. En janvier 1921, il est nommé chef de la chancellerie du Conseil des commissaires du peuple puis, en octobre, il est affecté à l'Inspection ouvrière et paysanne, où Staline apprécie cet homme froid, sec, dur et docile. Mekhlis s'attachera à expier le sionisme de sa jeunesse et à le compenser par une soumission servile à Staline, qui le traite

comme un domestique. Lorsqu'il veut allumer sa pipe, Staline le convoque par téléphone et lui réclame sèchement : « Des allumettes ! » Mekhlis, las de ce petit jeu, installe un jour sur le bureau de Staline un téléphone spécial portant une étiquette « Allumettes » et, lorsque la sonnerie résonne, envoie un courrier porter les allumettes. Staline, mécontent, l'appelle alors sur la ligne normale et, lorsque Mekhlis se présente à lui, exige dans un sourire moqueur : « Camarade Mekhlis, des allumettes ! <sup>17</sup> » Un jour, Staline entre dans son bureau, crie : « Mekhlis ! » et montre du doigt dans le couloir une feuille de papier que l'autre court ramasser. Staline se plaît à mettre à l'épreuve son empressement de laquais <sup>18</sup>.

S'efforçant d'imiter Staline, Mekhlis rudoie sèchement ses subordonnés : « Faites ça. Tout est clair ? Allez. » En 1926, dans un sanatorium, il joue aux échecs avec le général Iakir. Ils se disputent. Iakir le traite de « larbin de Staline ». Mekhlis le gifle. Il est l'un des membres les plus représentatifs de la meute que Staline, dès le début des années 1930, lance aux troussees de l'appareil pour le surveiller, le harceler, le secouer, le tenir en haleine, le terroriser. L'ancien ministre de l'Agriculture Benediktov, trente ans après la mort de Staline, en parlera en ces termes : « Staline utilisait Beria ou Mekhlis comme des espèces d'épouvantails pour empêcher les dirigeants de tout rang de se laisser aller à la nonchalance, à la fainéantise, à l'insouciance et à tous nos défauts. » Et il ajoute : « Cette méthode peu séduisante était efficace <sup>19</sup>. »

Grigori Kanner, fils d'une riche famille bourgeoise de Bakou, vient lui aussi de l'Inspection ouvrière et paysanne. Staline le prend dans son secrétariat dès avril 1922. Cet homme, chargé de la correspondance et des relations entre Staline, le Bureau politique et le Guépéou, demeure une figure énigmatique. De sa province natale affluent contre lui des dénonciations qui aboutissent à son départ en 1926. Il disparaît ensuite de l'horizon et sombre dans l'oubli. Le cinquième assistant de Staline, Grasskine, n'a guère laissé de traces dans l'histoire. Venu de la Tcheka où il est entré en 1918, il est recruté en octobre 1922 et mourra paisiblement en 1972.

Tovstoukha et Mekhlis sont entourés de secrétaires : Boris Bajanov, monarchiste sceptique, qui s'enfuira d'URSS en 1929 et publiera des souvenirs douteux sur ses prétendues fonctions de « secrétaire de Staline <sup>20</sup> » ; à côté de lui Makhover, qui en 1924,

couchant un soir avec la secrétaire de Litvinov, l'informera de la date du soulèvement secret en Estonie ; Staline lui dédiera ses *Questions du léninisme* avec cette dédicace ironique : « À un grand diplomate dans les petites affaires. » Le jeune ouvrier bolchevik Alexis Balachov qui la cite, complète l'équipe. Devenu secrétaire de Tovstoukha, c'est un fidèle de Staline qu'il respecte « pour sa persévérance, sa capacité de travail et son exigence ». Au journaliste qui l'interviewera quelques semaines avant sa mort, à l'âge de 90 ans, et qui lui reprochera d'avoir aidé à l'instauration d'une « dictature effrayante, inhumaine », Balachov rétorquera : « Qu'est-ce que vous croyez ? Que nous avons voulu cela, que nous sommes allés consciemment dans cette voie ? Croyez-vous que Staline savait à l'avance, avait calculé, mais se taisait un certain temps ? Nous voulions autre chose, nous avions d'autres idées. Nous avons sombré dans cette fosse petit à petit, de façon quasiment insensible. » Pour lui, ce sont les événements et l'appareil qui ont façonné Staline et non l'inverse. Mais Balachov souligne en même temps : « Staline était un bureaucrate<sup>21</sup>. Tout devait être décidé comme il l'avait établi. Mekhlis aussi était un bureaucrate, et nous sommes tous devenus des bureaucrates. » Ce groupe des secrétaires et de leurs adjoints s'attire vite dans les milieux politiques le sobriquet de « la bande à Staline ». Dans une lettre à Ordjonikidzé, datée de la mi-août 1922, Nazaretian s'en plaint déjà comme de « la dernière expression à la mode à Moscou<sup>22</sup> ».

Le soir du 7 novembre 1937, Staline, en mal de confiance, expliquera au secrétaire général du Comintern, Dimitrov, les raisons de son succès : « Trotsky était, après Lénine, l'homme le plus populaire dans notre pays. [...] On nous connaissait alors peu, moi, Molotov, Vorochilov, Kalinine. Du temps de Lénine nous étions des praticiens, nous étions ses collaborateurs. Mais les cadres moyens, qui expliquaient nos positions aux masses, nous soutenaient. Et Trotsky n'accordait aucune attention à ces cadres<sup>23</sup>. » Leur soutien avait des fondements matériels dont l'importance ne cessa de croître au détriment de l'idéologie, réduite à n'être plus qu'un vernis.

Trotsky répond aussi mal aux besoins de cet appareil que Staline y satisfait à merveille. Pendant l'hiver 1920, nommé à la tête des Transports, Trotsky cherche à « secouer » l'appareil, qui, routinier par essence, a horreur des secousses. Trotsky lui apparaît, en outre, comme le fauteur de discussions par excellence, l'em-

poisonneur public, qui, pendant le terrible hiver 1920 et l'insurrection de Tambov, a lancé le fameux débat sur les syndicats. Or, la querelle, dit-on, a mobilisé les énergies du Parti, traversé par une «mauvaise fièvre», et débouché sur Cronstadt !

Revenant aux affaires en septembre 1922, diminué mais lucide, Lénine découvre peu à peu que le Secrétaire général n'est plus le même homme que six mois auparavant ou, plus exactement, n'occupe plus la même place et joue un autre rôle. Il a quitté un exécutant, il retrouve un rival qui affirme sa politique et son emprise, prudemment certes, mais fermement. Il constate en même temps le développement exponentiel d'une bureaucratie dont il avait cherché à traquer la routine et l'incompétence. Désireux de faire du Conseil des commissaires du peuple, dont il était jusqu'alors le véritable maître, un contrepoids à l'appareil du Parti, il demande le 11 septembre, par lettre à Staline, de soumettre aux membres du Bureau politique le projet de nommer Trotsky et Kamenev à la vice-présidence du Conseil. Cette proposition prépare sans doute la nomination ultérieure de Trotsky à sa place à la tête du Conseil, première tentative, probablement déjà illusoire, de séparation des pouvoirs entre l'appareil du gouvernement et celui du Parti. Staline et Rykov votent pour, Kamenev et Tolski s'abstiennent, Kalinine «n'y est pas opposé», Trotsky «refuse catégoriquement<sup>24</sup>», sans explication. Dans *Ma vie*, évoquant la nomination comme vice-présidents du Conseil de Rykov, Tsiouroupa et Kamenev, il explique, se montrant injuste à l'égard de ce dernier : «Lénine avait besoin dans la pratique d'adjoints dociles ; dans ce rôle, je ne valais rien<sup>25</sup>.» Trotsky, dans une lettre de la mi-mars 1922 au Bureau politique, avait pourtant affirmé la nécessité de séparer le Parti de l'État : «Sans libérer le Parti, comme parti, des fonctions de gestion et d'administration directes, il est impossible de nettoyer le Parti du bureaucratisme, et l'économie du désordre<sup>26</sup>.» Il dut penser qu'il n'en aurait pas les moyens.

En août 1922, une commission de représentants de toutes les Républiques fédérées, présidée par Staline, se réunit pour définir les rapports entre la République de Russie et les autres. Staline rédige un projet de Constitution qui accorde aux Républiques sœurs une vague autonomie au sein d'une fédération entièrement subordonnée à la Russie. Feignant de vouloir l'épargner, Staline n'en informe pas Lénine, qui, mis au courant, l'interroge. Staline



fait d'abord adopter sa position par le Bureau d'organisation avant de la présenter, le 22 septembre, à Lénine. Celui-ci flaire dans ce projet des relents de chauvinisme russe doublement mal venus : persuadé que l'axe de la révolution mondiale s'est un temps déplacé vers les pays coloniaux d'Asie, il juge néfaste tout rappel de l'héritage impérialiste tsariste ; ensuite, il craint que les tensions nationales ne menacent le fragile équilibre de la future Union soviétique. Il s'oppose donc au projet de Staline, le convoque avec la majorité des intéressés et, le 26 septembre, adresse à tous les membres du Bureau politique une lettre proposant que les diverses Républiques fassent partie de l'Union soviétique sur un pied d'égalité avec la fédération de Russie. Il ajoute : « C'est une question fort importante. Staline a une certaine tendance à trop se hâter<sup>27</sup>. » Staline répond, le lendemain, par une lettre aux mêmes, dans laquelle il déclare l'amendement de Lénine « inacceptable ». Et il renvoie ironiquement son compliment à l'auteur : « Le camarade Lénine s'est, à mon avis, trop hâté [...]. Il n'est guère douteux que cette "hâte" ne serve aux "indépendants" au détriment du libéralisme national de Lénine. » Kamenev, inquiet, écrit à Staline : « Lénine se prépare à partir en guerre pour défendre l'indépendance. » Staline lui répond que « la fermeté est nécessaire contre Lénine<sup>28</sup> ». Sept mois après sa nomination comme Secrétaire général, il s'est émancipé de la tutelle politique du dirigeant historique.

La rupture avec Lénine, malade mais encore valide, et dont le prestige est grand dans le Parti, serait prématurée. Il louvoie donc et inaugure une tactique à laquelle il recourra souvent tant qu'il ne sera pas le seul maître à bord : il cède sur les mots pour conserver son poste mais se réserve le droit de contredire dans les faits ses propres concessions verbales. Le 6 octobre, le Comité central approuve donc son projet, revu et corrigé par Lénine, qui, le 30 décembre 1922, donne naissance à l'URSS. Ce même jour, le Comité central, en l'absence de Lénine et de Trotsky, permet à titre provisoire l'exportation et l'importation de certaines marchandises ainsi que l'ouverture des frontières. Lénine proteste auprès de Staline : cette décision, dit-il, prise sans « discussion sérieuse [...] à la va-vite », est « en fait une brèche ouverte dans le monopole du commerce extérieur<sup>29</sup> » qui permettra la pénétration incontrôlée de marchandises étrangères de meilleure qualité et de prix inférieur ; vu la basse productivité

du travail et la très médiocre qualité des marchandises soviétiques, cela ruinera l'industrie nationale convalescente. Lénine demande donc la reprise de la discussion au prochain Comité central. Staline vote pour, mais ajoute que sa lettre ne l'a pas fait douter de la justesse de la décision prise. Il a raison, mais cède au « Vieux ». Pas pour longtemps.

Le conflit sur la Constitution était gros d'un second : l'affaire géorgienne. Staline veut inclure la turbulente Géorgie dans une Fédération transcaucasienne avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Le 15 septembre, le Comité central du PC géorgien s'oppose au projet et demande l'affiliation directe de la Géorgie à l'URSS avec le maintien des attributs de la souveraineté. Une semaine après, Staline, dans une note à Lénine, qui lui fait encore confiance, dénonce « le déviationnisme national » de ces « sociaux-indépendantistes » (l'envers jumeau des « sociaux-patriotes » chauvins) et charge son proconsul Ordjonikidzé de mater les récalcitrants. Ce dernier déplace, révoque, mute et insulte les opposants ; il traite l'un de « spéculateur » et de « cabaretier », un autre de « crétin » et de « provocateur » et menace un troisième de le fusiller. L'un d'eux, Kobakhidzé, le traite alors d'« âne stalinien », Ordjonikidzé le frappe. Puis il démet le secrétaire du Comité central géorgien, Okoudjava. Le Comité central géorgien démissionne alors en bloc et dénonce le « régime d'argousin » imposé par Ordjonikidzé, dont la violence ravit Staline.

Lénine, troublé, envoie le 25 novembre une commission d'enquête, présidée par Dzerjinski, partisan de Staline. Le 27 novembre, Nazaretian rassure Ordjonikidzé : « Koba se tient très fermement. » Ledit Koba renforce encore son propre appareil clandestin au sein de l'appareil en confiant à ses secrétaires la rédaction de lettres confidentielles du Comité central. Le 12 décembre, Dzerjinski raconte ce qu'il a vu et appris en Géorgie à Lénine, lequel, choqué, a une attaque le lendemain. Entre-temps Staline a donné un autre aperçu de sa nouvelle stature en morigénant Lénine dans une lettre « ultrasecrète » datée du 13 novembre, adressée au « camarade Lénine », lettre qui ne comporte aucune formule de politesse, ni au début (fini les « cher », « estimé » et « respecté ») ni à la fin, et dont il envoie une copie à Kamenev. Trois jours plus tôt, la *Pravda* a publié une interview de Lénine qui affirme l'absence de tout différend entre communistes de gauche et de droite. Au nom des « praticiens », Staline

réagit et juge « dangereux et déraisonnable de parler d'un communisme de gauche comme d'un phénomène légitime susceptible de concurrencer le communisme officiel du Parti » alors même qu'il a été « liquidé sous toutes ses formes ». Le Parti est monolithique, il n'y a pas de place pour une minorité ou pour des divergences, Lénine doit le comprendre, et Staline lui fait la leçon : « Cette reconnaissance mène à des résultats négatifs au détriment du Parti et au profit de l'Opposition ouvrière, crée la confusion, l'obscurité. » Il conclut ce rappel à l'ordre par une invitation insolente à « corriger à l'avenir cette lacune<sup>30</sup> ».

Staline, au cours de ce même mois, montre son dédain pour les instances régulières. Délégué du Comité central au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, il en ignore les débats. Lénine y prononce son avant-dernier discours en public sur le thème : « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », Staline ne vient même pas l'écouter. Il traite par le mépris le congrès, Lénine, son propre mandat, et la question de la révolution mondiale...

Deux jours avant la réunion du Comité central consacré au monopole du commerce extérieur (15 décembre), Lénine annonce à ses membres, mis en émoi par la nouvelle, qu'il a invité Trotsky à défendre son point de vue. Et il demande à Iaroslavski de lui faire parvenir un compte rendu secret du déroulement des débats sur le monopole du commerce extérieur. Iaroslavski moucharde à Staline, rédige le compte rendu, le donne à taper à la secrétaire de Lénine, Voloditcheva, qui le transmet pour correction... à Staline. Le lendemain de la mort de Lénine, dans une lettre à Fotieva et Voloditcheva, Iaroslavski affirmera que cette dernière avait donné le texte à taper à une dactylo qui, s'imaginant « qu'il s'agissait d'un manuscrit de Staline, s'[était] adressée à lui pour lui demander une explication sur un mot mal écrit. Le compte rendu n'[avait] pas été transmis à Lénine uniquement parce que son état de santé s'[était] aggravé<sup>31</sup> », ce qui est faux.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre, Lénine est frappé par une nouvelle attaque. Le 18, le Comité central le met en cage en décidant que, s'il veut s'informer sur la décision du Comité central concernant le commerce extérieur, on lui communiquera, « suite à un accord de Staline avec les médecins, le texte de la résolution accompagné de la précision que la résolution et la composition

de la commission ont été adoptées à l'unanimité». En revanche, il décide de ne lui communiquer à aucun prix le compte rendu de Iaroslavski, qui ne pourra lui être montré que «lorsque les médecins le permettront après accord avec le camarade Staline», à qui le Comité central décide enfin de «confier la responsabilité personnelle de l'isolement de Vladimir Ilitch, tant pour les relations personnelles avec les responsables que pour la correspondance<sup>32</sup>». Le Comité central livre ainsi Lénine, pieds et poings liés, à l'entière discrétion de Staline, celui-ci étant investi du droit de dissimuler et d'interdire ce qu'il veut, de l'isoler, de contrôler son traitement, ses activités, ses écrits, ses visites, son information. Les proches amis de Lénine, Zinoviev et Kamenev, ont joué les Ponce Pilate sans état d'âme. Trotsky n'a pas bronché.

Depuis le 21 novembre, les secrétaires de Lénine tiennent à son insu un journal qui permet de suivre au jour le jour le déroulement des faits. Le 18 décembre, Staline éloigne trois secrétaires en qui il n'a pas confiance, dont sa propre femme, Nadejda, afin de mieux espionner Lénine. Restent Voloditcheva, Gliasser et Fotieva qui surveillent Lénine et renseignent Staline ; elles échapperont toutes trois à la répression et périront de mort naturelle, Gliasser à 61 ans en 1951, Voloditcheva à 82 ans en 1973, Fotieva à 84 ans en 1975. Staline, dont la reconnaissance n'est pourtant pas la vertu première, leur saura gré des services qu'elles lui ont alors rendus en l'aidant à mettre Lénine au secret.

Lénine, paralysé, réduit au statut d'opposant à la direction du parti qu'il a fondé, s'engage alors dans une bataille inégale contre Staline. Le 21 décembre, satisfait du succès qu'il pense avoir remporté sur la question du monopole du commerce extérieur, il dicte à Kroupskaïa une lettre à Trotsky, qui n'en citera que la première partie dans *Ma vie*. «Après ce premier résultat, écrit-il, je propose de ne pas s'en tenir là et de continuer l'offensive.» Dans la suite omise par Trotsky, il suggère de mettre le renforcement et l'amélioration du commerce extérieur à l'ordre du jour des prochains congrès du Parti et des soviets, et ajoute : «J'espère que vous n'objecterez pas et ne refuserez pas de présenter le rapport à la réunion de fraction<sup>33</sup>» des délégués bolcheviks au congrès des soviets. Lénine demande à Trotsky de lui téléphoner sa réponse. Au lieu de quoi, Trotsky, bizarrement, transmet par téléphone en pleine nuit à Kamenev le contenu de la

lettre et lui demande d'en informer Staline. Kamenev s'exécute et informe par ailleurs Staline que Trotsky « n'a pas exprimé son avis, mais a demandé de transmettre cette question à la commission du Comité central chargée de préparer le congrès<sup>34</sup> ». Staline, furieux de voir sa manœuvre éventée et le prochain congrès saisi par Lénine et Trotsky réunis, s'emporte : « Comment le Vieux a-t-il pu organiser une correspondance avec Trotsky malgré l'interdiction absolue décrétée par Foerster [l'un des médecins qui soignent Lénine]<sup>35</sup> ? » Il téléphone à Kroupskaïa, l'insulte et la menace de sanction pour indiscipline. Surprise de voir Staline informé de la lettre adressée clandestinement à Trotsky, Kroupskaïa, bien qu'ébranlée, n'en dit rien à Lénine, victime d'une nouvelle attaque dans la nuit du 22 au 23, mais se plaint à Kamenev de l'agression de Staline et lui demande, ainsi qu'à Zinoviev, de la « protéger de cette grossière ingérence dans sa vie privée, d'injures et de menaces indignes<sup>36</sup> ». Les deux hommes ne bronchent pas. Lénine, paralysé de la jambe et du bras droits, est cloué au lit, à la merci de Staline.

Le 23, sentant venir sa fin, il dicte à Voloditcheva une lettre au congrès où il propose d'élargir le Comité central et d'accepter en gros les propositions de Trotsky sur la planification. Voloditcheva, conseillée par Fotieva, se précipite à Moscou, monte chez Staline qu'elle trouve en compagnie de sa femme, de Boukharine et d'Ordjonikidzé. Elle lui transmet la fameuse lettre ; Staline s'éloigne dans une pièce voisine avec ses deux invités, revient, l'air sombre, appelle Voloditcheva dans un coin, s'enquiert de l'état de santé de Lénine, puis lui rend la lettre en lui disant sèchement : « Brûlez-la ! » Elle s'exécute, sans avertir Staline que le coffre de Lénine en contient quatre copies. Le lendemain, ce dernier, poursuivant sa dictée, l'informe qu'il s'agit d'une affaire de conspiration. Mais, ce même 24 décembre, Staline contre-attaque. Il réunit les médecins avec Kamenev et Boukharine, à qui il fait adopter une résolution contraignante au nom du Bureau politique, texte bientôt communiqué aux secrétaires du malade : « 1° Vladimir Ilitch a le droit de dicter chaque jour pendant 5 à 10 minutes, mais les notes qu'il dictera ne doivent pas avoir le caractère d'une correspondance et Vladimir Ilitch ne doit pas attendre de réponse à ces notes. Les rendez-vous lui sont interdits. 2° Ni ses amis ni ses proches ne doivent communiquer à Vladimir Ilitch aucune nouvelle de la vie politique afin de ne pas lui don-

ner matière à réflexion et de ne pas l'agiter<sup>37</sup>. » Ainsi, Lénine ne peut ni discuter ni correspondre avec personne. Staline le tient à sa main avec l'accord de deux de ses fidèles amis.

Lénine continue néanmoins à dicter ses notes destinées à rester secrètes jusqu'au congrès, mais dont ses secrétaires transmettent le contenu à Staline. Le 24 décembre, il déclare que « Staline, en devenant Secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir illimité », chose qu'il vient de découvrir à ses propres dépens. Il affirme n'être « pas convaincu qu'il saura toujours en user avec assez de circonspection<sup>38</sup> ». La litote suggère la nécessité de limiter ce pouvoir excessif, mais la prudence de la formulation en dit long sur l'idée que Lénine se fait de l'étendue du pouvoir de Staline. Six jours plus tard, dans une note sur la question nationale, il attaque en revanche violemment « le Géorgien qui accuse dédaigneusement les autres de "social-nationalisme" (alors qu'il est lui-même non seulement un véritable et authentique "social-nationaliste", mais un grossier argousin grand-russe) ». Il dénonce ensuite la partialité inique de la commission Dzerjinski et « rejette toute la responsabilité politique de cette campagne véritablement nationaliste grand-russe sur Staline et Dzerjinski<sup>39</sup> ». Dans sa fureur impuissante, il propose de punir de façon exemplaire Ordjonikidzé.

Staline prend sous son aile protectrice les deux hommes informés de ces notes, humiliés et offensés par les jugements péremptaires du « Vieux ». Depuis longtemps, il cherche à rassembler tous les cadres qui ont été, un jour ou l'autre, rabroués par Lénine ou piétinés par Trotsky. Ce dernier ne s'en privait guère et le note avec satisfaction dans *Ma vie* : « Dans la grande lutte que nous menions, l'enjeu était trop considérable pour que je pusse jeter des regards à droite et à gauche. J'ai dû souvent, presque à chaque pas, marcher sur les cors aux pieds de passions personnelles, d'amitiés ou d'amours-propres. » Il s'est ainsi attiré l'ini-mi-tié de bien des militants et des cadres. Il ajoute : « Staline recueillait avec soin les gens qui avaient eu les cors écrasés<sup>40</sup>. » Tous ceux-là viendront renforcer son clan hétéroclite de copains, de partisans et d'humiliés divers, qui, au cours de l'année 1922, se coaliseront contre le « Vieux » aux lettres fulminantes, et contre Trotsky, le Père-la-Victoire d'une guerre terminée, mais aussi contre la politique de ces deux hommes.

Staline n'en perd pas de vue pour autant la politique quoti-

dienne. Il met encore à profit un récent discours de David Riaza-nov pour renforcer la discipline. Ce dernier vient, cette fois, de ridiculiser la politique de la direction du Parti au congrès des soviets. Le 27 décembre 1922, Staline soumet par consultation écrite au Bureau politique une résolution jugeant son discours «intolérable» et lui interdisant toute activité politique.

Le 4 janvier, Lénine ajoute à ses notes un codicille recommandant d'écarter de son poste de Secrétaire général Staline, qu'il juge «trop brutal», et propose de le remplacer par un homme qui soit «plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif à l'égard des camarades<sup>41</sup>». Il ne met donc pas en cause sa politique, que pourtant il commence à combattre. Prônant une direction collective, il ne recommande au congrès aucun candidat et n'en a d'ailleurs pas. Le 11 janvier, Gliasser adresse une étrange lettre à Boukharine : alors que Lénine a demandé à ses secrétaires le secret le plus absolu sur son étude du dossier géorgien, il raconte tout à Boukharine, critique le caractère soupçonneux de Lénine, «injuste avec Staline à cause de sa maladie». Elle se sent très mal à l'aise, parce qu'elle a appris à apprécier profondément «Staline (j'ai honte de le regarder aujourd'hui), mais aussi à comprendre la différence entre la ligne de Vladimir Ilitch et celle de Trotsky<sup>42</sup>». Ainsi, au moment où Lénine s'allie avec Trotsky contre Staline, sa propre secrétaire tente de gagner Boukharine à la cause de ce dernier, qui a lui-même inspiré, voire dicté, cette lettre...

Lénine poursuit son combat désespéré. Il décide, en effet, de porter le fer contre l'Inspection ouvrière et paysanne, fief historique de Staline qui, s'il n'en assure plus la direction depuis un an, est attentif à ses activités. Début janvier, il dicte un article, publié dans la *Pravda* du 25. Il y affirme qu'il faut réorganiser l'Inspection et évoque, en conclusion, le grave danger de scission qui, dit-il, menace le Comité central. Staline fait signer quatre jours après par tous les membres du Bureau politique une lettre adressée aux cadres du Parti et affirmant qu'il faut tenir compte, dans l'appréciation des écrits de Lénine, de son état de santé, de sa fatigue, écarté qu'il est des affaires, et que ses craintes de scission sont très exagérées. Bref, tout va bien et Lénine se trompe. Trotsky n'a jamais expliqué pourquoi il avait signé cette lettre.

Lénine devine les manigances de Staline autour de lui. Le 24 janvier, il adresse ce reproche à Fotieva : «À propos de notre affaire clandestine, je sens que vous me trompez.» Elle proteste.

Il lui répond : « Sur ce point, j'ai mon avis personnel. » Le 27 janvier, il fait demander à Dzerjinski les documents de la commission d'enquête sur la Géorgie. « Ils sont chez Staline », lui répond le chef de la Tchéka. Lénine les fait demander à Staline, qui répond : « Je ne peux donner ces documents sans l'avis du Bureau politique. » Réponse hypocrite, puisque le Bureau politique lui a confié la responsabilité de la protection de la santé de Lénine. Staline s'étonne alors du degré d'information de Lénine sur les affaires courantes, et demande à Fotieva si elle n'a pas trop parlé : « Son article sur l'Inspection montre qu'il connaît un certain nombre de détails », que Staline juge gênants. Lénine lui déclare alors qu'il se battra pour obtenir les documents que Staline lui refuse. Le 1<sup>er</sup> février, le Bureau politique en autorise la transmission... à la seule Fotieva, qui ne pourra les résumer à Lénine qu'avec l'autorisation du Bureau politique, bref, refuse de les communiquer à Lénine. Fotieva réclame quatre semaines pour les étudier. Nullement dupe, persuadé que ses médecins et ses secrétaires sont aux ordres de Staline, Lénine s'exclame : « Ah ! si j'étais en liberté ! », le répète en riant : « Ah si j'étais en liberté, je pourrais facilement faire tout cela moi-même<sup>43</sup> ! » Ce jour-là, Staline demande au Bureau politique de le décharger du contrôle du régime médical de Lénine. Nul ne reprend la proposition au vol. Lénine, lâché par ses amis, plus soucieux de faire barrage à Trotsky, reste le prisonnier de Staline.

Le 5 février 1923, Lénine s'inquiète des résultats du recensement des fonctionnaires dans les grandes villes du pays, qui reflète la croissance de l'appareil bureaucratique, et demande que ces documents soient publiés avant le congrès du Parti, afin d'y engager une bataille sur ce point. Staline l'a compris. Quand, le 7, Lénine demande à Fotieva les épreuves du volume consacré au recensement, elle lui répond : « Il faut la permission de Staline<sup>44</sup>. » Il évoque ensuite la commission géorgienne, et l'Inspection ouvrière et paysanne. Ce jour-là, le médecin Kojevnikov trouve chez lui « une énorme amélioration ». La perspective d'un combat difficile éveille ses dernières forces. Le 7 au soir, il dicte l'article « Mieux vaut moins mais mieux », dans lequel il dénonce l'Inspection comme foyer de désorganisation dont on ne peut rien attendre de bon. Il constate que la productivité du travail de la paysannerie soviétique est extrêmement basse, que la Russie a été « rejetée en arrière », et il lui donne comme objectif modeste de



«tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés [...] jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste<sup>45</sup>». Mais la bureaucratie naissante a besoin de perspectives nationales plus exaltantes. Le 9, Lénine signale à Fotieva, qui en informe Staline, qu'il soumettra la question de l'Inspection au prochain congrès. Boukharine bloque la parution de son article. Dans les coulisses du Bureau politique, Kouibychév propose d'éditer un faux numéro de la *Pravda* destiné au seul malade... C'est évidemment irréalisable. Et l'article sortira finalement dans la *Pravda* du 4 mars.

Au Comité central qui se tient du 21 au 24 février, Trotsky accuse Ordjonikidzé, Vorochilov et Kalinine de ne rien comprendre à la question nationale. Il attaque les proconsuls de Staline, mais pas directement ce dernier, à qui la majorité du Comité central inflige néanmoins un camouflet : elle constitue, en effet, une commission sur la question nationale et sur les problèmes d'organisation présidée par Staline, qui devra soumettre ses thèses à Lénine (si les médecins l'autorisent) et, en cas de désaccord avec ce dernier, devra convoquer une séance extraordinaire pour trancher. Lénine, malade, immobilisé, isolé, espionné, inflige sa deuxième défaite en deux mois à Staline, dont la majorité au Comité central est incertaine, comme l'est l'issue du prochain congrès. Seule la mort de Lénine peut dissiper la menace qui pèse sur lui. Pendant ces semaines, Staline déambule, tendu, silencieux, la pipe vissée entre les dents.

Du 14 février au 3 mars, les secrétaires de Lénine dépouillent le dossier géorgien et lui transmettent leur rapport le 3 mars. Des pièces ont bizarrement disparu, comme la plainte du militant frappé par Ordjonikidzé. Fotieva s'étonne ; le président de la commission de Contrôle, Soltz, prétendue «conscience du Parti», lui répond : pas d'importance, nous avons le témoignage de Rykov présent à la scène (... et pleinement solidaire du boxeur Ordjonikidzé!). Malgré ces disparitions, dont l'origine est évidente, la lecture du dossier provoque un choc chez Lénine, qui, le surlendemain, en subit un deuxième, plus rude encore.

Ce 5 mars, par un court billet, il demande à Trotsky de prendre en charge «l'affaire géorgienne» et d'adresser au congrès du PC géorgien alors en cours une lettre ou une déclaration. Voloditcheva, chargée de téléphoner à Trotsky la demande

de Lénine, transmet à ce dernier une étrange fin de non-recevoir : « Trotsky a répondu que, comme il était malade, il ne pouvait pas prendre sur lui une telle obligation, mais [que] comme il espérait se rétablir rapidement, il demandait de lui envoyer les documents [...]. Il les lirait si sa santé le lui permettait [...]. Il dit qu'il avait de violentes douleurs, qu'il avait eu de la peine à s'approcher du téléphone [...] qu'il ne pouvait pas travailler en ce moment, qu'il ne savait même pas s'il pourrait intervenir au congrès, qu'il était positivement paralysé<sup>46</sup>. » Ce Trotsky gémissant sur ses douleurs et incapable même de lire est un peu trop caricatural. On devine la main de Staline derrière ce billet destiné à donner à Lénine, impuissant et paralysé, le sentiment d'être abandonné de tous. Si Trotsky avait répondu à Lénine par une fin de non-recevoir, ce dernier ne lui aurait pas transmis le lendemain une copie de son ultime message, le bref billet qu'il adresse, le 6 mars, aux communistes géorgiens victimes des hommes de Staline : « Je suis votre cause de toute mon âme. Je suis bouleversé par la grossièreté d'Ordjonikidzé et la connivence de Staline et de Dzerjinski. Je prépare des notes et un discours en votre faveur<sup>47</sup> », écrits qui, bien sûr, ne verront jamais le jour. La falsification de Voloditcheva a peut-être fait douter Lénine de la détermination de son unique allié, contribuant ainsi à l'attaque qui, le 9 mars 1923, le réduira à jamais au silence.

Le coup de grâce est asséné à Lénine quelques heures après son mot à Trotsky. Ce même 5 mars, en effet, il est informé du coup de téléphone insultant que Staline a passé à Kroupskaïa le 22 décembre. Furieux, il déclare à Staline dans une note dictée séance tenante qu'il considère de telles insultes comme dirigées contre lui-même ; il lui demande de les retirer et de s'excuser, sous peine de rupture. Voloditcheva porte la lettre à Staline et lui demande sa réponse. Staline la lit sans broncher, puis répond : « Ce n'est pas Lénine qui parle, c'est sa maladie. » Et il poursuit, donnant une leçon de bolchevisme à un Lénine paralysé : « Je ne suis pas médecin, je suis un homme politique. Je suis Staline. Si ma femme, membre du Parti, agissait de façon incorrecte, je ne me sentirais pas le droit de me mêler de cette affaire. Et Kroupskaïa est membre du Parti<sup>48</sup>. » Mais il s'affirmera bientôt disposé à s'excuser devant Kroupskaïa, à qui il ne pardonnera jamais cette humiliation, restée pourtant virtuelle.

Le lendemain matin, en effet, Staline convoque la sœur de

Lénine, Maria Oulianova, et lui joue la scène du désespoir. « Je n'ai pas dormi de toute la nuit. Pour qui Ilitch me prend-il ? Comment peut-il se comporter avec moi comme si j'étais un traître ! Mais je l'aime de toute mon âme ! Tâchez de le lui dire. » La sœur, apitoyée, rapporte la scène à son frère et ajoute : « Staline est pourtant intelligent. — Il n'est pas du tout intelligent<sup>49</sup> », rétorque Lénine. La réponse de Staline vient deux jours après, à la fois hypocrite et insolente : il nie les insultes et les menaces, suggérant que Kroupskaïa est une menteuse, et présente des excuses de pure forme. Dans le seul souci du prompt rétablissement de Lénine, écrit-il, il a aimablement reproché à Kroupskaïa de lui transmettre des informations politiques malgré l'interdiction des médecins, car il considère comme de son devoir de veiller au bon déroulement du traitement. Comment voir là « quelque chose de grossier ou d'inconvenant, dirigé contre vous ? Mais, si vous considérez que pour le maintien de nos "relations" je dois "retirer" mes paroles citées ci-dessus, je peux les retirer, tout en refusant, néanmoins, de comprendre où est le problème, où est ma "faute" et ce qu'en particulier on veut de moi<sup>50</sup>. » L'irritation et la morgue pointent dans les dernières lignes de ce billet signé « I. Staline » sans formule de politesse. Staline ne renvoie pas ses « respects » à Lénine, que la lecture d'un billet aussi insolent aurait abattu s'il n'avait été terrassé avant d'être en mesure d'en prendre connaissance, le 9 mars, par une ultime crise, consécutive au choc du 5 mars, qui le prive de la parole, le paralyse et l'élimine à jamais de la vie politique.

Qui a pu lui porter ce coup ? Selon sa secrétaire, Kroupskaïa aurait informé Lénine que Staline venait de lui téléphoner pour faire la paix, puis lui aurait raconté l'incident du 23 décembre. Mais pourquoi Kroupskaïa, silencieuse, bien que bouleversée, le jour même des insultes, en aurait-elle discuté avec lui deux mois et demi plus tard ? Serait-ce alors l'une des secrétaires, mandatée par Staline pour achever le malade, qui aurait raconté l'affaire ? En tout cas, cette attaque se produit au moment exact où Staline a besoin de se débarrasser de Lénine. Soulagé, il prévient aussitôt Kamenev, parti normaliser en son nom le Parti communiste géorgien en congrès. Pour neutraliser Kroupskaïa, il dresse contre elle la sœur de Lénine, Maria Oulianova, vieille fille acariâtre qui veut disputer à sa belle-sœur le monopole de l'héritage politique de Lénine. Staline jouera longtemps de cette rivalité familiale.

Ainsi, en 1926, quand Zinoviev tentera d'utiliser l'incident contre lui, il poussera en avant Oulianova contre Kroupskaia. Dans un mémorandum officiel, dont Boukharine lui rédige aimablement le brouillon, Maria Oulianova affirmera docilement que l'incident en question avait « un caractère strictement personnel sans aucune portée politique<sup>51</sup> ».

L'élimination de Lénine paralyse Trotsky. Ce dernier, prêt à s'engager aux côtés du leader historique du Parti contre Staline et l'appareil du Secrétariat, hésite une fois seul. Lénine l'avait pourtant prévenu : « Staline cherchera un compromis pourri pour nous tromper<sup>52</sup>. » Trotsky, incertain, accepte, cherche presque le compromis. Il informe Staline, par l'intermédiaire de Kamenev, qu'il réclame un changement de politique, pas de direction. Staline y voit une preuve de faiblesse et feint d'accepter tout en se préparant à l'offensive. Le 11 mars, dans un télégramme chiffré, il informe toutes les instances du Parti que « Lénine a quasiment perdu la parole tout en gardant une conscience claire et nette. Les médecins jugent son état grave, mais ne perdent pas l'espoir d'une amélioration<sup>53</sup> »... Pas d'une guérison. Tous les cadres du Parti sont avertis : Lénine est fini. Le futur patron leur annonce la nouvelle. Mais on n'est jamais trop prudent. Le 17 mars, il adresse une « note ultrasecrète » à Zinoviev et Kamenev : Kroupskaia, dit-il, vient de l'informer secrètement que Lénine, dans un état « effroyable », « ne veut et ne peut vivre plus longtemps et réclame du cyanure obligatoirement<sup>54</sup> ». Kroupskaia, hors d'état de le lui donner, réclame « l'assistance » de Staline ; ce dernier consulte ses deux alliés, qui refusent par retour : « Absolument impossible ! » Puis il informe le Bureau politique, par une note du 21 mars, et ajoute que Lénine, « par deux fois » – un Lénine, rappelons-le, alors privé de l'usage de la parole – « exigea l'accord de Staline », qui lui aurait alors promis de le satisfaire le moment venu<sup>55</sup>. Mais, n'ayant pas la force de répondre à cette demande, il se voit contraint de refuser cette mission.

Lorsque Trotsky révéla cette affaire du poison, en 1939, les historiens n'y virent qu'invention d'un ennemi vaincu. Le bruit en courait pourtant depuis longtemps dans la vieille garde bolchevique. Staline lui-même, lors d'une réunion d'écrivains en octobre 1932 chez Gorki, informé que Boukharine avait raconté l'affaire à son hôte, l'invita à tout répéter devant lui. Boukharine renchérit : Staline leur avait bien raconté que Lénine, jugeant

inutile une existence de sclérosé incapable de parler, d'écrire et d'agir, lui avait demandé du poison. Staline confirma, ajoutant que Lénine ne pouvait s'adresser pour en obtenir ni à sa femme ni à sa sœur, et lui avait déclaré : « Vous êtes le membre du Parti le plus cruel<sup>56</sup> », phrase qu'il répéta d'un air satisfait. L'incident ne peut être qu'antérieur ou inventé, car, depuis le 9 mars, Lénine ne proférait plus que de vagues grognements, et Staline ne lui rendit plus jamais visite.

Pourquoi Staline insista-t-il tant en mars 1923 sur cette demande ? Peut-être pour camoufler un empoisonnement déjà réalisé ou pour préparer la voie à une tentative ultérieure au cas où Lénine se remettrait, puisque les médecins laissaient ouverte la possibilité d'un rétablissement.

Le 14 mars, la *Pravda* publie un article dithyrambique de Radek en l'honneur de Trotsky, « l'organisateur des victoires [...], un homme à la volonté de fer », doté d'une « profonde force morale », d'une « compréhension géniale des questions militaires » et « d'un génie organisateur ». À ses yeux, il est l'incarnation même de la révolution russe qui « a agi à travers la cervelle, le système nerveux et le cœur de son grand représentant », en qui Radek salue « le porte-drapeau du peuple travailleur en armes [...] dont le travail et la cause seront l'objet non seulement de l'amour, mais de la science des nouvelles générations de la classe ouvrière se préparant à la conquête du monde ». Ces éloges outranciers présentent à tous Trotsky comme le successeur du chef paralysé. C'est le pavé de l'ours.

Staline propose alors à Trotsky de présenter au XII<sup>e</sup> congrès d'avril le rapport politique à la place de Lénine. Le piège est grossier. Trotsky refuse et suggère que Staline s'en charge. Celui-ci se récuse à son tour et offre le rapport à Zinoviev, qui accepte avec joie. Avant le congrès, une déclaration anonyme largement diffusée dénonce les violations de la démocratie par la direction, réclame la levée de l'interdiction des groupements ou fractions internes, exige la distinction des activités et fonctions du Parti et des soviets, du Comité central et du gouvernement, et demande dans l'immédiat d'« écarter un ou deux responsables du groupe dirigeant aux dispositions fractionnistes les plus nettes (ceux qui décomposent le plus le Parti, qui contribuent le plus au développement du bureaucratisme sous le couvert de phrases hypocrites), à savoir : Zinoviev, Staline, Kamenev<sup>57</sup> ».

Délivré de la menace de Lénine, Staline rompt le compromis passé avec Trotsky, que ce dernier respecte pourtant jusqu'au bout. Le 29 mars, il fait signer à tous les membres du Bureau politique une lettre collective contre Trotsky, adressée à l'ensemble des membres du Comité central. C'est un acte d'accusation. Sur la Géorgie, cette lettre, d'une rare hypocrisie, affirme : « Bien que la majorité des signataires [on ne sait pas qui] considèrent les précédentes décisions du Comité central comme n'étant pas correctes en tous points [on ne sait pas lesquelles], le camarade Trotsky porte l'entière responsabilité de ces erreurs<sup>58</sup>. » Staline fait payer à Trotsky son attitude conciliante en soulignant son isolement dans la direction. Si Trotsky bouge, tout le Bureau politique lui tombera dessus et invitera le Comité central à l'imiter. Le voilà prévenu.

Staline, enfin, affermit son contrôle du congrès. Les instructeurs, dépêchés partout par la commission d'affectation du Secrétariat dirigée par Kaganovitch, ont bien fait leur travail : chargés de vérifier et contrôler l'activité des cadres et de proposer leur maintien, leur révocation ou leur réaffectation, ils ont en quelques mois normalisé l'appareil local, qui n'est plus élu mais désigné par la commission de Kaganovitch, laquelle soumet toutes ses propositions à Staline. Pour la première fois, dans presque toutes les conférences provinciales, le secrétaire présente au vote une liste bloquée de candidats à la délégation, établie par lui-même et son équipe. Toute liste concurrente ne pourrait être que le produit d'une fraction, or les fractions sont interdites depuis 1921... Un militant peut toujours, certes, se présenter individuellement, mais face à une liste de la direction régionale qui l'a écarté, il n'a aucune chance. Or, depuis l'été 1922, les secrétaires provinciaux eux-mêmes sont « élus » sur recommandation nominale du Secrétariat du Comité central, c'est-à-dire en fait désignés par lui. C'est donc le Secrétariat qui a désigné la majorité des délégués à ce congrès, très exactement 83 % ! 55 % de ces délégués étant des permanents du Parti, leur indépendance à l'égard du Secrétariat est très faible. Ils ne sont pas encore tous pour autant des instruments dociles du Secrétaire général, mais le mécanisme mis en place permettra d'y parvenir vite. Trotsky dénoncera cet état de fait dans une lettre du 8 octobre 1923, six mois après le congrès. Un peu tard. Le pli est pris.

Le contrôle de Staline n'est pourtant pas encore absolu. Les salutations aux chefs historiques adressées au congrès célèbrent Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, et une seule fois Staline, en dernière position. En outre, le rapport de Trotsky sur les questions économiques est accueilli, selon la *Pravda*, par «des applaudissements tempétueux et longtemps ininterrompus» que Vorochilov, à la tribune, déclare «inconvenants». Lorsque Trotsky est entré dans la salle suivi de Radek, il a crié : «Tiens, voilà le Lion [Lev veut dire lion et Léon] suivi de sa queue.» Radek lui a aussitôt répondu par un quatrain moqueur :

Vorochilov a une grosse tête en bois  
Toutes ses pensées y traînent en tas  
Et mieux vaut être la queue de Léon  
Que de Staline le croupion.

Trotsky ne livre pas bataille au congrès. Dans *Ma vie*, il affirme qu'il l'aurait à coup sûr emporté s'il l'avait fait. Mais s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il en doutait. Dans ces conditions, le Tatar Sultan-Galiev, soutenu par le seul Boukharine, est bien isolé dans sa critique de la politique stalinienne d'autonomie purement formelle des nationalités. À la commission consacrée à la «question nationale», réunie pour la dernière fois, Trotsky présente, certes, deux amendements, mais en prenant soin de préciser : «Je me suis mis d'accord avec Staline par écrit pendant la séance.» Puis, il a beau faire une allusion menaçante à la lettre que Lénine lui a communiquée le 5 mars pour mener le combat au congrès et se déclarer décidé à remplir «l'engagement pris devant lui», son accord revendiqué avec Staline ôte toute crédibilité à sa détermination apparente<sup>59</sup>. Staline le suggère avec dédain en déclarant l'amendement de Trotsky juste dans son fond, mais tout à fait insuffisant. Prenant le contre-pied de Lénine, mais sans le nommer bien sûr, il martèle qu'il faut mener une «double lutte [...] une lutte sur deux fronts<sup>60</sup>», contre le nationalisme des minorités nationales d'une part, et contre le nationalisme russe d'autre part. Puis il se moque de Trotsky en affirmant avec condescendance que Frounzé a déposé un amendement plus précis et plus juste que le sien.

Il affiche une extrême modestie. Jamais, dit-il, il n'a prétendu au titre de maître ès questions nationales. Il a d'ailleurs, par deux fois, refusé de rapporter sur ce sujet, mais les deux fois on lui en a donné l'ordre à l'unanimité, et il ajoute avec une feinte humi-

lité : « Je ne dirai pas que je suis un ignorant dans ces affaires, j'ai quelques petites connaissances sur cette question, mais j'en ai vraiment par-dessus la tête. Pourquoi est-ce obligatoirement Staline qui doit présenter le rapport ? Où est-ce écrit ? [...] Mais on m'a donné un ordre. Et en individu soumis, j'ai rapporté devant le congrès. » Cet étalage de modestie disciplinée lui permet, sans que personne l'interrompe ou lui réplique, de ridiculiser Lénine, qui « a oublié [il oubliait beaucoup de choses ces derniers temps...] [...] la résolution adoptée au Comité central d'octobre sur la constitution de l'Union. » Il raille ensuite sa défense des droits des minorités nationales en rappelant ironiquement sa prise de position en faveur de l'invasion de la Pologne en 1920 : « Alors, on ne peut pas appeler un Polonais un polak, mais on peut tâter la Pologne à la baïonnette [...] sonder la Pologne à la baïonnette. Apparemment, du point de vue de l'autodétermination nationale, on peut faire cela ? » Nul ne réagit à cette raillerie évidente : Lénine ose parler d'autodétermination après avoir envoyé l'Armée rouge en Pologne et fait des histoires pour l'usage de mots un peu méprisants. Il raille aussi l'allusion de Trotsky au Testament de Lénine : « On a beaucoup parlé ici de notes et d'articles de Vladimir Ilitch. Je ne voudrais pas citer mon maître, le camarade Lénine, puisqu'il n'est pas ici, car je craindrais de me référer à lui de façon inexacte et incorrecte<sup>61</sup>. »

Il sort du congrès en vainqueur. Mais, comme il ne s'est jamais manifesté en public, la population le connaît encore peu, et dans les cercles intellectuels, cette discrétion lui vaut une réputation de modéré. Ainsi, le 20 mars 1923, le littérateur Guerchenson, dans une lettre à un ami, salue « la nomination comme triumvirs des très modérés Kamenev, Rykov et Staline<sup>62</sup> ». Aucun triumvirat n'a encore été constitué, mais le qualificatif est éloquent.

Absorbé par les problèmes du pouvoir, Staline ne se préoccupe guère des questions économiques et sociales. Pourtant, une vive tension règne dans les usines. En janvier 1923, le salaire ouvrier moyen ne représente que 50 % du salaire moyen de 1913 et ne permet pas aux ouvriers, physiquement épuisés et moralement las, de se maintenir en bonne santé. Leurs conditions de logement sont en outre déplorables. Le tsarisme leur a légué un misérable parc immobilier de taudis, de baraquements et de coins de chambres, détérioré par la guerre civile. Et si les bolcheviks ont réquisitionné les appartements des « bourgeois », transformés en appartements



communautaires, de nombreux travailleurs vivent dans des foyers crasseux, des wagons désaffectés, des cabanes, ou des *zemlianki* (trous recouverts de toile ou de branchages).

La direction du Parti veut aider la paysannerie à produire et à vendre le plus possible afin de dégager des ressources pour l'industrialisation. Or, dans un monde rural morcelé et arriéré, où la grande majorité des exploitations consomment l'intégralité de la maigre récolte, ce choix soumet l'industrialisation future au bon vouloir des 5 à 6 % de paysans (relativement) riches – les fameux koulaks – et de paysans aisés qui dégagent et commercialisent un surplus. La situation conduit Boukharine, au début de 1925, à lancer aux paysans un appel à s'enrichir. L'engagement gouvernemental se reflète dans le budget de l'État. Celui de 1923 affecte 50 millions de roubles-or (monnaie créée en 1922 pour se substituer aux anciens billets dévalorisés) de crédits à l'agriculture, contre 44 millions à l'industrie et à l'électrification, celui de 1924, 60 contre 40, celui de 1925, 100... contre 39.

L'écart se creuse d'autant plus que la majorité des crédits pour l'industrie sont attribués à l'industrie légère. Le prix des produits manufacturés, trop rares, grimpe, atteignant en juillet 1923 190 % de ceux de juillet 1913, alors que celui des produits agricoles n'en représente plus que 50 %. (Trotsky, en 1923, qualifie de crise des ciseaux cet écart grandissant entre les deux prix dont les deux courbes se croisent.) Ainsi, plus les paysans produisent et vendent, moins ils peuvent acheter de produits à la ville. L'industrie, à peine renaissante, accumule des stocks de marchandises trop chères qui ne trouvent pas acheteurs. Faute de liquidités les entreprises paient les salaires des ouvriers avec un retard croissant, qui suscite une flambée de grèves. Le chômage se développe et frappe, à la fin de 1924, un million d'ouvriers sur moins de quatre millions. Ce déséquilibre entre industrie et agriculture annonce une crise alimentaire : le paysan ne vend son blé que s'il peut ensuite acheter les produits dont il a besoin ; si la ville ne les lui fournit pas, il stocke sa récolte au lieu de l'échanger contre des roubles inutiles.

La tension sociale se réfracte dans le parti au pouvoir. Devenu parti unique depuis 1922, le parti communiste, dont le nombre d'adhérents a triplé depuis octobre 1917, est le creuset de tous les conflits. En mars 1921, à l'ouverture du X<sup>e</sup> congrès, il comptait 730 051 membres. Au lendemain du congrès, 20 % d'entre

eux sont exclus à la suite d'une purge qui chasse les éléments jugés étrangers au Parti, passifs, carriéristes, corrompus, prévaricateurs. Les purges répétées réduisent ses effectifs à 514 800 en 1922, 485 600 en 1923, 472 000 en 1924. Dans certains endroits, la purge est une véritable saignée. Selon Staline, à Khorezm, il reste une centaine de membres sur plusieurs milliers, et, dit-il, « le Parti n'existe plus<sup>63</sup> ». À Boukhara, en 1922, la purge, éliminant commerçants et trafiquants, réduit le nombre d'adhérents de 16 000 à un petit millier. Pourtant, à la fin de 1923, un membre du Parti sur trois est propriétaire d'une boutique, d'un atelier ou d'une ferme. Le mécanisme de la purge a d'abord une fonction d'épuration sociale, et sert très secondairement à régler des comptes politiques. Mais une fois entré dans les mœurs, il permettra à Staline de se débarrasser de ses opposants réels, puis des opposants potentiels, puis des opposants virtuels, et enfin de terroriser le Parti lui-même en faisant planer sur tout le monde la menace de la purge, automatiquement suivie à partir du printemps 1937 de l'emprisonnement – voire de l'exécution. Staline ne pense certainement pas alors à cet usage futur. Il est un « gradualiste » par excellence, qui avance pas à pas sans se presser ni anticiper les conséquences lointaines de ses actes.

Au cœur de l'Europe, la flamme de la révolution semble alors se rallumer. En janvier 1923, Poincaré envoie l'armée française occuper la Ruhr afin de contraindre le gouvernement allemand étranglé à payer en temps et en heure ses lourdes réparations de guerre. L'occupation suscite une violente réaction nationaliste, qui fait sortir le national-socialisme du cercle étroit des nostalgiques de la guerre perdue et des débris des corps francs. Le patronat allemand répond au chaos économique et social en spéculant contre le mark, qui, à partir d'avril, s'effondre à une vitesse vertigineuse, passant de 1 000 marks pour un dollar au début d'avril à 20 millions de marks le 5 septembre, puis à 60 millions deux jours après. Petits commerçants, petits épargnants et retraités sont ruinés du jour au lendemain et sombrent dans une misère noire. La décomposition sociale galopante semble ouvrir aux communistes allemands les portes du pouvoir.

## CHAPITRE XIII

### Le socialisme dans une seule rue ?

Malgré l'effacement de Lénine, Staline, encore incertain, a besoin d'alliés. Le pouvoir est alors exercé par une troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, où ce dernier semble occuper la dernière place. Les deux autres, insensibles à l'avertissement de Lénine et désireux d'abord d'isoler Trotsky, croient pouvoir manœuvrer à leur guise l'apparatchik géorgien. Ils s'imaginent, à tort, que le Secrétariat n'est qu'un organe administratif et que tout se joue encore au Bureau politique. Lénine, Trotsky, Zinoviev entretenaient un rapport vivant, chaleureux, tendu ou difficile avec les masses, fondé sur la parole. Le temps des tribuns et des théoriciens s'achève. Les alliés de Staline ne l'ont pas encore compris.

Malgré les apparences, l'alliance est inégale. Kamenev, homme cultivé, passionné de littérature et d'art, est, bien que président du soviet de Moscou, un homme seul, sans réseau ni partisans. Zinoviev s'est construit un appareil à Petrograd et contrôle l'appareil du Comintern, mais ce pouvoir est illusoire : à partir de 1924, c'est Moscou, tenant les cordons de la bourse et forte du prestige de la seule révolution victorieuse, qui désigne les dirigeants de l'Internationale et de ses partis.

Une semaine après le congrès, le 10 mai, le Bureau politique exclut du Parti et livre au Guépéou le dirigeant communiste tatar Sultan-Galiev, ancien secrétaire du Parti communiste musulman de Russie, transformé en 1919, sur l'insistance de Staline, en section musulmane du parti bolchevik. Cet homme, populaire dans

les régions musulmanes, membre jusqu'en 1921 du commissariat aux Nationalités, longtemps protégé par Staline, avait, en février 1919, convaincu l'influent dirigeant nationaliste bachkir Zaka Validov de rompre avec Koltchak et de rejoindre l'Armée rouge avec ses 2 000 cavaliers. Ce Validov, venu en 1920 à Moscou, séquestré sur ordre de Staline, avait pris la fuite et, parti au Turkestan, y avait dirigé l'insurrection des Basmatchis (nationalistes turkmènes) contre les bolcheviks. Dans ses souvenirs, il révèle les intrigues que Staline a déployées pour en faire son complice, il parle de son mépris moqueur pour les Tatars et les Caucasiens placés sous sa direction, et son cynisme provocateur. Un jour que Validov évoquait les problèmes posés par les réfugiés russes et polonais en Bachkirie, il ricane : « Vous n'avez qu'à liquider ces gens-là et il n'y aura plus de problème. » Validov dénonça, dans une lettre du 12 septembre 1920 à plusieurs dirigeants bolcheviks, dont Trotsky, « ce dictateur masqué, hypocrite qui joue avec les gens et avec leur volonté ». À l'époque, l'accusation parut exagérée. Staline chercha en vain à faire revenir Validov à Moscou en le flattant : « Vous êtes bien plus intelligent et bien plus énergique que Sultan-Galiev [...], vous êtes un homme hors du commun, fort, avec du caractère et de la volonté, un homme d'action<sup>1</sup>. »

Sultan-Galiev est accusé d'avoir pris contact avec les Basmatchis, d'avoir construit une organisation clandestine liée à des nationalistes émigrés et étrangers, et donc convaincu de trahison. Son vrai crime est de s'opposer à la russification brutale des régions musulmanes. À la réunion de fraction communiste du X<sup>e</sup> congrès des soviets, en décembre 1922, il a brutalement dénoncé la politique d'« autonomisation » de Staline dans une Russie une et indivisible, et la division qu'il opère entre les nationalités assez avancées pour avoir des représentants au Comité exécutif central des soviets et les autres, qu'il juge trop arriérées pour en être dignes. Sa critique reprend les protestations de nombreux habitants des régions musulmanes qui voient souvent dans les bolcheviks russes présents sur leur territoire les héritiers du colonialisme tsariste. Selon le nationaliste azéri Rassoul-Zade, « la dictature du prolétariat à Tachkent n'est rien d'autre que la dictature de Moscou au Turkestan, de même que la dictature du prolétariat à Bakou n'est pas la dictature de l'ouvrier turc mais celle de Moscou<sup>2</sup> ». Bien des communistes tatars, bachkirs, azé-

ris, kazakhs, ouzbeks partagent la critique de Rassoul-Zade. Staline réagit à cette menace en l'interprétant comme une trahison ; ce sera le « sultan-galiévisme ».

Sultan-Galiev a commis l'imprudence d'adresser à des camarades des lettres en code qui critiquaient la politique nationale de la direction, accompagnées du conseil de les brûler. Il offre ainsi à Staline le moyen de le liquider. Une séance exceptionnelle du Comité central et de la commission de Contrôle examine son cas du 9 au 13 juin 1923. Staline y joue le modéré et le modérateur : il se défend du reproche d'avoir « excessivement défendu Sultan-Galiev ». « Oui, répond-il, je l'ai effectivement défendu jusqu'à l'extrême possibilité, je considérais et je considère toujours cela comme mon obligation. » Mais sous ce ton patelin et rassurant percent déjà les griffes : il dénonce la « tromperie » de Sultan-Galiev, l'insincérité et la diplomatie de plusieurs intervenants, ainsi que le nationalisme... des minorités nationales opprimées, qui, selon lui, sont systématiquement soutenues par l'étranger. Mais dans sa conclusion, il fait à nouveau patte de velours. Il récuse ceux qui veulent juger, voire fusiller Sultan-Galiev. « Il faut le libérer. Il a reconnu tous ses péchés et s'est repenti. Il est chassé du Parti et n'y reviendra bien entendu pas. Pourquoi le garder en prison ? » Des voix s'élèvent dans la salle contre cet excès d'indulgence. Staline reste inébranlable, tout en égratignant Trotsky au passage : « Sultan-Galiev est un élément étranger, mais je vous assure qu'il n'est pas pire que certains spécialistes militaires qui occupent chez nous des postes importants et de hautes responsabilités<sup>3</sup>. »

Qui ne serait rassuré par un Secrétaire général aussi débonnaire, auteur pourtant de la machination qui a fait avouer à Sultan-Galiev par écrit des crimes en partie imaginaires ? C'est le premier aspect troublant de cette affaire. Staline a dû promettre à sa victime l'indulgence de la réunion en échange de son autoflagellation qui le discrédite. La résolution votée contre le Tatar condamne ses actes de « trahison », qualifie sa politique « d'expression monstrueuse de la déviation nationaliste » et constate qu'il s'est « mis en dehors du Parti ». Par un faux équilibre, elle condamne le chauvinisme russe mais en rejette la responsabilité sur les seuls Russes vivant sur place, accusés en même temps de ne pas « mener un combat résolu contre la déviation nationaliste<sup>4</sup> » tatare et musulmane, tâche difficile pour des militants

accusés de chauvinisme russe ! Dans cette charge contre les militants, qui dédouane les dirigeants, on sent la patte de Staline soucieux de faire valider sa politique par tous les présents, dont Trotsky. Ravi d'avoir roulé ce dernier, qui doit condamner la « trahison » de Sultan-Galiev, il cherche à le ridiculiser en acceptant de sa part un amendement qui, dit-il, répète pourtant inutilement ce qui figure déjà dans sa motion.

Zinoviev se mordra les doigts plus tard d'avoir laissé Staline arrêter Sultan-Galiev. Il y a pris, dira-t-il, le goût du sang. Et Staline, de son côté, peut se féliciter d'avoir poussé Trotsky à condamner Sultan-Galiev, dont les nombreux partisans « déclarent qu'aujourd'hui leur défenseur est Trotsky et que désormais ils soutiendront partout et toujours Trotsky<sup>5</sup> ». Ce dernier a beau évoquer la lettre que lui a envoyée Lénine pour l'inviter à s'occuper de la question nationale, il ne saurait soutenir un homme qui « avoue » avoir « trahi ». Peu après cette conférence, l'activité clandestine de groupes d'opposants bolcheviks, Vérité ouvrière et Groupe ouvrier, pousse Dzerjinski à exiger que les militants dénoncent au Guépéou toute expression d'opposition dans le Parti. C'est la première manifestation de l'emprise policière sur le Parti, qui permettra à Staline de le caporaliser, de l'épurer, puis de le transformer de fond en comble.

La seconde partie de la conférence est consacrée à la politique des nationalités. Staline, qui a fait dissoudre en avril le commissariat aux Nationalités, présente un rapport introductif incolore, mais confie à l'un de ses hommes de main la définition, brutale, de sa véritable politique. L'Ukrainien Manouilski n'y va pas de main morte : les communistes des confins doivent se battre contre leur propre nationalisme, répète-t-il par quatre fois dans une courte intervention, et laisser aux Russes le soin de combattre le chauvinisme russe !

Les triumvirs, qui cachent à Trotsky leurs informations, ne prêtent d'abord qu'une attention distante à la colère qui monte en Allemagne contre la crise galopante. Les grèves se multiplient chez les mineurs, les métallurgistes, les marins, les ouvriers agricoles, les ouvriers du bâtiment. Les communistes, portés par le mouvement, se trouvent à la tête de la plupart des comités de grève et des conseils d'usines. La direction du parti communiste organise, avec l'accord de Zinoviev, le président du Comintern, une grande journée antifasciste pour le 29 juillet. Staline, piéti-

nant ses prérogatives, autorise Rádek à envoyer, dans son dos, une lettre au PC allemand critiquant l'appel contre le fascisme et l'invitant à décommander la journée du 29...

Sa victoire au XIII<sup>e</sup> congrès lui donne une assurance qui croît à vive allure : il met désormais systématiquement ses alliés devant le fait accompli. L'été 1923 marque en ce sens un véritable tournant. Les dirigeants bolcheviks, qui travaillaient et militaient jusqu'à seize heures par jour, avaient l'habitude – Staline la prolongera et l'amplifiera – de prendre près de deux mois de vacances l'été pour se reposer et se soigner. En juillet, Staline se retrouve seul à Moscou à gérer les affaires avec Kamenev et Roudzoutak. Il en profite pour atténuer la campagne engagée en février 1922 contre le clergé orthodoxe. Le 2 juillet 1923, il fait retirer du projet de Code pénal les sanctions prévues pour l'éducation religieuse collective. Le 16 août, il promulgue au nom du Comité central, puis du Bureau politique, une circulaire « Sur l'attitude à l'égard des organisations religieuses », signée de son nom, « interdisant la fermeture d'églises, de lieux de prières et de synagogues », dont les auteurs « ne comprennent pas que, par leurs actions grossières et dépourvues de tact contre les croyants, qui représentent l'énorme majorité de la population, ils provoquent un tort inestimable au pouvoir soviétique [...] et risquent de servir la contre-révolution<sup>6</sup> ». La dénonciation des « excès » commis par les cadres qui comprennent mal la politique du Parti, et dont les bonnes intentions subjectives débouchent sur la complicité objective avec l'ennemi, constitue déjà une donnée essentielle du discours stalinien. Elle sert à la fois de paravent et de prétexte aux sanctions.

L'année précédente, Staline avait mis à profit la maladie de Lénine pour affermir l'emprise de l'appareil en lui attribuant des privilèges importants. Il met à profit, cette fois, les vacances des trois quarts des membres du Bureau politique, partis se reposer et se soigner aux eaux de Kislovodsk, dans la région de Stavropol, au sud de la Russie : Zinoviev, Boukharine, Ordjonikidzé, Vorochilov, Frounzé et, à l'écart des autres, Trotsky. Le 19 juillet, Staline fait adopter par un Bureau politique restreint la nécessité d'« alléger les conditions d'admission dans les instituts d'enseignement supérieur pour les enfants des cadres occupant des responsabilités ». Zinoviev découvre la décision en lisant le procès-verbal. Dans une lettre à Staline du 6 août, il qualifie cette

décision de « grave faute [...] un tel privilège fermera la route aux plus doués et porte en elle des éléments de caste<sup>7</sup> ». C'est bien ainsi que l'entend Staline, assuré de s'attacher la reconnaissance indéfectible des intéressés.

Zinoviev, inquiet de son emprise grandissante, propose de dissoudre le Bureau d'organisation et de flanquer Staline de deux autres secrétaires, Trotsky (non consulté) et lui-même, ainsi mis en position de s'affronter. Le 29 juillet, Zinoviev et Boukharine transmettent leurs réflexions à Staline et à Kamenev par l'intermédiaire d'Ordjonikidzé. Zinoviev dissimule sa colère, qui éclate dans sa lettre du lendemain à Kamenev : « Tu permets à Staline de se moquer de nous<sup>8</sup>. » Il y énumère une liste impressionnante de coups de force, de décisions et de nominations autoritaires et solitaires de Staline. Il décide pour le Comintern à la place de son président ; il a modifié le comité de rédaction de la *Pravda* sans avoir ni consulté ni averti Boukharine, son rédacteur en chef et membre suppléant du Bureau politique. Staline avait pris cette décision à la suite de l'indiscipline dudit comité. Le Bureau politique voulait renflouer les caisses en rétablissant le monopole de la vente par l'État de la vodka, supprimé depuis décembre 1919, lorsque le gouvernement avait interdit la fabrication et la vente de toute boisson alcoolisée dépassant 12 degrés. Au début de janvier 1921, la tolérance était montée à 14 degrés et, en décembre, à 20. On était encore loin de la vodka. Trotsky, opposé au projet, avait ébranlé Ordjonikidzé et Boukharine. Le 12 juillet, Staline avait fait décider par le Bureau politique l'interdiction de publier le moindre article de discussion sur cette question dans la *Pravda*, qui, le 15 juillet, publia un article de Preobrajenski contre le projet. Furieux de ce défi à son autorité, Staline avait démis le comité de rédaction et en avait nommé un autre.

Zinoviev commente ces coups de force avec rage : « Nous *n'allons plus* supporter cela », puis, ne prenant pas la mesure de la situation, conclut : « Si le Parti doit passer par une période (vraisemblablement) très courte de pouvoir personnel de Staline, qu'il en soit ainsi. Mais moi, du moins en ce qui me concerne, je ne suis pas décidé à couvrir toutes ces cochonneries. » Et il ajoute : « En fait il n'y a pas de troïka, il y a la dictature de Staline<sup>9</sup>. » Vorochilov, Frounzé et Ordjonikidzé, dit-il, partagent en gros son avis. Ces velléités d'indépendance seront éphémères.

Le 3 août, Staline répond à Zinoviev et à Boukharine par un



billet moqueur et menaçant, où il affirme ne pas comprendre pourquoi ses interlocuteurs « rouspètent ». Il aurait souhaité recevoir une petite note claire et précise ; il est prêt à discuter si ses alliés pensent qu'il est possible de continuer à travailler ensemble, mais il croit comprendre qu'ils jugent la rupture inévitable ; qu'ils fassent ce qu'ils veulent, après tout ! Il se sent en position de force, et son post-scriptum raille avec un brin de démagogie les vacanciers qui se reposent pendant qu'il travaille : « Vous êtes des gens heureux : vous avez la possibilité pendant vos loisirs de fabriquer toutes sortes de contes à dormir debout, d'en discuter, et moi ici je traîne mon boulet comme un chien enchaîné, en geignant, et en plus c'est moi qui apparais comme le "coupable". On peut exténuer n'importe qui comme ça. Hé ! mes amis, vous vous la coulez douce <sup>10</sup> ! » Zinoviev et Boukharine veulent, dit-il à ses proches, désigner des commissaires politiques pour le contrôler ; il refuse ; ses associés Roudzoutak et Kouibychév aussi. Il réussit même à convaincre Kamenev que « Boukharine et Zinoviev exagèrent <sup>11</sup> ».

Quatre jours plus tard, Staline, dans une longue lettre à Zinoviev, demande à ses alliés de s'expliquer franchement : cherchent-ils à destituer le Secrétaire général ? Avec impudence, il interroge : « Pourquoi avez-vous besoin de faire des allusions à une lettre d'Ilitch sur le Secrétaire que je ne connais pas ? » tout en affirmant qu'il « ne craint pas les lettres » (qu'il connaît donc !) et ne chérit pas la place de Secrétaire général. Il joue là la première scène à répétition d'une comédie de la démission, en se déclarant « pour le remplacement du Secrétaire mais contre l'instauration d'un institut de commissaires politiques <sup>12</sup> ». Il est d'ailleurs, rappelle-t-il, déjà contrôlé par trois organismes, le Bureau d'organisation, le Bureau politique, le plénum du Comité central, cela suffit ! À ses critiques, qui lui reprochent de régler les questions tout seul, il rétorque que les copies de toutes les décisions prises sont transmises aux archives que les membres du Bureau politique peuvent donc consulter pour savoir ce qu'ils sont censés avoir décidé. Bref, il se paie leur tête ! Le 10 août, Zinoviev et Boukharine réfutent point par point sa réponse et affirment que, depuis la disparition de Lénine, « le Secrétariat du Comité central *objectivement* [...] c'est-à-dire *dans les faits* [...] décide de tout <sup>13</sup> ». Jusqu'où iront-ils ?

Staline et Zinoviev ont, en outre, sur le bouleversement révo-

lutionnaire qui s'annonce en Allemagne des idées bien différentes, où Zinoviev semble n'apercevoir que des divergences tactiques. Pour lui, « la crise en Allemagne mûrit *très vite*. Un nouveau chapitre de la révolution allemande s'ouvre. Cela posera très vite devant nous des tâches *grandioses*... <sup>14</sup> ». Staline n'est pas du tout de cet avis. Le 31 juillet, Zinoviev écrit à Kamenev : « Pour Staline, la révolution n'est pas du tout à l'ordre du jour. » En effet, il affirme : « Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir, pour ainsi dire, s'effondrait et que les communistes le saisissent, ils s'effondreraient avec fracas [...]. Il nous est plus avantageux que les fascistes attaquent les premiers, cela unira toute la classe ouvrière autour des communistes [...]. À mon avis, il faut retenir les Allemands et non les stimuler <sup>15</sup>. » Il esquisse ainsi la tactique qu'il imposera au Parti communiste allemand entre 1929 et 1933. Les « fascistes », en 1923, étaient pourtant bien moins forts que les communistes. Mais Staline cherche toujours à temporiser. À l'inverse de Napoléon qui disait : « On s'engage et puis on voit », Staline dirait : « On voit et on ne s'engage pas... », sauf si les événements lui mettent l'épée dans les reins. Il passe alors du louvoiement à l'agression, en un brutal zigzag.

Il se préoccupe d'abord des intrigues de sommet. Le 9 août, le Bureau politique, où il présente un bref rapport sur l'Allemagne, vote son départ en congé. Mais le 12 août, la grève générale en Allemagne renverse le gouvernement de l'homme d'affaires Cuno, remplacé par un gouvernement Stresemann comprenant quatre ministres sociaux-démocrates, qui ne parvient pas à enrayer l'effondrement du mark. Le 17 août, Staline descend finalement à Kislovodsk. À son retour à Moscou, feignant la conciliation, il fait décider par le Bureau politique d'introduire au Bureau d'organisation Boukharine, Zinoviev et Trotsky, peu rompus à ce type d'organisme administratif. Le 25 septembre 1923, le Comité central élit au Bureau d'organisation Zinoviev et Trotsky, plus deux suppléants dont Boukharine. Aucun ne s'y rendra jamais. Le Secrétariat reste l'épicentre du pouvoir. Le Bureau politique discourt, le Secrétariat décide.

Cette première querelle de famille conforte Staline qui marque son territoire : alors qu'il n'a encore jamais participé à l'activité du Comintern, il fait donner son nom à l'université communiste des travailleurs de l'Orient, qui forme des cadres communistes de Chine, d'Inde, du Japon, etc. C'est la première

université Joseph-Staline du monde. Le choix manifeste un certain flair politique : Staline sent qu'il se prépare quelque chose dans cette partie du monde.

La fronde de Kislovodsk est un moment-clé : Staline y fera allusion au XIV<sup>e</sup> congrès du Parti, en décembre 1925, lorsqu'il prétendra avoir alors déclaré que « si les camarades insistaient, il était prêt à libérer la place sans faire de bruit, sans discussion, publique ou interne, sans exiger de garantie des droits de la minorité ». Il déformera le contenu des lettres de 1923, en prêtant aux « comploteurs » de Kislovodsk la volonté imaginaire d'écarter de la direction du Parti Kalinine, Rykov, Tomski, Molotov et Boukharine, sans qui, dit-il, « il était impossible à ce moment-là de diriger le Parti <sup>16</sup> ».

L'appareil, pourtant rétif aux débats, va trouver par deux fois en un an un motif à se rassembler contre Trotsky derrière Staline. À l'automne 1923, l'Allemagne semble bien au bord de la révolution attendue. Le secrétaire du PC allemand Brandler demande aux Russes de leur envoyer Trotsky pour diriger l'insurrection dans leur pays, fixée à la date anniversaire de la révolution russe, le 25 octobre. Staline a d'autres soucis : au Comité central du début octobre, il propose d'élargir le Comité militaire de la République en y faisant entrer, outre lui-même, Vorochilov, Ordjonikidzé et Lachevitch, un ami de Zinoviev. Trotsky, furieux, propose de démissionner et de partir en Allemagne. Dans une déclaration enflammée, Zinoviev, jaloux par anticipation des lauriers que le succès vaudrait à Trotsky, s'offre aussitôt à l'accompagner comme soldat de la révolution allemande. Staline affirme d'un air doucereux : le Parti ne peut envoyer au feu ses « chefs bien-aimés », qu'il ne veut en fait pas voir se couvrir de gloire. La révolution allemande exacerbe les jalousies.

Un regain d'espoir soulève les militants. Staline l'exprime dans un message enthousiaste au dirigeant communiste Talheimer, publié dans le quotidien du PC allemand, *Die Rote Fahne* : « La révolution qui approche en Allemagne est l'événement mondial le plus important de notre temps. La victoire de la révolution allemande aura plus d'importance encore pour le prolétariat d'Europe et d'Amérique que la victoire de la révolution russe il y a six ans. » Elle « fera passer de Moscou à Berlin le centre de la révolution mondiale <sup>17</sup> ». Faut-il ne voir que phrases creuses dans

cette reprise de vieilles déclarations de Lénine ? Sans doute pas. Staline n'a pas encore inventé le « socialisme dans un seul pays ».

Trotsky y puise une raison d'engager le combat qui n'a finalement pas eu lieu six mois plus tôt. Le 8 octobre, dans une lettre au Comité central, il affirme la nécessité d'un « cours nouveau » pour démocratiser la vie du Parti. Il dénonce le remplacement massif de l'élection des responsables du Parti à tous les niveaux par leur nomination, et la formation d'une vaste couche de permanents qui, une fois membres de l'appareil dirigeant, « renoncent complètement à leurs opinions politiques personnelles ou du moins à leur expression ouverte <sup>18</sup> ». Une déclaration de 46 vieux bolcheviks reprend ce thème : les militants critiques, ou en désaccord, ne font leurs remarques qu'en privé, et encore à condition d'être sûrs de la discrétion de leur interlocuteur. L'appareil bureaucratique étouffe toute discussion, mais sera inapte à faire face à une crise.

En Allemagne, au dernier moment, la direction du parti communiste, lâchée par les sociaux-démocrates de gauche dans les deux länder qu'ils gouvernent ensemble, annule l'insurrection prévue. L'espoir de la révolution s'éteint dans un fiasco. Le désarroi gagne les militants russes, depuis six ans dans l'attente d'une révolution, au moment même où les ouvriers, en URSS, protestent contre les retards de salaires et les hausses de prix. En octobre, le Guépéou recense 217 grèves qui ont mobilisé 165 000 travailleurs...

Staline fait d'abord condamner, fin octobre, la démarche de Trotsky et des « 46 » comme fractionnelle, puis, par un apparent revirement, fait décider l'ouverture d'un débat public. Le 5 décembre, après une âpre discussion dans la chambre de Trotsky, malade et fiévreux, où se déroulent à cette époque les réunions, le Bureau politique adopte un texte affirmant, avec mille circonlocutions, la nécessité de démocratiser la vie du Parti. Mais Staline, au cours d'une réunion à Moscou trois jours plus tôt, s'est fait menaçant : « Dépasser une certaine limite dans la discussion c'est constituer une fraction, et donc diviser le gouvernement. Or, diviser le gouvernement c'est détruire l'Union soviétique <sup>19</sup>. » Le Bureau politique du 8 explique : Staline n'a violé l'accord passé fin octobre sur le refus d'évoquer les textes de Trotsky et des « 46 » que pour purifier à Moscou le climat du Parti, pollué par une discussion dont les premiers échos ont

plongé les triumvirs dans l'angoisse et les ont poussés à ressouder leur unité mise à mal l'été dernier. Pendant la réunion, Zinoviev remet à ses alliés une note : « Si nous ne construisons pas *immédiatement* notre véritable fraction archiseçrète, tout est perdu. » Et il propose aux intéressés de se réunir le lendemain en banlieue, chez lui ou chez Staline, pour constituer cette fraction seçrète contre Trotsky. « L'attente équivaut à la mort<sup>20</sup>. »

Ce même jour, Trotsky, refusant de se laisser ligoter par un accord bafoué par ses adversaires, rédige un long article, intitulé « Cours nouveau », que Boukharine bloque deux jours à la *Pravda*, puis finit par publier le 11. Il y dénonce le danger d'une dégénérescence de la vieille garde bolchevique à l'image de celle de la social-démocratie et affirme : « Le Parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée<sup>21</sup>. » Cette exigence dressera inéluctablement contre lui l'appareil, désireux par nature d'échapper au contrôle de ses mandants, et le poussera à serrer les rangs derrière un protecteur.

Le 9, les conjurés, réunis chez Staline, décident de stigmatiser le « fractionnisme » prétendu de Trotsky et des 46, qui n'animent pourtant aucun groupe organisé ; en revanche, ils édifient, quant à eux, une fraction ultraseçrète qui forme à l'intérieur du Parti un réseau parallèle disposant de son chiffre, toutes décisions qui seront formalisées en août 1924. Zinoviev leur explique : nous pouvons avoir entre nous des divergences, nous tromper, nous corriger les uns les autres, mais « devant Trotsky nous sommes privés de cette possibilité<sup>22</sup> », il faut, face à lui, être tous d'accord sur tout. Staline retiendra la leçon : demain, il recourra systématiquement à ces deux procédés contre ses alliés d'aujourd'hui.

Les triumvirs multiplient les mesures disciplinaires : ils limogent le jeune responsable de la tribune de discussion de la *Pravda*, démettent quinze responsables du comité central des Jeunesses communistes envoyés en province, et obtiennent ainsi la majorité dans ce comité central oppositionnel normalisé, révoquent Antonov-Ovseenko, responsable de l'administration politique de l'Armée rouge. Staline, dans la *Pravda* du 15 décembre, qualifie les opposants de bureaucrates. En une litanie d'allusions vagues, présentées comme autant d'évidences, il dénonce « Beloborodov, dont le "démocratisme" reste jusqu'à présent inoubliable chez les ouvriers de Rostov [...], Piatakov, dont le

“démocratisme” a fait non pas crier mais hurler tout le Donetz [...]; Byk, dont le “démocratisme” fait encore hurler le Kho-rezm<sup>23</sup>». Il raille le souci qu’exprime Trotsky sur le devenir d’une vieille garde bolchevique à laquelle il n’a pas appartenu. Il peaufine alors sa méthode politique : son but n’est pas de démontrer que son adversaire a tort ou se trompe, mais de le disqualifier et de le discréditer. Et pour y parvenir, il est prêt à tout.

Boukharine se jette dans la mêlée avec sa fièvre coutumière et, par un retournement complet du gauchiste d’hier en philosophe de l’appareil, il cherche à démontrer que la bataille politique interne mène à de fatales divisions. Il raconte, début décembre, devant une assemblée des militants, qu’en mars 1918 les SR de gauche ont proposé aux communistes de gauche hostiles, comme eux, à Brest-Litovsk d’arrêter et d’emprisonner le gouvernement présidé par Lénine et d’en nommer un nouveau, présidé par Piatakov ; Boukharine avait, certes, repoussé la proposition avec indignation, mais elle n’avait pu lui être faite que parce qu’il s’opposait publiquement à la paix de Brest-Litovsk. L’opposition de Trotsky peut avoir aujourd’hui les mêmes conséquences, explique-t-il. Staline utilise aussitôt cette révélation bénie : « On sait, écrit-il dans la *Pravda* du 15 décembre, que les communistes “de gauche” [...] discutèrent sérieusement du changement du Conseil des commissaires du peuple existant par un nouveau formé de gens nouveaux membres de la fraction des communistes de “gauche”. » Boukharine n’a jamais dit qu’ils en « discutèrent sérieusement ». Staline ajoute cette invention à l’aveu de Boukharine, qui, loin de rectifier cette falsification, récidive dans la *Pravda* du 2 janvier. Ce petit jeu lui coûtera cher. En 1938, son aveu spontané de 1923 permettra de l’accuser d’avoir comploté en 1918 pour renverser le pouvoir des soviets.

Staline inaugure la tactique qu’il va utiliser cinq ans durant. Terré au cœur de l’appareil, il pousse en avant des hommes pourvus des qualités qui lui manquent. À cette époque, il propulse l’orateur Zinoviev et le théoricien Kamenev, se tient en retrait derrière eux, les use dans cette bataille, sape leurs positions et commence à promouvoir les figures de proue du combat ultérieur : Tomski, le secrétaire des syndicats depuis 1919, Rykov, le président du Conseil des commissaires du peuple après Lénine, et surtout Boukharine, dont les talents d’orateur et de théoricien font merveille. Il propulsera ces trois hommes à la fin de 1925

contre Zinoviev, Kamenev et Trotsky, puis s'en débarrassera en 1929 après avoir lentement miné leur position. Il apparaîtra alors soudainement sur le devant d'une scène débarrassée de rivaux et encombrée de figurants.

En province, l'appareil contrôle les votes. À Moscou, chaque camp reçoit le même nombre de voix. Au Secrétariat, Nazaretian jette à la poubelle la majorité des résolutions en faveur de l'opposition et charge son adjoint Ioujak de porter des comptes rendus trafiqués à la *Pravda* qui les reproduit fidèlement. Ioujak dévoile la machination à Trotsky. Staline le chasse du Secrétariat avec Nazaretian qui l'a recruté.

C'est au cours de cette période tendue que Staline fait ses premiers pas dans l'Internationale. Il a bien, auparavant, assisté à deux réunions plénières du Comité exécutif et siégé dans la commission hongroise en février 1922, mais il n'y a rien dit. Sa première véritable incursion est une comédie habilement mise en scène : il participe à une commission d'enquête sur le comportement du communiste allemand de gauche Arkadi Maslov, accusé d'avoir bavardé par vantardise sur ses relations imaginaires avec Lénine et Trotsky lors de son arrestation par la police allemande en 1922 et de l'avoir caché au Parti. Staline prend sa défense, insiste sur sa jeunesse et son inexpérience qui, explique-t-il, méritent l'indulgence. « Il a voulu crâner un peu et enjoliver son passé. » Ce n'est pas un péché bien grave et, pour le démontrer, Staline accable courageusement Sverdlov, mort cinq ans plus tôt : lors de sa déportation en Sibérie, il s'était présenté mensongèrement comme membre du Comité central dès 1904. Il l'avoua à Staline qui lui répondit, magnanime : « Passons l'éponge sur cette histoire. » Il faut passer l'éponge de la même façon avec Maslov. Un membre de la commission, Piatnitski, proteste : l'auteur de fausses déclarations doit être exclu. Staline commente avec bonhomie : « Alors, il faudrait en exclure beaucoup. » Piatnitski s'étonne de la « mollesse de Staline envers Maslov » ; Zinoviev suscite l'hilarité générale en expliquant : « Staline est connu parmi nous comme très tendre de cœur. » Le futur procureur Ounchlicht insiste : « Il y a dans le passé de Maslov des points obscurs. » De plus en plus bonhomme, Staline rétorque : « Le soleil lui-même a des taches<sup>24</sup> », première esquisse du fameux « Nul n'est parfait », et retourne la commission. Maslov, finalement, repartira à Berlin où il dirigera le parti allemand pendant deux ans.

Staline a gagné sur trois tableaux : il a affirmé son autorité nouvelle dans l'Internationale, il s'est fait un obligé, et il a acquis une réputation de tolérance à la veille de la Conférence nationale du parti bolchevik où il entend écraser l'opposition...

Le 16 janvier, il réunit la Conférence nationale, dont le Secrétariat a, pour la première fois, désigné lui-même les participants. Trotsky n'en est pas : le Bureau politique l'a envoyé soigner pendant deux mois dans le Caucase une maladie récurrente marquée par de fortes fièvres. L'opposition de gauche n'y recueille que trois voix. L'appareil du Parti fait bloc contre celui qui dénonce sa bureaucratisation.

À cette conférence, Staline se déchaîne contre Trotsky, «ce patriarche des bureaucrates», dont la victoire aurait divisé et ruiné le Parti. La résolution finale affirme que l'opposition, «reflétant objectivement la pression de la petite bourgeoisie [...], a abandonné le léninisme», exprime une «déviation petite-bourgeoise», et doit être condamnée pour avoir «lancé le mot d'ordre de destruction de l'appareil du Parti». Dans la foulée, Zinoviev fait une découverte «théorique» que Staline reprendra à son compte : «La social-démocratie elle-même est devenue fasciste [...]. Ce qu'il y a de nouveau dans le mouvement ouvrier international c'est que la social-démocratie devient un élément fasciste<sup>25</sup>.»

Au milieu de décembre, Staline a fait déménager le Comité central et son secrétariat dans un vaste immeuble de la Staraia Plochad, à un kilomètre du Kremlin. Cette institution y demeurera jusqu'à la dissolution du PCUS par Boris Eltsine à la fin d'août 1991. Il y fait installer un grand bureau, surmonté d'une dizaine de téléphones dont la ligne spéciale réservée aux hauts dignitaires (la *vertouchka*).

L'état de santé de Lénine s'aggrave brutalement. Il meurt le 21 janvier 1924. Le Bureau politique se précipite à Gorki. Staline entre le premier dans la chambre du mort d'un pas lourd mais décidé, l'air grave, la main droite dans le revers de sa veste à demi militaire, le visage blême. Il se penche sur Lénine, profère un solennel «Adieu, adieu, Vladimir Ilitch, adieu», saisit la tête de Lénine à deux mains, l'approche de son cœur, l'embrasse sur les joues et le front, puis s'en va, digne et raide. Trotsky reçoit à Tiflis l'annonce de la mort de Lénine ; il s'enquiert par télégramme de la date des funérailles. Staline lui répond qu'elles auront lieu le samedi, qu'il ne pourra donc revenir à temps, et



que, vu son état de santé, il ne doit pas changer ses projets et doit se rendre à son lieu de cure. Staline avait en réalité fixé les obsèques au dimanche 27. L'absence de Trotsky est remarquée. Certains y voient l'annonce de sa défaite future. Mais on peut douter que la question du pouvoir se résolve dans un cimetière, et leur présence à ces obsèques n'empêchera nullement la déroute ultérieure de Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov et Tomski.

Le 26 janvier 1924, au XI<sup>e</sup> congrès des soviets, treize orateurs rendent hommage au défunt. Staline parle le quatrième. Après avoir invité à « construire le royaume du travail sur terre et non au ciel », il prononce un serment à Lénine, sorte de « Notre père qui serez au Mausolée », où il se pose en exécuteur testamentaire du dieu décédé et en grand prêtre de sa pensée réduite à des formules pieuses. Il psalmodie six versets qui commencent par « En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé... » et s'achèvent par des variantes d'un engagement solennel : « Nous te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur ta volonté [...] de ne pas épargner nos forces » ni « notre vie » pour « tenir haut et garder dans sa pureté le glorieux titre de membre du Parti [...] préserver l'unité de notre parti comme la prune de nos yeux<sup>26</sup> », etc. Malgré cette homélie dévote, qui fait ricaner les vieux militants, Staline fait adopter, le 30, par la commission des funérailles, l'interdiction, mise en œuvre par Dzerjinski, de diffuser le Testament de Lénine. La commission en avertit aussitôt Kroupskaïa.

Staline voit d'emblée le parti à tirer du cadavre de Lénine. Au Bureau politique, il cite une lettre de « camarades de province » anonymes, donc dictée par lui, qui demandent l'embaumement du défunt. Il se prépare ainsi à édifier le culte du disparu, dans la grande tradition du culte idolâtre des reliques de saints répandu dans les campagnes russes. Kroupskaïa supplie en vain, dans la *Pravda* du 29 janvier, de ne pas construire de monuments ni de palais au nom de Lénine et de ne pas organiser de cérémonies pompeuses en son souvenir. Le 22 février, dans la *Pravda*, une lettre de 19 communistes dénonce la volonté d'édifier des « monuments en l'honneur de Lénine, des panneaux avec des sentences de Lénine, des tours en l'honneur de Lénine, de construire un mausolée, de débaptiser en son honneur tout ce qui peut être débaptisé ». Mais Staline a besoin de momifier le cadavre pour mieux momifier sa pensée. Le rite funéraire facilitera la transformation de l'idée en rituel, de la pensée en caté-

chisme. Il l'impose. Il en met au point les formules canoniques dans *Les Bases du léninisme*, série d'articles publiés dans la *Pravda* entre le 26 avril et le 18 mai, puis réunis en volume fin mai. Dans ce manuel, qui réduit le « léninisme » à un ensemble de recettes, il dénonce un antiléninisme menchevik et petit-bourgeois, à savoir le « trotskysme ». L'anathème lancé contre l'opposant est le revers de la liturgie. Staline est le grand prêtre du culte inauguré par son serment, l'embaumement du défunt et l'érection du mausolée. Il promulgue en même temps le recrutement en masse d'une « promotion Lénine », qui fait adhérer au Parti en deux mois 240 000 nouveaux membres, à peu près illettrés, masse malléable et docile hâtivement formée par la diffusion des formules contenues dans *Les Bases du léninisme*.

Mais Staline demeure encore dans l'ombre de l'appareil. C'est Kamenev qui préside les séances du Bureau politique et du gouvernement. Staline, assis à la gauche du président et face à Molotov, se lève de temps à autre et, la pipe entre les dents, déambule lentement sans mot dire, le front baissé, en regardant les orateurs par en dessous. Il prend la parole d'ordinaire le dernier pour résumer la discussion et formuler une proposition, le plus souvent adoptée sans débat.

Dès janvier 1924, il s'attaque aux positions de Trotsky dans l'appareil d'État. Il fait adopter une réforme de l'armée par le Comité central, en l'absence du commissaire à la Guerre, malade, dont, en mars, il remplace l'adjoint, Sklianski, par un fidèle de Zinoviev, Frounzé, et, à la tête de l'Armée rouge à Moscou, son ami Mouralov par Vorochilov. Il truffe d'ennemis de Trotsky le commissariat à la Guerre et le Conseil militaire révolutionnaire. Le Bureau d'organisation purge les organismes dirigeants de l'armée des « spécialistes militaires » tant détestés. La vague de mutations permettra de faire voter aisément aux cellules de l'armée, à la fin de l'année, des résolutions demandant que Trotsky soit démis de ses fonctions militaires.

Partout, il agit de la même façon, pas à pas, mais avec obstination. C'est alors qu'il déclare à Raskolnikov : « Dans la mesure où le pouvoir est entre mes mains, je suis un gradualiste<sup>27</sup>. » Il le restera aussi longtemps qu'il s'agira d'assurer son pouvoir et d'éliminer un à un ses adversaires ou ses concurrents. Ses alliés du moment et ses collaborateurs le considéreront toujours ainsi lorsqu'il passera à la purge terroriste, méthode qu'il n'a pas

encore planifiée. Raskolnikov dira de lui : « Il n'a pas le sens de la prévision. Quand il effectue un pas en avant, il n'est pas en état d'en peser les conséquences<sup>28</sup>. » C'est effectivement un empirique et un pragmatique, et ce maître des intrigues d'appareil est souvent pris de court par les problèmes graves.

Les triumvirs décident de prendre le contrôle de l'héritage littéraire de Lénine. Ils se heurtent d'emblée au Testament, la fameuse Lettre au congrès passant en revue les six dirigeants et son additif demandant le remplacement de Staline au poste de secrétaire général. Pendant trois mois et demi, ils mènent des négociations serrées avec Kroupskaïa, qui exige qu'il soit communiqué aux délégués du prochain congrès, le XIII<sup>e</sup>, en mai 1924. Elle transmet le document le 18 mai en déclarant que Lénine voulait fermement le voir communiqué au congrès qui suivrait sa mort, et fait noter sa déclaration au procès-verbal. Staline grogne : « Il n'aurait pas pu mourir comme un chef honnête<sup>29</sup> ! » Les membres du Bureau politique, consultés par écrit, sont tous, mis à part Trotsky, farouchement opposés à sa publication et à sa diffusion parmi les délégués. Staline attribue habilement son propre refus à Lénine : « Je pense qu'il n'est pas nécessaire de l'imprimer, d'autant plus qu'on n'a pas la sanction de Lénine pour le faire<sup>30</sup>. » Les triumvirs trouvent un moyen habile de contourner la difficulté. Le 21 mai au soir, la lettre est lue à la réunion de la « senior convent » ou réunion des sages, inventée par les triumvirs, qui rassemble, la veille du congrès, le Comité central et le chef de chaque délégation régionale. Zinoviev et Kamenev président la séance, Staline se tasse dans un coin. Kamenev lit la lettre, plongeant l'assistance dans le silence. Zinoviev affirme que les craintes de Lénine sont aujourd'hui dissipées, puis Staline ajoute à voix basse : « Je suis effectivement grossier... Ilitch vous propose d'en trouver un autre qui se distingue de moi par une plus grande politesse. Eh bien, essayez d'en trouver un. » L'un de ses partisans, Alexandre Smirnov, s'écrie : « Mais non, tu ne nous fais pas peur avec ta grossièreté, tout notre parti est grossier, c'est un parti de prolétaires<sup>31</sup>. »

Au congrès, lors d'une suspension de séance, un membre du Bureau politique lit le Testament à chaque délégation régionale réunie séparément, en interdisant aux délégués de prendre des notes et de faire allusion au texte en séance plénière ; il propose ensuite de maintenir à son poste Staline, qui jure de tenir compte

des remarques de Lénine. Zinoviev et Kamenev s'en portent garants. Pour consolider l'autorité de Staline, écornée par la lecture du Testament, chaque délégation est invitée, bien que les statuts ne prévoient rien de tel, à confirmer la reconduction de Staline comme Secrétaire général. En 1927, Staline pourra ainsi prétendre que « tous les délégués avaient unanimement, Trotsky, Kamenev et Zinoviev y compris, contraint Staline à rester à son poste<sup>32</sup> ». Trotsky ne bronche pas. Il ne peut pas faire grand-chose. Demander le respect de l'additif du 4 janvier reviendrait à proposer de désigner un nouveau Secrétaire général, dont Lénine lui-même n'a pas suggéré le nom. Le congrès élit comme secrétaires adjoints à Staline ses fidèles Molotov, Andreiev et Kaganovitch, flanqués du zinoviéviste Zelenski que Staline écartera dès octobre en le nommant secrétaire du bureau d'Asie centrale. Lors du Comité central qui suit le congrès, Staline offre pour la deuxième fois de démissionner, proposition qui sera bien entendu repoussée.

Dès le lendemain du congrès, Staline commence à saper les positions de ses deux alliés. Une sténotypiste avait, par une erreur de transcription, fait dire à Kamenev que Lénine avait parlé de la « Russie des nepmen » au lieu de la « Russie de la NEP ». Le 17 juin 1924, participant à un stage de formation de secrétaires de comités de district du Parti, Staline dénonce avec indignation ce slogan scandaleux attribué à Lénine lui-même et martèle : « La Russie de la NEP (c'est-à-dire la Russie soviétique pratiquant la nouvelle politique économique) et la Russie des nepmen (c'est-à-dire à la tête de laquelle se trouvent les nepmen) sont deux choses tout à fait différentes. Est-ce que Kamenev comprend cette différence de principe ? Bien sûr, il la comprend. Pourquoi alors a-t-il lâché cet étonnant slogan ? Par insouciance à l'égard des questions de théorie. » Et Staline de s'inquiéter de la « masse de malentendus » que cet « étrange slogan » risque d'engendrer dans le Parti « si l'erreur n'est pas corrigée », c'est-à-dire si Kamenev ne reconnaît pas publiquement qu'il a maquillé la pensée de Lénine. Staline publie ce discours dans la *Pravda* des 19 et 20 juin 1924, en plein V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale. Kamenev et Zinoviev, furieux, exigent une réunion des conjurés qui, dans une résolution interne, qualifient d'« inamicale » l'attaque si manifestement déloyale de Staline, qui à nouveau propose de démissionner de ses fonctions de Secrétaire général.

Mais, toujours obnubilés par Trotsky, Zinoviev et Kamenev, satisfaits de ce léger recul, rejettent l'offre. Staline est gagnant sur toute la ligne. Le texte qui le blâme mollement n'est connu que de 17 dirigeants, mais le péché attribué à Kamenev reste consigné dans la *Pravda*.

Zinoviev et Kamenev ne comprennent pas la portée de l'incident. Six semaines plus tard, en août, pendant le plénum du Comité central, tous ses membres, sauf Piatakov et Racovski, amis de Trotsky, formalisent leur accord en formant un « cercle » conspirateur d'où émane le « Septuor » (six membres du Bureau politique plus Kouibychév président de la commission de Contrôle, et cinq suppléants). Trotsky est cerné. Le Septuor organise chaque mardi le déroulement de la réunion officielle du lendemain, qui répète soigneusement le scénario mis au point la veille. Trotsky s'en aperçoit vite et lit des romans pendant ces réunions de pure comédie.

Staline prend alors pied dans l'Internationale. Rakosi, membre de son Comité exécutif, souligne la modestie initiale de sa place : « Les dirigeants qui revenaient de l'étranger, de l'émigration, lui faisaient sentir son incompréhension des questions internationales et sa méconnaissance de la culture européenne [...]. Il n'avait pas alors l'autorité qui lui aurait garanti l'adoption de ses propositions<sup>33</sup>. » Il s'attache à modifier cet état de choses par une première intervention, bien modeste au demeurant, en coulisses. Du 17 juin au 8 juillet 1924 se tient le V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste. Il marque un tournant : les précédents se caractérisaient par de vives discussions, celui-ci rompt avec cette fâcheuse habitude. C'est ainsi que les délégués sont invités à voter sur le projet de programme sans en avoir le texte en main.

Staline ne prend pas la parole en séance plénière, mais dirige la commission polonaise. Le Comité central du PC polonais avait défendu, en octobre 1923, dans une lettre lyrique, Trotsky, dont « le nom, disait-il, est [...] indissolublement lié à la révolution d'Octobre victorieuse, l'Armée rouge, le communisme et la révolution mondiale ». Il ne pouvait donc « admettre la possibilité » que Trotsky n'appartienne plus à la direction du parti russe et de l'Internationale<sup>34</sup>. Staline rédige, le 4 février 1924, une réponse du Bureau politique qui condamne la lettre des Polonais, mais cette condamnation verbale ne lui suffit pas : il veut des sanctions.

Zinoviev, irrité par leurs critiques contre son autoritarisme, lui ouvre la voie en les menaçant de leur « briser les os ». Staline n'a plus qu'à traduire en actes ces propos musclés.

Il corrige personnellement la résolution, qui accuse le « groupe dirigeant du Parti communiste polonais à l'étranger » d'avoir « transféré ses tendances *antibolcheviques* sur le terrain même de l'URSS et tenté de frapper dans le dos le Comité central bolchevik dans le moment *difficile* marqué par le *départ de Lénine et par les tentatives opportunistes de l'opposition russe d'ébranler les fondements du Parti communiste russe*. Il a jeté l'influence de son parti dans la balance au profit de l'opposition russe *contre le PCR et donc contre le pouvoir soviétique*<sup>35</sup> ». Tous les passages soulignés ont été ajoutés de sa main. Ces dirigeants communistes sont donc anticomunistes. Staline et Zinoviev invitent la délégation polonaise, qui n'en a pas le droit statutaire, à démettre sa propre direction. Staline, par écrit, « s'associe pleinement à la décision », qu'il a en fait dictée. C'est une première dans l'Internationale. Les dirigeants bolcheviks avaient hier réclamé que le parti français exclue les francs-maçons. Mais la décision relevait de ses instances. Staline fait appliquer sa décision par une délégation qui n'en a pas le pouvoir. L'Internationale est un champ d'expérimentation. Plus tard, il mettra en œuvre systématiquement ce type de pratiques au sein du parti russe.

Il avance dans le champ de l'Internationale. Dans la revue *Le Bolchevik* du 20 septembre 1924, il publie un article sur la situation internationale dans lequel il déclare : « La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme [...]. Ces organisations ne se nient pas l'une l'autre, mais se complètent. Ce ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux. » Cette incursion ne constitue encore qu'un aspect secondaire de son activité, destinée à démontrer qu'aucun domaine ne saurait lui échapper. Il concentre toujours ses efforts sur les problèmes du pouvoir.

Il lui faut un an pour définir ce qui fonde l'affrontement entre Trotsky et lui, qui, dit-il, ne se réduit pas à une lutte pour le pouvoir, mais tourne autour de la question suivante : le pouvoir au service de qui et de quoi ? et pour quoi faire ? Il y parvient à l'occasion d'une circonstance, qualifiée abusivement de « discussion littéraire », provoquée par Trotsky à l'automne 1924. En septembre paraît le tome III de ses *Œuvres complètes*, qui rassemble

ses écrits de 1917. Dans « Les leçons d'Octobre », préface à ce tome, il affirme qu'en cas de situation révolutionnaire le succès ou l'échec dépendent de la direction du Parti, dont les éléments conservateurs et routiniers s'opposent à la révolution, comme l'ont fait en octobre 1917 Zinoviev et Kamenev, cherchant à cantonner le parti bolchevik au rôle d'opposition parlementaire de gauche.

Staline voit tout de suite le parti qu'il peut tirer de l'affaire, et lance un pseudo-débat public à sens unique, doublement bénéfique pour lui. En feignant de défendre tapageusement l'honneur de Zinoviev et de Kamenev, il rappelle leur opposition à la prise du pouvoir en octobre et fait apparaître Trotsky comme un incorrigible trublion. Dans cette bataille, il est le seul à pouvoir donner des coups sans en recevoir. Une avalanche d'articles s'abat alors sur les « Leçons d'Octobre » et sur le « trotskysme » ressuscité pour l'occasion. Chacun y va du sien, Molotov, Boukharine, Sokolnikov, Kviring, Safarov, etc. Zinoviev, Kamenev et Staline publient des textes semblables aux titres similaires, « Bolchevisme ou trotskysme », « Léninisme ou trotskysme » et « Trotskysme ou léninisme », publiés dans la *Pravda* puis dans *Correspondance internationale*, le bulletin du comintern. Chaque texte met en scène les fidèles disciples de Lénine qui vient de mourir confrontés au représentant, sommé de se taire, d'un courant étranger au léninisme. Coller l'étiquette de trotskysme sur l'analyse de Trotsky, c'est la présenter comme la suite des âpres luttes fractionnelles qui, de 1904 à 1917, l'ont violemment opposé à Lénine. Il suffit dès lors de rendre à nouveau publique la liste des épithètes dont ce dernier a accablé Trotsky pendant ces treize ans, et la messe est dite. Lénine a alors traité Trotsky de « vantard », « poseur », « phraseur », « menteur », « liquidateur », « diplomate de bas étage », et l'a comparé au vaniteux personnage du romancier Saltykov-Chtchedrine « Ioudouchka (petit judas) Golovlev ». Ces qualificatifs et deux ou trois vieilles formules de Lénine (comme « Soutenir le groupe Trotsky, c'est aider à tromper les ouvriers » de 1911) seront, à partir de 1924, inlassablement répétés comme l'ultime message de l'Embaumé à ses fidèles. La suppression du nom de famille « Golovlev » après « Ioudouchka » vise à montrer que Lénine a dénoncé en Trotsky le traître, réincarné, qui avait vendu le Messie aux impérialistes romains...

Sur un demi-million d'adhérents du Parti en 1923, moins de 10 000 ont participé à ces débats révolus et en connaissent le sens. Les autres ignorent tout de cette préhistoire. Ayant ainsi diabolisé un « trotskysme » mythique, Staline, au fil des ans, le chargera du contenu qui lui plaira et, par cercles concentriques, l'imputera aux militants et cadres de toutes nuances qu'il décidera de liquider.

Le parti bolchevik compte alors 5 % d'illettrés complets ; 75 % de ses membres n'ont qu'une instruction élémentaire (de 4 à 6 ans d'école primaire), 6,3 % ont une instruction moyenne, et moins de 1 % une instruction supérieure : en gros, 300 dans tout Moscou, 100 pour toute la Sibérie. À Boukhara, 70 % des communistes ne savent ni lire ni écrire en ouzbek, et 98 % ne savent ni lire ni écrire en russe ! Un tiers des communistes du Turkestan sont totalement analphabètes. En Asie centrale, le parti bolchevik n'est que le cache-misère des vieux clans féodaux, dont les membres ne connaissent que la fidélité au chef local. À tous, Staline psalmodie : notre maître vénéré Lénine a dit que Trotsky est un petit judas. Dès lors, l'invective, qui s'apprend comme une formule de catéchisme, se substitue à la discussion. Trotsky rédige un article en réponse, intitulé « Nos divergences », mais choisit finalement de se taire. L'avalanche d'épithètes malsonnantes sur le « trotskysme » dévale dans un silence assourdissant qui semble en confirmer la légitimité...

Pour la troisième fois, Trotsky est l'homme qui impose au Parti une discussion dangereuse pour son unité. C'est un fauteur de divisions. Staline le dit et le fait dire haut et fort. La conférence du Parti de l'arrondissement de Bauman, à Moscou, condamne Trotsky pour « sa tentative de plonger le Parti dans une nouvelle discussion » ; une cellule de Krasnaïa Presnia, plus nette encore, « considère l'organisation de discussions sur des questions d'histoire comme absolument superflue et inacceptable ». En même temps, il joue les modérés. Zinoviev et Kamenev veulent exclure Trotsky du Bureau politique. Halte-là, s'écrie-t-il : « Il faut enterrer le trotskysme comme courant idéologique », mais « les mesures répressives, je suis résolument contre<sup>36</sup> ». Il fait figure, dans l'appareil, de garant d'unité et de stabilité, lui qui combat tout à la fois les discutailleries qui divisent et les exclusions qui appauvrissent.

Dans cette polémique, il effectue alors une double falsification



de la résolution du Comité central du 10 octobre 1917 sur l'insurrection : il y introduit la décision de créer un Bureau politique, absente du texte original écrit de la main de Lénine ; il modifie ensuite les objectifs du compromis ultérieur consistant à « former un Bureau pour la direction politique dans les jours à venir », qu'il change en « former un Bureau pour la direction politique de l'insurrection<sup>37</sup> », ce qui fait, absurdement, de Kamenev et de Zinoviev des dirigeants de l'insurrection à laquelle ils étaient farouchement opposés. Le secrétaire personnel de Staline, Tovstoukha, attestera en 1934 avoir vu lui-même Staline trafiquer le texte. Staline fait ainsi d'une pierre cinq coups : il exalte Lénine, oppose la « direction collective » d'un Bureau politique aux prétentions de Trotsky, réhabilite le Comité central, pour le moins défaillant en octobre 1917, prend la défense de ses deux alliés et s'attribue une part directe à la « direction politique de l'insurrection ». Sa manœuvre réussit. Ce mythique Bureau politique prend bel et bien forme, *urbi et orbi*, sous la plume des historiens.

Staline utilise sans tarder ce faux devant la fraction communiste des syndicats, le 19 novembre 1924 : « Il ressort clairement du procès-verbal que les adversaires d'un soulèvement immédiat, Zinoviev et Kamenev, entrèrent dans l'organisme chargé de diriger l'insurrection. » Trotsky les considère comme la droite du Parti en octobre 1917. « Comment se fait-il alors que ces camarades, en dépit de leurs désaccords [...] aient été élus à la coordination politique de l'insurrection<sup>38</sup> ? »

Staline rappelle ici l'ours de la fable, dont il a la démarche pesante. En défendant ses deux alliés, il rappelle du même coup leur hostilité à l'insurrection d'octobre 1917 et sape ainsi leur réputation.

En octobre, le Secrétariat constitue, sous la direction du secrétaire de Staline, Tovstoukha, une commission qui invite tous les militants en possession de documents historiques du Parti à les lui faire parvenir. La commission découvre ainsi la lettre de Lénine, rédigée le 19 octobre 1917, mais jamais envoyée, dénonçant Zinoviev et Kamenev comme briseurs de grève. Découverte on ne peut plus opportune au moment où Staline prépare la rupture prochaine avec ses deux alliés. La commission glisse la lettre dans une enveloppe cachetée portant la mention : « Ne pas ouvrir avant 1929 »..., que Staline fera décacheter beaucoup plus tôt.

Ce jeu avec l'histoire est néanmoins secondaire. En ce mois de

décembre 1924, il publie une édition modifiée des *Questions du léninisme* où, contrairement à l'édition antérieure, il affirme possible « l'édification de la société socialiste intégrale dans un seul pays ». Il a fait la découverte « idéologique » de sa vie, qui cerne, de façon certes encore très générale, le contenu politique et social réel du conflit Trotsky-Staline : « révolution internationale » ou « socialisme national ». Radek, futur rallié à Staline, raille sa prétention utopique à « construire le socialisme dans une seule rue », voire, dira-t-il parfois plus vulgairement, « dans une pissotière ». Riazanov, quoique nullement « trotskyste », ricane devant Molotov : « Je veux vivre pour voir comment le socialisme sera construit dans un seul quartier, dans une seule ville, dans un seul district<sup>39</sup>. » Mais Staline promet et répète : « Nous avons tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale<sup>40</sup>. » Fort de ce projet autarcique, il est l'homme de la grande promesse à un appareil du Parti désireux de jouir enfin des fruits d'une victoire difficilement acquise et toujours menacée.

Ce qu'il recherche alors avant tout, c'est une formule choc contre l'adversaire. Il la trouve bientôt et la publie dans la *Pravda* du 17 décembre 1924. La révolution permanente, cette « désespérance permanente », exprime, dit-il, « l'absence de foi dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan [...] et dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie ». Pour Trotsky, en effet, le capitalisme, en liant tous les pays entre eux par son mode de production et son commerce, a fait du monde entier un organisme économique et politique unique, régi par la division internationale du travail. Le socialisme ne saurait donc être édifié dans un pays isolé, et le socialisme national autarcique est une utopie réactionnaire. Instinctivement, Staline le nie parce qu'il sent que tel est le vœu de l'appareil. Dès lors, comment les déçus de la révolution mondiale ne se reconnaîtraient-ils pas dans le porteur de cette bonne nouvelle ?

S'il est le meilleur défenseur des « cadres », il n'est pas encore leur maître. Un banal règlement le souligne : le 27 janvier 1925, le Bureau politique dresse la liste, par ordre alphabétique, des dirigeants dont les discours prononcés à Moscou peuvent être transmis en province et de ceux dont les discours prononcés en province peuvent être imprimés. Staline se trouve en dix-neuvième position sur la première et en quinzième sur la seconde. Dans quelques mois pourtant, son pouvoir sera sans partage.

## CHAPITRE XIV

### Primus inter pares

Au début de l'année 1925, qui va marquer la consolidation du pouvoir de Staline, un premier accrochage, apparemment bénin, se produit entre ses deux alliés et lui. Le 4 janvier 1925, Zinoviev lui fait parvenir un projet de résolution proposant de démettre Trotsky du poste de président du Comité révolutionnaire de la République et du Bureau politique. Le lendemain, Staline et Boukharine écrivent aux membres du Bureau politique (à l'exception de Trotsky) : « Il est plus avantageux pour le Parti d'avoir Trotsky à l'intérieur du Bureau politique comme septième membre qu'à l'extérieur<sup>1</sup>. » De plus, son exclusion de cet organisme entraînerait d'autres sanctions contre lui et d'autres opposants occupant des postes importants, ce qui créerait des complications et des difficultés inutiles. Au même moment, les dirigeants du PC ukrainien proposent, eux aussi, d'exclure Trotsky. Staline répond à leur secrétaire, Kviring, qu'au Bureau politique une minorité pense « qu'il faut tout de suite mettre Trotsky à la porte du Bureau politique en le laissant au Comité central », face à une majorité qui pense « que Trotsky, maintenu au Bureau politique, sera moins dangereux [que s'il en est écarté] ». « Personnellement, ajoute-t-il, feignant la modestie, je me rattache à l'avis de la majorité<sup>2</sup>. » Mais, dans une lettre au comité régional du Kamtchatka, il accuse Trotsky d'avoir déformé toute l'histoire de la révolution russe entre février et octobre, de ne pas être léniniste, malgré ses prétentions, et de

vouloir remplacer le léninisme par le trotskysme. Lors de la réunion du Septuor, il insiste : « Le moment d'exclure Trotsky n'est pas encore venu. Dans le Parti et dans le pays [...] un tel pas serait mal compris<sup>3</sup>. » Il préfère attendre.

C'est alors que Zinoviev et Kamenev tentent une manœuvre grossière pour écarter Staline. Au Comité central de la mi-janvier 1925 qui destitue Trotsky du poste de commissaire à la Guerre, ils proposent d'y nommer Staline – qui rejette brutalement une proposition incompatible avec son maintien à la tête du Secrétariat. Ces désaccords suscitent des rumeurs d'autant plus dévastatrices que l'appareil du Parti n'est informé de rien. Ainsi, le 23 février, Staline reçoit une lettre inquiète des dirigeants du PC ukrainien : « La fissure apparue lors du dernier plénum du Comité central [à la mi-janvier] non seulement ne s'est pas résorbée, mais elle s'élargit, et on parle aujourd'hui très nettement de "staliniens" et de "zinoviévistes". » Or, disent les auteurs de l'épître, qui ne visent absolument pas Staline, leur protecteur : « Depuis Lénine, il n'y a pas de dirigeants auxquels le Parti puisse individuellement confier la direction, aussi toute tentative de certains camarades pour devenir, fondamentalement, des dirigeants individuels doit être rejetée. » Cette profession de foi, qui en dit long sur le refus de l'appareil de se soumettre à un homme tout-puissant, vise surtout Zinoviev et Kamenev que les signataires accusent de vouloir « dresser [les militants] contre Staline et les autres camarades du groupe dirigeant<sup>4</sup> ».

Les deux hommes réfutent ces allégations dans une lettre furieuse aux autres membres du Septuor. Mais, six semaines plus tard, au début d'avril, le secrétaire régional de Gomel, en Biélorussie, s'inquiète à son tour, dans une lettre à Staline, des rumeurs persistantes sur les « désaccords entre les "staliniens" et les "zinoviévistes", qui existeraient sur toutes les questions fondamentales de la politique du Parti, et pas seulement sur le problème de l'attitude à adopter à l'égard de Trotsky<sup>5</sup> ». Staline reçoit une lettre identique du président du comité territorial de Toula. Il leur répond : « Il n'y a eu aucun désaccord au Bureau politique, sauf sur les mesures à prendre pour museler Trotsky, et moi, du moins, je n'en vois pas. » Il attribue ces bruits à des carriéristes qui font le tour des membres du Bureau politique pour se placer auprès d'eux, « des bons à rien » et autres parasites que Staline met habituellement à la porte<sup>6</sup>.

Malgré ces bonnes paroles, les divisions s'affirment au sein du Septuor et désespèrent ses partisans. Informé par Vorochilov de ces dissensions, Ordjonikidzé, alors en Azerbaïdjan, y voit un danger mortel et, bien qu'ami personnel de Staline, rejette la faute sur tous les membres du groupe dirigeant : « Ces gens ont perdu absolument tout sens de la mesure et volent vers l'abîme à une vitesse étourdissante. [...] Ce qu'ils font aujourd'hui est de la folie ! Quel que soit le vainqueur, ce ne sera que la victoire personnelle de l'un ou de l'autre, et en même temps la plus grande des défaites pour le Parti. Par leur action, ils remettent en selle toute la contre-révolution intérieure et étrangère et lui donnent des ailes [...]. Jamais notre parti ne s'est trouvé dans une situation aussi dangereuse<sup>7</sup>. » Et il se propose d'alerter les deux clans, dont il se sent indépendant. Les cadres de l'appareil, convaincus de la fragilité de leur pouvoir dans un pays où la paysannerie, qui représente plus de 80 % de la population, est dans sa majorité indifférente ou hostile, réagissent de même. L'unité leur paraît indispensable pour préserver leur pouvoir menacé. Staline le sent, et, jusqu'en 1929, il se pose en garant de cette unité et fait endosser aux autres le rôle de diviseur.

Staline avance encore à pas comptés. Lorsque ses trois adjoints lui proposent de publier sa biographie, il répond : « C'est prématuré. » Il séduit les membres de l'appareil en leur présentant une image rassurante, démocratique, presque paternelle. C'est sous cet aspect que Khrouchtchev le découvre, lorsqu'il le rencontre pour la première fois à la conférence du Parti d'avril 1925 en même temps que toute sa délégation, en compagnie de laquelle Staline accepte de se faire photographier. Le photographe dispose les délégués avec autorité. Staline grogne alors : « Il aime commander, mais chez nous c'est interdit de commander<sup>8</sup>. » La délégation est aux anges. Quel démocrate ! L'année suivante, un communiste de Louzovka (tout juste rebaptisée, en toute modestie, Stalino) vient au Kremlin lui demander d'écrire une lettre aux ouvriers de la localité. Il refuse en bougonnant : « Je ne suis pas un propriétaire terrien, et les ouvriers de l'usine ne sont pas mes serfs. » Cette phrase enthousiasme les ouvriers. « Elle leur confirmait, dit Khrouchtchev, le caractère démocratique de Staline, son ouverture d'esprit et la juste compréhension qu'il avait de sa vraie place. » Ce même mois pourtant, Tsaritsyne devient Stalingrad...

Khrouchtchev, quarante ans plus tard, n'est évidemment pas dupe : « Staline était un artiste et un jésuite. Il savait jouer, pour se montrer sous son meilleur profil<sup>9</sup>. » De tous les membres du Bureau politique, il apparaît le plus proche de l'apparatchik moyen et du délégué anonyme. Il est aussi accessible que Trotsky peut être hautain et cassant. Il parle à ces cadres plébéiens, au niveau culturel et théorique très bas, un langage aisé à comprendre. Tout problème est résumé en quelques questions simples, et sa solution traduite en quelques formules évidentes, qui vont de soi. Suivre Trotsky, Boukharine ou Kamenev, c'est une autre paire de manches. Khrouchtchev est alors conquis par la simplicité de ses manières, la brièveté des expressions et la netteté de la formulation des tâches qui renvoient aux cadres du Parti une image sublimée d'eux-mêmes.

Sous cette parade démocratique, Staline manipule les rouages de l'appareil. Pour préparer la rupture prochaine avec Zinoviev et Kamenev, il nomme l'intrigant Ouglanov, qui déteste Zinoviev et donc son ami Kamenev, premier secrétaire du Parti à Moscou. Ouglanov y épure l'appareil du Parti, déplace, révoque, mute les amis de Kamenev et les indécis. Le président du soviet de Moscou se retrouve bientôt face à un appareil dressé contre lui. Mais Staline se tient en retrait, et l'opération est menée sans tapage par un homme dont il se débarrassera trois ans plus tard.

Il conjugue ainsi habilement les manœuvres d'appareil avec la mise en place d'un système idéologique cohérent répondant aux aspirations de la bureaucratie naissante. N'abordant les questions politiques intérieures et internationales qu'en fonction des besoins de sa lutte pour le pouvoir, il réussit à la fois à théoriser tous les problèmes en les simplifiant à l'extrême et à proférer des affirmations parfaitement contradictoires au gré des nécessités de la lutte interne. Ainsi, à la commission tchécoslovaque du Comintern, le 27 mars 1925, il explique que l'accalmie sociale engendre des illusions réformistes qui font du « danger de droite » le danger essentiel. Un an après, à la commission française, il affirme au contraire que c'est la crise qui donne des ailes aux « droitiers<sup>10</sup> ». Il modifie son analyse en fonction de ses cibles du moment : il s'oppose à la construction de la centrale hydroélectrique du Dnieprostroi, qui dépend d'un organisme présidé par Trotsky ; il y est favorable dès lors que ce dernier en a perdu la responsabilité...

On ne saurait pourtant réduire Staline à un simple apparatus, passionné par les seules combinaisons d'appareil. En mai, il charge Tovstoukha de classer et de compléter sa bibliothèque personnelle, et griffonne à son intention une proposition de classement par thèmes. Il définit ainsi trente-deux rubriques, en tête desquelles se trouvent la philosophie, la psychologie, la sociologie, l'économie politique. *Lénine et le léninisme* ne vient qu'en vingt-troisième position. Il fait, il est vrai, extraire de ce classement et ranger à part les livres de Lénine, Marx, Engels, Kautsky, Plekhanov, Trotsky, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Lafargue, Luxemburg et, bizarrement, Radek.

Les jeux d'appareil sont largement ignorés d'un pays qui se relève à peine de ses ruines. En 1925, un rapport du Guépéou portant sur trois cantons de Tambov dresse un tableau très sombre de la misère paysanne : « La famine se développe de jour en jour et dépasse même ce qui s'est passé en 1921-1922. La population se nourrit exclusivement d'une espèce de bouillie, diluant une sorte de farine dans un verre d'eau froide <sup>11</sup>. » 70 à 80 % de la population de ces cantons est ravagée par la faim. Dans tel canton, les paysans accusent les dirigeants de s'empiffrer de gâteaux quand eux-mêmes manquent de mauvais pain. Dans un autre, « la famine s'accroît de jour en jour [...]. Le bétail meurt d'épuisement. Les paysans ôtent les toits de chaume de leur maison pour nourrir le bétail qui reste <sup>12</sup> ». Bref, tous les cantons du district sont touchés par la famine. Un autre rapport, de mars 1925, souligne un mécontentement grandissant vis-à-vis du pouvoir. Dans la région de Nijni-Novgorod, la campagne électorale a eu pour thème la nécessaire mise à la porte de tous les communistes. Un rapport de juillet 1925 s'alarme qu'en Sibérie, en Ukraine, dans le Caucase du Nord, les paysans pauvres, déçus du pouvoir soviétique, s'en détournent et développent le « banditisme rouge <sup>13</sup> ». Ces paysans, souvent d'anciens partisans ou membres des cellules rurales du Parti, forment des bandes, attaquent les paysans aisés ou riches et les rackettent sous la menace d'incendier leur ferme, voire de les abattre. Cette agitation est dangereuse pour le régime, alors même que la classe ouvrière, frappée par le chômage, grogne.

Le menuisier Tretiakov résume le sentiment de la masse des ouvriers dans la lettre personnelle qu'il adresse à Staline, le 2 mars 1925. Il a beau l'appeler « cher ami camarade Staline », sa

dénonciation de la misère ouvrière, des privilèges et de l'inégalité sociale est d'une grande brutalité : « Vous avez juré devant le peuple entier de réaliser dans la vie les idées du communisme et de remplir toutes les volontés de Lénine. Pourquoi est-ce que cela ne se voit pas dans la vie ? Toute la force et la puissance sont dans vos mains. Pourquoi est-ce que nous avons près de deux millions de gens sans travail qui souffrent, la plupart de façon insupportable dans les conditions les plus effrayantes. Beaucoup ne supportent pas le chômage et la misère et se suicident. Pourquoi est-ce que le salaire des travailleurs manuels est de 8, 10, 12-15 roubles par mois ? Est-ce que l'homme qui a inventé un salaire aussi bas n'est pas un ennemi du peuple ? Cela ne suffit pas à faire vivre un seul individu, alors comment les chargés de famille peuvent-ils vivre ? Pourquoi est-ce que l'administration et les spécialistes reçoivent jusqu'à 100-150 roubles, 200 roubles, 300 roubles par mois ? On peut vivre dans le luxe avec des sommes pareilles. Est-ce que c'est admissible le luxe pour les uns et, pour les autres, la faim, les maladies, la misère et le chômage ? Pourquoi est-ce que le parti des communistes défend dans les mots l'égalité et la fraternité, et admet une différence aussi impossible <sup>14</sup> ? » Staline ne répondra pas à la lettre. Et l'on ne sait ce qu'est devenu son auteur. Mais lors de sa campagne contre les « spécialistes bourgeois », Staline saura qu'il peut s'appuyer sur l'aversion des ouvriers pour les privilégiés.

En attendant, il laisse ses alliés s'occuper des problèmes économiques et sociaux. Sa seule initiative dans ce domaine consiste à imposer la reprise d'une tradition tsariste annulée par les bolcheviks : le 25 août 1925, un décret commun du Comité central et du gouvernement rétablit la vente de la vodka, dont l'État retrouve le monopole. Le pouvoir prétend ainsi lutter contre le *samogon* (vodka artisanale) des paysans et alimenter du même coup le budget de l'État. Le ministre tsariste Witte ne disait pas autre chose à la fin du siècle précédent. Le blé manquera souvent aux habitants de l'URSS, mais jamais aux fabriques de vodka, qui, en 1926-1927, utilisent deux millions de tonnes de grain...

De mai à juillet, Staline passe des jours entiers à tenter d'engluier Trotsky dans une manœuvre retorse. Max Eastman, un communiste américain ami de Trotsky, a publié au début de l'année un livre dans lequel il dénonce la mise sous le boisseau du Testament de Lénine. Trotsky ne s'en étant pas servi contre



Staline ni en 1923, ni en 1924, ce dernier le contraint à reconnaître publiquement qu'il a participé à ce prétendu étouffement d'un testament que Staline a qualifié par ailleurs de pure invention. Il adresse alors, le 17 juin, à tous les membres du Bureau politique et du Présidium de la commission centrale de Contrôle, une longue lettre exposant le plan minutieux d'une offensive contre Trotsky, accompagnée d'un exemplaire de la traduction russe du livre d'Eastman et d'un rapport sur son utilisation par la presse bourgeoise et social-démocrate. Alors que ses relations avec Zinoviev et Kamenev se dégradent, il veut les mobiliser contre Trotsky.

Staline souligne : « Eastman se livre à toute une série de calomnies et de déformations en faisant référence à l'autorité de Trotsky et à son "amitié" avec lui, et à certains documents secrets qui n'ont été publiés nulle part <sup>15</sup>. » Donc Trotsky ne peut ignorer ce livre. Puis il énumère huit « falsifications » d'Eastman, auxquelles il accole un silence, un vote obscur ou une hésitation de Trotsky. Ainsi, selon Eastman, Kouibychév a, en janvier 1923, proposé au Bureau politique d'imprimer l'article de Lénine contre l'Inspection dans un unique exemplaire de la *Pravda* destiné à lui seul. Or, rétorque Staline, Trotsky n'a pas protesté quand Kouibychév a été nommé ensuite commissaire à cette Inspection, et il a signé la lettre unanime des membres du Bureau politique du 27 janvier 1923 jugeant exagérées les craintes de Lénine. Il s'agit donc d'une calomnie. Selon Eastman, le Testament de Lénine a été dissimulé aux militants ; or, affirme Staline, il a été lu aux délégations du XIII<sup>e</sup> congrès, et Trotsky n'a rien objecté à cette décision. Staline a même proposé de publier le Testament, mais la sœur de Lénine s'y est opposée, et ainsi de suite. Après chacun des huit points, Staline psalmodie : « Trotsky doit réfuter cette affirmation d'Eastman comme une calomnie manifeste » (ou « perfide »). Finalement, sur proposition de Staline, le Bureau politique demande à Trotsky « de publier dans la presse une déclaration réfutant, au minimum, de façon catégorique les falsifications ci-dessus exposées <sup>16</sup> ».

Le piège est parfait : si Trotsky refuse, il sera accusé de double jeu et de complicité avec l'adversaire du Parti dont il est l'un des dirigeants ; s'il accepte, il couvre les manœuvres de Staline depuis trois ans, et s'interdit de les dénoncer un jour. Trotsky essaie d'esquiver, s'adresse à divers membres du Bureau politique, qui pré-

sentent contre lui un front uni sans faille. Le 1<sup>er</sup> juillet, il se désolidarise d'Eastman par lettre. Staline remet l'ensemble du dossier au Comité exécutif du Comintern pour « en informer les comités centraux des partis communistes les plus importants<sup>17</sup> ». Les autres ne comptent pas. Trotsky se retrouve en position de vaincu pour la troisième fois en deux ans ; pis encore, s'il avait esquivé la fin du combat en 1923 et 1924 par un silence à demi forcé, il semble, cette fois, se condamner lui-même. L'un de ses partisans s'écrie alors : « Pourquoi a-t-il fait cela, c'est incompréhensible ! Avec cette lettre il s'est mis lui-même la tête sur le billot. Il s'est couvert de boue<sup>18</sup>. » Staline, plus réservé, écrit, le 18 août, à Molotov : « Par sa réponse au livre d'Eastman, Trotsky a prédéterminé son destin. Il s'est sauvé<sup>19</sup>. » S'il s'était agi entre les deux hommes d'un simple combat pour le pouvoir, Staline l'aurait alors marginalisé à jamais, comme il écartera plus tard Zinoviev, Kamenev, Boukharine ou Rykov, en les contraignant à une autocritique publique. Mais le conflit entre eux porte sur des questions de fond que le désaveu par Trotsky du livre d'Eastman ne règle pas ; ce faux pas n'implique pas qu'il renonce à ses idées, et, s'il ternit son image et affaiblit sa position dans le Parti, s'il décourage certains de ses partisans et montre que Trotsky hésite à reprendre son combat, il n'est pas décisif pour autant.

Le 1<sup>er</sup> juillet, Staline, satisfait de ce succès, prend le train vers le sud avec Nadejda Alliluieva, enceinte pour la seconde fois. Le 12, il quitte Rostov pour Sotchi, et se soigne aux eaux voisines de Matsesta. Le 1<sup>er</sup> août, il termine une lettre à Molotov en évoquant sa santé : « Je guéris. Les eaux de Matsesta sont bonnes contre la sclérose, la surcharge nerveuse, l'hypertrophie du cœur, la sciatique, la goutte<sup>20</sup>. » Il ne souffre d'aucun de ces maux, mais de rhumatismes articulaires.

Le bloc Staline, Zinoviev et Kamenev se fissure encore. Le « socialisme dans un seul pays » a des conséquences inéluctables : si l'URSS peut à elle seule construire « la société socialiste intégrale », si donc la révolution mondiale n'est plus un objectif vital mais un simple bonus protégeant l'édification du socialisme russe, le Comintern n'est plus qu'un appendice du PC russe et la fonction de son président, Zinoviev, devient accessoire. Est-ce cette inéluctable conclusion ou un désaccord politique de fond qui bouleverse l'équilibre des forces dans le triumvirat ?

Zinoviev, dès février 1925, prépare la contre-attaque : il envi-

sage de publier à Leningrad sa propre revue théorique. Staline en fait interdire la publication par le Comité central. Au Bureau politique, en avril, Kamenev, soutenu par Zinoviev, déclare : l'arriération économique et technique de l'URSS fait obstacle à l'édification du socialisme. Fin avril, au Comité central, Zinoviev, dans des thèses sur le Comintern, affirme que la victoire du socialisme ne peut être obtenue qu'à l'échelon international. Le Comité central rejette son projet. La commission chargée de l'amender remplace, sur mandat de Staline, l'affirmation selon laquelle l'édification du socialisme intégral dans un pays arriéré comme la Russie est impossible « sans l'aide étatique » des pays plus développés par : « L'édification de la société socialiste ne peut être et ne sera victorieuse que si le parti du prolétariat réussit à défendre le pays contre toute tentative de restauration<sup>21</sup> » ; affirmation purement tautologique puisqu'elle revient à dire : le socialisme triomphera s'il n'est pas vaincu.

La menace de rupture avec ses alliés amène Staline à abandonner son masque de conciliateur soucieux de préserver l'unité à tout prix. Lors d'une réunion de la commission tchécoslovaque du Comintern, le 30 mars 1925, il avertit ouvertement ses auditeurs : « Il y a des moments où il est nécessaire de trancher les membres nuisibles du Parti pour préserver l'organisme du Parti contre la maladie chronique, l'infection et la décomposition<sup>22</sup>. » Il lui arrive, bon gré mal gré, « de prendre en main le couteau du chirurgien, pour retrancher quelques camarades ». Publié, le texte de son intervention voit le couteau du chirurgien remplacé par le terme vague de « répression<sup>23</sup> ». Mais la chirurgie le hante. Au VI<sup>e</sup> plénum du Comité exécutif du Comintern, le 6 mars 1926, il dénonce « l'engouement pour la méthode de la vivisection », invite les présents à « ne pas se passionner pour la décapitation » et rappelle qu'« il est beaucoup plus facile de couper la tête de ceux qui en ont une que d'ajouter une tête à ceux qui n'en ont aucune<sup>24</sup> ». Cinq semaines plus tard, il y revient encore : « La politique de l'amputation n'est pas une méthode absolue, donnée une fois pour toutes<sup>25</sup>. » Sous une forme négative, c'est son obsession qu'il exprime.

Staline peaufine le fonctionnement de l'appareil central. Sur son mandat, Mekhlis réunit tous les lundis l'ensemble des cadres du Secrétariat pour vérifier la bonne exécution des décisions prises et préparer l'ordre du jour du Bureau politique, dont le

projet est discuté avec les autres secrétaires du Comité central puis soumis pour approbation à Staline, ainsi maître, dès avant son ouverture, du déroulement des travaux du Bureau politique.

Il renforce aussi l'isolement de l'appareil vis-à-vis du Parti lui-même. Le 29 mai, le Secrétariat rogne sévèrement la liste antérieure des cadres autorisés à avoir communication des décisions du Bureau d'organisation, du Secrétariat du Comité central et du Bureau politique. Il limite essentiellement la communication de ces textes à leurs propres membres titulaires et suppléants, aux chefs des diverses sections du Comité central et aux premiers assistants des secrétaires du Comité central. Même les commissaires du peuple n'y ont pas accès. Mekhlis contrôle la délivrance de chaque document dont la communication est notée sur un registre spécial. Ce culte du secret, sans cesse approfondi, n'est pas une simple manie personnelle de Staline, ni le fruit d'une mentalité d'assiégé : il reflète la nature même de la couche bureaucratique naissante qui, à la différence d'autres castes dans l'histoire, comme la noblesse ou le clergé, dissimulera toujours son existence et ses privilèges. Dans les statistiques, d'ailleurs, elle n'existe pas, modestement fondue dans la classe ouvrière, dont elle est l'avant-garde éclairée... La liste de la nomenklatura, chaque année plus longue, reste secrète, même s'il s'agit d'un secret de polichinelle. Les traits de caractère propres de Staline sont parfaitement adaptés à ses besoins.

Pendant qu'il perfectionne ainsi les rouages de l'appareil, la crise qui couvait au sein de la coalition anti-Trotsky explose. En septembre 1925, une déclaration de Zinoviev, Kamenev, Kroupskaïa et Sokolnikov réclame du Comité central l'ouverture d'une discussion dans le Parti. Staline en fait interdire la diffusion par le Bureau politique, mais soumet au Comité central une lettre à « Toutes les organisations et à tous les membres du Parti » qui les invite à la plus large discussion des problèmes soulevés au congrès, « sans bureaucratisme, sans échappatoire bureaucratique face à la critique ». Staline contrôlant tout l'appareil, sauf celui de Leningrad, cette concession verbale ne lui coûte guère. Malgré cela, le Comité central d'octobre 1925 cristallise la division entre les deux blocs.

La veille de son ouverture, Dzerjinski, dans une lettre à Staline et Ordjonikidzé, accuse Zinoviev et Kamenev de préparer « un nouveau Cronstadt à l'intérieur de notre parti », en termes

clairs, une scission. Il rapporte leur volonté de discuter aujourd'hui à leur hostilité passée à l'insurrection d'octobre 1917 et ajoute : « En 1917, quand Zinoviev et Kamenev ont trahi la révolution [...] le guide des ouvriers et des paysans était en vie [...]. Aujourd'hui, on n'a pas de guide. » Dzerjinski ne considère pas Staline comme tel, et le lui dit ; puis il enfonce le clou : « Dans ma vie, je n'ai personnellement aimé que deux guides et révolutionnaires : Rosa Luxemburg et Vladimir Ilitch Lénine, personne d'autre<sup>26</sup> », pas même Staline, donc.

Quelques mois plus tard, le 31 octobre, le nouveau commissaire à la Guerre, Frounzé, dont le cœur épuisé n'a pas résisté, meurt sur une table d'opération à l'âge de 40 ans. Ses médecins, inquiets de sa faiblesse cardiaque, n'avaient pas proposé l'opération. Staline avait constitué un conseil médical, ses membres l'avaient recommandée, et le Bureau politique l'avait votée. Cette mort d'un ami de Zinoviev, adversaire, sans animosité, de Trotsky qu'il respectait, suscite bruits et rumeurs dans les cénacles du Parti. Ces rumeurs débouchent, au mois de mai 1926, sur la publication, dans le numéro 5 de la revue *Novy Mir*, d'une nouvelle à clé de Boris Pilniak, *L'Histoire de la lune non éteinte*, sous-titrée « La mort du commandant en chef ». L'intrigue reprend de façon troublante le scénario de la mort de Frounzé. Dans un pays gouverné par une troïka dirigée par « l'homme au dos raide », le commandant en chef Gavrilov est opéré de force d'un ulcère à l'estomac pourtant guéri, sur ordre de la direction. Le collège des médecins, dont chacun à part soi juge l'opération inutile, conclut pourtant à sa nécessité, dictée par qui l'on devine. La veille de l'opération, Gavrilov confie à son ami Popov : « On veut bel et bien m'égorger. » Le chirurgien lui ouvre le ventre, constate que l'ulcère était refermé et l'opération inutile, mais le cœur de son patient s'arrête. Sur injonction de Staline, le Bureau politique fait saisir le numéro de la revue, invite les abonnés à le renvoyer, et, dans une résolution, non rendue publique, qualifie la nouvelle de Pilniak d'« attaque perfide, contre-révolutionnaire et calomnieuse contre le Comité central et le Parti ». La résolution impute l'intrigue et certains détails aux « conversations contre-révolutionnaires tenues par certains communistes autour de la mort de Frounzé<sup>27</sup> ». C'est dire que, dans les sommets du Parti et dans son intelligentsia, on jugeait déjà Staline capable de supprimer un gêneur.

Staline dresse méthodiquement les individus les uns contre les autres. Ainsi le comité central des Jeunesses communistes révoque à la fin de 1925 le responsable, zinoviéviste, des Jeunesses de Sibérie. Le secrétaire du Parti de la région, le zinoviéviste Kharitonov, proteste. Staline le reçoit et partage son indignation, mais dès que Kharitonov est sorti de son bureau, il invite par téléphone le secrétaire des Jeunesses, Miltchakov, à rester ferme. Miltchakov ne cède donc pas à Kharitonov qui se précipite pour le dénoncer chez Staline. Staline s'indigne à nouveau devant lui puis, une fois Kharitonov parti rasséréné, mais roulé, il téléphone à Miltchakov pour le féliciter.

Quelques jours avant le XIV<sup>e</sup> congrès, Staline invite Kroupskaïa à venir le voir. Pour tenter de la détacher de Zinoviev et de Kamenev, il lui propose une place au Bureau politique. Kroupskaïa refuse d'échanger ses convictions contre un poste. Staline multiplie les manœuvres. À la mi-décembre 1925, informé que les zinoviévistes veulent utiliser le Testament de Lénine, il demande à l'un d'eux, Grigori Sokolnikov, d'y renoncer et de ne pas évoquer la recommandation d'élire un nouveau Secrétaire général. Sokolnikov refuse. Staline s'oppose à la volonté de plusieurs de ses proches d'envoyer des représentants de la majorité dans les réunions des communistes léningradois. Il a tout intérêt à ce que les résolutions de l'opposition (dénommée Nouvelle Opposition) soient adoptées à l'unanimité à Leningrad, car cela lui interdira de contester les votes unanimes des autres régions en faveur de Staline. Son calcul est couronné de succès. La veille du congrès, Staline appelle Sokolnikov en pleine nuit et lui redemande avec insistance de ne pas parler du Testament ; Sokolnikov refuse à nouveau : « Tu le regretteras, Grigori », commente Staline en reposant le combiné.

Le congrès ne discute guère du problème brûlant du jour : pendant trois mois, d'octobre à décembre, l'État a stocké moins de la moitié du blé prévu ; en effet, les paysans renâclent à le vendre à bas prix en raison de ceux exorbitants des produits manufacturés. Mais Staline a d'autres soucis : il donne la priorité à la lutte interne, d'autant qu'il ne sait que faire face à cette première crise du stockage des grains.

Le congrès, soigneusement sélectionné, siffle Zinoviev qui a maladroitement demandé à présenter un corapport après celui du Secrétaire général. Il murmure quand Kroupskaïa dénonce le

pouvoir excessif du Secrétariat. Il hue Kamenev quand il réclame l'éviction de Staline du poste de Secrétaire général et la subordination du Secrétariat au Bureau politique : « Le camarade Staline ne peut remplir le rôle d'unificateur du vieil état-major bolchevik. [...] Nous sommes contre la création de la théorie du "guide", contre la fabrication d'un "guide"<sup>28</sup> », au moment même où l'appareil est en train de le façonner. Vorochilov jure, le cœur sur la main, que « le camarade Staline est le principal membre du Bureau politique, mais ne prétend jamais à la première place ». Certes, « ses propositions sont adoptées plus souvent que celles des autres. D'où cela vient-il ? » demande Vorochilov, qui l'avoue naïvement : « Cela vient de ce que le camarade Staline [...] a en main l'appareil<sup>29</sup>. » Rykov, plus ferme, mais mauvais prophète, proclame : « Le Parti n'a jamais été et ne sera jamais à genoux devant personne, ni devant Staline ni devant Kamenev, ni devant personne d'autre<sup>30</sup>. » Le congrès applaudit à tout rompre, comme s'il voulait affirmer sa liberté d'action à l'égard du chef. Staline ne bronche pas et prend un air surpris et gêné lorsqu'une délégation ouvrière pénètre dans le congrès et, geste sans précédent, apporte un grand portrait de Staline au Présidium, où Boukharine, Tomski, Kalinine, Ordjonikidzé, Kouibychév affichent un air attendri.

Tout en écrasant la Nouvelle Opposition, Staline joue le défenseur des persécutés. En réponse à des opposants qui dénoncent le soutien de Boukharine aux paysans aisés et riches, Staline s'écrie dans un élan mélodramatique : « Vous nous réclamez le sang de Boukharine. Nous ne vous donnerons pas son sang, sachez-le<sup>31</sup> ! » Il allie encore une fois la brutalité à une apparente modération, en rappelant qu'un an plus tôt il s'est opposé aux sanctions que Zinoviev et Kamenev réclamaient contre Trotsky : « La politique d'amputation est féconde en dangers nombreux pour le Parti, la méthode de l'amputation et de l'effusion de sang... est dangereuse et contagieuse. Aujourd'hui on en exclut un, demain un autre, après-demain un troisième. Que nous restera-t-il alors dans le Parti<sup>32</sup> ? »

Beaucoup de monde tout de même, car Staline a noyé les rescapés de la révolution et de la guerre civile sous une avalanche de nouveaux recrutés sans culture politique ni traditions militantes. Le Parti, qui comptait 386 000 adhérents en avril 1923, en compte en effet 730 000 en avril 1924, 1 090 000 en décembre 1925, et

1 200 000 en décembre 1927. Ces nouveaux venus obéissent au chef. Or, en décembre 1927, 90 % des secrétaires et des membres des bureaux de cellule dans les entreprises ont adhéré au Parti après la mort de Lénine. Ils ne connaissent par conséquent que sa pensée momifiée et les circulaires du Secrétariat.

La nomenklatura embryonnaire des apparatchiks, qui émerge lentement de la pauvreté et de la grisaille, veut voir ses mérites reconnus, son pouvoir politique traduit, et sa prééminence sociale garantie par une différenciation matérielle croissante et durable. Staline lui lance à ce congrès un message clair. Il dénonce « le slogan de l'égalité [fruit de] la démagogie socialiste-révolutionnaire ». Il ajoute : « Il ne saurait y avoir aucune égalité aussi longtemps qu'existent les classes, ainsi que le travail qualifié et le travail non qualifié », c'est-à-dire très longtemps ! Il rassure ainsi l'appareil bureaucratique, quintessence, à ses propres yeux, du travail qualifié, mais l'invite à la prudence : « Il ne faut pas dire n'importe quoi sur l'égalité, car cela revient à jouer avec le feu<sup>33</sup>. » Staline rejette donc l'égalitarisme haï des apparatchiks tout en les invitant à jouer le jeu en paroles.

Au lendemain du congrès, le Comité central du 5 janvier 1926 confie la direction du Parti de Leningrad et de la région à Kirov, qui s'y rend avec une équipe d'agitateurs. Staline vient en personne l'introniser. Une discussion s'engage alors dans le groupe. Chacun insiste sur la nécessité d'observer strictement la direction collective. Staline écoute en silence, se lève et profère d'une voix sourde : « Il ne faut pas oublier que nous vivons en Russie, le pays des tsars. Les Russes aiment bien voir un seul homme à la tête de l'État. Mais, bien sûr, cet homme doit réaliser la volonté du collectif<sup>34</sup>. » Malgré l'épisode du portrait au congrès, aucune des personnes présentes ne semble deviner que Staline aspire au poste de guide suprême du pays.

Cet aveuglement en dit long sur les rapports réels qui existent alors au sein du groupe dirigeant. Si Staline, au sommet, est le premier, il ne l'est encore que parmi d'autres « égaux ». Ainsi, neuf mois plus tard, au lendemain de la XV<sup>e</sup> conférence du Parti (26 octobre-3 novembre 1926), peu satisfait de son discours contre l'Opposition, il s'excuse, dans une lettre à Molotov du 7 novembre, de ne l'avoir montré à personne avant de le lire : « Ton insistance sur les corrections ne souligne-t-elle pas que je me suis trompé en n'envoyant pas mon discours aux amis ? Je me



sens mal à l'aise après les discussions d'hier<sup>35</sup>. » Cette modestie penaude est cohérente avec sa situation dans l'appareil de direction. Trois ans plus tard, après la lutte victorieuse contre l'Opposition qui le hissera au-dessus de tous, son statut aura changé, et le ton deviendra impérial.

Les agitateurs de Kirov s'attaquent à l'appareil zinoviéviste local. La tâche est difficile : deux semaines plus tard, l'usine Poutilov résiste toujours. « Là, il faut tout prendre d'assaut. Et quels assauts ! » écrit Kirov à Ordjonikidzé le 16 janvier. À Treougolnik, où travaillent 2 200 ouvriers, la première réunion finit par des échanges de coups aux quatre coins de la salle : « La bagarre a été invraisemblable, commente Kirov, je n'avais pas vu ça depuis les journées d'Octobre [1917]<sup>36</sup>. »

Cette épuration, qu'il étend à l'Internationale, d'où il chasse les partisans de Zinoviev, conduit Staline à préciser sa méthode. Dans un discours au présidium du Comintern, le 22 janvier, il dénonce la « morale de pope » de ceux qui veulent se battre contre l'Opposition sans « compromettre d'aucune façon les chefs ; c'est nier dans les faits la possibilité de toute lutte idéologique à l'intérieur du Parti ». Compromettre et discréditer sont à ses yeux les moyens essentiels du combat d'idées. C'est ainsi que son vocabulaire sera de plus en plus brutal à mesure qu'il s'élèvera au-dessus de ses adversaires et de ses propres partisans.

À son secrétaire Mekhlis, qui s'indigne de l'insolence des opposants, il définit un autre élément fondamental de sa méthode en lui répondant dans un sourire : « Qu'ils discutent ! Ce n'est pas l'ennemi qui se montre qui est dangereux, c'est l'ennemi caché, celui que nous ne connaissons pas. Ceux qui se sont déjà manifestés, qui sont enregistrés, le moment des règlements de comptes avec eux viendra<sup>37</sup>. » En attendant, il faut débusquer les adversaires dissimulés que la normalisation policière de la vie politique multiplie...

Dans l'Internationale, comme dans le Parti, son objectif premier n'est pas de proposer une orientation ou une ligne mais de débusquer et de démolir les esprits indociles ou supposés tels en leur collant sur le dos l'étiquette qui leur convient. Ainsi le 6 mars 1926, devant le Comité exécutif, il intervient sur les problèmes du Parti communiste français. Il aborde quatre questions. D'abord, la situation politique en France, marquée, dit-il, par « un renforcement progressif de la crise révolutionnaire », sans avan-

cer le moindre fait à l'appui de sa bien douteuse analyse. Ensuite, le prétendu « danger croissant de droite à l'intérieur du parti ». Puis, troisième point, il en vient à la situation au sein du groupe dirigeant du parti. Suivent enfin quelques remarques vagues sur les rapports entre le parti et les syndicats. L'intervention s'achève par un résumé en six points, dont cinq sont consacrés aux « éléments de droite », à leur isolement, à leur liquidation, à la lutte implacable contre eux, qui se conclut lui-même benoîtement par le conseil de « ne pas abuser dans son travail pratique de la méthode de l'amputation, de la méthode des sanctions à l'égard des divers camarades, mais [d']employer principalement la méthode de la persuasion ». Alors que, selon lui, « la France va vers la crise », Staline ne propose au parti communiste aucun mot d'ordre, aucun slogan, aucune tactique ; il définit « le travail pratique » du parti uniquement comme une lutte interne contre des « déviationnistes » qualifiés de droitiers<sup>38</sup>. L'analyse cavalière d'une crise révolutionnaire croissante en France a surtout pour fin d'écarter ceux qui ne la partagent pas.

Il réorganise et renforce son appareil. Le 4 mars, il fait adopter par le Bureau politique la liste des fonctions les plus importantes relevant de la nomenklatura n° 1, et dont le Secrétariat, dirigé par lui, définit la liste nominale, soit 647 membres des principales administrations, des comités de rédaction des revues et journaux les plus importants, les responsables du Parti des quinze Républiques fédérées et des régions les plus importantes de Russie, les dirigeants de l'appareil des divers organes de l'État, sans compter une seconde liste de 894 fonctions pour lesquelles les nominations se font, théoriquement, par élection (Comité central des komsomols, présidium du Conseil central des syndicats, etc.). Le Secrétariat désignera souverainement les titulaires de ces 1 500 postes centraux de l'État-parti. Le 19 mars 1926, Staline remplace le bureau du Secrétariat par la Section secrète, dirigée par Tovstoukha et qui siège dans l'immeuble du Comité central, où il occupe un bureau au quatrième étage, réplique exacte de celui du Kremlin. Staline nomme souverainement les membres de cette Section secrète qui comptera, au milieu des années 1930, autour de 90 membres assurant, dans l'ombre, une liaison directe avec le Guépéou et les leviers essentiels du pouvoir. Cette section constitue une direction parallèle à demi clandestine dans laquelle entrera, deux ans plus tard,

l'homme qui en assurera la direction effective puis nominale pendant un quart de siècle : Alexandre Poskrebychev, fils de savetier comme Staline, et muet du sérail.

Le 28 février 1926, Nadejda Alliluieva accouche d'une petite fille, Svetlana. Elle annonce la nouvelle à sa belle-mère en excusant Staline de ne pas avoir le temps de lui écrire : « Joseph est en bonne santé, mais un peu fatigué, il a beaucoup de travail ; cet été il partira prendre un congé, alors il se reposera, pour le moment il n'a pas le temps<sup>39</sup>. » Staline se plaint alors de douleurs dans les muscles des bras et des jambes. Les médecins lui recommandent une cure aux eaux chaudes sulfureuses de Matsesta. Quelques jours après, sur un coup de tête, Nadejda quitte un moment son mari, rarement présent, peu expansif et bougon, part avec ses deux enfants chez ses parents, à Leningrad. Elle ne reviendra à Moscou que deux mois plus tard. C'est, dans le couple, la première fêlure apparente, qui va peu à peu s'élargir. Sa fille l'explique par le désenchantement d'une jeune femme qui avait vu en Staline « un vrai héros de la révolution », mais avait fini par comprendre qu'elle s'était trompée : « Ses convictions personnelles étaient juste à l'opposé du cynisme de mon père et de sa sauvagerie<sup>40</sup>. » Svetlana, qui était âgée de quelques mois lors de ce premier incident, répète simplement ce que lui ont raconté ses tantes, bien informées. Nadejda ne supporte pas non plus que son mari s'amuse de temps à autre à faire boire du vin au petit Vassili. Revenue à Moscou, elle décide alors de s'émanciper d'une morne vie familiale et de reprendre ses études interrompues.

En mars 1926, soucieux d'éviter l'entente entre ses deux anciens alliés et un Trotsky depuis un an en retrait du combat politique, Staline tente, avec Boukharine, une démarche auprès de ce dernier, resté muet pendant le XIV<sup>e</sup> congrès, et lui propose de normaliser leurs relations. Mais les divergences sont trop grandes. Pour discréditer Zinoviev et Kamenev, Staline, au Comité central d'avril, fait proposer par un groupe de dix de ses fidèles (parmi lesquels Kaganovitch et Kirov) l'envoi à tous les membres du Comité central et de la commission de Contrôle de la lettre, jamais publiée, de Lénine traitant, le 19 octobre 1917, les deux hommes de briseurs de grève pour avoir dénoncé l'insurrection. Zinoviev et Kamenev rétorquent qu'on ne peut découper la pensée de Lénine en tranches, et que, si l'on envoie cette lettre, il faut également diffuser ses écrits sur la question nationale et le

Testament. Staline et Rykov prétendent que la volonté de Lénine a été respectée, puisque le Testament a été discuté dans les délégations (ce qui est faux), mais Staline se hâte d'ajouter : si Kroupskaïa propose de publier le Testament, « je ne puis que soutenir son exigence <sup>41</sup> ».

Finalement, les textes de Lénine sont diffusés au Comité central de juillet où Trotsky, Zinoviev et Kamenev proclament l'Opposition unifiée par une déclaration signée de treize de ses membres, dont Kroupskaïa ; ils dénoncent le bureaucratisme, qui étouffe la vie du Parti. Kroupskaïa, sous les murmures impatients de l'assistance, critique l'atmosphère d'intolérance qui règne dans le Parti au-dehors et suscite la défiance générale. Staline monte à la tribune juste après elle et lit solennellement le Testament de Lénine, puis fait prendre la décision de demander au XV<sup>e</sup> congrès, c'est-à-dire dans un an et demi, de lever l'interdiction de publier ces documents qui fut votée, à la demande de Zinoviev et Kamenev, par le XIII<sup>e</sup>, et de les reproduire dans le futur recueil des textes de Lénine. Staline s'appuie sur les statuts : seul un congrès peut défaire ce qu'un autre a décidé. Il s'assure en fait une belle tranquillité : pendant ces dix-huit mois, on ne pourra pas utiliser le Testament contre lui. Et au congrès, il fera le ménage.

Il confie la direction de la lutte « idéologique » contre l'Opposition à Boukharine, meilleur théoricien que lui et dont la passion, qui le fait passer des imprécations aux larmes, porte plus que sa froide rhétorique. Staline le manipule aisément en lui rappelant sans cesse le qualificatif d'« enfant chéri du Parti » dont Lénine l'avait une fois honoré, en lui serinant des « notre Boukharine » ou « mon petit Boukharine ». Un jour, il le prend par l'épaule et lui susurre : « Voila, mon petit Boukharine, tu es chez nous le théoricien, va de l'avant, et notre pratique te soutiendra. » Il traduira humblement en actes les idées de Boukharine, que cette division – très provisoire – du travail remplit d'aise. Staline se réserve les intrigues d'appareil et le rôle de combattant de l'unité. Il tentera de jouer la même comédie à Rykov, mais avec moins de succès. C'est sans doute en effet au même moment que, selon le récit de la femme de Rykov à sa fille, Staline invite ce dernier à venir le voir et lui dit : « Allez, tiens, nous serons comme les deux Ajax, nous allons diriger à nous deux <sup>42</sup>. » Rykov refuse. Il n'y aura qu'un Ajax.

En septembre, Trotsky avertit les alliés de Staline : la liquida-

tion de l'Opposition unifiée, écrit-il, sera suivie par l'éloignement « des représentants les plus autorisés et les plus influents de la fraction dirigeante actuelle<sup>43</sup> », Boukharine, Tomski, Rykov. Staline se hisse peu à peu au-dessus d'un appareil réduit au rôle de simple exécutant docile ; or, leur place dans la révolution rend les trois hommes inaptes à ce rôle ; les Kaganovitch évinceront les Rykov.

Le 22 mai, Staline descend à Sotchi. Le 1<sup>er</sup> juin 1926, il part à Tiflis et s'installe une dizaine de jours chez Ordjonikidzé. Chaque soir, des chefs locaux viennent avec leurs épouses rencontrer le grand patron. Le vin coule à flots et on entonne des chansons géorgiennes. Un soir, Staline chante une chanson obscène en géorgien. La femme d'Ordjonikidzé, Zinaïda, demande à son mari de la lui traduire. Après plusieurs refus, il lui en chuchote le contenu à l'oreille. Zinaïda rougit, Staline continue. Pour lui, la grossièreté fait peuple. Le 8, il évoque ses souvenirs de jeunesse devant 6 000 cheminots du dépôt de Tiflis. Peu après, il tombe malade d'une intoxication alimentaire et ne se rétablit qu'avec difficulté.

Pendant ce séjour caucasien, le dimanche 6 juin, Lachevitch, partisan de Zinoviev, membre de la direction politique de l'Armée rouge, réunit, dans une forêt de la banlieue de Moscou, près de 70 militants de son arrondissement. Un agent du Guépéou dénonce Lachevitch, aussitôt démis de ses fonctions. De Sotchi, Staline mène le bal. Le 15 juin, il écrit à Molotov et Boukharine avec des accents de fureur : « Je pense que bientôt le Parti cassera la gueule et à Trotsky et à Gricha [Zinoviev] et à Kamenev et en fera des renégats dans le genre de Chliapnikov<sup>44</sup>. » Dans une lettre aux mêmes, le 25 juin, il dénonce l'impudence de Zinoviev et insiste sur la nécessité de l'exclure du Bureau politique, « non pas, écrit-il, à cause de ses désaccords avec le Comité central [...] mais à cause de sa politique de *scission*<sup>45</sup> », imaginaire.

En août, il propose à Ordjonikidzé de prendre la direction de la commission centrale de Contrôle. Ce personnage coléreux, emporté, violent, dont la chevelure ébouriffée et la moustache en crocs accentuent l'aspect croque-mitaine, lui paraît être l'homme idéal pour traquer les opposants ; son caractère lui donne des allures d'indépendance, mais sa dénonciation par Lénine, en décembre 1922, permet à Staline de le tenir en laisse. Il grogne, résiste, mais finalement, le 3 novembre 1926, il se laisse nom-

mer président de la commission dont il n'était pas encore membre, au mépris des statuts stipulant que le président doit appartenir à la commission élue par un congrès. En faisant accepter cette entorse, Staline fait avaliser l'idée que sa volonté est supérieure aux règles. C'est le propre du pouvoir despotique.

Il met à profit la lutte contre l'Opposition pour se faire plébisciter en jouant une nouvelle fois la comédie de la démission. Lors du Comité central du 27 décembre 1926, il remet à Rykov, président de séance, une note manuscrite destinée aux archives : « Je demande à être libéré du poste de Secrétaire général du Comité central. Je déclare que je ne peux plus travailler à ce poste<sup>46</sup>. » L'appareil exige son maintien. En le plébiscitant ainsi, il élève un peu plus Staline au-dessus de lui-même.

Staline célèbre les mérites et la réalité nationale de la nomenklatura naissante, qu'il oppose à l'émigration cosmopolite. Ainsi, en mai 1926, il dénonce Zinoviev en des termes qui visent Lénine : « De 1898 jusqu'à la révolution de février 1917, nous, les vieux clandestins, nous avons réussi à être présents et à travailler dans tous les districts de la Russie, mais nous n'avons pas rencontré le camarade Zinoviev, ni dans la clandestinité, ni dans les prisons, ni en exil<sup>47</sup>. » Ils n'y ont pas non plus rencontré Lénine, dont Zinoviev, dans l'émigration, était le second et l'ombre portée. Bref, les émigrés se la coulaient douce à babiller pendant que les obscurs de l'intérieur prenaient les coups. Staline n'en a que plus de plaisir à obtenir de la sœur de Lénine une déclaration qualifiant de « contraires à la vérité » les allégations de l'opposition sur la quasi-rupture finale entre Lénine et lui. La sœur abusive affirme qu'au plus fort de sa maladie, Lénine, qu'elle ne quittait pas d'une semelle, ne voulait voir que Staline...

Il mène, par ailleurs, des campagnes rituelles de poudre aux yeux contre le foisonnement de l'appareil qui n'ont pour résultat que de l'accroître encore. Le 17 août 1926, la *Pravda* publie un texte, signé Staline, Rykov et Kouibychev, affirmant la nécessité de réduire le coût « de l'appareil de gestion et d'administration [qui] engloutit annuellement environ 2 milliards de roubles », dont « 3 à 400 millions » pourraient être économisés et réinvestis. L'injonction, indéfiniment répétée mais jamais réalisée, sauve les apparences.

Le socialisme dans un seul pays impose la subordination du

Comintern et des partis communistes du monde entier aux intérêts de l'État soviétique. Ainsi l'URSS développe des relations économiques et diplomatiques avec l'Italie de Mussolini au moment même où celui-ci emprisonne les dirigeants communistes italiens et interdit leur parti. En 1926 et 1927, l'URSS fournit l'essentiel du mazout qui alimente la flotte de guerre italienne. Le frère de Mussolini, Arturo, explique dans un article du *Giornale d'Italia* : il est absurde de mener la lutte ouverte avec l'URSS, « dans la mesure où le bolchevisme est invincible dans sa citadelle et a droit à l'existence<sup>48</sup> » ; en revanche, il faut extirper le bolchevisme chez soi comme le fait l'Italie. Un bon accord avec l'URSS, couplé avec la lutte anticommuniste chez soi, réduira la propagande du Comintern à des phrases. Le frère de Mussolini définit ainsi la politique de Staline avant même que ce dernier ne la formalise lui-même.

Staline, guéri, revient à Moscou le 4 juillet pour participer aux débats du Comité central, du 14 au 23 juillet. La veille de la clôture des travaux, Dzerjinski, hypertendu prédisposé à être foudroyé par un infarctus, meurt d'une crise cardiaque après une intervention furieuse contre l'Opposition. Le surlendemain, Staline réunit les cadres du Guépéou qu'il veut soumettre au contrôle de sa Section secrète. Début août, il part à Sotchi où il s'installe dans une datcha au cœur du parc réservé aux dirigeants du Parti ; il se plaint encore de douleurs des muscles des bras et des jambes. Son médecin, Valedinski, n'observe aucun symptôme pathologique et lui recommande des bains aux eaux de Matsesta. Pendant cette cure, Molotov l'informe que Kroupskaïa commence à prendre ses distances avec l'Opposition et que Boukharine et lui discutent avec elle de son ralliement à la majorité. Staline le rabroue : « Les négociations avec Kroupskaïa non seulement ne sont pas *maintenant* opportunes, mais sont politiquement nuisibles. Kroupskaïa est une scissionniste, il faut la battre en tant que scissionniste si nous voulons préserver l'unité du Parti<sup>49</sup>. »

La rancune n'explique pas tout. Si Kroupskaïa veut discuter, c'est qu'elle est prête à se rallier ; or, pour lui, ce ralliement ne doit pas être acquis par la négociation mais par la capitulation, qui seule permettra de réduire la veuve de Lénine à l'état de fantôme.

Il revient à Moscou à la fin de septembre. En pleine lutte

contre l'Opposition, fin novembre, épuisé, il repart à Matsesta soigner ses douleurs musculaires, qui s'apaisent peu à peu.

La décomposition et la corruption de l'appareil du pouvoir s'opèrent parallèlement à une différenciation sociale croissante et au développement du chômage qui, à la fin de 1927, frappe près de 2 millions d'ouvriers. La caste dominante multiplie, écrit Christian Racovski en 1928, « vols, prévarication, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche<sup>50</sup> ». Un rapport du Guépéou « sur l'état de la légalité socialiste dans les campagnes » en 1924-1925 confirme ce tableau : « Dilapidation des deniers publics, [...] bureaucratisme, abus de pouvoir, pots-de-vin, débauche, [...] ces défauts se retrouvent dans tous les organismes soviétiques sans exception. » Après quelques exemples de ces vols, brutalités, viols et autres tortures, le rapport poursuit : « Les appareils judiciaire et policier sont totalement gangrenés par un alcoolisme généralisé, la pratique courante des pots-de-vin [...]. Par leurs bacchanales et leurs constants abus de pouvoir, les fonctionnaires loyaux envers le régime discréditent le pouvoir soviétique<sup>51</sup>. » Pour les paysans, souvent, les autorités locales ne sont qu'un repaire de bandits.

Au XIV<sup>e</sup> congrès, en décembre 1925, Staline ricane, dans une allusion moqueuse à Lénine : « Je suis un homme brutal et sans détour, oui c'est vrai, je ne le nie pas<sup>52</sup>. » Cette brutalité revendiquée plaît aux apparatchiks qui y voient l'expression d'une fermeté rassurante, une garantie que leur pouvoir fragile et menacé sera protégé. Le Parti chevauche en effet une société chaotique formée d'une majorité de petits propriétaires paysans individualistes. La révolution et la guerre civile ont accéléré la dislocation sociale qui les avait engendrées et encouragé les autorités locales à régner sur leur territoire sans trop se soucier des ordres venus d'en haut. Les salaires sont payés avec des mois de retard, suscitant des grèves et des groupes d'opposition clandestins ; le banditisme fait rage, les attaques de trains sont monnaie courante.

La différenciation sociale qui se dessine sous la NEP irrite les couches les plus pauvres. Un rapport du Guépéou signale la multiplication des meurtres de communistes, de membres des soviets ruraux ou d'instituteurs perpétrés par des paysans. Cette tension renforce dans l'appareil l'exigence d'unité autour de la direction, et isole toujours plus l'opposition. Le risque est d'autant plus grand que le chômage atteint en 1927 un million et demi de tra-



vailleurs. Des centaines de milliers d'ouvriers sont logés dans de vieilles et minuscules casemates construites sous le tsar près de leur fabrique, où s'entassent des familles entières, quand ils ne doivent pas se contenter des *zemlianki* qu'ils ont creusées de leurs mains.

Fin octobre, l'Opposition signe avec la direction une trêve que la marche en avant de la révolution chinoise va rompre. La Chine était depuis le début du siècle morcelée en une série de principautés dirigées de fait et pillées par des « seigneurs de la guerre » avec la bénédiction des puissances coloniales, qui s'étaient taillé des « concessions » dans les grands ports. Le 4 mai 1919, l'annonce que les Alliés, à Versailles, attribuent au Japon les anciennes concessions coloniales allemandes en Chine y suscite une profonde réaction nationale, une première vague de grèves ouvrières, la reconstitution du parti nationaliste Kouomintang, et la fondation d'un petit parti communiste en juillet 1921. Le Kouomintang s'empare du gouvernement de Canton dans le sud du pays et s'engage, à partir de 1923, dans la reconstitution d'une Chine unifiée ; les quelques centaines de communistes chinois y adhèrent. Au fur et à mesure que ses armées remontent vers le nord et chassent les seigneurs de la guerre, les paysans saisissent les terres des grands propriétaires, les ouvriers déclenchent des grèves. Les cercles patronaux chinois exigent de Tchang Kai-shek, le chef de l'armée du Kouomintang, qu'il y mette le holà. Le 20 mars 1926, à Canton remué par la grève, il arrête une cinquantaine de communistes et impose à leur parti des restrictions draconiennes à son activité ainsi que la remise du fichier de ses adhérents à la direction du Kouomintang.

À Moscou, Boukharine – qui, après la suppression en novembre 1926 du titre de président de l'Internationale, la dirige officieusement à la place de Zinoviev limogé – et Staline dissimulent la nouvelle. Staline pense rouler Tchang Kai-shek et le fait nommer membre d'honneur du Comité exécutif de l'Internationale. Il imagine la future prise du pouvoir des communistes chinois par une combinaison de manœuvres et de ruses leur permettant de contrôler les postes décisifs du Kouomintang. Il faut donc les empêcher de quitter ce dernier pour se constituer en parti distinct, comme le réclament Trotsky puis Zinoviev à la fin de 1926, leur interdire toute activité politique qui entraverait ce noyautage, calmer les paysans et les ouvriers trop entreprenants

pour ne pas effrayer les propriétaires terriens, les chefs d'entreprise, les banquiers même qui, selon Staline, peuvent participer aux côtés des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie à une révolution nationale démocratique.

En juillet 1926, Tchang reprend sa marche vers le nord. À l'approche du général qu'on leur présente comme leur défenseur, les paysans se soulèvent et prennent la terre, et, le 22 février, les ouvriers de Changhaï, la grande cité ouvrière, dont le centre et le port sont concédés aux puissances étrangères, déclenchent une première grève générale de cinq jours. Les tueurs du chef de guerre local décapitent et éventrent plusieurs dizaines de dirigeants de la grève et de militants. Tchang ordonne à son armée de rester l'arme au pied. À Moscou, Staline et Boukharine vantent toujours ses mérites. Le mouvement s'arrête. Tchang reprend sa marche vers la ville. La veille de son entrée, le 21 mars, à l'appel de la centrale syndicale dirigée par le PC chinois, les ouvriers de Changhaï décrètent la grève générale insurrectionnelle et prennent le contrôle de la ville. Staline juge l'offensive prématurée et, afin de ménager Tchang, qui a déjà planifié, avec les puissances coloniales, le massacre des grévistes insurgés et exige qu'ils déposent les armes, ordonne aux communistes d'obéir. Le 6 avril, devant une assemblée de 3 000 militants à Moscou, Staline présente cette décision comme partie intégrante d'une stratégie révolutionnaire minutieusement réfléchie et assure aux militants inquiets : « Tchang Kai-shek se soumet à la discipline [...]. Il est à la tête de l'armée et ne peut rien faire d'autre que de la conduire contre les impérialistes<sup>53</sup>. » Il envoie son discours à l'impression. Pendant que les rotatives tournent, le 12 avril au matin, Tchang Kai-shek entre dans Changhaï, mobilise la pègre des gangs du jeu, du trafic d'opium et de la prostitution, et massacre des milliers d'ouvriers avec l'aide de la police française et de détachements japonais et britanniques. Tchang fait décapiter et jeter dans des chaudières de locomotives communistes et grévistes. Le discours de Staline ne sera jamais publié.

À Moscou, c'est l'affolement. Staline cherche surtout à préserver sa réputation. Or, la montée de la révolution en Chine en 1926-1927 a éveillé dans une couche de militants, et même de cadres du Parti, des espoirs similaires à ceux que l'Allemagne avait suscités en octobre 1923. Staline proclame le 21 avril : « Les événements ultérieurs ont prouvé entièrement la justesse de la

ligne suivie<sup>54</sup>.» Mais il ne peut continuer à inviter les communistes chinois à soutenir le massacreur. Quelques jours après, il leur intime l'ordre de soutenir un dirigeant du Kouomintang de « gauche », limogé par Tchang, Wang Jin Wei, installé à Wuhan.

Pour masquer sa déroute, Staline interdit la critique de sa politique. Comme Radek, Zinoviev, Trotsky envoient des articles au vitriol à la *Pravda*, Staline nomme, au nom du Bureau politique, une commission de trois membres : Molotov, Kossior et lui-même, qui s'oppose à leur publication. Il explique aux étudiants chinois de l'université Sun-Yat-sen à Moscou, le 13 mai : « Après la volte-face de Tchang Kai-shek, la révolution dans son ensemble est passée à une phase supérieure de son développement, à la phase du mouvement agraire<sup>55</sup>. »

Huit jours auparavant, le 5, il avait fait voter une mesure restreignant la circulation des documents des instances dirigeantes : les procès-verbaux des décisions du Bureau politique et des plénums du Comité central doivent désormais être retournés au Secrétariat trois jours au maximum après leur réception, et les extraits choisis envoyés plus largement au maximum sept jours après. Ce resserrement de l'appareil répond aux tensions de la conjoncture intérieure : en avril 1927, les bourses du travail enregistrent officiellement 1 478 000 chômeurs (en réalité près de 2 millions) pour un peu plus de 3 millions d'ouvriers au travail. À côté d'eux, dans les villes, les intermédiaires en tout genre, qui profitent de la lourdeur du système commercial étatique, organisent un échange juteux entre les usines et la campagne, et mènent tapageusement grand train...

Dans la seconde quinzaine de mai, l'Opposition décide de se battre au Comité exécutif de l'Internationale, dont l'appareil est entièrement contrôlé, nommé et financé par Moscou. Le 20 mai, la *Pravda* publie une lettre de Kroupskaïa annonçant sa rupture avec l'Opposition. Staline a réussi à faire craquer la veuve de Lénine. Radek fera bientôt circuler une plaisanterie que certains historiens prendront au sérieux. Il met en effet dans la bouche de Staline la phrase suivante : « Si Kroupskaïa ne se tient pas tranquille, je vais désigner une autre veuve de Lénine, Stassova. » Certes on ne prête qu'aux riches, mais la boutade est apocryphe. Trois semaines plus tard, les 13 et 14 juin, Staline traduit Zinoviev et Trotsky devant une commission d'enquête formée de trois apparatchiks fidèles mais besogneux, devant laquelle Zinoviev et

Trotsky, vaguement blâmés, mènent la danse, interrogent et accusent. Staline, à la lecture du procès-verbal, s'étrangle de rage devant l'incapacité de ses hommes de main. Le 23 juin, il proteste contre ce retournement de l'accusation dans une lettre à Molotov : « Il est étrange que certains membres de la commission se soient cachés. Où est Sergo ? Où s'est-il caché et pourquoi ? Quelle honte ! Je proteste résolument contre le fait que la commission d'accusation de Trotsky et de Zinoviev se soit transformée en tribune pour accuser le Comité central et le Comintern en ficelant une affaire contre Staline qui n'est pas à Moscou et que l'on veut charger de tous les péchés. » Il craint que les deux blâmés ne reçoivent le procès-verbal de la réunion et ne le diffusent. « Il ne manquerait plus que cela<sup>56</sup> ! » Il ne fait plus confiance à grand monde...

Quatre jours plus tard, dans une lettre à Molotov il insiste pour poursuivre la politique d'alliance avec le Kouomintang : il faut soutenir le gouvernement de Wuhan, lui envoyer l'argent qu'il demande pour qu'il conforte ses positions. Mais l'encre de la lettre est à peine sèche que ledit gouvernement désarme les milices ouvrières et lance ses soldats aux troupes des communistes et des paysans de la région qui prétendent s'emparer des terres des propriétaires. Staline écrit alors à Molotov qu'il est temps de se débarrasser du gouvernement de Wuhan. Mais c'est le gouvernement qui se débarrasse des communistes... Staline décide alors qu'il faut « tenter de prendre la maîtrise de la périphérie [bien obscure] du Kouomintang et l'opposer à ses sommets actuels<sup>57</sup> ». Puis, furieux de son échec, il reproche à ses amis de l'avoir induit en erreur. Le 9 juillet, il morigène Molotov et Boukharine dans une longue lettre sèche : « Vous m'avez joué un assez sale tour en me demandant mon avis sur de nouvelles directives [concernant la Chine] sans me fournir une documentation fraîche concrète. [...] Vous parlez [...] du désarmement des ouvriers (désarmement de fait...) mais, d'abord aucun fait concret n'est indiqué, ensuite ni la presse, ni les dépêches chiffrées (alors à ma disposition) ne parlaient de l'existence de ces faits<sup>58</sup>. » S'il se trompe, c'est parce qu'il est mal informé par ses pairs. Il ne dit pas encore que cette rétention d'informations est volontaire, mais cela ne tardera pas.

Il affirme que l'inéluctable sortie du parti communiste hors du Kouomintang provoquera son entrée dans la clandestinité, et

donc «arrestations, passages à tabac, exécutions, trahisons et provocations dans son milieu». Cette évocation dantesque ne l'abat nullement, car, ajoute-t-il avec désinvolture, il n'y a pas en Chine «de parti communiste véritable» ou «effectif». Sa quasi-disparition ne sera donc pas une grande perte. Et il ajoute avec un mépris souverain : «Que représente l'actuel Comité central du PC chinois? Rien.» Mais ce Comité central ne s'est-il pas contenté d'appliquer les directives du Comintern, définies à Moscou? «Non! objecte-t-il, car il ne les comprenait pas, ou ne voulait pas s'y conformer, et a trompé le Comité exécutif [du Comintern] ou bien il n'a pas su les exécuter. C'est un fait.» Ce sont donc des crétins ou des traîtres. Et il déclare que ce Comité central, dont il n'a pas rencontré un seul membre, «ne possède pas une seule tête marxiste capable de comprendre les dessous [les dessous sociaux] des événements. Il n'a pas su mettre à profit la riche période de l'unité au sein du Kouomintang pour mener un travail vigoureux d'organisation ouverte de la révolution, du prolétariat, de la paysannerie, des unités militaires révolutionnaires, pour révolutionnariser l'armée et opposer les soldats aux généraux<sup>59</sup>», tout ce que Staline lui avait précisément interdit de faire.

Ainsi, la politique définie à Moscou était juste, mais les exécutants l'ont sabotée. Il purge donc la direction chinoise aux trois quarts. Une fois encore, l'appareil, dont les décisions, toujours justes, ne capotent que par la faute des travailleurs immatures, abrutis ou peureux, a su reprendre l'initiative.

L'Opposition lance une pétition contre la politique qui a mené au désastre en Chine, l'appel dit des 84. Elle ne recueille que 3 000 signatures de militants. Même si son analyse de la déroute en Chine apparaît pertinente à beaucoup, la défaite décourage et ce découragement renforce l'appareil.

Le 6 avril, la police de Pékin fait une descente à la représentation diplomatique soviétique qu'elle saccage. Le 12 mai, la police anglaise envahit les locaux de la société commerciale anglo-soviétique Arcos et de la délégation commerciale soviétique pour y rafler des documents subversifs; Londres suspend les relations diplomatiques avec l'URSS. Le 7 juin, à Varsovie, un terroriste monarchiste abat le plénipotentiaire soviétique Voïkov. Aussitôt, Staline proclame que les pays impérialistes préparent la guerre contre l'URSS. Ce danger, affirme-t-il dans la *Pravda*, le

28 juillet, est «réel et effectif». Quatre jours plus tard, au Comité central du 1<sup>er</sup> août, il déclare : «La guerre est devenue inévitable<sup>60</sup>.» Cette analyse fantaisiste ne répond qu'à un besoin de politique intérieure. Les grandes puissances capitalistes veulent, certes, restaurer la propriété privée et le marché dit libre en URSS, mais Staline transforme leur pression économique en menace militaire. Ainsi désormais, tout opposant pourra être accusé de trahison. Dans ce même discours, il dévoile d'ailleurs ses arrière-pensées : «L'Opposition désire la guerre [...] l'Opposition attend avec impatience les difficultés qui surviennent en temps de guerre, pour utiliser ces difficultés dans les intérêts de sa fraction.» Pour ceux qui n'auraient pas compris, il souligne que «des gens qui tentent de diviser le Comintern et notre parti au moment où la guerre menace se placent sur la voie de la trahison de la révolution». Trotsky ayant affirmé qu'en cas de guerre Staline au pouvoir rendrait la victoire plus difficile, ce dernier l'accuse de vouloir «ouvrir dans le Parti la guerre civile quand l'ennemi sera à 80 kilomètres du Kremlin<sup>61</sup>».

La psychose de guerre provoquée par Staline à seule fin de paralyser l'Opposition a de graves conséquences : la population, affolée, se rue sur les magasins et fait des provisions de sucre, de farine, de sel et autres produits de première nécessité qui disparaissent des magasins d'État et dont les prix grimpent au marché libre. Les queues s'allongent aux portes des boutiques, le marché noir et la spéculation sur les marchandises déficitaires fleurissent. Mais Staline est prêt à payer ce prix. Début juillet, il tombe malade et reste alité. Dans une très courte lettre à Molotov, dix points, dix lignes en tout, il suggère une idée pour se débarrasser de Trotsky : «Il faudrait l'envoyer au Japon<sup>62</sup>.» Comme ambassadeur ? Il ne le précise pas. Il part alors pour Sotchi, dans la datcha dite Iouzanovka, le 11 juillet 1927. Il se plaint toujours de douleurs musculaires dans les membres. Valedinski l'examine par trois fois mais trouve son état normal. Staline écrit à Molotov que, dès son retour, il «s'efforcera de démontrer que notre politique a été et reste la seule correcte. Je n'ai jamais été aussi profondément et aussi fermement convaincu de la justesse de notre politique en Chine [...] que maintenant.» La formulation prudente et rarissime sous sa plume, «s'efforcera de démontrer», révèle une incertitude, voire une inquiétude, qui l'amène à redoubler ses coups contre l'Opposition. Dans cette même lettre, il

affirme d'ailleurs : « Il faudra bientôt poser la question de notre sortie du Kouomintang<sup>63</sup>. »

La direction du Kouomintang le prend une fois de plus de vitesse. Quinze jours après, le 26 juillet 1927, elle déclare en effet hors la loi le parti communiste, exclut, arrête, emprisonne et parfois liquide ses militants. Staline n'a pas cherché cette défaite, qui lui permettra pourtant de consolider son pouvoir. Il a cru manœuvrer Tchang Kai-shek, comme il s'y emploie avec ses alliés et rivaux du Parti, mais ces derniers ne représentent qu'un courant dans l'appareil du Parti, alors que Tchang Kai-shek, lui, représente les possédants chinois. Appuyé sur cette force et sur les puissances coloniales, c'est lui qui a roulé Staline.

C'est de cette époque que datent les premiers souvenirs de sa fille sur l'existence joyeuse que mènent son père et sa mère en fin de semaine et les jours de fête ou d'anniversaire à Zoubalovo. Boudionny apporte son accordéon, l'instrument populaire russe. Avec lui, Vorochilov, Staline, Ordjonikidzé et sa femme Zina, très liée à Nadejda Alliluieva, tout comme Pauline Jemtchoujina, la femme de Molotov, dont la villa est voisine, chantent à tue-tête des chansons russes et ukrainiennes. On danse au son de l'accordéon ou des disques que Staline met sur son gramophone. Boukharine se joint souvent à la compagnie et apporte à la villa des coulevres, des hérissons, un épervier, un renard apprivoisé – qui lui survivra. Il joue avec les enfants. Par beau temps, tout le monde pique-nique dans les environs.

Mal remis de ses émotions chinoises, Staline s'occupe du front intérieur. Il revient à Moscou, fin juillet, pour participer à la réunion du Comité central et de la commission de Contrôle du 29 juillet au 9 août. Les échanges sont violents. Molotov traite Trotsky de « Clemenceau d'opérette », Trotsky qualifie de « canaille » Vorochilov qui l'a accusé d'avoir fait fusiller des commissaires politiques pendant la guerre civile, Zinoviev qualifie Molotov de « bureaucrate obtus<sup>64</sup> »... Staline, olympien, ne participe pas à ces échanges d'amabilités. Il se réserve la mise à mort politique.

À la fin du mois d'août, il programme une offensive couplée contre les ouvriers, l'appareil des syndicats tenu par Tomski, et les « droitiers » qu'il accuse d'étroitesse corporative. Dans le cénacle de l'appareil, il lance une nouvelle théorie : les ouvriers gagnent trop, ils perçoivent un salaire « à l'américaine », que les

responsables syndicaux ont dissimulé. Staline ajoute au salaire réel le salaire indirect : la sécurité sociale, les maisons de repos, le bleu de travail fourni par l'entreprise, etc., ce qui lui permet de démontrer que l'ouvrier touche non pas 70 roubles par mois, mais près du double<sup>65</sup>. Mais avant de procéder à la diminution des salaires, il doit d'abord liquider l'Opposition unifiée, puis limoger le secrétaire du Conseil central des syndicats, Tomski, et son équipe, plus que réticents à l'idée de restreindre le niveau de vie des ouvriers.

Le 3 septembre, treize dirigeants du Parti envoient au Bureau politique un « projet de plate-forme des bolcheviks-léninistes (opposition) » et en demandent l'impression et la diffusion dans le cadre de la préparation du XV<sup>e</sup> congrès prévu pour la mi-décembre. En l'absence de Staline, alors en congé à Sotchi – mais avec son total accord –, le Bureau politique refuse. L'Opposition fait elle-même imprimer son texte. Le Guépéou arrête dans l'imprimerie coupable un certain Chtcherbakov en qui le Guépéou, dont il est un agent, dénonce bruyamment un ancien officier de l'armée de Wrangel. Le bruit selon lequel les « trotskystes » travaillent avec un ancien officier blanc se répand dans tout le Parti. Trois dirigeants de l'Opposition, revendiquant la responsabilité de l'impression, sont immédiatement exclus du Parti. Staline raconte l'histoire à Ordjonikidzé dans une lettre du 23 septembre, en omettant de signaler l'appartenance de Chtcherbakov au Guépéou. Il ment ainsi par omission à l'un de ses camarades les plus proches, qu'il préfère ne pas mettre dans le secret par crainte que la vérité ne le gêne. De la provocation policière, héritée de l'Okhrana tsariste, Staline se fera une spécialité.

Le 16 septembre 1927, Staline reçoit dans son bureau, pendant deux heures et demie, Henri Barbusse, écrivain membre du Parti communiste français. L'auteur du *Feu* lui demande des arguments pour répondre à l'étranger aux campagnes antisoviétiques contre la terreur. Staline s'indigne : on fusille en URSS ? oui, mais qui ? des espions ! Et il raconte à Barbusse l'ahurissant et récent complot monté par « un petit groupe d'officiers nobles qui devait empoisonner tout le Congrès des soviets, auquel ont pris part de 3 000 à 5 000 individus. Ils devaient empoisonner au gaz tout le congrès. Comment combattre de telles gens ? On ne peut pas leur faire peur par la prison ». Fort heureusement, on les a



arrêtés. Barbusse gobant sans sourciller cette fable à dormir debout, Staline joue les humanistes : « Du point de vue des conditions internes au pays, nous n'avons aucune raison de maintenir la peine de mort. Le pouvoir est assez solide chez nous et la peine de mort n'est pas nécessaire. » Mais il faut la maintenir contre les terroristes que les capitalistes impitoyables envoient par vagues – imaginaires – en URSS. Et d'affirmer que « les ouvriers râlent qu'on fusille peu chez nous ». Après l'assassinat de Voïkov à Varsovie, on a fusillé vingt gardes blancs et les ouvriers ont dit, rapporte-t-il : « Nous sommes trop gentils avec les gardes blancs<sup>66</sup>. » D'ailleurs, le prolétariat mondial est d'accord avec Staline, puisque l'exécution de ces vingt réactionnaires a laissé de marbre les prolétaires qui avaient manifesté en masse pour Sacco et Vanzetti aux États-Unis. Barbusse est ravi...

Les opposants sont décimés par les sanctions. Le 27 septembre, Trotsky et le Yougoslave Vouyovitch sont ainsi exclus du Comité exécutif du Comintern. Du 21 au 23 octobre, le Comité central se réunit avec la commission de Contrôle. L'atmosphère est houleuse ; pendant son intervention, Trotsky est traité de « menteur », de « bavard », de « vendu », on lui jette au visage un livre, un encrier, un verre, projectiles qui manquent d'ailleurs à chaque fois leur cible. Staline, immobile et silencieux pendant ce jeu de massacre, conclut les débats par un discours menaçant. Marquant la distance entre lui et l'appareil au-dessus duquel le hisse le combat contre l'Opposition, il parle de lui-même à la troisième personne : « Vous avez entendu la façon dont les opposants s'acharnent à invectiver Staline [...]. Les principales attaques sont dirigées contre Staline, parce que Staline connaît mieux que certains de nos camarades toutes les filouteries de l'Opposition, et qu'il n'est pas si facile de le rouler, voilà pourquoi ils dirigent leurs coups contre Staline<sup>67</sup>. » Dans une allusion ironique au Testament dont Lénine, dit-il, ne voulait pas la publication, il se targue d'être « grossier à l'égard de ceux qui, grossièrement et perfidement, détruisent et démolissent le Parti<sup>68</sup> ». Puis il passe aux menaces : lors de la précédente réunion, il a rejeté l'exclusion de Zinoviev et Trotsky du Comité central, par un excès de bonté désormais révolu, expose-t-il : « Nous arrêtons et nous allons arrêter les exclus du Parti, les désorganiseurs qui mènent un travail antisoviétique, s'ils ne cessent pas de saper le Parti et le pouvoir soviétique<sup>69</sup>. » L'opposition sera donc désor-

mais sanctionnée par la prison. Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité central. À la fin de la réunion, Kamenev interpelle le chef du Guépéou, Menjinski : « Pensez-vous vraiment que Staline tout seul pourra diriger l'État ? » Menjinski lui rétorque : « Pourquoi l'avez-vous laissé acquérir une force aussi formidable ? Maintenant il est trop tard <sup>70</sup>. »

L'Opposition se fait alors piéger par une provocation politique. Staline propose en effet de réduire la journée de travail à 7 heures. Si elle rechigne, l'Opposition sera montrée du doigt et accusée d'être hostile aux ouvriers. Or, en effet, elle juge cette mesure démagogique et irresponsable. Et le dit. Staline se déchaîne.

Le 7 novembre, dans le cortège des manifestations anniversaires de la révolution, les opposants, malmenés par le Guépéou et la milice, déploient leurs banderoles et crient leurs propres slogans : « À bas le nepman ! À bas le koulak ! À bas le bureaucrate ! Appliquez le Testament de Lénine ! » Une semaine plus tard, Staline fait exclure du Parti Trotsky, Zinoviev et un groupe d'opposants. La lutte interne est en effet plus serrée qu'on ne le dit. Les historiens paraphrasent d'ordinaire la version de Staline qui, au XV<sup>e</sup> congrès, attribue à l'Opposition 4 000 voix, soit 0,3 % des votants (encore qu'au cours d'un échange oral il en ait concédé 10 000 !). Mais l'appareil manipulait les votes. Dans la seule région de Moscou, l'Opposition recueillit 9 000 voix et bénéficia d'un vif écho dans les Jeunesses. André Sverdlov, futur colonel de la Sécurité d'État, dans sa lettre du 25 août 1953 à Malenkov, suggérera que le rapport des forces n'était sans doute pas si déséquilibré que cela. Il écrit en effet : « J'ai succombé à l'automne 1927 à la démagogie trotskyste et, à l'école, j'ai pris plusieurs fois la parole pour défendre les trotskystes. [...] Puis j'ai pris conscience de la nocivité des opinions trotskystes et je les ai condamnées [...]. Mais j'ai osé, en 1930, proférer des propos infâmes à l'adresse du camarade Staline <sup>71</sup>. » S'il lui a fallu trois ans pour se guérir de ses opinions nocives, le milieu devait y être peu hostile, sinon favorable.

À la veille du congrès, Staline envoie ses émissaires à Canton, le Géorgien Lominadzé et l'Allemand Heinz Neumann, afin d'organiser une insurrection destinée à confirmer sa volonté révolutionnaire. Les communistes chinois sont ainsi invités à passer du compromis attentiste quand les masses étaient en action à

l'aventurisme débridé quand elles sont décimées... L'insurrection est programmée pour le 13 décembre, la veille du congrès. Écrasée dans le sang en quelques heures, elle figure au bilan de la direction. Staline a franchi une étape : le massacre de Changhaï découlait d'une erreur d'appréciation, celui de Canton a été programmé ; les ouvriers insurgés n'avaient en effet aucune chance et ils sont morts pour les seuls besoins de la politique intérieure de Staline.

Cet épisode sonne le glas des espoirs de l'Opposition. L'historien russe Vladlen Sirotkine voit dans l'échec de la révolution en Chine «un Rubicon : les adeptes de la révolution mondiale se trouvent dans une impasse. C'est là la cause profonde de l'échec de Trotsky en Union soviétique<sup>72</sup>». En deux ans, un demi-million d'ouvriers et de paysans chinois ont été abattus, pendus, décapités, éviscérés, sous la direction de l'homme que Staline et Boukharine se sont acharnés à présenter aux communistes chinois comme leur meilleur ami. Raison de plus pour exclure les opposants au XV<sup>e</sup> congrès, où Staline fait distribuer le Testament de Lénine aux 1 669 délégués. Le congrès marque la fin des oppositions ouvertes dans le Parti. Lorsque, l'année suivante, Staline se heurtera à Boukharine et à ses amis, il parlera d'une «déviation» ou d'un «danger de droite». Il n'y aura plus que des déviationnistes, puis des traîtres, et enfin des agents de l'ennemi.

Lors du Comité central qui suit le congrès, il renouvelle une troisième fois sa proposition de démissionner. Il a rempli sa tâche, il peut s'en aller. Jusqu'alors, le Parti devait le conserver à ce poste, «en tant qu'homme plus ou moins rude, offrant un certain antidote à l'Opposition. Aujourd'hui l'Opposition est non seulement écrasée, mais exclue du Parti». Il conseille donc de «mettre en œuvre l'indication de Lénine» et demande au Comité central de le libérer de ses fonctions de Secrétaire général. Mais comment sanctionner une rudesse qui a vaincu l'Opposition ? Staline est réélu à l'unanimité. C'est le Comité central qui désavoue Lénine, pas lui.

Une légende naît alors. Le psychiatre Bekhterev, invité en consultation chez Staline le 22 décembre 1927, aurait, à sa sortie, proféré en public le diagnostic de «paranoïa». Un autre témoin lui fait dire : «Je sors de chez un paranoïaque à la main desséchée<sup>73</sup>», allusion à la main gauche flétrie de Staline. Le lendemain soir, Bekhterev est pris d'un malaise au théâtre et meurt le

surlendemain : la rumeur court bientôt qu'il a été empoisonné. Mais quoi que l'on pense de la validité de ce diagnostic à la husarde, son énoncé est purement imaginaire. Bekhterev ne l'a jamais formulé.

Tirant le bilan de cette période Staline ajoutera de sa propre main dans sa biographie officielle en 1947 les lignes suivantes : « Accomplissant de façon magistrale sa mission de chef du Parti et du peuple soviétique et jouissant sans réserve de l'appui de ce dernier, Staline n'avait cependant pas entaché son activité même d'une ombre de présomption, de suffisance, d'infatuation de soi-même <sup>74</sup>. » On ne saurait être plus modeste.

## CHAPITRE XV

### Le Grand Tournant

À peine Staline s'est-il débarrassé des opposants de gauche, accusés de vouloir liquider la NEP, que cette dernière entre en crise ouverte. L'économiste russe Seliounine a dressé en 1989 un bilan enchanteur de la NEP : « Au bout de quatre ou cinq ans, le niveau d'avant-guerre était atteint dans l'industrie et dans l'agriculture. En 1928, ce niveau était dépassé de 32 % dans l'industrie et de 24 % à la campagne [...]. En moyenne, dans le pays, l'ouvrier consommait 72 kilogrammes de viande par an<sup>1</sup>. » Mais si la réalité était si rose, pourquoi cette année 1928 marque-t-elle le début d'une crise qui va déboucher sur le « Grand Tournant » de 1929 ?

En janvier 1928, l'idylle officielle entre la direction du Parti et la paysannerie aisée prend brusquement fin. Les livraisons à l'État de blé et de seigle chutent brutalement : au 1<sup>er</sup> janvier 1927, l'État avait stocké 7 millions de tonnes de grains, au 1<sup>er</sup> janvier 1928, les paysans ne lui en avaient vendu que 5 millions, soit une baisse d'un bon tiers. Les paysans étaient classés depuis dix ans en trois catégories : pauvres, moyens et riches (koulaks) en fonction de critères divers, au premier chef l'étendue de leur domaine. Staline dénonce un complot des koulaks, qui renâclent à livrer leur surplus de grains au prix payé par l'État, dont l'écart avec celui des produits industriels s'accroît. Mieux vaut dès lors garder son grain ou en faire de la vodka. Le « complot » mythique n'a aucun fondement : les paysans aisés ne

font que stocker un blé trop mal payé par le pouvoir. Mais ce dernier, affolé, prend bientôt des mesures contre les koulaks, avant de s'en prendre aux paysans moyens.

Le 6 janvier, Staline rédige, signe et fait télégraphier une directive du Comité central au ton menaçant, qui constate que, malgré la fermeté des directives antérieures, le grain ne rentre pas mieux, que les organisations locales travaillent « avec une lenteur inacceptable, [que] la léthargie continue. Notre appareil de base, dit-il, ne s'est pas encore mis en branle... ». Il dénonce la mollesse dans le recouvrement des impôts, des remboursements de crédits divers, qui témoigne d'un relâchement généralisé. Sans en analyser les raisons, Staline exige une amélioration radicale du stockage des grains, « dans un délai d'une semaine à dater de la réception de cette directive ; tous les prétextes et toutes les références aux congés seront considérés par le Comité central comme une violation grossière de la discipline du Parti », et s'attireront de lourdes sanctions. Staline multiplie menaces et pressions sur l'appareil du Parti, invité à les répercuter, en les amplifiant, sur la paysannerie. La résolution édicte des mesures répressives visant tout particulièrement les koulaks et les spéculateurs, et affirme la responsabilité personnelle des dirigeants de tous les organismes concernés. Staline menace de limoger ceux qui n'obtiendraient pas, dans la semaine qui suit, une amélioration sensible du stockage des grains<sup>2</sup>. La brièveté invraisemblable des délais en dit long sur l'affolement qui règne alors à Moscou.

Mais le Parti, à peine sorti d'une bataille rangée contre le « trotskysme », accusé de vouloir spolier les paysans, n'est guère prêt à mettre ces mesures en œuvre. Un rapport du Guépéou souligne le désarroi des militants du rang, voire leur hostilité à la rigueur des mesures décidées. Certains jeunes communistes s'indignent que les paysans soient contraints, pour payer impôts et taxes, de vendre leur dernière vache ou leur cheval pour une bouchée de pain. Certains grognent : « Cela sent les années vingt » (c'est-à-dire le « communisme de guerre » et les réquisitions forcées) et annoncent que « les paysans devront manifestement à nouveau forger des piques comme en 1919-1920 et se défendre ». L'odeur de la guerre civile se répand déjà dans les campagnes.

Aussi, malgré ce télégramme, le rythme des livraisons de blé ne s'accélère guère. Le 14 janvier, Staline, dans un nouveau télégramme, en impute la responsabilité aux dirigeants locaux du

Parti. Il exige à nouveau des mesures rigoureuses et recommande l'arrestation des paysans rétifs : « La collecte du blé représente une forteresse que nous devons prendre d'assaut à n'importe quel prix. » Prendre d'assaut une forteresse exige une armée. Or il impute les deux tiers des échecs aux directions régionales et locales, et annonce « une pression féroce sur nos organisations du Parti » du sud de la Russie et « une pression désespérée » en Sibérie et dans l'Oural, « car c'est notre dernière réserve ». Il insiste encore sur l'urgence « d'une pression totale sur tous les leviers du pouvoir et du Parti<sup>3</sup> ». Pour exercer cette pression « féroce, désespérée, totale », il faut secouer, de la base au sommet, un appareil qui espérait souffler au lendemain de la bataille contre le trotskysme. Staline somme les cadres du Parti de faire rentrer le blé au nom de l'article 107 du Code pénal qui prévoit un an de prison et la confiscation des biens pour « hausse préméditée du prix des marchandises par le moyen de l'accaparement » ou « dissimulation des marchandises pour ne pas les écouler sur le marché ».

À langage militaire, dispositif de guerre. Staline envoie Molotov dans l'Oural. Craignant que la grogne paysanne ne conjugue ses effets avec les ressentiments nationaux, il prépare le nettoyage de la Biélorussie, la chasse aux « nationalistes ukrainiens », et fait arrêter tout le gouvernement de la République autonome de Crimée, dont son président, Vela Ibraïmov. La Cour suprême refuse de les juger. Le collège du Guépéou les condamne tous à mort... par contumace.

Le lendemain, 15 janvier, Staline prend le train pour la Sibérie, à la place d'Ordjonikidzé, désigné pour cette mission urgente mais frappé, le 12 janvier, d'une maladie, peut-être diplomatique. Le secret le plus strict entoure cette expédition de trois semaines. La presse n'en souffle mot. Il faudra attendre la sortie du tome XI des *Œuvres complètes* de Staline, en 1949, pour en avoir un premier écho public, très partiel et contrôlé, et 1991 pour obtenir des documents complets sur cette expédition. Le surlendemain de son départ, le Guépéou expulse *manu militari* Trotsky de Moscou à Alma-Ata, au fin fond du Kazakhstan : les préparatifs de la guerre contre les paysans ne font pas oublier à Staline, bien au contraire, la normalisation d'un parti qu'il doit préparer à un affrontement douteux.

Le 18 janvier, à la réunion du Bureau sibérien du Parti, en présence des responsables de la collecte du blé, Staline affirme

l'existence purement imaginaire « d'exploitations koulaks disposant de surplus de blé de 50 à 60 000 pouds [1 poud = 16,8 kg] par exploitation, sans compter les réserves pour les semences, l'alimentation et la nourriture du bétail<sup>4</sup> », et impose un plan de stockage de 60 millions de pouds de blé en Sibérie. Comment y parvenir ? En menaçant les paysans de leur appliquer l'article 107. Staline insiste : le paysan qui a des surplus et ne les écoule pas au prix (très bas) fixé par l'État doit être sanctionné. Le directeur de la banque paysanne régionale proteste : les paysans moyens et pauvres verront là un retour à la période du communisme de guerre, marqué par les réquisitions forcées, et seront persuadés qu'après les koulaks leur tour viendra aussi. Staline répond à cette objection lors d'une nouvelle réunion, à huis clos, du Bureau sibérien le 20 janvier. Il se déclare personnellement « peu au fait concrètement » des perspectives d'évolution de l'agriculture, mais répète : « Nous nous trouvons dans une impasse<sup>5</sup> », et insiste : l'URSS ne peut rester un pays de petites propriétés paysannes, car l'émiettement et la volonté des petits paysans de diversifier au maximum leur production, pour leurs propres besoins personnels, interdit la spécialisation nécessaire à un grand pays, l'utilisation optimale des machines agricoles, des connaissances scientifiques et des engrais, dont seul le koulak peut disposer. Bref, il faut à terme socialiser la propriété paysanne pour tripler le rendement ; or, aucun pas n'a encore été fait dans ce sens. Ainsi, alors que la campagne en cours vise le seul koulak, dans cette réunion à huis clos, Staline menace le paysan moyen chez qui il faut « tuer la foi dans la perspective d'une hausse des prix du blé. Comment peut-on la tuer ? Par l'article 107 du Code pénal. Comment pense le paysan moyen ? Il pense : "Ce serait bien si on me payait plus, mais l'affaire n'est pas claire. On a emprisonné Petroucha. On a emprisonné Vanioucha, ils peuvent m'emprisonner aussi. Bon, il vaut mieux que je vende mon blé"<sup>6</sup> ». Staline compte ainsi sur la seule contrainte et, pour ce faire, il doit épurer et remodeler l'appareil, réticent à s'engager dans la bataille.

Il descend ensuite vers le sud et, le 22 janvier, réunit les cadres de la région à Barnaoul, la capitale de l'Altaï. Il leur explique les deux raisons de la crise : la facile victoire remportée contre l'opposition trotskyste a suscité une certaine euphorie dans l'appareil du Parti, et les « boulons se sont desserrés », et surtout, les cadres



et les militants ont adopté «une position incorrecte, non communiste, non marxiste<sup>7</sup>» sur la collecte de blé ; ils ne sont pas à la hauteur de la juste politique de la direction. Dans un télégramme adressé depuis la Sibérie au Comité central à Moscou, il affirme avoir «mis tout le monde au pas comme il faut<sup>8</sup>».

Staline, au cours de ce voyage, ne réunit que les instances ou les cadres du Parti. Pas une seule fois il ne se rend dans un village, dans une ferme ou un kolkhoze de la région. Il ne rencontre pas un seul paysan, pas un seul militant de base. Seul l'intéresse l'appareil du Parti ou de l'État, qu'il secoue pour le préparer à l'affrontement. Son passage s'accompagne de nombreuses révo-cations. Entre le 15 janvier et le 12 février, il limoge ainsi en Sibérie, pour mollesse dans le stockage du blé, quatre membres des tribunaux de district, cinq juges populaires, trois procureurs adjoints, sept chefs de district de la milice, deux responsables du Guépéou, un secrétaire de comité de district, quatorze secrétaires de comités d'arrondissement du Parti, dix-huit présidents de comités exécutifs d'arrondissements, plus une centaine de responsables d'organismes divers. Lors de son compte rendu de mission devant les cadres du Parti de Moscou, au lendemain de son retour, le 13 février, il affirme avoir «assaini plus ou moins» – sous-entendu : le travail n'est pas encore achevé – les organismes de l'État et du Parti sur place «en les nettoyant d'éléments manifestement décomposés, qui ne reconnaissent pas l'existence des classes à la campagne et qui ne désirent pas “se fâcher avec le koulak”<sup>9</sup>». Ce même jour, dans une lettre aux sections du Parti de Sibérie, il recommande de faire la chasse aux «éléments perfides qui possèdent des surplus de 2 000 pouds et plus de blé commercialisable<sup>10</sup>». Ainsi, en moins d'un mois, on est passé du possesseur mythique de 50 000 à 60 000 pouds de blé au possesseur réel, encore qu'extrêmement rare, de 2 000 pouds. Des «troïkas» dotées de pouvoirs exceptionnels sont chargées de rafler le blé. Le bureau de Barnaoul se propose d'organiser des procès publics contre les koulaks possédant au moins «400 pouds» – ce qui est apparemment difficile à trouver, puisque les deux premiers «koulaks» traduits en justice possèdent, l'un 276 pouds, l'autre 170... Dans un village, la troïka régionale contraint un paysan à vendre ses... 6 pouds de blé sans rien lui laisser pour les semences prochaines. Cette violence suscite la colère. De janvier à septembre 1928, le Guépéou recensera

en Sibérie 17 meurtres et 99 attaques à l'arme blanche de responsables et militants, et 52 tracts appelant au renversement du pouvoir soviétique, premiers signes d'un affrontement massif.

Cette expédition sibérienne est le dernier voyage de Staline dans son pays. À compter du 12 février 1928, il vivra dans le seul univers de l'appareil et de ses bureaux, coupé du monde réel qu'il n'aperçoit qu'à travers le prisme de la bureaucratie. Il est le seul dirigeant à vivre ainsi, totalement enveloppé par cette bulle bureaucratique.

La menace paysanne le pousse à tenter d'extorquer déclarations de capitulation et reniements d'opposants pour effacer toute trace d'opposition publique dans le Parti. C'est ainsi que Zinoviev et Kamenev, incapables de vivre en dehors de l'appareil, dénoncent Trotsky, dans une déclaration du 27 janvier 1928, et demandent à réintégrer le Parti, où ils seront à nouveau admis en juin après une autocritique complète. En avril, le Comité central, où Staline tire un bilan fantaisiste des mesures prises, reconduit la politique de réquisitions à titre exceptionnel, mais se heurte cette fois aux réticences de Boukharine, Rykov et Tolski.

C'est dans cette période tendue que se prépare le VI<sup>e</sup> et avant-dernier congrès du Comintern. Dès décembre 1927, Staline a annoncé que «l'Europe entre manifestement dans la zone d'un nouvel essor révolutionnaire». Après une phase de montée en puissance de la révolution (1917-1923), suivie par la stabilisation capitaliste (1923-1927), l'humanité aborde une troisième phase, celle des affrontements révolutionnaires décisifs. Le congrès enregistre sans broncher. Staline ne veut pas en laisser la direction à Boukharine. Lui qui préside en fait aux destinées de la III<sup>e</sup> Internationale depuis l'éviction de Zinoviev en 1926, il exige de participer à la mise au point du programme soumis au congrès. Le 23 avril, il fait valider cette prétention par le Bureau politique : Boukharine et lui devront élaborer en quatre jours le projet de programme à lui soumettre. Celui-ci, adopté le 7 mai, est présenté sous la double signature de Boukharine et de Staline au Comité exécutif du Comintern, qui désigne une commission, convoquée à la hâte à Moscou, pour le peaufiner. Staline n'y participera jamais. Boukharine, en revanche, y péroré longuement devant des participants fantoches. La commission n'apporte au texte que de très légères modifications de forme et de détail.

Staline avertit les éventuels téméraires, dès l'ouverture du

congrès : quoi qu'ils disent, on les accusera de trotskysme. Rappelant que les opposants « se sont brisé le cou », il ajoute : « C'est étrange, mais il y a, semble-t-il, autour du Comintern, des gens prêts à marcher sur les pas des opposants. » Il leur promet un sort identique... Une fois ces menaces proférées, Staline abandonne le congrès du Comintern à son train-train, part en vacances à Sotchi, et se fait remplacer dans la commission par Molotov. Boukharine parade à la tribune tandis que les délégués traînent dans les couloirs et les coulisses pour s'informer sur le sort qui l'attend.

Dans le domaine agricole, Staline hésite encore : il envisage de changer de politique, mais dissimule son incertitude derrière un attachement à la politique en cours qu'il réaffirme sans cesse. Le 28 mai, il déclare : « L'expropriation des koulaks serait une folie <sup>11</sup> » ; le 13 juillet, au Comité central, il accuse ceux « qui pensent que l'exploitation agricole individuelle est au bout de ses forces et que ce n'est pas la peine de la défendre » d'être des étrangers au Parti. « La véritable solution consiste à stimuler la petite et la moyenne agriculture <sup>12</sup>. » Le Comité central de juillet annule les réquisitions et augmente le prix des livraisons agricoles à l'État, mais Staline y annonce aussi, avec une franchise inhabituelle, une nouvelle politique, qu'il présente encore en pointillé. L'URSS, dit-il, doit s'industrialiser, mais ne peut ni ne veut imiter les pays capitalistes où l'industrialisation s'est, pour l'essentiel, effectuée par le pillage des pays étrangers, des colonies ou des pays vaincus, ou par des emprunts extérieurs, tous moyens interdits à l'URSS. « Que nous reste-t-il alors ? Il nous reste une seule chose : développer l'industrie, industrialiser le pays sur la base de l'accumulation intérieure [...]. Où sont les sources de cette accumulation intérieure ? [...] Il y en a deux : d'abord la classe ouvrière [...] ensuite la paysannerie » qui doit, dit-il, payer son « tribut <sup>13</sup> », car il est impossible de tirer beaucoup d'une classe ouvrière réduite (six millions d'individus, employés compris), et qui représente la base sociale du régime.

Or, la grande majorité des quelque 25 millions d'exploitations agricoles individuelles sont de taille réduite et arriérées. Un tiers des paysans n'ont pas de cheval et l'araire en bois est encore roi. Le koulak, seul, dispose de quelques instruments modernes qu'il loue aux autres, dont il utilise aussi les bras à bon marché ; il serait le seul à même de constituer, peu à peu, des exploitations

plus vastes et modernes, mais, malgré les espoirs de Boukharine, il est très improbable qu'une couche de fermiers enrichis sacrifie ses intérêts privés aux besoins de l'État et de l'industrialisation. Cette couche, attachée à la hausse des prix du blé, est de plus reliée aux intermédiaires privés ou nepmen, plus rapides et efficients que le lourd réseau bureaucratique des coopératives; eux aussi jouent à la hausse le prix du blé et utilisent la pénurie à cette fin.

Imposer à la paysannerie le tribut dont parle Staline, la ponctionner, réduire sévèrement sa consommation exige une collectivisation massive, rapide et brutale des 25 millions d'exploitations individuelles dont l'appareil ne pourrait, autrement, pressurer qu'une mince fraction. Il faut donc abandonner la NEP, fondée sur le marché. Cette contrainte brutale ébranlera le Parti, que Staline, préparant une véritable guerre contre la paysannerie, doit au préalable domestiquer. La majorité de son appareil, même central, formé pendant six ans à la lutte «antitrotskyiste», contre la «gauche» accusée de vouloir spolier la paysannerie, craint d'affronter les paysans. C'est pourquoi Staline va loucher près d'un an. Il doit, avant d'agir, isoler puis liquider au Comité central les partisans de Boukharine, qui, soucieux de perpétuer l'alliance nouée avec le groupe de Staline contre les «trotskyistes», ne mènent pourtant aucune lutte dans le Parti.

Il joue avec eux en nouant un filet d'intrigues dans lequel ils finiront par se perdre. Au Bureau politique, Kalinine hésite, Kouibychev flotte. Staline essaie de flatter Boukharine. Il lui déclare : «Toi et moi, Nicolas, nous sommes des Himalayas; les autres sont des nains.» À la réunion suivante, Boukharine rapporte la phrase de Staline qui l'interrompt en hurlant : «Tu mens, tu mens, tu mens, tu veux me mettre à dos le Bureau politique!» Qui ses membres ont-ils cru? «Je pense qu'ils m'ont cru moi, dira Boukharine, tout en faisant semblant de croire Staline<sup>14</sup>.» Mais Boukharine, orateur, publiciste et théoricien, n'est rien dans l'appareil, et les membres du Bureau politique savent bien qu'en dehors des périodes révolutionnaires les mots sont sans pouvoir. À l'occasion, Staline joue même les victimes. Ainsi, au Bureau politique du 16 avril 1929, il envoie à Boukharine le billet suivant : «Tu ne me forceras pas à me taire ou à cacher mon opinion par des cris m'accusant de "vouloir faire la leçon à tout le monde". Viendra-t-il le moment où cesseront les attaques contre moi?»

Staline prend son temps. L'agriculture peut attendre que la question du pouvoir soit réglée. Tant qu'il n'est pas assuré de disposer d'une solide majorité, il noie les divergences et essaie de diviser ses opposants. À la veille du Comité central de juillet 1928, il limoge du poste de Premier secrétaire du parti ukrainien Kaganovitch, haï de ses collègues eux-mêmes pour sa brutalité bureaucratique et son ukrainophobie, et s'attire ainsi à peu de frais leur sympathie. Boukharine lit une longue déclaration contre la politique de contrainte exercée sur la paysannerie au Bureau politique qui précède le Comité central. Molotov la déclare antiléniniste. Staline affirme : « Je peux en accepter les neuf dixièmes » et rédige une résolution copiée sur la déclaration de Boukharine. Ce dernier, désorienté, dépose quatre amendements. Staline les inclut dans sa motion<sup>15</sup>. Peu lui importe le texte, seul compte le maintien du contrôle de l'appareil qui lui permettra d'en user à son gré. En faisant adopter ses idées, Boukharine remporte une victoire à la Pyrrhus, puisque Staline tient les rênes du pouvoir.

Le 11 juillet au soir, Boukharine, dans un grand état d'agitation, se précipite chez Kamenev pour s'épancher. La « droite », expose-t-il, est apparemment majoritaire. À l'en croire, les dirigeants de Leningrad, ainsi qu'Andreiev, Iagoda, le vice-commissaire au Guépéou, son adjoint Trilisser, et le Bureau d'organisation, où figure le secrétaire du Parti de Moscou Ouglanov, sont avec lui ; même Ordjonikidzé vacille, et il conclut : « Nos forces sont potentiellement énormes. » Après cette énumération illusoire, Boukharine, qui depuis quelques semaines ne parle plus à Staline, fait de lui un portrait noir. « C'est un intrigant sans principes qui subordonne tout au fait de se maintenir au pouvoir. Il change de théorie d'après l'identité de la personne qui doit être éliminée au moment où il parle [...]. Il a cédé maintenant pour mieux nous étrangler [...]. Il nous étranglera [...]. Il tient uniquement à garder le pouvoir. En cédant devant nous, il est resté au volant et il nous écrasera par la suite<sup>16</sup>. » Il faudrait l'écarter mais le Comité central n'est pas encore prêt à accepter sa destitution, perspective qui effraie les dirigeants de Leningrad.

Kamenev, persuadé par des rumeurs diffusées par Staline lui-même que le Secrétaire général va faire appel à lui et à son ami Zinoviev face à la « droite », adresse à ce dernier un compte rendu de sa conversation avec Boukharine, qui parvient à Staline

quelques jours après. Le *Bulletin de l'Opposition* de Trotsky, puis le *Messenger socialiste* des mencheviks, en publient, six mois plus tard, des versions très voisines. Staline est peut-être l'organisateur de la fuite, car il utilisera largement ces deux publications contre Boukharine afin de démontrer à l'appareil sa déloyauté. La démarche de Boukharine vis-à-vis de Kamenev, écarté à jamais du pouvoir par sa capitulation publique, persuade Staline qu'il mène un double jeu ; elle lui suggère la possibilité, qui deviendra effective quatre ans plus tard, d'une alliance entre les diverses oppositions ; elle lui fournit un moyen de pression sur tous ceux, nombreux, que Boukharine a nommés, eux aussi suspects de double langage et de double jeu. Le Guépéou l'a sans doute informé que Kamenev a reçu Boukharine après un coup de téléphone (sur écoute) de Sokolnikov lui proposant un « accord pour écarter Staline <sup>17</sup> ».

Staline prépare les conditions politiques des lendemains qui déchantent. Rien n'indiquant que la paysannerie paiera de bon cœur le tribut qu'il exige, il avance un axiome politique qui annonce la Terreur : « Plus nous irons de l'avant et plus l'opposition des éléments capitalistes grandira, et plus la lutte des classes s'aiguïsera <sup>18</sup>. » Il engage une campagne de diversion, en désignant des boucs émissaires présentés comme responsables à la fois des difficultés actuelles et des échecs à venir. Préparant l'abandon de la NEP, il montre du doigt l'ennemi : les « spécialistes bourgeois » (ingénieurs, techniciens, cadres), accusés de « saboter » la production pour des raisons idéologiques, bref par hostilité au socialisme. Favorables à la NEP, qu'ils croient durable, ces spécialistes sympathisent avec les « droitiers ». Staline veut briser leur cohésion sociale. En juillet 1928, dans la ville minière de Chakhty, cinquante-trois ingénieurs et cadres de l'industrie charbonnière sont jugés pour sabotage organisé ; onze d'entre eux sont condamnés à mort. L'accusation, entièrement fabriquée, ne paraît pas invraisemblable à beaucoup, sept ans après la fin d'une guerre civile où, effectivement, le sabotage était un moyen de lutte banal. Et faire payer à de mythiques ennemis, que les ouvriers n'aiment pas, les effets de l'incompétence, de l'insouciance, du non-respect des règles de sécurité ou de l'emploi d'un matériel vieilli et usé, arrange beaucoup de monde. Staline n'est peut-être pas l'auteur de l'idée, mais elle correspond pleinement à sa thèse sur l'aggravation constante de

la lutte des classes au fur et à mesure que le socialisme se construit. Il va la peaufiner et la systématiser.

Ce premier procès d'une longue série inaugure une vaste campagne contre les «saboteurs» et les «diversionnistes». En terrorisant et en démoralisant ces «spécialistes» compétents, Staline obère, certes, le succès de l'industrialisation lancée avec le premier plan quinquennal en octobre 1928. Mais sa démarche est avant tout politique : il veut désigner les responsables des ratés du «Grand Tournant» vers la collectivisation et l'industrialisation, et saper la base sociale de la «droite». Au Bureau politique, Boukharine et ses amis, pour se dédouaner, ont voté la mort des onze de Chakhty. Staline s'est abstenu. Là encore, il joue le modéré, sinon le modérateur.

Il fait créer au Guépéou, à côté des sous-directions chargées des mencheviks et des trotskystes (cette dernière est confiée au jeune Vratchev junior, frère d'Ivan Vratchev, le dirigeant trotskyste), une autre sous-direction chargée des provocations contre les «droitiers» sous le nom de code «les adversaires». Un certain Platonov se présente bientôt chez le naïf Boukharine. À peine sorti de l'entrevue, Platonov envoie au Comité central un récit indigné de sa discussion. Boukharine nie, mais c'est parole contre parole. Staline envoie alors un agent du Guépéou jouer les opposants et réunir de jeunes «droitiers», amis de Boukharine, dans sa villa puis il accuse de double langage Boukharine... pourtant étranger à cette réunion.

Staline conçoit l'industrialisation et la collectivisation comme une guerre, à la discipline de laquelle l'appareil du Parti réticent doit se plier. Les jeunes cadres staliniens vont l'apprendre à leurs dépens. Le 13 avril 1928, Staline lance la campagne dite de l'autocritique destinée à pousser les fautifs de tous ordres à s'autoflageller : «L'autocritique nous est nécessaire comme l'air, comme l'eau<sup>19</sup>.» Après la victoire («facile») sur l'Opposition, le Parti, dit-il, risque de s'endormir sur ses lauriers. Le 16 mai, devant le VIII<sup>e</sup> congrès des Jeunesses communistes, il dénonce «le communiste-bureaucrate [qui] est le plus dangereux des bureaucrates», et lance un appel pour critiquer «le bureaucratisme de nos institutions<sup>20</sup>». Mais, dans la *Pravda* du 26 juin, il distingue une autocritique constructive (celle qu'il impose aux autres) et une autocritique destructive, dite de l'opposition trotskyste (celle que les autres pourraient lui adresser).

Cet été-là encore, Staline part aux bains de Matsesta. Il se plaint à nouveau de petites courbatures dans les muscles des bras et des jambes. Le médecin ne constate toujours aucun dérèglement pathologique ni aucune affection du système nerveux. Après trois bains, les douleurs diminuent. À son retour, il prend connaissance, dans la *Pravda* du 10 septembre 1928, des « Notes d'un économiste », où Boukharine livre, à demi-mot, son dernier combat public contre lui en feignant d'attaquer Trotsky : « Ce n'est pas en arrachant chaque année le maximum de ressources à la paysannerie pour la mettre [à la disposition de] l'industrie qu'on assurera le rythme maximum de développement industriel. » Il prône « l'essor des exploitations [paysannes] individuelles » et rejette toute accélération de l'industrialisation. Il a, sur ce point, l'oreille d'une bonne partie des cadres, mais Boukharine, homme de convictions et piètre politicien, dénonce l'hypertrophie de l'appareil bureaucratique : « Dans les pores de notre gigantesque appareil se sont nichés des éléments de dégénérescence bureaucratique absolument indifférents aux intérêts des masses, à leur vie, à leurs intérêts matériels et culturels. » L'appareil, édifié pour remplacer les petits producteurs, est « si colossal que la dépense nécessaire à son entretien est incomparablement plus importante que les dépenses improductives qui résultent des conditions anarchiques de la petite production » et freine le développement des forces productives. Il invite donc les ouvriers à « détruire » cet appareil – lequel ne peut dès lors voir en lui qu'un ennemi.

Cet appareil bureaucratique se développe en effet dans un désordre et une gabegie fantastiques. Le circuit du ravitaillement en est un des meilleurs exemples. Les coopératives d'achat collectent les produits auprès des paysans, les recensent, les transmettent aux sections du commissariat à l'Approvisionnement qui les centralisent, les recensent à nouveau, puis les ventilent aux coopératives de vente, qui recensent et vendent... ce qui reste. Dans ce circuit, en effet, des tonnes de marchandises disparaissent, perdues, détournées ou pourries, mais figurent néanmoins dans les statistiques de production et d'achat, bien que personne n'en ait jamais consommé la majorité. Le gâchis décuple la pénurie.

Avant d'engager publiquement la lutte contre les « droitiers », Staline veut nettoyer la place et d'abord le Comité de Moscou,



dirigé par le boukharinien Ouglanov flanqué de Martemian Rioutine, ancien dirigeant du soviet de Kharbine en 1917. Cet homme rugueux et déterminé, fer de lance de la lutte antitrotskyiste à Moscou, critique ouvertement le virage de Staline vers la collectivisation. Procédant par étapes, Staline le démet le 16 octobre, en feignant de ménager Ouglanov, lui aussi réticent, mais silencieux, à condition qu'il cautionne le limogeage de son adjoint. À la réunion du comité de Moscou, le 18 octobre, Ouglanov reproche à Rioutine d'avoir déclaré : « Nous savons que Staline a ses défauts, dont a parlé Lénine. » C'est inacceptable, dit Ouglanov, « parce que les trotskystes nous ont dit la même chose avant<sup>21</sup> ». Le lendemain, Staline descend au Comité de Moscou jouer les apaiseurs. L'entente règne, dit-il, au Bureau politique, dont tous les membres sont d'accord entre eux. Il limoge Ouglanov un mois plus tard.

Sa brutalité ne s'exerce pas seulement en politique. Son fils Jacob en sait quelque chose. Svetlana souligne sa froideur glaciaire avec lui, son attitude de despote. Il refuse de l'aider : « Jacob se sentait auprès de son père dans la situation d'un paria<sup>22</sup>. » Jacob désire mener une vie indépendante, il l'excommunie ; il épouse une jeune Zoia, Staline refuse de la rencontrer. Tyran domestique, Staline coupe les vivres à son fils. Le 9 avril 1928, il écrit à sa femme : « Transmets à Iacha de ma part qu'il s'est comporté comme un hooligan et un maître chanteur avec qui je n'ai et ne peux rien avoir de commun. Qu'il vive où il veut et avec qui il veut<sup>23</sup>. » Jacob tente de se suicider. La balle frôle le cœur. Il mettra longtemps à se rétablir. Staline se montre encore plus dur avec lui après ce suicide raté, qui ne lui inspire que des sarcasmes. La fille de Rykov, alors âgée de 10 ans, fait également l'épreuve de sa dureté. Un soir que le Bureau politique restreint est réuni chez son père, Staline, pour contraindre la fillette à quitter la salle, lui prend le nez entre les doigts et le lui tord violemment.

L'affrontement qui mûrit avec la majorité de la paysannerie suscite de vives tensions dans le Parti, dont de nombreux cadres, influencés par les « droitiers », font le gros dos. Or, Staline ne peut admettre de flottement dans les rangs. C'est alors qu'il décide de se débarrasser de Trotsky, qui, de son exil à Alma-Ata au fin fond du Kazakhstan, inspire et, avec son fils, Léon Sedov, organise l'Opposition de gauche. Le 26 novembre 1928, il fait

condamner par le Bureau politique « l'activité contre-révolutionnaire de Trotsky », et lui intime l'ordre d'y mettre un terme. Trotsky refuse. Staline laisse traîner l'affaire. Il doit auparavant épurer la direction des syndicats, depuis dix ans entre les mains de Mikhaïl Tomski, ancien ouvrier, petit homme râblé, obstiné, jadis condamné sous le tsarisme, en 1911, à cinq ans de bague, soucieux de défendre les intérêts des ouvriers à l'intérieur même de la politique du Parti. Staline attache à ses basques Kaganovitch, haï de tous, qui n'a jamais milité dans un syndicat, et qu'il fait nommer pour cette double raison à la direction. Ce sera un parfait commissaire politique. Il lui adjoint un jeune bureaucrate qui monte, tout aussi étranger au mouvement syndical, Jdanov. Humilié, Tomski veut démissionner ; Staline refuse ce défi à son autorité ; il tient à choisir lui-même le jour et l'heure.

Le 7 janvier 1929, il revient à Trotsky et fait voter par le Bureau politique son expulsion à l'étranger. Rykov et Vorochilov votent l'emprisonnement. Staline joue une fois de plus le modéré. Le 20 janvier, à Alma-Ata, le Guépéou envahit la maison de Trotsky, accusé d'avoir « organisé un parti antisoviétique clandestin visant [...] à préparer la lutte armée contre le pouvoir soviétique<sup>24</sup> ». Le 10 février, il embarque Trotsky à Odessa pour la Turquie. Neuf jours plus tard, le Guépéou monte à Moscou une souricière dans une imprimerie clandestine, où l'Opposition de gauche reproduit le Testament de Lénine. Il fait arrêter les « imprimeurs », parmi lesquels se trouve l'étudiant Varlam Chalamov, le futur auteur des immortels *Récits de Kolyma*.

Staline regrettera toujours cette expulsion de Trotsky, parti avec des bagages bourrés d'archives. Mais pour l'heure, il n'a qu'un souci en tête : il doit réussir le Grand Tournant vers la collectivisation, affronter des millions de paysans, les boukhariniens et une partie de son propre appareil. Chasser Trotsky, c'est priver l'Opposition de gauche de son guide et de son unificateur, faciliter sa désagrégation et le ralliement, pour le moment limité, de certains de ses membres. Il ne pense pas au-delà. En janvier 1929, il se débarrasse d'un gêneur qu'il juge plus dangereux à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il prend d'ailleurs une double précaution : il envoie Trotsky en Turquie, loin des centres du mouvement ouvrier, et prévoit de le faire dénoncer dans le monde entier comme un laquais de la presse social-démocrate et bourgeoise, dès qu'il s'y exprimera. Il expose au Bureau politique ce calcul à courte vue...

La Conférence nationale du Parti tenue en avril 1929 adopte le 1<sup>er</sup> plan quinquennal, mis en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1928. Staline fait adopter par la conférence la variante optimale, la plus tendue, élaborée par le Gosplan (organisme chargé de la planification), en même temps que le slogan : « Réalisons le plan quinquennal en quatre ans », première d'une série de remises en cause régulières des objectifs et des délais. En promulguant le plan quinquennal, il donne au Parti un objectif économique dynamique (construire la base industrielle du « socialisme »), suscite un appel de main-d'œuvre (qui liquidera le chômage), et offre un débouché aux paysans qui fuient la collectivisation.

Les convulsions que traverse l'usine de tracteurs de Stalingrad illustrent les dégâts provoqués par cette marche forcée. Pour honorer Staline, le 11 novembre 1925, le Conseil supérieur de l'économie nationale avait décidé de construire une usine de tracteurs à Stalingrad. La première pierre en est posée sur un terrain vague, le 12 juillet 1926. Le 1<sup>er</sup> juillet 1927, le Conseil du travail et de la défense décide d'y faire construire le tracteur « l'Internationale ». Le projet, approuvé le 5 avril 1928, prévoit que l'usine construira 10 000 tracteurs par an. Mais la collectivisation, pour réussir, a besoin d'une quantité considérable de tracteurs. Aussi, le 20 juillet 1928, l'objectif, doublé, est fixé à 20 000 tracteurs par an. L'URSS n'en a encore jamais fabriqué. Le directeur de l'usine, Kagan, et un groupe d'ingénieurs se précipitent aux États-Unis pour apprendre leur métier. (Le NKVD pourra ainsi les arrêter dix ans plus tard comme espions américains.) Le 11 décembre 1928, un télégramme informe la direction de l'usine, à peine installée, qu'elle doit fabriquer un autre type de tracteurs que celui initialement prévu. Il faut changer tous les plans. Et l'usine doit être prête pour octobre 1930 ! Sept mille jeunes communistes débarquent alors sur le chantier, où règne la panique, pour en achever la construction...

Au Comité central d'avril 1929, Staline dénonce brutalement la « déviation de droite ». Il accuse Boukharine de « se traîner à la queue des ennemis du peuple », d'en être donc un. C'est la première fois qu'un dirigeant du Parti accole cette étiquette à un autre dirigeant. Staline la justifie en trafiquant le malencontreux récit de Boukharine sur la démarche des SR de gauche en 1918 pour arrêter Lénine, qu'il transforme en démarche de Boukharine lui-même. Selon sa version, lors de Brest-Litovsk, il « courut voir

les SR de gauche, les ennemis de notre parti, mena avec eux des négociations en coulisses, et s'efforça de former un bloc avec eux contre Lénine et le Comité central. Nous ne connaissons pas encore, malheureusement, le contenu de ces négociations avec les SR de gauche, mais nous savons que ces derniers voulaient arrêter Lénine et organiser un coup d'état antisoviétique<sup>25</sup>». Reste à dévoiler le contenu des louches négociations de Boukharine au printemps 1918. La menace d'une enquête est désormais suspendue en permanence sur sa tête. Staline traite Tomski de «politicien trade-unioniste». Le mois suivant, il le fait chasser de la direction des syndicats et remplacer par l'inodore et docile Chvernîk, flanqué de Kaganovitch, fermement décidé, lui, à réduire les salaires des ouvriers.

Boukharine et Rykov ont prononcé à ce Comité central d'excellents discours, dit-on au syndicaliste Boris Kozelev, qui les compare au chant du cygne dont la beauté n'empêchera pas que «Koba les [écrase] sous les hululements et les sifflets de tout le monde». «Koba est plus fort. On craint Koba. Certains sont fascinés par lui, comme des lapins par un boa, et lui tombent droit dans la gueule. D'autres ont la frousse, comme des lapins, devant sa volonté d'acier, sa "puissance incommensurable", et les troisièmes, de faible volonté, incapables d'opposer à Koba une force analogue, équivalente, font la seule chose qui leur reste : ils protestent dans leur chambre fermée à clé et montrent leur poing dans leur poche<sup>26</sup>.»

Staline réunit, juste après le plénum, la XVI<sup>e</sup> conférence du Parti, du 23 au 29 avril, pour enrôler tous ses cadres dans la chasse aux «droitiers». Ses interventions ne sont pas publiées et le tome XII de ses *Œuvres complètes* n'y consacre pas une ligne. Chatzkyne et Lominadzé proposent de favoriser la constitution d'une organisation de la paysannerie pauvre, comme en 1918. Une initiative personnelle ? Inacceptable. Staline fait condamner les deux hommes par le Bureau politique et exige leur autocritique. Ils cèdent, puis sont démis de leurs fonctions.

Le tournant vers l'industrialisation et la collectivisation, dont le caractère total et violent n'est encore perceptible qu'en filigrane, pousse plusieurs opposants de gauche à se rallier à Staline : en juin 1929, Drobnis et Serebriakov ; en juillet, Radek, Preobrajenski, Smilga. Ils s'en mordront vite les doigts. Mais Staline craint que la guerre contre les paysans ne désoriente

certaines cadres du Parti avec qui les dirigeants de la « droite » ont conservé des rapports étroits noués au cours de la lutte antitrotskyste. Toute faille dans son appareil pouvant se révéler fatale, il veut contraindre les dirigeants de la « droite » à une autocritique.

Au Comité central de novembre 1929, Staline ne dit pas un mot de son projet de collectivisation totale et se contente d'annoncer : « Dans trois ans, notre pays sera l'un des plus riches en blé du monde, sinon le plus riche<sup>27</sup>. » Il ne précise pas les modalités du miracle. Boukharine, Rykov et Tolski défendent une dernière fois leurs positions, dans une déclaration qu'ils distribuent. Le Comité central exclut alors Boukharine du Bureau politique auquel, depuis plusieurs mois, il ne participait quasiment plus.

Puis, pour imposer cette collectivisation et contourner les hésitations et les doutes de ses membres, Staline ne réunira plus le Comité central pendant huit mois. Toutes les décisions seront prises par son petit groupe de fidèles et publiées au nom d'un Comité central installé par Staline lui-même aux abonnés absents...

Le Grand Tournant, exigeant une contrainte de haut en bas de la société et de l'appareil, soumis à une tension permanente, parachève la concentration du pouvoir entre les mains du Guide. Hissé au sommet de l'appareil pour imposer à tous la loi de la trique, Staline assume des fonctions de plus en plus vastes et intervient désormais dans tous les domaines de la vie de l'URSS – dans l'histoire, l'art, la littérature et demain dans la science. C'est le début de l'ère totalitaire. Aucun domaine n'échappe à son attention. À la mi-février 1929, il discute avec un groupe d'écrivains ukrainiens, victimes prochaines de sa campagne contre le « nationalisme ukrainien ». Il juge et note comme un maître d'école. Il qualifie ainsi Boulgakov d'« individu incontestablement étranger [...] mais qui a incontestablement fait quelque chose d'utile ». Puis il invite ses interlocuteurs à lire *Brousski* de... Parfenov, qui s'appelle en réalité Panferov, et dont il écorche le nom plusieurs fois sans que personne ose le corriger. Il raille Gorki en notant par dérision, à propos d'un poème de jeunesse, *La Jeune Fille et la Mort* : « Ce machin est plus fort que le *Faust* de Goethe<sup>28</sup>. » Cette moquerie fait le tour de Moscou.

Comme un empereur du Bas-Empire romain, il distille à son entourage un mélange savamment dosé de flatterie, de provocation

et de surveillance policière. Demian Biedny, le poète de cour, le vérifie à ses dépens. Staline l'invite un jour à déjeuner à Kountsevo. Sachant que Biedny ne supporte pas le saccage d'un livre, il prend un volume neuf et en découpe les pages à l'aide d'un doigt. Biedny le supplie de s'arrêter. Staline éclate de rire et continue de plus belle. Ce jeu éprouve les individus, mais ne suffit pas à vérifier leur fiabilité. Aussi Staline flanque-t-il Biedny d'un scribe du Guépéou, un certain Present, parent du futur collaborateur « scientifique » du biologiste Lyssenko. Un jour, Biedny, revenant de Kountsevo, s'extasie sur les fraises qu'il a mangées chez Staline. Sur le carnet de l'agent, transmis à Staline, la phrase devient : « Demian Biedny s'est indigné que Staline bâfre des fraises pendant que d'autres meurent de faim<sup>29</sup>. » Le procédé se développe. En août 1930, un ami de Rioutine, Nemov, vient voir ce dernier en vacances. À peine revenu à Moscou, Nemov adresse au Comité central un compte rendu scandalisé de leurs conversations : Rioutine a jugé ruineuse la politique du Comité central dirigé par Staline, en particulier la collectivisation forcée, et dénoncé l'exclusion du Parti et du Comintern de tout militant en désaccord avec Staline. Rioutine a beau démentir le compte rendu de Nemov, il est exclu le mois suivant pour « comportement traître à double visage à l'égard du Parti », formule promise à un grand avenir. La dénonciation devient un élément central du système stalinien car, jusque dans les sommets du Parti, nombre de ceux qui applaudissent en public à sa politique la condamnent dans le secret de leur âme. Staline le sait ou le sent. Potentiellement dangereux, ces individus à double face doivent être à toute force débusqués. Staline n'a rien inventé : il reprend une vieille tradition ecclésiastique qui voit dans chaque repentir un pécheur en puissance.

La langue de bois, qui envahit l'appareil à cette époque-là, correspond parfaitement à la nouvelle situation : les oppositions, privées de tout droit d'expression, même interne au Parti, tendent à se fondre au sein même de l'appareil. Extérieurement, tout le monde est d'accord sur « la ligne générale », « avec le Comité central », « avec la ligne du Comité central », avec Staline. Les divergences éventuelles s'expriment par des nuances imperceptibles et n'apparaissent au grand jour que lorsque Staline et son groupe, jugeant vraisemblables les désaccords systématiquement refoulés, surtout s'ils sont profonds, décident, pour leurs fins propres, de les dénoncer publiquement.

Une question taraude alors les opposants vaincus : la révolution russe connaît-elle un processus identique à celui qu'a connu la Révolution française après la chute de Robespierre : sa confiscation par une bourgeoisie avide d'argent et de plaisirs, qui a débouché sur le bonapartisme, l'Empire et la Restauration ? La NEP, avec la réouverture au capital privé et le retour aux mécanismes marchands, a fait ressurgir la crainte d'un Thermidor rampant. À partir de 1927, au moment même où Staline commence à liquider la NEP, Thermidor l'emporte-t-il ? Si oui, quelle couche ou classe détient le pouvoir ? L'ancien groupe du « centralisme démocratique » répond : oui, Thermidor l'a emporté, la petite bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS, il faut la renverser. Pour Trotsky, la dégénérescence inachevée de la révolution débouche sur un cas de figure imprévu et original : la contre-révolution ne rend pas le pouvoir aux anciennes classes dirigeantes, mais à une couche parasitaire, instable, coincée entre les classes fondamentales, la bureaucratie, qui rêve de stabiliser ses privilèges en transformant son usufruit de la propriété d'État en propriété personnelle privée.

Le changement d'époque qui s'amorce, marqué par la dénonciation publique de l'égalitarisme dans le domaine des salaires, est en tout cas incontestable. Un survivant évoque ainsi « l'égalitarisme abhorré par les pontes du Parti [...] écho de cette période heureusement pour eux à jamais révolue, où les militants du Parti portaient des vestes de cuir râpées, avaient un salaire plafonné, travaillaient dans d'austères bureaux et donnaient à la population l'exemple de mœurs puritaines<sup>30</sup> ». Staline se fait alors construire une villa à Sotchi, dite « Objectif n° 1 ». C'est, entre Matsesta et Sotchi, une belle maison à un étage avec piscine dans la forêt de pins, salle de billard, salle de cinéma. Comme à Zoubalovo, on trouve un divan dans chacune d'elles. Non loin de là s'étagent les villas de Kalinine, Mikoïan, Molotov. Les rares fois où Staline reçoit des invités, ils logent dans une de ces villas, jamais dans la sienne.





## CHAPITRE XVI

### Koulak et Goulag

La collectivisation et le premier plan quinquennal sont placés sous le signe de la contrainte généralisée : violence contre les paysans, chasse aux objectifs irréalistes, irréalisables et sans cesse modifiés. Le développement rapide du Goulag est l'un des éléments-clés de cette double mise en œuvre. Il s'agit de bien autre chose que d'une simple extension des lieux de détention créés antérieurement, avec, d'un côté, les camps de répression politique, résidus ou avatars de la guerre civile, réduits depuis 1923 à celui des îles Solovki, dans la mer Blanche, où sont détenus des prisonniers politiques et de droit commun condamnés par le Guépéou sans décision judiciaire, et, de l'autre, les camps de travaux correctifs et les colonies de travail, institutions pénitentiaires accueillant des individus condamnés par un tribunal à remplir des tâches d'utilité publique rémunérées. En 1928, ces camps et colonies renferment 60 000 détenus, dont près de 90 % de droit commun. Le Kremlin envisage alors d'utiliser leur travail à des fins productives.

Le 27 juin 1929, le Bureau politique décide de transférer tous les détenus des prisons condamnés à des peines de plus de trois ans dans les « camps de travail et de rééducation » du Guépéou et d'en ouvrir de nouveaux dans « des régions isolées et inhospitalières [...] pour les coloniser et exploiter les richesses naturelles par l'utilisation du travail forcé<sup>1</sup> », où les ouvriers libres refusent d'aller. Le 11 juillet 1929, un décret charge le Guépéou de déve-

lopper la vie économique des régions périphériques quasiment désertiques avec des détenus utilisés à ouvrir des voies de chemin de fer, tracer des routes, abattre des arbres. Tous ces décrets et résolutions sont strictement secrets. Staline se garde bien d'imiter le Trotsky de 1919-1920, qui expliquait publiquement la nécessité provisoire du travail forcé pour redresser l'économie dévastée de la Russie soviétique.

Soljenitsyne attribue l'idée du travail systématique des détenus à « Naftali Frenkel, juif de Turquie », détenu à Solovki depuis 1927, tout en dénonçant ce qu'il qualifie de « légende ». Selon lui, un avion serait venu le chercher « autour de 1929 » pour une entrevue de trois heures avec Staline. Soljenitsyne résume cette conversation sans sténogramme ni témoin, où « Frenkel déploie devant le Père des Peuples les perspectives éblouissantes de la construction du socialisme grâce au labeur des détenus [...] au rythme des bouffées que son interlocuteur tire de sa pipe<sup>2</sup> ». Mais cette conversation n'est qu'une fantaisie littéraire. Staline n'avait nul besoin d'un « juif de Turquie » pour inventer le Goulag.

Le plan quinquennal prévoyait qu'à la fin de 1932 15 % seulement des terres arables seraient collectivisées. Mais les réquisitions et la pression fiscale accrue sur la paysannerie décidées en 1928 et 1929 restent inefficaces : au début d'octobre 1929, les stocks de grains dans les greniers de l'État sont de 20 % inférieurs aux rentrées, déjà peu brillantes, d'octobre 1928. L'État reste subordonné aux paysans qui produisent un surplus commercialisable : sur toute l'année 1929, en effet, les kolkhozes ne récoltent que 27 millions de quintaux de céréales sur un total de 717 (soit moins de 4 % de la production agricole totale). Afin de contraindre les paysans à entrer dans les kolkhozes, le gouvernement écrase d'impôts les fermes individuelles classées « koulaks ». Cette pression fiscale pousse les paysans aisés ou riches à y échapper en vendant leurs biens. Le résultat est décevant.

En novembre 1929, Staline salue l'anniversaire de la révolution par la fuite en avant de la collectivisation forcée et totale. Son article, « Le Grand Tournant », paru dans la *Pravda* du 7 novembre, annonce que les paysans, dans leur masse, se tournent vers les kolkhozes et affirme : « Nous sommes déjà sortis de la crise du blé. » En avant, donc, vers la collectivisation des terres, de l'outillage, du bétail, de la volaille, des isbas, voire... des bottes.

Le Comité central, réuni trois jours plus tard, prend acte de cette décision et exclut Boukharine du Bureau politique. À la veille de l'affrontement avec la majorité de la paysannerie, un nouveau rapport s'instaure entre Staline et le Comité central : le Chef décide, le Comité central confirme. Bonaparte perce déjà sous le Secrétaire. En décembre 1927, Tomski prétendait : « Staline ne se complaît nullement dans le rôle de chef » et raillait les opposants qui imaginaient « au-dessous de lui l'appareil des fonctionnaires tremblant devant le Secrétaire Staline<sup>3</sup> ». En deux ans, la mutation du Secrétaire général en chef unique, incarnant à lui seul le Comité central et bientôt le Bureau politique, s'achève.

Staline décrète alors la « liquidation des koulaks en tant que classe<sup>1</sup> ». Mais qu'est-ce qu'un koulak ? En mars 1929, le gouvernement avait décidé de classer comme koulak tout fermier caractérisé par l'un des traits suivants : embauche permanente de salariés (sans précision de nombre), possession d'un moulin, d'une beurrerie, d'une arçonnerie, d'une râperie, ou d'une sécheuse de pommes de terre, de fruits ou de légumes actionnée par un moteur ou un moulin à eau ou à vent, louage de machines agricoles à moteur, louage d'un local, pratique du commerce, de l'usure, ou jouissance de revenus ne provenant pas du travail. Ces critères permettent de classer « koulaks » un grand nombre de paysans dits « aisés » ou « moyens », en somme de ratisser très large. L'écrivain communiste Cholokhov, indigné par ce qui n'est pourtant qu'une faible amorce de la collectivisation totale prochaine, en informe une de ses amies, membre du Parti depuis 1903, Levitskaïa, qui transmet une copie de sa lettre à Staline. Il compare les communiqués triomphants des autorités aux communiqués mensongers des Blancs pendant la guerre civile. Dans sa région du Don et dans la Basse-Volga voisine, « les paysans pauvres meurent de faim, les gens deviennent enragés ». Il

I. : À la page 19 du *Livre noir du communisme*, Stéphane Courtois écrit : « Le mot officiel de Staline [...] était d'exterminer les koulaks en tant que classe. » Stéphane Courtois remplace « liquider » par « exterminer » et s'appuie sur cette citation modifiée pour affirmer : ici « le génocide de "classe" rejoint le génocide de "race" ». Donc le « communisme » par Staline interposé et le nazisme sont jumeaux puisque l'un tente d'exterminer une couche sociale et l'autre une race. Il est fâcheux que pour étayer cette affirmation Stéphane Courtois commence par trafiquer la formule de Staline. Les guillemets et le mot « officiel » n'y changent rien.

annonce pour l'année suivante la diminution catastrophique des surfaces ensemencées et cite les propos de trois anciens soldats de l'Armée rouge qui sont venus le voir après avoir été dépouillés de tout par les activistes-collectivisateurs : semences, vêtements, samovar pour faire bouillir l'eau du thé. Ils n'ont laissé que les murs de la maison. Ils ont envoyé un télégramme à Kalinine : « On nous a dépouillés pire que les Blancs en 1919 », et ils ajoutent en souriant amèrement à Cholokhov : « Les Blancs nous avaient pris seulement notre pain et nos chevaux, et notre pouvoir à nous nous a complètement dépouillés. » Kalinine et Staline reçoivent des milliers de télégrammes de ce type. Levitskaia, dans la copie transmise au Chef, supprime le dernier et violent paragraphe de la lettre : « Artem [Vessioly] a bien raison de dire : "Il faudrait les passer sérieusement au tamis." Je signe ça : il faudrait les passer tous au tamis, y compris Kalinine, tous ces gens qui braillent de façon hypocrite et pharisienne sur l'alliance avec le paysan moyen et en même temps étranglent ce paysan moyen<sup>4</sup>. » Cette « alliance » était depuis le début des années 1920 la formule sacramentelle de la politique agricole du gouvernement et Trotsky s'était vu reprocher de la briser et de menacer ainsi la stabilité de l'État...

Pour le subordonner entièrement aux besoins de l'État soviétique, Staline parachève sa mainmise sur l'appareil du Comintern : le 1<sup>er</sup> mars 1929, il se fait désigner comme orateur à la réunion du Comité exécutif consacrée au dixième anniversaire de l'Internationale. Le 7 juin 1929, la commission de préparation de l'assemblée plénière du Comité exécutif l'élit à son présidium. En juillet 1929, le Comité exécutif du Comintern exclut de son présidium Boukharine et son partisan américain, Jay Lovestone, homme d'appareil, spécialisé dans la chasse aux opposants, qui vient de réunir un congrès où il contrôlait 95 des 104 délégués. Staline a convoqué Lovestone à Moscou pour le détacher de son maître ; il tente d'abord de l'amadouer, puis se fâche, lui explique que sa majorité va s'évanouir et lui lance : « Pour qui donc vous prenez-vous ? Trotsky m'a défié. Où est-il ? Zinoviev m'a défié. Où est-il ? Boukharine m'a défié. Où est-il ? Et vous ? » Il ricane : « Il y a beaucoup de places dans nos cimetières<sup>5</sup>. » Revenu chez lui, Lovestone trouve sa majorité en miettes. Les coups, le chantage, les persécutions, les dénonciations en ont eu raison.

Pour se soumettre le Comintern, Staline cherche et trouve partout des cadres traînant dans leur passé une faute ou une défaillance, même vénielle, que les contrôles systématiques, la rédaction constamment renouvelée de fiches détaillées dites « bio » permettent de retrouver. Isaac Babel dira bientôt de lui : « Staline n'aime pas les biographies sans tache. » Staline a ses rabatteurs pour débusquer les entachés. En France, ils s'intéressent à Maurice Thorez qui, emprisonné en juin 1929, a demandé sa sortie de prison et payé la caution exigée sans solliciter au préalable l'autorisation réglementaire du Bureau politique. On peut tout supposer derrière cette infraction à la règle. En Allemagne, il promeut Ernst Thaelmann, ancien ouvrier enthousiaste, fruste et inculte, qui a protégé l'indélicat trésorier de la section de Hambourg du Parti, Wittorf, ancien docker qui dépensait l'argent des cotisations dans les boîtes de nuit et les salles de jeu. La direction du Parti communiste allemand a désavoué publiquement Thaelmann, Staline la condamne et l'oblige à annuler sa décision. Il promeut aussi Wilhelm Pieck, arrêté le 15 janvier 1919 avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par les corps francs qui ont assassiné les deux dirigeants et relâché Pieck, pas assez connu. Bref, Staline s'attache des cadres fragilisés. Le seul critère qui compte à ses yeux est la docilité. C'est ainsi qu'il domestique et stalinise le Comintern.

La « liquidation des koulaks comme classe », c'est-à-dire la traque de millions de paysans, exige une répression massive, et l'industrialisation forcenée sans machines réclame des bras à très bon marché. L'extension du système des camps, joint à celui des « peuplements spéciaux » qui chasse en Sibérie ou au Kazakhstan près de 1 800 000 paysans, affectés à l'abattage des arbres, à la coupe du bois ou à l'extraction du charbon, répond à une double fonction : la terreur de masse pour briser la résistance paysanne et l'utilisation économique du travail forcé. Staline brandit sur la population laborieuse la menace de la déportation pour lui imposer des salaires très bas et des conditions de logement et d'alimentation déplorables. Le déchaînement de la Terreur fait du Guépéou l'instrument essentiel de Staline, qui lui confie des tâches répressives et économiques considérables ; l'appareil policier en tire de substantiels avantages matériels et politiques et devient la colonne vertébrale de la caste bureaucratique. Commence alors l'ascension de Iagoda, vice-président du Guépéou, dont le président, Menjinski, malade, agonise lentement jusqu'en mai 1934.

La discussion politique, étouffée, se maintient sous la forme de débats scolastiques pour initiés, de rumeurs et de ragots colportés par des cliques et des clans qui se déchirent sous le voile de l'unanimité. Chatzkine et Lominadzé, enflammés par la collectivisation, veulent relancer la campagne pour l'autocritique. Le premier publie, dans la *Komsomolskaia Pravda* du 18 juin 1929, un article virulent, « À bas l'esprit bourgeois dans le Parti », que, de Sotchi, Staline fait condamner par le Bureau politique le 22 juillet. Dans une lettre à Molotov, il écume : « C'est un défi direct au Comité central. » Il dénonce tout un groupe composé de Chatzkine, Averbakh (le chef des écrivains « prolétariens »), Sten et Lominadzé. Ces gens-là, dit-il, « exigent (fondamentalement) la *liberté* de réexaminer la ligne générale du Parti, la *liberté* d'affaiblir la discipline du Parti, la *liberté* de transformer le Parti en club de discussion ». Staline souligne trois fois le mot « liberté<sup>6</sup> ». Il exige que l'on muselle ces bavards. Il ne sait pas que Lominadzé, dans des lettres à Ordjonikidzé, critique sévèrement sa politique et le régime qu'il impose au Parti.

La moindre faille dans le dispositif du pouvoir l'inquiète. Au lendemain du congrès régional des soviets de Moscou, fin septembre, Staline explose et, de Sotchi, adresse une lettre à la fois furieuse et ironique à ses lieutenants. Rykov n'a pas dit un mot de la lutte contre les « droitiers », s'insurge Staline. « Rykov apparemment est dégagé de cette obligation ? Comment pouvez-vous supporter cette hypocrisie politique ? » Il attend pour le chasser que le fruit soit mûr et conclut : ou Rykov dénonce les « droitiers », ou il n'a pas le droit de parler au nom de la direction. Puis il s'étonne que ce dernier continue à présider les séances du Bureau politique. « Pourquoi admettez-vous cette comédie ? [...] N'est-il pas temps d'en finir<sup>7</sup> ? » Le sarcasme dissimule une crainte : en laissant Rykov présider ces séances, les compagnons de Staline lui reconnaissent une légitimité. Or Staline, pour qui un ancien adversaire battu n'est jamais un allié fidèle, veut l'éliminer.

Cet été, Nadejda le laisse seul à Sotchi à la fin d'août. Elle rentre à Moscou se présenter aux examens de fin d'études à l'Académie industrielle. Cette jeune femme obstinée tient à affirmer sa personnalité en poursuivant ses études et à vivre normalement : c'est ainsi qu'elle se déplace en tramway ou en autobus et ne prend de taxi qu'en cas de défaillance – fréquente – des trans-

ports en commun. Staline rentre à Moscou au début d'octobre. Pendant cet intervalle, il écrit à son épouse sept lettres, dont l'une s'est perdue, d'une brièveté et d'une sécheresse extrêmes, ne demandant aucune nouvelle des enfants. La plus courte fait deux lignes : « Tatka, j'ai reçu la lettre. Est-ce qu'on t'a transmis l'argent ? Le temps ici s'est amélioré. Je pense rentrer dans une semaine. Je t'embrasse fort. Ton Joseph<sup>8</sup>. » La plus longue fait huit lignes. Dans celle du 1<sup>er</sup> septembre il se plaint d'avoir frôlé une inflammation des poumons, il tousse tout le temps, sa poitrine laisse échapper un râle suspect. Il lui demande de faire un saut à Sotchi si elle parvient à se libérer six à sept jours.

Les lettres de Nadejda sont nettement plus longues. Elle y fait part de sa nervosité à la veille de ses examens, de son attente impatiente des lettres de Joseph, et y évoque des problèmes sociaux ou politiques. Le 2 septembre, elle souligne : « À Moscou il y a partout des queues, et pour le lait et pour la viande surtout. C'est un spectacle désagréable, et surtout on pourrait améliorer tout cela avec une organisation correcte<sup>9</sup>. » Une fois même, elle lui expose longuement un problème politique : la persécution à laquelle est soumis le rédacteur en chef de la *Pravda*, Kovaliov, pour un article publié avec l'accord du comité de rédaction. Alors qu'il n'aime guère que son épouse s'occupe de problèmes politiques, il lui confirme que ce Kovaliov sert de bouc émissaire à la rédaction ; il écrit la même chose à Ordjonikidzé. Lui qui fera de la chasse au bouc émissaire un système de gouvernement la dénonce alors comme « un moyen bon marché, mais incorrect et non bolchevik de corriger ses propres fautes<sup>10</sup> ».

La formation dans les sommets de groupes de mécontents, même restreints, montre à Staline à quel point le Parti lui-même est un instrument fragile. Aussi s'attache-t-il à renforcer les pouvoirs du Guépéou, auquel, le 25 novembre 1929, le Bureau politique donne le droit de fusiller sur place les pyromanes coupables d'avoir incendié des édifices publics ou des entreprises (le dossier du Bureau politique sur cette question porte le nom de « question Iagoda » et non « Menjinski », le chef théorique du Guépéou, car Staline juge son visqueux adjoint plus malléable). Staline lui transfère les détenus des colonies de travail du commissariat à la Justice, condamnés à plus de trois ans ; il déteste le commissaire à l'Intérieur de Russie, Tolmatchev, qu'il soupçonne de sympathies « droitières » et qu'il enverra au Goulag deux ans

plus tard. Cette antipathie, ajoutée à la volonté de retirer à la « droite » un point d'appui, le pousse à rationaliser le fonctionnement des organes répressifs : un décret du 5 novembre 1930 dissout les commissariats à l'Intérieur dans toutes les Républiques et transfère tous leurs pouvoirs de police au Guépéou. Le Guépéou concentre ainsi toutes les fonctions répressives au moment où les révoltes paysannes reprennent et où des militants du Parti, à la campagne, se solidarisent avec les protestataires, quand ils ne participent pas à leurs actions. La lutte de clans engendrée par la concentration du pouvoir entre les mains de Staline est à l'origine de nombreux incidents. En décembre 1929, à Leningrad, un certain Dessov, rival de Kirov, rassemble contre ce dernier un recueil de ses articles patriotiques publiés pendant la guerre dans le journal libéral *Terek*. Ordjonikidzé prend la défense de Kirov, mais souligne que nul, même Staline, n'est à l'abri d'erreurs. Ainsi, dit-il, Staline, lors de son retour d'exil en 1917, avait proposé de soutenir le Gouvernement provisoire et de continuer la guerre ! Alors, que reprocher à Kirov ? Staline, informé, convoque d'urgence le Bureau politique le 7 décembre sur la question. Le 10, le Bureau politique, la commission de Contrôle, le secrétariat du comité provincial de Leningrad, tous les secrétaires d'arrondissement et les membres du Comité central habitant la ville, soit une centaine de cadres dirigeants, sont réunis, toutes affaires cessantes, pour examiner la question. Les adversaires de Kirov sont mutés. Ordjonikidzé, dans une note écrite, affirme : Dessov a menti en lui faisant dire que « même le camarade Staline n'avait pas été ferme pendant un certain temps <sup>11</sup> ». Bref, il se déjuge. Staline marque trois points : le remuant Ordjonikidzé est affaibli tout en reconnaissant par écrit l'infailibilité du Secrétaire général qui, désormais, possède un dossier sur son ami Kirov.

Cette affaire de politique interne réglée, Staline peut revenir à la collectivisation. Le 27 décembre 1929, il déclare : « Le mouvement kolkhozien a pris le caractère d'une puissante avalanche antikoulak croissante » et, sans avoir été mandaté par aucun organisme du Parti, il lance par deux fois le sinistre slogan : « Nous sommes passés ces derniers temps de la politique de limitation des tendances exploiteuses des koulaks à la politique de liquidation des koulaks en tant que classe <sup>12</sup>. »

Le 5 janvier, il présente le décret portant liquidation des kou-



laks comme une décision du Comité central. Pour intimider les paysans, il dépêche une promotion de 27 000 militants, dits «ouvriers de choc», pour agir en détachements supplétifs des troupes spéciales du Guépéou. Les empereurs romains promettaient aux dénonciateurs le quart de la fortune de leurs victimes fortunées ; Staline les imite : il promet une partie du butin des koulaks aux paysans pauvres, sans terre, sans bétail ni matériel, pour les mobiliser comme force de frappe. Il fait ainsi du pillage et du règlement de comptes un moteur de la collectivisation et transforme une partie des paysans pauvres, enrôlés dans les rangs des «activistes», en pillards et parasites, prêts à qualifier de koulak leur voisin afin de mettre la main sur ses biens. Ceux-là formeront demain la couche inférieure de la caste bureaucratique.

Les vannes ouvertes, la violence ne connaît plus de limite. La Sibérie, où Staline s'était rendu en janvier 1928, en illustre l'ampleur. Dans le district de Biisk, dans l'Altaï, on collectivise et on «dékoulakise» en vingt-quatre heures plusieurs centaines de villages : les activistes raflent, surtout pour eux-mêmes, les biens des paysans baptisés «koulaks» pour les besoins de la cause, les rouent de coups, les jettent nus dans la neige. À Atchinsk, Minoussinsk, et dans plusieurs villages, des groupes d'activistes violent femmes, filles, brus des paysans et rouent de coups ou abattent ceux qui résistent. Violer une femme ou une fille de «koulak» en lui promettant, si elle ne résiste pas, de ne pas déporter son mari ou son père est un procédé des plus répandus dans cette version dégénérée de la lutte des classes.

Le journal d'Alexandre Soloviev, professeur à l'Académie rouge, ardent partisan de Staline, donne un témoignage des résistances suscitées dans le Parti lui-même par la collectivisation totale forcée. En février 1930, on l'envoie enquêter à Khlebnikovo où viennent de se suicider les frères Anikeiev, fils de paysans pauvres, ouvriers à l'usine de textile Krasnaia Poliana, l'un président du soviet du village, l'autre président du kolkhoze. Ils se sont suicidés, balbutie le second, alors qu'il agonise, pour protester contre les méthodes de collectivisation totale du comité de district du Parti qu'ils ont combattues en vain. Les dirigeants ont entassé tout le matériel réquisitionné chez les paysans dans un hangar, le bétail à cornes dans un second, les chevaux dans un troisième, les poules, les oies, les canards dans un quatrième. Ils ont enfin entassé dans trois isbas les familles de

«koulaks» et de paysans moyens qui renâclaient devant la collectivisation, sans leur donner à manger ni à boire. Laissées sans nourriture, les bêtes beuglent et hennissent, la volaille piaille. Le village est en ébullition. Après avoir recueilli les déclarations du frère cadet qui meurt sous ses yeux, Soloviev se rend à l'usine de textile où les Anikeiev travaillaient depuis l'enfance : « Tout le monde chante leurs louanges. Des travailleurs exemplaires. De bons communistes <sup>13</sup>. » Les ouvriers rendent responsables de la mort de ces militants les dirigeants du district, qui « voulaient arriver en tête » dans la course à la collectivisation pour être bien vus en haut. Des centaines de scènes de ce type et des dizaines de suicides de frères Anikeiev se reproduisent aux quatre coins de l'URSS.

Au fur et à mesure de la « liquidation des koulaks », les autorités locales, de plus en plus incapables de trouver des exploitations « koulaks », y classent, pour échapper à la vindicte de Staline, des fermes de paysans (très !) moyens. La « dékoulakisation » visant à terroriser la masse des paysans, le gouvernement déporte 356 500 familles « koulaks », soit environ 1 800 000 personnes, dans des régions lointaines et désertiques de Sibérie et du Grand Nord qu'elles devront mettre en valeur.

Un véritable incendie embrase les campagnes, que les rumeurs engendrées par la brutalité de la collectivisation étendent. Ainsi, à Pitelino, dans le district de Riazan, le bruit court en février 1930 que Staline a décidé de socialiser jusqu'aux femmes et aux enfants : les paysans empoignent leurs faux et leurs haches et attaquent les locaux de l'administration. En 1929, le Guépéou dénombre 1 300 émeutes paysannes ; en 1930, il condamne 20 000 émeutiers à mort. Au premier trimestre de la même année, il dénombre plus de 2 200 soulèvements auxquels plus de 800 000 paysans ont pris part. Dans les régions frontalières de l'Ukraine, les paysans constituent des détachements armés et élisent de nouveaux soviets ou municipalités. La guerre civile ravage le Caucase du Nord.

La crainte d'une insurrection paysanne généralisée pousse Staline à marquer une pause. Le 2 mars, la *Pravda* et les autres grands quotidiens publient de lui un article resté célèbre, intitulé « Le vertige du succès », où il accuse les cadres moyens du Parti, enivrés par le succès du mouvement de construction des kolkhozes, d'être allés trop loin en collectivisant même les outils

individuels et les volailles, bref d'avoir commis des «exagérations» (*peregibi*). On cite souvent cette seule partie de l'article en oubliant la seconde, dans laquelle Staline présente comme un «énorme succès» la collectivisation de 50% des terres, succès qu'il invite les cadres à «renforcer» et à mettre méthodiquement à profit pour continuer à aller de l'avant. Comment mettre en œuvre ces conseils? Khrouchtchev résume en quelques mots le sens à donner au «Vertige du succès» : «Staline s'était heurté de plein front à un mur sans pouvoir le briser, il fut donc obligé de reculer. Mais en reculant il rejeta sa faute sur les autres, et ceux-là allaient le payer très cher<sup>14</sup>.»

De nombreux cadres, amers et mécontents, protestent. Un groupe de dirigeants du district d'Orlov écrit à Staline le 24 mars : son article n'est qu'une «manœuvre publicitaire» pour détourner de lui la colère des paysans vers les cadres inférieurs. Un travailleur l'invective : nous, en bas, on se coltine les difficultés à mettre en œuvre la ligne, et «le camarade Staline, pendant ce temps-là, dormait sans doute d'un sommeil héroïque et n'entendait ni ne voyait rien de nos fautes [...]. Et maintenant le camarade Staline renvoie toutes les fautes à la base pour se défendre, lui et les sommets». Un ancien partisan proteste : «Maintenant on accuse les échelons inférieurs de toutes les exagérations, en les contraignant à s'excuser devant les paysans, alors que le camarade Staline les contraignait à faire l'inverse<sup>15</sup>.» La liquidation des oppositions n'a pas liquidé tous les opposants.

Le succès enivrant, c'est le côté cour; côté jardin, l'inquiétude, voire la peur, domine. Une lettre confidentielle du Comité central, datée du 2 avril 1930, dresse un tableau angoissé des soulèvements paysans et «d'une situation [...] menaçante. Si des mesures contre les déviations de la ligne du Parti n'avaient pas été prises immédiatement, nous serions aujourd'hui confrontés à une large vague d'actions paysannes insurrectionnelles et une bonne moitié de nos militants de base auraient été brisés par les paysans et les semailles remises en question; la formation des kolkhozes aurait été interrompue<sup>16</sup>». Les circonlocutions de la langue de bois ne sauraient masquer l'aveu : le Parti est confronté à une véritable guerre paysanne. Certes, face au Parti centralisé, les paysans se battent en ordre dispersé, s'éparpillent en luttes isolées qui embrasent ici un village, là un canton. Mais, même sans plan coordonné, sans stratégie globale, ils peuvent affamer

les villes. Et si le mécontentement ouvrier s'exprimait maintenant, la survie du régime serait menacée. Or, les semailles du printemps 1930 sont loin d'être assurées... En Sibérie, au lendemain de la publication de l'article sur le « Vertige du succès », la justice condamne à mort les violeurs assassins, tous membres du Parti d'Atchinsk, de Minoussinsk et de Biisk. Kaganovitch y descend fin avril 1930 et demande une explication sur ces condamnations à mort. Lorsque le procureur répond : pour « pillage et outrages », Kaganovitch l'interrompt en demandant : « Quelle sorte d'excès est-ce là <sup>17</sup> ? » C'est la bonne vieille méthode stalinienne. Mais le « Vertige du succès » a un profond écho : les paysans sortent en masse des kolkhozes en brandissant l'article ; fin février 1930, 56 % des propriétés paysannes avaient été collectivisées ; fin août, il n'en reste plus que 21, 4 %. Au Kazakhstan, en quatre mois, les autorités libèrent 4 673 détenus, rapatrient 1 160 familles déportées, rendent leurs biens (dans quel état ?) aux propriétaires de 9 533 exploitations. Le recul de Staline, déguisé par lui en « mesures contre les déviations de la ligne du Parti », est profond, mais provisoire.

Staline a-t-il alors, comme on le dit très souvent, appliqué à la campagne les propositions de l'Opposition unifiée après avoir exclu ses dirigeants ? Certains opposants se rallient à lui parce qu'ils le croient. Mais la ressemblance est purement formelle : la collectivisation décidée par Staline ne vise pas à créer et à développer une grande agriculture moderne, puisque l'URSS ne dispose pas alors d'une base industrielle permettant une mécanisation sérieuse. La collectivisation ne pouvait réussir que si l'État garantissait aux paysans des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, des engrais. Il ne leur offre qu'un cocktail de répression sauvage et d'expropriation totale pour les rassembler en de grandes unités qui permettent à l'État de prélever la plus grande partie de sa production à bas prix (l'État payant les livraisons obligatoires au dixième de leur valeur marchande), de centraliser la récolte entre ses mains et d'en exporter le maximum au prix du marché mondial. La collectivisation crée de grandes unités exploitées avec les techniques des petites (à l'exception des fermes modèles destinées aux visiteurs étrangers) et, du coup, peu rentables : cent araires ne font pas un tracteur, cent faux ne font pas une moissonneuse-batteuse. Le manque de tracteurs et de machines est compensé par la collectivisation totale

des terres, du bétail, des volailles, des outils, des clous du paysan qui, même pauvre, a le sentiment d'être pillé. L'agriculture soviétique ne s'en remettra jamais.

Le 30 août 1930, le Bureau politique adopte une résolution «sur la nécessité de forcer immédiatement au maximum l'exportation de blé, confier au commissariat au Commerce la tâche de garantir en septembre l'exportation de blé à l'étranger de l'ordre de 3 à 4 millions de pouds par jour» (soit, en gros, 60 000 tonnes). L'État dégage ainsi les investissements nécessaires à une industrialisation forcenée en assurant aux ouvriers un ravitaillement minimal. Les paysans qui fuient le village lui fournissent une main-d'œuvre peu qualifiée mais peu exigeante; les paysans déplacés ou déportés lui garantissent une masse de travailleurs forcés gratuits, dont l'entretien est réduit au strict minimum.

Dans sa plate-forme de 1927, l'Opposition unifiée affirmait au contraire que l'industrialisation est la condition d'une collectivisation de longue haleine par le canal de la coopération : « Seul un processus d'industrialisation croissante de l'agriculture peut créer une large base pour une coopération socialiste (ou collectivisme). Sans machines agricoles, sans rotation des cultures, sans engrais artificiels, aucun travail large et efficace *vers une collectivisation* réelle de l'agriculture (à effectuer en 10 ou 15 ans) n'est possible<sup>18</sup>. » L'Opposition proposait d'augmenter les impôts pesant sur les koulaks, qui continueraient donc à exister en tant que tels, de limiter leur exploitation du travail salarié en fixant par décret la rémunération des ouvriers agricoles et en protégeant leur travail par une réglementation. Difficile de voir là l'annonce de la collectivisation, forcée et totale, des poules, des clous ou des bottes, et de la liquidation des koulaks comme classe... Trotsky comparera plus tard la collectivisation stalinienne à la tentative de créer un gros paquebot en liant ensemble une flottille de petites barques, sans moteur ni vapeur. En avril 1930, les dirigeants de l'Opposition en URSS dénoncent le «slogan de la collectivisation intensive» comme «la plus grande absurdité économique».

Le 7 avril 1930, le Bureau politique crée au sein du Guépéou une Direction principale des camps rebaptisés «camps de travaux correctifs» : le Glavnoe *Oupravlenie* Ispravitelno-Troudovyykh *Laguerei*, ou GOULAG. Le mot «camp de concentration» disparaît au moment même où le système des camps prend une

extension considérable. Cette direction principale gère, au cours des deux années suivantes, un flux considérable de main-d'œuvre. Iagoda organise, fin avril 1930, un recrutement spécial de « cadres tchékistes volontaires », qui bénéficient d'avantages matériels multiples destinés à réchauffer leur enthousiasme dans la direction des camps nouvellement organisés en Sibérie, dans le Nord, en Extrême-Orient, en Asie centrale. Le 31 juillet 1930, le Guépéou, se plaignant d'un « déficit de main-d'œuvre pénale », réclame le transfert massif des détenus du NKVD sous sa juridiction. Staline soutient cette demande. Mais les besoins du Kremlin ne s'arrêtent pas là.

Le Bureau politique décide, en juin 1930, le creusement du canal mer Blanche-Baltique. Ce Biélomorkanal devant illustrer les miracles de la rééducation par le travail, Staline décide de le construire en deux ans : les délais exigés par Suez et Panama sont pulvérisés. Le « socialisme » montre ainsi sa supériorité sur le « capitalisme ». En deux ans et demi, 250 000 détenus devront tout faire à mains nues, sans gants, à l'aide de pics, de pelles, de pieux, de brouettes et d'explosifs. La mortalité est effrayante : 30 000 « rééduqués » au moins meurent de faim, de froid, de blessures et de maladies.

Pour Zoubtchaninov, ancien détenu de Vorkouta, le Goulag de Staline reprend et étend l'emploi du travail forcé sous le tsarisme : « Tout au long de l'histoire russe, les conquêtes de territoires s'étaient accompagnées de l'envoi forcé d'individus qu'à cette fin on privait de liberté et de tous les droits de l'homme. » La colonisation de la Sibérie, la construction de Saint-Pétersbourg, celle des usines de l'Oural s'étaient effectuées grâce à cette main-d'œuvre servile. « Sous ce rapport, comme sous bien d'autres, Staline continuait les traditions historiques de la Russie tsariste. Mais les dimensions du système policier créé par lui élargissaient de façon inhabituelle les possibilités de la colonisation forcée qui à son tour exigeait l'élargissement et le renforcement de la dictature policière <sup>19</sup>. » Les tsars ont en effet utilisé, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des paysans arrachés de force à leurs villages ou des soldats pour extraire du minerai en Sibérie et construire des villes militaires et des fortins. Le servage, avant son abolition en 1861, facilitait cette utilisation massive d'une main-d'œuvre peu coûteuse, à la mortalité très élevée. Le Goulag réintroduit, en le décuplant, ce servage ancestral.

Les soucis de la collectivisation et de l'industrialisation ne détournent pas Staline du contrôle du monde intellectuel. Peu après le suicide de Maïakovski, en avril 1930, il téléphone à Boulgakov, dont il aime la pièce *Les Jours des Tourbine*, et qui, persécuté par la censure, lui a écrit quelques mois plus tôt pour lui demander d'être autorisé à partir à l'étranger. Plusieurs comptes rendus de cette conversation, hissée au rang de récit mythique, circuleront dans l'intelligentsia moscovite. Staline s'excuse d'abord d'avoir tardé à répondre à l'écrivain, mais il était tant occupé ! Boulgakov veut-il vraiment partir ? « Alors... vous en avez trop marre de nous ? » Boulgakov bafouille que non. « Je voudrais vous parler personnellement, reprend Staline. Je ne sais pas quand cela pourra se faire, car, je le répète, je suis très occupé... En tout cas, nous nous efforcerons de faire quelque chose pour vous<sup>20</sup>. » Craignant une farce, Boulgakov téléphone au Kremlin. C'est bien Staline qui vient de lui parler. Un agent du Guépéou souligne les effets sur le public du récit de cette conversation. « On a l'impression qu'une barrière est tombée et que chacun voit le vrai visage de Staline. [...] On voyait en lui un fanatique, menant le pays à sa perte, on le jugeait responsable de tous nos malheurs et on l'imaginait comme un être féroce installé derrière les murs du Kremlin. Maintenant on dit : Staline est vraiment un grand homme, et, en plus, simple et accessible [...] et il n'a rien à voir avec la ruine du pays. Il mène une ligne correcte, mais est entouré de racaille [...]. La popularité de Staline a pris une ampleur extraordinaire<sup>21</sup>. » Staline ne se contente pas de reprendre la livrée monarchique du maître protecteur des artistes contre les persécutions tatillonnes de ses fonctionnaires, il délivre un message politique : Boulgakov est un grand écrivain, quand bien même il est « blanc », hostile à la révolution, au régime social qui en est issu et à sa bureaucratie qui a, dit-il, « tout englouti dans sa gueule d'enfer ». L'Association des « écrivains prolétariens » (le RAPP), qui le poursuit de sa haine tenace, doit désormais se méfier. Le coup de téléphone de Staline les avertit que leur domination sur le monde des lettres touche à sa fin. Bref, Staline prépare, en douceur, un virage vers le nationalisme : il veut se concilier, tout en les intimidant, les rescapés de l'Ancien Régime et jeter le RAPP par-dessus bord.

Au début de juin, Nadejda quitte Moscou pour trois mois. Elle part se soigner à Karlsbad, puis se rend à Berlin rencontrer son frère Paul qui travaille à l'ambassade comme attaché commer-

cial. Quinze jours après son départ, à la veille d'un congrès qui s'annonce sans problème, Staline, resté sans nouvelles d'elle, lui écrit une lettre où percent un désarroi et un empressement inhabituels : « Tatka, lui demande-t-il, écris quelque chose ! Écris obligatoirement [...] comment s'est passé ton voyage, ce que tu as vu, si tu as consulté des médecins, quel est leur avis sur ta santé, etc. Écris. [...] Je m'ennuie beaucoup ici, Tatotchka. Je suis à la maison tout seul comme un oiseau de nuit. [...] Je pense aller à la datcha voir les gosses demain ou après-demain. Eh bien, au revoir. Ne reste pas longtemps, reviens au plus vite. Je t'embrasse, ton Joseph<sup>22</sup>. »

Le XVI<sup>e</sup> congrès s'ouvre le 26 juin 1930. Staline a exigé que l'usine de tracteurs de Stalingrad soit achevée pour cette date et envoie son premier tracteur au congrès. La pression du Kremlin sur les autorités locales du Parti et sur l'administration de l'usine est quotidienne. Staline veut son tracteur, même s'il ne roule qu'une fois, pour le congrès. L'équipement (dont certains types de fraiseuses indispensables non produites en URSS), importé de l'étranger à prix d'or et parfois par avion, est installé à la hâte. C'est ainsi qu'un tracteur se rend triomphalement, par la rue Miasnitskaïa, de la gare au Bolchoï où se tient le XVI<sup>e</sup> congrès. Le rassemblement s'ouvre sur un cérémonial parareligieux : quinze salutations exaltées de délégués de travailleurs, paysans, soldats et marins qui hurlent des slogans enthousiastes, ponctués d'exclamations lyriques et de slogans enflammés : « Vive notre Guide, l'élève de Lénine, le camarade Staline ! À bas les opportunistes à double face ! Vive le Parti et son guide Staline ! Vive notre Guide aimé, le camarade Staline<sup>23</sup> ! » Celui-ci présente un bilan plus que positif : « La crise du blé peut être considérée comme résolue [...]. L'approvisionnement en pain peut être considéré comme assuré<sup>24</sup>. » Deux ans plus tard, la famine dévastera l'Ukraine, le Kouban, le Kazakhstan...

Le congrès élit Boukharine, Tomski et Rykov au Comité central. Ce dernier réélit Rykov, mais non Tomski, au Bureau politique. Staline, inaugurant la tactique dite plus tard du salami, achève la « droite » par tranches. Ses membres, ayant fait leur autocritique, sont privés de toute autorité. L'appareil, fouaillé par son chef, serre les rangs derrière lui, alors même que l'aversion réciproque grandit. La commission de Contrôle ayant chassé les opposants, Staline en libère Ordjonikidzé, qu'il place à la tête du



commissariat à l'Industrie lourde, pièce maîtresse du plan quinquennal. Il le remplace par le docile mais brutal Andreiev, chargé d'exécuter ses consignes d'épuration. À l'exception de Rykov, isolé, les organismes dirigeants n'incluent que ses partisans avoués. Staline est toujours membre du Bureau politique de quinze membres (suppléants compris), du Secrétariat de sept membres (suppléants compris) et du Bureau d'organisation, qui comprend les cinq membres titulaires du Secrétariat (Staline, Molotov, Kaganovitch, Baouman, Kouibychev) et six autres responsables.

L'unanimité du congrès et de toutes les instances du Parti dissimule trois phénomènes également clandestins : l'existence d'une fraction constituée par Staline au sommet, la formation de groupes de mécontents à divers niveaux de l'appareil, et la substitution de la lutte de clans à la lutte d'idées. Ainsi Lominadzé, nommé premier secrétaire du PC de Transcaucasie en 1930, découvre dans le PC arménien quatre groupes constitués, tous plus fidèles l'un que l'autre à la « ligne générale », mais engagés dans une bataille acharnée pour des questions de personnes : cette lutte de cliques ne reflète donc que des intérêts particuliers.

Derrière le monolithisme apparent du congrès, Staline a constitué un groupe dirigeant informel, qui se réunit clandestinement, et dont Molotov reconnaîtra plus tard l'existence : « Il y a toujours eu un groupe dirigeant au Bureau politique. » N'en étaient pas membres « Kalinine, Roudzoutak, Kossior, Andreiev<sup>25</sup> ». Molotov ne précise pas les raisons de leur exclusion. Sans doute Staline les considère-t-il comme des dirigeants usés, ramollis, encroûtés, et donc peu fiables. Lors d'une réunion du groupe secret d'opposants qu'il constitue en octobre 1930, avec Lominadzé, Syrtsov, membre suppléant du Bureau politique, informe ses invités de l'existence de cet organisme clandestin. Ce Bureau politique bis se réunit dans l'ancien appartement de la vieille militante communiste allemande Clara Zetkin au Kremlin ; son noyau régulier est formé par Staline, Molotov, Kaganovitch, Mikoïan et Ordjonikidzé, auxquels s'ajoutent parfois Iakovlev et Postychev, étrangers au Bureau politique, dont la majorité des membres (six titulaires sur dix – Vorochilov, Kouibychev, Kirov, Roudzoutak, Kalinine et Rykov) ont été écartés ainsi que quatre des cinq suppléants (Tchoubar, Petrovski, Andreiev et Syrtsov). Ce groupe est statutairement illé-

gal, mais sa permanence permettra à Staline d'espacer de plus en plus, puis de supprimer quasiment, les réunions des instances vouées en principe à la discussion collective : congrès, Comité central et même Bureau politique. Il leur préférera d'un côté les réunions de commissions et de groupes informels, de l'autre les cérémonies et les célébrations.

Même dans ce petit clan, la langue de bois et le mensonge officiel sont rois. Ainsi, dans une lettre rédigée fin août-début septembre 1930, Staline écrit à Molotov : « La vague du mouvement kolkhozien monte et croît<sup>26</sup>. » Les deux hommes savent pourtant l'un et l'autre à quoi s'en tenir. Mais Staline ne veut pas laisser à son interlocuteur, pourtant le fidèle Molotov, la possibilité d'exploiter une lettre de lui dans laquelle il reconnaîtrait, fût-ce à mots couverts, la réalité. Le langage de la propagande fournissant la seule matière des rapports entre les bureaucrates les plus haut placés, les prises de décision ne résultent pas d'une réelle discussion collective. L'omniprésence du mensonge officiel est donc un ressort supplémentaire du pouvoir personnel.

Quelques jours après la fin du congrès, le 13 juillet, Staline part à Sotchi et fait quelques séjours aux eaux de Matsesta. Il prend à nouveau quelques bains, attrape une angine. En août et septembre, il se repose dans une villa désormais personnelle appelée Zenzinovka. Son médecin Valedinski, qui l'observe chaque jour trois semaines durant, note : « Ses déclarations se distinguaient toujours par leur caractère mûrement pesé, leur netteté, leur vitalité pratique. » Il ajoute : « Staline s'intéressait à l'avis de son interlocuteur et n'était satisfait que par une réponse claire<sup>27</sup>. » Le médecin note un trait de comportement sans en saisir le fondement réel : Staline s'intéresse à l'avis de son interlocuteur non pour en tenir compte, mais pour le jauger.

L'envie le prend alors d'apprendre l'anglais par lui-même. Il est vrai qu'il ne s'amuse guère à Sotchi : il ne pratique aucun sport ; il joue aux quilles, à une variante russe de ce jeu (les *gorodki*) et au billard. Étant donné son peu d'aptitude pour les langues étrangères, il ne désire pas ébruiter son désir un peu scolaire qui n'aboutira à rien. Aussi attend-il que Nadejda soit rentrée à Moscou à la fin août pour lui demander un manuel d'anglais. Elle lui répond, le 5 septembre, qu'elle l'a laissé à Sotchi. Staline ne le trouve pas. Le 8, il insiste : il ne l'a toujours pas trouvé, qu'elle cherche bien et le lui fasse parvenir. Le

12, elle s'excuse, ses recherches ont été vaines, mais elle lui en envoie un autre exemplaire. Connaissant l'irascibilité de son mari, elle ajoute : « Ne te fâche pas, mais je n'ai pu le trouver nulle part. » Sa lettre s'achève par une remarque inattendue : « Tu agis intelligemment en ne circulant pas, c'est, sous tout rapport, risqué<sup>28</sup>. » Elle ne se fait donc guère d'illusions sur son impopularité et sur les risques qui en découlent. Nadejda se désole qu'il ne revienne à Moscou que fin octobre ; il la rassure : « Bien entendu je ne reviendrai pas fin octobre, mais bien plus tôt, à la mi-octobre [...]. J'ai fait courir le bruit par l'intermédiaire de Poskrebychev que je ne pourrai rentrer que fin octobre à des fins conspiratrices<sup>29</sup>. » Qui viseraient quelles personnes ? D'autres membres de la direction, puisque seuls sont au courant de la vraie date de son retour, outre sa femme, Molotov et Ordjonikidzé. Mais on voit mal pourquoi. Sans doute faut-il voir là, plus simplement, la première expression d'une hantise de l'attentat. Faire circuler une fausse date de départ, c'est déjouer les calculs de terroristes encore sans visage...

Sa méfiance devient universelle. Ainsi, le 6 octobre, Nadejda, se plaignant de n'avoir pas eu de lettre de lui, l'informe qu'elle a entendu parler de lui « par une jeune femme intéressante ». « Elle t'a vu chez Kalinine, elle a dit que tu avais une mine magnifique, que tu étais extraordinairement gai et que tu harcelais tous ceux qui sont troublés par ta personne<sup>30</sup>. » Soupçonnant dans ces lignes une marque de jalousie, Staline répond par retour : « Ces derniers temps, tu commences à me faire des éloges. Qu'est-ce que cela signifie ? Quelque chose de bien ou de mal ? » Et il se défend : « Tu fais allusion à quelques-uns de mes déplacements. Je t'informe que je ne suis allé et ne me prépare à aller nulle part (absolument nulle part !) <sup>31</sup>. » À l'en croire, le repas chez Kalinine et l'intéressante jeune femme seraient donc pure invention.

En 1930, Staline change de villa : il abandonne Zoubalovo pour Kountsevo, à une vingtaine de minutes de Moscou. Sur un vaste emplacement de 22 hectares entouré d'une haute palissade, se dresse une maison bourgeoise à un étage, divisée en deux parties séparées par un couloir. Dans une moitié, dorment les gardes et le personnel, dans l'autre, formée de six pièces, dorment Staline ainsi que, jusqu'à l'hiver 1932, sa femme et ses deux enfants, et parfois, jusqu'en 1935, leurs hôtes. Cette partie comporte plusieurs vérandas et balcons, protégés par une balustrade

d'un mètre et demi. Des stores épais ornent les fenêtres. Après la mort de sa femme, et jusqu'à la fin, la disposition des pièces restera identique, sans chambre à coucher ni bureau déterminés. Chaque pièce comporte un petit divan et du linge de maison. Une fois seul, Staline ne dira jamais à personne dans quelle pièce il dort.

Son existence à la villa obéit alors à une sorte de rituel : après le repas, il joue au billard. Parfois, le soir, les Alliluiev ou les Svanidzé restent coucher. De temps à autre, il boit avec ses compagnons. La femme de Boukharine note que Staline, d'ordinaire laconique, devient bavard lorsqu'il a bu. Un jour, éméché, il fait entendre à Boukharine l'enregistrement d'une conversation entre Zinoviev et sa femme. Les sujets politiques se mêlaient à des détails intimes, qui le ravissaient. Zinoviev, bien qu'allié de Staline pendant trois ans, ne se doutait de rien et bavardait sans retenue...

Ces petits soucis ne sont que vécilles au regard des remous qui agitent le pays. Pour assurer le ravitaillement, le Bureau politique instaure, au début de 1930, un système de tickets de rationnement pour le pain, la viande et le beurre. La presse s'attache à présenter cette mesure comme un moyen de supprimer la monnaie, vestige du capitalisme moribond, et de passer directement au communisme. Staline laisse dire ces propagandistes qui présentent, comme en 1920, la répartition de la pénurie par l'État comme le préambule à un avenir radieux... Plus le décalage s'accroît entre le mot et la chose et plus la propagande, pour le combler, se fait hyperbolique.

Fin septembre 1930, Staline invite les militants à reprendre la tâche suspendue de la collectivisation. Nombre de cadres locaux, abondamment critiqués en mars-avril, rechignent à se heurter à nouveau aux paysans. Staline adresse alors aux comités territoriaux et provinciaux du Parti une directive qui «condamne sévèrement la passivité des cadres devant le "nouveau flux" des paysans dans les kolkhozes». Ce «nouveau flux» est imaginaire. Dans un rapport du 10 septembre 1930 à Staline, le chef du Guépéou, Menjinski, écrit en effet : «Dans la conjoncture actuelle, les groupes insurrectionnels mûrissent très vite<sup>32</sup>.» Pour harceler les paysans, Staline décide qu'à dater de l'année suivante les récoltes seront estimées sur pied, avant la moisson, donc, et non après. On a souvent vu là un souci statistique. Mais la préoccu-

tion de Staline est, en fait, plus politique : puisque les livraisons obligatoires à l'État sont déterminées en pourcentage de la moisson, l'État, en les calculant sur la base de la récolte sur pied, accroît automatiquement les quantités qu'il prélève sur la récolte réelle du kolkhoze et renforce ainsi sa pression sur des paysans contraints, pour survivre, à réussir les moissons.

Les tensions brutales, engendrées par la collectivisation forcée et le plan quinquennal mené au knout, provoquent des fissures dans un appareil rongé par l'inquiétude. En octobre 1930, le président du Conseil des commissaires du peuple de Russie, Syrtsov, membre suppléant du Bureau politique, et Lominadzé, Premier secrétaire du Comité de Transcaucasie, constituent un bloc d'opposition. Ils prévoient, dans un futur proche, un krach économique et une « grande crise », marquée par des troubles paysans, des grèves et des manifestations ouvrières. « Alors, selon Syrtsov, Staline sombrera dans la même panique qu'au printemps ; il perdra la tête et le Parti se trouvera sans direction. Quand se produira la crise économique, quand la catastrophe approchera, les classes s'exprimeront et aucun appareil ne tiendra le coup, or Staline repose sur l'appareil<sup>33</sup>. » Pour Lominadzé aussi, lorsque le krach économique se produira, « Staline perdra la tête et l'appareil cessera automatiquement d'agir<sup>34</sup> ».

Staline a infiltré dans leurs rangs un agent qui les dénonce. Il limoge les deux dirigeants, mais étouffe l'histoire. « L'affaire du bloc Syrtsov-Lominadzé, dit-il, n'est pas sérieuse », et il fait voter par le Bureau politique du 20 novembre une résolution banalisant l'incident. Mais le Guépéou a arrêté trois cadres du Parti de leur groupe, pour avoir échangé entre eux des critiques. C'est une nouveauté. Le crime de fractionnisme s'étend désormais à de simples conversations...

Syrtsov a mis le doigt sur le vrai crime de Staline aux yeux de l'appareil, celui de réunir clandestinement un groupe informel clanique qui décide de tout. Il déclare en effet devant la réunion commune du Bureau politique et de la commission de Contrôle du 4 novembre : « Le Bureau politique est une fiction. En fait, tout se décide dans le dos du Bureau politique par un petit groupe qui se réunit au Kremlin, composé de Staline, Molotov, Kaganovitch, Mikoïan, Ordjonikidzé. » « Et, ajoute-t-il, une situation où toute une série de décisions du Bureau politique sont prédécidées par un groupe déterminé me paraît anormale. » Les éliminés, qui

« ne participent absolument pas à ce groupe dirigeant, sont donc des membres mécaniques du Bureau politique<sup>35</sup> ».

Staline avait constamment dénoncé ses opposants comme des « fractionnistes » ; il juge désagréable de se voir à son tour accuser de ce vil péché. Bien que l'accusation ne soit portée que dans un cercle très étroit, il juge nécessaire de la réfuter lors de la réunion du 4 novembre... constituée de ses seuls partisans. Mais il continue à réunir son Bureau politique bis. Défenseur de l'appareil et de ses intérêts, il ne veut pas en être le prisonnier. L'affaire contribue à la détérioration des relations entre Staline et Ordjonikidzé qui, lors de la réunion du 4 novembre, propose d'exclure Lominadzé, mais, en privé, tente de défendre son ancien poulain devant Staline.

L'appareil doit pourtant resserrer les rangs autour de lui, afin de faire face aux désordres dans les campagnes et au chaos de l'industrialisation forcenée, dont les mésaventures de l'usine de tracteurs Staline donnent une bien triste image. Une fois le communiqué de victoire publié sur le fameux tracteur de l'Internationale, en juin, les ennuis pleuvent sur l'usine : chaînes de montage qui s'arrêtent, pannes de machines, accidents du travail, etc. En juin et juillet 1930, l'usine produit 10 machines, puis 35 d'août à octobre. Ce sont les tracteurs les plus chers du monde. Au début de septembre, Molotov convoque la direction de l'usine au Comité central et lui demande sèchement combien de tracteurs elle produira en septembre : 402 sont prévus, répond le directeur. L'usine en produira... 12. On révoque la direction. Les chaînes redémarrent enfin en novembre, et l'usine bientôt fait ses comptes : en 6 mois et demi, elle aura fabriqué 1 002 tracteurs... cahotants.

Cet énorme gâchis caractérise la planification stalinienne, où les besoins politiques de la propagande comptent plus que le résultat réel. Au congrès de juin, Staline a réévalué à la hausse les objectifs du plan quinquennal : par an, 17 millions de tonnes de fonte, 170 000 tracteurs, 200 000 véhicules automobiles, et le reste à l'avenant. Malgré les pourcentages mirobolants d'augmentation de la production industrielle, dus surtout à un afflux de main-d'œuvre paysanne déclassée et affamée, le plan quinquennal est à la dérive. Sans compter que les chiffres officiels dissimulent l'ampleur de la partie inutilisable de la production – toujours comptabilisée – et la chute de la productivité du travail.

Mais au même moment, au-delà des frontières de l'URSS, la crise mondiale du système capitaliste, accélérée par le krach du jeudi noir d'octobre 1929 à la Bourse de New York, multiplie les faillites bancaires et industrielles dans le monde et suscite une vague de chômage qui ébranle l'Europe et surtout l'Allemagne. Cet effondrement valorise, par comparaison, les pourcentages grandioses de la production industrielle soviétique. Mais la réalité est plus grise. La remise en cause permanente et démesurée des objectifs imposée par Staline disloque la planification, provoque une disproportion croissante entre les diverses branches de la production et suscite partout des goulots d'étranglement, des arrêts temporaires de la production et la multiplication de produits non finis, livrés néanmoins comme finis et donc inutilisables.

Staline s'en moque. Ce volontarisme ne lui permet-il pas de tenir en haleine des cadres constamment confrontés à des objectifs inaccessibles ? Pour la propagande, les objectifs tiennent lieu de résultats, alors que les distorsions entre les diverses branches de la production s'aggravent et que l'inflation galope : en 18 mois, de décembre 1928 à juillet 1930, le gouvernement émet plus de billets que prévu pour toute la durée du plan quinquennal. La hausse effrénée des objectifs à atteindre dans tous les secteurs entraîne l'ouverture simultanée d'une multitude de chantiers inachevés. Pour éviter la paralysie, le gouvernement injecte des investissements gigantesques, financés par une ponction sévère sur la population laborieuse et le fonctionnement à tout va de la planche à billets : les investissements passent de 11,5 % du revenu national en 1929 à 16,5 % en 1930, 19,6 % en 1931, et 20,2 % en 1932. Pendant ce temps, le niveau de vie des ouvriers diminue de moitié.

Une lettre désespérée d'ouvriers de l'usine d'Ijevsk, dans l'Oural, demandant à Rykov, en août 1930, au nom des 50 000 ouvriers de l'usine, de les « sauver de la faim », donne une idée des conditions de vie d'alors : « Les cantines ferment, on nous donne de l'eau avec du gruau d'avoine, et un peu de pain. Dans les magasins, on nous donne une demi-livre de pain noir ou de farine par individu et, depuis un mois, on ne nous donne rien de plus. Nous sommes boursoufflés par la faim, nous n'avons pas la force de travailler. Les ouvriers abandonnent la production, ils vendent tout ce qu'ils ont uniquement pour nourrir leurs

enfants<sup>36</sup>. » Le journal de Soloviev dresse le même tableau. En date du 18 novembre 1931, il note : « Il n'y a rien dans les magasins. Même les rations indiquées sur les cartes de ravitaillement et les cartes de travail ne sont pas couvertes. Les bazars sont morts. Il y a des queues colossales dans l'attente qu'une marchandise fasse son apparition [...]. Les tramways ne marchent plus. Les wagons restent immobiles dans les rues. On se déplace à pied. Partout des retards au travail. Le moral de la population est sombre<sup>37</sup>. » Et il s'agit là de Moscou. Un an et demi plus tard, le 26 avril 1933, une amie, de retour du Kouban, lui déclare : « Ce pays toujours fertile est aujourd'hui en proie à la famine ; il n'y a rien dans les magasins ni dans les marchés. Les gens à bout de force meurent de faim en pleine rue. Les champs sont envahis par le chiendent<sup>38</sup>. »

Staline joue de la provocation pour intimider les éléments flottants, hésitants ou incertains. Dès janvier 1930, il élabore la première version des médecins-assassins, dont il reprendra le scénario au troisième procès de Moscou, en 1938, et, en 1953, lors du « complot des blouses blanches ». Il commandite en Ukraine le procès d'un groupe de médecins. Le 2 janvier 1930, il ordonne par télégramme aux deux responsables du PC ukrainien à Kharkov, Tchoubar et Kossior, de faire ressortir au tribunal « les tours de passe-passe médicaux qui avaient pour but le meurtre de cadres responsables. [...] "l'Europe" doit savoir que la répression contre la partie contre-révolutionnaire des "spécialistes", qui s'efforcent d'empoisonner et d'égorger les patients communistes, est pleinement "justifiée" ». Le déroulement du procès « de ces canailles contre-révolutionnaires » sera mis au point « avec Moscou<sup>39</sup> ».

Staline transforme les médecins en empoisonneurs, les ingénieurs en saboteurs et les opposants en trotskystes ou en agents de l'étranger. Plus la diabolisation est simpliste, plus elle est efficace. Sur son ordre, le Guépéou invente des organisations clandestines et subversives : un Parti paysan du travail puis un Parti industriel. Le Guépéou fait « avouer » aux inculpés du premier (Kondratiev et Tchaianov) qu'ils ont organisé de multiples sabotages, tenté de renverser le régime, et ce, en liaison étroite avec des organisations monarchistes émigrées, avec des services de renseignements étrangers, avec Rykov, et même avec Kalinine, tous deux ainsi placés au bout d'une chaîne de la trahison. De sa



villa de Sotchi, Staline suit minutieusement le montage et les développements du procès. À la fin d'août, il écrit à Molotov : « Que Kalinine ait péché, cela est aujourd'hui parfaitement établi. Il faut absolument en informer le Comité central pour que Kalinine ne s'avise pas à l'avenir de frayer avec des gens louches<sup>40</sup>. » Voici Kalinine neutralisé. Dix jours plus tard, il revient à la charge en précisant son objectif : « Je suis d'accord – écrit-il comme s'il se ralliait à une proposition... dont il est l'auteur – qu'il faut sanctionner les communistes qui aidaient Kondratiev-Groman et compagnie, mais que faire avec Rykov (qui incontestablement aidait ces messieurs) et Kalinine [...] ? Il faut sérieusement réfléchir à ces questions<sup>41</sup>. » Pour accélérer la réflexion, Staline fait diffuser une brochure contenant les « aveux » des accusés auprès d'une large couche de cadres...

De Sotchi, toujours, il informe sa femme de ses graves problèmes de dents au début de septembre ; le dentiste lui en arrache une et lui lime les canines. À la fin du mois, il renouvelle l'opération sur huit dents. La souffrance le met de mauvaise humeur.

Le 13 septembre 1930, il écrit à Molotov : « Il faudrait *publier* sans tarder *toutes* les dépositions des *saboteurs de la viande, du poisson, des conserves et des fruits* [...] – Et il faudrait, une semaine après, publier un communiqué du Guépéou annonçant que toutes ces canailles ont été fusillées. Il faut les fusiller *tous*<sup>42</sup>. » Une semaine plus tard, le Bureau politique transforme en résolution cette directive. Le 25 septembre, le Guépéou annonce l'exécution des quarante-huit saboteurs imaginaires.

La machine fonctionne à plein rendement. Huit jours après, Menjinski informe Staline de la découverte d'un complot militaire... commandité par Staline lui-même. Menjinski a fait arrêter un groupe d'officiers supérieurs de l'Académie militaire, parmi lesquels Kakourine, auteur d'une *Histoire de la guerre civile*, publiée en 1925, où Staline n'est cité qu'une seule fois. Les deux principaux accusés affirment avoir intrigué avec Toukhatchevski. Le 24 septembre 1930, Staline informe Ordjonikidzé que seuls Molotov et lui sont au courant de cette affaire et lui demande de lire rapidement le dossier : « Il ressort de ce document que Toukhatchevski a été sacrément travaillé au corps par les éléments antisoviétiques appartenant au camp des droitiers. » Il feint de s'interroger : « Est-ce possible ? Bien sûr, rien ne peut être exclu<sup>43</sup>. »

Deux jours plus tôt, il a proposé à Molotov de remplacer Rykov à la tête du Conseil des commissaires du peuple et du Conseil du travail et de la défense. Vorochilov, invité à donner son avis, propose naïvement à Staline d'occuper lui-même la fonction de chef du gouvernement : « De toute façon, lui écrit-il, la direction se trouve dans tes mains<sup>44</sup>. » Autant, donc, aligner le droit sur le fait. Mais prendre la tête du gouvernement, c'est assumer aux yeux de la population la responsabilité publique d'une politique impopulaire. En se tenant en retrait et en maintenant la fiction d'une distinction entre le Parti et le gouvernement, Staline se réserve une marge de manœuvre. À la mi-octobre, Staline, Ordjonikidzé et Vorochilov confrontent Toukhatchevski et ses deux accusateurs. Toukhatchevski en sort lavé de tout soupçon, mais enrichi d'un dossier au Guépéou. Staline a fait comprendre à l'orgueilleux maréchal que son sort dépendait de lui.

À la fin de 1930, il parachève la liquidation de la « déviation de droite » et la refonte des sommets de l'appareil d'État en ordonnant au Guépéou d'organiser une série d'affaires de « sabotage », dont la plus tapageuse est le procès public du prétendu Parti industriel (ou Promparti) qui s'ouvre à Moscou le 25 novembre 1930. Ce parti, inventé de toutes pièces, est accusé d'avoir préparé de nombreux actes de sabotage et la prise du pouvoir, en liaison avec... Poincaré. Staline en suit la préparation au jour le jour. Le 25 octobre, il donne ses instructions à Menjinski. Le Guépéou fabrique un « centre unifié », rassemblant les pseudo-dirigeants du Promparti et ceux du Parti paysan du travail et du « Bureau central des mencheviks ».

Tout au long de 1929 et de 1930, Staline a dénoncé le « menchevisme ». Ce faisant, il poursuit trois fins : compromettre définitivement le trotskysme, assimilé au menchevisme ; dénoncer les sociaux-démocrates (les mencheviks, hostiles en 1917 à la révolution d'Octobre, appartiennent à la II<sup>e</sup> Internationale) ; se débarrasser de gêneurs qui n'en peuvent mais ; ainsi qualifie-t-il de menchevik le comité de rédaction de la revue *Sous le drapeau du marxisme*, dirigée par le philosophe Deborine, spécialiste de Hegel, que Staline n'a jamais réussi à lire malgré ses efforts ; Deborine, détesté de Staline pour ses connaissances encyclopédiques, n'est pourtant nullement menchevik ; il n'en sera pas moins bientôt limogé.

En ce mois d'octobre 1930, le Guépéou fait avouer aux anciens mencheviks qu'ils voulaient «ébranler par tous les moyens l'autorité du chef du Parti, le camarade Staline». Les interrogatoires ont surtout pour but de glorifier la sagesse de Staline. Les accusés voulaient aider les puissances étrangères à intervenir en URSS. Au début de la collectivisation et de l'industrialisation, en effet, «le pays connaissait toute une série de difficultés» que ces gens voulaient utiliser au compte de l'étranger, mais après le «Vertige du succès» de Staline, tout s'est réglé, comme par miracle : les campagnes se sont apaisées, les villes ont connu un calme absolu, l'industrie s'est développée à un rythme régulier, «tout le monde a compris que la crise se résorbait» et que l'intervention militaire étrangère devenait impossible. D'Italie, Gorki, engagé dans une correspondance avec Staline et Iagoda, se déchaîne contre son ami de 1917, Soukhanov, qu'il n'est, écrit-il à Iagoda (qui, bien entendu, transmet la lettre à Staline), nullement étonné de retrouver «sur le banc des criminels de droit commun». Il «voudrait beaucoup assister au procès pour voir les gueules de ces “ex”<sup>45</sup>...» mais craint de n'en avoir ni la force ni le temps. La fréquentation épistolaire de Staline et de Iagoda n'enrichit, on le voit, ni l'inspiration ni le style de l'écrivain.

Staline veut criminaliser toute forme d'opposition. Les enquêteurs extorquent aux accusés du Parti paysan du travail l'aveu que Boukharine a soutenu leur projet d'attentat contre le Guide, lequel s'empresse de téléphoner ces aveux à Boukharine. Effondré, ce dernier écrit le même jour, le 14 octobre 1930, une lettre affolée à «Koba». «Tu ne m'effraies pas et ne me fais pas peur», lui déclare-t-il, mais «les accusations monstrueuses que tu m'as lancées indiquent clairement l'existence d'une provocation diabolique, infâme et basse, à laquelle tu crois, sur laquelle tu construis ta politique et qui n'annonce rien de bon, bien que tu m'aies anéanti physiquement avec autant de succès que tu m'as anéanti politiquement». Pour Boukharine, Staline est donc abusé par les inventions provocatrices de mystérieux inconnus. Il se demande ce que Staline peut réellement lui reprocher : de ne pas «lui lécher le derrière [...], de ne pas se transformer en un lèche-bottes comme il y en a tant<sup>46</sup>»? Staline répond par retour : il a transmis cette lettre au Bureau politique. Boukharine, mécontent, demande à publier un texte dans la *Pravda* ; le lendemain, Staline

soumet la question au Bureau politique qui invite Boukharine à adresser à la *Pravda* une déclaration d'allégeance condamnant le groupe Syrtsov-Lominadzé. Boukharine s'exécute. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres vieux bolcheviks, en dehors du Parti, point de salut. Ils vont bientôt périr avec lui.

Les consignes que Staline donne à Molotov à propos du procès se concentrent sur un point : « Faire de la question de l'intervention [militaire contre l'URSS] et de la date de l'intervention l'un des points cruciaux. » Il ordonne de « serrer la vis » aux accusés, de « les interroger plus rigoureusement<sup>47</sup> », pour leur faire avouer leur complicité dans l'attaque de l'URSS par les puissances étrangères et les dates prévues. Il pourra ainsi développer la psychose de guerre et qualifier de traître tout opposant.

La normalisation aux sommets répond au malaise grandissant à la base. Kalinine reçoit, au début de 1930, des lettres menaçantes : « La paysannerie est mécontente de votre Staline. Vous avez conduit le pays à sa perte. » Un membre du Parti démissionne en dénonçant les « lâches concessions du Comité central de la bureaucratie bolchevique » et « le gouvernement qui accomplit en pleine inconscience les volontés du monarque Staline » ; il accuse « l'usurpateur Staline d'être responsable de la collectivisation forcée de cet hiver<sup>48</sup> ». Le 19 septembre 1930, 273 ouvriers représentant des travailleurs des diverses usines de la ville de Podolsk, dans la banlieue de Moscou, et de plusieurs usines de Moscou même, se réunissent et adoptent une adresse aux chefs de l'État (Kalinine, Rykov et Vorochilov). Ils accusent Staline d'avoir, « après deux années de pouvoir absolu incontrôlé, amené l'État à une situation pire qu'en 1919 [...] et réduit à néant par son activité criminelle tout ce que Lénine avait obtenu en deux ans ». Ils exigent que « Staline soit immédiatement écarté de la direction des affaires du pays et déféré devant un tribunal d'État pour répondre de ses crimes innombrables contre les masses prolétariennes<sup>49</sup> ». Une telle réunion suppose un réseau organisé et révèle l'ampleur du mécontentement ouvrier. Le Guépéou déporte ces 273 ouvriers, étiquetés trotskystes et SR. Et Podolsk n'est pas un cas unique.

La lutte politique ouverte étant désormais interdite, certains opposants pensent à l'attentat. Varlam Chalamov, arrêté par le Guépéou à l'automne 1929 et incarcéré à la prison de Boutyrki, s'enthousiasme pour cette idée dont lui parle un vieux socialiste-

révolutionnaire. Un membre de l'Académie communiste, Sorokine, se déclare prêt à devenir un «second Brutus». Staline, en tout cas, craint l'attentat et projette cette peur sur les groupes que le Guépéou démantèle. Quatre cadres communistes du Caucase du Nord dénoncent, dans un manifeste, la dictature du groupe stalinien, appuyé sur le Guépéou. Ils lui reprochent d'avoir liquidé l'Union des ouvriers et des paysans léguée par Lénine et d'y avoir substitué sa propre dictature, et lancent un appel aux cosaques et aux paysans. Après la révolution qu'ils ont faite «pour se libérer du joug séculaire du tsarisme et du capital», ils sont aujourd'hui dépouillés et pillés impunément, expliquent-ils, «au nom du socialisme par un groupe insignifiant d'individus dit parti des communistes, qui a concentré le pouvoir entre ses mains<sup>50</sup>».

Ces regroupements sont d'autant plus dangereux que l'agitation paysanne reprend. En Tchétchénie, en mars-avril 1930, le Guépéou doit utiliser l'artillerie et l'aviation pour écraser plusieurs foyers d'insurrection. Matée, la rébellion couve encore et se rallumera deux ans plus tard, entraînant, selon le Guépéou, plus de 3 000 hommes. Certains groupes s'affirment favorables à la collectivisation, mais rejettent ses méthodes. Ainsi, en juillet 1931, le Guépéou découvre en Arménie un groupe dirigé par plusieurs dirigeants communistes locaux, qui lance trois slogans bien accueillis par la population : 1° changer la politique du Parti ; 2° cesser la collecte de grains ; 3° changer les dirigeants en commençant par Moscou<sup>51</sup>. Des détachements du Guépéou les massacrent.

La reprise de l'offensive antipaysanne et la grogne ouvrière exigent un appareil monolithique. Staline réorganise donc son appareil central. En juillet 1930, il place à la tête du département secret du Comité central, auquel est dévolu de fait, depuis mars 1926, le secrétariat du Bureau politique, un fidèle à toute épreuve, Alexandre Poskrebychev. Ce fils de savetier, aide-soignant de son éphémère métier, terne fonctionnaire au crâne chauve comme une boule de billard, n'a jamais joué le moindre rôle dans la révolution, dans la guerre civile ou au sein du Parti ; il occupera pourtant ce poste jusqu'à la mi-novembre 1952. Ce département gère également les secrétariats du Bureau d'organisation et du Bureau politique, en un mot, il dirige l'appareil. C'est par son intermédiaire que Staline décide de la tenue des réunions, alors régulières et fréquentes, du Bureau politique (tou-

jours élargi à des membres du Comité central et de la commission de Contrôle, soit une soixantaine de personnes en tout aux réunions ordinaires et une vingtaine lors des réunions fermées). Il en réduira le nombre deux ans plus tard, lorsqu'il commencera à reléguer le Bureau politique au second plan, après l'avoir utilisé pour légaliser son ascension. Les modifications permanentes du fonctionnement de l'appareil seront, jusqu'à sa mort, l'un des leviers de la politique de Staline, qui maintiendra ainsi l'appareil tout entier dans un état d'alerte et de tension permanent. L'instabilité politique des membres de l'appareil, revers de sa stabilité sociale collective, lui semble garantir sa pérennité personnelle.

Pour faire diversion, Staline engage la chasse aux «spécialistes bourgeois», économistes, directeurs, ingénieurs et techniciens. Les défaillances et les ratés multiples de l'industrialisation s'expliquent, dit-on, par le «sabotage» des ennemis. Cette chasse à l'homme ouvre aussi des perspectives de carrière à des milliers de cadres plébéiens du Parti, incompetents, seulement aptes à rédiger des résolutions tonitruantes contre le danger trotskyste et la déviation droitière, à exiger la réalisation du plan quinquennal en quatre ans, à donner (ou plutôt brailler) des ordres... Un procès, qui dure du 1<sup>er</sup> au 9 mars 1931, condamne 14 membres d'un prétendu Bureau menchevik, dont Soukhanov et Groman, à des peines de cinq à dix ans de prison. L'arbitraire de la terreur de masse allié à l'acharnement contre les opposants d'hier et d'aujourd'hui ou contre toute personne suspecte de penser librement visent à empêcher toute jonction entre les résistances de la base et une opposition, aussi faible fût-elle, dans l'appareil du Parti.

Les conditions de lancement du plan quinquennal décuplent la pression exercée sur une classe ouvrière qui, de 1928 à 1932, passe de 6 millions d'individus à 12,5 millions, grâce au recrutement massif de paysans qui fuient la campagne et à l'embauche systématique des femmes. De 1930 à 1932, le nombre de femmes employées dans l'industrie minière et dans la métallurgie double en effet (en gros, de 9% à 18%). La propagande officielle présente cet accroissement comme un signe que les femmes s'émancipent. Elles sont pourtant bien accablées par des conditions d'existence quotidienne écrasantes : les jardins d'enfants sont peu nombreux, la réduction de moitié du réseau des magasins d'alimentation du secteur d'État engendre des files d'attente gigantesques, le pain, les œufs, le beurre sont rares dans les

villes, introuvables dans les bourgs et les villages, la viande l'est plus encore, le saucisson et le pain noir, chers aux Soviétiques, présentent souvent (sauf ceux des dignitaires) un aspect gluant suspect, et il faut se battre pour s'en procurer... Un institut «scientifique» va néanmoins jusqu'à prétendre que «les femmes qui travaillent sous la surface [au fond de la mine] sont moins malades que celles qui travaillent en surface».

Staline tient à revendiquer la paternité de cette politique. Dans sa biographie, il ajoute de sa main des lignes sur «le grand mérite de Staline» qui a, alors, «posé dans toute son ampleur la question féminine, la question de la situation des femmes, du travail féminin, du rôle très important des femmes, des ouvrières et des paysannes dans la vie économique, sociale et politique de la société et, l'élevant à la hauteur requise, lui fournit la solution juste<sup>52</sup>». Cela explique sans doute aussi pourquoi le pourcentage des femmes au Goulag passe de 4,6 % en 1935 à 25 % en 1944.

Staline craint que le mécontentement d'ouvriers issus de la campagne ne se conjugue à celui de la paysannerie et aux revendications nationales, aiguës dans un pays aux cent et quelques nationalités. Il veut donc liquider préventivement tous les abcès de fixation possibles. Dès janvier 1928, il fait arrêter et fusiller, par décision du collège du Guépéou, tout le gouvernement, en majorité tatar, de la République autonome de Crimée. En 1930, il épure les directions des partis communistes de nombreuses Républiques, et d'abord de Biélorussie et d'Ukraine. En Biélorussie, le Guépéou invente une mythique Union de la libération de la Biélorussie, accusée de vouloir renverser le pouvoir soviétique pour installer une république bourgeoise. Elle sera «démasquée» en octobre 1930, juste au moment où la collectivisation redémarre. En novembre 1930, l'écrivain Ianka Koupala, dénoncé pour nationalisme biélorusse, veut mettre fin à ses jours en se poignardant. L'homme de main de Staline dans la République, Guei, membre du Bureau politique du PC de Biélorussie, dénonce ce suicide manqué comme une manifestation anticomuniste. Staline reprendra cette définition du suicide. Homme de main de Staline, ancien responsable du service de répartition des cadres du Secrétariat du Comité central, ce Guei mène la purge au pas de charge. Le 15 décembre 1930, le Guépéou arrête les commissaires à l'Agriculture et à l'Instruction, ainsi que le président d'un trust industriel, tous trois condamnés à dix ans de

camp, puis, le 18 mars 1931, quatre-vingt-six responsables et militants du PC biélorusse aussitôt condamnés à la prison ou à l'exil. Staline n'organise pas de procès public, faute d'avoir réussi à arracher les aveux adéquats des victimes.

L'épuration de l'Ukraine, de son parti communiste et de son intelligentsia, accusés de nationalisme bourgeois ukrainien, est plus brutale encore. Elle culminera en 1933 avec le suicide du Premier secrétaire du PC ukrainien, pourtant vieux partisan de Staline, Skrypnyk, et de l'écrivain communiste ukrainien le plus célèbre, Khvyloviy.

Staline prépare la couverture idéologique de cette chasse au nationalisme, dit bourgeois ou petit-bourgeois, en «théorisant» le passage de l'internationalisme de 1917 au nationalisme russe. En décembre 1930, une décision secrète du Comité central blâme le poète de cour Demian Biedny. Ce dernier, mécontent, écrit à Staline qui lui répond le 12 décembre par une lettre qui ne sera publiée qu'en 1953, mais qui circule aussitôt écrite dans un cercle étroit de dignitaires. Il y reproche à Demian Biedny de donner une image négative de la Russie éternelle, d'ignorer que les «dirigeants des ouvriers révolutionnaires de tous les pays étudient avidement l'histoire très instructive de la classe ouvrière de Russie, son passé, le passé de la Russie...», de «calomnier notre peuple», de «découronner le prolétariat russe<sup>53</sup>». Le tournant patriotique, ici discrètement annoncé, va, au fil des ans, se colorer de l'antisémitisme traditionnel du nationalisme russe. Aussi, deux ans plus tard, en décembre 1932, Staline recevra avec un vif mécontentement une lettre de la sœur cadette de Lénine, Anna Oulianova, qui a découvert que leur grand-père maternel descendait d'une famille juive pauvre... Ce fait, dit-elle, «peut rendre un grand service dans la lutte contre l'antisémitisme». Elle ajoute que «Lénine a toujours mis les juifs très haut». Staline lui ordonne sèchement de «garder un silence absolu sur la lettre<sup>54</sup>»!

À la fin de janvier 1931, le Guépéou arrête une dizaine d'historiens parmi lesquels Platonov et Eugène Tarlé. Spécialiste de la révolution de 1789 et de l'époque napoléonienne, Tarlé, Cadet de conviction, resté en Russie, avait été élu en 1927 membre de l'Académie des sciences. Celle-ci est brutalement invitée à le chasser de ses rangs, et à faire de même avec Platonov, pour participation à un «complot contre-révolutionnaire». L'exclusion sera votée malgré l'opposition courageuse, mais solitaire, de son



président Karpinski. Le 8 août 1931, le Guépéou exile Platonov à Samara et Tarlé à Alma-Ata, où il pourra lire, en octobre 1931, dans le numéro 6 de la revue *Proletarskaia Revolioutsia*, une lettre de Staline « Sur quelques questions de l'histoire du bolchevisme ». Évoquant l'« article antiparti et semi-trotskyiste » consacré par un certain historien à la social-démocratie allemande à la veille de la guerre, il dénonce Rosa Luxemburg et Trotsky, affirme que « le trotskyisme » est « un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui mène le combat contre le communisme, contre l'Union soviétique, contre l'édification du socialisme en URSS ». Il dénonce la « contrebande trotskyiste » dans l'histoire du bolchevisme, dont il expose à grands traits assez vagues la révision indispensable. Sa normalisation de l'histoire n'épargne personne puisqu'il conclut sa lettre par une critique de Iaroslavski, son fidèle thuriféraire, « dont les petits livres sur l'histoire du PC russe, malgré leurs mérites, contiennent toute une série d'erreurs de caractère principal et historique<sup>55</sup> », que Staline ne précise pas. Plus une menace est imprécise, plus elle intimide. Un an plus tard, Tarlé est rappelé d'Alma-Ata, convoqué au Kremlin et invité à participer au Conseil scientifique supérieur. Il entreprend alors une biographie de Napoléon, qui sera publiée à la fin de 1936. Ce rappel coïncide avec la disgrâce de l'historien marxiste, antitsariste, le vieux bolchevik Pokrovski, vice-commissaire à l'Instruction publique, qui aura la bonne idée de mourir en 1932, avant l'avalanche d'articles, de brochures puis de livres dénonçant ses conceptions et son école. Sa descente aux enfers est parallèle à la montée de Tarlé au zénith.

Staline ne se contente pas de remodeler l'histoire en fonction de ses besoins de l'heure, il dessine les contours d'une véritable restauration qui anticipe, dans le domaine idéologique, des décisions ultérieures, prises très progressivement, telles que la dissolution du Comintern, le rapprochement avec l'Église, l'antisémitisme d'État, la reconstitution des tribunaux d'honneur tsaristes ou du Conseil des ministres, etc. En effectuant ce lent virage, il dénonce certaines figures emblématiques (comme Pokrovski) et en promeut d'autres (comme Tarlé); mais, dans le combat politique, il se moque des opinions réelles de ceux qu'il élimine. Son élévation au-dessus du parti unique et de ses instances mêmes criminalise toute autre opinion que la sienne. La

victime désignée, aussi étrangère soit-elle au « trotskysme » visé, sera néanmoins cataloguée puis liquidée comme telle. Cette mise à mort politique se muera en extermination physique lorsque Staline passera de l'accusation de double jeu à celle de complot.

Au début d'août 1930, Staline part à nouveau en vacances dans le Sud. Il passe quelques semaines à Matsesta, où, à dater de ce moment et jusqu'en 1936, il est soigné par le jeune médecin Miron Chneiderovitch. Il boit volontiers le thé avec lui, et le médecin s'extasie à l'occasion sur sa modestie devant ses chaussettes reprises et ses bottes rapiécées. Staline est plein d'attentions pour le jeune médecin. Vassili Staline, qui souvent le ramène chez lui, conduit comme un fou et Chneiderovitch tremble de peur. Staline, l'apprenant, confie à un chauffeur le soin de reconduire le médecin, que cette délicatesse émeut. Vorochilov et Gorki viennent voir Staline à Sotchi. Puis il part quelque temps dans la petite station géorgienne de Tskhaltoubo, où il fait la connaissance du jeune chef du Guépéou de Transcaucasie, un petit homme à pince-nez et au sourire surnois, Lavrenti Beria. Il retourne à Sotchi jusqu'à la fin de septembre.

Les signes de tension, d'hésitation, de trouble, manifestés par son groupe au moment de la collectivisation montrent à Staline l'urgence d'une épuration générale du Parti afin d'obtenir de lui une soumission inconditionnelle. De 1929 à 1931, plus de 250 000 adhérents sont exclus pour « déviation droitière » ou « trotskysme ». Au Comité central de la mi-décembre, Kouibychév, en l'occurrence simple porte-parole de Staline, décèle une « fissure » entre l'appareil de l'État et celui du Parti, qui durera, dit-il, aussi longtemps que Rykov dirigera l'État. Le Comité central exclut Rykov du Bureau politique et le remplace par Molotov à la tête du gouvernement.

Une nouvelle période s'ouvre alors dans les sommets de l'État et du Parti. Les oppositions politiques n'y ont plus aucun représentant. Refoulées à ce niveau, elles s'expriment d'abord par d'éphémères regroupements semi-clandestins de mécontents que Staline démantèle à l'aide du Guépéou. Le Bureau politique, ainsi nettoyé de tout opposant, et le Conseil des commissaires du peuple, aussi bien épuré, ne connaissent plus que des conflits internes entre clans bureaucratiques. Staline les arbitre et franchit du même coup un nouvel échelon dans sa course au pouvoir absolu. Les membres de sa fraction s'affrontent désormais en tant

que représentants de tel ou tel bureau, de tel ou tel ministère dans la chasse aux crédits. Ordjonikidzé en réclame toujours plus pour l'industrie lourde, clé du plan quinquennal, et Kaganovitch pour les transports. Les conflits sont parfois violents. Ordjonikidzé tape souvent du poing sur la table, n'hésite pas à hurler. Un jour, il se jette sur le commissaire aux Finances Rosengoltz et menace de le frapper. Le président du Gosplan tente de s'interposer, mais ne parvient pas à maîtriser l'homme et le conflit perdure. Le dernier mot devrait revenir au président du Conseil Molotov, mais l'appareil d'État étant subordonné à celui du Parti, ces querelles trouvent leur solution... au Bureau politique. C'est donc Staline qui tranche. Kaganovitch décrit le mécanisme : « J'exigeais plus de trains, plus d'investissements, mais Mejlouk, le président du Gosplan, refusait et Molotov le soutenait [...]. Je me battais avec Molotov, tout comme Ordjonikidzé, dit-on, le faisait. [...] nous allions nous plaindre à Staline. Cela irritait Molotov [...] mais nous considérions que le Bureau politique était l'instance suprême<sup>56</sup>. »

La position d'arbitre de Staline lui permet d'imposer ses décisions et ses goûts. Il entend ainsi imprimer sa marque dans le domaine de l'architecture. En décembre 1922, Kirov avait proposé de construire un gigantesque palais des Soviets, puis l'idée s'était perdue. Staline la reprend en 1931. Il organise un concours du meilleur projet, crée une Direction de la construction du palais et un Conseil de la construction, présidé par Molotov en personne. La radio et la presse mènent grand tapage sur ce projet grandiose de Staline, qui veut un palais de 420 mètres de haut, une statue de Lénine de 100 mètres et une grande salle de réunion de 21 000 places. Pour libérer l'espace nécessaire à cet édifice grandiose, Staline fait sauter à l'explosif la cathédrale du Saint-Sauveur. Mais, symbole d'un gigantisme artificiel, le palais des Soviets où il voyait « le triomphe d'une démocratie de millions d'hommes » ne dépassera pas le stade des maquettes et du trou béant laissé par l'ancienne cathédrale.

Staline commet alors un autre acte de vandalisme, moins remarqué mais plus remarquable, parce qu'il symbolise la substitution graduelle du nationalisme russe à l'internationalisme. Il fait dynamiter l'obélisque de la Liberté dressé face au soviet de Moscou en l'honneur de la première Constitution soviétique de juillet 1918, et fait ériger à sa place une statue du prince Iouri

Dolgorouki, roi de Souzdal et de Rostov au XII<sup>e</sup> siècle, dont le cheval tourne démonstrativement sa croupe vers l'Institut du marxisme-léninisme. Ce sanguinaire conquérant de Kiev, qui doit son surnom de Dolgorouki (aux mains longues) à son désir, insatisfait, de soumettre à sa loi la libre ville marchande de Novgorod, est un modèle de chef impitoyable.

La tension provoquée par la collectivisation forcée et l'industrialisation au galop est telle que, au cours de l'été de 1931, Staline se décide à infléchir sa politique et esquisse une éphémère période de mini-réformes visant à relâcher la pression exercée sur les « spécialistes bourgeois » depuis le procès de Chakhty. Le 10 juillet 1931, le Bureau politique condamne la chasse aux cadres, ingénieurs et techniciens, ordonne la libération de tous les spécialistes arrêtés, en priorité dans la métallurgie et les houillères, dont il donne une liste nominative établie par Ordjonikidzé et Menjinski. Il annule le décret ordonnant au Guépéou d'arrêter tous les spécialistes soupçonnés... de dépenses excessives d'énergie, qui permettait d'arrêter tout le monde. Il ferme enfin les bureaux du Guépéou dans les entreprises où il instaure la « direction unique », autrement dit remplace la « triade » dirigeante antérieure (directeur-secrétaires du Parti et du comité syndical) par le seul commandement du directeur.

La chasse aux spécialistes une fois ralentie, Staline concentre son attention sur le « front idéologique ». Mais cette légère détente ne concerne que le secteur industriel. À la campagne, une fois la moisson achevée, Staline brandit à nouveau la trique. À la fin de l'été 1931, les autorités réclament des kolkhozes qu'ils livrent à l'État la moisson « jusqu'au dernier grain ». Staline engage une véritable guerre contre les paysans kolkhoziens en fixant des quotas de livraisons obligatoires de blé qui ne leur laisseront rien pour l'hiver et pour les semailles de printemps. Il le faut, dit-il, pour nourrir les ouvriers des villes et les soldats de l'Armée rouge, mais il omet de dire que le blé rassemblé est aussi exporté pour acheter à l'étranger un coûteux matériel industriel souvent gaspillé, renouant ainsi avec la politique du ministre des Finances d'Alexandre III, Ivan Vychnegradski, qui, en pleine famine de 1891, déclarait : « Nous ne mangerons pas à notre faim, mais nous exporterons. »

Pour survivre et garder des semences, les kolkhoziens volent des épis de blé pendant la moisson et les cachent dans des fosses

que des commandos, lancés par l'appareil du Parti, tentent de débusquer. La collectivisation des vaches et du petit bétail, menée systématiquement à l'automne 1930, a encore dégradé leur situation. Les paysans se retirent à nouveau massivement des kolkhozes pour protester. 1 370 000 familles paysannes quittent ainsi les kolkhozes en 1931, en exigeant la restitution de leurs biens, de leur outillage, de leur bétail. Le mouvement s'accélère au début de 1932, surtout dans les districts céréaliers de Russie. Certains présidents de kolkhozes font abattre le bétail collectivisé pour empêcher les démissionnaires de le récupérer !

Pendant l'été 1931, Vorochilov effectue une grande tournée en Sibérie et dans l'Oural. Il en rend compte avec enthousiasme à Staline qui, de Sotchi, le félicite de faire ce qu'il néglige lui-même : « Tu as raison quand tu dis que nous ne tenons pas toujours compte de l'énorme influence des voyages personnels et de la connaissance personnelle des gens, des affaires. Nous gagnerions beaucoup (et la cause y gagnerait beaucoup) si nous allions plus souvent faire le tour des lieux et si nous faisons connaissance des gens au travail. Nous tiendrons compte de l'expérience de ton voyage<sup>57</sup>. »

La criminalisation de l'opposition réactive le spectre de l'attentat contre le Guide. Selon certains publicistes, cette psychose aurait été cultivée par Beria, organisateur de faux attentats lors de séjours de Staline en Géorgie, afin de mettre en valeur sa vigilance et son efficacité. Il aurait, dit-on, miné un pont qui se serait effondré sous une voiture, que Staline venait tout juste de quitter à sa demande ; des gardes-frontières auraient tiré sur une barque où se trouvait Staline. Ces mises en scène sont douteuses. L'une d'entre elles a néanmoins laissé quelques traces. Dans une note à Staline du 18 novembre 1931, vice-président du Guépéou, Akoulov, raconte une histoire à dormir debout. Les services secrets britanniques ont envoyé à Moscou un ancien officier blanc émigré ; le Guépéou l'a identifié et surveillé de près. Or, « le 16 novembre à 3 heures 35 de l'après-midi, déambulant avec notre agent par la rue Ilinka, l'agent des services britanniques vous rencontra par hasard devant le Staro-Gostynny Dvor et tenta de saisir son revolver [...] notre agent l'empoigna par le bras et l'entraîna derrière lui en empêchant sa tentative<sup>58</sup> ». L'agent britannique fut ensuite « secrètement arrêté ». Staline n'avait rien remarqué de ce bizarre incident.

Il se mure alors en public dans un silence obstiné. Au Comité central du 11 au 15 juin 1931, ainsi qu'à la XVII<sup>e</sup> conférence nationale du Parti (30 janvier-4 février 1932), il se tait. Le 7 novembre 1931, il assiste bien à la parade militaire qui commémore la révolution d'Octobre, mais c'est Vorochilov qui harangue les troupes. Son silence désoriente l'appareil, inquiet, dont il observe les réactions. Cette période de semi-retrait apparent dure près d'un an et demi. C'est pendant ces mois de discrétion qu'il fait ouvrir par le Guépéou de nouveaux camps pour l'abattage du bois et la construction de lignes de chemin de fer en Sibérie et d'usines. En novembre 1931, le Guépéou crée le Dalstroï, complexe de camps chargé d'extraire des minerais, surtout de l'or, de Kolyma, vaste région désertique du nord-est de la Sibérie. L'extraction de l'or y passera de 11,5 kilogrammes en 1928 à 48 tonnes en 1937. La création du camp permet donc un changement d'échelle. Mais son fonctionnement laisse à désirer. Un rapport officiel souligne la surpopulation, les épidémies, la sous-alimentation chronique, la forte mortalité et la très basse productivité du travail. Alors que les rations alimentaires officielles sont réduites au minimum, en 1932, les détenus ont reçu (officiellement !) 68 % de leur ration de pain, 23 % de leur ration de viande, 10 % de leur ration de poisson (réduit aux arêtes et à la tête), 16 % de leur ration de céréales, 4,7 % de leur ration d'huiles végétales, 58 % de leur ration de sucre. C'est la famine organisée.

## CHAPITRE XVII

### L'année noire

À la fin de 1931, Staline semble avoir gagné politiquement sa guerre contre la paysannerie. Mais le prix à payer est lourd : au cours des deux années écoulées, de 350 000 à 380 000 (au gré des statistiques) familles koulaks, soit au bas mot 1 800 000 personnes, ont été déportées dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan, dans le Grand Nord, 1 million de paysans environ ont fui la campagne pour travailler sur les grands chantiers ouverts par l'industrialisation. Un peu plus de 400 000 familles ont, par ailleurs, été déplacées au sein de leur province sur des terres infertiles à défricher, soit 2 millions d'individus, dont beaucoup ont, eux aussi, fui vers les villes. Ces «peuplements spéciaux», composés de véritables déportés, sont assignés à leur lieu d'exil, abattent et découpent des arbres, extraient du charbon, cultivent une terre ingrate, logent dans des baraques ou sous des tentes par des températures qui peuvent descendre jusqu'à  $-50^{\circ}$  l'hiver. Au début de 1933, le vice-commissaire du NKVD lui-même souligne que leur sous-alimentation provoque une mortalité massive due au scorbut et au typhus. Il demande la livraison immédiate de 500 tonnes de farine au minimum pour sauver 45 000 enfants d'une mort inéluctable.

Les conséquences de la collectivisation forcée sur la production agricole sont connues : les paysans ont abattu près de la moitié du cheptel, la récolte a baissé d'un bon tiers en 1930, la disette rôde dans les campagnes.

Staline décide pourtant d'achever pour l'essentiel la collectivisation totale et la liquidation des koulaks en tant que classe en 1932. Les paysans se mobilisent une dernière fois pour résister. Dans la région des terres noires, des groupes d'insurgés réclament des kolkhozes entièrement autonomes dirigés par les kolkhoziens eux-mêmes et non par des communistes. Staline écrit alors à Syrtsov et à Eikhe : « Nous ne pouvons pas importer du blé car nous avons peu de devises. De toute façon, même si nous en avons, nous n'importerions pas de blé, car l'importation de blé sape notre crédit à l'étranger<sup>1</sup>. » La propagande prime tout.

De 1928 à 1932, l'industrialisation accélérée a fait affluer dans les villes, ainsi à demi ruralisées, plus de 12 millions d'habitants supplémentaires, mais la priorité budgétaire absolue accordée aux grands chantiers et à la fabrication de moyens de production a interdit la construction de logements. Les rares foyers sont surpeuplés, sales, malodorants, envahis de poux, de blattes, de punaises et de puces. Les travailleurs qui s'embauchent sur les chantiers et dans les usines s'installent dans de vieux wagons désaffectés, dorment dans les ateliers ou dans les gares. À Novokouznetsk, en 1932, la surface moyenne habitée par individu (en comptant les *zemlianki*) est de 1,27 m<sup>2</sup>. Les parties communes des baraques sont utilisées comme logements. Les gens dorment sur des châlits, souvent sans matelas. Dans ces baraques où s'entassent des centaines de couples avec leurs enfants et de célibataires, on tâche de s'isoler du voisin en tendant son linge sur des cordes. Les maisons et les immeubles sont d'abord affectés aux cadres et aux ouvriers de choc, les futurs stakhanovistes...

Au début de 1932, la réduction des normes de rationnement, jointe à ces conditions de travail et de vie, provoque des explosions de mécontentement. Au début d'avril, les habitants de Borissov en Biélorussie prennent d'assaut les dépôts de blé de la ville et défilent en cortège jusqu'à la caserne. Deux semaines plus tard, les ouvriers du textile de la région d'Ivanovo, à 250 kilomètres au nord-est de Moscou, débraient, puis se soulèvent, à la suite d'une nouvelle baisse des normes de rationnement déjà misérables (60 grammes de pain par jour pour les enfants), et organisent une marche de la faim qui se heurte à la milice, vite débordée. Les paysans de kolkhozes voisins cessent le travail. Des militants communistes figurent parmi les organisateurs des grèves, marches et autres affrontements. Les troupes spéciales et bien payées du Guépéou écrasent l'émeute.



Staline, dans une circulaire du Comité central, impute ces protestations aux «restes contre-révolutionnaires des partis SR et mencheviks, aux renégats trotskystes et aux anciens membres de l'Opposition ouvrière [...] qui ont tenté d'organiser une vaste offensive contre le Parti et le pouvoir soviétique<sup>2</sup>». Dans cette dernière formulation sourd une certaine inquiétude. Le Kremlin est contraint à une concession verbale. Le 26 mars 1932, le Comité central affirme son souci que chaque kolkhozien ait sa vache, son petit bétail, sa volaille. Des décrets des 6 et 10 mai autorisent les paysans à vendre le surplus de leur production de blé et de viande, une fois assurées les livraisons à l'État. Il est vrai que, dans la mesure où ce dernier leur prend tout, la concession reste bien formelle.

L'année 1932 est marquée par deux événements. Le premier est public, c'est la loi du 7 août «sur la protection de la propriété socialiste», destinée à briser la résistance paysanne et à terroriser la population citadine. Elle prévoit la mort, avec confiscation des biens de la famille, pour quiconque est convaincu de «pillage (vol) de la propriété kolkhozienne ou coopérative». L'autre, resté alors inconnu de tous, jouera un rôle important dans la répression politique, c'est la «plate-forme Rioutine». Nous y reviendrons. Mais 1932, c'est aussi l'année décisive pour le nazisme en Allemagne. Malgré une perte de 2 millions de voix lors de la dernière des cinq élections législatives qui la ponctuent, les nazis accèderont finalement au pouvoir en janvier 1933 – en toute légalité. Tout au long de l'année, Staline maintient rigoureusement la ligne qu'il a fait adopter au VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (en juillet-août 1928) : la social-démocratie, sœur jumelle du fascisme, est «l'ennemi principal» à abattre. Moscou invite le Parti communiste allemand à porter tous ses coups contre elle. Le 28 décembre 1931, l'exécutif du Comintern l'avertit : «Les arbres du nazisme cachent la forêt de la social-démocratie<sup>3</sup>» qu'il faut d'abord abattre. Le 15 août 1932, le propagandiste international du Comintern, Willi Münzenberg, dénonce «la proposition fasciste de Trotsky d'une unité du PC et du PS allemands<sup>4</sup>». Dans son discours au Comité central, réuni du 7 au 12 janvier 1933, trois semaines avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, Staline donne de la situation internationale une analyse rassurante : «Les pays capitalistes sont gros d'une révolution prolétarienne [...]. Les succès du plan quinquennal

mobilisent les forces révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays contre le capitalisme<sup>5</sup>. » Le 30 janvier 1933, Hitler devient chancelier ; son accession au pouvoir annonce la guerre contre l'Union soviétique. Mais, le 1<sup>er</sup> avril, le Comité exécutif de l'Internationale communiste, unanime, approuve à Moscou la ligne que les représentants de Staline ont imposée au Parti communiste allemand. Cette déroute, dans le pays où les bolcheviks ont longtemps attendu la révolution salvatrice, affaiblit l'URSS mais renforce Staline. En faisant planer sur le pays l'ombre de la menace nazie, elle resserre autour du chef les rangs de l'appareil apeuré et facilite le ralliement d'opposants au nom de l'unité nécessaire face à l'ennemi, tels les trotskystes Sosnovski et Racovski en février et mars 1934. Hitler consolide ainsi Staline. Et ce n'est pas la dernière fois.

Parti en vacances, selon son habitude, à Sotchi en juillet, Staline s'occupe exclusivement des problèmes intérieurs. Il bombarde de lettres Kaganovitch, qu'il a laissé à Moscou gérer les affaires courantes pendant ses deux mois de congé. Le service postal du Guépéou a pour consigne de les communiquer uniquement à Kaganovitch, et en personne. Le 20 juillet, Staline lui expose dans une longue lettre son indignation devant les vols de nourriture et la nécessité de prendre des mesures législatives extrêmement sévères. Il constate l'augmentation des vols de chargements dans les chemins de fer et du pillage de ce qu'il appelle « la propriété kolkhozienne et coopérative ». Il y voit non pas le produit de la misère et de la faim, mais un sabotage politique : « Ces pillages sont organisés essentiellement par des koulaks (dékoulakisés) et autres éléments antisoviétiques qui s'efforcent d'ébranler notre nouveau régime. » Or, conformément à la loi, ces gens-là écopent généralement de trois ans de prison et sont libérés au bout de six à huit mois. Cela ne peut plus durer. Il propose donc de promulguer sans délai une nouvelle loi qui ferait des marchandises transportées par chemins de fer, des kolkhozes et des coopératives une propriété de l'État, et donc « punirait le pillage [...] d'une peine minimum de dix ans de réclusion, [mais en principe] de la peine de mort [et] exclurait l'application de l'amnistie aux criminels de [ce type] ». En l'absence de mesures draconiennes, écrit-il, il sera impossible d'instaurer la discipline sociale nécessaire à la défense et au renforcement du régime. De plus, souligne Staline, la récente loi qui facilite la

liberté du commerce va raviver les koulaks et accapareurs, «ordure qu'il faut extirper<sup>6</sup>». À cette fin, il propose de déporter au Goulag les propagandistes actifs du retrait des kolkhozes, les spéculateurs et autres accapareurs. Six jours plus tard, dans une nouvelle lettre à Kaganovitch, il dessine l'architecture de la nouvelle loi, qui doit unir la répression du chapardage à la lutte contre les adversaires du kolkhoze, c'est-à-dire criminaliser une opposition sociale ou politique.

Il veut régler par une loi unique les problèmes posés à la fois par «la préservation de la propriété kolkhozienne et coopérative ainsi que des marchandises transportées par chemins de fer» et par «la préservation des kolkhozes eux-mêmes», c'est-à-dire la lutte contre quiconque utilise ou prône la violence et les menaces pour pousser les paysans à sortir des kolkhozes. Il n'ose pourtant pas assimiler complètement la propagande contre les kolkhozes au pillage et au vol, et ne la punit pas comme eux de mort, mais seulement de cinq à dix ans de prison suivis d'une réclusion en camp de concentration de trois ans sans amnistie possible.

Kaganovitch lui adresse en toute hâte un projet élaboré. Le 4 août, Staline le lui retourne avec des amendements et des ajouts de sa main, qui font de lui le véritable auteur de ce texte. Il demande qu'on en organise l'application au plus vite. Il tempête : «Dans les chemins de fer c'est le désordre... Le Guépéou dort.» Kaganovitch doit lui ordonner «d'installer des groupes armés sur les lignes et d'abattre sur place les voyous qui voyagent sans billet ou avec un sac de produits susceptible [*sic* !] d'avoir été volé<sup>7</sup>.» C'est une mesure d'exception, comme on en prend en temps de guerre. De fait Staline mène une guerre. Le 6 août 1932, dans les colonnes de la *Pravda*, Serge Kirov, le prétendu libéral, en souligne la nécessité : «Notre politique punitive est très libérale. Il nous faut y introduire un correctif [...] si un homme est convaincu d'avoir volé un bien d'un kolkhoze ou d'une coopérative, il faut le juger et aller jusqu'à lui appliquer la peine capitale. Et s'il faut atténuer le châtement, il ne faut pas moins de 10 ans de privation de liberté.» Ce souhait est satisfait, comme par enchantement, dès le lendemain matin, sans que le texte ait été soumis au Bureau politique.

Au 31 décembre de l'année 1932, la loi du 7 août «sur la protection de la propriété socialiste» a entraîné, en cinq mois, la condamnation de 103 000 personnes (dont 77,6 % de paysans).

Le peuple lui donne le nom de « loi des cinq épis », ces cinq épis qui suffisent à vous envoyer à la mort. Staline décide alors de lancer une campagne pour son application. Le 11 août, il écrit à Kaganovitch qu'il approuve le décret, ainsi que le projet contre les spéculateurs, mais qu'il faut y ajouter un mode d'emploi destiné aux instances locales du Parti et aux organes judiciaires qui sont à la traîne. Car les juges renâclent à condamner à mort. Le 17 août, dans une longue lettre à Kaganovitch, Staline propose de « clouer au poteau d'infamie les juges et les procureurs qui manifestent du libéralisme à l'égard des pillards<sup>8</sup> ».

La menace pousse juges et procureurs à manifester un zèle un peu plus grand. Une instruction secrète aux instances du Parti, adoptée par le Bureau politique le 16 septembre, et consacrée à la mise en œuvre de la loi du 7 août, exige plus de zèle encore. Dans un bilan de la loi, présenté au Comité central de janvier 1933, le commissaire à la Justice, Krylenko, exposera, en effet, que, dans 40 % des condamnations au titre de la loi du 7 août, la Cour suprême a appliqué l'article 51 du Code pénal, qui lui permet de réduire la peine prononcée en première instance. En outre, la première instance ne répond pas aux attentes de Staline : en République de Russie, sur 54 645 individus jugés au titre de cette loi, 2 210 condamnations à mort seulement ont été prononcées et n'ont été exécutées « qu'à peine dans 1 000 cas » ! En Tchétchénie, où certains districts ignorent la loi, la cour a annulé 48 des 50 condamnations à mort prononcées. Staline voulait que, dans l'application de cette loi, la peine de mort soit la règle et la prison l'exception. Les juges font l'inverse. Un juge a même déclaré à Krylenko, indigné : « Je n'ai pas le cœur à lever la main pour condamner à 10 ans un individu pour un vol d'épis de blé<sup>9</sup>. » La peine de mort, qui devrait être la règle, devient donc l'exception par la faute des juges, dont la résistance provoque la fureur de Staline. Les militants, les jeunes communistes, et même les miliciens, qui détournent la tête en passant près de gamins ou de vieilles femmes qui ramassent quelques pommes de terre ou trois épis de blé, décuplent sa colère. Dans son discours à ce même Comité central, il dénonce leur mollesse : « Nombre de nos camarades regardent avec bienveillance les faits de vols et de pillage massifs sans en comprendre le sens et la signification. Ils passent comme des aveugles à côté de ces faits, comme s'il n'y avait là "rien de particulier". » Se comporter ainsi, dit-il, c'est collaborer à la

«sape du système soviétique», ce qui est gros de fâcheuses conséquences pour les coupables. Et, rappelant la loi du 7 août, il martèle : «Cette loi est la base de la légalité révolutionnaire pour le moment présent<sup>10</sup>.» Les juges doivent s'y plier et l'appliquer. À bon entendeur salut.

Les commissions spéciales créées pour la collecte par le Bureau politique, en octobre 1932, razzient les kolkhozes et les villages accusés de saboter les livraisons de blé. Elles réalisent le plan de stockage en confisquant le fonds des semences, au détriment des semailles futures ; la famine est dès lors inéluctable. En Ukraine, le Hongrois Mate Zalka, futur général Lukacs en Espagne, note dans son Journal, en date des 11-13 juin 1932 : «Malgré une récolte normale, l'Ukraine est condamnée à la famine<sup>11</sup>.» Les cadres qui tentent de moduler cette politique sont impitoyablement brisés, tels les dirigeants du comité territorial de Zaporojie : 16 d'entre eux passent en jugement, 14 sont condamnés à mort. Ils ont tenté de convaincre les autorités de laisser aux kolkhoziens le blé nécessaire pour leur nourriture et les prochaines semailles. On leur a répondu : «Le pain à l'État !» Ils ont persévéré. Verdict : «Sabotage koulak organisé de la collecte de blé.» Ces saboteurs ont «par leurs actions contre-révolutionnaires et de sabotage, par leur complaisance à l'égard des koulaks et d'autres éléments garde blancs et petliouristes, spéculateurs, et filous, tenté de faire capoter les tâches de l'État dans la collecte du blé<sup>12</sup>». Vouloir sauver les paysans de la faim suffit au Guépéou pour transformer des cadres soviétiques en disciples du nationaliste ukrainien Simon Petlioura, abattu en 1926.

Au printemps de l'année 1932, le typhus ravage à nouveau l'URSS, puis, à partir de novembre 1932, la famine frappe l'Ukraine, le Kouban et le Kazakhstan. En deux ans, le typhus frappe plus d'un million d'individus. Des paysans affamés attaquent les dépôts de blé, se ruent vers les villes dont des détachements armés interdisent l'entrée, mangent leurs enfants ou des cadavres hâtivement déterrés. Des villages entiers sont rayés de la carte. Une chanson populaire décrit cette sinistre réalité aux dépens de Mikoïan, commissaire au Commerce : «*Niet miasa, niet masla, niet moloka, niet mouki, niet myla no zato iest Mikoïan*» (Il n'y a pas de viande, il n'y a pas de beurre, il n'y a pas de lait, il n'y a pas de farine, il n'y a pas de savon, mais en revanche il y a Mikoïan). La crise économique et sociale réduit l'assise sociale du régime.

Dans une lettre d'août 1932, Kaganovitch souligne les immenses retards dans le paiement des salaires et le déficit budgétaire record, compensé par le recours massif à la planche à billets.

La famine ne détourne pas Staline de la mise au pas idéologique de la société. Débarrassé des oppositions politiques ouvertes, il se consacre au contrôle du monde intellectuel, auquel la surveillance policière du Guépéou ne saurait suffire. En avril 1932, il décide de dissoudre l'Association des écrivains prolétariens, dont le radicalisme verbal lui déplaît. Il met en place une commission composée de Postychev, Kaganovitch et lui-même, qui proclame et chapeaute un comité d'organisation d'une future Union des écrivains ouverte à tous les littérateurs soviétiques. Il nomme à sa tête un fonctionnaire des lettres, rédacteur en chef de *Novy Mir*, Gronski. Ce dernier est, au sens propre, à tu et à toi avec Staline qui l'invite au Bureau politique et lui fait attribuer 600 « rations » alimentaires (*paiok*) que Gronski distribue à sa convenance aux écrivains pour les libérer des soucis matériels et les attacher au régime. Ce personnage central du monde des lettres dispose, dit-il, du « meilleur *paiok* à Moscou », que Staline lui reproche de distribuer avec trop de parcimonie. « Il me sermonnait régulièrement en me reprochant d'être pingre et de soutenir trop peu la vieille intelligentsia <sup>13</sup> » qu'il voulait se gagner.

Mais avant de s'occuper sérieusement des écrivains, il doit régler l'affaire Rioutine. La crise aiguë du régime a réveillé son ancien partisan, exclu en septembre 1930, comme bien d'autres vieux opposants. Rioutine a réuni, le 21 août, dans un appartement de la banlieue de Moscou, une vingtaine de ces membres du Parti, anciens boukhariniens pour la plupart. Il leur a soumis une longue analyse de la crise du Parti intitulée « Staline et la crise de la dictature du prolétariat », ainsi qu'un court projet d'appel à tous les militants, adopté lors d'une seconde réunion quelques jours plus tard. Il veut fonder une Union – clandestine – des marxistes-léninistes.

Les deux textes contiennent une violente critique du régime politique et de la dictature personnelle de Staline, produit d'un coup d'État de type bonapartiste, selon leurs auteurs qui prônent la liquidation. Cinq ans plus tard, un dirigeant tatar, Saguidouline, déclarera à Evguenia Guinzbourg, qui partage cette analyse : « Koba c'est le 18 Brumaire. On extermine les meilleurs militants

du Parti qui faisaient ou auraient pu faire obstacle à l'instauration définitive de sa dictature<sup>14</sup>. »

Le portrait que brosse Rioutine de Staline, nourri de sa fréquentation du Guide, est évidemment inspiré par l'amertume de l'homme déçu. Ce « politicien sans principe [...] intrigant et combinard », écrit-il, est « limité et rusé, amoureux du pouvoir et vindicatif, perfide et envieux, hypocrite et impudent, vantard et entêté ». Il a « d'abord prudemment, puis de plus en plus audacieusement, jeté au loin le masque du vieux bolchevik "modeste" que le Parti aurait contraint à supporter le fardeau du Secrétariat général ». Il le compare à Érostrate, à Khlestiakov (l'imposteur du *Revizor* de Gogol), à Araktcheiev (le ministre tsariste inventeur des colonies militaires), à Néron, et... au comte de Cagliostro, voyant en lui « un sophiste, un prestidigitateur politique et un acteur ». « Staline est, ajoute-t-il, au sommet d'un appareil cent fois plus puissant et plus ramifié que l'appareil de n'importe quel État bourgeois », la domination absolue et la centralisation formidable du Parti unique conférant au Secrétaire général un pouvoir décisif. Appuyé sur cet appareil omnipotent, Staline peut substituer la preuve par la force à la force de la preuve. C'est le « fossoyeur de la révolution ». Le contre-révolutionnaire et le provocateur les plus acharnés, dit Rioutine, n'auraient pas fait plus de dégâts que Staline, qui « remplit objectivement le rôle de traître à la révolution socialiste<sup>15</sup> »...

L'Union des marxistes-léninistes apparaît dangereuse à Staline en ce qu'elle tente de rassembler les opposants d'hier et d'aujourd'hui autour d'un programme. Ils ont pris contact avec Zinoviev, Jan Sten, Syrtsov, les anciens de l'Opposition ouvrière, Medvedev et Chliapnikov, les trotskystes de Moscou, de Kharkov, de Novossibirsk. Ils veulent renverser la dictature de Staline et de son clan, dynamiter l'appareil stalinien du Parti et du gouvernement, réélire les soviets sur une base démocratique, liquider le système de la nomination des cadres, épurer immédiatement et radicalement le Guépéou, le parquet et les tribunaux. Ils s'attaquent ainsi à la fois à Staline, à son clan et à la couche sociale dont il défend les intérêts.

Le Guépéou arrête le groupe, fin septembre, à la suite d'une dénonciation de deux de ses membres. Le 27 septembre, la commission de Contrôle exclut 14 membres du groupe ; le 2 octobre, une réunion du Comité central et de la commission de Contrôle adopte un texte rédigé par Staline, qui décide d'exclure les

membres du groupe, de prendre des mesures radicales « pour liquider totalement l'activité contre-révolutionnaire de gardes blancs du groupe Rioutine-Slepkov, de leurs inspireurs et de leurs protecteurs », formule qui suggère des complicités multiples et extensibles. Le texte exige enfin « l'exclusion immédiate du Parti de tous ceux qui ont eu connaissance de l'existence de ce groupe contre-révolutionnaire, en particulier de ceux qui ont lu ses documents contre-révolutionnaires et qui n'en ont pas informé la commission de Contrôle et le Comité central <sup>16</sup> ».

Staline sait parfaitement ce qu'il fait. Le Guépéou s'est procuré la liste des anciens dirigeants des oppositions passées auxquels les auteurs avaient communiqué leur texte et qui n'en avaient rien dit, en particulier Zinoviev et Kamenev, invités à s'expliquer à cette réunion. Ils ont beau présenter leurs regrets, ils sont exclus. Quatre ans plus tard, Staline transformera cette complicité passive en complicité active : quiconque sera soupçonné ou accusé d'avoir lu le programme de Rioutine en deviendra corédacteur et diffuseur. Staline étendra sans limite la liste des prétendus lecteurs et assimilera la lecture de l'un des deux textes à une activité terroriste potentielle...

Un mois après avoir démantelé le groupe de Rioutine, le Guépéou arrête, le 25 novembre 1932, un « groupe opportuniste de droite » formé de Eismont, Alexandre Smirnov, ancien commissaire à l'Agriculture, et Vladimir Tolmatchev, ancien chef du NKVD de Russie, réticent devant la politique terroriste de Staline. L'organisation de ce prétendu « groupe » n'a jamais dépassé le stade de conversations désabusées et amères autour d'une bouteille de vodka. Staline, qui le sait, télégraphie le 17 décembre son mépris pour ces opposants engagés dans « une série de beuveries <sup>17</sup> », tout en les assimilant abusivement à Rioutine. Il leur adjoint arbitrairement Rykov, un peu porté, lui aussi, sur la bouteille. L'affaire ne traîne pas. Staline ne vise qu'à discréditer ces mécontents qui ont tout de même évoqué la nécessité de l'« écarté ». À la commission de Contrôle, Postychev, sans doute téléguidé par le Secrétaire général, répète, menaçant, aux accusés : « Pour nous une chose est claire : “écarté” ça veut dire “tuer”. Écarté c'est tuer. Pour moi quand on dit écarté ça veut dire tuer <sup>18</sup>. » Ce sera le leitmotiv de Staline. Quiconque veut que le Parti ait un autre Secrétaire général que lui est un terroriste. Le Guépéou les condamne, le 16 janvier 1933, à trois ans de camp



spécial et, peu après, arrête un groupe Nemtchenko-Guinzbourg, accusé d'avoir créé une organisation pour renverser Staline. Il arrête aussi le fils de Nemtchenko et un groupe de jeunes communistes convaincus, quant à eux, de vouloir le tuer.

Staline prévient que tout opposant tombera désormais sous l'accusation de terrorisme. C'est que ces groupes sont dangereux dans le contexte de la crise économique et sociale de l'hiver 1932-1933, de la montée du mécontentement politique qui agite les couches populaires les plus profondes et de nombreux militants. Hiroati Kuromiya a étudié une liste de 175 militants jugés suspects par le chef du Guépéou du Donetz. Leurs déclarations publiques traduisent une véritable révolte contre les dirigeants. L'un d'eux déclare : « Staline dirige le pays avec un groupe d'hommes forts et rigole de nous voir nous détruire. » Un deuxième affirme : « Ce serait mieux si Staline était mort. » Un troisième : « Un groupe de bandits s'est formé qui détruit délibérément notre pays. ». Un quatrième, un mineur, déclare à ses camarades : « Le gouvernement soviétique va tomber tôt ou tard. Les ouvriers doivent former un véritable gouvernement prolétarien permettant aux ouvriers et aux paysans d'être heureux. » Un ouvrier, ancien partisan rouge, dit : « Nous devons faire une seconde révolution », un autre proclame : « Staline est le gendarme du parti communiste <sup>19</sup>. » La haine vise clairement le parti au pouvoir et spécifiquement Staline, qui répond aux militants du parti dont il est le Secrétaire général par le peloton d'exécution. En octobre et novembre 1932, dans le Donbass, neuf militants communistes sont ainsi condamnés à mort. Selon le satrape de Staline en Ukraine, Postychev, la possession de la carte du Parti n'empêche pas d'être considéré comme un ennemi. C'est même devenu une circonstance aggravante.

Staline peut se consacrer désormais à d'autres tâches. Le 7 octobre 1932, il réunit chez Gorki, avec Vorochilov et Molotov, plusieurs mandarins de la médecine pour décider la création d'un institut de médecine expérimentale. Le rapport introductif est présenté par Fedorov, ancien major dans l'armée de Koltchak. Le 19, il organise une première réunion d'écrivains communistes chez Gorki, avec pour objectif de les mettre au pas, surtout les « écrivains prolétariens » du RAPP dont il déteste le chef, Averbakh, le beau-frère de Iagoda. Il leur déclare avec mépris : « Vous êtes tout simplement encore de petites gens, de toutes petites gens et vous

voulez diriger toute la littérature ! » Il dicte aux écrivains communistes ce qu'il convient qu'ils disent, dès la prochaine réunion, plus large, qui se tiendra une semaine plus tard, jour pour jour, toujours chez l'auteur des *Vagabonds*, dont le Guépéou a chargé la longue table de hors-d'œuvre divers, de bouteilles de vodka et de cognac arménien. La réunion est copieusement arrosée. À un moment, Boukharine, éméché, se penche vers Staline assis à côté de lui, lui prend le nez comme à un enfant et lui dit : « Allez, sors-nous un petit mensonge sur Lénine<sup>20</sup>. » Staline, blême, l'invite à répéter à Gorki qu'il a voulu empoisonner Lénine...

Le 26, une cinquantaine d'hommes de lettres sont à nouveau réunis chez Gorki. Dans le large débat qui s'ouvre après le rapport introductif de Gronski, Staline se montre aimable. Il reproche aux « écrivains prolétariens » de ne savoir que « susciter la peur », chose nécessaire mais insuffisante. Il faut aussi être capable, dit-il, de « susciter la confiance ». Il en donne une double preuve : il ne morigène pas les écrivains qui, sous l'effet des premiers verres de vodka, bavardent pendant son discours, et ne réagit pas à l'intervention délirante de Zazoubrine, l'auteur du *Tchékiste*. Zazoubrine, éméché, dénonce les censeurs qui ont bloqué l'œuvre d'un de ses camarades, coupable d'avoir souligné, dans sa description de Staline, la simplicité de son discours et de sa conduite, les marques de petite vérole sur son visage, en un mot une absence de majesté et de grandeur... Indifférent au silence funèbre qui gagne l'assistance, Zazoubrine ne voit rien de mal à comparer Staline à Mussolini, ou les membres du Bureau politique, et Staline en particulier, à ceux de la famille du tsar<sup>21</sup>.

Staline l'écoute, renfrogné sur sa chaise, puis invite l'assistance à se régaler. Il pousse les convives à boire ; il aime voir l'alcool délier les langues. Il vide lui-même les trois quarts d'une bouteille de cognac sans broncher, puis délivre son message aux écrivains. Il ne leur demande pas une « unanimité qui n'existe que dans les cimetières », il les invite à répondre « aux besoins du peuple, c'est-à-dire du Parti. En quoi ? En fournissant une marchandise adéquate ». Les écrivains produisent, eux aussi, une marchandise « intéressante, qui, dit-il, nous est très nécessaire : les âmes des gens [...]. Vous aidez au remaniement de l'âme des gens. C'est une production importante, les âmes des gens. Et vous, vous êtes les ingénieurs des âmes humaines<sup>22</sup> ». À partir de ce critère d'utilité, Staline distingue trois strates dans la littéra-

ture : à l'échelon inférieur la poésie, à l'étage intermédiaire les romans, et, à l'étage supérieur, le théâtre, plus accessible. Le travailleur, occupé huit heures à l'usine, avec une famille à charge, n'a pas le temps de lire de gros romans, mais peut facilement aller au théâtre, moyen facile de populariser les idées du Parti dans les masses<sup>23</sup>. Pour Staline, l'art doit être une arme. Le reste ne l'intéresse pas.

Staline s'emploie également à fabriquer des mythes. 1932 est ainsi l'année de Pavlik Morozov. Ce petit paysan de l'Oural âgé de 12 ans, l'aîné de quatre enfants abandonnés par leur père, est égorgé, avec un de ses frères cadets, par son grand-père parce qu'il avait livré à la milice le secret de la cachette où celui-ci avait dissimulé une meule de foin et une charrette. Staline transforme ce fait divers en mythe politique. Pavlik Morozov aurait dénoncé à la milice son père, président du soviet du village, condamné à mort pour avoir délivré de faux certificats à des koulaks et fait détourner des céréales du kolkhoze. Pour venger le père, des koulaks auraient égorgé le jeune « pionnier communiste » (qui ne l'avait jamais été). La petite victime d'un crime crapuleux devient de ce fait le héros de la dénonciation progressiste et le symbole des jeunes générations favorables au socialisme et à la collectivisation, dressées contre leurs parents et grands-parents, égorgeurs d'enfants au nom des forces ténébreuses du passé. La distorsion totale entre le fait divers originel et le mythe qui en est tiré est évidemment un des traits de la mythologie stalinienne.

La crise politique permanente et le durcissement de la répression rendent de plus en plus insupportable à Staline l'état d'esprit de sa femme. Nadejda Alliluieva tient, en effet, à souligner son indépendance : en 1927, elle a assisté aux obsèques du trotskyste Adolphe Ioffé et écouté à cette occasion le dernier discours prononcé par Trotsky en URSS. Elle semble détester le nouveau favori de son époux, le surnois Beria. Staline, de son côté, supporte mal sa jalousie, son amitié avec Boukharine, et... la longueur de ses lettres, tout en lui restant manifestement attaché. Depuis 1929, il part sans elle à Sotchi. Elle vit mal les tensions de la terrible année 1932 qui rendent Staline de plus en plus irritable. Elle est en outre jalouse de la jeune coiffeuse qui le rase. Selon Molotov, « Alliluieva était un peu toquée à ce moment-là, elle était si perturbée qu'elle ne se contrôlait plus<sup>24</sup> ».

Le 7 novembre 1932, elle assiste au défilé rituel en l'honneur de la révolution. Il pleut et il vente. Nadejda soupire en regardant la tribune du Mausolée : « Il doit être gelé. Je l'ai supplié de s'habiller chaudement, mais il s'est contenté de grommeler une grossièreté et il est parti. » Le lendemain soir, Staline et Nadejda vont au Bolchoï voir un ballet. À la fin de la représentation, Nadejda reproche à son mari le vif intérêt qu'il a manifesté à une ballerine. Puis ils regagnent leur appartement au Kremlin ; un repas pour le quinzième anniversaire de la révolution d'Octobre y réunit les ménages Molotov, Vorochilov et Iegorov. Staline, éméché, envoie des boulettes de mie de pain à la femme du général Iegorov, son ancien compagnon de la guerre de Pologne. Ce jeu excite la jalousie de Nadejda. Énervé, Staline trouve sa femme trop bavarde ce soir-là et, au milieu du repas, il lui jette au visage une pelure d'orange (à laquelle, pour rendre la scène plus dramatique, Boukharine ajoute des mégots) en criant : « Hé, toi ! » Nadejda lui répond : « Je ne suis pas ton "Hé, toi !" », se lève, quitte la table et sort<sup>25</sup>. La femme de Molotov, Pauline Jemtchoujina, son amie intime, sort à sa suite, la rattrape ; les deux femmes se promènent un moment dans le Kremlin et bavardent. Nadejda se plaint à Jemtchoujina de la coiffeuse et de son mari, auquel elle reproche notamment sa conduite de ce soir, puis rentre chez elle et se couche. Jemtchoujina regagne la salle à manger. Le lendemain matin, la femme de ménage retrouve le cadavre de Nadejda Alliluieva, la tempe éclatée par une balle et, dans sa main, le petit revolver Walther que lui avait jadis offert son frère Pavel. Staline, averti, arrive blême. Ce suicide l'atteint et le blesse en même temps.

Trois jours plus tard, lors des funérailles, il arrive le dernier à la levée du corps. Deux témoins rapporteront la même scène de façons fort différentes. Molotov dira l'avoir entendu soupirer : « Je n'ai pas su la protéger. » Selon l'autre, il aurait grincé : « Elle est partie comme un ennemi », puis aurait tourné le dos au cercueil et, apercevant son beau-frère Pavel, l'aurait fixé avant de lui demander : « C'est toi qui lui as offert ce revolver ? – Oui, aurait répondu l'autre. – Tu as vraiment trouvé un beau cadeau. » En quittant la salle, il aurait dit sèchement à Enoukidzé : « Puisque c'est toi qui l'as baptisée, c'est à toi de l'enterrer<sup>26</sup>. » Et il aurait refusé d'accompagner la dépouille de sa femme au cimetière.

Selon une rumeur, Nadejda avait laissé sur sa commode une

lettre accusatrice adressée à Staline. Svetlana, sa fille, affirme que «seul un petit nombre d'intimes eurent le droit de lire cette lettre qui fut vite détruite<sup>27</sup>». Mais elle avait 6 ans à la mort de sa mère et ne fait que répéter ce que lui racontèrent, vingt-deux ans après, ses tantes qui «en savaient trop», déportées en 1948, et libérées du Goulag en 1954. Or, les tantes en question ne firent certainement que donner foi à un bruit qui courait alors. Mais comment imaginer que Staline, entré dans la chambre de sa femme après la femme de ménage, aurait pris le risque de laisser circuler un acte d'accusation contre lui, fût-ce dans un cercle restreint ? Selon une autre rumeur, il exigea des trois médecins qu'il avait convoqués, dont deux des futurs condamnés du troisième procès de Moscou (Levine et Pletnev), qu'ils signent un acte de décès affirmant que Nadejda était morte d'une crise d'appendicite. Ils auraient refusé et l'auraient payé plus tard. Staline a, certes, dans le communiqué officiel, dissimulé ce suicide qu'il ressentit comme un abandon et un défi, mais cette histoire est une fable, une de plus.

Son abattement est tel alors que la mère (ou la sœur) de Nadejda reste quelques semaines à dormir dans l'appartement du Kremlin. Staline la quitte en décembre : il l'échange avec l'appartement voisin de Boukharine, qui occupe la chambre où Nadejda s'est tuée, mais n'y habitera quasiment jamais. Il s'installe à Zoubalovo puis, à partir de 1934, dans sa nouvelle villa de Kountsevo qui est à dix minutes du Kremlin.

Pendant longtemps, d'aucuns ont voulu voir un assassinat dans le suicide de Nadejda. La blessure à la tempe gauche maquillée plus tard par une mèche de cheveux habilement placée ne pouvait être provoquée par le coup de feu d'une gauchère, expliquait-on ; un garde avait même vu Staline sortir de la chambre de sa femme à quatre heures du matin, après avoir entendu un coup de feu, etc. Des centaines d'articles accumulent indices imaginaires et témoignages rocambolesques. Vassili Staline, dans une lettre à la direction du PCUS du 23 février 1955, lie ainsi la mort de sa mère à l'influence de Beria sur son père, qu'il n'était pourtant guère en mesure d'apprécier puisqu'il était alors âgé de 11 ans.

Une chose est sûre : ce soir-là, éméché, et agacé par la scène de jalousie, il a poussé Nadejda à bout. «En réalité, dit Molotov, il avait tout juste un peu bu, il plaisantait. Rien de terrible, mais ça

l'avait choquée<sup>28</sup>.» Svetlana dit de son père en une autre occasion : « Il tuait toujours de façon détournée. » Dans ce cas, rien ne permet de conclure qu'il ait cherché la mort de sa femme. Le 17 décembre, il conclut un télégramme à Vorochilov par un aveu rare chez lui : « Je me sens toujours mal, je dors peu, je me rétablis mal, mais ça ne se voit pas dans le travail<sup>29</sup>. » Il répétera plusieurs fois au fil des ans : « Pourquoi a-t-elle fait cela ? » ou : « Pourquoi m'a-t-elle fait cela ? » Ce souvenir lui pèse. Deux ans et demi plus tard, lors d'un dîner familial, l'un des hôtes évoque Jacob. Staline s'emporte, rappelle son hostilité envers Nadejda, sa tentative de suicide, puis ajoute : « Comment Nadia qui avait condamné Iacha [diminutif de Jacob] pour cette tentative a-t-elle pu se suicider elle-même ? Elle a très mal fait, elle m'a estropié. » Sa belle-sœur s'indigne qu'elle ait pu abandonner ses deux enfants. Staline explose : « Quoi, les enfants ? Ils l'ont oubliée au bout de quelques jours, mais moi elle m'a estropié pour la vie...<sup>30</sup> »

Ce suicide laisse les deux enfants sans affection parentale. Vassili écrira en 1955 que, tôt privé de sa mère et de la surveillance quotidienne de son père, il a grandi et été éduqué dans le cercle des gardes, et qu'il s'est vite mis à fumer et à boire. Staline confie, en effet, son éducation au chef de la section opérationnelle de la Direction de la Sécurité du NKVD, Pauker. Vassili grandira donc au milieu de guépéoutistes grossiers et grands buveurs, plus doués pour les plaisanteries de corps de garde que pour la tendresse. À l'école où le place Pauker, le directeur redoute qu'il arrive quoi que ce soit au fils du Secrétaire général. Veut-il jouer au football ? Le directeur exige une autorisation écrite de son père, à qui, le 26 septembre 1934, Vassili écrit : « Je suis membre de la première équipe de football de l'école, mais chaque fois que je veux jouer il y a des discussions à ce sujet, on me dit que, en général, sans l'autorisation paternelle, c'est impossible. Écris-moi si je peux jouer ou non. Ce sera comme tu voudras<sup>31</sup>. » Les lettres de Vassili, qu'il signe « Vassia », « Vasska le rouge » ou « ton Vassia », commencent toujours par un assez sec : « Bonjour papa » et s'achèvent par un simple « Au revoir et à bientôt ». Staline est avec lui d'une sécheresse absolue. Désireux de pousser son fils vers l'aviation, il lui offre le 24 mars 1934 un ouvrage de fiction d'un certain Helders (*La guerre aérienne de 1936*) publié en russe à Berlin en 1932. Sa dédicace est lapidaire : « À Vaska le commissaire rouge, de J. Staline en sou-

venir. 24/III/34. Moscou<sup>32</sup>. » Vassili a comme ami un garçon du même âge que lui, que Staline a recueilli et traite comme son fils adoptif, le fils du bolchevik Fiodor Artiôm, camarade de Tsarit-syne, mort en 1921 dans un accident. Le jour de ses 12 ans, en 1933, Staline offre un phonographe au jeune Artiôm, plus sage et plus travailleur que Vassili.

Staline a avec Svetlana, et avec elle seule, des rapports de tendresse. Les lettres chaleureuses de sa fille s'ouvrent le plus souvent sur un « Bonjour petit papa chéri » et s'achèvent par un « Je t'embrasse très fort ». D'une grande froideur avec son fils, Staline reporte sur elle une affection inquiète et tatillonne. Un soir de juin 1935, il part avec les Redens, les Svanidzé et Svetlana pour Lipki, dans la proche banlieue de Moscou. Les Svanidzé prennent Svetlana avec eux ; ils roulent lentement, la pluie rendant la chaussée glissante. Puis ils crèvent. Au bout du compte, ils arrivent une demi-heure après les autres. Staline est dans un état d'inquiétude épouvantable. Cinq mois plus tard, de Sotchi, il adresse à sa fille une lettre semblable à toutes celles qu'il lui enverra dans les années 1930, jouant avec application au serviteur attentionné de « Svetlana, la patronne. Je suis content que tu n'oublies pas ton papa. Je t'envoie quelques pommes. Dans quelques jours je t'enverrai des mandarines. Mange et amuse-toi. Je n'envoie rien à Vassili parce qu'il travaille mal à l'école. Il fait très beau. Je m'ennuie un peu parce que la patronne n'est pas là avec moi. Bonne chance, ma patronne. Je t'embrasse très fort. Le pauvre secrétaire de la patronne Svetlana. Le misérable J. Staline. 10-10-35<sup>33</sup> ».

Staline efface de la villa de Zoubalovo toute trace de sa seconde femme : il fait déménager ses meubles et ses bibelots, le terrain de jeux est détruit à coups de pioche, des agents du Guépéou et des soldats remplacent les nurses et les servantes. « La maison, telle qu'elle avait été du vivant de maman, conclut Svetlana, cessa d'exister<sup>34</sup>. » À Kountsevo, où il vit la plupart du temps, Staline s'abandonne aux soins d'une jeune domestique, Valentina Istomina, qui lui restera attachée jusqu'à la fin, et semble avoir marqué l'ultime étape de sa vie sentimentale. Istomina sanglotera sur son cadavre le jour de sa mort.

En décembre 1932, Staline déclare le plan quinquennal réalisé. La propagande reprend cette affirmation. Pourtant, les objectifs proclamés n'ont été atteints qu'à moitié, parfois moins

(en pleine collectivisation, la production annuelle d'engrais est de 0,9 million de tonnes au lieu des 8 millions annoncés !), et encore les chiffres officiels intègrent-ils malfaçons et rebuts. Certes, face à l'effondrement de la production et à la progression du chômage dans le monde capitaliste, provoqués par la crise de 1929 et par la contraction du marché mondial qui s'ensuit, ces chiffres révèlent un dynamisme économique réel, obtenu au prix d'efforts très lourds et dont le coût est très élevé. En février 1932, Staline crée le livret de travail obligatoire pour tout ouvrier. Le directeur, qui, seul, peut autoriser un ouvrier à quitter son emploi, y note les motifs du départ ou du renvoi. Trois ans plus tard, Hitler instaurera le même livret, donnant ainsi au patron allemand les mêmes droits absolus sur le travailleur de son usine. Le 27 décembre, Staline rétablit le passeport intérieur, où Lénine voyait jadis l'un des traits les plus réactionnaires du tsarisme. Ces décisions réduisent fortement la liberté de mouvement et entraînent la création de milliers de postes supplémentaires de petits bureaucrates chargés de gérer la délivrance de ces livrets.

La victoire de Staline dans les campagnes est tout aussi coûteuse : en 1930, l'État collecte 221,4 millions de quintaux de blé, deux fois plus qu'en 1928 ; mais, en 1930 et 1931, la récolte baisse de 20 %. Or, la surface des emblavures s'est étendue de 21,4 millions d'hectares (soit une augmentation de 19 %), grâce à la déportation des familles « koulaks » sur des terres infertiles, jusqu'alors non cultivées : les rendements ont donc chuté. L'élevage a perdu la moitié de ses têtes de bétail. La puissance de traction des engins agricoles et des chevaux survivants est inférieure à celle des seuls chevaux en 1928. Mais la collecte des grains par l'État a doublé. Les kolkhozes et sovkhozes (fermes dont les paysans sont des salariés de l'État) permettent de prélever le tribut dont parlait Staline en 1928 et d'exporter du blé pour financer les achats de machines et matériel étrangers. En 1930, l'URSS vend ainsi 4 850 000 tonnes de blé à l'étranger. Après la famine de l'hiver 1932-1933, qui s'accompagnera d'une baisse des exportations, la récolte de 1933 sera bonne. La résistance paysanne, écrasée, ne revêtira plus dès lors que des formes passives.

Le bilan de la collectivisation forcée est pire encore dans un autre domaine. Au Kazakhstan, grande région d'élevage, la col-



lectivisation totale des troupeaux des tribus nomades aboutit à la disparition (abattage, mort de faim ou de froid) de près de 90 % du bétail. La famine emporte 1 million d'habitants du Caucase du Nord. Un rapport décrit les conséquences de cette politique, qui a provoqué la migration forcée de 400 000 familles du Kazakhstan (soit près de deux millions de personnes). Il souligne, en termes pourtant modérés, les horreurs de l'hiver 1932-1933 : «Migrations massives, mortalité, surtout dans la partie kazakhe de la population, abattage et vente à bas prix du bétail, manque de pain pour la nourriture et de fourrage pour les bêtes de trait [...]. Les kolkhoziens partaient dans les montagnes ou les régions sablonneuses, à la recherche de racines et de graines d'herbes sauvages. Les kolkhoziens qui restaient étaient incapables de travailler à cause de leur extrême épuisement et de la maladie<sup>35</sup>.» Ces migrations forcées, la famine et la maladie anéantissent 1 800 000 Kazakhs. Le dirigeant kazakh, Tourar Ryskoulov, écrit plusieurs fois à Staline, en vain, pour attirer son attention sur la catastrophe qui s'abat sur sa République : afin d'échapper à la famine, depuis la fin de 1931, les Kazakhs fuient désespérément d'une région à l'autre et meurent comme des mouches. Dans une lettre de mars 1933, Ryskoulov évoque les chiffres accablants fournis par les représentants locaux du Guépéou : la moitié des 60 000 habitants du district de Balkach, la moitié de la population du district de Karat, les deux tiers des 50 000 habitants du district de Karkaline ont péri. Les enfants meurent en masse ; beaucoup de familles qui se déplacent les abandonnent ; des hordes d'enfants aux côtes saillantes s'entassent dans les villes et les gares. «Dans le district de Semipalatinsk, une commission vérifiant l'état d'un orphelinat a découvert dans la cave vingt cadavres décomposés d'enfants que l'on n'avait pas emportés à temps faute de moyen de transport<sup>36</sup>.» Les lettres de ce type laissent Staline sans voix. Sa colère rattrapera Ryskoulov en 1937.

L'Ukraine vit une tragédie de même ampleur. Dès janvier 1932, dans un télégramme aux membres du Bureau politique des PC russe et ukrainien, Staline affirme son inquiétude à propos de la collecte des grains dans cette République, et la «perspective inacceptable et intolérable<sup>37</sup>» d'un déficit prévisible de plus d'un milliard de quintaux. L'appareil du parti ukrainien se lance alors à l'assaut des paysans. En Moldavie, en Ukraine occi-

dentale, il se déchaîne avec une extrême brutalité. Le 10 février, une brigade de la *Pravda* de Moldavie dénonce, dans une lettre à Staline, les méthodes de la collectivisation locale : on confisque aux paysans la totalité de leurs grains, semences comprises, et de leurs biens, on les arrête, on les roue de coups, on les mutile. Beaucoup fuient en Roumanie. Staline communique la lettre «pour information» à tous les membres du Bureau politique des PC soviétique et ukrainien et ne bronche pas.

Début juin, Staline part en vacances à Sotchi. Malgré les bains qu'il prend à Matsesta, il se sent mal. Le 16 juin, il écrit à Kaganovitch : «Apparemment ma santé ne va pas s'améliorer rapidement. Ma faiblesse générale, le surmenage qui m'accable ne se déclarent que maintenant. Je croyais que je commençais à aller mieux, mais, en fait, je vois que l'amélioration est encore loin... la faiblesse générale ne lâche pas pour l'instant<sup>38</sup>.» Cette faiblesse ne l'empêche pas de revenir sur la collecte de blé. Le 18, il adresse de sa datcha un télégramme à Kaganovitch et Molotov. «En 1931, écrit-il, toute une série de districts céréaliers se sont trouvés en état de ruine et de famine<sup>39</sup>.» Après avoir, comme à son habitude, rejeté les erreurs sur les échelons inférieurs, il propose d'augmenter le plan de collecte de grains de 4 à 5 % pour s'assurer une marge et d'exécuter ce plan à n'importe quel prix, ce qui signifie arracher aux paysans jusqu'au dernier grain de blé, cet ultime grain qui représente selon ses termes un «excédent». Le 23, il annonce son retour, «si la maladie (quelque chose dans le genre d'une légère angine) ne m'en empêche pas<sup>40</sup>». En fait, il est malade tout l'été et reste près de trois mois à Sotchi, du début juin à la fin août. Le 24 juin, dans une nouvelle lettre à ses deux compères, il exige l'exécution inconditionnelle du plan de collecte de blé, en faisant preuve d'une certaine souplesse dans «les districts de l'Ukraine qui ont particulièrement souffert. [...] pour des raisons de justice, mais aussi à cause de la situation particulière de l'Ukraine, de sa frontière commune avec la Pologne, etc.<sup>41</sup>». Il craint que les paysans ukrainiens ne passent en masse la frontière. Mais ces belles paroles sont suivies d'un effet inverse. Molotov, après une tournée en Ukraine, avertit le Bureau politique : «Nous sommes effectivement en face du fantôme de la famine et, notamment, dans les riches districts céréaliers<sup>42</sup>.» Mais qu'importe, le Bureau politique, sur l'insistance de Staline, exige que le plan de collecte soit rempli à n'importe quel prix.

Le 11 août, Staline adresse une lettre affolée de sept pages à Kaganovitch : « Les affaires en Ukraine vont lamentablement mal. Ça va mal du côté du Parti, [...] ça va mal du côté des soviets, [...] ça va mal du côté du Guépéou. » Il dénonce l'incurie des dirigeants ukrainiens, affirme que le demi-million d'adhérents du PC ukrainien renferme nombre de pourris, de nationalistes, de petliouristes et d'agents polonais. « Le pire c'est que les dirigeants ukrainiens ne voient pas ces dangers. » « Sans redressement immédiat, dit-il, nous pouvons perdre l'Ukraine<sup>43</sup>. »

Le 22 octobre, le Bureau politique, informé que le plan n'est réalisé nulle part, notamment en Ukraine et dans la Basse-Volga, désigne deux commissions, dirigées respectivement par Molotov et Kaganovitch, pour remettre de l'ordre en Ukraine et dans le Caucase du Nord. Kaganovitch se déchaîne. Il veut « briser la résistance d'une partie des communistes villageois, devenus pratiquement les organisateurs du sabotage », les exclure du Parti et les déporter comme « politiquement dangereux<sup>44</sup> ». Il interdit l'envoi de marchandises dans plusieurs districts, et organise même l'évacuation des maigres stocks existants ! Le 20 novembre, en Ukraine, Molotov suspend la vente des allumettes, du sel et du pétrole, dont il prive les districts en crise, afin de débusquer les agents de l'ennemi. Le 21 novembre, Kaganovitch et Kossarev, le secrétaire des Jeunesses communistes, envoient à Staline une liste de 2000 saboteurs supposés. Staline confirme. En cinq semaines, le Guépéou arrête, en Ukraine, 320 présidents de kolkhozes. Staline fait adopter par le Bureau politique la proposition de Molotov d'instaurer un impôt spécial perçu sur les exploitations individuelles...

Les responsables régionaux du Parti d'Ukraine, de Sibérie, de Russie centrale, supplient Staline d'assouplir sa politique, de réduire les plans de livraison. Khataievitch dénonce la mauvaise planification de la collecte. Staline se contente de griffonner sur sa lettre : « Intéressant ». Lors du Bureau politique du 10 décembre, il dépêche Kaganovitch et Postychev en Ukraine, avec mandat de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la collecte, et fait confisquer jusqu'aux fonds destinés aux semences prochaines. Quatre jours plus tard, les deux hommes lui télégraphient une résolution qu'ils ont fait voter par le Comité central du PC ukrainien, décidant d'arrêter, de déporter, voire de condamner à mort les saboteurs de la collecte. Staline note sur le

télégramme : « Bien ! » La faim frappe de nombreux districts et les paysans cessent de livrer leur blé. Le 24, Staline et Molotov exigent, par télégramme, que les criminels qui cessent de livrer leur blé soient « immédiatement jugés et soient punis de 5 ans, ou, mieux encore, de 10 ans de prison<sup>45</sup> »...

Terekhov, secrétaire régional de Kharkov et membre du Secrétariat du PC ukrainien, prend son courage à deux mains et téléphone à Staline. Il lui décrit la famine qui s'étend par l'Ukraine. Le Secrétaire général l'interrompt et ricane : « On nous a dit, camarade Terekhov, que vous étiez un bon orateur ; manifestement, vous êtes aussi un bon conteur, vous avez composé un si beau conte sur la famine, vous avez pensé nous faire peur avec ça, mais cela ne marchera pas ! Il vaudrait mieux que vous abandonniez votre poste de Secrétaire du comité régional et du Comité central et que vous partiez travailler à l'Union des écrivains ; vous écrirez des contes que les crétins pourront lire<sup>46</sup>. » Deux semaines plus tard, il le limoge.

Des commandos d'activistes, de membres des comités de paysans pauvres et des komsomols, armés de barres de fer, de pics, de massues, de pelles, de haches et de tiges de fer pour sonder le sol, débarquent dans les maisons, brisent le mobilier, cassent la poterie, défoncent les matelas, à la recherche du moindre grain de blé, et confisquent tout ce qu'ils trouvent : pain, pois, beurre, fromages, œufs. Des miradors élevés en hâte leur permettent de surveiller les champs et de débusquer les glaneurs intempestifs. Les entrepôts sont surveillés par des gardes du commissariat du peuple aux Affaires intérieures, qui tirent sans sommation sur les affamés qui s'en approchent.

Staline, inquiet, réduit les exportations de blé, d'autant que ses cours mondiaux fléchissent. En 1931, malgré une moisson en baisse de 1,5 millions de tonnes, l'URSS en exporte 5 180 000. En 1932, en pleine famine, les exportations tombent à 1,7 millions de tonnes et se maintiennent à ce niveau en 1933. Au cours des six premiers mois de cette année-là, l'URSS exporte deux fois moins de blé (354 000 tonnes) qu'au cours de la même période de 1932. Certes, ces 354 000 tonnes auraient pu fournir un kilo de blé à deux millions d'affamés pendant six mois. Mais l'arrêt des exportations aurait suspendu l'achat de machines indispensables au plan quinquennal, dont une bonne partie rouillent à l'air libre en attendant la construction des bâtiments où elles doivent être entreposées...

En janvier et février, la famine s'étend comme une épidémie. Un responsable du parti de Vinnitsa écrit à Kossior : « Les cas de cannibalisme et de nécrophagie se multiplient<sup>47</sup>. » Le 15 mars, Kossior écrit à Staline : « D'après les données du Guépéou, 103 districts de l'Ukraine sont ravagés par la famine<sup>48</sup>. » Staline en veut à Kossior. Et pourtant, ces mots ne donnent qu'une vague idée de la situation : des familles entières se nourrissent de soupe de paille ou d'orties, de beignets d'arroches, de pelures de pommes de terre, d'herbe, de chenilles, de morceaux de charogne. Hommes, femmes et enfants agonisent, le ventre gonflé, leurs jambes à la peau craquelée laissent suinter de l'eau ou du pus. Des mères, folles de faim, tuent leurs enfants, cuisent leurs membres et les dévorent ; d'autres fabriquent et vendent des pâtés de chair humaine. Les cadavres s'entassent dans les rues, le long des maisons, sur les chemins. Les autorités définissent, à l'intention des fossoyeurs, une norme quotidienne de cadavres à jeter à la fosse commune, en échange de quoi ils bénéficient d'une ration complète de pain. Pour l'atteindre, les fossoyeurs enterrent des affamés trop affaiblis pour se défendre<sup>49</sup>. Ici ou là des épidémies de typhus ou de dysenterie sanglante dévastent les survivants. Un quatrain anonyme accuse :

Pas de pain, pas de viande,  
Mais du cinéma et de la musique.  
Nous avons faim et nous sommes tristes,  
Staline est avec nous sur le mur<sup>50</sup>.

Le Guépéou retrouve son auteur et le jette en prison. Un kolkhozien écrit :

Sur la maison trônent la faucille et le marteau  
Dans la maison règne la famine avec sa faux.  
Pas de vache, pas de cochon,  
À part Staline pendu au mur...  
Ne cherche pas la tombe de cet enfant  
Son père l'a mangé<sup>51</sup>.

Poussés par la faim, des centaines de milliers de paysans d'Ukraine et du Kouban quittent leur village et leur kolkhoze et, pour échapper à la mort, se ruent vers la Biélorussie, la Russie centrale et Moscou. Staline le leur interdit. Le 22 janvier 1933, il signe avec Molotov une directive aux instances du Parti et au Gué-

péou des régions concernées, qualifiant cette fuite des affamés de sabotage organisé ou de complot : ce « “départ” est organisé par les ennemis de l'Union soviétique, les socialistes-révolutionnaires et les agents de la Pologne<sup>52</sup> » pour saper les kolkhozes et le pouvoir soviétique, explique-t-il. Les troupes spéciales du Guépéou dressent d'immenses barrages sur les routes. À la fin de mars 1933, le Guépéou a arrêté 219460 fuyards, en a renvoyé 186588 chez eux et traduit les 32872 restants devant les tribunaux, qui les envoient en prison ou au Goulag. Staline combat aussi la famine par la déportation. Le 21 novembre 1932, le Bureau politique décide de déporter 2000 familles du Kouban, le 26 décembre, 500 familles de la région d'Odessa, le 1<sup>er</sup> janvier 1933, 300 familles de la région de Tchernigov et 700 familles de Dniepropetrovsk, le 4 janvier 400 familles de la province de Khar'kov, le 18 mars, 1 000 familles de la région de Kiev qualifiées de koulaks et de petliouristes, et ainsi de suite...<sup>53</sup>

Les souvenirs de rescapés de la famine, recueillis et publiés en 1992 en Ukraine, puis en France dans *L'Année noire*, accusent « le bourreau Staline ». C'est une litanie : « Le crime le plus odieux fut perpétré par Staline et ses hommes de main en 1932-1933. Staline, l'usurpateur sadique, avait depuis longtemps une “dent” contre les Ukrainiens. La famine de 1933 est entièrement le fait de Staline. Celui qui a été touché par l'aile noire de 1933 ne sera jamais partisan de Staline. Celui qui a connu la peur des années 1937-1938 ne chantera jamais de chansons à sa gloire. Celui qui a mangé les feuilles de cerisier avec du sel, des déchets de sarrasin, maudit Staline de toutes les malédictions qu'il connaît. » Un autre souligne encore : « La plupart des paysans pointaient du doigt le grand responsable Staline. »

L'auteur du *Don paisible*, Cholo'khov, s'est dressé contre cette politique. Ses lettres à Staline fournissent un éclairage saisissant sur la chasse stalinienne au blé et à l'homme. En avril 1933, il dresse un tableau des méthodes barbares utilisées par l'appareil du Parti de Vechensk, où il vit, pour rafler le blé. Le 4 avril 1933, dans une longue lettre à Staline, il décrit la tragédie vécue par les paysans de sa région : « Dans le district de Vechensk, comme dans les autres, aujourd'hui, les kolkhoziens et les propriétaires individuels meurent de faim ; les adultes et les enfants gonflent et se nourrissent d'aliments indignes d'un être humain, de charogne, d'écorce de chêne et d'herbes des marais. En un mot, le

district ne se distingue en rien des autres districts de notre pays [...]. 99 % de la population travaillante subit une telle calamité.» En 1931, rappelle Cholokhov, les kolkhozes du district avaient réalisé le plan de collecte de blé. Mais, en 1932, la commission a fixé un plan de récolte deux fois et demie plus élevé, irréalisable et non réalisé. Le comité territorial a répondu : « Il faut prendre le blé à n'importe quel prix. Nous allons tellement pressurer que le sang giclera ! Casser du bois, mais récupérer le blé. » Pour y parvenir, il soumet les paysans à divers supplices : on leur brise les articulations, on leur passe la corde au cou, on les plonge dans l'eau du Don.

Cholokhov énumère les seize moyens utilisés par les activistes pour récupérer 593 tonnes de blé. En voici quelques-uns : passer à tabac des paysans en plein hiver, les déshabiller, les enfermer nus dans un entrepôt ou un hangar ; arroser d'essence les jambes et le bas de la robe des kolkhoziennes, y mettre le feu, l'éteindre et menacer de recommencer si les femmes ne disent pas où est caché le blé prétendument volé ; enterrer à moitié dans une fosse les paysans interrogés ou les installer sur un coin de poêle ou un fourneau chauffé au rouge, les battre puis les emmener se « rafraîchir » dans le froid glacial, pieds nus dans la neige jusqu'à ce qu'ils aient les pieds gelés ; emmener en pleine nuit des paysannes dans la steppe gelée, les déshabiller et leur faire regagner le village au pas de course ; multiplier menaces et mises en scènes d'exécution, tabasser les paysans à coups de plat de sabre. Cholokhov ajoute : « On pourrait multiplier à l'infini ces exemples. Il ne s'agit pas d'excès isolés, mais de la méthode légitimée à l'échelle de tout le district, d'organisation de la collecte de blé. » Il conclut : « Il n'y a d'espoir qu'en vous<sup>54</sup>. »

Le 6 mai, Staline répond à Cholokhov. Il lui reproche de ne voir qu'« un seul côté des choses [...] [alors que] pour ne pas se tromper en politique [...], il faut avoir une vue globale ; il faut savoir regarder aussi l'autre côté. Et l'autre côté consiste en ce que les honorables cultivateurs de votre district (et pas seulement de votre district) ont fait une grève à l'italienne (du sabotage !) et n'étaient pas loin de laisser les ouvriers, l'Armée rouge, sans pain. Le fait que le sabotage était tranquille et extérieurement inoffensif (sans effusion de sang) ne change pas le fait que les respectés laboureurs, fondamentalement, menaient une guerre "tranquille" contre le pouvoir soviétique. Une guerre à l'usure<sup>55</sup> ». Les commandos ont

donc usé de mauvais moyens pour la bonne cause, contre la grève paysanne.

Staline fait néanmoins envoyer aux paysans du district 200 tonnes de seigle, puis convoque à Moscou, au Bureau politique, Cholokhov et les responsables du comité régional du Parti, les 2 et 4 juillet 1933. Une résolution du Comité central condamne les « excès » des responsables régionaux – légèrement sanctionnés – qui ont défiguré la juste ligne. Le chef apparaît comme le recours suprême face aux débordements de ses subordonnés. C'est la reprise d'une vieille tradition tsariste : les paysans voyaient dans le tsar, hélas trop loin, tout comme Dieu était trop haut, le seul recours face à l'arbitraire aux violences des « fonctionnaires ». Quand, trois et quatre ans plus tard, Staline abattra son bras vengeur sur l'appareil du Parti, les paysans ne s'apitoieront guère sur les cadres liquidés.

La famine a tué 4 millions de paysans ukrainiens. Le deuxième secrétaire du PC ukrainien de l'époque, Demtchenko, emmène un jour en voiture son fils de 9 ans dans un village où tous les habitants sont morts ou se sont entre-dévorerés et lui dit : « Tu vois, c'est ça Staline<sup>56</sup> » ; mais ce même Demtchenko le soutient en public. Des historiens ukrainiens, pour accréditer la thèse du « génocide ukrainien », ont avancé, pour leur seul pays, des chiffres fantaisistes : 7 à 15 millions de personnes auraient été victimes d'un plan d'extermination. Mais celui-ci est complètement imaginaire. Certes, l'Ukraine, pays paysan aux traditions nationalistes fortes, et celles-ci sont perceptibles jusque dans le Parti communiste ukrainien, est particulièrement visée, mais l'ampleur de la famine découle des méthodes de la collectivisation et de la répression de la résistance acharnée de larges couches de la paysannerie. Ce processus ne saurait en aucun cas être regardé comme une variante du plan de liquidation nazi des populations slaves, dites inférieures.

La famine touchera au total, dans toute l'URSS, 30 millions de paysans ; 7 millions en périront. La propagande fait évidemment tout pour le dissimuler. En août 1933, Édouard Herriot, invité en Ukraine pour être présenté à des « travailleurs » choisis, s'exclame, ironique : « Regardez-moi ces affamés<sup>57</sup> ! » Croisant des poules, il y voit la preuve que la famine n'est qu'une fable ; des affamés leur auraient depuis longtemps coupé le cou...

Malgré les épurations permanentes auxquelles il est soumis,



le Parti est secoué. L'appareil lui-même est loin d'être soudé derrière Staline : à côté des despotes locaux qui mènent la collectivisation au pas de charge en prélevant leur propre dîme au passage, d'autres renâclent et doivent être mis au pas. Ayant fait place nette en éliminant des opposants en pleine famine, Staline, au Comité central de janvier 1933, rompt avec le demi-silence qu'il observait depuis dix-huit mois et dresse un bilan de victoire en forme de litanie triomphale : « Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant<sup>58</sup>. » La rhétorique des antithèses, des « nous n'avions pas/nous l'avons maintenant », passe en revue l'industrie des tracteurs, l'industrie automobile, la construction de machines-outils, l'industrie chimique, la fabrication de machines agricoles, l'industrie aéronautique. Bilan à moitié faux et, donc, à moitié vrai : une partie des entreprises n'existent que sur le papier ou, inachevées, sont hors d'état de produire quoi que ce soit, une autre partie fonctionne et produit en effet des marchandises bien réelles, mais avec un pourcentage élevé de rebut. Aussi l'autre face de ce bilan triomphal est-elle la chasse aux saboteurs.

Staline justifie la collectivisation en chantant la sublime réalité, mais achève sur une menace : si « le processus d'appauvrissement et de paupérisation à la campagne [dont il n'avait jamais parlé auparavant] a été aboli », dit-il, « les faits de vol et de pillage massifs » n'en existent pas moins. Et de dénoncer les « nombreux camarades qui considèrent avec indifférence ce phénomène<sup>59</sup> »... Pour rassurer son auditoire, il promet toutefois qu'au cours du prochain plan quinquennal on pourra « cesser de cravacher le pays » et « diminuer les rythmes insupportables de développement industriel<sup>60</sup> ».

En conclusion, il annonce un nouveau renforcement de l'appareil répressif : « Le dépérissement de l'État ne se produit pas par l'affaiblissement de la puissance étatique, mais par son renforcement maximum » qui vise à écraser les restes des classes moribondes, que leur agonie rend étrangement dangereuses, et à lutter contre l'encerclement capitaliste<sup>61</sup>. Il faut donc développer le Guépéou et l'appareil judiciaire, dont les effectifs se gonflent en effet de façon fantastique : ce dernier voit ainsi les siens passer de 816 000 individus à la fin de 1931 à 1 300 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1934.

Staline fait confirmer par cette réunion du Comité central la décision prise le 10 décembre, par le Bureau politique, d'inter-

rompre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1933, les adhésions au Parti et de consacrer l'année qui vient à une épuration générale de ses rangs. La résolution du Comité central s'en tient aux formulations générales : la purge doit éliminer «les éléments peu sûrs, instables et les intrus». Mais la résolution de la commission de Contrôle du 28 avril, qui doit mettre en route la mécanique, est, elle, beaucoup plus précise. Il s'agit d'exclure tous ceux qui rechignent, même en silence, à mettre en œuvre la politique de Staline ou traînent les pieds. Il faut chasser «les gens à double face qui trompent le Parti en lui cachant leurs véritables aspirations et qui, sous le masque d'un serment de fidélité au Parti, s'efforcent en réalité de faire échouer sa politique<sup>62</sup>».

Le vrai danger pour l'URSS se profile pourtant au-delà des frontières du pays. Le 29 janvier 1933, Hindenburg nomme Hitler chancelier du Reich. Les nazis sont au pouvoir. Le Comintern voit dans cet événement la crise ultime du capitalisme, l'annonce de sa convulsion finale et de la victoire prochaine de la révolution. L'organe du parti communiste allemand, *Die Rote Fahne*, clame le 2 février 1933 : «Hitler gouverne, mais le communisme avance.» En un mot, tout va très bien. Ces fanfaronnades, cautionnées par Staline, en disent long sur l'aveuglement des communistes. À la mi-février 1933, Molotov déclare à une conférence de kolkhoziens : «La situation internationale de l'URSS s'est considérablement améliorée.» Staline ne se contente pourtant pas de se rassurer par des rodomontades. Le 4 mars 1933, un article des *Izvestia* affirme que l'URSS est le seul pays au monde à ne pas éprouver d'hostilité à l'égard de l'Allemagne, «et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich». L'ouverture en direction de Hitler est nette. Staline ordonne à Radek de maintenir des contacts étroits avec les conseillers de l'ambassade allemande, Hilger et von Tvardovski (qui l'appelle dans ses rapports «notre ami soviétique»), puis avec l'ambassadeur lui-même, Brockdorff-Rantzau. En octobre 1933, il s'oppose au boycott du référendum hitlérien par le PC allemand et le contraint à y prendre part, accélérant ainsi sa démoralisation. Il dissimule ce service rendu à Hitler derrière la forfanterie. En décembre 1933, le Comité exécutif du Comintern affirme qu'«une nouvelle poussée révolutionnaire s'amorce en Allemagne<sup>63</sup>».

Les soucis d'ordre intérieur sont néanmoins toujours priori-

taires. L'univers bureaucratique est constitué de clans qui tendent à se transformer en féodalités, et dont l'affrontement permet, certes, à Staline de jouer les arbitres au-dessus de la mêlée, mais qui menacent d'empiéter sur son propre pouvoir. Le conflit qui éclate en août 1933 entre Staline et Ordjonikidzé en est un signe.

La basse qualité des produits soviétiques entrave leur exportation et suscite le mécontentement de la population. Pour le détourner du pouvoir, Staline organise régulièrement, depuis 1930, des procès pour sabotage. Du 16 au 22 août 1933, plusieurs responsables d'organismes de machines agricoles et d'une usine de Kharkov sont ainsi condamnés. Le 22, le procureur Vychinski, dans un discours menaçant, met en cause les commissariats du peuple à l'Agriculture et à l'Industrie lourde, dont dépendent les organismes incriminés. L'ancien menchevik Vychinski, signataire en juillet 1917 du mandat d'arrêt lancé par le Gouvernement provisoire contre Lénine, paralysé de peur devant Staline, n'a pu décider seul de menacer les responsables des deux plus grands commissariats du peuple de l'Union. Il exécute une commande de Staline, qui tire les ficelles en coulisses, depuis Sotchi précisément, où il se repose. Ordjonikidzé et les autres membres du Bureau politique ne peuvent l'ignorer. Ils cherchent pourtant à tirer parti de l'absence de Staline. La presse publie le discours de Vychinski le 23 août. Le lendemain, le Bureau politique dénonce « l'accusation injuste » portée contre les deux commissariats. Staline, informé de ce vote par Molotov, qui lui apprend en même temps qu'il prend un mois et demi de vacances au lieu des quinze jours prévus, explose et qualifie de « hooliganisme » l'attitude d'Ordjonikidzé qu'il accuse de vouloir « casser la campagne [...] contre des productions défectueuses. Comment as-tu pu lui céder ? ». Il soupçonne une entente de ses lieutenants dans son dos : « C'est Kaganovitch qui vous a roulés ? Visiblement il vous a roulés. Et pas seulement lui. » Molotov veut prendre de longues vacances « pour fuir » Ordjonikidzé, ainsi laissé sans contrepoids. Pourtant, persifle-t-il, « il est impossible de laisser pour longtemps le Bureau politique et le Conseil des commissaires du peuple à Kouibychev (capable de se soûler) et à Kaganovitch <sup>64</sup> ».

L'affaire lui tient à cœur : le 12 septembre, il y revient dans une seconde lettre à Molotov, où il qualifie la conduite d'Ordjonikidzé et de Iakovlev d'« anti-Parti ». Il les accuse de défendre ceux qui « violent les décisions du Parti et du gouvernement »

concernant les productions défectueuses. Ainsi, «au lieu de se repentir de leurs péchés [...] ils soutiennent moralement les réactionnaires qui violent les décisions du Parti». Staline reproche aussi à Kaganovitch de «s'être retrouvé contre son attente, sur ce point, dans le camp des éléments réactionnaires du Parti<sup>65</sup>», qui trouvent donc des relais jusqu'au sein du Bureau politique ; en l'absence de Staline, ils y obtiennent même la majorité. Malgré sa colère, Staline ne demande pas au Bureau politique de revenir sur son vote. Ses lieutenants disposent encore d'une certaine marge d'indépendance et il doit tenir compte de leurs humeurs. Mais il va s'attacher à mettre fin à cette situation et s'y préparer soigneusement pendant trois ans.

Les saboteurs imaginaires paient les pots cassés. Le service de restauration sociale du Donbass n'a ni savon ni serviettes dans ses cantines et ses cuisines. L'absence d'hygiène élémentaire multiplie les cas d'intoxication alimentaire. Mais pourquoi acheter du savon et des serviettes ? Au début de décembre 1932, le Guépéou arrête vingt serveurs et cuisiniers, deux d'entre eux sont fusillés, les autres écopent de 5 à 10 ans de prison. Les intoxications continuent...

La propagande plaque sur la réalité des statistiques fantaisistes : un document du premier plan quinquennal prétend ainsi : «Notre ouvrier soviétique a aujourd'hui un niveau de vie supérieur à celui de Berlin et de Paris.» Dans son rapport politique au XVI<sup>e</sup> congrès, le 27 juin 1930, Staline déclarait : «Le salaire réel chez nous s'élève inébranlablement d'année en année<sup>66</sup>», alors que, de 1928 à 1932, le niveau de vie moyen d'une classe ouvrière affamée, jetée dans le tourbillon d'une industrialisation effrénée, a baissé de moitié. La distorsion croissante entre le discours et la réalité engendre une schizophrénie dont Staline, au sommet du pouvoir, est l'incarnation politique achevée.

Mais le Guide pense déjà aux vacances prochaines. Alors que s'ouvre la saison des semailles dans l'Ukraine et le Kouban ravagés par la faim, il fait décider par le Bureau politique l'expulsion hors des districts de Sotchi, de Touapsé, et des stations thermales de Mineralnye-Vody, de 5 000 familles, qualifiées de koulaks pour l'occasion, avant le 15 avril, date, précisément, où commence la saison des vacances...<sup>67</sup> Le repos des nomenklaturistes n'a pas de prix.

Il commence aussi à préparer la relève politique en promou-

vant des hommes nouveaux : Baguirov, président de la Tcheka, puis du Guépéou d'Azerbaïdjan de 1921 à 1930, avait été exclu du Parti en 1921 sous l'accusation de corruption et de mauvais traitements infligés à des détenus. Une fois réintégré, il avait fait à nouveau l'objet, en 1929, des attentions de la commission de Contrôle, présidée alors par Ordjonikidzé, pour «abus de pouvoir». Or, en 1933, Staline nomme ce personnage douteux premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan et promeut à ses côtés son ami Lavrenti Beria, qui a été vice-président du Guépéou d'Azerbaïdjan, puis président du Guépéou de Géorgie et de Transcaucasie, avant d'être nommé par Staline, en 1931, Premier secrétaire du PC de Géorgie, puis, en 1932, Premier secrétaire du comité du Parti de Transcaucasie et du comité de Tiflis. Ainsi, deux hommes de la police politique accèdent à la direction du Parti. Lors de la réunion organisée par Staline pour décider de la promotion politique de Beria, deux des dirigeants en place auraient pris leurs distances; l'un aurait joué l'étonnement : «Qu'est-ce que tu as dit, Koba, est-ce que j'aurais mal entendu?» pendant que l'autre aurait grogné : «Jamais je ne travaillerai avec ce charlatan<sup>68</sup>.»

L'ascension politique de ces deux policiers annonce que Staline se prépare à utiliser l'appareil du Guépéou contre celui du Parti. Dans le même esprit, il promeut un inconnu, Nicolas Iejov, individu discret, sans passé révolutionnaire, qui a depuis 1922 dirigé toute une panoplie de comités provinciaux du Parti, où il s'est toujours empressé d'appliquer les directives du sommet. À partir de 1930, il a dirigé le secteur de répartition, puis la section des cadres, et enfin la section industrielle du Comité central. Dans ce bureaucrate fade et incolore, plutôt aimable, Staline a deviné le bourreau.

En 1933, le Guépéou déporte 270 000 individus. Staline modère alors un instant la répression. Une instruction confidentielle du 8 mai 1933, adressée aux cadres du Parti, des soviets, du Guépéou, du commissariat à la Justice, signée Staline et Molotov, met un frein à la «saturnale des arrestations» qui «se font par n'importe qui en a envie, par des gens qui, à strictement parler, n'ont pas le droit de procéder à des arrestations [sans préciser qui sont ces étranges particuliers responsables des débordements de la répression]. Il n'est pas étonnant que [dans ce contexte], les organes habilités à procéder à des arrestations, y compris ceux

du Guépéou et de la milice, perdent tout sentiment de modération». Les coupables sont encore les échelons inférieurs de l'appareil qui déforment, exagèrent, caricaturent la politique des dirigeants et poussent le Guépéou et la milice à se livrer avec eux à une concurrence sauvage et inutile, car «trois années de lutte ont mené à la destruction des forces de nos ennemis de classe à la campagne<sup>69</sup>».

Au Comité central de mars 1937, Iejov donnera une autre explication de cette décision : les arrestations massives, dira-t-il, ne permettaient pas de frapper les véritables ennemis. Staline veut mettre fin aux initiatives incontrôlées des apparatchiks locaux, qui ne frappent pas toujours les éléments que Staline veut liquider. Pour réduire leur zèle, Staline et Molotov fixent des quotas d'arrestations par République, limitent à 12 000 par an les déportations individuelles de «contre-révolutionnaires actifs», fixent à 400 000 le nombre maximal d'emprisonnés, et mettent en place des commissions de «désengorgement» des cellules nauséabondes où les détenus sont entassés comme des déchets. Dans ce domaine, la planification centralisée fait merveille. En juillet 1934, Krylenko annoncera triomphalement le succès du plan : 397 284 personnes seulement restent incarcérées !

L'année 1933 semble d'ailleurs annoncer un adoucissement de la chasse aux anciens opposants : le 8 mai, Zinoviev, dans une lettre au Comité central et une autre à Staline, reconnaît ses fautes et la justesse de la sanction qui l'a frappé. Le 19, Staline fait adresser copies des deux lettres, accompagnées d'une note dictée par lui en son nom et en celui de Vorochilov, Molotov, Kalinine et Kaganovitch, aux autres membres du Bureau politique et de la commission de Contrôle, proposant de faire venir sans délai Zinoviev à Moscou pour discuter avec lui de son retour dans l'appareil. Il fait publier l'épître au Comité central dans la *Pravda* du lendemain. Kamenev revient lui aussi à Moscou. Les deux hommes seront réintégrés dans le Parti à la fin de l'année. Le message semble clair : aux repentis, le chemin du purgatoire est ouvert. Pas pour longtemps, car Staline doute de la sincérité de leur repentir.

Ce retour de quelques anciennes figures de l'Opposition s'accompagne d'un renforcement de la répression contre les militants de base et les cadres moyens du Parti lui-même. En février 1933, le Guépéou arrête un groupe d'anciens boukhariniens dirigés par

Slepkov, qui avouent naïvement avoir voulu, certes pacifiquement, remplacer Staline «et son groupe» à la direction du Parti. Staline fait organiser par le chef de la section politique secrète du Guépéou la filature systématique des militants surpris à mener des «conversations imprudentes. Nous savions précisément, dit un responsable du Guépéou, qui parlait mal de Staline et où... On établissait un formulaire sur chacun». Staline fait constituer un fichier des membres du Parti coupables d'une remarque critique ou d'une plaisanterie à son encontre. La purge vise tout particulièrement ceux qui ont adhéré avant ou pendant la révolution ; elle exclut du Parti, en moins d'un an, un peu plus de 18 % de ses 1 916 500 adhérents, soit près de 400 000 membres, qui vivent une véritable tragédie : après leur avoir confisqué leur carte du Parti, on les chasse, d'ordinaire, de leur travail et de leur appartement. Ils se retrouvent à la rue et sans travail, alors que Staline a supprimé les secours aux chômeurs en 1931... Les suicides parmi eux se multiplient.

La modération, très relative on le voit, de la répression n'entrave nullement l'essor du Goulag, chargé, en mars 1933, de construire des lignes de chemin de fer, dont le BAM sibérien (la deuxième voie du transsibérien Baikal-Amourskaia Magistral) qui, en 1935, emploiera plus de 150 000 détenus et travailleurs «libres» pour un projet éternellement inachevé, cimetière des grandioses réalisations staliniennes, malgré l'envoi de contingents de déportés sans cesse renouvelés. En avril 1933, il enrichit d'un nouvel instrument sa panoplie concentrationnaire en créant les «villages de travail» pour kolkhoziens accusés de «saboter la collecte», les habitants de Moscou et de Leningrad en situation illégale et les «koulaks» qui se sont fait embaucher illégalement dans les entreprises. Près de 200 000 détenus creusent le canal Moscou-Volga-Don, tandis que 63 000 autres construisent les voies ferrées de Sibérie orientale. L'entreprise se développe à grande vitesse, mais de façon chaotique dès le début. Le désordre engendré dans la société par l'enchevêtrement de la collectivisation, de l'industrialisation, de la «liquidation des koulaks comme classe», de la famine, de l'afflux des paysans dans les chantiers et les usines, des purges, est décuplé au Goulag. Les exigences de la répression supplantent celles de la production. Un décret du 20 avril 1933, limitant la déportation aux individus aptes à un «travail effectivement productif», a interdit celle des

adolescents de moins de 15 ans et des vieillards de plus de 60 ans. Mais les gradés du Guépéou n'en ont cure et entassent dans des convois ravagés par le typhus, la dysenterie, la variole, des vieillards et de véritables squelettes ambulants inaptes à tout travail.

Fin 1933, le Guépéou livre le Bielomorkanal, ou canal Baltique-mer Blanche, dit canal Staline. Ce succès grandiose débouche sur l'amnistie de 5 000 héros, qui ne ressuscite évidemment pas les 30 000 morts de faim et de froid. Pour livrer le canal en temps voulu à Staline, le Guépéou l'a fait creuser beaucoup moins profond que ne l'avaient prévu les ingénieurs, et les 230 kilomètres du canal sont à peu près inutilisables, sauf pour des bateaux de faible tirant d'eau... et la moitié de l'année seulement. Le reste du temps, le canal est pris par les glaces. Bluff, gâchis et sauvagerie caractérisent cette première réalisation du Goulag. Staline y naviguera une seule fois en grandes pompes. Aragon propose bientôt de s'en inspirer pour rééduquer les écrivains « réactionnaires ». Une cohorte de 104 écrivains célébrera plus tard les valeurs rééducatives de ce travail dans un volume préfacé par Gorki, après un voyage confortable, arrosé au champagne<sup>70</sup>.

Revenue de l'étranger au cours de l'été 1933, la belle-sœur de Staline, Maria Svanidzé, une intime du Guide plusieurs années durant, participe à toutes les réjouissances familiales, aux anniversaires comme aux fêtes de nouvel an. « Son entourage le protège tellement, note-t-elle, qu'il est très difficile à un simple mortel d'approcher de lui<sup>71</sup>. » S'il est aussi inaccessible qu'un tyran oriental, il ignore le luxe. Sa villa de Zoubalovo est décorée et meublée de façon plutôt spartiate : des livres, quelques reproductions de portraits, un mobilier réduit : les fameux divans et la salle de billard sont ses seules folies.

Staline et ses hôtes aiment le billard. Après avoir bien mangé et bien bu, on laisse les femmes papoter et les hommes s'engagent dans de longues parties. Dans ces moments d'intimité, Staline abandonne la posture du Chef. Maria Svanidzé note, en novembre : « Il est bon et cordial. » Elle s'extasie : « Il a raison, comme toujours, en tout. Quel esprit analytique, quel psychologue exceptionnel. Alors qu'il est occupé, comme il connaît tous ceux qui l'entourent jusque dans les plus petites choses ! » Elle est frappée par sa tendresse pour Svetlana, qui multiplie les



ordres écrits «à son Premier secrétaire le camarade Staline». À l'en croire, Staline dit toujours oui à sa fille. Elle confirme que ses rapports avec Vassili sont plus difficiles et tendus. Le garçon, têtu, borné et insolent, travaille mal à l'école<sup>72</sup>, dit-elle. Un soir de novembre 1935, Staline lui donne deux mois pour se corriger et le menace de le chasser et de prendre à sa place trois [*sic* !] garçons capables...

À l'été 1933, Staline part de nouveau pour Sotchi, toujours soigné par le jeune Chneiderovitch. Est-ce lors de ce séjour, ou pendant l'un des trois suivants, que se situent les deux épisodes racontés plus tard par le docteur? Après les bains, Staline aimait le mettre à l'épreuve. Un jour, il lui demande s'il lit les journaux. Bien sûr! Lesquels? La *Pravda*, les *Izvestia*. Staline ricane : « Vous croyez qu'on imprime des journaux pour vous? Vous êtes un homme intelligent, docteur, vous devez le comprendre, ces journaux ne contiennent pas un mot de vérité. » Le médecin, éperdu, ne sait que répondre. Staline éclate de rire. Un autre jour, il lui demande s'il n'a pas, de temps en temps, envie de l'empoisonner. Effrayé, Chneiderovitch bafouille que non. Staline accueille sa réponse dans un sourire : « Je sais, docteur, vous êtes un homme timide, faible; vous ne ferez jamais cela, mais j'ai des ennemis capables de le faire<sup>73</sup>. » Staline l'innocente de tout projet de meurtre pour sa timidité. Il n'est, à ses yeux, innocent que parce qu'il est peureux.

Cette peur, Ossip Mandelstam l'évoque dans le portrait qu'il dresse de Staline dans un poème de novembre 1933. Le Guépéou l'arrêtera aussitôt et Mandelstam périra au Goulag pour avoir écrit ces vers.

Dès que l'on peut chuchoter un mot à son voisin  
Il vous rappelle le montagnard du Kremlin  
Ses doigts épais aussi gras que des vers  
Et ses mots aussi vrais que des poids lourds.  
Ses moustaches rient comme des cafards  
Et les guêtres de ses bottes reluisent.  
Entouré d'une meute de parrains au cou mince  
Il joue avec les sous-hommes qui le courtisent,  
L'un siffle, l'autre miaule, le troisième larmoie,  
Et lui seul tonne, et lui seul tutoie.

Il forge comme des fers décret sur décret  
Au bas-ventre, en plein front, en plein nez,  
dans les yeux,  
L'échafaud, pour lui, c'est toujours la fête  
Pour l'homme au large poitrail d'Ossète <sup>74</sup>.

## CHAPITRE XVIII

### Le congrès des illusions

Staline, qui tout au long de ces années n'a à peu près rien dit ni écrit sur le fascisme, finit par en faire une analyse qui frappe par son étroitesse de vues. Il n'y voit qu'une résurgence du militarisme prussien, une «nouvelle politique qui rappelle dans ses fondements la politique de l'ancien Kaiser allemand», simplement aggravée par des méthodes terroristes de gouvernement, «signe de la faiblesse de la classe ouvrière [...] et de la bourgeoisie». Telle est la pauvre vision que Staline donne de ce «fascisme de type allemand<sup>1</sup>» dans son rapport au XVII<sup>e</sup> congrès, en janvier 1934. En Allemagne, pourtant, tous les partis et les syndicats ont déjà été dissous, des dizaines de milliers de militants ouvriers croupissent dans les premiers camps de concentration, et l'antisémitisme se déchaîne.

Le nazisme n'avait certes pas encore révélé, à l'époque, sa nature profonde, mais, dès juin 1933, Trotsky, exilé dans l'île turque de Prinkipo, en avait donné une analyse beaucoup plus fouillée. Faisant d'Hitler l'incarnation du «petit-bourgeois enragé» et du national-socialisme l'«expression d'un matérialisme zoologique» nourri «d'explosions d'antisémitisme», il souligne que «le fascisme a amené à la politique les bas-fonds de la société», qu'il promeut l'idéologie de la «race» et exalte le pogrome<sup>2</sup>. Dans un post-scriptum du 2 novembre 1933, il lance un cri d'alerte : «Le temps nécessaire à l'armement de l'Allemagne détermine le délai qui sépare d'une nouvelle catastrophe

européenne. [...] Quelques années sont suffisantes pour que l'Europe se retrouve à nouveau plongée dans la guerre<sup>3</sup>.» L'URSS est la première menacée. Pourtant, Staline ne perçoit aucune de ces menaces. Son incompréhension de la nature du nazisme cumule ici ses effets avec sa décision de tendre la main à Hitler... qui ne la saisit pas. Staline se retourne donc vers les démocraties. Le 19 décembre 1933, il soumet au Bureau politique une résolution, restée longtemps secrète, décidant de l'adhésion de l'URSS à la Société des nations, formée par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, «à certaines conditions», et s'y affirme prêt à «signer un accord régional de défense commune contre une agression de l'Allemagne<sup>4</sup>».

En 1934, la collectivisation est achevée : la production de viande est de deux fois inférieure à celle de 1919, la pire année de la guerre civile ! 17,7 millions de chevaux, plus de 10 millions de porcs et 25 millions de bêtes à cornes ont péri. Staline se vantera plus tard à Churchill d'avoir gagné la guerre de la collectivisation au prix de 10 millions de morts. La paysannerie est brisée, sa capacité de résistance active (mais non passive) anéantie, et la bureaucratie a élargi sa base : la constitution des kolkhozes et des sovkhoses entraîne la prolifération des fonctions de gestion, de commandement, de surveillance, de contrôle et de répartition assumées par des paysans, employés et ouvriers, promus et dotés de petits privilèges, dont le plus important est d'être assis le plus souvent dans un local ou un bureau à l'abri du froid, du vent ou de la chaleur. Leur fonction de relais du pouvoir leur assure une foule de petits avantages dont le cumul n'est pas négligeable. Mais ils ont la lourde et dangereuse charge de faire passer les ordres du Bureau politique. Au milieu des années 1930, il existe en gros 240 000 kolkhozes, ce qui veut dire 480 000 présidents et vice-présidents, 240 000 comptables, autant d'agronomes et agrotechniciens divers, soit une couche administrative de plus d'un million d'hommes. Il faut y ajouter, à un échelon inférieur, les chefs de brigades, de 4 à 6 en moyenne selon la dimension des kolkhozes, tous assurés de privilèges, minimes certes, mais vitaux.

Ils bénéficient aussi des cartes de ravitaillement. En 1933, 40 millions de citoyens soviétiques (sur 165 millions), et parmi eux tous les ouvriers d'usines, sont titulaires de tickets de pain, 6 millions et demi de tickets de viande, et 3 millions de tickets de

beurre. En 1932, les prix du marché dépassaient de 8 fois ceux des tickets, en 1933 et en 1934, de 12 à 15 fois. Alors que le salaire moyen d'un ouvrier est de 125 roubles par mois en 1933, un kilo de pain vaut 4 roubles au marché libre, un kilo de viande de 16 à 18 roubles, un kilo de saucisson 25 roubles et un kilo de beurre de 40 à 45 roubles. Les détenteurs de tickets peuvent revendre au prix du marché une partie des produits qu'ils achètent à des prix très bas. Ainsi le rationnement garantit l'alimentation minimale des couches les plus pauvres et permet de petites spéculations. Il transforme l'ouvrier qui en tire profit en petit trafiquant individuel.

C'est à la même époque que Staline érige la délation au niveau d'un culte – véritable pièce maîtresse de son système de répression et de contrôle policiers. Le 6 janvier 1934, la *Pravda* publie une lettre à Staline écrite par de petits pionniers de Novaïa Ouda, où il avait été jadis exilé, qui disent leur fierté d'avoir dénoncé des « ennemis du peuple ». Le 16 mars, la *Pravda des pionniers* publie avec enthousiasme la lettre d'une jeune paysanne, Olia Balykina, qui dénonce comme koulaks la moitié des paysans de son village, dont son propre père. Le journal appelle les jeunes pionniers à faire la chasse aux « voleurs » (de pommes de terre ou d'épis de blé) qui chapardent pour nourrir leurs propres enfants. Les enfants dénonciateurs, dont la presse publie des listes, sont invités à signaler les « trotskystes » qui rôdent par les chemins et par les rues et que l'imagination enfantine multiplie à l'envi. Un petit Roumiantsev, convaincu que son père « nuit à la classe ouvrière », se résout, après deux jours d'hésitation, à le dénoncer, puis, une fois lancé, dénonce son propre frère.

À la veille du congrès, on l'a vu, Staline réorganise le Secteur secret du Comité central que le XVII<sup>e</sup> congrès transforme en secteur particulier, chargé de gérer toutes les décisions du Bureau politique et de servir Staline personnellement. Le 10 mars 1934, il désigne Poskrebychev à sa tête, en remplacement de Tovstoukha, malade, désabusé, et qui mourra l'année suivante, usé avant l'âge. Poskrebychev deviendra vite le cerbère de Staline : c'est lui qui filtre les visiteurs dans son bureau du Kremlin, classe son courrier puis trie le flot de lettres reçues.

Le XVII<sup>e</sup> congrès, en janvier 1934, est proclamé « congrès des vainqueurs » : la paysannerie russe a bel et bien été brisée. Mais ce congrès est surtout celui du culte de la personnalité, du bluff et

de la division derrière une unité de façade. Staline célèbre sur des accents de triomphe « la liquidation des restes des groupes antilé-ninistes ». « Le groupe trotskyste antilé-niniste, explique-t-il, a été défait et dispersé [...]. Le groupe antilé-niniste des déviationnistes de droite a été défait et dispersé [...]. Les groupuscules déviationnistes-nationalistes ont été battus et dispersés. [...] Le Parti est uni comme il ne l'a jamais été<sup>5</sup>. » L'autocritique de neuf anciens dirigeants des oppositions vaincues prononcée à la tribune semble confirmer ce bilan.

Côté cour, il parachève la transformation, entamée en 1930, du congrès en cérémonie pompeuse : tous les orateurs sans exception célèbrent Staline, dont le nom est cité avec enthousiasme plus de 1 500 fois par l'ensemble des orateurs. Certains se distinguent tout particulièrement : Zinoviev le cite 25 fois, Kamenev 26 fois, Ordjonikidzé 33 fois, Kossior 34 fois, Mikoïan 41 fois, et Kaganovitch, le recordman, 64 fois ! Les anciens opposants présents font acte de contrition. Boukharine salue en Staline « l'incarnation personnelle de l'intelligence et de la volonté du Parti » et s'affirme ravi que les « suppôts des courants antipartis, dont toute une partie de mes anciens élèves, aient reçu le châtiement mérité<sup>6</sup> » ; ils croupissent alors en prison ! Zinoviev se vautre dans la flagornerie : « Les meilleurs représentants de la paysannerie d'avant-garde se précipitent à Moscou, au Kremlin, pour voir le camarade Staline, le palper des yeux et peut-être même de leurs mains, pour recevoir de sa bouche des indications qu'ils s'efforceront d'incarner dans les masses<sup>7</sup>. » Staline ne peut croire à la sincérité de ces cris d'adoration, poussés par des hommes qui pensent, grâce à cela, pouvoir continuer à fréquenter les sommets d'un appareil nullement disposé à les laisser jouer un quelconque rôle politique, mais qui voit dans leur présence au congrès le signe heureux d'une détente. Staline les utilise pour conforter cette illusion.

On entend quelques notes discordantes aussi. Dans son rapport, il a minimisé le danger nazi et dénoncé la trahison des sociaux-démocrates. Boukharine se permet, au contraire, d'insister sur la menace mortelle que représente le nazisme pour l'URSS, se mettant ainsi en travers du jeu diplomatique secret que Staline mène avec Hitler. Preobrajenski, plus subtil encore, n'en irrite que davantage Staline : cet homme aux traits fins, à l'humour vif, qui avait conduit, sans l'aide d'un Trotsky malade, le

combat de l'Opposition de gauche, dix ans plus tôt, suscite l'hilarité du congrès aux dépens de Staline. Il ridiculise l'unanimité stalinienne en feignant de l'exalter. Les délégués, qui éclatent de rire, ne s'y trompent pas. Preobrajenski vient d'expliquer : J'ai compris aujourd'hui ce que je n'avais pas saisi il y a dix ans ; pour bien voter, l'important n'est pas de chercher à comprendre le texte, mais de voter comme le chef, même si tu as des réserves ou des doutes. Et il félicite Staline d'avoir réalisé dans le Parti une unité jamais obtenue par Lénine. Un pareil discours, prononcé au congrès suivant, dit Oleg Khlevniouk, y aurait été pris au premier degré par les promus. Dans celui-ci, où 80 % des délégués ont adhéré au Parti avant 1920, tout le monde en saisit le sens réel<sup>8</sup>. L'incident, en lui-même de peu d'importance, confirme à Staline les failles de son encadrement.

Côté cour encore, Staline bluffe sans vergogne. Il annonce ainsi en 1933 une récolte de blé de 89,8 millions de tonnes alors qu'elle n'a que frôlé les 69 millions. Pour dissimuler la famine de l'hiver 1932-1933, il affirme aussi que la population de l'Union soviétique est passée de 160,5 millions d'habitants, à la fin de 1930, à 168 millions trois ans plus tard, soit une augmentation de 7,5 millions d'individus. Ce chiffre fantaisiste servant de base aux calculs officiels, c'est ainsi qu'on calcule qu'en 1937 la population frôlera les 180 millions. Or, on en sera bien loin...

À la fin de faux débats, conclus par un discours enflammé de Kirov à la gloire de Staline, ce dernier renonce à répondre aux orateurs, car les « débats au congrès ont manifesté la totale unité de vues de nos dirigeants du Parti, on peut le dire, sur toutes les questions relatives à la politique du Parti<sup>9</sup> ». Que répondrait-il d'ailleurs à ces enthousiastes ?

Côté jardin, la situation est tout autre. Staline pratique l'antiphrase, et ses accents de vainqueur satisfait, accordant le pardon aux pécheurs repentis, cachent d'autres tonalités, plus inquiétantes. Il menace ainsi, sous un vocabulaire antibureaucratique, les vieux cadres du Parti « qui freinent notre travail, qui gênent notre travail et ne nous laissent pas aller de l'avant [...] des gens qui ont eu certains mérites dans le passé, des gens qui sont devenus des dignitaires, des gens [...] qui ne considèrent pas comme leur devoir d'appliquer les décisions du Parti et du gouvernement, et qui détruisent ainsi les fondements de la discipline du Parti et de l'État [...]. Il faut sans hésiter les chasser de leurs

postes dirigeants sans avoir d'égard pour leurs mérites passés<sup>10</sup>». Ces dignitaires repus et indisciplinés, ce sont les vieux militants de la révolution et de la guerre civile. Ils ont soutenu Staline contre Trotsky puis contre Boukharine, connaissent le Testament de Lénine, se souviennent que Staline doit son maintien au poste de Secrétaire général à Kamenev et Zinoviev, que le théoricien de la lutte antitrotskyiste a été Boukharine et non Staline, et se rappellent enfin les retournements brutaux de ce dernier face aux difficultés. Ces vieux cadres pensent que leurs mérites passés leur donnent le droit de contester ou d'ignorer les décisions de Staline, et ne le vénèrent que pour la parade : entre eux, dans les couloirs ou à table, ils se permettent bien des plaisanteries à son propos. Car ils se croient intouchables.

Ils se trompent lourdement. Staline sait que la continuité, en conférant une légitimité à ceux qui l'incarnent, est un atout que ses adversaires peuvent mobiliser contre lui. C'est pourquoi, depuis 1927, il s'est attaché à obtenir que les opposants se repenitent, se confessent, se salissent et ainsi se dénie toute autorité politique. Mais ces vieux staliniens, forts de leur victoire commune, pourront encore lui demander : « Qui t'a fait roi ? » Il doit donc absolument les liquider et promouvoir une nouvelle génération. Les délégués ne prennent pas la mesure de l'avertissement à peine voilé que Staline leur a lancé.

Quoi qu'il en soit, ces premières piques annoncent le déchaînement prochain de la terreur contre les « vieux cadres léninistes ». Le résultat du vote au Comité central en fin de congrès confirme Staline dans la conviction qu'il y a urgence. Il semble bien, en effet, avoir été élu en dernière position au Comité central (avec, selon les sources, 166, 260 ou 300 voix manquantes sur 1 225 bulletins de vote de délégués ayant voix délibérative). Le Secrétariat du Comité central ayant établi une liste de candidats égale au nombre de postes à pourvoir, tous étaient élus à condition d'obtenir au moins 50 % des voix, afin de montrer aux délégués que tous les postulants étaient d'égale valeur. Staline avait pris son bulletin et l'avait glissé dans l'urne sans y jeter un regard. Mais beaucoup de délégués avaient rayé, individuellement ou par petits groupes, divers noms.

S'appuyant sur le procès-verbal officiel des résultats proclamés au congrès, selon lesquels il ne manqua à Staline que 3 voix, Alla Kirillina conteste la mésaventure électorale de Staline. Il



faut être bien naïf pour prêter foi à ces documents contrôlés ou fabriqués par l'appareil. Kirillina ajoute : s'il avait vraiment manqué 300 voix à Staline, Khrouchtchev s'en serait souvenu. Mais ce jeune promu ne pouvait connaître que le résultat officiel. Les témoignages de survivants confirment l'existence de ces bulletins rayés : l'un d'eux se souvient que Staline fut rayé « 123 ou 125 fois <sup>11</sup> ». Or, Khrouchtchev le soulignera plus tard : ceux qui ont voté contre Staline ne se recrutaient pas parmi les jeunes délégués promus par lui <sup>12</sup>.

Une opposition souterraine s'est en effet manifestée à ce congrès. Si la vision d'un Bureau politique divisé entre durs (Staline, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov) et libéraux (Ordjonikidzé, Kirov, Kouibychév) est une invention hasardeuse de kremlinologues en mal de simplification, l'existence dans la bureaucratie dirigeante et au sein du Parti d'un courant favorable à la détente, après les dures années de la collectivisation, ne fait pas de doute. Et c'est d'ailleurs pour feindre de la satisfaire que Staline a donné au congrès la parole aux anciens opposants repentis et qu'il a placé sur la liste des suppléants du Comité central Rykov, Boukharine et Tomski, dont le nom a toujours valeur de symbole. Molotov conteste cette version des faits, mais évoque l'existence d'un groupe opposé à Staline, même s'il en nie l'importance et le sérieux. Il évoque ainsi le récit que lui fit Ovanessov, vétéran bolchevik arménien qui haïssait Staline : Cheboldaïev, le secrétaire du Caucase du Nord, avait réuni une dizaine de délégués « assez en vue pour cette époque », mais dont Molotov ne se rappelle pas tous les noms. Au cours d'une suspension de séance, ils organisèrent une réunion dans un coin de la salle du congrès et proposèrent à Kirov d'avancer sa candidature au poste de Secrétaire général. Kirov les rabroua : « Arrêtez de dire des bêtises ! Secrétaire général, moi ? Vous voulez rire ! » Molotov voit en eux des « instables <sup>13</sup> ». Peut-être, mais ces instables étaient nombreux et Staline n'était pas homme à les ignorer. Lev Chaoumian, délégué au congrès, confirmera, en mars 1964, dans la *Pravda*, que « certains délégués, surtout ceux qui se souvenaient du Testament de Lénine », commençaient à penser « qu'il était temps d'enlever à Staline le poste de Secrétaire général pour le transférer à une autre fonction <sup>14</sup> ». Ces « vieux cadres léninistes » entravaient sa dictature.

Qu'un secrétaire de comité territorial du Parti organise une

réunion de fraction dans un coin de la salle du congrès, donc de façon visible, «avec des militants assez en vue», pour proposer un candidat contre Staline, révèle un malaise profond dans l'appareil. L'inventeur de faux complots abracadabrants ne pouvait que prendre au sérieux celui-ci, dont le caractère affiché traduisait la naïveté de ses auteurs. Staline dut certainement s'interroger : pourquoi avaient-ils choisi Kirov contre lui ? Quel motif les avait poussés à ce choix ? L'ami fidèle jouait-il un double jeu ?

Trois ans plus tard, dans son numéro de décembre 1936-janvier 1937, la revue menchevique *Le Messager socialiste* publiera une prétendue «Lettre d'un vieux bolchevik», rédigée par son rédacteur en chef, Boris Nicolaïevski, sur la base de ses conversations de 1936 à Paris avec Nicolas Boukharine. La lettre en question présente Kirov comme le dirigeant d'une opposition libérale à Staline, partisan d'une alliance avec les démocraties, de l'abolition de la terreur et d'une réconciliation avec les anciens opposants. Elle s'appuie sur le récit fantaisiste d'une réunion du Bureau politique du 16 octobre 1932, où Kirov se serait opposé à la proposition de Staline de faire fusiller Rioutine, mais à laquelle il n'a, en fait, pas assisté. En 1978, quarante-quatre ans plus tard, Marcel Body, ancien secrétaire et amant d'Alexandra Kollontai, se souviendra, tardivement, de la démarche d'un émissaire de Kirov auprès de Trotsky pendant l'été 1932, venu proposer à l'exilé de constituer un bloc contre Staline. Mais Kirov, qui n'assistait en moyenne qu'à une séance sur quatre du Bureau politique, n'avait ni l'ambition ni l'envergure d'un «rival» de Staline. Élu Secrétaire du Comité central au lendemain du XVII<sup>e</sup> congrès, il refuse pourtant de venir s'installer à Moscou, comme l'exige Staline. Lors de la réunion du Secrétariat qui suit le Comité central postérieur au congrès, Kirov, soutenu par Ordjonikidzé, résiste encore à la pression de Staline qui, furieux de ce petit défi à son autorité, sort en claquant la porte. Mais rien n'indique une quelconque opposition de sa part, mise à part cette réticence à s'installer à Moscou. Certes, il est le seul membre du Bureau politique à oser prendre la parole devant les ouvriers dans une usine ; les autres, surtout Staline, craignant cette classe ouvrière dont ils s'affirment les porte-parole, se limitent aux réunions de cadres, de stakhanovistes, kolkhoziens et ouvriers de choc enthousiastes et triés sur le volet. Mais cette audace ne suffit pas à faire de Kirov un prétendant au trône.

Staline ne saurait être vraiment satisfait du Comité central issu du congrès. Certes, il y a fait élire comme suppléants ses secrétaires personnels Poskrebychev et Tovstoukha, son ancien secrétaire Mekhlis, et, comme titulaires (qui n'auront donc pas eu à en passer par le stage de suppléant), Iejov, Beria et Khrouchtchev, symboles des nouveaux cadres soumis à son pouvoir. Mais la vieille garde stalinienne domine encore très largement le Comité central. Or, il la soupçonne, loin des applaudissements de rigueur, de ronchonner, voire de fronder, d'avoir donc deux visages et d'être peu fiable. Kroupskaïa y mêle son grain de sel : en ce début d'année, elle publie un livre sur Lénine et la culture, dans lequel elle cite une pléiade de noms, dont celui de Boukharine, mais jamais celui de Staline. La pique, quoique inoffensive, est désagréable.

Tous ces vieux cadres ont une détestable habitude : Staline a beau les déplacer régulièrement de poste en poste pour leur interdire de constituer des fiefs, ces secrétaires régionaux, membres de la haute nomenklatura, emmènent à chaque changement leur suite avec eux. Le monolithisme du pouvoir et la répartition de la pénurie et de ses maigres ressources engendrent un système de clientèle identique à celui de la Rome antique ou aux pratiques féodales : pour monter dans l'appareil, pour obtenir un logement, une place ou un passe-droit, échapper à une sanction, il faut un patron et un protecteur. Staline n'est d'ailleurs lui-même que le patron ou le protecteur suprême ; mais ces pratiques dont il est la forme concentrée sont un frein à son pouvoir absolu. Il se rappelle, et il le rappellera, que les « boyards », les seigneurs féodaux russes, se sont dressés contre Ivan le Terrible. Il se rappelle aussi comment Ivan a brisé leur résistance : sa police politique spéciale, les opritchniki, les a persécutés, dévalisés, jetés en prison ou décapités...

Il n'en dit rien pour l'instant, mais il dénoncera cette pratique clientéliste lorsque la vague de l'épuration aura emporté la plupart des coupables. Il liquidera en effet les deux tiers des délégués du XVII<sup>e</sup> Congrès et 98 membres sur 139 du Comité central qui en est issu. Ainsi, au Comité central de février-mars 1937, il dénoncera le comportement féodal de Mirzoïan et de Vaïnov : « Le premier a entraîné avec lui au Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et de l'Oural où il travaillait précédemment, de 30 à 40 de ses hommes "à lui" qu'il a installés aux postes dirigeants au

Kazakhtan. Le second aussi a traîné avec lui à Iaroslavl, du bassin du Donetz où il travaillait auparavant, plus d'une dizaine de ses hommes "à lui" et les a aussi installés aux postes dirigeants. Ainsi donc Mirzoian comme Vaïnov possède son propre atelier. » Staline dénonce cette pratique, qu'il juge inacceptable : « En choisissant comme collaborateurs des hommes qui leur sont personnellement dévoués, ces camarades voulaient, manifestement, se constituer un climat d'indépendance [...] à l'égard du Comité central <sup>14</sup>. » Si l'on remplace Comité central par Staline, qui parle et décide en son nom, le message est clair : les clientèles et clans sont des obstacles à son pouvoir absolu. Or, tous les secrétaires de régions et de territoires sont des Mirzoian et des Vaïnov : « leurs » gens risquent d'être plus fidèles à leurs protecteurs immédiats qu'au maître lointain du Kremlin. Et s'il ne dénonce ces satrapies et les satrapes eux-mêmes qu'en 1937, il mijote leur liquidation depuis janvier 1934.

Pour ce faire, il feint de s'effacer quelque peu ; le procès-verbal des élections fait suivre son nom de la seule mention : « Secrétaire du Comité central » et non plus « Secrétaire général », comme s'il réalisait lui-même, dix ans après, la recommandation de Lénine. Dans les années qui suivent, sa signature est suivie de cette seule et modeste mention.

Au lendemain du congrès, il cherche aussi à réduire les tensions intérieures. Le II<sup>e</sup> plan quinquennal, mis en œuvre à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1933, est marqué par une réduction du fardeau des investissements (133,4 milliards de roubles sur cinq ans), qui retombent en moyenne annuelle à 16,7 % du revenu national (pour une croissance annuelle du revenu national programmée à 14 %).

La détente, sensible, semble se poursuivre tout au long de l'année 1934 dans le domaine politique. La terreur se relâche : le Guépéou condamne, en 1934, 79 000 personnes contre 240 000 l'année précédente, soit trois fois moins. L'un des condamnés du groupe Rioutine, Petrovski, est libéré par anticipation. Un décret du 10 juillet 1934, enfin, crée un commissariat du peuple à l'Intérieur (NKVD), dont le Guépéou devient un simple département, privé du droit de prononcer des condamnations à mort. Les *Izvestia* commentent avec lyrisme cette mesure, « rendue possible parce que les ennemis intérieurs ont été écrasés et neutralisés ». Le décret transfère aussi au NKVD la responsabilité de la milice et des gardes-frontières. Mais un décret complémentaire du

27 octobre transfère les prisons et les maisons d'arrêt du commissariat à la Justice au Goulag, qui administre désormais la totalité du système pénitentiaire et répressif de l'URSS. Au fil des ans, le Goulag va se ramifier en directions principales chargées de la construction des voies ferrées, des voies et chaussées, des usines, des barrages, de l'exploitation des bois et forêts, de l'extraction du charbon, du travail de la terre, etc. En trois ans, le nombre de détenus sera multiplié par trois (de près de 300 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1932 à près de 900 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1935). Par cette concentration de l'ensemble du système pénitentiaire et policier sous une direction unique, Staline prépare donc la Terreur à venir.

La police des esprits complète le système. La mise au pas des écrivains est pourtant présentée sous une forme rassurante. Le congrès de fondation de l'Union des écrivains soviétiques, en août 1934, semble dominé par un relatif libéralisme. Gorki, Boukharine, Radek sont les vedettes de la tribune. Mais l'essentiel n'est pas dans les discours. Le congrès adopte une conception officielle de l'art soviétique, le «réalisme socialiste», qui transforme les écrivains en «ingénieurs des âmes». L'art, défini comme une arme, doit servir la politique du Parti, donc être un instrument de propagande. L'artiste s'attachera à peindre en rose une réalité qui ne l'est guère et réservera le noir aux résidus du passé, aux ennemis de classe et aux traîtres. Les véritables écrivains, Olecha, Babel, Pilniak, étouffés par ces exigences, vont se taire ; Boulgakov écrit pour son tiroir, Pasternak traduit des poètes anglais. Staline a confié la direction des opérations à Jdanov, qui lui adresse des rapports enthousiastes : tout marche à merveille, les écrivains sont ravis. Les agents du NKVD, qui quadrillent la salle et les couloirs, l'informent des réactions privées, sarcastiques, critiques, voire hostiles de nombre d'écrivains. Novikov-Priboï dénonce l'imminence de «la bureaucratisation complète de la littérature» ; Babel compare le congrès à une «parade tsariste». Semeiko soupire : «Une bonne moitié de l'assistance [...] désirerait passionnément énumérer en hurlant la masse des injustices, protester, exiger, parler d'une voix d'homme et non de laquais, et on les force à écouter des rapports entièrement mensongers de dirigeants qui nous racontent que tout va bien<sup>15</sup>.» Staline n'en informe pas Jdanov, qu'il juge sans doute naïf, incapable ou menteur. Il liquidera la moitié de ces congressistes qui protestent dans les couloirs. Novikov-Priboï, Babel et Semeiko figureront dans la charrette.

Staline part à Sotchi fin juillet, en compagnie de Jdanov. Le 1<sup>er</sup> août, Kirov les rejoint. Les trois hommes restent ensemble trois semaines. La chaleur en cet été est torride. Ils jouent aux quilles et travaillent sur l'enseignement de l'histoire. Le 13 août, ils envoient, sous leurs trois noms, à tous les membres du Bureau politique, qui les adopte le lendemain, des « Remarques » critiques sur un projet de manuel d'histoire. Mais surtout, dans la foulée, Staline associe Kirov à la rédaction d'une *Histoire de la révolution russe*, qui sortira deux ans plus tard, « préparée sous la direction de M. Gorki, V. Molotov, K. Vorochilov, S. Kirov, A. Jdanov et J. Staline », et qui place ce dernier au centre, à la base et au sommet de la révolution. L'auréole que vaudra à Kirov son assassinat prochain, et celle de Gorki, mort au moment même où les mille pages de l'ouvrage sortent des presses, serviront à la plus grande gloire du Secrétaire général. Les auteurs n'ont bien entendu rien écrit eux-mêmes. Ils ont fait travailler un collectif d'historiens dociles, dont Staline a fait superviser et revu le travail.

À la fin d'août 1934, au moment où Staline revient à Moscou avec Jdanov et Kirov, la cinéaste Henriette Saratovaia se précipite à Tbilissi où Catherine Gueladzé, sa mère, a reçu la visite de Paraskeva, la mère de Georges Dimitrov. Le dirigeant communiste bulgare, accusé d'avoir, avec ses deux camarades, Popov et Tanev, incendié le Reichstag, siège du Parlement allemand, en février 1933, a été acquitté par la justice allemande, en décembre, à Leipzig. Les trois Bulgares ont atterri en grande pompe à Moscou, le 27 février 1934. Saratovaia tourne un film sur les deux femmes. Staline en interdit bientôt la projection : « Ma mère est une femme simple, déclare-t-il. Paraskeva, elle, est une héroïne, [...]. Il faut faire un film sur elle, mais pas sur ma mère <sup>16</sup>. » Car il ne peut contrôler les faits, gestes et dires d'une mère qui risque de donner de son fils une image inadéquate aux besoins de sa propagande. Alors que le NKVD n'hésite pas à mettre en avant la découverte d'ascendants ou de collatéraux non prolétariens, petits-bourgeois et religieux dans la généalogie de ses adversaires, il n'a guère envie de voir l'image de cette dévote se profiler sur les écrans soviétiques.

L'apaisement politique, destiné à détendre une situation explosive, est bien relatif. C'est ainsi qu'un groupe d'ingénieurs de Novossibirsk est condamné à mort en septembre pour espionnage

au profit du Japon. La détente sociale, elle, paraît mieux assurée : en novembre 1934, Staline fait voter au Comité central la liquidation des sections politiques des stations de machines et tracteurs, levier de la collectivisation, et la suppression du rationnement au 1<sup>er</sup> janvier 1935. Dans un discours resté secret, il affirme par ailleurs la nécessité d'élargir la circulation de la monnaie. « La mode sera à l'argent<sup>17</sup> », promet-il. Pour qui ? Pas pour le kolchozien qui touche une rémunération fantôme pour ses journées de travail et ne survit que grâce à son lopin individuel. Sans doute pour la jeune bureaucratie qui, en cette année 1934, s'est enivrée de fox-trot, de rumba, de jazz et de tennis. C'est alors que Staline lance sa phrase fameuse : « La vie est devenue meilleure, camarades, la vie est devenue plus gaie. » Ilya Ehrenbourg, moins lyrique, note de son côté : « Juin 1934 : la vie était pénible, mais par rapport aux deux années précédentes, on sentait une certaine détente<sup>18</sup>. »

Tout au long de l'année 1934, Staline se tait sur le nazisme. Le Comintern, lui, multiplie les fanfaronnades sur la crise révolutionnaire qui mûrit en Allemagne sous la botte vacillante du nazisme. Le 3 mars 1934, Staline a reçu Dimitrov à dîner avec ses proches (Molotov, Kaganovitch, Kouibychev et Ordjonikidzé) et deux responsables du Comintern, Knorine et Manouilski. Dimitrov, dont la réputation d'amateur de vodka et de jupons n'est plus à faire dans les bureaux du Comintern, a surtout un lourd passé politique. Il a appartenu à la direction du parti socialiste dit *tesniak* (qui signifie étroit), devenu parti communiste, qui s'est piteusement distinguée en 1918 puis en 1923 par un sectarisme meurtrier. En 1918, les soldats bulgares, las de la guerre, se soulevèrent à Radomir ; la monarchie était au bord de l'effondrement ; or, les « tesniaks » refusèrent de s'allier aux agrariens (parti paysan) pour un simple désaccord de programme concernant les petits paysans, contribuant ainsi à sauver la monarchie. En 1923, ils laissèrent un putsch fasciste écraser, sans bouger d'un pouce, ces mêmes agrariens parvenus au pouvoir l'année précédente.

Staline cherche à bâtir une alliance militaire avec les « démocraties » pour faire face au danger allemand. Mais pour ce faire, il lui faut abandonner la chasse aux sociaux-démocrates. Il a besoin d'un homme pour effectuer et symboliser ce tournant sans être critiqué ni désavoué. Dimitrov convient fort bien : jusqu'à son arres-

tation, il a certes appliqué, à Berlin où il dirigeait le Bureau d'Europe centrale du Comintern, la ligne définie officiellement par les quatre hauts fonctionnaires de l'appareil dirigeant du Comintern (Piatnitski, Manouilski, Knorine, Kuusinen), sous la direction de Staline, mais en 1933, quand cette politique stalinienne a révélé sa nature désastreuse, il était en prison, tandis que le quatuor, calé au fond de ses bureaux de Moscou, dénonçait à loisir et sans risque les « sociaux-fascistes ». Libéré après avoir vaincu les nazis à la seule force du verbe, il est le seul dans le Comintern à apparaître comme un homme neuf ; il ne peut, enfin, qu'être reconnaissant à celui qui a commandité une campagne internationale en sa faveur et lui a accordé la citoyenneté soviétique. Reste à donner le sentiment qu'il est homme à tenir ses positions, et le tour est joué.

Son Journal montre bien qu'il se trouve dans la situation d'un élève sermonné par son maître. Pour le dresser, Staline lui donne, en effet, une leçon de bolchevisme. Pour cela, il utilise un projet de lettre de Dimitrov aux ouvriers sociaux-démocrates autrichiens, écrasés au canon, en février 1934, à Vienne, par la démocratie chrétienne. Il le convoque au Kremlin, le 7 avril 1934, pour en discuter. Dimitrov se demande pourquoi des millions d'ouvriers européens sont attachés à la social-démocratie. Staline démolit d'abord son texte qui confond, dit-il, le « soulèvement » des ouvriers viennois avec une « lutte pour le pouvoir », dont ils étaient bien incapables. D'ailleurs, les ouvriers européens sont attachés à leur bourgeoisie colonialiste, gangrenés par le conservatisme et marqués par un profond instinct grégaire : « Les travailleurs ont peur de perdre les colonies », sans lesquelles les pays européens ne peuvent pas vivre, et « sous ce rapport ils sont prêts à marcher avec leur propre bourgeoisie. Intérieurement, ils ne sont pas d'accord avec notre politique anti-impérialiste ». Les masses, enfin, « ont une psychologie grégaire. Les hommes n'agissent qu'à travers leurs élus, leurs chefs. Quand ils perdent confiance dans leurs chefs, ils se sentent impuissants et perdus. Ils craignent de perdre leurs chefs et c'est pourquoi les ouvriers sociaux-démocrates suivent leurs chefs bien qu'ils soient mécontents d'eux. Ils n'abandonneront leurs chefs que lorsqu'ils en trouveront d'autres qui soient bons <sup>19</sup> », ce que ne sont apparemment pas encore les dirigeants communistes. Cette litanie du mot chef, qui revient à chaque ligne, reflète sa conception militaire du Parti et de son rapport avec les masses ouvrières.



Ce même jour, Staline adjoint Dimitrov, tout penaud, au quatuor dirigeant du Comintern ; le 22 avril, il le place à la tête du bureau d'Europe centrale du Comintern et le nomme au présidium du Comintern, mais le laisse se débrouiller seul. Il n'a pas de temps à perdre pour le Comintern. Le 26 mai, il fait voter par le Bureau politique la tenue prochaine d'un congrès du Comintern et désigner une commission placée sous son contrôle pour en superviser la préparation politique.

Le 30 juin, Hitler, pour consolider son alliance avec l'état-major de la Reichswehr et le grand patronat, liquide les voraces et tapageurs dirigeants plébéiens des sections d'assaut (SA) et leur chef Roehm, raflés au petit matin, abattus sur place ou transportés et fusillés à Berlin. Roehm est accusé de trahison, de relations suspectes avec les puissances étrangères et d'homosexualité. Staline, dans le cercle étroit de ses intimes, se montre, paraît-il, impressionné par la rapidité d'exécution avec laquelle Hitler a éliminé ses proches collaborateurs d'hier, leur a collé sur le dos des accusations fabriquées et en a profité, par un amalgame audacieux, pour abattre des gêneurs sans rapport avec les SA, comme l'ancien chancelier von Schleicher, l'ex-dirigeant de la « gauche » nazie, Gregor Strasser ou le général von Bredow.

Début juillet, Staline répond à un questionnaire établi à sa demande par Dimitrov : « Est-il juste de qualifier la social-démocratie en bloc de sociaux-fasciste ? » Réponse : « Pour les chefs oui, en bloc non. » Retour à la vieille stratégie du « front unique à la base » avec les ouvriers sociaux-démocrates, contre leurs chefs réputés « sociaux-fascistes ». Dimitrov demande ensuite : « Est-il juste de considérer partout et en toutes circonstances la social-démocratie comme le principal soutien social de la bourgeoisie ? » Réponse : « En Perse, naturellement non. Dans les principaux pays capitalistes, oui. » Comme il n'y a pas de parti social-démocrate en Perse, la réponse n'engage pas Staline à grand-chose. À la question : « Est-il juste de considérer tous les groupes sociaux-démocrates de gauche en toutes circonstances comme le danger principal ? », il répond, comme hier : « Objectivement oui. » Dimitrov suggère qu'« au lieu d'appliquer la tactique du front unique exclusivement comme une manœuvre pour démasquer la social-démocratie, sans tentatives sérieuses de créer l'unité effective des ouvriers dans la lutte, nous devons le transformer en un facteur effectif de la lutte de masse contre l'offensive du

fascisme». Staline note : « Nous le devons », puis s'inquiète par deux fois : « Contre qui est dirigée cette thèse<sup>20</sup> ? » Contre lui ? Pas question. Le changement de tactique nécessaire exige un bouc émissaire des effets désastreux de la tactique qu'il se prépare à abandonner.

En public, le Comintern, dans son délire, tire des événements un bilan des plus fantaisistes. Une résolution de son présidium, le 9 juillet, prétend que la liquidation des dirigeants des SA en Allemagne « permet de déceler un affaiblissement rapide du régime fasciste » et confirme que « mûrissent en Allemagne les prémices d'une crise révolutionnaire », régulièrement annoncée à chaque renforcement du régime nazi. Cette phraséologie rituelle s'achève par une proposition d'unité fantasmagorique avec « les éléments oppositionnels parmi les sections d'assaut, la Jeunesse hitlérienne » et quelques autres organisations nazies, « en utilisant largement le désenchantement à l'égard du fascisme parmi les SA<sup>21</sup> ». Ces perspectives d'action n'aboutiront qu'à faire arrêter de nouveaux militants communistes et à nourrir des communiqués de protestation antifasciste.

Par trois fois dans l'année, Staline fait voter par le Bureau politique des décisions marquant son affectation de modestie. Sur sa proposition, le Bureau politique blâme la rédaction de la *Pravda* et des *Izvestia* pour avoir salué le dixième anniversaire de la parution de son livre *Les Fondements du léninisme* (10 avril), annule la décision de créer un institut Staline à Tiflis (4 mai), puis ordonne l'absence de toute célébration de son cinquante-cinquième anniversaire le 21 décembre 1934.

En novembre 1934, la nouvelle villa que Staline s'est fait construire à Kountsevo est achevée. C'est une vaste construction en rez-de-chaussée, dont le toit plat forme un immense solarium. Staline y fera ajouter un étage en 1948. L'architecte a prévu des chambres pour les enfants, mais Staline les confine à Zoubalovo, qu'il a laissée à la disposition de sa belle-famille. Un peu plus tard, il fait supprimer les cloisons et transformer les trois chambres en une pièce unique dotée du même ameublement que les autres : un divan, une table, des fauteuils. Une salle de billard et une bibliothèque constituent, là encore, le principal agrément de cette villa.

## CHAPITRE XIX

### Mais qui a tué Kirov ?

Est-ce un remake de l'élimination de Roehm qui se joue alors à Leningrad ? Le 15 octobre, des agents du NKVD interpellent un jeune homme nerveux près du domicile de Kirov, le Premier secrétaire du parti communiste de Leningrad, fouillent sa serviette, où ils trouvent un revolver, et le relâchent. Rien d'étonnant à cela. Depuis la guerre civile, beaucoup d'anciens partisans et de jeunes communistes possèdent un revolver, et celui de Nicolaïev est dûment enregistré depuis 1924. Les gardes du NKVD ne savent pas que Nicolaïev, récemment exclu du Parti, et dont la jolie femme à l'éclatante chevelure rousse, Milda Draule, a été la secrétaire de Kirov l'année passée, a écrit par deux fois à celui-ci pour réclamer sa réintégration. Kirov ne lui a pas répondu ; Nicolaïev, pour se venger, rêve d'assassiner ce bureaucrate dédaigneux.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1934, à quatre heures et demie de l'après-midi, Kirov monte à son bureau de l'institut Smolny, avant de prononcer un rapport aux cadres sur le récent Comité central ; l'officier du NKVD chargé de l'accompagner, Borissov, traîne loin derrière lui. Nicolaïev l'attend. Kirov le dépasse. Nicolaïev sort son revolver et l'abat d'une balle dans la nuque. Kirov meurt sur le coup. Staline, immédiatement averti, dicte deux heures plus tard à Kaganovitch un décret qui instaure une justice expéditive : ordre est donné à l'instruction d'accélérer les procès des individus accusés d'avoir projeté ou commis des attentats, le recours en grâce pour ces crimes est supprimé, les sentences de

mort seront exécutées dès le prononcé du jugement. Puis il réunit les membres du Comité central présents à Moscou. Le meurtre est d'emblée entouré d'une atmosphère de mystère.

Si on connaît le meurtrier, Nicolaïev, une victime aigrie du régime, deux questions subsistent : a-t-il agi de sa propre initiative et si oui, quel est le motif de son geste ? A-t-il été manipulé par quelqu'un et si oui, par qui ? et dans quel but ? La *Pravda* du 12 février 1964 affirme qu'il s'agit d'un « assassinat prémédité et soigneusement préparé », mais se tait au moment de dévoiler l'identité du coupable.

Staline répond d'abord : Trotsky, puis Zinoviev, Kamenev et leurs partisans. Les anciens opposants suggèrent ou désignent Staline. Rykov murmure à sa fille : « A Piter on a tué Kirov. C'est le signal du déchaînement de la terreur <sup>1</sup>. » Aux *Izvestia*, Boukharine, blême, décomposé, informe Ilya Ehrenbourg de l'assassinat et, un peu moins allusif, bafouille : « Vous comprenez ce que cela signifie ? Maintenant IL pourra faire tout ce qu'il voudra avec nous... Et il aura raison <sup>2</sup>. » Le trotskyste Mouralov, plus net, dit à sa famille : « C'est un coup monté par lui, c'est le signal que va venir la Saint-Barthélemy <sup>3</sup>. » La rumeur populaire accuse Staline dans un quatrain en vogue :

Hé petites patates  
Et petites tomates !  
Staline a zigouillé Kirov  
Dans un petit corridor.

Trotsky, lui, hésite et s'interroge. Il pense d'abord que Staline a eu vent du projet de Nicolaïev et l'a utilisé pour l'impliquer, lui et ses camarades, dans un « complot » terroriste. Le Guépéou devait arrêter le terroriste avant son passage à l'acte puis révéler la tentative d'assassinat et l'attribuer aux trotskystes, mais, par maladresse ou négligence, il aurait laissé Nicolaïev aller jusqu'au bout. Plus tard, il se demandera si Nicolaïev a tué Kirov pour une raison politique ou pour une femme. En avril 1938, il se demandera encore s'il a « frappé consciemment pour venger les ouvriers dont Kirov piétinait les droits <sup>4</sup> », par haine des bureaucrates. À cette époque, Trotsky qualifie toujours Kirov de « bureaucrate de troisième ordre » ou de « fonctionnaire stalinien ». Il rejettera jusqu'au bout la version de l'assassinat prémédité par Staline d'un Kirov opposant.

Jamais crime, en tout cas, n'a été à ce point utilisé par celui que la rumeur accuse. Staline se précipite à Leningrad, le soir du 1<sup>er</sup> décembre, avec un commando de choc : Vorochilov, Jdanov, Molotov, Iagoda, son adjoint, Iejov, le guépéoutiste Agranov, le secrétaire des Jeunesses communistes, Kossarev, le procureur général de l'URSS Vychinski. Ordjonikidzé, l'ami de Kirov, qui l'hébergeait lorsqu'il descendait à Moscou, veut se joindre à eux. Staline l'écarte : « Avec ton cœur malade, tu ne peux pas y aller<sup>5</sup>. » Ce souci humanitaire est suspect. Staline craignait-il qu'Ordjonikidzé ne flaire quelque chose de louche ?

Le commando se rend dans la cellule de Nicolaïev. Staline lui promet la vie sauve s'il dénonce ses complices par ailleurs inexistants. Nicolaïev crie « Je me suis vengé ! Je me suis vengé ! », et refuse de répondre. Le commando s'éloigne. Nicolaïev ricane devant le gardien : « Il m'a promis la vie si je dénonce mes complices. Mais je n'ai pas de complices<sup>6</sup>. » Staline convoque alors Borissov, qui trouvera la mort dans un étrange accident de camion. Le 3 au matin, on lui amène une certaine Volkova, maîtresse d'un agent du Guépéou, indicatrice et dénonciatrice fanatique, atteinte de schizophrénie et tout juste sortie de l'hôpital psychiatrique. Elle informe Staline d'un complot organisé par une mystérieuse organisation de la Lampe verte, mais ces conspirateurs fantaisistes n'intéressent pas Staline. Il invite plutôt Iejov et Kossarev à « chercher les assassins parmi les zinoviévistes<sup>7</sup> ». Les responsables du NKVD de Leningrad et Iagoda manifestent leur scepticisme. « Ils n'y croyaient pas », dira plus tard Iejov, qui ajoutera : « Le camarade Staline a dû intervenir. Il a téléphoné à Iagoda et lui a dit : "Faites attention ! On va vous casser la gueule<sup>8</sup>." »

Le 3 au soir, Staline écarte le NKVD de Leningrad de l'enquête, confiée à Iejov, Agranov et Kossarev, chargés de faire avouer à Nicolaïev un complot inexistant, repart à Moscou et fait fusiller 103 monarchistes emprisonnés depuis longtemps et parfaitement étrangers au meurtre de Kirov. Les funérailles de Kirov se déroulent le 5 décembre au soir à Moscou. Dans la salle des Colonne se dresse le cercueil cerclé de tissu rouge. Les chefs font leur entrée vers onze heures du soir. Staline monte les degrés qui mènent au cercueil, se penche sur Kirov, embrasse son front. L'assistance sanglote. Chaque dirigeant imite Staline ; le petit et ventru Jdanov s'essouffle à grimper les degrés avec majesté. Puis on cloue le cercueil que l'on emporte au crématorium.

Staline veut transformer le meurtre de Kirov en « complot », mais hésite un instant sur la piste à suivre. Le 6 décembre, il fabrique un centre zinoviéviste-trotskyiste de Leningrad et de Moscou, dont il établit personnellement la liste des membres et dose soigneusement la composition. Le NKVD arrête 13 « zinoviévistes », anciens dirigeants des Jeunesses communistes de la ville, tous détenteurs, depuis la guerre civile, de revolvers : cela suffit pour les inculper de terrorisme. Staline présente d'abord Trotsky comme le commanditaire de l'assassinat, à travers un mystérieux consul letton. Mais Trotsky est trop loin. Staline choisit de frapper Zinoviev et Kamenev à portée de main.

Répétant sa promesse de vie sauve à Nicolaïev s'il nomme tous ses « complices », Staline lui fait dénoncer les zinoviévistes emprisonnés, le qualifie lui-même de zinoviéviste, fait avaliser cette invention par les enquêteurs et concentre le feu sur les opposants mal repentis, qui, lors des interrogatoires, ne mâchent pas leurs mots. L'un déclare : « Staline mène la révolution prolétarienne à sa perte » ; un autre renchérit : « En cas de guerre, la direction actuelle du Parti ne fera pas face aux tâches à remplir et l'accession de Kamenev et Zinoviev à la tête du pays est inévitable. » Donc, ils la préparent. Un troisième accuse Staline de freiner l'activité du Comintern et « de sacrifier les intérêts de la révolution mondiale à l'idée de la construction du socialisme dans un seul pays<sup>9</sup> ». Pour Staline, tous ces zinoviévistes, qui ont officiellement capitulé, n'ont, dans les faits, pas désarmé. Leur attribuer le meurtre de Kirov, c'est leur rendre la monnaie de leur pièce.

Zinoviev, arrêté le 16 décembre, s'effondre. Pendant la perquisition, il rédige en hâte une lettre à Staline. « Je n'ai, écrit-il, pas fait un pas, pas écrit une seule ligne, pas eu une seule pensée, que j'aurais dû dissimuler au Parti, au Comité central, à Vous personnellement [...]. Je ne suis coupable de rien, de rien, de rien devant le Parti, devant le Comité central, devant Vous personnellement<sup>10</sup>. » Staline ne répond pas à cette lettre qui le persuade sans doute qu'une pression supplémentaire fera craquer Zinoviev. Il se fait remettre chaque jour les procès-verbaux d'interrogatoires de tous les inculpés.

La mécanique des procès truqués est encore mal huilée : un seul des 13 innocents se reconnaît vaguement coupable, Kotolinnov, qui, en des phrases alambiquées, avoue une responsabilité

morale dans l'assassinat ; le procès doit donc se tenir à huis clos. Nicolaïev se compare à Jeliabov, le chef de la Volonté du peuple qui avait assassiné Alexandre II le 1<sup>er</sup> mars 1881, et confirme ainsi à Staline le danger de l'exaltation des narodniki ou populistes, partisans de la terreur individuelle. Troublé par les trous béants de l'enquête, le président du tribunal, Ulrich, chargé par Staline de prononcer la peine capitale, lui demande un complément d'enquête. Staline l'envoie promener : «Aucun complément d'enquête ! Finissez-en<sup>11</sup> ! » Les quatorze inculpés sont condamnés à mort et fusillés.

Qui a fait tuer Kirov ? Un doute planera toujours. En février 1956, Khrouchtchev évoque nombre de faits mystérieux, mais ses «révélations» reprennent en fait les déclarations de Iagoda et de son adjoint, Boulanov, au troisième procès de Moscou, mis en scène par Staline lui-même, et n'éclairent rien.

L'attribution du meurtre à Staline soulève plusieurs questions. Aurait-il hésité sur la piste à suivre, en décembre, s'il avait préparé le meurtre ? Abattre Kirov, c'était montrer que les chefs pouvaient être des cibles. Staline avait trop peur d'un attentat pour en confirmer ainsi la possibilité. Or, après la collectivisation forcée, la «liquidation des koulaks», les déportations massives, les millions de morts de la famine, les candidats ne manquaient pas. Le NKVD en arrête alors des dizaines ; trois cheminots ont déclaré, l'un : «On en a tué un, il faut en tuer plus», l'autre : «On a tué Kirov, il faut aussi tuer Staline», le troisième : «On a tué Kirov, c'est bien, mais je sacrifierais bien une journée pour abattre Staline». Trois ouvriers de l'usine Révolution d'Octobre à Oufa, dont un ancien partisan rouge, sont plus vigoureux encore : «On a tué le chien Kirov, reste encore le chien Staline.» Trois travailleurs du port de Gouriev, au Kazakhstan, ont dit à leurs camarades de travail : «Ce serait bien si on avait aussi tué Staline<sup>12</sup>.» Et la liste ne s'arrête pas là. Ces déclarations incendiaires, dans l'atmosphère de terreur qui règne alors, reflètent le sentiment inexprimé de milliers d'autres, que Staline n'avait pas intérêt à encourager.

Enfin Kirov était un vieil ami de Staline ; quand il descendait à Moscou, il passait souvent la nuit chez lui à discuter. Pendant le congrès, il avait dormi dans son appartement du Kremlin. Staline, gêné par ses malformations, ne se montrait nu au sauna qu'avec Kirov et le général Vlassik, chef de sa garde personnelle.

Ils avaient passé plusieurs fois des vacances ensemble, et Kirov, passionné de chasse et de pêche, envoyait régulièrement à Staline du poisson et du gibier. Mais, en 1935, son partisan Fiodor Ras-kolnikov dira : « Le mot "amitié" n'est pour lui qu'un mot creux <sup>13</sup>. » Comme Hitler, il n'a pas vraiment d'amis. Deux ans plus tard, il poussera délibérément au suicide son vieux complice Ordjonikidzé. Il aurait sans hésiter abattu Kirov comme, cinq mois plus tôt, Hitler avait abattu Roehm. La vraisemblance voudrait qu'il ait manipulé Nicolaïev pour liquider les anciens opposants, déchaîner la terreur, modifier l'équilibre des pouvoirs et transformer le Parti. Mais nous n'en avons aucune preuve et les plus acharnés partisans de la responsabilité directe de Staline s'appuient sur l'ouvrage de l'ancien dirigeant du NKVD en Espagne, Orlov, *L'Histoire secrète des crimes de Staline*, livre très riche en erreurs, inventions, mensonges et omissions...

Dans les campagnes circule une *tchastouchka* (chanson traditionnelle de quatre vers) très populaire, qui finit ainsi : « On a eu Kirov, / on aura Staline. » Ce dernier décide de respecter désormais à la lettre la décision du Bureau politique du 20 octobre 1930 lui interdisant de sortir à pied, alors qu'il lui arrivait encore d'aller parfois jusqu'à son théâtre préféré, le théâtre Tchekhov. Renouant avec une tradition tsariste, il fait installer sur les lignes de chemin de fer, qu'il emprunte rarement, des postes spéciaux à intervalles réguliers.

Le 21 au soir, à Blijnaïa, il fête son anniversaire avec ses proches : Molotov, Ordjonikidzé, Andreïev, Tchoubar, Vorochilov, Manouïlski, Enoukidzé, Mikoïan, Beria, Lakoba, Poskrebychev, Kalinine et mesdames, les familles Svanidzé, Redens, Alliluïev. On mange et on boit sec jusqu'à une heure du matin, puis Staline sort un gramophone, choisit lui-même les disques, et la compagnie danse. Les Caucasiens en groupe entonnent en chœur des chansons de leur pays ; Staline, de bonne humeur, les accompagne de sa voix de ténor. Maria Svanidzé est ravie : « Après ses deux lourdes pertes [sa femme et Kirov], Joseph a beaucoup changé. Il est devenu plus doux, plus gentil, plus humain. Jusqu'à la mort de Nadia c'était un héros de marbre inaccessible, maintenant il étonne en particulier par ses actes humains, je dirais même trop mesquins <sup>14</sup>. » Il est, avec elle, aimable et hospitalier. Pour Alexandre Alliluïev, au contraire, la mort de sa femme l'a encore plus isolé et durci.



## CHAPITRE XX

### Le matérialisme hystérique

Le procès de Nicolaïev et des treize « zinoviévistes » est le premier d'une série qui s'étend sur les six premiers mois de 1935 et révèle à la fois la volonté de Staline de frapper fort et une certaine nervosité inquiète. Le 9 janvier 1935, la Conférence spéciale du Guépéou condamne à la prison et à l'exil 77 Léningradois, dont 65 membres du Parti, tous, sauf 8, anciens opposants, déclarés membres d'un mythique « Groupe contre-révolutionnaire zinovieviste léningradois ». Le 16 janvier, elle condamne 19 membres d'un tout aussi mythique « Centre de Moscou », dirigé par Zinoviev et Kamenev, jugés moralement responsables de l'assassinat, à des peines de 5 à 10 ans de prison. Staline a de sa main établi la liste des membres des deux groupes.

Au milieu de cette avalanche de condamnations, Staline demande à Enoukidzé, président du Comité exécutif central des soviets, de lui soumettre un autre schéma de refonte de la Constitution. Le 10 janvier, Enoukidzé lui propose de remplacer le vote à plusieurs degrés par un vote direct. Staline juge cette modification insuffisante et demande un projet à Molotov ; le 25 janvier, dans une note aux membres du Bureau politique, il affirme : la question « est beaucoup plus complexe qu'il ne peut sembler au premier regard <sup>1</sup> ». Il propose d'instaurer le scrutin direct et secret, en affirmant étrangement que la situation et le rapport des forces sont favorables. En réalité, il veut, par un habillage démocratique

de la procédure électorale, donner à l'URSS un visage plus acceptable pour les démocraties occidentales.

Ce jeu ne le détourne pas un instant de sa campagne répressive. Le 17 janvier, il soumet au Bureau politique le texte d'une circulaire confidentielle du Comité central aux secrétaires régionaux du Parti, envoyée dès le lendemain, sur « Les leçons des événements liés au meurtre scélérat du camarade Kirov », organisé, dit-il, par Kamenev et Zinoviev. Il y ordonne le recensement de tous les membres du Parti ayant un jour exprimé une quelconque réticence vis-à-vis de la « ligne générale » et en organise la traque. Un millier d'anciens opposants de Leningrad sont exilés. En Ukraine, les anciens militants trotskystes et zinoviévistes sont chassés des grandes zones industrielles et des grandes villes.

Staline prolonge jusqu'en avril 1935 l'épuration du Parti commencée en 1933, et qui devait s'achever en décembre 1934. À peine l'opération terminée, il initie une procédure complémentaire de vérification des documents des membres du Parti, tout juste passés au crible. Au Comité central de décembre 1935, Iejov annonce que cette vérification a abouti à une nouvelle charrette d'exclusions, touchant 18 % des adhérents (près de 350 000, soit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933, 750 000 exclus, souvent chassés de leur logement et de leur emploi). Le 14 janvier, au nom du Comité central, Staline décide de faire en plus remplacer toutes les cartes des militants et des membres stagiaires du Parti par de nouveaux documents. Selon la *Pravda*, il ne s'agit en rien d'une formalité administrative ; le Parti continuera ainsi à être nettoyé « des trotskystes, zinoviévistes, gardes blancs, filous et autres vermines », en nombre sans cesse croissant. C'est, en trois ans, la troisième purge au sein d'un parti soumis par Staline à une tension et à un harcèlement permanents. Ses militants, constamment soupçonnés, contrôlés, vérifiés, sanctionnés, ne peuvent plus émettre une opinion ni discuter sans craindre un rapport ou une dénonciation.

Staline et Iejov exigent des instances du Parti qu'elles transmettent les dossiers des exclus au NKVD, qui en arrête la majorité. Selon Iejov, la vérification des documents a permis au NKVD de découvrir en masse policiers et espions, mais Iagoda n'a pas bronché. « Je l'ai signalé à Staline qui a convoqué Iagoda et lui a demandé de s'occuper immédiatement de ces affaires. Iagoda en était très mécontent, mais il a été obligé d'effectuer les

arrestations des individus sur lesquels nous lui fournissions des dossiers<sup>2</sup>.» Staline a donc constitué au sein du NKVD son propre réseau, directement relié à son secrétariat personnel ou Département secret pour préparer l'étape suivante ; après avoir terrorisé la base du Parti par son appareil, il terrorisera et épurera l'appareil par la police politique.

L'assassinat de Kirov est ainsi le premier maillon de la Grande Terreur qui va dévaster le monde politique soviétique. Evguenia Guinzbourg l'a noté en un raccourci saisissant du *Vertige* : « L'année 1937 a commencé en vérité à la fin de 1934, très exactement le 1<sup>er</sup> décembre 1934<sup>3</sup>. » Le communiste yougoslave Vouyovitch déclare le jour même de l'assassinat : « C'est le début de la fin. Ça va commencer par nous et ça continuera comme une avalanche<sup>4</sup>. » Il en sera l'une des innombrables victimes.

Staline en profite pour accélérer la personnalisation du pouvoir et sa concentration entre ses seules mains. Les réunions plénières du Bureau politique se font de plus en plus rares : de 94 en 1931 on passe à 20 en 1935. Le déclenchement de la Grande Terreur les réduira à une rarissime formalité : de 9 réunions en 1936, on passe à 2 en 1939 ! À la place, Staline réunit des commissions qu'il compose à son gré, ou convoque dans son bureau des réunions informelles, où il invite ceux dont il a besoin sur le moment. Son bureau personnel devient le lieu central du pouvoir. Les décisions prises sont, ou non, envoyées ensuite aux membres du Bureau politique, invités à les contresigner.

L'écrasante majorité des résolutions et décisions du Bureau politique sont prises par consultation écrite ou téléphonique de ses membres, qui tient lieu de débat, renforce l'arbitraire de Staline et transforme l'instance suprême en chambre d'enregistrement. Pas de réunions, cela veut dire pas de discussions collectives, pas d'occasions d'affirmer une position individuelle, de faire pression pour défendre son secteur. Staline présente souvent ses décisions personnelles comme des résolutions du Bureau politique, prises après en avoir discuté avec un ou deux de ses membres et signées de l'un d'eux. Ses relations avec ses vieux compagnons deviennent des rapports de maître à vassal, même sur le plan privé. Maria Svanidzé perçoit cette modification lors du repas d'anniversaire de Staline, le 21 décembre 1935. À son arrivée, tout le monde est déjà installé : Vorochilov, Kaganovitch, Kossior, Postychev, Beria, Molotov, Mikoïan, Ordjonikidzé :

« Joseph était en pleine forme et tous les gens attablés étaient bruyants et joyeux, sauf Kaganovitch et Mikoïan qui devaient présenter un rapport au plénum du Comité central. Ils étaient tous les deux pâles et pensifs, et tout le monde se moquait d'eux<sup>5</sup>. » Les deux hommes craignaient les sarcasmes du patron.

Un article de la *Pravda* a évoqué, à propos du meurtre de Kirov, « la tourbe puante des trotskystes, des zinoviévistes et des anciens princes ». Trotsky discerne un avertissement caché dans cet amalgame de la tourbe et de la lie, « dirigé [...] selon toute apparence contre des tendances "libérales" au sein de la bureaucratie dirigeante ». Il voit dans la campagne contre les trotskystes « le prélude à un coup porté à des ennemis plus proches et plus intimes du bonapartisme stalinien », la préparation « d'un nouveau coup d'État visant à la consolidation juridique du pouvoir personnel [...] une nouvelle étape, dont le meurtre de Kirov n'a été qu'un sinistre présage<sup>6</sup> ». Staline concocte en effet un coup de force. Le même article de la *Pravda* dénonce l'infiltration dans l'appareil d'« ennemis farouches, qui agissent sur l'ordre des services de renseignements étrangers et qui réussissent, à cause de l'indolence, de la confiance obtuse, de la bienveillance opportuniste des éléments anti-Parti ». Il faut donc l'épurer. Staline prépare sa purge en se présentant sans cesse comme la cible d'anciens opposants organisés. Ce terrorisme virtuel, dont l'assassinat de Kirov doit confirmer la réalité, lui permet de déclencher la terreur d'État.

Il frappe au cœur du Kremlin lui-même, dont il décime le personnel. Dans la nuit du 20 janvier, le NKVD arrête une jeune femme de ménage, Anna Avdeieva. Embarquée à la Loubianka, elle est interrogée par le vice-président du NKVD lui-même, Agranov, qui revient de Leningrad où il a bouclé l'« enquête » sur l'affaire Kirov. Une lettre a dénoncé les bavardages « antisoviétiques » de femmes de ménage dans les toilettes du Kremlin. L'une dit : « Le camarade Staline mange bien, mais travaille peu. Les gens travaillent pour lui, c'est pour ça qu'il est si gros. » Avdeieva affirme : « Staline a tué sa femme. » Une troisième déclare : « Le camarade Staline touche beaucoup d'argent, il nous trompe en disant qu'il touche 200 roubles<sup>7</sup>. » Le secrétaire du Comité exécutif central, sis au Kremlin, Abel Enoukidzé, chargé d'assurer la garde et la sécurité des habitants du Kremlin, n'a accordé aucune importance à ces propos de femmes de ménage.

Staline, averti, décide de s'en servir pour fabriquer une affaire au long cours.

Le NKVD embarque ensuite les sept femmes bibliothécaires du Kremlin, ainsi que la téléphoniste. Le 14 février, Staline limoge Peterson, le commandant du Kremlin, véritable chef de la garde armée, ancien responsable de la garde de Trotsky, en poste depuis avril 1920, puis expulse du Kremlin le Comité exécutif central et ses filiales qui recevaient chaque jour de nombreux visiteurs. Le 27 février 1935, la bibliothécaire Moukhanova, noble d'origine, affirme que sa voisine de bureau, Nina Rosenfeld, l'ancienne femme du frère cadet de Léon Kamenev, Nicolas, dessinateur, lui a déclaré : « Il faut tuer Staline. » Le dessinateur, arrêté, craque vite et charge son aîné, dont, dit-il, « l'attitude hostile à l'égard de Staline a contribué à la formation de ses opinions et intentions contre-révolutionnaires et terroristes<sup>8</sup> ». Le 3 mars 1935, sur proposition de Staline, le Bureau politique limoge le secrétaire du Comité exécutif central des soviets, Enoukidzé, son ami de jeunesse, accusé d'avoir protégé ces prétendus terroristes et d'avoir été l'amant d'une bonne partie des femmes employées au Kremlin, ce qu'il niera farouchement. Staline présente ce limogeage d'un vieux bolchevik aimable, célibataire endurci, quelque peu grisé par la belle vie, les danseuses, les automobiles, le bon vin géorgien et le champagne, comme une épuration moralisatrice. Il joue au chef sévère mais juste qui frappe le révolutionnaire parvenu en dépit des sentiments personnels. Maria Svanidzé s'extasie dans son journal intime : « Après le démantèlement du Comité exécutif central et le châtiment bien mérité d'Abel, je crois fermement que nous allons vers un grand avenir lumineux : ce nid de trahisons, d'actes arbitraires et de saletés légalisées me faisait peur. Maintenant il fait plus clair, toute la saleté sera balayée<sup>9</sup>. » Cette illusion lui vaudra la mort.

Le 21 mars, le Bureau politique accuse, dans une résolution, le personnel d'avoir répandu des « calomnies contre-révolutionnaires contre les dirigeants du Parti et du gouvernement, et en particulier le camarade Staline, afin de les discréditer ». L'enquête a amené le NKVD à découvrir, au cœur du Kremlin, un ensemble de « groupes contre-révolutionnaires » qui voulaient organiser des attentats « contre les dirigeants du pouvoir soviétique et du Parti, et au premier chef contre le camarade Staline<sup>10</sup> », ainsi désigné comme la cible principale. Le NKVD

utilise les bibliothécaires, femmes de ménage et standardistes pour frapper plus haut. Il arrête l'intendant du Kremlin, le vieux communiste Ivan Loukianov, et ses trois adjoints.

Iejov, qui mène l'enquête, informe régulièrement Staline de ses développements. Au Comité central des 5-7 juin 1935, qui exclut Enoukidzé « pour dégénérescence politique et morale », il annonce la découverte dans l'appareil du Comité exécutif central de cinq groupes terroristes qui préparaient un attentat contre Staline, dont un groupe dit de jeunes trotskystes, dans lequel le NKVD fait figurer Serge Sedov, le fils de Trotsky resté en URSS, étranger à la politique. Les membres du personnel et les opposants sont accusés de s'être unis dans un « bloc contre-révolutionnaire de gardes blancs, d'espions, de trotskystes et de racailles kamenievo-zinoviévistes. Tous ces ennemis du peuple, aigris, jetés par-dessus bord de la révolution, se sont unis dans le seul but d'anéantir par tous les moyens le camarade Staline <sup>11</sup> ».

Ces étranges groupes terroristes installés au cœur du Kremlin, dont ils assurent le fonctionnement, ne font rien, mais ont besoin de conseillers militaires et d'explosifs. Le NKVD arrête un chef de la Direction des services de renseignements de l'Armée Rouge, qui « avoue » : il s'est allié aux trotskystes pour organiser en URSS la contre-révolution, et il a demandé au secrétaire de l'intendant du Kremlin les armes nécessaires à ces sombres projets.

Zinoviev, sorti un moment de sa prison, témoigne à charge contre son vieil ami Kamenev. Staline prend un plaisir particulier à dresser l'un contre l'autre ses deux anciens alliés inséparables. Zinoviev raconte que Kamenev lui a confié : « Le marxisme, aujourd'hui, c'est ce qui plaît à Staline. » S'il refuse d'affirmer que Kamenev avait l'intention d'attenter à la vie de Staline, il « n'exclut pas que les déclarations venimeuses et les manifestations de haine de Kamenev à l'encontre de Staline aient pu être utilisées à des fins contre-révolutionnaires directes <sup>12</sup> ». Il ne restera plus au NKVD qu'à découvrir de semblables déclarations venimeuses de Zinoviev lui-même à l'encontre du Chef pour retourner cette accusation contre lui.

En février 1935, au congrès des « fermiers de choc », Staline applaudit un certain Trofime Lyssenko, dont les traits du visage sont comme taillés à coups de serpe et qui dénonce, dans un même mouvement, les koulaks et les saboteurs hostiles à ses

méthodes, en clamant : « Un ennemi de classe est toujours un ennemi, qu'il soit ou non savant. » Cette conclusion arrache à Staline un cri : « Bravo, camarade Lyssenko, bravo <sup>13</sup> ! » L'année suivante, Lyssenko annoncera : « Les gènes n'existent pas, c'est un mythe inventé par les idéalistes <sup>14</sup>. » Son ignorance est phénoménale, ses résultats nuls, mais peu importe à Staline ; Lyssenko réduit la science à la politique et, sous un verbiage prolétarien, justifie sa subordination totale à l'appareil du Parti. C'est un bon cadre.

Ce « professeur aux pieds nus », ainsi qu'on le désigne bientôt, fils de paysans, qui a commencé l'école à l'âge de 13 ans, s'est approprié les travaux du biologiste Zaïtsev, l'inventeur de la vernalisation – procédé qui vise à accélérer la germination des semences en les humidifiant à des températures très basses, pour parvenir à semer des blés d'hiver au printemps. Lyssenko se présente comme le père de la découverte et la met en pratique sans l'avoir sérieusement expérimentée. Cette application hâtive n'aboutit qu'à faire pourrir des tonnes de grain. Mais l'échec n'entrave nullement sa carrière. Au congrès de février 1935, il vitupère les paysans qui refusent la vernalisation et dénonce les koulaks et les saboteurs qui leur conseillent de ne pas humidifier les semences sous peine de les faire pourrir ! Et il hurle : « Sur le front de la vernalisation, ne s'agit-il pas toujours de lutte de classes <sup>15</sup> ? » Staline, charmé, propulse cet amateur qui annonce inlassablement des transformations miraculeuses de plantes toujours ratées. Indifférent à ces échecs, il applaudit à l'attitude politique de Lyssenko, non à ses compétences. Si Lyssenko n'arrive à rien d'ailleurs, c'est parce que ses adversaires, au service de la bourgeoisie, sabotent ses projets.

Du mécontentement verbal à l'attentat, il n'y a qu'un pas. C'est l'idée que Staline veut imposer. Il fait désormais systématiquement de l'attentat une pièce centrale des accusations proférées contre tous ceux dont il veut se débarrasser ; il craint aussi que sa dictature ne suscite la tentation terroriste dans la jeunesse. Le culte des populistes, qui ont assassiné un tsar et plusieurs chefs de la police, lui paraît dangereux. Le 25 février 1935, son nouveau favori, Jdanov, cite en privé la remarque de Staline : « Si nous formons nos gens par l'étude des populistes, nous allons former des terroristes <sup>16</sup>. » Il faut en finir avec l'exaltation des assassins des dignitaires tsaristes. Jdanov, dans la *Pravda* du

19 juin 1935, déplore que «notre jeunesse connaisse Jeliabov, les Ryssakov, Perovskaia [les assassins d'Alexandre II] mieux que les glorieux militants d'avant-garde et les héros formés par la classe ouvrière et le parti bolchevik», etc. Le 26 juin, Staline ferme, bien entendu «à sa propre demande», la Société des anciens bagnards et déportés politiques, accusée d'être un foyer de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks et de propager les idées terroristes des populistes ; sa maison d'édition est liquidée et la parution de sa revue mensuelle, *Le Bagne et la déportation*, supprimée.

La défiance à l'égard des «populistes-terroristes» s'étend à l'activité des bolcheviks avant la révolution. Jdanov cite une deuxième remarque de Staline : «Du point de vue de l'histoire du Parti, la période d'avant 1917 relève de la préhistoire<sup>17</sup>», donc elle présente peu d'intérêt. Centrer l'étude sur elle au détriment de la période de liquidation des oppositions et du règne de Staline, précise Jdanov deux mois plus tard, ne peut qu'affaiblir l'armement idéologique et entraver «le démasquage des ennemis du peuple». Le 26 mai, Staline dissout la Société des vieux bolcheviks, dont les mérites avant la révolution ne pèsent rien au regard des fautes des – nombreux – opposants, même éphémères. La dénonciation des populistes, héros d'avant-hier, et des vieux bolcheviks, héros d'hier, annonce la liquidation de la «vieille garde», dont le premier procès de Moscou, en août 1936, donnera le signal public. Iaroslavski pourra ainsi écrire en 1939 : «Les ennemis du Parti et du pouvoir soviétique se sont nourris aux sources théoriques et aux décisions tactiques du populisme [...]. Ils ont emprunté à l'arsenal du populisme ses moyens et procédés de lutte, l'utilisation de la terreur individuelle à des fins de restauration contre-révolutionnaires [...]. Ils ont préparé l'assassinat du chef du prolétariat et de l'ami des travailleurs, Staline<sup>18</sup>.»

Staline n'omet aucun détail. Lors du banquet rituel donné le 4 mai 1935 en l'honneur de la promotion 35 des académies militaires, il porte un toast à Boukharine : «Tout le monde l'aime ici [...]. Et gare à quiconque se risquera à remuer le passé!» Les invités lèvent leur verre, et applaudissent à tout rompre. Staline mesure ainsi la popularité de Boukharine, qui ne devine rien de la manœuvre, pas plus que les assistants. La veuve de Boukharine constatera : «Tout était chez Staline calculé, chaque pas, que dis-je, chaque centimètre<sup>19</sup>.»



Le 4 mai 1935, devant les jeunes cadres de l'Armée rouge, Staline se dégage de la «lejevchtchina» dans un discours où il dénonce le désintérêt des cadres du Parti pour les hommes et leur existence, en évoquant, une fois n'est pas coutume, un souvenir de son exil en Sibérie. Au printemps, treize gars partirent ramasser des débris d'arbres dans le fleuve en crue. Ils revinrent le soir au village à douze, et lorsqu'on leur demanda : «Où est le treizième?», ils répondirent avec indifférence : «Le treizième? Il est resté là-bas.» À une question de Staline ils répondent, avec la même indifférence : «Il a dû se noyer!» Comme l'un d'eux s'esquive pour donner à boire à sa jument, Staline leur reproche de ménager plus leur bétail que les gens et s'attire une réponse unanime : «Et pourquoi ménager les gens? On peut toujours en faire, des gens! Mais une jument... Essaie donc de me faire une jument!» Staline étend cette manifestation de l'indifférence paysanne au Parti lui-même : «Il me semble que l'attitude indifférente de certains de nos dirigeants à l'égard des gens, des cadres, et leur incapacité à apprécier les gens sont une survivance de cette étrange attitude des gens pour les gens manifestée dans cet épisode qui s'est déroulé dans la lointaine Sibérie<sup>20</sup>.» Avec ce récit qui se conclut par l'affirmation restée célèbre que les «cadres décident de tout», Staline fait d'une pierre trois coups : il rappelle qu'il a été une victime de l'oppression et de la répression, il se différencie des dirigeants indifférents aux problèmes du peuple, mais souligne que l'insouciance à l'égard de la vie humaine vient de ce peuple même, et plus précisément de ces paysans qu'il vient de décimer... Comment s'apitoyer sur eux et sur ces dirigeants sans cœur frappés au cours des purges? Ils ne l'auront pas volé...

Staline prépare un tour de vis au Goulag. Le 26 janvier 1935, Iagoda, dans un télégramme adressé à tous les camps, les assimile à des «établissements de bienfaisance» d'où on s'évade aisément. Le mot est de Staline. Le Goulag accueille alors en masse les victimes des purges, de la terreur politique et d'une législation pénale à la sévérité croissante, dictée, rédigée, contrôlée ou visée par Staline. Il a créé en novembre 1934 des «conférences spéciales» ou «troïkas» près le NKVD, investies du pouvoir de déporter sans jugement toute personne jugée «socialement dangereuse». Plus brutal encore, un arrêté du 7 avril 1935 étend la peine de mort aux mineurs à partir de 12 ans. Le Goulag

accueil en masse paysans, ouvriers, employés, adolescents, toutes victimes impuissantes du chaos de la vie quotidienne, de la désorganisation du travail, du désordre bureaucratique, de la faim.

L'assassinat de Kirov est suivi d'une redistribution des rôles dans la direction, de la promotion de nouveaux venus et d'un remaniement des fonctions des vieux compagnons de Staline, dont l'un, Valerian Kouibychev, membre du Bureau politique depuis 1927, disparaît en ce début d'année, le 25 janvier 1935, à l'âge de 47 ans. Son ivrognerie dépassait la moyenne bureaucratique et son cœur était assez fragile ; il semblait surtout éprouver bien des réticences à propos de la politique de Staline. En 1938, au troisième procès de Moscou, les trois médecins inculpés seront accusés de l'avoir empoisonné.

Le 27 février 1935, le Bureau politique adopte une résolution rédigée de la main de Poskrebychev, dictée et signée par Staline. Elle déconcentre et disperse les responsabilités dans le Secrétariat du Comité central et affaiblit ainsi l'influence des proches et vieux compagnons du Guide : Kaganovitch perd sa place de premier suppléant de Staline ; Iejov empiète sur les pouvoirs d'Andreiev ; Jdanov, nouveau secrétaire du Parti à Leningrad, contraint de passer dix jours par mois à Moscou, occupe au Secrétariat une place centrale que Kirov refusait d'occuper.

Raskolnikov, stalinien fidèle déjà rongé d'inquiétudes, entreprend, cette année-là, un portrait psychologique de Staline, qu'il laisse inachevé, comme s'il avait craint d'aller jusqu'au bout de sa réflexion. Il souligne son ascétisme et son indifférence à l'égard de la nourriture, du luxe et des biens matériels en général. « Il est méfiant et soupçonneux. [...] il accorde une foi illimitée à tout ce qui peut compromettre quelqu'un, ce qui renforce ainsi sa méfiance naturelle [...]. Il est exceptionnellement rusé. [...] Nul ne peut rivaliser avec Staline dans l'art de "rouler" les autres. Il est perfide, fourbe et vindicatif. » Mais « sa caractéristique psychologique fondamentale, celle qui lui a donné une supériorité décisive, c'est une force de volonté inhabituelle, surhumaine. Il sait toujours ce qu'il veut et il cherche à atteindre son but pas à pas, avec un esprit méthodique inébranlable et implacable [...]. Sa force de volonté écrase, anéantit l'individualité de ceux qui tombent sous son influence [...]. Staline n'a pas besoin de conseillers, seulement d'exécutants. C'est pourquoi il exige de

ses proches collaborateurs une soumission, une obéissance, une docilité totales, une discipline sans faille et servile<sup>21</sup> ».

Malgré toutes ces qualités, il est bien peu à l'aise en politique étrangère, dont il ne connaît ni les tenants ni les aboutissants. Il tente à nouveau de se rapprocher d'Hitler. Le 28 janvier 1935, Molotov déclare au VII<sup>e</sup> congrès des soviets : « Nous n'avons pas d'autre désir que d'avoir plus tard aussi de bonnes relations avec l'Allemagne. » Au début de 1935, le conseiller de l'ambassade soviétique à Berlin, Bessonov, et l'attaché commercial David Kandelaki effectuent de discrets sondages auprès des nazis. Kandelaki rencontre Schacht en février 1935. Constatant la froideur d'Hitler, Staline met une sourdine à la dénonciation du traité de Versailles, qui servait de pont avec l'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, délaisse le langage ultrarévolutionnaire de la période antérieure, se tourne vers les démocraties occidentales et pousse les partis communistes à former des fronts populaires. Il s'emploie néanmoins à ne pas couper les ponts avec l'Allemagne nazie. Pour rassurer à la fois Berlin, qui dénonce le bolchevisme et ses rêves de révolution mondiale, et les démocraties occidentales, il se fait poser, le 1<sup>er</sup> mars 1935, par le journaliste américain Roy Howard, la question : « Qu'en est-il de vos plans et de vos intentions de révolution mondiale ? » Et Staline se récrie : « Nous n'avons jamais eu de pareils plans et de pareilles intentions [...]. C'est le fruit d'un malentendu [...] un malentendu comique, ou plutôt tragi-comique<sup>22</sup>. » Quelques jours plus tard, Toukhatchevski rédige un article dénonçant les plans de guerre d'Hitler. Staline le relit, le corrige, en modère le ton et en modifie le titre, d'où il supprime le nom d'Hitler, et qui devient « Les plans de guerre de l'Allemagne nazie » dans la *Pravda* du 31 mars.

Deux mois après, le 2 mai, Pierre Laval, président du Conseil français, se rend à Moscou pour signer un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Sur la photo rituelle, les deux hommes assis côte à côte ont l'air cousins avec leurs dents et leurs doigts jaunis, leur teint terreux, leurs yeux à demi bridés et, semble-t-il, leur rire épais. Le correspondant de *Paris-Soir* rapporte un dialogue édifiant entre ces deux roués, aussi riches de ruses que pauvres en scrupules : « Je ne suis pas un diplomate », affirme Staline. « Moi non plus », rétorque Laval. « J'ai l'intention de vous parler en toute franchise », reprend le Secrétaire général.

«C'est pour cela que je suis venu<sup>23</sup>» réplique le député d'Aubervilliers. Staline appuie la politique militaire de Laval, le retour au service de deux ans, le renforcement de l'armée française. De retour à Paris, Laval annonce ce soutien qui prend à contre-pied le Parti et les jeunes communistes engagés dans la dénonciation antimilitariste des «gueules de vache». Staline n'a pas jugé utile de les prévenir ; leur rôle est d'appliquer la volte-face de Moscou.

L'obéissance aveugle est le propre du bon cadre ; la réflexion individuelle est la marque du futur trotskyste et saboteur.

Staline ne renonce pas pour autant à ses gestes en direction d'Hitler. Lors d'un déjeuner à la villa de Molotov, fin novembre, le maître de maison déclare à Raskolnikov : «Notre ennemi principal, c'est l'Angleterre<sup>24</sup>!» À la fin de l'année, l'ambassadeur Souritz est mandaté pour rencontrer le ministre des Affaires étrangères nazi, von Neurath. Le 3 décembre, Litvinov informe Staline que les résultats sont décevants. Pourtant, le 10 janvier 1936, Molotov revient à la charge dans un discours public : «Le gouvernement soviétique désirerait établir avec l'Allemagne de meilleures relations que les relations actuelles.» L'écho à Berlin est nul.

Dans l'arène internationale, Staline affiche encore un air de politicien provincial qu'illustre l'histoire racontée par Mikoïan à son interprète Berejkov. Au début de l'été 1935, Mikoïan doit partir aux États-Unis négocier un achat de matériel. Staline, désireux de prendre contact avec Franklin D. Roosevelt, lui présente un Américain, Cohen, membre lointain de la famille de Paulina Jemtchoujina, et lui chuchote : «Ce Cohen est un capitaliste. Lorsque tu seras en Amérique, prends rendez-vous avec lui. Il nous aidera à établir un dialogue politique avec Roosevelt.» Arrivé à Washington, Mikoïan s'aperçoit que le «capitaliste» Cohen, simple petit propriétaire d'une demi-douzaine de stations d'essence, n'a pas ses entrées à la Maison-Blanche. Peu après, Henry Ford lui propose de le présenter à Roosevelt. Mikoïan fait demander des instructions à Moscou par l'ambassadeur soviétique. Il ne reçoit aucune réponse et ne bouge pas. Berejkov s'étonne : pourquoi n'avoir pas saisi l'occasion ? «Vous connaissez mal Staline, lui répond Mikoïan. Il m'avait ordonné d'agir par l'intermédiaire de Cohen. Si, sans son accord, j'avais utilisé les services de Ford, il aurait dit : "Ainsi ce Mikoïan veut être plus malin que nous, il s'est lancé dans la grande politique." Il ne

me l'aurait jamais pardonné. Il se serait obligatoirement souvenu un jour ou l'autre de cet épisode et l'aurait utilisé contre moi<sup>25</sup>. » En esquivant cette jalousie, Mikoïan justifiait à l'avance la phrase qui courra plus tard sur lui : « Il est allé d'un Ilitch [Lénine] à l'autre [Brejnev] sans infarctus ni arrêt cardiaque. »

Deux mois plus tard, le 28 juin 1935, Staline reçoit Romain Rolland et lui parle d'abord de l'assassinat de Kirov et de la répression ultérieure, que l'écrivain approuve chaudement (« Vous avez eu raison d'écraser énergiquement les membres du complot dont Kirov a été la victime »). Il évoque ensuite le « complot des bibliothécaires » et le décret d'avril 1935, qui étend l'application des diverses peines prévues par la loi (dont la loi des Cinq Épis du 7 août 1932), et donc de la peine de mort, aux enfants de plus de 12 ans. L'humaniste pacifiste s'en inquiète. Staline le rassure. Le décret d'avril 1935 « a une signification purement pédagogique ». Qui vise-t-il ? Staline oublie les petits paysans affamés qui volent quelques pommes de terre et invoque, évoque ou invente des hooligans qui poussent les fillettes à se prostituer, tentent de tuer ou de débaucher les travailleuses de choc et les bons élèves qu'ils terrorisent, poignent ou jettent dans des puits. Romain Rolland, ému, s'étonne : « Pourquoi ne publiez-vous pas ces faits ? Alors les raisons de la publication de ce décret seraient claires ! » Pourquoi ? Mais c'est évident ! « Pou- vons-nous dire que nous l'avons édicté pour des raisons pédago- giques, pour prévenir les crimes, pour effrayer les jeunes criminels ? » (« Non, bien sûr », opine l'auteur de *Jean-Chris- tophe*.) « Il serait dès lors inefficace, mais nous n'avons jamais appliqué et nous espérons ne jamais en appliquer les décisions les plus extrêmes » (c'est-à-dire la peine de mort). Pur mensonge. Staline revient ensuite sur le meurtre de Kirov et affirme cyni- quement : « Les cent individus que nous avons fusillés n'avaient pas, du point de vue juridique, de lien direct avec les meurtriers de Kirov. » Mais ils avaient été envoyés de l'étranger pour com- mettre des attentats. D'ailleurs, ils ont demandé eux-mêmes la mort. Ils ont déclaré au procès (imaginaire, ces « gardes blancs » ayant été fusillés sans jugement) : « Nous voulions et nous vou- lions anéantir les leaders soviétiques, nous n'avons rien à vous dire, fusillez-nous si vous ne voulez pas que nous vous anéantis- sions. » Donc, « pour prévenir ce forfait », les autorités ont fusillé ces candidats volontaires au poteau d'exécution.

Staline joue ensuite la comédie du modéré, poussé à frapper malgré lui : « Nous voudrions bien ne pas appliquer le châtiment suprême aux criminels, mais, par malheur, tout cela ne dépend pas de nous [...] et alors que nos amis en Europe occidentale nous recommandent le maximum de douceur avec nos ennemis, nos amis en URSS exigent la fermeté, ils exigent par exemple que l'on fusille Zinoviev et Kamenev, qui sont les inspirateurs du meurtre de Kirov. » Ainsi, en juin 1935, Staline avait déjà décidé d'abattre ses deux anciens alliés, et présentait ce dessein comme une exigence populaire s'imposant à lui. Il passe ensuite aux femmes « terroristes » du Kremlin, chargées de ranger les bibliothèques des dirigeants. « Ces débris des classes hier dirigeantes et aujourd'hui écrasées, de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers [...] se promenaient avec du poison, dans l'intention d'empoisonner certains de nos camarades responsables. Bien sûr nous les avons arrêtées, nous n'avons pas l'intention de les fusiller. Nous allons les isoler<sup>26</sup>. » Des bibliothécaires déambulant avec du poison qu'elles n'administrent jamais à personne, rien de tout cela n'étonne Romain Rolland, que Staline charge de transmettre sa bonne parole aux intellectuels français démocrates. Ce qu'il fera.

Le 27 juillet, le collège militaire de la Cour suprême juge à huis clos trente accusés de ce « complot du Kremlin », dont Léon Kamenev. La mécanique des procès grince encore : 14 accusés rétifs ne se reconnaissent coupables de rien, 10 se reconnaissent seulement coupables d'avoir entendu et écouté des déclarations « antisoviétiques » ou « calomnieuses » proférées par d'autres. Seuls 6 accusés, dont le frère de Kamenev, avouent avoir nourri « des intentions terroristes ». Ils sont tous déclarés coupables. Kamenev écope de 10 ans de prison, les autres de 2 à 10 ans, sauf le secrétaire et l'intendant, condamnés à mort et fusillés sur-le-champ. Cet événement marque une étape décisive vers les procès de Moscou. Staline a réussi en effet à arracher à Kamenev l'aveu qu'il est moralement et politiquement responsable du terrorisme : « Peut-être dans les cerveaux altérés des inculpés telle ou telle expression de mon mécontentement a pu prendre des dimensions fantastiques, monstrueuses, explique-t-il. Si quelque part, ajoutait-il, est né un groupe contre-révolutionnaire qui aurait établi des plans de meurtre de Staline [...] je devrais dire : "Oui, je suis coupable et je dois en porter la responsabilité." »<sup>27</sup> Ce demi-aveu est arraché à un homme manifestement brisé. Cette seconde condam-

nation de Léon Kamenev et l'avalanche des procès en six mois annoncent une nouvelle extension de la répression que Staline camoufle. Le 4 mai, il a proclamé : « De tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif, ce sont les hommes, les cadres [...]. Dans les conditions actuelles, les cadres décident de tout. » Il faudrait, donc, semble-t-il, les protéger et les encourager. Mais la phrase a un sens caché. Si les cadres décident de tout, leur sélection est essentielle. Les mauvais doivent être éliminés.

En même temps, Staline prend des mesures d'apaisement pour dissocier les victimes de la purge en cours de celles de répressions antérieures, lesquelles bénéficient alors de quelques concessions et d'améliorations de leur sort. En juillet 1935, un décret blanchit le casier judiciaire des kolkhoziens condamnés à moins de cinq ans de réclusion et qui, depuis lors, « travaillent honnêtement et consciencieusement dans les kolkhozes ». En août 1935, un décret ordonne la libération massive et la radiation du casier judiciaire des peines des fonctionnaires condamnés en 1932, 1933 et 1934 pour diverses infractions économiques. Un décret de janvier 1936 sur la vérification des condamnations pour atteintes à la propriété sociale aboutit au réexamen de 115 000 affaires, à la révision de plus de 91 000 condamnations et à la libération de 37 425 condamnés. Cet assouplissement s'étend à la politique économique : une loi de mars 1935 permet ainsi l'élargissement des lopins individuels, qui, en 1937, en raison de l'indifférence profonde du kolkhozien à l'égard de son travail servile au kolkhoze, assureront plus de la moitié de la récolte de pommes de terre, de légumes et de fruits du pays, et plus des deux tiers de sa production de lait et de viande.

Staline méprise le Comintern, à ses yeux simple instrument de financement et de contrôle des partis communistes étrangers. Bien que membre de son présidium depuis avril 1931, il n'assiste pas à son septième et dernier congrès, tenu à Moscou du 25 juillet au 25 août 1935. Il l'a préparé avec Dimitrov, qui en assume la direction publique. Il fait désigner deux hommes du NKVD à ses organismes dirigeants : Trilisser, alias Moskvine, élu au présidium, et surtout Iejov, élu au Comité exécutif, avec Jdanov, Staline, Manouïlski et Trilisser. Ce demi-illettré, jamais sorti de l'URSS, ne balbutie ni ne lit aucune langue étrangère et parle à peine le russe, mais est un spécialiste de l'épuration. Sa

promotion annonce et prépare, au sein du Comintern et de ses partis, le prolongement de l'épuration engagée dans le parti soviétique depuis 1932, sous sa direction.

Le congrès s'ouvre par un hommage à Staline déclamé par Palmiro Togliatti, qui adresse un «salut ardent au chef bien-aimé du prolétariat international et de tous les opprimés» et annonce l'adoption d'une politique de Front populaire antifasciste (alliance des partis communiste, socialiste et républicain, équivalent du parti radical en France). Conséquence immédiate : les gauchistes Knorine, Piatnitski et Bela Kun, qui avaient montré une ardeur particulière dans la chasse aux sociaux-fascistes que conseillait Staline, sont écartés des organes dirigeants. Tito croit apercevoir Staline à deux reprises, à demi dissimulé derrière une colonne. Il se trompe. Staline est déjà parti en vacances...

Cet été 1935 est celui des ennuis familiaux. En 1934, Jacob a quitté sa première femme, à qui il a laissé un fils, et s'en est retourné à Moscou. Au cours de l'été 1935, il revient un jour en voiture en compagnie d'une ancienne chanteuse de cabaret à Odessa tout juste divorcée de son premier mariage, Ioulia Meltser, son aînée d'un an. Si l'on en croit Vladimir Alliluïev, qui rapporte des potins de famille, c'est elle en réalité qui l'a poussé au mariage ; elle s'est présentée un soir à sa porte, une valise à la main, et s'est installée chez lui. Staline désapprouve l'union : une ancienne chanteuse de cabaret, juive par-dessus le marché, c'est trop pour lui. Le mariage est néanmoins enregistré et célébré le 11 décembre 1935. Quelques mois plus tard, une ancienne maîtresse de Jacob, Olga Mikhailina, met au monde un petit garçon, qu'elle déclare sous le nom du père, Djougachvili, et que Staline ne verra jamais. Jacob verse chaque mois à la maîtresse abandonnée une pension alimentaire pour le petit Evgueni, qui deviendra le plus fidèle défenseur de la mémoire politique de son grand-père invisible : aux élections législatives de décembre 1999, devenu colonel de réserve, il sera un pilier de la liste «Un bloc stalinien pour l'URSS».

Fin juillet, comme à l'accoutumée, Staline est donc parti se reposer à Sotchi. À la fin d'août, il renvoie ses deux enfants à Moscou pour la rentrée scolaire du 1<sup>er</sup> septembre, et confie au chef de sa garde personnelle, le général Vlassik, personnage obtus porté sur la boisson, le soin de contrôler leur travail. Un rapport de l'adjoint de Vlassik à son chef, en date du 22 sep-



tembre, fait un portrait contrasté des deux élèves : Svetlana travaille bien, Vassili mal. Il refuse un jour de faire de la chimie, puis de la géographie, s’amuse à écrire sur son cahier avec des encres diverses (noire, bleue, rouge), ce qui est interdit à l’école, oublie de prendre son cahier ou son stylo et refuse d’écrire avec celui d’un autre. Un jour, n’ayant pas fait ses devoirs, il refuse d’aller à l’école en prétextant un mal de gorge, mais n’accepte pas de montrer sa gorge à un médecin. Après les cours, à 15 heures, il joue chaque jour au football, jusqu’à 18 ou 19 heures, rentre à la maison fatigué et rechigne à faire ses devoirs. Capricieux, il est aussi anxieux et instable. Un jour, il écrit sur son cahier : « Vassili Staline, né en mars 1921, mort en 1935<sup>28</sup>. »

Le 17 octobre, Staline vient voir quelques heures sa mère à Tiflis – pour la troisième fois depuis 1917. La *Pravda* du 20 chante l’événement : « La mère de Staline, Kéké [...] nous raconte les minutes inoubliables : “Vous me demandez quelle joie j’ai ressentie ? Mais le monde entier se réjouit en regardant mon fils et notre pays. Moi, sa mère, que devrais-je donc ressentir ? [...] C’est un fils exemplaire [...] Je souhaite à tout le monde d’avoir un fils pareil.” » Le récit oral de la rencontre qui circule dans le pays est moins idyllique. Staline aurait demandé à sa mère :

« Pourquoi est-ce que tu me battais si fort ?

– Pour que tu deviennes bon comme tu l’es devenu. Et qu’est-ce que tu vas faire maintenant ?

– Tu te rappelles le tsar ? Eh bien je suis une sorte de tsar.

– Tu aurais mieux fait de devenir prêtre. »

Cette simple paysanne, née serve, qui ne se rendit à Moscou qu’une seule fois en vingt ans, garda jusqu’à sa mort la nostalgie de ce rêve inassouvi. Staline lui-même répéta autour de lui cette dernière réplique, où se reflétait le gouffre séparant son destin programmé de celui qu’il s’était forgé. Selon Svetlana, « le mépris de sa mère pour sa réussite immédiate, pour sa gloire sur terre, pour toutes ces vanités, le ravissait<sup>29</sup> ». Le récit lyrique de cette visite efface le décor : la mère du Guide vivait dans une chambre obscure et basse du palais de la ville, meublée d’un lit de fer avec une paille, d’un paravent, d’une table, de quelques chaises. Lorsqu’en 1930 elle reçut le journaliste américain Knickerbocker, elle s’excusa de n’avoir ni thé ni café à lui offrir.

C'était un signe non de dénuement, mais de solitude. Les apparatchiks n'avaient à gagner que des ennuis en s'intéressant à la mère du Secrétaire général. Au cours des années précédentes, Staline était venu passer de longues semaines de vacances à Sotchi ou à Tskhaltoubou, à 300 ou 400 kilomètres de Tiflis, sans trouver un moment pour voir sa mère qui s'en était discrètement plainte en 1930 à Knickerbocker. « Il vient souvent en Géorgie, mais il va rarement plus loin que Sotchi sur la côte. Je crois qu'il y est maintenant. Sosso est venu me voir une fois en 1921 et une fois il y a trois ans<sup>30</sup>. » Ses visites à sa mère sont rares et ses lettres sèches, car il n'a rien à lui dire. Un abîme sépare l'univers maternel du sien. Sa fille Svetlana, le seul être qu'il ait aimé après la mort de Catherine Svanidzé, le lui reproche : « Il était aussi mauvais fils que mauvais père et mauvais époux, aussi peu prévenant dans un cas que dans l'autre. Tout son être était consacré à la lutte politique, et les étrangers avaient pour lui plus d'importance que ses intimes<sup>31</sup> », s'ils servaient ses buts.

La visite d'octobre 1935 ne procède pas d'un élan filial. Liée aux préparatifs de la Grande Terreur, elle remplit un objectif précis. Le reportage de la *Pravda* du 20 octobre présente le Secrétaire général sous le masque débonnaire d'un bon fils qui suscite l'attendrissement de sa vieille mère, et cela le sert évidemment. Il multipliera d'ailleurs les évocations sentimentales au fur et à mesure que la Terreur s'amplifiera. En 1937, il se fera ainsi photographier en compagnie de petits enfants sur l'aérodrome de Touchino.

À la fiction d'un Kirov « fidèle second » abattu (à répétition) par les « ennemis du peuple », trotskystes-zinoviévistes et droitiers, Staline ajoute celle de l'ouvrier modèle qui pulvérise les records de production comme un champion sportif. Dans la nuit du 30 au 31 août 1935, le mineur Stakhanov extrait 102 tonnes de charbon en un peu moins de 6 heures, alors que la norme est de 7 tonnes.

D'autres mineurs font mieux dans les jours qui suivent. Le 13 septembre, un certain Artioukhov extrait 311 tonnes. Quelques jours après, Stakhanov met tout le monde au pas en extrayant 324 tonnes. Il se promènera ensuite de conférence en conférence et adhérera au Parti, avant de sombrer, oublié de tous, dans l'alcool. On n'apprendra que cinquante ans plus tard qu'il avait été secrètement assisté de deux aides. Le mouvement sta-

khanoviste, qui pousse chacun à se dépasser, élève les normes de production et récompense ses champions de primes et privilèges divers, est né. Quiconque rechignera à cette émulation constante (au premier chef, les ingénieurs et techniciens) sera dénoncé comme saboteur.

Il manque le pendant intellectuel au personnage de l'ouvrier exemplaire. Staline le trouve ou plutôt le fabrique en novembre 1935. Le 24 de ce mois, l'ancienne compagne de Maïakovski, Lili Brik, sur le conseil du vice-président du Guépéou, Agranov, se plaint dans une lettre à Staline du mépris dans lequel est tenu l'œuvre de Maïakovski, mort cinq ans plus tôt. Staline réagit aussitôt à cette demande attendue en transmettant la lettre de Lili Brik à Nicolas Iejov, accompagnée d'un commentaire impérieux : « Maïakovski a été et reste le meilleur, le plus talentueux poète de notre époque soviétique. L'indifférence à l'égard de son souvenir est un crime<sup>32</sup>. » Qui dit crime dit NKVD, d'où l'appel à Iejov. Staline l'invite à mobiliser Mekhlis, rédacteur en chef de la *Pravda* : « Si mon aide est nécessaire, je suis prêt », ajoute-t-il. Confier à un policier inculte et à demi illettré la promotion de Maïakovski montre bien qu'il ne s'agit pas d'une question littéraire. Selon le mot de Pasternak, Staline va promouvoir Maïakovski comme jadis Catherine II imposa la culture des pommes de terre. Maïakovski a l'avantage énorme d'être mort, silencieux à jamais, et donc de pouvoir être utilisé sans risque, sous réserve de coupures éventuelles.

Staline peaufine en même temps son propre culte. Cette même année, il confie à Beria la tâche d'écrire une histoire du bolchevisme dans le Caucase qui le mettrait enfin au premier plan, dès sa naissance. Jusqu'alors, les révisions de l'histoire étaient effectuées par des professionnels de la plume, historiens ou publicistes. Pour la première fois, Staline mobilise à cette fin un simple policier. C'est une indication claire : désormais l'histoire relève de la police. Mais il faut bien écrire ; l'inculte Beria se décharge de l'entreprise sur un publiciste, Bedia, dont il contrôle minutieusement le travail et qu'il fera fusiller deux ans plus tard, une fois son œuvre achevée, pour la plus grande gloire du Secrétaire général.

Beria participe pour la seconde fois au repas donné pour l'anniversaire de Staline, le 21 décembre 1935. Après le dîner, le grassouillet Jdanov empoigne son accordéon et, malgré quelques

fausses notes (« l'accordéon s'est abîmé plusieurs fois », note Maria Svanidzé !), la compagnie chante à tue-tête des chansons abkhazes, ukrainiennes, des chansons d'étudiants et à boire. Postychev prend Molotov par la taille et se lance avec lui dans une danse endiablée. Staline rit à gorge déployée. Puis on passe dans le vaste bureau. Staline branche son gramophone. Les danses russes se mêlent au fox-trot. Les danseurs invitent Staline à se joindre à eux. Il refuse : « Depuis la mort de Nadia, je ne danse plus. » Mais c'est lui qui met le disque, toujours le même, et le même que l'année précédente... « Sa nature est marquée par la constance<sup>33</sup> », note Maria Svanidzé... La fête dure ainsi jusqu'à quatre heures du matin.

Cette gaieté familiale dissimule aux invités, qui n'ont pas participé au Comité central réuni quelques jours plus tôt, l'annonce de la nouvelle saignée décidée par Staline. Après avoir dressé le bilan des exclusions massives permises par le contrôle des cartes, le Comité central a, par une résolution spéciale, désigné une nouvelle liste d'adhérents à chasser de ses rangs : « Les espions des services de renseignements étrangers, qui se sont glissés dans le Parti communiste russe en prenant l'aspect d'émigrés politiques et de membres des partis communistes frères. » La menace de l'arrestation, du camp et de l'exécution pèse désormais sur les milliers d'émigrés politiques, communistes et parfois socialistes, d'une trentaine de pays du monde, inconscients du sort qui les attend. Six mois à peine après le septième et dernier congrès d'une Internationale condamnée à mort par le « socialisme » national, Staline organise la chasse aux communistes étrangers, systématiquement accusés d'espionnage<sup>34</sup>. C'est le revers de l'épuration sanglante qu'il déchaîne contre son parti, dont la vie a été, depuis 1919, liée à celle l'Internationale. Il est décidé à noyer dans le sang cette tradition internationaliste.

En même temps Staline semble vouloir faire un geste vers les « éléments socialement étrangers » en répondant à un fils de koulak contrit : « Le fils ne répond pas des actes de son père<sup>35</sup>. »

Dans son bureau, depuis quelques mois, lejov achève la rédaction d'un ouvrage qui doit le hisser du rang d'enquêteur privilégié de Staline à celui d'exécutant suprême de la politique répressive : *Du fractionnisme à la contre-révolution ouverte*. Rien ne correspond mieux aux désirs de Staline en cette fin d'année.

## CHAPITRE XXI

### Le maelström

Le 20 janvier 1936, Staline assiste, dans la loge gouvernementale, à la première de l'opéra de Chostakovitch : *Lady Macbeth de Mzensk*. Au troisième acte, il se lève brusquement et quitte la loge. Le lendemain, la *Pravda* dénonce violemment la musique de Chostakovitch. Les goûts musicaux de Staline, qui adore pousser la chansonnette, étaient assez primitifs, mais la musique n'a rien à voir à l'affaire. L'opéra met en scène un mari tyrannique, brutal et grossier, empoisonné par sa femme. L'assassinat réussi d'un despote, même domestique, lui a été intolérable, même si l'allusion est involontaire. L'est-elle d'ailleurs ? Staline ne peut y voir qu'un encouragement à se débarrasser des tyrans.

La campagne de « reprise des cartes du Parti » se traduit, ce mois-là, par une vague massive d'exclusions et d'arrestations que Staline tente de camoufler. Un incident imprévu lui en fournit un moyen, qu'il perfectionnera au fil des ans. À la fin du mois, une délégation des travailleurs d'avant-garde de la République bouriate-mongole arrive à Moscou conduite par le deuxième secrétaire du comité régional, Ardan Markyzov, dont la femme, étudiante en médecine, et la petite fille, Engelsina, âgée de 8 ans, vivent dans la capitale. L'enfant insiste pour accompagner son père au Kremlin afin d'offrir des fleurs à Staline et à Vorochilov. À un moment, lassée par les discours, la fillette s'avance vers la tribune, son bouquet à la main, s'approche de

Staline qui se tourne vers elle, la prend dans ses bras et l'installe sur la tribune. La fillette tend son bouquet à Staline en disant : « C'est de la part des enfants de Bouriatie-Mongolie<sup>1</sup>. » Les appareils photos crépitent. Un tonnerre d'applaudissements éclate. Le lendemain, la photographie d'un Staline souriant, tenant dans ses bras la fillette avec son bouquet, symbole de l'enfance heureuse et de l'humanisme paternel du meilleur ami des enfants, fait le tour du monde. Le sculpteur Lavrov en façonne une énorme sculpture qui décore la station de métro Semenovskaïa (alors appelée Stalinskaïa). Trotsky voit dans cet étalage attendrissant l'annonce de sinistres lendemains.

Engelsina vérifiera la justesse de cette intuition à ses dépens. Sa photo continuera, certes, à orner les magazines et les revues des partis communistes du monde entier. C'est d'ailleurs celle que la rédaction de la *Vie Ouvrière*, le journal de la CGT, choisira de publier en première page de son numéro du 11 mars 1953 pour annoncer : « Staline bienfaiteur de l'humanité est mort ». Mais le père d'Engelsina, accusé d'être un espion japonais, sera arrêté en décembre 1937. Elle écrira alors, avec l'aide de sa mère, une lettre à Staline, qui répondra en faisant ou en laissant arrêter la mère. Mais Staline prépare alors, en sous-main, une opération plus complexe.

À la fin de février, il envoie à Paris Boukharine flanqué de deux fidèles staliniens, le pédant et morne Adoratski, directeur de l'institut Marx-Engels-Lénine, et le littérateur Arossev, vieil ami de Molotov, pour négocier avec les sociaux-démocrates allemands et les mencheviks Dan et Nicolaïevski l'achat des archives de Marx et d'Engels, que les premiers ont rapportées d'Allemagne en 1933. L'opération échouera pour une différence dérisoire entre le prix demandé par les Allemands et celui proposé par Staline. Pour l'occasion, ce dernier a fait couper à Boukharine un costume sur mesure par un tailleur de métier, et lorsque, fin mars, sa jeune femme, Anna Larina, enceinte de huit mois, demande à le rejoindre à Paris, Staline déroge aux règles policières n'autorisant que très exceptionnellement un couple (surtout celui d'un ancien dirigeant disgracié) à quitter ensemble le paradis soviétique et lui fait attribuer un visa.

À Paris l'ambassade soviétique refuse étrangement de loger les trois envoyés, qui, échappant ainsi à sa surveillance, s'installent à l'hôtel Lutétia, où se déroulent les rencontres. Boukharine,

inconscient du piège qui lui est tendu, rencontre le social-démocrate autrichien Otto Bauer, le Secrétaire général de la II<sup>e</sup> Internationale, Friedrich Adler, le théoricien social-démocrate allemand Rudolf Hilferding, Boris Nicolaïevski, dont le frère, vivant à Moscou, est marié à la sœur de Rykov, le dirigeant menchevik Fiodor Dan, membre du Comité exécutif de l'Internationale socialiste. Staline est d'ordinaire absent lorsque Boukharine l'appelle au Kremlin pour recevoir ses instructions, que lui transmet Poskrebychev. Boukharine prononce à la Sorbonne une conférence dont Malraux a revu le texte français. En trois mois, il a rencontré une pléiade d'«ennemis de l'URSS» que recense le NKVD. Sa femme affirmera : «Il ne voyait son salut que dans Staline<sup>2</sup>», qui joue avec lui.

Cette opération accompagne une nouvelle tentative de rapprochement avec l'Allemagne nazie. Le 23 mars 1935, Staline affirmait à Antony Eden, le ministre des Affaires étrangères britannique, sa volonté d'entretenir des relations amicales avec l'Allemagne. Le 29 avril 1936, l'Allemagne et l'URSS signent un accord commercial. Staline essaie d'aller plus loin, mais les ouvriers français et espagnols se mettent, sans le savoir, en travers de cette tentative : en juin, la grève générale déferle en effet sur la France ; en juillet, le soulèvement populaire répond à l'insurrection fasciste en Espagne et la met en échec. Bien que Moscou se garde, trois mois durant, d'intervenir dans ce pays, Staline et Hitler paraissent se retrouver dans deux camps opposés par une lutte à mort.

L'essai, encore manqué, de rapprochement avec Hitler est lié aux tensions intérieures qui fragilisent le régime. Pour financer le plan quinquennal, Staline invente en effet l'«emprunt volontaire obligatoire», dont le Bureau politique a fixé le montant, exorbitant, à trois semaines de salaire. Des agitateurs se répandent par les usines, les sovkhozes et les kolkhozes pour contraindre les travailleurs à souscrire à l'emprunt et sont fraîchement accueillis. Au Comité de Moscou, un agitateur se plaint qu'un ouvrier, dont la famille meurt de faim à la campagne, l'a accusé de venir les «piller» et a refusé de verser. Kaganovitch le rabroue : «Fous-leur deux bons coups de poing, ils comprendront.» Un militant proteste. Kaganovitch lui rétorque : «Le camarade Staline a dit que c'était là un moyen correct. Les fascistes nous tapent dessus, et nous alors, quoi ? On va leur cares-

ser la tête ? Le pays a besoin d'argent et le plan de l'emprunt doit être réalisé par tous les moyens<sup>3</sup>. » L'ouvrier qui proteste contre le racket auquel l'appareil le soumet est donc un fasciste. Le terrorisme verbal contre l'ennemi du peuple déguisé, le trotskyste masqué, le fasciste dissimulé, prépare la terreur physique.

La tentative de rapprochement avec Hitler et la pression accrue sur la classe ouvrière exigent une nouvelle vague de répression et la liquidation dans le Parti de toute ombre d'opposition, fût-elle passée. De janvier à la fin avril, le NKVD arrête 508 trotskystes anciens et actuels, accusés d'activité contre-révolutionnaire et terroriste, à Moscou, Leningrad, Kiev, Gorki, Minsk. Le 25 mars, Iagoda propose à Staline d'arrêter tous les trotskystes exilés et de les déporter dans les camps les plus lointains du Goulag (Vorkouta, Kolyma), d'y envoyer pour cinq ans tous les exclus du Parti pour trotskysme et de fusiller les trotskystes convaincus d'activité terroriste. Staline envoie la lettre à Vychinski qui approuve toutes ces propositions, puis la contre-signe. Le 31 mars, une circulaire de Iagoda aux directions locales du NKVD leur demande de démasquer et de liquider complètement « toutes les forces trotskystes, leurs liaisons et leurs centres organisationnels, et de dévoiler, démasquer et réprimer tous les trotskystes à double face<sup>4</sup> », c'est-à-dire tous les opposants repentis réintégrés dans le Parti que Staline accuse d'avoir conservé leurs opinions, ce qui est souvent vrai, et d'agir clandestinement, ce qui est faux. Staline demande à Iagoda et à Vychinski, ce même jour, de rédiger une résolution reprenant l'essence de cette circulaire, qui sera soumise au Bureau politique le 20 mai.

Staline prépare aussi la répression contre ses propres partisans, qui – ils ne s'en doutent pas – va les frapper, eux aussi. À la mi-mars se tient le X<sup>e</sup> congrès des Jeunesses communistes. La veille de l'ouverture, Staline fait arrêter Paul Naneichvili, le secrétaire du comité régional du Parti de Kopylo en Biélorussie, accusé de préparer un attentat contre lui. C'est le beau-frère du Secrétaire général des Jeunesses communistes, Alexandre Kossarev. Ce stalinien fanatique, informé de la nouvelle, ne comprend pas qu'il est la cible désignée de cette arrestation et hurle à sa femme en larmes : « Comment ton Paul a-t-il pu faire ça ? C'est un ennemi, il est coupable et toi tu oses encore pleurer sur lui<sup>5</sup> ! » Comment Kossarev pourrait-il se croire visé ? Il est l'un



de ceux à qui, en décembre 1934, Staline a confié l'«enquête» sur le meurtre de Kirov destinée à briser Zinoviev et Kamenev. Fin avril 1935, Staline l'avait chargé, avec son adjoint Tchemodanov, d'une mission de confiance. Il l'avait envoyé clandestinement à Paris pour acheter et gagner à l'alliance militaire franco-soviétique les dirigeants internationalistes des Jeunesses socialistes de la Seine, dirigés par Fred Zeller. Ce «petit gros à l'air rébarbatif», selon Zeller, lui avait alors déclaré : «La révolution ? C'est un mythe, nous n'y croyons plus<sup>6</sup>. » Mais Kossarev avait échoué, au grand désappointement des dirigeants du Parti communiste français présents. Fred Zeller et ses amis furent ensuite exclus de la SFIO et passèrent au trotskysme. L'échec déplut à Staline, qui prépara son élimination pendant plus de deux ans.

Le 17 avril, le NKVD arrête l'un des anciens dirigeants de l'opposition trotskyste, et l'un des rares amis personnels de Trotsky, Mouralov. Jusqu'alors intraitable, en décembre 1935 et janvier 1936, dans deux lettres à Staline restées sans réponse, Mouralov a déclaré abandonner ses opinions trotskystes et demandé sa réintégration dans le Parti. Friand cinq ans plus tôt de semblables déclarations qui affaiblissaient l'Opposition, Staline n'en veut plus désormais, car il suspecte leurs auteurs de ne capituler que par calcul ; la réintégration d'anciens opposants connus suggérerait, en outre, que l'opposition n'est pas un crime. L'instruction n'arrivera à briser Mouralov qu'en décembre, trop tard pour le premier procès.

Jusqu'alors, Staline voulait mater l'appareil du Parti. Il s'attache désormais à le briser pour en édifier un nouveau. Le Bureau politique est transformé en simple machine d'enregistrement de motions «votées» par consultation écrite, sans débat. Ainsi la réunion du 20 mai enregistre les décisions adoptées par ce moyen expéditif, du 21 au 29 avril et du 3 au 19 mai, soit tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés (le 1<sup>er</sup> mai, quand même...). Le 20 mai, le Bureau politique adopte aussi un certain nombre de décisions en suivant la même procédure : il lève le blâme infligé trois ans plus tôt, en juin 1933, à Anastase Mikoïan, accusé d'avoir effectué un vol en avion sans l'autorisation du Comité central, il ordonne d'arrêter 538 militants trotskystes exilés, de les condamner à cinq ans de camp, d'interner pour une durée identique les membres du Parti jadis exclus pour

trotskysme et vivant dans les quinze plus grandes villes de l'Union, et de fusiller les trotskystes emprisonnés accusés de «terrorisme<sup>7</sup>». Cette directive permettra de liquider comme «trotskystes» tous ceux qui l'avaient été, l'étaient encore, ainsi que tout opposant réel, supposé ou potentiel. À la même époque, Staline fait mettre au point le projet de loi sur l'interdiction de l'avortement («et sur l'élargissement du réseau des jardins d'enfants et crèches»), soumis au Bureau politique du 20 mai, adopté le 27 juin et promulgué deux jours plus tard. Alors que la majorité des citoyens vivent dans des appartements communautaires et que la plupart des paysans occupent des isbas de rondins, il veut doper la natalité pour masquer le déficit béant provoqué par la famine de 1932-1933. Il fait voter un système d'allocations spéciales, que publie la *Pravda* du 26 juin 1936. Les parents ne doivent pas ménager leurs efforts : les allocations intéressantes commencent réellement avec le... septième enfant (2 000 roubles); elles atteignent 5 000 roubles pour le onzième.

À ce Bureau politique du 20 mai, Staline fixe l'ordre du jour du Comité central des 1<sup>er</sup> et 2 juin, où il présentera un rapport sur le projet de nouvelle Constitution de l'URSS, puis sur la moisson et les affaires courantes. Début 1936, il a fait rédiger par une commission, placée sous son contrôle et dans laquelle se trouvent Boukharine et Radek, une nouvelle Constitution de l'URSS, corrigée par ses soins. Alors que la préparation du premier procès de Moscou bat son plein, l'ordre du jour du Comité central n'en dit mot : Staline le laisse dans l'ignorance du procès qu'il prépare dans son dos. Certains de ses membres, comme Rykov, n'y assistent d'ailleurs plus. Sa femme lui reprochant un jour de ne plus se rendre à ses réunions, de rester à l'écart de la vie politique, il lui répond : «Je ne peux pas y aller. Nous ne nous réunissons plus pour régler des affaires mais pour nous battre la coulpe en jurant fidélité à Staline<sup>8</sup>.»

L'arrestation à la mi-mai d'un personnage peu connu, Holtzmann, donne une impulsion nouvelle à la préparation du procès. Ce Holtzmann avoue avoir servi d'intermédiaire en 1931 et 1932 entre Trotsky et Ivan Smirnov, l'ancien trotskyste repentí redevenu opposant au début de 1931. Staline apprend alors qu'en 1932 un bloc d'opposants s'était formé, qui peut renaître à tout instant. Il décide de l'écraser préventivement en le dénonçant comme une entreprise terroriste et d'espionnage qui aurait trans-

mis des renseignements à la Gestapo en Allemagne. Même Iagoda est surpris par l'ampleur inattendue de la machination, au point de noter sur des aveux extorqués par la torture, l'intimidation ou les fausses promesses : « Pas vrai », « mensonge » « foutaises », « du vent », « impossible<sup>9</sup> ». Le chef du NKVD scelle ainsi son propre sort.

Staline confie alors la direction des opérations à Iejov, qui convoque dans sa datcha le chef-adjoint du NKVD, Agranov, pour une réunion que ce dernier qualifie lui-même de « conspiratrice », c'est-à-dire organisée à l'insu de Iagoda et du Bureau politique. Il lui transmet, dit-il, « les indications de Staline sur les fautes commises par l'instruction dans l'affaire du centre trotskyste », et il lui ordonne « de prendre les mesures permettant de découvrir le centre trotskyste [...] et le rôle personnel de Trotsky dans cette affaire<sup>10</sup> ». Iejov dira au Comité central de février-mars 1937 : apprenant que Moltchanov, adjoint de Iagoda, refusait de croire aux liens des terroristes et de Trotsky avec la Gestapo, « Staline sentit que quelque chose clochait dans cette affaire ; il me confia sa prise en charge et me fit nommer [...] pour contrôler l'instruction<sup>11</sup> ». Que les dirigeants du NKVD eux-mêmes traînent les pieds pour monter le procès truqué dont Staline a besoin, souligne que tout le vieil appareil hérité de la révolution, bien que dégénéré et vingt fois purgé, n'est pas fiable. Staline doit donc à la fois briser la résistance sourde d'une partie de la population, décimer de fond en comble le parti qu'il dirige et renouveler totalement son appareil pour mieux se l'asservir.

Le 19 juin 1936, Iagoda et Vychinski remettent à Staline une liste de 82 trotskystes accusés d'appartenir à une organisation antisoviétique terroriste. Mais Staline veut un procès mettant en cause l'action concertée des « zinoviévistes », qui n'existent plus, et des trotskystes, toujours actifs. Il charge Iejov d'en informer les dirigeants du NKVD. À la fin juillet, Iejov envoie à Staline un projet de lettre confidentielle aux organisations du Parti. Staline le corrige et ajoute que n'a pas encore été à ce jour « découvert le rôle des trotskystes dans l'assassinat de Kirov » et que « les zinoviévistes ont mené leur activité terroriste en liaison directe avec Trotsky et les trotskystes<sup>12</sup> ».

Certains accusés, déjà laminés par des arrestations et des procès antérieurs, tels Kamenev et Zinoviev, craquent vite. D'autres résistent, comme Smirnov, qui poursuit une grève de la faim pen-

dant treize jours. Le NKVD recourt à tous les moyens pour les faire céder, coups, menaces contre la famille, etc. Ainsi, le NKVD menace la femme de Smirnov, Safonova, si elle «n'avoue» pas, de la passer à tabac, d'arrêter sa sœur et de déporter ses enfants. Kamenev espère sauver ses trois enfants en «avouant». Un accusé qui ne figure pas au procès, l'ancien Secrétaire général de l'Internationale des Jeunesses communistes, Chatzkine, se plaint dans une lettre à Staline, restée sans réponse, que l'enquêteur lui ait déclaré : «Nous vous forcerons à avouer que vous êtes un terroriste et vous le réfuterez dans l'autre monde<sup>13</sup>», et lui ait présenté un procès-verbal de ses aveux prétendus tapé à la machine en lui déclarant : Ou vous signez ou on vous fusille sans jugement.

Le 18 juillet 1936, en Espagne, les généraux se soulèvent. Le gouvernement républicain, alerté, n'a pris aucune mesure préventive. Les ouvriers et les paysans s'emparent des armes que le gouvernement rechigne à leur donner et font partiellement échec au putsch. Staline se rallie aussitôt à la non-intervention décidée par Londres et Paris, et accompagne ce ralliement d'un clin d'œil appuyé aux franquistes. Le numéro d'août 1936 de la revue du Parti communiste italien en exil, *Lo Stato Operaio*, publie un long appel aux «fascistes de la vieille garde», aux «jeunes fascistes» italiens, aux «Chemises noires», à appliquer ensemble, dans l'unité avec les communistes, «le programme fasciste de 1919», programme «de paix et de liberté» que «le parti communiste fait sien<sup>14</sup>» ! Il dénonce l'artificielle «division entre fascistes et non-fascistes» en Italie... et en Espagne et propose un front populaire en Italie pour mettre en œuvre ce programme fasciste de 1919. Palmiro Togliatti, Secrétaire général du PC italien, membre du Comité exécutif du Comintern, présent à Moscou lors de sa rédaction, est le premier signataire de ce texte, visé, voire inspiré, par Staline. Celui-ci, sous le couvert du Front populaire, développe en effet dans le monde entier cette politique d'Union nationale, dont l'Italie offre une forme caricaturale avortée et l'Espagne une version amputée, la guerre civile rejetant l'essentiel des forces bourgeoises dans le camp franquiste. La révolution espagnole, comme tout mouvement de masses indépendant du Kremlin, déplaît fortement à Staline. À Paris, Thorez propose d'élargir le Front populaire en un Front français. Ce front doit comprendre toute la droite nationaliste, à

l'exception de son ancien rival, actuel agent de Mussolini et futur serviteur de Hitler, Jacques Doriot, président du Parti populaire français (PPF), mais inclut le «néo-socialiste», corporatiste et futur fasciste Marcel Déat, dont le parti est déjà membre du Front populaire.

Staline prépare les procès suivants en endormant certaines des futures victimes. Le 1<sup>er</sup> juillet, il reçoit aimablement Boukharine et, le 10, lui fait accorder un congé par le Bureau politique. Radieux, Boukharine s'envole vers les hauts monts du Pamir, à la frontière de l'Afghanistan, d'où il envoie des lettres à son «cher Koba» pour ressusciter une complicité révolutionnaire depuis longtemps évanouie. Le 26 juillet, Staline fait voter, par simple consultation écrite individuelle des membres du Comité central, l'exclusion de Sokolnikov de ce Comité, dont il est membre suppléant, et du Parti. Il accuse son ancien associé à la rédaction de la *Pravda* en 1917 d'avoir «entretenu des liens étroits avec les groupes terroristes de trotskystes et de zinoviévistes <sup>15</sup>». Le NKVD l'arrête ce même jour.

La procédure de la consultation écrite individuelle ligote les membres du Comité central en interdisant tout échange et toute discussion. Chacun, craignant d'être le seul à ne pas les avaliser, est contraint d'approuver ses décisions, dont ils vont, les uns après les autres, devenir les victimes. Staline ne frappe, pour le moment, que d'anciens opposants, mais vise déjà beaucoup plus loin. C'est alors, en effet, que Iejov prétend «sentir que dans l'appareil on fricote quelque chose avec Trotsky. Cela apparaissait avec la plus grande des clartés au camarade Staline qui posa directement la question qu'on sentait là la main de Trotsky et qu'il fallait le prendre la main dans le sac <sup>16</sup>».

Le 7 août, Vychinski soumet à Staline son projet d'acte d'accusation et une liste de douze accusés. Staline le corrige et supprime dans les dépositions de trois d'entre eux leurs jugements sur la situation politique dans le pays. Le 10 août, Vychinski lui présente sa seconde version avec deux noms de plus : les deux frères Lourié, communistes juifs allemands. Staline le retravaille et ajoute encore deux nouveaux accusés, le zinoviéviste Evdokimov, membre du Secrétariat du Comité central en 1926, et l'ancien trotskyste Ter-Vaganian. Ce même jour, Iejov reçoit de Kiev des accusations dirigées contre Piatakov, le vice-commissaire à l'Industrie lourde, soupçonné de diriger le centre trotskyste

ukrainien. Iejov en informe Staline par lettre. Parti en vacances à Sotchi le 11, il a confié le soin de suivre l'affaire à Kaganovitch. Piatakov s'était proposé comme accusateur public au procès qui va s'ouvrir; ce zèle intempestif, loin de le sauver, a sans doute convaincu Staline qu'il avait quelque chose à cacher. Le 17 août, le NKVD arrête Léonid Serebriakov, ancien secrétaire du Comité central en 1919-1920, qui sera jugé en février 1937. Ainsi la charrette du second procès s'emplit avant même l'ouverture du premier.

L'opposition, dans les rangs ouvriers comme dans le Parti, n'a pas été éradiquée malgré l'ampleur de l'épuration et de la répression. La vision traditionnelle d'une URSS stalinienne, alors entièrement muselée par la Terreur, n'est que l'envers de la propagande officielle : la peur généralisée y remplace l'adhésion universelle, toutes deux mythologiques. Au début de 1936, le directeur de l'usine Kaganovitch à Voronej est exclu du Parti pour activité imaginaire en liaison avec les trotskystes. Les ouvriers refusent alors de voter l'exclusion de sa femme Maria, accusée de manque de vigilance. Le responsable n'y parvient que grâce à une ruse grossière, mais efficace : « Qui est contre les décisions du comité de ville du Parti<sup>17</sup> ? » Personne n'ose alors lever la main. À des lieues de là, à Zaporojie, un militant proteste auprès de la commission de Contrôle contre « l'omnipotence de l'appareil » et contre « l'incroyable étouffement stalinien de la vie interne du Parti ». Le chef de la section des cadres de l'usine Engels et le directeur de l'usine de construction mécanique dénoncent le culte de Staline, tandis qu'un ouvrier, membre du comité exécutif du soviet, affirme dans une assemblée de jeunes communistes : « La liberté de parole, la liberté de la presse n'existent chez nous que sur le papier. » À la conférence des cheminots de la région, un ouvrier raille le rapport de Staline au Congrès des soviets en ricanant : « Si je savais mentir aussi bien et de façon aussi cohérente, je ne sais pas jusqu'où je serais monté<sup>18</sup>. »

Le poète Naoum Korjavine, qui vit alors à Kiev, récuse la vision d'une société paralysée par la peur permanente du mouchardage. En 1936, il a 16 ans. Partisan du régime, mais en proie à des « soupçons sur la trahison de la révolution par Staline et sur la liquidation des authentiques révolutionnaires », il ressent amèrement « le remplacement de la révolution mondiale par un

étrange patriotisme soviétique» et par un «antifascisme d'État». Beaucoup de ses contemporains ont, dit-il, parfois «pressenti quelque chose à propos des procès ou sur le fait que Staline ruinait et usurpait la révolution», mais en même temps : «Ce pouvoir avait un crédit colossal, presque dans toutes les couches de la société. Même les enfants de dékoulakisés prenaient parfois leur sort comme une offense à leur dévouement à la révolution<sup>19</sup>.» Attachés au régime qu'ils considèrent comme le continuateur de la révolution d'Octobre, ils peuvent être hostiles au gouvernement sans pour autant remettre en cause l'État soviétique. Cette double réalité explique l'ampleur de la répression et le fait que le régime survit malgré tout à la désorganisation qu'elle engendre.

C'est pourquoi la répression est à la fois massive, brutale et à moitié clandestine. Les arrestations se font en général la nuit, et l'interpellé, si d'aventure il croise un voisin dans l'escalier, ne doit rien dire ni faire qui puisse révéler sa situation pourtant évidente. De la même façon, sauf lorsque les procès sont publics, ce qui est très rare, les proches des condamnés à mort ne sont pas informés de la sanction, rituellement transformée en «dix ans de détention sans droit de correspondance», dont les intéressés n'apprendront le sens sinistre qu'après la mort de Staline et de longues années de vaine attente. La sauvagerie de la répression dans les camps s'explique aussi par ce souci de discrétion. Le Goulag n'est pas un univers clos ; les déportés fréquentent des travailleurs libres et, chaque année, un quart à un cinquième d'entre eux sont libérés à l'expiration de leur peine. Staline ne peut donc tolérer qu'on y résiste : l'exemple pourrait être contagieux. C'est ainsi qu'il fait massivement transférer les trotskystes, les opposants les plus nombreux, les plus déterminés, les mieux organisés, à Vorkouta et à Kolyma. En août, trois convois arrivent à Vorkouta, et les insolents déportés exigent une affectation à des tâches correspondant à leur qualification, l'attribution d'une «ration politique» spéciale, leur logement collectif dans des baraquements distincts ! Staline ne saurait supporter longtemps ces exigences d'opposants qui n'ont pas désarmé.

Le premier procès de Moscou s'ouvre le 19 août : la foudre s'abat sur Boukharine en vacances au Pamir, et sur Trotsky, réfugié en Norvège. Elle frappe notamment onze anciens dirigeants du Parti, dont Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, Mratchkovski,

flanqués de cinq anciens militants du Parti communiste allemand, émigrés en URSS, dont trois sont juifs (les deux frères Lourié et Olberg) comme les deux principaux accusés, Zinoviev et Kamenev, et trois autres : Reingoltz, Holtzmann et Pikel. La moitié des accusés et la majorité des communistes allemands sont juifs. C'est un clin d'œil appuyé à Hitler : il n'y a pas qu'à Berlin qu'on traque les communistes juifs.

L'acte d'accusation affirme que les seize inculpés ont constitué un « centre trotskyste-zinoviéviste », assassiné Kirov, « prémédité » des attentats contre Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Kossior et Postychev, et travaillé avec la Gestapo. Staline, le régisseur invisible et lointain de ce spectacle macabre, parle par la voix glapissante du procureur Vychinski. Il fait dire à Zinoviev : « Le trotskysme est une variété du fascisme<sup>20</sup>. » Les seize « avouent ». À Weksal, en déchiffrant, le dictionnaire norvégien-russe à la main, les comptes rendus du procès, Trotsky a le sentiment de suivre un débat dans un asile d'aliénés. Vychinski traite les accusés de « roquets, misérables pygmées, chiens enragés », et requiert la mort contre « ces aventuriers qui ont essayé de piétiner de leurs pieds boueux les fleurs les plus odorantes de notre jardin socialiste<sup>21</sup> ». Quelques jours avant le procès, Staline a rétabli le droit de grâce, supprimé le 1<sup>er</sup> décembre 1934, pour mieux le refuser aux condamnés. La sœur de Lénine, Maria, et sa veuve, Kroupskaïa, intercèdent en leur faveur auprès de Staline, qui les chasse en hurlant : « Savez-vous qui vous défendez ? Vous défendez des assassins<sup>22</sup> ! » Les deux femmes, terrorisées, vacillantes, ressortent soutenues par deux gardes. Les condamnés sont exécutés dans l'heure qui suit le verdict. La *Pravda* commente le 25 août : « Depuis que c'est fait, on respire mieux. » Est-ce alors que Staline souligne, dans une *Histoire de la Russie*, la phrase de Gengis Khan : « La mort des vaincus est indispensable aux conquérants » ? Il n'a pas daté cette remarque...

Ce procès, reposant sur les seuls aveux des accusés, truffé d'invéraisemblances et de faux patents, prépare ouvertement les prochains. Staline a fait citer comme complices par les accusés eux-mêmes : Boukharine, Rykov, Tomski, Radek, Toukhatchevski contre qui, dès le 21 août, le parquet annonce l'ouverture d'une enquête. Tomski l'apprend le lendemain, en ouvrant la *Pravda*. Il se tire une balle dans la bouche, sans doute pour éviter



l'humiliation des aveux truqués. La terreur stalinienne a tellement miné ses victimes que, apprenant la mort de son vieil ami, Rykov murmure devant sa femme et sa fille : « Le crétin. Il nous a entachés<sup>23</sup>. »

Boukharine prend le premier avion pour Moscou et se rue chez Staline. La garde lui répond : « Iossif Vissarionovitch est à Sotchi<sup>24</sup>. » N'ayant pas compris que Kamenev a prononcé son nom sur ordre de Staline, il écrit, le 27 août, une longue lettre hystérique aux membres du Bureau politique, dans laquelle il démontre son innocence, crache sur la « canaille Kamenev<sup>25</sup> », dont il dénonce les mensonges, et demande à être enrôlé comme simple soldat dans l'armée pour la guerre qui s'annonce. Quatre jours plus tard, il se traîne aux genoux de Vorochilov : « Je suis terriblement content qu'on ait fusillé ces chiens<sup>26</sup>. » Vorochilov l'envoie promener. Boukharine lui adresse alors une seconde lettre. Vorochilov transmet copie des deux textes et de sa réponse laconique à Staline, qui le félicite. « Si Sergo [Ordjonikidzé] avait aussi bien rivé son clou à Lominadzé qui lui avait envoyé des lettres encore plus diffamatoires contre le Comité central, Lominadzé serait encore en vie et peut-être en serait-il sorti un homme<sup>27</sup>. » Boukharine, planté dans son bureau près du téléphone, attend en vain l'appel de son bienfaiteur. Informé à Sotchi de tout ce qui se passe au Kremlin, Staline doit savourer ce supplice du silence.

La référence critique à son vieil ami Ordjonikidzé n'est pas fortuite. Profitant du repos de Staline à Sotchi, le commissaire à l'Industrie lourde tente de se mettre en travers du déchaînement de la répression. Il fait adopter par le Bureau politique du 31 août une décision concernant deux directeurs d'usines dépendant de son ministère, Tabakov et Vesnik, exclus du Parti pour liaison avec les trotskystes. Il fait ensuite réviser leur affaire par Iejov, puis part en congé. Staline décide alors de tordre le cou à Ordjonikidzé avant de liquider les inoffensifs « droitiers ». Le 10 septembre, le parquet annonce que l'instruction concernant Boukharine et Rykov est suspendue, ce qui leur redonne l'espoir, vain, d'une véritable enquête. Ce jour-là, en revanche, Piatakov, l'adjoint d'Ordjonikidzé, est exclu du Comité central par consultation écrite individuelle de ses membres et arrêté le lendemain soir. Ordjonikidzé, en vacances à Kislovodsk, comprend tout de suite ce que signifie l'arrestation de l'homme qu'il a si longtemps

protégé ; il descend quelques jours plus tard voir Staline à Sotchi. On ignore ce qu'ils se disent, mais le résultat est brutal.

Le procès de Moscou et la campagne hystérique qui l'a suivi n'ont pas atténué le mécontentement de la population, que les discussions publiques organisées sur le projet de Constitution révèlent. Un rapport du NKVD de Voronej, du 14 octobre 1936, relève des déclarations éclairantes de gens du peuple : « Zinoviev et Kamenev étaient respectés dans le peuple ; en cas de vote secret on les aurait élus au gouvernement, et c'est pour ne pas risquer cela que le pouvoir les a fusillés. Maintenant, les élections seront à bulletin secret et nous pourrons voter pour des gens à nous et pas pour les communistes. L'écrasante majorité de la population ne votera pas pour les communistes et le pouvoir changera. » Une paysanne demande que l'on change l'article « Qui ne travaille pas ne mange pas » par « Qui travaille doit manger ». Un autre regrette « qu'on ait fusillé les zinoviévistes. En cas de nouvelles élections on aurait voté pour eux ». Par « zinoviévistes », les paysans entendent les opposants en général. Des kolkhoziens exigent la suppression des livraisons obligatoires de pain, de viande et de lait au gouvernement<sup>28</sup>. Un étudiant affirme : « Chez nous, en URSS, il n'y a pas et il n'y aura pas de démocratie, tout se fait et se fera comme le dictateur Staline l'impose. On ne nous donnera ni la liberté de parler ni la liberté de la presse<sup>29</sup>. »

Staline, déjà insatisfait des lacunes, à ses yeux suspectes, du premier procès, recensées et dénoncées par le fils de Trotsky, Sedov, s'attache à supprimer toute forme de résistance, même molle, lors de la purge géante qu'il prépare déjà. Il veut se soumettre totalement le NKVD, se débarrasser d'un Iagoda usé, qui en sait trop et renâcle vaguement. Au début du mois, Iagoda a pourtant manifesté son zèle en adressant à Staline le procès-verbal de l'interrogatoire de deux anciens partisans de Boukharine. Les deux hommes y dénoncent « l'activité terroriste de l'organisation contre-révolutionnaire des droitiers »... à laquelle Staline bientôt intégrera Iagoda lui-même. Car ce zèle ne sauve pas le policier en chef. Le 25 septembre 1936, de Sotchi, Staline et Jdanov télégraphient au Bureau politique : « Nous estimons absolument nécessaire et urgent que le camarade Iejov soit désigné au poste de commissaire du peuple à l'Intérieur. Iagoda ne s'est manifestement pas montré à la hauteur de sa

tâche pour démasquer le bloc trotskyste-zinoviéviste. Le Guépéou a quatre ans de retard dans cette affaire<sup>30</sup>. » Ces quatre années renvoient à 1932, lorsque d'anciens opposants repentis avaient repris leurs activités antistaliniennes, constitué des groupes, clandestins par nécessité, et tenté de s'unir face au Secrétaire général. Ce sont aussi les quatre années consacrées par Staline à la préparation politique d'une épuration massive et sanglante dont il avait alors ressenti la nécessité sans en prévoir l'urgence. Le choix comme cosignataire de Jdanov, cet homme nouveau, étranger à la génération de la révolution, confirme le sens de l'opération.

Le lendemain, le Bureau politique remplace Iagoda, nommé commissaire à la Poste, par Iejov. Boukharine s'en réjouit, car il voit en lui «un homme honnête et sincèrement dévoué au Parti [et qui] bien que peu cultivé, avait une bonne nature et la conscience pure<sup>31</sup> ». Iejov, avec son apparence timide, son sourire puéril, sa voix rauque et voilée, ses mains modestement nouées derrière son dos, tel un bon élève, sa taille d'adolescent (1,54 m) avait une mine plus rassurante que ce Iagoda au visage de renard. Mais, prêt à faire tout ce que Staline lui demanderait, il ne se posait et ne poserait pas de questions. Staline appréciait sa soumission servile, sa docilité de chien et sa ponctualité. Iagoda avait parfois grogné ; Iejov, lui, serait le rabatteur parfait. Kaganovitch commente ainsi sa nomination dans une lettre à Ordjonikidzé du 30 septembre : «C'est une décision sage, remarquable, de notre géniteur [*sic* !]<sup>32</sup> » Staline... L'avertissement à Ordjonikidzé est clair : c'est une décision personnelle de celui à qui ils doivent tous leur carrière. Pas question de renâcler.

Staline peut agir ainsi dans l'ombre d'un homme qui n'est que sa projection caricaturale. Iejov expliquera en février 1937 sa promotion en affirmant : «Le bruit courait alors que les trotskystes, les droitiers et les zinoviévistes s'étaient unis pour mener une lutte active commune.» Staline l'a donc nommé pour transformer en complot terroriste, lié aux services secrets étrangers, le bloc des opposants de 1932, démantelé depuis longtemps. Il épure d'emblée l'appareil central du NKVD : sur ses 699 membres au début de novembre 1936, il en arrête 238 – dont 107 sur les 329 de la Sécurité...<sup>33</sup>

Le 29 septembre, Staline fait adopter par le Bureau politique,

par simple consultation écrite une fois de plus, une résolution rédigée par Kaganovitch annonçant un nouveau renforcement de la Terreur, puisqu'elle assimile toute opposition, voire toute opinion vaguement critique, à une activité criminelle : « Jusqu'alors, le Comité central considérait les fripouilles trotsko-zinoviévistes comme le détachement politique et organisationnel d'avant-garde de la bourgeoisie internationale. Les derniers faits montrent que ces individus ont roulé encore plus bas et qu'il faut désormais les considérer comme des agents de renseignements, des espions, des saboteurs et des terroristes au service de la bourgeoisie fasciste en Europe<sup>34</sup>. » Staline lit et annote minutieusement tous les procès-verbaux d'interrogatoires qui lui sont envoyés en urgence à Sotchi. Solkolnikov avouant, par exemple, avoir discuté avec un journaliste anglais, Talbot, Staline voit dans ce dernier un agent de l'Intelligence Service et note : « Sokolnikov a, bien entendu, donné à Talbot des renseignements sur l'URSS, sur le Comité central, sur le Bureau politique, sur le Guépéou, sur tout. Sokolnikov est donc un informateur (agent-espion) des services de renseignements anglais<sup>35</sup>. » Et il adresse ce procès-verbal, annoté de sa main, à tous les membres du Comité central. Le 7 octobre, Lejov adresse à Staline celui de l'interrogatoire de l'ancien secrétaire de Tomski, affirmant que les « droitiers » avaient préparé un attentat contre sa personne lors de la commémoration solennelle de la Révolution, le 6 novembre, au Bolchoï. Entre septembre 1936 et février 1937, Staline reçoit et épiluche ainsi une soixantaine de procès-verbaux d'interrogatoires de « droitiers », débordant d'aveux invraisemblables, qu'il retouche, corrige et enrichit à son gré. Certains d'entre eux résisteront longtemps et tenteront parfois de se suicider. Les gardes desserreront ainsi de justesse le nœud coulant que Rioutine avait passé autour de sa gorge.

Staline plonge les vieux bolcheviks ralliés, encore en liberté, dans une peur panique permanente. En octobre, Rykov reçoit une invitation à une cérémonie au Bolchoï. Prêt à partir, il ne la retrouve pas et s'affole. « Désormais mon absence va être interprétée comme un acte démonstratif, on va en faire une affaire d'État et m'accuser de n'importe quoi<sup>36</sup>. » Sa femme et sa fille retournent tout l'appartement et retrouvent enfin le précieux carton dans une poche. Rykov se sent revivre. Un mois plus tard, apprenant son arrestation, Radek vient demander à Boukharine

de rappeler à Staline ses services passés et de le prier de suivre personnellement son affaire. Boukharine confirmera à Staline l'absence de tout lien entre Radek et Trotsky, mais ajoutera tout de même : « Et en même temps qui sait<sup>37</sup> ? » Le 28 octobre 1936, la *Pravda* publie un article qualifiant Rykov de « larbin des mencheviks » en 1917, et l'accusant d'avoir voulu livrer Lénine au tribunal en juillet 1917 ; un peu plus tard, elle insulte Boukharine. Les deux hommes protestent dans une lettre à Staline, qui ne leur répond pas. Ces hommes voient en lui leur dernier recours, au nom de leur complicité révolutionnaire passée, mais les temps ont changé et cette complicité est précisément leur premier crime.

À la tête du commissariat à l'Industrie lourde depuis six ans, Ordjonikidzé, réagissant en homme d'État, constate que c'est la campagne de Staline contre les saboteurs imaginaires qui sabote réellement l'économie. Directeurs et ingénieurs en chef, dénoncés ou craignant de l'être, ravagés par la peur, affolés des conséquences de la moindre décision, attendent, préparent leur baluchon en vue d'une arrestation prochaine, se suicident parfois, ce qui, aux yeux de Staline, est une protestation contre le Parti, voire un aveu de trahison. Ordjonikidzé, dans les derniers mois de sa vie, essaie de convaincre Staline que les ennemis du peuple ont déjà été arrêtés et qu'il faut laisser les cadres travailler. Le Chef répond sans tarder : à la mi-octobre, alors que le pays célèbre bruyamment le cinquantenaire d'Ordjonikidzé, Beria arrête, en Géorgie, son frère cadet Papoulia. Ordjonikidzé appelle Beria, qui, agissant sur l'ordre direct de Staline, l'envoie poliment promener, au mépris de la hiérarchie. Ordjonikidzé, de retour à Moscou, est victime d'un infarctus.

Face brillante de la répression, le culte de Staline atteint alors des sommets, odeur de sang et d'encens mêlés qui rappelle les holocaustes antiques. Les auteurs des odes les plus modestes expriment leur impuissance à l'exalter. Il est le tout-puissant, le Créateur, l'indicible, et les mots ne sauraient traduire sa grandeur et son génie surhumains. Isaac Deutscher voit dans ce culte la pression idolâtre d'une société paysanne encore primitive. Mais les paysans ont bon dos. Ils vénéraient avant-hier le tsar sans s'encombrer de ces flagorneries hyperboliques et courtisanes fabriquées dans la section d'agitation et de propagande du Comité central, sanctionnées par la cour du Guide, relayées par

les Unions des écrivains et des « créateurs », les cadres du Parti, des journalistes, des poètes et des romanciers...

La cour de Staline essaie de deviner ses pensées les plus secrètes. C'est à qui sera le premier à deviner les intentions du Secrétaire général. Beria est le plus doué pour cet exercice. Staline prend plaisir à troubler ce jeu servile en feignant, de temps à autre, de suggérer aux membres de son entourage de lui donner leur avis personnel. Ainsi, en avril 1936, Piatakov lui demande l'autorisation de faire décoller un nouveau modèle d'aérostat en cas de circonstances météorologiques favorables. Staline transmet la demande, pour avis, à Vorochilov, qui « pense qu'on peut le permettre ». Staline commente : « Je suis contre », sans fournir la moindre raison. Un tyran n'a pas à s'expliquer, car ce serait rendre ses décisions lisibles et accessibles. L'aérostat ne décollera pas.

Le culte est l'avvers de la répression en ce qu'il vise aussi à constituer un facteur de cohésion, un ciment social que le Parti, secoué et décimé de haut en bas, ne peut plus être. Mais ce culte n'a guère d'écho populaire, et ce sont les intellectuels, les journalistes et les cadres qui donnent le ton, tel Mikhaïl Koltsov, rédacteur de la *Pravda* et rédacteur en chef du magazine *Ogoniok* et des hebdomadaires *Crocodile* et *À l'étranger*, auteur de dithyrambes pompeux. Selon son frère, « il croyait sincèrement, profondément, [...] fanatiquement, en la sagesse de Staline ». Après ses rencontres avec « le patron », il lui racontait dans les plus petits détails « sa manière de parler, ses remarques particulières, ses bons mots, ses plaisanteries. Tout lui plaisait en Staline<sup>38</sup> ». Pourtant, Koltsov connaissait son double jeu. Ainsi, il trouva un jour Mekhlis feuilletant un cahier d'aveux arrachés à l'ancien rédacteur en chef des *Izvestia*. Mekhlis ne fournit pas les noms des victimes à Koltsov, qui figurait peut-être sur la liste, mais lui montra la courte instruction que Staline lui avait transmise, à lui et à Iejov : « Lire ensemble et arrêter toutes les canailles citées ici<sup>39</sup>. » L'idée qu'il figurât lui aussi sur la liste effleura le frère de Koltsov, mais la foi de ce dernier en fut à peine ébranlée. Staline signera au cours de ces deux années des centaines de documents de ce type, mais seuls quelques dizaines de dirigeants en auront eu connaissance.

Le culte de la personnalité s'accompagne d'une censure attentive aux moindres associations de phrases malencontreuses

et aux moindres coquilles typographiques. Le 14 novembre 1936, une émission de radio fait dire à un petit pionnier : « Mon plus grand désir est d'aller au Mausolée et de vous y voir, camarade Staline. » Le Glavlit informe Jdanov de cet attentat verbal. Le même mois, il confisque un numéro du *Journal des sov-khozes* qui a superposé les deux mots d'ordre suivants : « Nous devons préserver la vie du camarade Staline, la vie de nos chefs » et « Il faut anéantir toutes les fripouilles pour qu'il n'en reste aucune trace sur la terre soviétique ». Le Glavlit présente comme sabotage délibéré la coquille qui transforme la « petite pluie (*dojd'*) triste » en « petit guide (*vojd'*) triste ». Le *vojd'*, Staline, ne peut être ni triste ni petit. Le correcteur est limogé. Ceux qui transforment Staline en Smaline, Slaline, Sraline et, pis encore, Ssaline, sont jetés en prison.

En Espagne, Staline comprend peu à peu que sa politique de non-intervention, copiée sur Londres et Paris, laisse les mains libres aux révolutionnaires espagnols de tous bords. Le 29 septembre, il change brutalement de tactique – mais non de stratégie – et fait voter par le Bureau politique « une aide de grande envergure » aux républicains, alors que les troupes de Franco arrivent aux portes de Madrid. L'insurrection a suscité un puissant mouvement populaire spontané que sa dynamique pousse au-delà de la simple lutte militaire contre l'insurrection franquiste ; l'État, déchiré par l'insurrection, est en miettes, le parti communiste squelettique, les anarchistes puissants, le parti socialiste marqué par une forte aile gauche, et le POUM, trotskysant, influent dans la Catalogne révolutionnaire. Des communistes se sont même laissés aller à crier : « Vive les soviets en Espagne ! » C'est du gauchisme et de l'aventurisme...

Le 17 octobre, le gouvernement républicain, confronté à l'offensive des armées de Franco vers Carthagène, où les 510 tonnes d'or de la Banque d'Espagne sont stockées, décide de confier celles-ci à l'Union soviétique. Les livraisons d'armes soviétiques à l'Espagne républicaine, payées cash par prélèvement direct sur ce trésor, seront donc à la fois un moyen de contrôler le mouvement populaire et une affaire juteuse, dont l'historien britannique Gerald Howson a dressé le bilan. Alors que le cours du rouble était alors au taux fixe et immuable de 5,3 roubles pour un dollar, Moscou l'a manipulé à sa convenance. Le Kremlin a livré les mitrailleuses Maxim au cours de 2,5 roubles pour un dollar, dou-

blant ainsi la facture ; il a compté le dollar à 3,95 roubles pour les bombardiers et à 3,2 roubles pour les chasseurs, ce qui augmente la facture d'environ 30 % dans le premier cas et 40 % dans le second. Howson estime la surfacturation totale à 700 millions de dollars de l'époque. Les livraisons d'armes, enfin, ont été considérablement gonflées. Moscou affirme avoir livré 1 200 avions, 900 tanks et 2 000 pièces d'artillerie... mais Howson n'a pu comptabiliser que 630 avions, 330 tanks et moins de 1 000 pièces d'artillerie... Enfin, les réductions promises lors de la signature des marchés n'ont pas été portées sur les pièces comptables. L'aide à l'Espagne républicaine a été un véritable racket.

Cette aide permet un contrôle politique, puis une mainmise policière brutale, sur un mouvement qui échappe d'abord au faible Parti communiste espagnol. Or, Staline veut rassurer Londres et Paris, avec qui il veut s'allier face au danger allemand. À cette fin, il leur montrera sa capacité à canaliser le bouillonnement des masses et à leur imposer le respect de la propriété privée, des banques, du Capital et de l'État. Au fond, il se propose de jouer pour eux les compagnies d'assurances face au déferlement incontrôlé des ouvriers et des paysans espagnols qui affole tant la City britannique. C'est ainsi qu'en URSS même il réduit la campagne antifasciste aux slogans généraux d'une rhétorique creuse et aux imprécations que diffusent la presse écrite et la radio. Alors qu'il contrôle le cinéma soviétique, sur 171 films produits de 1936 à 1938, 6 seulement traitent du fascisme. Les spectateurs soviétiques pourraient, en effet, établir de fâcheux parallèles entre les deux partis uniques, les deux dictatures, les deux polices politiques, les deux systèmes de camps, de propagande et de terreur en Allemagne et en URSS. Staline s'opposera un peu plus tard à la diffusion du *Dictateur* de Chaplin sur les écrans soviétiques.

À l'abri de ce tapage antifasciste, Staline continue à sonder Hitler. Souritz rencontre Hermann Göring le 14 décembre 1936. Deux semaines plus tard, Kandelaki est reçu par le ministre allemand de l'Économie, Schacht, qui lui déclare : Moscou doit d'abord « se retirer non seulement d'Espagne, mais aussi de France [Front populaire] et de Tchécoslovaquie "et abandonner" sa politique d'encerclement de l'Allemagne par un anneau d'États à demi soviétisés<sup>40</sup> ». Kandelaki part à Moscou rendre compte et, le 8 janvier 1937, Staline lui dicte une réponse orale :



Moscou, dit-il, n'a jamais renoncé à faire aboutir des négociations politiques avec le gouvernement allemand, et a déjà fait des propositions. Kandelaki doit souligner que l'URSS « ne se refuse pas à des négociations directes » et, si Berlin le désire, est d'accord pour qu'elles restent secrètes<sup>41</sup>. Le 12 janvier 1937, Souritz rencontre Schacht qui lui parle du Comintern et insiste sur le retrait de l'URSS hors d'Espagne. Il enfonce le même clou lors de sa rencontre avec Kandelaki, le 29 janvier 1937. À Moscou, on attend avec impatience la poursuite des contacts. Le 23 février, Kandelaki rencontre le frère cadet de Goering. Mais le 21 mars, Schacht avertit Souritz qu'il ne voit pour le moment « aucune perspective de changement dans leurs relations<sup>42</sup> ». C'est l'échec ; Kandelaki est rappelé à Moscou, nommé vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur, puis arrêté et fusillé. Une semaine après lui, Souritz est rappelé à Moscou. Staline ne pardonne pas l'échec et veut en effacer la trace. Litvinov invite les ambassades soviétiques de Paris et de Prague à mettre à profit cette double révocation pour démontrer la fausseté des bruits sur un rapprochement entre Moscou et Berlin. Afin d'exercer un chantage sur Chamberlain, à qui il veut faire accepter ses plans de conquête en Europe centrale, Hitler lui a suggéré qu'il pouvait tout aussi bien s'entendre avec Staline au lieu de lui faire demain la guerre, comme Londres l'espère. C'est une répétition générale des grandes manœuvres de l'immédiat avant-guerre.

Staline applique sa politique « espagnole » en Chine. Il prône ainsi l'alliance entre les communistes chinois et le Kouomintang de Tchang Kai-shek, c'est-à-dire la subordination des premiers au second, contre les Japonais. La direction du PC chinois, dont Van Min est l'agent direct de Staline, accepte. Aussi le Secrétaire général entre-t-il en fureur quand il apprend, le 14 décembre 1936, que, deux jours plus tôt, un général proche des communistes chinois, Tchang Hsueh-liang, a arrêté Tchang Kai-shek à Sian ! Fou de rage, il appelle Dimitrov au téléphone, lui demande s'il a donné son accord et hurle : « C'est le plus grand service que l'on puisse rendre au Japon. [...] Que fait Van Min près de vous ? Est-ce un provocateur ? Il a demandé qu'on envoie un télégramme pour qu'on tue Tchang Kai-shek<sup>43</sup> », ce qui est faux. Dimitrov bafouille qu'il n'est pas au courant, puis condamne par télégramme l'arrestation de Tchang Kai-shek qu'il qualifie de

menée favorable à l'agression japonaise et nuisible à l'unité du peuple chinois.

C'est une manœuvre à la fois internationale et intérieure que tente Staline en présentant la nouvelle Constitution de l'URSS au VIII<sup>e</sup> congrès des soviets, le 26 novembre 1936. Il parle deux heures et demie, d'une voix lente, parsemée de quintes de toux. Selon l'enthousiaste Maria Svanidzé, « la transmission radio était lamentable... il était même difficile de comprendre le discours », qu'elle trouve pourtant remarquable. « J'en ai bien entendu conclu, ajoute-t-elle, qu'il y avait sabotage de la part des employés des Postes et télécommunications ou que quelqu'un faisait du brouillage. On entendait bien quand les autres parlaient et mal quand c'était Staline<sup>44</sup> », dont la voix rauque et sourde passe mal à la radio. Mais comment admettre cette évidence ?

Staline relance la campagne contre le « sabotage ». En novembre, un procès condamne des trotskystes à Novossibirsk : les dirigeants du combinat chimique de Kemerovo sont accusés de sabotage et arrêtés, ainsi que ceux d'un gros chantier de Nijni Taguil. Ordjonikidzé tente d'entraver cette campagne qui désorganise la production. Lors d'une réunion de cadres de son commissariat, il s'écrie : « Nous avons formé plus de cent mille ingénieurs et autant de techniciens. [...] Quels saboteurs ? Ce ne sont pas des saboteurs, mais de braves gens, nos fils, nos frères, nos camarades qui sont entièrement et totalement pour le pouvoir soviétique<sup>45</sup>. » Il intervient à maintes reprises pour défendre des directeurs d'usines dénoncés dans la presse locale comme trotskystes. Staline ne peut accepter ce sabotage de sa campagne contre le sabotage. Il fait arrêter un second frère d'Ordjonikidzé, Valiko, accusé d'amitié avec des trotskystes. Il est, en fait, coupable d'avoir défendu son frère Papoulia et déclaré aux dirigeants de Tbilissi que, outre son frère, d'autres innocents seraient prochainement libérés. Ordjonikidzé intervient pour Valiko. En vain. Staline creuse en même temps une trappe sous un personnage moins important, mais aussi significatif, Cheboldaïev, secrétaire du Parti du vaste territoire d'Azov et de la mer Noire, ferme stalinien de toujours, mais suspect d'avoir fait partie des opposants cachés du XVII<sup>e</sup> congrès. En novembre, le NKVD arrête comme trotskystes un groupe de ses collaborateurs, dirigeants de Rostov-sur-le-Don. Cheboldaïev est dans la ligne de mire.

Le 5 décembre 1936, le Congrès des soviets adopte la « Constitution stalinienne », proclamée *urbi et orbi* « la plus démocratique du monde ». L'un de ses rédacteurs, Radek, est déjà en prison, un autre, Boukharine, violemment dénoncé au Comité central du 4 au 7 décembre. La nouvelle Constitution instaure le suffrage universel, égal, direct et secret, et garantit les libertés de presse, de réunion, de parole, de manifestation ainsi que la propriété individuelle. Mais son article 126 affirme que « le Parti communiste de l'URSS constitue le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que de l'État ». Avdeienko prononce à ce congrès un discours lyrique d'hommage à Staline, parsemé de rêves grandioses dont aucun ne se réalisera, et reçoit en cadeau une splendide Ford, au volant de laquelle il s'en va parader, par des routes de terre non carrossables, devant ses anciens camarades mineurs du Donbass, ébahis.

卷之四

四

五

六

七

八

九

十

十一

十二

## CHAPITRE XXII

1937

Lorsque s'ouvre l'année 1937, celle de la Grande Terreur, la répression semble se maintenir à un niveau constant. En 1935, le NKVD a arrêté 276 000 personnes, en 1936, 274 000. Mais ces chiffres sont trompeurs en ce qu'ils masquent le déplacement de l'axe de la répression vers le parti dirigeant lui-même et ses anciens opposants réintégrés. Et, par comparaison, ils vont paraître dérisoires en 1937.

La réunion du Comité central du 4 au 7 décembre 1936 est précédée par une manœuvre destinée à déstabiliser Ordjonikidzé. Elle annonce une nouvelle phase de la terreur. Staline communique à tout le Bureau politique la copie des lettres à Ordjonikidzé, sans doute saisies par le NKVD chez son frère, dans lesquelles, sept ans plus tôt, son ami Lominadzé critiquait vivement Staline, sa politique et sa dictature. Une courte note de Staline prétend qu'Ordjonikidzé a remis ces lettres au Comité central, en ce début de décembre 1936, soit sept ans après leur envoi ! Or, «elles montrent, écrit Staline, que Lominadzé, dès 1929, menait déjà le combat contre le Comité central et ses décisions». Plus grave encore, Lominadzé «comptait qu'Ordjonikidzé n'informerait pas le Comité central sur son état d'esprit anti-Parti et sur ses positions. Or, si le Comité central avait eu à cette époque entre ses mains le texte de ces lettres, il n'aurait pas accepté d'envoyer Lominadzé au Caucase<sup>1</sup>». Donc Ordjonikidzé, en dissimulant des lettres anti-Parti, a porté un coup au Parti. Cette accusation réduit

Ordjonikidzé au silence au moment où Staline lance sa première offensive contre Boukharine et Rykov.

L'ordre du jour du Comité central comporte l'examen du texte définitif de la Constitution de l'URSS, officiellement adoptée le lendemain, et d'un rapport de Iejov à propos des « organisations antisoviétiques trotskystes et droitières ».

Le premier point est réglé en moins d'une heure. Quelques participants proposent des amendements mineurs. Staline les rembarre sèchement et ne soumet même pas leurs propositions au vote. Cette formalité réglée, on passe aux choses sérieuses. Iejov, dans un rapport discuté avec Staline, décrit une véritable situation de guerre civile : partout le NKVD a arrêté en masse des « comploteurs trotskystes » (plus de 200 dans la région d'Azov-mer Noire, 300 en Géorgie, 400 à Leningrad), tous dirigés par des cadres du Parti. Le NKVD a découvert en outre un « centre de réserve » du « Centre antisoviétique » démasqué lors du premier procès de Moscou, constitué par Sokolnikov, Piatakov, Radek et Serebriakov, quatre des principaux accusés du prochain grand procès public. Ce centre de réserve a déployé, depuis 1931, « une intense activité de sabotage extrêmement nuisible pour notre économie ». Iejov cite des témoignages d'accusés, de directeurs d'usines, avouant sabotages et espionnage. Staline l'interrompt plusieurs fois. Les trotskystes, dit-il, ont un programme qu'ils dissimulent au peuple : ils veulent restaurer la propriété privée et ouvrir les portes au capitalisme étranger. Iejov affirme qu'ils travaillent avec et pour l'Allemagne, Staline ajoute : avec et pour l'Angleterre, la France, l'Amérique ! Iejov accuse Boukharine et Rykov d'avoir « été au courant de tous les plans terroristes [...] du bloc trotsko-zinoviéviste », mais de n'en avoir rien dit, et conclut : « Nous déracinerons cette saleté trotsko-zinoviéviste et l'anéantirons physiquement<sup>2</sup>. »

L'assistance est pétrifiée. Le procès-verbal ne mentionne pratiquement aucun cri d'encouragement pendant la lecture du rapport de Iejov, si l'on met à part les hurlements de Beria qui braille, à peu près à chaque fois que Iejov prononce les noms de Boukharine et Rykov : « Quel salaud ! Quelle canaille ! Quelle honte ! Les fumiers ! » Boukharine répond qu'il n'a rien de commun « avec ces saboteurs, ces parasites, ces canailles », et ajoute dans un élan fiévreux : « Je ne dis pas que j'aimais Staline en 1928. Mais maintenant je l'affirme, je l'aime de toute mon âme<sup>3</sup>. »

Staline a systématiquement nourri cette adoration d'esclave humilié et flatté à la fois. Il savoure l'avilissement extasié de ce théoricien cultivé et polyglotte, polémiste à la plume facile, «enfant chéri du Parti», intellectuellement supérieur à lui, mais moralement brisé.

En dépit de cette déclaration d'amour, Staline passe à l'attaque : «Boukharine jure de sa sincérité, exige qu'on lui fasse confiance. Eh bien parlons-en!» Tous les «saboteurs trotskystes» ont eu aussi ces mots de sincérité et de confiance à la bouche, alors même qu'ils sabotaient ! «Allez croire après ça à la sincérité des gens ! [...] on ne peut pas croire sur parole un seul ancien opposant.» Cette formule annonce un élargissement de la purge en cours à tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont exprimé l'ombre d'un désaccord. Ils ont abusé de notre confiance, s'écrie Staline. Ensuite il dénonce le suicide, forme particulièrement perverse et hypocrite de sabotage : «Les anciens opposants [...] se sont mis à se suicider [...] Ils se sont donné la mort, fulmine-t-il, pour brouiller les pistes [...] déstabiliser le Parti, endormir sa vigilance, le tromper et le berner une dernière fois [...]. Voilà un des moyens les plus retors et les plus faciles par lesquels on peut, avant de mourir, cracher une dernière fois sur le Parti et le tromper en quittant ce monde.» (En se suicidant, ces condamnés lui échappent.) Puis il raille les «pleurnicheries» de Boukharine<sup>4</sup>. Lorsque Rykov rejette l'essentiel des accusations portées contre lui, Staline le coupe : «Nous ne voulions pas vous livrer au tribunal, nous vous avons épargnés, c'est ma faute, nous avons eu pitié<sup>5</sup>.» Excités par ce feint aveu de faiblesse, les orateurs suivants se déchaînent. Kaganovitch accuse les deux hommes, trop lâches pour l'exécuter eux-mêmes, d'avoir été les véritables instigateurs du meurtre de Kirov.

Une bonne partie du Comité central réagit avec réserve. Le 7 décembre, Boukharine se présente comme un fidèle stalinien diffamé par les «trotskystes» dont il dénonce le programme, «la tactique défaitiste et le recours à la terreur» qui en découle. Pendant les interruptions de séance, Staline organise, en présence du Bureau politique, une confrontation entre Boukharine, Rykov, Piatakov, Koulikov et l'ancien trotskyste Sosnovski. Piatakov débite un discours monocorde, une main devant ses yeux baissés. Ordjonikidzé lui demande : «Vos dépositions sont-elles vraiment volontaires?» «Oui», répond Piatakov. «Absolument volon-

taires ? » reprend Ordjonikidzé, manifestement sceptique<sup>6</sup>. Piatakov ne répond rien. À la fin de la séance, Staline, feignant l'étonnement, demande à Boukharine pourquoi les trois hommes ont tous déposé contre lui. À la suite d'une autre confrontation, il ricane : « Un ou deux éléments des dépositions peuvent être inexacts mais, dans l'ensemble, tout est exact. Certains faits n'ont pas d'importance<sup>7</sup>. »

Il n'est pourtant pas en situation de faire prendre par le Comité central, dont il devine les réticences, la décision de liquider les deux hommes. C'est pourquoi il diffère la décision dans une déclaration alambiquée : « Il faudrait peut-être les exclure du Comité central. Cette mesure pourrait même être insuffisante, mais il se pourrait aussi qu'elle soit trop sévère<sup>8</sup>. » Le Comité central de ce 7 décembre adopte sa proposition de poursuivre l'enquête et de remettre la décision à sa prochaine réunion. Ce demi-échec ne peut que conforter Staline dans sa volonté de dompter et décimer cet organisme par trop réticent, ou trop mou, de dignitaires encroûtés. Il ajoute qu'aucun compte rendu de la réunion n'apparaîtra dans la presse. Une voix demande : « Est-ce qu'on peut en parler ? » Staline répond : « Tu veux ligoter les gens ? Chacun a sa langue<sup>9</sup>. »

À la sortie, Boukharine tente de lui rappeler ses mérites passés. Staline l'envoie promener : « Personne ne les conteste. Mais Trotsky aussi en a. Personne n'a, devant la révolution, autant de mérites que Trotsky, entre nous soit dit. » Et il répète : « Entre nous soit dit<sup>10</sup>. » La confidence est menaçante. Boukharine, invité à ne pas la rapporter, n'en comprend pas le sens : si personne n'avait autant de mérites devant la révolution que Trotsky et si les seize du procès d'août ont été arrêtés et fusillés pour de prétendus liens avec lui, c'est bien que les mérites devant la révolution sont devenus une charge. La promotion des Iejov, des Beria, des Jdanov, des Malenkov et de leurs semblables passe par la liquidation de la génération de 1917. Boukharine, aveuglé, rejette la responsabilité de la terreur montante sur le NKVD, qui est devenu, dit-il à sa jeune épouse, une organisation dégénérée de bureaucrates sans idéaux, moralement déchus mais grassement rémunérés, et qui trompent Staline. Comme il se refuse à analyser la politique de ce dernier, il s'interroge parfois : « Peut-être que Koba est devenu fou<sup>11</sup> ? » Ce même 7 décembre, Iejov transmet à Staline les « aveux » d'un ancien partisan de Boukha-



rine, Koulikov, qui prétend qu'en 1932 Boukharine lui a remis une « directive sur la nécessité de tuer Staline ».

Le 31 décembre au soir, Staline réunit le Bureau politique, auquel il a convoqué Cheboldaïev, accusé, avec tout son entourage, d'avoir, par myopie politique, ouvert l'accès des postes dirigeants du territoire aux « espions et saboteurs trotskystes ». La deuxième accusation, formulée publiquement, comme la précédente, dans une résolution adoptée au nom du Bureau politique le 2 janvier 1937, vise aussi Ordjonikidzé et son entourage : elle reproche à Cheboldaïev d'accorder plus d'importance aux problèmes économiques qu'aux questions politiques. En un mot, quiconque s'attache avant tout à faire fonctionner l'économie du pays aide les saboteurs trotskystes. Malgré ses bonnes intentions subjectives, c'est un ennemi objectif...

La veille, Staline a attrapé une forte angine. Sa température est très élevée. Le professeur Valedinski, accompagné de deux nouveaux médecins, dont Vinogradov, qui soignera le Guide jusqu'à son arrestation en novembre 1952, vient à nouveau le soigner. Staline les reçoit, entouré des membres du Bureau politique. Les médecins décèlent un début d'artériosclérose. Cette très banale angine suffit à éveiller en lui la crainte de la mort. Il déclare aux médecins : « On s'occupe beaucoup de théorie, mais peu de pratique, et on ne s'occupe pas des problèmes de la prolongation de la vie <sup>12</sup>. » Il cherche un thaumaturge et le trouve peu après : Alexandre Bogomoletz, directeur de l'Institut de physiologie de Kiev, spécialiste des questions de longévité. Bien qu'il n'obtienne jamais aucun résultat, à l'instar de Lyssenko, il commence alors une ascension scientifique, soutenue par le souci permanent qui hante Staline de prolonger son existence.

Les médecins reviennent le voir, le 2 janvier 1937. Staline est sur pied. Son angine l'a tant remué qu'il évoque sa vie après son exclusion du séminaire en 1899 lorsqu'il travaillait à l'Observatoire de météorologie ; puis il raconte ses exploits de pêcheur dans les eaux glacées de l'Iénisseï, un quart de siècle plus tôt. Il reçoit à nouveau les médecins, le 5 janvier, au sortir du spectacle qu'il est allé voir, en compagnie des autres membres du Bureau politique, au Bolchoï. Il est totalement rétabli. La consultation terminée, le silence s'installe. « Ça devient ennuyeux, dit Staline, on va arranger cela tout de suite. » Il convoque alors ses collaborateurs à dîner avec les médecins et, en plein repas, lâche une

phrase menaçante : « Parmi les médecins, il y a des ennemis, et vous allez bientôt en être informés <sup>13</sup>. » Il ne désigne personne : la menace planera désormais sur tous.

Loin des machinations répressives, l'année 1937 s'ouvre sur une campagne de recensement de la population. Le précédent, très minutieux, effectué le 17 décembre 1926, avait attribué à l'URSS une population de 147 millions d'habitants. Du 2 au 8 janvier, la *Pravda* mène grand bruit sur le nouveau recensement dû, nous dit-elle, à l'initiative personnelle du Guide. Mieux encore, « le grand Guide des peuples, le camarade Staline, a personnellement mis au point le formulaire du recensement, il s'agit d'un document clair, court et d'une richesse profonde », avec lequel les 1 250 000 agents bénévoles du recensement mèneront leur opération, en une journée au pas de charge. Du 5 janvier après-midi au 6 au matin, ils traquent tous les habitants de la vaste Union soviétique dans le moindre recoin.

Pendant ce temps, Staline se délasse : les 8 et 11 janvier, il passe encore la soirée au Bolchoï avec le Bureau politique et Dimitrov. Ensuite, il boucle le scénario du deuxième procès de Moscou, dont il se fait remettre, en ce début de mois, trois variantes successives, qu'il modifie à chaque fois. La majorité des accusés sont d'anciens trotskystes. Le procès vise à dénoncer une fois de plus Trotsky, à museler Ordjonikidzé, dont l'ancien adjoint, Piatakov, figure sur le banc des accusés et à écraser Boukharine et Rykov. Staline relit et corrige l'acte d'accusation de Vychinski, le convoque dans son bureau, et lui dresse un portrait de chaque accusé, tous, selon lui, tombés plus bas que Denikine et Koltchak.

Les semaines qui séparent ce Comité central du suivant sont décisives. Staline organise lui-même les confrontations entre Boukharine et les accusés qui le dénoncent. Le 13 janvier, il met sur pied une confrontation entre Boukharine et son ancien partisan Astrov, devenu agent du NKVD, qui accuse son ancien maître de terrorisme. Staline fera personnellement libérer Astrov le 9 juillet et lui fera attribuer un appartement à Moscou, ainsi qu'un poste à l'Institut d'histoire. Cette grâce est exceptionnelle ; la plupart des agents provocateurs du NKVD, associés aux « traîtres » qu'ils démasquent, finissent comme eux : déportés au Goulag ou fusillés. Le sort spécial d'Astrov permet aux enquêteurs du NKVD de faire miroiter une telle possibilité aux yeux

de bien d'autres. Puis Staline bombarde Boukharine et Rykov de procès-verbaux d'interrogatoires accablants de leurs anciens partisans. Le 16 février, Boukharine en recevra vingt d'un seul coup. Ce jeu le plonge dans une terrible hébétude, parfois interrompue par des crises de fureur impuissante. Rykov, lui, perd une partie de son abondante chevelure et ses derniers cheveux blanchissent.

Staline prépare en même temps la liquidation des chefs de l'armée. Il a de nombreuses raisons d'en vouloir à Toukhatchevski. Un contentieux sépare les deux hommes depuis la campagne de Pologne en 1920. Dès 1922, Toukhatchevski avait affirmé : dans l'armée de demain, le rôle de la cavalerie diminuera au profit de l'aviation, des blindés et de l'artillerie. Pour préparer cette modernisation, à laquelle Vorochilov s'oppose de toutes ses forces, Toukhatchevski fusionne, en décembre 1933, le laboratoire (militaire) de dynamique des gaz de Leningrad et le Groupe (civil) d'études du mouvement à réaction en un Institut de recherches scientifiques sur les fusées. Vorochilov, en février 1938, s'obstinera à donner à la cavalerie le rôle prééminent : « La cavalerie rouge, comme avant, constitue une force armée victorieuse et écrasante...<sup>14</sup> » Boudionny, plus concis, répète à tous vents : « Attendez, le cheval a encore son mot à dire. » Poutna et Primakov, quant à eux, avaient voté pour l'Opposition de gauche en 1923. Tous ces généraux, enfin, se gaussaient entre eux du rôle que Staline s'arrogeait dans la guerre civile et prenaient son homme lige, leur supérieur hiérarchique Vorochilov, pour un bouffon et un courtisan.

Staline endort leur vigilance. Sept semaines avant le premier procès de Moscou, le Bureau politique lève les blâmes sévères infligés en 1932 aux généraux Kork et Ouborevitch. La veille même, le 10 août 1936, il annule les blâmes infligés à plusieurs généraux (dont Kork encore) en 1934-1935. En septembre et octobre 1936, il signe des ordres de mission à l'étranger au général Eideman. Lors du VIII<sup>e</sup> congrès extraordinaire des soviets de décembre 1936, une photo de groupe dans la presse montre Toukhatchevski assis au premier rang non loin de Staline. Au même moment, le général émigré Skobline, agent double du Guépéou et de la Gestapo comme sa femme, la chanteuse Plevitskaia, « informe » le chef de la police politique allemande, Heydrich, que Toukhatchevski et plusieurs commandants de l'Armée rouge, liés à des généraux allemands rétifs à la tutelle nazie, complotent

contre Staline. Heydrich soupçonne une manœuvre de Staline, mais lui renvoie la balle. Jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir, l'Armée rouge a collaboré, sur décision du Kremlin, avec la Reichswehr. Elle offrait à cette dernière, contrainte par le traité de Versailles à limiter ses effectifs à 100 000 hommes, des terrains d'entraînement et de manœuvres en échange d'armements modernes et de formation militaire de ses cadres en Allemagne. L'état-major allemand possédait de nombreux documents signés par Toukhatchevski. C'est donc un jeu d'enfants pour les services nazis de fabriquer des faux signés Toukhatchevski.

Le deuxième procès de Moscou s'ouvre le 23 janvier 1937 contre un « Centre antisoviétique trotskyste », dit « de réserve ». Il est accusé de préparatifs de meurtres contre les dirigeants soviétiques, de l'assassinat de Kirov et d'effarants actes de sabotage : il aurait fait sauter des mines, brûler des usines chimiques, dérailler des trains, introduit des coquilles d'œufs, des clous ou du verre pilé dans le beurre, empoisonné le blé et le bétail, bloqué le paiement des salaires aux ouvriers pour les irriter, fabriqué des vêtements d'été l'hiver et vice-versa... Toutes ces catastrophes, réelles hélas ! du « socialisme » sont en fait le fruit du rythme saccadé, voire hystérique de la planification stalinienne, perpétuellement changeante, de la sous-qualification d'ouvriers à peine sortis de la campagne, de l'insouciance des apparatchiks, du non-respect des règles de sécurité. Les accusés sont ainsi désignés comme le mauvais œil d'une société qui, sans eux, fonctionnerait harmonieusement. Treize d'entre eux sont condamnés à mort, quatre autres à des peines de prison, ce qui donne au procès une apparence de justice. Parmi eux, Radek et Sokolnikov, à qui leurs compagnons de cellule fracasseront le crâne en mai 1939, sous l'œil passif des gardiens, donc sur instruction orale de Staline. Au cours d'un meeting à Paris, André Breton annonce que les prochaines victimes des « balles de l'escalier de Moscou, en janvier 1937 », seront les anarchistes espagnols et les militants du POUM. La prédiction se vérifiera six mois plus tard.

Les aveux et la condamnation de Piatakov atteignent de plein fouet Ordjonikidzé qui, hostile à la campagne désorganisatrice contre le sabotage, semble également réservé sur la liquidation des vieux bolcheviks. Ordjonikidzé doit précisément présenter au Comité central un rapport et un projet de résolution sur « le sabo-

tage dans l'industrie». Un jour, les yeux pleins de tristesse, il confie à Boukharine, dont l'appartement est mitoyen du sien : « Il faut tenir bon. » Il s'y efforce à sa manière. Avant la réunion, il envoie une commission d'enquête dans trois endroits où le NKVD dénonce du sabotage (à Kemerovo, dans l'industrie du coke et de la chimie du Donbass, et sur le chantier de construction de l'usine de wagons de Nijni Tajil dans l'Oural). La commission n'en découvre aucune trace. En réponse, Staline fait fusiller Papoulia, le frère d'Ordjonikidzé, le 10 février. Staline, se préparant à donner un essor inouï à la Terreur, doit soumettre Ordjonikidzé, le briser ou l'écarter. Il ne peut accepter sa participation au Comité central de la fin février, qui va être décisif, s'il n'a pas l'assurance de sa totale docilité. Il critique alors la mollesse de son projet de résolution et exige sa refonte. La discussion entre les deux hommes est vive. Quelques heures après, un détachement d'agents du NKVD investit l'appartement d'Ordjonikidzé, qui, furieux, téléphone à Staline. Celui-ci ricane : « Le NKVD peut même venir perquisitionner chez moi <sup>15</sup>. » La disgrâce est imminente.

Le Bureau politique, réuni dans l'après-midi du 17 février, approuve les grandes lignes de son nouveau projet de rapport, mais exige des amendements qui le durcissent encore. Ordjonikidzé en élabore une version définitive qui désavoue ses propres tentatives de freiner la campagne sur le sabotage et les conclusions de ses trois commissions de vérification. Ce nouveau rapport et sa résolution d'application devraient mener logiquement à dénoncer les membres de ces commissions comme complices des saboteurs. Ils seront d'ailleurs plus tard presque tous arrêtés et déportés ou fusillés. C'en est trop pour Ordjonikidzé, qui se suicide à l'aube du 18 d'un coup de revolver. Staline, prévenu par sa femme, Zinaïda, arrive aussitôt, interrompt les lamentations de la veuve éplorée d'un vigoureux « Tais-toi, bécasse ! » et dicte le diagnostic destiné à figurer sur le communiqué officiel, « crise cardiaque ». « Le cœur a lâché <sup>16</sup> », ajoute-t-il... Son « diagnostic » est vraisemblable, puisque Ordjonikidzé avait eu un infarctus peu après l'arrestation de son frère Papoulia. Le 18 au matin, lorsque les journaux, retardés, arrivent enfin dans les boîtes aux lettres, la femme de Rykov s'écrie en voyant l'annonce de sa mort : « Le dernier espoir... », puis s'écroule sans connaissance. Ordjonikidzé était dans une impasse ; partisan

convaincu de Staline, mais réticent devant ses excès, il n'avait pas d'alternative à proposer et ne pouvait s'opposer à lui. Staline, débarrassé d'un gêneur, dissimule le suicide, qui restera secret d'État jusqu'au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, en février 1956. Le bruit a couru qu'il a fait assassiner son vieil ami. Ce n'est qu'un bruit. Le 14 juin 1938, Staline fera fusiller la femme de Papoulia. En 1944, il fera débaptiser les villes portant le nom du défunt. Il ressent tout de même ce suicide opportun comme un défi.

Avec la mort d'Ordjonikidzé disparaît le dernier membre du Bureau politique capable d'exprimer un désaccord avec Staline, d'élever une objection, de discuter ses décisions. Lors des obsèques solennelles du gêneur disparu, le 21 février, Molotov, Kossarev, Khrouchtchev, Stakhanov prononcent des discours aussi glaciaux que le temps qu'il fait alors. Staline, lui, ne rend pas hommage à son ancien compagnon. Son silence est un signe et un signal. Peu avant ce suicide, trois agents du NKVD ont fait irruption chez Boukharine pour l'inviter à quitter le Kremlin. Le téléphone sonne. Staline demande : « Qu'est-ce qui se passe chez toi, Nicolas ? – Des gens viennent m'expulser du Kremlin... – Envoie-les au diable<sup>17</sup> ! » lui recommande Staline ; les policiers s'éclipsent. Ce jeu donne une bouffée d'espoir illusoire au condamné.

Le plan de liquidation des militaires est bouclé au même moment. À la mi-février 1937, Malenkov adresse à Staline une liste détaillée des membres du commissariat à la Défense et des académies militaires qui avaient soutenu l'Opposition de gauche dans les années 1920. Chaque nom est suivi de la mention exacte des péchés de l'intéressé : « A voté pour une résolution trotskyste », « a soutenu les thèses trotskystes sur les questions de la vie interne du Parti », « partageait le point de vue des trotskystes sur la question paysanne », « a voté en 1921 pour la ligne trotskyste sur les syndicats », et autres variantes des mêmes fautes.

La réunion du Comité central s'ouvre le 23 février. La veille, Staline a organisé une confrontation entre Rykov et trois anciens « droitiers » qui l'accusent d'avoir voulu, en 1932, liquider le Secrétaire général. Depuis une semaine, Boukharine a entamé une grève de la faim. Staline lui ordonne de venir au plénum. Boukharine s'y traîne. Devant Staline, deux membres du Comité central, Ouborevitch et Akoulov, lui serrent la main. Boukharine, pris de vertige, s'effondre. Staline s'approche de lui et l'inter-

pelle, souriant : « Contre qui en as-tu avec ta grève de la faim, Nicolas ? Contre le Comité central du Parti ? Regarde à quoi tu ressembles, tu es complètement épuisé. Tu dois demander pardon au plénum d'avoir entrepris cette grève. — À quoi bon si vous avez l'intention de m'exclure ? — Personne n'a l'intention de t'exclure... Allez, Nicolas, demande pardon au plénum, tu as mal agi <sup>18</sup>. » Boukharine accepte, mais le rapport introductif de Iejov ne lui laisse aucun espoir...

Ce plénum, véritable complot en trois actes, remplit une triple fonction historique : développer la chasse au « trotskysme », dénoncé par Staline comme une entreprise d'espionnage, de sabotage et de banditisme, préparer le troisième procès de Moscou contre Rykov et Boukharine, terroriser l'appareil du Parti lui-même accusé de mollesse, d'absence de vigilance, de complaisance vis-à-vis du « trotskysme », pour en préparer l'épuration brutale.

Le rapport de Iejov sur l'affaire Rykov et Boukharine ouvre la séance. Mikoïan le complète. Il déclare que Trotsky, Zinoviev et Boukharine « ont créé un nouveau type d'individus, des monstres, pas des êtres humains, des bêtes sauvages, qui, apparemment, intervenaient en suivant la ligne du Parti, mais qui menaient en réalité un travail de sape sans principe contre le Parti <sup>19</sup> ». La parole est ensuite donnée à Boukharine, puis à Rykov, pour l'hallali. Boukharine éperdu, la barbe hirsute, se débat au milieu des insultes et des moqueries. Un moment, il hoquette : « Mais comprenez, ça m'est difficile de vivre. » Staline commente, sarcastique : « Et nous, c'est facile ? » Boukharine s'écrie : « Jamais je ne me peindrai en saboteur, terroriste, traître, félon de la patrie socialiste. » Patelin, Staline lui susurre : « Tu ne dois pas, tu n'as pas le droit de te calomnier. Ce serait criminel [...]. Il faut tout démontrer et ne pas se contenter de répondre par des formules toutes faites, bourrées de points d'exclamation et de points d'interrogation <sup>20</sup>. » Puis, après la suspension de séance, il s'entretient avec lui dans les couloirs et, lui laissant espérer un arrangement, lui propose, à nouveau, de présenter des excuses au Comité central pour sa grève de la faim. Le lendemain, Boukharine s'exécute : il s'excuse. Staline ricane : « C'est peu, c'est peu ! » « Je demande au Comité central de m'excuser », sanglote Boukharine. Staline corrige : « De m'excuser et de me pardonner. » « Oui, oui et de pardonner <sup>21</sup> », bafouille Boukharine, contraint à s'humilier.

La réunion consacre quatre journées à la mise à mort des deux hommes. Les orateurs s'acharnent sur Boukharine. Vorochilov souligne « l'indulgence » de Staline à son égard. Chkiriatchov présente sa grève de la faim comme une bouffonnerie ; Staline glousse : « Il a commencé à jeûner pendant la nuit. » Ces quatre jours lui permettent aussi de repérer les membres du Comité central qui manifestent réticences ou tiédeur. Staline a interrompu Rykov et Boukharine 100 fois, Postychev 88 fois, Molotov 82 fois, Kaganovitch 67 fois, Roudzoutak une seule fois. Les autres membres du Bureau politique sont à la traîne. La majorité des membres du Comité central, « désarmés et abattus », selon Boukharine, n'ont pas soufflé mot pendant cette séance. Rykov ne comprend pas que c'est sa vie, et non sa seule liberté, qui est en jeu. Rentrant chez lui, il répète, accablé, à sa femme et à sa fille : « Ils veulent me jeter en taule, ils veulent me jeter en taule<sup>22</sup> ».

Une commission de trente-cinq membres propose que le Comité central décide de la sentence à infliger aux deux hommes. Staline joue la comédie du droit et déclare aux accusés : « Dans la mesure où vous avez voulu attenter à ma vie, je ne peux participer à la décision vous concernant<sup>23</sup>. » Les membres de la commission doivent en fait répondre par écrit à un questionnaire, rempli par vingt d'entre eux. Iejov, à coup sûr mandaté par Staline, répond le premier et propose de fusiller les deux hommes, proposition reprise par cinq autres membres, dont le général Iakir. Postychev, répondant en second, propose de les livrer au tribunal sans les fusiller, proposition reprise par sept autres membres, dont Khrouchtchev et Litvinov. Staline, répondant en quatrième position, joue les arbitres et propose d'exclure les deux hommes du Comité central et de « ne pas transmettre l'affaire Boukharine-Rykov au tribunal, mais de la confier au NKVD » pour complément d'information, ce qui laisse un vain espoir aux deux accusés et donne au NKVD le temps de préparer leur procès. Sa proposition, reprise par six autres membres, dont la sœur et la veuve de Lénine, est ensuite votée à l'unanimité moins les deux abstentions de Boukharine et Rykov, immédiatement arrêtés et emprisonnés<sup>24</sup>.

Dans un second rapport, Iejov élargit les frontières de la suspicion ; selon lui, la majorité des membres des services de renseignements et du contre-espionnage soviétiques sont des « agents traîtres » et même « des agents doubles, traîtres », ce qui



D.R.



La mère de Staline, à la fin de sa vie.

D.R.



En haut, au centre, au petit séminaire de Gori, vers 1888.

D.R.



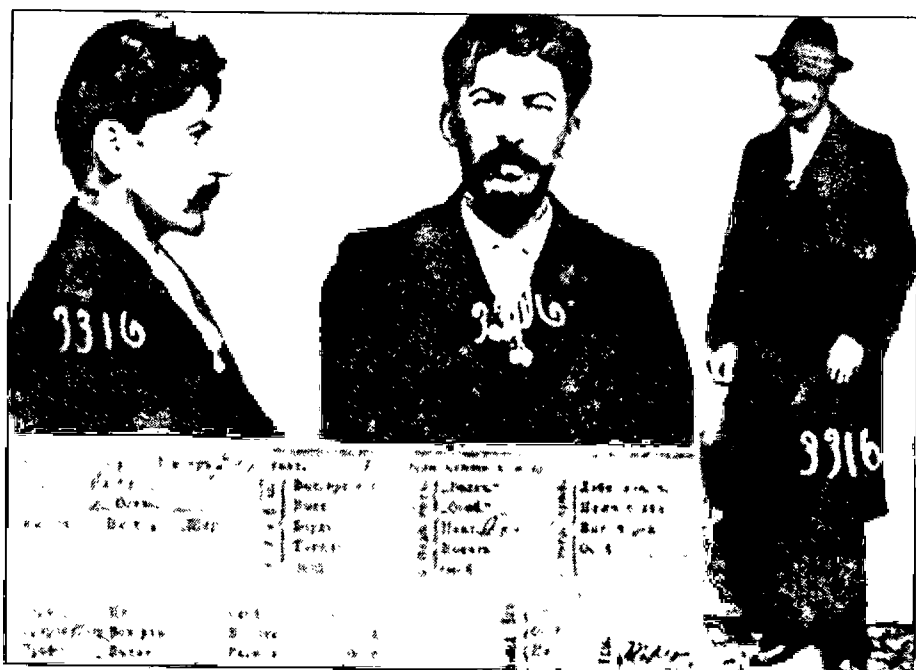
Nadejda Alliluieva, la seconde épouse de Staline, à l'âge de quinze ans.

D.R.



Staline au grand séminaire de Tiflis, vers 1894.

D.R.



Fiche de police de Staline en 1913.

D.R.



Staline en 1918.



Avec sa fille Svetlana, et Kirov, vers 1930-1931.



D.R.

De gauche à droite, à l'avant-plan : Kirov, Vorochilov et Staline.

D.R.



Vorochilov, Molotov, Staline et Iejov, vers 1936.  
À partir de 1939, la photo apparaîtra toujours sans Iejov.

Doc. Rue des Archives.



Lors d'une cérémonie, vers 1937.



Doc. Rue des Archives.

Avec Molotov en mai 1935.



De gauche à droite : Kalinine, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Staline, Vorochilov, et Kirov. Vers janvier 1934.



Staline sourit – entre Molotov et Vorochilov. Vers 1938.



Signature du pacte germano-soviétique (1939). Staline entouré de Ribbentrop et Molotov.



Staline et Churchill pendant la guerre.



Conférence de Yalta en 1945 : Churchill, Roosevelt et Staline.



Staline et Truman, à Postdam en 1945.

D.R.



Staline à la fin de sa vie.

Doc. Rue des Archives.



Un vieil ouvrier français lit l'annonce de la mort de Staline.



Place Rouge à Moscou, le peuple défile devant le mausolée Staline et Lénine.



Une statue de Staline, renversée et à moitié enterrée sous les feuilles mortes.



constitue un exploit purement stalinien. Mekhlis, rédacteur en chef de la *Pravda*, dénonce les mises en pages douteuses de journaux, à l'instar du quotidien qui a publié une photo de Staline surmontée par cette manchette : « Les pires ennemis du peuple ». Mais le Comité central n'est pas encore complètement dompté. Ainsi, mis en cause par Mekhlis, l'ancien communiste de gauche Ossinski l'accuse ironiquement d'avoir publié dans la *Pravda* un article sur l'histoire du Parti qu'il qualifie de « foutaise ».

Vorochilov annonce l'arrestation récente de huit chefs militaires qui avaient jadis soutenu Trotsky, dont Primakov, Poutna et Schmidt. Huit hauts responsables, c'est bien peu au regard des autres secteurs. Vorochilov, que Staline n'a pas prévenu de la liquidation planifiée du haut commandement, se félicite naïvement de n'avoir pas encore démasqué beaucoup d'ennemis dans l'Armée rouge, ce qui est normal, dit-il, puisque le Parti y envoie ses meilleurs cadres, les hommes les plus sains et les plus solides. Molotov le corrige sèchement : « Si nous avons des saboteurs dans tous les domaines de l'économie, pouvons-nous imaginer qu'il n'y en ait pas là aussi<sup>25</sup> ? » La menace, transparente, ne semble pas émouvoir l'état-major, dont chaque membre se croit dans les bonnes grâces de Staline, sauf Toukhatchevski. Ce dernier, sur qui Staline a constitué un dossier depuis l'affaire Kakourine en 1930, ne peut se faire des illusions.

Les membres de l'entourage de Staline copient le comportement de leur maître à l'égard de leurs subordonnés. Au fur et à mesure de son ascension, le Guide a traité ses lieutenants avec une brutalité croissante. Vorochilov, qui a eu parfois à en subir les effets, l'imité. Lors d'une réunion du commissariat à la Défense en 1935 ou 1936, Toukhatchevski émet quelques remarques critiques sur un projet de décret qui paraissent pertinentes au futur maréchal Timochenko, présent. Vorochilov s'empourpre et explose : « Ah ! bordel de ta mère, espèce de crétin, qu'est-ce que tu as à foutre ton nez dans une affaire qui ne te regarde pas, qu'est-ce que tu y comprends ? Tu veux avoir l'air plus intelligent que les autres ? » Cette dernière question est un reproche typiquement stalinien. Devant Timochenko stupéfait, Toukhatchevski, alors vice-commissaire à la Défense, rougit « comme une jeune fille » et baisse la tête<sup>26</sup>. Il sait déjà qu'il ne peut plus rien dire ni faire.

Le 16 mars, l'ambassadeur soviétique à Paris, Potemkine,

informe Staline, Molotov et Litvinov que Daladier juge probable l'existence au sein de l'Armée rouge de «restes d'éléments trotskystes». Daladier, qui répète les bobards propagés par les agents du Guépéou, lui a confié que certains milieux allemands préparent en URSS un coup d'État, «avec la collaboration d'éléments du commandement de l'Armée rouge, hostiles au régime soviétique actuel». Le 9 avril, le chef de la Sécurité militaire, Ouritski, informe Staline des bruits qui courent à Berlin à ce sujet. Pendant que les rumeurs se répandent par les chancelleries, les manœuvres visant à rassurer les futures victimes continuent de plus belle. Le 17 mars, une raffinerie de sucre de la région de Kiev, qui portait jusqu'alors le nom de Piatakov, se voit ainsi attribuer celui du général Iakir. Le 27 avril, Gamarnik est nommé membre suppléant du Comité de défense de l'URSS, nouvellement créé, aux côtés de Staline et d'autres membres du Bureau politique. Iejov transmet à Staline l'«information» de Skobline sur le complot, qui vient du Guépéou et revient à Staline sous la forme d'une information secrète. Le 8 mai, Benès, désireux de se gagner les bonnes grâces de Staline, l'informe, lui aussi, du complot. Selon le nazi Schellenberg, Staline envoie alors à Berlin un émissaire qui paie, rubis sur l'ongle, 3 millions de roubles les renseignements fabriqués par la Gestapo. C'est, dit Schellenberg, «l'argent de Judas». Les agents allemands envoyés en URSS avec ces coupures dont le Guépéou a noté les numéros seront, en effet, tous arrêtés. Staline fait ainsi coup triple : il persuade les nazis qu'ils l'ont roulé, récupère l'argent versé, et permet au Guépéou d'intercepter de vrais agents nazis. Il n'utilisera pas le dossier ficelé par la Gestapo lors du procès des militaires : Staline veut se débarrasser d'un état-major issu de la guerre civile, à l'exception de ses fidèles Vorochilov et Boudionny. Les faux fabriqués par les nazis ne lui servent qu'en conseil militaire pour terroriser les généraux présents.

Au Comité central de février-mars, Staline définit le Parti comme une organisation militaire constituée en cercles concentriques : «Dans notre parti [...] il y a environ 3 000 à 4 000 hauts dirigeants. C'est, dirais-je, la Généralité de notre parti. Plus loin, il y a 30 000 à 40 000 dirigeants moyens. C'est notre corps d'officiers du Parti. Plus loin encore, il y a 100 000 à 150 000 membres du corps de commandement inférieur du Parti. Ce sont pour ainsi dire nos sous-officiers du Parti<sup>27</sup>.» Qui dit organisation militaire

dit absence de démocratie, dictature des chefs, inégalitarisme, règne du secret et de la discipline. Or, dans cette « généralité », une partie des « officiers » et même du « commandement inférieur » croient possible de maintenir la zone réservée de leur pouvoir local et de leurs pensées intimes. Staline va s'attacher à briser cette prétention insupportable à sa dictature.

C'est pourquoi, dans son discours final, il s'attache à promouvoir, contre ce vaste état-major du Parti qu'il s'apprête à démanteler, le personnage de l'adhérent de base, du petit porte-parole du peuple. Préparant son offensive contre le satrape de l'Ukraine, le stalinien fanatique Postychev, il choisit une militante de Kiev, Nicolaienko, dénonciatrice hystérique, acharnée à débusquer partout des ennemis retors et cachés. Khrouchtchev, qui la rencontrera un peu plus tard, la décrit comme une folle. Son zèle excessif l'avait amenée à s'attaquer à la femme même de Postychev qui l'avait fait exclure du Parti et avait freiné au maximum une réintégration imposée par Staline. « Nicolaienko, dit-il, est un simple membre du Parti. Elle est du nombre des "petites gens" ordinaires. Dans l'organisation du Parti de Kiev, elle avait dénoncé l'esprit de famille, la façon étroite et mesquine de traiter les militants, l'étouffement de l'autocritique, l'autorité des saboteurs trotskystes. On a cherché à se défaire de Nicolaienko comme d'une mouche importune. » Or, pour Staline, l'examen des faits a montré qu'elle avait raison et que les dirigeants de Kiev avaient tort. « Et pourtant, reprend Staline, qui est cette Nicolaienko ? Elle n'est évidemment ni membre du Comité central, ni commissaire du peuple, ni secrétaire régionale de Kiev, pas même secrétaire de cellule ; elle n'est qu'une simple militante du Parti<sup>28</sup>. »

Personne ne demande à Staline pourquoi alors tant de ces simples militants ont été et sont chassés du Parti. Malenkov lui avait remis un document préparatoire à cette réunion. Il y soulignait l'existence, au début de l'année 1937, de plus de 1 500 000 anciens membres du Parti exclus lors des purges effectuées depuis 1922, surtout dans les années 1930. Cas extrême, à l'usine de locomotives de Koloma, où le Parti comptait 1 408 membres, le nombre d'exclus dépassait les 2 000. Cette masse de mécontents potentiels doit être décimée en même temps que les indésirables du Parti.

Le soir du 5 mars, dernier jour du plénum, Staline fait voter par le Bureau politique l'arrêt du tournage du film d'Eisenstein,

*Le Pré de Bézine*, consacré à Pavlik Morozov. La raison avancée est « le caractère artistique insatisfaisant du film et son inconsistance politique manifeste ». Eisenstein avait tenté de contourner l'hostilité de Choumiatski, directeur du Goskino, l'administration du cinéma. Pour ce faire, il avait utilisé la présence à Moscou de l'écrivain allemand Lion Feuchtwanger, invité à venir glorifier le second procès. Eisenstein lui avait fait projeter en privé la partie déjà montée. Enthousiaste, Feuchtwanger donna une interview dithyrambique à la revue *L'Art soviétique*. Eisenstein avait osé montrer son film avant l'autorisation de Staline. Or le Secrétaire général, soucieux de la portée populaire du cinéma, suivait de près la production et se faisait souvent donner avant réalisation le scénario et le plan de tournage, les annotait, les corrigeait, ou les interdisait. Eisenstein l'avait court-circuité. Staline ordonne la destruction du film, puis commande à Eisenstein un nouveau film, de propagande nationaliste cette fois, *Nous, le peuple russe*, qui deviendra *Alexandre Nevski*.

Peu après, il invite à dîner ce Choumiatski, ancien compagnon d'exil, qui ne boit pas, même à l'occasion des toasts. Staline l'accuse de mépriser les invités. Choumiatski rétorque que personne ne boit dans sa famille. Staline grogne : « Tu nous considères comme des gens indignes et tu nous critiques : nous sommes tous pour toi des gens sans principes ! » « Staline ne me le pardonnera pas », conclut Choumiatski, arrêté le lendemain soir, puis fusillé. Son refus de boire avait irrité Staline, prêt à utiliser tous les prétextes pour liquider la génération de sa jeunesse orageuse.

Les juges et les cadres du Parti sont tenus à l'écart des dossiers de la répression politique, qui sont gérés souverainement par le NKVD. Khrouchtchev le constate : Staline invite, certes, les dirigeants régionaux à faire le tour des prisons pour vérifier la culpabilité des détenus, mais que vérifier, puisque le NKVD compose les dossiers à sa guise ? L'arrestation, sans précédent, de deux membres du Comité central en pleine séance a souligné la subordination de l'État, du Parti et de leur appareil au NKVD. En l'imposant au Comité central, Staline ouvre une brèche qu'il va s'empresse d'élargir. Si l'on peut arrêter ces hommes en pleine séance, pourquoi pas avant ou après ? Pour obtenir l'accord du Comité central sur l'arrestation d'un des membres élu en son sein par un congrès théoriquement souverain, et ce, avant même qu'il

en ait été exclu, Staline choisit la cible idéale : l'ancien chef du NKVD Iagoda, détesté de tous.

Le 31 mars, le Bureau politique adresse à tous ses membres une déclaration signée « Sur mandat du Bureau politique. Staline ». Ce texte présente la décision d'arrêter Iagoda sans délai comme exceptionnelle et dictée par l'urgence, à savoir la « découverte de crimes contre l'État et de crimes de droit commun commis par [...] Iagoda, dans l'exercice de ses fonctions de commissaire du peuple à l'Intérieur ». Il est donc « nécessaire de l'exclure du Parti et de procéder à son arrestation ». Mais ce policier criminel n'est pas un banal délinquant : « Vu le danger qu'il y aurait à laisser Iagoda en liberté ne serait-ce qu'un seul jour, le Bureau politique s'est trouvé dans l'obligation de donner l'ordre de procéder à son arrestation. Le Bureau politique demande aux membres du Comité central de sanctionner l'exclusion de Iagoda du Parti et son arrestation<sup>29</sup>. » Ces précautions oratoires ne seront plus de mise une fois la procédure acceptée. Inconscients du piège tendu ou désarmés devant lui, les membres du Comité central, invités à répondre individuellement, donnent leur aval. Dès lors, les vannes vont s'ouvrir et engloutir la majorité d'entre eux.

Le 31 mars, Staline publie son discours de clôture de la séance du 5 mars, véritable programme de la Terreur construit autour d'une argumentation simple organisée en trois parties : 1° : « Le trotskysme de nos jours n'est pas un courant politique dans la classe ouvrière, mais une bande, sans principes et sans idéologie, de saboteurs, d'agents de diversion et de renseignements, d'espions, d'assassins, une bande d'ennemis jurés de la classe ouvrière, une bande à la solde des services d'espionnage des États étrangers. » 2° : Les militants (y compris le Comité central) ne comprennent pas ce changement de nature ; « ils n'ont pas remarqué que les trotskystes ont depuis longtemps cessé d'être des hommes d'idées, que, depuis longtemps, les trotskystes sont devenus des bandits de grand chemin, capables de toutes les vilenies, de toutes les infamies, etc. » et continuent de les traiter en opposants politiques, non comme de vils tueurs et espions. 3° : En ne luttant pas vraiment contre ces bandits dégénérés, les militants aveugles s'en font les complices inconscients. Or, « plus nous avancerons, plus nous remporterons de succès, et plus la fureur des débris des classes exploiteuses sera grande<sup>30</sup> ».

Tous sont menacés, nul ne semble le comprendre. Staline,

dans une phrase apparemment anodine, indique l'ampleur de la purge qu'il prépare : « Il y a chez nous des dizaines de milliers de gens capables et talentueux. Il faut seulement les connaître et les promouvoir à temps pour qu'ils ne piétinent pas sur leur vieille place et ne commencent à pourrir<sup>31</sup>. » Pour qu'ils cessent de piétiner, il faut se débarrasser de la (relativement) vieille génération : comme celle-ci n'a nulle envie de se retirer sans résistance, il faut l'y contraindre, sans lui offrir la possibilité de se défendre ou de se venger. Le moyen le plus sûr est de l'éliminer.

Pour désorienter son appareil, accusé de laxisme à l'égard des trotskystes d'hier, d'avant-hier, d'aujourd'hui, de demain et de toujours, Staline ajoute ironiquement : « Pour extirper les agents nippo-allemands du trotskysme... faut-il frapper et extirper non seulement les véritables trotskystes, mais aussi ceux qui autrefois oscillaient vers le trotskysme et qui par la suite, il y a longtemps déjà, ont abandonné le trotskysme [...], ceux à qui il est arrivé de passer dans la rue où était passé naguère tel ou tel trotskyste ? Des voix ont retenti dans ce sens, ici, dans ce plénum. » Staline ridiculise cette interprétation... qui sabote la lutte contre les saboteurs. Il a pourtant lui-même fait recenser, pour les frapper, tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont oscillé, mais il insiste : « Cette manière simpliste de juger les hommes ne peut que nuire à la lutte contre les véritables saboteurs et espions trotskystes<sup>32</sup>. » Il développe ce thème plusieurs fois dans ce discours final, mais avertit aussi son auditoire que laisser impuni le plus petit soupçon de trotskysme est un crime. Ainsi laxisme et sévérité excessive paralysent également la lutte contre les saboteurs trotskystes ! Comment s'y retrouver ? Les dirigeants les plus expérimentés tomberont dans l'un ou l'autre excès et le paieront de leur vie. C'est l'un des traits caractéristiques de la politique de Staline : il définit les tâches générales, mais il ne donne pas de mode d'emploi. Laisser les cadres dans l'indécision et la perplexité permet de leur faire endosser demain la responsabilité d'une politique incertaine, de la modifier éventuellement et de se débarrasser des « incapables ».

Son discours semble viser les trotskystes actuels ou repentis et leurs sympathisants de jadis, donc une fraction relativement limitée du Parti et plus encore de son appareil. Ce dernier ne prend donc pas la mesure de la purge préparée par le Secrétaire général. D'ailleurs, en public, après la publication de son discours du

5 mars sous le titre « L'Homme, le capital le plus précieux », Staline, loin de parler de répression, disserte sur la valeur de la vie humaine. Ainsi, recevant l'équipage de l'avion Rodina, auteur d'un record de vol, il insiste « sur la nécessité d'être particulièrement attentif et prudent avec ce qui est pour nous le bien le plus précieux : les vies humaines... Ces vies nous sont plus chères que tous les records, si grands et bruyants que puissent être ces records<sup>33</sup> ».

Laissant à ses collaborateurs le soin d'organiser la répression, il nourrit chez nombre de cadres et de militants l'idée que les arrestations et condamnations « injustifiées » viennent non de lui, mais de Iejov et du NKVD, qui agissent à son insu. Ainsi, la communiste Lazourkina, emprisonnée puis déportée au total près de vingt ans, affirme : « À cette époque, je n'ai pas une seule fois accusé Staline. Je me suis tout le temps battue pour Staline, que les détenus, les exilés et les déportés insultaient. Je disais : "Non, il n'est pas possible que Staline ait accepté ce qui se passe dans le Parti. C'est impossible."<sup>34</sup> » Aussi bombarde-t-elle Staline de lettres l'implorant de rétablir la justice. Des milliers de cadres du Parti ont réagi comme elle. Mais cet aveuglement ne frappe que les cadres qui se refusent à comprendre le sens de la répression ; y voir un coup de Iejov, un complot du NKVD dans le dos de Staline, c'est affirmer que leur parti n'a pas changé. Mais la masse des autres, comme le note Lazourkina, voient en Staline le vrai coupable de leurs malheurs.

Sa méfiance envers les anciens opposants n'a rien de délirant. En septembre 1936, il a nommé consul à Barcelone un repentí apparemment sûr : Antonov-Ovseenko, un rallié de 1928, auteur d'un article, dans les *Izvestia* du 24 août, où il proposait d'abattre lui-même les infâmes trotsko-zinoviévistes. Or, que fait à Barcelone ce candidat au rôle de bourreau ? Un Comité national marocain propose à cette époque de susciter une insurrection sur les arrières des troupes franquistes, si le gouvernement espagnol garantit l'indépendance du Maroc espagnol en cas de victoire républicaine ; Antonov-Ovseenko appuie cette idée et demande le soutien de Moscou. Mais Paris et son gouvernement de Front populaire, Londres et sa City ne sauraient accepter cette promesse qui mettrait à feu et à sang le Maroc colonial français ainsi que tout le Mahgreb. Ce consul veut donc fâcher Staline avec Blum et Chamberlain ? Ami des anarchistes, il propose de faire

de la Catalogne rouge la place forte de la République au lieu de Madrid la « communiste ». Il qualifie enfin de « bureaucrate » le pro-soviétique ministre des Finances Negrin. Est-ce incompréhension d'un ancien révolutionnaire, toujours infecté par les vapeurs d'Octobre, ou sabotage délibéré ? Peu importe. Staline doit balayer ces gens qui vivent encore dans le monde d'hier. L'Espagne ne doit pas connaître de bouleversement social. Staline l'explique le 20 mars 1937 aux écrivains espagnols Rafael Alberti et Maria Teresa León : « Il faut dire au peuple et au monde entier : le peuple espagnol n'est pas en état d'accomplir la révolution prolétarienne. La situation intérieure et surtout internationale n'y est pas favorable<sup>35</sup>. » Ceux qui ne le comprennent pas seront étiquetés trotskystes et liquidés. En septembre 1937, Staline rappelle Antonov-Ovseenko de Barcelone, le nomme procureur de Russie, le fait arrêter, torturer et fusiller. L'organisateur de la prise du palais d'Hiver en octobre 1917 est, malgré sa capitulation de 1928, le symbole d'une génération irrémédiablement marquée par son passé.

Le Comité central de février est suivi partout d'un brutal raidissement : jusqu'alors, les comités d'arrondissement pouvaient encore tenter de défendre des militants accusés ; désormais, ce sera impossible. Les bureaux du Parti siègent presque en permanence pour examiner les dossiers des militants accusés d'activité contre-révolutionnaire ou de lien avec des gens inculpés. Le NKVD fait accélérer au maximum les exclusions, pour ne pas arrêter les militants, leur carte du Parti en poche. Mais le rythme des arrestations surpassant celui des exclusions, le NKVD arrête bientôt les militants en possession de leur carte qu'il transmet au comité du Parti concerné, lequel exclut ensuite la victime. « Nous excluons automatiquement, sans exprimer le moindre doute sur le bien-fondé des arrestations<sup>36</sup> », écrira la secrétaire d'un comité d'arrondissement de Moscou. Les collègues de travail des personnes emprisonnées sont suspects pour ne les avoir pas démasqués. Maria Svanidzé montre bien à quel point cette hystérie peut être intériorisée. Le 5 mars, elle revient, dans son Journal, sur le procès de janvier et note, rageuse : « Leur châtiment ne me satisfait pas. J'aurais voulu qu'on les torture, qu'on leur applique le supplice de la roue, qu'on les brûle pour toutes les infamies qu'ils ont commises<sup>37</sup>. » On ne saurait mieux exprimer le caractère moyenâgeux de ces procès, dignes de l'Inquisition.



Certaines de ses victimes, comme hypnotisées, acceptent de voir en Staline la représentation mythique du Parti qu'il liquide : ainsi Boukharine écrit à son « Koba », du fond de sa cellule de la Loubianka, des lettres hystériques. Le 15 mai, il se répand : « Je rêvais d'être plus proche de la direction et de toi, je ne le cache pas [...]. J'avais appris non seulement à te respecter de nouveau, mais à t'aimer chaleureusement. » Staline ayant ironisé sur les « dix femmes » de Boukharine, ce dernier rectifie : il n'en a eu que quatre et en a le plus souvent souffert. Il évoque avec attendrissement le Comité central de décembre 1936, au cours duquel Staline a différé la décision qui serait prise contre lui ; quand il a expliqué tout cela chez lui, tout le monde a pleuré<sup>38</sup>. Boukharine traduit ici avec son exagération coutumière le sentiment que Staline a réussi à inspirer à des centaines de cadres : en dehors du Parti, incarné par lui, point de salut face à la montée du fascisme, à la résistance paysanne, aux menaces des pays capitalistes. Ils se laissent donc entraîner vers la mort en répétant mécaniquement : « Ma conscience est pure devant le Parti », ne suscitant chez Staline que ricanements ou injures. Il griffonne ainsi « scélérat et prostitué » en marge de la lettre que, avant d'être fusillé, le général Iakir lui adresse pour lui dire : « Je mourrai en prononçant des paroles d'amour pour vous, pour le Parti et le pays<sup>39</sup>. »

Le 10 mai 1937, Staline frappe le corps des officiers : il remplace les instructeurs politiques par des commissaires militaires, qu'il définit comme « les yeux et les oreilles du Parti et du gouvernement », soumis à la Direction politique de l'Armée rouge confiée à Mekhlis. Les instructeurs n'avaient pour responsabilité que la propagande politique dans l'armée, les nouveaux commissaires doivent surveiller les officiers et faire sur chacun d'eux au moins deux rapports par an sans les communiquer à l'intéressé. C'est la résurrection apparente d'une institution de la guerre civile, mais dans une tout autre situation : les commissaires politiques avaient alors été nommés pour contrôler l'innocuité politique d'ordres donnés par des officiers issus de l'armée impériale. Le décret du 10 mai 1937 est publié après une vingtaine d'années de formation d'un corps d'officiers rouges, où les rescapés de l'ancienne armée ne sont plus qu'une poignée ; leur loyauté au régime est peu contestable, mais leur dévouement personnel à Staline, il est vrai, incertain.

Six semaines après avoir approuvé par consultation écrite

l'arrestation et l'exclusion de Iagoda, les membres du Comité central reçoivent de nouvelles propositions d'exclusion : 4 du 17 au 22 mai, puis, à la fin du mois, une liste de généraux et de maréchaux, membres du Comité central, accusés d'avoir comploté avec l'état-major allemand. Arrêté le 22 mai, transféré à Moscou le 24, interrogé le 25 avec une extrême sauvagerie, Toukhatchevski passe aux aveux le lendemain. Les généraux Iakir et Ouborevitch sont, eux aussi, exclus et arrêtés sur-le-champ. Staline envoie, le 30 mai, à tous les membres du Comité central un formulaire de consultation, signé de son nom, à retourner contre-signé : « Vu les données [...] qui démasquent la participation de Iakir, membre titulaire du Comité central, et d'Ouborevitch, membre suppléant, à un complot militaro-fascisto-trotskisto-droïtier et leur activité d'espionnage au profit de l'Allemagne, du Japon et de la Pologne, le Bureau politique soumet au vote des membres titulaires et suppléants du Comité central la proposition de les exclure des rangs du PCR (b) et de transmettre leur dossier au NKVD<sup>40</sup>. » Nul ne saurait hésiter à approuver ce texte déliant. Comment refuser d'exclure du Parti des gens coupables de crimes aussi graves, quoique décrits par Staline en termes si vagues ? Le 26 mai, donc, Toukhatchevski a avoué tout ce qu'on lui a demandé : il a organisé un complot dès 1932 (l'année du bloc politique des anciens opposants et du groupe de Rioutine), il s'est lié en 1934 avec Boukharine (que Staline pourra ainsi accuser d'avoir eu une activité d'opposant après sa capitulation), il est devenu un espion pro-allemand en 1935, lors d'un voyage à Londres, où, en 1936, Poutna lui a organisé un rendez-vous avec le fils de Trotsky, Sedov (alors à Paris, mais qu'importe, puisque le procès ne sera pas public). Staline ne joint pas le texte de ces aveux à sa lettre ; le Comité central doit le croire aveuglément. Lui envoyer ce texte serait lui supposer un droit de regard ou d'examen. Il n'a que celui de contresigner le verdict et d'attendre la suite.

Aucune frontière nette ne sépare les nouveaux traîtres des dirigeants en place, que Staline affaiblit puis marginalise. La terreur déchaînée par le Guide après l'assassinat de Kirov lui permet de s'émanciper définitivement du Bureau politique, dont les réunions de plus en plus irrégulières sont remplacées par une consultation individuelle rapide, des réunions informelles ou des commissions diverses (dites « étroites »), dont Staline modifie à sa guise l'inti-

tulé et la composition. La marginalisation des instances élues est telle que certains membres du Bureau politique (Eikhe, Kossior) seront arrêtés et exécutés sans avoir été exclus au préalable de l'instance, théoriquement dirigeante, à laquelle ils appartiennent.

Le 14 avril, le Bureau politique crée ainsi deux commissions permanentes restreintes, l'une vouée à la politique extérieure et l'autre à la politique économique : Staline, Molotov et Kaganovitch figurent dans les deux, Vorochilov et Iejov dans la première, Tchoubar et Mikoïan dans la seconde. Fait rarissime, Staline justifie cette mesure dans une note aux membres du Bureau politique, dont cette décision restreint les fonctions, et au Secrétariat. Ces commissions, dit-il, ont pour but de pallier l'absence des membres du Secrétariat en déplacement ou vivant loin de Moscou (Jdanov), ou encore surchargés de travail (Kaganovitch et Iejov). On voit mal, pourtant, comment des réunions supplémentaires de responsables, déjà submergés par leurs obligations, pourraient améliorer le fonctionnement des organismes réguliers. Staline veut en réalité les diluer par la multiplication de cellules variables et mobiles. Ce même 14 avril, Staline constitue une « commission permanente près le Bureau politique », composée, outre lui-même, de Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et Iejov, chargée de « préparer pour le Bureau politique et, en cas d'urgence, de régler des problèmes d'un caractère particulier et secret, en particulier les questions de politique extérieure<sup>41</sup> ».

Tandis qu'il met en place l'opération Nicolaienko, Staline organise aussi, d'en bas, la répression contre l'appareil moyen du Parti, offert aux paysans comme bouc émissaire de sa politique. Dès février 1937 se multiplient les procès contre des responsables locaux du Parti, des soviets et des kolkhozes, auxquels la *Pravda* et les journaux régionaux donnent un grand écho. Ces cadres sont accusés d'avoir élevé artificiellement le plan de récolte, prélevé trop de blé sur les kolkhoziens, confisqué illégalement leurs biens et leurs lopins individuels, liquidé des kolkhozes, oublié que « les kolkhoziens sont les maîtres de leur kolkhoze ». Ces procès reposent sur les témoignages accablants, et véridiques, des paysans contre les inculpés, condamnés à des peines de 6 mois à 10 ans de détention, avec confiscation de leurs biens. La *Pravda* des 9 et 12 mars fait état de milliers de lettres de paysans enthousiastes, adressées à Staline, Kalinine ou à la rédaction, remerciant la Justice d'avoir châtié leurs oppresseurs.

Poursuivant son plan par étapes, Staline convoque, le 1<sup>er</sup> juin, une réunion du conseil militaire du commissariat à la Défense (dont vingt membres, soit le quart, sont sous les verrous) élargie au Bureau politique et aux 116 hauts gradés de l'armée. Le 2 juin, devant une assistance abasourdie, il peint le tableau d'un gigantesque complot tentaculaire, au cours du discours le plus chaotique de sa carrière, parsemé de digressions et dénué de tout argument ou fait : « Les dirigeants politiques sont Trotsky, Rykov, Boukharine. Je leur adjoins aussi Roudzoutak [...] un espion allemand, Karakhan, Enoukidzé, puis Iagoda, Toukhatchevski. » Il ajoute encore 5 généraux, soit au total 13 individus, qui forment « le noyau d'un complot politico-militaire qui a noué des relations systématiques avec les fascistes allemands, surtout avec la Reichswehr... Dix d'entre eux sont des espions [...]. L'organisateur du groupe est Trotsky. » Pour Rykov, Staline ne dispose pas de données attestant « qu'il ait lui-même informé les Allemands », mais il « a encouragé ces informations à travers ses gens » ; quant à Boukharine, « tous ses amis les plus proches [...] fournissaient systématiquement des informations à l'état-major allemand ». Enfin, « Iagoda est un espion et il a truffé le Guépéou d'espions ». Pour conclure, il pimente par une histoire de femme cet invraisemblable complot, qui aurait donc été monté à la fois par les chefs du NKVD et l'état-major, deux puissants appareils, qui auraient réalisé le tour de force de n'avoir jamais rien entrepris. Il raconte que Roudzoutak transmettait ses renseignements à une Mata Hari germanique, Josephine Guenzi : « C'est une belle femme. Un vieil agent », dit Staline et, dans un style de séminariste russe défroqué, il précise : « Elle a enrôlé Karakhan sur la base d'une partie de son corps de bonne femme. Elle a enrôlé Enoukidzé. Elle a aidé à enrôler Toukhatchevski. Elle tient en main Roudzoutak. C'est un agent très expérimenté [...]. Elle est belle, elle répond très volontiers à toutes les propositions des hommes, et après elle les détruit. »

Mais, souligne Staline, ce complot n'a aucune racine interne, car les succès de l'URSS, dont « l'agriculture prospère et prospérera », sont « extraordinaires ». Ce complot est le produit de manigances de la Reichswehr, associée à des dirigeants soviétiques mécontents de leur absence de promotion (or, la plupart appartiennent pourtant aux sommets de l'État !). Staline encourage l'assistance à lui dénoncer des suspects, qui ne le seraient

même qu'avec 5 % seulement de probabilité, tout en soulignant qu'il faut être indulgent avec les anciens trotskystes qui « ont rompu avec le trotskysme, ont rompu fermement et le combattent très bien ». Il donne en exemple Andreiev, « un trotskyste actif en 1921 » qui maintenant « se bat bien <sup>42</sup> ».

Dans l'assistance, 42 gradés prennent la parole pour dénoncer les comploteurs. (32 d'entre eux seront arrêtés et fusillés dans les 18 mois qui suivent.) Staline en choisit 9, parmi les plus vigoureux verbalement, pour constituer le tribunal qui va juger les accusés une semaine plus tard. Le 5 juin, Staline, avec Molotov, Kaganovitch et Iejov, choisit, dans la liste des généraux arrêtés, les huit qui passeront en jugement. Leur choix annonce la chasse aux « allogènes » : deux sont lituaniens (Ouborevitch et Poutna), deux juifs, et même trois, si l'on ajoute Gamarnik, qui s'est suicidé mais figure sur la liste des comploteurs (avec Iakir et Feldman), un estonien (Kork), et un letton (Eideman). L'un des deux Russes, Iegorov, essaie d'attendrir Staline en lui rappelant qu'ils ont plus d'une fois « mangé du chou dans la même écuelle », lors de la campagne de Pologne en 1920. Mais Staline, qui a flirté avec sa femme cinq ans plus tôt, ne cultive pas la nostalgie. Iegorov sera fusillé comme les autres, ainsi que sa femme, Olga, qualifiée d'espionne polonaise, et fusillée le 23 août 1938 pour avoir, en outre, tu la participation de son mari au « complot militaro-trotskisto-fascisto-droitier ».

Le 10 juin, la *Pravda* et les *Izvestia* publient un article très violent contre le *Napoléon* d'Eugène Tarlé, signé de deux inconnus, Konstantinov et Koutouzov, qui accusent Tarlé de « tenter de fonder la “conception” de bandit [...] des gardes fascistes et de leurs agents trotsko-boukhariniens, qui [...] s'efforcent de justifier leur vil plan de restauration du capitalisme, leur noire trahison et leur vilenie par une “analogie historique” avec Napoléon ». Le lendemain, 11 juin, les *Izvestia* annoncent l'ouverture du procès des généraux pour haute trahison. En page trois, une « Note de la rédaction » rectifie les invectives de la veille : « Tarlé n'est certes pas marxiste. Son livre sur Napoléon contient toute une série de fautes importantes, mais il est impossible de le qualifier de faussaire et de lier son nom à celui du “bandit trotskyste Radek”. » La *Pravda* publie, au nom de la « Rédaction », un correctif similaire. Les deux notes concluent que le livre de Tarlé est l'un des meilleurs ouvrages non marxistes sur Napoléon. Seul

Staline pouvait ainsi désavouer les deux journaux centraux de l'URSS. Il a manifestement lui-même inspiré ou dicté les deux articles et les deux réfutations ; Konstantinov et Koutouzov sont deux masques du Secrétaire général, déguisé en journaliste, qui sème l'effroi puis rend l'espoir.

La conjonction de ces deux événements très disproportionnés est significative. Staline protège publiquement l'auteur de *Napoléon*, ancien Cadet notoire, le jour même où s'ouvre le procès des chefs de l'Armée rouge, vétérans de la guerre civile. Il met aussi la dernière main au complot de l'«organisation maçonnique contre-révolutionnaire» dite «La fraternité unique du travail», où il implique et fait emprisonner, le 14 juin, Nicolas Moskvine, ancien chef de la Section d'organisation et d'affectation du Comité central, et dont Iejov fut jadis le protégé.

Pendant le déroulement du procès, avant même le prononcé du verdict, Staline envoie aux Comités centraux des partis des quinze Républiques, ainsi qu'aux secrétaires des comités de territoire et de province, une instruction urgente, signée de son nom, leur demandant, au nom du Comité central qu'il n'a pas consulté, d'«organiser des meetings d'ouvriers et, là où cela est possible, de paysans, et aussi des meetings d'unités de l'Armée rouge, et d'y soumettre des résolutions sur la nécessité d'appliquer la peine capitale. Le procès sera sans doute terminé dans la nuit d'aujourd'hui. Le jugement sera rendu public demain, c'est-à-dire le 12 juin<sup>43</sup>». Difficile de dire plus clairement qu'il a lui-même tout décidé.

Des neuf maréchaux et généraux qui sont «jugés», sept (dont Dybenko et le maréchal Blücher) seront liquidés dans les mois suivants. Ce procès inaugure une gigantesque purge du corps des officiers supérieurs. Le NKVD découvre des complots «militaro-fascistes», des «complots monarchistes d'anciens officiers blancs» ou des «organisations terroristes d'espionnage et de diversion», dans toutes les régions militaires, dans les flottes de la Baltique, du Nord et de l'océan Pacifique, dans la petite flotte militaire du fleuve Amour, au sein des forces aériennes, à la Direction politique de l'Armée rouge, à l'Académie militaire de l'état-major général, dans les écoles d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie... La liste est interminable.

Le déferlement de la répression multiplie les tensions dans l'appareil. Trotsky le sent ou le sait ; il télégraphie, au milieu de

juin, au Comité exécutif central des soviets : « La politique de Staline mène à une défaite définitive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La seule issue est d'effectuer un tournant vers la démocratie soviétique, en commençant par une enquête sur les derniers procès. Sur cette voie, je propose mon soutien total. » Staline, en rage, note sur le télégramme « Gueule d'espion ! Espion éhonté d'Hitler<sup>44</sup> », avant de le communiquer aux autres membres du Bureau politique. Trotsky sait que le dévouement réel de la majorité des dirigeants étant inversement proportionnel à leurs démonstrations officielles, la situation de Staline est fragile et instable. Il espère que, face à la vague de terreur qui les élimine les uns après les autres, une coalition de dirigeants se constituera pour chasser Staline et son groupe. C'est précisément cette crainte qui pousse Staline à multiplier les opérations chirurgicales préventives.

Elle lui interdit aussi de consacrer du temps à sa mère, alors agonisante. Kéké est tombée malade le 13 mai 1937 et meurt le 4 juin. Staline ne se rend pas à son enterrement. Il se contente d'envoyer une couronne portant cette inscription, écrite en russe et en géorgien : « À ma mère chère et aimée, de son fils Iossif Djougachvili (Staline). » Sa fille affirme : « Sa mort chagrina beaucoup mon père<sup>45</sup>. » Mais il a d'autres priorités.

Il gère sa vie de famille comme les affaires du Parti, par décision autoritaire, sans discussion. Son fils aîné, Jacob, a fait une école d'artillerie. Le second, Vassili, lui aussi passionné par les canons, s'inscrit à la première école spéciale d'artillerie de Moscou. Mais son père refuse : deux fils dans l'artillerie, ce n'est pas possible. Vassili sera aviateur. Il entre dans une école spécialisée, en sort en 1938 et part l'année suivante au service militaire. « Dès que je sortis de l'école, affirmera-t-il, je n'eus quasiment plus de conversations de fils à père avec mon père. Chaque rencontre se transformait en conversation sur les forces armées aériennes<sup>46</sup>. » Staline régenta sa vie de famille comme il le fait avec l'art : en fonction du seul critère de l'utilité.

Le 21 juillet, Staline monte le deuxième acte de la liquidation de la direction des Jeunesses communistes. Il convoque son Secrétaire général, Kossarev, dans son bureau, en présence de Iejov, et lui reproche de ne pas aider assez le NKVD à démasquer les ennemis. Iejov annonce l'arrestation d'un dirigeant des Jeunesses, Nazarov, pour appartenance à une organisation

contre-révolutionnaire. Kossarev se défend : il ignore le contenu des dossiers dont dispose le NKVD et ne peut donc démasquer les ennemis du peuple avec l'efficacité de Iejov. Staline conclut en le menaçant : « Vous ne voulez pas diriger ce travail <sup>47</sup>. » Un mois plus tard, l'éditorial de la *Pravda* énumère une liste de dirigeants des Jeunesses arrêtés, « qui ont fait leur sale et vil travail en utilisant la stupide maladie de l'aveuglement politique de toute une série des cadres dirigeants du Bureau du Comité central des Jeunesses, et au premier chef du camarade Kossarev », bien embarrassé...

Staline le laisse tranquille pour l'instant. Il a une priorité, la purge de l'armée qu'il mène au pas de charge. Le 26 juillet, Iejov adresse à Staline une liste de 138 gradés qu'il propose de classer dans la première catégorie, celle des condamnés à mort. Staline et Molotov notent et signent : « Fusiller les 138. » En novembre, Iejov leur soumet une seconde liste de 292 gradés. Staline et Molotov notent, aussi laconiques, toujours : « Fusiller les 292. » Combien d'officiers et d'officiers supérieurs ont été ainsi liquidés ? Roy Medvedev avance le chiffre de 25 000 à 30 000, Dmitri Volkogonov 40 000, Alexandre Iakovlev 70 000. L'historien Oleg Souvenirov tire des archives des chiffres beaucoup plus modestes : en 1937-1939, écrit-il, les tribunaux militaires n'ont condamné que 8 122 officiers et officiers supérieurs. Mais ces chiffres ne comprennent ni les forces aériennes, ni la marine, ni les officiers transférés dans la réserve, puis arrêtés et jugés après coup, ni tous ceux qui ont anticipé leur arrestation en se suicidant. Après le procès de juin 1937, le commandement soviétique est, en effet, décimé par une vague de suicides qui ne figurent pas dans les statistiques de la répression. Il faut y ajouter 11 000 officiers envoyés au Goulag. Vorochilov lui-même a, dans un discours d'octobre 1938, avancé le chiffre de 40 000 cadres de l'armée éliminés <sup>48</sup>. C'est sans aucun doute le bon.

Le haut commandement est anéanti : la quasi-totalité (sauf Vorochilov et Boudionny) des 41 maréchaux, amiraux, commandants d'armée ont été fusillés, plus 339 généraux à une étoile (en l'occurrence un losange), 216 généraux à deux étoiles, 88 généraux à trois étoiles, sans compter, dans les trois catégories, 63 morts en détention ou pendant les interrogatoires, 8 suicides et 85 déportés au Goulag. Le total de cette macabre addition : 714 généraux ont été abattus, soit deux fois et demie plus qu'au cours



de la Seconde Guerre mondiale où, en quatre ans, 294 généraux et amiraux périrent, la majorité sous les balles allemandes, une quarantaine sous celles du NKVD. C'est une saignée sans exemple dans l'histoire.

Staline liquide aussi les cadres des instituts de recherches : l'encadrement de celui sur les fusées, considéré comme un enfant de Toukhatchevski, est décapité. Le NKVD arrête, le 3 novembre 1937, son directeur, Kleimenov, fusillé le 10 janvier 1938, puis l'ingénieur en chef et cinq autres ingénieurs, dont Léonid Schwartz, et, le 27 juin 1938, Korolev. Ces deux hommes sont les futurs inventeurs des fameux Orgues de Staline (Katioucha), qui terroriseront les soldats de la Wehrmacht. On les accuse d'avoir fabriqué des moteurs de fusée totalement défectueux, qui, pourtant, fonctionnent normalement. Korolev invite l'enquêteur du NKVD à vérifier à l'institut. L'autre lui répond qu'il a autre chose à faire. Il sait que l'accusation n'a rien à voir avec la réalité.

Certains historiens russes contestent l'ampleur du coup porté à l'Armée rouge : le haut commandement issu de la guerre civile, formé à ses combats rudimentaires, disent-ils, aurait été incapable d'affronter la Deuxième Guerre mondiale. En le renouvelant, Staline aurait promu une jeune garde plus moderne, plus mobile, plus ouverte. Mais les rares survivants, Vorochilov et Boudionny au premier chef, incarnaient la guerre de partisans et ses charges de cavalerie sabre au clair. Ce sont eux qui s'opposaient à la réduction du rôle de la cavalerie et à son remplacement par les blindés et les divisions motorisées voulus par Toukhatchevski. Ils feront la démonstration en outre de leur médiocrité, voire, pour Vorochilov, de leur nullité, lors de la guerre contre la Finlande (décembre 1939-mars 1940) et de l'invasion allemande. Ensuite, la plupart des meilleurs généraux de la Seconde Guerre mondiale, Joukov, Koniev, Malinovski, Meretzkov, Kourassov, Malinine, Zakharov, Pokrovski ont été les élèves d'Ouborevitch et étaient, selon l'un d'eux, de bien petites gens comparés à lui. Certains, comme Koniev et Joukov, avaient d'ailleurs fait leurs premières armes au cours de la guerre civile. Le maréchal Timochenko, l'un des meilleurs chefs militaires soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale, et dont l'avis a sans doute plus de poids dans ce domaine que celui d'hommes de bureau, affirme : « Mikhaïl Toukhatchevski était exceptionnellement doué, il

dépassait d'une tête beaucoup d'entre nous<sup>49</sup>. » Enfin, la dénonciation de 40 000 officiers comme traîtres et espions désorientera les survivants et rendra le commandement globalement suspect aux yeux des soldats. Les nouveaux cadres de l'Armée rouge devront se former sur le tas, et sur le tard, subir deux années de défaites et des pertes gigantesques, pour apprendre à se hisser à la hauteur de leurs tâches. Staline a bel et bien miné la capacité défensive de l'URSS à des fins politiciennes et pour régler ses comptes.

Il poursuit son opération lors du Comité central en juin, en vue duquel il a préparé une nouvelle liste de dépositions accablantes. Il a mis du temps à obtenir celles de l'ancien trotskyste Beloborodov. Le 26 mai, Iejov lui a transmis le peu qu'il lui avait extorqué. Staline, furieux du maigre résultat obtenu, lui a renvoyé ses dépositions avec une note rageuse : « On peut penser que la prison est pour Beloborodov une tribune pour y prononcer des discours, y faire une déclaration sur l'activité de tout un tas de gens, mais pas sur lui-même. N'est-il pas temps de faire pression sur ce monsieur et de le forcer à raconter ses sales affaires ? Où est-il donc installé : dans une prison ou dans un hôpital ? I. St. » Les coups pleuvent sur Beloborodov...<sup>50</sup>

Le Comité central, convoqué initialement pour le 20 juin, s'ouvre le 23 sur une menaçante « communication du camarade Iejov ». Le voile épais du secret pèse sur les quatre premiers jours de cette réunion dont Staline interdit de sténographier les séances, officiellement consacrées à la nouvelle loi électorale, à l'amélioration des semences des céréales, à la technique des assolements et aux mesures d'amélioration du travail des stations de machines et tracteurs. Selon Khrouchtchev, chaque intervenant doit critiquer un voisin. Staline invite les membres du Comité central à se déchirer entre eux pour exercer leur vigilance. Il frappe fort d'entrée de jeu ; dès le premier jour, 26 membres du Comité central en sont exclus sans explication : 7 pour « défiance politique », 19 autres, aussitôt livrés au NKVD, « pour trahison du Parti et de la patrie et activité contre-révolutionnaire résolue ». Parmi eux figurent Knorine, ancien dirigeant du Comintern, Cheboldaïev, ancien secrétaire de la région Azov-mer Noire, Ounchlicht, ancien procureur.

Une rumeur insistante veut que deux membres du Comité central aient alors manifesté leur opposition. D'après le secrétaire

de Kaganovitch, Gouberman, Staline demande, à l'ouverture de la réunion, que l'on attribue les pleins pouvoirs extraordinaires à Iejov afin de liquider tous les « droitiers ». Piatnitski, l'ex-chef des services de liaison du Comintern, aurait alors déclaré : Il faut se contenter d'exclure Boukharine et les droitiers du Parti tout en mettant à profit leur expérience économique, et non donner les pleins pouvoirs à Iejov, dont les décisions et les méthodes sont très contestables ; il faut aussi renforcer le contrôle du Parti sur son activité et celle du NKVD. Staline décrète alors une interruption de séance et envoie Molotov, Kaganovitch et Vorochilov demander à Piatnitski de retirer son intervention. Piatnitski refuse. Le lendemain, Iejov le dénonce comme ancien agent de l'Okhrana et le fait blâmer<sup>51</sup>. Cette révolte de Piatnitski, après l'exclusion de 26 nouveaux membres du Comité central terrorisé, paraît peu vraisemblable. Cet ancien ouvrier tailleur, bolchevik des premiers jours, était devenu depuis longtemps un homme de bureau, totalement soumis à Staline. Il sera, il est vrai, chassé du Comité central le 25 juin. Mais son arrestation, le 7 juillet, s'inscrit avant tout dans l'organisation du grand procès public du Comintern.

L'éclat de Kaminski, l'ancien commissaire du peuple à la Santé, est en revanche attesté par Khrouchtchev et s'inscrit tout à fait dans la grande tradition des intrigues menées au sein de la haute bureaucratie soviétique. Pour en découdre avec un rival, Kaminski utilise l'invitation de Staline à critiquer ses camarades. Il accuse ainsi Beria d'avoir, en 1918-1920, travaillé à Bakou pour les services de renseignements des nationalistes moussavattistes, contrôlés par les services de renseignements britanniques – ce qui est vrai –, puis d'avoir abattu le Premier secrétaire du PC arménien, Khandjian, et empoisonné le président du Comité exécutif des soviets d'Abkhazie, Lakoba. Mais Staline, qui voulait justement se débarrasser de ce trop indépendant Lakoba, a besoin de Beria, et Kaminski s'est trompé de cible. Il est immédiatement arrêté et exclu du Comité central et du Parti « comme indigne de confiance ».

Au total, 31 membres du Comité central en sont exclus au cours de cette réunion de juin : c'est la plus grande saignée jamais effectuée. Le plénum vote, de plus, une résolution autorisant officiellement le recours à la torture, déjà pratiquée. Certains cadres du Parti, naïfs, protestaient, en effet, contre l'emploi de

«mesures de pression physique à l'encontre des détenus» par le NKVD! Il fallait donc en régulariser l'emploi, et ainsi terroriser un peu plus l'appareil lui-même. Comme Staline ne veut pas laisser de traces, la résolution n'est pas jointe au procès-verbal, très partiel, de cette réunion. Mais, le 10 janvier 1939, confronté aux interrogations voire aux protestations de cadres du Parti, il adressera un télégramme chiffré en ce sens, à retourner à Moscou ou à détruire après lecture, aux secrétaires des Comités centraux des Républiques, aux secrétaires régionaux et territoriaux, ainsi qu'aux directions du NKVD des Républiques. On en a trouvé un unique exemplaire dans les archives du comité régional du PC du Daghestan.

Le texte en question sera authentifié au cours d'un âpre débat entre Khrouchtchev et ses adversaires, au Comité central de juin 1957. Khrouchtchev y demandait à Molotov de s'expliquer sur «la décision de torturer les détenus pour leur arracher des dépositions. Qui a signé le document sur les coups et les tortures?». Molotov répondit qu'il s'agissait d'«une décision unanime et secrète du Bureau politique». Kaganovitch confirma : «Tous les membres du Bureau politique ont signé pour appliquer des mesures extrêmes de pression physique à l'encontre des espions [...] le document a été rédigé de la main de Staline et tous l'ont signé.» Staline l'avait ensuite présenté comme une décision du Comité central, qu'il avait pris un malin plaisir à faire confirmer par sa réunion de juin<sup>52</sup>.

Staline a désormais les mains entièrement libres pour imposer ses décisions, éliminer les hommes qui lui déplaisent, ont fait leur temps ou le gênent, et les remplacer par ses créatures. Ce plénum de juin est d'ailleurs suivi d'un nouveau déchaînement de la répression : le 2 juillet, Staline fait adopter par le Bureau politique une des décisions les plus féroces de la Grande Terreur. La résolution affirme que «la plus grande partie des anciens koulaks, déportés [...] puis revenus dans leur région d'origine après expiration de leur peine, apparaissent comme les fauteurs de toutes sortes de crimes et d'actes de diversion antisoviétiques». Il faut les enregistrer tous «afin d'arrêter immédiatement et de fusiller les plus hostiles d'entre eux après examen administratif de leur affaire par une troïka». Les moins hostiles seront déportés. Les destinataires du télégramme ont cinq jours pour établir la composition de ces troïkas, et le nombre des individus à fusiller

et à déporter<sup>53</sup>. Le 10 juillet, Khrouchtchev, Premier secrétaire de Moscou, informe Staline que 33 436 criminels et 7 869 koulaks ayant purgé leur peine résident dans la province de Moscou. Il en classe au total 8 500 à fusiller et 32 805 à déporter. La troïka de Moscou comprend Khrouchtchev et Redens, beau-frère de Staline.

Une instruction du 30 juillet répartit les victimes en deux catégories : les gens soumis à arrestation et exécution immédiate, et ceux qui sont frappés d'un internement de 8 à 10 ans. Ce nettoyage est censé être effectué en 4 mois. Des données statistiques incomplètes aboutissent à un quota total de 259 450 personnes à arrêter, dont 72 950 à exécuter. Pour prouver leur zèle, les dirigeants locaux réclament l'augmentation de leurs quotas. Aussitôt le Bureau politique élève de près de 10 % le total des gens à arrêter et de plus de 20 % celui des futurs fusillés. Si les quotas sont fixés à Moscou, les victimes sont, à l'exception des dirigeants, désignées sur place. Les règlements de comptes personnels vont bon train : combien de trotskystes, nationalistes bourgeois ou gardes blancs ne sont en réalité que des voisins dont on lorgne la chambre ou l'appartement, un contremaître, chef de brigade, directeur ou camarade d'établi auquel on fait payer un vieux contentieux ? Deux mois plus tard, le Bureau politique ajoute un lot supplémentaire d'environ 90 000 individus à arrêter (en majorité à exécuter) et ordonne de fusiller 10 000 détenus du Goulag. Ses membres sillonnent l'URSS pour organiser l'opération, dont les objectifs seront revus à la hausse, le tout à mettre en œuvre en quatre mois. Staline suit personnellement le détail de l'opération et, à cet effet, reçoit Iejov quasiment chaque fois qu'il se rend au Kremlin. Il le voit ainsi plus d'une heure le 4 juillet, trois heures le 5 et le 7, entre une heure et deux heures presque tous les deux jours du 9 au 26 juillet, trois heures les 28 et 31 juillet, trois heures et demie le 29. En deux ans, Iejov passera au total six cent cinquante heures dans son bureau...

Staline recourt alors à nouveau aux services du docteur Valedinski, dont le NKVD vient d'arrêter le fils, peu avant sa consultation. Le médecin ausculte Staline, puis lui dit : « C'est la dernière fois que je viens vous voir. Le père est responsable de son fils<sup>54</sup>. » Staline, étonné, l'interroge, convoque Poskrebychev et lui confie l'affaire. Deux semaines plus tard, le prisonnier est libéré, mais Staline, méfiant, ne sollicitera plus les services de Valedinski pendant trois ans.

S'il ne peut tout contrôler dans le détail, Staline règle lui-même le mécanisme de la répression, dessine ses objectifs, désigne les catégories de victimes, en établit ou en valide de longues listes nominales, et, malgré sa prudence légendaire, en signe un grand nombre. S'il met toujours en avant Iejov, qui donne son nom à la vague de terreur baptisée « Iejovchtchina », il suit personnellement toute la campagne, des plus petites mesures aux plus importantes. Le 11 juin 1937, il a exigé, par télégramme, l'organisation de meetings réclamant la peine de mort pour les huit chefs militaires. Le 18 juillet 1937, il télégraphie à Beria à propos de l'arrestation d'un dirigeant géorgien : « Le Comité central sanctionne l'arrestation de Lordkipanidzé. » Dix jours plus tard, il télégraphie à Andreiev, en mission à Saratov : « Le Comité central est d'accord avec vos propositions de traduire en justice et de condamner à mort les anciens membres de la station de machines et tracteurs. » Le 8 juillet, il télégraphie au secrétaire du comité provincial de Saratov, à la suite de l'incendie d'un dépôt : « Le Comité central propose d'organiser dans un délai de sept jours un procès accéléré contre les responsables de l'incendie [peut-être accidentel en cet été torride], les condamner tous à mort et publier [la nouvelle de] leur exécution dans la presse. » Il rédige lui-même ces télégrammes au nom du Comité central ; même le Bureau politique n'en discute pas. Au mieux, il fait cosigner telle ou telle liste par ses membres pour les associer à ses décisions. Dix-neuf jours plus tard, il adresse un télégramme similaire au comité territorial de Krasnoïarsk en Sibérie orientale : « L'incendie du combinat de meunerie a été probablement organisé par les ennemis. Prenez toutes les mesures pour découvrir les incendiaires. Jugez les coupables de façon accélérée. Condamnez à mort. Publiez l'exécution dans la presse locale. » Dix minutes plus tôt, le même jour, il télégraphie au comité régional de Smolensk un ordre similaire, à la première personne cette fois : « Je conseille de condamner à mort les saboteurs de la région et de publier l'exécution dans la presse locale<sup>55</sup>. »

En juillet-août 1937, 200 trotskystes de Kolyma organisent une manifestation avec calicots sur le pont du bateau *Koula*, dans la baie de Nagaïevo, sous l'œil des marins stupéfaits, puis entament une grève de la faim. L'un d'eux, Baitalski, refuse de s'y joindre en expliquant à ses camarades que les temps ont changé

et qu'ils seront exterminés. Staline les fait abattre à la mitrailleuse, femmes et enfants compris. Il suit aussi de près la déportation des 180 000 Coréens de la région frontalière de Vladivostok-Khabarovsk. Le 11 septembre 1937, il télégraphie au comité régional de Khabarovsk : « Tout montre que la déportation des Coréens est une affaire très bien mûrie », et lui demande « de prendre des mesures sévères et immédiates pour l'exécution exacte du plan et du calendrier de la déportation<sup>56</sup> ». Le fonds Staline comprend des milliers de télégrammes de ce type.

Après une courte période de disgrâce, Molotov est, après Iejov, le principal assistant dans cette activité quotidienne de Staline, qui souvent sollicite son avis sur l'attitude à adopter face à telle dénonciation. Molotov note d'ordinaire : « Arrêter immédiatement » ou « Fusiller ». Staline lui envoie des listes de proscrits à fusiller qu'il signe à tour de bras. Dans ses conversations des années 1970 et 1980 avec le journaliste Tchouev, on croirait entendre l'écho de la voix de Staline : « Je signais pour Beria tout ce que Staline m'envoyait revêtu de sa signature. J'apposais aussi ma signature même lorsque le Comité central n'était pas parvenu à faire toute la lumière et que des gens indubitablement honnêtes, braves, dévoués, étaient mis en cause. Dans les dossiers du NKVD, le sort des victimes était déjà scellé<sup>57</sup>. » Évoquant son vieux camarade Arossev, fusillé en 1937, il affirme : « C'était un homme absolument fidèle [...]. Impossible de l'impliquer dans des entreprises antisoviétiques. [...]. Il n'a pu être coupable que d'une chose : avoir lâché en présence de quelqu'un une phrase libérale<sup>58</sup>. » Une simple « phrase libérale » suffisait donc pour être envoyé à la mort ?

Le 8 juillet, la *Pravda* publie un article intitulé « Le professeur sadique et violenteur ». Sous ce titre à scandale, le journal dénonce le professeur Pletnev, ancien Cadet, médecin traitant de plusieurs personnalités du régime, parmi lesquelles le défunt Ordjonikidzé. Pletnev, affirme l'article, a, trois ans plus tôt, sauvagement mordu le sein d'une pauvre patiente, à jamais brisée par cette brutalité. Le 17 janvier 1937, deux ans et demi plus tard, la patiente, un agent du Guépéou, lui adresse une lettre, signée B, « document bouleversant », selon la *Pravda*, qui la reproduit : « Sois maudit, criminel, violenteur de mon corps ! Sois maudit, infâme sadique qui t'es livré à de honteux débordements sur mon corps [...]. Professeur criminel, tu as fait de moi la victime de ta

corruption sexuelle et de ta perversité scélérate.» Cette improbable morsure perverse vaut au docteur septuagénéaire deux ans de prison puis l'envoi sur les bancs du troisième procès de Moscou, qui reprend le thème obscurantiste du médecin empoisonneur ou assassin, promis par Staline à un bel avenir.

Pour donner à la répression une ombre d'assise populaire, il relance les procès de responsables du Parti dans les campagnes. Les tribunaux prononcent cette fois des peines de mort devant des auditoires de paysans, ravis de voir les petits chefs locaux payer les violences inouïes de la collectivisation. La *Krestian-skaia Pravda* du 3 septembre, en citant le cri d'une paysanne : « Ce sont des ordures, des cannibales », donne la mesure de la haine des kolkhoziens prêts à recommencer avec les cadres quand Staline jugera achevé le renouvellement de l'appareil du Parti.

Il mène aussi au pas de charge la liquidation des « étrangers », engagée pour ce qui concerne les Polonais depuis 1936. La Lettonie avait, en 1917, aux élections à l'Assemblée constituante, voté à 72 % pour les bolcheviks et ses tirailleurs avaient été le soutien militaire le plus efficace des bolcheviks. Après la guerre, ils n'étaient pas retournés dans leur pays, soumis à une dictature parafasciste. Au cours du premier semestre 1938, 3 680 Lettons sont fusillés pour « espionnage au profit de la Lettonie bourgeoise » : plus de la moitié d'entre eux sont membres du parti bolchevik, et plus d'un tiers appartiennent au mouvement révolutionnaire depuis les années 1905-1907.

C'est alors que Staline découvre un nouveau nid de saboteurs, inattendu celui-ci. Après collation des résultats du recensement de janvier, le chef du Bureau des statistiques aboutit à un total de 156 millions d'habitants. Or, Staline avait annoncé au XVII<sup>e</sup> congrès du Parti, en janvier 1934, une « croissance de la population de l'Union soviétique de 160,5 millions d'habitants, à la fin de 1930, à 168 millions, à la fin de 1933 », soit une progression annuelle de 2,5 millions d'habitants (contre 3,7 millions dans la Russie tsariste de 1900 à 1913). Sur la base du chiffre fantaisiste de 168 millions d'habitants en 1933, il avait prévu 180 millions de Soviétiques en 1937. En étendant au maximum la catégorie des individus absents de chez eux, en déplacement, en congé, en voyage, le Bureau de la population parvient, quant à lui, à un chiffre total de 162 millions. C'est là 18 millions de Soviétiques en moins par rapport à la prophétie de Staline, 6 millions de



moins que ses prévisions pour 1933 et même 4,5 millions de moins que le chiffre annoncé pour 1930. Ces statistiques apparaissent comme une remise en cause brutale du Secrétaire général : ou bien il a menti en 1934, ou bien l'URSS a perdu 6 millions d'habitants de janvier 1934 à janvier 1937. En grossissant les chiffres de la population en janvier 1934, Staline avait voulu dissimuler les morts de la famine de l'hiver 1932-1933... qui réapparaissent soudain, comme autant de fantômes, dans le recensement, trois ans plus tard. Staline qualifie le résultat de sabotage trotskyste.

Les statisticiens vont le payer par la perte de leur poste, de leur liberté, voire de leur vie, comme le chef du Bureau des statistiques, Kraval, fusillé à la fin de 1937. Le chef du Bureau de la population, Mikhaïl Kurman, explique l'écart important entre les estimations et le recensement par un sous-enregistrement de la mortalité, estimée à 3,5 millions d'habitants, auxquels il faut ajouter, selon lui, 1,5 million de décès de détenus dans les camps, en particulier dans les régions touchées par la famine de 1932-1933. On l'envoie à Kolyma. Le 25 septembre 1937, un décret revu et corrigé par Staline déclare le recensement «défectueux [...] réalisé en violation profonde des fondements élémentaires de la science statistique et en violation des instructions du gouvernement», le classe document confidentiel, l'annule et annonce un nouveau recensement en janvier 1939<sup>59</sup>.

Au goût de Staline, les cadres ne saisissent pas l'ampleur de la purge à réaliser. Pour en convaincre la population tout entière, il faut en faire un spectacle à fins pédagogiques, telles les processions des autodafés de l'Inquisition. Le 2 octobre, il signe avec Molotov une circulaire particulièrement brutale, ordonnant d'«organiser dans chaque République, dans chaque territoire, dans chaque province, de trois à six procès démonstratifs publics, en y attirant les masses paysannes et en évoquant largement ces procès dans la presse, en condamnant les accusés à la peine capitale, pour sanctionner les cas de sabotage organisé par des empoisonnements bactériologiques de bêtes d'élevage, débouchant sur une épizootie massive du bétail».

Cette violence ne touche pas seulement l'URSS. Le 7 novembre, il exprime à Dimitrov et à trois de ses adjoints son mécontentement à propos de la résolution, qu'il juge molassonne, du Comité exécutif du Comintern sur la campagne anti-trotskyste : «Il faut, dit-il, pourchasser les trotskystes, les

fusiller, les anéantir. Ce sont des provocateurs mondiaux, les pires agents du fascisme.» Puis, dans une longue conversation particulière avec Dimitrov, il lui annonce l'arrestation «vraisemblable» de Stassova (la secrétaire du Comité central en 1918-1919), qui restera finalement en liberté, et surtout, il lui déclare : «Münzenberg est un trotskyste. Dès qu'il arrivera nous l'arrêterons aussitôt. Efforcez-vous de l'attirer ici<sup>60</sup>.» Or Münzenberg, l'organisateur de la propagande stalinienne mondiale, le metteur en scène du contre-procès de l'incendie du Reichstag, des divers congrès de la paix et de la défense de la culture, n'est coupable que d'avoir quelques doutes sur la politique de Staline.

Staline explique à Dimitrov la raison de la répression en avançant un prétexte rocambolesque. À chaque moment difficile, dit-il, les éléments les plus faibles du Parti ont reculé. Ils n'ont surtout pas supporté la collectivisation, «où il a fallu trancher dans le corps vivant du koulak. Les plus faibles se sont alors tournés vers l'ennemi étranger, ils ont promis l'Ukraine aux Allemands, la Biélorussie aux Polonais, la région de Vladivostok aux Japonais. Ils attendaient la guerre et poussaient surtout les fascistes allemands à attaquer l'Union soviétique». Staline, informé depuis longtemps, aurait attendu d'en savoir le maximum. «Ces gens-là se préparaient en juillet à attaquer le Bureau politique au Kremlin. Mais ils ont eu peur. Ils se sont dit : "Staline va tirer le premier et il y aura du scandale."<sup>61</sup>» Dimitrov avale cette explication rocambolesque du procès des militaires, et y voit une leçon à tirer pour son parti, qu'il va épurer de ses rivaux.

Dans quelle mesure faut-il lui attribuer la décision de liquider tel ou tel, dans quelle mesure lui est-elle soufflée ou suggérée par son entourage et par les dénonciations émanant de cadres soucieux d'étaler leur vigilance ? Vassili Staline raconte un épisode curieux. À peine entré en fonction, Beria veut arrêter Redens, le mari de la sœur de Nadejda Alliluieva, donc le propre beau-frère de Staline. Redens a dirigé le Guépéou en Géorgie avant Beria. Affecté à Moscou, il était régulièrement invité aux anniversaires de Staline, le 21 décembre, à Kountsevo. Or Vassili assiste, en avril ou mai 1939, à une conversation entre son père et Beria soutenu par Malenkov, nommé en mars secrétaire du Comité central et chef de la Direction des cadres. Beria veut arrêter Redens ; son père, réticent, demande alors à Beria : «Étudiez soigneusement

les cadres avec les camarades au Comité central. Je ne crois pas que Redens soit un ennemi.» Quelques jours après, Redens est arrêté. Staline interdit l'entrée de sa maison à la femme de Redens, Anna, sa belle-sœur, qui supplie Vassili de lui obtenir un rendez-vous avec lui. Staline répond à son fils : «Je n'ai pas cru Beria quand il m'a dit que Redens était un ennemi, mais les cadres du Comité central disent la même chose. Je ne recevrai pas Anna Sergueievna, car je me suis trompé sur Redens. Et ne me le demande plus<sup>62</sup> ! » Toute cette scène sent la comédie jouée pour duper Vassili, interloqué par l'arrestation d'un proche. Beria et Malenkov ne pouvaient réclamer l'arrestation d'un membre de la famille de Staline qu'à la condition que ce dernier ait déjà suggéré l'élimination de l'intéressé.

Dans la deuxième moitié de 1937, le Bureau politique ratifie des listes complémentaires de près de 40 000 individus à liquider. Le 31 janvier 1938, Staline contresigne la proposition du NKVD de définir une nouvelle liste de 57 200 personnes à arrêter, dont 48 000, soit les quatre cinquièmes, à fusiller d'ici le 15 mars, et prolonge jusqu'au 15 avril l'opération lancée depuis quelques mois de «liquidation des contingents contre-révolutionnaires de sabotage et d'espionnage de Polonais, Lettons, Allemands, Estoniens, Finlandais, Grecs, Iraniens, rapatriés de Kharbine, Chinois et Roumains, sujets étrangers ou citoyens soviétiques<sup>63</sup> ». Le Bureau politique «propose au NKVD de mener une opération analogue pour écraser les cadres bulgares et macédoniens». Toutes ces instructions sont dictées par Staline lui-même, même si c'est Iejov qui, en apparence, les propose.

L'accélération et l'intensification de la répression obèrent le fonctionnement économique du Goulag, qui reçoit près de 200 000 détenus supplémentaires en 1936 et près de 700 000 en 1937 et 1938. Il n'a pas les moyens d'accueillir et d'employer un tel afflux de détenus. Les deux objectifs parallèles de la répression : semer la terreur et développer le travail forcé, se télescopent brutalement. Peu importe alors à Staline, pour qui l'essentiel est la liquidation des «ennemis du peuple». Aussi le Goulag ne réalise-t-il, de 1936 à 1938 (et encore, sur le papier!), le plan qu'à 35 ou 40 %. Ces résultats lamentables seront retenus contre Iejov dans l'acte d'accusation qui sera dressé contre lui en 1939. Mais pour l'heure, il décide de durcir encore les conditions de détention. Dans son rapport au Comité central, le 2 mars 1937,

Iejov compare les prisons et camps soviétiques à des centres de loisir où l'on joue «au volley-ball, au cricket, au tennis<sup>64</sup>». En quoi il ne fait que traduire un bruit qui court dans les camps, selon lequel Staline compare les conditions de détention à celles d'une station balnéaire ou d'un centre de loisir.

Aucun secteur de la société ne doit échapper à l'accusation de sabotage, de diversion et de complot : dès 1933, malgré la place très marginale de l'Église catholique en URSS, Staline a fait fabriquer de toutes pièces un complot catholique pour le réprimer : chaque nationalité a son quota de traîtres et de saboteurs. En 1937, le NKVD arrête le président du comité territorial du Parti de la région d'Azov-mer Noire, bolchevik depuis 1914, Vitali Larine. Il avoue avoir appartenu depuis 1928 à une organisation de cosaques monarchistes qui voulaient assassiner Staline et quelques autres dirigeants, pendant l'automne 1937, au cours de leurs vacances à Sotchi. Cette même année, il tente de donner crédit à un complot socialiste-révolutionnaire de gauche, dont les protagonistes, exilés à Oufa en Bachkirie, sont accusés d'avoir constitué dès 1929 un centre terroriste pour abattre Staline. Afin de faire avouer Maïorov, le mari de Maria Spiridonova, la dirigeante historique des SR de gauche, le NKVD menace de déporter au Goulag son père, âgé de 80 ans et cul-de-jatte, et son fils de 18 ans. Maïorov craque. Maria Spiridonova refuse d'«avouer» : elle écope de 25 ans de camp et sera fusillée le 11 octobre 1941 à Orel.

Après le Parti et l'encadrement de l'armée, Staline s'attaque au dernier grand héritier de la période révolutionnaire : le Comintern, dont de nombreux dirigeants et militants de pays aux régimes fascistes se sont réfugiés à Moscou. Il envisage alors de monter deux grands procès publics. D'abord, un procès de dirigeants du Comintern, accusés d'avoir monté un réseau trotskyste impliquant, au fil des divers scénarios envisagés, ses dirigeants et ceux de nombreux partis communistes. Y seront cités le Bulgare Georgi Dimitrov, son propre secrétaire, chargé bien sûr de «diriger le Centre d'espionnage dans le Comintern», les Chinois Mao Tsé-toung, Chou En-lai, Liou Shao-chi, les Allemands Walter Ulbricht et Wilhelm Pieck, l'Italien Palmiro Togliatti, le Français Jacques Duclos, le Tchèque Antonin Zapotocky, l'Anglais Harry Pollitt, l'Espagnol José Diaz, le Suédois Sven Linderot, etc. Pour préparer l'opération, une résolution du Comité exécutif du

Comintern exige, dès le 31 mai 1937, une épuration sévère dans les PC des pays capitalistes, afin d'y débusquer les «agents trotskystes», à savoir des militants «qui donnent à leur désaccord radical avec la politique du Parti et de l'Internationale communiste la forme de réserves de toute espèce à l'égard des positions tactiques du Parti<sup>65</sup>». La préparation du procès commence réellement en juillet 1937, avec l'arrestation de Piatnitski. Staline invente aussi un réseau trotskyste dans la diplomatie, destiné à impliquer le commissaire aux Affaires étrangères, Litvinov, et les principaux plénipotentiaires soviétiques.

Staline renoncera finalement à ces deux projets. La construction d'un gigantesque complot international, englobant des dirigeants de dizaines de pays étrangers et des plénipotentiaires des quatre coins du monde, qu'il n'est pas sûr de pouvoir tous attirer à Moscou sans problème, est une tâche au-dessus des forces de Iejov et de ses services. Du coup, l'édifice monumental risque de s'effondrer. Staline fait néanmoins abattre Piatnitski et son adjoint Knorine et liquider plusieurs plénipotentiaires et les deux tiers du personnel des Affaires étrangères, sans procès. Échappent à la purge Litvinov lui-même, simplement démis de ses fonctions en juin 1939, et l'ambassadrice Alexandra Kollontai, par caprice du Guide, à moins qu'il n'ait décidé de la tenir en réserve pour une autre mise en scène.

Le faux complot avorté laisse de lourdes traces. Les arrestations massives et systématiques bafouent les intérêts élémentaires de l'État. Des services entiers sont démantelés et paralysés pendant des mois, et non des moindres. Ainsi le 3 janvier 1939, Litvinov, par une note, attire l'attention de Staline sur les trous béants de la représentation diplomatique de l'URSS. Alors que cette dernière n'est reconnue que par une trentaine de pays, les postes de plénipotentiaires sont vacants parfois depuis plus d'un an dans neuf capitales, parmi lesquelles Washington, Tokyo, Varsovie, Bucarest, Barcelone, Kovno, Copenhague, Budapest et Sofia. De simples chargés d'affaires y gèrent les affaires courantes. En cette veille de guerre mondiale, cette liste de postes vacants laisse rêveur<sup>66</sup>. Mais elle ne représente qu'un aspect de la destruction du corps diplomatique soviétique : la purge a liquidé 48 plénipotentiaires, 30 chefs de sections du commissariat aux Affaires étrangères, 28 consuls, 113 responsables de services du commissariat, pour 30 ambassades !

Si le procès du Comintern a capoté, Staline s'acharne en revanche sur le Parti communiste polonais. Le 11 novembre 1937, il déclare au Comintern : « Tous les trotskystes doivent être pourchassés, abattus, exterminés<sup>67</sup> », puis colle cette étiquette sur le dos des dirigeants polonais. En décembre 1937, il affirme : « La dissolution du PC polonais a deux ans de retard<sup>68</sup>. » Elle s'effectue par étapes : arrestation de ses membres réfugiés en URSS, invitation de ses cadres de Pologne à venir en URSS, rafle des communistes polonais à l'étranger (ils seront déportés ou fusillés), exécution de la quasi-totalité de sa direction, sauf de ses membres emprisonnés en Pologne, comme Gomulka. Cette entreprise se conjugue avec la déportation des Polonais vivant en URSS et la dissolution des deux régions autonomes polonaises, créées au début des années 1920. *L'Internationale communiste* de février 1938, dans un article intitulé « Les provocateurs à l'œuvre », affirme que toute la direction du parti polonais est noyauté par « des agents trotskystes », manipulés par la police politique polonaise, qui « a fait tirer sur ses propres presses les livres de Trotsky et s'est efforcée de les distribuer gratuitement dans les prisons parmi les détenus<sup>69</sup> » ! Le 2 juillet 1938, la direction du PC polonais se soumet à la dissolution, consignée en août dans une résolution non publiée, signée par un tiers des membres du présidium du Comintern. La décision, quoique officieuse, est rendue publique. Tout Polonais qui s'affirme alors membre du PC sera désormais considéré et traité comme un provocateur. Le seul dirigeant en liberté qui refuse d'accepter la dissolution et fonde un parti communiste indépendant, Léon Lipski, sera pourchassé par le NKVD qui l'abattra en juillet 1943 comme agent de la Gestapo.

Un tel acharnement sur le Parti communiste polonais s'explique par une situation particulière que Lénine décrivait ainsi en octobre 1921 : « Une victoire du pouvoir des soviets en Pologne, *de l'intérieur*, serait une immense victoire *internationale* [...]. Une Pologne soviétique fera éclater *tout* le système [du traité] de Versailles. Voilà pourquoi les communistes polonais assument une responsabilité mondiale<sup>70</sup>. » Staline le comprend fort bien. De plus, tout accord avec Hitler suppose la mort d'une Pologne qui gêne les deux dictateurs et que le PC polonais pourrait difficilement soutenir. Sa destruction est un nouveau signe adressé à Hitler.

Les 11, 14, 18 et 20 janvier 1938, l'assemblée plénière (!) d'un Comité central croupion se réunit : il ne reste plus, pour y partici-

per, que 28 des 71 membres élus au congrès de janvier 1934 ; la moitié d'entre eux appartiennent au Bureau politique. Le simple membre du Comité central se fait rare. La purge ravage pourtant encore cette mini-assemblée. Le rapport introductif de Malenkov, jeune poulain de Staline, est fait pour rassurer. Il stigmatise les erreurs commises lors de l'exclusion de tels ou tels communistes et la frilosité bureaucratique qui a caractérisé le traitement des pourvois en appel des exclus. En 1937, dit-il, plus de 100 000 communistes ont été exclus, dont 76 000 dans les six derniers mois ; or, une bonne partie de ces exclusions étaient infondées et, dans de nombreuses régions, la commission de Contrôle a réintégré la moitié ou plus des exclus. Des calomniateurs de communistes honnêtes ont été arrêtés. Bref, le vent de la détente semble souffler. Pourtant, plusieurs orateurs vedettes de cette réunion vont être eux-mêmes liquidés sous peu : Kossarev, Tchoubar, bien que promu vice-président du Conseil des commissaires du peuple, Kossior, Premier secrétaire du PC ukrainien, et Eikhe, nommé deux mois plus tôt commissaire à l'Agriculture. Il présente pourtant, selon Staline, qui fait prolonger son temps de parole, « un très bon rapport » sur le « sabotage à la campagne <sup>71</sup> ».

À cette réunion, Staline concentre tous ses feux sur l'ancien homme fort de l'Ukraine, Pavel Postychev, dont il prépare la chute depuis un an. Envoyé en Ukraine en 1933, Postychev y a fait régner la trique et la terreur, et instauré son culte personnel. Avec l'aide de sa femme, chargée de mettre au pas les milieux intellectuels, il a organisé la chasse aux « nationalistes » ukrainiens, aux déviationnistes de toute sorte, et aux calomniateurs qui osaient évoquer la famine de l'hiver 1932-1933. En février 1937, Staline le démet de ses fonctions de Premier secrétaire de la région et de la ville de Kiev, puis de Premier secrétaire du Comité central d'Ukraine, et le nomme simple premier secrétaire de la ville et de la région de Kouibychev. Les raisons de sa disgrâce sont obscures. La personnalisation du pouvoir n'est qu'un prétexte. En août 1937, Andreiev, envoyé par Staline contrôler l'activité de Postychev, lui reproche de ne pas « mener la bataille contre les ennemis » et exige de lui qu'il « mobilise les structures du Parti pour démasquer les ennemis <sup>72</sup> ».

Postychev tombe dans le piège tendu par son ancien protecteur et épure sauvagement l'appareil du Parti. Il chasse en une seule séance 34 députés du soviet de la ville de Kouibychev,

exclut 17 des 41 membres du comité de ville élu une semaine plus tôt sous sa direction, dissout, sans en référer au Bureau politique, 34 comités de districts considérés comme autant de nids d'ennemis du peuple. Sa fureur épuratrice sème une pagaille indescriptible, que souligne Malenkov : « Personne au comité de région ne savait exactement combien de comités de districts avaient été dissous : d'abord ils ont dit 13, puis 20, quand on leur a dit qu'il y en avait 30, ils se sont étonnés. Et maintenant on sait qu'il y en avait 34<sup>73</sup>. » Le 29 novembre 1937, Postychev demande à Staline l'autorisation d'arrêter le chef du NKVD de la ville de Penza, coupable d'avoir déclaré : « Nous excluons beaucoup de monde du Parti, les communistes tombent comme des mouches. Le camarade Staline n'écrit-il pas un second article sur le vertige du Comité central ? » Staline fait d'une pierre deux coups. Il renvoie le message annoté « Pour l'arrestation. Staline<sup>74</sup> ». Mais en même temps le sort de Postychev, qui dresse ainsi le NKVD contre le Comité central et son chef, est scellé.

L'avant-veille de la réunion du Comité central, Staline fait dénoncer par le Bureau politique la dissolution des districts de la région de Kouibychév comme « politiquement nocive » et « provocatrice » ; il démet Postychev, sanctionné par un blâme sévère. Accusé en août de libéralisme, Postychev se voit maintenant dénoncer pour excès de zèle. Il ne comprend pas : « Parmi les dirigeants [...], il ne s'est pratiquement pas trouvé un honnête homme. Qu'est-ce qui vous étonne<sup>75</sup> ? » C'est ce qu'il avait compris des précédents comités centraux : tous des traîtres ! Erreur : il en fait trop et persécute les honnêtes gens ! Staline l'accuse de provocation : « C'est fusiller l'organisation dans le dos. Pour eux-mêmes ils sont tendres et ils fusillent les organisations du district... C'est soulever les masses du Parti contre le Comité central<sup>76</sup>. » Un jeune loup, Ignatov, lancé à ses basques, se moque de son zèle à découvrir des croix gammées imaginaires sur les couvertures de cahiers d'écoliers ou sur les boîtes de bonbons. Postychev demande pardon. Staline le chasse du Bureau politique, mais le laisse au Comité central. Ce n'est qu'un jeu pour le tenir en haleine. Trois semaines plus tard, il l'accuse d'avoir diffusé « des directives provocatrices de sabotage » et manifesté « un soutien et une confiance exceptionnels dans les ennemis du peuple<sup>77</sup> ». Postychev est, par consultation écrite, exclu du



Comité central, ainsi réduit à 27 membres, et arrêté le 22 février. Il languira un an en prison avant d'être fusillé.

Sa disgrâce enchante les Ukrainiens. À l'époque khrouchtchévienne, on essaiera de transformer ce satrape en opposant. Ainsi sa biographie, publiée en 1965, invente une dernière conversation au cours de laquelle Postychev aurait apostrophé Staline : « Pourquoi arrête-t-on des communistes, des gens honnêtes qui n'ont pas épargné leur vie dans la clandestinité, pendant les jours d'Octobre, sur les fronts de la guerre civile, qui ont consacré leurs forces et leurs talents aux grands chantiers des plans quinquennaux<sup>78</sup> ? » Ces mêmes communistes que Postychev a emprisonnés par milliers.

Le troisième et dernier procès de Moscou, en mars 1938, contre le « bloc des trotskystes et des droitiers », parachève la purge du Parti. Staline élargit le spectre des victimes aux boukhariniens et à de fidèles mais vieux staliniens (les commissaires du peuple Rosengoltz, Tchernov et Grinko, les dirigeants ouzbeks Khodjaev, Ikramov, l'ancien chef du NKVD Iagoda, etc.). Aux crimes classiques (assassinat de Kirov, attentats, sabotage, espionnage, rétablissement du capitalisme), il ajoute deux nouveaux forfaits : la provocation à la guerre contre l'Union soviétique et son démembrement au profit des pays voisins. Vychinski accuse les docteurs Levine, Kazakov et Pletnev d'avoir empoisonné Kouibychev, Menjinski et Gorki. La panoplie des crimes et des criminels est désormais complète. Pour obtenir les aveux soumis, selon la coutume, à Staline, les enquêteurs utilisent tous les moyens. La doctoresse en chef de la prison de Lefortovo, Rosenblum, doit remettre sur pied Krestinski dont le dos n'est plus qu'une plaie sanguinolente. Pletnev se plaint, dans une supplique à Vorochilov, qu'on ait menacé de l'étrangler ; lejov promet à Rykov, Boukharine et quelques autres qu'ils ne seront pas fusillés s'ils avouent. Vychinski qualifie Boukharine, accusé de complot contre Lénine en 1918, de « croisement monstrueux de porc et de renard<sup>79</sup> ». Le tribunal condamne à mort 18 des 21 accusés dont Boukharine et Rykov.

Quatre jours après l'exécution, Staline organise au Kremlin une grandiose réception en l'honneur des rescapés de la première station soviétique polaire dérivante dirigée par Papanine. La vodka et le champagne coulent à flots, les assiettes sont chargées de caviar. Kossarev et sa femme, roses de plaisir, ont été invités.

Au milieu du festin, Molotov prononce des toasts en l'honneur des principaux invités, qui doivent se lever à leur tour, s'approcher de Staline et trinquer avec lui. Il lève ainsi son verre en l'honneur de Boudionny, d'autant plus ému que, depuis quelques jours, le bruit de son arrestation courait dans les rues de Moscou. Il se croit sauvé, il l'est d'ailleurs. La femme de Kossarev a la même impression, illusoire, cette fois, quand Molotov prononce un toast en l'honneur de «notre talentueux et très prometteur Secrétaire des Jeunesses communistes». Alexandre Kossarev s'approche de Staline, ils trinquent, Staline le prend dans ses bras et l'embrasse sur les deux joues. Kossarev revient à sa place sous les applaudissements de l'assistance, et, blême, invite sa femme à rentrer chez eux, dans la fameuse Maison du gouvernement. Des centaines de dignitaires occupent, dans cette lourde bâtisse grise aux 5 appartements confortables que l'écrivain Iouri Trifonov décrira sous le nom de la Maison sur le Quai, les appartements de précédentes victimes de la répression avant d'occuper leur cellule de la Loubianka, Boutyrka ou Lefortovo. Kossarev raconte à sa femme la raison de son désarroi ; lorsque Staline l'a embrassé, il lui a chuchoté à l'oreille : «Si tu me trahis, je te tue<sup>80</sup> ! »

Son sort est effectivement scellé, mais Staline parachève d'abord la liquidation des militaires. Blücher, qui commande en Extrême-Orient, où la tension croît chaque jour avec les Japonais, sent autour de lui se redresser des intrigues. Convoqué au Conseil militaire principal le 21 mai, et s'en plaignant à Staline à la fin de la réunion, ce dernier lui répond avec bonhomie : «Malheureusement les gens sont sujets à des faiblesses et entre autres à l'envie. Partez en congé, camarade Blücher. Reposez-vous bien, et ne faites pas attention à la médisance. Tout ira bien<sup>81</sup>.» Blücher obéit, retourne à son poste. À la mi-juillet, les incidents de frontière aux alentours du lac Hassan se multiplient avec les Japonais. Le chef du NKVD pour l'Extrême-Orient, Liouchkov, sentant le vent tourner, s'enfuit alors au Japon. Staline envoie à Blücher un commando composé de Frinovski, l'adjoint de Iejov, commandant des troupes de gardes-frontières et vice-commissaire à l'Intérieur, et de Mekhlis, l'épurateur de militaires. L'un et l'autre dressent un acte d'accusation contre Blücher qui, le 1<sup>er</sup> août, s'entend suspecter par Staline au téléphone : «Dites honnêtement, camarade Blücher, si vous avez envie réellement de vous battre avec les Japonais. Si vous n'avez pas ce désir, dites-le fran-

chement, comme il convient à un communiste<sup>82</sup>.» Les 6 et 7 août, une bataille rangée s'engage, dont l'Armée rouge sort victorieuse. À cette occasion, Mekhlis lance, sans grand succès, le slogan que les instructeurs politiques crieront pendant la Seconde Guerre mondiale : « Pour Staline, pour la Patrie ». Vorochilov relève Blücher de son commandement et envoie sa famille se reposer à Sotchi, où le maréchal est arrêté, le 22 octobre, avec son frère et sa femme. Les enquêteurs du NKVD le rouent de coups, lui arrachent un œil, et le maréchal, qui refuse de dénoncer qui que ce soit et de rien avouer, meurt au cours d'un interrogatoire le 9 novembre.

Pour parachever ce vaste nettoyage, Staline s'attache enfin à disqualifier ses principaux collaborateurs, réduits au rang de subordonnés dociles, privés d'autonomie de réflexion et de décision. L'année 1937 est ainsi marquée par une série de rappels à l'ordre internes visant Molotov, que vient couronner une humiliation publique au XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti en mars 1939. Molotov y présente son rapport de président du Conseil sur le prochain plan quinquennal. Dès le lendemain, Staline fait condamner ce rapport de routine par le Bureau politique, mécontent que Molotov ait omis d'évoquer le bilan de la discussion préalable au rapport et d'analyser des amendements essentiels et des compléments apportés aux thèses. Bref, gommant le travail collectif effectué, Molotov s'est approprié les amendements des autres. Le Bureau politique (en réalité Staline, seul en état d'imposer cette exigence au chef du gouvernement) lui demande de « corriger cette situation<sup>83</sup> », ce qu'il fait le surlendemain. Ces rebuffades humiliantes se concluront en 1939 par la mise en cause brutale de son épouse, Paulina Jemtchoujina, commissaire à la Pêche.

Avec Kaganovitch, Staline se montre plus brutal. Lors d'un Bureau politique qui suit le procès des chefs militaires, en juin 1937, il l'interroge sur ses rapports amicaux avec Iona Iakir, juif comme lui, chef de la région militaire de Kiev, à l'époque où Kaganovitch était Premier secrétaire du PC ukrainien. Certains des militaires condamnés à mort l'ont, dit-il, dénoncé comme membre de leur « organisation contre-révolutionnaire<sup>84</sup> » ; l'enquêteur n'a pu extorquer ces « aveux », par Iejov interposé, que sur ordre de Staline, seul apte à compromettre son ancien second.

Dans le droit fil de cette politique, il manifeste un mépris croissant pour les instances dirigeantes. C'est ainsi qu'en 1937 il

nomme Malenkov à la tête de la section du Comité central chargée de superviser les organismes dirigeants du Parti, alors que Malenkov n'est pas membre du Comité central et ne l'est toujours pas, en janvier 1938, quand il y présente le rapport sur le point essentiel de son ordre du jour. Il est donc clair que cet organisme n'est plus rien. Membre suppléant du Bureau politique à partir de mars 1939, Khrouchtchev ne reçoit même pas tous les documents émanant de cette instance suprême. Staline envoie à chacun de ses membres ce que bon lui semble.

Il élimine la plupart de ses anciens compagnons. En 1937 et 1938, il fait exclure et fusiller 5 membres du Bureau politique (dont 3 dirigeants du Parti communiste ukrainien) : Pavel Postychev, Jan Roudzoutak, Robert Eikhe, Stanislas Kossior, Vlas Tchoubar, dont quatre à la veille même du XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti, ainsi mis en garde. Le moindre prétexte justifie l'élimination : Eikhe ? Il a reçu Boukharine et sa femme lors de leur voyage dans l'Altaï durant l'été 1935. Il a donc fait bloc avec lui. Roudzoutak ? Molotov évoque sa faute en termes désinvoltes : il n'appartenait sans doute pas au « complot trotsko-zinoviéviste, mais à la fin de sa vie, quand il était mon adjoint, j'avais l'impression qu'il se la coulait douce... Il avait une petite propension au repos [...]. Il aimait la vie petite-bourgeoise : rester assis à table, manger un morceau avec des amis, être en compagnie<sup>85</sup> ». Vlas Tchoubar ? Il votait tout, appliquait tout, mais semblait manquer de conviction. Kossior ? Il était trop mou. Et puis son frère cadet, Benjamin, était un trotskyste convaincu que Staline a fait fusiller. Staline épure une vieille garde qui l'a aidé aux diverses étapes de son ascension, ne lui doit pas tout, et donc entrave son indépendance. Il rompt ce lien en liquidant ces hommes et 70 % des membres du Comité central de janvier 1934 ; ce faisant, il promeut une nouvelle génération qui, elle, lui doit tout et à qui il ne doit rien.

Ce massacre du passé n'épargne pas ses proches. Il décime la famille de sa première femme : le NKVD arrête le frère de Catherine Svanidzé, Alexandre, et sa femme, Maria, en 1939. Lui est fusillé le 20 août 1941. Elle est d'abord condamnée à 8 ans de camp, « pour avoir eu des conversations antisoviétiques, condamné la politique punitive du pouvoir soviétique et exprimé des intentions terroristes à l'encontre de l'un des dirigeants du parti communiste et du gouvernement soviétique<sup>86</sup> » (périphrase désignant

en fait Staline) ; puis, le 3 mars 1942, en pleine guerre, la Conférence spéciale du NKVD la condamne à mort, sur ordre de Staline, seul capable d'une telle décision pour un membre de sa famille. Elle est même immédiatement exécutée et, ce même jour, Staline fait fusiller la sœur d'Alexandre Svanidzé, prénommée elle aussi Maria. Les Svanidzé, membres du cercle de famille, s'étaient permis quelques critiques. Or, pour Staline, les parents n'existent pas plus que les amis.

Il n'apparaît pas publiquement comme le maître d'œuvre de cette politique. Cadres et dirigeants du Parti ont systématiquement recours à lui en cas d'arrestation, alors qu'elle a été décidée ou sanctionnée par lui. Mais, au bout d'un certain temps, même les fidèles s'interrogent. Le Journal d'Alexandre Soloviev permet de suivre, à cette époque, la lente et douloureuse prise de conscience d'un stalinien convaincu. En juin 1937, aux obsèques de Maria Oulianova, décédée à l'âge de 59 ans, il s'étonne de cette mort prématurée auprès de Kroupskaïa. Elle lui répond dans un soupir accablé : « Elle ne pouvait pas supporter les conditions pesantes créées autour de nous. » Et elle dénonce « la situation absolument anormale qui empoisonne notre existence<sup>87</sup> ». En sortant du cimetière, Soloviev tombe sur Krylenko, le procureur de l'URSS, récemment limogé. Rendu amer par la disgrâce des « léninistes dans son genre », Krylenko balbutie : « Maintenant les Iejov et les Vychinski, des parvenus sans conscience, sont à la mode. » Puis il explique la purge par les intrigues ou les carences de Iejov et de son clan, qui, par leur myopie et leur niaiserie, « se laissent aisément prendre par la désinformation et les provocations des services de renseignements étrangers, qui veulent anéantir nos cadres et affaiblir nos succès. Ils croient aux dénonciations, ils gonflent les affaires [...] désinforment et induisent en erreur la direction du Parti et du gouvernement<sup>88</sup> ». C'est une nouvelle version de la théorie stalinienne du complot, où les comploteurs étrangers, au lieu d'utiliser contre Staline la perfidie des trotskystes, se servent de la bêtise de Iejov.

Un an plus tard, en janvier 1939, Soloviev rencontre la vieille militante et académicienne Pankratova ; il lui demande si elle pense vraiment que tous les condamnés soient des ennemis du peuple. Elle lui répond nettement : « Personne n'y croit » et qualifie de « stupidité invraisemblable » l'accusation portée contre eux de vouloir restaurer le capitalisme, démembrer la Russie, la

vendre aux capitalistes et rétablir la propriété privée. « Ils n'ont ni domaines, ni usines, ni hauts rangs, ni propriété privée. Quel sens aurait pour eux la contre-révolution et le retour du capitalisme ? [...]. Tout cela n'est qu'une invention <sup>89</sup>. » Soloviev en reste pantois.

La bacchanale de la Terreur, mêlée de règlements de comptes et de pillages, désorganise la production, les transports, le ravitaillement, et suscite dans la population, accablée de déclarations officielles amphigouriques, un mécontentement qui ne peut guère s'exprimer que par des rumeurs et des bruits. Le Journal de Vernadski en donne un écho fidèle. Vernadski a été l'un des fondateurs du parti Cadets, membre de son comité central de 1903 à 1918, et a fondé et dirigé l'Institut du radium à Leningrad en 1921. Revenu en URSS après quatre ans de mission à l'étranger, il a abandonné toute activité politique. En janvier 1938, il croit déceler des tiraillements au sommet entre des centres de pouvoir différents : « Il y a deux, plus vraisemblablement quatre, "instances suprêmes" qui ne s'entendent pas. 1° Staline; 2° Le Comité central du Parti; 3° Le gouvernement de Molotov [...]; 4° Iejov et le NKVD. Jusqu'à quel point Staline les unifie-t-il ? » Le 17 janvier il se demande néanmoins sans répondre : « Iejov et Staline, n'est-ce pas la même chose <sup>90</sup> ? »

Son Journal donne aussi une image très précise des difficultés de la vie quotidienne et des réactions qu'elles suscitent dans la population. Le 14 février, il note : « Il n'y a rien en vente, ni aliments, ni objets [...]. Pour acheter du beurre dans un magasin diététique, il faut une ordonnance du médecin. » Six jours plus tard : « On entend de plus en plus parler du sabotage de Iejov. » Le 26 février : « Le mécontentement et la perplexité sont sérieux. » Malgré la crainte et la méfiance qu'elle répand, la Terreur n'empêche pas ces sentiments de s'exprimer. Ainsi Vernadski écrit, le 24 mars : « Le mécontentement s'accumule, et on entend ses manifestations, malgré la peur. Avant cela n'existait pas. Je constate un profond changement de la psychologie des "gens" <sup>91</sup>. » Le 25 avril 1938 : « Moscou manque de ravitaillement. Rupture de livraison de beurre, de poisson, de gruau. La qualité du pain noir se dégrade. Le hareng a disparu [...]. Tout le monde parle de plus en plus de la maladie ou du sabotage des dirigeants du NKVD <sup>92</sup>. » Le mécontentement, général, vise la police politique, accusée de saboter une gestion plus ou moins bonne, et non Sta-

line, protégé par la rareté de ses interventions publiques. Le chef du gouvernement, d'ailleurs, ce n'est pas lui, c'est Molotov.

Ce mécontentement revêt pour l'essentiel une forme passive (retard ou absences au travail, grève « à l'italienne », consistant à être à son poste de travail sans rien faire, etc.). Cela amène le gouvernement à promulguer le 28 décembre 1938 un décret sur la discipline au travail, qui invite toutes les organisations de l'État à mettre en place un régime sévère de sanctions contre tous ces « abus ». Sergo Beria prétend : « Quand mon père fut promu en juillet 1938 le pays menaçait d'exploser [...]; des régions entières étaient proches du soulèvement [...] à l'intérieur tout se désintégrait<sup>93</sup>. » Le propos est exagéré, mais le mécontentement populaire bien réel. C'est pourquoi le NKVD traque impitoyablement les petits groupes d'opposants qui se forment ici et là. Ainsi, le 27 avril 1938, le NKVD arrête le jeune physicien Lev Davidovitch Landau, futur Prix Nobel, accusé d'avoir constitué depuis 1935 un parti ouvrier antifasciste à l'Institut technique de physique d'Ukraine. Le tract, très violent, qui lui est imputé est sans doute authentique. Il dénonce en effet la « trahison » de la révolution d'Octobre par « le dictateur fasciste et sa clique [qui] a effectué un coup d'État fasciste. Le pays est noyé sous des flots de sang et de boue. Des millions d'innocents sont en prison [...]. L'économie se désintègre. La famine s'annonce [...]. Dans sa haine furieuse du socialisme, Staline a égalé Hitler et Mussolini. En détruisant le pays pour conserver son pouvoir, Staline le transforme en une proie facile pour le fascisme allemand enragé ». Et il propose « d'engager une lutte décisive contre le fascisme stalinien et hitlérien, une lutte pour le socialisme<sup>94</sup> ».

La Terreur répond au mécontentement latent. Elle vise à l'empêcher de s'exprimer et de se muer en opposition, en interdisant toute manifestation collective et en intimidant l'appareil du Parti qui, ici ou là, traîne les pieds. Le 19 avril 1937, par exemple, Soloviev note dans son Journal sa conversation avec Nossov, le secrétaire du Parti d'Ivanovo, la ville du textile, à 250 kilomètres de Moscou. Nossov vitupère « les tracasseries qui viennent du centre ». Il rechigne à en exécuter les ordres, notamment à valider l'arrestation de tous les anciens trotskystes, qu'il considère comme de bons travailleurs. Nossov, accusé de les protéger, doute de l'existence de tous ces ennemis après vingt ans de pouvoir soviétique. Et il s'interroge : « Parfois des doutes s'insinuent

en moi. Mais je ne peux pas ne pas croire en la direction du Parti, en Staline. Ce serait un blasphème de ne pas croire dans le Parti<sup>95</sup>.»

Staline veut éliminer les Nossov réels et potentiels, nombreux parmi les cadres du Parti. C'est le prolongement naturel de l'épuration engagée depuis 1934 contre les «vieux cadres léninistes» indisciplinés et gênants. Mais cela répond aussi à un double souci social, assez contradictoire : d'un côté Staline ouvre la voie à la nouvelle couche bureaucratique montante, de l'autre il veut la tenir en laisse, laisser planer sur elle le doute et la menace, lui refuser une stabilité qui pourrait menacer sa domination politique personnelle absolue. Il lui garantit son ascension sociale tout en lui interdisant de la transformer en pouvoir politique. Le menchevik Fiodor Dan l'avait pressenti au lendemain du troisième procès de Moscou. Il prophétisait : «Staline sera réellement éloigné du pouvoir [...] par les jeunes staliniens, par tous ces cadres nouveaux dont il s'est servi pour écraser les vieux bolcheviks<sup>96</sup>.» Staline a prévenu ce danger en verrouillant l'appareil, en dressant les héritiers potentiels les uns contre les autres, en accumulant les dossiers compromettants sur chacun et en faisant planer sur eux l'incertitude permanente du lendemain. Il est à la fois le père nourricier de la bureaucratie et son Moloch. Son culte rappelle l'adoration vouée dans certaines religions aux divinités cruelles et aux rites sanglants par lesquels elle s'exprime.

Staline ne fait pas de détail, sauf quand l'accusé peut lui être utile. Il jette au panier les centaines de lettres de membres et cadres du Parti qui répètent à l'envi : «Ma conscience est pure devant le Parti» (ou «devant Staline»). Ces protestations rituelles ne suscitent en lui que haussement d'épaules ou ricanement amusé. Mais qu'un «ennemi du peuple» lui démontre son utilité, il le libère. Ainsi, en 1938, le physicien Kapitsa lui demande la libération de son jeune et très talentueux collègue, Lev Landau. Staline accepte. Le constructeur d'avions Korolev, arrêté par deux fois et deux fois libéré, fait la même expérience : le 27 septembre 1938, le Collège militaire de la Cour suprême le condamne à dix ans de camp «pour participation à une organisation trotskyste terroriste contre-révolutionnaire de sabotage et de diversion» et l'envoie à Kolyma. Le 15 octobre, Korolev écrit au procureur général de l'URSS. Il peut, écrit-il, créer une arme puissante (des avions-fusées hyperrapides de haut vol) et



demande à Staline de lui permettre de reprendre son travail sur ces avions-fusées pour renforcer la défense de l'URSS. La lettre arrive sur le bureau de Staline quelques mois après l'accord de Munich, le 13 juin 1939, soit six mois après avoir été envoyée, car la bureaucratie est lente et routinière, et la Cour suprême annule la condamnation de Korolev, qui est ramené d'urgence à Moscou...

Ce pragmatisme se conjugue avec une défiance universelle. Au cours de la Grande Terreur, Staline s'assure de son pouvoir de pression sur presque tous ses collaborateurs par deux moyens convergents : après une mise en condition préalable, harcèlement de la victime choisie ou comédie destinée à l'endormir (décoration, nomination à un poste important ; honneur démonstratif), la victime est paralysée selon deux scénarios. Sur son ordre, les enquêteurs du NKVD arrachent à de nombreux accusés pour complot terroriste et espionnage des dépositions mettant en cause des dignitaires du régime jusques et y compris les membres du Bureau politique : Andreiev, Jdanov, Kaganovitch, Molotov, chacun a son dossier que Staline garde au chaud. Staline fait arrêter presque tous les adjoints et collaborateurs des membres du Bureau politique, dont le premier secrétaire de Molotov, auquel le NKVD tente d'extorquer des dépositions contre son patron ; refusant de parler, il se jettera dans la cage d'ascenseur de la Loubianka.

Le second scénario, plus brutal, peut se conjuguer au premier : Staline frappe un membre de la famille proche, frère ou femme d'un dirigeant. De hauts dignitaires, dont la famille proche est en prison ou au Goulag, ne peuvent avoir de poids réel. En août 1937, pendant que Boudionny est en tournée d'inspection, le NKVD arrête sa seconde femme, Olga Mikhailova, pulpeuse chanteuse qui s'est produite parfois à l'ambassade italienne. Elle passera dix-huit ans au Goulag. Des signes nombreux confirment à Staline que, dans son entourage même, il est à la fois craint, détesté, voire méprisé. Début octobre 1938, la femme de Kalinine reçoit sa vieille amie Valentina Ostrooumova. Elle hait Staline, ce « véritable tyran, ce sadique qui a anéanti la vieille garde léniniste et des millions d'innocents<sup>97</sup> ». Elle le dit à Catherine Kalinina. Cette dernière, une ancienne ouvrière du textile, estonienne d'origine, n'aime pas non plus Staline et n'apprécie pas les mœurs de la bureaucratie dirigeante. Pas plus que la

vie sinistre du Kremlin, qu'elle quitte parfois pour partir dans l'Altaï; de 1931 à 1934, elle y passe trois ans à travailler dans une centrale hydro-électrique en construction, puis dans un kolkhoze où elle s'occupe des cochons et des légumes. Son appartement est-il sur écoute ou des oreilles indiscrètes ont-elles entendu leur conversation? Toujours est-il qu'Ostrooumova est arrêtée le 17 octobre et Catherine Kalinina une semaine après. Elle refusera d'«avouer». Ostrooumova sera fusillée, Kalinina condamnée à quinze ans de camp. Peu après ces éliminations, un universitaire demande au chef nominal de l'État de faire libérer sa femme du camp. Kalinine lui répond : «Mais, mon cher, je suis exactement dans la même situation. Je n'ai rien pu faire pour ma propre femme, il m'est impossible d'aider la vôtre<sup>98</sup>.»

La terreur permanente démoralise et affaiblit l'entourage de Staline, disloque l'appareil et désorganise complètement le pays, alors que chacun sent la guerre venir. Staline doit donc la réguler. À cette fin, il prépare l'élimination de Iejov. En mars 1938, Vychinski, son pion docile, interroge sèchement Iejov par lettre sur «les mauvaises conditions de détention des détenus des camps de travail de la région d'Extrême-Orient», le Bamlag et le Dalstroï, et sur l'épidémie de typhus qui les ravage.

Début mai Cholokhov, dont le flair politique nourrit peut-être le courage, réel, accuse, dans une lettre à Staline, les dirigeants du NKVD de Rostov d'avoir jeté en prison des centaines d'innocents, de torturer les accusés pour leur faire avouer des crimes imaginaires et de préparer un dossier contre lui. Il exige la libération des innocents emprisonnés et des poursuites contre ces responsables du NKVD de Rostov. Il monte à Moscou, dépose sa lettre à Staline au bureau du Comité central, s'installe à l'hôtel, et attend. Une commission d'enquête, dirigée par Chkiriatoï, justifie l'activité des agents de Iejov et rejette ses accusations. Une semaine passe. Un soir où Cholokhov s'enivre avec son ami, l'écrivain Alexandre Fadeïev, Poskrebychev le convoque en urgence au Kremlin, le dessoûle en le jetant sous une douche et le pousse dans une grande pièce, où Cholokhov aperçoit des généraux, Iejov, deux membres de son bureau territorial, et, derrière la barre horizontale de la table en T, tout le Bureau politique moins le Secrétaire général. «Où est le moustachu?» se demande Cholokhov. Il l'entend, se retourne et l'aperçoit derrière lui, arpentant la pièce d'un pas lourd, étouffé par le tapis, sa pipe dans la main.

Un général affirme avoir découvert un complot de cosaques du Don désireux de constituer une République caucasienne autonome présidée par Choukhrjaïev. Soudain Staline profère à voix basse : « Il paraît que vous buvez beaucoup, camarade Choukhrjaïev. » « Avec cette vie, il ne reste qu'à se soûler, camarade Staline », répond l'écrivain. Staline s'assied, renvoie Choukhrjaïev, rejette le complot caucasien ficelé par Iejov et décide : « Il faut créer de bonnes conditions de travail au grand écrivain russe Choukhrjaïev<sup>99</sup>. » Ce désaveu de Iejov est destiné à être connu.

En juillet, Staline flanque Iejov de Beria qui devient son adjoint. Iejov, jouant les libéraux, propose au présidium du Soviet suprême, le 25 août 1938, de libérer avant terme les détenus qui se sont distingués dans la construction de la route Karymskaïa-Khabarovsk. Staline refuse cette libération, dont il reconnaît la nécessité mais qu'il juge néfaste économiquement, et ruineuse pour le travail des camps. Une fois libérés, ces gens, de retour chez eux, « vont encore s'aboucher avec des bandits [...] alors qu'au camp il est difficile de se gêner ». Il propose de leur accorder décorations et primes, d'annuler leur peine et de les contraindre à rester sur place en faisant venir leur famille et en les maintenant au camp comme travailleurs libres. Il conclut avec un cynisme satisfait : « On disait déjà : chez nous il y a l'emprunt volontaire-obligatoire, là il y aurait le séjour volontaire-obligatoire<sup>100</sup>. »

Staline parachève alors la liquidation de la direction des Jeunesses communistes. Il utilise une lettre d'une dénonciatrice maniaque, Michakova : adressée en octobre 1937 au congrès de Tchouvaïev, elle n'y a vu que des ennemis du peuple... et un chef du NKVD complice. Kossarev met cette dénonciatrice passionnée sur la touche ; elle demande à Staline de vérifier pourquoi ses « signaux » n'ont débouché sur aucune mesure et qui a fait en sorte que, un an après, les ennemis du peuple de Tchouvaïev ne soient toujours pas démasqués. Le NKVD arrête aussitôt les dirigeants du Parti, des Jeunesses et du NKVD de Tchouvaïev. Staline convoque un comité central des Jeunesses communistes du 19 au 23 novembre 1938. Dès l'ouverture, ses exécutifs, Andreïev et Chkiriakov, soutiennent Michakova qui accuse Kossarev de tromper le Comité central du Parti et de défendre des ennemis du peuple.

Staline débarque le dernier jour, flanqué de Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Andreïev, Chkiriakov et Jdanov. Il s'est réservé

la mise à mort à coups de petites phrases ironiques. Un délégué, éperdu, bafouille que Kossarev n'a pas dû comprendre ses erreurs. Staline le coupe, sarcastique : « Apparemment tout le monde comprend, sauf le comité central des Jeunesses. Vous avez compris, le précédent orateur a compris, Kossarev, lui, n'a pas compris. » L'orateur reprend : « Kossarev n'a pas compris les résolutions du IV<sup>e</sup> plénum. » Staline, perfide, suggère : « Peut-être les a-t-il comprises mais ne veut-il pas les appliquer ? » L'orateur marmonne son accord et insiste sur le grand nombre d'erreurs commises chez les Jeunesses. Staline, rectifie : « Peut-être s'agit-il d'un système et pas d'erreurs à proprement parler. » Le délégué bafouille que Kossarev a changé. Staline renchérit : « Leur tactique change. La situation a changé et la tactique a changé <sup>101</sup>. » Jdanov porte le coup final : Kossarev et les secrétaires du comité central des Jeunesses ont construit une organisation contre-révolutionnaire clandestine...

Staline a mobilisé toute sa garde rapprochée. Seul Iejov, qui pressent sa disgrâce imminente et s'enivre à tout va depuis plusieurs semaines, est absent. Staline fait exclure cinq secrétaires du comité central des Jeunesses, dont Kossarev, remplacé par un jeune loup, Mikhaïlov, nationaliste russe antisémite. 77 des 93 membres du Comité central sont arrêtés dans les jours suivants, dont 48 seront fusillés. Sur l'ensemble des membres élus au comité central des Jeunesses en 1936, 96 sur 128 sont arrêtés, proportion identique à celle du Comité central du Parti. Ces jeunes staliniens quadragénaires sont trop vieux : leur enfance plonge dans les années de la révolution et de la guerre civile. Le successeur de Kossarev, Mikhaïlov, tout juste né à la vie politique, est sûr.

Trois semaines plus tôt, le beau-frère de Staline, Pavel Alliluïev, qui avait donné à sa sœur Nadejda le revolver avec lequel elle s'était tuée, meurt dans d'étranges conditions : commissaire principal des unités blindées depuis plusieurs années, il passe le mois d'octobre en vacances à Sotchi, non loin de la villa de Staline, qui ne l'autorise pas à venir le voir. Il rend visite au maréchal Blücher, en villégiature dans la région et promis à une arrestation prochaine, puis rentre à Moscou le 1<sup>er</sup> novembre. Le lendemain soir, au téléphone, on annonce à sa mère la mort inexplicable et inexpiquée de cet homme de quarante-quatre ans, en bonne santé, six ans, presque jour pour jour, après le suicide de Nadejda Alliluïeva.

Est-ce pour rompre avec les derniers souvenirs de famille que Staline déménage alors à l'intérieur du Kremlin ? Il s'y installe dans un appartement situé dans l'immeuble de l'ancien Sénat impérial, où Lénine a vécu et travaillé de mars 1918 à décembre 1922, avec des pièces attenantes pour les gardes et les réceptions, juste en dessous de son bureau. Mais, comme il part, chaque soir, dîner et dormir à Kountsevo, il n'occupe quasiment jamais cet appartement. Le déménagement n'a donc qu'une fonction symbolique : il témoigne de son ascension.

Staline couronne la gigantesque purge politique des années 1936-1938 par la publication du *Précis d'histoire du parti bolchevik*, destiné à remplacer tous les ouvrages et manuels antérieurs en fournissant, selon ses mots, « une direction unique » aux jeunes générations. Il paraît d'abord en feuilleton dans la *Pravda*, en septembre, puis en volume. Constamment réédité jusqu'à la mort de Staline en 1953, il connaîtra, en 67 langues, un tirage total de 43 millions d'exemplaires. Ce best-seller obligé est présenté sur la couverture comme « rédigé par une commission du Comité central du PC (b) de l'URSS et approuvé par le Comité central du PC (b) de l'URSS, 1938 », qui, bien que réduit à la portion congrue, n'a jamais été invité à l'adopter, puisqu'il n'en discuta que le 14 novembre 1938, soit deux mois après sa publication. La biographie officielle de 1948 affirme d'ailleurs : « En 1938 a paru le *Précis d'histoire du PC (b) de l'URSS*, rédigé par Staline<sup>102</sup>. » La commission du Comité central a disparu. Il sera envoyé par palettes entières dans les démocraties populaires, mais également en Corée du Nord et en Chine. En 1953, l'attaché commercial soviétique à Pyongyang s'apercevra avec stupeur que les tomes du *Précis* en coréen remplacent le bambou traditionnel et servent à monter des murs, fragiles, mais durables, dans les cahutes que les habitants reconstruisent après les bombardements américains...

Staline a minutieusement relu et corrigé le projet, qui lui a été remis par une commission de trois membres travaillant sur ses instructions directes. L'un des trois, Knorine, a été, peu avant, arrêté comme ennemi du peuple et sera bientôt fusillé. Il en a défini l'orientation : aux côtés de Lénine, Staline est, dès sa fondation, le chef du parti bolchevik dont l'existence est marquée par une série de luttes internes pour éliminer successivement toutes les oppositions et déviations assimilées à des trahisons

pures et simples, qui n'empêchent pas le Parti de mener les masses de succès en succès. Staline en définit aussi la périodisation, qui se conclut par « l'achèvement de l'édification de la société socialiste » (1934-1938). Boris Ponomarev dira plus tard que « le proclamé y est présenté comme réalisé ». Après avoir dénoncé une armée de saboteurs acharnés à entraver la réalisation des objectifs, le *Précis* présente en effet ces derniers comme réalisés. Chaque chapitre est suivi d'un résumé de vingt à trente lignes qui simplifie encore l'exposé schématique et peut être appris par cœur.

Staline craint pourtant que le contenu de ce manuel ne suscite discussions, débats et questions indiscretes. Ainsi, fin septembre, il organise un séminaire à propos de sa diffusion. Il interrompt souvent les orateurs et demande à l'un d'eux si, dans les cercles de formation, « on discute de questions, on polémique [...] s'il arrive que quelqu'un défende telle position et qu'un autre en défende une différente. » On appellerait cela une discussion. Eh oui, des participants posent des questions qui suscitent des discussions ! Staline s'inquiète alors : « On ne voit pas apparaître des trotskystes à cette occasion ? » Le trotskysme ici n'est que le synonyme d'interrogation ou d'esprit critique. Staline affirme donc son hostilité aux cercles de discussion autour de l'histoire du Parti. Ils étaient utiles quand les bolcheviks étaient dans l'opposition ; ils sont dépassés maintenant que ceux-ci détiennent le pouvoir et la presse. On y trouve « beaucoup de traits locaux, personnels, individuels ». Et l'individuel c'est la réflexion, donc la déviation. Il faut remplacer ces cercles, incontrôlables d'en haut, par « une formation unifiée à travers la presse », soumise à une censure vigilante. Le propagandiste comprend alors et conclut que l'élimination des cercles « permettra de faire régner l'ordre <sup>103</sup> ». Le débat, c'est le désordre. Staline acquiesce, enfin satisfait.

Le *Précis* est un catéchisme et doit être ânonné et rabâché comme tel. Il doit former la vision historique d'une nouvelle génération pour qui Octobre 1917 relève déjà du mythe. On peut juger de cette vision par l'intitulé d'un sous-chapitre consacré aux années 1930-1934 : « Les boukhariniens dégénèrent en politiciens à double face. Les trotskistes à double face dégénèrent en une bande de gardes blancs, assassins et espions <sup>104</sup> ». Staline fait adopter par le Comité central du 14 novembre 1938 une résolution sur la diffusion et l'utilisation du *Précis*, qui répond à la

nécessité de fournir une «interprétation officielle [...] des questions fondamentales de l'histoire du Parti communiste russe et du marxisme-léninisme. L'édition du *Précis* [...] met fin à l'arbitraire et au désordre dans l'exposé de l'histoire du Parti, à l'abondance de points de vue divers et d'interprétations arbitraires [...] qui avaient cours dans les manuels antérieurs d'histoire du Parti <sup>105</sup>», retirés de la circulation. Le *Précis* parachève ainsi une tentative de mainmise idéologique totalitaire sur la société.

L'ouvrage est la bible de la nouvelle aristocratie. Au Comité central de janvier 1938, Kaganovitch affirme que 100 000 nouveaux dirigeants ont été récemment promus. Cette nouvelle aristocratie embauche à bas prix comme femmes de ménage des paysannes qui ont fui la famine, la dékoulakisation, ou dont les maris ont été déportés. Le *Précis* s'adresse à ces nouveaux cadres auxquels la purge a ouvert la voie des sommets, mais aussi à toute la jeune génération qu'elle a brassée du haut en bas de la société, à l'image du petit paysan Mikhaïl Peskov. En 1937, Mikhaïl a quatorze ans ; son père, dénoncé comme koulak, se cache et mène une existence de vagabond. Sa mère travaille à l'écurie du kolkhoze pour un salaire de misère. Ce jeune pionnier est pourtant un enthousiaste du nouveau régime. Comme tous ses camarades il a salué, dit-il, l'écrasement des ennemis du peuple, les procès, la réalisation des plans quinquennaux en quatre ans, le mouvement stakhanoviste. Sa mère, elle, « considère Staline comme le principal responsable de tous les malheurs [...] ; il liquide tous ceux qui le gênent ; il inspire la peur à tout le monde ; [...] ils ont ruiné toute la campagne ». Mikhaïl tente d'avancer des objections avec passion contre ces « discours sacrilèges <sup>106</sup> », mais en vain. Il est mûr pour le *Précis*, et ses camarades avec lui.

Une nouvelle génération sans lien avec le passé révolutionnaire étant enfin promue, Staline prépare une pause. En octobre et novembre 1938, il limoge de nombreux cadres du NKVD. Le 5 novembre, l'intendant du Kremlin, Fiodor Rogov, major de la Sécurité d'État, tchékiste depuis juillet 1919, se suicide dans son bureau d'une balle dans la tête. En novembre, le Bureau politique supprime les troïkas, interdit les « opérations massives d'arrestations et de déportations ». La purge des Jeunesses, à la fin de novembre 1938, est la dernière phase de la « lejevchtchina ». La terreur de masse ayant atteint son but, Staline veut inaugurer une ère de stabilité relative.

La régulation de la terreur s'impose à lui comme une nécessité. Bien que commandée et dirigée d'en haut, elle a obéi aussi à une mécanique interne peu maîtrisable, qui s'emballe et échappe au contrôle du sommet. Les services du NKVD se lancent dans une «émulation socialiste» d'un genre spécial : c'est à qui arrêtera le plus d'ennemis du peuple. Ainsi le NKVD de Kirghizie publie, en mars 1938, un rapport sur «Les résultats de l'émulation socialiste entre les troisième et quatrième sections de la Direction de la Sécurité d'État» pour février 1938. La quatrième a opéré 50 % d'arrestations de plus que la troisième, qui, en revanche, a transmis plus de dossiers à la «Justice», mais la quatrième a bouclé plus d'affaires ! Selon le chef de la Sécurité de Géorgie, Goglidzé, ce système avait été mis en place avant 1937, dans toute l'URSS, par Iejov, avec la sanction de Staline, qui se garda bien néanmoins d'apposer sa signature au bas d'une directive en ce sens. Il doit désormais mettre un frein à cette frénésie policière débridée.

Mais les insuccès de la politique extérieure ne peuvent le pousser qu'à desserrer, non à relâcher, l'étreinte. Le 30 septembre 1938, Chamberlain et Daladier se réunissent à Munich, avec Mussolini et Hitler, en l'absence de représentant de l'URSS. Les homélies sur la paix, dont Chamberlain est un spécialiste, dissimulent mal un but politique que Staline devine sans peine. Peu avant, un collaborateur de Chamberlain, Horace Wilson, grand ennemi de «l'anarchie et de la barbarie» bolcheviques, a proposé aux Allemands un partage commercial des Balkans : 80 pour cent pour eux et 20 modestes pour cent pour la Grande-Bretagne. Chamberlain a une obsession : faire barrage au bolchevisme. Daladier recevant le chargé d'affaires allemand, le 7 septembre, lui déclare dans le même sens qu'une guerre ne profiterait qu'au bolchevisme. Or, en octobre 1938, rien ne garantit à la Wehrmacht un succès rapide, face à une armée tchécoslovaque entraînée, bien équipée, regroupée derrière des défenses solides de 10 000 ouvrages légers et 250 forts, armée de chars modernes et disposant, en dehors du territoire des Sudètes, d'un appui réel dans la population. Le pacifisme affiché de Chamberlain n'est que la forme publique et pudique de son rêve de diriger vers l'Union soviétique la Wehrmacht qu'un choc incertain avec l'armée tchécoslovaque affaiblirait. Mieux vaut, au nom de la paix, sacrifier la Tchécoslovaquie démocratique aux appétits de Hitler, dans le dos de l'URSS. L'ac-



cord est signé le 30. Dès que l'annonce en parvient à Moscou, Staline réunit dans la salle à manger de son appartement, située juste en dessous de son bureau du Kremlin, les membres du Bureau politique avec Litvinov. Attablés de dix-huit heures à minuit, les oligarques évoquent l'effondrement de la politique de sécurité collective avec les démocraties menée depuis quatre ans. Staline, inquiet, la poursuit encore quelques mois en tournant de plus en plus ses regards vers Berlin.

Quel est le bilan provisoire de la Terreur ? Molotov explique, quarante ans plus tard : « Nous devons passer par une période de terreur [...] parce qu'alors on n'avait pas le temps, on n'avait pas la possibilité de faire toute la lumière <sup>107</sup>. » La répression ne pouvait « admettre lenteur ou retenue », car « le groupe des trotskystes, extrêmement hostile au léninisme, a passé toutes les bornes et s'est déchaîné ». Molotov s'embrouille sur l'« entente » entre les opposants et les gouvernements étrangers pour démembrer l'URSS. Il n'y croit pas, il « l'exclu[t] totalement », mais soutient, un peu plus tard, que l'accusation portée contre Trotsky et Boukharine d'avoir négocié avec les impérialistes « a été incontestablement prouvée » par des documents, il est vrai, peut-être fabriqués, ajoute-t-il <sup>108</sup>. En fait, dit Molotov, le NKVD et Lejov ont à la fois simplifié et amplifié la réalité des faits et mélangé vérité et exagération, voire affabulation.

En réalité, reconnaît-il, la répression visait à consolider le pouvoir du groupe dirigeant : en n'épargnant personne, Staline voulait « garantir des positions solides pendant et après la guerre, pendant une longue période ». Il répète inlassablement que, sans la répression, certes entachée de « certaines exagérations inévitables, quoique sérieuses », les discussions et conflits d'idées auraient pu perdurer et déboucher sur une bataille interne jusque pendant la guerre, ce qui aurait été évidemment très dommageable. Pourquoi y aurait-il eu des luttes intestines au cours de la guerre ? Il ne le dit pas, mais la suite le suggère : Staline est terrorisé à l'idée d'une guerre, qu'il ne sait comment affronter après la liquidation du corps des officiers. Ce faisant, il a toutefois préservé l'essentiel pour lui : il est désormais irremplaçable. Cela le sauvera, lorsqu'il cédera pendant plusieurs jours à la panique, en juin 1941. Tout en assimilant, à son habitude, le groupe dirigeant à l'Union soviétique, Molotov laisse échapper les véritables motifs de Staline et de son entourage : « Bien sûr les exigences

venaient de Staline, bien sûr on a forcé la note, mais je considère que tout cela était admissible en vue de l'essentiel : conserver le pouvoir <sup>109</sup>. » On croirait entendre la voix même de Staline, trop prudent pour s'exprimer avec cette franchise sur les raisons de la Grande Terreur.

Si profond qu'ait été le goût de Staline pour le pouvoir, l'explication de Molotov est un peu courte. Elle ne répond pas à la question : le pouvoir dans l'intérêt de qui et pour quoi ? Le lieutenant de la Sécurité d'État, Mechik, que Beria nommera en 1953 ministre de l'Intérieur de l'Ukraine, et qui sombrera peu après avec lui, donne une réponse. Lorsqu'il interroge l'ancien Secrétaire général des Jeunesses communistes, Miltchakov, il laisse un instant de côté le rituel de la trahison, du sabotage, de l'espionnage et de l'entente avec la Gestapo, l'Intelligence Service et les services secrets japonais. Il lui explique que l'Union soviétique change de régime et que les gens de sa génération ont fait leur temps : « La situation a changé. Il nous faut un nouveau régime renouvelé et avant tout un pouvoir fort, dirigé par un "patron" fort. L'époque de Staline est arrivée, et avec lui de nouveaux individus qui occupent toutes les positions dans l'appareil. À l'avant-garde marche la garde de Staline, les tchékistes [...] nous sommes un parti dans le Parti. Nous nettoierons du Parti la moitié de cette camelote, de cette prétendue "vieille garde" et des gens liés à ces vieillards, ces types aux opinions d'un autre âge. Nous avons déjà chassé un million de membres du Parti... Les autres seront rééduqués [...]. Ils prendront vos places dans tous les appareils et apprécieront la confiance qui leur est faite <sup>110</sup>. » Ce jeune lieutenant du NKVD répète ce que ses supérieurs lui ont expliqué. Les « opinions d'un autre âge », c'est la révolution mondiale, l'égalitarisme, le rôle historique de la classe ouvrière.

L'historien anglais Robert Conquest reprend en gros l'explication de Mechik, qu'il ne connaissait pas encore. Pour lui, Staline voulait « créer un parti entièrement nouveau », stalinien, sur les ruines de l'ex-parti bolchevik, et « une classe sociale privilégiée, [qui] n'avait aucun droit de propriété sur les moyens de production <sup>111</sup> ». Boris Souvarine qualifie la période 1934-1939 de « contre-révolution » aboutissant à la « liquidation de l'archéobolchevisme <sup>112</sup> ». Pour l'ancien Premier ministre de Boris Eltsine, Egor Gaïdar, la Terreur marque l'avènement d'une nouvelle couche dirigeante, la « nomenklatura », qui « accéda aux premiers

rôles en 1937 » et dont le souci premier, dit-il, est de réaliser non une « accumulation primitive » du capital, mais sa « consommation primitive maximale <sup>113</sup> », d'où sa volonté farouche d'élargir ses privilèges sociaux. La purge n'a aucun fondement idéologique : aucun motif de cet ordre ne peut expliquer le remplacement de Iejov par Beria, la liquidation d'Eikhe ou de Tchoubar, la promotion de Malenkov ou de Voznessenski.

Le 6 décembre, Staline adresse un signal clair aux survivants de la tempête : il fait libérer Andrei Sverdlov, téléphone lui-même à sa mère pour lui annoncer la nouvelle, l'informe que les responsables de son arrestation seront sévèrement punis, et fait recruter par le NKVD le suspect libéré qui passe subitement de l'autre côté de la barrière. Deux jours plus tard, Iejov est libéré de ses fonctions et remplacé par Beria au poste de commissaire à l'Intérieur (NKVD). Ce limogeage engendre des illusions. En janvier 1939, plusieurs responsables locaux du Parti reprochent au NKVD de maltraiter ses victimes. Staline, dans une lettre aux secrétaires des Comités centraux de Républiques et de régions du Parti, aux commissaires du peuple et aux chefs des sections régionales du NKVD, explique qu'il est « obligatoire de continuer à appliquer les méthodes de pression physique, admises par le Comité central <sup>114</sup> ». Quatre jours après la disgrâce de Iejov, il a d'ailleurs clairement montré que la répression, régulée, ne cessait pas pour autant, en faisant arrêter Mikhail Koltsov, la coqueluche de l'intelligentsia stalinienne.

Dans un rapport au Bureau politique de janvier, Beria, docile instrument de Staline, se demande s'il n'est pas « temps de moins arrêter de gens car bientôt il n'y aura plus personne à jeter en prison ». Le Comité central de février 1939 lance un signal rassurant aux nouveaux promus : il condamne les « excès » et les « abus » du NKVD de Iejov, dont Beria fait fusiller plusieurs centaines de collaborateurs. En mars 1939, au XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti, qui élit Beria membre suppléant du Bureau politique, Staline déclare : « Nous n'aurons plus à employer la méthode de l'épuration massive <sup>115</sup>. » Massive, non, mais permanente, oui. Khrouchtchev précise : « La terreur était simplement devenue plus subtile et plus sélective <sup>116</sup>. » À la saignée Staline substitue la tension permanente et l'axe de la répression se déplace : elle se détourne du Parti vers la masse des ouvriers.

Staline, après avoir envisagé et abandonné le procès du

Comintern, puis des diplomates, semble préparer un procès d'écrivains et d'artistes « traîtres ». C'est sans doute à cette fin qu'il a fait arrêter Mikhaïl Koltsov. Menchevik pendant sa jeunesse, Koltsov a multiplié les gages de fidélité à Staline. Correspondant de la *Pravda* en Espagne pendant la guerre civile, il y a appliqué sa politique avec une docilité qu'Hemingway souligne dans le portrait qu'il en fait dans *Pour qui sonne le glas*, sous les traits du cynique Karpov. Le 12 décembre, il lit, à l'Union des écrivains bondée, un rapport sur le *Précis d'histoire du parti bolchevik*. Lyrique, il annonce, sous les applaudissements, le passage prochain au communisme, les transports et le pain gratuits, la fourniture des produits en fonction des besoins contre un travail honnête. Puis on banquette au club et Koltsov part à son bureau de la *Pravda*... où le NKVD l'attend.

Koltsov est l'un des rares journalistes talentueux du régime. Publié au début de 1938, son *Journal d'Espagne* a rencontré un grand succès. Staline a invité l'auteur dans sa loge quelques jours plus tôt et lui a adressé des félicitations doucereuses : « On lit plus le *Journal d'Espagne* que le *Précis d'histoire du parti bolchevik*... » Il juge manifestement ce succès excessif et c'est lui qui lui conseille de consacrer son discours à l'Union des écrivains au *Précis*. Koltsov y exalte l'ouvrage avec enthousiasme. Mais son dossier contient un rapport accablant du dénonciateur enragé André Marty sur ses activités en Espagne. Marty, membre du Bureau exécutif du Comintern, apprécié de Staline pour sa rudesse de langage et son caractère obtus et borné, a déjà plusieurs fois accusé Koltsov d'outrepasser les prérogatives d'un correspondant. Il le rappelle et il ajoute deux faits « tout proches du crime. 1° Koltsov, avec son compagnon permanent Malraux, est entré en contact avec l'organisation locale trotskyste du POUM. Si l'on tient compte des anciennes sympathies de Koltsov pour Trotsky, ces contacts ne sont pas dus au hasard. 2° La prétendue "femme civile" de Koltsov, Maria Osten [...] est un agent secret des services de renseignements allemands<sup>117</sup> ». Pour son reportage espagnol, Koltsov a effectivement rendu visite à Madrid au POUM et il le raconte d'ailleurs lui-même dans son *Journal* ; l'accusation contre Maria Osten est aussi infondée que sont imaginaires les anciennes sympathies de Koltsov pour Trotsky. Mais c'est plus qu'il n'en faut pour éveiller les soupçons de Staline ou lui fournir le prétexte attendu. Au bout d'un mois

de tortures, Koltsov avoue : recruté par Karl Radek, en même temps que le plénipotentiaire soviétique à Rome, Boris Stein, il a été un agent allemand, français et américain, trotskyste depuis 1923 et terroriste depuis 1932, sans avoir jamais assassiné personne...

Son arrestation émeut les intellectuels communistes, et le président de l'Union des écrivains, Alexandre Fadeïev, prend son courage à deux mains et en informe Staline qui le convoque : « Vous ne croyez pas que Koltsov soit coupable ? – Non, je ne le crois pas et je ne veux pas y croire. – Et vous pensez que j'y croyais et que j'avais envie d'y croire ? réplique Staline. Je n'en avais pas envie, et pourtant j'ai dû y croire. » Puis il envoie Fadeïev lire les deux volumes du dossier de Koltsov dans une pièce attenante, et lui demande de lui donner ses impressions. Staline joue sur du velours : Koltsov, battu et torturé, a « avoué ». Le soir venu Staline rappelle Fadeïev : « Alors, maintenant, vous y croyez ? – Oui », répond Fadeïev, pris au piège. Dire « non » suggérerait qu'on a arraché à Koltsov des aveux fabriqués. Par qui ? avec l'aval de qui ? Ce serait calomnier le NKVD, la justice soviétique et Staline lui-même, qui veut faire de Fadeïev un propagandiste de cette vérité : « Eh bien, si des gens auxquels il faut répondre vous interrogent, vous pourrez leur dire ce que vous savez vous-même <sup>118</sup>. » Comment refuser ? Il ne reste à Fadeïev qu'à remplir ce genre de mission et à noyer son amertume dans la vodka et les fugues répétées.

Koltsov est un maillon d'un complot en gestation. Arrêté le 20 juin 1939, le metteur en scène Meyerhold, dont Staline avait décidé l'arrestation dès janvier, ignoblement torturé, finit par se reconnaître trotskyste depuis 1923 et espion anglo-japonais ; il « avoue » aussi avoir participé en 1933, avec Ilya Ehrenbourg, qui l'a recruté dans l'organisation trotskyste, à la création d'une organisation antisoviétique visant à regrouper « tous les éléments antisoviétiques dans le domaine artistique », puis avoir été recruté comme espion anglais par le poète lituanien Jurgis Baltrusaitis. On lui fait avouer aussi qu'Ilya Ehrenbourg a recruté dans son groupe trotskyste les écrivains Iouri Olecha et Boris Pasternak. Isaac Babel, arrêté le 16 mai 1939, est déclaré trotskyste depuis 1927, espion franco-autrichien depuis 1934, et fondateur d'une organisation terroriste trotskyste comprenant encore Ilya Ehrenbourg et Iouri Olecha, le cinéaste Serge Eisenstein, le metteur en

scène et acteur du théâtre juif Mikhoels, les écrivains Léonid Leonov, Valentin Kataïev, Vsevolod Ivanov, Lidia Seifoulina, Vladimir Lidine, l'acteur Outiessov, l'académicien Oscar Schmidt. Leur agent de liaison était André Malraux, mal récompensé d'avoir décidé d'accepter les procès de Moscou au nom de la lutte pour l'Espagne républicaine. En fait, Staline prépare, dans le milieu intellectuel, une opération du même type que le procès avorté des dirigeants du Comintern et des diplomates. Puis il renoncera à cette idée. Reste à se débarrasser des comploteurs désignés. Le NKVD fusille Isaac Babel le 27 janvier 1940, Meyerhold et Koltsov le 2 février.

Contrairement à une légende tenace, seule une minorité de victimes, celles que Staline exhibe en public, cèdent aux tortures, au chantage ou aux promesses. Ainsi, au premier procès de Moscou, les dossiers des accusés sont numérotés de 1 à 38. Or, seuls 16 d'entre eux seront finalement jugés, les autres ayant été liquidés ou ayant refusé d'avouer. Comme Ivar Smilga, arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 1935, envoyant à la face des agents du NKVD : « Je suis votre ennemi. » L'opposant sacrifiant sa pensée et sa vie à « l'intérêt historique du Parti », comme le Roubachov du *Zéro et l'Infini* de Koestler, est un mythe inspiré de la dernière déclaration de Boukharine, à la sincérité douteuse. La preuve en est qu'il a fallu briser les victimes et les soumettre à de longues tortures physiques ou morales, voire aux deux à la fois, pour obtenir leurs déclarations. Quoi qu'il en soit, ces défections expliquent le nombre de procès avortés.

L'accord des quatre à Munich, et les menaces qu'il fait peser sur l'URSS, poussent aussi Staline à tenter de consolider un appareil du Parti et de l'État disloqué, donc à réguler la répression, et à réhabiliter les fonctions productives du Goulag, marginalisées par la Grande Terreur. Il explique l'échec productif par le sabotage. Iejov, arrêté en mars 1939, sert de bouc émissaire aux déboires économiques du Goulag. Il l'a paralysé en abaissant les normes de production et en empêchant la mécanisation du travail ! Le 3 août 1939, il affirme avoir envoyé un nombre excessif de détenus à Kolyma pour y saboter la mécanisation de l'extraction du minerai qui aurait permis, dit-il, de réduire le nombre de détenus et donc le ravitaillement et les équipements nécessaires, d'accroître l'extraction de métal, et d'en abaisser fortement le prix de revient. « Mais la mécanisation a été freinée de façon

criminelle, toute l'extraction reposait sur la seule force musculaire <sup>119</sup>. » Le Goulag relevant du secret, Staline n'envisage pas un procès public. Mais pourquoi exige-t-il ces aveux délirants, alors que le principe sur lequel repose la mobilisation du travail manuel au Goulag s'oppose à la mécanisation ? Les rarissimes machines qui s'y trouvent rouillent d'ailleurs sous les étoiles...

Beria crée un Bureau spécial technique du NKVD, confirmé par le Secrétariat le 8 janvier 1939, chargé d'utiliser au mieux les détenus ayant des connaissances et une expérience techniques spéciales, surtout à des fins militaires. Le 10 avril 1939, il présente un projet de réorganisation du Goulag en vue de réaliser 12 milliards de roubles de grands travaux de construction au cours du plan quinquennal de 1939-1944. Il s'oppose, comme Staline, à la libération conditionnelle anticipée des détenus méritants, parce que cela conduit à la désorganisation du travail. Le 24 avril, Beria explique qu'il manque au Goulag 350 000 détenus aptes au travail physique. Les objectifs nouveaux, pour être atteints, exigent des centaines de milliers de détenus supplémentaires. Le 10 septembre 1940, Staline décide que les condamnés à des peines légères pour délits mineurs, jusqu'alors incarcérés, seront livrés au Goulag dont les effectifs frôlent les 2 millions de détenus au 1<sup>er</sup> janvier 1941.

L'approche de la guerre conduit Staline à accélérer la liquidation de Trotsky. À la fin de mars, le 29 ou le 31, Beria emmène un jeune agent du NKVD, Soudoplatov, chez Staline au Kremlin. Les secrétaires ne notent pas son nom sur le registre des visiteurs. Soudoplatov découvre un Staline concentré, sûr de lui, calme, rayonnant de confiance en soi et d'une aisance impressionnante. Il se promène dans la pièce, sa pipe bourrée mais éteinte, en écoutant le rapport de Beria, qui dénonce le « grave danger » représenté par Trotsky et ses partisans. Beria propose de confier à Soudoplatov l'élimination de ce danger. Il aura la responsabilité de mobiliser toutes les ressources du NKVD afin d'éliminer Trotsky. Staline acquiesce : « À part Trotsky en personne, il n'y a aucune figure politique importante dans le mouvement trotskyste. Si on élimine Trotsky tout danger disparaîtra. » Puis il exprime son mécontentement face au retard pris. Spiegelglass, qui devait mener l'opération dès 1937, a échoué et a été fusillé. Alors, se raidissant, Staline ordonne : « Il faut en finir avec Trotsky dans l'année, avant le début de la guerre, qui est inévitable. Sinon, lorsque la guerre éclatera,

ajoute-t-il, nous ne pourrions pas nous fier à nos alliés du mouvement communiste international <sup>120</sup>.» L'opération reçoit le nom de code de «Canard», qui a en russe le même double sens qu'en français : une fausse nouvelle et un gibier à abattre. Soudoplatov et son ami Eitingon demandent 300 000 dollars pour financer l'opération. Staline les leur accorde. Ils se mettent en chasse immédiatement.

Staline soumet toujours son entourage à la crainte permanente d'être dénoncé, démasqué, condamné, qualifié de saboteur trotskyste pour les crimes les plus inattendus. Ainsi, le 26 avril 1939, il convoque Dimitrov en présence de Vorochilov et Molotov et lui demande sèchement qui a préparé la liste des slogans du Comintern pour le 1<sup>er</sup> mai. Dimitrov, incapable de deviner quelle fatale erreur s'y est glissée, bafouille : «C'est Manouilski», son bras droit, fidèle stalinien entre tous. Staline explose contre les slogans «Staline, c'est la paix. Staline, c'est le communisme. Staline, c'est la victoire !» et lâche : «Manouilski est un flatteur. D'ailleurs il a été trotskyste [...] lors de la purge des bandits trotskystes, il s'est tu, il ne s'est pas exprimé, et maintenant il se met à lécher les bottes. C'est suspect !» Staline se tait puis porte un second coup : «Son article dans la *Pravda*, "Staline et le mouvement communiste mondial", est un article nuisible, provocateur.» Molotov renchérit : sa publication juste au moment où l'URSS entame des négociations avec l'Angleterre est effectivement une provocation ! Il interpelle Dimitrov : «Vous connaissez cet article ?» «Oui», marmonne Dimitrov, qui précise : «Mais je n'étais pas d'accord avec Manouilski qui a utilisé ma maladie» et «laissait l'impression [l'hypocrite... !] qu'il agissait en accord avec le Comité central». Il faudra le remplacer, éructe Staline. Dimitrov croit alors judicieux de manifester sa docilité en sollicitant son avis sur «la question française». Staline l'envoie promener : «Nous sommes très occupés en ce moment. Réglez la question vous-même.» Et il ajoute, moqueur : «C'est vous, Dimitrov, qui êtes le président de l'Internationale communiste. Nous, nous ne sommes qu'une section de l'Internationale <sup>121</sup> !»

L'omnipotence ne permet pas tout. En janvier 1939, un demi-million d'agents effectuent un nouveau recensement de la population, sous le contrôle direct de Molotov. Des circulaires confidentielles les invitent à «étudier systématiquement les endroits où s'entassaient les sans-logis, les mendiants, les enfants vagabonds», et à passer au peigne fin «les greniers, les sous-



sols, les cuves à goudron, les toilettes publiques et autres lieux <sup>122</sup>», où Molotov et Staline s'attendent donc à trouver de nombreux habitants (surtout des enfants orphelins ou abandonnés). Cette inspection minutieuse et généralisée aboutit au chiffre officiel de 170 500 000 Soviétiques. Les statisticiens, eux, n'en ont trouvé que 167 millions, mais il est impossible de mettre encore ce recensement au rancart. On ajoute donc les déportés, leurs gardiens et des morts, on décore les responsables du recensement, dont on déclare confidentiels les résultats détaillés en ne publiant que des tableaux de synthèse très généraux.

Molotov, qui a contrôlé l'opération, n'a pas été brillant. Est-ce pour cela que Staline monte une campagne contre lui ? Sa femme, Paulina Jemtchoujina, a été l'amie intime de Nadejda Alliluieva. Staline, malgré les réticences de Molotov, l'avait fait nommer commissaire à la Pêche. Elle était l'unique femme commissaire du peuple. Le 10 août 1939, le Bureau politique, dans une résolution dictée par Staline et rendue publique, l'accuse d'avoir « fait preuve d'irréflexion et de légèreté dans le choix de ses fréquentations, ce qui avait permis l'apparition dans son entourage de bon nombre d'espions hostiles [*sic* !] dont elle avait ainsi involontairement facilité l'activité d'espionnage ». Il ordonne « une vérification minutieuse de tous les documents la concernant » et la « mise en œuvre progressive <sup>123</sup> » de son limogeage. Le NKVD l'accuse bientôt de sabotage et d'espionnage. Le Bureau politique examine son dossier le 24 octobre 1939. Sa résolution, rédigée de la main de Staline, écarte comme « calomnieuses » ces dernières accusations (qu'il a lui-même sollicitées), mais la démet de ses fonctions pour « insouciance et légèreté ». Un mois plus tard, on la nomme chef de la Direction principale de l'industrie textile et de la mercerie. L'année suivante, Staline la fera exclure du Comité central. Le dossier fabriqué par le NKVD est toujours suspendu au-dessus de sa tête. Il s'abattra sur le couple, dix ans plus tard. Molotov, malgré sa dévotion à son maître, se demande si « des sentiments antisémites ont peut-être joué en l'occurrence <sup>124</sup> ». Mais Staline voulait surtout par là avoir barre sur Molotov lui-même. Et il y est parvenu.

La majorité des membres de son entourage avaient des conjoints juifs : outre Molotov, Vorochilov avait épousé Golda Gorbman, Andreiev Dora Khazan, son secrétaire personnel Poskrebychev Bronislava Solomonovna, son fils Jacob, en

deuxièmes noces, Ioulia Meltzer, Kirov Maria Markus ; son fils cadet Vassili épousera bientôt Galina Bourdonskaia, sa fille Svetlana aura comme premier flirt Alexis Kapler, et comme premier mari Grigori Morozov. Cette fréquence irrite Staline qui, au lendemain de la guerre, y verra une entreprise d'encerclement sioniste.

## CHAPITRE XXIII

### L'an I de la nomenklatura

La purge n'a pas seulement ouvert la voie à une nouvelle génération politique, elle a accompagné et amplifié, du haut en bas de la société, les bouleversements engendrés par l'industrialisation et la collectivisation. À cet égard, rien n'est plus éclairant sur sa nature que la manière dont elle a frappé l'intelligentsia. Les écrivains et les intellectuels qui ont sympathisé avec la révolution d'Octobre sont impitoyablement éliminés : Babel, Pilniak, Averbakh, la majorité des «écrivains prolétariens», Meyerhold, Mikhaïl Koltsov, le publiciste du régime, l'ancien menchevik rallié dès 1920, parmi des centaines de noms. À quelques exceptions près, les autres sont épargnés, quoique souvent réduits au silence ou au demi-silence (Boulgakov, Akhmatova, Prichvine, Kouprine, que le Guépéou réussit à faire revenir en URSS en 1937!). Le comte Alexis Tolstoï, qui demande une villa de onze pièces, en reçoit une... de neuf.

Le cas de Vernadski est particulièrement significatif. Ce savant manifeste une indépendance de comportement étonnante en pleine Terreur : il multiplie les lettres à Molotov, Vychinski, Iejov et Staline pour défendre ses amis, parfois avec succès, proteste — là aussi finalement avec succès — auprès du directeur du Glavlit, organisme de la censure, contre le découpage de pages dans la revue anglaise *Nature* et le blocage des revues scientifiques étrangères, et réussit même à esquiver la signature d'une pétition exigeant la peine de mort pour les condamnés du troisième procès de

Moscou ! Son journal intime, qu'il ne craint pas de continuer à tenir à l'heure même où l'écrivain Prichvine brûle les lettres jadis reçues de Boukharine, est parsemé de notations critiques : « Le Parti est gangrené, mais le pays tient, même à leur insu, par la conscience des masses. » Un peu plus tard, il note : « Le Guépéou et le Parti ont exterminé leur intelligentsia, les gens qui avaient fait la révolution », ou encore : « Les millions de détenus forment une main-d'œuvre gratuite, qui joue un rôle énorme, très sensible, dans l'économie de l'État<sup>1</sup>. » Malgré son indépendance d'esprit, il n'est pas inquiet et meurt d'un infarctus en janvier 1945. Le NKVD, il est vrai, n'a jamais lu son Journal. Vernadski y décrit avec dégoût l'ascension des profiteurs, où il voit une erreur de Staline, et non une politique : « Staline a commis une erreur fondamentale en détruisant, par vengeance ou par peur, la fine fleur de son parti ; cela a causé des dommages irréversibles, car les conditions de vie réelles provoquent un afflux colossal de toutes sortes de voleurs qui continuent de se faufiler dans le Parti<sup>2</sup>. »

Cette ascension s'accompagne d'une différenciation sociale croissante. L'urbanisation galopante ruralise les vieilles villes, flanquées de sinistres cités ouvrières dortoirs où s'installent en masse les paysans qui fuient la campagne. Les camps de concentration entassent dans des baraquements de fortune environ deux millions de déportés, condamnés à un travail forcé épuisant et sous-alimentés. Au-dessus d'eux, la nomenklatura s'empiffre. La vie luxueuse des hauts dignitaires frappe l'ambassadeur américain Joseph Davies. Le 10 février 1937, après un dîner à la datcha de Rosengoltz, où il a rencontré Vorochilov, Mikoïan, Vychinski qui, dit-il, a conduit « le procès des traîtres » d'une manière admirable, Davies note, étonné : « Ces commissaires vraiment se soignent bien<sup>3</sup>. » En même temps, il répète la rumeur qui veut que Staline soit étranger à ce luxe et que la simplicité spartiate qui est la sienne reflète une profonde rigueur morale : « C'est l'avis de tous que Staline est un homme simple, mais doué d'une extraordinaire sincérité et d'une incroyable capacité de travail [...] un homme digne qui mène une vie propre<sup>4</sup>. » Staline ne manifeste certes aucun goût du luxe pour lui-même ; il ne coûte – cher – à l'État que pour sa sécurité personnelle, mais il n'hésite jamais à recourir aux grands moyens pour corrompre, et la sincérité est certainement la moindre de ses vertus.

Le XVIII<sup>e</sup> congrès, en mars 1939, sanctionne l'avènement de cette nouvelle nomenklatura, à laquelle Staline offre une promotion fulgurante. En éliminant plusieurs couches de vieux cadres et militants, il a suscité une immense aspiration vers le haut. Des jeunes, jusqu'alors au bas de l'échelle sociale, occupent les dizaines de milliers de postes libérés à tous les échelons par la purge massive, sans compter les milliers de postes que Staline a créés. Ainsi, non seulement la quasi-totalité des directions des commissariats du peuple est remplacée, mais, au lendemain du congrès, le nombre de commissariats passe de 14 à 34 ; de même, le nombre de Républiques de l'Union passe de 7 à 11, le nombre de territoires et de régions de 70 à 110. À chaque fois, tout un bouquet de postes de commissaires, de commissaires adjoints, de secrétaires, de secrétaires adjoints, de présidents et de présidents adjoints est offert à la jeune génération, qu'un véritable typhon emporte vers les sommets. Nombre de jeunes cadres gravissent alors les échelons du pouvoir à une vitesse vertigineuse qui les grise. Certains trébucheront, éliminés par leurs rivaux, dans cette course éperdue, mais les survivants se souviendront toute leur vie de cette fièvre comme de la période la plus lumineuse de leur existence et porteront aux nues l'homme qui leur a ainsi dégagé la voie vers l'Olympe. C'est alors que commence la carrière politique des Kossyguine, Brejnev, Souslov, Oustinov, Gromyko, qui dirigeront le pays jusqu'au début des années 1980. Appuyés sur la jeune nomenklatura, ils seront les véritables grands prêtres du culte du Chef.

Le maréchal Koulik exprime fortement ce sentiment quasi filial à l'égard de celui qui lui a ouvert l'accès au maréchalat avant de l'envoyer, demain, au peloton d'exécution. En 1942, accusé d'incompétence et de désobéissance par Staline, il écrira à son maître accusateur : « Je vous suis personnellement redevable de mon ascension. C'est vous qui, sous l'angle politique, avez fait de l'ancien gars de la campagne que j'étais un bolchevik, et qui m'avez donné le plus grand signe de confiance que l'on peut recevoir dans notre pays, en me faisant entrer au Comité central<sup>5</sup>. » En remplaçant Comité central par comité régional, des milliers d'hommes auraient pu écrire une lettre semblable. Souslov dira plus tard au dirigeant géorgien Mgueladzé : « Tu comprends, c'est uniquement grâce à Staline que nous avons tous fait carrière. C'est uniquement grâce à lui que nous avons tout<sup>6</sup>. »

Au congrès, Staline consacre le nouveau mode oratoire qu'il a adopté depuis deux ans. Il s'exprime lentement, solennellement, en détachant ses mots, en s'arrêtant après chaque phrase pour prendre la pose. Il justifie les procès avec un cynisme qui ravit son auditoire. Comment, s'exclame-t-il, on voit dans ces procès à l'étranger un signe de crise de notre société ? Mais après le procès des militaires se sont tenues les élections au Soviet suprême de l'URSS, et les listes du bloc du Parti et des sans-parti ont obtenu 98,6 % des voix ; après celui de mars 1938, aux élections aux soviets des Républiques, elles ont obtenu 99,4 % des voix. Les procès et le régime ont donc le soutien massif de la population.

Le Comité central de mai 1939 souligne ce bouleversement social. L'un de ses nouveaux membres, Chtykov, salue en Staline « l'homme qui nous fait sortir, nous les militants praticiens de la base, de l'impasse dans laquelle nous nous trouvions<sup>7</sup> ». L'impasse sociale qui bouchait leur carrière s'est brusquement et largement ouverte devant eux et ils vénèrent celui qui leur a frayé la voie. Mikhaïl Koltsov chante ce mouvement par lequel des milliers « de petits et modestes rouages » s'élèvent « à un travail responsable sans cesse plus grand et important ». Paradant aux premiers rangs depuis les années 1920, il sera bientôt lui-même la victime du système. Vorochilov déclare à une réunion de lieutenants, en pleine Terreur : « Chacun de vous est potentiellement un maréchal. » Il souligne le 29 novembre 1938 devant le Conseil militaire : « Nos hommes sont tous des hommes jeunes, encore inconnus de tous<sup>8</sup>. » Berejkov, affecté au commissariat aux Affaires étrangères au début de 1940, constate à son arrivée qu'il n'y reste qu'une toute petite poignée des anciens collaborateurs de Litvinov et Tchitchérine.

Les chiffres confirment que le parti stalinien de 1939 s'est construit sur les débris de l'ancien parti bolchevik. En 1939, à la veille du XVIII<sup>e</sup> congrès, le Parti communiste russe comporte 1 589 000 membres. Seuls 0,3 % d'entre eux (soit environ 5 000) ont adhéré avant 1917, et 16 000 (soit 1 %) ont adhéré en 1917. Il reste 10 % des adhérents des années 1918 à 1920. Certes, la guerre civile avait décimé les rangs du Parti, et les épurations de 1921 écarté des milliers d'adhérents jugés douteux, mais, vingt-deux ans seulement après la révolution, ces chiffres témoignent de l'ampleur extraordinaire de la purge.

Cette jeune génération bénéficie de la redistribution des

richesses sociales, séquestrées par le vol et le pillage légaux. Les promus se répartissent ainsi tout ou partie du patrimoine des condamnés au titre de l'article 58 du Code pénal, qui prévoit en règle générale la confiscation de leurs biens, et leur transmission à leurs dénonciateurs ou aux officiers et agents du NKVD – qui se sont déjà servis au passage lors des perquisitions en raflant vaisselle, montres ou bijoux. Ainsi, Anton Antonov-Ovseenko, découvrant dans le dossier de son père le relevé des objets confisqués lors de son arrestation, n'y trouve pas trace de nombre d'objets de valeur que ce dernier avait accumulés au fil des ans. Le fils et la femme du général Iona Iakir, arrêtés peu après lui, ne trouveront, après leur réhabilitation, aucun inventaire des meubles, de la vaisselle, des milliers de livres qui avaient été saisis chez eux. Tout avait été volé et, pour l'essentiel, revendu.

Le NKVD dispose d'un réseau de magasins où il vend à vil prix les objets recensés à ses agents. Les femmes d'ennemis du peuple, arrêtées et déportées ou emprisonnées, ainsi que leurs enfants, expédiés en orphelinat, libèrent des dizaines de milliers d'appartements meublés et équipés, livrés aux promus. Staline s'achète ainsi à moindres frais leur fidélité sous le couvert d'une idéologie de plus en plus déconnectée de la réalité. Le « philosophe » stalinien, l'inculte Mitine, dépourvu de tout diplôme, nommé en 1930 par Staline rédacteur en chef de la revue de philosophie *Sous le drapeau du marxisme*, couronne symboliquement ce pillage. Dans le cinquante-septième volume de la *Grande Encyclopédie* soviétique, il publiera, sous son nom, l'article « Philosophie », rédigé... par le philosophe boukharinien Sten. Son seul et unique apport : une bordée d'insultes à l'adresse de ce dernier. Mitine s'était distingué en écrivant en 1933 un article intitulé « Staline et la dialectique matérialiste », où il célébrait le Chef comme « le plus éminent dialecticien matérialiste de notre époque ». Par un involontaire aveu, il trouvait très complexe d'analyser son apport « car la simplicité, la clarté, la concision remarquables de ses travaux constituent le résultat d'un énorme travail théorique préalablement effectué sur l'interprétation des lois du développement de la réalité objective du point de vue de toute l'expérience mondiale du mouvement prolétarien incarné dans les enseignements du léninisme<sup>9</sup> » ! Le 22 décembre 1939, au lendemain même de son anniversaire officiel, Staline se fait élire à l'Académie des sciences, ainsi placée sous son contrôle

étroit, en compagnie de Vychinski et de ce Mitine qu'il désigne également à la tête de l'institut Marx-Engels-Lénine dirigé jusque-là, bougonne-t-il, par des « ignares ».

Les promus ont pour Staline la même reconnaissance (mais décuplée), qu'avait eue la noblesse d'Empire pour Napoléon. Elle prend à Moscou la forme d'une vénération béate de miraculés pour le thaumaturge qui les a tirés du néant. La noblesse d'Empire gagnait ses titres et ses terres sur les champs de bataille. Les nouveaux élus soviétiques ne doivent à peu près rien à eux-mêmes, et tout à Staline. Ils doivent donc en faire beaucoup plus que les barons impériaux dans l'adoration. Le 17 mars, quatre jours après la clôture du troisième procès de Moscou et l'exécution des condamnés à mort, Staline reçoit au Kremlin les aviateurs Tchkalov, Baïdoukov et Beliakov, qui ont récemment effectué le premier vol Moscou-Vancouver sans escale. Dans un long toast, Staline exalte l'héroïsme soviétique qu'il oppose au culte du dollar, puis apostrophe Tchkalov qui s'écrie : « Je suis prêt à mourir pour Staline ! » Il le flatte. Tchkalov s'écrie à nouveau : « Nous mourrons pour Staline ! » Staline le morigène. « Je m'excuse beaucoup pour ma grossièreté, certains me jugent parfois grossier, mais n'importe quel imbécile est capable de mourir [...]. Je bois à ceux qui veulent vivre... [...]. Je bois à la santé de ces jeunes qui nous survivront avec plaisir à nous les vieux. » Une vibrante ovation salue ces paroles, et Tchkalov, exprimant avec emphase les sentiments de tous ses semblables s'exclame : « Aucun des présents ne veut survivre au camarade Staline. Personne ne nous enlèvera Staline, nous ne permettrons à personne de nous enlever Staline. Nous pouvons le dire hardiment : s'il faut lui donner nos poumons, nous donnerons nos poumons à Staline, s'il faut lui donner notre cœur, nous donnerons notre cœur à Staline, s'il faut lui donner notre jambe, nous donnerons notre jambe à Staline<sup>10</sup>. »

Le journal intime d'un de ces jeunes promus, Malychev, confirme la profondeur de ces sentiments. Khrouchtchev avait proposé cet ingénieur comme candidat au Soviet suprême. À la première séance, où les nouveaux élus sont majoritaires, le 12 janvier 1939, il ressent « une joie et une agitation exceptionnelles en voyant le camarade Staline<sup>11</sup> ». Trois semaines plus tard, c'est l'extase. Malychev est convoqué au Kremlin. On le fait entrer dans le bureau de Staline, flanqué de sept autres dirigeants, qui



l'attendent depuis une heure. Staline, si intolérant pour les retards, l'accueille avec le sourire et lui annonce sa nomination à la tête de l'un des trois commissariats du peuple issus de la démultiplication de l'ancien commissariat à la Construction mécanique. Malychev, ébaubi, bafouille un refus ; Staline objecte : « Comment ? On vous aurait attendu une heure pour rien et vous vous seriez traîné pour rien de Kolomna à Moscou <sup>12</sup> ? » Malychev repart sur un petit nuage, d'où il ne redescendra pas avant longtemps. Aux plénums du Comité central, puis au Comité de la défense où il est coopté, aux séances du Bureau politique où il est invité, il écoute les discours de Staline avec ravissement. « Après ses interventions, écrit-il, tout ce qui était le plus compliqué et le plus incompréhensible devient compréhensible, simple et clair <sup>13</sup>. » Le 21 décembre 1939, il souligne l'attention que porte Staline à cette jeune génération : « Le trait caractéristique du camarade Staline, c'est sa capacité à écouter les gens. Il écoute toujours les objections et les propositions, même, semble-t-il, les plus insignifiantes <sup>14</sup>. » Ce Malychev, comme les autres « jeunes promus », se distinguera au fil des ans par son goût des coûteux et fréquents banquets bien arrosés.

Cette attention portée aux jeunes contraste avec la brutalité qu'il réserve aux plus anciens. Malychev note, étonné, dans son Journal, le 13 septembre 1939, qu'à la réunion du Comité de la défense Staline a étrillé Kaganovitch « pour son incapacité à affecter correctement les gens <sup>15</sup> ». D'ailleurs, il lui a été interdit de muter les cadres tous les mois. Il accuse ainsi Kaganovitch de désorganiser le travail de son propre secteur. Staline donnera lui-même la clé de cet acharnement contre les anciens en deux occasions, qu'enregistre Malychev. Le 17 janvier 1941, après la réunion du Bureau politique, il invite les participants à boire dans son appartement. Au cours de la beuverie, qui dure jusqu'à sept heures du matin, il porte un toast « aux vieux qui transmettent de bonne grâce le pouvoir aux jeunes et aux jeunes qui acceptent de bonne grâce ce pouvoir <sup>16</sup> ». Trois semaines plus tard, lors du soixantième anniversaire de Vorochilov, il lance un avertissement dans un toast qui justifie la Grande Terreur et en annonce une possible nouvelle étape : « Les vieux doivent comprendre que, s'ils ne laissent pas les jeunes diriger, c'est la fin. Nous, les bolcheviks, nous sommes forts parce que nous poussons hardiment les jeunes en avant. Les vieux doivent céder le pouvoir aux jeunes de bonne grâce <sup>17</sup>. » De toute façon, ils n'ont pas le choix.

Les vainqueurs se reconnaissent entre eux. Le 2 avril 1939, Staline et son groupe de dirigeants assistent au Bolchoï à la première de l'Opéra *Ivan Soussanine* de Glinka, qui raconte comment l'héroïque paysan russe, en 1613, égara les soldats polonais dans les forêts et périt. À l'entracte, avant le final de cette œuvre patriotique, les dirigeants quittent la loge du gouvernement, sur le côté, où ils s'installent d'ordinaire, et prennent place dans l'ancienne loge impériale, centrale, pour assister à la fin du spectacle. Dès que les spectateurs, essentiellement de nouveaux promus, les aperçoivent, ils se lèvent et applaudissent jusqu'à la fin de l'entracte. Ils recommencent à la fin, lorsque le rideau s'abaisse puis se relève. Les acteurs alors applaudissent à tout rompre les dirigeants qui les applaudissent à leur tour pendant que le public des promus, éperdu, applaudit les uns et les autres dans une communion enthousiaste.

Les rares rescapés de la purge jettent sur ces promus un regard méprisant. Le 5 juin 1939, Alexandre Soloviev rencontre Maxime Litvinov, limogé l'avant-veille de ses fonctions de commissaire aux Affaires étrangères. Litvinov n'a jamais eu la langue dans sa poche, mais son congé, qui devrait pourtant annoncer une arrestation, la lui délie davantage. Ce jour-là, il se contente de ricaner : « Regarde qui entoure le Génie, que des lèche-bottes<sup>18</sup> ! » Le rencontrant à nouveau deux semaines plus tard, il lui dresse un portrait accablant de l'entourage de Staline et de ce dernier. Il dénonce chez lui « l'étroitesse d'esprit, l'extraordinaire fatuité, l'extraordinaire assurance, la vanité, l'entêtement, le carriérisme et le pouvoir illimité, héritage d'un obscurantisme et d'une inculture séculaires [...]. Pour lui, l'essentiel c'est de savoir si on est d'accord ou pas avec son opinion, il cherche à effacer ou à anéantir ceux qui pensent autrement, même si ce sont des gens utiles. [...]. Pourquoi est-ce que les vieux cadres éprouvés ont été liquidés ? Parce qu'ils sont plus intelligents que lui et qu'ils l'ont percé à jour. » Litvinov exécute en quelques mots les courtisans, qu'il connaît bien : « Staline ne supporte pas les gens intelligents, il choisit des imbéciles limités et obéissants [...] le lourdaud Molotov, les carriéristes Kaganovitch, Mikoïan, Beria ou encore Mekhlis, le médiocre Malenkov, Khrouchtchev le crétin et autres lèche-bottes et flatteurs du même acabit<sup>19</sup>. »

Les mœurs et le comportement de l'entourage de Staline justifient ce portrait de groupe peu flatteur. Jdanov, le responsable des

intellectuels, aimait à raconter en gloussant l'anecdote suivante : « Un jour, Staline se plaint d'avoir perdu sa pipe et grommelle : "Je donnerais beaucoup pour la retrouver." Trois jours plus tard, Beria a déjà trouvé dix coupables qui ont tous "avoué". Le lendemain, Staline retrouve sa pipe tombée derrière un divan de sa chambre<sup>20</sup>. »

Le réel vaut l'imaginaire. Khrouchtchev, un jour de 1938, se plaint à Staline : le NKVD a torturé un jeune instituteur moldave pour lui faire avouer que le chef du gouvernement ukrainien, Korotchenko, est un agent de la cour de Roumanie et que Khrouchtchev a une attitude louche. Staline trouve l'histoire amusante et demande si « ce n'est pas plutôt à la reine » que ce Korotchenko est lié et demande l'âge de la reine. Khrouchtchev répond, sur le même ton égrillard : « Le roi n'est pas encore majeur [donc pas encore marié], mais il y a la reine mère. Il était sûrement en relations avec la reine mère. » Les deux hommes s'esclaffent. Staline innocente Korotchenko et soumet au Bureau politique, en décembre 1938, une résolution contre les enquêteurs du NKVD qui ont monté l'affaire contre lui : « Organiser un procès public, fusiller les coupables et le faire savoir dans la presse<sup>21</sup>. »

Autodidactes aux rares connaissances mal digérées, ne parlant en général aucune langue étrangère et mal la leur, les dirigeants staliniens illustrent la médiocrité de cette nouvelle couche dirigeante, qui n'excelle que dans les intrigues d'appareil. Ils ne connaissent qu'une façon de diriger : exiger, menacer, faire pression, arrêter, déporter, fusiller. Après son arrestation, le 26 juin 1953, Beria écrira plusieurs lettres à ses anciens camarades pour implorer leur pitié ; elles sont parsemées de fautes de grammaire et de syntaxe, de phrases bancales et d'incohérences. Malenkov, grassouillet homme de bureau, qui semble être né avec un double menton, n'est capable que de lire les rapports insipides que lui prépare son appareil. Khrouchtchev n'est longtemps, dans l'ombre de Kaganovitch, qu'un apparatchik ignare, bredouillant des discours parsemés de formules toutes faites et de fautes de syntaxe. Chepilov, membre du Bureau politique, éliminé par lui en 1957, le présente aussi comme un parfait inculte. Lors d'un affrontement verbal, Khrouchtchev répond d'ailleurs à l'énumération que fait Chepilov de ses diplômes par la phrase typique d'un apparatchik issu des tréfonds de la société et fier de son

ascension : « Moi, j'ai étudié chez un pope un hiver pour le prix d'un sac de patates<sup>22</sup>. »

La servilité de son entourage irrite parfois Staline et il prend plaisir à la souligner. Selon Volkogonov, à la veille du XVIII<sup>e</sup> congrès, en mars 1939, Staline invite Molotov, Jdanov, Malenkov, Beria à Kountsevo. Après le repas, il les invite à donner leur avis sur son projet de rapport au congrès. C'est à qui sera le plus enthousiaste, jusqu'au moment où Staline grogne : « Je vous ai donné la variante que j'ai bâclée et vous chantez alléluia... J'ai entièrement réécrit la variante que je vais lire ! » Les convives restent bouche bée. Beria trouve la parade : « Mais même dans cette variante-là on sent votre patte ; si vous l'avez réécrite, alors on peut s'imaginer la puissance de ce nouveau texte<sup>23</sup>. »

Les promus, comblés, doivent être dociles. Certains ne le comprennent pas tout de suite. Ainsi, au Comité central de juin 1939, Staline propose que le nombre minimum de « journées de travail » que les paysans doivent faire au kolkhoze pour percevoir une rémunération, par ailleurs purement symbolique, soit de cent. Un nouveau, Tchoubine, proteste : dans les exploitations de coton, cent journées de travail c'est trop pour les femmes élevant des enfants âgés de moins de douze ans, et propose d'abaisser ce minimum à cinquante ou soixante. Staline le rembarre au nom de la dignité de la femme. Tchoubine insiste : « Mais, il s'agit de la femme chef de famille. – Raison de plus », tranche Staline<sup>24</sup>. La discussion est close.

Nommé commissaire à la Marine en mars 1939, Nicolas Kouznetsov ressent et supporte mal cet état de choses : « Staline n'aimait plus les objections et n'écoutait même guère les spécialistes. Autour de lui s'était formée une cour de lèche-bottes et d'adulateurs [...] son avis ne suscitait aucune objection, même chez ses plus proches collaborateurs [...]. Nous, les jeunes promus sur la vague de "la période inquiète" des années 1937-1938, et qui, par inexpérience, nous efforcions "d'avoir notre propre opinion", nous nous sommes vite convaincus que notre rôle était d'écouter plus et de parler moins<sup>25</sup>. »

Promoteur de la nouvelle aristocratie, Staline est le dieu protecteur de la différenciation sociale. Rien ne le montre mieux que la traduction salariale de la réforme militaire introduite en 1934. Cette réforme a abouti à une augmentation moyenne, largement supérieure à l'inflation, de 284 % de la solde des sous-officiers et

officiers. Le détail des chiffres souligne les différences hiérarchiques : 240 % pour un chef de section, 263 % pour un commandant de compagnie, 254 % pour un commandant de bataillon, 300 % pour un commandant de régiment, 337 % pour un commandant de division, et 364 % pour un commandant de corps d'armée. Le revers de ces augmentations est l'insécurité qui plane sur ces cadres militaires, jamais certains de ne pas se retrouver le lendemain en cellule ou au Goulag. Leur plaisir est ainsi plus qu'à demi gâché, et Staline ne sera jamais assuré de leur fidélité.

La promotion d'une nouvelle aristocratie se double d'une législation antiouvrière brutale : Staline instaure, le 28 décembre 1938, un nouveau livret de travail pour enregistrer et pérenniser les sanctions contre les « fautes » de l'ouvrier. Un second décret, du même jour, prévoit des sanctions sévères pour retards injustifiés et absentéisme au travail. Une semaine plus tard, un autre décret assimile à un délit tout retard de plus de vingt minutes, situation fréquente dans un pays aux transports collectifs lamentables. Un décret du 26 juin 1940 annule les dispositions du décret de 1927 sur la journée de sept heures et le repos hebdomadaire, et rappelle les sanctions pour retards injustifiés ; la durée de la journée de travail est portée à huit heures, la semaine de sept jours proclamée, interdiction est faite à l'ouvrier de « quitter l'entreprise de sa propre initiative ». Un décret du 10 août 1940, enfin, punit l'absence injustifiée (dont le retard supérieur à vingt minutes), la production de rebut et le chapardage sur le lieu de travail d'une peine de prison ou de camp allant de un à trois ans.

Quel est le bilan chiffré de la répression stalinienne, à la veille de la guerre ? Le secret bureaucratique en a favorisé l'inflation. L'enquête d'une commission du Comité central du PCUS en 1961 dresse le bilan suivant : « En 1934, 68 415 individus ont été arrêtés ; en 1935, 104 716 ; en 1936, 85 530. Un peu plus de 3 000 ont été fusillés. [...] En tout, en 1937-1938, 1 372 392 individus ont été arrêtés, dont 681 692 ont été fusillés ». Parmi eux, plus de 110 000 membres du Parti. « En tout, en 1939-1940, 121 033 individus ont été arrêtés, dont 4 464 ont été fusillés<sup>26</sup>. » Il faut ajouter à ces chiffres les millions de paysans morts de la « dékoulakisation » et les centaines de milliers de détenus du Goulag, non condamnés à mort, mais morts de faim, de froid, d'épuisement, de maladie. Les sept millions de morts de la famine de 1932-1933 sont aussi victimes de la politique stalinienne.

De 1929 à 1941, de la collectivisation forcée à la guerre, le régime a vécu dans une tension permanente et ne se maintient que par la Terreur permanente et généralisée, qu'il peut certes moduler, mais qui reste indispensable à son maintien au pouvoir. Son équilibre instable ne repose néanmoins pas sur elle seule. La paysannerie est, dans sa majorité, hostile au régime ; la classe ouvrière, elle, a une attitude passive, critique, voire hostile également à l'égard de la couche dirigeante. Cet antagonisme s'exprime surtout dans la haine des ouvriers pour les stakhanovistes, les chefs de brigade, les contremaîtres. L'arrivée d'Hitler au pouvoir a resserré les rangs autour des dirigeants face à la menace extérieure, et Staline en a tiré profit. Le système a créé une base industrielle qui, en dépit des conditions lamentables de travail et de vie, traduit un dynamisme économique et social réel. Il a développé l'alphabétisation et la formation professionnelle. Il a dégagé une aristocratie ouvrière (les ouvriers de choc et les stakhanovistes, les contremaîtres et les chefs de brigade, qui touchent des primes, disposent de cantines distinctes et reçoivent des appartements, tandis que les simples travailleurs restent inscrits sur les listes d'attente). Il a élargi et renouvelé la couche des ingénieurs et techniciens, et surtout sa base sociale spécifique, la bureaucratie, issue des rangs ouvriers et paysans (directeurs d'usines et présidents de kolkhozes, secrétaires du Parti, des Jeunesses communistes, des syndicats, officiers, instructeurs politiques). Toutes ces fonctions sont assorties d'avantages, certes limités, mais refusés à la masse de la population. Cette couche, dont la Terreur de 1936-1938 a bouleversé la composition, représente environ 10 % de la population. Elle constitue l'appui principal du régime, malgré l'instabilité que la chasse récurrente au sabotage suscite en elle.

Staline est, dans son mode de vie, le reflet achevé de cette couche sociale. S'il a, comme elle, des goûts modestes pour l'habillement et l'ameublement, il adore banqueter et surtout il aime ses aises. À la veille de la guerre, il dispose d'une quinzaine de villas : outre Kountsevo où il vit, il en possède une à Zoubalovo, une à Gorki près de la dernière résidence de Lénine, une à Lipki, à la sortie de Moscou, au bord d'un étang, dans un parc immense planté de tilleuls, une à Valdaï, dans les bois, près de Novgorod, trois à Sotchi, dont une près des eaux de Matsesta, trois autres encore en Géorgie, une appelée « la datcha de la rivière froide »,

sur le lac Ritsa, une à Borjomi, autre ville d'eaux, une à Tskhaltoubo, une près de Pitsounda, une à Kislovodsk, encore une vieille ville d'eaux, une enfin en Crimée. En 1938, Staline a envoyé au Goulag où il passera dix-sept ans l'architecte Miron Merjanov qui avait construit la plupart de ces villas. Un personnel placé sous le contrôle de Vlassik dessert chaque demeure toute l'année et prépare à tout hasard chaque jour un repas pour Staline, sans doute pour camoufler ses déplacements réels. Plusieurs centaines de cuisiniers et femmes de chambre sont ainsi mobilisés en permanence. Ce luxe en grande partie inutile coûte très cher à l'État. La modestie traditionnellement affirmée des goûts de Staline est donc surtout destinée à tromper l'opinion.

À la veille de la guerre, Staline a assuré son pouvoir personnel. Son aspect extérieur s'est modifié : le balancement d'ours s'est transformé en une démarche lente qu'il veut majestueuse ; un voile de somnolence semble entourer désormais son visage immobile. Quand il téléphone, il annonce sèchement : « Staline. Je veux le camarade un tel. » À l'audition de sa voix rauque et basse, les promus de tous rangs et grades se lèvent et se mettent au garde-à-vous, combiné en main, et répondent brièvement : « Oui, camarade Staline. Non, camarade Staline. Certainement, camarade Staline. » Les réponses doivent être brèves, car il n'admet ni hésitation, ni interrogation, ni objection. Du haut en bas de l'appareil, ses subordonnés reproduisent sa façon d'être à l'égard de leurs propres subordonnés.

Le culte de Staline pose le problème de sa représentation dans l'univers imaginaire de la création artistique. Staline ne l'a jamais réglé de façon claire. Au début de 1939, le Comité des arts et la direction du théâtre Tchekhov envoient le texte de la pièce de Boulgakov, *Batoum*, au Comité central pour obtenir l'autorisation de la représenter. La réponse, immédiate, est : non. « Une personne comme Joseph Vissarionovitch Staline ne peut pas être transformée en héros littéraire et placée dans des situations imaginaires. Aucun mot imaginaire ne peut être placé dans sa bouche<sup>27</sup>. » En octobre 1939, Staline aurait déclaré au metteur en scène Nemirovitch-Dantchenko : « *Batoum* est une très bonne pièce, mais elle ne peut pas être jouée. »

En 1934, la censure avait laissé passer des allusions douteuses à Staline dans le roman de Panferov, *Brouski*. Un personnage y affirmait que, dans le futur, on se rappellerait le nom de Staline

comme celui d'un ancien tyran. Certes, l'auteur de cette phrase sacrilège était un «ennemi du peuple», mais, lors de la réédition du roman en 1937, la censure la supprima, ainsi que l'affirmation d'un vieux bolchevik qui prétendait avoir adhéré au parti cinq ans avant Staline. Elle censura également une scène montrant Staline riant devant la noyade de paysans insurgés dans la rivière voisine. Elle fit également disparaître l'affirmation du Guide selon laquelle un communiste russe qui va à l'étranger n'a pas besoin de connaître une langue étrangère. En revanche, en 1947, lors de la réédition du troisième tome de ce roman, un Géorgien roué de coups par la soldatesque pour tentative de fuite, et jusque-là resté anonyme, se verra honoré du nom de Joseph Staline. Les exigences de la stature de héros varient en fonction de critères obscurs.



## CHAPITRE XXIV

### Poker menteur

Au début de janvier 1939, Berlin informe Moscou de son désir de négocier les conditions d'un crédit à l'URSS pour lui permettre d'acheter des équipements en Allemagne. Le 10 janvier, le plénipotentiaire soviétique à Berlin, Merekalov, informe les Allemands que Moscou est prêt à reprendre les discussions. Les deux parties signent un accord commercial qui préfigure une entente plus large. Le 10 mars, au XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti, Staline abandonne publiquement l'antifascisme militant. Il ne fait qu'une vague allusion désinvolte à la guerre d'Espagne et stigmatise la volonté des démocraties occidentales de provoquer un conflit artificiel entre l'Allemagne et l'URSS. Il dénonce les rumeurs répandues sur la volonté de l'Allemagne de conquérir l'Ukraine avec pour seul but d'«exciter la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, [d']empoisonner l'atmosphère et [de] provoquer un conflit avec l'Allemagne sans raison apparente». Staline, en contrepartie, dénonce les visées de l'Angleterre : «Il nous faut être prudents et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits<sup>1</sup>.» Méfiant sur la détermination des démocraties face à l'Allemagne nazie, il répugne clairement à s'engager à leurs côtés, et esquisse un nouveau geste vers Hitler.

À Londres, Churchill, qui craint plus Hitler que Staline, insiste en vain sur la nécessité d'une alliance avec l'URSS contre

Hitler : « La Russie a tout intérêt à s'opposer à la poursuite de l'expansion de la puissance nazie vers l'est. C'est sur cet intérêt, cet intérêt profond, naturel, légitime, que nous devons nous appuyer », déclare-t-il une nouvelle fois à la Chambre des communes, le 13 avril 1939<sup>2</sup>. Le 17 avril, Litvinov propose un projet d'accord précis liant la France, l'Angleterre et l'URSS contre l'Allemagne. Londres diffère sa réponse, manière à peine déguisée de dire non. Staline se tourne alors vers Hitler.

Le 27 avril, il convoque Litvinov dans son bureau. À son côté, Molotov hurle et accable de reproches le commissaire aux Affaires étrangères, qui sera bientôt démis de ses fonctions, le 4 mai 1939, et que Molotov, précisément, remplacera. Molotov est en effet plus apte que son prédécesseur, juif et partisan de l'alliance avec les démocraties, à tendre la main à Hitler. Staline lui conseille d'ailleurs de « débarrasser son commissariat de ses juifs ». Molotov s'en félicitera quarante ans plus tard : « Heureusement qu'il me l'a dit ! Car les juifs formaient la majorité absolue de la direction et des ambassadeurs. Ce qui est évidemment mauvais. Des Lettons et des juifs. Et chacun en traînait une ribambelle derrière lui<sup>3</sup>. » Beria fait incarcérer les deux tiers des collaborateurs du commissaire déchu. L'ambassadeur allemand, Schulenburg, ne peut qu'apprécier la force du signal ainsi transmis à Berlin.

Staline a-t-il déjà définitivement choisi entre Londres et Berlin ? En tout cas, Londres ne déploie pas de grands efforts pour obtenir une alliance, à laquelle le Premier ministre Chamberlain ne tient guère. Dès le 9 mai, l'ambassadeur français à Berlin, Coulondre, informe le Quai d'Orsay que Berlin bruit de rumeurs sur les propositions prochaines de l'Allemagne à Moscou dans le cadre d'un nouveau partage de la Pologne. Pour se convaincre que la vie continue comme avant et que rien ne presse, Chamberlain, malgré les protestations de Churchill, suspend les séances du Parlement britannique, du 4 août au 3 octobre : deux mois de tranquillité assurée. La délégation franco-britannique chargée, au début d'août, d'aller négocier à Moscou une éventuelle alliance prend elle aussi tout son temps : le cabinet de Londres, chargé de son transport, refuse de lui fournir un avion – on ne saurait gaspiller le carburant de Sa Gracieuse Majesté. La délégation embarque, le 5 août, sur le *City of Exeter*, vieux cargo d'une lenteur majestueuse. Elle arrive à Moscou six jours

après. La délégation britannique est dirigée par l'amiral sir Reginald Plunkett-Ernle-Erle-Drax, dont les pouvoirs et les compétences semblent inversement proportionnels à la longueur de son nom. Le flegmatique amiral a oublié à Londres ses lettres de créance qu'il ne recevra que... le 21.

Le 11 août au soir, Staline réunit le Bureau politique dans son bureau du Kremlin. À la fin de la réunion, vers onze heures, Molotov convoque son adjoint Podtserob et lui dicte un télégramme à transmettre par Astakhov, à Berlin, au gouvernement allemand. Le message est direct : Staline propose d'engager au plus vite, à Moscou, des négociations sur un accord commercial, puis sur la question polonaise. Staline a mandaté Vorochilov, une fois les amabilités protocolaires passées, pour poser à la délégation franco-britannique une seule et même question : en cas de guerre, les forces soviétiques recevront-elles le droit de passer par un couloir à travers la Pologne ? Staline sait qu'elle ne peut rien répondre. Le gouvernement polonais, plus confiant en Berlin qu'en Moscou, oppose, en effet, une fin de non-recevoir aux demandes de passage de l'Armée rouge, dont il conteste, par ailleurs et non sans raison, la valeur militaire. Vorochilov pose la question le 13, la pose à nouveau le 14 sans résultat.

Staline met à profit ces discussions pour faire pression sur Berlin. Le 14 août, Ribbentrop télégraphie à Schulenburg de contacter immédiatement Molotov, et, si possible, Staline en personne. Molotov reçoit l'ambassadeur, le 15 août au soir, et demande si Berlin est prêt à signer un accord de non-agression avec l'URSS, à user de son influence à Tokyo pour freiner les ardeurs belliqueuses du Japon et à garantir l'intégrité des États baltes. Hitler répond oui le 17. Ce même jour, Vorochilov, constatant l'absence de réponse de la délégation franco-britannique à sa question, ajourne les discussions jusqu'au 21.

Ribbentrop se dit prêt à se rendre à Moscou dès le 18. Staline joue quelques heures la coquette. Mais, le 19 août, à deux heures, Schulenburg, reçu par Molotov, l'informe que les relations germano-polonaises se tendent chaque jour davantage. « À Berlin, on est pressé », ajoute-t-il. Le 19 août, l'Agence Havas, dans un étrange communiqué de presse, fait état d'un discours du 17 août de Staline au Bureau politique. La réunion et le discours devaient être tenus secrets, explique Havas. Or, le fonds Staline, en effet, contient une version française de cette intervention, sans indica-

tion précise de l'identité de son auteur. Une fois n'est pas coutume, Staline y opposera quelques jours plus tard un démenti public qui aura pour seul effet d'attirer l'attention sur lui. Cette version française a sans doute été établie, sur ordre de Staline, pour être transmise à Havas avec des garanties d'authenticité, mais ce document mélange le vrai et le faux. Staline y affirme : si nous signons une alliance avec l'Angleterre et la France, Hitler n'attaquera pas la Pologne ; si nous signons un traité avec l'Allemagne, celle-ci attaquera la Pologne, l'Angleterre et la France entreront dans la danse. Dès lors, « nous aurons de grandes chances de rester en dehors du conflit et nous pourrions espérer entrer en guerre dans des conditions avantageuses ». Le premier avantage de cette situation « sera l'anéantissement de la Pologne jusqu'aux abords de Varsovie ». Il annonce d'importantes concessions, en partie imaginaires, de l'Allemagne, qui laisserait les mains libres à l'URSS dans les pays baltes, en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie. Il examine ensuite les deux issues possibles de la guerre prochaine. Si l'Allemagne perd la guerre, elle se soviétisera, mais les vainqueurs écraseront l'Allemagne bolchevique. Si l'Allemagne gagne la guerre, elle sera trop épuisée pour attaquer l'URSS dans les dix années à venir et sera occupée à empêcher le rétablissement des deux pays vaincus. Conclusion : « Il est de l'intérêt de l'URSS [...] que la guerre éclate entre le Reich et le bloc capitaliste anglo-français. Il faut tout faire pour que cette guerre dure le plus longtemps possible afin d'épuiser les deux parties. C'est pourquoi nous devons accepter le pacte proposé par l'Allemagne<sup>4</sup>. » Cette version du discours, avertissement clair aux démocraties, mêle des éléments réels ou vraisemblables à des affabulations (la « soviétisation de l'Allemagne », par exemple, destinée à convaincre Hitler de ne pas prendre trop au sérieux ce communiqué.)

Tout s'accélère : le 20 août, un accord commercial germano-soviétique est signé à Berlin. Au milieu de la nuit du 20 au 21, un appel de Berlin tire Schulenburg de son lit et l'invite à transmettre d'urgence à Molotov un message personnel assez sec de Hitler à Staline : Hitler insiste pour que Staline reçoive Ribbentrop à Moscou le 22 août, ou au pire le 23. S'appuyant sur la signature du traité de commerce pour réclamer la signature d'un « pacte de non-agression », Hitler ne ruse pas. Il est pressé, car « la tension entre l'Allemagne et la Pologne est devenue insup-

portable [...]. La crise peut éclater à n'importe quel moment<sup>5</sup>». C'est donc pour pouvoir tranquillement envahir la Pologne qu'il veut signer, et vite, un traité avec Staline. Celui-ci donne son accord par retour, dans une lettre aussi hypocrite que celle du chancelier nazi est cynique : la conclusion d'un pacte de non-agression permettra de «liquider la tension politique et d'établir la paix et la collaboration entre nos pays<sup>6</sup>». Hitler ne parlait pas de «collaboration». Staline va donc plus loin qu'il ne le demande. Cet empressement révèle le sentiment de faiblesse qui hante Staline.

Le 21 août, à 22h30, Radio Berlin annonce l'accord des deux gouvernements : «Pour conclure un pacte de non-agression. Pour achever les négociations, le ministre des Affaires étrangères du Reich se rendra à Moscou le 23 août.» Le 23 à midi, Ribbentrop atterrit en effet à Moscou. Les négociations s'ouvrent au Kremlin à 15h30, dans le bureau d'un Molotov flanqué de Staline, à la grande surprise du diplomate allemand. La présence du Guide signifie en effet, dit le conseiller allemand Hilger, que l'accord sera signé aujourd'hui ou jamais. Molotov et Staline n'ont informé aucun membre du Bureau politique. Pendant la réunion, Khrouchtchev et Vorochilov chassent le canard...

Trois heures après, l'accord est signé. Si l'on prend en considération le temps nécessaire à la traduction, c'est une négociation enlevée au galop. Ribbentrop a lu une courte proposition d'accord de vingt lignes, rédigée par Hitler, qui propose à Staline un partage des territoires baltes et de la Finlande en sphères d'influence, un nouveau partage de la Pologne, et une discussion ultérieure visant à déterminer si le maintien d'un État polonais indépendant correspond ou non aux intérêts des deux parties signataires. Staline propose deux aménagements mineurs, dont l'inclusion de deux ports lettons dans la sphère d'intérêt soviétique. Ribbentrop consulte Hitler par télégramme, qui répond «D'accord». L'essentiel – le fond du protocole secret – est ainsi réglé en quelques minutes. Reste à rédiger le pacte public de non-agression. Ribbentrop a préparé un discours pompeux sur «l'amitié germano-soviétique retrouvée», qui suscite chez Staline un sourire et un commentaire narquois : «Pendant des années, nous nous sommes versé l'un sur l'autre des seaux d'ordures [...]. Il faut préparer progressivement l'opinion publique aux changements dans nos relations que ce traité suscite<sup>7</sup>.»

Au gala, qui réunit le soir les comparses d'un moment, Staline se montre très cordial. Il porte un toast à la santé du Führer : « Je sais l'amour que la nation allemande porte à son Führer. J'aimerais donc boire à sa santé. » Il en porte un autre à Himmler, qui assure l'ordre dans son pays. Molotov, dans son toast, rappelle que « c'était bien Staline qui – par son discours du mois de mars qu'on avait bien compris en Allemagne – avait provoqué le renversement des relations politiques ». Ribbentrop téléphone à Hitler, avec qui une ligne directe a été installée la veille, et lui raconte, devant tous, le succès remporté. À la fin du gala, Staline, un peu éméché, le prend par le bras, l'emmène à l'écart et lui déclare avec emphase : « Le gouvernement soviétique prend le nouveau pacte très au sérieux. Je peux donner ma parole d'honneur que l'Union soviétique ne trompera pas son partenaire<sup>8</sup>. » Pour une fois, il tiendra parole.

Lorsqu'il recevra quatre responsables du PCF, le 21 juin 1940, parmi lesquels Maurice Tréand, dit Legros, membre du Bureau politique, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Otto Abetz, leur fera part de la « profonde impression faite par le camarade Staline sur son patron Ribbentrop lors de ses voyages à Moscou<sup>9</sup> ». Staline confiera pourtant le 7 septembre à Dimitrov : « Nous préférons un accord avec les prétendus pays démocratiques, et c'est pourquoi nous avons mené des négociations avec eux. Mais les Anglais et les Français voulaient nous utiliser comme piétaille et en plus sans rien payer<sup>10</sup> ! » – ce qui globalement est assez vrai. Staline expliquera à peu près la même chose trois ans plus tard à Churchill en termes plus choisis et plus diplomatiques : « Nous avons eu l'impression que les gouvernements britannique et français étaient décidés à ne pas faire la guerre si la Pologne était attaquée, mais qu'ils espéraient que l'alignement diplomatique de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie découragerait Hitler. Nous étions persuadés du contraire<sup>11</sup>. » À l'annonce du pacte, le colonel Beck, à Varsovie, arbora, paraît-il, un sourire satisfait : en refusant de céder aux invitations françaises et aux timides suggestions britanniques, il avait empêché le sol polonais d'être foulé par des bottes bolcheviques. Sa satisfaction devait être de courte durée.

L'entourage de Staline lui-même ne prend pas tout de suite la mesure du bouleversement. Le 27 août, Dimitrov et Manouïlski, dans une lettre à Staline, affirment, certes, le soutien des partis

communistes au pacte germano-soviétique «qui déjoue les projets de déclenchement de la guerre contre l'URSS», mais ils ajoutent que le Parti communiste français doit toujours «résister à l'agression de l'Allemagne fasciste» et donc «soutenir les efforts visant au renforcement du potentiel défensif de la France<sup>12</sup>» sans, pour autant, soutenir le gouvernement Daladier. Staline ne répond pas à cette lettre. Il craint qu'Hitler n'utilise le pacte pour faire pression sur les Anglais et les Français, et ne tourne casaque à la première occasion. Le 28 août, le ministre des Affaires étrangères britannique Halifax invite les gouvernants polonais à «engager immédiatement des pourparlers directs avec l'Allemagne<sup>13</sup>». Il serait prêt, pour réchauffer cette amitié, à céder à Hitler Dantzig et un couloir autoroutier vers la Prusse-Orientale en Pologne. Trop tard : c'est la Pologne entière que veut Hitler désormais, et tout de suite.

Ses 62 divisions passent à l'attaque dans la nuit du 1<sup>er</sup> septembre, et enfoncent comme à la parade les 42 divisions d'une armée polonaise inadaptée à la guerre moderne : sa cavalerie ne saurait peser bien lourd devant les blindés allemands. Le gouvernement, dominé par les colonels, dirige un État en partie artificiel, dont les territoires de l'Est sont peuplés en majorité de juifs haïs, de Biélorusses et de Ruthènes (Ukrainiens) méprisés. Cette camarilla nobiliaire et bureaucratique réactionnaire est privée de soutien réel dans la population, appuyée sur une Église ultraréactionnaire et sur une armée démodée. Selon le socialiste polonais Zygmunt Zaremba, «le gouvernement se maintenait au pouvoir contre la volonté de l'énorme majorité de la société». «La Pologne, ajoute-t-il, est entrée dans la guerre totale comme s'il s'agissait d'une parade militaire sur un terrain d'entraînement<sup>14</sup>.» La morgue et l'aveuglement de la camarilla sont vertigineux. Le 3 septembre, le chef du «Camp de l'unité nationale», le colonel Wenda, rejette la collaboration des socialistes polonais en clamant : «Nous n'avons l'intention de partager avec personne les fruits de la victoire<sup>15</sup>», alors que le plan de mobilisation s'effectue dans l'improvisation et le chaos. Des troupes sont envoyées au combat sans l'armement adéquat, les officiers manquent de cartes. L'effondrement social accélère la débâcle militaire.

L'Angleterre et la France tergiversent. Daladier et Chamberlain feignent de prendre au sérieux la proposition avancée par Mussolini d'une conférence internationale le 5 septembre. Mais

la marge de manœuvre est cette fois nulle, et le 3 septembre, l'Angleterre puis la France présentent un ultimatum à Berlin. Ribbentrop ricane : « La France sera l'agresseur. » Le 8 septembre, les troupes nazies arrivent aux portes de Varsovie. Dès le 5, l'ambassadeur allemand a transmis à Staline le souhait formulé par Hitler deux jours plus tôt : que l'URSS prenne sa part du gâteau polonais. Staline hésite. Il craint que l'entrée de l'Armée rouge en Pologne ne l'entraîne dans la guerre avec la France et l'Angleterre, immobiles face à l'offensive allemande, mais susceptibles d'être plus déterminées face au « péril rouge ». Staline craint aussi que les Japonais ne prennent prétexte d'un engagement soviétique à l'Ouest pour reprendre les hostilités. C'est pourquoi il présente l'invasion comme une opération visant à protéger les Ukrainiens et les Biélorusses qui peuplent ces régions (Staline oublie les juifs) contre l'avancée allemande. Hitler ne s'en satisfait pas et propose un communiqué commun que Staline accepte avec quelques amendements. Le 11 septembre sort des presses à Moscou un ouvrage intitulé *L'Espace européen et la géopolitique fasciste*, signé par trois historiens. Il est en hâte retiré des librairies...

Certains partis communistes peinent à se soumettre au pacte germano-soviétique. De sa prison berlinoise, Ernst Thaelmann, l'ancien président du Parti communiste allemand, écrit à Staline : « Certains camarades ne comprennent pas qu'Hitler et Staline puissent s'entendre et parlent de trahison à propos du pacte germano-soviétique <sup>16</sup>. » Le 5 septembre, Dimitrov, dans une lettre à Jdanov, souligne les « difficultés exceptionnelles <sup>17</sup> » que rencontre la direction du Comintern dans la définition des tâches et la mise en œuvre de la tactique des partis communistes dans les conditions nouvelles, et demande de toute urgence une rencontre avec Staline. Ce dernier le reçoit le 7, et dissipe toute ambiguïté. « La guerre, dit-il, se déroule entre deux groupes de pays capitalistes, les pauvres et les riches, pour les colonies, les matières premières, etc., pour un nouveau partage et pour la domination du monde. Nous ne sommes pas hostiles à ce qu'ils se bagarrent bien et s'affaiblissent l'un l'autre. Ce n'est pas un mal si l'Allemagne ébranle la situation des pays capitalistes les plus riches, en particulier de l'Angleterre. » Reprenant l'analyse que les communistes allemands avaient traduite par le slogan « Après Hitler, ce sera nous ! », il ajoute : « Sans le comprendre et le vouloir, Hit-



ler ébranle, mine le système capitaliste. » Dans cette situation, « nous pouvons manœuvrer, soutenir un côté contre l'autre, pour qu'ils se déchirent mieux. Le pacte de non-agression aide dans une certaine mesure l'Allemagne. Le moment suivant nous soutiendrons un autre pays ». L'antifascisme, valable en temps de paix, est dépassé en temps de guerre, et il faut donc abandonner le mot d'ordre de front populaire : « La division des pays capitalistes en pays fascistes et démocratiques a perdu son sens antérieur<sup>18</sup>. » Les communistes doivent donc se battre contre leurs gouvernements, contre la guerre. La Pologne ? C'est un pays fasciste. Sa disparition fera un État fasciste de moins.

Staline demande la publication de thèses du Comintern affirmant que les États impérialistes se battent entre eux pour leurs intérêts impérialistes. Il faut se prononcer résolument contre la guerre et ses fauteurs, lutter pour la paix. Il prévoit une guerre longue au cours de laquelle les deux camps se déchireront à belles dents. Des directives adoptées deux jours plus tard ordonnent à tous les partis communistes de dénoncer la guerre, d'expliquer aux masses qu'elle ne leur procurera que souffrances et ruines, de démasquer son caractère impérialiste, de voter contre les crédits de guerre. Elles enjoignent aux partis qui n'ont pas encore fait leur cette ligne, en particulier ceux de France, d'Angleterre, des États-Unis, de Belgique, de se corriger immédiatement.

La direction du Comintern peine à mettre en œuvre cette politique. Le 24 septembre, Jdanov harcèle Dimitrov au téléphone. Qu'a-t-il fait depuis deux semaines ? « Pendant tout ce temps, le camarade Staline aurait écrit un livre entier<sup>19</sup> ! » Deux jours plus tard, Dimitrov envoie son projet à Staline qui le rejette. Trois semaines plus tard, il envoie pour *L'Internationale communiste* un article que Staline corrige. Le Parti communiste allemand, dont la direction est pourtant à Moscou, sous sa coupe directe, prend mal le virage. Au début de septembre, Wilhelm Pieck, membre de son Bureau politique et du Secrétariat du Comintern, soumet à Manouïlski un projet de tract à diffuser en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Autriche, dont le texte et les mésaventures soulignent les difficultés que rencontre Staline pour subordonner l'activité des partis communistes à leur soutien total du pacte Molotov-Ribbentrop. Le tract en question vitupère les impérialistes anglo-français, mais il dénonce également « le grand capital financier allemand », invite les travailleurs et les

soldats allemands à multiplier les revendications pour « renverser le fascisme hitlérien ». Il les exhorte à « libérer l'Allemagne du fascisme hitlérien et de la domination du capital financier par la révolution socialiste », appelle au soutien des peuples « tchécoslovaque et autrichien dans leur lutte pour se libérer de la domination fasciste et de l'impérialisme allemand », et salue enfin « l'unité fraternelle des peuples dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme <sup>20</sup> ». Même le docile Wilhelm Pieck n'a rien compris. Le Secrétariat du Comintern retravaille le texte, efface les mots « fascisme » et « hitlérisme », ne laisse subsister que la dénonciation du « grand capital allemand ». C'est encore trop et, le 5 décembre, le Secrétariat, chapitré par Staline, qui observe cette cuisine d'un œil très attentif, interdira aux partis communistes des trois pays la diffusion de ce texte édulcoré, qui sera relégué aux archives. Les partis communistes ne diffuseront pas de tracts contre « l'impérialisme allemand ». Staline y veille.

Le 15 septembre, Molotov et l'ambassadeur japonais Togo signent à Moscou un accord sur l'arrêt des hostilités à la frontière mandchoue. Dès qu'il est informé, le soir du 16, que l'accord est effectivement appliqué, Staline, rassuré sur les intentions du Japon à la frontière sibérienne, reçoit Schulenburg dans la nuit du 16 au 17, à deux heures du matin. Il lui demande d'informer son gouvernement que l'Armée rouge entrera en Pologne quatre heures plus tard. Elle y pénètre sans difficulté : les populations ukrainiennes, biélorusses et juives l'accueillent avec sympathie, et le chef d'état-major polonais a donné l'ordre à ses troupes, brisées par l'armée allemande, de ne pas se battre. Dans son avancée foudroyante, la Wehrmacht a dépassé la ligne de partage soviéto-allemande. Staline, le 18, demande qu'elle revienne en arrière. Hitler en donne l'ordre, contre l'avis de l'état-major, indigné d'avoir à rendre aux Russes des territoires occupés par ses troupes.

Berlin prépare l'invasion de la Lituanie. Staline propose à Hitler, le 25, un morceau de la Pologne, habité par de nombreux juifs, qui devait lui revenir (la voïévodie de Lublin et une partie de celle de Varsovie), contre l'abandon des prétentions allemandes sur la Lituanie. Inquiet de la rapidité de la victoire allemande et frappé par le rôle qu'y a joué la Luftwaffe, Staline fait décider par le Bureau politique la construction, dans les deux années à venir, de neuf nouvelles usines d'aviation et la modernisation de neuf usines existantes.

Deux jours plus tard, Ribbentrop vient pour la seconde et dernière fois à Moscou. Les négociations s'ouvrent dans le bureau de Staline à dix heures du soir et s'étendent jusqu'au milieu de la nuit dans une atmosphère si cordiale et détendue que Ribbentrop a l'impression de se trouver dans un cercle de vieux camarades du parti. Ribbentrop tend à Staline une carte de la Pologne portant rectification du partage des territoires. Staline la signe au crayon bleu, Ribbentrop au crayon rouge. Puis Ribbentrop exige un tiers de la Lituanie. Staline lui accorde un morceau de 398 km<sup>2</sup>, occupé par 184 000 habitants. Lorsque le ministre des Affaires étrangères, Urbsis, lui exprimera son mécontentement, Staline, dans un rare accès d'autocritique, concédera : « Là, nous avons manifestement commis une erreur<sup>21</sup>. » Dans la foulée, l'URSS signe des « pactes d'amitié » avec l'Estonie le 28 septembre, avec la Lettonie le 5 octobre, avec la Lituanie le 10. Staline en définit clairement la nature lorsqu'il déclare, le 2 octobre, à une délégation lettonne que les accords de 1920 sont caducs : « Pierre le Grand déjà se souciait du débouché de la Russie sur la mer. Pour le moment, nous n'avons pas de débouché et nous ne pouvons plus rester dans cette situation. C'est pourquoi nous voulons nous garantir l'utilisation des ports, des voies d'accès à ces ports<sup>22</sup>. » Staline s'inscrit ainsi délibérément dans la tradition impériale. Mais le calcul est dérisoire. Moins d'une semaine après l'invasion de l'URSS, en juin 1941, ce débouché et ses accès auront disparu.

Le 29 septembre, à cinq heures du matin, les Soviétiques et les Allemands se séparent après avoir signé un protocole secret modifié sur le partage des territoires, un accord commercial, et une déclaration commune sur la paix dans laquelle ils affirment que, si les efforts conjoints des gouvernements allemand et soviétique pour liquider la guerre en Europe occidentale ne réussissent pas, « alors sera établi le fait que l'Angleterre et la France portent la responsabilité de la perpétuation de la guerre » et les deux gouvernements se consulteront sur les mesures nécessaires. Les deux délégations fêtent les trois accords au cours d'une soirée de gala, dont la cordialité incite le *Gauleiter* (administrateur de région) de Dantzig, Förster, à répéter : « Tout s'est passé comme si on avait parlé avec de vieux camarades<sup>23</sup>. » À cette soirée, pas plus qu'à la précédente, Staline n'invite Kaganovitch. Seuls les membres non juifs du Bureau politique auront bénéficié de cet honneur.

C'est-à-dire tous les autres, sauf lui. Cette amitié nouvelle se traduit par un traité commercial, signé le 24 octobre 1939, qui prévoit la fourniture par l'URSS d'une grande variété de matières premières indispensables à l'effort de guerre nazi, et dont le blocus maritime britannique empêche la livraison normale.

Le 17 octobre, Dimitrov soumet à Staline un article sur « La guerre et la classe ouvrière ». Une certaine confusion, écrit-il, règne encore dans les rangs de certains partis communistes sur les causes de la guerre et sur leurs tâches. Staline demande à Dimitrov d'effacer de ce texte tout slogan révolutionnaire. Il lui explique : « Poser la question de la paix aujourd'hui en la liant à la liquidation du capital, c'est aider Chamberlain et les fauteurs de guerre, c'est s'isoler des masses. » Il faut donc se limiter à des mots d'ordre pacifistes du type : « Arrêter la guerre, arrêter l'effusion de sang<sup>24</sup> ! » Le 20 octobre, il rassure Munters, le ministre des Affaires étrangères letton, inquiet de voir son pays inclus dans la zone d'influence soviétique : « Nous ne toucherons ni à votre Constitution, ni à vos ministres, ni à votre politique étrangère et financière, ni à votre système économique<sup>25</sup>. » La promesse ne sera pas tenue. Staline mentait-il et rusait-il ? Sans doute que non. Pourquoi en aurait-il eu besoin, alors qu'il avait, jusqu'à la défaite de la France, les mains libres à l'Est ? La propriété d'État, engendrée par la révolution sociale, s'est tout simplement étendue mécaniquement aux pays baltes. Les deux formes de propriété étant incompatibles, la dynamique de l'une devait s'imposer à l'autre.

Quelques semaines plus tard, Staline se rend au Bolchoï pour assister au ballet d'Igor Moïsseïev. À la fin de la représentation, il va voir le metteur en scène avec Vorochilov et lui demande sèchement, en le tutoyant comme un domestique, pourquoi il ne met rien en scène de nouveau. Moïsseïev, qui ne comprend pas le reproche, marmonne qu'il fera ce qu'on lui dira. « De toute façon, tu ne monteras pas ce dont nous avons besoin », ricane Staline. Moïsseïev lui demande poliment « Et de quoi avez-vous besoin, Iossif Vissarionovitch ? – Tu ne mettras pas en scène l'écrasement de l'Angleterre et de la France<sup>26</sup> », lui répond Staline en souriant.

Molotov exprime donc pleinement sa pensée lorsque, le 31 octobre, devant le Soviet suprême, il salue la disparition de la Pologne, « cet enfant monstrueux du traité de Versailles », bien antérieur pourtant, mais sans cesse démembré par la Russie, la

Prusse et l'Autriche pendant 130 ans. Molotov, en justifiant ainsi le démembrement de la Pologne par les trois empires, confirme que l'internationalisme de 1917 n'est qu'un lointain souvenir et que l'URSS de Staline entend perpétuer les traditions impériales. Il dénonce l'agression de l'Angleterre et de la France, puis élève l'hitlérisme au rang d'idéologie : « On peut aimer ou ne pas aimer l'hitlérisme. Mais toute personne saine d'esprit comprendra qu'une idéologie ne peut pas être détruite par la force. Il est donc non seulement insensé, mais encore criminel, de continuer une guerre pour la destruction de l'hitlérisme, sous la fausse bannière d'une lutte pour la démocratie<sup>27</sup>. » Hitler n'en demande pas tant.

L'euphorie engendrée par la promenade militaire en Pologne orientale, par le sentiment d'avoir roulé les démocraties occidentales et par la lune de miel avec Hitler, gagne l'état-major soviétique. Le général Stern et Vorochilov se livrent à une puérile émulation dans la rodomontade. Stern déclare : Lors de la prochaine guerre, pour chaque soldat de l'Armée rouge abattu, dix ennemis tomberont ! Vorochilov proteste : Dix ça ne suffit pas, il faudra en laisser vingt contre un sur le carreau. Staline se laisse-t-il gagner par cette ivresse ? En tout cas, il commet un faux pas lourd de conséquences. Au nom de la sécurité de Leningrad et de l'île de Cronstadt à portée des canons finlandais, il demande au gouvernement finlandais, le 12 octobre, de lui céder une bande frontière d'une cinquantaine de kilomètres, les six îles du détroit de Finlande qui en commandent l'accès, la majeure partie de l'isthme de Carélie, au nord, les mines de Petsamo, riches en nickel, plus la location de la presqu'île de Hanko qu'il veut transformer en base militaire. En contrepartie, Staline céderait à la Finlande 70 000 km<sup>2</sup> inhabités de la Carélie soviétique. Lors des négociations, à Moscou, du 23 au 25 octobre, Staline essaie d'amadouer les Finlandais : « Nous n'exigeons pas, leur dit-il, nous ne prenons pas, nous proposons<sup>28</sup>. » Helsinki, encouragé en sous-main par Berlin, refuse. Au début de novembre, Staline réduit ses prétentions : il « abandonne » Hanko et une partie de l'isthme carélien. Helsinki refuse encore, et, convaincu que Staline cherche un compromis et ne se lancera pas dans l'aventure d'une guerre, rejette toute concession.

Staline hésite, puis décide d'attaquer. Face à ce petit pays, dont il avait signé l'acte d'indépendance en novembre 1917, il est sûr de son affaire, convaincu, selon Khrouchtchev, que quelques

tirs d'artillerie suffiront à faire capituler les Finlandais. L'état-major lui assure d'ailleurs qu'il mettra à genoux l'adversaire en trois semaines et prévoit d'occuper Helsinki le 21 décembre, pour le soixantième anniversaire officiel de Staline... La pilule n'en sera que plus amère.

C'est au cours de ces négociations que Staline, se préparant à infléchir sa politique à l'égard de l'Église orthodoxe, fait adopter par le Bureau politique, le 11 novembre, une instruction adressée à Beria, qui déclare « inopportun de continuer la pratique des organes du NKVD de l'URSS concernant les arrestations de servants du culte orthodoxe et la persécution des croyants » et « abroge l'instruction du camarade Oulianov [Lénine] sur "La lutte contre les popes et la religion"<sup>29</sup> », avec lesquels il prépare une entente patriotique.

Le 30 novembre 1939, l'Armée rouge attaque la Finlande, sur cinq axes en même temps. Staline invente le lendemain un « Gouvernement populaire de la République de Finlande » fantoche, présidé par un vieux et docile fonctionnaire finlandais du Comintern, Otto Kuusinen. Le ministre chargé de la Carélie est un Soviétique, Prokofiev, hâtivement rebaptisé... Prokkonen. Le lendemain, Kuusinen se précipite à Moscou où il est reçu par Staline, Molotov, Vorochilov et Jdanov. Il signe avec le gouvernement soviétique un accord d'amitié et d'assistance mutuelle et lui demande une aide militaire – déjà fournie ! – contre le gouvernement « fasciste » finlandais.

Ce « gouvernement populaire » reconnu par la seule URSS s'installe à Terioki (l'actuel Zelenogorsk). Ses membres y font du ski et rédigent des journaux en finnois, que l'aviation soviétique jette par ballots entiers sur les arrières de l'ennemi. Ce gouvernement aussi fantôme que fantoche fait rire à l'étranger, mais pas en Union soviétique. Le 4 décembre, Molotov déclare très sérieusement : « En fait, l'URSS ne fait pas la guerre à la Finlande. La vaillante Armée rouge ne fait qu'apporter son aide aux forces armées de la République démocratique de Finlande qui s'avancent sur Helsinki. » Un homme aussi averti et perspicace que Vernadski note dans son journal intime, le 2 décembre : « Énorme impression des affaires de Finlande. Fondamentalement, maintenant, ce sont les masses populaires qui décident. Des réformes économiques radicales doivent être prises dans les jours qui viennent. Staline est effectivement une figure mondiale<sup>30</sup>. » La pro-

pagande stalinienne ne persuade donc pas seulement des esprits frustes ou des fonctionnaires du Comintern.

L'Armée rouge dispose d'une supériorité technique écrasante (141 bataillons d'infanterie représentant 400 000 hommes contre 62 représentant 265 000 hommes, 1 915 canons contre 422, 1 500 tanks contre 26 et 1 500 avions contre 270). L'armée finlandaise recule d'abord de 30 à 50 kilomètres, pour s'abriter derrière la ligne Mannerheim (sorte de ligne Maginot finlandaise, qui, sur 140 kilomètres, comporte une centaine de forts). L'Armée rouge occupe Petsamo et avance au nord du lac Ladoga, puis recule en plusieurs endroits sous des contre-attaques finlandaises. Dans les tempêtes de neige, les soldats soviétiques mal équipés doivent creuser des abris et des tranchées avec un outillage de fortune. Beaucoup mourront de froid. L'aviation soviétique pilonne les arrières : malgré l'interdiction de Vorochilov de bombarder la population civile, les pilotes soviétiques, formés en toute hâte, atteignent autant d'objectifs civils que d'objectifs militaires.

La Ligue des nations, quoique moribonde, exclut l'URSS le 14 décembre. Cette exclusion souligne l'isolement de celle-ci vis-à-vis des démocraties et renforce sa dépendance à l'égard de l'Allemagne et des États du pacte anti-Comintern. L'Angleterre et la France, dont les troupes restent immobiles le long du Rhin, annoncent leur intention de se précipiter au secours de la Finlande. Elles envisagent d'envoyer à la mi-mars un corps expéditionnaire en Finlande et en mer Noire, de bombarder les puits de pétrole de Bakou et le pipe-line qui passe par Maïkop et Grozny. L'URSS est donc à deux doigts d'une guerre avec Londres et Paris, plus pressés d'en découdre avec elle qu'avec Hitler. Berlin ne dit mot, mais encourage en sous-main la Suède à vendre des armes à la Finlande et ouvre son territoire au transit des armes qu'envoie Mussolini à Helsinki.

Koboulov, résident du NKVD à Berlin, informe alors Molotov que la femme de l'ancien secrétaire général du Parti communiste allemand, Ernst Thaelmann, en prison depuis 1933, s'est présentée à l'ambassade soviétique : sans ressources et mourant de faim, elle a demandé de l'aide. En vain : les ambassades soviétiques n'ont pas de fonds de soutien aux victimes de la répression. Elle demande alors que l'URSS intervienne pour sortir son mari du camp. Koboulov l'éconduit. Rosa Thaelmann en

pleurs s'étonne : « Il aurait donc fait pour rien tout son travail en faveur du communisme ? » Peut-elle s'adresser à Goering, demande-t-elle alors à Koboulov, qui lui répond : « C'est votre affaire<sup>31</sup>. » Rosa Thaelmann repart en larmes à Hambourg. Staline ne demandera jamais à Hitler d'échanger le docile Thaelmann dont l'étiquette antifasciste gênerait son éphémère lune de miel avec le Führer. Ernst Thaelmann sera déporté en juillet 1941 à Buchenwald où les SS l'abattront en 1944. En juin 1941, les nazis jetteront Rosa Thaelmann et sa fille dans un camp.

Le 21 décembre 1939, Staline ne peut fêter la prise d'Helsinki promise par ses généraux, dont les troupes n'avancent pas. Il se console en s'attribuant le titre de Héros du travail socialiste et en faisant annoncer par la presse ce même jour la création des prix Staline de littérature, de sciences, de musique. Lors de la soirée au Kremlin en l'honneur de son soixantième anniversaire, il écoute, jusqu'à huit heures du matin, une quarantaine de toasts dithyrambiques. Molotov, dont l'épouse n'a pas été invitée, proclame avec emphase : « Staline dépasse Lénine<sup>32</sup>. » Il sait que c'est ce que le « patron » veut entendre.

L'Armée rouge piétine plus de trois mois devant la ligne Mannerheim, plongeant Staline dans une rage folle. Le 21 janvier au soir, à la fin de la cérémonie anniversaire de la mort de Lénine, il rassemble une dizaine de dirigeants dans la pièce où se réunit le Bureau politique et leur annonce un programme de guerre totale : « Les troupes spéciales finlandaises comptent 150 000 hommes. Nous en avons tué 60 000, il faut tuer le reste, et alors le travail sera terminé. Il ne faut laisser en vie que les enfants et les vieillards<sup>33</sup>. » La vantardise et le bluff ne font pas avancer ses troupes. Sa santé s'en ressent. Le 13 février à midi, il convoque le docteur Valedinski. Il a un rhume et souffre d'une forte fièvre, sa gorge est rouge, ses muqueuses enflées ; son foie a un peu grossi. Les médecins reviendront le voir le lendemain et le surlendemain. Staline, un peu rétabli, leur désigne alors une carte et grommelle : « Dans les jours qui viennent, nous allons prendre Vyborg<sup>34</sup>. » Il attendra encore quinze jours : la ligne Mannerheim n'est enfoncée qu'au début de mars 1940, au prix de très lourdes pertes. La Finlande doit alors capituler. Après cent cinq jours de guerre, l'armistice est signé le 12 mars 1940 au soir. Staline obtient la rectification de frontières souhaitée, et même plus, puisque voici restaurées celles de l'époque glorieuse de Pierre le Grand.



Cette rectification n'empêchera pas le blocus de Leningrad. Pour cet avantage éphémère, Staline a suscité dans les sommets politiques finlandais, et au sein d'une partie de la population, une soif de revanche qui s'épanchera en 1941. Il a aussi confirmé toutes les faiblesses de l'Armée rouge aux yeux d'Hitler, convaincu désormais qu'il pourra se jeter sans tarder sur une proie aussi facile. Il convaincra plus aisément l'état-major allemand, qui envisageait une invasion de l'URSS en 1942, de raccourcir les délais. L'Armée rouge a perdu 126 875 hommes, tués ou prisonniers, et compte 264 908 blessés. Le bilan est catastrophique. La Finlande, elle, a perdu un peu plus de 20 000 hommes, le même nombre que celui des «rouges» victimes de la terreur blanche en 1918... et des Finlandais communistes ou sympathisants réfugiés en URSS et liquidés par Staline. Au Comité central de la fin mars, Vorochilov, avec l'aval de Staline, cite des chiffres truqués : 52 000 tués et 181 000 blessés dans l'Armée rouge contre 70 000 tués et 200 000 blessés pour la Finlande. Si la statistique est l'art du mensonge, celle-ci est un de ses chefs-d'œuvre.

Staline durcit pourtant le ton avec l'Allemagne. Dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, il reçoit Ritter, l'expert économique du ministère des Affaires étrangères allemand, pour discuter de l'application de l'accord commercial. Les Allemands exigent du minerai de fer de meilleure qualité. Staline refuse d'abord de satisfaire leurs exigences. Il souligne que l'URSS aide manifestement l'Allemagne en lui livrant du blé qu'elle pourrait vendre ailleurs contre de l'or. Et il conclut d'un ton cassant : «L'Allemagne recevra autant que ce qu'elle donne<sup>35</sup>.» Lorsqu'il le reçoit à nouveau, le 29 janvier, il utilise le même ton rogue, et, quand Ritter souligne que l'Allemagne paie les matières premières que l'URSS lui livre en marks que cette dernière peut déposer dans une banque et faire fructifier, Staline lui conseille «de ne pas prendre les Russes pour des crétins». Les placements en marks sont une mauvaise plaisanterie : «Nulle part l'Allemagne ne pourra recevoir, en payant en marks, du pétrole, des grains, du coton, des minerais, des métaux non ferreux.» Il grognera, un peu plus tard, qu'il «s'est échauffé, mais a exprimé ce qu'il ressentait<sup>36</sup>». Son comportement est d'ailleurs aux antipodes de cette apparente fermeté puisque, le 11 février, il accepte de signer un accord commercial promettant à Hitler tous les

métaux qu'il souhaitera obtenir pour sa machine de guerre (cuivre, étain, nickel, cobalt, molybdène, wolfram, fer) en échange de prototypes de machines, brevets, plans – cher payés –, armements et matériels modernes, en particulier des tourelles de navire, qu'Hitler livrera avec une lenteur inversement proportionnelle à la rapidité avec laquelle l'URSS honore ses livraisons.

Au Comité central de mars, Vorochilov présente un rapport sur « Les leçons de la guerre avec la Finlande ». Pour se décharger de ses responsabilités, il accable Staline d'éloges. Rappelant qu'un « Grand Quartier général » (GQG), composé de lui-même, Staline, Chapochnikov et du commissaire à la Marine Kouznetsov, a été constitué au début de la guerre, il ajoute avec perfidie un compliment équivoque : « Le GQG ou, plus véritablement, Staline qui en a été un membre actif, a, dans les faits, dirigé toutes les opérations et tout le travail d'organisation lié au front. » Et il insiste sur le fait que, « du début de la guerre à sa conclusion victorieuse, le camarade Staline a pris sur lui sa direction effective<sup>37</sup> ». Il n'y a pas de quoi en être fier.

Staline ne se satisfait pas de ce faux bilan. Pour tirer les leçons de la mésaventure, il convoque, du 14 au 17 avril 1940, une réunion du haut commandement, qui se déroule de façon inhabituelle. Désireux de faire parler les invités sans leur dicter leurs réponses, il ne présente aucun rapport introductif ; il écoute, assis dans la salle, interrompt, questionne, harcèle les orateurs, puis conclut les débats. Nous avons eu raison, dit-il, de déclarer la guerre à la Finlande, car Leningrad représente 30 à 35 % de l'industrie militaire soviétique. Nous avons eu raison d'attaquer au moment choisi (en plein hiver), car il fallait le faire pendant que « les trois grandes puissances européennes se prenaient à la gorge ». Aurait-on pu attendre ? Et si « soudain elles faisaient la paix entre elles, ce qui n'est pas exclu ? », interroge-t-il, soulignant ainsi la crainte qui guide sa politique à l'égard de l'Allemagne. La tactique était la bonne. Pourquoi alors la guerre a-t-elle duré trois mois et demi ? Pourquoi avons-nous piétiné ? Parce que « nos troupes et le commandement de nos troupes n'ont pas su s'adapter aux conditions de la guerre avec la Finlande », dans le froid et la neige de l'hiver. Et, en effet, si c'est Staline qui a décidé de la date de l'offensive, c'est le haut commandement qui en est responsable. L'encadrement, dit-il, vit dans les traditions de la guerre civile, qui « n'est pas une vraie guerre,

parce que c'est une guerre sans artillerie, sans aviation, sans tanks, sans mortiers». Il insiste plusieurs fois sur cette condamnation à peine déguisée de Vorochilov : «Il faut en finir avec les traditions de la guerre civile, en finir avec cette façon de nous vanter d'avoir une armée invincible.»

Il faut, poursuit-il, constituer une armée moderne, reposant sur une puissante artillerie, sur l'usage massif de l'aviation, des tanks et des mortiers, avec un encadrement «qualifié et cultivé», aujourd'hui à peu près inexistant, et des «combattants bien formés, disciplinés et pleins d'initiative». La guerre de Finlande, ajoute-t-il, a fait progresser en ce sens l'Armée rouge, «sortie de cette guerre presque comme une armée totalement moderne». Il n'explique pas par quel miracle s'est effectuée cette mutation, mais conclut, dans une envolée lyrique inattendue ponctuée par une anaphore (il répète sept fois «nous avons vaincu»), que l'Armée rouge a vaincu, à la fois, les Finlandais, la technique défensive des Allemands, des Anglais, des Français, donc la technique des États avancés de l'Europe, leur tactique et leur stratégie, puisque ce sont eux qui ont formé et équipé l'armée finlandaise<sup>38</sup>. Ainsi, fidèle à son goût du bluff et de l'autosatisfaction, Staline, dressant une liste surprenante de victoires fantômes, transforme le fiasco de l'aventure finlandaise en succès, et freine par conséquent l'adoption des mesures urgentes indispensables. L'exercice lui est facile au milieu d'un aréopage de généraux dociles. La réalité se montrera plus rétive en juin 1941. La réunion s'achève par la constitution d'une commission de travail, présidée par le général Koulik, ancien de Tsaritsyne, conseiller militaire des républicains espagnols en 1937, qu'il fait nommer maréchal quelques jours plus tard au titre de la glorieuse campagne finlandaise. Un peu plus tard, le 12 août 1942, Staline dissoudra l'Institut des commissaires politiques que les généraux exècrent.

La mésaventure finlandaise et les victoires fulgurantes de la Wehrmacht avivent les tensions au sommet. Un soir, Staline accuse Vorochilov d'avoir «pataugé» dans la campagne de Finlande. Vorochilov, rouge de colère, se lève et hurle à Staline : «C'est de ta faute ! Tu as détruit tous les cadres militaires<sup>39</sup>.» Staline hurle à son tour. Vorochilov, hors de lui, saisit son assiette de cochon de lait et la jette sur la table, devant Khrouchtchev, témoin médusé de cette scène unique.

Le 7 mai 1940, Staline remplace Vorochilov, qu'il rend responsable de l'échec en Finlande, par Timochenko à la tête du commissariat à la Défense. Le 9, Vorochilov présente à Staline un plan de démobilisation de 686 000 des 3 200 000 soldats alors sous les drapeaux. Staline en prend acte. Mais le lendemain, l'offensive allemande brise les reins de l'armée française. Paris tombe cinq semaines plus tard. À cette nouvelle, Staline craque. La construction sur laquelle il a fondé sa politique extérieure depuis août 1939 s'effondre. Au Bureau politique qui suit, sa panique frappe Khrouchtchev. Il court à travers la pièce en jurant comme un charretier ; il injurie les Français et les Anglais. « Comment ont-ils pu laisser Hitler les battre, les écraser comme il l'a fait<sup>40</sup> ? » Il espérait voir les Allemands, les Français et les Anglais s'épuiser dans une longue guerre comme en 1914, or Hitler a annexé presque sans coup férir l'industrie et l'agriculture françaises, désormais soumises aux besoins de la Wehrmacht. L'effondrement de la France annonce l'invasion de l'Union soviétique. Il le sait. Effaré par la jeunesse d'un corps d'officiers en formation, Staline réintègre à leurs postes 11 000 officiers supérieurs et généraux limogés, emprisonnés ou déportés. Mais la plupart des rescapés, brisés par l'arrestation, les interrogatoires musclés, les aveux absurdes exigés d'eux, la prison ou le Goulag, ne sont plus guère capables de commander. Staline en déduit qu'il doit éviter de mécontenter Hitler. Jusqu'au dernier jour, l'URSS exécutera désormais ponctuellement les clauses de l'accord commercial signé avec l'Allemagne et livrera toutes les marchandises prévues, nécessaires à la machine de guerre allemande.

L'imminence de la guerre le persuade qu'il faut se hâter d'abattre Trotsky. Le 23 mai 1940, un groupe de tueurs dirigés par David Siqueiros, peintre au pistolet, pénètre dans sa villa, à Coyoacán, près de Mexico, et arrose à la mitrailleuse la chambre où se trouvent Trotsky, sa femme et leur petit-fils, réfugiés sous un lit. Le coup est manqué. Beria, furieux, emmène Soudoplatov, le soir, à la datcha de Staline qui les reçoit calmement. Selon Soudoplatov, sa détermination à éliminer l'ancien chef de l'Armée rouge l'emporte sur sa colère. Il approuve le plan de rechange de Soudoplatov et précise : « L'élimination de Trotsky se traduira par l'effondrement total du mouvement et nous n'aurons plus besoin de dépenser de l'argent pour combattre les trotskystes et les empêcher de détruire le Comintern ou de nous

détruire<sup>41</sup>. » La IV<sup>e</sup> Internationale, fondée par Trotsky en septembre 1938, est numériquement faible. Le NKVD a de plus confisqué toute sa correspondance, fait assassiner plusieurs de ses dirigeants (Rudolf Klement, Ernst Wolf, le fils de Trotsky, Leon Sedov, etc.) et toute sa section soviétique, et il a infiltré sa direction. Malgré cela, pense Staline, Trotsky et sa poignée de partisans peuvent les «détruire». Paranoïa ? En réalité, Staline tire les leçons de la Première Guerre mondiale : en février 1917, les bolcheviks étaient un petit parti de 4 000 à 5 000 adhérents entretenant des liens assez lâches dans une demi-douzaine de pays européens. Ce parti, si Lénine ne l'avait repris en main, n'aurait pas organisé l'insurrection d'Octobre dont la majorité de son Comité central ne voulait pas... Staline sait que la guerre qui vient va susciter une vague révolutionnaire. Le nom de Trotsky résume pour lui la menace comme, un an plus tôt, l'ambassadeur français Coulondre l'avait déclaré à Hitler, le 25 août 1939 : «J'ai aussi la crainte qu'à l'issue d'une guerre il n'y ait qu'un vainqueur : monsieur Trotsky<sup>42</sup>. » Hitler n'avait pas nié le risque, mais déclaré que les Français en seraient responsables. Staline va les rassurer tous. Confiant dans le nouveau plan, il invite Beria et Soudoplatov à dîner et se montre d'une humeur badine.

Pendant ce temps, ralenties et mieux contrôlées, les arrestations continuent. Une des amies de Svetlana, dont le père, Slavutski, ancien plénipotentiaire au Japon, a été arrêté, lui transmet une lettre de sa mère lui demandant de sauver son mari. Le soir, Svetlana tend la lettre à son père, au beau milieu d'un dîner dont les participants connaissent tous l'emprisonné et discutent de ses mérites. Trois jours plus tard, Slavutski est libéré, mais Staline, qui a voulu faire plaisir à sa fille chérie, la prend à part, la sermonne et lui interdit à l'avenir d'accepter et de lui apporter de telles lettres. Plus cynique encore, il demande parfois à sa fille, à qui cet épisode a révélé que son père décidait du destin des gens : «Mais comment fais-tu pour avoir toujours des amis dont les parents sont en prison<sup>43</sup> ? » Souvent, ajoute-t-elle, le directeur de l'école recevait l'ordre de changer de classe les enfants d'emprisonnés pour éviter qu'ils ne continuent à fréquenter sa fille.

La défaite éclair de la France à la mi-juin le pousse à flatter Hitler. Le 22 juin 1940, l'agence Tass publie un communiqué, dont le corps diplomatique lui attribue la rédaction. Il dénonce les rumeurs mettant en cause «les rapports de bon voisinage établis entre

l'URSS et l'Allemagne à la suite du pacte de non-agression». L'armistice l'incite aussi à élargir son glacis à l'Ouest et à s'attaquer aux trois pays baltes, qu'Hitler lui abandonne provisoirement. Pour les «soviétiser», Staline leur délègue un trio chargé d'y former de nouveaux gouvernements d'union nationale, débarrassés des éléments hostiles à l'URSS, d'y installer le NKVD et d'épurer les partis communistes locaux : Dekanozov en Lituanie, Vychinski en Lettonie, Jdanov en Estonie. En octobre 1939, Staline avait déclaré à Dimitrov : «Nous ne visons pas à soviétiser ces pays<sup>44</sup>.» Un contrôle politique lui suffit, mais suppose le contrôle économique, donc l'expropriation, des propriétaires terriens et des industriels, encouragée par les ouvriers et les journaliers agricoles de ces pays et par la présence de l'Armée rouge.

Le 20 août, un agent du NKVD, Mercader, dissimulé sous les pseudonymes de Mornard et de Jackson, tue Trotsky d'un coup de piolet. Les enquêteurs trouveront dans sa poche une lettre, rédigée par le NKVD, dans laquelle il se présente comme un trotskyste déçu par la trahison de sa victime. La *Pravda*, dans un petit entrefilet, fait de Mercader un collectif de tueurs trotskystes : «Il a été tué par ses partisans. Ce sont ces mêmes terroristes auxquels il a appris à tuer dans l'ombre qui l'ont liquidé...». Sous une forme atténuée, cette falsification se retrouve aujourd'hui dans la notice que le Larousse en deux volumes consacre à Trotsky, et qui ose écrire : «Il est assassiné par son secrétaire.»

Ce même mois, par un hasard contrôlé, Staline décrète un nouveau règlement militaire disciplinaire, destiné à remplacer l'ancien serment internationaliste de l'Armée rouge, rédigé par Trotsky. Il définit l'Armée rouge non plus comme un instrument d'expansion de la révolution, mais comme un outil de défense nationale. Ce changement doit, entre autres, démontrer à Hitler que le «judéo-bolchevisme» et ses plans de révolution mondiale sont relégués au magasin des antiquités. Le meurtre de Trotsky, quoique étouffé par le fracas de la guerre, a la même signification politique, que parachèvera trois ans plus tard la dissolution du Comintern.

Mais cette liquidation ne dissipe manifestement pas sa hantise du trotskysme. Trois mois plus tard, le dirigeant du PC hongrois Matyas Rakosi, fidèle stalinien, libéré de prison par le gouvernement hongrois, est reçu au Kremlin. Staline, soupçonneux, demande à Dimitrov : «Est-ce qu'il ne sympathise pas

avec les trotskystes ? » Dimitrov, estomaqué, jure ses grands dieux que non. Et à bon droit. Staline, dubitatif, insiste : « Ils ont tous hésité à un moment donné. Ils ne comprenaient pas nos affaires<sup>45</sup>. » Fidèle à sa méthode, il cherche un point faible dans le dossier du dirigeant hongrois libéré. Dimitrov le lui trouve : lors de l'arrestation des dirigeants communistes hongrois en 1925, Rakosi a signé des aveux. Rakosi se défend : il ne l'a fait que parce que les autres avaient déjà tout avoué, son silence n'aurait servi à rien. Une commission se penche sur son cas et met quatre mois à conclure. Rakosi, pardonné, prend sa place au Comité exécutif du Comintern, mais une tache indélébile figure désormais dans son dossier. Le lendemain après-midi, 7 novembre, au début de la réception qui suit les festivités de la révolution, Staline rappelle à ses invités silencieux ses désaccords avec Trotsky, pendant la guerre civile et à Tsaritsyne, ce Trotsky dont le fantôme le poursuit.

En août, Chapochnikov, le chef de l'état-major, présente à Staline un plan d'opérations en vue de la guerre prochaine. Il prévoit une offensive allemande sur trois axes : 1° Kovno-Vilnius-Minsk, 2° Brest-Litovsk-Minsk, 3° Kiev, ce qui se passera effectivement en juin 1941. Staline, n'est pas de cet avis et remplace Chapochnikov par Meretzkov. Selon lui, les Allemands ne développeront pas leur offensive au centre, mais sur l'axe sud-ouest pour s'emparer de l'Ukraine, puis du pétrole du Caucase. Sa prophétie repose sur un matérialisme vulgaire : Hitler veut d'abord mettre la main sur le blé et le pétrole. Mais pour Hitler, la chute de Moscou, c'est la chute du régime. Il ne saurait donc renoncer à cet objectif. Le 18 septembre, Timochenko et Meretzkov, sceptiques quant à l'analyse du Guide, lui envoient un nouveau plan d'opérations qui reprend les grandes lignes du précédent et prévoit de répondre à l'attaque allemande en portant les opérations sur le territoire polonais occupé par les Allemands, puis vers Cracovie et le sud-ouest pour couper l'Allemagne des Balkans. Le 14 octobre, Staline signe ce plan très optimiste.

Ses soucis de politique étrangère ne l'empêchent pas de suivre de près la vie intellectuelle du pays, au grand étonnement d'Ilya Ehrenbourg : « La guerre approchait. Il fallait que Staline fût bien sûr de notre puissance pour consacrer tant de temps à la critique littéraire<sup>46</sup>. » En réalité, il veut tout diriger, tout contrôler, tout vérifier, surtout ce qui peut, de près ou de loin, servir la propagande.

Son jeune protégé Avdeenko, cet ancien mineur du Donbass propulsé vers la gloire en 1933 pour son roman *J'aime*, l'apprend à ses dépens. En 1940, le film *La Loi de la vie*, dont il a écrit le scénario, sort sur les écrans. Il glorifie la vie soviétique mais ridiculise les jeunes bureaucrates arrivistes. Un épisode, en particulier, fait scandale : deux de ces jeunes promus versent le contenu de leur verre dans un crâne en braillant : «Boire ou ne pas boire» («Pit ili nié pit», parodie de «Byt ili nié byt», «Être ou ne pas être»). Staline se déchaîne. Le 16 août 1940, un long article anonyme de la *Pravda* dénonce ce «film faux». L'article est commandité, inspiré, relu, corrigé et même entièrement réécrit, dans sa seconde partie, par Staline lui-même, qui a exigé sa publication sans signature. Il ne saurait être rabaissé au rang de critique de cinéma.

Par télégramme, Avdeienko est convoqué à la réunion du Comité central qui doit se tenir le 9 septembre. Staline préside lui-même à la condamnation. Dans la salle, deux tables font face à une tribune flanquée d'une énorme colonne carrée. Assis en face d'Avdeienko, les dirigeants de l'Union des écrivains détournent les yeux du condamné. Puis entrent dans la salle le courtaud Jdanov, le petit Andreiev et le grassouillet Malenkov qui l'ignorent eux aussi. Jdanov lit une longue lettre de vingt-cinq pages accusant Avdeienko d'avoir glorifié une ville polonaise capitaliste, puis un extrait de sa réponse. Soudain l'accusé entend une voix rauque à l'accent caucasien : «Avdeenko est attiré par l'étranger.» Il détourne les yeux et aperçoit, derrière la colonne, Staline, assis à une petite table à part, invisible aux yeux des participants, sauf aux trois dirigeants et à Avdeenko. Il regarde Staline et éprouve un choc incrédule : où est donc passé le visage bienveillant et majestueux, popularisé par tant de films, de photographies, de portraits, de monuments et de bustes ? Il n'aperçoit que le banal visage jaunâtre ravagé de petite vérole d'un petit homme aux épaules et à la poitrine étroites, «ses cheveux blanchissants et clairsemés semblent frottés d'une poix noire, une large tonsure [...] orne le sommet de sa tête. Son bras gauche, à demi plié, reste immobile, comme blessé ou paralysé. Seules les moustaches épaisses, rousses, larges ressemblent aux moustaches staliniennes. Tout le reste semble mal ficelé. On dirait un acteur qu'on aurait grîmé pour qu'il ressemble au Chef. Un acteur qui exécuterait maladroitement le rôle du grand Staline. Un acteur qui pasticherait les manières de Staline<sup>47</sup>».



Il profère quelques mots méprisants à l'égard d'Avdeenko, puis se retire derrière sa colonne. La séance continue. À un moment, il apostrophe brutalement l'écrivain Fadeiev, qui propose «une purge généralisée de l'Union des écrivains» que Staline n'a pas annoncée. Avdeenko est alors frappé par son expression de férocité implacable, de dédain et de mépris à l'égard des personnes présentes, ainsi que par la solennité avec laquelle il profère de fades banalités. Il parle lentement, multipliant les pauses et les longs silences, ou plutôt, dit Avdeenko, «réfléchit à haute voix, sans se soucier des présents». Il prononce deux ou trois phrases, se tait, déambule le long de l'estrade, le regard fixé sur le plancher, s'arrête, tire une bouffée de sa pipe, lâche une nouvelle phrase et repart, dans le silence absolu de l'assistance, qui retient son souffle, n'ose ni bouger ni dire un mot. Il répète presque mot pour mot les phrases de l'article de la *Pravda* puis reproche à Avdeienko de n'avoir pas fait son autocritique dès sa parution. La discussion reprend.

Soudain, Staline se lève, déambule à nouveau devant l'estrade et exécute Avdeenko en quelques phrases dédaigneuses : il le qualifie en effet de «marchand à la sauvette», parce qu'en Pologne il a acheté un costume chic, une chemise bleu foncé, et une cravate qu'il porte précisément ce jour-là devant un Staline revêtu, lui, de son éternelle vareuse militaire grise et de son pantalon enfoncé dans ses bottes. «Avdeenko ne comprend pas et n'aime pas l'Union soviétique. Avdeenko est un homme qui porte un masque ; un suppôt de l'ennemi.» Par trois fois, ensuite, Staline revient sur le devant de la scène, disserte sur le devoir de vérité de l'écrivain et accable de reproches obscurs un Avdeienko éperdu et en sueur. Six heures après le début de la séance, à onze heures du soir, il se lève et profère, mystérieux : «Peut-être que je me trompe sur le camarade Avdeenko. L'âme d'autrui est impénétrable<sup>48</sup>», descend lentement de la tribune et sort ; les autres s'éclipsent en silence. Une semaine après, Avdeenko sera rayé de la liste des correspondants de la *Pravda*, chassé de l'Union des écrivains et son téléphone coupé...

Staline veille de près à ce que les œuvres soient en conformité avec sa politique intérieure et extérieure. Ainsi, en septembre 1940, intervient-il personnellement pour faire interdire par le Bureau politique la représentation et l'impression de la pièce de Léonid Leonov, *La Tempête*. Quel est son crime ? La

résolution est aussi vague que brutale : « La pièce est idéologiquement hostile et représente une calomnie méchante de la réalité soviétique<sup>49</sup> », calomnie qu'on aurait du mal à découvrir. Staline ne précise pas la raison exacte de l'interdiction. Mais on peut la deviner. L'un des deux héros, le jeune Syrovarov, n'est plus en phase avec la politique du jour : cet ancien officier blanc s'était, en effet, régénéré en allant combattre le fascisme en Espagne en 1936. Ce fâcheux rappel ne pouvait alors que déplaire à Hitler. *La Tempête* passe donc à la trappe. Quelques mois plus tard, la censure, dans *La Chute de Paris* d'Ehrenbourg, substitue au slogan « À bas les fascistes », clamé par des manifestants du Front populaire, l'imaginaire, anodin et imprononçable « À bas les réactionnaires ! ».

Sa prudence s'explique par la crainte de ne pas être en état de faire face à une guerre qu'il sait pourtant inévitable. Cette peur explose brutalement au début du long déjeuner qui suit la parade du 7 novembre 1940. Staline évoque le conflit avec Trotsky au début de la guerre civile sur le front Sud. Ce rappel terminé, la quinzaine d'invités se préparent à s'asseoir, il les retient et se lance dans une longue diatribe inattendue, de plus en plus menaçante, à l'égard des personnes présentes. « Nos avions, dit-il, peuvent tenir en l'air trente-cinq minutes alors que les avions anglais et allemands peuvent rester en vol des heures entières. Nous ne sommes pas prêts à mener une guerre comme celle qui se déroule entre l'Allemagne et l'Angleterre. » Les avions soviétiques, construits en masse depuis quelques mois, sont effectivement des tombeaux volants. Si l'Armée rouge n'est pas, dans tous les domaines, au niveau des armées ennemies (et selon ses termes, « tous les États capitalistes, même ceux qui se présentent comme nos amis, sont nos ennemis »), l'URSS sera balayée. Or, personne ne se soucie de tous ces problèmes ; ainsi, par exemple, on n'a pas alerté les constructeurs d'avions...

Staline paie en réalité le prix de la concentration de tous les pouvoirs entre ses mains, concentration qui dessaisit ses associés, même les plus proches, de toute initiative. Et comme il se refuse à le reconnaître, il ne peut qu'accuser et menacer : « Je me suis occupé tout seul de toutes les questions. Aucun de vous n'y a même pensé. Je suis seul. Comment puis-je étudier, lire, suivre les nouvelles chaque jour, si vous ne faites rien ? Vous, vous n'aimez pas étudier, vous n'aspirez qu'à la vie paisible. Vous dissipez

l'héritage de Lénine.» Kalinine bafouille qu'ils manquent de temps, excitant encore davantage la fureur de Staline qui, pendant sa tirade, fixe surtout Kaganovitch et Beria. Il gronde : « Les gens sont insoucians... On m'écoute et tout reste en l'état. Mais je vais vous montrer si je perds patience. (Vous savez comme je le peux ?) Je vais frapper si fort sur les malappris que tout va trembler<sup>50</sup>. » La quinzaine de dignitaires présents l'écoutent, debout, raides. Dimitrov, qui n'a jamais vu Staline dans cet état, aperçoit des larmes dans les yeux de Vorochilov. Les invités s'assoient ensuite en silence, pour un morne repas qui s'étire jusqu'à neuf heures du soir.

Le 11 novembre 1940, Molotov part à Berlin, où Hitler le reçoit. Il exige le retrait des troupes allemandes de Finlande et proteste contre leur présence en Roumanie. Au retour, Staline tente une démarche désespérée : il propose au roi de Bulgarie, Boris, un pacte d'assistance mutuelle, et ajoute que, si ce pacte est signé, « non seulement nous ne ferons pas d'objection à l'adhésion de la Bulgarie au pacte à trois, mais alors, nous-mêmes, nous nous associerons à ce pacte<sup>51</sup> ». Si la Bulgarie avait accepté, Staline aurait donc adhéré au pacte anti-Comintern signé par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, et dû dissoudre immédiatement l'appareil de la III<sup>e</sup> Internationale, installé à Moscou. Si ce renversement historique inouï n'a pas eu lieu, on le doit uniquement à la pusillanimité du tsar Boris et de son Premier ministre Filov...

L'alliance Berlin-Moscou dépasse en effet les conditions qui l'ont vue naître. La parenté des méthodes et du système politiques charge l'alliance d'un contenu, souligné par les dirigeants des deux pays. Ribbentrop déclare ainsi au ministre italien Ciano, en octobre 1939 : « Staline a renoncé aux projets de révolution mondiale [...]. La Russie tend à devenir un État national et normal<sup>52</sup>. » Peu après, Hitler explique à Mussolini devant Ciano : « La voie sur laquelle Staline s'est engagé semble mener à une sorte de nationalisme slavo-moscovite et s'éloigner du bolchevisme à base judéo-internationale<sup>53</sup>. » Mais, pour se lancer à la conquête du monde, l'Allemagne nazie doit unifier l'Europe sous sa botte et réduire l'URSS au stade de colonie, fournissant à bas prix matières premières et céréales.

Hitler a par ailleurs déduit de la mésaventure finlandaise que l'URSS est une proie facile. Le 18 décembre, il signe la direc-

tive 21, dite plan «Barberousse», d'attaque de l'URSS. Le 29 décembre, l'attaché militaire soviétique à Berlin, le général Toupikov, informe Staline de la décision et annonce l'invasion pour mars 1941.

## CHAPITRE XXV

### Le guide aveugle

Le 2 janvier, Staline convoque les principaux chefs militaires au Kremlin. Il les reçoit, entouré des membres du Bureau politique, les salue d'un signe sec de la tête, les invite à s'asseoir et attaque : il n'a pas dormi de la nuit, dit-il, pour lire le projet de discours final que Timochenko doit prononcer à la conférence de l'état-major, réunie depuis quatre jours, et lui communiquer ses corrections. Trop tard, la réunion est finie ! Timochenko proteste : il lui a envoyé son projet il y a quelque temps déjà ; Staline explose : « Je ne suis pas obligé de lire tout ce que l'on m'envoie <sup>1</sup>. » En fait, en ce début d'année, une peur panique le paralyse, l'aveugle et le rend sourd aux avertissements.

Le lendemain, Hitler réunit à Berlin les chefs d'état-major, Ribbentrop et quelques officiers supérieurs. Il leur affirme sa confiance en Staline : « un sage », dit-il. Sans agir directement contre l'Allemagne, « il accumulera les difficultés chaque fois que l'occasion s'en présentera ». L'Angleterre, poursuit-il, ne continue la guerre que parce qu'elle attend l'intervention russe qui lui permettrait, avec l'aide des États-Unis, de former une véritable armée. « C'est cela qu'il faut éviter en taillant les Russes en pièces dès maintenant <sup>2</sup>. » Quinze jours plus tard, recevant Mussolini au Berghof, du 18 au 20 janvier, il lui affirme : « Tant que vivra le sage et prudent Staline, aucun vrai danger ne se présentera <sup>3</sup> » du côté soviétique.

Staline se conduit effectivement avec prudence et multiplie

les gestes amicaux. Il autorise l'attaché de l'air allemand, le général Aschenbrenner, à visiter les usines d'aviation soviétiques les plus modernes. Le 10 janvier 1941, Moscou signe avec Berlin un nouvel accord commercial. Pour mieux tromper Staline, les Allemands ont détaillé dans le texte de l'accord les livraisons qu'ils attendent et promettent jusqu'en août 1942. La signature de l'accord intervient entre deux séries de manœuvres militaires soviétiques, qui se déroulent du 2 au 6 janvier et du 8 au 11 : toutes soulignent les faiblesses de l'Armée rouge. Staline s'énervé et, le 13 janvier, convoque le haut commandement au Kremlin avec la direction du commissariat à la Défense et les commandants des troupes des districts militaires. Meretzkov entame la lecture d'un rapport sur les deux séries de manœuvres. Staline l'interrompt grossièrement deux ou trois fois, le chef d'état-major, affolé, s'embrouille, se répète, perd le fil de ses idées, bafouille. Staline tranche : « Le malheur, c'est que nous n'avons pas de véritable chef d'état-major. Il faut remplacer Meretzkov », et met les militaires dehors. Le lendemain, il mande Meretzkov et Joukov vingt minutes au Kremlin, annonce au premier sa révocation et au second sa promotion. Joukov objecte qu'il n'a jamais travaillé dans un état-major. Staline balaie l'objection : « Le Bureau politique a décidé de vous nommer<sup>4</sup>. »

Joukov se met au travail et découvre que le commissariat aux Transports de Kaganovitch n'a aucun plan de mobilisation des chemins de fer de la zone occidentale du pays en cas de guerre. Il en réclame un. Kaganovitch refuse de s'y atteler, Staline doit le lui ordonner personnellement. Plus fâcheux : selon Joukov, il s'intéresse très peu à l'activité de l'état-major, dont il n'écoute les rapports, comme ceux du commissaire à la Défense, que rarement et avec une attention plus que flottante. Joukov n'arrive pas plus que ses prédécesseurs à lui exposer complètement la situation de la défense du pays, les questions militaires les plus urgentes et les possibilités de l'ennemi potentiel. Staline accorde aussi peu d'intérêt aux rapports des commandants de front. Pavlov lui en adresse un, le 18 février, à propos de l'état déplorable des communications sur le front Ouest. Staline ne prend aucune mesure sérieuse. Sans doute craint-il que l'état-major allemand ne considère comme une menace des travaux de modernisation des voies de communication dans ce secteur. À l'époque, les jeunes géné-

raux croient que Staline dispose de connaissances militaires supérieures aux leurs. La guerre dissipera leurs illusions...

Au début de février, avant la XVIII<sup>e</sup> conférence du Parti (15-20 février), Timochenko emmène Joukov à la datcha de Staline. «À quoi faut-il se préparer?» lui demande Joukov. À tout, lui répond Timochenko, qui le prévient que Staline n'écouterait pas un long rapport et l'invite à exposer en dix minutes tout ce que Joukov lui a raconté en trois heures. Staline reçoit les deux hommes avec Koulik, Kalinine, Molotov et Malenkov. Joukov affirme la nécessité de renforcer la défense des frontières occidentales, Molotov l'interrompt : «Eh quoi, vous pensez faire la guerre aux Allemands<sup>5</sup> ?» Dès la fin du rapport, Staline invite la compagnie à table à un repas assez simple : un épais borchtch ukrainien, une bouillie de sarrasin, des viandes bouillies, puis des fruits au sirop et des fruits frais. Staline, en forme et de bonne humeur, régale ses invités avec du vin rouge géorgien que Joukov trouve bien léger, et auquel la plupart de ses invités préfèrent le cognac arménien.

Malgré son désintérêt pour les travaux de l'état-major, Staline participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un plan opérationnel, adopté le 11 mars 1941, qui envisage de développer la contre-offensive de l'Armée rouge vers Poznan en direction de Berlin et sur l'axe sud-ouest vers Prague et Vienne. Pendant que l'état-major élabore ces plans dignes de Picrochole, Staline refuse encore d'accepter toute concentration des troupes vers la frontière. Il est néanmoins inquiet. L'ordre du jour du 23 février 1941, revu par lui et proposé par le maréchal Timochenko pour le 24<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Armée rouge, en témoigne. Il invite les troupes à se préparer moralement «face au danger d'une attaque surprise», afin d'éviter d'être pris au dépourvu. L'origine de l'attaque surprise éventuelle, non précisée, n'est pourtant pas douteuse. Mais Staline se contente de cet avertissement verbal. Les mesures militaires prises depuis des mois frappent par leur aspect désordonné, contradictoire, et même chaotique. L'historien Valéri Popov, reprenant la théorie stalinienne de la trahison et de la cinquième colonne, en fait reporter toute la responsabilité sur l'état-major et sur un corps de généraux, auxquels il prête gratuitement un éventuel mais «vacillant espoir de "se débarrasser" des bolcheviks avec l'aide allemande<sup>6</sup>».

La liste des incohérences est impressionnante : les vieilles for-

tifications construites sur l'ancienne frontière de 1929 à 1935 sont abandonnées, voire démantelées, la construction des nouvelles, le long de la frontière récemment retracée, commence lentement et n'en couvrira en juin que la moitié, avec des intervalles béants de 50 à 60 kilomètres. Lorsque la guerre commencera, une partie des divisions destinées à couvrir la frontière (comme la XIII<sup>e</sup> armée) seront encore en cours de formation ; les troupes de gardes-frontières, étirées sur des centaines de kilomètres, n'ont pas été mises en état d'arrêter et même de freiner une offensive sérieuse. L'armement antichar est déficient. Les munitions et les obus restent entassés dans les entrepôts. Deux semaines avant l'invasion allemande, l'état-major de la IV<sup>e</sup> armée en Biélorussie ordonne au commandant de la 22<sup>e</sup> division blindée de retirer les munitions des chars et de les déposer dans les entrepôts.

Certes, Staline ne saurait être tenu pour responsable direct de chacune des mesures prises, mais il en porte la responsabilité générale par l'atmosphère délétère qu'il a créée dans le haut commandement, par l'incompétence de nombreux promus, par l'indécision au moins apparente de sa politique, dont les tenants et aboutissants restent totalement ignorés des chefs militaires. Staline leur dissimule, en effet, l'essentiel des informations. Il renforce en revanche sa pression sur les vieux dirigeants. À la conférence nationale du Parti du 17 au 20 février 1941, il rétrograde six membres du Comité central, dont Litvinov, parce qu'ils « n'ont pas rempli leurs obligations de membres du Comité central » ; il fait également exclure quinze suppléants, dont l'ancien commissaire à la Métallurgie lourde, Jemtchoujina, que son autocritique ne sauve pas : alors que le Parti a tout fait pour elle, elle s'est laissée aller et n'a pas exercé la vigilance la plus élémentaire, puisque son adjointe et l'une de ses amies étaient des espionnes. Molotov s'abstient lors du vote des exclusions. Staline nomme aux postes vacants une quinzaine d'officiers supérieurs, dont Joukov. C'est le signe, sinon qu'il prépare la guerre qui vient, du moins qu'il l'attend.

Il exclut neuf membres de la commission de Contrôle, eux aussi accusés de ne pas avoir satisfait aux obligations de leur fonction, et fait voter par la conférence un avertissement à six commissaires du peuple, membres du Comité central, dont Kaganovitch, l'ancien numéro deux du régime : « S'ils ne se corrigent pas, s'ils n'exécutent pas les missions du Parti et du gouverne-



ment, ils seront exclus des organismes du Parti et du gouvernement, et démis de leurs fonctions<sup>7</sup>.» Au Comité central qui suit, il annonce une nouvelle purge : «Il est indispensable d'associer quelques nouveaux camarades au travail du Bureau politique, pour qu'ils se forment et puissent remplacer les anciens<sup>8</sup>», dont l'élimination est ainsi programmée. Au lendemain de la Grande Terreur, ces anciens se comptent sur les doigts d'une seule main : Molotov, Kaganovitch, Mikoïan, Vorochilov et Andreïev. Les prochaines victimes sont donc parmi eux. La guerre différera leur élimination.

De janvier à la fin mars 1941, une centaine de divisions allemandes font mouvement vers la frontière soviétique. Le 20 mars, le chef du renseignement soviétique, Golikov, soucieux de dire à Staline ce que ce dernier attend, atténue considérablement la portée de ces informations en précisant que la majorité des rapports indiquant la probabilité d'une guerre soviéto-allemande au printemps 1941 proviennent de sources anglo-américaines, qui ont pour but de détériorer les relations entre l'URSS et l'Allemagne. Et il ajoute : «L'ouverture des hostilités contre l'Union soviétique se produira dans le sillage de la victoire sur l'Angleterre ou après la conclusion avec elle d'une pause avantageuse pour l'Allemagne<sup>9</sup>.» La première perspective paraissant peu probable, Staline veut surtout éviter que la seconde ne se réalise...

Balançant sans cesse entre la tentative de séduction et l'avertissement à Hitler, Staline prend une décision lourde de conséquences. Le 25 mars 1941, le gouvernement yougoslave s'associe au pacte anti-Comintern. Ribbentrop a expliqué à son premier ministre qu'il ne devait pas compter sur l'aide de la Russie : Staline, lui a-t-il dit, est un «homme raisonnable et lucide», conscient qu'un conflit avec l'Allemagne «aboutirait à l'effondrement de son régime et de son pays<sup>10</sup>». Le surlendemain, les anti-nazis renversent le gouvernement monarchiste yougoslave. Hitler, furieux, signe, le 30 mars, un ordre terrible. L'objectif de la guerre prochaine étant «d'exterminer le bolchevisme, dont les tenants sont les fonctionnaires politiques et les commissaires militaires qui ne peuvent être considérés comme des soldats», ils devront être, lors de leur capture, remis à la Sécurité (qui les liquidera) ou «fusillés par la troupe<sup>11</sup>».

Hitler considère comme un défi le pacte de non-agression signé par Staline avec la Yougoslavie dans la nuit du 5 au 6 avril,

et le dit sans délai. Staline fanfaronne devant l'attaché militaire yougoslave Gavrilovic, inquiet d'une agression allemande : « Les troupes soviétiques, dit-il, sont prêtes, et si les Allemands passent à l'offensive, ils recevront un coup en pleine figure. » Gavrilovic s'extasie : « Staline a une volonté superbe, il commande tout, il comprend tout, son âme est pleine de force et d'énergie <sup>12</sup>. » Le 6 au soir, un banquet doit réunir les signataires pour célébrer l'accord. Mais au moment où Staline se met au lit dans sa datcha, la Luftwaffe bombarde Belgrade et rase la ville à moitié, et la Wehrmacht franchit la frontière yougoslave. Hitler montre à Staline le peu de cas qu'il fait de son soutien officiel à la Yougoslavie. Staline comprend le message et dément aussitôt ses propos virils. Il décommande le banquet dont la tenue, dit-il, aurait inévitablement « un caractère de défi provocateur <sup>13</sup> ». On ne saurait mieux s'aplatir devant la démonstration de force du Führer. Mais Staline, après son initiative imprudente, n'avait guère le choix.

Le 10 avril, la Wehrmacht occupe Zagreb, et, le 13, les ruines de Belgrade. Cette *Blitzkrieg*, qui contraste brutalement avec le piétinement de l'Armée rouge en Finlande, plonge Staline dans un désarroi furieux. D'autant que le rapport de Timochenko et Joukov sur l'aviation soviétique est terriblement cruel : chaque jour, lors des exercices d'entraînement, deux ou trois avions, en moyenne, s'écrasent au sol, ce qui fait, selon eux, de 600 à 900 avions dans l'année. Pour le premier trimestre (incomplet) de 1941, ils ont comptabilisé 71 catastrophes, 156 avaries diverses, la mort de 141 pilotes et la mise hors service de 128 avions. Ils proposent en conclusion de limoger le chef de la Direction principale des forces aériennes, Rytchagov, dont, un an plus tôt, Staline saluait le jeune talent révélé au cours de la guerre de Finlande, et de traduire en justice plusieurs chefs d'escadrille. Staline avalise la liste des futurs condamnés et y ajoute deux autres membres de la Direction des forces aériennes.

Les événements de Grèce ne peuvent améliorer son humeur depuis que les 100 000 soldats de l'armée britannique se sont dérobés face à la Wehrmacht : le 23 avril, l'armée grecque capitule et, le 25, le drapeau nazi flotte sur l'Acropole.

La campagne yougoslave a-t-elle sérieusement retardé l'attaque de l'URSS par la Wehrmacht, qu'Hitler prévoyait initialement pour la mi-mai ? L'état-major allemand avait retenu cette date pour permettre à la Wehrmacht de conquérir les plaines de

Russie centrale et d'Ukraine pendant que les blés étaient encore verts et empêcher ainsi l'Armée rouge d'y mettre le feu dans sa retraite. La mi-mai correspondait effectivement à cet objectif. Mais, en ce printemps 1941, la pluie est tombée pendant tout le mois de mai et le début de juin sur la Pologne soviétique et la Biélorussie, transformées en vastes étendues boueuses, voire marécageuses. La promenade militaire yougoslave, puis grecque, qui a détourné de la frontière soviétique quinze divisions allemandes, a certes concentré sur les Balkans l'attention de Hitler et de son état-major pendant près d'un mois, mais il n'est pas certain que l'offensive allemande aurait pu se déployer avant que le soleil ait asséché les routes de terre qui forment l'essentiel du réseau soviétique.

La *Blitzkrieg* yougoslave pousse Staline à multiplier les initiatives. Pour se protéger à l'est, il signe le 13 avril 1941 un pacte de non-agression avec le Japon. Le lendemain, un banquet célèbre l'événement. Les toasts succèdent aux toasts et, dans un geste inhabituel, Staline, à moitié ivre, accompagne à la gare le ministre des Affaires étrangères japonais Matsuoka, dans le même état que lui. Il donne l'accolade à plusieurs Japonais, à l'ambassadeur et au ministre, empoigne le colonel Krebs de l'ambassade allemande, et s'écrie : « Nous avons été amis avec vous et nous resterons toujours amis avec vous. » En chemin, il a informé Matsuoka, dans une confidence destinée plus à Berlin qu'à Tokyo, qu'il est « un partisan convaincu des puissances de l'Axe et un ennemi de l'Angleterre et de l'Amérique ». Matsuoka le répète à Schulenburg, que Staline cajole sur le quai de la gare ; il le happe par les épaules et lui déclare : « Nous devons rester des amis, et vous devez maintenant faire tout ce qui est en votre pouvoir pour cela <sup>14</sup>. » Schulenburg transmet aussitôt ce message et ces attentions prévenantes à Berlin.

Le souci premier de Staline est toujours de ne pas irriter Hitler. Le 20 avril, les membres du Bureau politique, après avoir admiré des danses tadjiks au Bolchoï, se rendent au Kremlin. Staline a convoqué aussi Dimitrov. Il annonce son intention de dissoudre le Comintern et abreuve le Bulgare de motifs idéologiques : le temps du « communisme national » est venu : « Il faudrait que les partis communistes ne soient plus des sections du Comintern mais soient tout à fait autonomes. Ils doivent se transformer en partis communistes nationaux [...]. Il est important

[...] qu'ils résolvent de façon indépendante les tâches concrètes qui se posent à eux dans leur pays. Or, la situation et les tâches sont très différentes selon les pays. En Angleterre c'est une chose, en Allemagne c'en est une autre.» Soulignant ensuite que l'Internationale a été créée sous Marx, puis le Comintern sous Lénine «dans l'attente de la révolution internationale prochaine», il insiste à nouveau sur la priorité des tâches nationales dans chaque pays. Enfin, «l'appartenance des partis communistes au Comintern, dans les conditions actuelles, facilite l'offensive de la bourgeoisie contre nous dans ses plans pour les isoler des masses dans leur propre pays<sup>15</sup>». D'ailleurs, ajoute-t-il, on pourra un jour reconstituer l'Internationale. Cette argumentation n'est qu'une couverture idéologique destinée à masquer le motif réel : faire un geste de bonne volonté en direction d'Hitler. La liquidation du Comintern signifie l'abandon officiel et public de la révolution mondiale attachée à son nom, et donc l'abandon, réclamé par Hitler, de la «propagande communiste» dans les pays tiers. Elle signifie, par ailleurs, le renforcement du lien direct de chaque parti avec le Kremlin et de sa subordination immédiate à ses besoins. Si les tâches des partis communistes nationaux varient selon les pays, celle du PC allemand peut être demain d'apporter un soutien critique au régime du Reich pour souligner la solidarité de Moscou avec les puissances du pacte anti-Comintern. Le gage donné à Berlin doit être camouflé. Aussi Staline demande-t-il à Dimitrov et à ses camarades, qui s'y attellent dès le lendemain, de remplacer les fameuses vingt et une conditions d'admission au Comintern de 1920 par de nouvelles. Le lendemain, Dimitrov, Togliatti et Thorez, réunis, applaudissent la position de Staline.

Les services de renseignements soviétiques, soucieux à la fois de répondre aux désirs du patron et d'éviter toute accusation de trahison, ne dissimulent rien d'essentiel à Staline mais lui présentent des rapports «à la carte», en lui laissant le choix d'y adopter ce qui lui convient le mieux. L'historiographie khrouchtchévienne insistera sur la responsabilité personnelle de Staline dans la catastrophe de 1941, dans la mesure où il est resté obstinément sourd à des avertissements répétés et clairs, pour mieux masquer celle d'un appareil qui a pourtant modelé son activité sur les désirs et les préjugés du chef et, par là même, les a confortés.

Le tableau présenté par les services soviétiques confirme Staline

dans l'idée qu'il se fait de la situation depuis des mois : si l'état-major allemand est animé de visées bellicistes, Hitler, hostile à la guerre sur deux fronts, veut obtenir des concessions supplémentaires de l'URSS. Staline attend donc, plutôt qu'une déclaration de guerre, un ultimatum qui ouvrira la voie à des négociations. C'est d'ailleurs ce que lui affirme, à la mi-mai, l'agent Starchina : « L'Allemagne présentera d'abord à l'Union soviétique un ultimatum contenant des demandes d'exportation plus importantes vers l'Allemagne et l'arrêt de la propagande communiste. Afin de satisfaire ces demandes [...] plusieurs régions ukrainiennes seront occupées par l'armée allemande <sup>16</sup>. » Staline affirme un jour à Joukov que les Allemands ont peur des Soviétiques et lui cite, à l'appui de ses dires, les assurances données par Hitler à l'ambassadeur soviétique à Berlin : les armées allemandes se concentrent en Pologne pour y être entraînées à des tâches décisives à l'Ouest. Joukov ajoute : « Visiblement Staline croyait à cette version, et c'est pourquoi il prenait avec une certaine passivité toutes les mesures pour la défense du pays, pour le renforcement des forces armées <sup>17</sup>. » Il est en même temps hanté par la crainte d'un armistice entre Londres et Berlin qui délierait les mains à Hitler pour se lancer à l'Est.

À la mi-avril, plus de 200 divisions allemandes sont alignées sur le front de l'Est. Le 21 avril, Churchill avertit Staline des préparatifs de guerre d'Hitler contre l'URSS. Il ne lui apprend rien, mais le confirme dans l'opinion que les Anglais, pour alléger la pression allemande, désirent entraîner l'URSS dans la guerre ; cela le rend encore plus prudent et soupçonneux. Au même moment, l'ambassadeur britannique à Moscou, Stafford Cripps, remet à Molotov un mémorandum menaçant : « Si la guerre dure longtemps, pourrait se faire jour en Grande-Bretagne [...] la tentative de conclure un accord pour terminer le conflit » et « l'Allemagne pourrait poursuivre sans embarras l'expansion de son "espace vital" vers l'Est <sup>18</sup> ». La conjonction circonstancielle de ce mémorandum et du message de Churchill conforte Staline dans l'idée que Londres veut le pousser dans la guerre. Il confie à Joukov : « Vous voyez, on nous fait peur avec les Allemands, on fait peur aux Allemands avec l'Union soviétique, et ils nous montent les uns contre les autres. C'est un jeu politique subtil <sup>19</sup>. » Début mai, Staline reconnaît en hâte le gouvernement de Rachid Ali qui a pris le pouvoir en Irak avec l'aide des services allemands. Mais,

le 5 mai, dans un discours à plusieurs centaines de jeunes officiers reçus au Kremlin, au cours d'un long banquet, il formule un avertissement sans ambiguïté sur le risque prochain de guerre.

Certains veulent voir dans quelques fanfaronnades sans suite l'annonce d'une offensive militaire prochaine contre l'Allemagne. Le numéro 9 de la revue *Bolchevik*, publié à ce moment, contient par exemple un article de Staline, écrit en 1934 mais non publié alors et sorti des archives qui accuse Friedrich Engels d'avoir soutenu en 1890 l'impérialisme allemand contre la Russie tsariste. On y trouve une phrase souvent citée pour confirmer l'hypothèse d'une politique offensive de Staline : « Si la Russie commence la guerre... » Mais ces bravades relèvent du rituel de la propagande : si guerre il y a, elle se déroulera tout entière sur le territoire de l'ennemi, qui ne mettra pas le bout d'un pied sur le sol sacré de l'Union soviétique...

Ce même 5 mai, Schulenburg reçoit à déjeuner l'ambassadeur soviétique à Berlin, Dekanozov, alors à Moscou. Selon une légende complaisante, Schulenburg lui aurait, par une initiative sans précédent, livré un secret d'État à communiquer à Molotov pour Staline : « Hitler a pris la décision de commencer le 22 juin la guerre contre l'URSS. » Le procès-verbal de la conversation montre qu'il s'agit d'un canard<sup>20</sup>. Les avertissements de Schulenburg sont ténébreux à souhait.

Le 6 mai, Staline se nomme lui-même président du Conseil des commissaires du peuple à la place de Molotov. Le sens de cette décision n'est pas clair. On peut y voir un signe adressé à Hitler : le vrai dirigeant de l'URSS ne l'est plus en tant que chef du parti communiste mais en tant que chef du gouvernement. D'ailleurs, l'une de ses premières décisions à cette nouvelle fonction est d'esquisser un nouveau geste conciliant envers Hitler, le 8 mai. Il fait avertir les ambassadeurs de la Norvège et de la Belgique occupées que Moscou ne reconnaît plus leur gouvernement en exil, leur retire leurs lettres de créance et leur ordonne de décamper au plus vite. Le 11 mai, le représentant du gouvernement yougoslave en exil, Gavrilovic, hier si admiratif du Guide, reçoit la même invitation à déguerpir. Staline tente de forcer le cours des événements. Le 9 mai, sur son ordre, Dekanozov propose à Schulenburg de publier un communiqué germano-soviétique démentant les bruits sur la dégradation des relations entre les deux États et sur les menaces de guerre. Le 12 mai, lors de sa

troisième visite à l'ambassadeur allemand, il l'informe que Staline et Molotov sont prêts à adresser une lettre personnelle à Hitler ; Dekanozov repartant le jour même à Berlin propose que Schulenburg et Molotov se rencontrent pour en discuter le texte.

L'inquiétude de Staline aurait été plus grande encore s'il avait su que, une heure avant cette entrevue, Schulenburg avait reçu l'ordre de préparer l'évacuation prochaine du personnel diplomatique allemand. Cela n'empêche pas l'ambassadeur de suggérer que « Staline, de lui-même, spontanément, s'adresse par lettre à Hitler<sup>21</sup> ». Schulenburg, diplomate de la vieille école prussienne, hostile à la guerre sur deux fronts, voudrait bien aider à écarter la menace de guerre, mais son influence est nulle. A-t-il, par ses manœuvres dilatoires, contribué à égarer Staline, qui croyait deviner dans sa conduite la politique de Berlin ? Mais rien n'obligeait Staline à voir en lui autre chose qu'un simple exécutant de cette politique.

Le 12 mai également, Dimitrov et Manouïlski discutent docilement avec Jdanov de la meilleure manière d'annoncer la dissolution du Comintern. Le soir même, Radio Berlin annonce une nouvelle qui ébranle Staline : deux jours plus tôt, l'adjoint de Hitler, Rudolf Hess, a fui l'Allemagne en avion et sauté en parachute sur le sol de l'Angleterre. Staline voit dans cet épisode rocambolesque l'annonce de plans de paix séparée germano-britanniques préluant à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. Il est persuadé, comme ses services de renseignements le lui confirment, que l'Intelligence Service a attiré Hess en Angleterre à cette fin. Inutile donc de dissoudre le Comintern pour séduire Hitler. Il renonce donc à faire au Führer cette concession trop visible et grosse de remous dans les partis communistes étrangers.

À peine Dekanozov sort-il de son bureau, à dix heures, après lui avoir rendu compte des résultats nuls de sa conversation avec Schulenburg, qu'y entrent Joukov et Timochenko. Staline les autorise à déplacer vers la frontière occidentale et à regrouper, en Ukraine et en Biélorussie, quatre armées représentant 28 divisions et 800 000 soldats stationnées au milieu du pays. Elles se mettent lentement en mouvement dès le lendemain. Mais il envoie promener le général Kirponos, qui, par deux fois dans la première quinzaine de mai, lui demande de placer les troupes du district de Kiev en disposition de combat.

Au même moment, il reçoit, le 15 ou le 16 mai, un « plan de développement stratégique des forces armées de l'Union soviétique en cas de guerre avec l'Allemagne et ses alliés », élaboré par le général-major Vassilevski, chef-adjoint de la direction opérationnelle de l'état-major général. Vassilevski propose de prévenir une attaque allemande par une offensive de l'Armée rouge sur le front Sud-Ouest (la Pologne) destinée à occuper la région de Cracovie et à couper l'Allemagne de ses alliés. Pour certains historiens russes, ce plan signifie que Staline, assoiffé de révolution mondiale, se prépare à attaquer l'Allemagne au début de l'été. Hitler n'aurait fait que prévenir cette offensive. Mais les plans stratégiques se sont succédé depuis des mois, et, afin de se conformer à la propagande sur l'inviolabilité du sol soviétique, ont tous été élaborés à partir de l'idée que l'URSS se défendrait en portant d'emblée un coup foudroyant à l'ennemi sur le sol de ce dernier. Aucun chef militaire n'aurait osé présenter, sous peine de se voir accuser de défaitisme, un plan qui ne s'inscrive pas dans ce rituel. Molotov souligne l'aventure qu'une attaque soviétique aurait représentée : « Nous n'avions pas d'alliés. Alors, ils se seraient unis à l'Allemagne contre nous. L'Amérique était contre nous. L'Angleterre aussi<sup>22</sup>. »

Staline, en ces mois de tension, est d'ailleurs hanté par la crainte d'une entente anglo-allemande sur le dos de l'URSS. Il ne peut enfin envisager d'attaquer l'Allemagne, alors même qu'au 21 juin au soir l'Armée rouge ne dispose toujours pas de Grand Quartier général et doit se satisfaire d'un simple projet de création de cet organisme... élaboré par Timochenko ! L'absence, au début de la guerre, de cet organe suprême de direction militaire, dictée par la volonté de Staline d'apaiser Hitler ou due aux lenteurs bureaucratiques, a entravé la direction des armées au début de l'invasion. En fait, Staline, conscient de la menace allemande qu'il espérait différer jusqu'en 1942, ébauche divers plans, tous inachevés et qui se chevauchent. C'est ce que souligne le maréchal Rokossovski, alors commandant du 9<sup>e</sup> corps d'armée mécanisé, qui voit dans les décisions prises un mélange contradictoire de mesures offensives et défensives – à tel point qu'il se demande « s'il existait un plan ».

Staline ordonne d'intensifier la production d'armement pour les troupes stationnées près de la frontière occidentale et essaie d'accélérer l'édification des fortifications le long de la nouvelle



frontière. Par deux fois, la direction de l'Armée rouge, en février et mars, insiste sur l'accélération des travaux ; le quartier général y insiste encore par une directive du 14 avril ; ces injonctions ne changent rien. Staline fait voter une résolution dans le même sens par le Bureau politique le 4 juin. Mais les résolutions ne peuvent ni améliorer les transports ferroviaires, ni désengorger les rares routes, ni combler le manque de ciment, de fils de fer barbelés (massivement utilisés pour les camps !), ni même de bois.

Staline sait que l'armée et l'industrie d'armement en pleine réorganisation ne seront prêtes au mieux qu'en 1942 : les chaînes de construction des nouveaux bombardiers (SOU-2) et des nouveaux tanks (KV et T 34) commencent à fonctionner au début de 1941 seulement, et l'Armée rouge ne sera vraiment équipée avec ces nouveaux modèles qu'en 1942. Il sait enfin que l'ordre de mobilisation donné, trente ans plus tôt, par les divers pays, fin juillet 1914, a brutalement cristallisé tous les risques de conflit et contribué à transformer la tension en affrontement armé. Aussi tente-t-il d'éviter toute mesure susceptible de fournir un prétexte à Hitler pour déclencher la guerre. C'est là son erreur. Hitler n'a besoin d'aucun prétexte et pense que l'Angleterre, quoique invaincue, n'est pas une menace sérieuse à l'Ouest puisqu'en France la collaboration avec l'occupant s'épanouit sous le patronage du vainqueur de Verdun.

Le 23 mai, Staline discute près de trois heures avec Joukov et Timochenko sans parvenir à prendre aucune décision. Le 24 mai, Maïski informe Staline : certains ministres anglais veulent mettre à profit la présence de Hess pour sonder Hitler sur d'éventuelles conditions de paix. Le soir, Staline convoque au Kremlin le haut commandement de l'armée (Timochenko, Joukov, Kirponos, Pavlov, Vatoutine, l'amiral Kouznetsov, etc.). On discute pendant de longues heures, face aux « menaces croissantes d'agression de l'Allemagne », des mesures à prendre qui, pour éviter toute fuite, sont strictement limitées à l'état-major. Le corps des officiers est laissé dans l'ignorance totale des débats. Deux jours plus tard, Staline informe Joukov et Timochenko, convoqués au Bureau politique, que Schulenburg demande d'autoriser plusieurs groupes d'enquêteurs allemands à rechercher dans les secteurs frontaliers les tombes de soldats allemands inhumés lors de la Première Guerre mondiale. Le soupçonneux Staline exige simplement que ces recherches soient limitées aux lieux de sépul-

ture. Les deux gradés, stupéfaits, ne protestent pas, mais demandent l'autorisation d'intercepter les aviateurs allemands qui violent systématiquement l'espace aérien soviétique. Staline refuse en reprenant à son compte l'explication donnée par Schulenburg : ce sont des erreurs de pilotes mal entraînés<sup>23</sup>.

Staline, toujours soucieux de diviser les organes du pouvoir afin d'éviter toute collusion, tout regroupement menaçant son autorité sans partage, n'informe pas l'état-major de l'évolution politique internationale, dont le gouvernement, simple organe d'application, ne discute pas plus que des décisions militaires. Il impose sa conception de la guerre à venir, toujours la même : la Wehrmacht concentrera ses efforts sur l'Ukraine pour réaliser le rêve hitlérien d'une Grande Ukraine soumise au Reich, foncer sur le Caucase et mettre la main sur le pétrole de Bakou. Peut-être sa lecture des souvenirs de Ludendorff l'influence-t-il ? Ludendorff soulignait, en effet, qu'en 1917 le pétrole roumain avait permis aux Austro-Allemands de tenir et, rappelant l'invasion de l'Ukraine et de la Géorgie par la Reichswehr en 1918, insistait sur l'importance des ressources du Caucase. Staline concentre donc les forces de l'Armée rouge sur cet axe, dit front Sud-Ouest.

Il soupçonne tout le monde de double jeu et de désinformation : Hitler, Churchill, ses propres services de renseignements, et, englué dans la toile de ces soupçons entrecroisés, il finit par se neutraliser lui-même. Les services de renseignements et les ambassadeurs distillent au compte-gouttes les informations qu'ils reçoivent afin de ménager son irritabilité.

Début juin, Staline fait emprisonner l'ex-commissaire aux Armements, Vannikov, coupable de s'opposer à l'arrêt de la fabrication des chars à canons de gros calibre et des mortiers, dont Staline fait alors réorganiser les chaînes de montage, comme s'il avait tout son temps. Appliquant rigidement sa politique jusqu'au dernier moment, il écarte tous les avertissements sur l'imminence de l'invasion allemande. Cet entêtement se mue en aveuglement. Le 2 juin, Goglidzé, résident du NKVD à Kichinev, l'avertit que les officiers des troupes roumaines, concentrées près de la frontière, évoquent une offensive germano-roumaine contre l'URSS dès le 8 juin. Au même moment, Staline affirme à Timochenko : « Vous devez comprendre que l'Allemagne ne combattrà jamais toute seule contre la Russie<sup>24</sup>. »

Il valorise les informations qui lui confirment qu'Hitler bluffe et qu'il peut différer la date de l'agression, comme celle de Filitov, le représentant de Tass en Allemagne et chef-adjoint du réseau du NKVD à Berlin, qui, le 12 juin, lui télégraphie sa ferme conviction qu'«Hitler a manigancé un gigantesque bluff. Nous ne croyons pas que la guerre puisse commencer demain. Le processus va visiblement durer encore. Il est clair que les Allemands ont l'intention d'exercer sur nous une pression dans l'espoir d'obtenir les avantages nécessaires à Hitler pour continuer la guerre<sup>25</sup>», à savoir les matières premières que Staline lui fournit si obligeamment. Mais, pour le Führer, le meilleur moyen de les obtenir est de s'en emparer...

Toujours le 12 juin, le Bureau du Comité central du parti communiste de Biélorussie se réunit avec le général Pavlov, commandant du secteur militaire. On évoque une attaque allemande imminente. Le Premier secrétaire du PC de Biélorussie, Ponomarenko, transmet ses informations à Staline qui lui téléphone aussitôt et, pendant quarante minutes, lui lit une directive lui interdisant de céder à la provocation et de fournir un prétexte à une attaque allemande. Deux semaines plus tard, le 25 juin, Staline, pour effacer le fâcheux souvenir de cette longue leçon, téléphonera à Ponomarenko, déjà replié de la capitale Minsk sur Moghilev : «Nous savions que les Allemands se préparaient contre nous, mais nous ne savions pas quand ils allaient commencer la guerre et où ils allaient effectuer leur percée<sup>26</sup>.»

Le 13, Joukov et Timochenko demandent à Staline d'ordonner le déploiement des troupes près de la frontière. Staline refuse et les invite ironiquement à lire les journaux du lendemain. Un communiqué de l'agence Tass affirme que les relations germano-soviétiques sont tout à fait normales et justifie la concentration de divisions de la Wehrmacht sur la frontière : «On peut penser que le transfert des troupes allemandes vers les zones septentrionales et orientales de l'Allemagne durant cette dernière semaine a comme objet de mener à bien des tâches militaires dans les Balkans et que ces mouvements ont été dictés par des motifs étrangers aux relations germano-soviétiques<sup>27</sup>.» Si le «on peut penser» est dubitatif, pour des cadres militaires immunisés par les purges contre toute pensée ou initiative individuelle et formés à l'obéissance passive, cette hypothèse de la direction vaut certitude... Suite à ce communiqué soporifique, dont la presse allemande ne publiera pas une

ligne, nombre de commandants d'unités rentrent chez eux le soir et les soldats recommencent à se coucher en paix. Goebbels note dans son Journal une phrase de Hitler : « Le communiqué de Tass est l'expression de la peur. Staline commence à trembler devant les événements qui s'approchent<sup>28</sup>. »

Le soir du 14, Staline invite Joukov et Timochenko au Bureau politique. Les deux généraux arrivent leurs cartes sous le bras. Joukov insiste sur la nécessité de placer l'armée en état de préparation au combat. Staline, qui déambule dans la pièce, explose : « Quoi ! vous êtes venu nous faire peur en brandissant la guerre, ou bien vous voulez la guerre ? Vous n'avez pas assez de décorations et d'épaulettes ? » Joukov, confus, bafouille, se tait et s'assied. Timochenko prend le relais et affirme : si les troupes restent disposées en l'état, l'offensive allemande les enfoncera. Staline s'assied et ricane sèchement : « Timochenko veut nous disposer tous pour la guerre, il faudrait le fusiller », puis, se tournant vers les membres du Bureau politique, il ajoute : « Timochenko est en bonne santé, il a une grosse tête mais il a manifestement une petite cervelle [...]. Jamais l'Allemagne ne se lancera seule dans la guerre avec la Russie. » Il se lève, sort, rouvre la porte et lance : « Si vous irritez les Allemands à la frontière et mettez en mouvement les armées sans notre autorisation, alors les têtes voleront, pensez-y », et il referme la porte, plongeant les deux chefs militaires et le Bureau politique dans un silence consterné<sup>29</sup>. Toujours certain que l'Allemagne ne se battra pas sur deux fronts, il martèle le lendemain à Joukov et Timochenko : « Vous voulez décréter la mobilisation, mettre tout de suite les armées en mouvement vers les frontières occidentales ? Mais c'est la guerre ! Est-ce que vous comprenez ça, tous les deux, oui ou non<sup>30</sup> ? » Jdanov, d'accord avec lui et nullement inquiet, est parti prendre de paisibles vacances à Sotchi.

Le 16 juin, le chef de la première direction de la Sécurité d'État (le NKGB), Fitine, rédige un rapport fondé sur les renseignements fournis par ses deux agents à l'état-major de l'aviation et au ministère de l'Industrie à Berlin : les préparatifs de l'invasion allemande sont achevés ; l'attaque peut se produire à n'importe quel moment ; il donne même le nom des hauts fonctionnaires nazis chargés de l'administration économique des territoires occupés en URSS, dont ceux des régions de Moscou, Kiev et du Caucase. Merkoulov, le commissaire à la Sécurité

d'État, le transmet le lendemain à Staline, qui note rageusement sur le rapport : « Vous pouvez envoyer votre "source" de l'état-major de l'aviation allemande se faire foutre. Ce n'est pas une source mais un désinformateur. I. St.<sup>31</sup> » Le même jour, il convoque Fitine, l'interroge sur ses sources, puis lui déclare : « On ne peut croire en aucun Allemand à l'exception de Wilhelm Pieck. C'est clair ? – C'est clair, camarade Staline. – Allez, précisez tout cela, vérifiez encore une fois ces renseignements, et faites-moi un rapport<sup>32</sup>. » Fitine n'en aura pas le temps.

Même l'ambassadeur français à Moscou, Gaston Bergery, prévient l'ambassadeur soviétique en France, Bogomolov, que « l'Allemagne prépare la guerre contre l'URSS<sup>33</sup> ». Le 19 juin, l'officier SS de la Gestapo Willy Lehmann, agent du NKVD, nom de code Breitenbach, informe son agent-chef Jouravlev, conseiller de l'ambassade, que l'Allemagne attaquera l'URSS le 22 juin après trois heures du matin. Jouravlev informe le résident du NKVD, Koboulov, qui informe Dekanozov, autre proche de Beria. Celui-ci remet sa note à Staline le 21, mais accuse Dekanozov de semer la panique, le menace de le réduire en poussière et propose de le rappeler à Moscou<sup>34</sup>. Beria est-il aveugle au point de menacer l'un de ses proches, qui sera plus tard fusillé avec lui ? Sans doute pas, mais, en ces jours décisifs, l'entourage de Staline continue ses intrigues de cour orientale.

Le chef du service administratif du Conseil des commissaires du peuple, Tchadaïev, raconte un incident significatif, fin mai, après la réunion du Bureau du Conseil. Ce jour-là, il remet à Staline, pour signature, le relevé de décisions qu'il vient d'écrire au propre. Staline s'assied, s'empare du document et le lit. Soudain Beria s'approche de Tchadaïev, lui tend une grande coupe pleine à ras bord de cognac arménien et lui dit : « À la santé du camarade Staline, il faut vider le verre jusqu'au fond. » Tchadaïev rechigne : il ne peut pas boire tant et ne supporte pas les alcools forts. Toute l'assistance le regarde, Staline continue à lire. Beria insiste : « À la santé du camarade Staline ! » Tchadaïev reste immobile. Staline lève la tête et le fixe, les yeux plissés, sans dire un mot. Tchadaïev, affolé, s'empare de la coupe, et crie : « À votre santé, camarade Staline ! », la vide lentement, sous les regards attentifs des autres, qui suivent des yeux la disparition du liquide. Staline lève à nouveau les yeux sur Tchadaïev qui, rougissant, en sueur, la tête dans un étau, les jambes molles, le dos

ravagé de picotements de peur, saisit le procès-verbal signé, repart dans son bureau, où il s'effondre. Beria a montré à Staline sa dévotion...<sup>35</sup>

Le 20 juin, un agent de Bulgarie annonce l'attaque allemande pour le 21 ou le 22. Richard Sorge, agent soviétique infiltré à l'ambassade allemande au Japon, annonce l'offensive allemande pour le 22. Staline ricane : « Ce Sorge fréquente trop les maisons closes<sup>36</sup>. » Le 21 juin au matin, Dimitrov reçoit un télégramme de Chou En-laï : Tchang Kai-shek annonce l'invasion de l'URSS par l'Allemagne ce jour même<sup>37</sup>. Il déjeune avec Molotov qui lui déclare : La situation n'est pas claire.

Un seul dirigeant échappe à la paralysie que Staline impose à tous : l'amiral Kouznetsov, commissaire à la Marine, qui, dès le 19 juin, organise systématiquement le camouflage des bateaux et leur dispersion. Le 21 juin au soir, il place la flotte en état d'alerte par une directive n° 1 et téléphone son avertissement aux commandants de la flotte du Nord, de la Baltique et de Sébastopol. La marine soviétique, à laquelle Staline s'intéresse peu, sera ainsi la seule arme capable d'éviter le désastre au début de l'invasion. Au lendemain de la guerre, Staline fera payer à l'amiral cet esprit d'initiative trop efficace...

Ce 21 juin, Staline arrive au Kremlin à 18 h 30 et y reçoit Molotov, rejoint par Beria, Vorochilov, Voznessenski, Malenkov, Kouznetsov et Timochenko une demi-heure plus tard. On l'informe qu'un déserteur allemand a annoncé l'attaque pour le lendemain matin. C'est un provocateur, tranche Staline. Timochenko propose d'accélérer le mouvement des forces soviétiques vers la frontière : « Il est prématuré de publier la directive, rétorque Staline, car il est peut-être encore possible de résoudre le problème par des moyens pacifiques<sup>38</sup>. » Joukov arrive, peu avant 9 heures, et propose d'adresser aux commandants des trois armées concernées des instructions à mettre en œuvre à partir de 2 h 30 du matin, que Staline cautionne ; elles annoncent une attaque allemande possible mais précisent, conformément à l'obsession de Staline, qu'elle « peut être précédée par une action provocatrice » aux formes indéterminées. Comment y répondre ? La directive se contente d'affirmer : « Nos forces ont pour tâche d'éviter tout type d'action provocatrice qui pourrait avoir pour conséquence des complications graves<sup>39</sup>. » Elle invite aussi – un peu tard – à disperser et camoufler soigneusement tous les avions stationnés

sur les aérodromes avant l'aube du 22 juin 1941, afin d'éviter leur destruction massive.

Le général Kirponos informe Staline qu'un second déserteur a annoncé aux gardes-frontières soviétiques l'attaque allemande pour quatre heures du matin. Staline le prend encore pour un provocateur et part se coucher à sa datcha. Le chef des services de renseignements extérieurs, Fitine, se rend aussi à sa datcha. Le commissaire à la Sécurité, Merkoulov, n'est pas à son poste...

A-t-il vraiment voulu croire jusqu'au bout qu'Hitler n'attaquerait pas avant 1942 ? L'amiral Kouznetsov l'affirme : « Staline a mené la préparation à la guerre [...] en se fondant sur les délais lointains qu'il avait lui-même fixés<sup>40</sup>. » Joukov confirme : « Jusqu'au début de l'agression de l'Union soviétique, l'espoir de différer la guerre n'a pas abandonné Staline<sup>41</sup> », jusqu'au bout persuadé qu'Hitler répéterait le scénario de la guerre de 1914, à savoir qu'il présenterait un ultimatum à discuter et qu'il serait temps alors de décider ce que l'on devrait faire. D'où sa peur panique des « provocations » qui permettraient à Hitler d'attaquer sans délai. Cinq jours après l'invasion, Molotov, en écho à Staline, expliquera à Stafford Cripps que le gouvernement soviétique ne s'attendait nullement à ce que « la guerre commence sans discussion préalable ou sans ultimatum<sup>42</sup> ». Hitler n'a pas respecté les règles du jeu. Staline, l'empereur du soupçon, s'est laissé rouler avec une incroyable naïveté.

Les conséquences de cette tactique sont tragiques. Bien que l'Armée rouge compte 186 divisions (sans compter les gardes-frontières et les troupes spéciales du NKVD) et l'armée allemande 153 seulement, cette dernière aligne, sur les trois axes que le Führer a choisis, 4,4 millions d'hommes bien préparés et bien encadrés. Face à elle, l'Armée rouge ne regroupe le long de la frontière occidentale que 3 millions d'hommes mal préparés et mal encadrés. À la veille de l'assaut, l'Armée rouge dispose d'un armement supérieur : si le nombre de canons et de mortiers est identique dans les deux armées (39 000), elle aligne plus de 9 000 avions contre 4 400 pour la Luftwaffe, 11 000 tanks contre 4 000 panzers allemands. Si les avions allemands sont supérieurs et la formation de leurs pilotes bien meilleure, les tanks soviétiques valent les tanks allemands. Mais de cette supériorité matérielle, il ne restera rien au bout de trois jours de guerre, du fait de l'impréparation au conflit.

Le résultat du choc est inévitable. Henry Kissinger affirme :

« Dans la direction des affaires internationales, Staline était le réaliste par excellence, patient, perspicace et implacable, c'était le Richelieu de son époque<sup>43</sup>. » Sa conduite hésitante et son incapacité à prendre une décision claire et nette en 1940-1941 débouchent sur une catastrophe qui ne justifie guère ces éloges.



## CHAPITRE XXVI

### La débâcle

Dans la nuit du 21 au 22 juin, à une heure du matin, Vorochilov téléphone au général Pavlov, qui commande le front occidental, et lui demande : « Alors comment ça va chez vous ? C'est tranquille ? » Pavlov l'informe de vastes mouvements de troupes allemandes. Timochenko lui transmet les consignes de Staline : « Calmez-vous et ne paniquez pas. Réunissez à tout hasard votre état-major demain matin, peut-être qu'il se passera quelque chose de désagréable, mais veillez à ne pas vous laisser aller à la moindre provocation, et en cas de provocations isolées, téléphonez<sup>1</sup>. » Pavlov paiera de sa vie son obéissance à ces ordres.

Deux heures et demie plus tard, la Luftwaffe bombarde les villes et les aérodromes de Biélorussie et de Lituanie, d'où les avions soviétiques, dépourvus d'appareillage de vol de nuit, ne peuvent décoller. Alerté, Joukov téléphone au Kremlin. Le général Vlassik, chef de la garde personnelle de Staline, décroche et répond : « Staline dort », puis, abasourdi, réveille son maître. Trois minutes plus tard, Staline prend l'appareil. Joukov lui explique la situation. Staline reste muet. Joukov n'entend que son souffle lourd : « Vous avez compris<sup>2</sup> ? » demande-t-il. À nouveau, le silence. Il demande des instructions. Staline le convoque, avec Timochenko, au Kremlin où il réunit le Bureau politique. À quatre heures et demie du matin, les deux chefs militaires y trouvent Staline, blême, assis derrière son bureau, tournant entre ses doigts sa pipe vide. Joukov lui expose la situation ; il demande

s'il ne s'agit pas d'«une provocation des généraux allemands». Joukov objecte : ils bombardent nos villes. Staline insiste : «S'il faut organiser une provocation, les généraux allemands bombarderont même leurs propres villes... Hitler, manifestement, ne sait rien de cela.» Il enjoint à Molotov de téléphoner à l'ambassade d'Allemagne. Joukov et Timochenko veulent ordonner aux troupes soviétiques de répondre à l'ennemi : «Attendons le retour de Molotov<sup>3</sup>», répond Staline.

Molotov reçoit Schulenburg à 5 h 30 ; dans une tentative dérisoire pour arrêter l'offensive de la Wehrmacht, il plaide qu'aucune concentration particulière de troupes de l'Armée rouge n'a été effectuée sur la frontière avec l'Allemagne. Et d'ailleurs, le gouvernement allemand n'a jamais présenté aucune réclamation au gouvernement soviétique. Schulenburg exprime son abattement devant l'action de son propre gouvernement, contraint, dit-il, de prendre des mesures militaires en réponse à la concentration des troupes soviétiques. Cette notification verbale, supplie Molotov, n'est pas une déclaration de guerre officielle ! Schulenburg dissipe cet ultime espoir : la guerre a commencé.

Lorsque Molotov revient l'annoncer, Staline, que Mikoïan, arrivé sur ces entrefaites, trouve accablé et ébranlé, répète plusieurs fois : «Cette canaille de Ribbentrop m'a trompé<sup>4</sup>», puis il se résout à passer aux actes. Bien que président du Conseil des commissaires du peuple, il n'appose pourtant son nom au bas d'aucune des trois décisions prises alors en toute hâte : le décret instaurant des tribunaux militaires, signé Kalinine et Gorkine, la proclamation de la loi martiale dans les camps, signée Beria, et la directive aux armées signée de Timochenko, Joukov et Malenkov : cette dernière ordonne aux troupes soviétiques d'«attaquer de toutes leurs forces les armées ennemies et de les anéantir là où elles ont franchi les frontières soviétiques», mais «de ne pas franchir la frontière allemande», et invite l'aviation soviétique, pilonnée, à «porter ses coups à l'intérieur du territoire allemand sur une distance de 100 à 150 kilomètres» ainsi qu'à «bombarder Königsberg et Memel<sup>5</sup>». Staline laisse la responsabilité de ce coup de bluff aux autres. Joukov a peine à le comprendre. «Il espérait manifestement encore éviter la guerre<sup>6</sup>», écrira-t-il. Paralysé par l'attaque de la Wehrmacht, Staline croit-il vraiment que sa passivité pourrait faire reculer Hitler ? S'acharne-t-il à poursuivre, au-delà du rationnel, la politique qu'il mène depuis deux

ans et dont il voudrait nier l'échec ? Celui que Pilniak appelait « l'homme au dos raide » n'a jamais su réagir rapidement à un changement brutal de situation. Cette raideur est celle de l'appareil tout entier qu'il incarne : le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique à Paris, Ivanov, l'expérimente à ses dépens. Rappelé à Moscou en décembre 1940, il est arrêté peu après pour « activités antiallemandes ». Ce crime, lors de son procès, en septembre 1941, lui vaut cinq ans de Goulag.

Au Kremlin, les civils et les militaires réunis proposent à Staline de s'adresser au peuple par la radio : « Je n'ai rien à dire au peuple, grommelle-t-il. Que Molotov prenne la parole<sup>7</sup> ! » Comment ? s'exclame l'entourage, le peuple ne comprendra pas pourquoi, à un moment aussi grave, le chef de l'État et du Parti ne s'adresse pas au peuple pour l'inviter à se dresser face à l'envahisseur ! Rien n'y fait. Staline se dérobe. Dimitrov, arrivé au Kremlin à sept heures du matin, le trouve placide, ferme, sûr de lui, bien qu'il se contente de lui déclarer : « Ils nous ont attaqués, sans nous présenter aucune réclamation, sans chercher aucune négociation, ils nous ont attaqués lâchement comme des bandits<sup>8</sup>. » Il énumère les villes bombardées, et l'informe que la Roumanie et la Finlande se joignent à l'Allemagne. C'est le calme de l'abattement. Nul ne pense à organiser des manifestations populaires patriotiques.

Lorsqu'en 1947 Staline recevra les épreuves de sa biographie autorisée, il en corrigera avec un soin tout particulier le chapitre onze consacré à la guerre, qui accueillera un quart de ses 300 amendements. Les auteurs avaient, de façon rituelle, présenté le début de la guerre comme une « une agression perfide contre l'Union soviétique ». Staline précisera : « L'Allemagne viola grossièrement le pacte de non-agression » et qualifiera l'attaque d'« inattendue<sup>9</sup> ». Nul ne pouvant la prévoir, la sagesse du Chef reste intacte...

La guerre le plonge dans une situation totalement nouvelle. Absorbé depuis vingt ans dans les intrigues d'appareil, il s'est habitué à préparer minutieusement et lentement ses coups, à engluier ses adversaires dans un tissu serré de manœuvres et de provocations qui exigent de la patience, de la ruse et du temps. Le voici soudain confronté par surprise à une *Blitzkrieg* qui exige des réactions rapides, voire immédiates. L'expérience de la guerre civile, de ses coups de main, de ses raids de cavalerie, de

ses soulèvements de paysans armés de fourches, de haches et de fusils, ne lui sert à rien. Pendant des mois, il est éperdu, constamment en retard sur les événements, et compense ce décalage permanent par des éclats de rage furieuse, des décisions absurdes et des mesures brutales.

Staline réagit à la guerre et aux premières défaites en accumulant les mesures de police : une vague de condamnations à mort et d'exécutions décime les prisons dès les premières semaines de la guerre. Après la proclamation de la loi martiale dans les camps pour les détenus et les gardes, un décret suspend la libération des détenus libérables, les maintient au Goulag *sine die*, et interdit de relâcher avant la fin de la guerre tout condamné politique. La crainte secoue son appareil. Les commandants de camp épurent le personnel et la garde de leurs éléments jugés incertains, arrêtent des détenus accusés de menées antisoviétiques, commandent en urgence du fil de fer barbelé, suppriment toute correspondance, forment des groupes spéciaux mobiles équipés de mitrailleuses.

Faute de pouvoir arrêter l'offensive allemande, Staline fait arrêter, le 24 juin, le vice-commissaire à la Défense, Meretzkov, accusé d'avoir monté un complot pour « livrer bataille à Staline ». Le NKVD inclut dans ce complot une quarantaine d'autres chefs militaires arrêtés à la veille ou au lendemain de l'invasion : Vannikov, commissaire aux Armements, le lieutenant général d'aviation Smouchkievitch, adjoint du chef de l'état-major général, le colonel général Stern, chef de la Direction des forces antiaériennes, le lieutenant général d'aviation Rytchagov, vice-commissaire à la Défense, le colonel-général Loktionov, autre vice-commissaire à la Défense et commandant du district militaire de la Baltique, Savtchenko, le chef-adjoint de la Direction principale de l'artillerie, Sklizkov, chef de section de cette direction, le lieutenant général Arjenoukhine, chef de l'Académie militaire de l'aviation, Sakrier, chef-adjoint de la Direction des armements des forces armées aériennes, etc. Trois de ces gradés sont membres du Comité central, cinq députés au Soviet suprême, deux se sont couverts de gloire en Espagne (Stern et Smouchkievitch, ce dernier décoré de l'ordre des Héros de l'Union soviétique pour ses exploits). Certains d'entre eux avaient succédé aux gradés liquidés en 1937-1938.

Staline pourtant appréciait Smouchkievitch, qu'il jugeait « direct, courageux et compétent <sup>10</sup> » ; il avait promu le jeune Ryt-

chagov à ses côtés à la tête des forces aériennes. Mais, tout au long de l'année 1940 et au printemps 1941, Staline a été alerté sur les graves insuffisances du moteur M-63 dont sont équipés la plupart des chasseurs soviétiques. Son fils Vassili, pilote de chasse, lui a déclaré : « Ce moteur n'est pas fait pour des chasseurs. » Mais rien n'a changé. Indolence, incompétence, indifférence ? Peut-être. L'idée du « complot », en tout cas, résume, simplifie et diabolise ces trois griefs. Staline fera vite libérer une quinzaine d'accusés (Meretzkov, Vannikov en particulier), mais les vingt-cinq autres, dont Stern, Smouchkievitch, Rytchagov, seront fusillés, sans jugement, le 28 octobre.

Ces mesures d'ordre intérieur ne freinent pas la *Blitzkrieg* allemande. Les 153 divisions d'Allemands ou de leurs alliés qui ont pénétré en Union soviétique ont enfoncé le rideau des 186 divisions soviétiques alignées sur une frontière terrestre de 3 400 kilomètres, et qui rassemblent 1 400 000 hommes de moins. L'aviation allemande a pilonné les avions soviétiques au sol ou lors de leur envol tardif. Le 22 juin, elle en a détruit 738 sur le seul front Ouest. Le soir, le commandant de l'aviation soviétique du front, Koniets, un ancien d'Espagne, informé de ce carnage, se suicide.

La passivité manifestée par Staline pendant les premières heures de l'offensive se traduit aux échelons inférieurs par un désarroi profond. La rupture à peu près totale des liaisons avec les unités du front, dont la plupart n'ont pas ou plus ni téléphone ni liaison radio, que nombre d'officiers ne savent d'ailleurs pas utiliser, aggrave la démoralisation générale. Deux jours après l'invasion, les commandants de front n'ont pas de liaison régulière avec les commandants d'armée. Les divisions et les corps d'armée se battent, isolés les uns des autres, au cœur d'une gigantesque pagaille. Une femme décrit, dans une lettre à Kalinine, la situation dans son secteur : « Des milliers de mobilisés [...] vont de place en place. Ils ne connaissent pas leur destination. [...]. Ils n'ont pas d'uniforme. 20 % d'entre eux vont pieds nus. Ils n'ont pas d'arme. » Elle ajoute : « La discipline est mauvaise. » Dans ces conditions, le contraire serait étonnant. Elle ajoute, sarcastique : « Il y avait beaucoup de candidats pour nous diriger mais, pour nous défendre, personne...<sup>11</sup> »

Le commissaire à la Défense, Timochenko, ne peut prendre aucune mesure, même mineure, sans l'accord de Staline, dont la

volonté de tout contrôler et régenter entrave les prises de décision rapides indispensables ; les lenteurs du sommet engendrent une paralysie totale en dessous. Ainsi, l'amiral Oktiabrski répond au général Rybalko, qui l'informe que l'aviation allemande arrive sur Sébastopol : « Si un seul de nos avions prend l'air, vous serez fusillé demain matin <sup>12</sup>. » Dans la matinée du 22, Timochenko téléphone au général Boldine sur le front : « Staline a interdit de faire donner l'artillerie contre les Allemands <sup>13</sup>. » Ce 2 à midi quinze, Molotov, renonçant à user du mot « camarades », harangue à la radio les « citoyens et citoyennes » soviétiques.

Staline se reprend un moment. Le premier abatement passé, il travaille avec énergie, mais en manifestant une extrême nervosité. Le journal de ses secrétaires témoigne d'une activité fébrile dans les heures qui suivent l'attaque allemande : le 22 juin, il a 29 entretiens avec ses collaborateurs ; jusqu'à la fin du mois, il rencontrera ainsi une trentaine de collaborateurs, presque tous les jours. Ce rythme reprend à dater du 1<sup>er</sup> juillet. Mais il s'agit d'une activité fébrile et peu constructive. Tchadaev, qui lui fait signer les documents du gouvernement, remarque ses traits tirés, ses joues creusées, son visage blême, et sa diction trébuchante, parfois entrecoupée de spasmes.

Fidèle à sa politique du temps de paix, sa direction des opérations, fondée sur des effets de propagande fallacieux, est, jusqu'à Stalingrad, marquée par un irréalisme qui va coûter à l'Armée rouge des millions de morts et des millions de prisonniers. Le 23 juin, il fait signer par le chef de l'état-major la directive n° 3, modèle de bluff suicidaire, qui prévoit une contre-attaque soviétique généralisée pour anéantir l'ennemi et pénétrer sur son territoire ! Une telle directive ne pouvait qu'aggraver le désarroi de commandants d'unité livrés à eux-mêmes. Le Grand Quartier général, présidé par Timochenko, est constitué ce même jour. Staline, prudent, forme dès le 24 juin un comité d'évacuation chargé de transférer vers l'est les entreprises de la région frontalière et de Leningrad. Le même jour, Roosevelt fait débloquer les avoirs russes gelés dans les banques américaines depuis 1917.

Pendant ce temps, la Wehrmacht s'enfonce au pas de charge sur les trois fronts. Sur l'axe central vers Moscou, c'est la débâcle. Pourtant, l'Armée rouge, dont les effectifs sont légèrement supérieurs à ceux de la Wehrmacht (678 000 hommes contre 635 000), si elle est handicapée par une certaine infériorité en

mortiers, canons et avions, dispose, au début, de deux fois et demie plus de chars que la Wehrmacht (2 189... contre 810), mais les divisions blindées allemandes, plus mobiles, manœuvrent comme à la parade.

L'été 1941 est torride. Au milieu des marais asséchés, les forêts de Biélorussie et les villages bombardés s'enflamment, les troupes soviétiques, privées de couverture aérienne, pilonnées par l'artillerie et l'aviation allemandes, mitraillées par ses détachements motorisés, pourchassées par ses chars, sans nourriture, sans eau, sans liaison avec leur état-major, reculent, éperdues, dans des nuages de fumée, de poussière et de feu, sous un soleil de plomb. Des dizaines de milliers de prisonniers sont entassés à ciel ouvert ou dans des baraquements où ils meurent chaque jour, par centaines, d'épuisement, de faim, de soif, d'épidémies.

Sur le front Nord-Ouest, la Wehrmacht aligne des forces deux fois supérieures à celles de l'Armée rouge (655 000 hommes contre 380 000); elle dispose à peu près du même nombre de tanks et d'avions, mais possède une nette supériorité en armement lourd (7 673 mortiers et canons contre 4 938). Elle bouscule l'Armée rouge, progresse de 60 kilomètres dans la seule journée du 22 juin. Au premier choc, les divisions lituaniennes abattent leurs officiers soviétiques et tournent les talons ou se rallient à la Wehrmacht. Les troupes soviétiques errent bientôt à l'aveuglette, sans liaisons, puis bientôt privées de munitions, au point qu'une instruction spéciale du 5 juillet, signée par le général Vatoutine, recommande aux soldats antichars, «une fois épuisées les grenades et les bouteilles emplies de mélange inflammable, de préparer des pains d'argile boueuse qu'ils jetteront dans les ouvertures des blindés<sup>14</sup>». Mais les pains d'argile boueuse ne freinent guère l'avancée des panzers. La Wehrmacht occupe Vilnius et Kaunas le 24 juin, à la même date que Napoléon cent trente ans plus tôt. Les pays baltes tombent en quinze jours, le 28 juin les Allemands sont déjà à Minsk, le 8 juillet ils occupent Berditchev, le 11 Vitebsk, le 16 ils entrent dans les faubourgs de Smolensk et à Kichinev. En six semaines, la Wehrmacht a fait plus de 700 000 prisonniers.

La même tragédie se répète sur le front Sud-Ouest (Ukraine et Moldavie), bien que l'Armée rouge dispose là de 200 000 soldats de plus que la Wehrmacht (957 000 contre 730 000), de six fois plus de tanks (4 783 contre 799!), de deux fois plus d'avions

(1 759 contre 772), et même de 3 000 mortiers et canons de plus ! Le GQG, c'est-à-dire Staline, donne l'ordre au commandant du front, Kirponos, de passer à l'offensive pour s'emparer de la ville de Lublin, à 120 kilomètres de la frontière, d'ici au 24 juin, ce qui demanderait une avancée de l'Armée rouge de 60 kilomètres par jour... Le chef d'état-major du front juge cette directive irréaliste et propose de se replier légèrement sur l'ancienne ligne fortifiée de défense. Kirponos, effrayé à l'idée de transmettre cette proposition à Staline, lui répond : « Un ordre est un ordre <sup>15</sup>. » Et l'Armée rouge prend l'offensive, mais à reculons, balayée par les divisions de von Kleist. À la vue des chars allemands fonçant en rangs serrés, la panique s'empare des troupes soviétiques, qui détalent, abandonnant sur le terrain canons et automitrailleuses. Les fuyards contournent par les champs les détachements spéciaux de barrage mis en place pour les arrêter.

Khrouchtchev, alors à Kiev, a donné une version accablante du comportement de Staline au lendemain des premiers désastres. « Il pensa que c'était la fin [...]. Après cela, il ne dirigea pas effectivement – et pendant longtemps – les opérations militaires et cessa de faire quoi que ce soit. Il ne reprit la direction active qu'après avoir reçu la visite de certains membres du Bureau politique <sup>16</sup>. » Si son récit est exagéré, il renvoie tout de même à une réalité : la chute de Minsk, la capitale de la Biélorussie, tombée sans combat le 28, donne à la débandade de l'Armée rouge l'allure d'une déroute complète et cristallise toutes ses craintes. Le soir même du 29, Staline signe une directive à toutes les organisations du Parti et des soviets des provinces frontalières sur la base d'un projet rédigé par Molotov, Chtcherbakov et Mikoïan, et qu'il a largement corrigé. Dans cette lettre furieuse, il dresse la liste (impressionnante) des territoires déjà occupés par les Allemands, dénonce la menace mortelle qu'ils font peser sur l'URSS, son système et ses richesses, puis fustige la mollesse de « certaines organisations [...] et de leurs dirigeants qui n'ont toujours pas saisi la signification de cette menace, vivent dans une atmosphère paisible et débonnaire et ne comprennent pas [...] que notre Patrie est en grand danger <sup>17</sup> ». Il faut tout réorganiser rapidement sur le mode guerrier. Les responsables sont toujours les autres, les cadres et les militants qu'il faut fouetter, menacer, punir...

Ce 29 au soir, Staline, Molotov, Malenkov, Beria et Mikoïan attendent en vain au Kremlin des nouvelles des armées du front



Ouest, avec qui les liaisons sont rompues. Staline téléphone à Timochenko, incapable de lui donner le moindre renseignement précis. Furieux, il emmène ses quatre collaborateurs au commissariat à la Défense, y insulte Timochenko, Joukov et leurs adjoints, puis craque et murmure : « Lénine nous avait laissé un grand héritage, et nous, ses héritiers, nous avons bousillé tout ça », et part, seul, se terrer dans sa villa de Kountsevo. « Tout lien avec lui était rompu <sup>18</sup> », écrit Mikoïan. Ses lieutenants téléphonent à la datcha ; les domestiques font savoir qu'il n'est pas malade, mais refuse de répondre au téléphone.

Or, en son absence, rien ne peut se décider. Le lendemain, Beria propose de constituer un Comité d'État à la défense concentrant tous les pouvoirs pour régler tous les problèmes. Molotov propose d'aller voir Staline en précisant : « Il est dans un tel état de prostration qu'il ne s'intéresse à rien, qu'il a perdu l'initiative, se trouve dans un triste état, ne répond pas au téléphone <sup>19</sup>. » Les six membres du Bureau politique (Molotov, Mikoïan, Malenkov, Vorochilov, Beria et Voznessenski) débarquent chez lui et le trouvent en effet prostré, affalé dans un fauteuil de la petite salle à manger. Quand il voit entrer les six hommes, il se pétrifie, il enfonce la tête dans les épaules, ses yeux expriment l'effroi. « Il avait conclu manifestement, dit Mikoïan, que nous étions venus l'arrêter. » C'est le sort que lui auraient réservé des hommes indépendants du système qu'il avait fondé, mais il a, heureusement pour lui, façonné des serviteurs. Il les regarde et, d'une voix sourde, leur demande : « Pourquoi êtes-vous venus <sup>20</sup> ? » L'idée de proclamer un Comité d'État à la défense le ragaillardit. Le 30 juin 1941, cet organisme, présidé par lui, composé, outre lui, de Molotov, Vorochilov, Malenkov et Beria, est officiellement proclamé.

Les fruits du système qu'il a formé sont amers. Il n'arrive guère à savoir ce qui se passe réellement sur le front. Formés pendant la Terreur à se protéger par le mensonge, les officiers ont d'abord le souci d'échapper à sa colère. Du sergent au général, tout le monde dissimule et ment pour éviter le châtimement. Ainsi, un rapport envoyé à Staline au début de juillet présente des pertes allemandes trois fois supérieures aux pertes soviétiques (1 664 avions allemands abattus contre 889 avions soviétiques, 2 625 tanks allemands anéantis contre 901 tanks soviétiques !). Ce mensonge, dont Staline lui-même a instauré le règne, se retourne contre lui.

Sa paralysie initiale se répercute du haut en bas de l'appareil du Parti, du gouvernement et de l'armée, qui semble frappé de stupeur. L'amiral Kouznetsov, l'un des seuls à échapper à cette inertie, en décrit les formes et en analyse les raisons : « Staline décidait ; il ne restait aux autres qu'à appliquer ses décisions. Aussi les gens perdaient-ils l'habitude de l'initiative et apprenaient-ils à attendre les indications venues d'en haut pour les exécuter sans réfléchir. » Staline étant paralysé, « son état d'esprit se transmet à son entourage, incapable de prendre en main les leviers de direction. Ils n'avaient pas appris à agir indépendamment, ils ne savaient qu'exécuter les volontés de Staline, leur supérieur. Telle fut la tragédie de ces instants<sup>21</sup> ». L'appareil militaire exécute la décision qu'il vient de recevoir et attend la suivante ; son activité s'apparente donc à une succession d'à-coups. En ces premiers jours de guerre, les conséquences en sont catastrophiques.

Incapable de dominer sa nervosité, pendant les premières semaines de la guerre, il ballotte les divisions d'un bout à l'autre du front en vertu de décisions prises au coup par coup et accable les commandants de front de directives inapplicables. Un souci l'obsède d'emblée : trouver les boucs émissaires de la déroute initiale, qui stupéfie la population. Le 30 juin, il envoie cinq maréchaux (Chapochnikov, Koulik, Vorochilov, Boudionny et Timochenko lui-même) sur le front Ouest, commandé par le général Pavlov, et nomme au Conseil militaire du front Mekhlis, le spécialiste de la chasse aux « traîtres ». Si les défaites sont dues à des agents de l'ennemi, Staline gagne sur tous les tableaux : il n'en est pas responsable et la répression de 1937-1938 apparaît à la fois justifiée et inachevée. Le 1<sup>er</sup> juillet, il démissionne Pavlov, le convoque à Moscou, le remplace par Timochenko, puis le renvoie sur le front.

Il attend le 3 juillet pour prononcer à la radio un discours, resté célèbre en raison de l'appel aux « camarades, citoyens, frères et sœurs, combattants de notre armée et de notre flotte » par lequel il commence. Nerveux, il s'arrête parfois pour boire de l'eau. Sa voix basse et rauque ponctue les mots qu'il égrène d'un souffle lourd. Il justifie le pacte germano-soviétique qui a donné à l'URSS la paix pendant un an et demi et la possibilité de préparer la riposte à l'attaque éventuelle de l'Allemagne. Il ment sans retenue en prétendant que « les meilleures divisions de l'ennemi et les

meilleures unités de son aviation ont été défaites et ont trouvé la mort [...]. Les meilleures divisions de l'armée fasciste allemande ont été battues par notre Armée rouge». Démentant involontairement ces propos, il invite les populations à ne rien laisser aux envahisseurs en cas de retraite forcée de l'Armée rouge : il faut tout emporter et détruire ce qui ne peut être évacué, et, en premier lieu, le blé et le carburant. Dans les régions occupées, il faut former des détachements de partisans et de saboteurs, organiser la guérilla, faire sauter les ponts et les routes, saboter les liaisons téléphoniques et télégraphiques, incendier les forêts, les dépôts, les convois. Ignorant sa nature véritable, il accuse le nazisme de seulement vouloir «restaurer le tsarisme<sup>22</sup>» en Russie. Il le répétera, le 6 novembre, après quatre mois et demi de massacres des populations civiles, de chasse aux communistes et aux juifs : «Fondamentalement, le régime hitlérien est une copie du régime réactionnaire de la Russie des tsars<sup>23</sup>.»

Une pieuse tradition veut que ce discours ait remué les foules. Constantin Simonov, dans *Les Vivants et les Morts*, insiste sur la densité dramatique de sa voix assourdie, au rythme régulier, qui bouleverse les blessés d'un hôpital. Le fils de Lominadzé, Sergo, en a gardé un tout autre souvenir : «Il n'y avait aucune vibration métallique dans sa voix et son discours commença par des sanglots étouffés (ou des "spasmes"), et je me rappelle encore un incompréhensible martèlement des pieds et le glouglou de l'eau qu'il buvait<sup>24</sup>.» La cousine de Pasternak, à Leningrad, a conservé une impression plus négative encore : «Le discours de Staline à la radio suscita une nouvelle vague de haine. Tout le monde disait qu'il avait semé la panique, tous avaient entendu ses dents s'entrechoquer lorsqu'il buvait de l'eau et reprenait son souffle [...]. Staline était si impopulaire que son nom disparut alors de l'usage<sup>25</sup>.» Son discours ne put guère être entendu que sur les places publiques ou dans les cours d'usines équipées de haut-parleurs. Le 1<sup>er</sup> juillet, par peur de la propagande ennemie, le NKVD avait, en effet, exigé que tous les citoyens lui remettent leurs postes de radio, dont la détention était devenue passible de trahison, et avait commencé à les rafler. L'espionnite de Staline se retournait ainsi contre lui-même...

Le 6 juillet, Mekhlis, dans un message à Staline adopté par le Conseil militaire, affirme : l'enquête a «établi l'activité de trahison» du chef d'état-major du front, Klimovskikh, du comman-

dant des forces aériennes du front, Taiurski, du chef de l'artillerie du front, Klitch, du commandant des liaisons du front, Grigoriev, du commandant de la IV<sup>e</sup> armée, en pleine débandade, Korobkov, du commandant de la 9<sup>e</sup> division aérienne, Tchernykh, du commandant de la 42<sup>e</sup> division d'infanterie Lazarenko, du commandant du 14<sup>e</sup> corps de blindés, Obotine, tous responsables de la déroute. Par retour, Staline félicite le Conseil militaire : « Le GQG approuve votre décision d'arrêter Klimovskikh, Obotine, Taiourski et les autres, et salue ces mesures comme l'un des moyens sûrs d'assainissement du front<sup>26</sup>. » Il fait passer ces hommes en jugement avec Pavlov, Grigoriev et Korobkov.

Les enquêteurs accusent Pavlov d'avoir appartenu, avec Meretzkov et Stern (qu'il a rencontrés en Espagne en 1937), au prétendu complot monté par Toukhatchevski et Ouborevitch depuis 1934. Pavlov craque, avoue, puis revient sur ses aveux. Le complot ne figure pas dans le jugement. Mais le NKVD charge Pavlov de toutes les erreurs de Staline et de l'état-major. Pavlov s'accuse : « Au lieu de disposer toutes mes troupes en position de départ dès la fin mai, [...], j'ai attendu les directives de l'état-major, perdu du temps, puis j'ai fait traîner la concentration des troupes, si bien que la guerre a surpris une bonne moitié des troupes en plein déploiement vers leurs positions de départ<sup>27</sup>. » Pavlov est donc coupable de ne pas avoir désobéi aux instructions formelles de l'état-major dictées par Staline.

Au moment d'entendre le verdict, le 22 juillet, il revient à moitié sur cet aveu. Il affirme, certes : « Je me reconnais coupable d'avoir interprété à ma manière la directive de l'état-major et de ne pas avoir mobilisé l'armée plus tôt, c'est-à-dire avant l'attaque ennemie. » Mais dans ses affirmations, il introduit une accusation à peine voilée : « Je savais que l'ennemi allait attaquer, mais, de Moscou, on m'a assuré que tout était en ordre et on m'a ordonné de me tenir tranquille et de ne pas paniquer. Je ne peux donner le nom de celui qui m'a dit cela<sup>28</sup>. » En désignant ainsi les vrais coupables, Pavlov donne aux juges une seconde raison de le condamner à mort : il en sait trop sur les vrais fauteurs de défaite.

Staline abandonne l'accusation de complot et de trahison, trop inquiétante en pleine guerre ; il préfère terroriser les généraux en poste en les accusant de lâcheté et d'incompétence. Mais tout au long de la guerre il continuera à envoyer Mekhlis aux basques

des généraux. Ce dernier arpentera ainsi quatorze fronts, semant partout la crainte, la suspicion, le désordre, car il est l'envoyé personnel de Staline, ses yeux et ses oreilles, et, même quand il ne la cautionne pas, son hystérie délatrice plaît au Guide. Avec Mekhlis, nul n'est à l'abri, alors qu'un Malenkov, bon et fidèle exécutant, ne prend jamais l'initiative de harceler les généraux ; pour qu'il sévisse, il faut lui-même le harceler !

La condamnation à mort des quatre généraux du front Ouest, non révélée au public, est connue de tous les gradés. Staline ne vise pas lui-même les documents du tribunal, qui portent les seules signatures de Molotov et de Malenkov. Lesdits généraux, accusés de « lâcheté, inaction et esprit de panique<sup>29</sup> », sont fusillés le 22 juillet. Après les saboteurs mythiques qui expiaient les bégaiements de l'industrialisation stalinienne accélérée, des lâches aussi mythiques expliquent et expient les faux pas de Staline. Pavlov n'est que le plus connu d'une longue liste de généraux exécutés sur son ordre. En juillet, Staline fait fusiller le major général Galaktionov, commandant la 30<sup>e</sup> division d'infanterie de la IX<sup>e</sup> armée du front Sud et le lieutenant général Klitch, chef de l'artillerie du front Ouest. Aucun plan de transport des troupes de réserve n'a été établi avant le 22 juin, et le chaos règne sur les lignes de chemin de fer surchargées ; des régiments entiers traînent des jours durant sur les voies encombrées ou sur des voies de garage dans la canicule. Staline et Kaganovitch, le commissaire aux Transports ferroviaires, accusent de trahison le chef de la Direction des communications militaires de l'armée, le lieutenant général Troubetskoï, qui est condamné à mort sur-le-champ et fusillé. Fin octobre, treize autres officiers supérieurs subissent le même sort, dont le major général Volodine, chef de l'état-major des forces aériennes, et, on l'a vu, son adjoint, Smouchkevitch, le lieutenant général Rytchagov, chef de la Direction principale des forces aériennes. Furieux de l'avance allemande fulgurante vers Leningrad, Staline destitue Vorochilov et fait fusiller, en septembre, le major général Gontcharov, commandant l'artillerie de la XXXIV<sup>e</sup> armée du front Nord-Ouest, puis, en octobre, deux autres gradés de ce front.

Sur ce point aussi, son comportement et celui d'Hitler, qui prendra le 19 décembre le commandement effectif de l'armée allemande, sont très proches. L'ancien caporal n'a pas plus de formation militaire que l'ancien réformé. Les deux autodidactes

éprouvent la même hostilité à l'égard des « spécialistes », et l'aversion nazie pour la « prétendue intelligentsia » rejoint le rejet stalinien des « spécialistes bourgeois ». Ils aspirent tous deux à s'entourer de généraux qui reconnaîtront en eux le plus grand capitaine de tous les temps. Gert Buchheit note : « Hitler changeait ses commandants de groupes d'armées ou d'armée comme on change de domestique, sans aucun égard pour le trouble que cela apportait à la conduite des opérations<sup>30</sup>. » Mais il ne fusille pas les généraux qu'il limoge à tour de bras : Rundstedt, Guderian, Geyer, Förster, Hoepner, Harpe, Halder, Reinhardt, Liste, et bien d'autres encore. Au pire, il fera condamner le général Heim à cinq mois en forteresse. Hitler et Staline refusent d'admettre tout recul, même tactique : ils exigent, l'un et l'autre, que leurs troupes s'accrochent coûte que coûte au terrain qu'elles occupent ; ils s'ingèrent dans la conduite des opérations et en modifient souvent le cours par des décisions brutales qu'ils ne justifient pas aux exécutants. Face à l'avance de l'Armée rouge en 1944, Hitler réagira comme Staline l'a fait lors de l'entrée de la Wehrmacht en URSS : par l'interdiction à ses troupes de reculer et par la tactique de la terre brûlée. Ils jugent tous deux superflu d'informer les chefs militaires de leurs objectifs politiques et compensent leur incompetence par une fièvre qui les pousse à engager sans délai les opérations décidées.

Aucun des deux hommes n'ira, pendant la guerre, passer en revue ses troupes au front, visiter un hôpital militaire ou une ville bombardée. Ils élaborent leur stratégie dans des bureaux, refusent d'admettre que l'échec ou la perte d'une bataille peuvent découler d'une erreur tactique ou stratégique dont ils porteraient la responsabilité, et chacun est à la recherche de boucs émissaires. Le peuple – vivant, blessé ou combattant – ne les intéresse pas. Une différence pourtant entre eux : ces traits tendent à s'atténuer chez Staline au fil des mois, surtout après Stalingrad, alors qu'ils s'accroissent chez Hitler au fil des déconvenues, puis des défaites.

Ces ressemblances ne sont pas le fruit du hasard. Elles expriment une similitude de situation : les deux hommes se trouvent, sous le masque d'un socialisme national, au sommet d'un appareil parasitaire, vorace, autoritaire, arrogant, de type mafieux, dont tous les traits s'incarnent dans leur maître suprême. Hitler et l'appareil nazi sont certes plus tapageurs et braillards, Staline et son propre appareil, plus hypocrites et masqués. Mais l'un et

l'autre, l'hitlérien et le stalinien, se ressemblant comme des frères, leurs chefs, malgré leurs différences individuelles, ont un comportement voisin face à l'épreuve décisive de la guerre.

Un rapport à Staline du premier secrétaire du PC de Biélorussie, Ponomarenko, souligne l'ampleur de la démoralisation. Aux premiers bombardements, les colonnes de soldats se dispersent, abandonnent leurs armes, se réfugient dans les forêts ou rentrent chez eux : « Toutes les forêts des régions voisines du front sont pleines de ces fuyards. » Il souligne l'absurdité des mesures prises : on a mobilisé en Biélorussie deux millions d'hommes et de femmes pour creuser d'énormes fossés antichars à travers toute la République pour rien : les chars allemands se sont engouffrés par les routes qui n'avaient pas été minées. Les unités de l'Armée rouge n'utilisent quasiment pas les liaisons radio, leurs transferts s'effectuent à pied et la lenteur de mouvement des soldats soviétiques, épuisés par de longues marches, contraste avec la rapidité, la mobilité et la fraîcheur des unités de la Wehrmacht qui se déplacent en camion. Par prudence politique, Ponomarenko conclut en insistant sur la démoralisation qui gagne... l'armée allemande<sup>31</sup>.

Au sud-ouest, les 9 et 10 juillet, les tanks de von Kleist font une percée de 110 kilomètres en deux jours ! À Kiev, Khrouchtchev, affolé, propose à Staline de mettre en œuvre ses directives du 3 juillet, et de tout détruire sur une profondeur de 100 à 150 kilomètres en arrière de l'ennemi. Un rappel à l'ordre immédiat de Staline montre que ce dernier sous-estime l'ampleur de la catastrophe qui se prépare, mais veut éviter de jeter dans les bras de la Wehrmacht des populations affamées par la destruction systématique des récoltes et du bétail. Aussi explique-t-il à Khrouchtchev : vos propositions contredisent mon discours et pourraient « démoraliser la population, susciter son mécontentement à l'égard du pouvoir soviétique, désorganiser les arrières de l'Armée rouge et susciter dans l'armée comme dans la population la croyance en un recul obligatoire quand nous avons décidé de résister à l'ennemi ». Il ordonne, en cas de recul, de transférer toute la population, avec son bétail, son blé, ses tracteurs, ses machines, dans un rayon de 70 kilomètres en retrait du front, de détruire ce qui n'est pas transportable, « sauf la volaille, le petit bétail et autre ravitaillement nécessaire à la population qui restera sur place ». Il interdit de faire sauter les stations électriques,

les usines et les conduites d'eau, mais de rendre les premières et les secondes inutilisables et de faire sauter tous les ponts, une fois les armées regroupées sur la rive gauche du Dniepr, action qu'il semble alors considérer comme inéluctable<sup>32</sup>. Il reprendra pourtant à son compte les propositions de Khrouchtchev quelques semaines plus tard.

Les nazis mènent en Union soviétique une véritable guerre d'extermination. Himmler, dans un discours prononcé le 13 juillet devant une division SS à Szczecin, définit les Slaves comme «une population [...] dont le physique est tel qu'on peut les abattre sans éprouver ni pitié ni compassion». Il donne à cet appel au massacre une coloration idéologique : «Tous ces gens ont été amalgamés par les juifs en une seule religion, une même idéologie appelée bolchevisme<sup>33</sup>.» Deux semaines plus tard, Hitler, qui veut transformer la Crimée en Riviera germanique à l'usage exclusif de la «race supérieure», déclare, au cours d'un repas : «Les Ukrainiens sont aussi fainéants [...] que les Russes [...]. Il vaut mieux ne pas leur apprendre à lire.» Il rend hommage à son rival : «Staline est l'un des plus grands hommes vivants, puisqu'il a réussi, toutefois seulement grâce à la plus dure des contraintes, à forger un État à partir de cette famille de lapins<sup>34</sup>.» Le dignitaire nazi Koeppen partage cette admiration ; pour bien montrer l'estime qu'il porte à Erich Koch, ancien *Gauleiter* de Prusse-Orientale, nommé *Gauleiter* de l'Ukraine occupée, transformée en commissariat du Reich, il le qualifie de «deuxième Staline».

L'état-major de la Wehrmacht promulgue un règlement, le 8 septembre 1941, qui stipule que le «soldat bolchevik», endoctriné contre le nazisme, «a perdu le droit d'être traité en soldat honnête selon la convention de Genève<sup>35</sup>». D'ailleurs, explique une semaine plus tard le général Keitel, chef d'état-major, «la vie humaine dans les pays concernés n'a aucune valeur<sup>36</sup>». Aussi, même en Ukraine, où des milliers de paysans, rescapés de la famine meurtrière de 1932-1933, ont accueilli d'abord les soldats allemands en leur offrant du pain, du lait, des fruits, voire des fleurs, la haine de l'envahisseur grandit vite et surpasse bientôt la rage vis-à-vis du NKVD. Ce n'est pas encore un facteur militaire, mais cela le deviendra l'année suivante.

Le 15 juillet, la Wehrmacht parvient aux portes de Smolensk, la dernière grande ville avant Moscou, à 600 kilomètres à l'est de



la frontière... vingt-quatre des 44 divisions soviétiques du front Ouest ont été complètement anéanties, les 20 autres ont perdu de 30 à 90% de leurs hommes : au total plus de 340 000 soldats ont été tués, 4 799 tanks, 9 427 canons et mortiers, et 1 777 avions ont été détruits ou sont tombés entre les mains des Allemands. Le 16 juillet, la Wehrmacht occupe le sud de Smolensk dont la prise semble imminente. Staline, hors de lui, convoque l'état-major et Joukov et les insulte. C'est ce que Joukov appelle « supporter tout le poids de la colère stalinienne ». Il accuse le nouveau commandement du front Ouest de considérer avec désinvolture la reddition de Smolensk et d'être favorable à l'évacuation, crime qui frôle la trahison ; il ordonne « a) de briser d'une main de fer de telles dispositions d'esprit qui souillent le drapeau de l'Armée rouge, b) de ne livrer en aucun cas Smolensk à l'ennemi<sup>37</sup> ». Comme une bataille acharnée se livre encore dans quelques faubourgs, Staline a l'idée folle de passer à la contre-attaque. Alors que la ville est presque tout entière entre les mains de l'ennemi, il interdit au Bureau soviétique d'information de l'annoncer.

Le 20 juillet, il déclare par téléphone à Timochenko : « Je pense que le moment est venu pour nous de passer des méthodes de grippe-sou à des actions par grandes unités », et il lui donne l'ordre utopique d'encercler et d'anéantir l'ennemi dans la région de Smolensk et de « reprendre la ville à tout prix<sup>38</sup> ». Les armées qui combattent autour de la ville sont inférieures en nombre, et certaines sont déjà encerclées. Timochenko rassemble toutes les forces disponibles avec quelques dizaines de canons, de tanks et d'avions. La contre-attaque, menée sans couverture aérienne et avec une artillerie défaillante, ne freine guère l'avancée des troupes allemandes.

Le recul permanent de l'Armée rouge suscite dans ses rangs panique, désertion, automutilation. Au 20 juillet, les troupes spéciales du NKVD sur le front Ouest ont arrêté 103 876 fuyards, renvoyés en majorité au combat. Les mutilations volontaires de soldats, quoique punies de mort, se multiplient.

Affolé par les défaites en cascade, Staline prie, fin juillet, l'ambassadeur de Bulgarie à Moscou, Stamenov, vieil agent du NKVD, de transmettre à Hitler, par l'intermédiaire du roi de Bulgarie, une proposition de paix immédiate contre l'abandon à l'Allemagne des pays baltes, de la Moldavie, d'une partie de l'Ukraine et de la Biélorussie. Soudoplatov prétendra qu'il s'agissait d'une manœuvre de

désinformation, omettant de dire qui elle aurait visé. L'Allemagne? Mais pour quoi faire? À la vitesse où avance alors la Wehrmacht, Hitler ne peut trouver aucun intérêt à recevoir le quart ou la moitié de ce qu'il s'attend à conquérir quelques semaines plus tard. L'Angleterre et les États-Unis, pour les inviter à céder aux demandes instantes de Staline en leur suggérant l'éventualité, catastrophique pour Londres, d'une paix séparée? Mais pourquoi ce roi Boris, pro-allemand, aurait-il accepté d'informer Londres ou Washington? Selon Soudoplatov, enfin, Stamenov omit d'informer son roi de cette proposition. Mais comment croire qu'un vieil agent du NKVD, dont la femme est employée à Moscou, aurait pu ne pas exécuter un ordre de Beria? Si Hitler a été informé de cette proposition, il n'y a pas répondu.

Le 14 juillet à 15 heures 15, la Wehrmacht essuie le premier tir d'une pièce d'artillerie, promise à la gloire, qui tire seize projectiles à la fois : les soldats soviétiques l'appellent tendrement «Katioucha», les soldats allemands «les orgues de Staline». Le 19 juillet, Staline se nomme lui-même commissaire du peuple à la Défense, et, le 8 août, chef suprême du Grand Quartier général, rebaptisé depuis le 10 juillet Quartier général suprême du commandement. Ces deux fonctions, non rendues publiques, s'ajoutent à celles de Secrétaire général, de président du Conseil des commissaires du peuple, et de président du Comité de défense. Chef suprême des armées jusqu'à la fin de la guerre, il concentre ainsi entre ses mains tous les pouvoirs de décision politique et militaire. En août, il crée des représentants du Grand Quartier général, dépêchés sur les fronts, chargés de lui faire parvenir chaque jour des rapports manuscrits, établis en un seul exemplaire et communiqués au secrétaire de Staline, Poskrebychev, sur l'état de préparation des opérations, leur déroulement et leurs résultats. Tout manquement vaut à l'intéressé, dès le lendemain, un coup de téléphone de Staline : «Qu'est ce qui vous arrive? Il n'y a rien sur quoi rapporter aujourd'hui<sup>39</sup>?» L'obsession du rapport, du papier, est toujours aussi vive, même en ces jours où tout semble se déliter.

Le sentiment de son impuissance à arrêter la débandade plonge Staline dans un état permanent d'irritation exacerbée. Au début, il traite les généraux comme les membres du Bureau politique, avec désinvolture et brutalité; en somme, il se conduit avec les généraux comme avec l'appareil du Parti, multipliant les résolutions menaçantes pour atteindre des objectifs irréalistes. Il vérifie tout

par lui-même, téléphone directement aux commandants de front, aux commandants d'armée et de corps d'armée, voire de régiment, pour se renseigner ou dicter ses ordres par-dessus la tête de l'état-major et du Grand Quartier général qu'il lui arrive de ne pas informer. Il aggrave ainsi le désordre. Après cinq à six semaines de pagaille, il comprend qu'il ne peut continuer ainsi. Il établit alors une règle : l'état-major lui fera deux rapports par jour sur la situation et ses changements. Dès ce moment, tous les plans d'opération seront établis à son initiative, discutés avec le chef de l'état-major et son adjoint, précisés avec les commandants de front, révisés et visés par lui dans leur version finale.

Il n'en devient pas plus serein pour autant. Joukov évoque à plusieurs reprises les colères homériques et les sarcasmes dont il accable les généraux comme l'état-major. Le 9 août, par exemple, il fait lire au téléphone par Malenkov un message furieux et sarcastique adressé à Tioulenev, le commandant du front Sud, accusé d'avoir perdu « stupidement et honteusement deux armées entières<sup>40</sup> » encerclées par la Wehrmacht, et dont une quinzaine de milliers d'hommes, épuisés et en loques, réussiront à briser l'encerclement. Une semaine après, le 16, Dimitrov assiste à la volée de bois vert qu'il administre à Khrouchtchev. Une alerte aérienne a obligé dès midi Staline à se réfugier dans l'abri au sous-sol du Kremlin. Furieux, il téléphone à Khrouchtchev en Ukraine, raille les promenades de Vorochilov sur le front, et Boudionny qui « se prend pour un grand capitaine et ne fait rien », puis abreuve Khrouchtchev de reproches et de menaces ; il lui rappelle tous ses titres et hurle : « Vous n'avez pas honte ? Vous vous conduisez en petit bourgeois. Qu'est-ce que vous êtes ? Vous avez livré la moitié de l'Ukraine. Vous vous préparez à livrer l'autre moitié. La honte. Quelles mesures prenez-vous ? Pourquoi vous taisez-vous ? [...] Ne laissez en aucun cas les Allemands prendre pied sur la rive gauche du Dniepr. Faites ce qui est nécessaire. Autrement, je vous le dis calmement, je vous réglerai votre compte<sup>41</sup>. » Quinze jours plus tard, il convoque Joukov et Timochenko. Il tient ce dernier pour responsable de l'échec de Smolensk et décide de le limoger et de le remplacer par Joukov. Celui-ci prétend avoir alors défendu Timochenko, déclaré que son limogeage était « injuste et irrationnel », et critiqué « le changement fréquent de commandants de front [qui] a une fâcheuse influence sur le cours des opérations<sup>42</sup> ». Staline ne dit mot.

Son irritabilité se manifeste surtout sur les petits détails non ou mal réglés. Les généraux apprendront vite à décrypter les signes avant-coureurs de ses fureurs : lorsque Staline retire la pipe de sa bouche et l'abandonne sur une table ou un bureau, c'est le signe, dit Joukov, qu'il perd son sang-froid et le contrôle de lui-même<sup>43</sup>. Il ne regarde pas ou à peine les victimes de sa colère. Son regard les esquive. De plus, il s'adresse souvent à ses divers interlocuteurs comme s'il poursuivait une conversation interrompue depuis peu avec eux ou d'autres, en leur laissant le soin d'en retrouver le fil.

Le rythme de vie qu'il observera chaque jour jusqu'à la fin de la guerre s'ordonne dès ce moment-là : des journées de 14 à 16, voire parfois 18 heures, aux horaires très variables. Sa journée peut commencer à huit heures du matin, à quatre heures de l'après-midi, et se conclure en conséquence au début ou au milieu de la nuit. Il n'aime pas que les autres dorment tandis qu'il est éveillé. Une nuit, il téléphone à Khroulev, responsable du « front » de l'arrière, qui décroche le combiné : « Pourquoi ne dormez-vous pas ? lui demande Staline. – Excusez-moi, répond son interlocuteur, si vous me téléphonez, vous considérez donc que je ne dois pas dormir<sup>44</sup>. » Staline ne répond rien. Khroulev a réussi son examen.

Sa concentration sur les questions militaires et diplomatiques lui laisse moins de temps pour la politique intérieure et pour le contrôle de la vie intellectuelle, auquel il accordait auparavant, et consacrera après la guerre, une grande part de son temps. Il confie le contrôle quotidien des intellectuels à Chtcherbakov, bureaucrate tatillon, ivrogne et borné, président du Bureau soviétique d'information, mais ne s'en décharge pas complètement. Il suit ainsi de près l'attribution des prix Staline de littérature et d'art pendant la guerre et lit les œuvres proposées.

Dès le début de la guerre, Staline se tourne vers les démocraties. Le 26 juillet, le congrès américain annule l'application à l'URSS du *Neutrality Act*, qui interdisait au gouvernement américain de vendre des armes aux pays totalitaires. L'URSS est désormais autorisée à en acheter aux États-Unis contre paiement immédiat, selon le principe *cash and carry*. Washington ne vend pas à crédit. Roosevelt dépêche à Moscou son conseiller Harry Hopkins, reçu longuement par Staline les 29 et 30 juillet et le 1<sup>er</sup> août. Les deux hommes élaborent les premières lignes d'une

division du travail qui va perdurer jusqu'à l'été 1944 : pour combattre Hitler, les États-Unis fourniront le matériel, l'URSS les hommes, les États-Unis les canons, l'URSS la chair à canon, cette chair humaine dont elle est si riche et Staline si dispensieux. Les conditions américaines sont draconiennes. Hopkins déclare à Staline : « Les décisions sur l'approvisionnement de l'Union soviétique à long terme ne pourraient être prises que si notre gouvernement était pleinement informé à la fois de la situation militaire (types d'armement, quantités et qualités), de l'état du potentiel industriel soviétique, ainsi que des ressources en matières premières<sup>45</sup> », sous réserve, donc, d'un contrôle de l'économie soviétique par les États-Unis. Ces derniers et la Grande-Bretagne ne livreront d'ailleurs du matériel lourd aux Soviétiques qu'après la réunion d'une conférence à trois chargée d'examiner en commun « les intérêts stratégiques des fronts militaires respectifs ainsi que les intérêts de chacun de nos États ».

Symbole de la déroute, le 16 juillet, le fils de Staline, Jacob Djougachvili, capitaine d'une brigade d'artilleurs, tombe entre les mains de la Wehrmacht. Sa brigade est encerclée, les soldats s'enfuient et l'abandonnent. Jacob rejoint une colonne de fuyards qui jettent leurs uniformes et enfilent des vêtements de paysans. Jacob Djougachvili les imite. Les Allemands le capturent habillé en moujik et deux officiers l'interrogent longuement. En 1945, l'Armée rouge mettra la main sur le procès-verbal, conservé au ministère de l'Aviation. Merkoulov, chef du NKGB, communiquera à Staline le 31 janvier 1946 ce document accablant sur la démoralisation de son fils aîné, qui parle d'abondance sans pour autant être menacé ni brutalisé...

Pourquoi ont-ils été encerclés si aisément ? « Je n'avais pas de cartes avec moi », répond-il à la stupeur des Allemands. « En général, nous n'avons pas de cartes. [...]. Tout, chez nous, s'est fait à la six-quatre-deux, dans le désordre [...] l'organisation chez nous était en général chaotique [...] c'était une confusion totale. [...] le commandement est parfaitement incapable, parce qu'ils ont été internés dans les camps, pendant trois années entières [...]. Nos troupes sont bien armées, mais ne savent pas se servir de leur armement. » Les Allemands lui demandent comment il explique la haine générale des commissaires, et surtout des juifs, que les gens considèrent comme un malheur national. Bien que marié à une jeune juive, il développe tous les poncifs de

l'antisémitisme : « Les juifs et les tsiganes se ressemblent, ils ne veulent pas travailler. L'essentiel, de leur point de vue, c'est le commerce. Certains juifs qui vivent chez nous disent même qu'en Allemagne ils seraient mieux parce que là-bas on leur permet de faire du commerce [...]. Chez nous, pas le droit de faire du commerce [...] il [le juif] ne veut pas travailler, il ne sait pas, ou bien il fait du commerce ou bien il veut devenir ingénieur, mais il ne veut pas être ouvrier, ni technicien ou paysan, c'est pour cela qu'on ne les respecte pas [...]. Les juifs ne savent pas, ne veulent pas travailler<sup>46</sup>. »

Les nazis installent Jacob Djougachvili dans un hôtel de Berlin. Staline fait alors arrêter sa femme, Ioulia Meltzer, et ouvrir une enquête sur sa responsabilité dans la reddition de son mari. L'aviation nazie lâche sur les troupes soviétiques des tracts montrant la photo de Jacob en conversation avec deux officiers allemands et un appel à la désertion : « Pour vous faire peur, les commissaires vous mentent en vous disant que les Allemands traitent mal les prisonniers. Le propre fils de Staline vous démontre par son exemple que c'est faux. Il s'est rendu parce que toute résistance à l'armée allemande est désormais inutile<sup>47</sup>. » Staline grogne : « C'est une honte indélébile. » En décembre, Jacob sera transféré dans l'oflag (camp pour officiers) de Hammelburg, puis, en mars 1942, dans un oflag d'officiers polonais près de Lübeck.

Le lendemain de sa capture, Staline renforce les mesures répressives sur le front. Il transforme la 3<sup>e</sup> direction du NKVD en Direction de sections spéciales chargées de « combattre l'espionnage et la trahison dans les unités de l'Armée rouge et de liquider la désertion dans le secteur frontalier », autorisées à arrêter les déserteurs et à les fusiller sur place si nécessaire. Comme l'Armée rouge continue à reculer en désordre malgré ses menaces, Staline prendra de nouvelles mesures répressives. Le 12 août, un ordre bref, signé de lui, invitera les conseils militaires des fronts et des armées à lutter « contre les paniquards, les lâches, les défaitistes du personnel de commandement, qui abandonnent de leur propre initiative les positions sans ordre du commandement supérieur », en traduisant les coupables, membres du commandement jusqu'au commandant de bataillon inclus, devant les tribunaux qui n'ont pas fini de condamner<sup>48</sup>.

Sur le front Sud-Ouest se prépare une autre tragédie. L'Armée

rouge est acculée sur le Dniepr. Le général Kirponos n'ose pas proposer à Staline le repli sur la rive gauche du fleuve. Le général Ieremenko, un jeune favori de Staline qui commande le front de Briansk, récemment formé plus au nord, singe son maître en lui promettant d'écraser sans délai «cette ordure de Guderian», dont les chars terrorisent les fantassins soviétiques. Ce mâle langage confirme Staline dans son refus de faire reculer les troupes menacées d'encerclement. Le 29 juillet, Joukov, persuadé que la Wehrmacht va concentrer ses efforts sur Moscou, propose à Staline de renforcer le front du Centre, de laisser Kirponos regrouper ses forces sur la rive gauche du Dniepr, et donc d'abandonner Kiev. Mais Staline se refuse à voir le danger qui pèse sur ses troupes, et l'idée d'abandonner Kiev, l'une des trois capitales de l'URSS, le berceau de la vieille Russie, lui paraît inacceptable. Elle aurait des effets démoralisateurs en URSS et fâcheux sur les Alliés anglo-américains.

Staline limoge aussitôt Joukov et le remplace à la tête de l'état-major par Chapochnikov, le seul ancien officier tsariste, devenu général de l'Armée rouge, à avoir échappé aux purges de son état-major, malgré ses disgrâces répétées. En 1937, le NKVD avait arraché aux généraux condamnés à mort «l'aveu» que Chapochnikov était des leurs, mais il ne fut pas inquiété. Sa position est pourtant fragile face à un Staline poussé, dans son désarroi face aux revers initiaux, à prendre des mesures répétées de réorganisation, de mutation des commandants de front, qui accroissent le désordre.

Le 3 août, la Wehrmacht encercle à Ouman les VI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> armées soviétiques. Staline l'apprend... par la presse allemande. Fou de rage, le 8 août, il accuse au téléphone Kirponos, commandant du front Sud-Ouest, «d'avoir décidé d'un cœur léger de livrer Kiev à l'ennemi en arguant d'une insuffisance de troupes capables de défendre Kiev». Kirponos s'échine à démentir ces allégations. D'ailleurs, dit-il, tout va bien : l'ennemi a perdu trois fois plus d'hommes que l'Armée rouge ! Staline exige qu'il «prenne toutes les mesures possibles et impossibles [*sic* !] pour la défense de Kiev». Il lui promet des renforts dans deux semaines et ajoute : «Pendant ces deux semaines, il vous faudra défendre Kiev à tout prix<sup>49</sup>.»

Au début du mois d'août, Staline, aux abois, supplie Roosevelt. Il l'informe qu'«il accueillerait dans n'importe quel secteur

du front russe des troupes américaines, qui resteraient sous le commandement exclusif de l'armée américaine<sup>50</sup>». Roosevelt fait le mort. Staline se rabat sur l'organisation radiodiffusée de grands meetings antifascistes par grandes catégories nationales ou sociales : au commencement d'août, les peuples slaves, à la fin du mois, les juifs soviétiques, puis les femmes, les jeunes, les savants, les Ukrainiens, etc. Ces meetings débouchent sur la formation de comités antifascistes, dont l'action sera essentiellement verbale. Staline se plaint à Churchill le 3 septembre : « La situation des troupes soviétiques a considérablement empiré au cours des trois dernières semaines dans des régions stratégiquement aussi importantes que l'Ukraine et Leningrad. » Une menace point sous la plainte : sans second front ni aide matérielle importante, « l'Union soviétique sera ou bien défaite ou bien affaiblie au point de perdre pour longtemps la capacité d'apporter à ses alliés quelque assistance que ce soit dans leur lutte contre l'hitlérisme<sup>51</sup> ». Churchill ne s'en émeut guère et n'y peut rien.

Fin août, la débandade des troupes du front Nord-Est, commandées par Vorochilov, le plonge dans la fureur. Il cherche à nouveau des coupables et exige une fiche détaillée sur les chefs de chaque division, démet le commandant du front, rétrograde ceux des XXXIV<sup>e</sup> et XLIII<sup>e</sup> armées, livre au tribunal quatre commandants et commissaires, puis envoie à Leningrad une commission d'enquête sur les activités de Vorochilov dirigée par Molotov et Malenkov. Le 25 août, la Wehrmacht arrive à 50 kilomètres de Leningrad. Staline télégraphie à Molotov et Malenkov : « Si on continue comme cela, je crains que Leningrad ne soit livré de façon idiotement stupide, et toutes les divisions de Leningrad risquent d'être capturées<sup>52</sup>. » Vorochilov, hanté par les souvenirs de la guerre civile, crée, pour défendre la ville, des bataillons ouvriers armés de fusils, piques et poignards, mais, écrira Staline plus tard, « néglige l'organisation de la défense de Leningrad par l'artillerie<sup>53</sup> ». Il se trompe de guerre et d'époque et, pour esquiver toute responsabilité dans la suite des événements, omet de s'inclure dans le Conseil militaire de défense de Leningrad, où Staline le fait ensuite désigner par le GQG...

Saisi par l'angoisse, Staline revient à la charge le 13 septembre, au moment où les troupes qui défendent Kiev sont menacées d'encerclement. Kirponos lui demande l'autorisation de décrocher pour éviter ce fait inéluctable. Staline refuse et, ce



même jour, présente à Churchill; qui n'a pas les moyens d'y répondre, la vaine requête adressée à Roosevelt six semaines plus tôt : « L'Angleterre pourrait débarquer sans risque 25 à 30 divisions à Arkhangelsk ou les diriger par l'Iran vers les régions méridionales de l'URSS, afin d'établir une coopération militaire avec les troupes soviétiques sur le territoire de l'Union soviétique <sup>54</sup>. »

Cherchant toujours à enrayer la débâcle par la terreur, il édicte le 16 août son fameux ordre 270, dans lequel il dénonce comme pleutres et déserteurs les généraux Ponedeline et Kirillov, capturés en juillet par les Allemands, puis affirme : « Il faut anéantir les pleutres et les déserteurs. J'ordonne : 1° de considérer comme d'infâmes déserteurs dont les familles doivent être arrêtées [...] ceux qui ont pendant les combats dissimulé leurs insignes de grade et se sont rendus. Fusiller sur place ces déserteurs; 2° d'anéantir par tous les moyens ceux qui préfèrent se rendre et de priver d'allocations et d'aides de l'État les familles de ceux qui se sont rendus <sup>55</sup>. » Internés en camp de concentration et libérés en 1945 par l'Armée rouge, Ponedeline et Kirillov n'échapperont pas à la colère de Staline : le tribunal militaire les condamnera à mort le 25 août 1946. Ponedeline avait pourtant craché au visage de Vlassov, venu le recruter dans son armée auxiliaire de la Wehrmacht. Ce crachat ne le sauvera pas de la rancune de Staline. Il invente une nouvelle catégorie de traîtres : les 1 200 000 Allemands soviétiques. En 1915, le gouvernement tsariste suspectait déjà ces Allemands, installés dans l'empire depuis Catherine II, d'être des « agents germaniques ». Staline charge Beria de les déporter en Asie centrale comme traîtres potentiels, par décret du 28 août. L'avance allemande n'est qu'un prétexte : Beria envoie au Kazakhstan les quelque 50 000 Allemands soviétiques installés en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie ! Pour remonter le moral des troupes, Staline recourt aux vieux moyens : le 22 août, il fait attribuer dix décilitres de vodka à 40° par jour aux soldats et aux officiers des unités combattantes.

La vodka ne fait pas de miracle. Le 7 septembre, les chars de Guderian arrivent à Konotop, situé sur le Dniepr à 150 kilomètres au nord-est de Kiev. S'ils franchissent le fleuve, les troupes soviétiques seront menacées d'encerclement. Chapochnikov et Vassilevski tentent de convaincre Staline d'ordonner aux troupes de Kirponos de se replier pour échapper au désastre. Staline refuse.

Vassilevski se souvient : « Le seul rappel de la cruelle nécessité d'abandonner Kiev faisait sortir Staline de ses gonds et lui faisait perdre le contrôle de lui-même<sup>56</sup>. » Il insulte ses interlocuteurs. Ce même 8 septembre, la Wehrmacht s'empare de Schlisselbourg, réalisant par voie de terre le blocus de Leningrad. Vorochilov se garde d'en informer Staline, qui l'apprend le lendemain matin et lui demande confirmation. Vorochilov confirme et apprend son limogeage immédiat. Staline juge « désespérée » la situation de la capitale du Nord et pense un moment que sa perte n'est qu'une question de jours<sup>57</sup>. Cette crainte renforce son entêtement à propos de Kiev et sa polarisation sur les mesures répressives. Le 12 septembre, il ordonne de créer dans un délai de cinq jours, dans toutes les divisions, des détachements de barrage « formés de combattants sûrs » pour « arrêter la fuite des militaires saisis par la panique, sans s'arrêter devant l'usage des armes<sup>58</sup> ».

Le 10 septembre, pour tenir compte de l'épuisement des troupes qui tiennent avec acharnement depuis deux mois, le GQG ordonne de décrocher de Smolensk. Pourtant, même si les pertes soviétiques sont lourdes, la percée allemande sur Moscou est compromise : c'est qu'à l'été sec et brûlant a succédé, après un très bref été indien, un automne pluvieux. Dans ces espaces aux routes rares, la boue colle aux chenilles des chars, aux bottes des officiers, aux roues des camions et aux brodequins des soldats. Le même jour, la Wehrmacht franchit pourtant le Dniepr. Kirponos, angoissé, demande au GQG l'autorisation de replier ses troupes. Le 11, Boudionny en personne télégraphie de Poltava à Staline : « Le repli du front du Sud-Ouest est tout à fait venu à maturité », tout retard ne peut qu'aboutir « à la perte des troupes et d'une énorme quantité de matériel ». Il demande de faire replier au moins les troupes stationnées à Kiev afin de contrer la manœuvre d'encerclement engagée par la Wehrmacht. Staline ne bronche pas et ordonne par téléphone à Kirponos : « Ne pas abandonner Kiev et ne pas faire sauter les ponts sans autorisation du GQG. » Il oppose, cinq jours durant, un refus obstiné à la demande de repli. Boudionny insiste sur sa nécessité, Staline le démet de ses fonctions. Le 14 septembre, le chef de l'état-major du front, Toupikov, informe Moscou : « Le début de la catastrophe [...] est une question de deux jours. » Staline condamne « le rapport panique du major général à l'état-major général »,

affirme la nécessité «de ne pas céder à la panique, de prendre toutes les mesures pour tenir la position occupée [...] d'inspirer à tout le commandement du front la nécessité de se battre avec obstination, sans regarder en arrière<sup>59</sup>». Le 16 septembre, l'anneau se referme sur les défenseurs de Kiev, à qui Staline donne, dans la nuit du 17 au 18, l'autorisation de se replier. Trop tard, une fois de plus. La Wehrmacht, achevant la plus gigantesque opération d'encerclement de la Seconde Guerre mondiale, capture 450 000 soldats soviétiques, aussitôt déportés en Allemagne, et s'empare de 2 642 canons, de 1 225 mortiers et de 64 tanks. Avec les soldats capturés en août et septembre sur ce front, mais aussi sur celui de Briansk, 665 000 soldats au total sont tombés en cinq semaines entre les mains des Allemands. Kirponos se suicide.

La veille, le 17, au nord, la Wehrmacht a pris Pavlovsk et occupé Pouchkino dans la banlieue de Leningrad. La rage dans laquelle le blocus de Leningrad plonge Staline l'amène à signer l'un de ses ordres les plus sauvages de toute la guerre. Il est informé que, dans plusieurs cas, les Allemands ont attaqué des positions soviétiques en poussant devant eux, comme bouclier vivant, des groupes d'enfants, de femmes, de vieillards qui crient désespérément aux soldats soviétiques : «Ne tirez pas, Ne tirez pas ! Nous sommes des vôtres ! » Le 21 septembre, il dicte à Chaptchnikov une directive qualifiant de traîtres les victimes et les soldats qui hésitent à tirer sur ces boucliers vivants : «C'est eux, écrit-il, qu'il faut liquider les premiers, car ils sont plus dangereux que les fascistes allemands. Mon conseil est de ne pas faire de sentiment, mais de cogner sur l'ennemi et sur ses complices, volontaires ou contraints... Cognez à toutes forces sur l'ennemi et sur ses délégués [*sic* !], quels qu'ils soient, fauchez les ennemis, sans vous soucier si ce sont des ennemis volontaires ou contraints...<sup>60</sup>»

Dès ce moment, Staline abreuve Churchill de lettres angoissées demandant l'ouverture à l'ouest d'un second front, qui contraindrait Hitler à retirer des divisions de l'Est pour les envoyer à l'Ouest, initiative stratégique qu'il devra attendre jusqu'au 6 juin 1944. Le 29 septembre, il reçoit les délégués américain et anglais, Harriman et Beaverbrook, effarés par la déroute de l'Armée rouge. Beaverbrook craint un effondrement total des Soviétiques qui permettrait à Hitler de tourner toutes ses forces contre l'Occident. Cette crainte est le début de la

sagesse. Il demande aux États-Unis une importante aide matérielle que ces derniers ne fourniront qu'au lendemain de l'attaque du Japon à Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Pendant trois ans, Roosevelt et Churchill déversent sur Staline déclarations dilatoires et consolations chaleureuses et admiratives. Mais chaque demande d'ouverture du second front se heurte à une impossibilité : les Américains manquent de bateaux et hésitent à se démunir pour fournir à l'URSS avions, camions et tanks au titre du prêt-bail...

Après un temps d'arrêt au centre, la Wehrmacht reprend son offensive le 30 septembre en direction d'Orel puis de Viazma. Le jeune général Koniev, nommé commandant du front à la place de Pavlov, a retenu la leçon de Staline : il est interdit de reculer. Mais ses troupes étant enfoncées le 4 octobre, il avertit par téléphone Staline de la menace d'encerclement qui pèse sur elles ; Staline l'écoute, ne prend aucune décision, puis interrompt la liaison. Il n'accordera l'autorisation de décrocher que le 6 octobre. Trop tard encore. Le 7, la Wehrmacht encercle les troupes soviétiques à l'ouest de Viazma, et deux jours plus tard à Briansk ; seuls quelques régiments parviennent à forcer le blocus. Le bilan est catastrophique : 64 des 95 divisions du front Ouest ont été encerclées, 11 brigades blindées sur 13, 50 régiments d'artillerie sur 62. L'Armée rouge perd 300 000 hommes, 800 tanks et plus de 600 000 prisonniers ! La route de Moscou est ouverte. Hitler jubile : « L'ennemi est écrasé et ne s'en relèvera jamais ! » La prise de la capitale n'est plus qu'une question de jours ! Staline veut traîner Koniev, qui commande le front Ouest, en cour martiale. Joukov le persuade d'y renoncer. Staline se contente, le 10 octobre, de remodeler le front, d'en confier le commandement à Joukov, flanqué de Koniev, et d'en renforcer le contrôle policier en nommant le vice-commissaire à l'Intérieur, Krouglov, à son conseil militaire. Le 7 octobre, le temps s'est brusquement dégradé. Aux pluies de l'automne succèdent brusquement les premiers gels et les tempêtes de neige, qui surprennent une Wehrmacht dont 20 % seulement des effectifs disposent d'une tenue d'hiver.

L'interprète Valentin Berejkov voit alors pour la première fois Staline au Kremlin. Il ressent un choc devant ce personnage si différent de l'image qu'il avait de lui : « D'une taille inférieure à la moyenne, émacié, le visage ravagé par la variole. Une tunique

de coupe militaire pendait sur sa maigre silhouette. Il avait un bras plus court que l'autre, presque tout le poignet était dissimulé dans la manche. [...]. J'avais l'impression d'avoir affaire à son double.» Deux gardes du corps l'accompagnent en permanence à l'intérieur même du Kremlin et de la petite pièce du gouvernement. Selon Berejkov, le fait d'avoir été, lui, «l'infailible [...], roulé comme un gamin par le caporal autrichien, l'avait rendu encore plus soupçonneux qu'auparavant». Mais il témoigne aussi que les visiteurs de Staline n'étaient pas fouillés avant d'entrer dans son bureau. Berejkov disposait d'un laissez-passer dans tout le Kremlin, mais qui ne l'autorisait pas à emprunter le couloir menant à l'aile du bâtiment occupée par Staline. Or, «pendant les presque quatre années où je me suis rendu chez Staline, je n'ai pas été fouillé une seule fois et n'ai été soumis à aucune vérification particulière<sup>61</sup>». Par crainte des agents allemands lâchés dans la capitale, on lui a remis, fin 1941, comme aux autres employés du Kremlin, un revolver, qu'il est censé avoir rangé dans son coffre. Et personne ne vérifiera jamais s'il ne le porte pas sur lui lorsqu'il se rend chez Staline.

À la fin de septembre, le bilan de la guerre est lourd : l'Armée rouge a perdu plus de 2 millions de soldats faits prisonniers, tandis que près d'un million et demi sont morts ou disparus, alors que les pertes totales de la Wehrmacht sont légèrement inférieures à un demi-million d'hommes. Les territoires de la Russie d'Europe envahis ou menacés constituaient le premier grenier de l'URSS et son principal centre industriel. L'URSS a également perdu le contrôle des deux tiers de sa production de charbon et de fonte, et près de 60% de sa production d'acier. Pour limiter les conséquences de cette catastrophe, le Comité d'état à la défense confie à Beria le soin de transférer les industries vers l'est. De l'invasion à la fin de l'année 1941, près de 1 500 entreprises seront ainsi déplacées. Ce transfert permettra à l'URSS d'assurer une production en armements lourds très supérieure à celle de l'Allemagne. De juin 1941 à la fin de 1945, l'URSS produira 88 000 chars contre 23 500 pour l'Allemagne, et 106 000 véhicules blindés contre 41 000. Là se joue l'issue de la guerre.

Après la décision de fixer à dix heures la durée de la journée de travail, sans augmentation de salaire bien sûr, ce transfert, qui jette sur les routes des millions d'hommes et de femmes avec leurs enfants, mêlés aux civils fuyant la Wehrmacht, provoque de

vives tensions sociales. Il suscite notamment de violentes grèves dans plusieurs entreprises textiles de la région d'Ivanovo. Cette agitation n'est pas isolée. Fin septembre, Staline a reçu une lettre d'un groupe d'ouvriers de l'Oural lui exposant les raisons qui, de leur point de vue, expliquent les revers de l'Armée rouge, et présentant leurs doléances : les ouvriers, les paysans, la jeunesse, qui ont conquis le pouvoir en 1917, disent-ils, en ont été dépossédés et subissent des « lois fascistes » (amendes, répression, impôts écrasants, discipline fasciste dans l'armée, etc.). Ils exigent l'annulation du système d'amendes dans les usines, la dissolution des bataillons disciplinaires dans l'armée. Prudents, ces Ouraliens, qui témoignent de l'ébullition engendrée dans le pays par la débâcle, ne signent pas leur lettre...<sup>62</sup>

Pour rallier à lui une paysannerie pour le moins réservée, voire hostile, Staline lui fait d'importantes concessions. Les autorités locales laissent les paysans grignoter les terres des kolkhozes afin d'élargir leurs lopins privés. Le Kremlin laisse les ouvriers allocataires d'un jardin l'agrandir à leur guise. C'est ainsi qu'en 1945 72 % de la production de pommes de terre et de légumes de l'URSS proviendront de ces lopins. La gigantesque ponction de la guerre désorganise la vie agricole. Le général polonais Anders, qui survole à cette époque la campagne entre Moscou et Kouibychév, note : « Plus de la moitié des blés n'étaient pas coupés. On ne voyait presque pas de chevaux ni de bétail. Personne ne ramassait les pommes de terre<sup>63</sup>. » Beria mobilise aussi le Goulag à des fins militaires et économiques. Celui-ci fournira d'abord des troupes fraîches. Deux décrets, l'un du 12 juillet, l'autre du 24 novembre 1941, décident la libération anticipée de déportés pour délits mineurs. 420 000 d'entre eux sont expédiés en hâte sur le front.

Ils servent à combler le vide laissé par les divisions encerclées, capturées ou décimées. La stratégie militaire de Staline est en effet d'une simplicité fort coûteuse : contre-attaques frontales et jamais de recul. L'infanterie sert de bélier au prix de pertes énormes. Enfin, nourri des souvenirs de la guerre civile, Staline a décidé d'organiser des escadrons de cavalerie légère pour couper les communications de l'ennemi et attaquer ses arrières. Au 1<sup>er</sup> janvier 1942, l'Armée rouge comporte ainsi 94 escadrons de 3 000 cavaliers chacun, soit près de 300 000 hommes en tout. Malgré les saignées que subissent ces brigades légères, taillées

en pièces par l'artillerie, l'aviation et les blindés allemands, Staline s'obstinera jusqu'à la fin de la guerre. Comme pour souligner plus encore son archaïsme, le 25 janvier 1943, il nomme le maréchal Boudionny commandant en chef de la cavalerie. Le 1<sup>er</sup> mai 1944, dans un ordre à tous les commandants de front, il ordonnera d'«utiliser les corps de cavalerie pour accroître le succès et frapper les arrières de l'ennemi<sup>64</sup>». En dehors de Boudionny et Vorochilov, aucun général soviétique ne semble avoir partagé ce goût immodéré pour le cheval.

L'avance, même ralentie, de la Wehrmacht menace Moscou. Le 9 octobre une commission du Comité de défense envoie à Staline la liste des mesures prévues en cas de prise de la ville : 412 entreprises travaillant partiellement ou en totalité pour la défense sont minées pour être détruites ; 707 entreprises civiles seront sabotées et incendiées. Il la signe. Le 10 octobre, la Wehrmacht est à 40 kilomètres de Moscou. Cinq divisions des XXII<sup>e</sup> et XXIX<sup>e</sup> armées sont jetées en toute hâte sur la chaussée de Mojaïsk pour l'arrêter. Le Comité de défense envoie des milliers de jeunes filles et de jeunes femmes armées de pelles et de pioches creuser des tranchées antichars aux abords de la ville. Les chars allemands les mitrailleront comme à l'exercice. Le 14 octobre au matin, sur la chaussée de Mojaïsk, la 10<sup>e</sup> division blindée allemande et deux régiments de SS se lancent frénétiquement à l'assaut : la victoire leur semble à portée de botte. Boro-dino est le théâtre de sauvages combats au corps à corps.

Le 15, Staline signe un ordre d'évacuation au nom du Comité de défense. Molotov doit informer les missions étrangères de leur évacuation vers Kouibychev, l'ancienne Samara, située sur la Volga, au sud-est. Ce jour même s'y rendent le présidium du Soviet suprême et le Conseil des commissaires du peuple. Les commissariats à la Défense et à la Marine de guerre doivent partir «sans tarder». Kaganóvitch s'occupe de leur transport et Beria de leur protection. Le texte ajoute : «Le camarade Staline sera évacué demain ou plus tard en fonction de la situation<sup>65</sup>.» Enfin, en cas d'apparition de la Wehrmacht aux portes de Moscou, le NKVD, Beria et Chtcherbakov doivent «organiser le sabotage des entreprises, entrepôts et établissements qu'il sera impossible d'évacuer, ainsi que de l'ensemble des installations électriques du métro (à l'exclusion des conduites d'eau et des canalisations)».

Staline a-t-il envisagé un moment de quitter Moscou, dont la

chute paraît alors probable ? Un indice le laisse penser. À Kouibychev, des travaux clandestins sont engagés en vue de la construction d'un énorme bunker souterrain enfoui sous trois mètres et demi de dalles de béton et vingt mètres de terre : il comprend six pièces destinées à accueillir Staline et le GQG (un bureau pour Staline, trois pièces de travail, une chambre de repos et une salle de réunion de plus de 70 mètres carrés). Le bunker doit permettre à une centaine de personnes de travailler. Mais Staline n'y mettra jamais les pieds et le bâtiment n'accueillera jamais personne, si ce n'est quelques curieux après la chute de l'URSS. Il est en effet achevé le 16 décembre 1942, à la veille de la victoire de Stalingrad.

Les indices en sens contraire ne manquent pas. Ainsi, à la mi-octobre, le commissaire militaire Stepanov, de l'état-major du front Ouest stationné à Perkhouchkovo, aux abords de Moscou, téléphone au GQG. Il informe Staline que l'état-major propose de s'installer plus à l'est, à Arzamas, et le poste de commandement plus près de la capitale. Après un long silence, Staline déclare : « Camarade Stepanov, demandez aux camarades s'ils ont des pelles. » Stepanov ne saisit pas. Staline répète : « Est-ce que les camarades ont des pelles ? » Stepanov interroge les membres de l'état-major, puis s'enquiert : « Des pelles de sapeur ou des pelles ordinaires ? – Peu importe lesquelles », répond Staline. Stepanov, tout heureux, l'informe qu'ils en disposent et lui demande ce qu'ils doivent en faire. La réponse de Staline tombe comme un couperet : « Conseillez à vos camarades de prendre les pelles et de creuser leurs propres tombes. Nous ne quitterons pas Moscou, le GQG restera à Moscou, et quant à eux, ils ne quitteront pas Perkhouchkovo <sup>66</sup>. »

La Wehrmacht arrive à trente kilomètres de Moscou le 15 octobre. Sûr de sa victoire, son état-major commet un double péché d'orgueil : il fait avancer ses blindés et son infanterie sur les rares chaussées en négligeant les champs alentours, permettant ainsi à Joukov de regrouper sur ces axes ses troupes inférieures en nombre. L'état-major croit ensuite possible de détacher une aile gauche du groupe du Centre dont la victoire est, croit-il, assurée, pour renforcer l'offensive sur Leningrad, et une aile droite pour renforcer l'offensive sur l'Ukraine. La promenade militaire attendue va se transformer en catastrophe.

Ce même jour, une partie du gouvernement s'envole vers



Kouibychév avec les dirigeants du Comintern, Dimitrov en tête. Le 16, la panique règne à Moscou. Plus de mille militants du Parti détruisent leurs cartes. Dans certains ministères s'élève la fumée des documents brûlés. Le 19, Staline place Moscou en état de siège. Il signe une courte déclaration qui s'achève par la décision de « fusiller sur place les provocateurs, les espions et autres agents de l'ennemi, qui invitent à troubler l'ordre<sup>67</sup> ». Il fait évacuer vers Kouibychév le corps diplomatique, les bureaux du Comité central et du gouvernement. Seuls resteront à Moscou le Comité de défense, le Grand Quartier général et le Bureau politique. La décision de Staline de rester au Kremlin alors que le « gouvernement » s'était réfugié à Kouibychév a contribué plus que tout à dessiner le portrait d'un homme aux nerfs d'acier, impavide devant le danger et symbole de la résistance responsable. Pourtant, le véritable gouvernement c'étaient le Comité de défense et le Bureau politique, dont tous les membres restent à Moscou, sauf Jdanov et Vorochilov en poste à Leningrad et Khrouchtchev à Kiev. Mais les autres ne sont guère, mis à part Molotov, que des figures anonymes quand bien même leurs portraits s'étalent, lors des festivités, au fronton des palais. Quoiqu'il en soit, Staline restant au Kremlin, au milieu du chaos et en pleine panique, la continuité est assurée.

Au sud de Moscou, à Toula, l'Armée rouge arrête les blindés de Guderian. La *Blitzkrieg* a échoué. En trois semaines, du 18 octobre au 6 novembre, sur le front du Centre, la Wehrmacht n'avancera plus que d'une dizaine de kilomètres. Staline convoque à Moscou les membres du Comité central, qui piétinent deux jours et repartent chez eux sans s'être réunis. Staline a d'autres soucis. Il ne convoquera à nouveau le Comité central qu'en janvier 1944. Le 25 octobre, il ajoute au Conseil pour l'évacuation, créé au moment de la débâcle, un Comité pour l'évacuation, présidé par Mikoïan, chargé de préparer le transfert vers l'intérieur du pays des matériaux et biens de la zone voisine du front. Staline ne s'y inclut pas. L'évacuation a un parfum de défaite, bon seulement pour les autres.

La défense de Moscou est l'occasion pour Staline de promouvoir le patriotisme et les valeurs attachées aux traditions russes. Dans son rapport du 6 novembre 1941 consacré au 24<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, il exalte « la grande nation russe, la nation de Plekhanov et de Lénine, de Bielski et de Tchernychevski, de

Pouchkine et de Tolstoï, de Glinka et de Tchaïkovski, de Gorki et de Tchekhov, de Setchenov et de Pavlov, de Repine et de Sourikov, de Souvorov et de Koutouzov». Cette énumération soigneusement pesée de grands noms ne comporte aucun écrivain ni peintre soviétique, aucun chef militaire de la guerre civile. La tradition qu'il invoque est, essentiellement celle de la Russie impériale. Évoquant par ailleurs le conflit en cours, Staline multiplie par trois les pertes de la Wehrmacht qu'il chiffre à «plus de 4 millions et demi d'hommes tués, blessés et prisonniers», et divise par trois les pertes de l'Armée rouge qu'il estime à 350 000 hommes tués, 378 000 disparus et 102 000 blessés. Il peut ainsi affirmer que, «après quatre mois de guerre, l'Allemagne, dont les réserves en hommes s'épuisent déjà, se trouve beaucoup plus affaiblie que l'Union soviétique, dont les réserves ne font que se déployer maintenant dans toute leur ampleur<sup>68</sup>». Aucun de ses auditeurs ne croit sans doute à ce bilan optimiste des quatre premiers mois de guerre, mais chacun doit feindre d'y ajouter foi, sans mot dire.

Le lendemain, sur la place Rouge, sous un ciel bas et neigeux qui interdit à la Luftwaffe de menacer la capitale, il exhorte les recrues qui partent au front en invoquant le nom des héros militaires russes d'un lointain passé, grâce auxquels avaient été repoussés les envahisseurs teutons, polonais et français : «Puisse vous inspirer dans cette guerre les glorieux Kouzma Minine, Dmitri Pojarski, Alexandre Souvorov, Mikhaïl Koutouzov<sup>69</sup>.» Pas plus en cette occasion qu'en d'autres il ne cite le nom des combattants de la guerre civile, pas même celui de Tchapaïev. Dans son bureau, les portraits des généraux tsaristes Koutouzov et Souvorov encadrent désormais celui de Lénine...

C'est à cette époque que se stabilise le fonctionnement, dès lors immuable, du Grand Quartier général. En présence de Molotov, Malenkov et Beria, muets et impassibles, Staline y convoque à tour de rôle généraux, commissaires du peuple, chefs de service, adjoints divers, qui viennent rapporter et recevoir directives et réprimandes. L'arrivant n'a droit qu'à un simple signe de tête et, dès son rapport fini, à une ou plusieurs questions. Toute réponse un peu imprécise entraîne une réplique cinglante de Staline : «Tu ne sais pas ? De quoi tu t'occupes alors ?» Une fois l'échange terminé, l'invité doit déguerpir au plus vite. Le commissaire aux Voies de communication, Kovaliov, souvent convo-

qué chez Staline, n'est « pas une seule fois arrivé tranquille à [s]on bureau. Tu t'attends toujours à une question à laquelle tu ne sauras pas quoi répondre. Il était d'une sécheresse effrayante. [...] par son pouvoir, sa mémoire, il écrasait, abaissait tout le monde. L'homme qui venait le voir se sentait encore plus insignifiant qu'il ne l'était en réalité <sup>70</sup> ».

Roosevelt tente d'entraîner l'URSS contre le Japon. Peu avant Pearl Harbor, il informe Staline que les Nippons préparent une attaque imminente contre la région de Vladivostok et lui propose d'envoyer une mission militaire américaine à Moscou pour discuter des mesures à prendre, et de fournir des avions à partir de l'Alaska. Les renseignements fournis par les agents soviétiques au Japon ne confirment pas ces informations. Convaincu, au contraire, que le Japon n'attaquera pas, Staline fait transférer des troupes d'Extrême-Orient sur le front de Moscou en novembre. Il doit néanmoins amadouer les Américains. Staline ressort alors du placard le diplomate pro-occidental Litvinov, aux allures de père de famille, réintégré aux Affaires étrangères dès la fin juin mais utilisé seulement pour la diffusion d'émissions de radio en direction des pays anglophones. À la mi-novembre, il le nomme ambassadeur à Washington et, seul ambassadeur ayant une double charge, vice-commissaire aux Affaires étrangères. Litvinov arrive à San Francisco, après un périple en avion de vingt-deux jours, le 6 décembre, avec mission d'entraîner les États-Unis aux côtés de l'Union soviétique. Le surlendemain, à l'aube, l'aviation et la marine japonaises attaquent par surprise la flotte et l'aviation américaines stationnées dans la rade de Pearl Harbor à Hawaï. Les États-Unis entrent alors en guerre contre le Japon dans le Pacifique, mais pas contre l'Allemagne. Néanmoins Staline est sûr désormais que le Japon n'attaquera pas en Sibérie...

Staline, mécontent de ses généraux, est aussi insatisfait de son peuple. Pour le punir d'une attitude à ses yeux trop molle à l'égard de l'envahisseur, il signe le 17 novembre 1941 l'ordre 0428 qui ordonne à l'Armée rouge « de détruire et brûler entièrement toutes les localités situées à l'arrière des troupes allemandes sur une distance de 40 à 60 kilomètres en profondeur à partir des premières lignes, et sur 20 à 30 kilomètres à droite et à gauche des routes », d'utiliser à cette fin « l'aviation, l'artillerie et les mortiers, des commandos d'éclaireurs, de skieurs et des groupes

de sabotage de partisans», et de «créer dans chaque régiment un commando de chasseurs de 20 à 30 hommes pour raser et incendier les localités<sup>71</sup>». Toutes ces forces seraient plus utiles contre la Wehrmacht, mais Staline veut punir les civils qui ont laissé l'ennemi pénétrer dans leurs villes et leurs villages. Après les incendies d'un été torride, les paysans voient ainsi leurs villages brûlés par des commandos... de l'Armée rouge, bientôt imitée, à partir de 1942, par la Wehrmacht décidée à faire payer à ces mêmes paysans les attaques de partisans.

Le 3 décembre, flanqué de Molotov, il reçoit les Polonais Sikorski, Kot et Anders, représentants du gouvernement exilé de Londres. Staline a donné son accord à la constitution d'une armée polonaise en URSS. Les trois hommes veulent l'entretenir de leurs difficultés à faire libérer les Polonais internés dans les camps pour constituer leur armée. Sikorski s'inquiète en particulier d'«une liste de 4 000 officiers emmenés de force et qui se trouvent encore maintenant en prison ou dans des camps de travail [...]». Aucun d'entre eux n'est revenu», et pour cause puisqu'ils ont été massacrés à Katyn en 1940 par le NKVD sur ordre de Staline et de Beria. Staline se moque d'eux. Ces officiers «se sont évadés» ! Anders, interloqué, demande : «Où auraient-ils pu s'évader ?» Staline répond : «Mais en Mandchourie !» Quant aux Polonais encore détenus dans les camps, et dont Sikorski et Anders ont une liste incomplète, «ils ont à coup sûr été libérés mais ne sont pas encore arrivés». Ils sont en route. En revanche, l'accrochage est assez brutal lorsque Sikorski et Anders décrivent les conditions effroyables dans lesquelles vivent les Polonais libérés : ils sont installés dans des tentes sans chauffage par une température de - 30 degrés, ne reçoivent qu'une alimentation dérisoire, n'ont pas d'armement pour s'entraîner, pas de vêtements chauds. Ils demandent l'envoi de leurs hommes en Iran, où les Anglais les nourriront et les entraîneront. Staline ricane : Une fois en Iran, vous irez vous battre avec et pour les Anglais ! Les interlocuteurs ne sont d'accord que lorsqu'il s'agit de taper sur les juifs. Anders et Sikorski affirment, en effet, que les juifs polonais enrôlés sont des trafiquants et des contrebandiers, et ne feront donc jamais de bons soldats. Il n'en veut pas dans l'armée polonaise. Staline acquiesce : «Les juifs sont de piètres soldats [...]». Oui, les juifs sont de mauvais soldats.» Il développe un peu plus loin des vues racistes sur «les Slaves [...] race jeune qui

n'est pas encore usée<sup>72</sup> ». Le lendemain soir, un dîner au Kremlin réunit Staline, les Polonais et une pléiade de dirigeants, hautains avec eux et serviles devant Staline. Sikorski affirme l'intangibilité des frontières polonaises d'avant 1939. Staline le laisse dire. Il a besoin de lui pour le moment.

Une contre-offensive dégage Moscou au début de décembre et rejette la Wehrmacht à cent kilomètres de la capitale. À la fin de l'année, la Wehrmacht a laissé sur les champs de bataille près d'un million d'hommes, plus de 2 000 chars, et s'enlise dans la neige. Le 10 décembre, grisé par ce succès, Staline impose au GQG une directive d'un irréalisme insensé. Il assigne à l'Armée rouge la tâche de garantir l'écrasement complet des troupes hitlériennes en 1942. Il pense aussi déjà à l'épuration ultérieure : le 27 décembre, il crée, par décision du Comité de défense, les camps spéciaux de filtrage du NKVD destinés à vérifier prisonniers et civils.

Une semaine avant, les 16, 17, 18 et 20 décembre, il a reçu par quatre fois le ministre des Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, pour lui proposer deux accords publics et un accord secret, qui reprend, en plus ambitieux, le protocole secret signé en septembre 1939 avec l'Allemagne nazie. Il invite l'Angleterre à redessiner toute l'Europe pour la fin de la guerre. Taillant et retaillant à l'envi dans les frontières, il veut inclure la Prusse-Orientale dans la Pologne, dont les limites seront repoussées vers l'ouest, agrandir la Tchécoslovaquie au sud au détriment de la Hongrie, rétablir la Yougoslavie dans ses anciennes frontières et l'élargir un peu à l'ouest au détriment de l'Italie (Trieste, Fiume, etc.). Il offre à la Turquie les îles du Dodécannèse, et un morceau du sud de la Bulgarie habité par des Turcs, et, au sud, un bout de la Syrie. L'Allemagne devrait être morcelée, l'URSS reconnue dans ses frontières de 1941 (avec annexion de la Pologne orientale, des pays baltes et de la Bukovine du Nord). Staline propose à Eden d'installer des bases militaires sur les côtes françaises, « Boulogne, Dunkerque, etc.<sup>73</sup> » ; la Belgique et la Hollande devraient signer une alliance militaire avec l'Angleterre.

Eden, interloqué, s'abrite, pour esquiver ces suggestions insensées, derrière les États-Unis : Roosevelt, en effet, a exigé du gouvernement anglais qu'aucune décision concernant le destin de l'Europe d'après-guerre ne soit prise sans qu'il ait été préalablement consulté. Cette mainmise préventive de l'Oncle Sam sur

une Europe où il ne se bat pas encore irrite Staline, qui insiste en vain pour que l'annexion des pays baltes soit reconnue par Londres. Lors de la dernière conversation avec Eden, qui lui a répondu chaque fois par le même refus et la même excuse, il fait feu de tout bois : le gouvernement britannique avait bien fait alliance avec le gouvernement tsariste, qui englobait dans les frontières de l'Empire la Finlande et plus de la moitié de la Pologne ! Alors pourquoi ne pas reconnaître les frontières, plus modestes, de 1941 ? Face aux réserves anglaises, il renonce à son projet de protocole, à l'exigence d'un second front, et même à un débarquement anglais dans la région de Petsamo. Toutes ces concessions, dit-il, lui paraissent justifier en contrepartie la reconnaissance des frontières de 1941. Et il lâche, ironique : « Je suis un peu étonné de la dépendance de la politique anglaise vis-à-vis du gouvernement américain. Je pensais que l'Angleterre disposait d'une plus grande liberté de mouvement dans ses rapports avec les autres pays<sup>74</sup>. »

Son irritation le pousse à faire des déclarations bravaches : « L'armée allemande est épuisée [...]. Nos contre-attaques se transforment en contre-offensives [...]. Nous attaquons et allons attaquer sur tous les fronts. L'armée allemande, en fin de compte, n'est pas si forte que cela. Sa réputation est très surfaite<sup>75</sup>. » Il finira peut-être par croire à ses propres vantardises, puisqu'il lancera en janvier 1942 une contre-offensive bâclée. Peu doué pour les prophéties, il annonce à Eden que « les forces des Japonais sont tout à fait épuisées » et qu'ils n'en ont plus que pour quelques mois<sup>76</sup>. Ces conversations stériles se concluent par un communiqué commun et par un banquet qui s'achève tard dans la matinée du 21 décembre, jour de son anniversaire, à cinq heures du matin exactement. Eden, dans ses souvenirs, se dit choqué par l'abondance de vodka et de caviar « alors que tout autour régnaient la faim et la misère ».

Le 4 février 1942, Staline systématise le travail du Comité de défense : chacun de ses membres est chargé de contrôler un secteur particulier de la production d'armement et son acheminement vers les unités intéressées : Molotov les tanks, Malenkov et Beria les avions, leurs moteurs et les mortiers, Voznessenski les munitions et la sidérurgie, Mikoïan l'approvisionnement de l'armée. Avec quelques modifications de détail, il fonctionnera ainsi jusqu'à la fin de la guerre.

Staline tient tous les fils de cet organisme entre ses mains. Le bureau du Comité de défense, c'est le bureau de Staline, son appareil, c'est le secteur spécial du Comité central, c'est-à-dire le secrétariat particulier de Staline. Ni le Comité ni le Grand Quartier général n'ont de secrétariat et, quasiment jusqu'à la fin de la guerre, aucun procès-verbal de leurs réunions n'est dressé. Les communications du Comité avec les commandements de front s'effectuent par le téléphone spécial de Staline. Leurs réunions ne comportent pas d'ordre du jour. On commence à travailler lorsque Staline arrive. Poskrebychev convoque alors aussitôt, en plus de tous les membres du Comité, les individus dont il lui donne la liste. Staline livre aux personnes présentes une liste de questions à régler, en ajoute d'autres qui lui viennent en tête au fil de la discussion, et fait convoquer par Poskrebychev les gens qu'il juge nécessaires en cours de réunion. Le commandant de l'arrière, Khroulev, qualifiera ce fonctionnement d'à la fois dictatorial et souple : « Staline concentrait tout sur lui. Il n'allait lui-même nulle part [...]. Il n'y avait dans le Comité de défense et dans le Grand Quartier général aucun bureaucratisme ; c'étaient des organismes exclusivement opérationnels. La direction en était concentrée dans les mains de Staline. En une journée, il s'y prenait des dizaines de décisions<sup>77</sup>. » Staline signe un grand nombre de documents sans les lire tant qu'il a confiance en leur auteur. À la première impression qu'il éprouve d'avoir été abusé ou qu'on s'est joué de lui, le responsable est sanctionné.

Le 5 janvier, il fait adopter par le Grand Quartier général une directive qui concrétise la folle stratégie définie le 10 décembre : ordre est donné aux neuf fronts de passer, l'un après l'autre, à l'attaque, sur une ligne continue de près de 2 000 kilomètres, du lac Ladoga à la mer Noire. Il fixe à l'Armée rouge l'objectif chimérique d'« empêcher les Allemands de souffler, de les chasser sans relâche vers l'ouest, de les obliger à épuiser leurs réserves avant le printemps, où nous disposerons de nouvelles réserves importantes quand les Allemands n'en auront plus, pour assurer ainsi l'écrasement total des troupes hitlériennes en 1942<sup>78</sup> » ! Aucun général n'ose affirmer que la tâche est au-dessus des forces de l'Armée rouge.

Staline sacrifie la population à l'improbable succès de cette offensive préparée à la hussarde. Ainsi donne-t-il l'ordre de s'emparer de Rjev, petite ville de 30 000 habitants située sur la Volga à

100 kilomètres à l'ouest de la capitale après l'avoir détruite : « Employer les forces de l'artillerie, les mortiers, l'aviation dont dispose le secteur et noyer la ville de Rjev sous un déluge de feu, sans reculer devant des destructions importantes<sup>79</sup>. »

Après de premiers succès sur le front du Centre, l'Armée rouge se retrouve fin février à bout de souffle. Privée de munitions, elle prête le flanc à une contre-attaque foudroyante de la Wehrmacht. Malgré cela, le 23 février 1942, le général MacArthur télégraphie à Staline : « Les espoirs de la civilisation reposent sur les drapeaux de l'Armée Rouge. » Churchill félicite Staline le 24 février pour « huit mois d'une campagne qui a témoigné de la gloire immense de ses chefs<sup>80</sup> ». À Washington, Roosevelt promet à Molotov l'ouverture d'un second front en Europe en 1942. Staline décide alors de remplacer l'*Internationale*, hymne de l'Union soviétique désormais réservé au Parti, par un hymne national dont il suit personnellement la très longue gestation.

En février, il donne son feu vert à la constitution d'un Comité antifasciste juif, après avoir écarté l'idée d'un comité international, avancée par les deux dirigeants du Bund polonais, Ehrlich et Alter, jetés en prison le 4 décembre 1941, puis fusillés pour cette idée par trop internationaliste. Le Comité, présidé par le dynamique acteur-réalisateur-metteur en scène du théâtre yiddish Mikhoels, doit développer la propagande en faveur de l'URSS et de l'Armée rouge dans les milieux juifs du monde entier. L'objectif sera fixé en mai 1942 : obtenir l'argent nécessaire pour fournir à l'Armée rouge 1 000 tanks et 500 avions.

Pour répondre à l'échec de son offensive suicide, Staline reprend sa chasse aux boucs émissaires. Il fait fusiller sept officiers supérieurs et disgracie le maréchal Koulik, qu'il avait envoyé le 12 novembre dans la presqu'île de Kertch en Crimée. Koulik s'était vu adjoindre Mekhlis, vice-commissaire à la Défense et chef de la Direction politique de l'Armée rouge, qui s'était fait photographier dans l'attitude de Napoléon, la main droite dans sa vareuse. Ses instructions bravaches (ne pas reculer d'un pied) ayant permis à la Wehrmacht d'encercler 40 000 soldats soviétiques, Koulik a, sans ordre de Staline, défini un plan d'évacuation, malgré l'obstruction de Mekhlis, prêt à les laisser périr. Le 26 janvier 1942, Beria, dans une note à Staline, accuse Koulik d'avoir, par « son état d'esprit défaitiste », livré à l'ennemi



une place capitale. Koulik se défend auprès de Staline, qui, le 19 février, le fait exclure du Comité central pour désobéissance, état d'esprit défaitiste, ivrognerie et dilapidation des biens de l'État, décision qu'il fera valider par le Comité central en janvier 1944.

Au total, en 1942, Staline fait fusiller trente généraux, lieutenants généraux et généraux majors. Sa défiance est constante : au début de mai, il est informé que la 5<sup>e</sup> division de blindés n'a plus de commandant. « Ah, ricane-t-il, Lizioukov est chez les Allemands ? Il a déserté<sup>81</sup> ? » Au même moment, on retrouve, dans son tank, le cadavre de ce Lizioukov, ancien déporté, libéré au début de la guerre. Son vieil ami Vorochilov lui sert aussi de bouc émissaire ; il le laisse en vie, mais lui fait endosser la responsabilité d'une longue liste de catastrophes. Le 1<sup>er</sup> avril, Staline adresse aux membres du Comité central et à la commission de Contrôle, au nom du Bureau politique, un document rageur dirigé contre lui et où il épanche sa rancune. Rappelant le désastre de la guerre de Finlande, il y fait le relevé de ses marques d'incurie : « L'Armée rouge manquait de mortiers et d'armes automatiques, il n'y avait aucun relevé exact du nombre de tanks et d'avions, les vêtements d'hiver nécessaires pour les soldats n'avaient pas été prévus. » Il évoque sa responsabilité dans le blocus de Leningrad et souligne le fait que, envoyé sur le front de Volkhovo, décisif pour défendre Leningrad, « il a refusé d'en prendre la responsabilité en invoquant le fait qu'il s'agit d'un front difficile<sup>82</sup> ». Bref, Vorochilov est incompetent, couard et irresponsable. Staline l'affecte au travail militaire à l'arrière. La sanction est mince au regard de l'accusation, mais Vorochilov est à jamais disqualifié.

En même temps qu'il fait fusiller des gradés, Staline flatte un certain nombre de jeunes généraux, comme Vlassov, membre de cette génération montante qu'il veut promouvoir. Il reçoit à deux reprises ce grand échalas servile qui, par un balancement courtis, raconte avec exaltation la première rencontre à sa femme, la seconde à sa maîtresse. À la première, il confie son « bonheur » : « Le plus grand et principal patron m'a convoqué [...] il a discuté avec moi une heure et demie entière. [...] Il m'a demandé où était ma femme et m'a interrogé sur ma santé. Le seul capable de faire cela, c'est LUI, qui nous mène tous de victoire en victoire. Avec lui, nous écraserons la vermine fasciste<sup>83</sup>. » Dans des

termes similaires, après sa seconde rencontre, il partage avec sa maîtresse le « grand bonheur » qu'il ressent. « Le plus grand homme du monde m'a une fois encore convoqué [...]. Il a fait mon éloge devant tout le monde. Et maintenant je ne sais pas comment on peut justifier la confiance qu'IL me témoigne<sup>84</sup>. » La carrière de Vlassov est, en effet, exemplaire. Pendant que Staline liquidait le corps des officiers issus de la révolution, Vlassov montait en grade régulièrement. Il est écrit dans son dossier : « Travaille beaucoup à la liquidation des résidus de sabotage dans les unités. » Il a donc dénoncé et livré des camarades au NKVD. En juin 1942, Vlassov, capturé par les Allemands, considérera le Führer comme son nouveau grand homme, revêtra l'uniforme de la Wehrmacht, formera l'Armée dite, sans rire, de libération russe et affirmera sa volonté de combattre aux côtés de la Wehrmacht pour liquider le bolchevisme. La première proclamation du Comité russe, fondé par lui, se proposera de « renverser Staline et sa clique »

La deuxième offensive allemande, déclenchée en avril 1942, vise Bakou et son pétrole. La Wehrmacht prend Kharkov, Sébastopol, Rostov, Kertch, la Crimée, gagne le Caucase, pénètre en Kalmoukie, en Tchétchénie, en Balkarie, arrive aux contreforts du Caucase. Affolé, Staline convoque, à la fin du mois d'avril, Baïbakov, vice-commissaire à l'Énergie, et lui présente un ultimatum : « Hitler se rue vers le Caucase. Il a affirmé que s'il ne s'emparait pas du pétrole du Caucase, il perdrait la guerre. [...] Je vous préviens : si les Allemands obtiennent une goutte de pétrole, nous vous fusillerons. » Baïbakov pourrait tout faire sauter, mais Staline l'avertit : « Si vous détruisez les installations, que les Allemands n'arrivent pas jusque-là et que nous restions sans carburant nous vous fusillerons aussi<sup>85</sup>. » Les Allemands ne prendront pas Bakou et Baïbakov, n'ayant pas miné les installations pétrolières, sauvera sa peau.

Au début de mai, la Wehrmacht lance une attaque le long du golfe de Théodossie en Crimée orientale et met en déroute les forces soviétiques, pourtant deux fois supérieures en nombre. Staline, après avoir dépêché Boudionny dans la presque île, y envoie en hâte Mekhlis, qui, après un an de guerre, et à défaut d'être un grand stratège, multiplie les dénonciations. Arrivé en Crimée, il accable Staline de télégrammes dénonçant l'incurie du commandant du front, Kozlov, apparemment dépassé par les évé-

nements. Ces dénonciations ne freinent pas l'avance allemande mais, par leur lâche impuissance, irritent Staline, qui lui reproche de s'en tenir «à l'étrange position d'un observateur extérieur, ne répondant de rien, dans l'affaire du front de Crimée. C'est une position très confortable, mais complètement pourrie<sup>86</sup>». Staline n'aurait pas écrit ces lignes six mois plus tôt. L'expérience de la guerre infléchit son comportement : la dénonciation lui paraît – chez les autres – un moyen trop facile d'échapper à ses responsabilités. Le 20 mai, au bout de douze jours, la Wehrmacht s'empare de la Crimée : l'Armée rouge a perdu 176 000 hommes, 347 tanks, 3 476 canons et mortiers, et 400 avions. C'est un désastre. Staline limoge Mekhlis, rétrogradé au simple rang de commissaire de corps, et rétrograde, du même coup, les cinq généraux commandants en chef.

Il n'a pas eu le temps de s'en remettre qu'une opération dont il avait lui-même défini les modalités tourne au fiasco : le 12 mai, les VI<sup>e</sup> et LVII<sup>e</sup> armées ont lancé une offensive sur Kharkov. Elle est bientôt enrayée, après un bref succès initial, par une contre-attaque allemande. Timochenko propose alors de suspendre une offensive aussi mal engagée. Staline refuse. Khrouchtchev, commissaire politique du front, lui soumet au téléphone la même demande. Malenkov décroche le téléphone, Staline refuse de le prendre en ligne et fait répondre qu'il ne faut rien changer. Le 30 mai, les deux armées soviétiques sont encerclées et anéanties : 230 000 hommes sont abattus ou faits prisonniers, 775 tanks détruits, plus de 500 pièces d'artillerie et de mortiers tombent entre les mains de l'ennemi. Staline répond par une désinformation grossière. Le 31 mai, le Bureau soviétique d'information annonce que l'offensive soviétique déclenchée dans la direction de Kharkov ne visait nullement à prendre la ville, mais à prévenir une offensive allemande et que «la tâche essentielle fixée par le commandement soviétique a été remplie». Il transforme sur le papier la défaite en victoire en multipliant par deux les pertes allemandes et en divisant par deux celles des Soviétiques.

Ces désastres répétés conduisent Staline à durcir encore les mesures disciplinaires. Le 28 juillet 1942, il signe l'ordre 227, lu dans toutes les unités de l'Armée rouge mais non publié. Face à l'avancée allemande, écrit Staline, «une partie des troupes du front Sud, entraînée par des paniquards, a abandonné Rostov et

Novotcherkassk, sans résistance sérieuse et sans ordre de Moscou, couvrant ainsi ses étendards de honte». Il dénonce la politique de la retraite stratégique et de la terre brûlée qu'il prête à certains commandants de front «incompétents qui se consolent en disant que nous pouvons continuer à reculer vers l'est, car nous avons un grand territoire, beaucoup de terre, une population nombreuse, et que nous aurons toujours du pain en abondance. De tels propos, faux et mensongers, ne profitent qu'à nos ennemis». Après avoir fait la liste des pertes en territoires et en ressources, Staline conclut : «Reculer plus loin signifie périr soi-même et faire périr notre patrie.» Il ordonne donc : «Plus un pas en arrière ! Tel doit être maintenant notre mot d'ordre principal ! » Puis il attribue les reculs aux «commandants, aux commissaires, aux instructeurs politiques, dont les unités et les formations abandonnent leurs positions [...] aux paniquards [...] qui entraînent les autres combattants à reculer et à ouvrir le front à l'ennemi», et conclut : «Les paniquards et les lâches doivent être exterminés sur place<sup>87</sup>.» Staline renouvelle sa décision de septembre 1941 sur la formation de détachements de barrage, placés juste derrière les unités combattantes et qui auront pour tâche, «en cas de panique et de recul désordonné des unités, de fusiller sur place les paniquards et les lâches» en question.

## CHAPITRE XXVII

### Stalingrad

Sur le front Sud-Ouest, sous un ciel de feu, dans une poussière âcre, la Wehrmacht repousse inlassablement l'Armée rouge vers Stalingrad, l'ancienne Tsaritsyne, énorme ville-champignon, dont les usines et les quartiers ouvriers s'étendent le long de la Volga sur plus de 30 kilomètres. Dans *Les Tranchées de Stalingrad*, l'ex-lieutenant Victor Nekrassov évoque cette débâcle qui brasse, dans les hurlements des klaxons, camions et fantassins à demi nus au milieu des roues, des radiateurs, des caisses de voitures, des cadavres de chevaux gonflés, des arbres brisés et des voitures renversées. Un soldat, accablé, énumère les catastrophes : « Plus d'Ukraine ni de Kouban, donc plus de blé. Plus de Donbass, donc plus de charbon. Bakou est coupé. Le Dnieprostroï ? Sauté. Des milliers d'usines aux mains des Allemands [...]. La ligne de communication de la Volga est pratiquement coupée. Vous vous rendez compte du chemin que doit maintenant faire le pétrole de Bakou<sup>1</sup> ? »

Staline appelle au secours les Alliés, qui l'abreuvent de belles paroles. Il se fâche et sermonne Churchill, le 23 juillet 1942 : « Le gouvernement soviétique ne peut accepter de voir repousser jusqu'en 1943 l'ouverture d'un second front en Europe<sup>2</sup>. » La situation de l'Armée rouge, qui recule sur le Caucase et la Volga, est, en effet, désespérée. Mais les Alliés le font lanterner à leur guise. Et son ton « catégorique » n'y change rien. Churchill vient à Moscou le 12 août 1942. Berejkov, entrant dans le bureau de

Staline, entend sa dernière phrase à Molotov : « Il ne faut rien attendre de bon de cette rencontre<sup>3</sup>. » Staline déploie pourtant toutes les ressources d'une séduction à usage externe. Brutal avec les siens, il peut, selon Berejkov, « déployer un talent de persuasion réservé aux étrangers [...]. Il savait séduire ses interlocuteurs. C'était manifestement un grand acteur et il était capable de se fabriquer une image d'homme charmant, modeste, même un peu simple<sup>4</sup> ». Churchill le félicite pour la brillante conduite de l'Armée rouge. Staline insiste sur le caractère dramatique de la situation et ne peut « assurer que les Russes pourront résister à la nouvelle pression des Allemands ». Churchill le rassure : faute d'aviation assez puissante, « les Allemands ne pourront engager une nouvelle offensive sur la ligne de Voronej<sup>5</sup> ». Staline se plaint de l'étirement du front qu'Hitler peut tenter d'enfoncer.

Staline a noirci en vain la situation, car Churchill aborde de lui-même la question du second front en Europe, pour en nier d'emblée la possibilité cette année. Mais, dit-il, on peut en ouvrir un ailleurs. Il évoque alors « les préparatifs d'une opération de grande envergure en 1943 », qui sera une fois de plus repoussée. Les troupes anglaises, ajoute-t-il, ne sont pas prêtes au combat. Seule l'épreuve du feu aguerrit et trempe une armée, rétorque Staline, qui souligne que l'Angleterre n'a pas bougé pour secourir la Pologne ni réagi à l'annexion du Danemark et de la Norvège par Hitler. L'exposé par Churchill des plans de débarquement des troupes américaines et anglaises en Afrique du Nord détend un peu l'atmosphère. Staline y décèle même quelques aspects positifs, mais l'amertume engendrée par le refus du débarquement en France domine toute la fin de la conversation<sup>6</sup>. Même le banquet offert à Churchill, qui, méfiant, s'était gavé de sandwiches britanniques dans son avion, ne déride pas les deux hommes. Staline défie au vin et à la vodka le grand buveur anglais. Le maréchal de l'armée de l'air, Golovanov, suit ce match avec inquiétude. À la fin du festin, lorsque la délégation britannique entraîne Churchill vers sa chambre, Staline se retourne vers Golovanov et grommelle : « Pourquoi me regardes-tu comme ça ? Ne crains rien, je ne vais pas dissoudre la Russie dans l'alcool, mais lui, demain, il va se démenier comme un diable dans un bénitier<sup>7</sup>. »

Le 23 août 1942, au moment où l'Armée rouge recule vers le Caucase, Beria a créé un réseau de camps spéciaux visant à démasquer parmi les prisonniers « les déserteurs, les espions et autres élé-

ments douteux parmi les soldats des divisions de l'Armée rouge [...], qui reculent [...] les arrêter [...] constituer sur eux un dossier sous forme réglementaire et les transférer à la justice». Tous ceux qui reculent sont suspects. Les soldats blanchis par l'enquête sont immédiatement renvoyés au front. En moyenne, un sur trois est déclaré coupable. Staline confirmera l'existence de ces camps spéciaux de filtrage par une nouvelle décision du gouvernement du 24 janvier 1944. Ils accueilleront alors tous les soldats soviétiques capturés par les Allemands, qui seront soumis à un contrôle très sévère, surtout pour les officiers et sous-officiers.

Le 23 août, les avions de la Luftwaffe, par vagues successives, lâchent sur Stalingrad des milliers de bombes incendiaires qui volatilisent les murs en briques et les toits des usines, font flamber les maisons de bois, éventrent les immeubles de béton. L'incendie ravage la cité noyée dans des nuages de poussière et de cendres. Staline refuse un moment d'autoriser l'évacuation des milliers de civils, femmes et enfants terrés dans les caves et les trous de bombes, ou encore entassés, implorants, sur la rive droite du fleuve. Ce serait pour lui le premier acte d'une inacceptable capitulation. Le 3 septembre, les IV<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> armées blindées de la Wehrmacht font leur jonction autour de Stalingrad, ainsi encerclée au nord, à l'ouest et au sud, tenue par 40 000 soldats exténués. Si Stalingrad tombe, la route de Moscou vers le nord est ouverte. C'est le début d'un enfer de cinq mois, le premier acte d'une mêlée sauvage que les Allemands ont appelée «le combat des rats». Staline, menaçant, interpelle au téléphone Khrouchtchev, commissaire politique du front : «Que signifie le début d'évacuation de la ville<sup>8</sup> ?» Khrouchtchev bredouille que l'information est fausse. Il doit s'accrocher à tout prix.

La Volga est sous le feu de l'artillerie allemande. Entre deux salves d'obus, la Luftwaffe mitraille les transports de troupes et de vivres et coule une bonne moitié des radeaux et des barges qui tentent de traverser le fleuve. Les officiers du NKVD et les commissaires politiques lancent les soldats à l'assaut en hurlant : «Pour la Patrie ! Pour Staline». Un poète soldat résume assez bien leur sentiment dans un bref tercet :

Dans les tranchées, pour être honnête,  
La dernière chose que nous avons en tête  
C'était Staline<sup>9</sup>.

Les troupes spéciales du NKVD, postées derrière les combattants, abattent à la mitrailleuse ou au revolver les soldats qui reculent ou esquivent le combat, tout comme les déserteurs, les civils qui tentent de fuir vers les lignes allemandes, voire les enfants suspects de servir de porteurs d'eau aux Allemands. L'historien anglais Antony Beevor a recensé 13 500 soldats soviétiques fusillés par ces troupes spéciales. Mais la terreur ne suffit pas, loin de là, à expliquer l'acharnement des milliers de soldats et d'officiers pour qui Stalingrad est le combat de la dernière chance et qui veulent à tout prix arrêter la Wehrmacht dans ce champ de ruines. Elle avance pourtant presque chaque jour, inexorablement, de quelques mètres vers les objectifs vitaux que sont l'usine de tracteurs, l'usine Barricades, l'usine Octobre rouge, la gare centrale, le silo à grain, en ruine, et la colline dite Kourgane de Mamai, adossés à la Volga. Staline et Joukov exigent du général Ieremenko, commandant du front, qu'il déclenche une impossible contre-attaque. Ieremenko lance à l'assaut des positions allemandes retranchées des troupes, chaque jour renouvelées par les renforts qui ont échappé aux obus allemands et aux mitrailleuses des Messerschmitt.

Dès octobre, la Wehrmacht n'est plus qu'à 150 mètres de la Volga, face à ces usines réduites à un entrelacs de carcasses trouées. Staline autorise Ieremenko et Khrouchtchev à installer le QG du front sur la rive gauche de la Volga tandis que le général Tchouïkov, commandant la LXII<sup>e</sup> armée soviétique, reste sur la rive droite, face aux lignes allemandes. Le 2 octobre, la Luftwaffe bombarde les réservoirs de carburant de l'Armée rouge ; leur explosion allume un gigantesque incendie. Dans un tourbillon de fumée, de cendres et de poussière, les combattants, retranchés dans les ruines, se battent à la grenade, à la baïonnette, au poignard pour chaque fosse, chaque pan de ruines, chaque débris, où les panzers s'empêtrent. Dans ce corps à corps furieux, les fantassins soviétiques abattent un jour à la mitrailleuse leurs propres pilotes, sautés en parachute de leurs bombardiers abattus comme à la parade par la chasse germanique. Les blessés entassés en hâte sur les rives y agonisent en râlant, sans eau, sans médicaments, sans soins. La nuit, les rats rongent les cadavres entre les lignes, pendant que les civils terrés leur disputent les débris d'aliments ou cherchent désespérément une eau polluée. L'ordre, donné par Staline le 5 octobre, de reprendre les positions



conquises par les Allemands, à portée de main de la Volga, est irréalisable, mais les soldats soviétiques s'accrochent désespérément à chaque trou et à chaque tas de gravats pour interdire à la Wehrmacht d'atteindre le fleuve.

Joukov et Vassilevski élaborent le plan d'une contre-offensive dite opération Uranus, que Staline confirme. C'est à cette date que Vassilevski fait remonter le changement qu'il a remarqué dans sa conduite de la guerre : Staline ne cherche plus systématiquement à tout vérifier dans le détail, à tout décider et à piétiner les généraux. Le 8 novembre, Hitler, dans son discours annuel de Munich, annonce à un parterre de dignitaires nazis enflammés que ses troupes ont pris une localité qu'il ne nomme pas, située sur « la Volga en un point déterminé, une ville déterminée, équipée d'un gigantesque port de transit. Je voulais l'avoir et savez-vous ? nous l'avons <sup>10</sup> ». Hitler-le-superstitieux a eu raison de ne pas nommer la ville. Le 22 novembre 1942, en effet, l'Armée rouge encercle à Stalingrad les 300 000 hommes de von Paulus. C'est le commencement de la fin. La Luftwaffe prétend ravitailler les soldats allemands par un pont aérien, mais la DCA soviétique abat ses avions comme des moineaux : elle en descend 264 en décembre, soit près de dix par jour en moyenne. Les soldats allemands affamés, rongés de poux, sans abris, sans bois pour se chauffer, sans bottes, et bientôt sans armes, pilonnés par l'artillerie soviétique, forment peu à peu une armée de fantômes qu'Hitler, à grand renfort de proclamations, invite, de son bunker, à l'héroïsme et au sacrifice.

Les tâches militaires n'empêchent pas Staline de suivre d'un œil attentif, quoique intermittent, la politique intérieure jusque dans les petits détails. Ainsi, il reçoit au milieu de janvier 1943 un exemplaire de *La Poésie soviétique russe (anthologie 1917-1942)*. Après examen, il en ordonne le pilonnage intégral ; aucun exemplaire n'échappera à la destruction. Staline a biffé quatre vers d'un poème de Pasternak sur Lénine et deux vers de « La Russie » de Selvinski : « Oh Russie j'aime tes oiseaux / Tes freux, raisonnables comme des paysans <sup>11</sup>. »

Comparer les paysans soviétiques à des freux est apparemment une insulte. Staline fait rééditer le volume avec les coupures voulues. Disparaissent également quatre poèmes – dont un consacré au slogan : « Pour la patrie ! Pour Staline ! », un chant de gloire en son honneur – et la préface de l'ouvrage, où Staline

était cité quatre fois et célébré en tant que thème poétique<sup>12</sup>. Ce souci du contrôle absolu de toute la vie intellectuelle soviétique, pour l'instant subordonné aux exigences de la guerre, connaîtra son plein essor dès 1946.

Au printemps 1942, Staline réfléchit déjà à des mesures en faveur de la caste militaire. Il convoque Khroulev et lui demande de faire dessiner un projet d'uniforme spécial à l'usage des régiments de la garde, qu'il se propose de reconstituer ; cet uniforme comportera des épaulettes. Un jour il s'interroge : de quoi auront l'air ceux des autres régiments qui n'en auront pas ? Pendant toute la seconde moitié de 1942, Khroulev – le chef du front de l'arrière, c'est-à-dire des troupes de réserve, chargé, donc, de tâches urgentes multiples – élabore trois projets successifs de modèles d'épaulettes différents pour les simples soldats, les officiers et les généraux – et adaptés aux différents types d'armées ! Staline y apporte corrections sur corrections, au point de persuader Khroulev qu'il cherche à différer la décision le plus longtemps possible.

Le 2 octobre, il supprime le corps des commissaires politiques, haï des gradés. En novembre, il crée pour les officiers les ordres de Souvorov, Koutouzov – fameux généraux tsaristes – et Alexandre Nevski. Pour les officiers ukrainiens, il crée l'ordre de Bogdan Khmelnitski, l'ancien ataman cosaque du XVII<sup>e</sup> siècle, pro-russe et grand massacreur de juifs. Il crée neuf écoles Souvorov de cadets qui copient celles de l'Ancien Régime ; on y apprend aux élèves officiers le culte de l'honneur militaire, les bonnes manières, et même la mazurka...

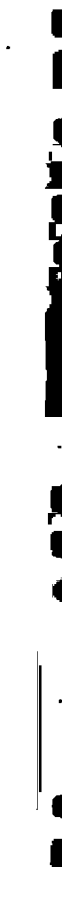
Au tout début de janvier, Khroulev insiste pour recevoir une réponse sur ses projets d'épaulettes et d'uniformes. Staline fait apporter les modèles, les regarde, convoque Kalinine et les lui montre en ajoutant, pour dégager sa responsabilité : « Camarade Kalinine, Khroulev nous propose de restaurer l'Ancien Régime. » Kalinine examine les modèles, puis se prononce pour leur adoption si cet uniforme plaît aux jeunes. Si, dit-il, les hommes de leur génération se souviennent de l'Ancien Régime, que cet uniforme rappelle, « il ne représente rien pour beaucoup de gens ». Staline feint l'étonnement : « Comment, même vous, camarade Kalinine, vous êtes pour l'Ancien Régime<sup>13</sup> ! » Kalinine maintient sa position. Le 6 janvier, un décret rétablit les épaulettes. Quelques jours plus tard, Staline invite les deux hommes à dîner

dans son appartement du Kremlin. Au cours du repas, Kalinine raconte qu'au cours de la guerre civile Lénine l'avait envoyé dans une région où les paysans refusaient de livrer leur blé ; les paysans lui dirent qu'ils voulaient bien le livrer, à condition que l'on ne touche pas à leurs popes et à leurs églises. De retour à Moscou, Kalinine raconta la conversation à Lénine qui lui promit d'«interdire de fermer les églises et de pourchasser les popes». L'anecdote est douteuse, mais Staline, qui a écouté attentivement, la commente : « Cette question n'a pas perdu de son acuité. Les gauchistes nous ont fait beaucoup de tort dans les questions de religion. On ne peut vaincre la religion que par l'éducation des gens et non par des mesures administratives ; c'est pourquoi la question des églises n'a toujours pas perdu sa signification<sup>14</sup>. » Il va le montrer sous peu. Dès le 31 juillet, d'ailleurs, le Secrétariat au Comité central avait « provisoirement » (en réalité, définitivement) arrêté l'édition du Journal *Le Sans-dieu*, dont le rédacteur en chef, Ioroslavski, meurt au début de 1943<sup>15</sup>.

À Berlin, un officier russe de l'armée Vlassov, le colonel Igor Sakharov, perçoit l'importance de ce changement nationaliste. En février 1943, il adresse à l'état-major de la Wehrmacht un mémorandum dans lequel il affirme : Staline, comprenant le désintérêt des Russes pour la révolution mondiale, a remplacé la propagande révolutionnaire par l'idée nationale russe, « repoussé les juifs à l'arrière-plan », supprimé les commissaires politiques, restauré les uniformes, les grades et les vieux ordres historiques. Ce nationalisme affiché, écrit-il, pousse le soldat soviétique à lutter maintenant « pour sa patrie, contre l'occupation étrangère<sup>16</sup> ». Sakharov oublie que la « propagande révolutionnaire » a disparu dès la signature du pacte germano-soviétique. Ses observations soulignent néanmoins l'ampleur du tournant nationaliste.



1.1



## CHAPITRE XXVIII

### La vague rouge

Le 9 janvier 1943, Mekhlis résume lors d'une conférence d'instructeurs politiques le contenu de la directive du GQG pour l'année qui commence : « Sur les indications du camarade Staline, l'année 1943 doit être l'année de l'écrasement total des envahisseurs allemands<sup>1</sup>. » Cet optimisme est encore prématuré.

À la mi-janvier 1943, Roosevelt et Churchill se rencontrent à Casablanca. Staline, invité, a refusé de s'y rendre, en arguant de la bataille en cours à Stalingrad. Il a surtout peur de partir aussi loin à l'étranger, et, plus encore, de prendre l'avion. Le 27 janvier, les deux hommes l'informent des résultats de leur conférence où ils ont exigé une reddition sans condition de l'Allemagne, fermant ainsi la porte à une éventuelle négociation qu'ils craignent de voir Staline engager. En même temps, ils affirment à ce dernier l'impossibilité d'ouvrir un second front en France. Ils l'assurent en revanche de leur détermination à « n'épargner aucun effort pour lui envoyer une aide matérielle<sup>2</sup> », poussant jusqu'au bout la division du travail entre les fournisseurs de canons et les fournisseurs de chair à canon. Les deux hommes retournent à Staline sa tactique de 1939, lorsqu'il attendait que l'Allemagne, l'Angleterre et la France s'usent mutuellement dans une guerre de longue durée. Les Alliés veulent aider l'URSS à vaincre l'Allemagne hitlérienne tout en permettant à cette dernière de saigner à blanc son vainqueur.

Le 31 janvier 1943 marque un tournant décisif de la guerre : à Stalingrad, von Paulus se rend avec ses 91 000 Allemands survi-

vants squelettiques aux pieds, aux mains ou au nez gelés. La bataille de Moscou, en novembre 1941, avait marqué l'échec de la *Blitzkrieg*, la bataille de Koursk en juillet 1943 marquera la fin du règne des blindés allemands. Mais, dans la conscience de millions d'hommes, c'est bien dans cette ville en ruine de la Volga que s'amorce la déroute finale des armées nazies.

Stalingrad servira à fonder l'image d'un Staline puissant stratège. Cette ville, où il ne s'est jamais rendu au cours de la guerre, jouera un rôle aussi décisif dans sa carrière que vingt-cinq ans plus tôt lorsqu'elle s'appelait encore Tsaritsyne. Staline y avait alors appris à commander, à exiger, à faire pression, à menacer, punir, à agir comme un chef, malgré ses insuccès. En 1943, Stalingrad l'établit dans le rôle de chef de guerre et la victoire lui donne une assurance nouvelle vis-à-vis de ses propres généraux et des Alliés. Il est vraiment, désormais, le Commandant suprême. Il le signifie publiquement : au lendemain de la reddition de von Paulus, il rend public ce titre, resté jusqu'alors secret, et cinq semaines après, le 6 mars 1943, se nomme maréchal. Dès lors, il porte systématiquement la tenue de maréchal qu'il s'est fait couper sur mesure.

Sa biographie officielle donne de ses qualités de stratège une description lyrique dont l'essentiel (en italique ci-dessous) a été ajouté de sa propre main : « Le camarade Staline a magistralement élaboré et mis en œuvre une nouvelle tactique de manœuvre, *une tactique de percée concomitante du front de l'adversaire sur plusieurs secteurs, visant à interdire à l'adversaire de rassembler ses réserves en un point, la tactique de la percée différenciée du front de l'adversaire sur plusieurs secteurs, lorsque les percées se suivent l'une après l'autre, visant à contraindre l'adversaire à perdre du temps et des forces dans le regroupement de ses troupes [...]*. Le camarade Staline devinait et exprimait avec une perspicacité géniale les plans de l'ennemi<sup>3</sup>. »

Dans un passage entièrement censuré sous Brejnev, Joukov porte un jugement d'ensemble beaucoup plus sévère, quoique mesuré, sur le commandement assuré par Staline. Il souligne que, jusqu'à Stalingrad, Staline s'orientait avec difficulté dans les domaines de la stratégie militaire, de l'organisation des armées et des opérations sur le front ! Bref, le champ de ses compétences était plus que limité. Son ignorance eut des conséquences d'autant plus dramatiques qu'au début de la guerre il s'appuya, pour

prendre ses décisions, sur son expérience, d'ailleurs restreinte, de la guerre civile. Il s'intéressait peu, par exemple, aux reconnaissances aériennes. De toute la guerre, l'Union soviétique ne disposa jamais de bonne aviation de reconnaissance.

Ainsi, au cours des dix-huit premiers mois, son incompetence, doublée par une assurance à toute épreuve, coûta cher à l'Union soviétique et à son armée. Jusqu'à Stalingrad, poursuit Joukov, il ne montra qu'une compréhension superficielle de l'interaction des diverses forces armées dans la conduite des opérations, et fut donc incapable de coordonner l'action de l'infanterie, de la cavalerie, des blindés et de l'aviation, sans parler de la marine. Pis encore, au début, ignorant tout des modalités complexes de préparation des opérations sur le front, il exigeait souvent « des délais de préparation et d'exécution des opérations manifestement irréalisables. Suite à ses exigences catégoriques, ces opérations étaient assez souvent engagées alors qu'elles avaient été faiblement préparées et insuffisamment assurées ; non seulement elles n'atteignaient pas leur but, mais elles entraînaient de grandes pertes en hommes et en moyens matériels<sup>4</sup> ». Sa hâte, son impatience, son mépris de la vie humaine l'amènent à sacrifier pour rien des divisions entières. Il envoie sans cesse au feu de nouvelles unités tout juste mobilisées, sans préparation militaire, et s'empporte contre les généraux qui tentent de le convaincre que cet envoi prématuré au combat de soldats sans formation amènera des pertes superflues ; il les rabroue sèchement : « Inutile de pleurnicher, après tout c'est la guerre. »

Sa direction catastrophique des opérations pendant un an et demi a conduit à l'échec des contre-offensives et provoqué un gâchis énorme en êtres humains et en matériels précieux, ce qui, dans la première année de la guerre, a placé l'URSS en situation d'infériorité. Enfin, Staline n'a aucune connaissance vivante du front et des armées au combat, qu'il ne visite pas. « Il construisit, dit Joukov, toutes ses conclusions sur la base des rapports de ses suppléants, de l'état-major général, des commandants de front et des rapports spécialisés<sup>5</sup>. » En quatre ans de guerre, Staline fit deux petites visites au front, discrètes et sans portée militaire. La première fois, à la fin d'octobre 1941, il se rendit de nuit sur la chaussée de Volokolamsk, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Moscou, s'arrêta à quelques kilomètres du front, s'entretint avec un commandant et s'en retourna. Après la guerre, faute de photo-

graphies, des peintures à l'huile ou des montages le montrèrent, jumelles à la main, face aux lignes allemandes. Il élabore donc sa stratégie en chambre. Roosevelt ne s'est, lui non plus, jamais rendu sur le front ; mais ils ne prenaient que des décisions politiques.

Faut-il expliquer par la peur d'un attentat ou celle d'une balle perdue sa décision de ne jamais visiter aucune unité sur le front ? Peut-être, mais, quoi qu'il en soit, Staline ne voit pas l'utilité de ce genre de visites. Il prolonge sur le plan militaire son comportement civil : depuis le 13 février 1928, il n'a plus jamais effectué de déplacement dans le pays (sauf pour partir en vacances à Sotchi). Il règne sur une montagne bureaucratique de papiers, de rapports et de dénonciations, du haut de laquelle il tranche, édicte des résolutions, exige, menace, sanctionne. La réalité vivante ne l'intéresse pas. Seule compte pour lui sa transcription filtrée dans le rapport. Si elle résiste à ses ordres, c'est le fait de saboteurs ; si l'Armée rouge n'exécute pas avec succès ses décisions sans fondements, c'est par incompetence de l'encadrement ou lâcheté des troupes. Le même mode de pensée est à l'œuvre.

Néanmoins, Joukov attribue à Staline « le mérite d'avoir rapidement et correctement perçu les conseils des spécialistes militaires, il les complétait, les développait et les transmettait sans tarder [...] en instructions, directives et ordres aux armées<sup>6</sup> ». Le commissaire à la Marine, Kouznetsov, confirme qu'« au bout d'un an ou deux [...] il noua des liens plus étroits avec les commandants de front. Il écouta de plus en plus leur avis<sup>7</sup> ». Le maréchal Koniev souligne que, à partir de 1943, les plans de presque toutes les opérations furent établis sur le front, mais il ajoute : « Le Grand Quartier général – c'est-à-dire Staline – se mêlait parfois même de fixer le moment précis où nous ferions donner les tanks. Il n'en sortait évidemment rien de bon<sup>8</sup>. » Le maréchal Bagramian fait un constat à peu près identique en insistant sur les qualités démontrées par Staline après la bataille de Koursk. « Je ne peux pas, dit-il, ne pas évoquer ses extraordinaires capacités d'organisateur, sa mémoire étonnante, phénoménale même, sa capacité à saisir rapidement l'essence de telle ou telle proposition, de les résumer, de les généraliser, et le plus souvent d'en tirer des décisions correctes<sup>9</sup>. » Joukov insiste sur ses grands talents d'organisateur<sup>10</sup>. Le maréchal Vassilevski, chef de l'état-major à partir de mai 1942 et vice-commissaire à la Défense, a



rencontré Staline plus de deux cents fois pendant la guerre. Il souligne lui aussi ses qualités d'organisateur, sa grande capacité de travail, sa mémoire exceptionnelle. Pour lui aussi, Staline a changé à partir de l'automne 1942, mais dans ses conversations avec Simonov, Vassilevski affirme : « Il savait profondément pénétrer l'essence d'un problème et suggérer une décision militaire [...]. Mais il était avec moi et avec les autres grossier, incroyablement, insupportablement grossier et injuste<sup>11</sup>. » Et Joukov souligne qu'« il se mettait en rage pour de simples détails non réglés<sup>12</sup>. ». L'humiliation est son mode de commandement permanent.

Le constat est à peu près général : Staline a, au bout d'un an et demi, opéré une mutation qui lui permet de mieux maîtriser la conduite des opérations, et qui se traduit par un changement de comportement : il devient plus posé, plus tranquille, plus sûr de lui, moins irritable et moins emporté, malgré de violents accès de colère intermittents. Son apprentissage a été coûteux ; il lui aura fallu un an et demi de revers et d'insuccès, six millions de morts et de prisonniers, pour se former. Et puis la mutation n'est pas complète. Ainsi, quoique peu à peu convaincu qu'il faut lâcher la bride aux chefs militaires, il contrôle toutes leurs décisions et convoque à tout propos les commandants de front, même au beau milieu d'une opération dont ils assument la direction ; le moindre retard le met en colère. Joukov note ailleurs un autre trait de caractère de Staline, qui s'avère gênant face à la mobilité allemande : « Il n'aimait pas modifier ses décisions<sup>13</sup>. » Mais « l'homme au dos raide » n'est pas seulement atteint de raideur physique. Pris au piège de son propre culte, il admet difficilement qu'il ait pu se tromper ou que les événements démentent son pronostic. Il faut que les faits lui forcent la main pour qu'il change.

Il éprouve un vif respect pour le maréchal Chapochnikov, qu'il place à la tête du Grand Quartier général en septembre 1941 ; c'est le seul à qui il permette de fumer dans son bureau. Cette complicité remonte à la guerre de Pologne en 1920 ; Chapochnikov avait alors écrit dans la revue militaire qu'il dirigeait un article contre « Le jésuitisme des Polaks ». Trotsky, furieux de ce chauvinisme, avait supprimé sa revue. Deux raisons pour Staline de l'apprécier. Il estime aussi Vassilevski parce qu'il est capable, en cas de désaccord avec lui, d'argumenter son point de vue. Joukov énumère encore dix-sept autres chefs militaires,

tous à l'en croire estimés et respectés par le Commandant suprême. Mais sa liste est trop longue. Tito a d'ailleurs un jour entendu Staline morigéner grossièrement au téléphone l'un d'eux, le maréchal Malinovski, dont les troupes piétinaient et qui réclamait des tanks : « Tu dors dans ton coin, tu dors [...]. Tu dis que tu n'as pas de tanks. Ma grand-mère n'aurait pas besoin de tanks pour se battre. Il est temps que tu te remues. Tu as compris <sup>14</sup> ? » Staline a plusieurs fois rudoyé Vassilevski, qui évoque d'ailleurs dans ses souvenirs un télégramme brutal en date du 17 août 1943. Alors pris sur le front par les durs combats dans le Donbass, Vassilevski n'avait pu envoyer avant le 16 à minuit le rapport quotidien exigé du chef d'état-major. Staline lui adressa le télégramme suivant : « Il est maintenant déjà 3 h 30, le 17 août, et vous n'avez pas encore pris la peine d'envoyer au GQG le rapport sur le bilan de l'opération du 16 août et sur votre appréciation de la situation [...]. Je vous préviens que si vous vous permettez une seule fois encore d'oublier votre devoir devant le GQG, vous serez écarté de vos fonctions de chef de l'état-major général et serez rappelé du front <sup>15</sup>. » Il mettait ainsi à rude épreuve les nerfs de tous ses collaborateurs, subordonnés, civils et militaires.

Il aime d'ailleurs à rudoyer ses généraux. Lorsqu'il enlève à Rokossovski le commandement du 1<sup>er</sup> front biélorusse, malgré ses brillants états de service, il ne peut s'empêcher de ricaner : « Pour les offenses, nous ne sommes pas des enfants de chœur <sup>16</sup>. » Mais il n'a pas avec eux la même attitude qu'avec les « spécialistes militaires » de la guerre civile. Ces gradés de 1941, sans passé politique, sont ses subordonnés et ses créatures. C'est lui qui a promu ces chefs formés par son *Précis d'histoire* de 1938 et qu'il peut déplacer à son gré. Par ailleurs, il fait valser les titulaires de postes de commandement de la même façon qu'il déplace les secrétaires de comités régionaux. En quatre ans de guerre, il change ainsi quatre fois de chef d'état-major : Chapochnikov, Joukov, Vassilevski, Antonov. Et il déplace jusqu'à dix fois certains commandants de front et d'armée, pour sanctionner un échec, mais aussi pour les tenir en haleine et leur rappeler sans cesse qui commande. Volkogonov dit fort justement : « On a parfois l'impression que Staline prenait le théâtre des opérations pour un échiquier dont il lui était très agréable de déplacer sans cesse les pièces et les pions <sup>17</sup>. »

La brutalité méprisante avec laquelle les officiers allemands et les SS traitent la population a favorisé l'émergence, dès le printemps 1942, d'un mouvement de partisans sur les arrières de la Wehrmacht, surtout en Biélorussie. Dans cette République ravagée, il rassemble en 1943 près de 350 000 hommes, qui sabotent les trains et multiplient les raids contre la Wehrmacht dont ils immobilisent plusieurs divisions. Ils contrôlent ainsi plusieurs régions, où ils installent un pouvoir réellement soviétique, reposant sur l'assemblée générale des habitants. À l'été 1943, Staline y met bon ordre en soumettant le commandement central des partisans installé à Moscou à l'autoritaire Ponomarenko, ancien Premier secrétaire du Parti de Biélorussie.

La Wehrmacht recule sur l'ensemble du front du Caucase qu'elle abandonne au printemps. En mars 1943, Staline exige l'accélération de la traversée de la Manche, dite « opération Overlord », vaguement promise par la Grande-Bretagne. Le 6 avril, Churchill lui écrit : « J'ai pleinement conscience de l'énorme fardeau supporté par les armées russes <sup>18</sup> », qu'il lui est malheureusement impossible d'alléger. Le 5 mai, Roosevelt soupire : « Vous accomplissez un travail grandiose <sup>19</sup> », auquel il ne peut toujours contribuer que par la fourniture de matériel. Les deux hommes finissent par lui promettre, du bout des lèvres, une ouverture du second front en Europe au cours de l'été ou de l'automne 1943, pendant que Staline fait truffer la recherche atomique américaine d'espions dont les rapports le laissent indifférent. Ils se contenteront d'ouvrir un fantôme de second front en débarquant le 10 juillet en Sicile, très loin de la frontière allemande. Churchill veut d'abord rétablir le contrôle britannique sur la Méditerranée.

Le 13 avril 1943, Radio Berlin annonce une découverte sensationnelle : le charnier de Katyn, où gisent les cadavres des 4 500 officiers polonais abattus par le NKVD en 1940. Moscou nie et attribue, contre l'évidence, le massacre à la Wehrmacht. Étrange coïncidence, le 14 avril, Jacob Djougachvili est abattu, pour une invraisemblable tentative de fuite, au camp de Sachsausen, par un gardien de camp, seul témoin de son acte, arrêté peu après par la Gestapo et envoyé sur le front russe. Dès que la nouvelle parvient à Moscou, Staline fait libérer sa femme, Ioulia Meltzer, déchargée de toute responsabilité dans la « trahison » de son mari. La tentative de fuite et l'assassinat de Jacob sont à ce point inexplicables qu'un journaliste russe y a vu une mise en

scène pour dissimuler l'échange de Jacob contre des officiers allemands. Staline l'aurait reçu un soir au Kremlin et fait abattre le lendemain ! Si ce roman-feuilleton est invraisemblable, l'assassinat de Jacob, sa date et la libération de sa femme aussitôt après n'en restent pas moins énigmatiques. Selon la dirigeante communiste espagnole Dolorès Ibárruri, dite la Pasionaria, alors réfugiée à Moscou, Staline aurait, en 1942, confié à un Espagnol, José Parra Moya, ancien combattant de la guerre d'Espagne infiltré dans la division franquiste Azul, envoyée sur le front russe, la mission d'organiser avec un commando l'évasion de Jacob<sup>20</sup>. Une seule chose est sûre : à la proposition allemande d'échanger son fils contre von Paulus, Staline répondit qu'il se refusait à troquer un maréchal – sur lequel il avait des vues politiques – contre un simple capitaine, que, par ailleurs, il ne pouvait supporter. Le gouvernement polonais émigré de Londres ayant protesté contre le massacre de Katyn, Staline rompt les relations diplomatiques avec lui.

Alors même que la Wehrmacht occupe encore une partie de la Russie d'Europe, Staline pense aux surlendemain de la victoire. Il fait créer, par un décret du présidium du Soviet suprême du 22 avril 1943, un organisme répressif supplémentaire : le « bagne » (*katorjnye raboty*), camp spécial au régime particulièrement sévère, destiné aux coupables de haute trahison (collaboration active avec l'occupant) non condamnés à mort. Affectés à l'extraction du charbon, de l'or et de l'étain, dans le Vorkoutlag et l'Ousvitlag (au nord-est), ils sont condamnés à dix, quinze ou vingt ans de travaux forcés dans des conditions inhumaines (journée de travail de douze heures, rations réduites, etc.) qui leur laissent peu de chances de survie.

## CHAPITRE XXIX

### De l'internationalisme au patriarcat

Pour amadouer Churchill et Roosevelt, Staline décide de dissoudre le Comintern. Le 8 mai, Molotov invite Dimitrov à rédiger, avec Manouilski, un projet de texte annonçant et justifiant cette dissolution, menée au pas de charge. Le 11 mai, les deux hommes remettent leur projet à Staline, qui les reçoit dans l'après-midi et valide leur texte, qui est donc aussi le sien. Staline leur déclare : « L'expérience a montré qu'il est impossible d'avoir un centre dirigeant international pour tous les pays <sup>1</sup>. » Il suggère qu'un jour peut-être d'éventuelles unions régionales seront constituées. Il avait pensé à dissoudre le Comintern dès 1941, mais avait alors craint de paraître céder à Hitler. Un cadeau aux Alliés est moins gênant.

La courte déclaration révisé de fond en comble l'histoire du Comintern, de sa fondation et de ses objectifs tels qu'ils étaient définis en 1919 : le Comintern, explicitement constitué alors pour renverser partout le capitalisme, aurait simplement eu pour fin de contribuer « à mobiliser les masses laborieuses [...] pour la lutte contre le fascisme et la guerre qu'il préparait, pour le soutien de l'Union soviétique [...] à démasquer, longtemps avant la guerre, sans se lasser, l'abominable besogne des hitlériens pour saper les fondements des États étrangers <sup>2</sup> ». Le texte, totalement muet sur les aspirations des peuples coloniaux à l'indépendance, gênantes pour l'allié britannique, insiste sur la consolidation de la coalition antihitlérienne et s'achève sur la nécessité pour tous

d'aider à sa victoire militaire. La biographie officielle de Staline affirme : « Ayant achevé sa mission historique, l'Internationale communiste au cours de la Seconde Guerre mondiale a cessé d'exister<sup>3</sup> », comme s'il s'agissait d'une mort naturelle, alors que sa mission historique initiale, la révolution socialiste mondiale, n'a pas été réalisée.

La dissolution, rendue publique le 15 mai, est effective trois semaines plus tard. Le 8 juin, le Comité exécutif, le Secrétariat et le présidium du Comintern sont dissous. La *Pravda* l'annonce triomphalement le 10. Le 12, Staline réunit dans son bureau du Kremlin Molotov, Vorochilov, Beria, Malenkov, Mikoïan, Chtcherbakov et Dimitrov, et décide la création secrète d'une Section d'information internationale du Comité central du PC soviétique, placée sous la direction effective de Dimitrov, mais présidée formellement par Chtcherbakov, « afin, dit Staline, que nos ennemis ne puissent pas utiliser le fait que Dimitrov dirige cette section<sup>4</sup> ». Staline suggère donc une opération de camouflage. Est-ce une raison pour y voir une mystification, derrière laquelle l'appareil du Comintern continue à fonctionner comme avant ? En réalité, la modification de structure parachève sa marginalisation et sa transformation en simple appendice du Kremlin. Transformer les anciennes instances du Comintern en section du PC soviétique, désigner à sa tête un membre de son Bureau politique et faire des deux anciens dirigeants de l'Internationale ses adjoints, c'est souligner la subordination directe de chaque parti communiste à Moscou et l'appartenance de l'idée de révolution mondiale à un passé bien révolu. Dans une interview à l'Agence Reuter, Staline le reconnaît d'ailleurs, en soulignant que la dissolution du Comintern vise à démasquer « le mensonge des hitlériens qui prétendent que Moscou aurait l'intention de s'ingérer dans la vie des autres États pour les bolcheviser<sup>5</sup> ». Même devenue fictive, son existence maintenait l'idée d'une permanence de ses fins et l'apparence d'égalité entre ses partis constituants.

Dans le droit fil de cette mesure, Staline supprime, en juin 1943, la revue mensuelle des philosophes soviétiques *Sous le drapeau du marxisme*, restée sans successeur jusqu'en juin 1947. Peu après, le Parti communiste américain se transforme en société de propagande philosophique du communisme. En même temps, Staline continue de rétablir à la manière tsariste les distinctions entre les corps de l'État. Le 28 mai 1943, le personnel

des Affaires étrangères se voit attribuer des grades indiqués par des pattes d'épaules constituées d'une passementerie tissée avec des fils d'argent et portant des emblèmes dorés représentant deux palmes croisées, des insignes distinctifs et des uniformes dont le chic est hiérarchisé en une savante gradation du troisième secrétaire à l'ambassadeur de première classe. Il rétablit les grades, supprimés au lendemain de la révolution et remplacés par une simple indication de fonction : commandant de compagnie, de régiment, de division, de corps d'armée.

Roosevelt a, un instant, pensé proposer à Staline une rencontre à deux, sans Churchill, en Alaska. Le président américain est, en effet, beaucoup plus ouvert à l'idée d'un débarquement prochain en France que Churchill, préoccupé d'abord par la défense de l'Empire britannique et le contrôle de la Méditerranée. À cette fin, il envoie, au début du mois, l'ancien ambassadeur américain en URSS, Joseph Davies, que Staline reçoit dès le lendemain de son arrivée à Moscou, après avoir téléphoné le matin à Dimitrov pour l'inviter à accélérer la dissolution effective du Comintern : « Est-il impossible de donner aujourd'hui à la presse la décision du présidium ? Il faudrait se dépêcher de la publier ! » Il espère ainsi influencer sur la réunion anglo-américaine qui s'est ouverte à Washington le 12 mai. Dimitrov s'excuse : il faut bien consulter sur le texte les partis, qui n'ont pas été interrogés au sujet de la décision finale. Le 21 mai, une réunion du Bureau politique en discute. Kalinine émet des réserves sur la décision, que Staline balaie d'un revers de main. Mais, entre-temps, la conférence de Washington, close le 25 mai, a décidé de ne pas ouvrir de second front en 1943 et d'attendre le printemps 1944. Le 4 juin, Roosevelt en informe Staline qui, furieux et exaspéré, rappelle à Churchill, dans une lettre du 11 juin, ses promesses du 26 janvier et du 12 février à ce sujet.

Ses enfants ne le détournent pas de ses soucis quotidiens. Pendant la guerre, il ne les voit quasiment jamais, mais les frasques de l'ivrogne Vassili, nommé colonel, et qui multiplie beuveries et bagarres, lui reviennent souvent aux oreilles. Le 26 mai, informé d'un nouveau scandale, il entre en rage et le limoge. Son ordre au commandant des forces aériennes de l'URSS souligne, par ses maladresses d'écriture, la fureur que provoque en lui le discrédit ainsi jeté sur son nom. Non content de le démettre de son commandement d'un régiment d'aviation, il ordonne de « déclarer au

régiment et à l'ancien commandant du régiment que le colonel Staline est relevé de ses fonctions de commandant du régiment pour ivrognerie et débauche, et parce qu'il corrompt et déprave le régiment<sup>6</sup>».

Outre la dissolution du Comintern, qui clôt une époque, juin 1943 annonce aussi le deuxième grand tournant de la guerre. Hitler veut lancer la Wehrmacht à Koursk, dans une grandiose offensive appelée « opération Citadelle ». À la fin du mois, l'état-major soviétique met la dernière main à la préparation de sa contre-offensive sur le saillant qu'y dessine la Wehrmacht. Staline, pressé, très tendu, harcèle les chefs militaires qu'il insulte copieusement. Joukov souligne à cette occasion l'un des traits de son comportement dans les prises de décision militaires : « Il ressemblait à un boxeur plein de tempérament, s'échauffait souvent et se hâtait d'entrer dans la bataille. S'échauffant et se hâtant, Staline ne prenait pas toujours correctement en compte le temps nécessaire à la préparation complète d'une opération<sup>7</sup>. » Il manifeste sur ce plan une nervosité inquiète, à l'inverse du sang-froid flegmatique – voire de la lenteur – qu'il montre en politique.

Le 5 juillet, les blindés allemands attaquent par centaines. Ils se heurtent à un déluge de feu. Les canons et les « tobrouks » (tourelles de chars enfoncées dans des blocs de béton) de l'Armée rouge déversent des millions de tonnes d'obus sur eux et sur les lignes allemandes. Ce pilonnage dure une semaine. Puis l'infanterie et les chars se lancent à l'assaut, le 12 juillet. L'opération la plus gigantesque de la Seconde Guerre mondiale s'achève, le 23 août, par la libération de Kharkov et par un désastre allemand. La Wehrmacht a perdu un demi-million d'hommes, 1 500 tanks et 3 700 avions. Mais surtout, l'Armée rouge a brisé l'épine dorsale de la Wehrmacht, contrainte à un recul permanent, qu'elle pourra, au mieux, et malgré les hurlements de Hitler dans son bunker, freiner ou suspendre.

Joukov propose d'exploiter ce succès en encerclant pour les anéantir des unités de la Wehrmacht. Staline s'y oppose : « Notre tâche est de chasser au plus vite les Allemands de notre territoire ; nous les encerclerons quand ils seront plus faibles. » Et il lance, du nord au sud, l'Armée rouge dans des offensives frontales, très coûteuses en hommes. Il ne donnera son accord aux manœuvres d'encercllement qu'au début de 1944.

Du 1<sup>er</sup> au 3 août, il effectue sa deuxième et dernière visite



aux alentours du front. Un train de quelques wagons, dont l'un est ouvert, plein de bois de chauffage pour donner à ce convoi l'allure d'un innocent transport de marchandises, conduit Staline et Beria à Gjatsk, à 180 kilomètres à l'ouest de Moscou. Staline y rencontre le maréchal Sokolovski, commandant du front Ouest. Le lendemain, il se rend en voiture à Khoroshevo, 60 kilomètres plus au nord, près de Rjev, et rencontre le général Ieremenko, puis il revient à Moscou. Volkogonov attribue cette courte visite, assez loin de la ligne de front elle-même, à son souci de poser pour l'histoire. Mais sa biographie officielle, publiée en 1948, n'en dit mot. Elle lui sert en fait à esquiver la rencontre proposée par Roosevelt et Churchill à Scapa Flow, base aéronavale britannique, et à impressionner ses interlocuteurs en prenant l'attitude d'un chef de guerre sur le terrain. Son message du 8 août au premier s'ouvre sur ces lignes : « Ce n'est qu'aujourd'hui, à mon retour du front, que je puis répondre à votre message du 16 juillet. » Celui qu'il adresse le lendemain à Churchill commence de même : « Je viens de rentrer du front. » Ce détail, gonflé au-delà de toute mesure, l'amène à insister ensuite sur la fréquence (imaginaire) de ces visites : « Je dois visiter plus souvent les différents secteurs de combat et suis obligé de subordonner tout le reste aux intérêts des opérations », écrit-il à Roosevelt. Il bluffe davantage encore avec Churchill : « Je me trouve plus souvent qu'à l'ordinaire dans l'obligation de me rendre aux armées dans certains secteurs de notre front. » Il insiste lourdement : « La situation militaire [...] m'empêche à mon grand regret de m'absenter et d'abandonner mes contacts avec le front, même pour une semaine. » La conclusion s'impose d'elle-même : « En de telles circonstances, tout long voyage m'est actuellement impossible », écrit-il aux deux hommes, puis à Churchill : « Cette situation m'interdit donc d'accepter maintenant une rencontre avec vous et le Président à Scapa Flow ou en tout autre endroit éloigné<sup>8</sup>. » S'ils veulent rencontrer ce grand capitaine, ce sera à eux de se déplacer.

Les services d'Hitler pensent-ils alors à assassiner Staline ? Le 5 septembre, à six heures du matin, une patrouille du NKVD dans un bourg voisin de Smolensk, avertie du vol bizarre d'un avion allemand, intercepte un homme et une femme à motocyclette : Piotr Tavrine, bardé de décorations, qui se présente comme major du SMERCH (abréviation de « Mort aux espions »), et Lidia

Chilova, secrétaire dans le même service. Le couple est en possession d'une somme énorme (428 400 roubles), de sept pistolets, deux fusils de chasse, cinq grenades, plusieurs chargeurs de balles explosives et empoisonnées, une mine et un petit appareil pouvant percer un blindage de 45 millimètres, dit *Pantzerknacke*. Après un interrogatoire serré, le couple avoue avoir été envoyé par le service d'espionnage allemand Zeppelin pour assassiner Staline. Mais l'histoire est rocambolesque : Tavrine devait changer d'identité à Moscou, louer un appartement, se faire enregistrer officiellement, entrer en relations avec des membres du personnel technique du Kremlin, s'informer sur les itinéraires de déplacement de Staline et de ses collaborateurs, se faire inviter aux réceptions officielles du gouvernement, s'approcher de Staline et l'abattre ! C'est une mission impossible. Mais le NKVD, informé à l'avance de la mission du couple d'agents nazis, leur a fait avouer ce qu'il a voulu pour mettre en valeur auprès de Staline l'efficacité et la rapidité de son intervention.

Sur le plan intérieur, Staline renforce son orientation nationaliste, marquée par les thèmes patriotiques de sa propagande. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1943, flanqué de Molotov, il reçoit les métropolites orthodoxes Serge, Alexis et Nicolas, leur annonce des réouvertures d'églises et leur demande de lui communiquer une liste de prêtres emprisonnés pour étudier leur réhabilitation et leur libération éventuelle. Les trois métropolites, méfiants, craignent un piège et se gardent de fournir une telle liste. L'entrevue aboutit à la décision de créer un Conseil des affaires de l'Église orthodoxe, effectivement constitué un mois plus tard, et débouche sur la promesse, qui sera tenue, d'autoriser la réunion du concile des évêques orthodoxes, chargé d'élire le patriarche de toutes les Russies.

Au sortir de la réunion, le métropolite Nicolas, «ému et ébranlé de joie», souligne «l'attention de Iossif Vissarionovitch envers les besoins de l'Église». Dans son enthousiasme, il salue en Staline «le chef très aimé de notre peuple, le génial commandant en chef de nos armées, désigné par Dieu pour servir glorieusement notre Patrie en cette année d'épreuves». Désigné par Dieu ? Mais oui ! Nicolas insiste : «Les croyants russes voient dans le chef suprême de notre pays le père de notre peuple, que Dieu lui a donné<sup>9</sup>.» Staline est donc un don de Dieu. Tous les métropolites ne vont pas aussi loin, mais ils accablent tous Sta-

line de compliments ampoulés et de souhaits de longue vie. En 1993, un prêtre orthodoxe constatera avec dépit : « Si le Seigneur avait écouté les prières de nos hiérarques [...] la féroce dictature stalinienne aurait duré jusqu'au Jugement dernier <sup>10</sup>. » Dès cet instant, à la fin des banquets qui ponctuent leurs réunions, les dignitaires de l'Église portent un toast d'abord à Staline, puis au patriarche. En 1945, le métropolite de Kiev affirmera même que Staline « a créé l'Armée rouge et pour elle une stratégie et une tactique où l'esprit a dominé la matière <sup>11</sup> ». Staline, par cette entreprise d'union nationale russe, prépare aussi sa prochaine rencontre avec Roosevelt et Churchill à Téhéran. Après avoir dissous le Comintern, il protège l'Église. Roosevelt, le défenseur de la foi, sera content.

Georges Alexandrov, qui a remplacé en 1940 Jdanov à la tête du département d'agit-prop du Comité central, tente d'accentuer et de formaliser la politique nationaliste de Staline. Dès août 1942, il rédige une note au Secrétariat du Comité central sur la « déformation de la politique du Parti dans la nomination, la promotion et la formation des cadres dirigeants des institutions artistiques <sup>12</sup> ». Deux tableaux en illustrent le sens. Le premier relève que, sur douze fonctions dirigeantes au Bolchoï, dix sont occupées par des juifs. Le second fait ressortir que les sept responsables des rubriques littéraires et artistiques des sept principaux journaux sont juifs. Les mutations, transferts, mises à l'écart se multiplient dans ces secteurs, au point que, le 13 mai 1943, le vieux communiste Grinberg dénonce, dans une lettre à Staline, la politique qui mène des responsables du Parti à « poser tout à fait officiellement le problème de la "pollution" de l'appareil du Parti par les juifs » et à mettre en pratique un numerus clausus de fait. Il demande à Staline d'« éclaircir personnellement <sup>13</sup> » l'affaire. Mais la lettre ne lui parvient pas ; elle est retournée à Alexandrov, qui se gardera bien d'y répondre.

Staline, passionné de cinéma, veut voir couronner son tournant nationaliste par le septième art. Au début de septembre, il reçoit le scénario de la première partie d'*Ivan le Terrible* d'Eisenstein. Le 13, il fait connaître son approbation, dans un court billet condescendant, et exige que le film soit mis en scène rapidement : « Le scénario n'est pas mauvais. Le camarade Eisenstein [...] ne rend pas mal l'image d'Ivan Grozny comme force progressiste de son temps, et l'*opritchnina* [la garde personnelle d'Ivan] comme son

instrument efficace <sup>14</sup>.» Ivan le Terrible est progressiste, car il a décimé la caste nobiliaire des boyards comme Staline a décimé la vieille garde qui empiétait sur son pouvoir. C'est un rassembleur de terres russes. Et l'*opritchnina* annonce modestement le NKVD et Maliouta Skouratov, son chef, Beria...

Staline engage alors le troisième acte de son tournant nationaliste (l'adoption de l'hymne officiel soviétique). Il a sollicité les projets, et les poètes les plus connus ont écrit des textes : Simonov, Olga Bergoltz (les deux seuls qui ne citent pas le nom de Staline), Asseiev, Dolmatovski, Antokolski, Sourkov, Demian Biedny, Issakovski, Tikhonov. Vers le 15 octobre 1943, il donne sa préférence au projet de Mikhalkov et El Registan. Il leur propose, au téléphone, quelques aménagements de vocabulaire, les reçoit personnellement, leur attribue un bureau au Kremlin pour revoir leur texte, corrigé par lui. Il leur fait remplacer les deux vers : « Lénine nous a éclairé le chemin de l'avenir / Staline, l'élu du peuple, nous a élevés » par « Le grand Lénine nous a éclairé le chemin / Et Staline nous a élevés dans la fidélité au peuple ».

Le surlendemain, dans la salle Beethoven du Bolchoï, les chœurs de l'Armée rouge doivent interpréter les projets retenus. Staline est présent, en tenue de maréchal. Les meilleurs compositeurs sont là : Chostakovitch, Prokofiev, Khatchatourian, et d'autres moins connus. Il les note : il donne le maximum à Chostakovitch et Khatchatourian, mais finalement retient l'orchestration pompeuse d'un certain Rogal-Levitski. Le nouvel hymne chante la grandeur de la Russie. Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1944. Staline invite les lauréats dans la loge gouvernementale du Bolchoï pour « arroser cela selon la coutume russe <sup>15</sup> ». L'arrosage dure jusqu'à cinq heures du matin : seuls les vainqueurs et Staline alimentent la conversation. Les autres se taisent ou se contentent de rire aux moments requis. Soudain, sans raison apparente, Staline lance : « Nous n'aimons pas les timides, mais nous n'aimons pas non plus les effrontés <sup>16</sup>. » Qui sont ces effrontés ? Peut-être les écrivains soviétiques, qui ont pris quelques libertés avec la discipline idéologique pendant la guerre. Staline, n'a guère eu le temps de s'occuper d'eux. La victoire approchant, il peut consacrer plus de temps à l'ordre intérieur. Et le tableau qu'il découvre le mécontente si fort qu'il décide alors qu'aucun prix Staline d'art et de littérature ne sera attribué pour l'année 1944.

Le nationalisme russe et la liquidation de l'internationalisme

sanctionnée par la dissolution du Comintern sont les deux faces d'une politique d'entente avec les Alliés, qui se heurte à de graves difficultés en Yougoslavie. Au début de la guerre, la radio soviétique n'a parlé que des *tchetniks*, petit mouvement de résistance monarchiste dirigé par le général Mihailović, alors que les partisans communistes, dirigés par Tito, rassemblent bientôt la masse de la population. Sous la pression de ce mouvement populaire, les partisans communistes, réunis à Jajce en octobre 1943, élaborent un programme de socialisation de l'économie, proclament la déchéance du gouvernement royal, réfugié à Londres, et interdisent au roi Pierre II de rentrer en Yougoslavie. Staline, furieux, ordonne à la station de radio Yougoslavie libre, installée à Moscou, de censurer ces décisions. Manouïlski écrit à Tito : « Le Patron est très mécontent ; il dit que c'est un coup de poignard dans le dos de l'Union soviétique et une manœuvre contre la conférence de Téhéran », première d'une série de rencontres entre Alliés destinées à organiser le monde de demain.

Le 30 octobre 1943, Staline fait un nouveau pas en direction des Américains. Il reçoit à dîner les représentants des États-Unis et de l'Angleterre, après la réunion des trois ministres des Affaires étrangères soviétique, anglais et américain. Entre deux des innombrables toasts qui égayaient la soirée, Staline se penche vers son interprète, et chuchote à son oreille l'ordre de communiquer très discrètement au ministre américain Hull, pour transmission à Roosevelt, une information qu'il veut encore garder secrète : « Le gouvernement soviétique a pris la décision d'intervenir contre le Japon dès la fin de la guerre en Europe, une fois que les Alliés auront défait l'Allemagne hitlérienne<sup>17</sup>. » Ainsi, plus tôt les Alliés débarqueront en France, plus tôt l'URSS déclarera la guerre au Japon.

Le 6 novembre, l'Armée rouge libère Kiev. Vingt jours plus tard, Staline part pour Téhéran discuter avec Roosevelt et Churchill de la future organisation de l'Europe. Il emmène avec lui Molotov et Vorochilov. Depuis quelques mois, l'avance rapide de l'Armée rouge inquiète les Américains. Et Harry Hopkins souligne que si la Grande-Bretagne et les États-Unis n'agissent pas vite en Europe, le risque est grand que « l'Allemagne devienne communiste<sup>18</sup> ». Soucieux de ce danger, Roosevelt affirme : « Ce sont les États-Unis qui doivent prendre Berlin<sup>19</sup>. » Mais les troupes alliées débarquées en Italie avec pour objectif premier les

Balkans ne pourront jamais y parvenir : les Alpes y font obstacle. Il faut donc mettre en œuvre l'opération Overlord de débarquement en France.

La conférence commence le 28 novembre. Avant son ouverture, Staline dîne avec Roosevelt. Peu sûr de lui, il a fait des efforts inhabituels d'élégance : sa tunique de maréchal et son pantalon aux bandes rouges ont été soigneusement repassés, ses bottes caucasiennes souples, où il enfonce d'ordinaire les jambes de son pantalon, reluisent avec éclat. Des talonnettes, fixées sous les talons de ses bottes, le font paraître plus grand que d'ordinaire. Il s'arrange, selon son interprète, pour éviter que « son visage ravagé par la petite vérole soit trop éclairé ». Après quelques échanges polis sur la « fameuse pipe de Staline » et les méfaits du tabac, on passe aux choses sérieuses<sup>20</sup>. Roosevelt profite de l'absence de Churchill pour aborder le problème colonial, puisque ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne sont des puissances coloniales et qu'à son avis les empires coloniaux disparaîtront peu après la guerre. Staline reste prudemment évasif, mais, soucieux de voir se terminer au plus vite une guerre qui saigne l'URSS, il propose à Roosevelt de revenir sur l'exigence de reddition inconditionnelle présentée aux puissances de l'Axe, qui, dit-il, ne peut qu'exaspérer leur volonté de se battre. Mieux vaudrait demander des réparations en armes et moyens de transport à livrer par elles en cas d'armistice. Roosevelt ne relève pas cette suggestion. La guerre, qui ruine l'URSS, renforce le potentiel économique des États-Unis.

Au nom d'impératifs de sécurité, Staline persuade Roosevelt d'habiter les locaux de l'ambassade soviétique, truffés d'un appareillage d'écoute ultramoderne. Un jeune agent du NKVD, Irina Zaroubina, s'occupe de l'intendance. Au cours de ses conversations privées avec ses collaborateurs, Roosevelt se répand en compliments sur Staline. Dans la discussion, en revanche, il ruse. Staline répète à Molotov que Roosevelt se moque de lui et cherche à le tromper en invoquant le Congrès, qui lui interdirait toute concession. « C'est simplement lui qui ne veut pas et il se dissimule derrière le Congrès. C'est une plaisanterie ! Il est le chef militaire, le commandant suprême. Qui oserait lui faire des objections ? Ça lui est très pratique de se cacher derrière le Congrès. Mais il ne me roulera pas...<sup>21</sup> »

Staline revient sept fois sur l'ouverture du second front en

Europe occidentale. Les opérations en Italie n'en sont qu'une caricature puisque, dit-il, les Alpes interdisent aux armées alliées d'attaquer l'Allemagne. Churchill veut, pour sa part, préparer un débarquement anglo-américain dans les Balkans pour insérer un coin entre l'Armée rouge d'un côté, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche de l'autre. Comme Roosevelt le dira à son fils, Staline a clairement compris l'intention de Churchill qui, en même temps, se refuse à fixer une date pour Overlord. D'ailleurs, souligne Roosevelt, partisan du débarquement en France, le commandant en chef de l'opération n'est pas encore désigné, et sans commandant en chef elle ne peut évidemment être planifiée. Staline conclut : « Dans ce cas, l'opération Overlord n'est qu'un sujet de conversation. »

Mais elle est le sujet de conversation principal à Téhéran. Devant l'obstruction britannique, Staline joue le 30 novembre une variante de sa vieille comédie de la démission. Il se lève brusquement et dit à Molotov et Vorochilov : « Nous avons beaucoup trop d'affaires à régler chez nous pour perdre notre temps ici. On n'arrivera manifestement à rien de sensé. » Churchill, ignorant les règles de la comédie stalinienne et craignant de voir la conférence capoter, s'écrie aussitôt : « Le Maréchal m'a mal compris. On peut fixer la date exacte : mai 1944<sup>22</sup>. » Staline se rassied. Une déclaration commune de Roosevelt et Churchill confirme la date. Au retour de Téhéran, Staline annonce à l'état-major que Roosevelt lui a fermement promis de débarquer en France en 1944. « Je pense, commente-t-il, qu'il tiendra parole. Mais s'il ne tient pas parole, nos propres forces suffiront pour abattre l'Allemagne hitlérienne<sup>23</sup>. » Cette crainte poussera les Alliés à débarquer.

En novembre 1943, les Soviétiques ont téléguidé la création sur le sol américain de deux organisations fantômes, la Ligue Kosciuszko à Detroit, dirigée par un prêtre polonais catholique, Stanislas Orlemanski, et le Congrès slave américain, animé par un émigré polonais, citoyen américain, Oskar Lange, professeur d'économie à l'université de Chicago. Peu après, Staline suggère à l'ambassadeur américain Averell Harriman, étonné, que ces citoyens américains entrent dans un gouvernement polonais de coalition. Il invite Orlemanski en URSS et, le 28 avril 1944, la *Pravda* le montre sur une photo, en première page, en compagnie de Staline et Molotov. Orlemanski annonce à Radio Moscou que

ses trois frères sont également prêtres catholiques aux États-Unis. Reçu deux heures durant par les deux dirigeants soviétiques, Orlemanski, à sa sortie, s'extasie : « Staline est l'ami des Polonais [...]. Staline ne vise nullement à intervenir dans les affaires intérieures de la Pologne. » Il renchérit le lendemain : « L'avenir montrera que Staline est un ami de l'Église catholique romaine. » Reçu une seconde fois par les deux dirigeants, il s'enflamme : « Mon second entretien avec Staline et Molotov a dépassé toutes mes espérances. » Il les qualifie de « grands hommes » et, dans un compliment inattendu, remercie de tout cœur « ces deux gentlemen<sup>24</sup> ».

L'opération Orlemanski est un fiasco. Staline a-t-il été joué dans cette affaire ? C'est improbable. Le NKVD savait bien qu'Orlemanski ne représentait au mieux que ses trois frères et lui-même. Mais, habitué à fabriquer à son gré complots imaginaires et organisations fantoches, Staline, enfermé dans son bureau de Moscou, a mal apprécié la capacité politique de l'Église catholique (dont le représentant à Moscou, Braun, est logé dans l'ambassade américaine). Pour tenter de compenser l'effet désastreux produit par cette affaire grotesque, Staline fait venir de Chicago Oskar Lange et se fait photographier avec lui et Molotov, à nouveau, dans la *Pravda*. Ce futur premier ambassadeur de la Pologne populaire à Washington ne représente que lui-même. La manipulation est grossière.

Loin de ces manœuvres internationales, l'approche de la défaite allemande emplit d'une douce euphorie les dirigeants du Comité antifasciste juif. Au début de l'année 1944, la libération de la presque île étant imminente, ils décident de formaliser leur idée d'une installation massive des juifs soviétiques en Crimée et de la création d'une République juive de Crimée soutenue financièrement par les juifs américains. Mikhoels et Fefer en avaient évoqué l'idée lors de leur voyage aux États-Unis avec le président du Jewish Russian War Relief et avec les dirigeants du Joint Committee qui avait, dans les années 1920, financé des colonies agricoles juives en Crimée. Fefer en avertit, à leur retour, la Sécurité d'État. Cette idée, que le poète yiddish Peretz Markich considère, à juste titre, comme une pure provocation, Mikhoels la présente en janvier 1944 à Molotov, qui répond par un évasif : « Nous allons voir. »

Qui a suggéré à Mikhoels d'écrire à Staline ? On ne le sait. Mais les deux autres signataires de la lettre envoyée le 15 février



1944 (Fefer et Epstein) pour lui demander l'installation massive de juifs en Crimée, d'où il se prépare à déporter les Tatars, sont des agents du NKVD. Staline ne répond pas à cette lettre et la fait classer aux archives, d'où elle ressortira quatre ans plus tard. Staline n'est pas pressé. Le Comité antifasciste juif peut encore lui servir. Mais ses jours sont déjà comptés. Staline ne peut accepter que ce comité reçoive les plaintes de centaines de juifs, victimes de l'appareil et de l'antisémitisme, les collationne et les transmette aux autorités en demandant une réponse à leurs plaintes, et que cet organisme se transforme ainsi d'instrument de propagande en représentant des juifs. S'il l'acceptait pour eux, il faudrait l'accepter pour d'autres dans cet empire de plus de 140 nationalités. Alors qu'une aspiration dangereuse à des changements démocratiques se fait sentir en URSS, il ne peut tolérer cette entorse au monopole du Parti.

La pression policière sur la société est pourtant considérable. Le NKVD a épuré le Comité central du mouvement des partisans, trop indépendants. Il passe maintenant au peigne fin les territoires libérés. Dans un rapport à Staline, Beria note qu'en 1943 les troupes du NKVD chargées de la protection des arrières de l'Armée rouge ont interpellé 931 549 individus «dont 80 296 ont été arrêtés comme espions, traîtres, vendus, bourreaux, déserteurs, maraudeurs et simples criminels». Beria organise ensuite, sur ordre de Staline, la déportation de peuples entiers accusés de trahison, de novembre 1943 à mai 1944, au fur et à mesure de l'avancée de l'Armée rouge. Les 69 000 Karatchaïs sont déportés en novembre 1943, les 80 000 Kal-mouks en janvier 1944, les 309 000 Tchétchènes et les 81 000 Ingouches en février, les 37 000 Balkars en mars, les 200 000 Tatars de Crimée en mai, les 86 000 Meskhètes en juillet. Ils sont tous déplacés, au cours de voyages meurtriers de quatre à cinq semaines, vers la Sibérie, la Kirghizie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, dans des wagons de marchandises, ces mêmes wagons qui manquent si cruellement pour acheminer rapidement armes et matériels au front<sup>25</sup>.

Staline signe les décrets et suit au jour le jour les opérations de rafle et de transfert de ces populations essentiellement composées de vieillards, de femmes et d'enfants, puisque les pères et les maris sont au front. Il demande à Beria et à ses adjoints des rapports réguliers sur leur déroulement. Beria, chargé de leur

conduite, lui adresse régulièrement des bulletins de victoire. Les camps de filtrage brassent des dizaines de milliers de soldats suspects ; entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 20 octobre 1944, ils en ont vu passer entre leurs barbelés 354 590, dont les deux tiers ont été renvoyés au front, mais près de 12 000 expédiés au Goulag, ainsi qu'une partie des 51 615 soumis à une « vérification » complémentaire. À la même date, le NKVD a raflé et déporté 140 000 Ukrainiens, maquisards nationalistes et civils suspects de sympathiser avec eux. Staline fait ici preuve d'aveuglement : en envoyant dans les camps des milliers de sous-officiers et d'officiers qui ont affronté la Wehrmacht et la mort, il y sème des graines d'insubordination, voire de révolte.

Il a pour le moment des soucis plus vastes : l'organisation de l'Europe d'après-guerre. L'offensive soviétique du printemps 1944, commencée début mars, libère tout le territoire de l'URSS, dégage Leningrad et conduit l'Armée rouge à la frontière roumaine en avril, en Biélorussie, en Lituanie et à la frontière polonaise en juillet. Fin juillet, elle entre à Lublin, où est installé un gouvernement polonais à la botte de Moscou. Le 17 août, elle touche à la frontière allemande de Prusse-Orientale. Le 8 juillet, Staline, pour une fois de bonne humeur, reçoit Joukov et Antonov et leur commente ainsi la situation : « Aujourd'hui, ni Roosevelt ni Churchill ne feront un arrangement avec Hitler<sup>26</sup>. »

À la fin de juillet, les avant-postes soviétiques arrivent au bord de la Vistule, dans les faubourgs de Varsovie qui s'étend de l'autre côté de la rive. Le 1<sup>er</sup> août, l'*Armia Krajowa*, cette armée de résistants subordonnée au gouvernement de Londres, soulève Varsovie contre la Wehrmacht, pour placer l'Armée rouge devant le fait accompli d'un gouvernement polonais indépendant dans la capitale libérée. Staline, conscient du calcul, considère avec scepticisme cette insurrection d'habitants, peu et mal armés, contre les 16 000 hommes de la garnison allemande qui tiennent Varsovie. Le 3 août, il reçoit au Kremlin une délégation polonaise dirigée par le chef du gouvernement polonais de Londres, Mikolajczyk. Ce dernier lui annonce la libération imminente de Varsovie et réclame des fournitures d'armes aux insurgés. Staline émet des doutes sur leur succès. Dans la guerre moderne, dit-il, une armée seulement équipée d'un armement léger insuffisant, sans artillerie, sans tanks et sans aviation, ne peut vaincre un ennemi qui en dispose. Les insurgés ne pourront donc pas chasser les

Allemands de Varsovie. Et il ajoute qu'il n'admettra pas que l'*Armia Krajowa* agisse sur les arrières de l'Armée rouge<sup>27</sup>.

Malgré l'entrée dans Varsovie de puissants renforts allemands, les insurgés tiennent. Le 9 août, Staline reçoit une seconde fois Mikolajczyk qui sollicite une aide immédiate en armes aux insurgés. Staline ne le berce pas d'espoir : « Toutes ces actions à Varsovie semblent irréelles. Il pourrait en être autrement si nos armées étaient arrivées aux abords de Varsovie, mais la vive résistance opposée par les Allemands dans les combats pour la prise des faubourgs de Prague les en a empêchées. » Il lui faut prendre le temps de regrouper les forces de l'Armée rouge et d'amener de l'artillerie supplémentaire. Enfin, par air, on ne peut parachuter que des fusils et des mitrailleuses, dans une cité où les soldats allemands omniprésents risquent bien d'en récupérer l'essentiel. Mais enfin, promet-il, il fera au mieux : « Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour aider Varsovie<sup>28</sup>. » En réalité, il met à profit les vigoureuses contre-attaques allemandes pour faire décrocher les troupes soviétiques de la Vistule. Il peut ainsi feindre de ne pouvoir soutenir les insurgés et répond par un calcul politique au calcul politique des partisans de Londres.

La résistance polonaise, qu'il déclare condamnée à l'échec, provoque finalement la fureur de Staline. Le 14 août, les Alliés lui demandent l'autorisation de faire atterrir sur des bases soviétiques des bombardiers américains stationnés au sud de l'Italie, à Bari. Refus. Le 16, Staline écrit à Churchill : « L'opération de Varsovie constitue une aventure insensée et horrible qui coûte à la population un grand nombre de pertes. » C'est bien la première fois que des victimes civiles préoccupent Staline, qui ajoute que « le commandement soviétique [...] est contraint de se désolidariser de l'aventure varsoviennne<sup>29</sup> ». Le 20 août, Roosevelt et Churchill renouvellent leur demande dans une lettre à Staline qui leur répondra le surlendemain. Il dénonce « la poignée de criminels qui, pour s'emparer du pouvoir, ont déclenché l'aventure de Varsovie<sup>30</sup> ». Sa réponse est claire : le crime de l'*Armia Krajowa*, c'est bien d'avoir voulu installer un gouvernement indépendant de Moscou, non d'avoir déclenché une insurrection aventureuse. Puis Staline autorise les avions américains à atterrir à Poltava, ce qu'ils feront... le 18 septembre. La majorité des containers d'armes légères, de nourriture et de médicaments lâchés sur la capitale tomberont entre les mains des Allemands, comme Staline, triom-

phant, l'avait prévu. Le 2 octobre, après 63 jours de combats acharnés, les insurgés, qui ont perdu 22 000 tués, capitulent. La ville n'est plus qu'un amas de ruines ; 180 000 civils ont péri.

Les difficultés polonaises rendent plus nécessaire un arrangement précis entre les Alliés. C'est l'objet de la fameuse rencontre du 9 octobre 1944 entre Staline et Churchill, seuls avec leurs interprètes. Staline s'affirme prêt à discuter de tout. Churchill esquisse un partage de l'Europe. Il propose de laisser la Roumanie à l'URSS et la Grèce aux Anglais : « La Grande-Bretagne doit être la puissance dominante en Méditerranée, et j'espère que le maréchal Staline reconnaît notre poids décisif en Grèce, tout comme je suis prêt à reconnaître le poids décisif du maréchal Staline en Roumanie. » Staline donne son accord, la Grande-Bretagne doit contrôler la Méditerranée. Churchill lui propose alors de « matérialiser ces choses en termes diplomatiques, en évitant les formules sur le partage des "sphères d'influence" qui choqueraient les Américains... ». Staline lui rappelle que, pour Roosevelt, leurs conversations à deux ont une fonction uniquement préparatoire. Churchill acquiesce, mais les deux hommes peuvent avoir des « conversations intimes ». « Il me semble, reprend Staline, que les États-Unis prétendent obtenir pour eux de trop grands droits en laissant à l'Union soviétique et à la Grande-Bretagne des possibilités limitées. » Churchill tire alors de son veston une feuille de papier pliée en quatre, qu'il qualifie de « document douteux », puis tend à Staline sa fameuse proposition de partage en zones d'influence. En Roumanie : Russie 90 %, les autres pays 10 % ; en Grèce : Grande-Bretagne 90 % (en accord avec les États-Unis), Russie 10 % ; en Yougoslavie et en Hongrie 50 %-50 % ; en Bulgarie : Russie 75 %, les autres 25 %. Staline examine les chiffres, prend un crayon, barre d'un petit trait bleu le haut du document et le rend sans dire un mot à Churchill qui s'interroge : « Est-ce que le fait que nous décidions ainsi simplement de questions concernant le sort de millions d'hommes ne sera pas considéré comme trop cynique ? Brûlons ce papier. — Non, réplique Staline, gardez-le chez vous<sup>31</sup>. »

Le lendemain, Molotov, rencontrant le ministre des Affaires étrangères britannique Eden, propose de modifier ces chiffres : en Hongrie et en Yougoslavie, comme en Bulgarie, 75 % pour la Russie, 25 % pour les autres. Eden proteste, Molotov propose alors 90-10 pour la Bulgarie et à nouveau 50-50 pour la Yougo-

slavie. Eden renâcle : Molotov propose alors 75-25 pour la Hongrie et pour la Bulgarie, et 60-40 pour la Yougoslavie, etc. Ce marchandage s'inspire des règles établies entre les grandes puissances au lendemain de la Première Guerre mondiale. Mais, en 1944-1945, ces négociations se mènent entre des puissances qui ont chacune un régime de propriété radicalement différent ; or la liquidation soviétique de la propriété privée des moyens de production, son instauration de la propriété d'État avec monopole du commerce extérieur interdisent toute influence politique directe liée matériellement à la propriété privée et au libre-échange, même régulé. Ce marchandage supposait que Staline maintienne la propriété privée dans tous ces pays.

Le 14 octobre, Staline et Churchill se rencontrent une dernière fois pour évoquer la question polonaise qui, si elle n'est pas réglée, dit Churchill, sera une plaie purulente dans les rapports entre l'Union soviétique et les pays anglo-saxons. « Les Polonais, ajoute-t-il, sont d'accord pour reconnaître dans une déclaration la ligne Curzon comme frontière [c'est-à-dire le rattachement à l'URSS des territoires orientaux conquis en 1939] mais en faisant état de leur protestation. » Bref, ils veulent bien capituler mais en faisant savoir... qu'ils en sont mécontents. Pas question, tranche Staline ! Churchill grogne alors que le Comité de Lublin n'est composé que de communistes, à commencer par Bierut, ce qui est vrai. Comment ? s'étonne Staline, Bierut a quitté le parti communiste en 1937 ou 1938. Et pour cause, puisque Staline avait dissous son parti<sup>32</sup>. La ruse est grossière, mais Churchill l'ignore. Il ne réagit pas et soupire : ne parlons pas de cette question dans les trois semaines à venir pour ne pas gêner la réélection de Roosevelt, mais il faudra la régler plus tard – en espérant que les Polonais ne s'entêteront pas.

Il fait remarquer à Staline que « les petits pays européens sont mortellement effrayés par la révolution bolchevique [car] avant la liquidation du Comintern le gouvernement soviétique manifestait sa volonté de prosélytiser [*sic* !] tous les pays européens, et lui, Churchill, se rappelle à quel point en 1919-1920 le monde entier tremblait devant la révolution mondiale ». Staline le rassure : « Le monde ne tremblera pas de peur. L'Union soviétique n'a pas l'intention de faire des révolutions bolcheviques en Europe<sup>33</sup> », ce qui est parfaitement vrai, mais n'empêche pas que Staline veuille mettre la main sur l'Europe centrale.

Le 3 décembre 1944, il reçoit au petit déjeuner le général de Gaulle, qui a passé sous silence, dans ses Mémoires, ce frugal repas et la brève conversation où Staline étale une modestie inhabituelle et un sens de l'humour assez grossier. Il travaille beaucoup, dit-il par deux fois, parce qu'il a peur de se tromper. La conversation s'achève sur une douteuse plaisanterie. Les Allemands, dit Staline, sont des adversaires si têtus que «parfois il ne suffit pas de briser la colonne vertébrale d'un Allemand, il faut encore regarder à l'intérieur. L'Allemand peut être encore vivant après ça. Il faut alors lui couper les jambes, et s'il est toujours en vie, il faut alors lui couper la tête». De Gaulle veut se hisser au même niveau et affirme : «Si l'on veut couper une jambe, il vaut mieux avoir deux chirurgiens que quatre ou cinq.» Staline conclut : «Cela dépend de l'opération.» Et cette conversation entre hommes d'État s'achève là<sup>34</sup>.

Le soir, elle reprend, languissante, au cours d'un festin au Kremlin qui laisse de Gaulle pantois par son «luxe inimaginable». «On sert, écrit le Général, un repas stupéfiant», au cours duquel Staline engloutit force rasades de vin de Crimée. À la fin du repas, Staline se lève une trentaine de fois pour boire à la santé des personnes présentes. Afin de souligner la docilité craintive de ses subordonnés, il interrompt brusquement la discussion en ricanant : «Ah ! ces diplomates ! Quels bavards ! Pour les faire taire, un seul moyen : les abattre à la mitrailleuse. Boulganine, va en chercher une !» En fin de soirée, il se tourne vers l'interprète Podzerov et, la voix dure, lui lance : «Tu en sais trop long, toi. J'ai bien envie de t'envoyer en Sibérie !» Quittant la salle de réception où vient de s'achever ce plantureux banquet, de Gaulle se retourne : Staline resté seul s'est rassis et, penché sur la table, dévore comme un affamé...<sup>35</sup>

En décembre 1944, les communistes grecs, largement majoritaires dans la résistance antinazie, capitulent d'abord devant le gouvernement monarchiste de Papandréou, soutenu par les anciens collaborateurs pro-nazis et Churchill, puis, en réaction à la répression qui les frappe, s'insurgent, contre la volonté de Staline. Il explique à Dimitrov, le 10 janvier 1945 : «J'ai conseillé en Grèce de ne pas commencer cette lutte [...]. Ils se lancent dans une entreprise pour laquelle leurs forces sont insuffisantes.» Staline ajoute que l'Armée rouge n'entrera pas en Grèce et conclut : «Les Grecs ont fait une bêtise<sup>36</sup>.»

À la mi-décembre, la Wehrmacht contre-attaque dans les Ardennes belges et refoule les Anglo-Américains de quelques dizaines de kilomètres. Le 6 janvier, Churchill informe Staline que «la bataille est très dure» et lui demande pour soulager les Alliés «une grande offensive russe le long de la Vistule ou ailleurs en janvier». Staline répond le lendemain, arguë de conditions météorologiques défavorables, mais assure son interlocuteur que le GQG a décidé d'accélérer la préparation d'une offensive qui «commencera dans la deuxième moitié de janvier au plus tard<sup>37</sup>». En réalité, l'offensive de l'Armée rouge se déploie dès le 12 janvier sur les 700 à 1 000 kilomètres de front et s'achève le 2 février. L'Armée rouge a pris Cracovie, Szczecin, est arrivée aux portes de Koenigsberg, a libéré toute la Silésie et pénétré en Allemagne jusqu'à 60 kilomètres de Berlin, dont la prise semble imminente à certains généraux soviétiques. La présence de l'Armée rouge sur tout le territoire polonais permet à Moscou de reconnaître, dès le 4 janvier, le gouvernement formé à Lublin par des communistes et des compagnons de route, qui peut s'installer, à la suite de l'Armée rouge, à Varsovie le 17 janvier. Staline a ainsi réglé la question polonaise avant la conférence de Yalta. Pour arriver à Berlin avant les Alliés, il assume lui-même la coordination des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> fronts de Biélorussie et du 1<sup>er</sup> front ukrainien. Force est de constater que cette coordination est à ce point défailante qu'elle donne l'impression d'une concurrence organisée entre les armées de Koniev et celles de Joukov.

Alors qu'au cours des purges l'adhésion au Parti fut suspendue puis étroitement limitée, Staline poursuit pendant la guerre son œuvre de dissolution effective d'un parti qui n'en est désormais plus un : en 1942, il recrute 573 606 nouveaux membres, en 1943, 1 006 174, en 1944, 1 124 853 et, en 1945, 765 606, alors même que dans les années 1942-1943 une part importante de la Russie d'Europe se trouvait sous occupation allemande. Staline accentue l'effacement du Parti en ne convoquant qu'une seule fois le Comité central pendant la guerre, le 27 janvier 1944, en une réunion sans procès-verbal, destinée à faire entériner la liquidation du maréchal Koulik, accusé de la perte de la presque île de Kertch en 1942<sup>38</sup>. Pas une seule fois de toute la guerre il n'a réuni le Bureau politique, auquel s'est substitué le «groupe des cinq» (Staline, Beria, Molotov, Malenkov, Mikoïan) membres du

Bureau politique, un moment transformé en « groupe des six » avec l'inclusion de Vorochilov, qui en est écarté au début de 1944. Les archives contiennent pourtant des liasses entières de documents de ce Bureau politique qui ne s'est jamais réuni : Malenkov a formalisé en décisions émanant de cet organisme celles que prenait le groupe informel des « cinq » ou des « six ».

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les États aux gouvernements pro-nazis (Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Slovaquie, pays baltes) s'effondrent. En Yougoslavie, les partisans communistes parviennent au pouvoir, portés par un véritable mouvement de résistance populaire. La guerre a ébranlé l'ordre mondial antérieur et la vague de la décolonisation ébranle les vieux empires coloniaux, réduisant la France et l'Angleterre au rang de puissances secondaires. Les États français et italien, dont les gouvernements ont collaboré jusqu'au dernier moment, se disloquent. Staline répond à leur effondrement en tentant de les consolider. Lorsqu'en juillet 1943 Mussolini est chassé et que le maréchal Badoglio, dignitaire du Grand Conseil fasciste, constitue un gouvernement d'union nationale, Staline envoie Palmiro Togliatti y occuper un ministère. Il donne à son choix une justification politique : il est partisan d'une Italie forte en Méditerranée. Au moment où la France est libérée, il convoque, le 19 novembre 1944, Maurice Thorez, réfugié à Moscou depuis le début de la guerre, et lui donne des conseils de modération et de prudence, l'invitant à dissoudre les organisations communistes armées de la Résistance. Il propose notamment que les communistes français participent à la construction d'un « mouvement pour la reconstruction d'une France forte et pour le renforcement de la démocratie » et il insiste sur la nécessité de « la remise en route des entreprises industrielles, avant tout des industries d'armement », bref sur la nécessité de maintenir, voire de sauver, l'État français<sup>39</sup>. Pourquoi ? Il reprend devant Thorez sa ritournelle sur la faiblesse de la classe ouvrière française et du parti communiste. Il veut aider, dit-il, à l'instauration d'une France bourgeoise forte (et d'une Italie bourgeoise forte) avec qui l'URSS pourrait s'allier face aux États-Unis. Au retour de Thorez en France, le Parti communiste français traduira cette politique d'union nationale par le slogan : « Un seul État, une seule armée, une seule police », au nom duquel seront dissoutes les formations armées du parti communiste, les Francs-tireurs et Partisans, contraints de



rendre leurs armes à des gradés qui s'étaient parfois compromis jusqu'au bout avec le régime de Vichy.

Staline, en revanche, ne peut admettre l'ingérence anglo-américaine dans son domaine réservé. Début janvier, dans une directive aux commandants de fronts en Hongrie, Roumanie et Pologne, il dénonce la multiplication récente des cas d'atterrissage d'avions alliés sur le territoire occupé par l'Armée rouge. « Une bonhomie nuisible, une confiance superflue et la perte de la vigilance [...] permettent à des éléments hostiles d'utiliser ces atterrissages pour envoyer des terroristes, des saboteurs et des agents du gouvernement émigré de Londres en Pologne<sup>40</sup> », qui est le nœud du désaccord entre les Alliés.

La victoire lui a donné une assurance nouvelle, qui prend la forme d'un cynisme tranquille. À de Gaulle, il déclare en décembre 1944 : « Je connais Thorez, à mon avis c'est un bon Français. Si j'étais à votre place, je ne le mettrais pas en prison... Du moins pas tout de suite<sup>41</sup>. » Un peu plus tard, il déclare à Tito qui se refuse à remettre le roi Pierre II de Yougoslavie sur le trône : « Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours. Reprends-le momentanément, et à la première bonne occasion poignarde-le tranquillement dans le dos<sup>42</sup>. »

La fin de la guerre approchant, Staline et son entourage adoptent peu à peu un nouveau mode de vie qui perdurera jusqu'à sa mort en 1953. L'atmosphère du Kremlin est celle d'une cour morne où, selon le Yougoslave Milovan Djilas qui se rendra plusieurs fois à Moscou entre 1944 et 1948, les ripailles constituent « la distraction la plus fréquente et le seul luxe dans la vie de Staline qui, par ailleurs, apparaissait fort monotone et fort triste<sup>43</sup> ». Festins et boissons égaient une existence paperassière faite de rapports et de décrets. Lors d'un dîner en compagnie des dirigeants communistes yougoslaves, il propose à ses invités de deviner la température extérieure : chacun devra boire autant de verres de vodka qu'il indiquera de degrés en plus ou en moins du thermomètre. Les compétitions alcooliques le ravissent, lui et sa cour.

La beuverie aiguise sa manie d'humilier ses proches. Au cours de ces ribotes, Staline brocarde volontiers ses collaborateurs avec la brutalité d'un montreur d'ours. Au vieux Kalinine, presque aveugle et rongé par un cancer, qui demande à Tito une cigarette yougoslave, il jette d'un ton rogue : « N'en prenez pas, ce sont

des cigarettes capitalistes ! » Kalinine, tremblant, laisse tomber la cigarette. Staline s'esclaffe<sup>44</sup>. Un soir, désignant du doigt à Tito ses adjoints, il raille leur nullité : « Boulganine, ce perroquet, ce gandin affublé d'un uniforme et qui se prend pour un militaire, presque pour un stratège. En réalité, il ne sait que se traîner sur le parquet [...]. Molotov, son cerveau est pétrifié autant que son visage est immobile. Il ne comprend rien aux choses les plus simples, il n'est capable de trouver aucun État sur une carte et il se mêle des Affaires étrangères [...]. Khrouchtchev [...] il a déjà outrepassé ses petites capacités<sup>45</sup>. » Il aime humilier Molotov et lui dire en public : « Quand tu es soûl, tu es capable de raconter n'importe quoi. » Avec les interlocuteurs étrangers, il se donne un air « peuple ». De Gaulle note : « Staline [...] se donnait l'air d'un rustique, d'une culture rudimentaire, appliquant aux plus vastes problèmes les jugements d'un fruste bon sens<sup>46</sup>. »

Il les applique au contrôle de l'activité intellectuelle du pays auquel il se consacre à nouveau pleinement. Les intéressés le savent. Le 1<sup>er</sup> avril, par exemple, l'actrice de cinéma Kouzmina écrit à son « cher, bon et aimé Iossif Vissarionovitch » une lettre désespérée : elle est l'actrice principale du film de Romm sur la guerre, *Matricule 217*. Or, malgré la haute opinion qu'ont de ce film tous ceux qui l'ont vu à la Maison du cinéma, il n'est toujours pas autorisé. « Tout cela parce que vous, Iossif Vissarionovitch, vous ne l'avez pas encore vu. Je pourrais penser que vous n'avez pas le temps, mais depuis que ce film reste sur les rayons, vous avez vu huit ou neuf autres films différents, tournés après le nôtre, et ni aussi bons ni aussi nécessaires que le nôtre<sup>47</sup>. » Elle le supplie de visionner son film. Elle insiste par deux fois avec vigueur. On ne sait s'il l'a regardé, toujours est-il que le film obtiendra un prix Staline l'année suivante.

## CHAPITRE XXX

### L'ère du grand partage

Du 4 au 11 février 1945, Churchill, Roosevelt et Staline se rencontrent à Yalta, en Crimée, pour discuter du fonctionnement de la future ONU, se répartir les zones d'influence en Europe, régler le sort de l'Allemagne agonisante et organiser l'Europe centrale, dont les vieux régimes monarchistes et fascisants pro-nazis sont en ruine. Staline installe la délégation américaine dans le palais Livadia, vieille résidence des tsars, où se déroulent les séances des négociations, et la nombreuse délégation anglaise au palais d'Aloupka.

Pour souligner sa force, il n'accueille pas ses deux hôtes à l'aérodrome, mais, pour flatter la vanité de Roosevelt, il lui propose la présidence de la conférence. Au moment où elle s'ouvre, l'Armée rouge contrôle toute la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, les trois quarts de la Hongrie, une petite partie de l'Allemagne, et elle a effectué sa jonction avec les partisans communistes yougoslaves qui ont libéré eux-mêmes les deux tiers de leur pays. Conforté par ces victoires, Staline se sent en position dominante ; ce sentiment le transforme physiquement. Il parade en uniforme kaki à col haut fermé, orné d'une unique décoration. L'Américain Stettinius est frappé par son apparence : « Du maréchal, bien que de courte stature, irradiait, avec sa tête puissante et ses épaules posées sur un corps trapu, une impression de grande force<sup>1</sup>. » Staline en joue avec cynisme. Ainsi, en ricanant, il présente à Roosevelt, surpris, Beria comme « notre

Himmler<sup>2</sup>». Il est constamment surveillé par deux gardes du NKVD. À la fin de la première réunion, il se précipite vers les lavabos ; les deux gardes le perdent. La délégation soviétique s'affole et galope en hurlant dans les couloirs, jusqu'au moment où le maréchal ressort majestueusement des toilettes.

Il impose à sa délégation un rythme de travail infernal, sept jours sur sept : travail jusqu'à cinq heures du matin, cinq heures de sommeil maximum ; reprise du travail à dix heures du matin. Tous les midis, les ministres des Affaires étrangères se rencontrent pour préparer la séance plénière, qui commence à quatre heures de l'après-midi et s'achève à huit heures. Il n'y a pas de procès-verbal officiel ; chaque délégation tient le sien. Les interprètes américains et britanniques traduisent en russe et l'interprète russe en anglais, ce qui produit parfois quelques couacs. La plupart des séances s'achèvent par un petit banquet précédé, à la mode russe, de dizaines de toasts à la vodka ou au champagne. Le 8 février au soir, tous les records sont battus : le repas, qui dure jusqu'à minuit, comporte vingt plats différents et s'achève par quarante-cinq toasts. Staline n'en perd pas pour autant la tête. Imité par Vychinski, il boit la moitié de son verre de vodka, puis y verse de l'eau, en cachette, quand il pense n'être vu de personne.

Le partage est devenu l'une des constantes de sa politique, depuis qu'il a rompu les amarres avec l'internationalisme bolchevik et repris les traditions tsaristes ; il en a conclu deux avec Hitler en août puis septembre 1939, proposé un troisième à Hitler à la fin de 1940, un autre à Eden dès juillet 1941, puis discuté un cinquième avec Churchill en octobre 1944. Yalta est le couronnement de cette politique. Il peut y asseoir durablement des bases qui n'ont alors que l'assentiment de Churchill. Ce dernier en a vaguement informé Roosevelt, convaincu, comme il l'a laissé entendre au cardinal américain Spellman, que seule l'URSS peut faire régner l'ordre dans la majeure partie de l'Europe. En face de Roosevelt, épuisé et rongé par la maladie, et de Churchill, que la conscience de l'infériorité militaire et économique de l'Angleterre rend tour à tour bouillant ou taciturne, accommodant ou brutal, Staline tente de mener le jeu à partir d'une position de grande puissance qu'il définit brutalement lorsque ses deux interlocuteurs proposent de s'adjoindre la France. Il répond en souriant : « Les Trois Grands forment un club extrêmement fermé, limité aux nations de cinq millions de soldats<sup>3</sup>. » C'est cette atti-

tude qui fait mettre dans sa bouche, à propos du pape, la fameuse question, apocryphe : « Le pape, combien de divisions<sup>4</sup>? »

Maïski, dont il a approuvé le plan, expose les propositions soviétiques sur les réparations de guerre, qu'il désire fixer à 20 milliards de dollars, 10 milliards pour l'URSS, payés en nature (en entreprises avec leur matériel), 8 milliards pour les États-Unis et l'Angleterre, et 2 milliards pour les autres pays. Une commission tripartite, installée à Moscou, réglerait le détail. Churchill soutient le transfert d'usines et d'outillages allemands vers l'URSS. Il donne une version pragmatique de la guerre pour le droit et la démocratie en déclarant qu'il ne voit dans ce transfert que bénéfices pour l'Angleterre, qui désire, « jusqu'à un certain point, prendre la place de l'Allemagne en Europe comme producteur de marchandises pour les petits pays européens ». Privée d'usines, l'Allemagne sera hors jeu et Churchill conclut : « Les intérêts de l'Angleterre et de l'Union soviétique vont dans le même sens », mais pas jusqu'au bout. Churchill, désireux d'écarter un concurrent du capital anglais, ne veut pas ruiner l'Allemagne au point d'en faire une zone explosive au cœur de l'Europe<sup>5</sup>. Les Américains veulent démanteler l'industrie lourde allemande, source de sa puissance militaire, mais partagent la même appréhension. Après avoir, en septembre 1944, soutenu le plan de transformation de l'Allemagne en zone agricole, élaboré par son ministre des Finances Morgenthau, Roosevelt l'a rejeté pour cette même raison. Staline ne repart de Crimée qu'avec une déclaration de principes sur les réparations de guerre dont les modalités sont à fixer par la commission tripartite. Il insiste sur le démembrement de l'Allemagne, qu'il propose de découper en cinq morceaux : une Prusse croupion, le Hanovre et le Nord-Ouest, la Saxe et le territoire de Leipzig, la Hesse et le sud du Rhin, puis le Sud (Bavière, Bade et Wurtemberg), mais se heurte aux réserves britanniques.

Staline déploie, dans la conférence, toutes les ressources de sa rouerie. Il défend le report de la frontière polonaise sur la ligne dite Curzon, située 200 kilomètres plus à l'ouest que la frontière d'avant-guerre, en jouant à la fois au patriote russe indigné et à l'élus contraint de rendre des comptes à ses mandataires. Il ne peut se couvrir de honte : « Que diraient les Biélorusses et les Ukrainiens ? Nous ne pourrions alors retourner à Moscou et affronter le peuple. On dirait : "Staline et Molotov ont défendu

nos intérêts avec moins de résolution que Clemenceau et Curzon." Il m'est impossible d'adopter une telle position si je veux pouvoir regarder les gens en face lorsque je rentrerai à Moscou<sup>6</sup>.»

Il suggère même qu'il doit rendre des comptes à ses pairs, car il expose la situation militaire d'une façon qui donne au secrétaire d'État américain, Stettinius, l'impression qu'il répond à des critiques du Bureau politique lui reprochant de céder trop souvent à Roosevelt et à Churchill<sup>7</sup>. Pourtant, la délégation soviétique, dont Molotov, membre du Bureau politique, s'aligne toujours avec empressement sur son avis.

Il manie avec aisance à la fois l'ironie et le cynisme. Ainsi, il propose de publier une déclaration par laquelle les Trois Grands «soutiendraient les chefs politiques qui ont pris une part active à la lutte contre les envahisseurs germaniques» dans les divers pays européens. Et comme Churchill s'appuie alors en Grèce sur les collaborateurs des nazis contre les maquisards, il lui déclare en ricanant : «Vous n'avez pas à craindre que cet amendement s'applique à la Grèce<sup>8</sup>.» Churchill proposant la mise en place immédiate par les Trois Grands d'un gouvernement polonais d'union, il ironise et qualifie cette proposition de «*lapsus linguae*». On me qualifie de dictateur, dit-il, mais j'ai assez de sentiment démocratique pour refuser de créer un gouvernement polonais sans consulter les Polonais. Roosevelt et Churchill récusent la représentativité du gouvernement de Varsovie, formé à Lublin par les communistes et leurs satellites, et insistent sur celle du gouvernement émigré formé à Londres dès 1940. Staline rétorque : «Le gouvernement de Varsovie a une base démocratique au moins égale à celle du gouvernement de De Gaulle<sup>9</sup>.» Il joue la comédie de la démocratie. Ainsi, le 6 février, Roosevelt lui propose d'inviter à Yalta plusieurs personnalités polonaises de tous bords, «pour former avec elles un gouvernement provisoire en Pologne». Le lendemain, Staline esquive : il n'a pu joindre les gens de Lublin, dont il voulait solliciter l'avis. Mais il manifeste un mépris de fer pour les petites nations : «La Yougoslavie, l'Albanie et les petits pays analogues n'ont pas le droit de s'asseoir à cette table<sup>10</sup>.» S'affirmant partisan de l'indépendance de l'Indochine dans un futur lointain, il propose de la placer pour l'instant sous mandat de l'ONU. Il ne veut pas ébranler l'ordre colonial<sup>11</sup>.

Mais à l'exception de la question polonaise, il cède à ses deux

rivaux sur la plupart des points. Stettinius affirme : « L'Union soviétique fit à Yalta de plus grandes concessions aux États-Unis et à la Grande-Bretagne qu'il n'en fut fait aux Soviets. Les accords [...] furent dans l'ensemble un triomphe diplomatique pour les États-Unis et la Grande-Bretagne <sup>12</sup>. » On pourrait y voir un plaidoyer *pro domo* du secrétaire d'État américain, mais les faits confirment son jugement.

Churchill le remercie ainsi de « n'avoir pas pris un trop grand intérêt aux affaires de la Grèce <sup>13</sup> ». Staline laisse, en effet, les mains libres au gouvernement Papandréou pour écraser l'insurrection populaire grecque contre un régime haï. Staline répond, ou plutôt répète : « Je n'ai pas l'intention de critiquer les agissements britanniques en Grèce <sup>14</sup>. » Deux mois plus tard, le 24 avril, il écrira à Churchill : « Le gouvernement soviétique [...] comprend tout ce que représentent la Belgique et la Grèce pour la sécurité de la Grande-Bretagne <sup>15</sup>. » Quatre jours plus tard, Churchill le remerciera : « Je reconnais les égards que vous avez eus pour moi, quand il nous a fallu intervenir avec des forces armées considérables pour briser l'attaque de l'EAM-ELAS [organisation militaire du Parti communiste grec] contre le siège du gouvernement à Athènes <sup>16</sup>. »

Il demande trois sièges à l'ONU, un pour l'Ukraine, afin, dit-il, d'apaiser un séparatisme ukrainien menaçant, un pour la Biélorussie et un pour la Lituanie, pour faire avaliser la conquête des pays baltes. Il n'aura pas la Lituanie. Finalement, il obtient trois sièges, un pour la Russie, un pour l'Ukraine, un pour la Biélorussie, mais ce succès ne signifie rien. Il s'oppose à ce que la France reçoive une zone d'occupation militaire en Allemagne et participe au contrôle de l'occupation. Il cède finalement et obtient seulement que la zone française soit prise sur les zones américaine et britannique. Il accepte les deux amendements britanniques sur la Yougoslavie, dont lui seul a les moyens d'imposer le respect. Ces amendements proposent un gouvernement d'union entre les communistes et les monarchistes, et demandent que les lois votées par l'Assemblée de libération nationale soient soumises à la ratification de l'Assemblée constituante. L'objectif est de faire invalider par elle les arrêtés de socialisation de l'économie. C'est l'un des germes du conflit futur entre Moscou et Belgrade.

Il accepte enfin une déclaration sur l'Europe libérée qui

affirme la volonté des signataires de régler les problèmes politiques et économiques urgents des peuples européens par des voies démocratiques, et d'y établir au plus vite des gouvernements issus d'élections libres. Molotov, inquiet, présente le texte à Staline en grommelant : « On en fait un peu trop. » Staline lui explique, conformément à son habitude : « Ce n'est rien, ce n'est rien, allez-y. Nous pourrions toujours l'appliquer à notre façon. Tout dépend du rapport des forces <sup>17</sup>. » Il n'a nulle envie de respecter ce principe, pas plus que Roosevelt et Churchill n'envisagent de le faire appliquer en Espagne, au Portugal ou dans les colonies. Mais ce sera l'une des pommes de discorde entre les trois alliés.

La conférence s'achève sur un accord entre les trois chefs d'État, publié dans la presse de chaque pays le 11 février, annonçant l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, « deux ou trois mois après la reddition de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe ». Il y est précisé que « les droits antérieurs de la Russie, violés par l'attaque traîtresse du Japon en 1904, seront restaurés <sup>18</sup> ». Staline se pose ici en héritier de Nicolas II contre les révolutionnaires de 1905, parmi lesquels se trouvait le jeune Koba, alors favorables à la défaite de la monarchie russe haïe. L'entrée en guerre contre le Japon permettra à l'URSS de s'emparer des îles Kouriles et d'occuper le nord de la Corée. L'accusation souvent portée contre Roosevelt d'avoir cédé à Staline en acceptant de laisser l'Armée rouge prendre Berlin ne tient pas. L'état-major américain, craignant que la guerre du Pacifique ne s'éternise, a insisté sur l'entrée en guerre de l'URSS. Selon le chef d'état-major américain lui-même, Eisenhower, les troupes américaines n'ont pas pénétré les premières à Berlin pour des raisons purement militaires. Yalta aurait-il enfin abandonné l'Europe centrale à Staline ? Lorsque la conférence se tient, l'Armée rouge s'y trouve déjà et les partisans communistes yougoslaves ont libéré presque tout leur pays.

À peine la conférence est-elle achevée que des émissaires américains et anglais, dont le résident américain en Suisse, Allen Dulles, rencontrent à Berne le général SS Karl Wolf. Harriman n'en informe Molotov que le 12 mars, soit un mois plus tard. Staline réagit brutalement à ces négociations. Il y voit une tentative d'arrangement séparé des Alliés avec les Allemands dans le dos de l'URSS. Il demande qu'un représentant de l'URSS y soit



associé, mais se heurte à un refus. Le 25 mars, Roosevelt rassure Staline : la seule fin de ces discussions est de « hâter la capitulation des forces ennemies qui font face aux troupes américaines<sup>19</sup> ». La formule peut laisser présager une paix séparée et l'envoi des divisions allemandes opérant en Italie sur le front Est. Le 29 mars, Staline insiste sur ce point devant Roosevelt : il est certes partisan de négociations avec l'ennemi aboutissant à la capitulation des forces adverses sur une partie du front, mais « uniquement si elles ne donnent pas la possibilité aux Allemands de manœuvrer et d'utiliser ces négociations pour transférer leurs troupes sur d'autres parties du front, et en particulier sur le front soviétique<sup>20</sup> ». Roosevelt l'apaise dans un message du 1<sup>er</sup> avril, regrettant l'atmosphère de méfiance qui entoure ces discussions... Douze jours plus tard, il meurt.

Staline consacre la veille de la victoire à de premières opérations de remise en ordre interne et idéologique. En avril, il fait exclure Koulik du Parti. Avant même que la guerre soit terminée, c'est un premier avertissement à la haute hiérarchie militaire. Il le fera arrêter en 1947, et une fois rétablie, en janvier 1950, la peine de mort, abrogée en 1947, il le fera condamner à mort et fusiller le 24 août 1950. Mais, surtout, il met brutalement sur la touche le grand spécialiste de la propagande antiallemande au cours de la guerre, premier romancier et publiciste, Ilya Ehrenbourg. Le 14 avril 1945, la *Pravda* publie un article d'Alexandrov, responsable de la section d'agit-prop du Comité central, inspiré ou dicté par Staline, et intitulé : « Le camarade Ehrenbourg schématise ». Il dénonce un article de ce dernier publié dans la *Pravda* du 9 avril, sous le titre « Ça suffit », reproduit dans *L'Étoile rouge* (l'organe de l'armée) et *Moscou Soir* du 11 avril. Il accuse l'écrivain d'appeler à l'extermination du peuple allemand et affirme : « Ehrenbourg ne reflète pas l'esprit de l'opinion publique soviétique. Le peuple soviétique n'a jamais identifié le peuple allemand avec les dirigeants d'une clique criminelle. » L'article vise à déconsidérer l'écrivain juif en tant que porte-parole du patriotisme soviétique. Ce rôle ne peut plus en effet convenir à un juif. Ehrenbourg, le lendemain, proteste contre cet article dans une lettre à Staline. Il nie avoir appelé à l'extermination du peuple allemand et se plaint de « l'atmosphère de condamnation et d'isolement » que l'article va créer autour de lui<sup>21</sup>. Le secrétariat de Staline enregistre sa lettre, mais ce dernier n'y répond pas.

N'ayant toujours pas deviné l'identité du commanditaire, Ehrenbourg proteste auprès d'Alexandrov : c'est la propagande de Goebbels qui l'accuse de vouloir l'extermination du peuple allemand. Assimiler des propos dictés par Staline aux éructations de Goebbels est bien téméraire. Staline ne réagit pas, mais fait interdire à Ehrenbourg d'aller à Berlin célébrer la victoire. C'est le premier signe public de la campagne antisémite qu'il développera à partir de 1948 sous le drapeau de la lutte contre le « cosmopolitisme ».

Le 16 avril 1945, l'Armée rouge entame son offensive sur Berlin, encerclé le 25 avril et pris d'assaut le 2 mai. Six semaines avant la chute de la ville, Staline, devant les communistes tchèques invités à dîner le 28 mars 1945, a brossé un tableau de sa politique européenne. Il prononce une série de toasts, dont un en l'honneur de l'Armée rouge, au cours duquel il s'excuse pour la manière dont ses soldats « peu conscients colent et offensent les filles et les femmes », euphémisme pour désigner la vague de viols qui a accompagné la libération du pays. Puis il prononce un long discours, non rendu public, sur les slavophiles, ces nationalistes russes du XIX<sup>e</sup> siècle qui voulaient unifier les peuples slaves face à l'Occident maudit sous la fêrule du tsar et de l'Église orthodoxe. Cette reprise de la vieille propagande monarchiste l'amène à préciser : « Nous, les nouveaux slavophiles-léninistes, les slavophiles-bolcheviks, les communistes, nous sommes partisans non pas de l'unification mais de l'union des peuples slaves. Nous considérons qu'indépendamment des différences dans la situation politique et sociale, indépendamment des différences de mœurs et de techniques, tous les Slaves doivent être unis les uns les autres contre notre ennemi commun : les Allemands. »

Lénine se retournerait sans doute dans son mausolée à l'audition de ces nouvelles définitions de « slavophiles-léninistes », de « slavophiles-bolcheviks », qui illustrent le tournant nationaliste radical qu'a pris la politique de Staline. Il serait tout aussi surpris d'entendre la suite de son discours. Selon Staline, en effet, les deux guerres mondiales ont été provoquées « par la volonté des Allemands d'asservir les Slaves » qui ont le plus souffert de ces guerres : « La Russie, l'Ukraine, les Biélorusses, les Serbes, les Tchèques, les Slovaques, les Polonais. » Lénine et les bolcheviks avaient donc tort de voir dans la défaite de

l'Empire russe le moindre mal pour ses peuples et de dénoncer le « social-patriotisme » et l'union sacrée. Mais ce révisionnisme complet reste implicite.

À propos de la guerre qui s'achève, Staline dénonce avec mépris la capitulation des Français qui « ont ouvert le front aux Allemands », de la Belgique et la Hollande qui « ont aussitôt levé les pattes en l'air et se sont couchées devant les Allemands ». Il plaisante sur « les petites destructions » subies par l'Angleterre. On pourrait croire, dit-il, que la menace allemande a disparu. C'est faux. « Je hais les Allemands, mais la haine ne doit pas nous empêcher de juger objectivement les Allemands. Les Allemands sont un grand peuple », avec qui, dit-il, les Alliés s'efforceront de s'entendre. « Nous allons être impitoyables avec les Allemands. [...] Nous, les Slaves, nous devons nous préparer à la possibilité de voir les Allemands se dresser à nouveau sur leurs jambes et attaquer les Slaves », qui doivent par conséquent rester unis.

Staline nie ensuite que l'URSS veuille imposer son système aux peuples slaves, même en Bulgarie, qui, pourtant, le veut. « Dans les pays slaves amis nous voulons avoir d'authentiques gouvernements démocratiques », rien de plus<sup>22</sup>. Staline, dans ce véritable discours-programme non destiné au public, dit vrai quand il affirme son refus d'exproprier le capital dans ces pays, mais il omet de préciser qu'un gouvernement authentiquement démocratique à ses yeux, c'est celui qui répond docilement aux exigences politiques et diplomatiques de Moscou. Mais comment contrôler politiquement ces pays si la propriété privée des moyens de production, massivement rejetée par les masses ouvrières et les petits paysans misérables, y subsiste et constitue le support matériel d'un pouvoir politique indépendant de Moscou ?

La victoire de l'Armée rouge lie, plus encore qu'avant la guerre, les problèmes de l'ordre international avec ceux de l'ordre intérieur en URSS. L'intégration de l'Ukraine occidentale, arrachée à la Pologne en 1939, occupée par la Wehrmacht pendant deux ans et demi, ravagée par les bandes du nationaliste Stepan Bandera, pousse Staline à resserrer les liens avec l'Église orthodoxe. L'Ukraine occidentale est en effet le fief de l'Église uniате, Église dissidente de rite orthodoxe, mais qui accepte l'autorité du pape. Le 15 mars, Karpov, agent du NKVD, placé à la tête du Conseil de l'Église orthodoxe, remet à Staline, à la demande de

Molotov, une note affirmant : « L'Église orthodoxe russe, qui dans le passé n'a pas consacré assez d'efforts dans la lutte contre le catholicisme, peut et doit aujourd'hui jouer un rôle significatif dans la lutte contre l'Église catholique romaine (et contre l'Église uniate), qui s'est engagée sur la voie du fascisme et cherche à exercer une influence dans la construction du monde après la guerre. » Staline griffonne sur la note : « D'accord », pour utiliser et soutenir l'Église orthodoxe contre l'Église catholique<sup>23</sup>.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> mai, Joukov appelle Staline à 4 h 30 du matin. « Staline vient de se mettre au lit », lui répond le général Vlassik. Joukov insiste pour qu'on le réveille : « L'affaire est urgente et ne peut attendre le matin. » Staline prend le combiné. Joukov lui annonce le suicide d'Hitler : « Fini de jouer pour cette canaille. Dommage qu'on n'ait pas pu le prendre vivant...<sup>24</sup> » Une semaine plus tard, le 8, Truman arrête les livraisons du prêt-bail, et les Alliés reçoivent la capitulation des Allemands à Reims, sans la présence de l'URSS. Cette décision met Staline en colère : « C'est le peuple soviétique qui a porté sur ses épaules le plus lourd fardeau de la guerre, et la capitulation doit donc être signée devant le commandement suprême de tous les pays de la coalition antihitlérienne<sup>25</sup>. » Une nouvelle signature avec l'état-major soviétique se déroulera à Berlin le 9 mai.

Le 11 mai, Staline, soucieux du front intérieur, signe avec le chef d'état-major Antonov une directive adressée aux dirigeants du NKVD et du NKGB (Beria, Merkoulov, Abakoumov), à Khrouchtchev et à deux autres dirigeants, créant 100 camps de 10 000 places, pour « organiser l'accueil et le regroupement des Soviétiques anciens prisonniers de guerre, militaires et civils, libérés par les Alliés sur le territoire de l'Allemagne occidentale<sup>26</sup> ». La directive planifie soigneusement la répartition de ces camps : 45 sur les deux fronts de Biélorussie, 55 sur les quatre fronts ukrainiens, pour assurer le contrôle des ex-prisonniers militaires soviétiques et des civils libérés. Pour souligner l'importance qu'il accorde à la répression, il promeut, le 7 juillet, au grade de colonel général les sept principaux dirigeants du NKVD et du NKGB, Abakoumov, Goglidzé, Pavlov, et les organisateurs de la déportation des peuples du Caucase, Krouglov, Serov, Koboulov et Tchernychoy.

Quelques jours plus tard, Staline convoque Joukov, en présence de Molotov et de Vorochilov. Les Alliés, dit-il, maintiennent les

troupes allemandes qu'ils ont capturées en état de combattre : « Je pense que les Anglais s'efforceront de conserver les armées allemandes pour pouvoir les utiliser plus tard [...]. Et maintenant, après la mort de Roosevelt, Churchill va vite s'entendre avec Truman<sup>27</sup>. » Hopkins, en visite à Moscou fin mai, confie à Joukov : « Je respecte le vieux, mais c'est un homme difficile. Seul Franklin Roosevelt pouvait facilement discuter avec lui<sup>28</sup>. »

Deux historiens russes se sont interrogés : est-ce le Goulag qui a fait gagner la guerre à l'URSS ? Pendant les quatre ans de la guerre, le Goulag a mis au total 975 000 détenus et 93 000 gardes à la disposition de l'Armée rouge, affecté plus de 1 900 000 déportés et 400 000 prisonniers de guerre à la construction de lignes de chemin de fer, d'aérodromes et de routes, à la coupe de bois, dans les chantiers, mines et usines métallurgiques, aux travaux de fortification et de défense des frontières. Le Goulag a, de 1941 à 1945, produit des millions de cartouches, de grenades et explosifs divers, de mines défensives, d'emballages spéciaux pour munitions, de tissus, d'uniformes, et 100 000 bombes. Mais il n'a fabriqué ni tanks, ni avions, ni automitrailleuses, ni canons, ni navires de guerre. Après l'occupation du Donetz par les armées allemandes en 1942, les mines de Vorkouta ont été, dix-huit mois durant, le premier fournisseur de charbon de l'URSS<sup>29</sup>. Mais il s'agit d'un cas exceptionnel. La population du Goulag, comportant un nombre croissant de femmes et de déportés âgés, ne peut pas être mobilisée avec autant d'efficacité que les travailleurs libres. Les femmes, qui en formaient 7 % en décembre 1940, en représentent 26 % en juillet 1944. Employées en masse dans les usines, elles tombent au moindre prétexte sous le coup de la loi d'août 1940 et sont expédiées au Goulag. Les déportés les plus jeunes et les plus robustes ont été envoyés au front. Sous la coupe d'une administration qui écrème pour elle-même les rations prévues pour les détenus, ces derniers meurent littéralement de faim, et ne survivent qu'en ramassant des ordures et mangeant des racines. La mortalité connaît une progression foudroyante. Plus de la moitié des détenus sont, officiellement, soit inaptes au travail (25 % en 1942), soit aptes seulement à un travail léger (38,3 % en 1942) ! On imagine aisément ce qu'ils peuvent produire.

L'apport du Goulag, bien que réel, est donc secondaire. Ce n'est pas le Goulag qui a fait gagner la guerre à l'URSS, c'est son industrie d'État, sa planification et ses soldats. Malgré son

développement chaotique et désordonné, malgré la pénurie, la médiocre qualité de nombre de ses produits et les écarts d'une branche à l'autre, l'industrie soviétique a permis à l'URSS de construire en quatre ans 88 000 chars (contre 23 500 pour les Allemands) et 106 000 véhicules blindés (contre 41 000 pour les Allemands). C'est là que la victoire s'est construite, pas dans les camps.

## CHAPITRE XXXI

### Une restauration manquée

Au lendemain de la guerre, la Russie d'Europe est en ruine et l'URSS exsangue. Le chef du ministère de la Planification (le Gosplan), Voznessenski, dresse un bilan accablant des destructions de la guerre : 1 710 villes et gros bourgs, 70 000 villages, 32 000 usines et fabriques, 65 000 kilomètres de voies ferrées, près de 100 000 sovkhozes et kolkhozes (sur un peu plus de 250 000) ont été détruits. Il n'indique pas les pertes en hommes. Mais si la guerre a ruiné l'économie de l'URSS, elle a au contraire donné un coup de fouet à l'économie américaine. Les États-Unis sortent de la guerre comme première puissance mondiale.

Staline, en 1946, avance le chiffre – longtemps vérité officielle – de 7 500 000 morts, victimes de la guerre. Il oublie délibérément les prisonniers de guerre morts dans les camps où les Soviétiques, traités comme des sous-hommes, ont subi de lourdes pertes, ainsi que les dizaines de milliers de soldats fusillés comme déserteurs, paniquards ou traîtres à la patrie, sans compter les millions de civils, toutes gens qui ne comptent pas pour lui. Khrouchtchev lança le chiffre de 20 millions, que les historiens russes ont, sous Gorbatchev, corrigé en 27 millions. *Le sceau du secret est rompu*, publié en 1993, donne celui de 30 995 305 morts et disparus de 1941 à 1945.

Vingt-cinq millions d'hommes et de femmes logent dans des ruines ou bien dans des *zemlianki* ou bien encore dans des gourbis, sous des tentes, et reconstruisent leurs logis de leurs mains

avec un matériel de fortune. La campagne et même la ville russes en sont encore largement à l'ère du travail manuel. La pioche, la pelle et la bêche tiennent presque partout lieu de machines.

D'un autre côté, la victoire sur l'Allemagne nazie donne à l'Union soviétique un poids international, que renforce le contrôle des partis communistes dans des pays affaiblis ou disloqués par la guerre. L'apport décisif de l'URSS à cette victoire pousse dans le monde des dizaines de millions d'ouvriers, de petits paysans, d'intellectuels, vers les partis communistes, qui dans plusieurs pays européens organisent la majorité de la population laborieuse. Ces partis, contrôlés et financés par Moscou, sont des instruments de sa diplomatie ; ils se heurtent, dans plusieurs pays européens, à un mouvement profond, né de l'effondrement de l'État, et qui veut transmuier la libération nationale en émancipation sociale. Ainsi, en France, le journal des Francs-tireurs et Partisans, pourtant contrôlé par le PCF, proclame en première page de son numéro 4 d'août 1945 : « À bas l'union sacrée avec la bourgeoisie ! Contrôle ouvrier de la production ! Vive la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation ! À bas le gouvernement bourgeois, larbin des trusts ! Vive le gouvernement ouvrier et paysan <sup>1</sup> ! »

Staline veut canaliser ce mouvement dans tous les pays, surtout en Europe centrale, où la présence de l'Armée rouge lui donne des moyens d'intervention puissants. Ainsi, le 12 avril, il sermonne Dimitrov, qui, de Moscou, dirige les affaires de la Bulgarie, et critique la « suffisance » des communistes bulgares, c'est-à-dire leur hâte à s'emparer du pouvoir. Au nom de la reconstruction d'une France forte, Thorez, chapitré par Staline, enrichit le marxisme en déclarant, en mai 1945, face à des mouvements de protestation chez les mineurs : « La grève est un scandale, une honte <sup>2</sup>. » Le 10 juillet, Staline informe Dimitrov de son hostilité à l'éviction de Petkov et des agrariens du gouvernement, parce que cela serait considérée comme un signe de sectarisme des communistes. Il ne s'agit pas d'un geste en direction des Alliés, qui ont fait une croix sur la Bulgarie, mais d'une politique délibérée tournée vers la reconstruction de l'État. Pour la même raison, Staline s'oppose longtemps au retour en Bulgarie de Dimitrov, dont le nom symbolise l'Internationale communiste dissoute et suggérerait donc la volonté d'y instaurer un système « communiste ». Le 7 août, Molotov informe Dimitrov que Staline et lui



sont hostiles à sa candidature à la députation en Bulgarie puisqu'il est citoyen soviétique et député au Soviet suprême de l'URSS. Dimitrov veut renoncer à cette double distinction. Staline fait le sourd. Le 30 août, il lui interdit d'effectuer aucun changement dans le gouvernement bulgare de coalition où les communistes sont minoritaires. Le 2 septembre 1946, il déclarera à Dimitrov qu'il faut fonder en Bulgarie un parti du travail. « Il est inopportun, lui explique-t-il, d'avoir un parti ouvrier et plus encore qu'il s'appelle communiste. Avant, les marxistes devaient organiser la classe ouvrière dans un parti ouvrier distinct. Ils étaient alors dans l'opposition. Aujourd'hui, vous participez au gouvernement du pays<sup>3</sup>. » Il lui suggère donc de constituer un parti large sur la base d'un programme minimum. L'époque du parti ouvrier est, pense-t-il, terminée.

La répression suit la victoire comme son ombre, et les portes du Goulag s'ouvrent à nouveau toutes grandes : au 31 décembre 1944, il enferme un peu plus de 1 400 000 déportés. Au 1<sup>er</sup> décembre 1946, il en compte plus de 1 800 000. La défaite allemande, la libération de la Russie d'Europe et de l'Ukraine, puis l'annexion des pays baltes lui ont fourni de nouveaux contingents : collaborateurs, soldats de l'armée Vlassov, auxiliaires de la Wehrmacht envoyés au bagne, nationalistes baltes et ukrainiens, soldats et officiers capturés par les Allemands, systématiquement accusés de lâcheté ou de trahison et soumis à l'épreuve des camps de filtrage, dont une partie est envoyée au Goulag. Ces déportés sont dans d'autres dispositions psychologiques que les victimes des purges des années 1930, souvent hébétées par la conviction d'être victimes d'une monstrueuse erreur judiciaire. À la fin de la guerre, les détenus espèrent une mesure de grâce. Mais l'amnistie du 30 décembre 1944 n'a touché que les condamnés à des peines légères. La déception et l'amertume agitent la masse des déportés du Goulag trompés dans leur attente.

Recevant Joukov au Kremlin une semaine après la capitulation de l'Allemagne nazie, Staline lui annonce sa décision d'organiser à la mi-juin une grandiose parade en l'honneur de la victoire sur la place Rouge. Il ne précise pas qui passera en revue les troupes. Mais ce ne peut être que lui-même. N'ayant pas fait de cheval depuis fort longtemps, il décide de s'entraîner au manège. Le troisième jour, selon le récit qu'en fera son fils Vas-

sili à Joukov, «à la suite d'une utilisation maladroite des éperons» (en un mot, parce que Staline a brutalisé l'animal), le cheval s'emballe, Staline agrippe alors la crinière à deux mains, mais tombe et se blesse à l'épaule et à la tête. Il se relève, crache et marmonne : «Que Joukov passe les troupes en revue, c'est un vieux cavalier<sup>4</sup>.» Mais la pilule est amère.

Le 24 mai, Staline offre, au Kremlin, un grand banquet en l'honneur des généraux et amiraux soviétiques. À la fin de la cérémonie, il porte un toast au peuple russe, «le plus remarquable de tous les peuples de l'Union soviétique, la nation qui s'est signalée entre toutes par sa justesse de vues, sa constance, sa fermeté de caractère». Cette manifestation de nationalisme russe dans un pays de près de 140 nationalités différentes, où des mesures de discrimination chauvines ont déjà été prises discrètement, voire secrètement, annonce une vaste campagne nationaliste. Staline évoque en outre avec un certain détachement les responsabilités du gouvernement au début de la guerre, comme s'il n'en avait pas été le chef suprême et absolu : «Notre gouvernement a commis plus d'une erreur; il y a eu en 1941 et 1942 des moments de désespoir quand notre armée battait en retraite [...]. Une autre nation aurait pu dire à son gouvernement : vous n'avez pas justifié nos espérances, allez-vous-en [...] mais le peuple russe n'a pas pris ce chemin<sup>5</sup>.»

Il reçoit Joukov, la veille de la parade du 24 juin, et lui annonce sa décision : «Je suis trop vieux pour passer des troupes en revue. Vous le pouvez, vous, vous êtes plus jeune<sup>6</sup>»; il lui conseille de monter à cette occasion un cheval blanc que lui montrera Boudionny, celui-là même qui a jeté Staline à terre. Mais Joukov tiendra ferme sur les étriers. Sa performance, sur un cheval blanc, servira bientôt à l'accuser de bonapartisme. Le soir, Staline organise au Kremlin un nouveau banquet pour les officiers supérieurs. Après les toasts rituels, il rappelle qu'il se trouve dans sa soixante-sixième année et qu'il ne pourra donc encore faire face longtemps à ses lourdes responsabilités. «Je peux encore travailler deux ou trois ans et après je devrai m'en aller!» Après un instant de silence stupéfait, des cris s'élèvent : non, il vivra et dirigera encore longtemps le pays! Pourtant, ajoute l'amiral Kouznetsov, qui rapporte cet incident, «son départ était extrêmement nécessaire<sup>7</sup>». Mais Staline attendra octobre 1952 pour se débarrasser de la seule charge de ministre de la Défense...

Sa déclaration est une provocation, à laquelle il se livrera à plusieurs reprises, mais la réalité est qu'il vieillit vite et qu'il le sent. À de Gaulle, l'invitant à venir à Paris, il répond : « Comment le faire ? Je suis vieux. Je mourrai bientôt<sup>8</sup>. » Jeu ? Coquetterie ? Peur panique de prendre l'avion ? Joukov, qui bavarde avec lui quelques heures à Kountsevo le 8 mars 1945, le trouve très vieilli : « Dans toute son apparence extérieure, dans ses mouvements, dans sa conversation, on sentait une grande lassitude physique. » Pendant les quatre années de la guerre, Staline s'était surmené. Le choc de l'invasion et de la déroute initiale, la peur panique des premières semaines, l'épuisante tension nerveuse, un état d'irritation à peu près permanent, l'insuffisance chronique de sommeil, les nuits blanches ont délabré son système nerveux et détraqué sa santé. Il semble gagné par une grande lassitude. Pourtant, Djilas, qui le voit quelques mois plus tard, le trouve « encore vif d'esprit, plein de vie et possédant un sens aigu de l'humour. Mais c'était pendant la guerre et il semblait qu'il eût alors accompli son ultime effort et atteint sa limite<sup>9</sup> ». Il a encore la réplique rapide et précise, l'humour rude et mordant, mais l'hypertension et l'angine de poitrine, qui le rongent des mois durant, l'épuisent.

Les exigences de la politique internationale le retiennent un temps encore à l'écart des problèmes intérieurs. Les Trois Grands doivent se retrouver à Potsdam à la mi-juillet pour parachever les travaux de Yalta. Par peur, il refuse de s'y rendre en avion. Son voyage en train est entouré de précautions de sécurité inouïes, bien que Potsdam, dans la banlieue de Berlin, soit située en zone d'occupation soviétique. La délégation soviétique dispose de cinquante-six villas (plus six pour les gardes) autour de l'ancien hôtel particulier du général Ludendorff, où est logé Staline et d'où il fait retirer les tapis et le mobilier superflu. Sept régiments du NKVD et 1 500 hommes de ses troupes spéciales, au total près de 5 000 hommes, assurent la protection de la délégation. Pour son entretien, Beria écrit à Staline, le 2 juillet : « Des réserves de gibier, de volailles, de produits comestibles, d'épicerie et de boissons ont été prévues ; trois exploitations supplémentaires à sept kilomètres de Potsdam avec du bétail et des volailles fermières, des dépôts de légumes ont été installées. Deux boulangeries fonctionnent. Deux aérodromes sont prêts<sup>10</sup>. » Dans l'Allemagne affamée, tout près d'une Union Soviétique tout

aussi affamée, la délégation soviétique a construit un îlot d'abondance « socialiste ».

Le train blindé spécial qui emporte Staline et son entourage doit parcourir 1 923 kilomètres sur un territoire entièrement contrôlé par l'Armée rouge. Malgré cela, la sécurité des voies est assurée par 18 515 hommes du NKVD. Selon Beria, « de six à quinze hommes assurent la protection de chaque kilomètre de voie », soit en moyenne un homme tous les cent mètres. Ce luxe de précautions inutiles est plus coûteux encore que la débauche de victuailles...

La conférence réunit, du 17 juillet au 2 août, Staline, Truman, le successeur de Roosevelt, Churchill, puis, après sa défaite aux élections, le nouveau Premier ministre anglais, le travailliste Attlee. En 1905, Staline regrettait que Lénine n'arrive pas en retard aux réunions pour se faire remarquer ; il comble cette faiblesse en arrivant systématiquement en retard aux séances, où tout le monde l'attend et le voit arriver d'un pas lent qu'il espère majestueux. C'est l'une de ses rares satisfactions dans cette conférence qui discute le détail du nouvel ordre mondial.

La Pologne exceptée, Staline a jusqu'alors respecté l'accord passé avec Churchill et confirmé à Yalta, en particulier à propos de la Grèce. La conférence aboutit à un accord boiteux sur les réparations de guerre de l'Allemagne. Chacun se servira dans sa zone d'occupation. L'URSS obtient en plus 15 % de l'outillage industriel utilisable, non nécessaire à l'économie de paix allemande, dans les zones occidentales... mais à condition de fournir « une valeur équivalente en denrées alimentaires, en charbon, en potasse, en zinc, en bois, en poteries [*sic* !], en pétrole et autres produits <sup>11</sup> ». Sur la Pologne, il accepte la formation d'un gouvernement provisoire d'unité nationale comprenant des représentants du gouvernement de Londres, mais garde en main tous les moyens d'imposer sa volonté.

Potsdam est marquée par l'explosion de la première bombe atomique, qui se produit la veille de son ouverture. Le 16 juillet, la bombe a été testée à Alamogordo. Le 24, Truman annonce à Staline, après une semaine de travaux, que les Américains disposent d'une bombe d'une très grande puissance, sans préciser sa nature. Selon Truman, Staline lui déclara « qu'il était content de l'apprendre et qu'il espérait que les Américains en feraient un bon usage contre les Japonais <sup>12</sup> ». L'interprète du maréchal,

Pavlov, affirme être le seul à avoir assisté à la confidence de Truman à Staline, qui, prétend-il, fit un simple signe de tête sans rien dire et tourna le dos à un Truman pétrifié. Selon Anthony Eden, Staline ajouta à son signe de tête un « merci » poli. Au sortir de la séance, en tout cas, Staline déclare devant Molotov et Joukov : « Il va falloir discuter avec Kourtchatov de l'accélération de nos travaux <sup>13</sup> » et envoie à Moscou un télégramme chiffré en ce sens.

Bien que mis au courant du projet Manhattan depuis 1943 par ses services de renseignements, il a mis du temps à saisir l'importance de la bombe atomique. Beria et lui accordaient une confiance limitée aux informations en provenance de leurs propres services aux États-Unis. Persuadé que les Américains fabulaient pour entraîner l'URSS dans des dépenses inutiles, Beria, dont l'attitude reflète servilement celle de Staline, soupçonne ainsi de désinformation son agent Kvasnikov, auteur d'un rapport sur leurs progrès dans la mise au point de la bombe, et le menace de l'envoyer en prison. Pourtant, en mai 1945, le physicien Kourtchatov et le commissaire à l'Industrie chimique, Peroukhine, ont envoyé au « Bureau politique et au camarade Staline » une lettre attirant leur attention sur la question atomique et soulignant leur inquiétude devant la lenteur avec laquelle la direction du pays s'en préoccupe. Staline n'a pas répondu. Même lorsqu'il reçoit un rapport de Fuchs annonçant l'expérimentation de la bombe pour le 10 juillet et son utilisation future contre le Japon, il ne bronche pas. Informé du succès de l'expérience par ses agents, il sait qu'il s'agit d'une bombe atomique, mais n'apprécie toute la portée de l'événement qu'au lendemain du 6, puis du 9 août, après l'hécatombe des populations civiles à Hiroshima puis à Nagasaki, et surtout après la décision adoptée par les Américains, le 20 août, de créer un comité chargé de diriger tous les travaux sur « l'utilisation de l'énergie atomique provenant de l'uranium ».

Staline a attendu l'épreuve des faits et perdu du temps. L'historien anglais David Holloway souligne qu'il n'a considéré la bombe atomique avec sérieux qu'après Hiroshima. La bombe atomique l'a pris de court, malgré les renseignements détaillés reçus de ses services sur le projet Manhattan. Comme lors de l'attaque allemande, il est, là encore, paralysé par un mélange de raideur et de méfiance systématique :

Il réagit, en revanche, au quart de tour à l'égard du Japon :

quelques heures après Hiroshima, le 7 août, à 4 h 30 du matin, il signe avec Antonov l'ordre à l'Armée rouge d'attaquer le lendemain les forces japonaises en Mandchourie. Le 8 au soir, il reçoit Averell Harriman et George Kennan et leur annonce que l'Armée rouge vient de franchir la frontière mandchoue : « Les choses vont encore beaucoup mieux que je ne m'y attendais <sup>14</sup> », leur dit-il. En veine de franchise apparente, il leur déclare que les savants soviétiques ont tenté en vain de construire une bombe atomique, comme les savants allemands dont l'Armée rouge a découvert un laboratoire. À son habitude, après avoir traîné et tardé, il effectue un virage brutal et compense par la hâte et la pression permanentes le retard accumulé. Il crée une commission atomique, présidée par Beria, déchargé de la direction de la police politique, flanqué de Malenkov, secrétaire du Comité central, Nicolas Voznessenski, président du Gosplan, d'un trio de gestionnaires économiques, Vannikov, Zaveniaguine et Pervoukhine, de deux savants, Kourtchatov et Kapitsa, et d'un général du NKVD, Makhnev, chargé de surveiller et d'espionner tout ce beau monde. La composition de la commission mélange souci d'efficacité et combines politico-policières. Beria fait peser sur elle la pression constante de Staline, à qui il doit présenter, chaque semaine, un rapport sur l'avancement des travaux, dont le rythme ne répond évidemment pas aux exigences hebdomadaires du chef.

Beria crée un département spécial, dit « S », chargé de la collecte de renseignements à l'étranger, dont il confie la responsabilité à Pavel Soudoplatov, spécialiste des « affaires mouillées », c'est-à-dire des assassinats politiques. Ce département collationne les données que lui transmettent déjà depuis un certain temps les agents soviétiques infiltrés à Los Alamos : Klaus Fuchs, arrivé en décembre 1943, les communistes américains Theodore Hall, Julius Rosenberg, David Greenglass, et une demi-douzaine d'autres agents à des niveaux différents de la recherche atomique. La richesse des informations fournies évite aux savants soviétiques de perdre du temps et de l'argent à se fourvoyer dans les diverses impasses où les savants britanniques et américains ont tâtonné. Mais en impliquant le Parti communiste américain dans l'espionnage au profit de l'URSS, où ont été entraînés plusieurs de ses dirigeants (son secrétaire Earl Browder, sa sœur et son successeur Eugene Dennis de 1945 à 1959), cette activité de renseignements a permis au FBI de présenter le

PC américain comme une simple agence étrangère et de le livrer, avec ses sympathisants, à la chasse aux sorcières déclenchée par le sénateur McCarthy. Staline, que les ouvriers américains n'intéressent pas, s'en moque. Pour lui, le seul intérêt d'un parti communiste aux États-Unis – qui lui a déjà fourni une douzaine d'individus pour la préparation du meurtre de Trotsky – est d'être une annexe de ses services de la diplomatie et des renseignements, capable de lui fournir des agents directs ou d'influence dans l'appareil d'État, comme Laughlin Currie dans l'administration présidentielle, Harry White aux Finances, Alger Hiss et Laurence Duggan aux Affaires étrangères, ou Duncan Lee dans l'armée.

Le programme atomique est très coûteux. Il faut le financer. Or le pays est dévasté et ruiné. Staline décide donc de dépouiller la zone d'occupation soviétique allemande, le futur «pays frère» d'Allemagne de l'Est. Malenkov organise la rafle du matériel allemand et fait démonter et transférer vers l'est des usines entières. Politique à courte vue : ce matériel, utilisé au maximum de ses possibilités par les Allemands pendant les cinq années de guerre, usagé et vieilli, parfois bon pour la casse, ne servira que quelques années et aura pour principale conséquence de retarder la modernisation de l'industrie. Ce pillage destructeur, mais finalement peu rentable, ne peut suffire. Il faut ponctionner brutalement la population.

Mais si l'URSS est exsangue et ruinée, de larges couches de la population attendent des changements démocratiques aux contours vagues, mais néanmoins menaçants pour le pouvoir. La victoire sur le nazisme a en effet donné aux survivants une indépendance d'esprit que révèlent les rapports de la Sécurité d'État. Lors de la réélection des secrétaires de plus de 200 000 cellules du Parti, entre le 1<sup>er</sup> octobre 1946 et le 1<sup>er</sup> octobre 1947, des candidats proposés par les instances supérieures sont ainsi mis en ballottage dans presque toutes les régions du pays. Les rescapés du front ne gardent pas leur langue dans leur poche et des critiques brutales contre les dirigeants locaux, spécialistes du hurlement, de l'injure, de l'oukase, se font parfois entendre dans des réunions orageuses. Plus de la moitié des anciens secrétaires de cellule seront remplacés et pas toujours par décision du sommet.

En outre, les petits groupes clandestins se multiplient : l'Opposition ouvrière, l'Œuvre véritable de Lénine, l'Union des

jeunes socialistes de Tcheliabinsk, le Parti communiste de la jeunesse, etc. Certes, ces groupes sont réduits, limités à une ville ou à une faculté : le Parti communiste de la jeunesse de Voronej, l'un des plus nombreux, ne compte que 58 membres. Mais leur simple existence est dangereuse dans un pays affamé où des millions de soldats reviennent au pays avec un moral de vainqueurs. Les Jeunes révolutionnaires de Saratov, groupe formé en pleine guerre en 1943 par six gamins de 10 à 12 ans, avait bien osé appeler à renverser Staline après Hitler<sup>15</sup> ! L'Ukraine occidentale, la Lituanie, la Lettonie sont sillonnées par des bandes nationalistes qui bénéficient du soutien au moins passif d'une partie de la population.

Et puis la guerre et la victoire ont relâché l'étau de la peur. Le peuple qui avait pendant quatre ans vu la mort en face avait cessé de craindre. C'est pourquoi il fallait, comme en 1937, lui faire une bonne peur. Staline refuse de céder à l'aspiration diffuse aux changements, manifestée en particulier par les soldats victorieux de retour dans leurs kolkhozes ou dans leurs usines, qui menace le régime lui-même, inapte à toute réforme démocratique. Et pour extorquer l'argent de la bombe soviétique à une population décimée par la guerre, il va donc devoir frapper.

Cette nécessité le conduit à favoriser et à mettre à profit la tension internationale, mais elle exclut toute aventure militaire. L'URSS de Staline est donc, comme le souligne l'historien Jean-Marie Gaillard, « la gardienne vigilante de l'ordre européen issu de la Seconde Guerre mondiale<sup>16</sup> ».

Staline y veille soigneusement et doit, pour cela, se subordonner totalement les partis communistes des pays d'Europe centrale, déjà au pouvoir ou sur le point d'y accéder. Il cherche, à cette fin, à semer la zizanie entre des dirigeants exaltés, voire excités par leur accession inespérée au pouvoir, comme il le fait avec les dirigeants du parti soviétique. Ainsi, lorsque Tito propose d'intégrer la Bulgarie dans une Fédération yougoslave comprenant sept Républiques, les communistes bulgares renâclent. Staline les soutient et en profite pour dénoncer les Yougoslaves. Le 10 janvier 1945, il déclare à Dimitrov : « Les Yougoslaves veulent prendre la Macédoine grecque. Ils veulent aussi l'Albanie, et même des morceaux de la Hongrie et de l'Autriche. C'est déraisonnable. Leur conduite ne me plaît pas<sup>17</sup>. » Mais il a son agent au Bureau politique du PC yougoslave et le dit à Dimitrov :



«Hebrang semble être un homme raisonnable et il comprend ce que je lui ai déclaré, mais les autres à Belgrade ne comprennent pas<sup>18</sup>.» Staline va les aider à comprendre. Tito réclame Trieste qu'il considère comme une terre slovène. Staline soutient mollement sa revendication, que les dirigeants du PC italien rejettent. Tito proteste par télégramme. Staline fait le mort. Il devra leur imposer sa loi.

Le 3 octobre 1945, exténué, il se fait attribuer par le Bureau politique un congé, mais reçoit encore au Kremlin jusqu'au 8. Quelques jours plus tard, une première attaque l'écarte pendant plus de deux mois de politique. Il ne veut voir personne. Svetlana sait qu'il est gravement malade mais ne peut ni le rencontrer ni lui téléphoner. Personne ne peut d'ailleurs le joindre au téléphone. Entre le 8 octobre et le 17 décembre, il ne met pas les pieds au Kremlin. Comme une répétition de la maladie de Lénine vingt-trois ans plus tôt, le bruit court qu'il a perdu l'usage de la parole. Cette rumeur atteint bientôt les capitales occidentales, accompagnée de commentaires, qui l'exaspèrent, sur son départ possible de la direction des affaires. La presse française s'en fait l'écho en décembre 1945. L'ambassadeur soviétique en France, Bogomolov, proteste officiellement; Staline s'emporte : «De quel droit Bogomolov a-t-il parlé avec de Gaulle des attaques contre Staline dans la presse française? [...] Bogomolov n'est pas un ambassadeur, mais un bavard creux qui ne comprend rien à la politique<sup>19</sup>.»

Pendant ce congé, en novembre, ses lieutenants, poursuivant sa politique, resserrent un peu plus l'alliance avec le patriarcat orthodoxe, par ailleurs infiltré d'agents du NKGB; le Kremlin dissout l'Église uniате ukrainienne, qui rassemble près de quatre millions de fidèles, et fait cadeau à l'Église orthodoxe, qui les accepte avec satisfaction, des centaines d'églises uniates. Cette alliance renforcée avec une Église orthodoxe au nationalisme messianique teinté d'antisémitisme accentue ces deux tendances. Peu après, Mikhoels rencontrant Jemtchoujina, bien placée pour connaître les humeurs du maître du Kremlin, l'informe des persécutions antisémites des autorités locales. À qui faut-il en parler? À Jdanov? à Malenkov? Jemtchoujina lui répond : «C'est Staline qui concentre tout le pouvoir et personne n'a d'influence sur lui. Je ne vous conseille pas de lui écrire. Il n'aime pas les juifs et il ne nous aidera pas<sup>20</sup>.»

Dès son retour aux affaires, le 17 décembre, il reprend une activité intense pour rattraper le temps perdu, mais en général arrive au Kremlin tard, entre 19 heures et 20 heures, voire plus tard. Tel est le rythme de travail qu'il instaure à partir de ce moment : il reçoit au Kremlin en moyenne un jour sur trois, d'ordinaire de 20 heures ou 22 heures jusqu'à 23 heures, voire 1 heure du matin. Lorsqu'il reçoit plus tôt, à 16 ou 17 heures, sa journée de travail s'achève alors en général à 20 heures ou 21 heures, mais il reçoit assez souvent ensuite ses lieutenants à sa villa. Malgré cet emploi du temps réduit, il prétend contrôler tous les aspects de la vie politique, sociale, intellectuelle, même s'il doit abandonner à ses subordonnés le travail quotidien de la machine du Parti. Il concentre son attention sur la politique étrangère et sur la recherche atomique.

C'est la bombe atomique qui est au premier rang de ses préoccupations. Sa méfiance viscérale à l'égard des « spécialistes » et des savants est entretenue par la zizanie qui règne entre certains savants et les bureaucrates. La trique et la recherche scientifique ne font pas bon ménage. Dès le début d'octobre 1945, Kapitsa, las de la fêrle de Beria, a demandé par lettre à Staline l'autorisation de quitter les deux comités chargés de la bombe. Staline ne lui a pas répondu. Un mois plus tard, Kapitsa est revenu à la charge dans une seconde lettre où il dénonçait la morgue des « camarades Beria, Malenkov et Voznessenski, qui se conduisent dans le Comité spécial comme des surhommes. En particulier le camarade Beria. Certes, il a en main le bâton de chef d'orchestre [...]. Mais la faiblesse fondamentale du camarade Beria est que le chef d'orchestre ne doit pas seulement agiter sa baguette, il doit aussi comprendre la partition. Sous ce rapport, Beria est faible<sup>21</sup> ». En un mot, il ne connaît rien à la physique. Et Kapitsa se retire de la commission à la fin de décembre. Parler avec ce mépris des dirigeants, surtout de Beria, et abandonner son poste, est doublement inacceptable. Beria demande à Staline l'autorisation d'arrêter Kapitsa et de l'envoyer en Sibérie. Staline refuse : un savant, à la différence d'un secrétaire du Parti, peut toujours être utile.

Ne pouvant régler les problèmes de la recherche atomique par la prison et le Goulag, il tente d'amadouer les savants. Il reçoit, le 24 janvier 1946, le physicien Kourtchatov, et lui propose de couvrir de privilèges les hommes de science : « Nos savants, lui dit-

il, sont très modestes et ne remarquent pas parfois qu'ils vivent pauvrement... Il est certainement possible d'arriver à ce que quelques milliers de personnes vivent très bien et que quelques milliers de personnes vivent mieux que très bien, avec leurs propres datchas où ils pouvaient se reposer et leurs propres automobiles.» Mais Staline ne peut se refaire. Il interroge Kourtchatov à propos de quatre des savants : « Pour qui travaillent-ils et vers quel but sont dirigées leurs activités : le bien de la Patrie, oui ou non ? » Bref, sont-ils ou non des traîtres en puissance ? Pourtant Staline ne peut se passer d'eux pour sa bombe, et il promet à Kourtchatov les crédits dont il aura besoin : « Si un enfant ne pleure pas, lui dit-il, sa mère ne peut pas savoir ce dont il a besoin. Demandez ce que vous voulez. Vous ne vous heurterez pas à un refus<sup>22</sup>. »

La recherche avance au début assez lentement et Staline feint de considérer avec dédain la bombe atomique dont il ne dispose pas encore. Le 17 septembre 1946, il déclare au journaliste Alexandre Werth que « la bombe atomique n'est pas une force aussi sérieuse que certains hommes politiques inclinent à le croire. Les bombes atomiques sont destinées à intimider ceux qui ont les nerfs faibles, mais elles ne peuvent décider de l'issue d'une guerre, parce qu'elles sont absolument insuffisantes pour atteindre ce but<sup>23</sup> ». Le message est clair : Staline n'ayant pas les nerfs faibles, il ne se laissera pas intimider.

Le retard pris dans le domaine atomique se manifeste aussi dans d'autres domaines où la recherche soviétique, décimée dans les années 1936-1937, avait pourtant entrepris un certain nombre de travaux prometteurs : le radar, les missiles et les avions à réaction. Pour tous ces sujets, Staline, méfiant à l'égard de toute idée nouvelle comme à celui des savants de son propre pays, adopte une attitude attentiste. Ainsi que le souligne encore David Holloway, « les idées soviétiques n'obtenaient de plein appui qu'à condition et que lorsqu'elles avaient été confirmées par l'expérience occidentale<sup>24</sup> ». Ainsi Staline condamne-t-il l'Union soviétique, même dans les domaines où ses savants se trouvent à la pointe, à copier les pays occidentaux avancés, et, pour ce faire, à développer un système d'espionnage gigantesque et coûteux. L'URSS est, dès lors, constamment entraînée dans une course effrénée et impossible pour « rattraper et dépasser » ces pays. Comment dépasser ceux que l'on copie ? Or le Staline qui attend

des pays capitalistes la preuve qu'une innovation imaginée dans son propre pays est valable est aussi celui qui prépare, par compensation, le lancement contre l'intelligentsia soviétique d'une vaste campagne tous azimuts dénonçant sa «servilité devant l'Occident». Pour la combattre il fera interdire, en février 1947, par le Bureau politique les mariages entre citoyens soviétiques et étrangers.

Un ordre glacial, immuable jusqu'à la mort de Staline, s'installe au Kremlin. À l'exception de Beria installé en ville, la plupart des membres du Bureau politique, comme Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Andreiev, vivent à l'intérieur de ses murs dans des appartements vastes mais vieillots, chauffés au bois dans d'immenses poêles : Mikoïan et ses cinq enfants y occupent un appartement de huit pièces. Y résident aussi la veuve de Dzerjinski, une femme sévère toujours vêtue de noir, Zinaïda Ordjonikidzé, Alliluïeva, la belle-mère de Staline, qui n'aime guère son gendre. Staline y a son appartement qu'il n'occupe jamais ; après les réunions, de plus en plus rares, du Bureau politique, il rentre à sa villa de Kountsevo, à la décoration minimale, aux murs presque nus.

Les habitants du Kremlin doivent présenter leur laissez-passer au poste de garde à l'entrée sous l'arc de la porte Borovitski. Seuls les membres du Bureau politique peuvent pénétrer en voiture sans s'arrêter à condition toutefois qu'ils soient seuls. S'ils sont accompagnés par un membre de leur famille ils sont contrôlés au poste de garde à l'entrée du Kremlin, puis à l'entrée de l'escalier qui mène aux appartements. La garde et la surveillance sont assurées par des agents et gradés de la neuvième direction de la Sécurité d'État.

Les déplacements de Staline dans les couloirs du Kremlin obéissent dès lors à un rituel qui en dit long sur une méfiance croissante. Un garde marche à une bonne vingtaine de mètres devant lui. Deux gardes le suivent à deux mètres derrière lui. Quiconque croise ce quatuor doit s'adosser au mur, avoir les mains bien en vue et attendre immobile que le Guide soit passé. En général l'intéressé, intimidé, lâche un « Bonjour, camarade Staline<sup>25</sup> ». Le maréchal répond d'un vague geste de la main droite et continue son chemin en silence.

Le Kremlin propose un ensemble de services, de la coiffure au repassage des vêtements, assurés par des hommes et des

femmes sous statut militaire. Interdit aux visiteurs, le Kremlin est désert. À la jeune bru de Mikoïan, Nami, qui y arrive en 1950, il rappelle le château de la Belle au bois dormant plongé dans un sommeil éternel, alourdi par «une atmosphère de secret et une tension permanente» qui créent un climat sinistre et oppressant. Elle n'y rencontre jamais personne, sauf parfois la veuve de Dzerjinski, avec qui elle fait de courtes promenades d'un mur à l'autre. «La vie au Kremlin, dit-elle, semblait isolée de tout. Nous vivions comme sur une île<sup>26</sup>.»

Cet univers clos est soumis à la loi du secret, que Staline cultive avec un souci maniaque, auquel aucun domaine n'échappe, en particulier sa propre vie. Il accueille mal tout ce qui enfreint vaguement cette loi tacite. En 1946, Serge Alliluïev, son beau-père, publie le premier tome de ses souvenirs. Dans ce tableau du mouvement ouvrier géorgien jusqu'à la révolution de 1905 Koba tient peu de place, et son nom n'apparaît même pas dans certains épisodes quand la légende lui accorde le premier rôle. Cette même année paraissent les souvenirs de la belle-sœur de Staline, Anna Alliluïeva, qui l'évoque lors de la révolution de 1917 avec une familiarité naïve qui l'irrite.

Si le pays ne tire pas grand-chose du pillage de l'Allemagne et des autres pays d'Europe orientale, la caste dirigeante, elle, se remplit les poches. Elle imite les razzias nazies effectuées à travers l'Europe orientale tout entière. Un organisme qui porte le nom hypocrite de Direction principale des biens soviétiques à l'étranger (le Goussimz), dirigé par un homme de Beria, Dekanozov, ancien ambassadeur soviétique à Berlin, organise le racket systématique et massif de sculptures, tableaux, bibelots, mobilier, vaisselle de luxe, objets d'art divers, emportés vers Moscou par convois entiers, puis entassés dans les appartements de hauts dignitaires civils et militaires ou stockés dans des entrepôts près de Moscou. Le haut commandement et la Sécurité d'État rivalisent d'efficacité dans ce pillage systématique. La perquisition effectuée chez Joukov en 1946 dresse une liste de 7 pages d'objets dérobés en Allemagne. Le chef de la Sécurité d'État, Abakoumov, s'est approprié des tapis, des meubles, des bibelots qui ornent le luxueux appartement de 300 mètres carrés qu'il occupe avec sa maîtresse, après avoir fait expulser les seize familles qui occupaient cet appartement jusqu'alors communautaire. Certains de ces trophées ornent aussi le cinq-

pièces de 120 mètres carrés qu'après son divorce il a laissé à sa femme<sup>27</sup>. Lorsque Staline le liquidera en 1951, ce butin figurera dans le dossier d'Abakoumov. Staline, dont la chambre ne contient que des reproductions de tableaux à trois sous, ne s'intéresse pas à ces objets décoratifs. Son seul luxe est la série de tenues militaires qu'il affectionne depuis la guerre et que son tailleur particulier, Legner, lui coud dans son atelier de l'avenue Koutouzov.

La rivalité entre généraux de l'armée et de la Sécurité multiplie les plaintes et les dénonciations qui parviennent sur le bureau de Staline et nourrissent les dossiers qu'il accumule contre eux. Il s'intéresse d'abord aux généraux de l'armée. Qui peut, en effet, garantir que ces derniers, revenus de la guerre avec le sentiment de l'avoir gagnée sur le terrain, n'ont pas la tête enflée et pleine d'ambitions ? D'ailleurs, deux jours après la réception du 24 juin au Kremlin, Joukov a invité, sans autorisation, huit généraux et maréchaux chez lui, dans sa datcha. Pour Staline, cette initiative a un relent de complot. De plus, à Berlin, Joukov entretient des rapports amicaux avec le vice-commissaire du NKVD, Serov, en mission dans la capitale allemande. Il tisse donc sa toile. Ultime preuve de ses rêves ambitieux : comme les barons napoléoniens, il fait faire son portrait : un portrait en pied et, pis encore, il se fait représenter, tel un conquérant ou un empereur, sur son cheval blanc cabré, face à la porte de Brandebourg et au svastika.

Staline voit sans doute aussi un fâcheux signe d'indépendance d'esprit dans la sévérité avec laquelle les supérieurs hiérarchiques de son fils Vassili, nommé par lui commandant de division en mai 1944, se permettent de le juger. Le lieutenant général Beletski écrit dans une attestation du 25 janvier 1945. « Le colonel de la garde Staline Vassili manifeste toute une série d'insuffisances. Il est de caractère vif et impulsif, manque de contrôle de soi, en est parfois venu aux mains avec ses subordonnés [...]. Il se permet dans sa vie privée des actes incompatibles avec la fonction de commandant de division, il s'est parfois laissé aller lors de soirées à un manque de tact et à des grossièretés à l'égard de certains officiels. » Le général insiste ensuite sur son mauvais état de santé, « surtout du système nerveux », sur « son irritabilité extrême », sur son dédain de l'entraînement et conclut que « toutes ces insuffisances réduisent sensiblement son autorité

comme commandant et, répète-t-il lourdement, sont incompatibles avec les fonctions de commandant de division». Le 11 février, le général commandant la III<sup>e</sup> armée d'aviation, le général Papivine, confirme ce réquisitoire<sup>28</sup>. La nomination de Vassili a donc été une erreur. Staline partage peut-être en son for intérieur ce jugement, mais assurera à son fils une carrière brillante. En 1948, Vassili deviendra commandant des forces armées aériennes du district de Moscou et un décret du Conseil des ministres du 11 mai 1949, signé Joseph Staline, lui attribue le grade de lieutenant général.

Aussi, dès la fin de la guerre, Staline prépare-t-il l'épuration de la caste militaire et la mise à l'écart de ses principaux chefs, à commencer par Joukov. L'armée soviétique sort de la guerre avec 2 952 généraux et un corps d'officiers supérieurs dont près de la moitié ont moins de quarante ans. Staline leur rogne les ailes, sans perdre de temps. Utilisant les défauts de fabrication multiples qui ont handicapé l'aviation militaire soviétique, il monte d'abord l'affaire des «aviateurs». Au début de novembre 1945, il convoque le commissaire à l'Industrie aéronautique, Chakhourine, à Sotchi, dans la villa de Kalinine pour le soixante-dixième anniversaire de ce vieil homme presque aveugle, rongé par un cancer et dont l'épouse est au Goulag. Staline déborde d'amabilité. Les toasts succèdent aux toasts. Mais le NKVD attend Chakhourine à son retour à Moscou, et l'accuse de «conduite immodeste». Rien de plus vrai : il dispose de huit voitures personnelles, dont certaines confisquées en Allemagne. Le 7 janvier 1946, il est limogé, puis, par un apparent mais éphémère retour en grâce, nommé le 9 mars vice-président du Conseil des ministres de Russie, et enfin arrêté, le 27 mars, avec ses principaux adjoints.

À la fin de janvier 1946, le NKVD arrête le maréchal Khoudiakov, commandant la 12<sup>e</sup> escadrille. Sous la torture, il avoue être un espion anglais et dénonce une vingtaine de personnages figurant sur une liste établie par Staline, dont le commandant en chef des forces aériennes, le maréchal Novikov, accusé d'avoir accepté la livraison d'appareils défectueux, gaspillé les deniers de l'État et affaibli les forces aériennes. Abakoumov l'interroge sur ses rencontres avec Joukov et Serov, et lui demande si Malenkov était au courant des malfaçons. Bref, il veut lui faire avouer que ces trois pontes de l'appareil de l'armée, du Parti et de l'État

sont ses complices. Seul Staline pouvait ordonner de compromettre des personnages de si haut rang.

Il semble consacrer une grande partie de son temps à cette intrigue promise à de multiples rebondissements. Sa présence réduite et intermittente au Kremlin exige donc une redistribution des rôles. C'est sans doute pourquoi il convoque enfin, en mars 1946, pour la première fois depuis la guerre, une réunion plénière du Comité central qui se tient les 11, 14 et 18 mars et consacre l'essentiel de son temps à régler des problèmes d'organisation. Il en fait exclure le ministre de l'Aviation Chakhourine, Joukov, l'ambassadeur à Londres, Maïski, et quelques autres. Il écarte Kalinine du poste de président du Soviet suprême car «il s'est mis à voir très mal, il ne peut même pas écrire, il ne voit pas», et le fait remplacer par son suppléant, Chvernîk, «qui est en bonne santé et voit bien<sup>29</sup>», qualités apparemment suffisantes pour occuper ce poste prestigieux, mais sans pouvoir réel. Joukov est en disgrâce. Maïski, lui, avait jugé bon de rédiger en janvier 1944 un mémorandum proposant une politique à suivre par l'Union soviétique après la guerre ! Il y définissait comme objectif : «Le renforcement des relations amicales avec les États-Unis et l'Angleterre», perspective évidemment dépassée au printemps 1946.

Enfin, Staline transforme le Conseil des commissaires du peuple en Conseil des ministres après une brève explication... suivie immédiatement, sans débat, de la clôture de la séance. «Le mot commissaire, dit-il, reflète la période d'un système encore instable, la période de la guerre civile, la période de la cassure révolutionnaire, etc. Cette période est terminée. La guerre a montré que notre système social est très solidement installé.» Il faut donc abandonner un terme lié à une période d'instabilité, «dès lors que notre système social est entré dans les mœurs et est devenu chair et sang. C'est le moment de passer de la dénomination de commissaire du peuple à celle de ministre». D'ailleurs, il y a tant de commissaires que le peuple s'y perd. «Là, il y aura un ministre, le peuple comprendra<sup>30</sup>.» Beria et Malenkov sont nommés membres titulaires du Bureau politique, Boulganine et Kossyguine membres suppléants. Le Secrétariat est composé de Staline, Kouznetsov, Malenkov, Jdanov et Popov (premier secrétaire du PC de Moscou). Le Bureau d'organisation est composé de quinze membres : les cinq membres du Secrétariat plus dix autres dont Mekhlis, Souslov et le dirigeant des komsomols, Mikhaïlov, un chauvin antisémite.



Le Secrétariat doit s'occuper des questions de cadres. C'est toujours lui qui établit la liste des fonctions dites de la nomenklatura qui s'est considérablement élargie au fil des ans : il nomme ou confirme tous les secrétaires de comité du Parti à tous les échelons (sauf les premiers secrétaires des partis communistes des Républiques désignés par le Bureau politique, en fait, par Staline lui-même), et procède aux nominations à tous les postes de responsabilité dans l'économie, l'armée, l'université, la fonction publique, la diplomatie, la flotte maritime et fluviale. Il désigne aussi les membres des comités de rédaction des revues et journaux centraux, les correspondants de presse dans le pays et à l'étranger, soit près d'un million d'individus. Seule exception : les présidents de kolkhoze, théoriquement élus par les kolkhoziens. En même temps, le Secrétariat s'occupe de mille et un problèmes divers qui vont par exemple de «l'autorisation [*sic*!] de la publication des *Œuvres complètes* de Staline en anglais, allemand, français, espagnol et chinois», jusqu'au développement du football en Moldavie, en passant par le tirage du journal *La Culture et la Vie*...<sup>31</sup>

Staline n'a plus le goût ni le temps de s'occuper de ces questions. Aussi n'assiste-t-il guère aux réunions du Secrétariat et du Bureau d'organisation. Il ne réunit d'ailleurs guère le Bureau politique : il le convoque entre 16 et 4 fois par an de 1946 à 1952, avec une nette diminution du nombre de réunions dans les dernières années... Il le remplace par des réunions de groupes informels de cinq, de six, de sept ou de neuf, au gré de ses caprices ou du besoin qu'il a d'associer ou d'éliminer tel ou tel. Les décisions prises sont ensuite confirmées par simple consultation écrite. Le système fonctionne de cette façon de haut en bas. Ainsi, au cours du premier semestre de 1946, 486 des 499 décisions prises par le Bureau politique du PC ukrainien, alors dirigé par Khrouchtchev, le sont par consultation écrite, sans réunion ni discussion. De plus, lorsque Staline réunit le Bureau politique, il ne lui soumet pas les grandes questions nationales et moins encore les problèmes internationaux, en dehors des dossiers relatifs à la répression, de préférence les affaires de cuisine bureaucratique et relatifs à la répression politique.

À la première réunion de 1946, en avril, on discute de la répartition des tâches entre le Secrétariat et le Bureau d'organisation, à celle du début de mai des mesures «pour améliorer la

*Pravda*», à celle de la fin mai, par un souci inattendu d'urbanité à l'égard des pensionnaires du Goulag, des «façons incorrectes de s'adresser aux détenus des camps de travaux correctifs<sup>32</sup>». Ces ordres du jour montrent que le Bureau politique n'est plus qu'un organisme fantomatique.

Le 11 avril 1946, Staline adresse à tous les membres du Bureau politique et à quelques chefs militaires un acte d'accusation contre Chakhourine et ses adjoints, accusés de s'être mis d'accord pour livrer «des avions de mauvaise qualité en les faisant passer pour des avions de bonne qualité, tromper le gouvernement et recevoir des récompenses pour "exécution" et "dépassement du plan", ce qui a mené nos aviateurs à la mort<sup>33</sup>». Novikov les a couverts et protégés en imposant le silence à ses subordonnés. Staline transmet régulièrement aux membres du Bureau politique, ainsi tenus sous pression, les procès-verbaux d'interrogatoires qu'il suit de près. Les 10 et 11 mai 1946, le collègue militaire de la Cour suprême condamne les accusés à une peine définie par Staline. Ils sont convaincus de s'être entendus pour équiper massivement les forces aériennes «d'avions et de moteurs notoirement défectueux [...], ce qui a conduit à toute une série d'accidents et de catastrophes dans les unités des forces aériennes, ayant entraîné la mort d'aviateurs<sup>34</sup>». Les faits sont exacts, mais le seul responsable en est Staline; il exigeait des délais de livraison intenable, à l'origine de la négligence des opérations de vérification et de contrôle. Pour ce sabotage collectif et meurtrier, les accusés sont condamnés à des peines légères hiérarchiquement décroissantes : Chakhourine écope de sept ans de camp, Novikov et ses adjoints de six, cinq, quatre et trois ans; les deux derniers de deux ans ! C'est inhabituellement peu pour de si grands crimes. Les accusés ne sont intéressants pour Staline que dans la mesure où ils lui permettent de frapper des cibles plus élevées. Dans sa lettre à Beria d'avril 1953, Novikov affirmera qu'il n'a pas rédigé la déclaration qui lui est attribuée et n'en connaît pas l'auteur. Elle n'a pu être dictée que par Staline, qui l'utilise aussitôt contre Joukov.

Novikov accuse Joukov d'avoir voulu s'attacher personnellement certains chefs militaires et de s'être efforcé, «sous une forme très rusée et prudente, de diminuer le rôle dirigeant du Commandant suprême pendant la guerre<sup>35</sup>» (Staline, dont le nom comme celui de Dieu ne saurait être prononcé), tout en exa-

gérant son propre rôle. À l'en croire, Joukov s'attribuait le mérite des victoires de Stalingrad, de Leningrad, de Moscou, de Koursk, et de la prise de Berlin, parlait avec dédain du Commandant suprême et critiquait certaines de ses décisions. Le 3 juin, Joukov est destitué de ses fonctions de commandant en chef des forces terrestres et de vice-ministre de la Défense de l'URSS et nommé commandant du district militaire d'Odessa. Staline prépare avec Boulganine et Vassilevski un ordre (resté secret) du ministre des Forces armées de l'URSS, en date du 9 juin 1946, qui accuse Joukov d'avoir «perdu toute modestie», de s'être laissé «emporter par l'ambition personnelle», de s'être «attribué, dans des conversations avec des subordonnés, l'élaboration et la mise en œuvre de toutes les opérations essentielles de la grande guerre patriotique y compris de celles auxquelles il n'a pas pris part<sup>36</sup>», etc. On sent la hargne de l'homme de bureau pour le chef militaire dont les lauriers lui sont à jamais inaccessibles.

La généralisation du nationalisme russe, orchestré par ses soins pendant la guerre, à tous les domaines de l'existence est un dérivatif, un camouflage et un nouvel instrument d'épuration. Il en fait le nouveau critère de la «position juste» en remplacement des critères politiques «bolcheviks» d'antan. Ce transfert parachève la transformation du Parti d'organisme politique en appareil administratif chargé d'appliquer des décisions prises en secret par ses sommets. C'est pourquoi, le 9 février 1946, Staline fait aux électeurs de la circonscription de Moscou où il est candidat à la députation une déclaration à première vue surprenante : «La seule différence entre les sans-parti et les militants du Parti, c'est que les uns sont membres du Parti et les autres non, mais ce n'est qu'une différence formelle<sup>37</sup>.» C'est pourquoi il oublie de convoquer un congrès de ce parti, dont les statuts prévoient pourtant une réunion annuelle. À quoi bon en effet ?

La guerre, qui a porté les partis communistes au pouvoir dans une demi-douzaine de pays, confronte Staline à la nécessité de réorganiser le mouvement communiste international. Les rapports bilatéraux soumettent les partis communistes directement au Kremlin, mais rendent l'ensemble du mouvement difficile à gérer. La section de politique extérieure du Comité central du parti russe, créée en décembre 1945 en transformant l'ancienne section d'information internationale et initialement dirigée par Dimitrov, est refondue en avril 1946. Contrôlant de très près l'activité des

partis communistes étrangers et des fonctionnaires soviétiques travaillant à l'étranger, elle mêle étroitement contrôle politique, surveillance policière et activités de renseignements et d'espionnage. Mais ce dispositif est insuffisant. En juin 1946, lors d'un dîner à sa datcha entre dirigeants soviétiques, yougoslaves et bulgares, Staline avance l'idée d'un organe européen d'information qui se réunirait régulièrement pour échanger opinions et propositions. À qui reviendrait l'initiative ? Dimitrov, Tito, le PC français ? Chacun, peu enthousiaste, propose le voisin...

Le 25 mai 1946, Staline a aboli la peine de mort, remplacée comme peine maximale par 25 ans de prison. Il s'agit d'un geste de propagande internationale, au moment même où Staline se prépare à opérer une ponction brutale sur la population. En mai 1946, il décrète un emprunt volontaire obligatoire de 20 milliards de roubles, dont 12,5 milliards pèseront sur la population des villes, le reste sur les paysans. Dans les usines, les secrétaires du Parti ou du syndicat convoquent un par un les travailleurs « pour un entretien » : à la sortie, le malheureux a signé un prélèvement d'une, deux ou trois semaines sur son salaire, voire d'un mois. Certains parviennent à extorquer jusqu'à deux mois de salaire ! Il est plus difficile de faire payer les paysans, dont les roubles, provenant du commerce libre pendant la guerre, sont soigneusement dissimulés. Les paysans français dissimulent leurs billets provenant du marché noir dans des lessiveuses, les paysans soviétiques, plus modestes, les cachent dans des trous creusés dans le sol.

Pour assurer son pouvoir absolu, Staline multiplie les jeux de bascule destinés à dresser ses lieutenants les uns contre les autres. Ces jeux garantissent sans doute sa propre sécurité politique, mais affaiblissent un appareil pourtant hypertrophié. Le Bureau politique du 13 avril 1946 nomme un nouveau venu, le Léningradois Kouznetsov, à la tête de la Direction des cadres du Comité central et à la présidence des séances du Secrétariat. Il se voit confier la tutelle des cadres des divers ministères, dont ceux de l'Intérieur et de la Sécurité d'État, où pullulent les créatures de Beria. Cette responsabilité nouvelle est grosse de tensions et de conflits entre les intéressés. Le 4 mai 1946, sur rapport de Staline, le Bureau politique exclut Malenkov du Secrétariat du Comité central et remplace, à la tête de la Sécurité d'État, Merkoulov, un homme de Beria, par Victor Abakoumov, ancien chef du SMERCH, service chargé de la chasse aux « espions » pendant

la guerre. Staline dresse ce jeune policier gominé et parfumé encore plus inculte et aussi brutal que lui contre Beria. Khrouchtchev affirmera qu'Abakoumov n'était qu'un pantin manipulé par ce dernier, parce que Staline les fera fusiller tous deux. Mais l'adjoint de Beria, Merkoulov, attestera que son patron avait une peur bleue de ce bellâtre satisfait<sup>38</sup>. Pendant les deux années qui suivent, Staline dépouille peu à peu le NKVD (rebaptisé MVD en mars 1946) au profit de la Sécurité d'État : en janvier 1946, déjà, il a transféré de l'Intérieur à la Sécurité le secteur «S», chargé des attentats et du sabotage, dirigé par Soudoplatov et Eitingon, les organisateurs de l'assassinat de Trotsky. En janvier 1947, il transfère les troupes spéciales et la direction des transports du ministère de l'Intérieur (MVD) à la Sécurité, ainsi que les services de liaison du gouvernement. En octobre 1949, il transfère encore du MVD à la Sécurité les troupes de gardes-frontières et, plus étonnant, la milice, c'est-à-dire la police. L'année suivante, le balancier se meut en sens inverse.

Après les généraux, Staline, avant de partir en vacances, s'attache à mettre au pas l'intelligentsia à qui la guerre, paradoxalement, a fourni un espace de liberté nouveau. Les soirées littéraires où certains écrivains mal vus du régime, comme Akhmatova, avaient été ovationnés, témoignaient, selon l'écrivain Constantin Simonov, d'un souffle de liberté excessif aux yeux de Staline : «Il y avait là un peu de tapage, un soupçon de fronde, fondés sur une appréciation erronée de la situation et sur l'assurance que les frontières du permis s'élargiraient silencieusement et que se rétréciraient celles de l'interdit au lendemain de la guerre<sup>39</sup>.» Staline ne peut accepter cet assouplissement, susceptible de se transformer en faille béante. Il stimule à cette fin l'énergie, à son goût défaillante, de Jdanov. Une réunion du Bureau d'organisation, le 9 août, en présence de Staline, prépare le décret du 14 août 1946 qui condamne deux revues (*Zvezda* et *Leningrad*) et trois écrivains (Akhmatova, Zochtchenko, Khazine) de cette capitale du Nord qu'il déteste parce qu'elle a été le foyer de la révolution, puis d'une fronde, certes intermittente, mais récurrente.

Staline dirige la réunion ; il y dénonce violemment Zochtchenko, l'auteur des *Aventures d'un singe*, raillerie amusante des embarras de la vie soviétique, qui incitent un singe échappé du zoo à retourner dans sa cage, et Anna Akhmatova, dont la poésie

lyrique est fondamentalement intimiste. L'accusation qu'il porte contre la rédaction des deux revues esquisse le futur leitmotiv de la campagne anticosmopolite, qui va dominer la vie culturelle et politique à partir de l'hiver 1948-1949. Se tournant vers le rédacteur en chef de la revue *Leningrad*, Likharev, qui tente de se défendre, Staline lui reproche son attitude obséquieuse devant les écrivains étrangers, envers lesquels il se comporterait comme un élève devant des professeurs, et il l'interpelle : « Est-ce que c'est digne d'un citoyen soviétique de marcher sur la pointe des pieds devant l'étranger ? Vous encouragez ces sentiments d'obséquiosité. C'est un grand péché. Vous inoculez le goût d'un respect exagéré vis-à-vis des étrangers. Vous inoculez le sentiment que nous sommes des gens de deuxième catégorie, et que là-bas, ce sont des gens de première catégorie<sup>40</sup>. » La revue *Leningrad* est supprimée. Un décret du 14 août condamne Akhmatova, que Jdanov qualifie de fornicatrice et de nonne (poétiques) à la fois, et Zochchenko, qui seront exclus, peu après, de l'Union des écrivains. Avec cette liquidation, Staline efface symboliquement à la fois la référence à la ville et à Lénine. Lors d'une réunion à Leningrad, pour saluer ces décisions, Likharev affirme que la suppression de sa revue a été le plus beau jour de sa vie.

La seconde partie de la réunion du 9 est consacrée au cinéma. Jdanov, mis à mal dans la première partie, dénonce le film *Une grande vie*, consacré à la reconstruction du Donbass. Il a décompté le nombre de fois – scandaleux (sept) – où un personnage boit. À la fin de la réunion, les Léningradois se retrouvent dans le couloir. Jdanov les rejoint et tente de les reconforter. Soudain Staline apparaît et demande sur un ton badin : « Pourquoi les Léningradois font-ils bande à part<sup>41</sup> ? » Faire bande à part, c'est le début d'une fraction. Jdanov, effrayé, s'éloigne aussitôt. La phrase de Staline prendra tout son sinistre sens deux ans plus tard. La normalisation vise tous les domaines de la vie intellectuelle. Le 26 août, une nouvelle résolution du Comité central dénonce les insuffisances du répertoire des théâtres dramatiques. Une troisième résolution du 4 septembre condamne quatre films soviétiques : *Une grande vie*, *L'Amiral Nakhimov*, *Des gens ordinaires*, et la deuxième partie d'*Ivan le Terrible*.

Fin août, Staline reprend la route de Sotchi. Avant son arrivée, Beria a demandé au responsable de la Sécurité d'État de la région de prendre les mesures nécessaires. Celui-ci établit entre la gare

de Sotchi et la datcha de Staline 180 postes de surveillance. « Toute la route est sous protection », peut-il assurer. Il a, de plus, « activement étudié et surveillé les éléments antisoviétiques enregistrés à la section [de la Sécurité] de Sotchi ». Enfin « les arrestations suivent leur cours. Le parc forestier [...] est passé au peigne fin. Le régime des cartes d'identité a été durci et le contrôle automobile rendu plus systématique<sup>42</sup> ».

Staline descend vers le sud dans une Packard blindée. Il passe par Orel, où il a fait fusiller en octobre 1941 Racovski, Olga Bronstein-Kamenev, Maria Spiridonova. La ville est en ruine. Sa voiture croise une femme portant des seaux. Il s'arrête, descend, lui parle. Il recommence peu après à Koursk. Les rares passants auxquels il s'adresse le remercient de la victoire, pleurent, s'étonnent. Est-ce bien Staline ? Ils réagissent à sa vue, comme l'écrivain léningradois Piotr Kapitsa, qui, dans une réunion, en juin, a observé avec stupeur le Guide suprême : vieilli, à moitié chauve, l'air harassé, la voix faible, le visage grêlé, couleur de papier mâché, les dents jaunies, une caricature des portraits triomphants du chef éternel<sup>43</sup>. Staline ne recommencera plus l'expérience décevante de ces timides bains de foule.

De retour à Moscou, il se penche sur son image. Le 23 octobre 1946, il réunit les dirigeants de l'Agit-prop pour évoquer la rédaction de sa biographie. « Personne dans le monde, dit-il, n'a dirigé d'aussi larges masses<sup>44</sup>. » Les deux comptes rendus, un peu différents, de cette rencontre convergent sur deux points. Staline insiste sur l'importance de la biographie pour populariser le marxisme-léninisme. La lecture des œuvres théoriques est chose ardue. De larges couches de travailleurs, les simples gens, ne peuvent commencer à étudier le marxisme-léninisme qu'à travers des récits de vie. Une résolution du Secrétariat décide de publier des biographies de personnalités classiques du marxisme, dont celle de Staline. L'un des présents, Pospelov, suggère pour cette dernière un tirage de 500 000 exemplaires que Staline corrigera bientôt : il en sera tiré 1 million.

Sa biographie jouera, pour les gens simples, le rôle que le *Précis d'histoire* joue auprès des militants ; elle en sera la version hagiographique, que Staline justifie à l'avance en transformant le marxisme en « religion de la classe, en symbole de sa foi ». L'opération ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire de l'individu sacralisé, incarnation à lui seul du Parti, qui, d'instrument de

combat est transformé en objet transcendantal : « Il faut enseigner l'amour du Parti, qui est immortel<sup>45</sup> », ajoute le Chef, mauvais prophète. La distance entre ce parti sublimé et le parti réel est aussi abyssale que celle qui sépare la vie du Staline réel de celle que raconte sa biographie autorisée. Mais le réel se venge : le collectif des huit auteurs chargés de cette vie de Saint s'avère incapable de transformer leur personnage en héros mythique. La longue chaîne des épithètes pompeuses et des superlatifs ne peut donner chair à la grise langue bureaucratique.

La rédaction de cette biographie officielle, présentée comme une révision de la brochure d'une trentaine de pages, qui en tenait jusqu'alors lieu, est une entreprise délicate. Une cohorte d'historiens et de philosophes s'y attellent, et remettent un premier projet à Staline, qui les convoque et les tance vertement : « C'est un exposé à demi-socialiste-révolutionnaire, subjectiviste. Qu'écrivez-vous donc ? Staline a fait ceci, Staline a fait cela, Staline a fait quasiment tout. Et si Staline meurt, que ferez-vous ? » Les auteurs répondent : « Nous allons tenir compte de vos remarques et corriger. » Staline les envoie promener : « On ne sait pas ce que vous allez faire. Je vais moi-même essayer<sup>46</sup>. » Peu après, ils reçoivent un texte très amendé et enrichi d'éloges outranciers. De sa main, Staline a ajouté plus de 300 corrections dont la phrase : « Staline est le grand capitaine de tous les temps et de tous les peuples. » L'écrit ne suffit pas. Il fait alors installer sur le sommet de l'Elbrouz (5 642 mètres) sa statue dont le socle proclame : « Sur le plus haut sommet de l'Europe, nous avons érigé le buste du plus grand homme de tous les temps. »

Cette autodéification exige une distance entre lui et le peuple des adorateurs forcés. Il ne se manifeste quasiment plus en public, en dehors de quelques apparitions rituelles sur le Mausolée, aux fêtes du 1<sup>er</sup> mai et du 7 novembre, où il agite mollement la main en direction des manifestants. Il semble se terrer. Pendant quatre ans, il n'écrit que quelques messages de nouvel an et quelques réponses laconiques à des journalistes. Malgré la tension de la guerre froide, il ne voit l'ambassadeur américain Bedell Smith que quatre fois en trois ans. Cet effacement facilite la circulation des légendes au-delà même de l'URSS. Staline a toujours su jouer de la réserve pour imposer de lui une image aux antipodes de la réalité. Avant la guerre, il a reçu une demi-douzaine d'écrivains étrangers en dix ans : Barbusse, Ludwig, Wells,



Romain Rolland. Il a abusé Wells qui se prenait pour un fin psychologue et qui a tracé en juillet 1934 un portrait de lui en Père Noël : « Jamais je n'ai rencontré d'homme plus sincère, plus juste et plus honnête, et c'est à ces qualités [...] qu'il doit son ascendant extraordinaire et incontesté sur la Russie. » Véritable spécialiste de la désinformation, il avait réussi à convaincre Roosevelt qu'il était soumis à la pression d'une aile dure du Bureau politique avec laquelle il devait composer. Certes Roosevelt, diminué à la fin de sa vie, pouvait se laisser abuser aisément par les fausses confidences de celui qu'il appelait l'Oncle Joe. Mais l'ambassadeur américain Bedell Smith, en poste à Moscou de 1946 à 1949 et qui a rencontré Staline à quatre reprises, s'est posé des centaines de fois, dit-il, et très sérieusement, la question sous toutes ses variantes : « Staline est-il un autocrate absolu [...] responsable de la politique antiaméricaine de l'Union soviétique [...] ? Ou bien est-il au contraire le chef d'une minorité pro-occidentale au sein du Bureau politique, désireuse d'arriver à un accord acceptable avec nous, prête à l'exécuter de bonne foi pour assurer la paix future du monde mais incapable de le faire parce que la majorité des voix appartient aux membres de l'oligarchie qui règne au Kremlin ? » Et Smith de conclure : « Il n'est ni un dictateur absolu ni un prisonnier du Bureau politique<sup>47</sup>. » Truman disait encore au début de 1948, reprenant les fantaisies de Roosevelt : « Joe est un bon type, mais il est le prisonnier du Bureau politique. Il conclut certains accords, mais il ne peut les respecter, on ne le lui permet pas<sup>48</sup>. »

La volonté de maintenir entre lui et le « peuple » la distance qui confirme son statut de chef suprême au-dessus du commun des mortels lui rend particulièrement intolérables les confidences sur sa vie privée. En 1946, sa belle-sœur Anna Alliluieva publie des *Souvenirs*. Ce livre apolitique ouvre au grand public un accès timide à la famille du Chef et à quelques-uns de ses petits secrets intimes. Anna Alliluieva aggrave son cas en effectuant une tournée pour promouvoir son ouvrage. La réaction de Staline, tardive, n'en est que plus brutale. Le 14 mai 1947, la *Pravda* publie un article intitulé « Des intentions irresponsables », qui accuse Anna Alliluieva d'avoir « déformé la réalité historique », dont témoigne le *Précis* de 1938. Le frère d'Anna commente alors : « Il s'agit d'une campagne contre les Alliluiev entreprise sur l'ordre de Staline. »

L'année 1946 est marquée par une terrible sécheresse qui s'abat sur la Russie d'Europe et par des pluies diluviennes en Sibérie à l'époque de la moisson. La récolte de blé, de 40 millions de tonnes, est la pire de toute l'histoire russe. Les intempéries, jointes aux ruines de la guerre, suscitent une nouvelle famine qui frappe des régions entières dont une fois de plus l'Ukraine, ainsi que la Moldavie. Des millions de paysans se nourrissent d'herbes, d'écorces d'arbres, de cadavres de chevaux, de soupes d'orties. Khrouchtchev, alors premier secrétaire du PC ukrainien, sollicite l'aide de Moscou qui pour toute réponse lui demande au contraire de livrer à l'État 400 millions de pouds de blé. Il demande par télégramme à Staline, en vacances à Sotchi, des cartes de ravitaillement et du ravitaillement. Staline lui renvoie un télégramme d'insultes dans lequel il le traite de « type louche ». Fin septembre, il est de retour à Moscou. Khrouchtchev, terrifié, se précipite au Kremlin. Staline rejette sèchement toutes ses demandes.

De retour à Kiev, Khrouchtchev découvre sur son bureau des piles de rapports sur les décès par famine et le cannibalisme. Son adjoint, Kiritchenko, visitant un kolkhoze, tombe sur une femme en train de découper en tranches à la hache le cadavre de son deuxième enfant qu'elle se prépare à saler, après avoir déjà mangé l'aîné. Khrouchtchev en informe au téléphone Staline qui ricane : « Tu te ramollis ! On te trompe, on espère toucher ta sensiblerie en te racontant des choses pareilles. On veut te forcer à distribuer toutes tes réserves<sup>49</sup>. » Ce « on » indifférencié représente ces ennemis indéfinis, tapis partout, que Staline peut découvrir à tout moment sous le masque même de ses plus proches collaborateurs.

La Sécurité d'État photographie et communique à Staline des centaines de lettres d'affamés qui répètent : « On n'a pas de pain du tout, pas de pommes de terre, on mange des glands, nous commençons à enfler de faim et nous mourons. Les enfants supportent patiemment la faim, ils se taisent s'il n'y a rien à manger. Il nous reste peu de jours à vivre, car en se nourrissant avec de l'eau on ne peut tenir qu'une semaine. Il y a déjà une semaine entière que je n'ai rien mangé<sup>50</sup>. » Staline ne bronche pas, ou plutôt répond à la famine par la répression. Puisque les affamés chardent, ici ou là, deux œufs, un morceau de pain, trois épis de blé ou des pommes de terre, un décret du 25 octobre 1946 intitulé « Sur la défense des céréales d'État » ordonne au ministère de la

Justice d'appliquer strictement la loi des « cinq épis » du 7 août 1932, tombée en désuétude, qui consistait à condamner à mort, sauf circonstances atténuantes, pour toute atteinte à la « propriété kolkhozienne ».

Fin décembre 1947, Staline complète sa ponction brutale de la paysannerie en promulguant une réforme monétaire : un nouveau rouble est échangé contre dix roubles anciens (sauf pour les sommes déposées sur les livrets de caisse d'épargne). La mesure ruine les paysans qui s'étaient enrichis en vendant leur production individuelle pendant la guerre et qui, par méfiance, avaient gardé leur argent par-devers eux. En France aussi, une réforme monétaire a épongé les fameuses « lessiveuses » paysannes.

Comme hier, le déchaînement de la répression exige, en contrepoint, le développement du culte du Chef, qui prend sa forme achevée. En 1946, le nouveau cinéaste vedette du culte stalinien, Tchiaourelli, le futur réalisateur de *La Chute de Berlin*, en donne une première image, encore à l'état d'ébauche, dans *Le Serment*. Une scène est particulièrement caractéristique : Lénine vient de mourir, Staline s'en va seul dans la neige vers le banc où ils ont tenu leurs ultimes conversations. La voix assourdie du défunt s'élève, Staline lève les yeux vers le ciel, un rayon de soleil passe entre les branches des arbres et, dans une image qui rappelle les cornes de feu de Moïse choisi par le Seigneur, vient toucher son front illuminé par une grâce supraterrrestre. Staline est effectivement doté de pouvoirs surhumains qu'une autre scène célèbre du film illustre à merveille : le premier tracteur fabriqué en URSS arrive sur la place Rouge et tombe en panne. Passe alors, à pied, le camarade Staline. Il interroge le conducteur sur ses soucis. Boukharine ricane et d'une voix glapissante susurre qu'il vaudrait bien mieux acheter à l'étranger de bons tracteurs que de construire des tacots soviétiques. Le conducteur indigné stigmatise cette servilité devant l'Occident. Staline se penche sur le moteur, effleure à peine les bougies, le moteur émet bientôt un ronflement enthousiaste. Staline monte sur le siège, prend le volant, pense à l'avenir et, surgis du néant et de son génie, des milliers de tracteurs en surimpression sillonnent les champs. Il est Dieu tout-puissant. *La Chute de Berlin* renforce encore cette image. Tout de blanc vêtu, majestueux, tranquille, il irradie à la fois la force et la bonté.

La traduction idéologique du culte pose beaucoup plus de pro-

blèmes que sa projection cinématographique. La publication des *Œuvres complètes* de Staline est un vrai casse-tête ! Le 12 juin 1946, le Bureau d'organisation a « obligé [*sic* !] l'Institut du marxisme-léninisme à préparer et à soumettre en 1946 pour confirmation une maquette des tomes 5 à 16 des *Œuvres complètes* de Staline [ainsi que] la maquette d'une seconde édition complétée de la courte biographie de Staline, et les Éditions politiques d'État à [...] publier en 1946 les tomes 1 à 3 des *Œuvres complètes* de J. Staline, en 1947 les tomes 4 à 10, en 1948 les tomes 11 à 16<sup>51</sup> ». S'il est un domaine où les objectifs du plan ne seront pas atteints — et de fort loin — c'est bien celui-là ; le tome 12 ne sera en effet publié qu'à la fin de 1949, et les trois années qui suivront verront publier le seul 13<sup>e</sup> tome et préparer la maquette du tome 14 dont les héritiers suspendront *sine die* la publication. Ces retards, étonnants pour une publication bénéficiant d'une priorité absolue, découlent de plusieurs contraintes : il faut établir soigneusement la liste des textes publiables, en vérifier et modifier le contenu par des coupures ou adjonctions dont Staline est seul juge. Il faut insérer dans le premier tome des textes qui ne sont pas de lui, couper ici, ajouter là pour adapter les textes d'hier aux besoins d'aujourd'hui. Cet exercice délicat ne supporte pas l'improvisation.

Un menu incident soulignera bientôt le caractère artificiel du culte de Staline dans les sommets eux-mêmes. Fin juillet 1947, le tome 5 de ses œuvres complètes sort des presses. La *Pravda* tarde à signaler l'événement et parvient à ne l'évoquer qu'après l'hebdomadaire *La Culture et la Vie* et la revue *Le Bolchevik*. Poskrebychev demande des explications au rédacteur en chef, Pospelov. Sur la note d'excuses empressées mais embarrassées de celui-ci, Staline écrit d'une encre rageuse : « Il est tout à fait étrange que *La Culture et la Vie* et *Le Bolchevik* aient annoncé depuis longtemps la sortie des presses du 5<sup>e</sup> tome et en aient publié une recension, et que la *Pravda*, le principal organe de presse du Comité central, n'ait pas eu le temps même d'annoncer la sortie du 5<sup>e</sup> tome. » Certes, « la *Pravda* [...] très occupée par des affaires plus importantes<sup>52</sup> », pouvait ne pas y consacrer une recension, mais au moins ne pas publier l'information après les deux organes ci-dessus. Sous l'ironie, on sent la vanité blessée.

Pour parachever cette divinisation, Staline s'efforce de modifier l'image mythologique traditionnelle du duo qu'il forme avec

Lénine, telle qu'elle a été façonnée à la fin des années 1920 et dans les années 1930. Il ne cite pas une seule fois le nom de Lénine dans son adresse au peuple du 9 mai 1945 en l'honneur de la victoire, ni dans sa seconde adresse après la capitulation du Japon, ni dans son discours électoral du 9 février 1946. Il ne le citera pas non plus dans son discours au XIX<sup>e</sup> congrès du Parti en octobre 1952.

Il n'est plus le meilleur disciple et le meilleur compagnon de Lénine, il est au-dessus de lui et le pousse dans l'ombre, ce qu'il souligne en privé lors des repas avec les membres du Bureau politique. «Staline n'épargnait pas le nom de Lénine [...] dans un cercle étroit, raconte Khrouchtchev, et tentait de faire comprendre à son entourage qu'il avait, de Lénine, une tout autre idée que l'avis qu'il donnait en public. Il suggérerait qu'il était le véritable inspirateur des idées que Lénine avait reprises et exprimées en son nom<sup>53</sup>.» Il veut surtout sanctionner une rupture politique avec ce que Lénine symbolise. Les écrivains et artistes qui ne le comprennent pas s'attirent des ennuis, dont l'origine leur échappe. Ainsi, en 1947, Ioutkevitch tourne *La Lumière sur la Russie*, qui traite de l'électrification de l'URSS. Lors de la première, Staline, l'air maussade, multiplie les grognements de désapprobation, que Jdanov et un haut fonctionnaire ministériel tentent de déchiffrer et de transcrire en instructions claires. Ioutkevitch et le scénariste retouchent le film ; sentant vaguement où le bât blesse, ils accordent une place beaucoup plus grande à Staline, qui apparaît désormais l'égal de Lénine. Le Bureau politique visionne le film, en l'absence de Staline en vacances à Sotchi, et l'approuve. Une fois de retour, Staline le fait interdire. Lénine son égal ? C'était bon hier. Le très docile dramaturge Vsevolod Vichnievski ne l'a pas mieux compris que Ioutkevitch. Jusqu'à sa mort, Staline lui impose une refonte permanente de son film *L'Inoubliable année 1919*, qui, malgré le grossissement épique, montre un Staline plus ou moins dans l'ombre politique de Lénine. Staline ne peut le supporter et interdit ainsi les deux seuls films consacrés à Lénine après la guerre.

Le roublard Khrouchtchev a senti très tôt ce changement. En décembre 1945, il proposait de faire imprimer à Leipzig plusieurs ouvrages en ukrainien et proposait un tirage deux fois plus élevé pour les œuvres de Staline que pour celles de Lénine. Khrouchtchev ne voit dans cette occultation de Lénine que l'ex-

pression de la vanité personnelle de Staline, dont l'attitude exprime en réalité le rejet de l'internationalisme et de la révolution mondiale que symbolisait Lénine, auxquels il substitue le nationalisme russe, aboutissement logique du « socialisme dans un seul pays » national et autarcique. Guennadi Ziouganov, l'actuel leader du très nationaliste parti communiste de la Fédération de Russie, attribue à Staline le mérite d'avoir restauré une idéologie patriotique nationaliste, renouant le lien avec l'ancienne Russie, fondée sur le culte du passé russe, plus particulièrement du tsar rassembleur de terres et coupeur de têtes, Ivan le Terrible. Staline a, en effet, entamé sa réhabilitation dès le début de la guerre : en 1940, il fait commander une pièce sur lui à Alexis Tolstoï, qui la mettra sur scène deux ans plus tard ; mais la censure, mal informée ou mal rééduquée, interdit bientôt ce portrait d'Ivan en tsar progressiste. La dissonance entre la volonté du chef et son appareil est une des constantes du système et l'un des facteurs de sa paralysie croissante.

Au même moment, paraît un *Ivan le Terrible* du romancier provincial Vipper, que Staline fait entrer à l'Académie. Cette même année 1942, le tout aussi provincial Kostylev publie la première partie d'une trilogie consacrée au même héros qui vaudra à son auteur le prix Staline en 1947. L'année précédente, Jdanov a passé commande à Eisenstein d'un film sur le même sujet, dont Staline a validé le scénario en 1943. En janvier 1946, Staline fait attribuer à la première partie du film le prix Staline première catégorie, mais la seconde partie, qu'il regarde en août 1946, peu avant de partir en vacances, le met en fureur : « Ce n'est pas un film mais une sorte de cauchemar ! » et il met les deux parties dans le même sac : « Ses deux films sur Ivan le Terrible, c'est une chose honteuse ! » Eisenstein a déformé l'histoire, il a représenté l'armée d'Ivan le Terrible, « les opritchniki, comme une bande d'idiots et de dégénérés, une sorte de Ku Klux Klan [...]. Ivan le Terrible apparaît comme un Hamlet sans volonté<sup>54</sup> ». En février 1947, il convoque Eisenstein en présence de Molotov et de Jdanov et lui dicte ses consignes : « On peut montrer qu'Ivan le Terrible était cruel. Mais il faut montrer pourquoi il faut être cruel. Une des erreurs d'Ivan le Terrible est de ne pas avoir exterminé jusqu'au dernier de leurs membres les cinq grandes familles féodales [...]. Il fallait être encore plus résolu<sup>55</sup> », comme Staline face à ses ennemis réels ou potentiels. Les hésitations et les

troubles de conscience qui agitent le Ivan le Terrible d'Eisenstein apparaissent à Staline comme autant d'atteintes à l'image du chef dont il est la réincarnation moderne.

En 1992, l'écrivain nationaliste Vladimir Soloukhine, admirateur critique de Staline, se dira convaincu que Staline songeait à se proclamer empereur. « Ayant, depuis longtemps, compris qu'aucune révolution mondiale ne se produirait, il avait commencé à consolider l'État en s'appuyant sur la population autochtone. » Il attire l'attention de son lecteur sur neuf décisions témoignant d'un désir de restauration du passé tsariste : « Il a réintroduit les épaulettes, la garde, l'enseignement séparé (entre garçons et filles), l'uniforme scolaire, les écoles Souvorov (pour l'infanterie), et Nakhimov (pour la marine); il a entamé la renaissance, quoique progressive, de l'Église et rétabli le patriarcat. Il a introduit ou commencé à introduire l'uniforme dans presque tous les services de l'État : les cheminots, les juristes, les diplomates, les employés des services financiers, tous avaient désormais leurs uniformes et leurs grades, c'est-à-dire leur hiérarchie. » Il a rétabli les danses de l'époque monarchique (polonaise, menuet, cotillons, polka, mazurka), ressuscité le concept de l'honneur dans le corps des officiers, abandonné le titre de Secrétaire général, fait livrer au Kremlin des emblèmes d'aigles royales, effacé la différence entre un membre du Parti et un non-membre, qui porte en germe la dissolution du Parti. Il a introduit enfin les termes « père », « père du peuple », « père des peuples », « concept typiquement monarchique, pas bolchevik, communiste. Personne n'aurait eu l'idée de dire "père", "père du peuple", "père des peuples" à propos de Lénine, de Trotsky, de Sverdlov, de Zinoviev ». Ce qui est exact<sup>56</sup>.

Ces faits sont incontestables, tout comme la transformation, en mars 1946, du Conseil des commissaires du peuple en Conseil des ministres. Mais, à supposer que Staline y ait pensé, ce qui est très douteux, la restauration tsariste qu'évoque Soloukhine ne pouvait se réaliser. Le bonapartisme stalinien, reposant sur une propriété collective d'État, elle-même née d'un bouleversement social ayant éliminé l'ancienne classe possédante et dirigeante, est contradictoire avec une restauration impériale ; le conflit entre eux doit se conclure, comme l'histoire le montrera à la fin des années 1980, par la disparition de l'un ou de l'autre.

La tentative de restauration nationaliste s'accompagne logi-

quement d'un élargissement de la campagne contre l'intelligentsia, accusée de s'agenouiller devant l'Occident. Le 14 mai 1947, Staline convoque au Kremlin, en présence de Molotov et de Jdanov, les dirigeants de l'Union des écrivains, Fadeiev, Simonov et Gorbatov, et leur présente un document, dont il a lui-même dessiné les grandes lignes. Il leur répète, sans raison apparente, ses critiques contre Pierre le Grand l'occidentaliste et son éloge d'Ivan le Terrible, le vrai nationaliste russe, qu'il avait déjà prononcés devant Eisenstein quatre mois plus tôt. Fadeiev lance aussitôt au plénum l'offensive contre l'obséquiosité devant l'Occident de l'Union des écrivains de juin 1947, sans préciser qu'il agit sur instruction de Staline. La ruse est d'autant plus difficile à déceler que Fadeiev dénonce le comparatiste Vesselovski, mort en 1912, et son école, représentée par l'auteur, vivant, d'un ouvrage sur *Pouchkine et la littérature mondiale*, accusé de s'agenouiller servilement devant l'Occident.

Cette campagne d'intimidation est complétée par un dispositif institutionnel bizarre : le 28 mars 1947, Staline et Jdanov signent ensemble un décret du Bureau politique instituant des tribunaux d'honneur dans les ministères et les institutions centrales. Par cet étonnant décret, Staline reconstitue, jusque dans le détail, une vieille institution de l'armée tsariste, dont les tribunaux d'honneur permettaient de faire juger par leurs pairs des officiers, ainsi soustraits à la justice civile. Ces tribunaux étaient composés de cinq à sept officiers élus pour un an. D'avril à octobre 1947, on en élit dans 82 ministères et institutions diverses. Ils doivent servir à « éduquer les cadres des organismes de l'État dans l'esprit du patriotisme soviétique » et à examiner tous les cas « d'actes et de gestes antipatriotiques, antigouvernementaux et antisociaux », commis par des cadres dirigeants<sup>57</sup>. Le 29 septembre 1947, l'appareil du Comité central, qui doit, selon Staline, donner l'exemple de l'autocritique, est convoqué pour élire son tribunal d'honneur. Le présidium est composé d'une douzaine de membres dont Staline lui-même, qui surveille l'opération, Jdanov, Poskrebychev et Kouznetsov, secrétaire du Comité central. Dans un rapport, préalablement soumis à Staline, Kouznetsov précise : « Il s'agit de faire la chasse aux cas de servilité et d'obséquiosité devant l'étranger. » Il menace : « Toute une série de membres de l'appareil du Comité central commettent des actes antipatriotiques, antigouvernementaux et antisociaux<sup>58</sup>. » La gan-



grène est donc au cœur du Saint des Saints, que Staline veut soumettre à une tension permanente.

Pour ce faire, Staline commence par frapper l'intelligentsia. Les deux premières victimes de ces tribunaux d'honneur sont deux chercheurs, Klioueva et Roskine, coupables d'avoir envoyé à une revue américaine un article faisant le bilan de leurs recherches sur le traitement du cancer, accompagné de dix ampoules du médicament qu'ils ont mis au point. Ce sont donc des domestiques de l'Occident. Kouznetsov dénonce aussi un professeur coupable d'avoir publié dans une revue américaine un article sur la « théorie des foyers octogonaux », très important pour la construction des wagons, et un directeur de station météorologique qui laisse les agents anglais et américains entrer dans la station et mettre la main sur ses documents météo ultrasecrets. Mieux encore, un troisième est accusé d'avoir livré à un Occidental de passage à Moscou un plant de... luzerne vivace et de lui avoir promis l'envoi des graines de luzerne simple<sup>59</sup> ! Tout l'aréopage du Parti est réuni pour entendre ces fadaises et mettre en accusation deux savants et trois petits fonctionnaires. Ce rapport, que Staline écoute sans mot dire, donne l'impression d'une sinistre répétition de 1937. Les deux premiers valets de l'Occident accusés, Klioueva et Roskine, sont, comme par hasard, deux juifs...

En 1947, par un jeu de balancier subtil mais rituel, qui désoriente ses lieutenants et l'appareil, le Guide fait attribuer le prix Staline de littérature au roman de Victor Nekrassov, *Les Tranchées de Stalingrad*, dans lequel jamais les soldats ne partent à l'assaut en poussant le rare cri mythique : « Pour la Patrie ! Pour Staline ! » On n'y trouve le nom révééré que deux fois, une fois pour signaler son portrait dans un QG, une autre fois brièvement au détour d'une conversation entre deux soldats : « Il a du cran [...] Staline. Savoir arrêter deux retraites comme ça. Tu te rends compte ? En 41 et maintenant. Et réussir à les repousser de Moscou. Et tenir bon ici [...]. Lui il faut qu'il pense à tout [...]. Il a tout le front [...]. Il nous conduira à la victoire. Tu verras<sup>60</sup> ! » C'est tout... Aucun autre témoignage d'admiration, aucun signe de vénération, aucune évocation du génie stratégique. En 1948, mieux encore, Staline fera attribuer son prix au roman de guerre *L'Étoile*, du romancier juif Emmanuel Kazakievitch, où son nom n'est pas cité une seule fois.

Partant se reposer à Sotchi en cet automne 1947, il s'installe

quelque temps dans sa datcha près du lac de Ritza en Abkhazie. Il y convoque un jour Mikoïan, qui n'appartient à aucun des deux clans en lutte pour sa succession, lui joue la comédie du vieil homme las, à bout de souffle, et lui susurre une fausse confidence : il envisage que Kouznetsov lui succède comme Secrétaire général du Parti, et Voznessenski comme président du Conseil des ministres. La confidence, destinée à être répétée pour allumer les rivalités, semble confirmée par les récentes promotions des deux hommes. Après celle de Kouznetsov au Secrétariat du Comité central en mars puis avril 1946, et la mise à l'écart ultérieure de Malenkov envoyé en province, Staline a nommé membre titulaire du Bureau politique, le 26 février 1947, Voznessenski, déjà président du Gosplan et vice-président du Conseil des ministres. Dans l'ombre de Jdanov, le patron de Leningrad et de l'idéologie, ces deux hommes apparaissent comme les étoiles montantes.

Nicolas Voznessenski est une incarnation parfaite du dignitaire stalinien de la génération de 1937-1938. Ce fils de garde forestier, né en 1903, orphelin à 13 ans, a vite dû gagner sa vie comme apprenti serrurier puis comme typographe. Après un passage à l'école des professeurs rouges, formation terminée en 1931, il a commencé dès 1935 une carrière fulgurante qui le conduit, en 1938, à la présidence du Gosplan de l'URSS, fonction qu'il cumule en 1939 avec celle de vice-président du Conseil. Élu au Comité central en mars 1939, il est nommé suppléant du Bureau politique en 1941, et titulaire en 1947. Alexandre Soloviev a noté dans son journal l'adoration aveugle et enthousiaste pour Staline de ce promu, qui qualifie le Guide de « plus grand des génies, organisateur insurpassable, inspirateur du Parti et du peuple, qui ne fait jamais d'erreur ». Quatre mois plus tard, Voznessenski vante devant lui « la façon géniale qu'a Staline de diriger la construction socialiste », la richesse inventive de ses slogans pour mobiliser les masses. Six mois plus tard, Voznessenski soutient : « Staline jouit d'un profond amour du peuple comme aucun chef n'en a jamais eu<sup>61</sup>. » C'est un fidèle parmi les fidèles de la première génération stalinienne, mais, à la différence de Kouznetsov, simple, banal et incolore apparatchik, Voznessenski est un économiste autodidacte mais cultivé ; c'est aussi le seul membre du Bureau politique, avec Molotov, à oser parfois exprimer un petit désaccord ou une légère divergence

avec Staline. Constantin Simonov en a été le témoin dans les réunions du prix Staline. S'il est aussi cassant qu'eux, voire plus, avec les subordonnés, il est capable d'écrire, à la différence des autres membres du Bureau politique, seulement aptes à proférer des discours creux. Il publie ainsi, au début de 1947, un ouvrage sur *L'Économie de guerre de l'Union soviétique pendant la période de la guerre patriotique* dont Staline a relu et corrigé le manuscrit, et qui reçoit le prix Staline. Voznessenski, dans un geste que le Chef juge peut-être tapageur, a transmis les 200 000 roubles du prix à une organisation sociale. Il prépare maintenant un gros ouvrage sur *L'Économie politique du communisme* qui risque de faire ombrage à la gloire du seul «théoricien marxiste» vivant, Staline.

Les dernières années de règne sont marquées par un incessant remodelage de l'appareil d'État, dont les motivations sont parfois obscures. La simple énumération de ces réformes donne le vertige et apparaît comme le symptôme d'un régime qui cherche vainement à s'institutionnaliser. Certains de ces remodelages reflètent l'âpre lutte de clans qui ravage l'appareil du Parti. D'autres prolongent mécaniquement une évolution antérieure ou reflètent la tentative sans cesse recommencée d'améliorer le fonctionnement d'un appareil du Parti et de l'État lourd et inefficace. Ainsi, malgré la décision, prise en décembre 1945, de le convoquer deux fois par mois, le Bureau politique se réunit de plus en plus rarement. Son éclipse ne libère pas pour autant l'appareil de l'État du contrôle tatillon auquel se livre celui du Parti. En septembre 1946, les ministères sont placés sous le contrôle de huit bureaux du Conseil des ministres, formant un grand Bureau du Conseil, présidé par Staline flanqué de Molotov, et qui se réunit à intervalles irréguliers.

Cette réorganisation, effectuée dès le retour de vacances de Staline, se conjugue avec le déclenchement d'une offensive extrêmement brutale contre les paysans. En pleine période de famine, le 16 septembre, un premier décret supprime les cartes de rationnement et augmente en fait le prix des produits alimentaires de 200 à 300 % (sans que soit, par ailleurs, relevé le prix payé par l'État aux kolkhozes pour les livraisons obligatoires) et les salaires... de 40 % ! Trois jours plus tard, un nouveau décret confisque aux kolkhoziens une partie des lopins de terre qu'ils avaient élargis au détriment de la propriété kolkhozienne durant

la guerre, et une partie du bétail qu'ils avaient acquis. En trois ans, l'État confisquera ainsi aux paysans près de 6 millions d'hectares. L'article 1<sup>er</sup> du troisième décret exige des kolkhozes la livraison complète de toutes les commandes de l'État (payées par ce dernier à des prix dérisoires) et leur accorde le droit de conserver par-devers eux des grains, pour leur consommation et les semailles de l'année suivante, uniquement lorsque ces livraisons obligatoires sont effectuées à 100 %. C'est condamner la paysannerie à une semi-famine permanente.

Staline convoque ensuite un Comité central consacré à l'agriculture, en décembre 1946, et propose à Khrouchtchev, qui refuse, d'y présenter le rapport introductif, puis confie celui-ci à l'incolore mais brutal Andreiev, le meilleur spécialiste en matière de répression dans l'agriculture. Dès que ce dernier a achevé son texte sur les décrets, Staline interpelle Khrouchtchev : « Alors ? Qu'est-ce que tu en penses ? » Khrouchtchev le trouve bon. Staline lui rétorque : « Mais comment, tu es resté assis, là, complètement indifférent à ce qu'il disait, je t'ai observé<sup>62</sup>. » C'est son occupation essentielle pendant les réunions : étudier ses lieutenants, de son regard en coin, pour dépister tout signe de désaccord, de dissimulation ou d'hostilité. Trois mois plus tard, Khrouchtchev est limogé, remplacé en Ukraine par Kaganovitch et s'effondre. Il frôle la mort et doit être placé plusieurs semaines sous tente à oxygène.

La répression contre les paysans s'accompagne d'un renforcement de la répression politique contre les officiers d'une armée de paysans. Au début de janvier 1947, Staline fait arrêter le maréchal Koulik, son ancien protégé, le général Gordov et le général major Rybaltchenko. Ces deux derniers, ne pensant pas que leur appartement était sur écoutes, ont ouvert leur cœur : « Les kolkhoziens haïssent Staline et attendent sa fin, a dit Gordov. Ils pensent que la fin de Staline ce sera la fin des kolkhozes [...]. Il a ruiné la Russie, la Russie n'existe plus [...]. C'est l'inquisition généralisée, les gens meurent tout simplement. » Ces deux généraux, entre eux, ont affirmé aspirer à une « authentique démocratie<sup>63</sup> ». Après le rétablissement de la peine de mort, ils seront, avec Koulik, secrètement condamnés à mort et exécutés, en août 1950, pour intention de trahir la patrie, préparation d'attentats, et activité anti-soviétique, toutes accusations qu'ils rejeteront jusqu'au bout. L'après-guerre ne semble pas favorable aux procès publics.

Staline poursuit son opération contre les généraux, et surtout contre Joukov, par étapes soigneusement espacées. Il prend son temps. Au Comité central de février 1947, il abandonne ses fonctions de ministre de la Défense en conservant ses autres fonctions gouvernementales. Début novembre, quatre amiraux dont l'ancien commissaire à la Marine, Kouznetsov, accusés d'avoir, pendant la guerre, transmis aux Anglais des renseignements secrets sur une nouvelle torpille, sont traduits devant un tribunal d'honneur. Réuni du 12 au 15 janvier, composé de gradés, ce tribunal fronde, au grand dam de Staline : il refuse d'établir la culpabilité des accusés, qui sont alors transférés devant le collège militaire de la Cour suprême qui, en février, condamne deux des accusés à dix ans de prison, le troisième à deux ans, et rétrograde l'amiral Kouznetsov au rang de contre-amiral.

Un an plus tard, le 20 janvier 1948, le Comité central avertit Joukov. Il lui donne « pour la dernière fois la possibilité de se corriger et de devenir un membre honnête du Parti, digne de la fonction de commandant ». Les arrestations de ses proches se multipliant, Joukov a un infarctus. Staline fait alors arrêter deux généraux, Teleguine et Krioutchkov, ancienne ordonnance de Joukov et mari de la célèbre chanteuse Rouslanova. Krioutchkov est accusé d'avoir, en Allemagne, pillé des objets précieux de toute sorte pour son compte et celui de Joukov qui rétorque, assez hypocritement, que les trophées, effectivement accumulés dans sa datcha, appartiennent à l'État. Telle est la situation de tous les bureaucrates : ils pillent l'État mais le système leur interdit de transformer leurs possessions en propriété durable. Ils devront attendre la chute de l'URSS pour réaliser ce rêve.

Staline convoque un conseil militaire pour juger Joukov. Il ouvre la séance en relisant les dépositions de Novikov sur les ambitions bonapartistes de Joukov et ses déclarations d'hostilité au gouvernement. Beria et Kaganovitch répètent ses accusations devant Joukov dont le visage blêmit. Staline se tourne alors vers les maréchaux : « Et vous, qu'est-ce que vous dites ? » Koniev balbutie : « Oui, c'est difficile de travailler avec Joukov, il est cassant, intolérant, vaniteux, mais honnête et dévoué au gouvernement. » Staline ricane : « Ah, vous dites ça ? Savez-vous que Joukov a tenté de s'approprier votre victoire à Korsoun-Chevtchenkovski ? Il a dit que c'était le fruit de son action. » Cette diversion manque son but : « Je n'en savais rien », rétorque

Koniev. Rybalko tient des propos similaires. Sokolovski prend, lui aussi, la défense de l'ancien chef d'état-major. Avec des nuances, la majorité des chefs militaires sont solidaires. Ils sentent instinctivement que si l'ancien chef d'état-major est condamné, leur tour viendra demain ou après-demain. Staline conclut la discussion sur un ton un peu moins cassant. « Visiblement, dira Koniev, il avait au début l'intention de faire arrêter Joukov au sortir de ce conseil militaire. Mais, sentant notre opposition intérieure et pas seulement intérieure, la solidarité des militaires avec Joukov [...] il changea de cap et renonça à son intention initiale<sup>64</sup>. » Staline n'a plus, comme en 1937, à craindre une rébellion des chefs militaires. Il a, en revanche, grand besoin de l'Armée rouge pour contrôler l'ordre dans les pays d'Europe orientale. Alors, autant ménager ses maréchaux.

Il est d'autant plus acariâtre et envieux que, frappé par une nouvelle attaque en décembre 1947, sa santé se dégrade vite. Lors de sa dernière visite, en 1948, Djilas le trouve considérablement vieilli par rapport à la dernière année de la guerre. Il note « les signes manifestes de sa sénilité » : une gloutonnerie insatiable, le plaisir avec lequel il ressasse des histoires, réelles ou imaginaires, de son enfance et s'esclaffe à des niaiseries et à des plaisanteries futiles. À la fin du repas, après avoir esquissé un pas de danse, il bougonne, l'air résigné : « L'âge est lentement venu à bout de moi, je suis déjà un vieillard<sup>65</sup>. » Molotov rejette l'idée qu'il aurait dû prendre sa retraite après la guerre, et ajoute « Mais, à mon avis, il était surmené. D'aucuns ont voulu jouer là-dessus [...]. Il était de moins en moins en état de travailler<sup>66</sup>. »

Président en titre du Conseil des ministres, Staline en confie la présidence effective à Nicolas Voznessenski jusqu'au printemps 1949, puis à Malenkov. Quand il est présent, il suit le déroulement des travaux en observant ses collaborateurs d'un regard méfiant, à travers ses paupières à demi plissées, toujours en quête d'un signe justifiant sa suspicion à leur endroit. Mais il y vient de plus en plus rarement. Or le Conseil adopte en moyenne une centaine de décisions par semaine. Poskrebychev les rassemble dans un paquet et les porte à la datcha de Staline pour les lui faire signer. D'après Molotov : « Ces paquets restaient des semaines et des mois sans être décachetés [...]. Une pile énorme que personne ne défaisait [...]. On arrivait à la datcha, les paquets étaient entassés là depuis un mois et une nou-

velle pile venait s'y ajouter<sup>67</sup>. » Certes, à table, il interroge ses convives sur les questions qu'ils ont traitées ce jour-là. Mais cet échange reste superficiel. Comme avant la guerre, Staline se concentre sur la lutte politique dans les sommets d'un parti qui n'est plus qu'un gigantesque organisme bureaucratique, et laisse peu à peu la paralysie gagner tout l'État.

Il impose à tout l'appareil du Parti et de l'État un rythme de travail et un emploi du temps aberrants : il se lève vers midi et se couche vers trois ou quatre heures du matin. Angoissés à l'idée de recevoir un coup de téléphone de Staline, qui peut-être ne viendra jamais, et immobilisés près de leur poste pour répondre à cette éventualité permanente, les ministres et leurs adjoints, les chefs de service, les rédacteurs en chef des revues et journaux, les secrétaires des PC des diverses Républiques, les secrétaires de comités de région, de territoire, de district modèlent leur journée sur le même horaire. Personne ne rentre chez soi avant quatre heures du matin. Après chaque réunion, Staline invite volontiers ses lieutenants à Kountsevo. Ils regardent alors souvent l'un de ses films préférés, qu'il peut contempler et imposer à ses collaborateurs vingt fois de suite. Puis ils dînent. Et Staline discute avec ses invités, qu'il fait boire à tout va, de toutes les questions qui lui passent par la tête, et en cas de besoin fait appeler, sans souci de l'heure, les gens qu'il juge soudain indispensables de consulter.

Chepilov, adjoint de Jdanov, témoignera de l'épuisement nerveux dans lequel ce mode de fonctionnement réduisait les dirigeants du Parti et de l'État. Lorsque, le lendemain, vers midi, Jdanov convoque Chepilov, ce dernier constate sur son patron les dégâts de ce mode de vie et de travail : « Il avait un visage très pâle et extrêmement las. Il avait les yeux luisants d'insomnie. Il ouvrait de façon saccadée la bouche comme pour happer l'air qui semblait lui manquer. Ces veillées nocturnes à la datcha *Blijnaia* étaient littéralement mortelles pour Jdanov, malade du cœur. Mais ni lui ni un autre, même malade, ne voulait manquer une seule de ces réunions : là se disait, se discutait et parfois se réglait définitivement absolument tout<sup>68</sup>. » Les dirigeants du Kremlin discutent des questions les plus brûlantes au cours de ces réunions nocturnes de vieux garçons en goguette.

Outre ce calendrier insensé auquel est suspendu tout l'appareil, les hauts dirigeants subissent la terreur que Staline fait

régner par sa seule présence. Son regard paralyse souvent l'interlocuteur qui, alors, se met à bafouiller et à bégayer. Il cherche toujours à rabaisser ses proches en leur imposant des tâches qui leur répugnent. Dans tout l'appareil soviétique et international du stalinisme, partout, les bureaux politiques s'acharnent à contraindre le dirigeant le plus réticent à l'égard d'une position ou d'une décision à la défendre publiquement.

Méfiant vis-à-vis de tous ses collaborateurs, craignant qu'ils ne s'entendent dans son dos contre lui, il leur interdit de se voir et de se réunir en dehors de sa présence. Si, en 1937, Molotov pouvait encore inviter chez lui à déjeuner quelques dirigeants, et même l'ambassadeur américain, bavarder avec eux en buvant, ces privautés ne sont plus de saison. Staline n'a jamais expressément formulé l'interdit, mais chacun le comprend. L'un ou l'autre peut d'ailleurs, à n'importe quel moment, être convoqué chez lui, au Kremlin et surtout à Kountsevo, pour recevoir une semonce ou s'entendre donner un ordre.

Les souvenirs de ses lieutenants soulignent tous une méfiance croissante qui fait peser une lourde atmosphère de soupçon. Un jour, il arrive avec les membres du Bureau politique à la salle de projection du Kremlin. Le ministre du Cinéma, Bolchakov, les attend dans un recoin obscur. Staline ne le reconnaît pas et crie : « Qui êtes-vous ? Qu'est-ce que vous faites ? » Bolchakov s'avance : « Pourquoi vous cachez-vous ? » lui demande Staline irrité<sup>69</sup>. Pendant une semaine, ensuite, Bolchakov s'attend à être arrêté d'un instant à l'autre, mais rien ne vient. La suspicion n'est pas seulement due à son âge, tout semble, en fait, délier la volonté de Staline. Alors qu'il est sorti de la guerre en vainqueur et se croyant tout-puissant, l'économie se grippe, les rapports avec les partis frères des démocraties populaires se tendent, les paysans répondent à la pression insupportable exercée sur eux en ne s'occupant que de leur petit lopin de terre, que Staline, pour se venger, accable d'impôts. Quant aux intellectuels, aux artistes et aux savants, écrivains, historiens, philosophes, musiciens, en majorité juifs, ils sont incertains, fascinés, pense-t-il, par l'Occident.

L'URSS retrouve son niveau de production de 1940 pour l'électricité dès 1946, pour la production d'acier, de ciment, de tracteurs et de véhicules automobiles dès 1948, pour la fonte, les briques, le papier et l'extraction de pétrole dès 1949, pour l'industrie textile dès 1950. Cette reconstruction foudroyante a un



caractère illusoire. L'industrie soviétique ignore toute innovation. La commission atomique de Beria répond à des fins purement militaires, sans retombées sur le secteur civil. L'URSS est très en retard dans le domaine de l'électronique et des moteurs à réaction, secteur qui n'intéresse pas Staline.

Le seul à être en progrès, c'est le Goulag, qui voit au fil des ans arriver un nouvel afflux de condamnés, victimes d'une législation répressive de plus en plus brutale. Après l'abrogation provisoire de la peine de mort, en mai 1947, Staline édicte, le 4 juin 1947, un nouveau décret qui punit toute « atteinte à la propriété étatique ou kolkhozienne », c'est-à-dire tout vol d'aliment, de peines allant de cinq à vingt-cinq ans de camp, en fonction des conditions du vol : individuel ou collectif, avec récidive ou non. Le vol collectif avec récidive est puni de la peine maximale (vingt-cinq ans de détention). L'application de ce décret entraîne une véritable avalanche de condamnations et de déportations au Goulag : 380 000 entre le 5 juin et le 31 décembre 1947 ; 1 300 000 de juin 1947 à la mort de Staline. Le contingent des condamnés pour vol représente près de 40 % du nombre total des déportés, et comprend de nombreuses femmes, veuves de guerre, mères de famille, avec des enfants en bas âge, que la misère a réduites à la mendicité ou au chapardage.

La mise en place des démocraties populaires, que le communiste hongrois Martin Horvat définit comme « la forme la plus progressive de la démocratie bourgeoise, ou plus exactement encore comme sa seule forme progressive<sup>70</sup> », est une entreprise délicate. La démocratie populaire est un compromis instable entre la bourgeoisie et les féodaux pro-nazis discrédités par la guerre, et les masses ouvrières et paysannes que l'effondrement de l'État, ainsi que la présence de l'Armée rouge, poussent à s'attaquer au régime social en multipliant les comités populaires, ouvriers, d'usines, de quartiers. Staline est hostile à ces organismes spontanés et incontrôlables : il souhaite rétablir l'État et son appareil afin de maintenir l'ordre social existant, mais veut priver de poids politique réel la bourgeoisie nationale de ces pays qu'il cherche à se subordonner. Or, la seule garantie de sa mainmise économique et politique sur eux est leur contrôle par le parti communiste et la Sécurité d'État. Il faut donc normaliser les partis communistes et surtout ceux des « démocraties populaires », mais aussi les grands partis occidentaux.

Au printemps 1947, Staline suggère à Gomulka d'éditer une revue internationale émanant de quelques partis communistes européens et de réunir à cette fin une conférence des intéressés. Peut-être informé de cette idée, en août 1947, le secrétaire du PC hongrois, Rakosi, propose la tenue d'une conférence des partis communistes des pays du Danube à laquelle il invite des représentants soviétiques. Il se fait vertement rabrouer.

Le 16 juillet, Gomulka invite les représentants des partis communistes français, italien, tchécoslovaque, yougoslave, bulgare, hongrois et roumain à une réunion de mise en place de cette revue internationale, lieu d'échanges et d'informations, en précisant qu'il ne s'agit pas de créer un quelconque organisme du mouvement ouvrier international. Au même moment, Dimitrov propose de créer un comité international de lutte contre le danger de guerre et le fascisme, projet que Staline écarte aussi comme un succédané trop évident de l'Internationale. Tito suggère d'inviter le Parti communiste grec, alors plongé dans la guerre civile. Staline s'y oppose, «car, dit-il, sa participation sera utilisée par ses ennemis pour le discréditer en tant qu'agence des partis communistes des autres pays, et donnera la possibilité aux adversaires de le traiter comme un parti agissant sur un ordre de l'extérieur et violant ainsi les intérêts nationaux de la Grèce<sup>71</sup>». En réalité, cette invitation aurait rompu l'accord passé avec Churchill, que Staline tient à respecter malgré la dégradation des relations entre les anciens alliés.

Jdanov, chargé du rapport sur la situation internationale à la réunion constitutive, rédige un projet corrigé par Staline, dont la seconde variante avance l'idée des «deux camps» dressés face à face : un camp «impérialiste antidémocratique» face à un camp «anti-impérialiste et démocratique». Toute idée de socialisme est soigneusement écartée. Les forces du deuxième camp sont les alliés et les appoints de l'État soviétique, il ne saurait être question chez elles de bouleversement social.

Staline a fait ajouter une longue dénonciation des socialistes, en particulier français, accusés, entre autres, de «brader la souveraineté nationale». Il a aussi fait supprimer l'intégralité du paragraphe consacré par Jdanov à la critique des dirigeants du Parti communiste yougoslave pour leurs «fautes gauchistes» et leurs exigences démesurées à l'égard de l'Union soviétique. Staline voulait faire dénoncer les communistes italiens et français par les Yougoslaves eux-mêmes. Pour ce faire, il lave les Yougoslaves de tous reproches.

Des désaccords sérieux sont pourtant apparus, depuis plusieurs mois, entre Tito et Staline. En juillet 1946, lors de la conférence européenne de Paris, Tito a reproché par télégramme à Staline de ne pas suffisamment soutenir les intérêts des Yougoslaves à Trieste dont ils revendiquent la possession. La Grèce est aussi une pomme de discorde entre les partis yougoslave et soviétique : Tito soutient les partisans grecs, qu'il fournit en armes, et appuie leur décision de boycotter des élections législatives auxquelles Staline les encourage à participer.

En février 1947, les Yougoslaves acceptent de signer deux accords de mise en place de sociétés mixtes soviéto-yougoslaves concernant le transport aérien et le transport fluvial, dont le contrôle (et les bénéfices) revient aux fonctionnaires soviétiques, comme dans les autres « démocraties populaires ». En mars, les dirigeants yougoslaves s'en plaignent à Staline, qui leur propose de signer d'autres accords de ce type afin de mettre la main sur les matières premières yougoslaves. Staline se fait conciliant : « Ces sociétés mixtes sont destinées à la Hongrie, à la Roumanie, à la Bulgarie, ainsi qu'aux autres États qui ont collaboré avec Hitler, pas à la Yougoslavie, elles ne conviennent pas à un pays allié et ami comme la Yougoslavie [...], l'indépendance du pays en souffrirait, et les relations amicales seraient gâchées. Ces sociétés conviennent aux pays satellites<sup>72</sup> », pays à qui Staline donne ainsi lui-même ce qualificatif que ses services dénonceront comme une invention maligne de la propagande bourgeoise.

De Paris et de Washington viennent alors deux signes de valeur différente, mais d'égale importance. Le 25 avril, une grève commence chez Renault, fief de la CGT et du PCF, dans deux ateliers où l'influence des trotskystes est grande. Les ouvriers réclament une augmentation de dix francs de l'heure. Le parti communiste a plusieurs ministres au gouvernement, ce gouvernement qui bloque les salaires et organise la guerre en Indochine après avoir massacré les insurgés malgaches en novembre 1947. Il dénonce donc la grève qui, le 30 avril, s'étend à tous les ateliers. Le président du Conseil, le socialiste Paul Ramadier, est intransigeant : les salaires doivent rester bloqués ! Le président de la République, Vincent Auriol, demande à Maurice Thorez, vice-président du Conseil, de jeter tout son poids dans la balance contre la grève. Thorez bafouille : « Je ne peux plus rien. J'ai fait tout ce que je pouvais.

Je suis maintenant au bout du rouleau<sup>73</sup>. » Le 4 mai, les députés communistes, pour ne pas perdre le contact avec les ouvriers, dira Jacques Duclos en septembre, refusent la confiance au gouvernement, d'où ils sont immédiatement chassés malgré leur volonté affirmée d'y rester et de continuer à le soutenir. La veille, le démocrate-chrétien De Gasperi, en Italie, a congédié les ministres communistes de son propre gouvernement. Staline, partisan de leur maintien et de l'illusoire alliance antiaméricaine avec la bourgeoisie nationale, est mécontent d'une décision que le parti communiste n'a pas discutée avec Moscou. Il en informe Thorez, à qui Jdanov, le 2 juin, au nom du Comité central, reproche de ne pas avoir discuté avec les Soviétiques une tactique qui est à l'origine de sa sortie du gouvernement.

Quatre jours plus tard, Molotov adresse une copie de la lettre à l'ambassadeur soviétique aux États-Unis, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, pour communication aux dirigeants des partis communistes de ces pays. Le Parti communiste américain ne jouant pas de rôle significatif dans la vie politique nationale, la décision de lui communiquer cette lettre, pour en appliquer la ligne, indique clairement que Staline cherche toujours le maintien d'une alliance, même distendue, avec les Américains.

Or, la veille même de son envoi, le 5 juin, le secrétaire d'État américain George Marshall a annoncé son plan de soutien financier à l'économie en ruine de l'Europe. Il en a donné les raisons politiques le 28 avril : « En Europe, des forces de désagrégation se sont fait jour. » Et de souligner, le 5 juin, les risques de « désordre que le désespoir des peuples intéressés contient en germe et les conséquences de cet état de choses pour l'économie des États-Unis<sup>74</sup> ». Il faut tout faire, explique-t-il, pour que l'Europe échappe aux convulsions sociales prévisibles en l'absence de redressement économique. Le discours sur le monde libre a bien du mal à masquer le souci marchand. Staline pense pourtant un instant en tirer bénéfice pour l'URSS, à travers l'obtention de crédits. Il ne sait pas qu'une semaine avant cette annonce officielle, le 28 mai, le département d'État américain a décidé que les pays d'Europe centrale, destinés, dans le plan Marshall, à fournir l'Europe occidentale en matières premières, pourraient bénéficier du plan à condition de relâcher leurs liens économiques (et donc politiques) avec l'URSS. La direction du Parti

communiste tchécoslovaque, qui tient les rênes du pays, fait savoir le vif intérêt qu'elle porte au plan Marshall...

À la veille de la promulgation du plan, le président Harry Truman affirme la volonté des États-Unis de liquider les contrôles des gouvernements nationaux sur le commerce. Le 6 mars 1947, il déclare en effet : « Le système commercial le moins favorable à la liberté d'entreprise est celui dans lequel ce sont les gouvernements qui décident. » Et il annonce la création prochaine de l'Organisation mondiale du commerce, qui « limitera l'actuelle liberté des gouvernements d'imposer à leur commerce international des réglementations administratives détaillées ». L'objectif affirmé est « de limiter ces contrôles à des cas exceptionnels dans l'avenir immédiat et d'y renoncer entièrement aussitôt que cela sera possible<sup>75</sup> », en un mot, d'ouvrir toutes les frontières au capital industriel et financier américain. Les États-Unis, sortis de la guerre comme première puissance économique mondiale, veulent ainsi imposer leur domination commerciale à l'univers. La liquidation des règlements et contrôles gouvernementaux signifie la remise en cause de la souveraineté des États, de leurs gouvernements et des nations, pour imposer au monde la loi de l'économie américaine. Le monopole du commerce extérieur de l'URSS et des pays entraînés dans son orbite est visé au premier chef.

Six jours après, le 12 mars, Truman annonce au Congrès américain que les États-Unis prendront, à compter du 31 mars, le relais de la Grande-Bretagne pour soutenir le gouvernement grec face aux « activités terroristes de quelques milliers d'hommes armés, dirigés par les communistes », et dans sa volonté d'aider la Turquie. Ce soutien, qui transformera la Turquie en forteresse armée des États-Unis, reflète, dit-il, le choix pour chaque nation « entre deux façons de vivre » : l'une démocratique, l'autre « basée sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité, qui s'appuie sur la terreur et l'oppression, le contrôle de la presse et de la radio, des élections truquées et la suppression des libertés individuelles<sup>76</sup> ».

À la fin de juillet 1947, Dimitrov rencontre Tito à Bled. Le 5 juillet, Staline a donné l'ordre à Dimitrov d'attendre la ratification du traité de paix entre les Alliés et la Bulgarie, signé en février mais pas encore ratifié, pour annoncer une initiative commune entre les deux pays. Malgré cette injonction, les deux hommes signent, le 1<sup>er</sup> août, un accord de coopération et d'en-

traide annonçant l'instauration d'une douane unique, d'une étroite collaboration économique et la décision d'aider les insurgés grecs. Staline, dans un télégramme du 12 août à Tito et Dimitrov, juge cet accord «hâtif» et condamne la décision d'aide aux insurgés qui, dit-il, contribuera au «renforcement de l'ingérence militaire dans les affaires grecques et turques contre la Bulgarie et la Yougoslavie<sup>77</sup>». Il voit dans cet accord la première esquisse d'une fédération balkanique, susceptible d'acquérir une certaine indépendance vis-à-vis de Moscou. Dimitrov et Tito reconnaissent leur erreur à contrecœur. Mais cette crainte hâte la convocation, en septembre 1947 en Pologne, à Skliarska-Poremba exactement, de la réunion constitutive du Cominform (ou bureau d'information des partis communistes européens), destiné à légitimer publiquement les décisions de Moscou. Staline en écarte la majorité des partis communistes européens : il n'a invité ni le parti grec en pleine insurrection, ni le parti albanais. Ce n'est donc pas même un fantôme de Comintern. L'accord est loin d'être total, d'ailleurs, sur la proclamation d'un tel organisme. Gomulka exprime ses réticences, en souhaitant que Varsovie ne soit pas le siège d'une institution aux relents de Comintern qui générerait la fusion préparée avec le Parti socialiste polonais ; la publication d'une revue lui paraît bien suffisante.

Le 17 septembre, Tito demande l'ordre du jour de la réunion. Staline signe une réponse évasive préparée par Jdanov, affirmant que c'est à la réunion elle-même de «définir les questions qui devront être portées à son ordre du jour. À chaque délégation de suggérer les questions sur lesquelles elle souhaite voir s'instaurer "un échange d'opinions"<sup>78</sup>». On ne saurait être plus suave. Les Yougoslaves ne seront avertis – oralement – qu'à l'ouverture de la conférence du rôle qui leur est attribué par le maître de cérémonie. Les Italiens et les Français ne savent rien de la volée de bois vert qui les attend. Staline prépare la réunion comme une vaste conspiration : la délégation du parti russe quitte l'URSS incognito, sans passeport ni visa, muni de deux stations radio portatives. Aucune vérification de documents n'est effectuée, au départ, dans un aéroport nettoyé de ses voyageurs, pas plus qu'à l'arrivée. Le procès-verbal de la réunion est établi en russe.

Chaque soir, dès la fin des débats, Jdanov, sous le pseudonyme de Sergueiev, et Malenkov, sous celui de Borissov, en adressent un compte rendu détaillé, par radio, à Staline, alias

Filippov. Pour éviter de se faire rabrouer, les deux hommes, quoique rivaux, s'entendent pour adoucir, atténuer, voire embellir leurs informations. Ils résument minutieusement les rapports des délégations en les assortissant de commentaires : le rapport du Polonais Gomulka et du Yougoslave Kardelj est consistant, celui du Bulgare Tchervenkov est moyen, celui du Roumain Gheorghiu-Dej faible, celui de Duclos mauvais, celui de l'Italien Longo très mauvais, ceux du Tchéque Slansky et du Hongrois Revai sont bons ; ceux des Yougoslaves Kardelj et Djilas très bons, ce qui prouve que Staline et ses lieutenants n'envisagent pas encore la rupture avec eux. Fondamentalement, expliquent-ils, tout va bien. Le 22 septembre, ils informent Staline que « les délégués expriment leur grande satisfaction de la convocation de la conférence <sup>79</sup> ».

La politique des partis communistes français et italien, exprimée dans les rapports de Duclos et de Longo, est soumise à de vives critiques auxquelles les intéressés ne pouvaient s'attendre. On les accuse d'opportunisme pour avoir appliqué la politique que Staline leur a dictée. Le renversement est brutal : le 2 juin, Staline critiquait Thorez pour avoir quitté le gouvernement, aujourd'hui, il reproche aux dirigeants français et italiens de se coucher devant leur gouvernement, valet docile des Américains en train d'asservir l'Europe. Le 25, Staline télégraphie ses remarques sur le rapport de Duclos à Jdanov et Malenkov. Ils doivent lui faire reconnaître que le Parti communiste français a eu tort de ne pas se déclarer en opposition au gouvernement, depuis qu'il en a été chassé, et que d'avoir continué à se présenter comme « un parti de gouvernement » était une erreur. Ils doivent également lui demander les leçons qu'il tire de ces erreurs. Ils l'informent, le lendemain, que Duclos a fait son autocritique sur ces deux points et que Luigi Longo a fait encore mieux puisqu'il « s'est entièrement et totalement solidarisé avec le rapport » qui le démolissait. D'ailleurs, « tous les intervenants se sont entièrement solidarisés avec tous les points du rapport <sup>80</sup> », dont l'analyse de la situation internationale et les conclusions serviront de fondement à l'activité de leur parti.

Le 27, Jdanov et Malenkov demandent à Staline s'il est d'accord pour effacer les critiques contre les deux partis dans la résolution publique. Staline confirme. Enfin, les Polonais, le dernier jour, informent les deux Russes qu'ils « retirent tous leurs doutes

et objections contre un bureau d'Information légal et son installation à Varsovie<sup>81</sup> ». En un mot, Gomulka a été désavoué. Trop tard : la réunion a fixé son siège à Belgrade, sur proposition des Yougoslaves. Le dernier message à Filippov est triomphal : « La réunion s'est déroulée et conclue dans une atmosphère de grand enthousiasme et d'entière satisfaction de ses résultats exprimée par les participants. Les Français et les Italiens remercient profondément le PCR pour son aide<sup>82</sup>. »

Tout semble donc aller à merveille. Pourtant, la section de politique étrangère du Comité central, dirigée par Souslov, prépare déjà une campagne contre Gomulka, coupable d'« étroitesse nationale et de tentative de diminuer le rôle de l'URSS et de son armée dans la libération du peuple polonais<sup>83</sup> ». Elle dresse les autres membres du Bureau politique polonais contre lui. Gomulka sera démis un an plus tard, puis emprisonné. Avant lui, les dirigeants yougoslaves auront été excommuniés. Le rapporteur tchécoslovaque, Slansky, secrétaire du parti communiste, sera arrêté en 1950, puis pendu avec dix autres dirigeants. La seconde déléguée roumaine, Anna Pauker, sera jetée en prison. On peut déceler les prémices de leur disgrâce future non dans leurs interventions personnelles, mais dans les réticences générales sous-jacentes que Staline a perçues à travers les rapports roses de Jdanov et Malenkov. Les participants, à la tête d'États-nations historiques, rechignent à n'être que les exécutants de Moscou. Staline a pu leur imposer ce statut, à l'aide de sanglantes purges, quand, réfugiés à Moscou, ils dirigeaient de minuscules partis communistes illégaux. En 1947, il en va tout autrement.

Staline suit personnellement, et avec la plus grande attention, la mise en place du Cominform, alors à peu près limitée à l'installation du comité de rédaction de son organe de presse, dont Staline lui-même a choisi le titre à rallonge : *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*. Au début d'octobre, Jdanov et le pseudo-philosophe Ioudine, désigné par Moscou comme rédacteur en chef du journal, viennent à Sotchi pour en discuter avec Staline, cinq jours durant. Les décisions prises lors de ces longs entretiens sont consignées dans une résolution du Bureau politique du 16 octobre sur le programme et le sommaire des premiers numéros. Deux mois plus tard, le 15 décembre au soir, plusieurs membres du Bureau politique se réunissent avec



Ioudine chez Staline pour en discuter à nouveau. Leur décision est consignée en une nouvelle résolution du Bureau politique, qui fait assumer le coût des quatre premiers numéros du journal par Moscou. Tous les chefs de service, sauf un, sont soviétiques. La résolution décide aussi que 50 % des frais seront supportés par le parti soviétique et prévoit un lourd déficit, puisque les recettes envisagées ne couvriront qu'un quart des dépenses. L'intérêt porté par Staline au Cominform, dont l'activité, réduite à quelques communiqués, est toujours en suspens, et à son journal, illisible et pesant, paraît peu compréhensible.

Entre-temps, Staline reçoit le Secrétaire général, puis le Secrétaire général adjoint des deux partis communistes occidentaux, étrillés en Pologne. Le 18 novembre 1947, il reçoit secrètement Maurice Thorez pour avoir avec lui une longue conversation de deux heures et demie, en présence de Molotov. Une semaine auparavant, une grève a commencé à Marseille, pour une augmentation de salaire de 25 %, qui s'étend, dès le 15 novembre, au bassin minier du Nord, puis, le 17, à la métallurgie. Pierre Monatte baptise alors «grèves Molotov» ce mouvement, auquel le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, attribue des visées insurrectionnelles absolument étrangères à Staline. Thorez souligne, d'entrée de jeu, qu'il souhaite «recevoir les instructions et les conseils du camarade Staline». Leur long entretien n'évoque la grève que brièvement. Staline interroge surtout Thorez sur l'état de l'industrie et de l'armée françaises, et, lorsque Thorez l'informe du vote du comité confédéral de la CGT contre le plan Marshall, ce dernier lui donne des conseils de prudence : «Il ne faut pas aller trop loin dans la lutte contre le plan Marshall [...] les communistes sont pour les crédits, mais pour des crédits qui n'affectent pas la souveraineté de la France.» Il insiste néanmoins sur l'antiaméricanisme : le parti communiste doit être le défenseur de l'indépendance nationale contre l'emprise américaine, relayée par les socialistes. Il se montre plutôt paternel avec Thorez, sollicite son avis sur plusieurs dirigeants communistes français et étrangers, et manifeste sa traditionnelle méfiance : il lui demande s'il n'y a pas d'«agents ennemis» parmi les dirigeants communistes espagnols qui assistent au Comité central du PCF<sup>84</sup>. Cet échange sur les cadres l'intéresse davantage que la grève en France. Il laisse Thorez rentrer au pays par la route des écoliers, tandis que le mouvement se désagrège. Un mois plus

tard, Thorez, faisant écho à Staline, critiquera la direction de la CGT, qui «a fait un comité de grève avant d'avoir des grévistes<sup>85</sup>», et sur les directions qui décident à elles seules la grève générale. En l'occurrence, Staline a joué les modérateurs.

Un mois plus tard, le 14 décembre 1947, il reçoit tout aussi secrètement le Secrétaire général adjoint du PC italien, Pietro Secchia. Alors que l'Italie ne connaît aucun mouvement social d'envergure, il encourage le parti communiste à la fermeté. Après avoir, en 1943, poussé les communistes italiens à soutenir le gouvernement d'union nationale du maréchal fasciste Badoglio, et à contenir la vague révolutionnaire qui soulevait l'Italie dont l'État se disloquait, il les engage désormais sur la voie de l'aventure. Il suggère de «renforcer les organisations de partisans italiens» (dissoutes sur ses conseils en 1945), et «d'emmagasiner plus d'armes» (rendues à la même époque). Pour quoi faire? Staline ne précise pas. Il laisse libre cours à ses obsessions : «L'ennemi a ses espions dans le Parti communiste italien. Si bon que soit un parti, il contient toujours des espions. Dans notre parti bolchevik, aussi, il y avait des espions [...] nous en avons démasqué beaucoup, mais je ne pense pas que nous les ayons tous démasqués.» La tâche n'est donc pas achevée, mais il ne dit pas qui il vise. Au fil des minutes, la conversation prend un tour de plus en plus grotesque : Secchia demandant une aide de 600 000 dollars pour le PC italien, Staline l'accorde aussitôt et lui propose d'emporter avec lui cette somme, qui tient, dit-il, «dans deux sacs qui pèsent chacun de 40 à 50 kg». L'Italien, décontenancé, juge difficile de franchir la frontière avec un tel fardeau. Passer par l'ambassade soviétique à Rome? Maladroit. Staline fera donc envoyer les deux sacs à l'ambassade soviétique à Belgrade, où les Italiens iront les chercher. Secchia veut-il des coupures de 25 ou de 200 dollars? Secchia, prudent, demande des billets de 100. Accordé. L'entretien s'achève par des questions et des conseils attendrissants de Staline sur la santé de Togliatti : «Il faut veiller à ce que Togliatti mange trois ou quatre fois par jour et dorme plus. Comment vont ses poumons? Ne souffre-t-il pas de la tuberculose? – Non, dit Secchia, pas du tout, mais le cœur ne va pas très bien. – Ah, le cœur, c'est pire, dit Staline. Le cœur c'est le moteur [...] Un avion peut-il voler sans moteur<sup>86</sup>?»

Débarrassé des oppositions politiques réelles ou potentielles au sein d'un parti momifié, réduit à un appareil d'exécutants, il

n'a plus à combattre ces «déviation de gauche ou de droite». Restent les luttes de clans et de cliques, qu'il encourage, arbitre et sanctionne à son gré. Il tente ainsi de débusquer les plus petites dissonances et les signes de désobéissance, d'indépendance d'esprit, de protestation ou de contestation. Cette aspiration totalitaire à contrôler tous les aspects de l'existence, jusqu'aux sports et aux loisirs, se perd en futilités.

Ainsi, le 31 décembre 1947 au soir, il convoque brusquement dans son bureau Firioubine, l'adjoint du premier secrétaire du PC de Moscou, dont le «cœur se serre, la tête tourne, et l'échine est trempée de sueur». Poskrebychev l'introduit dans le bureau du Chef, qui déambule sans mot dire dans la pièce. Firioubine attend au garde-à-vous. Staline, après un long silence, se tourne brusquement vers lui et grogne : «Alors, Firioubine, tu n'as pas assez de pouvoir ? Aujourd'hui, tu as branché une illumination au Kremlin, demain tu débrancheras la canalisation. Et après tu couperas le téléphone. Alors tu n'as pas assez de pouvoir ? Va-t-en<sup>87</sup> ! » Le crime était mince : pour le huitième centenaire de Moscou, en septembre, Firioubine avait, sans solliciter l'avis de Staline, organisé une modeste illumination de la place Rouge, l'avait conservée pour la cérémonie anniversaire de la révolution d'Octobre, puis pour les festivités du nouvel an. Staline, non consulté, y voit un défi lancé à son pouvoir. Firioubine sera aussitôt limogé et ne retrouvera un emploi qu'après la mort du Maréchal.

Cette vaine tentative de contrôle total de la société, relayée par une poussière d'organismes bureaucratiques dressés à interdire, suppose la mainmise sur la vie intellectuelle, en particulier le cinéma, le théâtre et la littérature, dont la vie est régulée par l'attribution des prix Staline. C'est d'ailleurs devenu l'une des activités essentielles du Bureau politique, qui ne discute pas de la politique étrangère mais des romans et pièces de théâtre à distinguer. Les réunions obéissent à un rituel immuable. Staline lit les propositions de l'Union des écrivains, dont il a invité les représentants (Fadeiev, Simonov et quelques autres). Ces derniers prennent parfois la parole. Les membres du Bureau politique, jamais, ou à peu près. Les invités du Secrétariat, comme Chepilov, responsable de l'Agit-prop à partir de 1948, s'expriment parfois. Guidé par des soucis politiques, enrobés ou non de considérations moralisatrices, Staline a une vision strictement utilitariste de l'œuvre d'art, assimilée à une arme. Mais il n'argu-

mente jamais. Discute-t-on, par exemple, des mérites de *La Tempête* d'Ehrenbourg, toute la question est de savoir si les Français, comme le prétend Chepilov, y sont mieux représentés que les Russes. Staline tranche : « Il serait faux de dire que dans le roman d'Ehrenbourg les Français sont montrés plus fortement que les Russes<sup>88</sup>. » Pourquoi ? Nul ne le sait, mais Ehrenbourg est sauvé. D'un autre écrivain, Staline déclare : « Oui, il écrit bien, c'est un homme capable. Mais ce livre nous est-il utile aujourd'hui<sup>89</sup> ? » En quoi ? Nul n'ose poser la question. Staline l'a dit : utilité ou inutilité sont si évidentes que seuls les aveugles ne parviennent pas à les distinguer l'une de l'autre.

Parfois, l'absurde frôle le tragique. Staline vieillissant a des trous de mémoire. Un jour, il propose d'attribuer le prix de dramaturgie aux auteurs d'une pièce, dont l'un se trouve au Goulag. L'assistance frémit. Que faire ? Se taire, c'est risquer de couvrir une décision qui, une fois la vérité révélée, sera assimilée à un sabotage. Intervenir, c'est suggérer que le Guide manque de vigilance. Cruel dilemme. Finalement, un téméraire bafouille : « Il est en prison, camarade Staline. » Éberlué, Staline demande : « Qui est en prison ? – L'un des deux auteurs de la pièce, Tchevtcherikov, est en prison, camarade Staline<sup>90</sup>. » Staline feint de n'avoir rien entendu et change de sujet.

Moins il réunit les organismes dirigeants et participe à leurs réunions, et plus il veut contrôler jusqu'aux moindres détails la vie quotidienne. Rien ne peut se décider sans lui, même la plus petite bagatelle. Alexis Kouznetsov lui adresse des notes régulières sur lesquelles Staline inscrit ses commentaires et décisions. Ainsi, en novembre 1947, l'équipe de football de la Maison centrale de l'Armée rouge est battue en Tchécoslovaquie. Staline, indigné, exige des explications. Alexis Kouznetsov enquête, et, le 29 novembre, lui adresse un long rapport : il propose de blâmer trois responsables et critique Vorochilov, qu'il sait en disgrâce, pour sa confiance excessive et sa crédulité à l'égard des renseignements fournis par les instances concernées sur l'état de préparation de l'équipe<sup>91</sup>. Les sanctions pleuvent. En juillet 1948, il fait devant lui un portrait accablant du premier secrétaire du comité régional de Kourgansk, Charapov, qu'il accuse de boire à la maison, au siège du comité régional, et pendant ses déplacements officiels, ainsi que de coucher avec un grand nombre de femmes. Kouznetsov propose de limoger ce débauché. Staline acquiesce. Charapov perd son poste<sup>92</sup>.

Il vit dans un cercle de plus en plus étroit et fermé : il voit rarement sa fille Svetlana et son fils Vassili, qui ne sont autorisés à lui rendre visite, à Kountsevo ou en vacances à Sotchi, que sur son invitation personnelle, soit de plus en plus rarement. Ses relations avec eux sont tendues : il a sévèrement rabroué Svetlana lors de son flirt avec le réalisateur juif Alexis Kapler, plus âgé qu'elle d'une dizaine d'années et qu'il a envoyé en camp pour imposer la rupture. Début novembre 1947, ses deux enfants obtiennent l'autorisation d'aller le voir à Sotchi pour les fêtes de la révolution, le lendemain de la parade à Moscou. L'année suivante, le 2 novembre 1948, Svetlana sollicite la même grâce : « Mon petit papa, Vassia et moi nous voulons de nouveau, comme l'année passée, venir te voir pour les fêtes. Nous pouvons prendre l'avion le 8, parce que le 7, Vassia participe à la parade aérienne sur la place Rouge. Nous te demandons très, très fort de nous le permettre pour trois ou quatre petits jours. Si c'est possible, que Vlassik nous le fasse savoir par téléphone<sup>93</sup>. » Des huit petits-enfants que lui donnèrent Vassili, Svetlana et Jacob – sans compter les trois que Vassili adopte ! – il n'en verra que trois après la guerre : la fille de Jacob, Galia et les deux enfants de Svetlana, mais aucun des enfants de Vassili.

Ce Vlassik, garde du corps de Staline à partir de 1931, devenu général d'opérette, n'a commandé qu'à des domestiques et des gardes de la Sûreté, jamais à des soldats. Son inculture crasse, sa grossièreté et sa stupidité n'empêchent pas ce grand buveur de cognac arménien, après la guerre, de dicter sa loi aux artistes, au nom des goûts du maître. Il accompagne en vacances Staline dont il assure la garde et dont il est le partenaire de jeux ; parfois, le triste Poskrebychev les rejoint ; personne n'a jamais vu sourire ce fidèle secrétaire, souffre-douleur de Staline qui, de temps à autre, pour se distraire ou passer ses colères, le prend par la peau du cou et lui cogne la tête sur la table.

Il supporte mal la vie dissipée de Vassili qui passe de femme en femme, épouse Galina Bourdonskaia, l'abandonne, épouse Katia Timochenko, la fille du maréchal, l'abandonne à son tour après lui avoir laissé deux enfants en mauvaise santé, et épouse ensuite la célèbre nageuse Kapitolina Vassilieva. Commandant en chef des forces aériennes du district de Moscou, il a une datcha sur la Moskova, non loin de Zoubalovo où il reçoit une compagnie nombreuse. Vassili mange peu, mais boit beaucoup et

répand plaisanteries grossières et jurons sur ses invités, prêts à tout pour obtenir ou conserver ses privilèges.

Ce repli sur soi accru le pousse à liquider, sans états d'âme, son encombrante belle-famille. La Sécurité d'État arrête la sœur aînée, l'indiscret auteur de souvenirs, Evguenia Alliluieva, le 10 décembre 1947, sa fille Kyra le 6 avril, puis Anna le 29 janvier 1948. Anna est accusée «de nourrir de la rancœur envers le chef du Parti et du gouvernement soviétique depuis l'arrestation en 1938 de son mari Redens [fusillé deux ans plus tard] et d'avoir, jusqu'au jour de son arrestation, fait de la propagande antisoviétique». Svetlana, stupéfaite, demande à son père pourquoi on a arrêté ses tantes. «Elles ont trop bavardé. Elles savaient trop de choses. Cela sert nos ennemis<sup>94</sup>», lui répond Staline.

Evguenia Alliluieva, ébranlée par une arrestation à laquelle elle ne s'attendait pas, répond volontiers aux questions de l'enquêteur. Et ce qu'elle raconte va avoir des conséquences incalculables. Elle a un vieil ami, Goldstein, qui, dit-elle, l'interrogeait souvent sur Staline et sur sa fille. Le NKVD arrête aussitôt ce Goldstein, convaincu de s'intéresser à la vie privée du chef de l'État sur ordre «des services secrets étrangers». Ainsi commence à se nouer le sort tragique du Comité antifasciste juif. Il s'annonçait déjà lorsque Staline avait marqué son opposition à la parution du Livre noir sur les atrocités antisémites commises par les nazis en URSS, témoignages rassemblés par Vassili Grossman et Ilya Ehrenbourg.

Staline va dès lors donner à l'ennemi caché, responsable de toutes les difficultés, un nouveau visage, celui de l'adulateur servile de l'Occident transmué en cosmopolite sans patrie aux traits juifs prononcés, puis en monstre à trois visages : sioniste-titiste-trotskyte.

## CHAPITRE XXXII

### En 1948 comme en 1937?

Le 27 décembre 1947, Abakoumov, accompagné de son vice-ministre, Ogoltsov, remet à Staline le procès-verbal des interrogatoires de Goldstein. L'entrevue dure une heure et demie. Staline donne-t-il alors aux deux hommes l'ordre précis de liquider Mikhoels, le président du Comité antifasciste juif? Le fait-il lorsqu'il reçoit Abakoumov avec ses deux adjoints?

On envoie Mikhoels à Minsk, flanqué d'un critique de théâtre agent de la Sécurité, sous prétexte d'y examiner les candidatures à l'attribution d'un prix Staline de dramaturgie. Un coup de téléphone invite bientôt les deux hommes à un mariage juif. Ils seront abattus en chemin, aux environs de la villa du chef de la Sécurité de Biélorussie, Tsanova. Un camion écrase leurs cadavres, qui sont ensuite déposés dans une ruelle près de la gare de Minsk pour déguiser le meurtre en accident. Un responsable de la Sécurité informe Staline du succès de l'opération par téléphone.

Staline fait embaumer Mikhoels par Zbarski, l'embaumeur de Lénine, publier un article élogieux sur lui dans la *Pravda* du 14, et organiser des funérailles solennelles en son honneur, le 15 janvier. Le soir même de la cérémonie, le poète yiddish Peretz Markich, membre du présidium du Comité antifasciste juif, écrit un acte d'accusation poétique transparent (« J'avance, sabré, tué, mon dernier souffle étranglé/Pareil à mon peuple, je garde les traces du forfait/Pour que tu me reconnaises par ces plaies<sup>1</sup> »).

Dans l'intelligentsia, surtout juive, le bruit court que Mikhoels a été assassiné. Staline contre-attaque aussitôt : en janvier-février, il fait attribuer à des juifs près d'un quart des 190 prix Staline et donne le nom de Mikhoels au Théâtre-Juif. Entre-temps, après la littérature et la philosophie, il s'est attaqué à la musique. Il a confié à Jdanov la rédaction d'un rapport contre la musique moderne, dite formaliste. Jdanov rédige un rapport général. Staline veut des coupables ! Jdanov, qui jouait du piano avec un doigt, peut-être deux, dénonce alors les plus grands dans son rapport : Mouradéli, Chostakovitch, Khatchatourian, Prokofiev. Clouer au pilori des idées n'intéresse pas Staline si elles ne s'incarnent pas dans des individus livrés à la vindicte publique du Chef. À la mi-janvier, un décret du Comité central condamne explicitement la musique « formaliste », déclarée « totalement fausse » parce que oubliée du vieux folklore national. Mais Staline sait manier la carotte et le bâton, et cette condamnation n'empêchera pas au bout du compte Chostakovitch de recevoir cinq prix Staline, et Prokofiev six. Ils sont utiles, à leur corps défendant, au prestige international de l'URSS.

Le décret musical n'est qu'un intermède entre deux épisodes de l'affaire du Comité antifasciste juif. Abakoumov, dans une déclaration à Beria communiquée par celui-ci à Malenkov, le 2 avril 1953, prétendra que Staline a organisé lui-même, dans le détail, le meurtre de Mikhoels : « Staline a confié [à Abakoumov] la mission urgente d'organiser rapidement la liquidation physique de Mikhoels. » Apprenant que Mikhoels partait à Minsk, il lui « ordonna aussitôt de le tuer en simulant un accident de voiture ». L'ancien ministre de la Sécurité de Biélorussie, Tsanava, impliqué dans l'assassinat, insiste lui aussi : Abakoumov lui a téléphoné et demandé d'exécuter une mission importante « sur un ordre personnel de Staline ». Arrivé à Minsk, Ogoltsov annonça, lui aussi, la nécessité de liquider « Mikhoels sur décision du gouvernement et sur ordre personnel de Staline<sup>2</sup> ». Ce texte qui cite cinq fois le nom de Staline est suspect. En effet, quatre semaines après sa mort, Abakoumov, emprisonné, et deux généraux de la Sécurité en disgrâce ne pouvaient décider seuls de mettre en cause le chef défunt en citant son nom comme celui d'un vulgaire mortel, alors que la Sécurité d'État se contentait toujours d'une vague dénomination, « l'Instance ». Seul Beria pouvait leur suggérer de charger Staline. Mais si ce dernier a effectivement



discuté avec Abakoumov et ses adjoints des détails pratiques, c'est un changement notable : jusqu'alors il se contentait de fixer l'objectif. Aux exécutants d'en régler les modalités.

Le recours à l'assassinat s'explique avant tout par le fait que Staline ne voulait pas d'un procès public du Comité antifasciste juif. C'est qu'il soutient alors la création de l'État d'Israël. Un procès public aurait gêné sa politique étrangère. Mais l'assassinat permet aussi de déclencher un processus d'ensemble. À la mi-mars, Abakoumov remet à Staline une note sur l'activité anti-soviétique d'un «réseau clandestin nationaliste juif en URSS». Il explique : Mikhoels et Fefer se sont, dès 1943, vendus aux Américains lors de leur voyage aux États-Unis, ils leur ont promis de lutter pour la constitution d'une République juive de Crimée, futur «champ d'opération de la clique militaire américaine», et de diffuser le sionisme. Quelques jours plus tard, Lev Cheinine, juif, directeur de la section des enquêtes du ministère de l'Intérieur, ancien bras droit de Vychinski, puis assistant de Roudenko, le principal accusateur soviétique au procès de Nuremberg, part à Minsk enquêter sur la mort de Mikhoels. Staline, par cette diversion, suggère que cette mort est douteuse et qu'il veut la vérité.

La restalinisation de l'URSS au lendemain de la guerre se prolonge et s'aggrave dans les pays d'Europe centrale et septentrionale. Moscou y a imposé des gouvernements de coalition qui, en 1947-1948, se transforment en gouvernements des seuls partis communistes, ces derniers imposant la fusion aux partis sociaux-démocrates pour interdire à la classe ouvrière toute représentation indépendante des PC et réduire les autres au rang de faire-valoir. La prise du pouvoir par le Parti communiste tchécoslovaque à Prague, le 20 février 1948, parachève le processus. Ces «démocraties populaires» sont soumises à un pillage systématique de la part de l'URSS, qui y prélève, de 1946 à 1953, l'équivalent de 14 milliards de dollars de l'époque, par le canal des sociétés mixtes.

Au début de l'année, deux événements aggravent la tension entre Moscou, Belgrade et Sofia. Le 22 janvier, Dimitrov tient une conférence de presse dont il n'a pas averti Staline, et dont la *Pravda* reproduit un communiqué le lendemain. Il y annonce la réalisation prochaine d'une fédération balkanique, unissant toutes les démocraties populaires et la Grèce, où la victoire des parti-

sans est, selon lui, proche. Staline, furieux, l'accuse, par un télégramme chiffré, le 24 janvier, d'avoir pris une « initiative nuisible qui porte tort aux pays de la nouvelle démocratie et facilite le combat des Anglo-Américains contre ces pays<sup>3</sup> ». Il fait publier dans la *Pravda* du 28 une note qualifiant cette fédération de « problématique et tirée par les cheveux ». Staline est d'autant plus furieux que les Yougoslaves ont, en réalité, déjà pris deux décisions dans ce sens : ils ont, à la fin de 1947, créé deux unions balkaniques des syndicats et de la jeunesse, qui rassemblent les organisations de ces pays sans représentants de l'URSS. Aucun parti communiste concerné n'y a vu malice, et tous y ont fait adhérer les organisations sous leur contrôle. Dimitrov cède aussitôt. Il informe Moscou, et Staline personnellement, qu'il reconnaît son erreur. Mais c'est la deuxième fois en six mois que cet ancien élève docile désobéit à Staline...

L'ambassadeur soviétique à Belgrade, Lavrentiev, assaillait Moscou, depuis octobre 1947, de lettres et de télégrammes dénonçant le « nationalisme local » et l'« étroitesse nationale » des dirigeants du PC yougoslave. Staline n'y avait pas réagi pendant plusieurs mois. Mais l'ambassadeur n'aurait pas continué à bombarder Moscou de semblables brûlots s'il avait eu le sentiment de déplaire. Le 19 janvier, Tito, sans en avertir Staline, sollicite et obtient du dirigeant albanais Enver Hodja son accord pour l'envoi d'une division yougoslave en Albanie en vue de faire face aux menaces d'invasion grecque. Staline l'apprend par ses agents et se fâche. Après la fédération balkanique, c'est la deuxième initiative incontrôlée. Il convoque les dirigeants yougoslaves et bulgares à Moscou, le 10 février. Les signes d'indépendance des dirigeants communistes de l'Est l'inquiètent : ainsi les Polonais ont d'abord approuvé le projet de fédération de Dimitrov et Tito, et n'ont reculé que parce que Staline l'a dénoncé ; leur première réaction souligne le risque de contagion des velléités d'autonomie.

Le 10 février, au Kremlin, Staline morigène ses quatre invités, et surtout Dimitrov que Molotov accuse de faire le jeu des Anglais et des Américains en les aidant à renforcer leur intervention en Grèce. Il raille le goût pour les conférences de presse de Dimitrov, qui « parle de toutes ces questions sans être mandaté par personne<sup>4</sup> ». Dimitrov bafouille des excuses ; Staline l'interrompt constamment et ricane : « Les Polonais et les Tchèques

rient de votre fédération<sup>5</sup>», puis il refroidit l'enthousiasme de ses interlocuteurs sur la Grèce : « Ces derniers temps, je commence à douter de la victoire des partisans » et, attribuant à ses interlocuteurs sa propre pensée, il ajoute : « Si vous n'êtes pas sûr de la victoire des partisans, alors, il faut réduire le soutien au mouvement partisan<sup>6</sup>. »

En lieu et place d'une grande fédération balkanique, il propose, pour faire diversion, trois mini-fédérations orientales : une polono-tchèque, une hungaro-roumaine et une albano-bulgaro-yougoslave. Il feint même d'encourager l'union rapide des trois, mais dès que Tito et Dimitrov auront le dos tourné, il encouragera l'Albanais Enver Hodja à résister à un tel projet. Pour montrer sa souplesse d'esprit, il fait son autocritique sur la Chine : « Moi aussi, je doutais que les Chinois puissent gagner et je leur conseillais de s'entendre provisoirement avec Tchang Kai-shek. Ils ont été, dans la forme, d'accord avec nous, et, dans les faits, ils ont continué leur politique, à mobiliser les forces du peuple chinois [...]. Il est apparu qu'ils avaient raison et nous tort. » Puis, grand seigneur, il ajoute : « Peut-être qu'ici aussi il s'avèrera que nous avons tort<sup>7</sup>. » Après avoir littéralement assommé Dimitrov, il conseille aux Yougoslaves de prendre l'Albanie intelligemment. Les Bulgares et les Yougoslaves s'engagent par écrit à se concerter avec les dirigeants soviétiques avant toute initiative internationale. Deux jours plus tard, Tito fait savoir qu'il envisage de venir prochainement à Moscou discuter avec Staline des malentendus concernant l'Albanie. Staline lui fait connaître sa satisfaction le surlendemain.

Ainsi rabroués et rassurés à la fois, Dimitrov et Tito doivent être dressés l'un contre l'autre et mis au pas. L'urgence est d'autant plus grande que le docile Rakosi lui-même demande, le 19 février, une réunion du bureau du Cominform pour discuter de l'attitude à adopter vis-à-vis de la fédération balkanique. Le 21 février, à Belgrade, Tito, Kardelj et Djilas reçoivent les deux dirigeants du Parti communiste grec, les informent de l'opinion de Staline sur leur absence d'avenir, mais leur affirment la nécessité de poursuivre la guerre de partisans et leur promettent l'aide yougoslave. Après ce pied de nez à Staline, le Bureau politique du PC yougoslave franchit le Rubicon le 1<sup>er</sup> mars : il s'affirme réservé sur la fédération avec la seule Bulgarie, craignant que la soumission étroite de ses dirigeants au Kremlin ne les transforme

en instruments antiyougoslaves. Le ministre des Finances Jouyovitch, membre du Bureau politique, fait à l'ambassadeur soviétique un compte rendu de la réunion, immédiatement transmis à Moscou. Une semaine après, les dirigeants yougoslaves refusent de fournir à la mission commerciale soviétique les données chiffrées qu'elle réclame sur l'état de leur économie. Lavrentiev en informe Moscou.

Staline le convoque en urgence et le reçoit le 12 mars, en présence des autres membres du Bureau politique. La réunion s'achève sur la décision d'écraser les prétentions yougoslaves à l'autonomie. Le 18 mars, la foudre s'abat sur Tito, nullement désireux de rompre avec Staline, et sur ses camarades. Un long télégramme de Molotov lui dénonce en effet une douzaine de péchés yougoslaves, dont « la prétention à un rôle dirigeant dans les Balkans et dans les pays danubiens », et l'informe du retrait de tous les conseillers économiques et militaires soviétiques<sup>8</sup>. Staline s'attend à la capitulation. Mais rien ne vient. Le 27 mars, jour anniversaire de la révolte du 27 mars 1941 contre le gouvernement pro-nazi de Belgrade, Staline adresse à la direction du PC yougoslave une lettre secrète comminatoire, signée de Molotov et de lui, développant le contenu du télégramme précédent. Il lui reproche de proférer « des accusations antisoviétiques généralement enveloppées dans une phraséologie de gauche », de déclarer, comme jadis Trotsky, que « le PC russe dégénère » et sombre dans le chauvinisme russe, de bafouer la démocratie à l'intérieur du Parti communiste yougoslave, soumis au contrôle de la Sécurité d'État. Enfin, la lettre affirme que les dirigeants yougoslaves sont des « mencheviks » et le vice-ministre des Affaires étrangères yougoslaves un espion britannique<sup>9</sup> !

Cette décision a des conséquences littéraires inattendues. Quatre jours plus tard, la commission pour l'attribution des prix Staline se réunit. Pour le prix de poésie, l'Union des écrivains a placé en numéro un de ses propositions une œuvre du poète Nicolas Tikhonov au titre malheureux, *Le Cahier yougoslave*. Impossible, dit Staline, de lui donner le prix. Tikhonov n'y est pour rien, on lui donnera le prix l'an prochain pour une autre œuvre (qui reste à écrire), mais « le problème est que ces derniers temps Tito se conduit mal ». Il déambule et reprend : « Il se conduit mal. Très mal », et, après un silence, ajoute : « Je dirais qu'il se conduit en ennemi<sup>10</sup>. »

Le Kremlin soupçonne les dirigeants de plusieurs autres partis communistes est-européens d'être habités par les mêmes velléités d'indépendance que les Yougoslaves. Fin mars, le secteur de politique extérieure du Comité central du PCUS, dirigé par un protégé de Staline, Souslov, le futur « Cardinal gris » de la direction du Parti sous Brejnev, rédige donc une note sur « les fautes nationalistes de la direction du parti communiste hongrois <sup>11</sup> ». Le 5 avril, il en rédige deux autres, l'une sur « les positions idéologiques antimarxistes de la direction du PC polonais », la seconde « sur quelques fautes du Parti communiste de Tchécoslovaquie <sup>12</sup> ». Le cœur de la cible, c'est le nationalisme, c'est-à-dire le refus de se plier totalement aux volontés de Moscou. Les services de Staline constatent un étrange manque d'empressement des dirigeants de tous ces partis, en dehors du parti hongrois, à réagir à la réception de la lettre de Staline et Molotov du 27 mars aux dirigeants yougoslaves. Dimitrov fait voter à son Bureau politique la solidarité avec la position des Soviétiques mais oublie de les en avertir, alors qu'il informe Tito qu'il souhaite le voir à son prochain retour de Tchécoslovaquie. Gomulka et Gheorghiu-Dej, le secrétaire du PC roumain, trouvent outrée la mise en accusation des Yougoslaves.

Sur ces entrefaites, le 14 mai 1948, le mandat britannique cesse de prendre effet en Palestine. Le 15, Ben Gourion proclame l'État d'Israël. La guerre commence aussitôt avec les États arabes, qui soutiennent les Palestiniens. La Tchécoslovaquie livre massivement à l'armée israélienne des moteurs d'avion, des armes légères, des munitions. La plupart de ses avions de chasse sortent des usines Skoda. Des pilotes israéliens s'entraînent en Tchécoslovaquie. Un pont aérien fonctionne entre Prague et Tel-Aviv. La docilité du chef de l'État Gottwald, et du Secrétaire général du Parti, Slansky, vis-à-vis de Moscou, interdit de penser que Moscou n'a pas été consulté sur chacune de ces mesures auxquelles Staline a donné son aval et qu'il a, sans doute, même encouragées. De nombreux juifs tchécoslovaques partent en Israël. Des bureaux du Joint Committee fonctionnent à Prague, à Bucarest, à Budapest. De nombreux juifs, dans ces trois pays, partent en Israël ou s'engagent dans l'armée israélienne. À Moscou, Staline reçoit des centaines de lettres enthousiastes de juifs soviétiques demandant à partir pour Israël, voire de constituer une escadrille israélienne du nom de Joseph

Staline. Le Cominform, son bureau et sa presse restent muets sur la question...

Le 24 mai, une grande soirée en l'honneur de Mikhoels est organisée dans son vieux théâtre. Derrière l'hommage à son président assassiné, Staline prépare la liquidation du Comité antifasciste juif. Mais il se concentre pour le moment sur les Yougoslaves. Il réunit alors régulièrement le « groupe des neuf », qui prend des allures de cellule de crise sur cette question, et tient lieu de Bureau politique. Le 8, puis le 16 juin, il prépare la seconde réunion du Cominform du 19 au 23 juin et rédige lui-même la résolution condamnant les Yougoslaves. Ce texte, soumis à la réunion des rédacteurs du journal du Cominform à Belgrade, est voté à l'unanimité.

Réuni les 13 et 14 avril, le Comité central du PC yougoslave réfute les accusations de Staline, qui, le 4 mai, frappe un second coup. Dans une seconde lettre, rédigée sur le ton d'un père sévère s'adressant à des enfants qui joueraient les adultes, il raille « l'orgueil exagéré des leaders yougoslaves » qui « ont cru que la mer ne leur arrivait qu'aux genoux ». Il prophétise : « L'orgueil provoquera leur chute. » Cette analyse psychologique sommaire est le leitmotiv de la lettre. Staline semble plus touché par le défi à son autorité que par les conséquences politiques mêmes de ce défi : « Les leaders yougoslaves ne sont pas atteints de modestie et continuent d'être étourdis par leurs résultats, pas si grands, après tout [...] avec leurs vantardises exagérées ils ont cassé les oreilles à tout le monde <sup>13</sup>. » Ce rappel à l'ordre, méprisant et lourdement ironique, traduit la certitude qui habite Staline : les dirigeants yougoslaves capituleront aujourd'hui ou dans quelques semaines. Devant leur résistance, Staline et Molotov leur envoient deux nouvelles lettres, les 4 et 22 mai, dont les copies, comme celles de la précédente, sont envoyées à tous les partis du Cominform. Elles masquent toujours les motifs réels du conflit (la fédération balkanique, l'Albanie, l'aide aux partisans grecs et l'accès libre des conseillers soviétiques aux informations économiques et financières) derrière des accusations idéologiques, qui ne sont qu'un paravent.

Tito fait arrêter les deux agents de Staline à la direction de son parti, Jouyovitch et Hebrang. Staline feint de croire qu'il veut les abattre, comme il l'aurait fait à sa place. Le 9 juin, au nom du Comité central soviétique (de Staline, en fait), Molotov accuse le

Bureau politique yougoslave de « vouloir liquider physiquement » les deux hommes, auquel cas, écrit Molotov, le Comité central ne pourrait que considérer ses membres comme des « criminels de droit commun <sup>14</sup> ». Il exige que des représentants soviétiques participent à l'enquête sur l'activité des deux hommes. Kardelj informe aussitôt l'ambassadeur soviétique qu'il n'est nullement question de les liquider, ce qui ne les empêche pas d'être exclus du PC yougoslave comme « groupe anti-Parti » quelques jours plus tard. Staline peut ainsi apparaître comme le sauveur de ses deux agents réprimés, mais loin de s'en féliciter, dans un nouveau télégramme du 19 juin, il qualifie, au présent et non plus au futur, le Bureau politique yougoslave de « criminels de droit commun <sup>15</sup> » pour son seul refus d'accepter que des Soviétiques participent à l'enquête sur Hebrang et Jouyovitch. Refuser de céder au diktat de Staline, c'est donc être un « criminel de droit commun ».

La seconde réunion du Cominform se tient à Bucarest du 19 au 23 juin 1948, dans des conditions tout aussi conspiratrices que la première. Les dirigeants yougoslaves, invités, ne viennent pas. Ils craignent, selon les dires de l'un d'eux, de recevoir une balle dans la nuque. Staline contrôle personnellement son déroulement, avec plus de soin encore que celle de Pologne. Tous les jours, Jdanov, déguisé cette fois en Jouravlev, Malenkov en Maximov, et Souslov en Sorokine, lui adressent un compte rendu circonstancié, qu'il exige plus détaillé encore. Le choix de pseudonymes commençant par la même lettre que le patronyme véritable est peut-être lié aux défaillances de mémoire croissantes de Staline, qui, lui, reste Filippov. Avant l'ouverture de la réunion, les trois hommes l'informent des conversations de couloirs qu'ils veulent rassurantes. Les quatre délégués qu'ils ont rencontrés individuellement (Togliatti, Duclos, Gheorghiu-Dej et Rakosi) sont remontés contre les Yougoslaves, dont le parti, ils en conviennent tous, est dirigé par des agents anglo-américains. Le parti polonais est représenté par Berman et deux figurants. Les jours de Gomulka sont comptés. Le dossier de ses déviations nationalistes, inscrit à l'ordre du jour du prochain Comité central du parti polonais, à la fin août, est en cours de bouclage. Le trio envoie à Staline par avion le texte complet du discours du Bulgare Kostov, qui dénonce la volonté prêtée aux Yougoslaves d'avaler la Bulgarie à travers le projet de fédération balkanique.

Le trio s'attache, sur instruction, à gommer au maximum l'idée d'un bloc socialiste face au « bloc occidental » ou américain. Or, le lendemain même de la clôture de la conférence du Cominform, Staline prend une mesure qui précipite la confrontation. Il décrète, le 24 juin, le blocus de Berlin, ville sous statut d'occupation quadripartite ; la raison officielle de ce blocus, auquel les Occidentaux répondent par un pont aérien quotidien, est l'introduction par ces derniers, dans leur zone d'occupation, d'une nouvelle monnaie, le deutsche Mark, que Moscou ne reconnaît pas. La réforme monétaire n'est qu'un prétexte. Staline l'oubliera six mois plus tard lorsqu'il préparera sa volte-face. Ce blocus facilite alors l'alignement sur Moscou des dirigeants des divers Partis communistes, enfermés, face au tapage belliciste, dans l'union sacrée face à l'impérialisme. À l'inverse, le Parti communiste yougoslave, chassé la veille du Cominform, est, par son exclusion même, poussé vers l'autre camp. Staline s'en réjouit. Dans une lettre du 14 juillet au dirigeant tchécoslovaque Klement Gottwald, ce dernier lui ayant demandé d'élargir les thèmes de la dénonciation des dirigeants yougoslaves, Staline lui explique : « Notre but a été, à la première étape, d'isoler les dirigeants yougoslaves aux yeux des autres partis et de démasquer leurs machinations de filous. Nous avons atteint ce but avec succès. » Pour réussir la seconde étape, l'isolement de Tito et de sa clique au sein de son propre parti, il « faut du temps et il faut savoir attendre ». Mais il s'oppose à la publication des documents adoptés à la conférence, dont ne sont rendus publics qu'un bref communiqué et la résolution sur les turpitudes du Parti communiste yougoslave. Il ne veut pas, ajoute-t-il, « entrer en discussion avec les acrobates politiques yougoslaves <sup>16</sup> ». Acrobates ? Il semble craindre des révélations embarrassantes. Il ne croit en tout cas pas à ses propres rodomontades à usage interne. Mais il se venge en envoyant pour dix ans au Goulag la première femme de Tito, Pelagueia Beloussova, divorcée pourtant depuis avril 1936, remariée à un photographe soviétique, Piotr Rogoullev, et que Tito avait depuis longtemps effacée de son existence. Selon le *New York Times* du 29 juin, « les milieux bien informés pensent que le maréchal Tito s'inclinera devant les exigences du Kremlin ou qu'il sera remplacé ». Mais les dirigeants yougoslaves, portés au pouvoir par un mouvement populaire, sommés de choisir entre le suicide politique et la résistance, optent pour la résistance et provoquent ainsi une première fissure dans l'empire stalinien aux pieds d'argile.



Derrière le vocabulaire conquérant des motions, les hésitations des dirigeants des démocraties populaires attestent la pertinence des craintes de Staline. Les Yougoslaves ont envoyé des invitations aux dirigeants de tous les partis du Cominform et à ceux d'Albanie, de Grèce et de Finlande, désireux d'y adhérer, à assister à leur V<sup>e</sup> congrès, qui s'ouvre le 21 juillet. Rakosi veut s'y rendre pour y intervenir et «influencer sur la situation en Yougoslavie». Mais qui dit intervention dit discussion, ce dont Staline ne veut en aucun cas. Il ne connaît que la soumission et la répression. Assister au congrès des excommuniés, ce serait, de plus, leur reconnaître encore la qualité de parti frère. Staline fait donc réunir d'urgence un Secrétariat du Cominform à Bucarest, le 5 juillet. Il le prépare avec Souslov, qu'il reçoit à cette fin au Kremlin quatre jours de suite. La présence dans la délégation soviétique de la grise étoile bureaucratique montante, Souslov, confirme que Jdanov, placé sous son contrôle, glisse sur la pente de la disgrâce...

Staline conjugue avec la chasse aux «titistes» de sourdes intrigues d'appareil de plus en plus complexes et des mesures de durcissement interne. Alors même qu'il éloigne Jdanov, il place une mine sous les pieds de Beria. En mai 1948, le Bureau politique géorgien dénonce l'un de ses secrétaires, Charia, coupable d'avoir fait imprimer et diffuser à 75 exemplaires, en 1943, un poème consacré à son fils emporté par la tuberculose. Cinq ans après l'événement, le Bureau limoge Charia pour avoir «écrit à l'occasion de la mort de son fils une œuvre en vers idéologiquement nuisible, pénétrée d'un profond pessimisme et marquée par des attitudes mystico-religieuses<sup>17</sup>». Le 31 mai 1948, le Bureau politique du PCUS lui-même reprend mot pour mot la critique du Bureau politique géorgien, qui a donc été établie à Moscou et visée, voire rédigée par Staline en personne. Charia ne se contentait pas d'écrire des vers. En 1945, Beria l'avait envoyé à Paris pour faire revenir au pays des mencheviks géorgiens exilés. Il avait échoué, mais ramené le neveu de la femme de Beria, Gueguetchkori, capturé par les Allemands pendant la guerre puis enrôlé dans la «légion géorgienne» antibolchevique. À travers Charia, c'est Beria qui est menacé. Staline attendra trois ans pour jeter Charia en prison et tenter de lui extorquer des aveux contre son patron.

Les paysans succèdent au secrétaire-poète : le 2 juin 1948, un décret du présidium du Soviet suprême ordonne la déportation

des paysans «refusant d'accomplir le nombre minimal de "journées-travail" [rémunérées de façon purement symbolique si l'on considère la pauvreté de la majorité des kolkhozes] et menant une existence de parasite». Une nouvelle vague de paysans est envoyée au Goulag<sup>18</sup>.

Après les paysans, vient le tour des biologistes. Les positions du biologiste «prolétarien» Trofime Lyssenko se sont sensiblement affaiblies au lendemain de la guerre, son frère ayant eu la mauvaise idée de passer du côté de l'occupant. Staline, quoique partisan de la responsabilité familiale, ne semble pourtant pas trop lui en vouloir. En novembre 1945, Lyssenko annonce pompeusement une nouvelle découverte : Darwin s'est trompé en affirmant la concurrence intraspécifique (entre membres d'une même espèce), base de la théorie de l'évolution des espèces. Lyssenko transforme en loi biologique le dicton populaire selon lequel les loups ne se mangent pas entre eux. Se targuant, à l'instar de Staline, d'être un praticien, il élabore un grand projet de plantation d'arbres en nid, fondé sur cette théorie, afin de créer de vastes rideaux d'arbres dans les steppes, pour arrêter les vents et protéger les cultures de la sécheresse. La *Pravda*, enthousiaste, publie un dessin montrant Staline, la pipe dans la main gauche, penché sur une carte de l'URSS. La légende : «Nous vaincrons aussi la sécheresse», entendez : après avoir vaincu la Wehrmacht. Plantées sur des centaines de kilomètres, les pousses d'arbres obéiront à Darwin et non à Lyssenko, et s'étoufferont mutuellement par manque d'eau. Lyssenko le thaumaturge n'a jamais rien fait pousser, si ce n'est dans les colonnes de la *Pravda* et de *L'Humanité*.

Après avoir prétendu inventer des espèces nouvelles, le 30 décembre 1946, lors d'une brève rencontre, Lyssenko présente à Staline quelques épis d'une espèce dite blé ramifié, venue de Géorgie, qu'il prétend adaptée à tous les climats et prometteuse de grandioses récoltes. En 1950, un gigantesque monument de bronze édifié sur la place centrale de la ville d'Ostrog montrera Lyssenko assis, tendant à Staline, assis lui aussi, des épis ramifiés d'un blé connu depuis l'Égypte ancienne, pauvre en albumen, assez fragile, de rendement incertain, et qui exige des semailles espacées. Les riches moissons promises alors à Staline par Lyssenko resteront toujours virtuelles, et le monument d'Ostrog sera rasé en 1961, après le retrait du cadavre de Staline du Mausolée à Moscou.

Le 10 avril 1948, le fils d'André Jdanov, Iouri, époux de Svetlana et donc gendre de Staline, prononce, devant un auditoire d'instructeurs du Parti, un rapport modérément critique, qu'il présente comme son opinion personnelle sur Lyssenko, absent de la réunion mais présent dans une salle voisine, d'où il entend tout. Le surlendemain au soir, Jdanov fils et Chepilov sont convoqués au Bureau politique dans le bureau de Staline. Ce dernier, l'air renfrogné, tient dans ses mains le sténogramme du rapport de Iouri Jdanov, demande si tout le monde l'a lu puis s'élève contre la prétention du jeune Jdanov. « À l'insu du Comité central », dit-il, il a exposé ses opinions personnelles pour écraser Lyssenko. Or, « dans le Parti il n'y a pas d'avis personnels, de points de vue personnels, il y a les avis du Parti ». Il s'indigne. « C'est une affaire inouïe. [...] Lyssenko en a pris pour son grade. Qui en a donné l'autorisation ? » Tout le monde se tait. Chepilov finit par avouer que c'est lui. Staline lève vers lui son regard lourd et lui demande : « Vous ne savez pas que toute notre agriculture repose sur Lyssenko ? » Puis il s'emporte et menace : « On ne peut pas laisser cela comme ça. [...] Il faut punir les coupables de façon exemplaire. Pas Iouri Jdanov. Il est encore jeune. Il faut punir les "pères" : Jdanov et Chepilov... Il faut soutenir Lyssenko <sup>19</sup>. » Il désigne alors une commission d'enquête qui sera présidée par Malenkov. Le lendemain, Jdanov tance Chepilov pour son imprudente conduite de la veille : « Cela aurait pu se terminer de façon tragique pour vous, et pas seulement pour vous peut-être <sup>20</sup>. »

En juillet, les adversaires de Lyssenko, ignorant tout de ces derniers développements, lancent une offensive contre lui. Cinq biologistes écrivent à Malenkov pour dénoncer son incompétence ; le 16 juillet, un académicien, lauréat du prix Staline, Konstantinov, dans une longue lettre au Maréchal, accuse Lyssenko de freiner le développement de la génétique, de l'agriculture soviétiques et de la sélection des semences, et demande son limogeage de la présidence de l'Académie des sciences naturelles. Malheureusement, l'un des principaux adversaires de Lyssenko, Jebrak, a, en 1945, publié un article dans une revue scientifique américaine. Démarche naturelle en 1945, criminelle en 1948. Staline vient en effet, par Jdanov interposé, de promouvoir la théorie des deux sciences, l'une prolétarienne et l'autre bourgeoise. Selon elle, le monde étant divisé en deux camps en

lutte sur les plans économique, militaire, politique et idéologique, il existerait aussi deux sciences de nature antagonique, exprimant des intérêts de classe différents, ceux du prolétariat d'une part, et, d'autre part, ceux de la bourgeoisie où Staline relègue la cybernétique, la psychanalyse et la génétique. Peu importe dès lors que Jebrak ait raison contre Lyssenko. Staline prend le parti de ce dernier, le soutient, l'encourage, le propulse.

Le 23 juillet, Lyssenko lance par écrit un appel au secours à Staline et Malenkov porte à celui-ci, calfeutré à Kountsevo depuis six jours à la suite d'un malaise inexpliqué, sa lettre et son projet de rapport inaugural à l'ouverture de la prochaine session annuelle de l'Académie des sciences naturelles. Lyssenko sollicite modestement les « remarques », de Staline, qui corrige le rapport, en modifie (et même en réécrit) certains passages, au point que l'on peut voir en lui le véritable coauteur du texte. Il supprime toute la deuxième partie du projet de Lyssenko sur « les fondements mensongers de la biologie bourgeoise », ajoute des paragraphes entiers, parsème la marge d'annotations. Par exemple, en face de l'affirmation orthodoxe de Lyssenko : « Toute science est une science de classe », il écrit : « Ah ! ah ! ah ! Et les mathématiques ? Et le darwinisme ? » Il raille ainsi, pour lui-même, la division entre sciences bourgeoises et prolétariennes qu'il impose alors à l'URSS et à tous les partis communistes... Il n'y croit donc pas. Il ajoute un éloge des disciples du biologiste français napoléonien Lamarck, partisans de l'hérédité des caractères acquis et donc de la transformation progressive des êtres. Et il accuse ceux qui affirment l'existence des gènes d'avoir « sombré dans la mystique<sup>21</sup> ».

Le 27 juillet au soir, il convoque Lyssenko et Malenkov, explique au biologiste ses corrections et lui donne ses directives sur la meilleure façon de présenter son rapport. Une heure plus tard, arrivent dans son bureau Beria, Boulganine, Mikoïan, Voznessenski et Kaganovitch, qui discutent de cette importante affaire d'État. Staline invite alors Lyssenko à préciser que son rapport a été examiné et approuvé par le Comité central, et le 31 juillet, fort de cette autorité, Lyssenko ouvre dans une atmosphère de pogrome la séance de l'Académie des sciences naturelles. Sa victoire est dès lors certaine. Cette séance est suivie d'une chasse meurtrière aux biologistes et généticiens : 3 000 d'entre eux sont chassés, révoqués, licenciés, certains emprison-

nés et déportés. La biologie soviétique mettra une génération à s'en relever. En France, la revue *Europe* consacre à l'événement un triomphal numéro spécial (octobre 1948), préfacé par le polyvalent Aragon, qui voit, sans rire, « matière à rêverie » dans cette réunion : « Jamais dans aucun pays, à aucun moment de l'histoire humaine, une discussion scientifique n'aura bénéficié d'une telle publicité. » Dans un bref moment de lucidité, il ajoute : « Ces débats [...] dépassent la biologie. » Oui, car ils annoncent une chasse aux sorcières généralisée.

L'Allemagne, la Yougoslavie et Lyssenko réunis ont contraint Staline à différer ses vacances. C'est ainsi qu'il reçoit, le 2 août, puis le 23, les trois ambassadeurs américain, français et anglais sur l'affaire de Berlin, multipliant les promesses d'apaisement... que, le lendemain, Molotov oublie de transcrire sur le papier. Cette opération de diversion, qui contraint les partis communistes d'Europe centrale à serrer les rangs, lui est trop utile. Le bruit, confirmé par de sérieux kremlinologues, court alors que Staline a été mis en minorité au Bureau politique, ce qui ne l'empêchera pas de partir en vacances fin août.

Le 7 août, la *Pravda* publie une lettre autocritique de Jdanov fils, envoyée à Staline qui, par un de ces jeux de balancier qu'il affectionne, y a fait insérer un avertissement à Lyssenko. Iouri Jdanov se reproche, certes, sa critique brutale du biologiste, mais précise, ce qu'il n'a pu faire de sa propre initiative, que « Lyssenko n'a pas créé d'espèces tant soit peu intéressantes de plantes agricoles ». S'il a donc raison politiquement, il n'aboutit à rien. Staline n'est donc nullement aveuglé par le bluff de Lyssenko, qu'il utilise seulement à des fins politiques.

Frappé par la disgrâce menaçante, Jdanov part se soigner à Valdaï, non loin de Novgorod, dans un confortable sanatorium pour dirigeants au milieu des bois. Le 1<sup>er</sup> juillet, Malenkov a repris la direction du Secrétariat. Sa servilité empressée plaît à Staline : à peine a-t-il donné un ordre que Malenkov mobilise toutes les ressources de l'appareil pour le mettre en œuvre, et à la réunion suivante il se hâte d'en faire état : « Camarade Staline, votre ordre a été exécuté. »

À Valdaï, Jdanov est sujet à des attaques d'angine de poitrine et d'asthme de plus en plus fréquentes. Le 28 août, le Bureau politique lui dépêche trois grands médecins du Kremlin, Vinogradov, Iegorov et Vassilenko, et une assistante médicale, Lydia

Timachouk. Cette dernière fait un électrocardiogramme à Jdanov, après une nouvelle attaque, et décèle un infarctus. Les pontes récuse son diagnostic et autorisent le malade à se lever et à se promener. Le lendemain, Jdanov fait une autre crise. Timachouk fait un nouvel électrocardiogramme qui révèle un nouvel infarctus. Les trois pontes en nient une seconde fois la réalité. Le commandant de la garde personnelle de Jdanov, à qui elle se plaint, lui conseille d'en informer le général Vlassik, qui transmet sa lettre à Staline. Le Maréchal note : « Aux archives. » Vlassik la renvoie donc, pour classement, à Victor Abakoumov, qui la classe, sans deviner un instant qu'il s'agit d'une véritable bombe à retardement, et en transmet une copie à Iegorov. Le lendemain, les médecins conseillent à Jdanov d'aller se promener. Il se lève, se rase, lit les journaux, parcourt son courrier et meurt, foudroyé par un dernier infarctus.

Le communiqué des trois éminents professeurs rappelle qu'il souffrait d'hypertension artérielle, d'artériosclérose, de fréquentes crises d'angine de poitrine, d'asthme cardiaque, et attribuent sa mort « à l'arrêt de son cœur gravement affaibli par la maladie et à l'apparition d'un œdème des poumons ». Une rapide expertise confirme le diagnostic cavalier des trois sommités médicales. Iegorov convoque Timachouk, la rabroue sèchement, puis la renvoie. Quatre ans plus tard, Staline déterrera la lettre enfouie pour lancer l'« affaire des blouses blanches » contre un groupe de médecins accusés d'avoir assassiné Jdanov. En 1956, dénoncée par Khrouchtchev, Timachouk protestera dans une lettre au Comité central : comment pouvait-elle prévoir que ses lettres serviraient, près de cinq ans plus tard, à fabriquer une « affaire » contre tous ces médecins qu'elle ne connaissait même pas<sup>22</sup> ? Une chose est sûre en tout cas, son diagnostic était juste et celui des sommités médicales complètement faux. Après sa libération, Vingradov l'admettra...

Pourquoi ces derniers ont-ils persisté dans l'erreur ? Jdanov aurait-il été liquidé sur l'ordre de Staline ? En janvier 1948, Jdanov avait déclaré à Milovan Djilas qui s'étonnait de le voir siroter de l'orangeade au lieu de se joindre aux libations : « Je suis cardiaque. Je suis à tout moment menacé de mort subite, mais je peux vivre encore très longtemps<sup>23</sup>. » Les dernières années de sa vie, il avait effectivement des crises cardiaques régulières. La perspective d'une disgrâce imminente ne pouvait donc qu'aggra-

ver son état. Nul besoin, dans ces conditions, d'abrégé ses jours. La désinvolture des trois pontes s'explique avant tout par l'insouciance et la morgue de membres de l'élite peut-être conscients que la disgrâce dans laquelle était tombée leur client n'exigeait pas d'eux une attention très vigilante.

Alors qu'il déplace les pions du Bureau politique et du Secrétariat, Staline confirme en même temps, par un coup d'éclat brutal, sa fonction de défenseur de l'appareil et de ses privilèges. Mekhlis, sa vieille âme damnée, responsable du Comité du contrôle d'État, a lancé, fin mai 1948, une de ses opérations de vérification de l'appareil étatique. Ainsi, au printemps 1947, ses services avaient-ils dénoncé les abus du ministre de la Construction mécanique, Malychev, qui avait, en un semestre, dépensé la coquette somme de 1,8 million de roubles pour des banquets bien arrosés. Staline n'en avait pas moins laissé le ministre, blâmé, à son poste.

En ce printemps 1948, Mekhlis envoie ses brigades en Azerbaïdjan, où une brute mafieuse du clan de Beria, Baguirov, dirige le Parti et l'État. Les brigades y découvrent un vaste réseau de corruption, de trafic d'influence et de chantage. L'écho donné au résultat de leur enquête réveille la population. L'envoyé de Mekhlis, Emelianov, reçoit en quelques jours plus de mille plaintes écrites et 2 000 demandes d'audience. Baguirov télégraphie à Staline : les inspecteurs discréditent la direction de la République. Staline confie à une commission du Bureau politique, dirigée par Malenkov, le soin de mettre fin à l'activisme des enquêteurs. Deux résolutions, des 30 juillet et 30 août, dénoncent l'activité des brigades d'enquêteurs et révoquent Emelianov, interdit de travail au Comité du contrôle. Malgré sa vieille fidélité à Staline, Mekhlis doit faire son autocritique. Le 26 août, un arrêté du Conseil des ministres rogne les pouvoirs de son comité et de ses inspecteurs, qui devront soumettre toute proposition d'information et d'intervention au gouvernement, seul habilité à traduire les coupables en justice. Les inspecteurs de Mekhlis, en débusquant la corruption et les trafics de l'élite dirigeante d'Azerbaïdjan, avaient involontairement mobilisé la population contre elle. Ce précédent était dangereux pour toute l'élite bureaucratique du pays. Par les décisions qu'il fait prendre, Staline la rassure et souligne qu'il fait passer ses intérêts de caste avant ceux de l'État.

S'il encourage et protège la corruption bureaucratique parce que cette dernière lui garantit collectivement la docilité de ses bénéficiaires, il écrase en revanche les moindres velléités d'autonomie. Ainsi, fin août, il engage une nouvelle étape de sa lutte contre celles des communistes d'Europe centrale. Le Comité central du PC polonais, sur injonction directe du Kremlin, limoge son Secrétaire général, Gomulka, pour «déviation nationaliste de droite». Il accuse Gomulka d'avoir prôné une «voie polonaise vers le socialisme», méprisé l'apport soviétique à la libération de la Pologne, eu l'intention, en 1944, de transférer le pouvoir au gouvernement émigré de Londres, «afin d'installer dans le pays une forêt de potences pour les communistes<sup>24</sup>». Staline le remplace par Bierut, après avoir mobilisé les juifs du Bureau politique contre lui (Minz, Berman, Zambrovski). Étant donné la place qu'ils occupent dans une société polonaise historiquement marquée par l'antisémitisme catholique, ils ne pourront qu'être entièrement dociles à Moscou, garant de leur pouvoir.

Staline mène un jeu complexe avec Gomulka. Il le convoque à Moscou, le 9 décembre 1948, et l'invite à être candidat au Bureau politique du Parti ouvrier polonais unifié, né de la fusion entre les partis communiste et socialiste polonais. La conversation a lieu en russe, et sans interprète. Gomulka n'accepte pas. De retour à Varsovie, il adresse à Staline une longue lettre pour justifier ce refus, dont il consacre près de la moitié au nombre excessif de juifs dans les instances dirigeantes du Parti. Gomulka n'y va pas de main morte : «Une partie des camarades juifs ne se sentent liés au peuple polonais et donc avec la classe ouvrière polonaise par aucun lien ou occupent une position que l'on peut qualifier de nihilisme national.» Il est loin d'être le seul, écrit-il, à penser ainsi, mais, surtout depuis le plénum d'août, personne n'a le courage de soulever cette question en public «et le mécontentement s'exprime dans les couloirs». Il juge «nécessaire [...] de diminuer peu à peu le pourcentage de juifs dans l'appareil du Parti, surtout dans les échelons supérieurs<sup>25</sup>». En s'exprimant ainsi, Gomulka pense bénéficier d'une oreille complaisante chez Staline, dont les adjoints ont mené et mènent une politique de *numerus clausus* cachée au grand public, mais connue dans l'appareil, en URSS et dans les partis frères. Or, Staline est en train de mettre la dernière main à la liquidation du Comité antifasciste juif. Dès le 3 février 1948, le Secrétariat avait décidé de dis-



soudre les unions d'écrivains yiddish et de supprimer les almanachs en yiddish<sup>26</sup>. Le 20 novembre 1948, Abakoumov lui a remis une note à ce sujet. Staline, le soir même, a fait adopter par le Bureau politique une résolution présentée comme la mise en œuvre d'une décision (fantôme) du Conseil des ministres, qui demande à la Sécurité d'État « de dissoudre immédiatement le Comité antifasciste juif [...] centre de propagande antisoviétique qui fournit régulièrement des informations antisoviétiques aux services de renseignements étrangers [...] de fermer les centres d'impression de ce comité et de confisquer ses biens ». Mais elle recommande, « pour le moment, [de] n'arrêter personne<sup>27</sup> ». Le lendemain, 21 novembre, le Comité est dissous, le journal *Eini-kait* et tous les autres journaux en yiddish, comme le journal ukrainien *Der Stern*, sont interdits, la maison d'édition Der Emes est fermée, son matériel confisqué, et les plombs du *Livre noir* sur les atrocités antisémites des nazis en URSS détruits. Les membres du Comité attendent leur arrestation, mais la Sécurité les laisse dans l'incertitude et l'angoisse pendant plusieurs semaines. Trente-cinq jours plus tard, Staline va lancer la campagne antisémite, dite anticosmopolite. Gomulka veut aryaniser ouvertement l'appareil du Parti et annonce, dans sa lettre à Staline, que s'il est élu au Bureau politique du Parti unifié il posera publiquement la question ! Cette fâcheuse franchise est compromettante. Staline doit l'écarter. Il met donc Gomulka sur la touche, mais lui épargnera le procès et la potence.

Staline relance alors l'affaire Jemtchoujina, laissée en plan en 1939. Il fait ainsi coup double : il élargit l'ampleur du complot nationaliste juif et exerce une pression permanente sur Molotov, menacé de voir son nom associé au projet de République juive de Crimée, dont les trois auteurs de la lettre lui ont parlé en février 1944. Dès le 27 décembre, Abakoumov confronte Paulina Jemtchoujina avec le secrétaire du Comité antifasciste juif et agent de la Sécurité, Fefer. Ce Fefer l'a vue se rendre à la synagogue, l'a entendue critiquer la position de Staline sur le problème juif et parler d'assassinat devant le cercueil de Mikhoels. Elle a beau tout nier, elle est exclue du Parti. Lors du vote sur cette question au Bureau politique, son mari, Molotov, s'abstient, et engage aussitôt une procédure de divorce, avec son accord, puis, le 20 janvier 1949, il adresse à Staline, mécontent de son abstention, une lettre privée dans laquelle il condamne comme

une faute politique son refus de voter l'exclusion de sa femme qu'il estime désormais justifiée. Staline a exigé cette humiliante autocritique écrite afin de pouvoir l'utiliser en cas de besoin. Il se venge en outre de l'obstination de Jemtchoujina.

Abakoumov hésite à torturer l'épouse d'un membre du Bureau politique sans une autorisation expresse, que Staline ne lui donne pas. Mais, amateur des plaisanteries de corps de garde, Staline soumet l'épouse rétive à une pénible épreuve : la Sécurité contraint deux employés de son ministère à affirmer qu'ils ont couché avec elle. Lors de la confrontation, ils répètent des détails scabreux, appris par cœur, sur les positions préférées de leur prétendue compagne de lit. Jemtchoujina, humiliée, éclate en sanglots. L'enquêteur de la Sécurité présent glousse : « Ce qu'ils vont rire au Bureau politique<sup>28</sup> ! » Seul Staline pouvait organiser une mise en scène aussi grossière.

Arrêtée quelques jours plus tard, Jemtchoujina est condamnée à cinq ans de camp, peine commuée en condamnation à l'exil. En refusant de rien avouer, Jemtchoujina a protégé son époux et sans doute elle-même. Dans le cas contraire, Staline préparant alors la liquidation de Molotov, elle aurait figuré en juillet 1952 sur le banc des accusés aux côtés des autres membres du Comité.

Staline organise en effet, dans toutes les démocraties populaires, la chasse aux titistes, c'est-à-dire aux dirigeants communistes suspects de nationalisme, autrement dit d'indépendance à l'égard de Moscou. En mars 1949, le secrétaire du PC bulgare, Traitcho Kostov, lors de négociations tenues à Moscou, interdit à ses collaborateurs de fournir sans son autorisation des renseignements sur l'économie de la Bulgarie aux Soviétiques. Staline explose : « C'est précisément là-dessus qu'a commencé notre conflit avec Tito<sup>29</sup> ! » En septembre 1949, le procès de Laszlo Rajk, l'ancien ministre de l'Intérieur de Hongrie, s'ouvre à Budapest. Trois mois plus tôt, en juin, le Comité central du parti hongrois, après l'arrestation de Rajk, a décidé de démasquer « un groupe antisoviétique, nationaliste trotskyste », puis bientôt titiste, dit de Sön-Rajk. Le secrétaire du PC hongrois, Rakosi, a préparé l'affaire avec Staline. Il lui a soumis l'acte d'accusation qu'il avait élaboré. Ils l'ont relu ensemble page par page. Rakosi affirmant qu'il n'était pas nécessaire de condamner à mort les accusés, Staline a opiné. Mais le 22 septembre, deux jours avant le prononcé du jugement, il télégraphie à Rakosi qu'il revient sur

cette opinion<sup>30</sup>. Il est favorable à la condamnation à mort. Certes, il s'agit d'un avis, non d'un ordre. Mais si Rakosi ne s'y conforme pas, son tour viendra bientôt. Il le sait ou le sent. Rajk est condamné à mort et pendu.

Trois mois plus tard, le procès de Traitcho Kostov, l'ancien Secrétaire général du PC bulgare, et de dix de ses « complices » s'ouvre à Sofia. D'entrée de jeu, tout est clair dans ce procès, suivi par des « référents » soviétiques ; plus question d'idéologie comme au printemps 1948 avec Tito. Kostov s'accuse d'avoir adopté des « méthodes de marchandage dans les relations commerciales avec l'Union soviétique » ; il se reconnaît coupable de « déviations nationalistes envers l'URSS ».

Aux frontières de la Sibérie, des difficultés bien plus grandes se dessinent. Staline le disait à Dimitrov et à Kardelj, il a tout fait, depuis 1945, pour subordonner les communistes chinois à Tchang Kai-shek et à son régime semi-féodal vermoulu et corrompu. Il a échoué. Une énorme vague révolutionnaire secoue l'État chinois. Poussée par l'inextinguible faim de terres des paysans aux pieds nus, attendue dans les villes par les ouvriers qui haïssent leurs patrons médiévaux, l'Armée populaire chinoise descend du nord, en balayant l'armée du Kouomintang dont les officiers trafiquent les armes que les Américains leur livrent à profusion. À la mi-mai 1948, Staline envoie le sinologue Kovaliov, diplômé de chinois, accompagné de tout un groupe d'experts, au nord-est de la Chine. En mars 1949, Kovaliov s'installe avec la direction du PC chinois à Pékin, que l'Armée populaire vient de prendre. Selon lui, Staline envoie à Mao, en avril, un télégramme dans lequel il l'avertit : la crainte des « Anglo-Franco-Américains » que l'approche des troupes communistes chinoises ne crée une situation révolutionnaire dans les pays frontaliers peut les pousser à décréter le blocus de la Chine et à lui faire la guerre.

Quelques mois plus tard, Kovaliov communique à Staline des plans d'un scénario de troisième guerre mondiale, découverts dans les documents de l'état-major nationaliste. Staline répond aussitôt par télégramme. Après avoir, quatre ans durant, freiné de toutes ses forces la révolution chinoise, il pousse maintenant les communistes chinois à l'aventure. Jouant les fiers-à-bras, il affirme qu'il ne craint ni la bombe atomique ni la guerre, qui « n'est pas avantageuse pour les impérialistes [...] l'Amérique est

moins prête pour l'agression que l'URSS à la riposte<sup>31</sup> ». L'équilibre des forces militaires donc serait favorable au « camp socialiste ». La guerre de Corée n'est pas loin.

## CHAPITRE XXXIII

### La traque finale

Un soir de 1948, une voiture de la Sécurité d'État vient cueillir à son domicile le poète Arseni Tarkovski, le père du réalisateur d'*Andreï Roublev*, et l'emmène au siège du Comité central. Là, le secrétaire des Jeunesses communistes, futur chef du KGB sous Brejnev, Alexandre Chelepine, lui explique : le soixante-dixième anniversaire de Staline approchant, la décision a été prise de publier en russe les poèmes de jeunesse de Staline, écrits en géorgien, et de lui confier le grand honneur de les traduire. On lui tend une serviette de cuir contenant les précieux textes.

À la date fixée, Tarkovski n'a pu traduire que les quatre premiers vers du premier poème. Lorsqu'on vient le chercher, il est au désespoir. On l'introduit dans le bureau de Chelepine, qui lui déclare : « Avec la modestie qui lui est propre, le camarade Staline a mis son veto sur notre décision. » On paie, pour son brin de traduction, une somme coquette à Tarkovski qui confiera plus tard : « C'étaient des vers tout à fait acceptables, très convenables. Et innocents. Rien sur la lutte des classes, rien sur l'inégalité sociale [...]. Il parlait des fleurs, des petits oiseaux<sup>1</sup>. » Quel mobile a pu pousser Staline à finalement interdire la publication de ses vers de jeunesse ? Sa « modestie » officielle n'y est pour rien, bien sûr. Sans doute craignait-il de cautionner une poésie étrangère au « réalisme socialiste ». Ses vers de jeunesse étaient trop dangereusement inoffensifs...

Cette année-là, il part tard en vacances. Descendant au tout début de septembre en train vers Sotchi, le spectacle du blé pourrissant dans des wagons sans toit entassés sur des voies de garage le met en fureur : « Sur toutes les routes, de l'Ukraine à Simferopol, écrit-il au Bureau politique, une grande quantité de blé stocké gît dans les gares à ciel ouvert. S'il pleut, le blé périra. Il faut en finir avec ce crime<sup>2</sup>. » Il exige la punition du ministre responsable de la collecte, Dvinski, bientôt limogé. Le scandale découle à ses yeux de la seule défaillance individuelle ; il ne s'interroge pas sur l'indifférence des autorités locales, des kolkhoziens, cheminots et chefs de gare, et sur ses raisons. Partout ailleurs, pourtant, le blé continue à pourrir en plein air.

Un mois plus tard, il va visiter Sébastopol, dévastée par les violents combats de 1942 et 1944. La cité n'est plus qu'un champ de ruines qui dément les communiqués officiels sur la reconstruction du pays. Staline informe le Bureau politique de son indignation face à l'impression accablante que produit la ville, dont la renaissance traîne lamentablement. « Sans l'intervention de Moscou, la ville restera longtemps encore en ruine, démonstration vivante de notre incurie, que l'on interprétera comme un signe de notre impuissance. » Et, faisant allusion au récent tremblement de terre qui avait à moitié détruit Achkhabad, au Turkménistan, il s'emporte : « Faudra-t-il attendre un tremblement de terre à Sébastopol pour s'occuper enfin de reconstruire la ville ? » Le Bureau politique constitue aussitôt une commission. Le tremblement de terre d'Achkhabad suscite aussi sa colère ; plusieurs milliers d'habitants, surpris, sont morts écrasés sous les débris. Nul ne les a avertis. Staline s'indigne de l'image de l'État donnée par cette impéritie. « On peut penser que nous ressemblons à l'Éthiopie<sup>3</sup>. » C'est fâcheux, car l'État c'est lui.

Son attitude dans ces affaires exprime le rapport ambigu qu'il entretient avec la couche bureaucratique qui règne sur l'État. Il en défend les privilèges, multiplie ses distinctions tout en la maintenant dans un état de tension, d'incertitude et d'inquiétude permanent. Les différentes castes parasitaires à travers l'histoire, la noblesse, les clergés de toute sorte, la bureaucratie nazie, ont vécu dans l'assurance, parfois trompeuse, mais intériorisée, de leur présent et de leur avenir au moins proche. Leur maître et protecteur pouvait être brutal et capricieux, mais s'il l'était trop, ses

protégés s'en débarrassaient : c'est le sort qu'ont connu Caligula, Néron, Domitien, le tsar Paul I<sup>er</sup> et bien d'autres. Les disgrâces individuelles, plus ou moins nombreuses, découlait de motifs repérables et donc évitables, et ne faisaient pas peser, comme en Union soviétique, une menace permanente et diffuse sur l'organisme lui-même. Sur ce point, la méfiance organique et l'espionnite maladive de Staline n'expliquent pas tout. En réalité, l'épuration permanente, quoique de rythme variable, de la bureaucratie interdit la formation de clans stables et durables, dangereux pour le pouvoir personnel de Staline, et, en créant un vide dans ses rangs, permet d'aspirer en son sein une partie de la classe ouvrière en croissance constante. Elle contribue ainsi à l'équilibre du pouvoir bureaucratique lui-même. L'interruption de ce processus sous Brejnev paralysera le système. Cette « stagnation », comme on la qualifiera sous Gorbatchev, marquera une étape décisive de sa crise incurable.

Ce processus répète, avec moins de brutalité et plus de lenteur, celui des années 1936-1938. Ayant, dix ans plus tôt, éliminé les vieux cadres bolcheviks et promu dans l'appareil une nouvelle génération, Staline n'a ni l'intention ni les moyens de renouveler cette dernière de fond en comble. Il veut surtout la tenir en haleine et substitue à la purge sanglante un jeu de bascule complexe entre les divers clans, laissés chacun dans l'ignorance des intentions réelles du chef. De 1945 à 1948, un jour il pousse en avant Jdanov, le lendemain son adversaire, Malenkov, puis dresse contre Beria Kouznetsov, à qui, le 17 septembre 1947, il a confié le contrôle de l'appareil du ministère de la Sécurité d'État..., avant de préparer sa disgrâce. Il organise aussi une concurrence brutale entre les deux piliers de l'ordre répressif : le MGB (ministère de la Sécurité d'État), dirigé de 1946 à juillet 1951 par Victor Abakoumov, ancien chef du SMERCH, et le MVD (ministère de l'Intérieur) dirigé par Serov. Il modifie, d'une année sur l'autre, les fonctions attribuées à chacun et encourage l'inimitié entre les deux ministres. Abakoumov rassemble un dossier contre Serov, qui le dénonce à son tour dans deux lettres à Staline où il se plaint de l'hostilité « encore jamais vue » qui règne entre les agents de la Sécurité d'État et ceux du ministère de l'Intérieur, et demande à Staline – ravi de cette concurrence – d'enquêter sur la Sécurité d'État. Mais le moment n'est pas encore venu.

Staline mène le même jeu de bascule dans tous les domaines. Ainsi, dans la littérature, tantôt il appuie le secrétaire général de l'Union des écrivains, Fadeiev, membre du Comité central, ivrogne invétéré, qui, quatre ou cinq fois par an, disparaît des jours entiers à la suite de beuveries gargantuesques, et son adjoint, Constantin Simonov, plus sobre et plus modéré, tantôt il soutient le comité d'agit-prop du Comité central, dirigé par Chepilov, l'adjoint de Jdanov, un apparatchik pas encore membre du Comité central et qui veut jouer les intellectuels. Il les pousse l'un contre l'autre. Chaque clan sait qu'aucune position n'est définitivement acquise et se tourne vers Staline pour arbitrer les conflits.

La mort de Jdanov, le 31 août 1948, ouvre une période de règlements de comptes féroces dans l'entourage immédiat de Staline. Le Maréchal détestait Leningrad. Il en avait nettoyé l'appareil du Parti zinovéviste en 1926, puis avait purgé la ville et l'appareil du Parti une seconde fois en 1935, après l'assassinat de Kirov. Au lendemain de la guerre, Leningrad apparaissait comme une ville martyre, qui s'était libérée par ses seuls efforts. Les dirigeants du Parti de la ville, Jdanov, Kouznetsov, Popkov, Lazoutine, étaient de fidèles staliniens, mais il fallait peu de chose pour que Staline les suspecte de vouloir constituer un clan.

Staline trouve trois prétextes d'un coup pour lancer la chasse aux dirigeants et à l'appareil de Leningrad. En décembre 1948, ils ont en effet organisé dans cette ville une foire commerciale pour toute la Russie sans demander l'autorisation préalable du Bureau politique. Ensuite, lors de la conférence du Parti de Leningrad, qui s'est achevée le 25 décembre, le nom de certains dirigeants a été rayé sur plusieurs bulletins lors de l'élection (deux fois pour l'un, quatre fois pour l'autre, quinze fois pour le plus mal élu), mais le communiqué final les a tous déclarés élus à l'unanimité. Quelques jours plus tard, une lettre anonyme d'un membre de la commission de dépouillement dénonce la fraude au Comité central. Staline en a vu d'autres, mais juge intolérable cette « atteinte à la démocratie ». Enfin, Popkov, le secrétaire du Parti de Leningrad, a proposé de créer un parti communiste russe doté d'un Comité central, à l'image des autres Républiques de l'Union. Ce qui reviendrait à dresser un parti russe contre le parti soviétique...

Staline sent dans tout cela l'odeur sulfureuse du « fractionnisme ». À la fin de janvier 1949, il constitue une commission d'enquête sur les dirigeants de Leningrad, sous la férule de Ma-



lenkov. Elle boucle son travail en deux semaines, et dépose sur le bureau de Staline un dossier accusant les Léningradois de constituer une fraction clandestine désireuse de s'emparer du Parti et de l'État. Le 16 janvier 1946, Kouznetsov a souhaité que « Leningrad fournisse au pays tout entier de nouveaux cadres, hommes de sciences, dirigeants du Parti et de l'État<sup>4</sup> ». Ce plan perfide a été mis en œuvre à la conférence fatale de décembre 1948. Popkov s'y est en effet vanté que le parti de Leningrad ait promu 800 militants à des tâches de direction « aux frontières de la région ». Il y a donc bien un clan organisé qui veut contrôler l'URSS...

Staline, avant de s'en prendre à eux, veut boucler la première étape de l'affaire du Comité antifasciste juif. La Sécurité s'y consacre durant tout le mois de janvier 1949. Le 28 décembre, elle a déjà arrêté sur son lit d'hôpital le nouveau directeur du Théâtre-Juif, Zouskine..., avant de fermer l'établissement. Le 13 janvier, elle arrête Jozef Iozefovitch et Boris Chimeliovitch. Le même jour, Malenkov et Chkiriatoï, président de la commission de Contrôle, convoquent Salomon Lozovski, lui rappellent la lettre du 15 février 1943 qu'il a corédigée – demandant la création d'une République juive en Crimée –, l'invitent à reconnaître le caractère criminel de ses activités, puis, dans une note à Staline, demandent que Lozovski soit exclu du Comité central. Il l'est effectivement le 18 janvier 1949, puis est arrêté le 25. La Sécurité arrête, les jours suivants, les écrivains Leib Kvitko, David Bergelson, Peretz Markich, l'académicienne Lina Stern, Solomon Bregman, vice-ministre du Contrôle d'État de Russie. En tout une cinquantaine de dirigeants et membres du Comité se retrouvent sous les verrous.

Le 15 février 1949, Staline fait condamner par le Bureau politique les « actions anti-Parti de Kouznetsov, Rodionov et Popkov », d'abord simplement blâmés et démis de leurs fonctions. La résolution et les sanctions restent secrètes. Six jours plus tard, leurs affaires se gâtent. Lors d'une réunion des cadres de Leningrad, Malenkov dénonce leur « esprit de groupe » et les accuse d'avoir suivi « l'exemple de Zinoviev<sup>5</sup> ». L'accusation relie les « coupables » aux fusillés de 1936. Kouznetsov est arrêté le 13 août, Voznessenski, rattaché au groupe, est chassé du Bureau politique en mars, démis de toutes ses fonctions gouvernementales en septembre et arrêté le 27 octobre, « pour lien avec le groupe anti-Parti de Leningrad<sup>6</sup> ».

L'instruction de l'affaire constitue, toutes affaires cessantes, l'essentiel de l'activité du Bureau politique, qui y consacre dix de ses seize réunions en 1949. Ainsi, en pleine guerre froide, l'année même de l'expérimentation de la bombe atomique soviétique, le Bureau politique de Staline consacre plus de la moitié de son temps à la purge interne de l'appareil ! C'est la seule raison de l'augmentation inattendue du nombre de ses réunions. Le 21 juillet 1949, dans une note à Staline, le ministre de la Sécurité, Abakoumov, affirme que Kapoustine, le deuxième secrétaire du PC de Leningrad, est un vieil agent de l'Intelligence Service. Les dirigeants de la Sécurité d'État de Leningrad, écrit-il, le savaient depuis longtemps mais leur chef, Koubalkine, a fait hypocritement détruire le dossier, ce qui évite à Abakoumov d'avoir à le vérifier. Staline, indigné de cette double perfidie, contresigne la décision d'arrêter les deux hommes. Abakoumov, comme Malenkov, tente de tracer un fil rouge reliant les victimes aux opposants du passé, dont l'image hante toujours Staline. Ainsi accuse-t-il la sœur de Voznessenski, Maria, d'imaginaires sympathies pour l'Opposition ouvrière en 1921. Le nouveau dirigeant de Leningrad nommé par Staline, Andrianov, reproche aux dirigeants déchus d'avoir « fait passer subrepticement dans les documents qu'ils faisaient publier et imprimer de façon masquée des articles des pires ennemis du peuple Zinoviev, Kamenev, Trotsky et d'autres<sup>7</sup> ». L'accusation invraisemblable est gravissime, même si les coupables ont réussi à le dissimuler, malgré sa vigilance, à la censure elle-même.

Après la biologie, en pleine traque du Comité antifasciste juif, Staline pense un instant s'attaquer à la physique et aux physiciens. Il fait signer par le président de l'Académie des sciences et par le ministre de l'Enseignement supérieur une lettre demandant l'organisation à Moscou d'une conférence de physiciens et de mathématiciens pour débusquer et anéantir l'« idéalisme », et son jumeau le « cosmopolitisme », en physique. Les auteurs dénoncent les « conclusions philosophiques idéalistes tirées de la physique théorique contemporaine (mécanique quantique et théorie de la relativité) », leur adoption par certains enseignants et la surabondance de noms étrangers dans les manuels. Un comité d'organisation, mis en place en décembre, doit préparer l'exécution solennelle. Du 30 décembre 1948 au 16 mars 1949, il se réunit 42 fois et prépare un pogrome. « La physique est une science du Parti », déclare un enseignant ; « la lutte politique réfléchissant la

lutte des classes s'exprime de façon de plus en plus aiguë dans la physique», affirme un deuxième ; un troisième stigmatise les savants soviétiques qui ânonnent les conceptions des physiciens idéalistes bourgeois tels Frenkel, Ioffé, Fok, Tam, Landau, Guinzbourg, Mandelstam, Papaleksi ; un autre accuse ces deux derniers d'être des espions allemands. La salle proteste...

La dernière réunion du comité d'organisation, le 16 mars, annonce l'ouverture pour le 21 d'une conférence, qui ne se tiendra jamais. Seul Staline pouvait annuler une mise en scène préparée depuis trois mois par le Secrétariat. Pourquoi ce revirement ? Lyssenko et la chasse aux biologistes ne mettaient en péril que l'agriculture ; la chasse aux physiciens met en danger la bombe atomique. Quelqu'un a dû l'alerter sur les conséquences pratiques du pogrome des physiciens soviétiques. C'est sans doute Beria qui, au début de 1949, a demandé à Kourtchatov s'il fallait abandonner la théorie de la relativité et la mécanique quantique au motif qu'elles sont idéalistes. Kourtchatov lui répond que la fabrication de la bombe atomique repose sur la théorie de la relativité et sur la mécanique quantique et que renoncer à l'une et à l'autre, c'est renoncer à la bombe<sup>8</sup>. Staline préfère renoncer à sa dénonciation des physiciens idéalistes plutôt qu'à sa bombe.

Il se rattrape en déclenchant la campagne contre le cosmopolitisme qui accompagne la liquidation, gardée secrète, du Comité antifasciste juif. Elle relaie et élargit la campagne contre la servilité devant l'Occident, esquissée dès décembre 1946. Il avait alors réuni plusieurs philosophes soviétiques et démolit devant eux le livre du chef de l'Agit-prop, Georges Alexandrov, *L'Histoire de la philosophie occidentale*, pourtant proposé peu avant pour un prix Staline. Le seul crime du livre est de ne pas vouer aux gémonies l'ensemble de la philosophie occidentale. Jdanov, lançant la campagne publique contre ce livre, souligne qu'«il aura fallu l'intervention du Comité central et personnellement du camarade Staline pour démasquer les faiblesses<sup>9</sup>» du livre d'Alexandrov. Cette mise en avant de Staline met certes en évidence la modestie de Jdanov, mais démontre surtout un zèle maladroit.

Les campagnes successives répéteront le même scénario. Staline se tient en coulisses, au su de tous : il est l'initiateur et le régisseur, mais, comme tel, n'apparaît jamais en public. Plus il vieillit, plus il aime jouer ce rôle de metteur en scène invisible et omnipotent, déjà rodé lors des procès de Moscou.

C'est ainsi, donc, qu'il procède au cours de cette nouvelle campagne, qui donne au domestique de l'Occident les traits de l'homme sans patrie, l'apatride, donc le juif innommé. Il a commandé au Bureau d'organisation un article contre la critique théâtrale soviétique, sans autre précision. Le Bureau réunit le 24 janvier, en séance exceptionnelle, 42 personnes, 12 membres du Bureau d'organisation du Secrétariat et toute une série de responsables. Staline n'y participe pas. Le Bureau adopte un projet d'article assez anodin «contre les déformations esthético-bourgeoises dans la critique théâtrale» rédigé par Chepilov, qui paraît, très alourdi, le 28 janvier 1949 dans *la Pravda*, au nom de la rédaction, sous le titre : «Sur un groupe antipatriotique de critiques dramatiques», accusés de servilité devant l'Occident, de mépris pour les dramaturges soviétiques et de penchant pour le formalisme décadent. Tous les critiques cités, sauf deux, sont juifs (Iouzovski, Borchtchtagovski, Gourvitch, Varszavski, etc.). Seul, une fois de plus, Staline a pu modifier un texte émanant du Bureau d'organisation, dont il est membre, mais auquel il n'assiste jamais.

Gamaleia, microbiologiste, membre de l'Académie des sciences médicales de l'URSS, âgé de quatre-vingt-dix ans, écrit, le 2 février, une lettre de protestation à Staline contre «la renaissance d'un phénomène aussi honteux que l'antisémitisme qui a réapparu dans notre pays depuis quelques années», et rappelle combien ce fléau a ravagé la Russie tsariste. Il n'est pas le seul à le penser, affirme-t-il. Il dénonce sans ambages les responsables : «L'antisémitisme renaissant [...] est propulsé d'en haut par une main invisible. L'antisémitisme vient aujourd'hui de personnes haut placées, qui siègent dans les organes dirigeants du Parti, et sont responsables du choix et de l'affectation des cadres», c'est-à-dire le Secrétariat et le Bureau d'organisation, dont Staline est membre. L'accusation est brutale. Gamaleia énumère ensuite les signes publics de cet antisémitisme, qui confirment, explique-t-il, qu'«il vient d'en haut et est dirigé par une "grande main"» : élimination systématique des juifs des fonctions gouvernementales, des postes de direction, de toutes les académies. Les «grandes mains» sont rares dans l'URSS stalinienne. Si le coupable n'est pas Staline lui-même, il fait partie de sa garde rapprochée...

Deux semaines plus tard, pour son 90<sup>e</sup> anniversaire, le 16 février 1949, le savant en colère est décoré de l'ordre de

Lénine. Cette tentative de l'apaiser échoue. Il récidive et, dans une seconde lettre à Staline, fait un éloge vibrant de Lina Stern, Boris Chimeliovitch et Jacob Parnass, membres du Comité anti-fasciste juif, récemment arrêtés. Il accuse le ministère de l'Intérieur et réclame l'intervention personnelle de Staline : « Leur arrestation est une manifestation de cet antisémitisme qui a étrangement, mais très largement, fleuri ces dernières années dans notre pays. » Il lui demande de s'occuper personnellement de cette affaire pour éviter « l'arbitraire et la condamnation d'innocents <sup>10</sup> ». Staline ne répond pas plus à cette seconde lettre qu'à la première, mais laisse son auteur en paix.

Le nom de Staline n'est prononcé à aucun moment au cours de la campagne engagée, qui se traduit par la chasse aux pseudonymes (derrière Kholodov se cache Mayerovitch, derrière Jasny, Finkelstein, derrière Malniko, Melmann, etc.). Certains de ces journalistes avaient pris des pseudonymes russes pendant la guerre sur la demande expresse du Bureau d'information soviétique ou de leur rédacteur en chef pour démentir la propagande nazie sur le judéo-bolchevisme. La campagne dure trois mois, jusqu'à un article de la *Pravda* du 7 avril, qui dénonce dans le cosmopolitisme un « instrument idéologique de la réaction américaine ». Pendant ce trimestre de chasse aux sorcières, Staline n'intervient jamais en public contre les victimes réduites au chômage (mais pas au Goulag). Fin février, il a réuni les rédacteurs en chef des grands journaux et les a sermonnés : « Il est inadmissible de dénoncer les pseudonymes littéraires, cela a un relent d'antisémitisme <sup>11</sup>. »

Contraint de laisser tranquilles les physiciens, Staline pense à se rattraper sur les médecins. Un jour d'été 1949, pendant ses vacances à Sotchi, il convoque le ministre de la Santé, Efim Smirnov, et lui demande de préparer une « discussion » sur la physiologie, qu'il veut mettre au pas. Lors d'une promenade au milieu des orangers, il se tourne soudain vers Smirnov et lui demande : « Pourquoi est-ce le même médecin qui a soigné Jdanov et Dimitrov [qui venait de mourir dans un hôpital de Moscou en juillet 1949] ? » Smirnov lui rappelle les causes de la mort des deux hommes. « Le même médecin <sup>12</sup> », reprend Staline pensif, qui trouve le premier fil d'une intrigue aux ramifications complexes.

C'est le début d'un entrelacs de cabales qu'il va tenter de relier les unes aux autres en un écheveau unique : la traque du

Comité antifasciste, la liquidation des dirigeants de Leningrad, la mise à l'écart de ses derniers vieux lieutenants, la mise en cause de la Sécurité d'État et la fabrication d'un complot de médecins assassins. En mars 1949, il remplace au poste de ministre des Affaires étrangères Molotov, dont la femme, Jemtchoujina, a appartenu au Comité antifasciste juif, par Vychinski, cet homme qu'il terrorise. Il vise aussi Kaganovitch et Mekhlis. Abakoumov demande à Fefer d'indiquer les positions de Kaganovitch sur les problèmes juifs, et en particulier sur la Crimée, et de confirmer si les Américains ont invité Mekhlis aux États-Unis. Staline prépare donc des dossiers sur les derniers juifs du Comité central.

Envisage-t-il alors de préparer un procès public ? Abakoumov semble le subodorer. Et l'instruction tente d'imputer aux accusés un nationalisme juif débouchant sur l'espionnage systématique. Le résultat de l'instruction est lamentable. Tous les écrivains sont accusés d'avoir écrit en yiddish pour maintenir la langue yiddish et affirmer par là une conscience juive. Un journaliste se voit reprocher d'avoir rendu public le nombre de juifs liquidés par les Allemands en Biélorussie, et en particulier dans le ghetto de Minsk, informations que l'enquêteur juge confidentielles et relevant du secret militaire et du secret d'État. Un écrivain est convaincu d'avoir communiqué aux Américains des renseignements « concernant les recherches sur de nouveaux traitements de maladies de l'estomac ». Et la liste s'allonge : un journaliste est accusé d'avoir livré aux Américains le nom du chef, juif, de l'atelier d'outillage de l'usine automobile Staline et de leur avoir fourni des renseignements ultraconfidentiels sur Svetlana Staline. « Les Américains voulaient connaître les changements de sa vie, ses occupations avant la guerre, ses activités préférées. Ils s'intéressaient aussi à ses activités culturelles pendant la guerre, si elle fréquentait l'opéra et le ballet, voulaient connaître ses espoirs personnels, ses souhaits, ses plans d'avenir, son attitude envers l'Amérique, son opinion sur la situation des femmes et sur les raisons qui poussaient les femmes à combattre le fascisme. » C'est ainsi que la CIA complotait contre l'URSS. L'enquêteur croit bon d'ajouter : « Il est inutile de préciser l'importance de tels renseignements <sup>13</sup>. » Certes, mais Staline n'en semble pas convaincu. Comment monter un procès public sur la base de telles fadaises ?

En revanche, la campagne antiyougoslave semble se dérouler

au mieux. Une troisième réunion du Cominform se tient du 16 au 19 novembre 1949 en Hongrie. Une semaine auparavant, le Comité central du parti polonais a chassé de ses rangs Wladyslaw Gomulka, que la police politique arrêtera le 31 juillet 1951. Son expulsion donne le ton à la réunion qui a été préparée dans des conditions conspiratrices très strictes : ni le lieu ni la date de la rencontre n'ont été rendus publics. Rakosi, chargé de l'organiser, ne comprend pas, et, vingt ans après, ne comprendra toujours pas, les raisons de ce secret. « Mais, écrira-t-il, puisque Staline insistait là-dessus, nous le soutenions naturellement<sup>14</sup>. » La réunion se tient dans le sanatorium de Gaiadete, préalablement fermé, officiellement pour réparations. Les trois rapports, chefs-d'œuvre de la langue de bois, celui de Souslov sur la lutte pour la paix contre les fauteurs de guerre, celui de Togliatti pour l'unité des forces démocratiques, et celui de Gheorghiu-Dej pour le renforcement de la lutte contre la clique de Tito, tout comme les résolutions adoptées, relèvent de la routine bureaucratique. Les vraies décisions se prennent ailleurs.

Ce goût du secret témoigne d'une méfiance généralisée que le vieillissement accéléré a radicalisée. Ainsi, lorsqu'il quitte le Kremlin pour aller rejoindre sa villa en compagnie de ses lieutenants, Staline dicte au chauffeur un itinéraire compliqué, qu'il s'applique chaque soir à varier pour tromper d'imaginaires ennemis embusqués. Khrouchtchev, installé dans la seconde voiture, s'étonne de ces fantaisies auprès de Beria et de Malenkov, en général installés d'habitude dans la voiture du Guide, et leur demande un jour ce qu'ils ont à zigzaguer par les ruelles. Les deux hommes se défendent : « Ce n'est pas nous qui définissons l'itinéraire. C'est Staline lui-même qui désigne les rues<sup>15</sup>. » C'est à cette époque qu'il fait construire une seconde palissade à sa villa : des chiens de garde arpentent l'espace entre la première et la seconde. En même temps, note Khrouchtchev, « la solitude lui pesait ; il ne supportait pas de rester seul, il avait besoin des gens ». À peine levé, il appelle un membre du Bureau politique pour parler de n'importe quoi et cherche tous les prétextes pour faire durer la discussion, même si elle porte sur un problème que « l'on aurait pu régler en deux minutes<sup>16</sup> », note Khrouchtchev, qui ajoute plus loin, en évoquant sa disparition : « Depuis longtemps, la mort le suivait comme une ombre » de plus en plus envahissante qui s'étend sur son entourage : « Nous tous, autour

de Staline, nous étions des condamnés en sursis<sup>17</sup>», note encore Khrouchtchev. Autrement dit, plus il fait le vide autour de lui, plus il souffre. Mais rien ne l'arrête.

À compter de cette époque, souligne sa fille, «il était aigri contre le monde entier, n'avait plus confiance en personne». Il réagit même à quelques remarques critiques bénignes qu'elle s'autorise en lui reprochant de tenir, elle aussi, «des propos anti-soviétiques». Jugeant désormais impossible de lui dire quoi que ce soit, elle l'évite ; de son côté, il ne cherche plus à la rencontrer. Elle ne le voit plus dès lors que deux, trois ou quatre fois par an et, ajoute-t-elle, «chaque fois que j'allais chez lui, j'avais envie de me sauver<sup>18</sup>», tant l'atmosphère était irrespirable. Le Kremlin, où il ne se rend plus, l'est tout autant et, en 1952, elle le quitte. Il ne fait plus illusion sur grand monde. Rakosi, qui le voit chaque année, affirme pourtant qu'en 1950, «Staline avait encore l'esprit assez vif<sup>19</sup>». Mais le fidèle Molotov lui-même fait un constat presque unanimement partagé : «Dans les dernières années, Staline a commencé à baisser [...] chez Staline, la sclérose se voyait beaucoup ; en outre, il devenait très nerveux et soupçonnait tout le monde. Sa dernière période, selon moi, a été très dangereuse. Il tombait dans certains excès<sup>20</sup>.» Pour le moins. La mémoire et la lucidité, de plus en plus intermittentes, baissent inéluctablement. Un jour de 1949, il convoque dans son bureau du Kremlin plusieurs de ses collaborateurs et leur déclare : «La *Pravda* célèbre sans retenue le culte de la personnalité. Il faut changer le comité de rédaction !» L'assistance, muette, attend. Qui oserait confirmer l'existence de ce culte ? Staline déambule d'un pas lent et lourd en égrenant les noms des «nouveaux promus» au comité de rédaction de la *Pravda*, dont certains ont été fusillés depuis longtemps. Il arrive ainsi à Staline vieillissant de mélanger le présent et un passé qui le hante et d'évoquer Zinoviev ou Boukharine comme s'ils étaient encore en vie. Pétrifiées, les personnes présentes ne soufflent mot. Par chance, le rédacteur en chef désigné, Mikhaïl Souslov, est vivant...

Cette sclérose se marque aussi dans l'attention croissante qu'il accorde à des détails, destinée à suggérer son souci des problèmes quotidiens des gens. Ainsi, le 1<sup>er</sup> mai 1949, recevant à sa datcha un groupe de cadres du Parti, dont le premier secrétaire du PC de Moscou, Popov, il porte, à la fin du repas, un toast à ce dernier, puis lui demande s'il est vrai que les toilettes publiques



ont disparu à Moscou. Si oui, dit-il, «il faut régler rapidement cette question. Il faut installer à Moscou une quantité suffisante de bonnes toilettes. Il faut construire des toilettes souterraines dans le centre de la ville [...] et aussi sur la place Rouge». Il ne précise pas s'il envisage de les faire installer en face du Mausolée, mais, faisant allusion à la parade du 1<sup>er</sup> Mai, qui mobilise, des heures durant, des centaines de milliers de citoyens à l'enthousiasme obligatoire, il s'attendrit sur leur sort : «Tenez, aujourd'hui, il n'est pas possible que des gens restent debout six ou sept heures sans pouvoir se rétablir. C'est difficile.» Et il propose pour les grandes fêtes d'installer des toilettes mobiles montées sur voitures<sup>21</sup>.

Le seul ministère des Affaires étrangères soumet à son examen, pendant les mois d'été 1949, le projet de directive à la délégation soviétique au premier congrès international des biochimistes, l'invitation en URSS des équipes de lutteurs tchécoslovaques et finlandais et de l'équipe hongroise de football Vasas, l'envoi des équipes masculine et féminine soviétiques de volley-ball au championnat du monde, le remplacement de l'exarque du patriarcat de Moscou en Europe occidentale et la nomination de l'administrateur ecclésiastique des paroisses orthodoxes de Hongrie. Cette hypercentralisation tatillonne s'effectue au détriment même des affaires de l'État. Le courrier du Kremlin qui lui est apporté chaque jour reste non ouvert dans son bureau de Kountsevo des semaines, voire des mois durant.

Un comité de 74 dirigeants et académiciens chargé de préparer le soixante-dixième anniversaire de Staline se réunit le 17 décembre pour enregistrer les décisions prises ailleurs : organiser une grande soirée au Bolchoï le 21 décembre, une grande réception gouvernementale au Kremlin le 22 décembre à partir de neuf heures du soir, attribuer l'ordre de Lénine à Staline. Il propose de créer de cinq à dix prix Staline internationaux «pour le renforcement de la paix entre les peuples» (sans aucun doute une idée de Staline lui-même). Dans les débats, Molotov souligne : «Les mesures proposées se distinguent par leur grande modestie. Cela répond à l'esprit et aux désirs du camarade Staline lui-même<sup>22</sup>.» Pas question de s'y opposer, on s'en tiendra donc là. Le comité confirme. Les prix Staline de la paix, décide-t-on notamment, seront attribués le 21 décembre de chaque année ; les

lauréats recevront, outre un diplôme, une médaille en or représentant Staline et un prix de 100 000 roubles (à l'époque, le salaire mensuel moyen d'un travailleur était de 70 à 80 roubles). Le premier de ces prix sera attribué en 1950. Un cinéaste propose qu'il soit attribué à Staline lui-même. Donner un prix Staline à Staline ? Étrange... L'idée est rejetée.

La cérémonie se déroule dans une atmosphère de ferveur religieuse. Staline, à moitié assoupi et le regard vide, paraît vaguement absent. Au nom du PC hongrois, Mathias Rakosi salue «notre père Staline<sup>23</sup>». Toute la suite est de la même eau... Cet anniversaire suscite un véritable délire organisé dans le monde entier par les partis communistes des cinq continents. Staline est le plus grand savant et le plus grand génie de toute l'histoire de l'humanité et semble même triompher du temps. Plus il se rabougrit et se ride dans la réalité, plus il rajeunit sur ses portraits. La *Pravda* du 21 décembre 1949 publie un grand article intitulé «Notre Staline bien-aimé», revu par lui-même. On reconnaît sa main dans les éloges dithyrambiques et les métaphores à la cohérence douteuse qui donnent l'impression d'un pastiche : «Le peuple voit dans le camarade Staline un aigle des montagnes» qui, «tel un brillant flambeau, illumine la voie vers les sommets du communisme. Ce nom est l'incarnation du courage, de l'héroïsme, de la gloire et des grandes victoires des travailleurs qui vivent à l'époque stalinienne [...] et réunit les meilleurs des traits de l'humanité laborieuse, ses espoirs, et ses attentes, sa puissance et sa gloire [...]. Ses plans géniaux qui jettent les bases de notre grandiose présent et de notre avenir encore plus radieux [...] transforment les travailleurs moyens en combattants, en héros, et multiplient chaque jour des exploits sans précédent». L'aigle se transforme plus loin en pilote qui «surmonte toutes les difficultés, contourne les écueils, sûr de lui, avec un sens génial de l'anticipation». L'aigle pilote est aussi thaumaturge. La *Pravda* du 17 février 1950 exhorte ses lecteurs : «Si vous rencontrez des difficultés dans votre travail ou si vous doutez soudain de vos capacités, pensez à lui, pensez à Staline [...]. Si vous vous sentez fatigués à un moment où vous ne devriez pas l'être, pensez à lui, pensez à Staline, et votre travail sera achevé à la perfection.» L'article n'indique pas si la recette vaut aussi pour les détenus du Goulag. Loin des contraintes moscovites, Paul Eluard chante, lui aussi, le septuagénaire :

Et Staline pour nous est présent pour demain  
Et Staline dissipe aujourd'hui le malheur  
La confiance est le fruit de son cerveau d'amour...  
Car la vie et les hommes ont élu Staline  
Pour figurer sur terre leurs espoirs sans bornes<sup>24</sup>.

La nature est censée obéir à ses lois : il décide ainsi d'inverser le cours des fleuves de Sibérie en faisant couler vers le sud leurs eaux absurdement dirigées vers le pôle à travers la taïga et la toundra désertiques ; il envisage de barrer la Russie centrale d'une gigantesque ceinture forestière pour arrêter les vents qui dessèchent l'humus ; ses innombrables portraits au fronton des palais, dans les bureaux et les usines, attestent sa jeunesse inaltérée et inaltérable, ses statues dressées partout, du mont Pamir au canal Volga-Don, de Budapest à Sofia, lui confèrent l'éternité que les empereurs romains croyaient jadis obtenir en multipliant leurs effigies, brisées d'ordinaire au lendemain de leur mort... En 1951, il fait affecter 33 tonnes de cuivre à l'érection d'une statue colossale non loin de Stalingrad sur le canal Volga-Don. Ce culte tapageur masque le durcissement de la répression qui s'observe tout au long de 1949 et qui annonce une nouvelle Terreur. La Sécurité rafle tous les anciens déportés libérés à l'expiration de leur peine les années précédentes. En mars, pour briser la résistance nationaliste, il a fait déporter en Sibérie 32 000 Litvaniens (qui s'ajoutent aux 40 000 déportés en 1948), 42 000 Lettons, 20 000 Estoniens. Près de 100 000 Moldaves sont expédiés en Sibérie au cours de l'année. Mais ce n'est là encore que broutilles.

Les échecs de sa politique étrangère renforcent la nécessité de la terreur intérieure. Après la rébellion des communistes yougoslaves en 1948, 1949 est l'année de son revers cinglant en Chine. Staline a appuyé jusqu'au dernier instant Tchang Kai-shek. Pour justifier ce soutien à son entourage, il décrit Mao Tsé-toung comme un radis (« rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur »). C'est la version légumière de l'individu à double face traditionnel, celui dont il faut se méfier. En juillet 1949, la Sécurité arrête Mikhaïl Borodine, vieux bolchevik, longtemps conseiller militaire de Mao. Malgré l'appui militaire et financier américain, mais aussi le soutien politique de Staline, le régime de Tchang Kai-shek, qui s'enfuit à Formose avec les débris de son armée, s'effondre. En octobre 1949, l'Armée populaire chinoise prend

Canton, et la République populaire de Chine est proclamée. Staline, rancunier, fera fusiller Borodine en mai 1951.

La victoire de la révolution chinoise accroît la défiance, sinon l'hostilité de Staline à l'égard des communistes chinois. Mao Tsé-toung en discutera longuement, sept ans après, avec l'ambassadeur soviétique à Pékin, Ioudine, l'ancien rédacteur en chef du journal du Cominform. Selon lui, la première source de cette défiance s'expliquait par la crainte que la Chine ne devienne une seconde Yougoslavie, crainte qui se vérifiera plus tard. Les mêmes raisons produisent les mêmes effets : les communistes chinois ayant pris le pouvoir, comme les Yougoslaves, à la tête d'un profond mouvement populaire qui balaie l'ancien État, son appareil et les rapports sociaux sur lesquels il reposait, il y a toutes les raisons de penser qu'ils aspireront à l'indépendance complète. On me qualifiait alors souvent, dit Mao Tsé-toung, de « Tito chinois<sup>25</sup> ».

À la mi-décembre 1949, Mao Tsé-toung se rend à Moscou pour demander la signature d'un traité de collaboration et d'entraide entre la Chine et l'URSS qui se substituerait à l'ancien traité signé avec le Koumomintang. Staline décide d'abord d'humilier le dirigeant chinois. À l'arrivée du train à Moscou, Mao invite les deux dirigeants de la délégation soviétique, Boulganine et Molotov, à goûter avec lui des spécialités préparées à leur intention. Les deux hommes, mandatés à cet effet, refusent. C'est une première offense. Le 16 décembre, Staline reçoit brièvement au Kremlin Mao Tsé-toung, qui lui demande de signer le traité de collaboration. Il esquive la question et plastronne : « L'Amérique a beau brailler à la guerre, elle a peur de la guerre plus que tout ; l'Europe a peur de la guerre ; il n'y a personne pour se battre avec la Chine<sup>26</sup>. » Il fait installer Mao dans sa villa la plus éloignée de Moscou, celle où il ne se rend jamais, à Oussovo, et l'y oublie. Mao insiste et propose de faire venir à Moscou son ministre des Affaires étrangères, Chou En-laï, pour le signer. Selon Mao, Staline s'insurge : « Ce serait inopportun, la presse bourgeoise se mettra à crier que tout le gouvernement chinois se trouve à Moscou ! » Il refuse ensuite de rencontrer Mao, qui, au bout de quelques jours, téléphone chez lui. On lui répond que Staline n'est pas là et on lui propose de rencontrer Mikoïan. « Tout cela m'offensa<sup>27</sup> », dit Mao. « Mao était terriblement vexé », confirme l'interprète Kovaliov qui, mandaté par Staline, proposa à Mao de faire du tourisme dans le pays. Le dirigeant

chinois refusa et répondit qu'il préférerait se reposer à la villa, où il se calfeutra.

Un mois plus tard, on lui remit le texte d'une interview signée par Staline. Mao y lut avec satisfaction l'annonce que des négociations – en réalité pas encore ouvertes – avaient commencé à Moscou en vue de la signature d'un traité d'amitié entre l'URSS et la Chine. L'Angleterre et l'Inde avaient, au début de janvier 1950, reconnu la Chine populaire. Staline ne pouvait donc faire moins. Il reçut Mao, le 22 janvier 1950, et parapha avec lui... un traité de type colonial. À l'initiative de Staline, souligne Mao, la Mandchourie et le Sin-kiang devenaient zones d'influence soviétique, et Port-Arthur une base militaire soviétique. Le traité créait quatre sociétés mixtes qui allaient mettre en œuvre le pillage des richesses de la Chine au profit de Moscou.

Pour préparer la nouvelle purge, Staline doit donner un nouveau visage à l'ennemi du peuple. Le trotskyste, c'était hier, le titiste, c'est pour les démocraties populaires, le juif ne peut pas être proclamé publiquement. Et voilà qu'il trouve : l'ennemi, aujourd'hui, c'est le badaud qui manque de vigilance, le « naïf aveugle ». Il le définit, lors d'une rencontre au Comité central, dès le 30 mars 1949 : « Où se trouve aujourd'hui le danger principal ? Chez les crétins et les aveugles naïfs. Notre pays peut périr à cause de ces gens honnêtes mais aveugles [...]. Les ennemis mènent leur politique par la main de ces imbéciles<sup>28</sup>. » L'ennemi avéré manipule ainsi l'ennemi inconscient qui se prend et que l'on prend pour un ami.

La même année, de plus en plus soucieux de sa sécurité personnelle, il fait construire par les usines ZIS (Usines Staline) une voiture blindée spéciale. Ce véritable monstre ne se distingue pas par son apparence extérieure du modèle standard pour dirigeant. Mais les vitres, d'une épaisseur de 8 millimètres, pèsent près de 100 kilos. La voiture comporte un double plafond et un double plancher. Le poids total de ce petit tank est de 7,3 tonnes. Sa disposition intérieure est curieuse. Un vaste espace sépare les sièges avant du siège arrière, et un strapontin est fixé au dos du siège arrière droit. Son occupant est à peu près invisible de l'extérieur. C'est sur lui que Staline, hanté par l'idée d'un attentat, s'assied le plus souvent, tassé devant les deux gardes confortablement installés... De 1949 au printemps 1953, Staline fait construire trente de ces voitures. Vingt sont stationnées à Moscou, deux à Lenin-

grad, les autres, en Crimée, à Sotchi, au Caucase, prêtes à tout moment à accueillir le guide et ses deux gardes du corps. Après sa mort, Khrouchtchev les fera fondre. Une seule échappera à la destruction : elle se trouve au musée des Voitures de Riga...

En janvier 1950, Staline rétablit la peine de mort. Mais il sait qu'il n'est pas de bonne terreur sans bonne propagande et s'attache à régler la crise économique menaçante par un mélange de désinvolture, dont la baisse annuelle des prix est une forme, et de brutalité répressive. En décembre 1949, il a décrété une baisse des prix, renouvelée les trois années suivantes, des principales denrées : 10% sur le pain, le beurre, le saucisson et la viande, 20% et plus sur la vodka et sur les objets rares (les montres) et rarissimes (les postes de télévision). La mesure, économiquement impraticable, exige la baisse du prix d'achat aux paysans, de moins en moins incités à vendre leur production personnelle, avec pour conséquence des ruptures de plus en plus fréquentes de l'approvisionnement. La baisse du prix d'une denrée accroît ainsi la difficulté de se la procurer. La mesure aggrave les difficultés économiques. Sa reconstruction s'étant effectuée à l'ancienne, en dehors de la division internationale du travail, l'économie soviétique accuse, au début des années 1950, un retard croissant sur celle des pays européens et sur les États-Unis, que le pillage des démocraties populaires ne comble pas. Privilégiant toujours le charbon, Staline se soucie peu du pétrole et de l'industrie chimique, quasiment inexistante. La productivité du travail reste de trois à quatre fois inférieure à celle des pays capitalistes avancés. L'agriculture ne nourrit pas convenablement les 180 millions de Soviétiques.

Il laisse aller à vau-l'eau la préparation du cinquième plan quinquennal, qui doit débiter en janvier 1950, et ne sera promulgué qu'en août 1951, c'est-à-dire avec vingt mois de retard. Depuis 1947, Staline ne préside plus les séances du Conseil des ministres. En ce début d'août 1951, il s'installe à la place du président, empoigne le dossier contenant le projet de plan, lit un bref rapport oral et déclare aux ministres présents : « Voici le plan. Qui est contre ? » Rien dans l'attitude de Staline ne suggère qu'il soit hostile à un projet qu'il n'a d'ailleurs, d'après Khrouchtchev, pas lu. Les ministres se regardent et se taisent. Staline demande « Adopté ? » Un oui unanime lui répond. Le texte est voté. Le tout a duré dix minutes. À la sortie de la séance, Staline invite les

membres du Bureau politique présents à venir voir un film. Une fois entré dans la salle de cinéma, il se tourne vers eux et s'exclame : « Nous les avons bien roulés, hein<sup>29</sup> ? »

La seconde réponse au marasme économique, plus sérieuse, mais aussi inefficace, est l'extension du Goulag, auquel Staline accorde de plus en plus d'attention et d'intérêt dans les dernières années de son règne.

Dès janvier 1948, il a fait créer des « camps spéciaux », installés à Kolyma, dans le Grand Nord sibérien, et au Kazakhstan, pour y interner, à l'expiration de leur peine, « les espions, les saboteurs, les terroristes, les trotskystes, les droitiers, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, les nationalistes, les émigrés blancs, les membres d'autres organisations antisoviétiques et groupes, et les personnes présentant un danger à cause de leurs liens antisoviétiques et de leur activité hostile ». Un décret du Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> février 1948 fixe l'objectif de 180 000 détenus politiques jugés particulièrement dangereux. Le 2 octobre 1948, une instruction précise le « régime sévère » de ces détenus, utilisés prioritairement « à des travaux physiques pénibles » et soumis à « des exigences sévères concernant l'exécution des normes de production<sup>30</sup> ». Leur journée de travail est fixée à dix heures. Le 5 mars 1950, le ministre de l'Intérieur, Krouglov, demande à Staline de hausser l'objectif à 250 000 détenus. Accordé. Au 1<sup>er</sup> janvier 1953, les dix camps spéciaux existants abriteront 210 000 détenus sur les 2 700 000 de l'ensemble du Goulag.

Chaque camp, normal ou spécial, adresse au ministère de l'Intérieur, section du Goulag, un rapport détaillé mensuel, trimestriel et annuel sur l'ensemble de son activité. La section opérationnelle du Goulag rédige une synthèse de ces rapports, qui finit sur le bureau de Staline. Ce dernier suit de près également le travail du réseau des « charachkas », systématisé par Beria, mini-camps scientifico-techniques qui rassemblent des savants, des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens pour des travaux de recherche scientifique ou technique.

Staline exige que le ministère de l'Intérieur consacre l'essentiel de son activité au Goulag. Au début de 1949, il lui retire la gestion de la « milice » (la police), transférée au ministère de la Sécurité d'État. La majorité des rapports du ministère de l'Intérieur au Bureau politique portent sur l'activité du Goulag. En jan-

vier 1950, par exemple, six sur dix, en deux semaines : sur le bilan du plan de ses grands travaux en 1949, sur le bilan de sa production industrielle en 1949, sur le creusement du canal Volga-Don, décidé en juin 1946, sur la construction de la route Moscou-Kharkov-Simferopol et de voies ferrées en 1949. C'est un souci qui augmente chaque année : les quatre rapports de janvier 1952 sont consacrés à la production du Goulag<sup>31</sup>. Le ministère de l'Intérieur, devenu le ministère du Goulag, unifie ainsi la terreur politique de plus en plus impuissante et le travail forcé de plus en plus inefficace. Les convulsions qui secouent le système des camps avant même la mort de Staline en témoignent avec éclat et reflètent une situation plus générale.

On a longtemps attribué au Goulag et à sa main-d'œuvre d'esclaves une place prépondérante, voire centrale, dans l'économie de l'URSS stalinienne. Cette affirmation s'appuie sur l'organisation du Goulag en branches économiques et sur une estimation généreuse du nombre des détenus : la place attribuée au travail forcé dans l'économie soviétique est proportionnelle à cette évaluation. Le silence du Kremlin a longtemps favorisé la publication de chiffres astronomiques, allant de 5 à 17 ou même 20 millions de détenus. L'ouverture des archives du ministère de l'Intérieur a réglé la question : le Goulag en renfermait en chiffres ronds entre 2 500 000 et 2 760 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1950, 1951, 1952 et 1953<sup>32</sup>.

À la main-d'œuvre forcée du Goulag, on pourrait ajouter, après la guerre, les peuples déportés en totalité (Coréens en 1937, Allemands soviétiques en 1941, peuples du Caucase en 1943-44), ou partiellement (Moldaves, Estoniens, Lituanais, Lettons) en 1940-1941, 1944-1945 puis 1949, au total 2 600 000 personnes. Mais, parqués à ciel ouvert, sous des tentes, des huttes, dans des zemlianki, dans des lieux inhospitaliers, ces peuples déportés ont consacré l'essentiel de leurs forces à survivre. La misère des Kal-mouks déportés, par exemple, était si grande que Staline, dont le sentimentalisme n'est pas la vertu première, les a libérés en 1945 et 1946 des livraisons obligatoires à l'État, de l'impôt agricole spécial et de l'impôt sur le revenu !

Le Goulag est une institution typiquement stalinienne : sur le papier la liste de ses réalisations est impressionnante, la réalité (sauf pour la répression !), elle, est fantomatique. Le Goulag a construit des villes entières, creusé des canaux, construit douze voies ferrées, deux routes, trois centrales hydro-électriques,



quatre combinats, exploité des mines de charbon, d'uranium, de cuivre, d'or, coupé du bois, etc. Les détenus fabriquent de tout, sauf, dit Soljenitsyne, de la charcuterie et de la confiserie, et cela sans aucun moyen mécanique, à la pelle, au pic et à la pioche, souvent sans gants ni vêtements chauds, dans des régions inhospitalières où règne un froid glacial la majeure partie de l'année.

Mais la réalité est bien différente du bilan statistique. Soljenitsyne l'affirme sans ambages : « Tout ce que les détenus du camp fabriquent pour leur cher État est du travail ouvertement, et au suprême degré, bousillé<sup>33</sup> » : puits de mine creusés dans le sol gelé, comblés, recreusés, tranchées inutiles, production pourrissante ou détruite mais comptabilisée, et ainsi de suite, sont le tout-venant du Goulag. Même l'extraction des minerais (or, cuivre, nickel, chrome, fer) et du charbon est déficitaire. Les souvenirs des détenus insistent sur ce qu'ils appellent la « truffe » : les faux états, les relevés fantaisistes, les chargements fantômes, les malfaçons comptabilisées comme production effective, des canaux inutilisables comme le Bielomorkanal, des lignes de chemin de fer impropres à la circulation : ainsi la ligne Salekhard-Ingark, longue de 1 200 kilomètres, construite dans la toundra, et dont les rails se gondolent, ou la ligne Oussa-Vorkouta dont les rails, alignés sur les ossements de milliers de détenus, « flottent », et sur laquelle la locomotive et les wagons tanguent, même après l'exécution des constructeurs fusillés pour « sabotage ».

Selon Zoubtchaninov, déporté à Vorkouta, le charbon de Vorkouta revenait deux fois plus cher que le charbon du Donetz. Le transport, l'entretien et la surveillance des détenus, leurs multiples activités non productives et le coût de l'appareil policier représentent une part considérable du prix de revient du charbon. À Vorkouta, à peine plus d'un quart des déportés extraient du charbon. Soljenitsyne conclut : « Non seulement l'Archipel ne fait pas ses frais, mais le pays en est même réduit à payer fort cher le plaisir de le posséder<sup>34</sup>. »

Effectivement, si « tout » ce que les détenus fabriquent est « bousillé » et donc inutilisable, le Goulag, géré par un énorme appareil policier bureaucratique pillard, coûteux et improductif, n'est pas rentable. Le détenu, mal nourri, mal soigné, mal vêtu, mal logé, mal chauffé, quoique bien surveillé, est peu productif. Les méthodes de travail manuel archaïques, la contrainte et la violence omniprésentes interdisent qu'il en soit autrement.

Le zek (ou déporté) affamé mais coûteux est un symbole du gâchis stalinien. Pour réduire leur coût, les camps passent, en 1949, au régime de l'autofinancement. Cela, pourtant, ne change rien. À cet égard, il est bien à l'image de l'économie stalinienne tout entière. Sa fonction répressive domine et entrave l'accomplissement de sa fonction économique. Le travail forcé, loin d'être au cœur de l'économie stalinienne, n'est qu'une fonction dérivée et seconde d'un régime de terreur politique et policière, d'importance variable selon les secteurs, et dont, globalement, le rôle économique est secondaire.

Les dernières années de Staline sont marquées par l'extension d'un Goulag où s'entendent les premiers craquements, qui annoncent sa dislocation prochaine. L'administration est impuissante face à la lutte entre factions de droit commun rivales, qui étendent leur influence sur la masse des détenus. Chacune contrôle son site de travail ; les politiques s'allient souvent à elles contre l'administration, confrontée à une conjonction de forces jusqu'alors adverses. Comme l'écrit Soljenitsyne, «au début des années 1950, le système stalinien des camps, notamment dans les camps spéciaux, était mûr pour la crise. Du vivant même du Tout-Puissant, les indigènes avaient déjà commencé à rompre leurs chaînes<sup>35</sup>».

Le désordre au Goulag n'est que le reflet exacerbé de celui qui règne dans la société tout entière sous le talon policier et derrière l'apparence d'un ordre absolu. Staline tente de le pallier par l'extension de l'uniformité idéologique. Après la littérature, le cinéma, la biologie et l'histoire, la linguistique semblait promise à subir la campagne de rectification engagée depuis 1946. La victoire de Lyssenko en août 1948 donne des ailes aux disciples du linguiste «prolétarien» Marr, mort en 1934. Le 22 octobre 1948, le conseil scientifique de l'Institut de la langue à Leningrad condamne, dans une résolution communiquée à Staline, huit linguistes accusés de «réfléter servilement les théories pourries du saussurianisme et du structuralisme» et de «lutter contre la linguistique matérialiste soviétique», et demande «des mesures concrètes visant à écraser la linguistique réactionnaire idéaliste<sup>36</sup>».

L'un des huit linguistes dénoncés, le Géorgien Tchikobava, avait écrit à Staline pour dénoncer le saccage de la linguistique soviétique par les marristes. En mars 1950, Staline le convoque à sa villa. Le 10 avril, il lui ordonne d'écrire un article qu'il discute

attentivement. Tchikobava, surpris et ravi de voir qu'«on pouvait discuter avec lui», revient deux fois à la datcha de Staline s'entretenir longuement du texte final. «Staline ne supportait pas les obscurités, indique-t-il. Il s'intéressait aux questions de linguistique fondamentalement en rapport avec la question nationale<sup>37</sup>», souci politique compréhensible dans ce pays aux 140 nationalités, soumises par Staline à une politique de russification rampante.

L'article de Tchikobava, publié dans la *Pravda* du 9 mai 1950, suscite une controverse dans les colonnes du journal jusqu'à ce que se produise un véritable coup de tonnerre. Le 20 juin, la *Pravda* publie un article de Staline, «À propos du marxisme en linguistique», bientôt suivi de «Quelques questions de linguistique», et enfin, le 2 août, d'une «Réponse aux camarades» (suivent quatre noms, dont celui d'un certain Kholopov, qui avait osé signaler à Staline qu'il écrivait en 1950 le contraire de ce qu'il avait écrit en 1930 sur la fusion des langues). Entre-temps, la *Pravda* publie des autocritiques de marristes, convaincus que leur plan d'écrasement de leurs adversaires se retourne contre eux. L'un d'entre eux, Tchemodanov, dans la *Pravda* du 23 mai, s'extasie en se flagellant : «Le nouveau travail génial du camarade Staline est un tournant dans l'évolution des sciences sociales [...] l'exposé le plus remarquable, le plus complet et le plus systématique du marxisme dans le domaine de la linguistique.» Staline, pourtant, s'était contenté d'égrener quelques truismes et deux ou trois bourdes, comme l'affirmation, qu'il contredira lui-même cinq semaines plus tard, que les dialectes et les jargons constituent des ramifications de la langue nationale commune. Mais ces vétilles n'importent guère au regard de l'essentiel.

En feignant d'ouvrir une libre discussion sur la linguistique, il poursuit une double fin ; la première est de façade, la seconde plus profonde. Il reproche d'abord aux linguistes de ne pas se soucier d'élaborer une grammaire, un dictionnaire, des manuels pour la soixantaine de langues et dialectes oraux parlés en URSS, qui en sont dépourvus, et, en même temps, de ne pas préparer, ce faisant, les conditions pour faire du russe une langue «zonale», dominante en attendant d'être unique, sur tout le territoire de l'URSS. Le débat sur la linguistique est un élément de la politique de russification impulsée par Staline depuis 1945, à un rythme sans cesse accéléré.

Il poursuit une autre fin plus obscure. Staline s'avance toujours masqué. Dans son dernier texte du 4 août, il affirme, comme en passant : la thèse d'Engels selon laquelle, « après la victoire de la révolution socialiste, l'État doit dépérir », est fausse. Seuls peuvent y croire « les scolastiques et les talmudistes ». Pourquoi ? « Comme la révolution socialiste n'a triomphé que dans un seul pays et que le capitalisme domine dans tous les autres, le pays de la révolution victorieuse doit consolider au maximum l'État et son appareil, les services de renseignements, l'armée, s'il ne veut pas être écrasé par l'encerclement capitaliste. » Et il insiste : « La formule d'Engels [...] est inapplicable dans le cas où le socialisme triomphe dans un seul pays pris à part, alors que le capitalisme domine dans tous les autres<sup>38</sup>. » Tous les autres ? La formule est brutale : les démocraties populaires et la Chine, où la révolution vient de triompher, seraient-ils donc des pays capitalistes ? Le fameux « camp socialiste » ne serait-il donc à ses yeux socialiste qu'à moitié et truffé de chevaux de Troie bourgeois ?

Staline, ce faisant, conteste sa propre théorie du « socialisme dans un seul pays » : si l'appareil de coercition sociale, qu'il veut renforcer au maximum, est le reflet de la violence extérieure faite à la société soviétique par l'impérialisme avide de reconquérir un marché perdu, et qui peut lui imposer un énorme et coûteux développement de l'appareil d'État, la « société socialiste » autarcique subit donc le diktat et la marque du monde capitaliste environnant. Staline n'a cure de cet aveu. La théorie, chez lui, est toujours la servante de la pratique. La théorie du renforcement croissant de l'État et de ses organes coercitifs doit justifier le renforcement de la répression et annoncer une nouvelle étape de la Grande Terreur. Le faire au détour d'une libre discussion sur la linguistique est une de ces ruses auxquelles Staline se complaît.

Le procès à huis clos des dirigeants de Leningrad s'ouvre le 29 septembre 1950. Le 30 janvier, Staline avalise les propositions de condamnations que lui a soumises Abakoumov. Le procès, expédié au pas de charge, consacre vingt minutes à chaque victime. Les accusés sont convaincus d'avoir constitué, dès 1938 (l'année du troisième procès de Moscou, celui du « bloc des trotskystes et des droitiers »), un groupe antisoviétique et tenté de dresser le parti de Leningrad contre le Comité central. La lecture du verdict s'achève à une heure du matin dans la nuit du 30 septembre. Voznessenski, Kouznetsov, Popkov et trois autres diri-

geants sont condamnés à mort et fusillés sur-le-champ. D'autres procès de Léningradois, débusqués aux quatre coins de la Russie fin octobre et début novembre, se concluent devant le peloton d'exécution.

L'affaire du Comité antifasciste juif semble atteindre sa conclusion avant le dernier acte de Leningrad. Jemtchoujina figure dans l'acte d'accusation, établi le 25 mars 1950, d'où a disparu le nom de Kaganovitch. Mais la faiblesse du scénario irrite Staline. Il fait juger et condamner, dans des procès à huis clos, quelques victimes de second plan, mais suspend l'instruction de l'affaire. Cet échec coûtera à Abakoumov sa carrière.

En septembre 1950, l'affaire de Leningrad est bouclée. Comme jadis Iejov, Abakoumov, on le sent bien, a fait son temps. Staline attend l'occasion de le liquider. Mais il n'a pas le temps de s'en occuper immédiatement. Il part en vacances et reprend son souffle. Pendant cinq mois, son bureau du Kremlin restera désert. Il n'y recevra personne entre le 1<sup>er</sup> août et le 22 décembre 1950.

Il ne se manifeste d'ailleurs plus en public, si l'on excepte quelques apparitions rituelles sur le Mausolée aux fêtes du 1<sup>er</sup> mai et du 7 novembre. Il semble se terrer. De 1946 à 1950, il n'écrit que quelques messages de bonne année et quelques réponses laconiques à des journalistes. Malgré la tension de la guerre froide, il ne rencontre l'ambassadeur américain Bedell Smith que quatre fois en trois ans. Mais alors même qu'il semble s'effacer, son culte prend des dimensions nouvelles. Toutes les capitales d'Europe orientale, à l'exception de Varsovie, érigent d'immenses statues à sa gloire. Ce tapage peuple le silence maladif et soupçonneux où il se terre.

Pour pallier la paralysie du système, qu'il amplifie par son absence, Staline procède à des réorganisations incessantes du Conseil des ministres, de ses bureaux spécifiques à géométrie variable, et de son Bureau général aux prérogatives obscures. La stérilité de ces efforts le conduit à préparer une grande purge du type de celle de 1937-1938, qui avait entièrement renouvelé l'appareil du Parti et de l'État et liquidé des témoins gênants du passé. Dans cette perspective, il tente de rompre le monopole de la Sécurité d'État (MGB) en développant les fonctions répressives de l'appareil du Parti lui-même et en instaurant une sorte de sécurité d'État du Parti dont la direction est confiée à Malenkov et à Chkiriátov. Il crée à cet effet, au début de 1950, une pri-

son spéciale du Comité central, placée sous l'égide de la commission de Contrôle, que préside Chkiriatoïov.

Ce gardien de la morale du Parti annonce déjà les privatiseurs mafieux de l'ère Eltsine : le 15 mai 1949 Dekanozov, vice-président du Gousimz, informe Beria que Chkiriatoïov a déposé 800 000 francs suisses sur un compte secret en Suisse, sous le pseudonyme de Vladlen Nicolaïevitch Klimov. Beria transmet au Bureau politique. Staline ne bronche pas<sup>39</sup>.

Malenkov supervise la construction de la prison en question qui peut accueillir jusqu'à 40 détenus. Une centaine de cadres du Parti y sont affectés. Staline avait déjà, à plusieurs reprises, insisté sur sa nécessité. Il avait même convoqué Beria, Mikoïan et Boulganine pour prendre la décision de la construire. Bien que située à l'intérieur de la fameuse prison de la Sécurité d'État, Matrosskaïa Tichina (en russe, « Le silence du matelot »), ce bloc échappe aux ministères de la Sécurité et de l'Intérieur. Selon Boulganine, cette prison spéciale était destinée aux « criminels du Parti », c'est-à-dire à des cadres dirigeants dont Staline voulait régler le sort sans passer par la Sécurité, peut-être parce qu'il prévoyait de l'utiliser contre certains de ses dirigeants. « C'est ainsi que Staline posa la question [...]. Je pense, ajoute Boulganine, qu'il n'avait même plus confiance dans le MGB » et voulait « s'isoler des organes du MGB<sup>40</sup> », plus exactement, s'affranchir de leur pouvoir, dont l'étendue menaçait le sien. Le 28 février 1950, Staline lui affecte un directeur et y fait transférer les accusés de l'affaire de Leningrad et certains dirigeants du Comité antifasciste juif, ainsi qu'un officier de sa garde personnelle, Fedosseïev. Le 12 juin 1951, le directeur de la prison, surpris, y recevra le ministre de la Sécurité lui-même, Abakoumov, puis, le lendemain, ses principaux collaborateurs. Après quoi ce bloc sera transféré sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. Il était donc bien destiné à piéger les chefs de la Sécurité.

Comme au début de la grande purge de 1936-1938, Staline met peu à peu à l'écart un certain nombre de ses vieux collaborateurs relégués sur des voies de garage : après l'avoir placé à la tête de la commission de Contrôle en Hongrie, de 1945 à 1947, il nomme, malgré son inculture notoire, Vorochilov au poste dérisoire de président du Bureau de la culture du Conseil des ministres et simple membre du Conseil militaire principal du ministère de la Guerre. Il remplace par Khrouchtchev Kagano-

vitch, éphémère Premier secrétaire du PC ukrainien de mars à décembre 1947, puis le nomme à la fonction subsidiaire de président du Comité national de l'approvisionnement. Vorochilov racontera plus tard à Vassili : « Pendant ses dernières années, ton père manifestait de grandes étrangetés [...]. Parfois, il me demandait comment allaient mes affaires avec les Anglais. Il me qualifiait même d'espion anglais [...]. Je n'ai survécu que parce qu'il me connaissait depuis l'époque du front de la guerre civile<sup>41</sup> », où les deux hommes vivaient côte à côte avec leur femme. Entre intimes, il soupçonne Molotov d'être un agent de la CIA. Sans doute dit-il cela, au début, sur le ton de la grosse blague, cherchant tout de même à intimider ses vieux et dociles camarades. Mais à force de répéter ces plaisanteries Staline leur donne consistance à ses propres yeux. Quoi qu'il en soit, elles débouchent sur la disgrâce des victimes : il n'invite plus Vorochilov au Bureau politique, ni à sa datcha. Peu avant son soixante-dixième anniversaire, il fait arrêter la femme, juive, de son fidèle secrétaire personnel Poskrebychev, qui, après trois ans d'instruction, sera fusillée pour espionnage, ainsi que la femme, juive elle aussi du fidèle Andreiev, Dora Khazan, les tantes de Svetlana, son premier mari, juif, Grigori Morozov, et le père de ce dernier.





## CHAPITRE XXXIV

### Le complot permanent

Effrayé par la puissance américaine, même s'il prétend le contraire dans les rares interviews qu'il donne, Staline cherche à neutraliser les gouvernements européens face aux États-Unis. Il utilise à cette fin les partis communistes comme autant d'agences de sa diplomatie et comme moyens de pression sur ces gouvernements. Selon les moments et les besoins, la politique de Moscou varie de la collaboration franche aux grèves-commandos. Le modèle pour lui est la Finlande, dont le gouvernement agit dans le respect des intérêts fondamentaux de Moscou, sans que le moindre bouleversement social modifie le régime de propriété.

Dans cette optique, la guerre de Corée ressemble bel et bien à une opération de diversion, et d'une tout autre ampleur que le blocus de Berlin. En mars 1949, le dirigeant de la Corée du Nord, Kim Il-sung, sonde Staline sur son intention d'envahir la Corée du Sud pour réunifier le pays sous sa botte. Staline, d'accord, lui conseille néanmoins la prudence et reste dans le vague, «une aussi grande affaire à propos de la Corée du Sud [...] exige une grande préparation<sup>1</sup>», dit-il. Quand le dirigeant coréen revient à Moscou, un an plus tard, fin mars 1950, Staline a changé d'attitude : il l'approuve et l'encourage. Entre les deux dates, un événement décisif s'est produit : la victoire de la révolution chinoise, que Staline a tenté en vain de contenir et la proclamation de la République populaire de Chine, le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

Quittant Moscou, Kim Il-sung se rue à Pékin, où il obtient le

soutien inconsidéré de Mao Tsé-toung ; Staline ordonne que toutes les demandes en armement présentées par la Corée du Nord pour former de nouvelles divisions soient satisfaites en urgence. Dans la nuit du 24 au 25 juin 1950, les blindés nord-coréens franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle qui sépare, depuis 1945, la Corée du Nord de la Corée du Sud. L'ONU vote la motion américaine exigeant l'intervention. Le Conseil de sécurité, réuni le 25 juin, à l'initiative des Américains, décide l'envoi de troupes onusiennes, essentiellement américaines, au secours de Syngman Rhee, le président de la Corée du Sud. L'URSS ne peut utiliser son droit de veto contre cet envoi, car elle boycotte le Conseil depuis février pour dénoncer l'occupation du siège de la Chine par le représentant de Tchang Kai-shek au nom de l'île de Formose (Taiwan). Staline aurait pu suspendre ce boycott proclamé au nom de la défense de la Chine. Il n'en fait rien. Le 27 juin, le Conseil de sécurité vote une seconde résolution, demandant à tous les pays d'assister la Corée du Sud. Le représentant de l'URSS, Jacob Malik, est toujours absent. Le ministère des Affaires étrangères soviétique avait proposé qu'il participe à cette réunion. Staline s'y est opposé, en sachant fort bien que ce refus permettrait le vote du Conseil.

En juillet 1950, les troupes nord-coréennes occupent 90 % du territoire du Sud. Le physicien Artsimovitch, passionné d'analyse militaire et convaincu de ses capacités de stratège en chambre, affirme alors à ses voisins que l'étirement des lignes nord-coréennes va permettre aux Américains de les couper en deux par un débarquement à Pusan. Il reçoit alors, dira-t-il, un coup de téléphone menaçant de Beria s'exclamant : « Qu'est-ce que tu as à bavarder ? Tu sais QUI planifie l'opération ? Tais-toi sinon ça ira mal pour toi<sup>2</sup>. » Staline suit effectivement de près les opérations militaires en Corée, mais veut surtout y plonger la Chine.

Les Américains débarquent à Pusan ; leur contre-offensive foudroyante renverse la situation. Ils arrivent, le 26 octobre, sur le fleuve Ya-lou, à la frontière de la Chine. Peu avant, Staline, dans une lettre à Mao Tsé-toung, pousse ce dernier à s'engager dans le conflit, en annonçant que les États-Unis sont susceptibles de s'engager directement dans la guerre, entraînant « donc » dans le conflit la Chine et l'URSS, un pacte d'assistance mutuelle liant ces deux pays. « Faut-il le craindre ? À mon avis, non, car ensemble nous sommes plus forts que les États-Unis et l'Angle-

terre [...] Si la guerre est inévitable, mieux vaut qu'elle commence aujourd'hui<sup>3</sup>. » Staline se préparait-il effectivement à une troisième guerre mondiale comme l'affirment aujourd'hui encore certains historiens ?

Quelques semaines plus tard, il conseille à Kim Il-sung de se réfugier dans les montagnes. Oubliant sa missive belliciste du début du mois, Staline se dégage : « Et alors ? Que les Américains soient nos voisins en Extrême-Orient. Ils vont y venir, mais nous n'allons pas les combattre. Nous ne sommes pas prêts à combattre<sup>4</sup>. » Désinvolte, il explique alors à Chou En-laï qu'en cas de défaite nord-coréenne Kim Il-sung pourra constituer un gouvernement en exil dans le nord-est de la Chine. Sa lettre d'octobre était bien une provocation contre les Chinois. Laissé à lui-même, Mao s'engage. À partir du 20 octobre, Pékin envoie près d'un million de « volontaires » qui contre-attaquent par vagues humaines déferlant, au prix de lourdes pertes, sur les positions américaines.

Staline rechigne à fournir aux Chinois, quasiment privés d'aviation, l'aide aérienne dont ils ont grand besoin. L'aviation soviétique n'est pas prête, se lamente-t-il. Il faut du temps. Début décembre, il fournit des avions dont les pilotes, en uniforme chinois, sont censés appartenir à la colonie russe installée depuis longtemps dans le Nord de la Chine. Fin décembre, les troupes chinoises franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle. Leur chef d'état-major, Peng De-huāi, y était hostile. Staline, désireux de pousser la Chine face aux États-Unis, soutient la position de Mao, favorable à l'offensive. Les troupes chinoises envahissent Séoul au début de janvier 1951.

En mars, une nouvelle contre-offensive américaine ramène la ligne de front sur le 38<sup>e</sup> parallèle. Le commandant des troupes américaines, le général MacArthur, propose à Truman de lâcher la bombe atomique sur la Chine. Truman le relève de son commandement. Au même moment, Staline se soucie soudain du délabrement de la flotte de guerre soviétique : le 13 juillet, il convoque une première réunion du Conseil principal de la marine militaire. En colère, il explique aux présents : le gouvernement dépense des milliards de roubles pour une flotte de guerre inexistante. Le chef de l'état-major de la marine et les commandants de la flotte se couvrent la tête de cendres : ils sont responsables. Staline convoque une seconde réunion le 16 juillet, où l'autofla-

gellation des commandants de flotte reprend de plus belle. Staline décide alors de construire une flotte de sous-marins atomiques. Il recommande à Mao la fermeté en Corée. Le 19 novembre 1951, il lui conseille d'«appliquer une tactique souple dans les négociations», mais de «continuer à suivre une ligne de fermeté, sans manifester de hâte et sans montrer le moindre intérêt dans une conclusion rapide des négociations<sup>5</sup>». Dix mois plus tard, feignant d'oublier que l'armée américaine arrive à la frontière de la Chine, il affirme à Chou En-laï : «La guerre de Corée a montré la faiblesse de l'Amérique», alors que les Américains sont à dix kilomètres de la frontière chinoise ! «Les Américains n'arrivent pas à venir à bout de la petite Corée depuis deux ans déjà. Et on prétend qu'ils sont forts ? On ne gagne pas la guerre avec la bombe atomique<sup>6</sup>», surtout si on ne l'emploie pas...

Staline fait payer à Mao le prix de son indépendance : il fixe un abcès au flanc de la Chine populaire et dévie sur elle la pression militaire américaine loin du champ de l'Europe. Il fait tout pour prolonger la guerre, en veillant à ce que l'URSS ne s'y trouve pas engagée.

La guerre de Corée lui sert aussi de support de propagande pacifiste. C'est ainsi qu'il lance une campagne internationale hystérique contre la prétendue guerre bactériologique que mèneraient les États-Unis en Corée, dénonçant comme agents américains les socialistes qui refusent de s'y associer. Conséquence de ce conflit, qui fit plus de 2 millions de morts, le budget militaire américain, retombé à environ 10 milliards de dollars en 1948 (huit fois moins qu'en 1945) au prix d'une sévère hausse du chômage et d'une crise économique menaçante, remonte à 50 milliards et offre à la sidérurgie américaine un second souffle, que la poursuite de la guerre froide va entretenir.

Staline est bientôt dans l'impasse. Le 17 mai 1951, un correspondant de la *Pravda* lui demande : «Considérez-vous une nouvelle guerre mondiale comme inévitable ?» Il répond : «Non, du moins à l'heure actuelle, on ne peut pas la considérer comme inévitable.» Pourquoi ? Que faire pour qu'elle ne le soit pas ? Mystère. Un an plus tard, il répond, toujours aussi laconique, à «un groupe» indéfini, peut-être imaginaire, de rédacteurs en chefs de journaux américains qui lui demandent : «Une troisième guerre mondiale est-elle plus proche à l'heure actuelle qu'il y a

deux ou trois ans ? – Non, elle ne l'est pas. » Pourquoi ? Il l'a, dit, cela suffit. Autre question : « Une rencontre des chefs des grandes puissances serait-elle utile ? » Il rétorque, aussi énigmatique : « Il serait possible qu'elle fût utile. » Enfin, le 21 décembre 1952, au journaliste américain James Reston qui lui demande s'il est prêt à participer à une initiative pour mettre fin à la guerre en Corée, il répond oui, sans préciser la nature de l'initiative en question, la forme qu'elle pourrait prendre, etc. Ce laconisme dissimule mal son impuissance : il ne sait que faire ni que dire pour sortir d'une double impasse sur les plans international et intérieur.

En effet, le lancement de projets qu'il ne mène pas à leur terme témoigne bien d'une lassitude grandissante dans tous les domaines.

Ainsi, à la fin de 1950, il tente de renforcer et d'élargir les fonctions du Cominform en donnant plus de pouvoirs à son secrétariat. Une de ses réunions, prévue pour le 10 octobre 1950 à Bucarest, est d'abord repoussée à la seconde moitié de décembre. Il fait décider par le Bureau politique, le 28 octobre, de le convoquer et de préparer une nouvelle conférence du Cominform. Il propose de donner un Secrétaire général à l'organisation internationale et tente de convaincre Togliatti d'accepter ce poste, pâle reflet de celui qu'occupait jadis Dimitrov au Comintern.

Togliatti vient bientôt se faire soigner en URSS, au début de décembre, au sanatorium du Comité central, à Barvikha. Staline lui téléphone, le 24 décembre 1950, pour le lui proposer. Togliatti résiste. Staline l'invite à sa datcha, le soir du Jour de l'an, et lui renouvelle sa proposition. Togliatti rechigne toujours à accepter ce poste honorifique qui, en pleine campagne de la démocratie chrétienne italienne contre les « agents de Moscou », le grillerait dans son pays<sup>7</sup>. Staline propose de réunir le Secrétariat du Cominform, pour trancher, le 25 janvier 1951. Togliatti arguë de son état de santé pour en demander le report et repartir en Italie. Le 18 janvier, le Bureau politique accepte un report de deux à trois mois. Togliatti fait voter par son Bureau politique une résolution soulignant les dégâts que provoquerait son absence des batailles électorales en cours dans le pays. Ainsi, Togliatti dit non. Au sommet apparent de sa puissance, Staline se heurte à la résistance d'un dignitaire communiste étranger, ce qui aurait été impensable en 1936 ou en 1947. La mécanique stalinienne se rouille.

Staline envisage un instant de convoquer une quatrième réunion du Cominform à Bucarest, au printemps 1951. Les services de Molotov élaborent plusieurs projets d'ordre du jour ; l'un d'eux suggère que, après avoir vilipendé les partis communistes français et italien à la première réunion, les Yougoslaves à la seconde et la troisième, la prochaine devrait stigmatiser « certains partis communistes dont l'affaiblissement de l'attention portée au travail organisationnel et idéologique a abouti à la pénétration d'éléments ennemis dans les partis communistes ». Qui ? Sans doute, à en juger par la suite, le parti tchécoslovaque<sup>8</sup>. Un Cominform présidé par un communiste italien aurait facilité l'excommunication de ses dirigeants. Mais cette quatrième réunion ne se tiendra jamais : celle de novembre 1950 est la dernière. Le Secrétariat ne se réunira plus. Staline laisse mourir un organe d'excommunication devenu inopérant. Désormais, il s'y prendra autrement : c'est alors, en effet, qu'il concocte le procès truqué le plus retentissant d'après-guerre. Il se tiendra en Tchécoslovaquie.

Toujours sur le plan international, le 8 janvier 1951, Staline a convoqué à Moscou tous les secrétaires des PC d'Europe de l'Est, les ministres de la Défense des démocraties populaires, avec le chef de l'état-major général de l'URSS, le général Chtemenko et le maréchal Vassilevski. On a de cette réunion deux comptes rendus, l'un à sensation, émanant du ministre de la Défense tchèque, Cepicka, cité en 1979 par Karel Kaplan<sup>9</sup>, l'autre rédigé dans des Mémoires non destinés à la publication par Mathias Rakosi, le secrétaire du PC hongrois. Selon Kaplan, Staline le va-t-en guerre annonce à ses interlocuteurs la préparation d'un plan d'invasion prochaine de l'Europe auquel chaque pays doit participer. Selon Rakosi, l'objectif est beaucoup plus modeste. Le maréchal Chtemenko insiste sur la nécessité pour les démocraties populaires de construire des armées fortes, puis Staline explique : « À la fin de 1953, l'OTAN aura achevé ses préparatifs et, pour l'équilibrer, il est indispensable de déployer convenablement les armées des pays socialistes<sup>10</sup>. » Il détaille ce que doit être l'armée de chacun de ces pays à la fin de 1953. L'énormité des dépenses induites fait frémir les personnes présentes qui toutes font des objections. Staline leur promet d'en tenir compte. Mais Chtemenko maintient ses exigences. Staline revient sur ses concessions promises. La comédie a été réglée à l'avance. Staline joue les conciliateurs face aux durs de l'état-

major. Les décisions déséquilibrent le budget des « démocraties populaires » pour répondre à la politique dite de « refoulement » des États-Unis et de l'OTAN. Elles militarisent aussi leur vie politique intérieure en liaison avec les procès qui déferlent sur ces pays depuis 1949.

Le 31 mars 1952, un décret annonce une nouvelle baisse des prix de 10 à 20 % selon les produits, à compter du 1<sup>er</sup> avril. Le 4 avril, Ignatiev, le ministre de la Sécurité d'État, envoie à Staline un rapport sur les réactions enregistrées à la suite de cette mesure, soit par la photocopie de lettres de soldats à leurs parents ou amis, soit par des conversations notées par des agents de la Sécurité. Les auteurs de lettres débordent tous d'enthousiasme, mais les conversations relevées manifestent un scepticisme beaucoup plus grand. Un assesseur du tribunal de Moscou déclare brutalement : « C'est une fiction totale. D'abord parce qu'en province il n'y a et il n'y aura nulle part de produits et que la vente de pain s'effectue sur listes. Ensuite, la population n'en tirera aucun profit car on nous soutirera de toute façon les sommes ainsi économisées par n'importe quel moyen et sous n'importe quel prétexte. » Il n'est pas le seul à penser cela, et d'autres prévoient que le gouvernement fera disparaître les produits dont la baisse est annoncée et les remplacera par d'autres, déclarés de qualité supérieure, baissera les salaires en augmentant les normes et augmentera l'emprunt obligatoire. Un spécialiste chiffre même le montant de la double opération : « Cette année, l'économie effectuée par la baisse des prix représentera environ 28 milliards de roubles, alors que la souscription à l'emprunt pour 1952 représentera 42 milliards de roubles. En fin de compte, les travailleurs perdront 14 milliards de roubles <sup>11</sup>. »

Comme à l'accoutumée, les échecs de sa politique tant intérieure (l'inefficacité de la baisse des prix) qu'extérieure (la mise en veille du Cominform) s'accompagnent d'un tour de vis supplémentaire dans la répression.

En effet, il prépare dès novembre une gigantesque provocation antisémite. Bien entendu, l'antisémitisme stalinien, en contradiction avec la tradition même dont Staline se réclame, ne peut s'afficher comme tel. C'est pourquoi, honteux, il se dissimule depuis la fin de la guerre derrière des formules doucereuses telles que « politique des cadres incorrecte », « régulation nationale de l'encadrement », « cosmopolitisme sans racines », etc. En juillet

1949, le document secret de la Cour suprême, signé par le vice-ministre de l'Intérieur Krouglov, condamnant Achille Leviton et Ilia Serman à vingt-cinq ans de camp, leur reproche d'avoir affirmé «la supériorité d'une nation sur les autres nations de l'Union soviétique<sup>12</sup>». Laquelle? La cour n'ose pas la nommer. Quand Abakoumov envoie une circulaire antisémite à ses sous-ordres, il fait laisser en blanc par sa secrétaire tous les passages indiquant la qualité de juifs des victimes désignées et, une fois seul dans son bureau, les remplit de sa main! Le chef de la Sécurité d'État, dont le nom terrorise ses victimes, doit ainsi se cacher de sa propre secrétaire pour mettre en œuvre la politique antisémite de son maître.

En 1950, Ben Gourion, par une décision ultrasecrète, fait constituer dans les pays de l'Est, et principalement en Union soviétique, un réseau d'espionnage appelé Nativ. Staline en est bientôt informé, sans doute par l'un des principaux conseillers militaires de Ben Gourion, Israël Beer, chroniqueur militaire régulier du quotidien travailliste *Davar*, et agent secret soviétique. Il ne sera démasqué et arrêté qu'en 1961 et condamné alors à dix-huit ans de prison. La création de Nativ et son activité programmée dans une Union soviétique qui compte près de 3 millions de juifs encourage certainement Staline à inventer un complot sioniste destiné à s'emparer en URSS de la Sécurité d'État elle-même.

La chasse de Staline aux ennemis supposés ouvre aux clans en lutte, ainsi qu'aux carriéristes avides de promotion, de vastes opportunités. Vient en effet le moment où les adjoints n'attendent plus les ordres pour prendre les initiatives. Après la mort de Staline, Beria soulignera ainsi la responsabilité personnelle du Chef dans l'assassinat de Mikhoels, mais affirmera que l'invention du «complot» des nationalistes mingréliens (du nom du peuple de Géorgie dont Beria est originaire), puis de celui des Blouses blanches, fut le fruit d'une initiative personnelle d'un subordonné, le ministre de la Sécurité de Géorgie Roukhadzé, d'un côté, le lieutenant-colonel de la Sécurité Rioumine, de l'autre.

Selon une note de Beria du 25 juin 1953<sup>13</sup>, Rioumine, chargé d'interroger le médecin Etinguer, arrêté le 18 novembre 1950 pour ses conversations téléphoniques où il se répandait en critiques acerbes sur le régime et sur Staline, lui soutira l'aveu qu'il avait tué en 1945 Chtcherbakov. Convoqué par Abakoumov, Etinguer revint sur ces aveux, arrachés, dit-il, sous la torture. Riou-



mine le fit revenir sur ses dénégations à coups de poing et de pied. Etinguer en mourut, et Rioumine fut blâmé pour n'avoir pas établi de procès-verbal des dépositions du médecin. Sentant le sol se dérober sous lui, ce dernier décide alors de sauver sa tête en dénonçant Abakoumov dans une lettre à Staline, datée du 2 juillet, où il accuse son chef d'avoir délibérément freiné l'enquête sur «le médecin nationaliste juif» Etinguer, et autres crimes de la même eau. Afin de prouver la justesse de son comportement dans l'affaire Etinguer, Rioumine fabriqua ainsi l'affaire des prétendus «médecins assassins».

Selon Beria encore, l'invention du complot mingrélien revint à Roukhadzé. Ce dernier «donna à Staline des informations mensongères sur la situation de l'organisation du parti géorgien» et lui présenta les difficultés politiques et économiques «comme le résultat d'une activité hostile souterraine d'un groupe de nationalistes mingréliens inventé par lui. Joseph Staline [...] prit pour argent comptant l'information provocatrice de Roukhadzé<sup>14</sup>».

Si cette version des faits est vraie, Staline serait devenu le prisonnier du système qu'il avait constitué : même si la décision définitive ou l'arbitrage ultime lui reviennent et s'il met finalement sur la touche ses hommes de main, les inspireurs des complots imaginaires, ce seraient eux et non plus lui.

Mais Beria, en l'occurrence, charge les hommes qu'il veut liquider. Le complot des médecins assassins fut l'aboutissement logique de la campagne anticosmopolite et de la liquidation du Comité antifasciste juif. Peut-être Rioumine, avec son flair de policier, l'a-t-il senti et a-t-il suggéré la fabrication de ce complot dont Staline a perçu tout de suite l'intérêt.

Le 4 juillet, Staline, en vue de liquider Abakoumov, constitue une commission d'enquête qui prétend bientôt qu'Etinguer avait, «sans la moindre pression», avoué ses «intentions terroristes» lorsqu'il avait soigné Chtcherbakov en 1944-1945, et que c'est pour cette raison même qu'il l'avait assassiné. Abakoumov, selon la commission, avait camouflé ces aveux et fait périr le cardiaque Etinguer en le jetant dans une cellule glaciale. Enfin, trois dirigeants d'une «organisation de jeunesse juive antisoviétique<sup>15</sup>», arrêtés, avaient avoué à Abakoumov leur intention d'abattre des dirigeants, mais il avait négligé ces aveux, omis dans le procès-verbal de leur interrogatoire. Il aurait donc protégé les terroristes en herbe. Staline, le 5 juillet 1951, le reçoit en pleine nuit. Le

11 juillet, il fait adopter par le Bureau politique, réuni à cette occasion, une résolution sur « La situation malsaine dans le MGB de l'URSS ». Le 12, Abakoumov est interné à la prison spéciale de Matrosskaia Tichina. Staline le remplace à la tête de la Sécurité par un terne apparatchik, étranger à ce milieu, Semion Ignatiev, à qui il transmet l'affaire du Comité antifasciste.

Fin août, Staline part en vacances à Tskhaltoubo. Entre deux siestes, il peaufine son idée d'un complot judéo-sioniste. Le 24 août 1951, Ignatiev informe Malenkov et Beria qu'aucun document ne confirme les dépositions des inculpés. Les espoirs d'un procès public s'estompent. Staline confie alors à l'hystérique Rioumine la poursuite de l'« enquête » et lui remet à cette fin un questionnaire, rédigé par ses soins, établissant la liste des questions à poser aux emprisonnés. Les 19 et 20 octobre 1951, il fait arrêter Andreï Sverdlov, colonel de la Sécurité d'État, chez qui la police trouve des ampoules de poison violent et tout un arsenal, puis une demi-douzaine d'autres cadres juifs de la Sécurité d'État : Naoum Eitingon, le coorganisateur de l'assassinat de Trotsky, Léonid Raikhman, Lev Schwartzmann, l'enquêteur et tortionnaire en 1939 de Babel et Meyerhold, Lev Cheinine, enquêteur de la Sécurité d'État. Tous sont accusés d'avoir constitué une organisation terroriste sioniste visant à prendre le contrôle de la Sécurité d'État sous la direction d'Abakoumov. La mère de Sverdlov sollicite l'intervention de Staline et lui rappelle que, deux fois déjà, il a fait libérer son fils arrêté, en 1935 et en 1938<sup>16</sup>. Il ne lui répond pas. Ce juif, fils du vieux révolutionnaire Jacob Sverdlov, entre, avec son arsenal, dans ses plans de complot.

Le 26 septembre, Staline dîne avec Vlassik, Poskrebychev et le ministre de la Sécurité de Géorgie, Roukhadzé. Il a invité cet alcoolique pour monter une intrigue contre Beria. Il l'interroge sur les aventures du neveu de Beria à Paris. Roukhadzé en ignore tout, mais Staline sait que ce neveu, Evgueni Gueguetchkori, fait prisonnier dès juillet 1941, s'était engagé dans la légion géorgienne de la Wehrmacht avant de partir en France où il avait revêtu l'uniforme SS et participé à l'exécution de quelques résistants. Il avait pu revenir tranquillement en URSS grâce à l'intervention d'un agent de Beria, en France depuis 1925, Gueguelia qui, sans doute aidé par l'appareil clandestin du PCF, avait transformé ce SS en résistant. Depuis lors, Gueguetchkori coulait des jours paisibles à Tbilissi. Dans la conversation, Staline lâche une

phrase sur l'amour excessif de Beria pour les Mingréliens... À Roukhadzé d'interpréter !

Il lui confie une double opération, l'une rocambolesque, l'enlèvement de mencheviks géorgiens réfugiés à Paris depuis trente ans ; l'autre délicate : la fabrication d'un complot de nationalistes mingréliens accusés de vouloir livrer la Géorgie à la Turquie.

Au début de novembre, Staline descend à Akhala-Aphonia d'où il appelle Roukhadzé et lui demande s'il sait que Baramia, le deuxième secrétaire du PC géorgien, protège le procureur corrompu, Tchonia. Oui, il le sait. Staline revient d'urgence à Moscou et, le 9 novembre, fait adopter par le Bureau politique une résolution « Sur la corruption en Géorgie et sur le groupe anti-Parti de Baramia », protégé de Beria. Le lendemain, le Comité central du PC géorgien dénonce un complot nationaliste mingrélien et les malversations financières de la direction. Les proches de Beria : Rapava, Tchonia, Charia, son ancien secrétaire, sont tous arrêtés en octobre 1951, juste après les dirigeants juifs de la Sécurité d'État, et accusés de complot sioniste. Puis Staline s'acharne sur Gueguelia. Au téléphone, il ordonne à Roukhadzé : « Arrêtez-le, battez-le, fusillez-le ! » et lui déclare : « Baramia est un véritable espion <sup>17</sup>. »

Au début de 1952, une lettre de Géorgie parvient à toute la famille Staline. En l'envoyant aux deux enfants en même temps qu'au père, l'expéditeur a voulu éviter que le secrétariat de Staline ou la garde de Beria n'intercepte un message qui met en cause plusieurs responsables du parti géorgien, amis de Beria, accusés de corruption, trafic d'influence et malversations. Les auteurs de la lettre sont manifestement informés de l'aversion de Vassili pour Beria. En faisant de lui l'un des destinataires, ils sont convaincus que son contenu parviendra à son père. Staline réunit le Bureau politique, pour la première fois de l'année, le 27 mars, et lui fait adopter une résolution intitulée « Sur la situation dans le parti communiste de Géorgie » qui critique vertement son Premier secrétaire, Tcharkviani.

Staline nomme Beria, originaire de Mingrélie, à la tête de la commission d'enquête chargée d'épurer le PC géorgien et de frapper ses propres amis. Beria destitue ainsi lui-même le Premier secrétaire du PC géorgien, son ami Tcharkviani, et le remplace, conformément à la décision de Staline, par Mgueladzé, à la tête d'un clan anti-Beria en Géorgie.

À la mi-février 1952, Staline nomme Rioumine vice-ministre de la Sécurité. Cet antisémite forcené doit mener à terme l'affaire du Comité antifasciste juif et fabriquer le complot des Blouses blanches destiné à couronner l'édifice. Il met les bouchées doubles, s'attachant à démontrer que son prédécesseur, Abakoumov, chef d'un complot nationaliste juif au cœur même de la Sécurité, a recruté en masse des juifs et surtout des juives dans celle-ci pour en prendre le contrôle. Le président de la cour militaire, Tcheptsov, est chargé d'une nouvelle instruction de l'affaire du Comité antifasciste juif. Il reçoit le dossier rassemblé par Rioumine, accompagné d'un commentaire d'Ignatiev, considérant que « l'affaire [est] traitée avec négligence <sup>18</sup> ».

Tcheptsov qui juge « manifestement impossible de prononcer un verdict dans cette affaire sur la base de documents douteux et non confirmés », exige de Rioumine d'impossibles « preuves » et met en doute la validité même de certaines dépositions, comme celles de Fefer, arrachées par la « menace d'un passage à tabac ». C'est l'aveu d'un embarras et d'un profond mécontentement. Avec le dossier fabriqué par Rioumine, Staline ne sait comment monter un procès public antisémite. Il faut tout reprendre de zéro. Rioumine éructe, frappe les accusés, menace Tcheptsov lui-même. Mais Rioumine, à court d'imagination, n'obtient que des aveux grotesques malgré les coups et les supplices qu'il leur inflige. On apprend ainsi que ces « nationalistes juifs » sont par exemple favorables à l'enseignement du yiddish. Pas de quoi fouetter un chat... La plupart des accusés du Comité antifasciste juif reviennent sur leurs aveux. Tcheptsov se voit donc confier une troisième instruction de l'affaire du Comité. Rien n'y fait pourtant. Arrêté après la mort de Staline, Rioumine fulminera dans une lettre à Malenkov : « Les juifs sont bien plus dangereux que toutes les bombes atomiques et à hydrogène réunies ! Ces juifs, si on ne les arrête pas à temps, vont forcer toute l'humanité à cracher le sang. » Son arrestation est leur victoire : « Les Rothschild, les Rockefeller et les Ben Gourion de toutes sortes, de toutes variantes se frottent les mains de satisfaction car ils prévoient la victoire rapide des juifs à l'échelle internationale <sup>19</sup>. »

Pour l'heure, furieux, Staline convoque Ignatiev et lui annonce : « Si vous ne démasquez pas les terroristes, les agents américains se dissimulant parmi les médecins, vous irez rejoindre Abakoumov. » Et il ajoute : « Je ne viens pas au MGB en sollici-

teur. Je peux exiger, je peux vous casser la gueule si vous ne satisfaites pas à mes exigences [...]. Nous vous ferons avancer comme un troupeau de moutons.» Ignatiev se hâte. Le 13 mars, il entame l'instruction du dossier des 213 personnages cités au cours des interrogatoires des accusés. La Sécurité frappe fort. On y trouve les écrivains Ilya Ehrenbourg, Vassili Grossman, Samuel Marchak, Boris Sloutski, le pianiste Mikhaïl Blanter, l'embaumeur de Lénine Boris Zbarski, le violoniste Kheifetz, et même le docile Vergilis, jusqu'à sa mort le fidèle chantre du régime. Staline envisage donc un moment de liquider toute l'intelligentsia juive, y compris sa majorité entièrement russifiée, qu'il sera évidemment malaisé d'accuser de nationalisme juif... Ignatiev forme les groupes d'enquêteurs pour ce gigantesque complot, puis boucle l'instruction du Comité antifasciste juif le 28 mars 1952. Le 3 avril, il transmet à Staline l'acte d'accusation contre «les nationalistes juifs et espions américains, Lozovski, Fefer et autres», concluant à leur culpabilité à tous, et propose de les condamner à mort à la seule exception de Lina Stern, que Staline veut garder en vie. Il suggère de la condamner à dix ans d'exil. Staline fait confirmer le lendemain l'acte d'accusation et le verdict par le Bureau politique, mais ramène la durée de l'exil de Lina Stern de dix à cinq ans. Aucun miracle ne lui a pourtant fourni les fameux documents manquants.

Le 8 mai, le procès à huis clos de quatorze membres du Comité antifasciste juif, arrêtés quatre ans plus tôt, s'ouvre dans la salle Dzerjinski du ministère de la Sécurité. Après une interruption, il se clôt le 18 juillet, et entérine les propositions de l'instruction : condamnation à mort de treize accusés et condamnation de Lina Stern à une peine de détention et de cinq années d'exil. Emprisonnée depuis le 28 janvier 1949, elle part directement en exil au Kazakhstan. Ses recherches pour ralentir le vieillissement, murmurait-on alors, étaient en bonne voie : elle pourrait les poursuivre et permettre peut-être à Staline de prolonger son existence. En tout cas, il attendait d'elle un service. Les treize autres, inutiles, sont condamnés à mort et fusillés. Le procès, le verdict et l'exécution resteront rigoureusement secrets. Nul ne sait encore ce que sont devenus ces disparus très connus, et sur lesquels courent les rumeurs les plus folles pendant des années.

L'échec de cette première campagne antisémite est patent. Elle souligne la contradiction que l'écrivain Alexandre Borchtcha-

govski note de façon simplificatrice dans *L'Holocauste inachevé* : « L'histoire avait joué un sale tour à Staline en faisant de lui le sauveur des juifs européens, leur bienfaiteur, leur père, alors que quelqu'un d'autre avait pris le rôle qu'il aurait tant voulu s'attribuer<sup>20</sup>. » Mais Staline ne s'est jamais engagé sur la voie d'une solution finale.

Il fait adopter par le Bureau politique, en novembre 1951 et mars 1952, des résolutions dénonçant ce complot. Roukhadzé y accuse Beria d'avoir dissimulé ses origines juives prétendues. Khrouchtchev affirmera que « l'accusation de conspiration fut fabriquée pour se débarrasser de Beria », mais que « Staline, vieux et malade, n'alla pas jusqu'à la conclusion logique de son plan<sup>21</sup> ». La vieillesse n'est pas la seule raison. Il est également mécontent de ses exécutants. Roukhadzé se vante de ses conversations téléphoniques et de ses rapports personnels avec Staline, mais n'arrive pas à arracher aux amis de Beria arrêtés les aveux d'un complot que ce dernier aurait monté. Staline ne pardonne ni l'échec ni le bavardage intempestif, et il fait jeter Roukhadzé en prison en juillet 1952. L'intrigue contre Beria, elle, reste à l'état de projet.

Alors que le Parti ne s'est plus réuni depuis plus de douze ans, Staline fait décider par le Bureau politique la convocation du XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS pour l'année qui vient. Le Comité central en a bien pris la décision en février 1947, mais depuis, plus personne n'avait osé en parler, et nul ne devait en éprouver vraiment la nécessité. Staline a en tête un projet, qu'il n'expose pas à ses lieutenants. Pendant plusieurs mois il n'en parle plus. Quel sera l'ordre du jour ? Qui sera le rapporteur si Staline est trop affaibli pour parader des heures durant à la tribune. Nul ne le sait. Un jour de juin, il annonce ses décisions : Malenkov présentera le rapport d'activité du Comité central, Khrouchtchev un rapport sur la modification des statuts, et Sabourov, le président du Gosplan, un rapport sur le plan quinquennal.

En février 1952, Svetlana quitte son second mari, Iouri Jdanov. Désemparée, elle veut alors voir son père et lui écrit : « J'ai très envie de te voir, pour t'informer de ce que je vis en ce moment. J'ai envie de te raconter tout cela moi-même de vive voix. » Elle lui raconte, brièvement, quelques événements de son existence et tente de vaincre son indifférence morne : « J'espère, malgré tout, fortement te voir et, je t'en prie, ne te fâche pas

parce que je t'informe des événements *post factum*, tu étais au courant des choses avant déjà<sup>22</sup>. » Il la reçoit à contrecœur. Huit mois plus tard, elle renouvelle la même demande ; le 28 octobre, elle lui écrit : « J'ai très envie de te voir. Je n'ai aucune "affaire" ni aucun "problème", simplement comme ça. Si tu le permettais et si cela ne te dérange pas, je te demanderais de me permettre de passer chez toi à Blijnaia deux jours, pendant les fêtes de novembre, les 8 et 9 novembre. Si c'est possible, j'emmènerai mes deux petits enfants, mon fils et ma fille. Pour nous ce serait une véritable fête<sup>23</sup>. » Pas pour lui, il accepte là encore de mauvais gré. Svetlana tentera plus tard de rejeter sur Beria ses difficultés permanentes à voir son père. C'est un mauvais procès. Il gouverne comme il vit, de plus en plus en solitaire, sans cesse plus absent : en 1950, le Bureau politique ne s'est réuni que six fois. Du 1<sup>er</sup> août au 22 décembre, il n'a reçu aucune visite à son bureau du Kremlin.

[illegible]

# 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840



## CHAPITRE XXXV

### Mort d'un tyran

Cet été-là, pour la première fois depuis la guerre, Staline ne part pas en vacances à Sotchi. Il ne réunit pourtant le Bureau politique que quatre fois au cours de l'année. Il prépare la grande purge qui vient, et reçoit de temps à autre au Kremlin.

L'année 1952 est celle des échecs symboliques : l'URSS ne produit que six films de fiction, alors que Staline supervise personnellement la production cinématographique et a signé lui-même le décret, pris en 1948 par le Conseil des ministres, sur le plan de production des films artistiques et documentaires. Ce plan prévoyait la réduction de la quantité de films produits pour en améliorer la qualité. Mais quantité et qualité se sont également effondrées...

Staline attache beaucoup d'importance à la réforme des statuts du Parti, qui doit être soumise au prochain congrès. Selon Khrouchtchev, chargé de présenter le rapport sur cette question, Staline en a dicté «de nombreuses dispositions» tendant, dit-il, à «développer la démocratie dans le Parti», et qui illustrent, selon lui, les «moments de lucidité où il créait des choses tout à fait sérieuses<sup>1</sup>». Les passages rédigés par Staline se devinent aisément, car personne d'autre n'aurait eu l'audace d'écrire des articles aussi subversifs et fantastiques au regard du monolithisme habituel. L'article 21 évoque la «soumission de la minorité à la majorité», alors que depuis le XVI<sup>e</sup> congrès de 1930 toutes les décisions sont votées à l'unanimité et que toute mino-

rité a depuis longtemps disparu. L'article 26 évoque « le droit illimité de refuser ou de critiquer les candidats ». Le sommet de l'irréel est atteint par l'article 29, où Staline dresse le tableau d'« une large discussion sur les problèmes de la politique du Parti [qui] doit être organisée de telle façon qu'elle ne puisse provoquer des tentatives d'une minorité insignifiante [!] d'imposer sa volonté à la majorité du Parti ». Il évoque ensuite les trois « conditions d'une large discussion », au cas, dit-il, où « à l'intérieur du Comité central du PCUS il n'y aurait pas de majorité nettement affirmée sur les questions essentielles de la politique du Parti et au cas, où, malgré l'existence d'une majorité nettement affirmée au Comité central, celui-ci estimerait toutefois nécessaire de vérifier la justesse de sa politique par une discussion dans le Parti<sup>2</sup> ». Mais un Comité central stalinien sans majorité affirmée, c'est une pure vue de l'esprit...

Pourquoi Staline évoque-t-il ainsi une perspective aussi invraisemblable ? Nul ne peut, en 1952, prendre au sérieux cette représentation d'un parti communiste soviétique divisé entre une majorité et une minorité réglant leurs divergences par la discussion. Les plus anciens se rappellent les années 1920, lorsque les partisans de l'ouverture d'un débat avaient été qualifiés de diviseurs, de fractionnistes, de mencheviks, de petits-bourgeois, finalement d'ennemis de l'URSS ; quant aux plus jeunes, ils n'ont appris qu'à commander et à obéir. Pourtant, Chepilov, dont c'est le premier congrès, s'interroge, dans ses souvenirs, rédigés quarante ans après l'événement : affirmant que la démocratie était une exigence du moment et la condition d'un développement ultérieur de l'URSS, il se demande sérieusement si Staline en était venu à cette conclusion par analyse ou « s'il avait senti avec son instinct de vieux révolutionnaire qu'il était impossible de continuer à vivre à l'ancienne manière. En tout cas, dans son chant du cygne, il revient aux motifs de la démocratie, de la liberté de la personne, de la souveraineté nationale et de l'indépendance ». Emporté par son élan, Chepilov décèle les premiers signes de ce souci dans certaines mesures prises après le congrès, malheureusement contrebalancées « par des actes d'un caractère directement opposé qui renforçaient la dictature personnelle et l'arbitraire<sup>3</sup> ». Il voit contradiction là où en réalité il y a jeu.

Sous les flonflons de la démocratie, Staline prépare en effet une machination. Il pense sans doute un moment regrouper ses

futures victimes dans une prétendue minorité insignifiante, leur prêter un dessein politique et les clouer au pilori. Aucun autre orateur d'ailleurs n'évoque jamais l'hypothèse d'un désaccord éventuel à discuter et à régler. Tous, au contraire, réaffirment l'unité, la cohésion idéologique et d'organisation du Parti. C'est donc bien Staline qui veut affirmer et sanctionner un désaccord, sous-jacent peut-être, mais qu'aucun de ses pairs n'oserait exprimer en public.

Quelques jours avant l'ouverture du congrès, Staline publie une brochure intitulée *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, reprenant une série d'articles et de notes écrits entre le 1<sup>er</sup> février et le 28 septembre 1952. Selon Molotov, il a organisé une discussion autour de l'ouvrage à sa datcha avec «les six ou sept principaux membres du Bureau politique», dont lui. Il leur a lu l'opuscule et demandé s'ils avaient des questions à poser, des observations à faire et ce qu'ils en pensaient. Chacun a bafouillé vaguement son admiration. «J'ai fait quelques observations comme ça, des bricoles<sup>4</sup>», dit Molotov, qui ne s'est pas alors rendu compte de l'importance de cet ouvrage, dans lequel Staline affirme que le «marché mondial s'est scindé» en deux. Il existe, selon lui, deux marchés mondiaux parallèles, le marché capitaliste et le marché socialiste, qui se développent indépendamment l'un de l'autre : le premier est en crise, le second en expansion permanente. Staline conforte les radieuses perspectives du «marché socialiste» par le «constat» de la diminution constante de la production sur le marché capitaliste.

Ces textes révèlent des incohérences frappantes. Le 1<sup>er</sup> février, Staline nie, par exemple, que le maintien de la production marchande (c'est-à-dire l'écoulement des marchandises sur le marché par le biais de la monnaie) puisse mener au rétablissement du capitalisme et affirme que la production des kolkhozes a encore un long avenir devant elle. Quatre mois plus tard, il affirme strictement le contraire. Le 22 mai, en effet, il reproche à l'économiste Iarochenko de ne pas comprendre que «la circulation des marchandises [...] commence dès aujourd'hui à entraver le vigoureux développement de nos forces productives, en empêchant l'État de planifier entièrement l'économie nationale et notamment l'agriculture» et que, plus cela ira, pis ce sera. Il juge donc nécessaire d'étatiser les kolkhozes «et de substituer aussi par étapes successives l'échange des produits à la circulation des

marchandises<sup>5</sup> ». Bref, il veut remplacer l'échange des marchandises à travers la vente et l'achat par un système de troc.

Il revient sur cette idée dans un texte du 28 septembre, où il rappelle que, selon Engels, « la circulation de marchandises doit amener inévitablement [...] à la renaissance du capitalisme ». Il faut donc que la production des kolkhozes, en plus de leurs livraisons obligatoires vendues à l'État, « soit éliminée de la circulation des marchandises et intégrée au système d'échange de produits entre l'industrie d'État et les kolkhozes ». Staline propose ni plus ni moins d'en revenir au « communisme de guerre », qui ne serait plus, cette fois, le produit de la guerre civile, mais qui la provoquerait : la collecte et l'échange centralisés des produits, permettant une planification plus harmonieuse de la pénurie, spolieraient davantage encore la paysannerie et auraient pour conséquence un renforcement du caractère policier de l'État et un élargissement du Goulag.

En cet été 1952, seules les grandes capitales sont approvisionnées en viande, en pommes de terre et en légumes, qui disparaissent à intervalles réguliers partout ailleurs. Staline en discute avec Mikoïan qui, en juin 1953, évoquera « un déficit aigu » de ces produits<sup>6</sup>. Il en donnera alors une explication simple : étant donné le prix que l'État paye aux kolkhozes le kilo de pommes de terre et de viande de bœuf (le litre d'essence qui, en 1930, représentait pour le paysan l'équivalent d'une livre de viande, représente en 1952 l'équivalent de quatre kilos... soit huit fois plus !), vendre des pommes de terre ou de la viande à l'État, c'est les brader, et le paysan préfère ne rien vendre, laisser les pommes de terre pourrir dans les champs et les bœufs du kolkhoze mourir. Mais, en 1952, Mikoïan n'ose pas expliquer à Staline que la baisse permanente du prix de la viande au détail destinée à la propagande (en 1952, le prix du kilo de viande représente 42 % de son prix de 1947) conduit l'État à la payer chaque année moins cher au paysan, qui, en réponse à ce pillage en règle, pratique la grève des bras croisés. Mikoïan pense qu'il faudrait augmenter le prix d'achat de la viande et du lait aux kolkhozes pour résoudre le problème, mais il n'ose pas le dire à Staline.

Ce dernier envisage une autre solution, radicale celle-ci : élever à 40 milliards par an (Khrouchtchev dit 42 milliards) le montant des impôts sur les kolkhozes et les kolkhoziens, dont les revenus annuels s'élèvent alors à... 42 milliards de roubles. En

juillet 1956, Khrouchtchev exposera aux dirigeants du Parti communiste italien éberlués les déclarations de Staline : « Le paysan vit bien, il peut payer ses impôts en vendant une simple poule<sup>7</sup>. » Staline croyait peut-être à cette fable : il n'avait pas vu depuis très longtemps la campagne soviétique réelle, qu'il ne se représentait qu'à travers des films comme *Les Cosaques du Kouban*, où les cosaques s'empiffraient, attablés devant des montagnes de gibier, de volailles et de légumes dont il ignorait sans doute qu'ils étaient en carton-pâte.

À la sortie du Bureau politique où l'on a débattu la question, Beria, paniqué, affirme à Mikoïan que l'adoption de la proposition de Staline débouchera sur l'insurrection des paysans. Staline met pourtant en place une commission, dirigée par Beria et Malenkov, chargée de travailler sur sa proposition. La crainte étant le début de la sagesse, la commission regimbe bientôt devant la perspective d'un nouveau conflit avec la paysannerie et critique la proposition de Staline, qui hurle alors : « Vous êtes tous des socialistes-révolutionnaires, des populistes<sup>8</sup> ! »

Ce retour au communisme de guerre se colore de teintes sanglantes lorsque Staline affirme que l'économiste Iarochenko, qui discute ses idées, « rejoint en tous points Boukharine », le grand fusillé des procès de Moscou ; « il fait mine de ne pas être tout à fait d'accord avec Boukharine, mais ce n'est là qu'une ruse et une ruse à bon marché. En réalité il marche sur les traces de Boukharine<sup>9</sup> ». Iarochenko saisit bientôt la portée de cette formule menaçante : sa femme et son frère, père de trois enfants en bas âge, sont licenciés, son fils, traité à l'université comme un paria, doit abandonner ses études. Une lettre de Staline contre lui l'a mis hors la loi, écrit-il dans un courrier à Malenkov en avril 1952, dans lequel il reconnaît, un peu tard, qu'il a commis « une erreur grossière » en contestant une opinion de Staline. « Pour chaque membre du Parti, l'avis du camarade Staline est et doit être la loi absolue<sup>10</sup>. » Cette prise de conscience tardive ne sauvera pas Iarochenko : convoqué le 12 janvier 1953 au matin au Comité central, il n'en sortira que pour rejoindre la Loubianka, d'où la mort de Staline le libérera. Ses mésaventures en disent long sur la sincérité des réformes statutaires « démocratiques » proposées par Staline.

L'inquiétude de certains cadres devant la crise qui mûrit parvient à s'exprimer parfois lors de la préparation, pourtant hâtive, du congrès du Parti. Le 11 septembre, à l'assemblée des militants

d'une faculté de droit de Moscou, un chargé de cours, membre du Parti depuis 1919, dénonce ainsi les multiples déformations de la ligne générale par des cadres et des institutions entières, perturbations qui engendrent « effervescence, murmures et un sourd mécontentement des larges masses qui ne s'est pas encore transformé en soulèvement, mais se trouve juste au bord... ». Et l'orateur de s'en prendre au « bureaucratisme <sup>11</sup> ». Son intervention émeut le comité du Parti de l'université qui condamne l'hérétique, puis organise en hâte une réunion de tous les secrétaires de cellules.

Staline tente d'établir des liens entre les divers groupes victimes de sa colère dans des scénarios abracadabrants aux ramifications complexes, qu'il ne parviendra pas à dénouer : il fait ainsi avouer aux médecins arrêtés qu'ils avaient constitué un groupe terroriste, dirigé par Iegorov, agissant sur instructions de l'ancien dirigeant de Leningrad Alexandre Kouznetsov, exécuté en septembre 1950, et accusé désormais d'avoir voulu écarter Jdanov, son patron et protecteur, et d'avoir favorisé les juifs <sup>12</sup> ! Abakoumov et ses adjoints qui avaient, on s'en souvient, roué de coups les dirigeants de Leningrad pour leur faire avouer les délits inventés par Staline, sont désormais accusés d'avoir dissimulé les liens des fusillés avec l'Intelligence Service. Staline avait suggéré à Abakoumov de faire des dirigeants de Leningrad des espions anglais. Abakoumov, craignant de n'y pas parvenir, avait déclaré peu vraisemblable cette accusation d'espionnage contre des dirigeants dont aucun, sauf un, n'avait rencontré d'étrangers. Staline, qui ne lui demandait pas du vraisemblable, voit dans cette déclaration d'impuissance une manifestation de complicité. Ignatiev informe enfin Staline que les services de renseignements anglais ont reçu, sur les débats du Bureau politique, à la fin des années 1930 et au début des années 1940, des informations qui ne pouvaient émaner que du secrétariat de l'un de ses membres. Cette accusation en blanc peut donc viser n'importe qui et constitue une épée de Damoclès au-dessus de la tête de tous. Par ailleurs, l'ancien enquêteur de la Sécurité Schwartzmann déclare qu'Abakoumov avait prémédité un attentat contre Malenkov.

Cette construction policière complexe est fragile. Pour la consolider un peu, Staline exhume la lettre que Timachouk avait adressée au général Vlassik quatre ans plus tôt. Enfin un document probant, qui démontre que les médecins traitants de Jdanov

ont délibérément ignoré l'infarctus de l'idéologue en chef du régime, Jdanov, donc, et, par voie de conséquence, Chtcherbakov ont été soignés de façon criminelle !

Peu avant l'ouverture du XIX<sup>e</sup> congrès, à la fin de septembre, Rioumine a remis à Staline un dossier contre neuf médecins, accusés d'avoir assassiné Chtcherbakov et Jdanov. L'antisémite Rioumine a compris la nécessité de camoufler qu'il s'agit d'une attaque antisémite, aussi plusieurs de ces médecins ne sont-ils pas juifs. Staline attend que le congrès soit fini pour déclencher la première vague d'arrestations massives de blouses blanches. Est-ce parce qu'il consacre l'essentiel de ses forces à ce complot et à des règlements de comptes politiques qu'il se détourne du travail du Secrétariat au point de ne plus même en viser les décisions, qui portent dès lors la griffe de Malenkov ?

Staline demande à la Sécurité de préparer un plan d'assassinat du « renégat » Tito. Ignatiev lui remet, en janvier 1953, un projet digne de James Bond : le vieil agent Grigouleitch, alias Max (mêlé en 1940 à l'assassinat de Trotsky), titulaire d'un passeport du Costa Rica, a noué des relations cordiales dans les milieux diplomatiques yougoslaves. Il doit se glisser auprès de Tito, à Belgrade, ou à l'occasion d'une visite prévue en Angleterre. Préalablement vacciné contre la peste pulmonaire, il doit, grâce à un pulvérisateur dissimulé dans ses vêtements, arroser Tito et son entourage de bacilles de la peste pulmonaire ou lâcher des gaz lacrymogènes et l'abattre avec un revolver camouflé en objet banal. Ce plan abracadabrant, finalement abandonné, souligne l'impuissance de Staline, son irritation devant un obstacle qu'il n'arrive pas à écarter et son éloignement croissant de la réalité.

Le 5 octobre 1952 s'ouvre le XIX<sup>e</sup> congrès du Parti. Aucun des événements survenus depuis le dernier en date, tenu en mars 1939, ni la guerre, ni les tâches de reconstruction du pays, ni la proclamation du Cominform, ni la chasse internationale au titisme, ni la liquidation des cadres du parti de Leningrad, n'avaient poussé Staline à réunir un congrès. Quel motif a pu finalement le décider à organiser celui-ci ?

La réunion semble marquer un certain effacement du Guide, quasiment muet. Arguant de son état de santé, il a annoncé au Bureau politique que, pour la première fois depuis trente ans, il ne présentera pas le rapport d'activité du Comité central ; il en confie la responsabilité à Malenkov. Plusieurs signes suggèrent

qu'il y prépare la liquidation de sa vieille garde : ainsi, le dévoué Mekhlis, victime d'une attaque le 4 décembre 1949, puis d'un infarctus, en congé et en traitement depuis lors, demande à Staline de participer au congrès, ce qui est un droit pour tout membre du Comité central sortant. Staline ne prend même pas la peine de lui répondre. Ce silence bouleverse Mekhlis.

Lors de l'ouverture, Staline s'installe à l'extrémité de la table réservée aux membres du présidium : une chaise vide le sépare de son voisin Kaganovitch. Malenkov monte à la tribune et, d'une voix saccadée, débite son rapport à toute allure. Staline fixe l'espace d'un air indifférent. De temps à autre, Malenkov lève un regard inquiet vers le Maître, redoutant de déceler chez lui un signe d'impatience. Mais Staline reste impassible. Malenkov pourra aller jusqu'au bout de son pensum. À la fin de la discussion du rapport d'activité, pourtant, il se refusera à répondre aux nombreux intervenants, sans s'expliquer sur cette dérobade. Peut-être craint-il d'endosser la livrée de l'héritier présumé et trop pressé...

Staline ne prend la parole que le soir de la dernière séance du congrès, le 14 octobre. Lorsque le président de séance, Vorochilov, annonce : « La parole est au camarade Staline », toute l'assistance se lève dans une énorme ovation. Staline se dirige lentement vers la tribune et fixe la salle qui vocifère d'un regard toujours aussi morne et indifférent. Il se dandine d'un pied sur l'autre, se caressant la moustache ou le menton de son index droit. Par deux fois il lève la main pour inviter la salle à interrompre son ovation mais, à chaque fois, les hurlements redoublent d'intensité. Le silence enfin revient. Staline prononce, d'une voix lente et monocorde, un discours de sept minutes entrecoupé d'applaudissements prolongés qui en triplent la durée.

Son intervention, muette sur les problèmes intérieurs de l'URSS, se résume à deux idées : d'une part, celle-ci profondément éprise de paix, a besoin du soutien de tous les peuples pacifiques qui, ce faisant, se soutiennent eux-mêmes ; d'autre part, la bourgeoisie, en capitulant devant l'impérialisme américain, a abandonné le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises et celui de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Les partis communistes doivent relever ces deux drapeaux « pour devenir la force dirigeante de la nation », c'est-à-dire la force motrice d'un regroupement antiaméricain au service de la politique exté-



rieure de Moscou. Le congrès supprime le mot bolchevik de l'appellation du parti au motif que les mencheviks n'existent plus, décide de réviser son programme et désigne à cet effet une commission de onze membres, dont font partie Staline, Beria, Kaganovitch, Malenkov et un inconnu, Dmitri Tchesnokov, obscur rédacteur en chef de la revue *Voprossy Filosofii*, qui restera muet tout au long des débats. Le congrès supprime le Bureau d'organisation et confie le contrôle des cadres à un Secrétariat de dix membres, parmi lesquels on compte Brejnev, Malenkov, Mikhaïlov, Staline, Souslov et Khrouchtchev. Enfin, la fonction de Secrétaire général – titre auquel Staline ne faisait plus référence depuis 1934 lorsqu'il signait des documents – est abolie.

L'atmosphère qui entoure le Comité central les 16 et 17 octobre 1952 est bien différente. Staline, qui a interdit de sténographier son discours, ouvre la séance par un rapport d'une heure et demie, qu'il prononce debout, sans notes, en fixant de ses yeux plissés l'assistance pétrifiée par le ton de son discours et sa manière de parler. Molotov, Mikoïan, Malenkov et Beria sont installés derrière lui. Il commence benoîtement par une proposition de retraite anticipée : il se fait vieux, il faut prendre le relais et assurer la relève. Puis il insiste : « La lutte avec le capitalisme va devenir plus féroce encore. Devant l'aggravation certaine de la situation, le danger le plus grave est la tendance à trembler, à prendre peur, à reculer, à capituler. » Soudain, il met des noms sur cette « tendance » : celui de Molotov, « l'incarnation même de la capitulation devant l'impérialisme », accusé « d'instabilité, de mollesse », de « lâcheté et de capitulation <sup>13</sup> », et celui de Mikoïan.

L'écrivain Constantin Simonov, nouvel élu, stupéfait, pense d'abord avoir mal entendu ou mal compris ; mais Staline dresse ensuite la liste des « capitulations » de Molotov depuis la fin de la guerre. Il l'accuse tout simplement de « déviation de droite ». La preuve : en 1946, Molotov avait proposé d'augmenter de 10 kopecks le kilo à 15 kopecks le prix payé aux kolkhozes pour le blé collecté. Placer Molotov dans le sillage du traître Boukharine annonce et justifie sa future liquidation.

Vient alors le tour de Mikoïan, accablé par quelques formules méprisantes. Dans la salle règne un silence de mort. Les quatre dignitaires du Bureau politique, dans le dos de Staline, sont aussi pétrifiés que le reste de l'assistance. Le choix de ces deux hommes est logique : Molotov est l'époux, même divorcé, de

Paulina Jemtchoujina, convaincue de nationalisme juif; Mikoïan est le beau-père de la fille du principal condamné à mort de l'affaire de Leningrad, Alexis Kouznetsov. Molotov et Mikoïan, d'une voix blanche, nient à la tribune avoir capitulé devant l'impérialisme. Ils ont le visage blême de morts en sursis.

Staline frappe un dernier coup. Avant l'élection des organismes du Comité central (en particulier de son présidium, substitué à l'ancien Bureau politique), il se lève et répète : « Je suis trop âgé, je peux continuer à assurer mes responsabilités de président du Conseil des commissaires du peuple, à diriger les séances du Bureau politique, mais je ne peux plus être Secrétaire général et diriger à ce titre les réunions du Secrétariat du Comité central. Libérez-moi donc de cette fonction. » Le piège est grossier, mais les nouveaux élus risquent de n'y pas voir malice et de prendre à la lettre la demande de Staline. Assis derrière lui, Malenkov a le visage torturé d'un homme qui, dit Simonov, « sent le danger mortel qui pèse sur la tête de tous et que les autres n'ont pas perçu ». Par ses mimiques et ses gestes, il tente de convaincre l'assistance qu'il faut refuser de satisfaire à la demande de Staline. Un geste d'acquiescement, un sourire satisfait, un hochement de la tête révéleraient un complot monté par le « dauphin » potentiel, démasqué par la ruse du Secrétaire général. L'instinct de conservation donne des ailes à l'intelligence. Et les cris fusent : « Non ! Non ! Restez ! Restez <sup>14</sup> ! » Staline cède...

Il fait élire un présidium du Comité central de vingt-cinq membres et onze suppléants, où ne figure plus Andreïev, hier encore membre du Bureau politique, et composé en majorité de nouvelles têtes qu'il ne pouvait connaître pour la plupart. Il aperçoit ainsi pour la première fois Brejnev, pourtant désigné au Secrétariat. Mais un homme aussi méfiant et circonspect que Staline ne peut avoir promu des hommes à des fonctions dirigeantes sur la simple lecture d'un dossier ou sur une impression du moment. Il a donc nécessairement dressé cette liste en compagnie d'un homme de confiance, bon connaisseur de l'appareil. Mais qui ? Beria est menacé, Molotov et Mikoïan sont en disgrâce. Khrouchtchev pense d'abord à Malenkov, qui lui jure avoir découvert la liste en même temps que lui. Jaurès Medvedev y voit la main de Souslov, l'homme des coulisses, l'apparatchik typique, couleur muraille, surnommé plus tard le Cardinal gris, l'homme qui, en 1957, sauvera Khrouchtchev, alors menacé par le « groupe

anti-Parti», puis sonnera l'hallali contre lui en octobre 1964 avant d'être, dans le dos de Brejnev, le véritable Secrétaire général. C'est possible, probable même.

Staline crée enfin un bureau restreint, non prévu par les statuts que le congrès vient de voter, et dont il n'a discuté avec aucun dirigeant. Il est constitué de Staline, Malenkov, Beria, Khrouchtchev, Vorochilov, Kaganovitch, Boulganine et deux nouveaux : Sabourov et Pervoukhine. Cet étrange bureau, dont l'existence n'est pas rendue publique, et qui ne se réunira guère, comporte un fantôme (Vorochilov), un homme sans poids politique (Boulganine) et un futur épuré (Beria). Leur présence est un camouflage. Staline répartit les rôles entre les dirigeants pour éviter toute concentration de pouvoir entre les mains de l'un d'entre eux : en son absence, les séances du présidium, du Conseil des ministres et du Secrétariat du Comité central (auquel il n'assiste plus jamais) seront présidées à tour de rôle par trois hommes différents pour chaque organe.

Staline informe enfin le Comité central du «complot des Blouses blanches», qui ne sera rendu public que trois mois plus tard. La culpabilité des médecins ne fait, dit-il, aucun doute. Absourdi, Chepilov, nouvel élu lui aussi, résumera son discours en quelques phrases : «Les médecins ont tué Jdanov. Ils ont tué Chtcherbakov. Ils ont voulu mettre nos maréchaux sur la touche. Regardez Andreiev qui est assis là ; eh bien, ce malheureux, ils l'ont délibérément rendu sourd. Ils ont eux-mêmes tout avoué. [...] Mais chez nous, il y a encore des gens qui doutent<sup>15</sup>.» Chez nous, cela veut dire dans la direction, qu'il faut donc mettre au pas. Il mentionne l'aide apportée par Lidia Timachouk dans le démasquage des médecins, sans citer, et pour cause, ses lettres. L'assistance écoute dans un silence pesant. L'affirmation que Jdanov a été assassiné par ses médecins fait en effet planer une menace sur le clan de ses ennemis, Malenkov et Beria.

Au lendemain du Comité central, Staline exige que Molotov remette à son secrétariat personnel les originaux du pacte Molotov-Ribbentrop, y compris les protocoles secrets. Selon le policier Soudoplatov, il envisageait d'accuser Molotov de sympathies pro-germaniques et de servilité devant Hitler. Réunissant le présidium aussitôt après ce Comité central, il ne lui soumet pourtant que des questions routinières d'organisation : «Sur la création de commissions permanentes du Bureau politique» et «Sur la répartition des responsabilités dans le Bureau du présidium».

Trois jours plus tard, il convoque au Kremlin le présidium tout entier, les secrétaires du Comité central, et quelques responsables de sections idéologiques. Il est mécontent de l'organisation de la propagande soviétique. La *Pravda* est particulièrement médiocre, dit-il, et son directeur, Ilitchev, faiblard. Il demande aux présents de faire des propositions pour le remplacer. Personne ne répond. Nul ne sait, en effet, comment Staline réagirait aux propositions. Mieux vaut se taire. Staline poursuit : la gestion de l'industrie est mauvaise, celle de l'agriculture ne vaut pas mieux. Les cadres existants sont ignares. « Ils ne savent que signer des papiers et par là ruinent l'affaire <sup>16</sup>. » Or, dit-il, il y a beaucoup de jeunes capables, qu'il faut pousser. Il ne va pas jusqu'à affirmer qu'il faut les installer à la place des anciens comme en 1937-1938, mais suggère que si les vieux cadres dirigeants sont mauvais, il faut les remplacer.

Il forme une commission idéologique constituée de Chepilov, secrétaire, Tchesnokov, Roumiantsev, Ioudine et Souslov : trois nouveaux et deux anciens. Chepilov est installé au quatrième étage de l'immeuble du Comité central, Staraia Plochad, dans le bureau de Staline, que ce dernier n'occupe plus depuis de longues années. Un mois plus tard, Souslov informe Chepilov qu'il est nommé rédacteur en chef de la *Pravda*. Flatté mais inquiet, Chepilov se précipite chez Staline et tente de se dérober en prétextant un travail entamé depuis plus d'un an sur le manuel d'économie, commande de Staline. Staline lui répond : Vous cumulerez.

Au lendemain du congrès, la crise affleure. Malenkov y a annoncé que « le problème alimentaire [était] définitivement résolu en URSS ». Cette déclaration publique suscite une avalanche de lettres au Comité central dénonçant le manque de pain dans la région de leurs auteurs. Une paysanne de la province de Kourgan se plaint à lui : « Comment élever mes enfants ? Comment les nourrir ? Je ne sais pas [...]. On ne nous paie pas les jours de travail. [...] C'est nous qui produisons le pain et nous n'en avons pas ! Il n'y a pas de pain pour les enfants. » Un autre paysan, de Tchernigov, lui écrit : « On n'a pas de pain. Cela fait deux mois qu'on n'en livre pas au bazar. » Une paysanne de Briansk se plaint du manque de pain, de beurre, de saucisson, etc. Staline convoque le Secrétariat. Il hurle : « Limogez le secrétariat du comité régional du Parti ! » Envoyé en mission dans la région, Aristov rapporte que l'Ukraine est un grenier à blé, mais que les

Ukrainiens n'ont même pas de pain blanc ! Staline tranche : « Qu'on leur donne du pain blanc <sup>17</sup>. » Et il fait blâmer Mikoïan par le bureau du Conseil des ministres.

Le 3 novembre 1952, Rioumine remet à Staline un projet d'acte d'accusation contre Abakoumov. Il lui reproche d'avoir voulu accéder au pouvoir suprême, constitué au ministère de la Sécurité d'État un groupe de nationalistes juifs, fabriqué des dossiers compromettants sur certains dirigeants, tenté de rendre la Sécurité indépendante du Parti et saboté le contre-espionnage ! Le 11 novembre, une première vague d'arrestations massives jette une douzaine de médecins en prison. Mais Staline, mécontent des pitoyables aveux arrachés par Rioumine, le démet de son poste de vice-ministre de la Sécurité, le 14 novembre. Rioumine tente de se justifier en s'excusant de son excès de libéralisme au cours de l'instruction, et jure que, depuis lors, « après les indications adéquates, [il a] corrigé [sa] faute ».

C'est alors qu'à Prague, le 22 novembre 1952, s'ouvre le procès de quatorze dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque, parmi lesquels son Secrétaire général, Rudolf Slansky. Onze accusés sur quatorze sont juifs, qualité fortement soulignée dans l'acte d'accusation. L'enquêteur Smola hurle à Artur London : « Tout ce qu'Hitler a fait n'était pas bon, mais il a détruit les juifs et cela est une bonne chose. Ce qu'il n'a pas terminé, nous le finissons <sup>18</sup>. » Plusieurs accusés ont été liés aux Brigades internationales. Radio Prague présente Slansky comme un « juif de langue tchèque, haut de taille et rouquin, de son vrai nom Salzmann », et André Simone comme un « trotskyste juif, de son vrai nom Otto Katz ». Slansky est accusé d'avoir voulu tuer le président de l'État tchécoslovaque, Gottwald, en soudoyant son médecin, le docteur Haskovec, qui, à défaut d'être juif, est franc-maçon... Le journal du Cominform, qui sort le 25 novembre, en plein procès, dénonce « les traîtres [...] trotskystes-titistes, sionistes, nationalistes bourgeois au service des impérialistes américains ». Onze accusés seront condamnés à mort, et trois (dont Artur London, beau-frère de Raymond Guyot, membre du Bureau politique du PCF), à la réclusion perpétuelle.

Les juifs doivent jouer, en 1952, le rôle dévolu en 1937 aux trotskystes, mais l'entreprise est plus délicate : Staline avait, par la calomnie, l'intimidation et l'assassinat, isolé les trotskystes et Trotsky. La chasse aux juifs, opération difficile après la solution

finale nazie, s'avère trop complexe pour le grossier Rioumine. Staline le remplace donc, le 15, par un homme de main de Beria, qui sera fusillé plus tard avec lui en décembre 1953, Goglidzé, ancien chef du NKVD de Géorgie, chargé de boucler le dossier des «médecins assassins». Sur les instructions de Staline, il exige que ses subordonnés se comportent en «véritables enquêteurs révolutionnaires», en langage clair, qu'ils frappent à tour de bras. Il apporte chaque jour les procès-verbaux des interrogatoires à Staline, qui oriente lui-même le cours de l'instruction.

Ainsi, le 18 novembre, il garantit la vie sauve à son ancien médecin soignant Vinogradov, s'il «reconnaît franchement tous ses crimes et s'il démasque complètement tous ses complices». La note qu'il lui fait remettre avec ce message se conclut sur des lignes étonnantes : «Le monde entier sait que notre chef a toujours tenu ses promesses.» Vinogradov sait justement qu'il n'en est rien. Expert du troisième procès de Moscou (1938), au cours duquel trois médecins avaient été condamnés, il y a appris que, pour faire craquer un accusé rétif, Staline promettait souvent la vie sauve à l'accusé, sa femme et ses enfants, puis les liquidait tous. Aussi refuse-t-il : «Je n'ai rien à dire. Je n'ai pas servi les étrangers, personne ne m'a manipulé et je n'ai entraîné moi-même personne à commettre des crimes<sup>19</sup>.» Pour le faire céder, il faut le confronter avec le docteur Maïorov, qui, brisé, le charge, puis le rouer de coups trois jours durant.

Staline fait le vide autour de lui. Le 15 novembre, il limoge son secrétaire personnel, Poskrebychev, dont il vient de faire fusiller la femme, juive, lointaine parente de Trotsky, arrêtée trois ans plus tôt, sous l'accusation d'espionnage ; Poskrebychev ayant manqué de vigilance, voire dissimulé les activités de son épouse, est menacé. Staline fait aussi arrêter le chef de ses gardes du corps, le général Vlassik, le 16 décembre. Beria et ses adjoints, qui l'interrogent, l'accusent d'avoir «favorisé les médecins empoisonneurs», dilapidé les deniers publics pour ses appétits personnels et fréquenté un certain Stenberg, espion douteux mais juif réel ; ils exigent de lui des aveux compromettants sur Poskrebychev. Goglidzé fait avouer aux médecins Vovsi et Kogan le projet d'assassiner Staline, Malenkov et Beria en juillet 1952.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1952, Staline reçoit dans sa datcha son quatuor habituel (Beria, Khrouchtchev, Malenkov et Boulganine) avec Malychev, qui note la reprise du thème de 1937 : «Plus nous

obtenons de succès et plus nos ennemis essaient de saboter. Nos gens l'ont oublié, sous l'influence de nos grands succès, et chez nous, maintenant, c'est le règne de la placidité, de l'insouciance, de l'infatuation.» Il passe ensuite au complot des médecins : «Parmi eux, il y a beaucoup de nationalistes juifs. Et tout nationaliste juif est un agent des services de renseignements américains». Puis il exprime sa méfiance à l'endroit de la Sécurité, et met ainsi en cause l'appareil répressif, le cœur même de l'État : «Ça va mal au Guépéou, leur vigilance s'est émoussée [...]. Il faut soigner le Guépéou [...] le Guépéou n'est pas épargné par la maladie qui gagne toutes les organisations : l'euphorie, le vertige du succès [...] il faut instaurer le contrôle du Comité central sur le travail du MGB. L'indolence, la démoralisation ont profondément affecté le MGB<sup>20</sup>.» Il faut donc secouer ses agents, et d'autres avec eux, puisque la maladie est universelle. Cette «euphorie», ce «vertige du succès», qu'il dénonce, sont le revers rhétorique de l'«indolence», de la perte de «vigilance». La génération des jeunes staliniens de 1937-1938 peut alors légitimement se demander si elle ne va pas revivre à ses dépens le scénario de ses prédécesseurs. Mais, en l'absence de candidats à la relève, sur qui Staline s'appuiera-t-il cette fois ?

Le lendemain de l'exécution des onze condamnés de Prague, le 4 décembre, Staline fait voter au Bureau du présidium une résolution «Sur la situation dans le ministère de la Sécurité d'État et sur le sabotage dans le système de soins», élaborée, dira plus tard Malenkov par euphémisme, «avec l'aide du camarade Staline», qui l'a inspirée, revue et corrigée, voire dictée ou rédigée lui-même. La résolution décide «de mettre radicalement fin au caractère incontrôlé des organismes du ministère de la Sécurité d'État<sup>21</sup>», accusé de se placer en dehors – ou au-dessus – du Parti, en le soumettant, à tous les niveaux, aux instances du Parti. L'avertissement est clair : si les médecins saboteurs ont pu prospérer grâce à l'insouciance ou à la négligence du ministère par définition en charge de la vigilance, tout est pourri au royaume du socialisme réalisé. La purge s'étendra donc à la Sécurité d'État et à tout l'appareil. Le 15 décembre, Staline tient un grand conseil sur l'affaire des médecins : il reçoit Ignatiev, son adjoint, Goglidzé, deux autres cadres de la Sécurité et sept dirigeants. Le 18 décembre, Goglidzé fait à son intention un rapport sur l'état de l'affaire des médecins.

Finit-il par croire aux complots qu'il invente à jet continu ? Il invite alors à sa datcha le président de l'Union des écrivains, Fadeiev. Au milieu de la conversation, il le fixe soudain et lui déclare : « Vous, les écrivains, vous êtes de braves gens, mais vous aidez mal le Comité central. Toi, près de toi, sous ton nez, travaillent des espions anglais, Ehrenbourg, Alexis Tolstoï et ton ami Pavlenko, et vous ne les démasquez pas<sup>22</sup>. » Si Zelinski qui raconte la scène ne s'est pas trompé de date, ces propos soulignent l'affaiblissement considérable du Guide : Alexis Tolstoï était en effet mort en 1945, et Pavlenko en 1951.

Le 21 décembre, Svetlana vient le voir pour son anniversaire. Son visage, d'ordinaire blême, est devenu rougeâtre. L'hypertension le ronge. Il lui annonce fièrement qu'il a cessé de fumer, ce dont témoignent son embonpoint et son irritabilité permanente. Il est, en effet, continuellement en colère contre ses lieutenants. Khrouchtchev l'illustre par une scène typique, dans un passage finalement supprimé de son rapport au XX<sup>e</sup> congrès : « Un jour, peu avant sa mort, Staline convoqua plusieurs d'entre nous à sa datcha. [...] Par hasard, entre moi et Staline s'élevait un tas de dossiers qui me cachait à lui. Staline, énervé, se mit soudain à crier : "Qu'est-ce que vous avez à rester assis comme ça, vous avez peur que je vous fasse fusiller ? N'ayez pas peur, je ne vous ferai pas fusiller. Asseyez-vous plus près."<sup>23</sup> »

Son premier entretien de l'année nouvelle porte encore sur l'affaire des médecins. Goglidzé lui fait un nouveau rapport sur le sujet le 2 janvier. L'entretien dure quarante minutes. Quelques jours après, il fait arrêter le général de la Sécurité d'État Kouzmitchev, ancien officier de sa garde personnelle de 1932 à 1950, un proche de Beria, ainsi visé à travers lui et qui, au lendemain de la mort de Staline, le sortira en toute hâte de sa cellule pour le nommer au poste-clé de chef de la Direction de la garde du ministère de l'Intérieur. Le 9 janvier 1953, Staline convoque une réunion du Bureau du présidium (huit membres en plus de lui-même) élargi aux six secrétaires du Comité central, au président de la commission de Contrôle du Parti, Chkiriátov, au rédacteur en chef de la *Pravda*, Chepilov, et aux deux ministres adjoints de la Sécurité, Ogoltsov et Goglidzé. Leur supérieur, Ignatiev, que Staline juge trop mou dans l'affaire, est écarté de cette réunion d'état-major de la campagne imminente. Mais Staline, finalement, n'y assiste pas et se fait porter absent sur le procès-verbal.



La réunion adopte une résolution intitulée « Approuver le communiqué de presse sur l'arrestation d'un groupe de médecins saboteurs et le faire paraître en même temps que l'article de la *Pravda* sur cette question ». Le texte est signé « Le Bureau du présidium du Comité central du PCUS » et non, comme à l'ordinaire : « Le secrétaire du CC : J. Staline<sup>24</sup> ». Sous l'apparence fallacieuse de la direction collective chère à la propagande officielle, faut-il voir là le désir de ne pas laisser de traces, ou le premier indice d'une incertitude sur l'effet de cette campagne ?

Le 13 janvier 1953, la *Pravda* publie un communiqué de presse, dont la place discrète en page quatre escamote la gravité. Le communiqué annonce l'« arrestation d'un groupe de médecins saboteurs [...] qui cherchaient, en leur administrant des traitements nocifs, à abrégier la vie des hauts responsables de l'Union soviétique ». Ils sont accusés d'avoir jadis assassiné Chtcherbakov et Jdanov, et de préparer l'assassinat de chefs militaires soviétiques, dont cinq sont nommés (Vassilevski, Govorov, Koniev, Chtemenko et Levtchenko), plus quelques autres. Le communiqué cite neuf noms de médecins sur lesquels six sont juifs (Vovsi, les deux frères Kogan, Feldman, Etinguer, Grinstein) et trois russes (Vinogradov, Iegorov, Maiorov). Il dénonce en outre deux autres juifs : Mikhoels, assassiné cinq ans plus tôt jour pour jour, et le docteur Chimieliovitch, dirigeant du Comité antifasciste juif, fusillé le 12 août 1952. Le nom de Staline ne figure pas dans le communiqué. Il ne veut plus être une cible, même imaginaire.

Le communiqué distingue, parmi ces neuf médecins assassins, un groupe de cinq (Vovsi, Kogan aîné, Feldman, Grinstein, Etinguer) « liés à l'organisation nationaliste juive bourgeoise internationale Joint Committee, créée par les services d'espionnage américains », et un groupe de trois (Vinogradov, Kogan cadet, Iegorov), agents des services de renseignements britanniques et sionistes. L'auteur, las ou pressé, a donc oublié un médecin, Maiorov, dont on ne sait à quel service il s'était vendu. Le communiqué se conclut par une phrase menaçante mais vague : « L'enquête devrait se conclure prochainement » et le procès s'ouvrir bientôt.

Le soir du 13 janvier, Staline reçoit pendant cinq minutes en tout et pour tout le quatuor Beria, Boulganine, Malenkov et Khrouchtchev. Ce dernier n'a rien dit de cette brève réunion

d'état-major où Staline n'a guère pu que leur donner des indications générales. Plus étrange encore, une fois l'affaire lancée, Staline ne reçoit plus aucun des responsables des interrogatoires chargés de préparer le procès annoncé pour bientôt. Or, l'affaire n'est pas bouclée, de nouvelles arrestations entraînent de nouveaux interrogatoires, mais le Chef ne donne plus de directives. Une lassitude insurmontable, liée sans doute à un sentiment d'impuissance, semble alors s'emparer de lui. Il continue à laisser s'entasser sans les ouvrir, sur la table de sa salle à manger, les paquets de courrier qui lui sont destinés ou qui sont adressés au Bureau politique ou au Secrétariat, et qu'on lui apporte chaque jour du Kremlin. Beria et Khrouchtchev les remarquent un jour en passant devant la porte ouverte, et Beria ricane en direction de son voisin : « Ton courrier traîne sûrement là aussi<sup>25</sup>. » Après la mort de Staline, la garde renverra ces lettres à leurs expéditeurs, sans réponse. La paralysie politique du Guide entraîne celle de l'État.

Alors que la nouvelle campagne, si délicate, bat son plein, il réunit de plus en plus rarement les hauts responsables. Le 22 janvier, il en rassemble néanmoins quatorze, dont Beria père et son fils, ingénieur, pour discuter de vagues projets militaires. Il a encore de brefs entretiens dans son bureau les 2 et 7 février. Le 16 février, il reçoit assez longuement Malenkov, Beria et Boulganine. Entre-temps, il traîne à Kountsevo sans rien faire, et dîne avec le quatuor presque chaque soir.

Le 17 février, Staline reçoit pendant une demi-heure, temps de traduction compris, l'ambassadeur de l'Inde, Krishna Menon. Pendant l'entretien, il dessine des loups sur une feuille de papier. Soudain, il lève les yeux sur l'ambassadeur et lui déclare : « Le paysan russe connaît bien les loups ; ce sont ses ennemis de toujours ; il sait comment les abattre, mais les loups connaissent aussi les ruses du paysan<sup>26</sup>. » Lui aussi se prépare à déjouer les ruses des ennemis de l'intérieur. Après un long entretien d'une heure avec un médecin, qui lui fait part de son inquiétude sur son état de santé, il reçoit pendant plus d'une heure Boulganine, Beria et Malenkov. C'est la dernière fois qu'il accueille des visiteurs au Kremlin.

Le « complot » s'enrichit presque chaque jour de ramifications nouvelles. Le 19 février, la Sécurité arrête le vice-ministre des Affaires étrangères, Ivan Maïski, ancien ambassadeur d'URSS à

Londres, à l'époque où Molotov était ministre des Affaires étrangères ; elle arrête aussi son vieux collaborateur de l'ambassade britannique, Simon Rostovski, plus connu comme publiciste, sous le pseudonyme d'Ernst Henry. Les enquêteurs sont pressés : ils interrogent Maïski chaque jour, du 19 au 22 février. Staline cherche à asseoir son complot encore bien mal ficelé. Maïski, désireux d'éviter les coups, avoue être un agent des services secrets britanniques recruté par Winston Churchill et Anthony Eden, à l'époque où il dépendait de Molotov. Son arrestation vise donc ce dernier et son successeur, Vychinski, qui a recours à ses talents. Le 21, Maïski accepte de dénoncer comme agent anglais l'ancienne dirigeante de l'Opposition ouvrière, Alexandra Kollontai, décédée quelques mois plus tôt, et donc inapte à figurer sur le banc des accusés.

La Sécurité redouble de zèle pour appliquer des directives proprement antisémites. Le 22 février, la circulaire secrète SS-17 parvient dans les divers services du ministère de la Sécurité ; elle ordonne d'en chasser immédiatement tous les juifs, indépendamment de leur âge et de leur rang. Ainsi, à Tchita, le capitaine Riva Rosenberg et le censeur Leopold Abzever se voient renvoyer après une audience d'une minute chez leur supérieur. La scène se répète ce jour-là un peu partout. Dans tous les services, le 23 février, tous les agents juifs ont rendu leurs dossiers, leurs laissez-passer, leur uniforme. Motif officiel : « Réduction d'effectifs ». La décision semble suggérer leur arrestation prochaine<sup>27</sup>.

Deux apparatchiks juifs dociles, Mints et Khavinson, à la demande de Staline, soumettent alors pour signature à un certain nombre de personnalités juives un texte proposant le transfert, après le procès des « médecins assassins », d'une partie de la population juive soviétique vers l'est pour la protéger de la fureur des Russes indignés. L'authenticité de cette pétition a été mise en doute. La revue d'archives de la présidence de Russie *Istochnik* a publié un texte anodin de lettre collective soumis à la signature de 58 personnalités juives. Dénonçant les manœuvres des « impérialistes américains et israéliens, qui veulent transformer les juifs de Russie en espions et en ennemis du peuple russe », la lettre affirme que l'écrasante majorité des juifs soviétiques sont des amis du peuple russe, souligne la nécessité de renforcer l'amitié entre les peuples et l'unité des travailleurs du monde entier face à

l'impérialisme, et s'achève par la modeste proposition d'éditer en URSS un journal en yiddish, afin de rassembler tous les juifs progressistes du monde<sup>28</sup>. Ce n'est évidemment pas à cette épître que faisait allusion le pianiste Blanter lorsqu'il déclara à l'un des médecins juifs arrêtés : « Chaque matin j'ouvrais la *Pravda*, les mains tremblantes, de peur d'y trouver ce document infâme avec ma signature<sup>29</sup>. » Ilya Ehrenbourg parle aussi d'un autre texte quand il évoque dans ses souvenirs ses « efforts pour empêcher la publication dans la presse d'une lettre collective. Par bonheur, l'idée, véritablement folle, ne fut pas traduite dans les faits<sup>30</sup> ». La proposition de publier un journal yiddish anti-impérialiste ne saurait être qualifiée ni d'« infâme » ni de « folle ». L'idée « véritablement folle », à savoir la construction de ghettos en Extrême-Orient, renvoie donc à un autre document, resté dissimulé ou soigneusement détruit. L'écrivain Benjamin Kaverine, à qui le texte fut soumis, y vit la confirmation des bruits sur les baraquements construits en Extrême-Orient pour y installer de futurs ghettos.

Selon Poliakov, adjoint de Mikhaïl Souslov, Staline avait créé une commission chargée de préparer cette déportation, placée sous sa direction personnelle et sous la présidence de Souslov. Les baraquements avaient déjà été construits au Birobidjan, explique-t-il, pour accueillir tous les juifs soviétiques en deux étapes. « Staline avait fixé des délais très contraignants. Le procès contre les médecins devait se dérouler du 5 au 7 mars et leur exécution s'effectuer les 11 et 12 mars<sup>31</sup>. » Ce récit suscite bien des doutes. La Sécurité n'avait pas les moyens de construire des baraquements pour accueillir au Birobidjan les trois millions de juifs soviétiques, un chiffre supérieur à la population du Goulag tout entier, à moins d'en faire périr la majeure partie en cours de route. Un projet de déportation ne pouvait concerner qu'une fraction des juifs soviétiques à seule fin de terroriser l'ensemble.

Guennadi Kostyrtchenko, l'auteur de *Prisonniers du pharaon rouge*, nie carrément l'authenticité de ce projet, qu'il réduit à « des bruits qui ont circulé et circulent encore dans les milieux juifs » (!) et avance trois arguments à l'appui de sa thèse : « L'existence de tels plans est niée par des personnalités très au fait des secrets de la cuisine politique stalinienne comme Soudoplatov et Kaganovitch<sup>32</sup>. » Mais le premier, responsable du secteur des assassinats politiques du NKVD, est aussi peu digne de

foi que le second, juif honteux, fidèle compagnon, complice et chantre de Staline jusqu'à son dernier souffle. Kostyrtchenko avance comme deuxième preuve le fait que Krouchtchev, « le critique acharné des crimes staliniens, ne le mentionne pas non plus [ce projet] dans ses Mémoires ». Mais Khrouchtchev ne dit pas tout, loin de là ! Il limite par exemple à cinq la quinzaine de peuples déportés par Staline, dont il maintiendra lui-même certains en déportation. Cela invaliderait-il la déportation de ceux dont il ne dit mot ? Kostyrtchenko avance un ultime argument : « Le plus important est qu'il n'y a pas eu de directive officielle sanctionnant la déportation<sup>33</sup>. » C'est l'argument traditionnel des « négationnistes » : puisqu'il n'y a pas de document officiel sur les chambres à gaz et la solution finale, elles n'ont pas existé ; aucune directive officielle de Staline n'ordonne le meurtre de Trotsky et de bien d'autres. Il les a pourtant bien fait tuer.

Sans doute Staline ne voulait-il (et ne pouvait-il) pas déporter tous les juifs au Birobidjan, dans l'Altaï, au Kazakhstan et en Ouzbékistan. L'opération était politiquement bien plus délicate que la déportation d'Allemands soviétiques en pleine guerre avec l'Allemagne, ou de peuples du Caucase, dont le sort importait peu aux gouvernements alliés. Mais il aurait pu en déporter une partie vers l'est, après le procès prévu des « médecins assassins ». Ainsi, les habitants du quartier juif de Tiflis avaient été prévenus en février 1953 de leur prochain transfert au Kazakhstan<sup>34</sup>. Staline aurait-il finalement mis sa décision à exécution ? Nul ne saurait le dire, bien sûr. Le ministre de la Défense de l'époque, Boulganine, a affirmé en 1970 avoir reçu de Staline, en février 1953, l'ordre de préparer 800 convois pour déporter les juifs en Sibérie, soit un transfert d'un million d'hommes. Or, les trois semaines suivantes, Staline, en dehors des visites qu'il reçoit le 17 février, semble s'effacer. La campagne de presse sur les médecins assassins patine faute de directives claires. Tchesnokov, enfermé, paraît-il, dans une villa du Comité central, rédige alors, sur l'ordre de Staline, une brochure pour justifier la déportation des juifs, du point de vue du marxisme-léninisme, mais nul n'en a jamais vu la couleur. Si elle a été écrite, elle n'a en tout cas jamais été imprimée.

Le samedi 28 février 1953 au soir, Beria, Malenkov, Boulganine et Khrouchtchev se rendent à la villa de Kountsevo. Les cinq hommes dînent longuement, et les invités ne repartent que vers

5 heures du matin. Staline est d'excellente humeur, il plaisante, puis part se coucher. La suite fait l'objet de plusieurs récits, peu compatibles entre eux. D'abord celui, douteux, de son ancien garde du corps, Rybine, absent au moment de l'agonie, puis ceux d'anciens membres du personnel et celui de Khrouchtchev, qui ont sans doute en commun la volonté de dissimuler certains points délicats. Un détail, notamment, intrigue : le lendemain même de la mort de Staline, Beria convoqua tout le personnel de Kountsevo (les domestiques, la garde, les employés) et leur donna l'ordre de quitter immédiatement la villa, puis la ville. En savaient-ils donc trop sur ce qui s'était passé dans les heures qui suivirent ?

Lorsque midi sonne, le dimanche 1<sup>er</sup> mars, le chef, qui se réveille d'ordinaire vers 10 ou 11 heures, n'a encore donné aucun signe de vie. Et ce jour-là, la fidèle Istomina est absente. Elle ne reviendra que le 2 au matin. Les heures s'écoulent ; l'inquiétude des gardes s'accroît. Enfin, à 18 h 30, la lumière s'allume dans le bureau et la salle à manger. Mais Staline ne se manifeste toujours pas. Or personne ne peut, sans y être invité par lui, pénétrer dans son appartement. Vers 23 heures, l'un des membres du personnel se décide à y entrer. Selon les sources, il s'agit soit de la vieille femme de ménage Matrena Boutoussova, soit du capitaine Loz-gatchev, chargé d'apporter le courrier du Kremlin. Il ou elle découvre Staline allongé sur le plancher, courbé sur son bras replié, conscient, mais incapable de parler.

Première bizarrerie, soulignée par Jaurès Medvedev : l'un des quatre dirigeants au moins a certainement téléphoné ce jour-là à Staline et a donc dû chercher à deviner les raisons d'un silence bien inhabituel. Khrouchtchev affirme d'ailleurs dans ses souvenirs qu'il s'attendait que Staline les appelle comme tous les jours, « c'est pourquoi de toute la journée je ne mangeais pas, en pensant que peut-être il nous appellerait plus tôt [que d'habitude] [...]. Mais toujours pas d'appel ! Je ne croyais pas qu'il pouvait sacrifier un jour de congé à notre profit, cela ne s'était presque jamais passé<sup>35</sup> ». L' impatient Khrouchtchev se serait-il contenté d'attendre silencieusement chez lui sans chercher à se renseigner ? C'est peu vraisemblable. Le premier d'entre eux qui a téléphoné a forcément prévenu son comparse (Boulganine pour Khrouchtchev, Malenkov pour Beria), si ce n'est les trois autres, de l'étrange silence qui régnait à Kountsevo.

Dès la découverte du corps de Staline, à 23 heures, la garde prévient Ignatiev. Ce dernier, vieux bureaucrate qui ne maîtrise pas l'appareil policier et à qui Staline a menacé de couper la tête s'il ne faisait pas avouer les médecins, téléphone à Malenkov, qui tente de joindre Beria. En vain d'abord. Puis Beria, revenu d'on ne sait où, appelle à 00h30 et donne l'ordre au personnel de Kountsevo de ne parler de la maladie de Staline à personne et de ne téléphoner à personne.

La journée du 1<sup>er</sup> mars s'achève sur un triomphe inutile pour Staline : dans les huit circonscriptions où il s'était présenté pour les élections aux soviets locaux, il est élu triomphalement avec 100 % des voix, au moment même où la vie le quitte. Le 2 mars, à 3 heures du matin, les invités de la veille arrivent en voiture. Selon Khrouchtchev, ils s'adressent au poste de permanence et, apprenant que Staline a eu une attaque et uriné sous lui, décident de ne pas aller le voir dans un aussi piteux état. Cette délicatesse étonne. Selon Lozgatchev et plusieurs autres, Beria et Malenkov sont entrés dans la salle à manger, où gisait le malade. Malenkov, effrayé, retire ses chaussures trop neuves, qui crissent. Beria prend les geignements sourds de Staline pour des ronflements, il lui trouve l'air paisible et rabroue l'intendant. « Qu'est-ce que tu as à semer la panique ? Le patron dort profondément. » L'autre insistant, il lui ordonne de se taire : « Ne sème pas la panique, laisse-nous tranquilles. Ne dérange pas le camarade Staline. Fiche-lui la paix<sup>36</sup> ! » Si les deux hommes sont bien entrés, s'ils ont effectivement vu Staline allongé, inconscient, dans une flaque d'urine et sont repartis sans convoquer de médecins, ils l'ont délibérément laissé mourir. Mais pourquoi Khrouchtchev le cacherait-il en affirmant qu'aucun d'eux n'a pénétré dans la villa ? Pourquoi protégerait-il Beria, qu'il fera fusiller, et Malenkov, qu'il écartera du pouvoir ?

Le 2 mars, à l'aube, Khrouchtchev vient annoncer à la villa l'arrivée prochaine de cinq médecins ; ils se présentent à 7 heures et, les mains tremblantes, examinent le patient, resté quatorze heures sans soin après une congestion cérébrale. Ils rédigent un compte rendu détaillé : « Le malade est allongé sur un divan ; il gît sur le dos, la tête tournée vers la gauche, les yeux fermés ; il souffre d'une hyperémie modérée du visage, a uriné involontairement [son vêtement est trempé d'urine] [...]. Son pouls bat à 78 pulsations minute, avec de rares ralentissements. Les batte-

ments du cœur sont assourdis. Pression sanguine 190/110.» Ils notent les traces d'un choc sur l'articulation du coude droit : « Le malade est inconscient. [...] Pas de mouvement des extrémités des membres droits, frémissements agités intermittents du côté gauche. » Ils diagnostiquent : « Hypertension, artériosclérose généralisée avec une détérioration des vaisseaux sanguins du cerveau, hémiplégie du côté droit, à la suite d'une hémorragie dans le secteur de l'artère cervicale moyenne du côté gauche, cardio-sclérose artériosclérotique, nephrosclérose. La situation du malade est extrêmement grave<sup>37</sup>. »

Convaincus que Staline est hors jeu, les quatre compères se hâtent de prendre les premières mesures de succession. Ce 2 mars, à 10h40, ils se réunissent brièvement (sans Boulganine, qui est de garde près du moribond), dans le bureau de Staline au Kremlin, avec Vorochilov, Kaganovitch, Pervoukhine, Sabourov, Chvernîk (président du Soviet suprême), Chkiriatchov, Mikoyan et Molotov. En vingt minutes, le groupe des quatre, un bref moment unis pour la succession, informent les autres de leurs décisions. Cette réunion marque la mort politique de Staline : les quatre ne réunissent en effet ni le présidium du Comité central de vingt-cinq membres constitué par Staline, ni le Bureau restreint qu'il avait fabriqué au lendemain du congrès, et ils s'associent Mikoyan et Molotov, que Staline avait mis à l'écart.

Les médecins s'acharnent : ils appliquent à Staline huit sangsues derrière les oreilles, lui mettent une poche de glace sur la tête, lui retirent son dentier, lui font ingurgiter un verre de sulfate de magnésium délayé. Ils le veillent à tour de rôle. Aucune amélioration de son état de santé n'est perceptible au cours de cette journée du 2. Le soir, les dirigeants qui s'étaient réunis le matin se retrouvent dans le bureau de Staline (sauf Khrouchtchev, qui a remplacé Boulganine auprès de Staline) pendant une heure. Ils préparent la dissolution des organismes qu'il avait mis en place. Le ministre de la Sécurité d'État, Ignatiev, responsable de la garde de la villa de Staline, n'est pas plus convoqué à cette réunion qu'à celle du matin.

Le 3 mars après-midi, Malenkov invite Svetlana à se rendre à Kountsevo. Bien entendu, elle soupçonne un malheur. Khrouchtchev et Boulganine l'accueillent en larmes. Une agitation désordonnée règne dans la villa, d'ordinaire silencieuse. Les médecins autour du moribond semblent danser un ballet effrayant. Vassili,



ivre selon son habitude, déambule dans les couloirs en criant : « Ils l'ont empoisonné, ils l'ont empoisonné ! » Des spécialistes, hébétés devant la scène, ont apporté un énorme appareil de respiration artificielle qui restera inutilisé. « Tout à l'entour, toute cette maison, tout mourait déjà sous mes yeux », note Svetlana Alliluieva. Selon elle, Beria « était excité à l'extrême » par la perspective d'accéder bientôt au pouvoir<sup>38</sup>.

Ce jour-là, deux jeunes étudiants bulgares, l'anarchiste Gueorgui Gueorguiev et le social-démocrate Dinev, écornent à la dynamite la statue de Staline au centre de Sofia. Ils sont condamnés à mort ; leur peine sera, un peu plus tard, commuée en vingt ans de bagne.

Le mercredi 4 mars, à 6 heures du matin, Radio Moscou interrompt soudain ses émissions et, à 6 h 30, donne lecture d'un communiqué du Comité central et du Conseil des ministres, annonçant la maladie de Staline. Un premier bulletin médical indique qu'il a été victime d'une attaque affectant les centres vitaux du cerveau pendant la nuit du 1<sup>er</sup> mars, qu'il a perdu conscience, n'a plus l'usage de la parole, souffre d'une paralysie du bras droit et de la jambe droite, et que son cœur fonctionne irrégulièrement. Le pays retient son souffle. Ce même matin du 4 mars, on fait venir Galina Tchesnokova, jeune médecin militaire, qui sème la confusion. Elle fait un électrocardiogramme et prétend déceler un infarctus du myocarde, que les pontes présents n'auraient pas repéré. Les médecins, saisis d'effroi à l'idée qu'on puisse les accuser d'avoir dissimulé le vrai diagnostic, se hâtent de vérifier, se réunissent et rejettent unanimement l'infarctus imaginaire.

Le jeudi 5 mars, à 4 h 35, Radio Moscou donne lecture d'un second bulletin médical signalant la détérioration de l'état de santé de Staline. L'éditorial de la *Pravda* du même jour ne mentionne que le nom d'un unique dirigeant soviétique, Malenkov. Un troisième bulletin médical, lu à 6 h 30, signale des défaillances dans le système cardio-vasculaire et des problèmes respiratoires aigus. Au matin, l'état de santé de Staline se dégrade brusquement. Sa respiration se fait de plus en plus irrégulière. À 8 heures, il vomit un peu de sang, puis est victime d'un collapsus, dont les médecins le font émerger à grand-peine. À 11 heures un électrocardiogramme révèle la défaillance d'une artère coronaire. À 11 h 30, de nouvelles convulsions et des vomissements sont suivis d'un nouveau

collapsus et d'une suée abondante. Les médecins administrent alors du camphre, de la caféine, de la strophantine, de la pénicilline, du glucose au moribond qui hoquette ; sa peau est blême, ses lèvres et ses poignets violacés, des tremblements agitent sa tête, les hoquets reprennent. À 20 heures, le pouls bat à 150 pulsations minutes. Sa respiration n'est plus qu'un râle étouffé, le corps de Staline est inondé de sueur, les médecins à nouveau lui injectent du gluconate de calcium, de la caféine, du camphre.

Au même moment, à 20 heures précises, s'ouvre une séance commune extraordinaire du Comité central, du Conseil des ministres et du présidium du Soviet suprême. Khrouchtchev préside, Malenkov rapporte, avec Beria. En quarante minutes, la réunion avalise à l'unanimité dix-sept décisions élaborées au préalable par le Bureau du présidium, et qui réorganisent l'appareil dirigeant de l'État et du Parti. La majorité d'entre elles annulent des mesures prises les mois précédents par Staline. Malenkov est nommé président du Conseil des ministres. On lui adjoint quatre vice-présidents : Beria, Molotov, Boulganine et Kaganovitch. Le Bureau du présidium du Comité central est liquidé, le présidium de vingt-cinq membres titulaires est ramené à onze (dont Staline, plus Molotov et Mikoïan, qu'il avait éliminés). Le Secrétariat du Comité central est entièrement refondu et l'on fusionne, sous la direction de Beria, les ministères de la Sécurité et de l'Intérieur. Toutes ces mesures visent à écarter les nouveaux promus de Staline, et à remettre en selle les anciens qu'il avait éloignés. C'est un mini-coup d'État. La réunion confie enfin à une commission composée de Beria, Malenkov et Khrouchtchev le soin de procéder au classement des papiers et archives de Staline. La séance s'achève à 20 h 40. Personne ne pose de question. Le vote est unanime. Quarante minutes ont suffi pour renverser l'édifice institutionnel mis en place par Staline au cours des mois précédents. Pendant ce temps, il agonise...

À 21 h 10, le visage de Staline devient violacé, il râle sourdement, une nouvelle suée l'inonde. Le ballon d'oxygène n'apporte aucune amélioration. Les médecins essaient un massage du cœur et la réanimation par le bouche-à-bouche. Sans résultat. À 21 h 40, les médecins lui injectent du camphre, de l'adrénaline, pratiquent la respiration artificielle. Sous les yeux d'un Khrouchtchev ébahi un géant pétrit littéralement le moribond de ses grosses mains. Soudain, Staline ouvre les yeux, fixe d'un regard furibond et terri-

fié les visages penchés sur lui, lève le bras gauche vers le plafond, s'étrangle et meurt. Il est 21 h 50.

Galina Tchesnokova essaie par deux fois de lui fermer les yeux, en vain : ils sont trop secs. Elle essaie alors une troisième fois en appuyant longtemps sur les yeux, et les paupières restent enfin closes. Jusqu'à sa mort, en décembre 1999, Galina Tchesnokova répétera à qui veut l'entendre : « Savez-vous à qui vous parlez ? Vous ne savez même pas à qui vous parlez<sup>39</sup> ! » À celle qui a fermé les yeux de son dieu.

Beria bondit alors dans le couloir et hurle à son chauffeur un cri devenu fameux : « Khroustaliou, ma voiture ! » Vorochilov, Kaganovitch, Malenkov, Molotov et Khrouchtchev l'imitent et arrivent en même temps que lui dans le bureau du mort au Kremlin, à 22 h 25 exactement, bientôt suivis, dix à quinze minutes plus tard, d'une demi-douzaine de membres du Bureau politique (Souslov), du Secrétariat (Ignatiev) et de militaires (Vassilevski). La réunion, qui s'étend jusqu'à 3 h 50 du matin, met en œuvre toutes les décisions élaborées la veille. La succession s'effectue sans heurt, pour le moment.

Les neuf médecins qui se sont relayés depuis le 2 mars et ont passé toute la journée du 5 au chevet du défunt signent l'acte médical et le constat de décès. La Sécurité convoque l'embaumeur Debov, qui a, depuis janvier 1952, remplacé Boris Zbarski, l'ancien embaumeur de Lénine, et l'emmène dans l'une des voitures blindées de Staline au laboratoire spécial de la rue Sadovo-Koudrinskaïa près du Mausolée. Une douzaine de médecins et de collaborateurs du laboratoire se penchent sur le mort, sous la surveillance étroite d'officiers de la Sécurité. L'autopsie révèle des cavités et des kystes, en particulier dans les lobes frontaux, signes de petites hémorragies cérébrales, et une artériosclérose du cerveau. Ces données ne figurent pas dans le communiqué officiel d'autopsie.

La commission des funérailles, présidée par Khrouchtchev, a décidé que Staline serait placé dans son sarcophage revêtu de sa tenue de généralissime. Les embaumeurs, pour conjurer la poussière, remplacent les boutons métalliques et les pattes d'épaule par des boutons et des pattes en or ; ils font refaire en platine les planchettes des décorations. Mais ils se heurtent à un problème : Staline, lors de son attaque, portait ses vieilles bottines éculées, qu'il refusait de remplacer et qui s'harmonisent mal avec l'uni-

forme de généralissime et la solennité du sarcophage. Ils en demandent une paire de neuves ; mais le Maréchal n'en avait pas.

Les embaumeurs achèvent leur travail le vendredi matin 6 mars, à l'heure où les émissions de Radio Moscou s'ouvrent sur des roulements de tambour suivis de l'hymne national et de la lecture du communiqué officiel annonçant la mort de Staline.

À l'annonce de sa maladie, l'espoir a soulevé les déportés de Vorkouta, qui ont prié à genoux : « Que le diable emporte son âme aujourd'hui. » Ils accueillent sa mort avec joie : « Grâce à Dieu, l'homme à la moustache est parti en enfer. » Un ancien journaliste explique à ses voisins : « En haut, ils sont heureux que le vieil homme soit mort. Ils travaillaient avec lui, mais il les terrorisait et ils le haïssaient. Chacun d'entre eux était menacé de subir le sort de Voznessenski, que Staline a liquidé parce qu'il agissait de façon trop indépendante. » Dans son exil, Tatiana Smilga, dont le père et la mère ont été fusillés sur ordre de Staline, pleure d'une joie mal dissimulée. Dans le village ukrainien de Hlybotchok, dévasté par la famine en 1932-1933, le fils de la bibliothécaire rentre de l'école en pleurant : « Le petit père Staline est mort ! » Son grand-père lève les bras au ciel et s'écrie : « Merci, Seigneur, de m'avoir permis de vivre pour voir mourir ce despote<sup>40</sup> ! » Combien de survivants de la famine ont ressenti cette joie amère ? Mais un deuil réel frappe une partie de la population. L'annonce de sa mort affole un instant l'arrogante mais incertaine nomenklatura, qui projetait en lui son désir de stabilité éternelle. Evguenia Guinzbourg, déportée à Magadan, se rappelle les crises aiguës d'hypertension et les infarctus que sa disparition multiplie parmi les chefs du Goulag...

Le 6 mars, Ignatiev adresse à Beria, Malenkov, Boulganine et Khrouchtchev une note sur l'état de l'opinion, à partir de trente-deux réflexions relevées juste avant la mort du Guide, les 4 et 5 avril (et dont les deux tiers émanent de militaires). Elles disent à la fois l'inquiétude et l'admiration pour le moribond, témoignent du déchaînement de l'antisémitisme et d'un réel mécontentement. Une ouvrière se demande si les juifs n'ont pas attenté à sa santé, une autre affirme : « Ces médecins assassins sont responsables de la maladie du camarade Staline. Ce sont eux qui, visiblement, ont donné au camarade Staline des médicaments empoisonnés avec effet à retardement. » Un garde-frontière de l'aéroport de Moscou partage cet avis : « Les ignobles médecins assassins » l'ont aidé à mourir. Un employé du Kremlin ajoute : « Si cela se confirme, le peuple sera

encore plus indigné contre les juifs.» Un serrurier se demande si Staline, dont «les juifs sont devenus les ennemis», n'a pas été, lui aussi, empoisonné, et dénonce à la fois les juifs et le manque de liberté : «La vie maintenant est pénible, on persécute tout le monde, il est impossible de dire la vérité sinon on te jette en prison et tu y restes. [...] Si Staline ne se rétablit pas, c'est sûr que les travailleurs feront un pogrome des boutiques et des magasins juifs.». D'autres craignent pour l'avenir, pensent qu'il faudra faire des concessions en politique extérieure, craignent la lutte pour le pouvoir provoquée par sa maladie, voire la dislocation de la Russie s'il meurt.

Les remarques hostiles sont plus rares, mais, dans ce climat de peur, elles sont particulièrement significatives. Un artilleur déclare : «Il ne l'a pas volé», un autre renchérit : «C'est une bonne chose.» Ignatiev fait arrêter les deux hommes. Un lieutenant-colonel, inspecteur d'une direction politique, se demande si cela vaut la peine de le soigner. Un soldat d'une unité antichar exprime plus nettement l'espoir d'un changement : «Staline ne tiendra pas longtemps, et cela vaut mieux. Vous verrez comme tout changera d'un coup<sup>41</sup>.»

On transporte le cadavre embaumé pour l'exposer dans la salle des Colonnes, là où s'étaient déroulés les trois procès de Moscou. On installe le cercueil sur un socle ; des couronnes de fleurs dissimulent les fameuses bottines usagées. Au chevet, une faible lumière de profil laisse dans l'ombre le visage ravagé de petite vérole et de petites taches pigmentées. Khrouchtchev vient jeter un coup d'œil. La fête peut commencer. Les membres du gouvernement, du présidium, viennent faire leurs adieux au défunt, puis, à 16 heures, les portes sont ouvertes au public, massé par centaines de milliers dans les rues avoisinantes.

Le secrétaire de l'Union des écrivains, Alexis Sourkov, se renseigne, ce 6 mars, auprès du Secrétariat du Comité central, sur le comportement à adopter lors des funérailles de Staline : «Pleurez, mais pas trop<sup>42</sup>», lui conseille-t-on. La publication des *Œuvres complètes* de Staline est immédiatement suspendue *sine die*. Beria licencie tout le personnel de la villa constitué d'agents de la Sécurité, dont il prend la direction, fait déménager en hâte tout le mobilier entassé dans des entrepôts de la Sécurité. Trois mois plus tard, une fois Beria renversé, les autres héritiers, qui avaient eu l'idée, vite abandonnée, d'ouvrir à Kountsevo un musée Staline, le font remettre en place.

Les funérailles de Staline se déroulent le 9 mars. La foule inquiète, massée tout autour du palais des Syndicats, où est exposée sa dépouille, déborde le service d'ordre : des centaines de Moscovites périssent broyés contre les camions, étouffés ou piétinés par leurs voisins affolés. Nicolas II avait commencé son règne par les morts de la Khodynka le jour de son couronnement, Staline achève le sien de la même façon.

Y eut-il complot contre Staline ? C'est la thèse de son ancien garde du corps, Rybine, dont les capacités d'analyse sont inversement proportionnelles à son adoration pour son ancien maître. C'est aussi celle du feuilletoniste Avtorkhanov, de l'historien russe Antonov-Ovseenko. Selon ce dernier, les arrestations massives de médecins en novembre 1952 avaient privé Staline, malade, de toute assistance médicale sérieuse. Le limogeage de Poskrebychev, l'arrestation de Vlassik et de son domestique convaincu d'espionnage, la mort inopinée, à la mi-février, du commandant du Kremlin, Konsykyne, l'avaient mis dans l'isolement. Mais toutes ces mesures ont été prises avec l'accord, sinon sur ordre même, de Staline. Un an et demi plus tôt, son médecin, Vinogradov, constatant l'état des artères de ce gros fumeur et grand buveur, lui avait conseillé d'arrêter toute activité politique sous peine d'en payer les conséquences. Staline avait emprisonné l'auteur du diagnostic et cessé de fumer, mais trop tard.

À Gennevilliers, le vendredi 7 mars 1953, Jacques Duclos, dans un long sanglot, annonce à un auditoire endeuillé de militants orphelins que « le camarade Staline est mort », mais leur jure que le stalinisme est immortel. Mais l'histoire est un cimetière de dieux oubliés. En 1940, Trotsky rappelait que les innombrables statues de Néron avaient été renversées et brisées dès le lendemain de son suicide forcé et prédisait le même sort à celles du Secrétaire général. La réalité va bientôt confirmer cette prophétie.

## CHAPITRE XXXVI

### La liquidation de l'héritage

À la mort de Staline, écrit Khrouchtchev, « le pays était ruiné [...]. Les prisons étaient surpeuplées [...]. On ne voyait pas d'éclaircie dans la situation internationale, la guerre froide battait son plein. Le poids du primat de l'industrie de guerre sur le peuple soviétique était incroyable <sup>1</sup> ». Impasse économique, résistance sociale massive, quoique passive, insécurité pour tous, complots permanents, purges sanglantes, tel est le bilan du régime policier terroriste. L'appareil le sent. Pour sauver le système stalinien paralysé et en crise, les héritiers doivent démanteler des pans entiers de l'héritage de Staline. Ironie de l'histoire, cette entreprise est menée en trois ans, successivement par le policier en chef Beria, puis par l'apparatchik suprême Malenkov, enfin par celui que Litvinov considérait comme l'esprit le plus faible du Bureau politique, Khrouchtchev. Le 6 mars, on l'a vu, Malenkov est devenu président du Conseil des ministres, assisté de plusieurs vice-présidents dont Beria, qui dirige le ministère, fusionné, de l'Intérieur et de la Sécurité.

Beria prône ou prend, avec l'accord de la majorité des membres du présidium, une série de mesures qui jettent les bases d'une première « perestroïka ». Le premier souci de l'appareil et de toute la couche bureaucratique, en effet, est d'obtenir l'assurance de vivre en paix. À quoi servent des privilèges, même limités, si la crainte vous en fait perdre le goût ? L'annonce publique, en janvier, du complot des Blouses blanches et de son dénoue-

ment prochain annonçait une purge généralisée. Beria s'y attaque d'emblée. Il constitue une commission d'enquête sur le « complot », dominée par ses hommes, et fait décider par le présidium l'arrêt de l'instruction, la dénonciation des falsifications et la réhabilitation des « médecins assassins ».

Le 18 mars, le ministère de l'Intérieur se voit retirer son secteur économique et l'on procède au transfert de tous les établissements pénitentiaires au ministère de la Justice, à l'exception des camps spéciaux. Le 24 mars, Beria soumet au présidium un document affirmant que sur 2 526 042 détenus, le Goulag ne compte que « 221 435 criminels particulièrement dangereux pour l'État (espions, saboteurs, terroristes, trotskystes, socialistes-révolutionnaires, nationalistes et autres), détenus dans les camps spéciaux du ministère de l'Intérieur ». Estimant les victimes des décrets économiques de 1947 sur les atteintes à la propriété kolkhozienne à « 1 241 919 détenus », il décide de les renvoyer sans délai dans leurs foyers, dont « 238 000 personnes âgées de plus de 50 ans », sur lesquels « environ 198 000 détenus souffrent de graves maladies incurables et sont absolument inaptes au travail<sup>2</sup> ». Ils seront amnistiés le 27 mars.

Le 4 avril, la *Pravda* publie un communiqué du ministère de l'Intérieur annonçant que le complot des Blouses blanches n'a jamais existé, réhabilitant les accusés et dénonçant les méthodes illégales utilisées par la Sécurité d'État pour obtenir leurs aveux. La reconnaissance publique d'une falsification policière est une décision sans précédent dans l'histoire de l'URSS stalinienne. Le 7 avril, la *Pravda* annonce l'arrestation de Rioumine et l'éviction d'Ignatiev du Secrétariat du Comité central. Le 10 avril, les *Izvestia* annoncent la comparution prochaine des enquêteurs de l'affaire devant un tribunal, et la *Pravda*, chose inouïe, dénonce les « tortures » subies par les médecins.

Le 27 avril, Beria fait arrêter le fils de Staline, Vassili, accusé de dilapidation de biens de l'État. Sept semaines après la mort de l'ancien dictateur, son fils se retrouve donc en prison. Même si la décision reste secrète, elle a valeur de symbole. Beria suggère ensuite d'abandonner l'Allemagne de l'Est, dont il fait désavouer la politique (ce qui revient à y liquider la propriété d'État), de réunifier une Allemagne neutralisée et de dérussifier partiellement la direction des partis et des gouvernements des Républiques de l'URSS. Pour ce faire, il tente de promouvoir des



cadres «nationaux», en particulier en Ukraine et dans les pays baltes, menaçant ainsi les positions acquises d'une partie de l'appareil russe.

Le 9 mai, il fait voter par le présidium la suppression des portraits des dirigeants dans les manifestations, mesure abrogée dès le lendemain de son arrestation. Il affirme que le gouvernement doit gouverner et le Comité central ne s'occuper que d'idéologie et des cadres du Parti, autrement dit passer au second plan. Le 16 juin, il déclare le travail forcé économiquement non rentable et sans perspective, et propose de démanteler le Goulag. Il tente de mettre sur la touche les dirigeants de RDA (Otto Grotewohl et Walter Ulbricht) qui viennent de décréter la hausse des normes de production, et donc la baisse des salaires. Trop tard. La grève éclate à Berlin-Est le 16 juin et se généralise. Elle est écrasée par les chars soviétiques, mais la nouvelle s'est répandue dans les camps. Les pairs de Beria, affolés, l'arrêtent au Kremlin, le 26 juin, avec l'aide de l'état-major, qui a de vieux comptes à régler avec la Sécurité. Mais, conscients que l'on ne peut continuer sur la voie de Staline, ils poursuivent sa politique. Pour rassurer l'appareil du Parti, ils rétrogradent la Sécurité d'État, détachée du ministère de l'Intérieur, au rang de Comité (*Komitet* et non plus *Ministerstvo Gossudartsvennoi Bezopasnosti*). Khrouchtchev, proclamé Premier secrétaire en septembre, fait fusiller en trois ans une cinquantaine de dirigeants de la Sécurité. La dénonciation publique des «crimes de Beria» soulève les détenus du Goulag.

Constantin Simonov, rédacteur en chef de *Novy Mir*, apprend à ses dépens la portée de la révision engagée. Alors que la mort de Staline lui a sauvé la vie, en renvoyant aux oubliettes le complot des Blouses blanches dans lequel il était impliqué, il affirme dans la *Literaturnaia Gazeta* que le devoir sacré d'un écrivain soviétique est de célébrer «le plus grand génie de tous les temps et de tous les peuples, l'immortel Staline<sup>3</sup>». Khrouchtchev exige son limogeage immédiat.

Les héritiers s'en prennent ensuite à la politique agricole de Staline. À sa mort, l'agriculture soviétique est en ruine. En août 1953, le gouvernement, sans élever les prix de détail, augmente le prix d'achat des livraisons obligatoires de la viande, du lait, des pommes de terre et des légumes, et achète à des prix majorés aux kolkhoziens la part de leur production personnelle qu'ils

commercialisent. Il réduit ensuite les normes de livraisons obligatoires sur les lopins privés, diminue de moitié l'impôt par foyer kolkhozien, et annule les arrérages d'impôts pour l'année 1952. Ces mesures représentent un transfert de 13 milliards de roubles vers les kolkhozes pour 1953, et de 20 milliards pour 1954. C'est une inversion de la politique de pillage de la paysannerie. La pression fiscale pesant sur la population est, en 1953, allégée de 21 milliards de roubles par rapport à 1952.

Le Comité central des 3-7 septembre 1953 double le prix des livraisons obligatoires à l'État. Bien entendu, ces concessions à la population laborieuse supposent une diminution des dépenses militaires. Le 27 juillet, un armistice est donc signé à Panmunjom entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Le 28 avril 1955, Khrouchtchev vient à Belgrade pour renouer avec Tito. Le 15 mai 1955, l'URSS signe un traité de paix avec l'Autriche, d'où elle retire ses troupes. Le 17 avril 1956, Khrouchtchev dissout le Cominform, dont le maintien alimentait les campagnes sur la volonté de Moscou de «soviétiser» l'Europe. Il renonce officiellement à la politique étrangère de Staline, qui reposait sur la tension permanente.

Les nouveaux dirigeants ne savent trop que faire de Staline et de son héritage idéologique. Ils hésitent. Le 28 avril 1955, le présidium nomme une commission chargée des archives de Staline, présidée par Khrouchtchev, secondé par Boulganine, Kagano-vitch, Malenkov, Molotov, Pospelov et Souslov, qui ne se réunira jamais. Les diverses mesures prises depuis deux ans ont dissipé l'atmosphère de terreur, détendu les rapports sociaux, introduit ce qu'Ehrenbourg a appelé un «dégel». Mais il manque un élan. Khrouchtchev tente de le donner au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, en février 1956, en y lisant le dernier jour, lors d'une séance à huis clos, son fameux rapport secret sur les «crimes» de Staline.

La dénonciation – même partielle – de ces crimes ébranle le PCUS tout entier, les démocraties populaires et tous les partis communistes. La lecture d'un résumé du rapport dans les réunions du PCUS y suscite des discussions âpres et des débats inhabituels. Un peu partout, les portraits sont décrochés des bureaux, entassés dans les sous-sols et les décharges publiques, les bustes et monuments de Staline sont souillés, enlevés ou détruits. De nombreuses résolutions demandent de «déclarer Staline ennemi du peuple et de supprimer tout ce qui porte le nom de Staline», ou encore de «retirer son corps du Mausolée».

Malgré la tentative désespérée de nombreux dirigeants communistes de nier l'authenticité du « rapport attribué à Khrouchtchev », selon la formule de Maurice Thorez, la discussion qu'il provoque déstabilise la Hongrie et la Pologne, déjà au bord de la crise. Les conseils ouvriers, qui se forment dans les deux pays en octobre-novembre 1956, réclament la liquidation du culte et de l'héritage de Staline. À Budapest, les ouvriers et les étudiants renversent et démolissent sa gigantesque statue bottée, dressée au cœur de la capitale, symbole de l'oppression nationale et sociale. En URSS, les dizaines de milliers de prisonniers politiques libérés du Goulag ressuscitent les fantômes du passé. La réaction de nombreux dirigeants, qui se sentent menacés, provoque en juillet 1957, à Moscou la tentative, mise en échec de justesse, des nostalgiques Malenkov, Kaganovitch et Molotov pour entraver le mouvement et renverser Khrouchtchev. Ils sont battus, puis exclus de ce parti qu'ils avaient tant contribué à façonner. Et si les dirigeants chinois font, un temps, un usage rituel de Staline pour couvrir d'un voile idéologique leur conflit avec les dirigeants soviétiques, si le culte est maintenu à Tirana, dans l'indifférence générale, par un quarteron de nostalgiques médiévaux, et si sont engagées de timides tentatives de réhabilitation de Staline sous Brejnev, le cours de la déstalinisation est inexorable.

Signe ultime de la fragilité de son régime et de l'artifice de son culte, ses enfants eux-mêmes le renient. Informé au fond de sa cellule de Vladimir de la critique publique portée par Mikoïan au XX<sup>e</sup> congrès contre le « culte de la personnalité » de Staline, Vassili déclare aussitôt par lettre à la direction du Parti communiste soviétique qu'il s'associe à cette condamnation. Il n'est pas parvenu à cette conclusion « d'un seul coup, souligne-t-il, mais après de longues réflexions [...] après une lutte intérieure et des contradictions. Mais si amère que soit la vérité, elle vaut mieux qu'un mirage<sup>4</sup> ». Ainsi désavoué par son fils trois ans seulement après sa mort, Staline le sera ensuite beaucoup plus brutalement par sa fille, le seul enfant qu'il ait aimé. Après son départ de l'URSS, elle publiera successivement deux livres, en 1967 et 1969, où elle condamnera, surtout dans le second, l'œuvre de son père.

Khrouchtchev, en tentant de réformer le système, l'a ébranlé, mais dès que les soubresauts de la réforme, nécessaire pour perpétuer le régime, en ont menacé la survie, il l'a maintenu par la violence. Il a réprimé la révolution hongroise de 1956 avec une

extrême brutalité. Le régime créé par Staline, comme l'autocratie tsariste, ne peut être réformé sans que ses fondements mêmes soient ébranlés, ni être maintenu tel quel.

Le XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS, en octobre 1961, sanctionne une nouvelle étape de la désacralisation. Le 30 octobre, le secrétaire du comité régional de Leningrad propose au congrès de déplacer les cendres de Staline. Dans un bel ensemble, six délégations soutiennent sa proposition, adoptée à l'unanimité, après une réunion du Comité central le 31 octobre. La résolution efface du Mausolée le nom de Staline et «juge inopportun», puis «impossible de continuer à conserver dans le Mausolée le sarcophage contenant le cercueil de Staline». Pour mener à bien l'opération, réalisée à la sauvette, la milice fait évacuer la place Rouge à 18 heures et en ferme les issues, en arguant d'une répétition de la parade du 7 novembre...

Lorsque la nuit commence à tomber, vers 21 heures, les soldats, sous la lueur d'un projecteur, creusent une tombe derrière le Mausolée près du mur du Kremlin, extraient Staline de son sarcophage pour l'installer dans le cercueil tendu de tissu rouge. Avant de déposer son cadavre embaumé, un gradé enlève les boutons en or de son uniforme et les fait remplacer par des boutons de laiton. À 22 heures arrive la commission du Comité central dirigée par le vieux stalinien Chvernîk, qui semble apprécier modérément cet honneur. Aucun des deux enfants de Staline n'est présent. Au moment de clouer le couvercle, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de clous. Pénurie ? Négligence ?

À 22 h 15, on dépose le cercueil dans la tombe, sur laquelle la garde applique une plaque de granit portant son nom, son prénom, son patronyme et ses dates de naissance et de mort.

Un peu plus tard, un buste de Staline sera érigé derrière le Mausolée, près de celui des autres secrétaires généraux. Le lincoeur de pourpre dans lequel dorment les dieux morts recouvre bientôt le Père des Peuples.

## Bibliographie

Cette bibliographie ne comprend pas la liste des revues russes d'histoire et de documents d'archives cités dans les notes ni la totalité des ouvrages consultés, eux aussi, cités en notes. Elle indique seulement une liste d'ouvrages utiles ou indispensables. Lorsque l'ouvrage est publié par un éditeur d'avant la fin de l'Union soviétique, seul le lieu de publication est mentionné.

Les titres ont parfois été traduits, entre parenthèses.

### ŒUVRES DE STALINE

La liste (incomplète) en est dressée dans *Stalin's Works. An Annotated Bibliography Compiles* by Robert H. Mc Neal, Stanford University, 1967.

Treize volumes sur les seize prévus de ses *Œuvres complètes* soumises à une censure vigilante et donc très incomplètes ont été publiés de 1946 à sa mort. Les cinq premiers ont été publiés en français. C'est à cette édition russe que renvoient les notes. En 1996, Richard Kossolapov a publié à Moscou quelques volumes, 14, 15 et 16, qui rassemblent des écrits de Staline de 1935 à 1953.

Ont été publiés depuis :

*Pisma I. V. Stalina V. M. Molotovu*, Lettres de Staline à Molotov, 1925-1936, Moscou, Rossia Molodaia, 1995. Édition anglaise : *Stalins's Letters to Molotov, 1925-1936*, présentées par L. Lih, T. Naumov et O. Khlevniouk, New Haven/London, University Press of Yale, 1995.

Les lettres à Kaganovitch ont paru dans la revue *Voprossy Istorii* et dans les *Cahiers du monde russe*, n° 38, juillet-septembre 1997.

## BIOGRAPHIES DE STALINE

- A. Antonov-Ovseenko, *Stalin beze maska* (Staline sans masque), Moscou, Vsia Moska, 1990.
- A. Bullock, *Hitler-Staline*, Paris, Albin Michel/Robert Laffont, 1994.
- H. Carrère d'Encausse, *Staline ou l'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, 1976.
- R. Conquest, *Staline*, Paris, Odile Jacob, 1993.
- I. Deutscher, *Staline, biographie politique*, Paris, Gallimard, 1973.
- L. Marcou, *Staline vie privée*, Paris, Calmann-Lévy, 1996.
- J.-J. Marie, *La Jeunesse de Staline*, Paris, Autrement, 1998.
- B. Souvarine, *Staline*, Paris, Plon, 1935, rééd. éditions Gérard Lebovici, 1985.
- L. Trotsky, *Staline*, Paris, Grasset, 1948, rééd. 1979.
- R. Tucker, *Staline révolutionnaire, 1878-1929*, Paris, Fayard, 1975.
- A. B. Ulam, *Staline*, Paris, Calmann-Lévy/Gallimard, 1977, 2 vol.
- D. Volkogonov, *Staline*, Paris, Flammarion, 1992.
- B. D. Wolfe, *Lénine, Staline et Trotsky*, Paris, Calmann-Lévy, 1951.
- Études soviétiques*, numéro Joseph Staline, n° 21, janvier 1950 ;  
numéro 70<sup>e</sup> anniversaire, n° 61, avril 1953.

## ENTOURAGE FAMILIAL

- S. Alliluiev, *Proïdionny Put* (Le chemin parcouru), Moscou, 1946.
- A. Alliluieva, *Vospominania* (Souvenirs), Moscou, 1946.
- V. Alliluiev, *Khronika odnoi semii* (Chronique d'une famille), Moscou, Molodaia gvardia, 1995.
- S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, Paris, Seuil, 1967.
- , *En une seule année*, Paris, Robert Laffont, 1970.
- Al Kolesnik, *Khronika Jizni semii Stalina* (Chronique de la vie de la famille de Staline), Moscou, R. Kharkov, 1990.
- Iossif Stalin v obiatikh semii* (Dans les bras de la famille, lettres de Staline, de son épouse, de ses enfants, suivi de longs extraits du journal de sa belle-sœur Maria Svanidzé), Moscou, Q, 1993.
- V. Pokhlebkine, *Viliki Pseudonym*, Moscou, Ludit, 1996.
- V. Tortchinov, A. Leontiouk, *Vokroug Stalina* (Autour de Staline), Saint-Petersbourg, Filologicheskii fakultet Sankt Petersburgskogo gosudarstvennogo universiteta, 2000.

## LA RÉVOLUTION

## a) de 1905

- F.-X. Coquin, 1905. *La révolution russe manquée*, Bruxelles, Complexe, 1985.
- et C. Gervais-Francelle, 1905. *La première révolution russe*, Paris, Institut d'Études slaves, 1986.
- T. Shanin, *Russia 1905-1907. Revolution as a Moment of Truth*, New Haven/London, University Press of Yale, 1985-1986, 2 vol.

## b) de 1917

- J. Carmichael, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Gallimard, 1966.
- E.-H. Carr, *La Révolution bolchevique, 1917-1923*, Paris, Minuit, 1969-1974.
- F.-X. Coquin, *La Révolution russe*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je?», 1962.
- M. Ferro, *La Révolution russe*, Paris, Flammarion, 1976.
- , *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Aubier-Montaigne, t. 1 : 1967, t. 2 : 1976.
- O. Figes, *A People's Tragedy. The Russian Revolution 1891-1924*, Londres, Penguin, 1996.
- V. Lenine, *Neizvestnye dokumenty, 1891-1922*, Moscou, Rosspen, 1999.
- M. Liebman, *La Révolution russe*, Paris, Marabout, 1967.
- , *Le Léninisme sous Lénine*, Paris, Seuil, 1973, 2 vol.
- V. Serge, *L'An I de la Révolution*, Paris, Delphes, 1965, rééd. La Découverte, 2000.
- N. Soukhanov, *Zapiski o revoliucii* (Notes sur la révolution), Berlin/Saint-Petersbourg/Moscou, Z. Grjebine, 1922-1923, 7 tomes.
- L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Seuil, 1996, 2 vol.
- The Trotsky's Papers*, Paris, Mouton, t. 1 : 1964, t. 2 : 1971.
- I. Tseretelli, *Vospominania o fevral'skoï revoliucii*, Paris, Mouton, 1963, 2 vol.

## L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

- P. Broué, *L'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1999.
- , *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993.
- G. Dimitrov, *Dnevnik* (Journal), Sofia, Universitetsko izdatelstvo

- «Sv. Klement okhridski», 1999. Édition allemande : Aufbau Verlag, Berlin, 2000, introduction de Bernhard Bayerlein.
- , *Stalin Letters, 1934-1943*, New Haven/London, Yale University Press, 2000.
- , *Komintern i ideia mirovoi revoliutsii, dokumenty* (Le Comintern et l'idée de la révolution mondiale, documents), Moscou, Nauka, 1998.
- , *Komintern protiv fascisma, dokoumenty* (Le Comintern contre le fascisme, documents), Moscou, Nauka, 1999.
- , *Komintern i vtoraiia mirovaia voïna*, (Le Comintern et la deuxième guerre mondiale), Moscou, Pamiatniski Istoricheskoi Mysli, vol. 1 : 1994 ; vol. 2 : 1998.
- , *Le Premier congrès de l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1974.
- , *Les Quatre premiers mondiaux de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie du Travail, 1934.
- L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, 1930.
- A. Vaksberg, *Hotel Lux*, Paris, Fayard, 1993.

#### L'HISTOIRE DE L'URSS ET DU PARTI BOLCHEVIK JUSQU'EN 1953

- Bolchevitskoe Rukovodstvo, perepiska 1912-1928*, Moscou, Rosspen, 1996.
- Bolchevitskoe Rukovodstvo, perepiska 1928-1941*, Moscou, Rosspen, 1999.
- P. Broué, *Le Parti bolchevique*, Paris, Minuit, 1971.
- M. Laran et J.-L. Van Regemorter, *Russie-URSS, 1870-1984* Armand Colin, Paris, 1986, édition revue, 1991.
- , *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996.
- L. Schapiro, *De Lénine à Staline. Histoire du PCUS*, Paris, Gallimard, 1967.
- V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1977.
- G. Sokoloff, *La Puissance pauvre*, Paris, Fayard, 1994.
- A. Stanziani, *L'Économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel, 1998.
- J.-L. Van Regemorter, *D'une perestroïka à l'autre*, Paris, Sedes, 1990.
- , *La Russie et le monde au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1995.
- N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 2001.



- et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques : la société russe dans les documents confidentiels, 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1995.

#### LES ANNÉES 1920 ET L'ÉMERGENCE DU STALINISME

- Y. Buranov, *Lenin's Will* (Le testament de Lénine), New York, Prometheus Book, 1994.
- E. H. Carr, *The Interregnum, 1922-23*, Londres, MacMillan, 1971.
- , *Socialism in one country*, Londres, MacMillan, 1972, 2 vol.
- R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960.
- Golos Naroda* (La voix du peuple), *Pisma et otkliki riadovykh sovietskikh grajdan o sobytiakh 1918-1932* (Lettres et réactions des citoyens soviétiques du rang aux événements des années 1918-1932), Moscou, Rosspen, 1997.
- V. Koumaniov et I. Koulikova, *Protivostoianie*, Moscou, Nauka, 1994.
- M. Lewin, *Le Dernier combat de Lénine*, Paris, Minuit, 1967.
- Pisma vo vlast* (Lettres au pouvoir), 1917-1927, Moscou, Rosspen, 1998.
- V. Rogovine : *Byla-li alternativa stalinizmu ?* (Y avait-il une alternative au stalinisme ?), Moscou, Terra, 1992.
- , *Vlast i Oppositsia* (Le pouvoir et l'opposition), Moscou, Coopérative de la revue *Tcatr*, 1994.
- , *Staline contre Trotsky, 1924-1926 : la révolution permanente et le socialisme dans un seul pays*, Paris, Maspero, 1965.
- J. Rokitiński et R. Müller, *Krasny dissident* (Le dissident rouge), Moscou, Academia, 1996.
- Tainy natsionalnoi politiki TsK PKP* (Les secrets de la politique nationale du CC et du PCR), Moscou, Insan, 1992.

#### LA PÉRIODE DE LA COLLECTIVISATION ET DE L'INDUSTRIALISATION

1933. *L'Année noire, la famine en Ukraine*, préface de G. Sokoloff, Paris, Albin Michel, 2000.
- A. Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Champ libre, 1977.
- R. V. Daniels, *The Stalin Revolution*, Lexington (Mass.)/Toronto, D.C. Heath and Co, 1990.
- V. P. Danilov, *Rural Russia under the New Regime*, Londres, 1988.

- M. Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline*, Paris, Fayard, 1967.
- S. Fitzpatrick, *Everyday Stalinism, Ordinary Life in Extraordinary Times. Soviet Russia in the 1930s*, New York/London, Oxford University Press, 1999.
- A. Graziosi, *The Great Soviet Peasant War, Bolsheviks and Peasants, 1917-1933*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1996.
- O. Khlevniouk, *Stalin i Ordjonikidzé, konflikty v politbiouro v 30 e gody* (Staline et Ordjonikidzé, conflits au bureau politique dans les années 30), Moscou, Rossia Molodaia, 1993.
- , 1937, *Stalin, NKVD i sovietskoie obchtchestvo*, 1937 : Staline, le NKVD et la société soviétique, Moscou, Respublika, 1992.
- , *Le Cercle du Kremlin*, Paris, Seuil, 1996.
- A. Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, Paris, Seuil, 1995.
- H. Kuromiya, *Stalin's Industrial Revolution. Politics and Workers*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- , *Freedom and Terror in the Donbass, 1870-1990*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- M. Lewin, *La Formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1987.
- , *La Paysannerie et le pouvoir soviétique*, Paris, Kliensieck, 1968.
- N. Ivnitski, *Kollektivizacija i raskulachivanie – nachalo 30 kh godov* (La collectivisation et la dékoulakisation – début des années 30), Moscou, Magistr, 1996.
- V. Rogovine, *Stalinski neonep* (La neonep de Staline), Moscou, 1994.
- , 1937, Moscou, Novosti, 1996.
- , *Partia Rasstreliannykh* (Le Parti des fusillés), Moscou, Ran, 1997.
- , *Mirovaia Revolioutsia i Miroviaia Voïna* (La révolution mondiale et la guerre mondiale), Moscou, 1998.
- Sovietskaia Derevnia Glazami Vetcheka-Oguépéou-NKVD* (La campagne soviétique vue par la Tcheka-Guépéou-NKVD), t. 1 : 1918-1922, 1998 ; t. 2 : 1923-1929, Moscou, Rosspen, 1998 et 2000.
- V. Danilov, R. Manning et L. Viola (textes rassemblés et présentés par), *Tragedia sovietskoï derievni. Kollektivisatsia i Rasskoulatchivanie. Dokoumenty i Materialy 1927-1939* (La

Tragédie de la campagne soviétiques. Documents et matériaux), vol. 1 : mai 1917-novembre 1929, Moscou, Rosspen, 1999, 5 vol.

L. Viola, *Peasants Rebels under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1996.

*Dokumenty svidetelstvuiut. Iz istorii derevni nakanune i v khode kollektivizacii, 1927-1932* (Les documents témoignent. L'histoire de la campagne à la veille et au cours de la collectivisation, 1927-1932), documents rassemblés par V. Danilov et N. Ivnitski, Moscou, Politizdat, 1989.

#### LA GUERRE (1939-1945)

1941 god (L'année 1941), 2 tomes, Moscou, Democratia, « Rossia-XX vek », 1998, recueil de documents annotés.

A. Beevor, *Stalingrad*, Paris, de Fallois, 1998.

*Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt, Churchill, Truman et Attlee 1941-1945*, Paris, Plon, 1959, 2 vol.

G. Gorodetsky, *Le Grand jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 2000.

I. Gorkov, *Kreml, Stavka, Genchtab* (Le Kremlin, le GQG et l'état-major général), Tver, Rif LTD, 1995.

P. Grigorenko, *Staline et la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, L'Herne, 1970.

G. Joukov, *Vospominania i rasmychlienia* (Souvenirs et réflexions), Moscou, Novosti, 1992, 3 vol.

*Katyn*, Moscou, Democratia, « Rossia-XX vek », 1997.

J.-J. Marie, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1995.

A. Mertsalov et L. Mertsalova, *Stalinism i Voïna* (Le stalinisme et la guerre), Moscou, Terra, 1998.

A. Nekritch, *L'Armée rouge assassinée*, Paris, Grasset, 1968.

S. Pons, *Staline e la guerra inevitabile, 1936-1941*, Roma, Einaudi, 1995.

O. Rjechevski, *Voïna i Diplomatia*, Moscou, Nauka, 1997.

A. E. Taras, *Sovietsko-Finlandskaia Voïna*, Minsk, Kharvest, 1999.

*L'URSS dans la seconde guerre mondiale*, Paris, Témoignage-Édition-Diffusion, 1967, 5 tomes.

*Velikaia Otietchesviennaia Voïna 1941-1945* (La Grande guerre patriotique), Moscou, Nauka, 1998, 4 vol.

- N. Voznessenski, *L'Économie de guerre de l'URSS*, Paris, Librairie Médicis, 1945.
- Zimnaia Voïna, 1939-1940*, vol 2 : *Stalin i Finskaia Kampania* (Staline et la campagne de Finlande), Moscou, Nauka, 1999, 2 vol.
- A. Werth, *La Russie en guerre*, Paris, Stock, 1965.

#### L'APRÈS-GUERRE

- G. Adibekov, *Cominform i poslievoïennaia Ievropa* (Le Cominform et l'Europe d'après la guerre), Moscou, Rossia Molodaia, 1994.
- A. Borchtchagovski, *L'Holocauste inachevé*, Paris, J.-Cl. Lattès, 1995.
- V. Dedijer, *Le Défi de Tito : Staline et la Yougoslavie*, Paris, Gallimard, 1970.
- F. Fejtö, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 1971, 2 vol. Vol.1 : *L'ère de Staline*.
- A. Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Paris, Fayard, 1966-1967, 2 vol.
- I. Guirenko, *Staline-Tito*, Moscou, Izdatelstvo Politicheskoi literatury, 1991.
- D. Holloway, *Stalin and the Bomb*, New Haven/London, Yale University Press, 1994.
- G. Kostyrchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, Arles, Solin/Actes Sud, 1998.
- A. Lustsiger, *Rotbuch. Stalin und die Juden*, Berlin, Aufbau Verlag, 1998.
- J.-J. Marie, *Les Derniers complots de Staline*, Bruxelles, Complexe, 1993.
- R. Pikhoia, *SSSR, Istoria Vlasti* (L'URSS, Histoire du pouvoir), 1945-1991, Moscou, RGAF, 1998.
- Soviechtchania Kominforma* (Les réunions du Cominform, 1947, 1948, 1949), Moscou, Rosspen, 1998.
- A. O. Tchoubarian (sous la direction de), *Stalin i Kholodniaia Voïna* (Staline et la guerre froide), Moscou, Ran, 1998.
- E. A. Zoubkova, *Obchtchestvo i reformy* (La société et les réformes, 1945-1964), Moscou, Rossia Molodaia, 1993. Édition en langue anglaise : *Russia After the War. Hopes, Illusions and Disappointments, 1945-1953*, New York, M. E. Sharpe, 1999.

## GOULAG, JUSTICE TERREUR ET SÉCURITÉ D'ÉTAT

- C. Andrew-Gordievski, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990.
- C. Andrew-Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard.
- E. Bacon, *The Gulag at War : Stalin's Forced Labour System in The Light of the Archives*, Londres, 1994.
- P. Barton, *L'Univers concentrationnaire en Russie, 1930-1937*, Paris, Plon, 1957.
- A. Brossart, S. Corube et L. Moukhine, *Ozerlag, 1937-1964*, Paris, Autrement, 1991.
- P. Broué, *Les Procès de Moscou*, Paris, Julliard, 1964.
- R. Conquest, *La Grande Terreur. Sanglantes moissons*, Robert Laffont, coll. «Bouquins», 1995.
- J. A. Getty et R. Manning, *Stalinist Terror. New Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.
- J. A. Getty and O. Naumov, *The Road to Terror : Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviks, 1932-1939*, New Haven/London, Yale University Press, 1999.
- I. Dobrovolski (sous la direction de), *Goulag : ego stroiteli, obitateli i geroi* (Le Goulag, ses constructeurs, ses habitants et ses héros), Frankfurt-Moscou, 1999.
- N. Iakupov, *Tragedia polkovodtsev* (La tragédie des capitaines), Moscou, Mysl, 1992.
- A. Kokourine et N. Ietrov (sous la direction de), *Goulag, 1918-1960*, Moscou, Materik, 2000.
- J.-J. Marie, *Le Goulag*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je?», 1999.
- V. Nekrassov, *Trinadsat jeleznykh narkomov* (Treize commissaires du peuple de fer), Moscou, Versty, 1995.
- J. Rossi, *Le Manuel du Goulag*, Paris, Le Cherche-Midi, 1998.
- A. Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag, 1918-1956*, Paris, Seuil, 1974-1976.
- M. B. Smirnov, *Sistema Ispravitelno-trudovykh lagerei v SSSR* (Le système des camps de travaux correctifs en URSS, 1923-1960), Moscou, Zvenia, 1998.
- N. Marie-Schwartzberg, *Le KGB*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je?», 1993.
- Reabilitatsia : Politicheskie processy 30-50 godov* (Réhabilitation : les procès politiques des années 30-50), Moscou, Izdatelstvo Politicheskoi literatury, 1991.

- P. H. Solomon Jr, *Soviet criminal Justice under Stalin*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- P. Soudoplatov, *Missions spéciales*, Paris, Seuil, 1994.
- K. Stoliarov, *Palatchi i Jertvy* (Bourreaux et victimes), Moscou, Olma Press, 1997.
- N. Petrov et V. Skorkine, *Kto rukovodil NKVD (1934-1941)* (Qui a dirigé le NKVD?), Moscou, 1999.
- L. Sedov, *Livre rouge sur le procès de Moscou*, reprint CERM-TRI, 1997.
- L. Trotsky, *Les Crimes de Staline*, Paris, Grasset, 1937.
- L. Vasilieva, *Kremliovskye Jony* (Les femmes du Kremlin), Moscou, Vagrius, 1992. Édition en langue anglaise : *Kremlin Wives*, New York, Arcade Publishing, 1994.

#### TÉMOIGNAGES ET SOUVENIRS

- B. Bajanov, *Bajanov révèle Staline*, Paris, Gallimard, 1979.
- V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchikom Stalina* (Comment je suis devenu interprète de Staline), Moscou, Dem, 1993.
- M. Djilas, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard 1962.
- L. Kaganovitch, *Pamiatnye Zapiski* (Notes de mémoire), Moscou, Vagrius, 1996.
- N. Khrouchtchev, *Vospominania* (Souvenirs), Moscou, Moskovskic Novosti, 1999, 4 vol.
- , *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1971.
- , *Mémoires inédits*, Paris, Belfond, 1991.
- F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Paris, Albin Michel, 1995.  
L'édition française ne comprend pas l'intégralité des textes de l'édition russe : *Sto sorok bessed s Molotovim*, Moscou, Terra, 1991.

#### BIOGRAPHIES DE DIRIGEANTS BOLCHEVIKS

- P. Broué, *Trotsky*, Fayard, Paris, 1988.
- , *Racovski*, Paris, Fayard, 1995.
- H. Carrère d'Encausse, *Lénine*, Paris, Fayard, 1999.
- S. Cohen, *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979.
- I. Deutscher, *Trotsky*, Paris, Julliard, 1962, 1964, 1966, 3 vol.
- G. Haupt et J.-J. Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero 1969.
- F. Raskolnikov, *Fiodor Raskolnikov o vremeni i o sebe* (Fiodor Raskolnikov sur son époque et sur lui-même), Leningrad, 1989.

- J. Rokitiński et R. Müller, *Krasny dissident* (Le dissident rouge, biographie de David Riazanov), Moscou, Academia, 1996.
- A. Ulam, *Les Bolcheviks*, Paris, Gallimard, 1973.
- A. Vaksberg, *Alexandra Kollontai*, Paris, Fayard, 1996.
- D. Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, Paris, Robert Laffont, 1995, traduction de l'édition anglaise qui ne représente qu'une bonne moitié de l'édition russe en 2 volumes riches encore en documents, Moscou, Novosti, 1994.
- , *Trotsky*, Moscou, Novosti, 1992, 2 vol.

#### LES COLLABORATEURS DE STALINE

- B. Briukhanov, E. Chochkov, *Opravdaniu ne podlejit* (Inexcusable. Iejov et la Ievojchtchina) 1936-1938, Saint-Petersbourg, PF, 1998.
- A. Khnight, *Beria*, Paris, Aubier, 1994.
- S. Khrouchtchev, *Khrouchtchev par Khrouchtchev*, Paris, Plon, 1990.
- I. Roubtsov, *Alter ego Stalina. Mekhlis*, Moscou, Zvonitsa-MG, 1999.
- A. Vaksberg, *Vychinski, le procureur de Staline*, Paris, Albin Michel, 1991.

#### STALINE ET L'ART

- D. L. Babichenko, *Pissateli i Censory* (Écrivains et censeurs), Moscou, Rossia Molodaia, 1994.
- , *Literaturny Front*, (recueil de documents établi par D. L. Babichenko), Moscou, Enciclopedia rossiskikh dereven, 1994.
- V. Chentalinski, *La Parole ressuscitée*, Paris, Robert Laffont, 1993.
- , *Les Surprises de la Loubianka*, Paris, Robert Laffont, 1996.
- H. Ermolaev, *Censorship on Soviet Literature, 1927-1991*, New York/Londres, Rowman and Littlefield, 1997.
- E. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskusstvo*, Moscou, Respublica, 1998.
- G. Mariamov, *Kremliovsky Censor*, Moscou, Kinocent, 1992.
- Vlast et Khoudojestvennaia Intelligencja* (Le pouvoir et l'intelligentsia littéraire), recueil de documents du Comité central et de la Tcheka-Guépou-NKVD, Moscou, Democratia, «Rossia-XX vek», 1999.

## LE STALINISME

Borev, *Staliniada*, Moscou, Khiga, 1991.

A. Iakoulev, *Gorkaia Tchacha* (La coupe amère), Iaroslavl, Verkhne-Voljskoe knijnie izdatelstvo, 1994.

I. Kershaw et M. Lewin, *Stalinism and nazism : Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

B. Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976.

R. Medvedev, *Le Stalinisme*, Paris, Seuil, 1972.

A. Mertsalov (sous la direction de), *Istoria i Stalinizm* (L'histoire et le stalinisme), Moscou, Izdatelstvo politicheskoi literatury, 1991.

S. Mikhailov, *Stalinnistkijat totalitarisem* (Le totalitarisme stalinien), Sofia, M.8.M., 2000.

*Osmylit koult Stalina* (Comprendre le culte de Staline), recueil collectif, Moscou, Progress, 1989.

H. Rousso (sous la direction de), *Stalinisme et nazisme*, recueil collectif, Bruxelles, Complexe, 2000.

E. Traverso, *Le Totalitarisme. Le xx<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris, Seuil, coll. «Points-Histoire», 2001.

L. Trotsky, *La Lutte antibureaucratique en URSS*, Paris, UGE, coll. «10/18», 1975, 2 vol.

—, *L'Appareil policier du stalinisme*, Paris, UGE, coll. «10/18», 1976.

—, *La Révolution trahie*, Paris, UGE, coll. «10/18», 1969.

M. Voslensky, *La Nomenklatura en URSS*, Paris, Belfond, 1980.



## Biographies

**BERIA, Lavrenti Pavlovitch (1899-1953)**

Après des études d'architecture, il commence en 1919 sa carrière militante comme agent double de la Tcheka dans les services de renseignements des nationalistes azéris dits «moussavatistes». Vice-président du Guépéou de l'Azerbaïdjan en 1922, de la Géorgie en 1926, puis de toute la Transcaucasie en 1932. En 1931, premier secrétaire du PC de Géorgie, puis en 1932 premier secrétaire du PC de Transcaucasie. Élu au Comité central en 1934, il est l'un des organisateurs du culte de Staline par la publication sous son nom d'un ouvrage hagiographique sur l'activité de Staline dans le mouvement ouvrier caucasien. Il est nommé vice-commissaire du peuple à l'Intérieur (NKVD) en juillet 1938 puis commissaire à l'Intérieur en décembre 1938. Il dirige à ce titre le Goulag. De 1941 à 1953, vice-président du Conseil des commissaires du peuple (puis des ministres). De 1941 à 1945, membre du Comité d'État à la Défense. De 1946 à 1953, il dirige la Commission atomique. En mars 1953, il devient premier vice-président du Conseil et ministre de la Police et de la Sécurité réunifiées. Il propose et met en œuvre toute une série de réformes pour tenter de sauver le système. Arrêté en juin 1953 par ses pairs, jugé en décembre de la même année, il est condamné à mort et fusillé avec cinq de ses proches collaborateurs.

**BOUKHARINE, Nicolas Ivanovitch (1888-1938)**

Étudiant en sciences, il adhère au POSDR en 1906. Passionné de théorie, il polémique avec Lénine sur la question nationale et sur la nature de l'impérialisme avant et pendant la guerre. Il est élu membre du Comité central du parti bolchevik de 1917 à

1934, date à laquelle il est rétrogradé au rang de suppléant. Membre suppléant du Bureau politique en 1919, il en est titulaire de 1924 à 1929. De décembre 1917 à avril 1929, rédacteur en chef de la *Pravda* (avec une interruption de quatre mois en 1918), de 1919 à 1929, membre du présidium et du Comité exécutif de l'Internationale communiste (Comintern). En 1918, il anime l'opposition des « communistes de gauche » à la paix de Brest-Litovsk. En 1927-1929, il anime l'opposition de « droite ». De 1934 à 1937, rédacteur en chef des *Izvestia*. Arrêté en février 1937, il est le principal accusé du troisième procès de Moscou (mars 1938) au cours duquel il est condamné à mort et fusillé.

DZERJINSKI, Félix Edmundovitch (1877-1926)

D'origine polonaise, après des études au lycée au cours desquelles il envisage de devenir prêtre, il adhère au parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie puis, en 1900, au parti russe. Membre du Comité central du parti social-démocrate russe de 1906 à 1912, puis de 1917 à sa mort. Arrêté plusieurs fois de 1900 à 1917, il passe plus de dix ans en prison ou en exil sévère en Sibérie. Président de la Tcheka, puis du Guépéou, de décembre 1917 à sa mort. Commissaire du peuple à l'Intérieur de Russie de 1919 à 1923, commissaire du peuple aux Transports de 1921 à 1924, Président du Conseil supérieur de l'économie nationale et membre du suppléant du Bureau politique à partir de 1924. Il est mort d'une crise cardiaque.

IEJOV, Nicolai Ivanovitch (1895-1940)

Apprenti ajusteur dès 14 ans, il sert dans l'Armée rouge jusqu'en 1922. Il entre alors dans l'appareil du Parti et remplit les fonctions de secrétaire de divers comités régionaux et provinciaux en montrant toujours une parfaite soumission aux directives de la direction mais, comme le souligne l'écrivain Iouri Dombrovski, sans manifester de brutalité ni de cruauté particulières. En 1927, il devient chef-adjoint d'une section du Comité central. En 1929-1930, vice-commissaire du peuple à l'Agriculture. En 1930, il passe à la tête de la section d'affectation, de la section des cadres et de la section industrielle du Comité central. En 1934, vice-président, puis président en 1935 de la Commission centrale de contrôle, ainsi que membre du Secrétariat du Comité central et du Comité exécutif du Comintern. De sep-

tembre 1936 à décembre 1938, commissaire du peuple à l'Intérieur (NKVD). L'expression «les moufles de Iejov» alors utilisée symbolise la répression. Limogé, il est nommé commissaire aux Transports fluviaux et arrêté le 10 juin 1939. Il est condamné à mort le 3 février 1940 et fusillé.

**JDANOV, Andrei Alexandrovitch (1896-1948)**

Après la fin de ses études à l'école réale de Marioupol, il adhère au parti bolchevik pendant la guerre en 1915. Commissaire politique dans l'Armée rouge de 1918 à 1920, il devient membre suppléant du Comité central en 1925, titulaire en 1930. Il remplace Kirov, assassiné, comme premier secrétaire du PC de la région de Leningrad en décembre 1934 et occupe ce poste jusqu'en 1944. Membre suppléant du Bureau politique en 1935, il en devient titulaire en 1940. Membre du Bureau d'organisation et du Secrétariat du Comité central à partir de février 1934. Il contrôle la vie intellectuelle au titre de ces fonctions au lendemain de la guerre. Cette fonction de censeur idéologique suprême a donné le nom de «jdanovisme» à la politique de soumission totale de la vie intellectuelle et artistique, aux orientations et aux diktats de la direction du Parti.

**KIROV, Serguei Mironovitch (pseudonyme de KOSTRIKOV, S.M.) (1886-1934)**

En 1904, il achève ses études à l'Institut de technique mécanique de Kazan et adhère au POSDR. En 1921, premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, élu membre suppléant du Comité central en 1921, membre titulaire en 1923, premier secrétaire du PC de Leningrad et membre suppléant du Bureau politique en 1926, titulaire en 1930. Au XVII<sup>e</sup> congrès, en janvier 1934, il déclare : «Staline est le plus grand homme de tous les temps et de tous les peuples.» Il est désigné membre du Secrétariat du Comité central au lendemain du congrès. Il est assassiné le 1<sup>er</sup> décembre 1934.

**KROUPSKAIA, Nadiejda Konstantinovna (1869-1939)**

Épouse de Lénine dont elle fut aussi la compagne, voire la secrétaire politique. Elle appartient un bref moment en 1926 à l'Opposition unifiée avec laquelle elle rompit vite. Éluë au Comité central en 1927, alors qu'elle n'a plus de poids politique, elle y reste jusqu'à sa mort.

KAGANOVITCH, Lazare Moiseievitch (1893-1992)

Fils de savetier comme Staline. Élu membre suppléant du Comité central en avril 1923, puis titulaire en 1924. Membre du Secrétariat du Comité central dès 1923 et responsable de sa section d'affectation jusqu'à sa nomination comme premier secrétaire du PC ukrainien en 1925. Élu membre suppléant du Bureau politique en 1927, il en devient titulaire en 1930, en même temps qu'il est nommé premier secrétaire du PC de Moscou. Commissaire aux Transports de 1935 à 1944, vice-président du Conseil des commissaires du peuple (puis des ministres) de 1944 à 1953. Exclu du Comité central et de son présidium en juillet 1957 pour appartenance au groupe dit anti-Parti qui avait voulu démettre Khrouchtchev. Exclu du PCUS en 1962. Mort à l'âge de 99 ans.

KAMENEV, Lev Borissovitch (pseudonyme de ROSENFELD, Lev) (1883-1936)

Après cinq ans d'études au lycée de Tiflis où son père était ingénieur aux chemins de fer, il adhère au POSDR en 1902, participe au congrès de 1903, devient député bolchevik à la Douma en 1912. Condamné et exilé en Sibérie pour dénonciation de la guerre et refus de voter les crédits de guerre, il y retrouve Staline fin 1916, est élu en mars 1917 membre du Comité central où il reste jusqu'en 1927 (avec une interruption de deux mois en octobre-novembre 1917 lorsqu'il en démissionne pour protester contre l'insurrection et la formation d'un gouvernement purement bolchevik), membre titulaire du Bureau politique de 1919 à 1925, rétrogradé au rang de suppléant en 1926, puis définitivement exclu. Président du soviet de Moscou de 1919 à 1926. Vice-président du Conseil des commissaires du peuple de 1922 à 1926, directeur de l'Institut Lénine à partir de 1923 et, à ce titre, responsable de la première édition des *Œuvres complètes* de Lénine, dite «jaune», que Staline fera systématiquement confisquer au début des années 1930. Il est l'un des dirigeants de l'Opposition unifiée constituée en 1926, exclu du parti bolchevik à la fin de 1927, réintégré en 1928, exclu à nouveau en 1932, réintégré en 1933, il est l'un des principaux accusés du premier procès de Moscou au cours duquel il est condamné à mort et fusillé.

KHROUCHTCHEV, Nikita Sergueievitch (1894-1971)

Après quatre années d'école, il commence à travailler à 14 ans comme berger, puis comme ajusteur dans le Donbass. Il adhère au

parti bolchevik pendant la guerre civile en 1918. Il vote en 1923 pour l'Opposition de gauche, accède à ses premières responsabilités dans le Parti en 1924 à Kiev, puis monte à Moscou étudier à l'académie industrielle où il se lie avec la femme de Staline, Nadedja Alliluieva. En 1932, il est nommé deuxième secrétaire du comité de ville du Parti à Moscou, puis Premier secrétaire en 1935, poste qu'il quitte pour devenir Premier secrétaire du PC ukrainien, de 1938 à mars 1947, puis de décembre 1947 à 1949. Entre temps il a été élu au Comité central en 1934, membre suppléant du Bureau politique en 1938, membre titulaire en 1939. Pendant la guerre, il est membre, en particulier, du Conseil militaire du front de Stalingrad. Il perd un fils au combat. En 1949 il entre au Secrétariat du Comité central et devient Premier secrétaire du comité régional de Moscou du Parti. En mars 1953, il devient Premier secrétaire du Comité central, fonction qu'il occupe jusqu'à son limogeage en octobre 1964, et qu'il cumule à partir de 1958 avec celle de président du Conseil des ministres.

#### LÉNINE, Vladimir Ilitch (1870-1924)

Après des études de droit à la faculté de Kazan, il fonde en 1895, avec Martov, l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière à Saint-Pétersbourg. Exilé pour trois ans en 1897, il émigre en 1900, fonde l'*Iskra* à la fin de 1900 avec Plekhanov et Martov, dirige en 1903 la fraction bolchevique au congrès de fondation effective du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR). En 1915 et 1916, il participe aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal contre la guerre. Président du Conseil des commissaires du peuple dès sa création en octobre 1917, membre du Bureau politique. Blessé lors d'un attentat le 30 août 1918, membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste, il dirige le parti et le gouvernement jusqu'à l'attaque qui le paralyse et le réduit au silence le 9 mars 1923. Il meurt le 21 janvier 1924 et est embaumé dans le Mausolée construit à cet effet après sa mort sur la place Rouge. Peu après, Petrograd est débaptisé et rebaptisé Leningrad.

#### MALENKOV, Gueorgui Maximovitch (1901-1988)

Mobilisé dans l'Armée rouge dès 1919, il adhère au parti bolchevik en 1919, puis étudie à l'Institut technologique supérieur de 1921 à 1925, entre dans l'appareil du Comité central en 1925. En

1934, il devient chef de la Section des cadres des organismes dirigeants du Comité central sans être membre de ce dernier, dans lequel il entre en 1939 et devient en même temps membre de son secrétariat, où il reste jusqu'en 1946. Il gère la Direction des cadres du Comité central jusqu'à cette même date. Il appartient pendant la guerre au Comité d'État à la Défense; limogé de ses fonctions en 1946 et envoyé en province, il réintègre le Secrétariat du Comité central en 1946 et y reste jusqu'au lendemain de la mort de Staline. De 1953 à 1955, il est président du Conseil des ministres. Écarté de cette fonction en 1955, il est exclu du Comité central et de son présidium en juillet 1957 pour appartenance au groupe anti-Parti avec Molotov et Kaganovitch. Exclu du parti en novembre 1961. Il se convertit à l'orthodoxie à la fin de sa vie.

MEKHLIS, Lev Zakharovitch (1889-1953)

Membre d'une organisation sioniste de 1914 à 1918. Commissaire politique dans l'Armée rouge, il entre en 1921 à l'Inspection ouvrière et paysanne. De 1922 à 1926, il exerce dans l'appareil du Secrétariat du Comité central. Nommé, en 1930, rédacteur en chef de la *Pravda*, il est élu en 1934 membre suppléant du Comité central puis titulaire en 1937 (par cooptation). Il dirige de 1937 à 1940 la Direction principale de la propagande politique de l'Armée rouge. En 1941-1942, il est vice-commissaire du peuple à la Défense. Membre de nombreux conseils du front pendant la durée de la guerre. De 1946 à 1950, ministre du contrôle d'État, écarté de ce poste pour raisons de santé (réelles). Il meurt sept semaines avant Staline, oublié de lui et de tous.

MIKOIAN, Anastase Ivanovitch (1895-1978)

Né en Arménie, il fait ses études au séminaire de Tiflis, dont il sort en 1916 après avoir adhéré au parti bolchevik, puis fait une année d'étude à l'Institut religieux. Membre du Conseil des commissaires du peuple de Bakou en 1918, il est arrêté, emprisonné, puis relâché. Il monte à Moscou. Élu membre suppléant du Comité central en 1922, titulaire en 1923. Il y restera jusqu'en 1976. En 1926, il est élu membre suppléant du Bureau politique, et nommé commissaire du peuple au Commerce intérieur et extérieur, en 1930 commissaire du peuple au Ravitaillement, en 1934, enfin commissaire du peuple à l'Industrie alimentaire, élu membre titulaire du Bureau politique en 1935, de 1938 à 1949, commissaire du peuple

puis ministre du Commerce extérieur. De 1937 à 1955, il est vice-président du Conseil des commissaires du peuple (puis des ministres). En février 1942, la Sécurité arrête deux de ses fils accusés de complicité avec les fascistes, puis les relâche six mois après. Un autre de ses fils meurt au combat. Il soutient Khrouchtchev en 1956 lors de sa dénonciation de certains crimes de Staline. Khrouchtchev l'envoie en Hongrie en 1956 lors de la révolte qui soulève la population du pays. Mikoïan le soutient en 1957 contre le «groupe anti-Parti» de Molotov-Kaganovitch et Malenkov. Il participe en 1962 à la répression sanglante de la manifestation ouvrière de Novotcherkassk contre la hausse des prix.

MOLOTOV, Viatcheslav Mikhailovitch (1890-1988) (pseudonyme de SKRIABINE)

Il fait des études complètes à l'école réelle (c'est-à-dire moderne), jugée inférieure au «gymnasium» (lycée) jusqu'en 1908. Il adhère au POSDR en 1906. Il dirige un bref moment la *Pravda* en 1912 avec Staline. Après avoir dirigé diverses instances régionales du parti bolchevik, il est élu en 1920 secrétaire du Comité central du PC ukrainien, en même temps qu'il devient membre suppléant du comité central du PC russe. En 1921, il en devient membre titulaire et membre de son Secrétariat ainsi que du Bureau d'organisation. Fidèle inconditionnel de Staline, lui aussi, il est élu membre suppléant du Bureau politique en 1921 et titulaire en 1926. Il reste au Secrétariat du Comité central jusqu'en 1930. En 1928-1929, Premier secrétaire du comité du parti de Moscou. De 1930 à 1941, président du Conseil des commissaires du peuple. De 1939 à 1949, commissaire du peuple (puis ministre) aux Affaires étrangères. En 1941-1942, puis de 1946 à 1953, il est vice-président du Conseil des ministres, puis premier vice-président jusqu'à son limogeage et son exclusion du Comité central en 1957 comme membre du «groupe anti-Parti» hostile à Khrouchtchev. Il est exclu du PCUS en mars 1962 et réintégré après de multiples demandes par Tchernenko en 1984.

ORDJONIKIDZÉ, Grigori Konstantinovitch (1886-1937), dit Sergo

Au cours de ses études à l'école des aides-soignants de Tiflis, il adhère au POSDR en 1903. Élu au Comité central à Prague en 1912, il y reste jusqu'en 1917; il y est réélu en 1921. Il est élu

membre suppléant du Bureau politique en 1926, membre titulaire en 1930. Il préside de 1926 à 1930 la Commission centrale de contrôle qui organise l'exclusion des opposants. Il devient alors commissaire du peuple à l'Industrie lourde, le commissariat central de l'époque de l'industrialisation. Il se suicide en février 1937 à la suite d'un désaccord avec Staline sur le prétendu « sabotage » dont il serait l'auteur.

RYKOV, Alexis Ivanovitch (1881-1938)

Après des études à l'université de droit de Kazan, il adhère au POSDR en formation en 1900. Élu au Comité central du parti bolchevik en 1905, réélu en avril 1917. Premier, et éphémère commissaire du peuple à l'Intérieur, il démissionne pour désaccord avec la politique de Lénine. Nommé en 1918 président du Conseil supérieur de l'économie nationale; membre du Bureau d'organisation de 1920 à 1924, en 1921 nommé vice-président du Conseil des commissaires du peuple, puis président, en février 1924, au lendemain de la mort de Lénine. Élu membre titulaire du Bureau politique en 1922. Réélu au XVI<sup>e</sup> congrès en 1930, il est écarté de ses fonctions à la fin de 1930. Arrêté en février 1937, il est avec Boukharine l'un des principaux accusés du troisième procès de Moscou en mars 1938. Condamné à mort, il est fusillé.

TROTSKY, Léon Davidovitch (pseudonyme de BRONSTEIN, Lev) (1879-1940)

Après des études à l'école réale de Nicolaïev, il organise en 1897 une Union ouvrière de la Russie du Sud à Nikolaïev, démantelée en janvier 1898. Après trois ans d'exil, il s'enfuit en Angleterre, s'associe puis rompt avec Lénine lors du congrès du POSDR de 1903, dirige une semaine le soviet de Saint-Petersbourg en novembre-décembre 1905, écrit une histoire de la révolution battue (1905), est condamné à l'exil à perpétuité, élabore la théorie de la « Révolution permanente », s'enfuit d'exil, anime de 1907 à 1917 une politique d'unité « hors-fractions » dans la social-démocratie russe. Pendant la guerre, il dirige en France un journal russe antibelliciste. Chassé en 1916 vers les États-Unis, il rejoint la Russie en avril 1917, adhère au parti bolchevik en juillet, est élu à son Comité central en août, président du soviet de Petrograd en septembre-octobre 1917, commissaire du peuple



aux Affaires étrangères en octobre. 1917. Commissaire du peuple à la Guerre de mars 1918 à janvier 1925, membre du Bureau politique ainsi que du présidium et du Comité exécutif de l'Internationale communiste de 1919 à 1926. Animateur de l'Opposition de gauche (1923) puis de l'Opposition unifiée (1926-27), il est exclu du parti en novembre 1927, exilé à Alma-Ata en janvier 1928, chassé en Turquie en 1929, privé de la citoyenneté soviétique en 1932. Il anime une Opposition de gauche internationale. En 1933 il affirme la faillite de l'Internationale communiste qui a facilité la victoire d'Hitler et la nécessité de construire une IV<sup>e</sup> Internationale, proclamée en septembre 1938. Réfugié en France, puis en Norvège, il est accueilli en 1937 au Mexique où un agent de Staline, Ramon Mercader, l'assassine le 20 août 1940 et reçoit pour cet acte l'Ordre de Lénine.

VOROCHILOV, Kliment Efremovitch (1881-1969)

Fréquente l'école deux ans seulement dans son enfance. Il commence à travailler à la mine à 7 ans, puis à 10 ans comme berger. Il adhère au POSDR en 1903. En 1918-1919, commissaire du peuple à l'Intérieur de l'éphémère gouvernement ouvrier et paysan ukrainien et membre du Comité militaire révolutionnaire (CMR) du front Sud, puis membre du CMR de la première division de cavalerie. En 1924, il commande le district militaire de Moscou. De 1925 à 1940, il est commissaire du peuple aux Affaires militaires (rebaptisé «à la Défense» en 1934). Nommé maréchal de l'Union soviétique en 1935. De 1940 à 1953, vice-président du Conseil des commissaires du peuple (et des ministres), de 1953 à 1960, président du Soviet suprême.

ZINOVIEV, Grigori Evguenievitch (pseudonyme de RADO-MYLSKY)

Commence à travailler à 15 ans comme garçon de bureau, milite dès l'âge de 17 ans. Émigre en 1902, revient en Russie en 1905, émigre à nouveau en 1907, membre suppléant du Comité central du POSDR en 1907, titulaire en 1912 jusqu'en 1927 (avec une brève démission en novembre 1917). Membre suppléant du Bureau politique en 1919, titulaire en 1921 jusqu'à son limogeage en 1926. Président du soviet de Petrograd (puis Leningrad) de fin 1917 à 1926, et de l'Internationale communiste de 1919 à 1926. Membre avec Staline et Kamenev de la «troïka» consti-

tuée contre Trotsky en 1922. Animateur avec Kamenev et Trotsky de l'Opposition unifiée en 1926, exclu du Parti en 1927, réintégré en 1928, exclu à nouveau en 1932, réintégré en 1933, exclu puis arrêté au lendemain du meurtre de Kirov, condamné une première fois en janvier 1935, puis principal accusé avec Kamenev du premier procès de Moscou (août 1936) où il est condamné à mort et fusillé.

## Chronologie

- 1878** : *6 décembre* : naissance à Gori de Joseph Vissarionovitch Djougachvili.
- 1881** : *1<sup>er</sup> mars* : assassinat d'Alexandre II, accession au trône d'Alexandre III ; promulgation de « l'état de protection renforcée » (état d'exception).
- 1888** : *septembre* : entrée au petit séminaire de Gori.
- 1894** : *septembre* : entrée au grand séminaire de Tiflis.
- 1894** : *novembre* : mort d'Alexandre III ; Nicolas II accède au trône.
- 1899** : *mai* : radiation du séminaire.
- 1899** : *décembre* : entrée de Joseph Djougachvili à l'Observatoire de géophysique de Tiflis. Prend le pseudonyme de Koba dès 1898.
- 1901** : *mars* : Koba quitte l'Observatoire et devient révolutionnaire professionnel.
- 1901** : *décembre* : Koba part à Batoum.
- 1901** : *avril* : arrestation et emprisonnement après la manifestation de Batoum.
- 1903** : *août* : second congrès du POSDR, qui aboutit à la scission entre bolcheviks et mencheviks ; fondation de l'Union pour la Libération (noyau du futur parti Cadet). En novembre Koba est exilé pour 3 ans en Sibérie. S'enfuit et revient à Tiflis en janvier 1904.
- 1904** : *février* : les Japonais attaquent Port-Arthur. Début de la guerre russo-japonaise.
- 1905** : « dimanche rouge » (massacre des manifestants devant le palais impérial) ; traité de Portsmouth concluant la guerre russo-japonaise. Manifeste impérial créant une Douma ; arrestation des dirigeants du soviet de Saint-Pétersbourg ;

- insurrection ouvrière écrasée à Moscou. Décembre : Staline participe à la conférence bolchevique de Tammerfors.
- 1906** : mort de Vissarion Djougachvili, père de Joseph. Réunion de la première Douma, bientôt dissoute ; promulgation des Lois fondamentales de l'empire. Stolypine, Premier ministre, promulgue sa première loi agraire.
- 1907** : réunion de la deuxième Douma, dissoute aussitôt, puis de la troisième Douma.
- 1908** : Koba est arrêté en mars et emprisonné à Bakou.
- 1909** *Novembre* : exil de Koba à Solvytchegodsk dans la province de Vologda en Russie d'Europe. Il arrive à destination le 27 février 1909 et s'enfuit le 24 juin.
- 1910** : Koba est à nouveau arrêté en mars à Bakou et renvoyé à Solvytchegodsk. À l'expiration de sa peine (juin), il part à Saint-Pétersbourg où il est arrêté en septembre et exilé à Vologda.
- 1911** : assassinat du Premier ministre Stolypine.
- 1912** : *février* : les bolcheviks se proclament en parti distinct et publient à Saint-Pétersbourg un quotidien légal, la *Pravda*. Réunion de la quatrième Douma. Koba est coopté au Comité central du parti bolchevik. Arrêté en avril. Exilé à Narym près du cercle polaire. S'enfuit en septembre. Participe à la rédaction de la *Pravda*. Prend le pseudonyme de Staline.
- 1913** : Staline, arrêté en février à Saint-Pétersbourg, est exilé à Touroukhansk (Sibérie). Y reste jusqu'en décembre 1916.
- 1914** : *août* : début de la guerre entre les puissances centrales l'Allemagne et l'Autriche (rejointes par la Turquie en octobre) et la France, l'Angleterre et la Russie.
- 1915** : suspension des travaux de la Douma ; conférence socialiste contre la guerre à Zimmerwald (Suisse), suivie, en 1916, d'une seconde à Kienthal (Suisse).
- 1917** : *février* : grève générale à Petrograd, chute de la monarchie ; constitution du soviet de Petrograd, du Gouvernement provisoire ; libéré par la révolution, Staline revient à Petrograd et prend la direction de la *Pravda*. *Avril* : thèses de Lénine. *Juillet* : manifestations armées de soldats et d'ouvriers contre le Gouvernement provisoire. *Août* : VI<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevik co-dirigé par Staline. Coup d'État manqué de Kornilov. *Octobre* : prise du pouvoir par le soviet de

Petrograd. Le II<sup>e</sup> congrès des soviets vote deux décrets, sur la Terre et sur la Paix, élit un nouveau Comité exécutif central et le Conseil des commissaires du peuple. *Octobre* : Staline commissaire du peuple aux Nationalités. *Décembre* : création de la Tcheka ; indépendance de la Finlande.

**1918** : *janvier* : réunion et dissolution de l'Assemblée constituante ; annulation des emprunts effectués par l'ancien régime ; séparation de l'Église et de l'État. *Mars* : signature de la paix avec l'Allemagne et l'Autriche à Brest-Litovsk ; VII<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevik qui devient Parti communiste. *Avril* : monopole d'État du commerce extérieur. *Juin* : Staline à Tsaritsyne, nationalisation de l'industrie et des chemins de fer.

**1919** : *janvier* : écrasement du soulèvement spartakiste en Allemagne. *Mars* : fondation de l'Internationale communiste à Moscou, VII<sup>e</sup> congrès du PC russe. Staline membre du Bureau politique du Parti bolchevik, puis Commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne.

**1920** : IX<sup>e</sup> congrès du PC russe qui adopte les « armées du travail » ; offensive polonaise en Ukraine ; contre-offensive de l'Armée rouge repoussée devant Varsovie.

**1921** : insurrection des marins-paysans de Cronstadt ; X<sup>e</sup> congrès du Parti communiste qui annonce la NEP et interdit provisoirement les fractions. Mars 1921 : révolte des paysans de Tambov, puis de Sibérie occidentale ; les révoltes sont écrasées au début de l'été.

**1922** : confiscation des biens du clergé ; le Guépéou remplace la Tcheka ; XI<sup>e</sup> congrès du PC russe ; Staline devient Secrétaire général du Comité central le 4 avril 1922 ; proclamation de l'URSS en décembre.

**1923** : *janvier* : le Testament de Lénine contre Staline. *Octobre* : constitution de l'Opposition de gauche.

**1924** : *janvier* : mort de Lénine. *Décembre* : Staline proclame la « construction du socialisme dans un seul pays ».

**1925** : *décembre* : défaite de la nouvelle Opposition de Zinoviev et Kamenev au XIV<sup>e</sup> congrès du PC russe. Tsaritsyne devient Stalingrad.

**1926** : *avril* : formation de l'Opposition unifiée.

**1927** : écrasement par Tchang Kai-shek de l'insurrection ouvrière de Shanghai. Trotsky et Zinoviev sont exclus du

- PC russe. *Novembre* : manifestation de l'Opposition ; le 7, Trotsky et Zinoviev exclus du Parti. *Décembre* : XV<sup>e</sup> congrès du Parti communiste, qui exclut Kamenev et 75 dirigeants de l'Opposition unifiée.
- 1928** : début du premier plan quinquennal (adopté et promulgué fin avril 1929).
- 1929** : « Octobre noir », krach boursier à New York : la crise frappe les grands pays industrialisés, y réduit la production et y développe le chômage. *Novembre* : défaite de la « déviation de droite » au Comité central. *Décembre* : Staline décide la collectivisation totale et la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Début du culte de Staline à l'occasion de son cinquantième anniversaire.
- 1930** : *mars* : Staline dénonce le « vertige du succès » dans la collectivisation. Des dizaines de milliers de paysans quittent les kolkhozes. *Juin* : XVI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste. Création d'une administration spéciale des camps, dite Goulag, au sein du NKVD.
- 1931** : *juin* : lettre de Staline sur l'histoire dans la revue *Proletarskaia Revoliutsia*.
- 1932** : *août* : promulgation de la loi dite des Cinq épis. *Septembre* : arrestation de l'Union des marxistes-léninistes (Rioutine). *Novembre* : suicide de Nadejda Alliluieva. *Décembre* : restauration du « passeport intérieur », supprimé en 1917. Hiver 1932-1933 : la famine tue plus de 4 millions de personnes en Ukraine.
- 1933** : *janvier* : Hitler arrive au pouvoir. *Mars* : dissolution du PC allemand. Début du second plan quinquennal.
- 1934** : *janvier* : XVII<sup>e</sup> congrès du PC russe. Staline élu, probablement en dernière place, au Comité central. Congrès de fondation de l'Union des écrivains. *Décembre* : assassinat de Kirov. Loi judiciaire d'exception.
- 1935** : *avril* : la peine de mort est étendue aux enfants de douze ans. *Juillet-août* : VII<sup>e</sup> et dernier congrès de l'Internationale communiste.
- 1936** : *juillet* : guerre civile en Espagne. *Août* : premier procès de Moscou. *Septembre* : Iejov remplace Iagoda à la tête du NKVD. *Décembre* : promulgation de la nouvelle constitution de l'URSS, dite « stalinienne » et qualifiée de « la plus démocratique du monde ».

- 1937** : *janvier* : deuxième procès de Moscou. Février : suicide du compagnon de Staline, Sergo Ordjonikidzé. *Juin* : condamnation à mort de huit chefs militaires (procès à huis clos de Toukhatchevski, Poutna, Iakir, Primakov, etc.). *Juillet* : mort de la mère de Staline.
- 1938** : début du troisième plan quinquennal ; troisième procès de Moscou ; l'Allemagne envahit et annexe l'Autriche (*Anschluss*) ; accords de Munich entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre sur le dépeçage de la Tchécoslovaquie.
- 1938** : *décembre* : Staline remplace Iejov – arrêté peu après – par Beria à la tête du NKVD.
- 1939** : *mars* : XVIII<sup>e</sup> congrès du PC soviétique. XVIII<sup>e</sup> congrès du PC russe ; signature d'un pacte de non-agression dit pacte Hitler-Staline entre l'Allemagne et l'URSS, comportant un protocole secret sur le partage de l'État polonais. *Septembre* : l'Allemagne envahit la Pologne le 1<sup>er</sup> du mois, l'Armée rouge le 17. *Novembre* : l'URSS attaque la Finlande.
- 1940** : *mars* : armistice signé avec la Finlande. *Août* : un agent de Staline assassine Trotsky à Mexico. Annexion des trois pays baltes.
- 1941** : *mai* : Staline est nommé président du Conseil des commissaires du peuple. *22 juin* : les armées allemandes envahissent l'URSS, proclamation du Comité d'État à la défense présidé par Staline. *Août* : Staline commandant en chef du Quartier-Général, puis commissaire du peuple à la Défense. *Octobre-décembre* : bataille de Moscou. La Wehrmacht contrainte à reculer.
- 1942** : *mai* : offensive allemande sur le Caucase (Bakou) et la moyenne Volga (Stalingrad).
- 1943** : *janvier* : capitulation des armées allemandes à Stalingrad. La Wehrmacht rejetée du Caucase. *Mai* : Staline dissout l'Internationale communiste. *Juillet* : bataille de chars de Kursk, perdue par les Allemands. *Novembre* : conférence des Trois grands à Téhéran. La déportation des peuples du Caucase ordonnée par Staline commence.
- 1944** : *janvier à mai* : déportation des peuples du Caucase – Kal-mouks, Tchétchènes, Ingouches –, des Tatars de Crimée ; *Avril* : l'Armée rouge entre en Roumanie. *Juillet* : l'Armée rouge entre en Pologne.

- 1945** : *février* : conférence des Trois grands à Yalta. *Mai* : capitulation de l'Allemagne. *Juillet-août* : conférence des Trois grands à Potsdam. *Août* : la bombe atomique est lancée sur Hiroshima et Nagasaki. *Septembre* : capitulation du Japon.
- 1946** : quatrième plan quinquennal; confiscation partielle des lopins individuels des kolkhoziens. *Août* : décret du Comité central contre les écrivains Zochtchenko, Akhmatova, Khazine et les revues Zvezda et Leningrad.
- 1947** : *septembre* : création du Cominform; *décembre* : réforme monétaire.
- 1948** : *août* : Staline relit et corrige le rapport de Lyssenko à l'Académie des sciences naturelles qui lance la traque des généticiens dits « weismanno-morganistes ». Blocus de Berlin par l'URSS; condamnation du PC yougoslave par le Kominform.
- 1949** : *mars* : début de la chasse aux communistes de Leningrad sur ordre de Staline. Création de l'OTAN; explosion de la première bombe atomique soviétique. *Octobre* : proclamation de la République populaire de Chine.
- 1950** : cinquième plan quinquennal; la Corée du Nord envahit la Corée du Sud, exécution secrète des dirigeants du PC de Leningrad : Kouznetsov, Voznessenski.
- 1952** : *octobre* : XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS. Brève intervention de Staline. *Novembre* : procès Slansky à Prague, 11 condamnations à mort.
- 1953** : *13 janvier* : annonce publique du prétendu complot des médecins en majorité juifs. *5 mars* : mort de Joseph Staline. *Juin* : grève générale à Berlin-Est et en RDA; arrestation de Beria. *Août* : explosion de la première bombe thermonucléaire soviétique. *Septembre* : Khrouchtchev nommé Premier secrétaire du Comité central; mesures en faveur des kolkhoziens. *Décembre* : exécution de Beria et de ses principaux collaborateurs.
- 1956** : XX<sup>e</sup> congrès du PCUS; rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline.



# Notes\*

## INTRODUCTION

- 1 J.-J. Marie, *Staline*, Paris, Seuil, 1967.
- 2 —, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969.
- 3 —, *Le Trotskysme*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1977 ; *Trotsky*, Paris, LGF, 1984.
- 4 —, *La Jeunesse de Staline*, Paris, Autrement, 1998.
- 5 —, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Paris, Complexe, 1996.
- 6 —, *Les Derniers complots de Staline*, Paris, Complexe, 1993.
- 7 —, *Le Goulag*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1999.

## CHAPITRE PREMIER LE FILS DU SAVETIER

1. *Izvestia*, 15 août 1936.
2. *Pravda*, 28 août 1936.
3. *Pravda*, 27 novembre 1936.
4. Zozulia, Lakhouti et Tchatchikov, *Stikhi i piesni o Staline*, Moscou, 1937, pp. 52-53.
5. *Literaturnaia Gazeta*, 30 décembre, 1936.
6. Cité dans *Commune*, n° 20, 1935 et dans *NRF*, n° 1<sup>er</sup> mai 1935, p. 795.
7. *Europe*, mars 1949, p. 105.
8. A. Larina, *Boukharine ma passion*, Paris, Gallimard, 1990, p. 55.
9. Lettre du 16 février 1938. Elle devait être imprimée dans le n° 14 des *Œuvres complètes* dont les épreuves ont été seulement corrigées. Elle a finalement été publiée dans *Vetchernaia Moskva*, 12 mai 1988.
10. « I Stalin sam o siebie » (Staline sur lui-même), *Izvestia Ts K KPSS*, n° 9, 1990, p. 115.

\* Les titres de certains articles ou ouvrages en russe sont traduits entre parenthèses à la suite des titres.

11. G. Joukov, *Vospominania i razmychlenia* (Souvenirs et réflexions), Moscou, Novosti, 1992, t. 3, p. 215.
12. Conversation entre Staline, Dzerjinski et Kamenev, rapportée par ce dernier à Trotsky dans Trotsky, *Staline*, Paris, Grasset, 1948, rééd. 1979, p. 518.
13. *Études Soviétiques*, n° 61, avril 1953, numéro spécial Joseph Staline, p. 74.
14. CRCEDHC (centre d'archives de l'ancien institut du marxisme-léninisme, aujourd'hui dénommé RGASPI), fonds 558, inventaire 4, dossier 1.
15. Interview de Catherine Gueladzé dans la *Pravda*, 20 octobre 1935.
16. Mathias Rakosi, « Souvenirs », *Istoricheski Arkhiv*, n° 3, 1997, p. 119.
17. Autobiographie de Drobnis dans *Encyclopédie Granat*, réédition, Moscou, reprint 1989, p. 126, texte français dans G. Haupt et J.-J. Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969, p. 116.
18. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, Moscou, Novosti, 2000, t. 2, p. 118.
19. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, Paris, Seuil, 1967, p. 169, et S. Alliluieva, *En une seule année*, Paris, Robert Laffont, 1970, p. 319.
20. Staline, *Sobranie Sotchinenii* (Œuvres complètes), t. 13, p. 113.
21. S. Alliluieva, *En une seule année*, op. cit., p. 319.
22. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, op. cit., p. 169.
23. H. Knickerbocker, *Les Progrès du plan quinquennal*, Librairie Valois, 1931, p. 159.
24. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, op. cit., p. 214.
25. Toutes les lettres de Staline à sa mère sont traduites dans J.-J. Marie, *La Jeunesse de Staline*, Paris, Autrement, 1998, pp. 60-64.
26. Staline, *Œuvres complètes*, t. 1, p. 314.
27. Cité par E. Radzinski, *Staline*, Moscou, Vagrius, 1997, p. 30.
28. V. Kaminski et I. Verechtchaguin, « Detstvo i Iounost Vojdia : dokumenty, zapissi, raskazy » (L'enfance et la jeunesse du guide, documents, notes et contes), *Molodaia Gvardia*, n° 12, 1939, p. 44.
29. *Pravda*, 27 octobre 1935.
30. D. Volkogonov, *Staline, Triomphe et Tragédie*, Paris, Flammarion, 1991, p. 30.
31. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov. Cent quarante conversations avec le bras droit de Staline*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 208.
32. Circulaire de la section du département de police du ministère des Affaires intérieures, à la Bibliothèque Hoover, citée par E. E. Smith, *La Jeunesse de Staline*, Paris, Stock, 1968, p. 33.
33. CRCEDHC, fonds 551, inventaire 1, dossier 4356.
34. Cité par J.-L. Van Regemorter, *La Russie et le monde au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1995, p. 10.

CHAPITRE II  
KOBÀ, LE RÉVOLTÉ

1. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 4322.
2. *Ibid.*, dossier 4323.
3. *Ibid.*, dossier 4524.
4. J. Iremachvili, *Die Tragödie Georgiens*, p. 8, cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 25.
5. Gogokhia, cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, pp. 20-21.
6. A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes*, Paris, Robert Laffont, «Bouquins», 1990, p. 1080.
7. Rapport de police sur le séminaire de Tiflis, *Istoria Klasovi Borby v Zakavkazyi* (Histoire de la lutte des classes en Transcaucasie), vol. 1, pp. 89-90, cité par I. Deuser, *Staline*, Paris, Gallimard, 1953, p. 15.
8. Cité par M. Ferro, *Nicolas II*, Paris, Payot, 1990, p. 38 et H. Troyat, *Nicolas II*, Paris, Flammarion, 1991, p. 37.
9. 26 novembre 1894. Cité par H. Troyat, *Nicolas II*, *op. cit.*, p. 55.
10. M. Ferro, *Nicolas II*, *op. cit.*, p. 52.
11. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 13.
12. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 4326.
13. Ces poèmes sont reproduits dans E. Kelendjzridzé «Les vers du jeune Staline», in E. Kelendjzridzé *et al.*, *Razzkazy o velikom Staline* (Contes sur le grand Staline), Moscou, pp. 67-70.
14. J. Iremachvili, *Die Tragödie Georgiens*, *op. cit.*, 18, cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 23.
15. V. Pokhlebkine, *Veliki pseudonym*, Moscou, loudit, 1996, pp. 48-49.
16. Glourdjzidzé cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 17.
17. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 32.
18. *Ibid.*, inventaire 1, dossier 4327.
19. *Ibid.*, dossier 53.
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*, dossier 55.
22. *Ibid.*, dossier 58.
23. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 113, et E. Ludwig, *Staline*, Paris, éditions des Deux Rives, 1995, p. 18.
24. *Ibid.*, t. 8, p. 174.
25. Préface du t. 1, p. X.
26. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 53.
27. *Ibid.*
28. V. Kaminski et J. Verechtchaguin, «Detstvo i Iounost Vojdia», art. cité, pp. 66-67.

29. Staline, *Œuvres complètes*, t.13, p. 113 ; version légèrement différente dans E. Ludwig, *Staline, op. cit.*, p. 18.
30. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 62.
31. *Biographie de Staline*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. 7.
32. *Neizdannii Boulgakov* (Boulgakov inédit), Chicago, Ardis/Ann Arbor, 1977, p. 141.
33. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 113.
34. Iremachvili, cité par Trotsky, *Staline, op. cit.*, p. 33.
35. Staline, « Le Marxisme et la question nationale », in *Œuvres complètes*, t. 2, p. 295.
36. *Ibid.*, p. 307.
37. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami, op. cit.*, p. 80.
38. Trotsky, *Staline, op. cit.*, p. 31.
39. L. Kaganovitch, *Pamiatnye Zapiski* (Notes mémoriales), Moscou, Vagrius, 1996, p. 566.
40. V. Rogovine, 1937, pp. 439-440, repris dans *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, 1998, p. 53.
41. S. Alliluieva, *En une seule année, op. cit.*, p. 321 ; traduction revue sur le texte russe *Tolko odin god*, p. 314.

### CHAPITRE III

#### L'AUBE DU GRAND JOUR

1. Cité dans V. Kaminsky et I. Verechtchaguin, « Detstvo i lounost voj-dia », art. cité, p. 77.
2. E. E. Smith, *La Jeunesse de Staline, op. cit.*, p. 62.
3. *Ibid.*, pp. 64-65.
4. Cité par B. D. Wolfe, *Lénine, Staline et Trotsky*, Paris, Calmann-Lévy, 1951, p. 159.
5. CRCEDHC, inventaire 1, dossier 84.
6. Staline, *Œuvres complètes*, t. 1, p. 10.
7. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 82.
8. *Stalin i Khachim* (Quelques épisodes de la clandestinité à Batoum), Batoum, 1935, préface de Lakoba, p. 3.
9. *Batoumskaia demonstracija, 1902* (La Manifestation de Batoum), Moscou, 1937, p. 152.
10. E. Iaroslavski, *Points de repère dans la vie de Staline*, Moscou, 1940, p. 26.
11. *Stalin i Khachim, op. cit.*, p. 32, reproduit dans H. Barbusse, *Staline*, Paris, Flammarion, 1935, pp. 32-33.
12. « Aux origines du parti », *Voprossy Istorii KPSS* (Questions d'histoire du PCUS), n° 3, 1963, p. 104.

13. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 84.
14. H. Barbusse, *Staline*, *op. cit.*, p. 31.
15. E. E. Smith cite ce discours (*La Jeunesse de Staline*, *op. cit.*, p. 84) en donnant une fausse référence (Staline, *Œuvres complètes*, p. 419). L'existence de ce discours y est seulement indiquée, comme dans le calendrier historico-révolutionnaire (édition de 1939, p. 150), mais le texte n'en est pas reproduit.
16. Cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 48.
17. G. Outaradzé, *Obrazovanie i konsolidacija Gruzinskoï Demokraticheskoi Respubliki* (Formation et consolidation de la République Démocratique de Géorgie), Munich, Institute for the Study of the URSS, 1956, p. 56.
18. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 79.
19. *Ibid.*, dossiers 82 et 84.
20. *Ibid.*, dossier 79.
21. Fonds 558, inventaire 4, dossier 92, cité par B. Souvarine, *Staline*, Paris, Plon, 1935, p. 46, réédité chez Gérard Leibovici, 1985, p. 60.
22. V. Nevski, *Materialy dlja biograficheskogo slovaria social-demokratov, vstupivchikh v Rossiskoe rabochee dvijenie za period ot 1880 do 1905 g* (Documents pour un dictionnaire biographique des sociaux-démocrates entrés dans le mouvement ouvrier pendant la période de 1880 à 1905), vol. 1 : A-D, p. 239.
23. Cité par E. Pawel, *Theodor Herzl ou le labyrinthe de l'exil*, Paris, Seuil, p. 470.

#### CHAPITRE IV

#### LE PASSANT DE 1905

1. Boulgakov, *Inédit*, Chicago, Ardis/Ann Arbor, 1977, pp. 202-203.
2. L. Marcou, *Staline, vie privée*, Paris, Clamann-Lévy, 1996, p. 43. Ce récit s'appuie sur celui du futur beau-père de Staline, Serge Alliluiev, qui répète pieusement ce que lui a dit son gendre.
3. Discours du 28 janvier 1924, dans Staline, *Œuvres complètes*, t. 6, pp. 53-54.
4. *Ibid.*
5. R. Arsenidzé, «Souvenirs sur Staline», *Novy Journal*, n° 72, 1963, p. 218.
6. *Ibid.*, p. 221.
7. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, pp. 50-51.
8. *Ibid.*, t. 1, note 9, p. 396.
9. *Ibid.*, p. 56. Le faux est d'ailleurs bizarrement souligné dans ce tome 1. La note 9 précise en effet : «Les originaux géorgiens de ces lettres n'ont pas été retrouvés», et pourtant les deux textes sont présentés

- (pp. 58 et 61) comme étant publiés pour la première fois et « traduits du géorgien »... à partir d'un texte non retrouvé !
10. Cité par E. L. Keenan, « Remarques sur l'histoire du mouvement révolutionnaire à Bakou (1904-1905) à partir des documents des Archives Historiques centrales d'État de Leningrad », in *Sur 1905*, Paris, Champ libre, p. 80.
  11. *Ibid.*, p. 92.
  12. A. Vaksberg, *Vychinski le procureur de Staline*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 24.
  13. Staline, *Œuvres complètes*, t. 1, pp. 65-67, 70.
  14. Texte complet dans M. Laran et J.-L. Van Regemorter, *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, pp. 18-20.
  15. Staline, « Coup d'œil rapide sur les divergences dans le parti », in *Œuvres complètes*, t. I, pp. 98, 103.
  16. Staline, « L'insurrection armée et notre tactique », in *ibid.*, p. 135.
  17. Staline, *Œuvres complètes*, t. 1.
  18. *Ibid.*, p. 192.
  19. Discours du 28 janvier 1924, in *Œuvres complètes*, t. 6, p. 54.
  20. *Ibid.*, t. 1, pp. 208-209.
  21. Rapport du chef de la section de Tiflis de l'Okrana, I. Pastriouline, cité dans Radzinski, *Staline, op. cit.*, p. 59.
  22. *Ibid.*
  23. Staline, *Œuvres complètes*, t. 1, dans l'ordre pp. 79, 76, 86, 136.
  24. *Ibid.*, p. 78.
  25. *Ibid.*, p. 292.
  26. E. E. Smith, *La Jeunesse de Staline, op. cit.*, p. 113.
  27. Staline, *Œuvres complètes*, p. 235.
  28. *Ibid.*, préface, p. XI.
  29. *Ibid.*, p. 332.
  30. *Ibid.*, successivement pp. 341, 338 et à nouveau 341. Cette dernière phrase est précédée d'une autre encore plus nette : « Il va de soi que le régime socialiste succédera au capitalisme aussi inévitablement que le jour succède à la nuit. »

## CHAPITRE V

### LE MERVEILLEUX GÉORGIEN

1. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, p. 51.
2. F. Iskander, *Sandro de Tcheguem*, Paris, Ledrappier, 1987, pp. 186-187.
3. A. B. Ulam, *Staline*, Paris, Calmann-Lévy/Gallimard, 1977, p. 112.
4. R. Conquest, *Staline, op. cit.*, p. 56.
5. I. Deutscher, *Staline, op. cit.*, p. 122.

6. Staline, *Œuvres complètes*, t. 4, p. 60.
7. Staline, *Œuvres complètes* t. 2, p. 125.
8. J. Iremachvili, *Die Tragödie georgiens*, *op. cit.*, p. 40, cité par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 130. et R. Tucker, *Staline révolutionnaire, 1878-1929*, Paris, Fayard, 1975, p. 91.
9. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 4356.
10. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 665, cité par E. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo* (Staline, le pouvoir et l'art), Moscou, Respublika, 1997, p. 32.
11. Cité par M. Ferro, *Nicolas II*, *op. cit.*, pp. 179-180.
12. S. Verechtchak, «Staline en prison», *Dni*, 24 janvier, p. 3.
13. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 5300.
14. S. Verechtchak, «Staline en prison», art. cité.
15. Dossier Djougachvili de 26 feuillets établi le 21 août 1911 par le chef de la direction de la gendarmerie de Vologda, le colonel Koninski. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 5377. Voir Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 185.
16. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, p. 153.
17. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, p. 182.
18. Cité in Beria, *K voprossu ob istorii bolchevitskikh organizacii v Zakavkhaze*, Moscou, 1935, p. 225. Reproduit en entier dans E. E. Smith, *La Jeunesse de Staline*, *op. cit.*, p. 185-186.
19. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 207.
20. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, pp. 209-211.
21. *Zaria Vostoka*, 23 décembre 1925. Longuement cité dans Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, pp. 199-203 et moins longuement dans Doubinski et Moukhadzé, *Ordjonikidzé*, Moscou, 1963, pp. 92-94.
22. I. Doubinski-Moukhadzé, *Ordjonikidzé*, *op. cit.*, p. 94.
23. On peut lire ces deux passages dans *ibid.*
24. E. Radzinski, *Staline*, *op. cit.*, p. 74.
25. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, p. 415.
26. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 5377. Cité dans Totchinov et Leontiouk, *Vokrug Stalina* (Autour de Staline), Saint-Pétersbourg, faculté des lettres de l'université d'État de Saint-Pétersbourg, 2000, p. 65.
27. *Ibid.*, p. 66.
28. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 2, dossier 76. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo*, *op. cit.* p. 33. La photo d'Onoufrieva a été publiée dans *Izvestia TsK KPSS*, n° 10, 1989, p. 190.
29. CRCEDHC, fonds 558, inventaire I, dossier 32. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo*, *op. cit.*, p. 33.
30. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 2, dossier 75. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo*, *op. cit.*, p. 33.

31. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 4353.
32. *Vokrug Stalin*, *op. cit.*, p. 66.
33. Z. Serebriakova, «Joseph et Roman», *Nezavissimaia Gazeta*, 21 décembre 1994.
34. Lénine, *Œuvres complètes*, 5<sup>e</sup> édition, Moscou, 1963-1969, t. 48, p. 53.
35. «Correspondance du Comité central du POSDR avec les organisations bolcheviques locales», *Voprossy Istorii KPSS*, n° 10, 1964, p. 78.
36. I. Trifonov, *Le Reflet du brasier*, Paris, Gallimard, 1966, p. 58.
37. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 157. L. Marcou, *Staline, vie privée*, *op. cit.*, p. 64.
38. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 208.
39. *Bolchevitskoe rukovodstvo, perepiska 1912-1927* (La direction bolchevique, correspondance 1912-1927), Moscou, Rosspen, 1996, p. 16.
40. Voir son article de la *Pravda* du 26 février 1913, reproduit dans les *Œuvres complètes*, t. 2, pp. 368-372, où il affirme (p. 368) que le groupe parlementaire social-démocrate «risque d'éclater en deux parties pour le plaisir et la joie de nos ennemis».
41. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 48, p. 152.
42. *Ibid.*, p. 157.
43. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 208.
44. *Istochnik*, 1999, n° 5, p. 79.
45. Staline, *Œuvres complètes*, t. 2, p. 279. Les «faux muscles» de Trotsky lui plaisent beaucoup : il les avait évoqués dans un texte du 24 octobre 1912, avant ce texte du 12 janvier 1913.
46. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 48, p. 152.
47. Lettres de Sverdlov dans *Petchat i Revolucja*, n° 2, 1924, p. 64 et J. Sverdlov, *Œuvres choisies*, Moscou, 1957, t. 1, p. 276.
48. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 119.
49. J. Sverdlov, Lettres, p. 65 et *Œuvres choisies*, *op. cit.*, 277.
50. J. Sverdlov, *Œuvres choisies*, *op. cit.*, p. 298.
51. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 48.
52. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 5393. Reproduit dans R. Medvedev, *O Staline i Stalinisme*, Moscou, Progress, 1990, dans *Sovietskoe Rukovodstvo, Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, pp. 17-18, dans I. Trifonov, *Le Reflet du brasier*, *op. cit.*, pp. 61-63 et dans L. Marcou, *Staline vie privée*, *op. cit.*, pp. 73-74.
53. A. Alliluieva, *Iz Vospominania* (Quelques Souvenirs), Moscou, 1946, p. 118.
54. I. Trifonov, *Le Reflet du brasier*, *op. cit.*, pp. 63-64., L. Marcou, *Staline, vie privée*, *op. cit.*, p. 75.
55. *Ibid.*, p. 64. L. Marcou, *Staline, vie privée*, *op. cit.*, p. 76.
56. *Perepiska*, *op. cit.*, p. 17.



57. *Ibid.*, p. 18.
58. *Ibid.*, p. 19.
59. H. Carrère d'Encausse, *Nicolas II*, Paris, Fayard, 1996, p. 243.

## CHAPITRE VI

### AU CŒUR DE LA TAÏGA

1. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 26, p. 21.
2. *Ibid.*, pp. 108-109.
3. G. Dimitrov, *Dnevnik* (Journal), Sofia, Universitetsko izdatelstvo, 1997, p. 185.
4. Rosa Schweitzer, citée par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, p. 269. Trotsky souligne que Rosa Schweitzer, écrivant ses souvenirs en 1937, attribue sans doute à Staline la position de son propre mari, Souren Spandaria dont Staline était l'ami.
5. M. Ferro, *Nicolas II*, *op. cit.*, p. 202.
6. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, pp. 20-21.
7. Cité par B. D. Wolfe, *Lénine, Staline et Trotsky*, *op. cit.*, p. 363 et par Trotsky, *Staline*, *op. cit.*, pp. 266-267.
8. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 21, texte français dans L. Marcou, *Staline, vie privée*, *op. cit.*, p. 80-81.
9. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 30 (dans l'édition russe, t. 1, p. 41 la traduction française efface le «encore»).
10. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 49, p. 101.
11. *Ibid.*, p. 161.
12. Lettre du 23 août 1916, H. Carrère d'Encausse, *Nicolas II*, *op. cit.*, p. 330.
13. M. Ferro, *Nicolas II*, *op. cit.*, p. 212.
14. H. Barbusse, *Staline*, *op. cit.*, p. 61.
15. *Biographie de Staline*, *op. cit.*, p. 31, édition de Moscou, p. 48.
16. «L'année 1917, Légendes et faits», *Nauka i Jizn*, n° 2, 1991, p. 35.
17. Baïkalov, «Mes rencontres avec Iossip Djougachvili», *Vozrojdienie*, mars-avril 1950, pp. 68-69.
18. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 30, p. 328.

## CHAPITRE VII

### À L'OMBRE DE LA RÉVOLUTION

1. Procès-verbaux et résolutions du Bureau du Comité central du POSDR (mars 19178) in *Voprossy Istorii KPSS*, n° 3, 1962, p. 143 et CRCEDHC, fonds 17, inventaire 1, dossier 385.
2. D. Volkogonov, *Staline*, éd. russe, t. 1, p. 69.
3. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*

4. A. Chliapnikov, 1917, Moscou-Petrograd, 1923, t. 1, pp. 219-220.
5. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 31, p. 7.
6. Procès-verbaux de la conférence panrusse (de mars) des militants bolcheviks, in *Voprossy Istorii KPSS*, n° 5, 1962, p. 112.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. *Voprossy Istorii KPSS*, n° 6, 1962, p. 40.
10. F. Raskolnikov, «L'arrivée de Lénine en Russie», *Proletarskaia Revoliucja*, n° 1, 1923, p. 222.
11. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 31.
12. *Ibid.*
13. Bourdjalov, «Sur la tactique des bolcheviks en mars-avril 1917», *Voprossy Istorii*, n° 4, 1956, p. 51.
14. *Proletarskaia Revoliutsia*, n° 3, 1922, p. 296, reproduit dans J.-J. Marie, *Les Paroles qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil, 1967, p. 58.
15. *Izvestia*, 22 avril 1917.
16. Staline, *Na Putiakh Oktiabria*, Moscou, 1925, p. VIII-IX.
17. I. Tseretelli, *Vospominania o Russkoi revoliucji* (Souvenirs sur la révolution russe), Moscou, mouton, t. 1, p. 133.
18. N. Soukhanov, *Zapiski o Revoliucii*, Berlin-Péttersbourg-Moscou, Z. Grjebine, 1922-1923, t. 2, pp. 265-266.
19. L. Arbouzova, «Octobre à l'usine de canons de Petrograd», *Krasnaia Letopis*, n° 6, pp. 175-176, en français dans J.-J. Marie, *Les Paroles qui ébranlèrent le monde*, p. 80.
20. *Proletarskaia Revoliucja*, n° 6, 1930, p. 126.
21. D. Volkogonov, *Staline*, op. cit., éd. russe, t. 1, p. 69.
22. *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, Paris, Maspero, 1964, p. 68.
23. I. Tseretelli, *Vospominania o russkoï revoliucji*, op. cit., t. 2, pp. 266-267.
24. D. Biedny, «Chtrikhi» (Traits), *Pravda*, 21 décembre 1929.
25. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Minuit, 1971, pp. 249-250.
26. *Voprossy Istorii*, n° 6, 1991, p. 155.
27. Staline, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 3, p. 141.
28. *Proletarii*, n° 1, 13 août 1917. Cet article n'est pas reproduit dans les *Œuvres complètes*. Un passage de l'article dénonce la calomnie lancée contre Kamenev, accusé d'avoir été un agent de l'Okhrana. Staline, ayant fait condamner Kamenev à mort en 1936 en l'accusant de crimes imaginaires, ne pouvait plus défendre son honneur.
29. Staline, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 3, pp. 186-87.
30. A. Iakovlev, *Gorkaia Chacha* (La coupe amère), Iaroslav, Vekhne-Voljskoe Knijnoe izdatelstvo, 1994, p. 119.
31. Comité central du parti Cadet du 20 août, AEFR, fonds 523, inventaire 2, dossier 20.

32. *Ibid.*, AEFr.
33. *Ibid.*, AEFr.
34. *Kornilovskie Dni* (Les Journées de Kornilov), Petrograd, 1917, pp. 113-114.
35. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 34, p. 135
36. *Voprossy Istorii*, n° 2, 1991, pp. 138-139.
37. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 34, p. 207.
38. Lénine, «La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer», *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 34, p. 155.
39. *Les Bolcheviks et la révolution d'octobre*, Paris, Maspero, 1964, p. 103.
40. M. Ferro, *La Révolution russe*, Paris, Flammarion, t. 2, p. 365.
41. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 34, p. 340.
42. *Ibid.*, p. 384.
43. *Les Bolcheviks et la révolution d'octobre*, *op. cit.*, p. 139.
44. N. Mouchitz, «Une falsification stalinienne», *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, pp. 35-40, texte original et texte modifié, p. 37.
45. S. Prokopovitch, *Narodnoe Khoziastvo v dni revolucii* (L'économie pendant les journées de la révolution), Moscou, 1918, pp. 37-38.
46. *Na putiakh oktiabria*, Moscou, 1925, p. 268. *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, *op. cit.*, p. 156.
47. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 3, p. 382.
48. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, éd. russe, t. 1, p. 82.
49. Cette déclaration, publiée dans le *Rabotchi put* du 20 octobre, fut republiée avec la signature de Staline dans la réédition de la *Pravda* en sept volumes publiée en 1927, mais n'est pas reprise dans les *Œuvres complètes*.
50. *Les Bolcheviks et la révolution d'octobre*, *op. cit.*, p. 164.
51. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 3, pp. 389-390.

## CHAPITRE VIII

### DANS LA TOURMENTE

1. J. Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil, 1996, p. 138.
2. *Ibid.*, p. 139.
3. M. Heller et A. Nekritch, *L'Utopie au pouvoir*, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 41.
4. *Ibid.*
5. *Voprossy Istorii*, n° 6, 1991, p. 127.
6. S. Pestkovski, «Sur les journées d'octobre à Piter», *Proletarskaia Revolucja*, n° 10, 1922, pp. 101-102.
7. S. Pestkovski, «Souvenirs sur le travail au commissariat aux Nationalités», *Proletarskaia Revolucja*, n° 6, 1930, p. 128.
8. L. Protassov, *Vserossiskoe Uchreditelnoe Sobrane* (L'Assemblée constituante russe), Moscou, Rosspen, 1997, p. 281.

9. *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., p. 214.
10. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., pp. 34-35.
11. Trotsky, *Staline*, op. cit., p. 378.
12. V. Serge, *L'An I de la révolution*, Paris, Delphes, 1965, pp. 161-162.
13. *Tserkovnie Viedomosti* (Le bulletin ecclésiastique), n° 2, 1918, p. 11. Texte français complet dans *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 25-26.
14. *Les Bolcheviks et la révolution d'octobre*, op. cit., p. 238.
15. *Ibid.*, p. 239.
16. *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., pp. 255-257.
17. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 36.
18. *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., pp. 287-289.
19. *Ibid.*, p. 294.
20. Procès-verbaux du VII<sup>e</sup> congrès du PCR [b], Moscou, 1918, pp. 169-170.

## CHAPITRE IX

### LE COMMISSAIRE BOTTÉ

1. Trotsky, *Comment la révolution s'est armée*, Paris, L'Herne, t. 1, p. 162.
2. CRCEDHC, fonds 2, inventaire 1, dossier 8952.
3. E. E. Piskarenko, «A. D. Tsiouroupa», *Voprossy Istorii*, n° 5, 1989, p. 139.
4. B. Savinkov, *Borba s bolchevismom* (La lutte contre le bolchevisme). Texte en français dans J.-F. Rolland, *L'Homme qui défia Lénine*, Paris, Grasset, 1989, p. 246.
5. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 40.
6. Staline, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 4, p. 116-117.
7. *Ibid.*, pp. 118 et 120-121.
8. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 40.
9. *Ibid.*, p. 42.
10. En conséquence de quoi il affirme : «Je prends sur moi toute la responsabilité devant toutes les instances supérieures.» (*ibid.*, p. 43).
11. Lénine, *Biograficheskaia Khronika* (Chronique biographique), Moscou, 1974, t. 5, octobre 1917-juillet 1918, pp. 645-646.
12. R. Medvedev, *Oni okrujali Stalina* (Ils entouraient Staline), Moscou, izdatelstvo politicheskoi literatury, 1990, p. 183. Mikoïan lui-même raconta l'incident vingt ans plus tard.
13. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 115.
14. Séance à huis-clos du 21 mars, *Izvestia Ts K KPSS*, n° 11, 1989, p. 168.
15. *Voprossy Istorii*, n° 4, 1994, p. 92, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 10, juin 2000, p. 92.
16. D. Volkogonov, *Staline*, op. cit., éd. russe, t. 1, p. 93.

17. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, pp. 127-128.
18. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 11, 199, p. 157.
19. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, p. 122.
20. *Stalin v Tsaritsyne* (Staline à Tsaritsyne), Moscou, 1939, pp. 50-51.
21. J. Sverdlov, *Izbrannie proizvedenia* (Œuvres choisies), Moscou, 1960, t. 3, p. 29.
22. *Perepiska 1912-1927, op. cit.*, p. 52.
23. *The Trotsky's Papers*, Paris, Mouton, 1964 et 1971, p. 140.
24. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 477.
25. *Ibid.*
26. P. Broué, *Révolution en Allemagne, op. cit.*, p. 137.
27. *Ibid.*, p. 150.
28. *Trotsky's Papers, op. cit.*, p. 230.
29. Trotsky, *Staline, op. cit.*, p. 415.
30. *The Trotsky's Papers, op. cit.*, pp. 248-249.
31. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, p. 190.
32. F. Bedarida, *Churchill*, Paris, Fayard, p. 179.
33. *Istochnik*, n° 4, 1995, p. 147.
34. F. Bedarida, *Churchill, op. cit.*
35. *Premier congrès de l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1974, p. 209.
36. Lettre d'Antonov-Ovseenko à Lénine du 19 mai 1919, D. Volkogonov, *Staline, op. cit.*, t. 1, p. 93.
37. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 614.
38. *Ibid.*, dossier 5209.
39. *Ibid.*, dossier 3278.
40. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 65, dossier 58.
41. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 3278.
42. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, p. 261.
43. *Leninski Sbornik* (Recueil Lénine), Moscou, t. 36, p. 77. Et *Istoria Grajdanskoï Voiny v SSSR* (Histoire de la Guerre civile en URSS), Moscou, 1961, t. 2, p. 338.
44. Lénine, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 50, pp. 334-335.
45. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 633.
46. *Revkom soviet respubliki* (Le comité militaire révolutionnaire de la République), Moscou, 1991, p. 394.
47. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 293.
48. Lénine, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 51, p. 383.
49. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 910.
50. AERF, fonds 4390, inventaire 13, dossier 38. Cité par O. Figes, *People's Tragedy*, Londres, Penguin, 1996, p. 682.
51. O. Figes, *People's Tragedy, op. cit.*, p. 661.
52. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 4, p. 277. Texte publié pour la

première fois dans la *Pravda* du 21 décembre 1929 pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de Staline.

53. *Biographie de Staline*, Paris, *op. cit.*, 1950, p. 40.
54. G. Buchheit, *Hitler chef de guerre*, Paris, Artaud, 1961, pp. 253-254.
55. *Izvestia TsK KPSS*, n° 5, 1990, p. 163. Revendications exagérées de Staline, *Ibid.*, p. 157.
56. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 114.
57. *The Trotsky's Papers*, *op. cit.*, t. 2, pp. 26-27.
58. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 51, p. 409.
59. CRCEDHC, fonds 558, dossier 1470.
60. *Komintern i idua mirovoi revoliucii* (Le Comintern et l'idée de la révolution mondiale), Moscou, Nauka, 1998, p. 183.
61. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 4, pp. 324 et 333.
62. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 51, pp. 237-238 sq.
63. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 143.
64. *Ibid.*, p. 148.
65. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 51, p. 249.
66. *Iz Istorii Grajdanskoï voiny v SSSR* (De l'histoire de la guerre civile en URSS), Moscou, 1962, *op. cit.*, t. 3, p. 338.
67. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 51, p. 441.
68. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 155.
69. *Iz Istorii Gradanskoï Voiny*, *op. cit.*, t. 3, pp. 351-352.
70. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 160.
71. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 52, p. 100.
72. *Izvestia TsK KPSS*, 1991, n° 3, p. 167.
73. *Ibid.*, p. 167.
74. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 4, p. 393.
75. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 172.
76. *Ibid.*, p. 173.
77. *Ibid.*, p. 167.
78. *Ibid.*, p. 178.
79. *Ibid.*, p. 179.
80. G. Solomon, *Sredi Krasnykh Vojdei* (Parmi les chefs rouges), réédition Moscou, chapitre X, 1995, pp. 120-121.

## CHAPITRE X

### LA RETRAITE

1. Trotsky, *La Révolution trahie*, Paris, 1969, p. 24.
2. Trotsky, «Cours nouveau», *De la Révolution*, Paris, Minuit, 1963, pp. 66-67.
3. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 65.

4. Staline, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 5, pp. 5-7.
5. *Izvestia TsK KPSS*, n° 8, 1991, p. 150.
6. *Perepiska 1912-1927, op. cit.*, pp. 191-192.
7. *Neizvestnaia Rossia* (Russie inconnue), Moscou, istoricheskoe nasledie, 1992, t. 2, pp. 261.
8. *Ibid.*, pp. 265-266.
9. Lénine, *Œuvres complètes, op. cit.*, t. 43, pp. 16-17.
10. *Ibid.*, t. 45, p. 294.
11. *Compte rendu sténographique du XI<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1961, pp. 103-194.
12. Lettre de Staline à Lénine 24 novembre sur Agit-prop et Kroupskaia, *Istoricheski Arkhiv*, n° 2, 1994, pp. 218-219.
13. T. Korjikhina, «La société des vieux bolcheviks», *Voprossy Istorii, KPSS*, n° 11, 1990, p. 52.

## CHAPITRE XI

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

1. CRCEDHC, fonds 48, inventaire n° 1, dossier 14. Ce vote resté secret en 1922 n'est pas non plus indiqué en annexe du compte rendu sténographique du XI<sup>e</sup> congrès publié en 1961 ; il faudra attendre 1991 pour qu'il soit extrait des archives et rendu public par N. Simonov dans *Voprossy Istorii KPSS*, n° 1, 1991, p. 51.
2. *Compte rendu sténographique du XI<sup>e</sup> congrès, op. cit.*, p. 143.
3. Trotsky, *Ma vie, op. cit.*, p. 473.
4. *Istochnik*, n° 1, 1997, p. 114. et *Istorichesii Arkhiv*, n° 3, 1997, p. 114.
5. Trotsky, *Staline, op. cit.*, p. 562.
6. J. Rokitianski et R. Muller, *Krasny Dissident* (Le dissident rouge), Moscou, Academia, 1996, p. 97.
7. Trotsky, *Ma vie, op. cit.*, p. 457.
8. Trotsky, *Les Crimes de Staline, op. cit.*, p. 116.
9. Trotsky, *Ma vie, op. cit.*, p. 492 (et 518)
10. B. Slavine, «L'homme au pouvoir absolu», *Pravda*, 21 décembre 1994.
11. Les souvenirs de Balachov ont été publiés dans la revue *Politicheskie Issledovania* (Recherches politiques) en 1991. Je cite sur la base des épreuves que la rédaction m'avait remises, plus complètes que le texte publié.
12. *Les questions du mode de vie*, en annexe de la réédition de *Littérature et Révolution*, Paris, Les Éditions de la Passion, 2000, pp. 314-316.
13. A. Leroy-Beaulieu, *L'Empire des tsars et les Russes, op. cit.*, pp. 529-530.

## CHAPITRE XII

### LE DERNIER COMBAT

1. Lénine, « Chasser les bureaucrates réunionnistes », *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, p. 14.
2. La lettre de Mantsev est citée par I. Goland, « La politique et l'économie », *Znamia*, n° 3, mars 1990, pp. 190-191.
3. *Compte rendu sténographique du XI<sup>e</sup> congrès*, op. cit., p. 79.
4. *Istochnik*, n° 2, 1993, p. 60.
5. N. Pokrovski, « Préface », in *Politburo i Tserkov*, Moscou, Rosspen, 1997, t. 1, p. 41.
6. N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques : la société russe dans les documents confidentiels, 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1994, p. 96.
7. *Ibid.*, p. 98.
8. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 54, pp. 44 et 162.
9. *Compte rendu stenographique du XIV<sup>e</sup> congrès*, Moscou-Leningrad, 1926, déclaration de Glebov-Avilov, p. 952. À partir d'avril 1923, les nominations aux fonctions dirigeantes de l'appareil du Parti, de l'État ou des syndicats s'effectuent sur des listes dites, selon leur importance décroissante, « nomenklatura » n° 1, 2 et 3, que Staline et son secrétariat contrôlent personnellement et strictement, surtout la 1 et la 2.
10. I. Pavlova, « Le Mécanisme du pouvoir politique en URSS dans les années 1920 et 1930 », *Voprossy Istorii*, n°s 11-12, 1998, pp. 56-57.
11. *Ibid.*, p. 60.
12. *Istochnik*, n°s 5-6, 1993, p. 91.
13. « Trotsky se défend », *Voprossy Istorii KPSS*, n° 5, 1990, p. 34. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 31-38.
14. *Compte rendu sténographique du XII<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1923, p. 201.
15. *L. Beria, 1953*, Moscou, 1999, p. 282.
16. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., pp. 262-263.
17. I. Rubtsov, *Alter ego Stalina. Mekhlis*, Moscou, p. 46. Mekhlis a raconté lui-même cet épisode au journaliste M. Koltsov qui en a fait confidence à son frère (le caricaturiste B. Efimov).
18. A. Balachov, Épreuves complètes de *Politicheskie Issledovania* entre les mains de l'auteur.
19. *Molodaia Gvardia*, n° 4, 1989, p. 62. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 263.
20. B. Bajanov, *Bajanov révèle Staline*, Paris, Gallimard, 1979.
21. A. Balachov, *Politicheskie Issledovania*, op. cit.
22. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 263.
23. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p. 129.
24. Trotsky en octobre 1923 justifiera son refus par le fait qu'il jugeait



maladroit d'attribuer à un juif une aussi haute fonction gouvernementale. Voir « Trotsky se défend », art. cité.

25. Trotsky, *Ma vie*, op. cit., p. 483.
26. Lénine, *Neizvestny dokumenty* (Documents inconnus), Moscou, Rosspen, 1999, pp. 513-514.
27. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, p. 211. D. Volkogonov, *Le Vrai Lénine : d'après les archives secrètes soviétiques*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 57.
28. AEFR, fonds 45, inventaire 1, dossier 693. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1989, p. 209.
29. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, p. 220.
30. *Perepiska 1912-1927*, op. cit., p. 268.
31. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1989, p. 195.
32. *Ibid.*, pp. 189-191.
33. *Ibid.*, p. 191, Trotsky, *Ma vie*, op. cit., p. 487.
34. *Ibid.*, p. 191.
35. *Ibid.*, p. 192.
36. *Ibid.* et B. Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976, p. 59.
37. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, p. 710.
38. *Ibid.*, p. 345.
39. *Ibid.*, pp. 360 et 361.
40. Trotsky, *Ma vie*, op. cit., p. 449.
41. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 44, p. 346.
42. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 163.
43. Note de Fotieva en date du 30 janvier résumant tous ces incidents de la semaine écoulée. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, pp. 476-477.
44. *Ibid.*, p. 483.
45. *Ibid.*, p. 404.
46. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 149.
47. *Ibid.*, et Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 45, p. 330.
48. Témoignage de Voloditcheva à l'écrivain Alexandre Bek. V. Koumaniov, I. Koulikova, *Protivostoianie* (L'Opposition), Moscou, Nauka, 1994, p. 28 et 29-30.
49. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1989, pp. 198-199.
50. *Ibid.*, p. 193.
51. *Ibid.*, p. 196. Brouillon rédigé par Boukharine. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 246, vol. IV.
52. Trotsky, *Ma vie*, op. cit., p. 490.
53. CRCEDHC, fonds 76, inventaire 3, dossier 287.
54. D. Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, op. cit., p. 384.

55. *Ibid.*
56. Réunion des écrivains communistes tenue le 19 octobre 1932 chez Gorki. K. Zelinski, « V Iunie 1954 (en juin 1954) ». *Minuvchee*, n° 5, 1991, p. 73. Dans A. Vaksberg, *Le Mystère Gorki*, Paris, Albin Michel, 1997, pp. 303-304, A. Vaksberg raconte la scène et cite la phrase mais il les situe par erreur une semaine plus tard lors d'une réunion d'écrivains communistes et sans parti avec Staline et plusieurs autres dirigeants du Parti à laquelle Boukharine ne fut pas invité. Même éméché comme il l'était le 19 octobre, Boukharine ne se serait d'ailleurs jamais permis une pareille sortie devant des personnes qui n'étaient pas membres du Parti.
57. *Voprossy Istorii KPSS*, n° 1, 1991, p. 53.
58. *Compte rendu sténographique du XII<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1968, pp. 816-820 et V. Dorochenko, « Lénine contre Staline, 1922-1923 », *Zvezda*, n° 4, 1990, pp. 129-130.
59. *Izvestia TsK KPSS*, n° 4, 1991, p. 166 et 168.
60. *Ibid.*, p. 173.
61. *Ibid.*, pp. 169-171.
62. « Lettres de Guerchenzon à Lev Chestov », *Minuvchee*, n° 6, 1992, p. 282.
63. *Taïny nacjonalnoi politiki TsK Parti RKP* (Les secrets de la politique nationale du CC du PCR. Compte rendu sténographique de la 4<sup>e</sup> réunion secrète du CC du PCR), Moscou, 1992, 1923, p. 261.

### CHAPITRE XIII

#### LE SOCIALISME DANS UNE SEULE RUE ?

1. G. Landa, « Moussaïd Sultan Galiev », *Voprossy Istorii*, n° 8, 1999, p. 86.
2. Lettre de Rassoul-Zadé à Staline du 1<sup>er</sup> janvier 1923, *Istochnik*, n° 6, 1994, p. 84.
3. *Taïny Nacjonalnoi politiki TsK RKP*, Moscou, Insan, 1992, pp. 82-86.
4. *Ibid.*, pp. 280-281.
5. *Ibid.*, pp. 29-30.
6. AERF, fonds 3, inventaire 1, dossier 356, reproduit dans *Politburo i Tserkov* (Le Bureau politique et l'Église), *op. cit.*, vol. 1, p. 414.
7. *Izvestia TsK KPSS*, n° 4, 1991, p. 202.
8. *Ibid.*, p. 197.
9. *Ibid.*, p. 198.
10. *Ibid.*, p. 202.
11. *Ibid.*, p. 198. Lorsqu'il aura rompu avec Zinoviev et Kamenev, Staline dans une déclaration écrite du 13 août 1926 niera l'existence de la lettre

- du 10 août 1923 de Zinoviev et Boukharine et raillera la « citation fictive d'une lettre fictive » faite par Zinoviev (CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 246). Prometheus, Y. Buranov, *Lenin's Will*, New York, pp. 176-177. Boukharine ne dira mot.
12. *Ibid.*, p. 203.
  13. *Ibid.*, p. 206.
  14. *Ibid.*, p. 200.
  15. *Ibid.*, p. 204. Avant la réunion du Bureau politique du 21 août qui rassemble, outre lui, Trotsky, Zinoviev, Radek, il manifeste une crainte réelle ou affectée devant les conséquences dramatiques d'une révolution allemande victorieuse : « Il faut dire directement et nettement que la révolution ouvrière en Allemagne signifie une guerre vraisemblable entre l'Allemagne et la France et la Pologne (et peut-être d'autres États) [...]. Il faut dire de façon claire et nette que la révolution en Allemagne et notre aide aux Allemands [...] signifie la guerre entre la Pologne et la Russie. » *Istochnik*, n° 5, 1995, p. 118.
  16. *Compte rendu sténographique du XIV<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1926, p. 506.
  17. *Die Rote Fahne*, 10 octobre 1923. Reproduit dans P. Broué, *Révolution en Allemagne*, *op. cit.*, p. 757.
  18. *Izvestia TsK KPSS*, n° 5, 1990, p. 170.
  19. *Ibid.*, p. 164.
  20. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1990, p. 168.
  21. *Pravda*, 11 décembre 1923. Trotsky, *De la révolution*, *op. cit.*, p. 83.
  22. *Trudnye Voprossy Istorii*, Moscou, 1991, p. 67 et V. Rogovine, *Byla li alternativa ?* (Y avait-il une alternative ?), Moscou, Terra, 1992, p. 165.
  23. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 5, pp. 381-382.
  24. *Cahiers d'Histoire sociale*, printemps 1994, pp. 48-51.
  25. *Bulletin communiste*, n° 8, 1924, p. 205-206, cité dans P. Broué, *L'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1999, p. 371.
  26. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 6, pp. 46-51.
  27. *Fiodor Raskolnikov o vremeni i o sebe* (Fiodor Raskolnikov sur l'époque et sur lui-même), Leningrad, Leninizdat, 1989, p. 522.
  28. *Ibid.*, p. 523.
  29. G. Serebriakova, « Ils ont fait honneur à l'idée qu'ils ont servie », *Izvestia*, 1989, 31 janvier.
  30. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 790 et Y. Buranov, *Lenin's Will*, *op. cit.*, p. 78. Staline reprend en la durcissant la formulation plus floue d'une position qu'il avait définie lors d'une déclaration aux membres du Comité central du 16 avril 1923 et où il affirmait : « Je pense que les articles du camarade Lénine devraient être publiés. On doit regretter qu'ils ne l'aient pas été. Néanmoins, il ressort clairement de la lettre de la camarade Fotieva que le camarade Lénine n'a pas autorisé leur publica-

- tion dans la mesure où ils ne les a pas revus.» (CRCEDHC, fonds 5, inventaire 2, dossier 34). Y. Buranov, *Lenin's Will*, *op. cit.*, p. 69. Fotieva, inspirée par Staline avait, le 16 avril, adressé à celui-ci une lettre affirmant brutalement : « Vladimir Ilitch ne considérerait pas cet article comme complet et prêt à la publication. » *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 159.
31. V. Rogovine, *Bylali alternativa*, *op. cit.*, p. 174.
  32. Staline, *Œuvres complètes*, t. 10, pp. 175-176.
  33. M. Rakosi, « Souvenirs », *Istoricheski Arckhiv*, n° 3, 1997, p. 119.
  34. *Nowy Przegląd*, 1924-1925, reprint, Varsovie, 1959, pp. 41-42.
  35. F. Firsov et I. Iakoborovskaia, « Le Comintern et le Parti communiste polonais », *Voprossy Istorii KPSS*, n° 11, novembre 1989, p. 26.
  36. Staline, *Œuvres complètes*, t. 6, p. 357.
  37. *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, *op. cit.*, p. 139. N. Mouchitz, « une falsification stalinienne », *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1988, pp. 36-37 et CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 4580.
  38. *Pravda*, 26 novembre 1924 ; Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 6, pp. 326-327
  39. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, édition russe, p. 218 (le passage a disparu de l'édition française).
  40. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 8, p. 62.

#### CHAPITRE XIV PRIMUS INTER PARES

1. *Izvestia TsK KPSS*, n° 8, 1991, p. 179.
2. *Ibid.*, p. 183.
3. A. Andreiev, *Vospominania, pisma* (Souvenirs, lettres), Moscou, 1985, p. 155.
4. *Izvestia TsK KPSS*, n° 8, 1991, p. 189.
5. *Ibid.*, p. 192.
6. *Ibid.*, pp. 192-193.
7. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 300.
8. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 1, p. 20.
9. *Ibid.*, pp. 26-27.
10. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 7, p. 2 et t. 8, p. 61.
11. N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques*, *op. cit.*, p. 110.
12. *Ibid.*, p. 111.
13. *Ibid.*, p. 34.
14. *Ibid.*, p. 34, *Khrestomatia po ochestvennoï istorii, 1914-1945*. Moscou, A. Kisselev et E. Chaguine, Vldos, 1996, pp. 301-302.
15. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 18.

16. *Ibid.*, p. 25.
17. *Ibid.*, p. 29.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*, p. 44.
20. *Ibid.*, p. 39.
21. *Komintern i ideia mirovoi revoliucii* (Le Comintern et l'idée de la révolution mondiale) *op. cit.*, pp. 37 et 569-570.
22. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 1, dossier 2763. Firsov, « Staline et le Comintern », in *Istoria i Stalinism*, Moscou, p. 144. Texte modifié in Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 8, p. 104.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*, et Firsov, « Staline et le Comintern », *art. cité*, p. 145.
25. *Ibid.*
26. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, pp. 310-311.
27. *Vlast i Khudojestvennaia Intelligencja* (Le pouvoir et l'intelligentsia), Moscou, Democratia, « Rossia-XX vek », 1999, pp. 66-67.
28. *Compte rendu sténographique du XIV<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1926, pp. 274-275.
29. *Ibid.*, pp. 397-398.
30. *Ibid.*, p. 418.
31. *Compte rendu sténographique du XIV<sup>e</sup> congrès*, pp. 504-505. Le texte est reproduit dans les *Œuvres complètes*, t. 7, p. 384, amputé de cette phrase, dont ne subsiste que la question : « Que veulent-ils donc de Boukharine ? » Staline avait affirmé peu avant ce passage : « Nous soutenons et nous soutiendrons Boukharine. » Dans la même page des *Œuvres complètes*, le « nous soutiendrons » a été effacé.
32. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 7, pp. 379-380.
33. *Ibid.*, p. 376.
34. V. Koumaniov et I. Kulikova, *Protivostoianie* (L'opposition), *op. cit.*, p. 105.
35. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, pp. 95-96.
36. *Perepiska 1912-1927*, *op. cit.*, p. 318.
37. I. Rubtsov, *Alter ego Stalina*, *op. cit.*, p. 50.
38. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 8, pp. 100-107.
39. *Iossif Stalin v obiatiakh semii* (Iossif Staline dans l'étreinte de la famille), *op. cit.*, p. 11.
40. S. Alliluieva, *En une seule année*, *op. cit.*, p. 129.
41. *Voprossy Istorii KPSS*, n° 2, 1990, p. 107.
42. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, septembre 2000, p. 89.
43. *Kommunisticheskaia opposicja v SSSR* (L'opposition communiste en URSS), Moscou, Terra, 1990, t. 2, p. 80.
44. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 71.

45. *Ibid.*, pp. 73-74.
46. I. Mourine, «Encore une fois sur les démissions de Staline», *Rodina*, n° 7, 1994, p. 72.
47. Lettre de Staline datée du 15 mai 1926 à Manouilski, Piatniski, Lozovski, Boukharine, Lominadzé et Zinoviev, CRCEDHC, fonds 508, inventaire 1, dossier 107.
48. Cité dans I. A. Khorman, *SSSR-Italia, 1924-1939*, Moscou, 1995, p. 68.
49. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 90.
50. Lettre à Valentinov, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 18, juin 1984, p. 82.
51. N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques*, *op. cit.*, p. 36.
52. Compte rendu sténographique du XIV<sup>e</sup> congrès, Moscou, 1926, p. 499.
53. H. Isaacs, *La Tragédie de la Révolution chinoise*, Paris, Gallimard, p. 206. Staline n'a jamais publié ce discours dont le Yougoslave Vujovic qui en avait obtenu une copie lut de longs extraits lors d'une séance du Comité exécutif du Comintern en présence de Staline lui-même.
54. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 9, p. 224.
55. *Ibid.*, p. 260.
56. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 102.
57. *Ibid.*, p. 104.
58. *Ibid.*, p. 110.
59. *Ibid.*, pp. 111-114.
60. *Istoria : Stalinism*, *op. cit.*, p. 159. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 10, p. 48.
61. *Ibid.*, p. 54.
62. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 107.
63. *Ibid.*, p. 116.
64. V. Koumaniov et I. Koulikova, *Protivostoianie*, *op. cit.*, p. 124.
65. *Istoricheski Arkhiv*, n°s 5-6, 1996, p. 158.
66. *Istochnik*, n° 1, 1999, p. 103.
67. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 10, p. 172.
68. *Ibid.*, p. 175.
69. *Ibid.*, p. 190.
70. Trotsky qualifiait Menjinski d'«ombre d'un autre homme inexistant ou d'esquisse mal réussie d'un portrait inachevé» (*Ma vie*, *op. cit.*, p. 455).
71. *Istochnik*, n° 6, 1995, p. 128.
72. V. Sirotkine, «La révolution dans la conscience», *Le xx<sup>e</sup> siècle et la paix*, n° 7, 1998, p. 19.
73. O. Moroz, «Le dernier diagnostic», *Literaturnaia Gazeta*, 28 septembre 1988. Table ronde, «Consilium», *Literaturnaia Gazeta*, 2 août 1989. A. Portnov, «Une version sans argument» *Socjalisticheskaia industria*, 28 avril 1989. «Devant le jugement de l'histoire ou de la médecine?», *Argumenty i Fakty*, n° 17, 29 mai 1989.

CHAPITRE XV  
LE GRAND TOURNANT

1. *Novy Mir*, n° 5, 1998, p. 171.
2. *Izvestia TsK KPSS*, n° 5, 1991, pp. 193-195.
3. *Ibid.*, pp. 195-196.
4. *Ibid.*, pp. 196-197.
5. *Izvestia TsK KPSS*, n° 6, 1991, p. 203 et 205.
6. *Ibid.*, p. 211.
7. *Ibid.*, p. 213.
8. *Ibid.*, p. 215.
9. V. Kossatchev, «La veille de la collectivisation : le voyage de Staline en Sibérie», *Voprossy Istorii*, n° 5, 1998, p. 104.
10. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 11, p. 18.
11. «Sur le front du blé» dans la *Pravda* du 2 juin 1928, la phrase a disparu du texte reproduit dans les *Œuvres complètes*, t. 11, pp. 81-97.
12. *Ibid.*, t. 11, pp. 207-208.
13. *Ibid.*, pp. 158-159.
14. *Voprossy Istorii*, n°s 2-3, 1991, p. 198 et A. Larina, *Boukharine ma passion*, *op. cit.*, p. 231.
15. *Voprossy Istorii*, n°s 2-3, 1991, p. 198.
16. *Ibid.*, p. 196.
17. *Ibid.*, p. 195.
18. Il développe plus complètement cette idée dans son discours d'avril devant le plénum du Comité central et de la Commission de contrôle : «Parce que l'importance relative des éléments capitalistes baisse, ils flairent un danger mortel et renforcent leur résistance [...]. Les classes qui ont fait leur temps [...] parce qu'elle se sentent faiblir, voient arriver leurs derniers jours et sont obligées de résister de toutes leurs forces par tous les moyens.», *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 12, pp. 34 et 37.
19. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 11, p. 29.
20. *Ibid.*, p. 71.
21. *Izvestia TsK KPSS*, n° 3, 1990, p. 155 et n° 6, 1986, p. 110.
22. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*, p. 173.
23. *Iossif Stalin v obiatiaakh semii*, *op. cit.*, p. 22.
24. Trotsky, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 569.
25. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 12, pp. 100-101.
26. *Istoritcheski Arkhiv*, n°s 5-6, 1996, p. 168.
27. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 12, p. 131.
28. V. Chentalinski, *La Parole ressuscitée* et A. Vaksberg, *Le Mystère Gorki*, *op. cit.*, p. 284., Paris, Robert Laffont, 1993, p. 410.

29. M. Kanivez, «Moia Jizn s Raskolnikovim», *Minuvchee*, n° 7, 1992, p. 95.
30. Déclaration d'Ivan Vratchev, recueillie par l'auteur le 18 mai 1989.

## CHAPITRE XVI

### KOULAK ET GOULAG

1. *Goulag 1918-1960*, Moscou, Materik, 2000, p. 63. Le texte d'accompagnement p. 62 est signé Staline.
2. A. Soljénitsine, *L'Archipel du Goulag*, *op. cit.*, t. 2, pp. 62-63.
3. «Discours à la conférence de Leningrad», *Correspondance internationale*, n° 120, 3 décembre 1927, p. 1758.
4. *Znamia*, n° 10, 1987, pp. 181-183.
5. T. Draper, *American Communism and Soviet Russia*, pp. 419 et 422.
6. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 136.
7. *Ibid.*, p. 166.
8. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, pp. 27-28.
9. *Ibid.*, pp. 23-24.
10. *Ibid.*, pp. 25-27.
11. O. Khlevniouk, *Stalin i Ordjonikidzé*, *op. cit.*, pp. 19-20.
12. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 12, p. 169.
13. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 4, pp. 159-161.
14. *Voprossy Istorii*, n° 3, 1990, p. 60.
15. *Sudby Rossiskovo Krestiantstva*, Moscou, 1996, pp. 273-274.
16. Zelenine, «La révolution par le haut», *Voprossy Istorii*, n° 10, octobre 1994, pp. 28-29.
17. *Istochnik*, n° 1, 2000, pp. 67 et 72.
18. *The Platform of the Left Opposition*, Londres, New Park publications, 1963, p. 33.
19. *Oktiabr*, n° 8, 1997, pp. 104-105.
20. V. Chentalinski, *La Parole ressuscitée*, *op. cit.*, p. 148.
21. *Ibid.*, p. 150.
22. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 29.
23. *Compte rendu sténographique du XVI<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1930, pp. 6-16.
24. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 12, p. 262.
25. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, édition russe, p. 424.
26. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 297.
27. I. Valedinski, «Rencontres avec Staline», *Istochnik*, n° 2, 1998, p. 69.
28. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 31.
29. *Ibid.*, p. 33.
30. *Ibid.*, p. 34.



31. *Ibid.*, p. 35.
32. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*
33. *Znamia*, n° 11, 1997, p. 158, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, juin 1998, p. 69.
34. *Znamia*, *op. cit.*, p. 159 et *Cahiers du mouvement ouvrier*, *op. cit.*, p. 70.
35. *Stalinskoe Politburo v 30 gody*, pp. 97 et 99. Syrtsov répète devant la commission centrale de Contrôle l'affirmation que le rapport du dénonciateur met dans sa bouche. À la commission de Contrôle, il donne simplement la liste des exclus du bureau politique (Kalinine, Roudzoutak, Kouibychév, p. 99). L'agent qui rapporte ses propos ajoute le nom de Vorochilov, ce qui est certainement vrai, car Staline ne prend guère au sérieux son fidèle serviteur, et le nom des non-membres du Bureau politique associés à cet organisme (Iakovlev, Postychev...). Il met enfin dans sa bouche une liste de dirigeants qui, dit-il, «pourront se dresser contre Staline le moment venu : Andreiev, Kolotylov, Eikhe». (p. 97).
36. *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, 2000, pp. 212-213.
37. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 4, p. 169.
38. *Ibid.*, p. 173.
39. *Izvestia TsK KPSS*, 10 juin 1992.
40. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 198 et O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, p. 46.
41. *Ibid.*, p. 211.
42. *Ibid.*, p. 216.
43. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, p. 48.
44. *Sovietskoe rukovodstvo, perepiska, 1928-1941*, p. 145.
45. A. Vaksberg, *Le Mystère Gorki*, *op. cit.*, p. 260.
46. *Reabilitacija : Politicheskie processy 30-50 godov*, Moscou, Izdaltelstvo politicheskoi literatury, 1991, pp. 242-244, O. Khlevniouk, *op. cit.*, pp. 49-50.
47. Lettre à Menjinski reproduite dans *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, pp. 187-188.
48. N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques*, *op. cit.*, p. 138-139.
49. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, juin 1998, p. 96.
50. V. Juravlev (sous la direction de), *Vlast i opposicja* (Le pouvoir et l'opposition), Moscou, Rosspen, 1995, p. 145.
51. *Ibid.*, p. 189.
52. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 120.
53. Staline, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 13, p. 25.
54. D. Volkogonov, *Le vrai Lénine*, *op. cit.*, p. 31.

55. Staline, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 13, pp. 101-102.
56. F. Tchouev, *Tak govoril Kaganovitch* (Ainsi parlait Kaganovitch), Moscou, Otechestvo, 1992, p. 61.
57. *Perepiska, 1928-1941*, op. cit., p. 161.
58. *Istochnik*, n° 3, 1996, pp. 161-162.

## CHAPITRE XVII

## L'ANNÉE NOIRE

1. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, op. cit., p. 70.
2. A. Ivnitiski, «Qui est coupable?», in *Sudby Rossiiskogo Khrestianstva* (Les destinées de la paysannerie russe), Moscou, Demokratia, Rossia XX Viek, 1996, p. 334.
3. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 28, dossier 168 a. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, avril 1998, p. 76.
4. W. Münzen berg, «Trotski Faschistischer Vorschlag einer Blockbildung der KPD mit der SPD», *Der Rote Aufbau*, 15 février 1932.
5. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 171.
6. I. E. Zelenine, «La loi des cinq épis», *Voprossy Istorii*, n° 1, 1998, p. 115. Cf. *Cahiers du monde russe*, vol. 38, n° 3, juillet-septembre 1997, pp. 307-346.
7. *Ibid.*, p. 116.
8. *Ibid.*, p. 117.
9. O. Khlevniouk, 1937, *Stalin, NKVD i Sovietskoie Obchestvo*, Moscou, Respublica, 1992, p. 23 et N. Ivnitiskii, *Sudby Rossiiskogo Krestianstva*, op. cit., p. 361. Krylenko voit dans cette attitude l'expression d'un «préjugé sucé avec le lait maternel et les traditions de la pensée juridique bourgeoise», *Ibid.* Il attaque aussi la Cour suprême et le présidium du Comité exécutif des soviets à qui il reproche de considérer qu'«il n'est pas nécessaire de fusiller».
10. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 209.
11. I. Naumenko, «Comment on a jugé le comité de district», *Nedelia*, n° 30, 1989, p. 10.
12. *Ibid.*
13. I. Gronski, *Iz prochlogo* (Du passé), Moscou, 1991.
14. E. Guinzbourg, *Le Vertige*, Paris, Seuil, 1967, p. 76.
15. *Izvestia TsK KPSS*, n° 8, août 1990, pp. 201-202 et *Cahiers Léon Trotsky*, n° 37, mars 1989, p. 112.
16. M. Rioutine, *Na koleni ne stanu* (Je ne me mettrai pas à genoux), Moscou, 1991, pp. 33-34.
17. *Perepiska, 1928-1941*, op. cit., p. 196. D'après le dénonciateur Nikolski, Eismont affirmait que, pris un par un, la majorité des

membres du Comité central étaient contre Staline, mais votaient en bloc pour lui, et il répétait enfin : la première phrase que Smirnov répètera en nous rencontrant c'est : « Il n'y aura pas dans tout le pays un homme pour nous débarrasser de Staline ! », *Neizvestnaia Rossia*, Moscou, Istoricheskoe Nasledie, t. 1, p. 75.

18. *Izvestia TsK KPSS*, n° 11, novembre 1990, p. 67.

19. H. Kuromiya, *Donbass and Terror*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998-2000, pp. 188-189.

20. K. Zelinski, « V Iune 1934 » (En juin 1934), *Minuvchee*, n° 5, 1991, pp. 72-73.

21. *Minuvchee*, n° 10, 1992, p. 97.

22. *Ibid.*, pp. 109-110.

23. *Ibid.*, p. 111.

24. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 213.

25. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*, p. 124. Anna Larina, *Boukharine ma passion*, *op. cit.*, p. 141.

26. V. Alliluiev, *Khronika odnoi semii* (Chronique d'une famille), Moscou, Molodaia Gvardia, 1995, p. 29.

27. S. Alliluieva, *En une seule année*, *op. cit.*, p. 129.

28. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 213.

29. *Sovetskoe Rukovodstvo, Perepiska, 1928-1941*, Moscou, Rosspen, 1999, p. 196.

30. *Iossif Stalin v obiatikh semii*, *op. cit.*, p. 177.

31. *Ibid.*, p. 50.

32. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 3, dossier 25.

33. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 244. Une lettre voisine du 18 octobre, comportant les mêmes reproches à Vassili et annonçant la visite de Staline chez sa mère, se trouve dans S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*, p. 165.

34. S. Alliluieva, *En une seule année*, *op. cit.*, p. 131.

35. J. B. Abylkhojine, M. K. Kozybaiev et M. B. Tatimov, « La tragédie du Kazakhstan », *Voprossy Istorii*, n° 7, juillet 1989, pp. 69-70.

36. *Ibid.*, pp. 70-71.

37. N. Ivnitiski, « Qui est coupable ? », *Sudby Rossiiskogo Khrestianstva*, *op. cit.*, p. 335.

38. Y. Cohen, « Des lettres comme action : Staline au début des années 30 vu depuis le fonds Kaganovitch », *Cahiers du monde russe*, n° 38, juillet-septembre 1997, p. 313.

39. N. Ivnitiski, « Qui est coupable ? », in *Sudby Rossiiskogo Khrestianstva*, *op. cit.*, p. 337.

40. Y. Cohen, « Des lettres comme action », art. cité, 314.

41. N. Ivnitiski, « Qui est coupable ? », art. cité, p. 338.

42. *Ibid.*, p. 355
43. Y. Cohen «Des lettres comme action», art. cité, p. 319. Staline manifeste alors sa défiance hargneuse à l'égard même de ses plus proches collaborateurs. Ordjonikidzé est «incorrigiblement bouché à l'émeri», c'est un «routinier pourri», il «continue à mal se conduire» (p. 332) et son «comportement mine notre groupe dirigeant» (*ibid.*)!
44. N. Ivnitski, «Qui est coupable?», in *Sudby Rossiiskogo Khrestianstva*, *op. cit.*, p. 341.
45. *Ibid.*, pp. 351-352.
46. *Ibid.*, p. 353 et *Pravda*, 26 mai 1964. Terekhov, ayant réussi à sortir vivant du Goulag où Staline l'enverra cinq ans plus tard, a pu raconter cet épisode pendant la demi-déstalinisation khrouchtchevienne.
47. N. Ivnitski, «Qui est coupable?», art. cité, p. 354. Georges Sokoloff, «La guerre paysanne de Joseph Staline», préface de *L'Année noire*, Paris, Albin Michel, 2000, p. 45.
48. N. Ivnitski, «Qui est coupable?», art. cité, p. 353. Rogovine, *Vlast i Opposicija*, *op. cit.* p. 345, *L'Année noire*, *op. cit.*, p. 45.
49. *L'Année noire*, *op. cit.*, *passim*
50. *Ibid.*, p. 194.
51. *Ibid.*, p. 186.
52. N. Ivnitski, *op. cit.*, p. 357.
53. L. Ginzberg, «À travers les pages des “cartons spéciaux” du bureau politique», *Vosprossy Istorii*, n° 8, août 1996, pp. 28-29.
54. *Pissatel i vojd* (L'écrivain et le guide), Moscou, Raritet, 1997, pp. 28-54, (l'énumération des 16 modes de tortures se trouve pp. 49-54).
55. *Ibid.*, p. 68.
56. Témoignage fourni par le fils de Demchenko, Mikhail, à l'auteur, le 28 avril 1988.
57. S. Coeuré, *La Grande lueur à l'Est*, Paris, Seuil, 1999, p. 177.
58. Staline, *Œuvres complètes*, t. XIII, p. 178.
59. *Ibid.*, pp. 196 et 209.
60. *Ibid.*, p. 185.
61. *Ibid.*, p. 211.
62. *KPSS V resolucjakh*, (Le PCUS dans ses décisions), Moscou, 1954, t. 6, pp. 46-47.
63. Toute la première partie des thèses de ce Comité exécutif, intitulée «Le fascisme et la maturation de la crise révolutionnaire» développe cette idée. *Comintern protiv fascisma* (Le Comintern contre le fascisme), Moscou, Nauka, 1999, pp. 309-313.
64. *Pisma Stalina Molotovu*, *op. cit.*, p. 247.
65. *Ibid.*, pp. 248-249.
66. Staline, *Œuvres complètes*, t. 12, p. 297.

67. L. Ginzberg, «À travers les pages des “cartons spéciaux” du bureau politique», art. cité, p. 29.
68. S. Mikoïan, «Sluga» (Le serviteur), *Komsomolskaia Pravda*, 21 février 1988.
69. Ce texte a été d'abord retrouvé dans les archives de Smolensk confisquées par les nazis en juillet 1941 et publié dès 1957 par Merle Fainsod dans son ouvrage *Smolensk under the Soviet Rule*, p. 263.
70. Le jeune écrivain ouvrier Avdeenko invité à participer à cette odyssée touristique et gastronomique n'en revenait pas encore près de soixante ans plus tard : «Dès que nous fûmes les hôtes des tchékistes, commença pour nous le règne du communisme complet. Nous mangeons et buvons à volonté sans rien payer. Des saucissons fumés. Des fromages. Du caviar. Des fruits. Du chocolat. Des vins. Du cognac. Et tout cela en pleine famine ! » Et Avdeenko en dégustant ces friandises se rappelait le train qui l'avait amené de Magnitogorsk à Moscou : « Partout le long des voies s'alignaient des enfants et des vieillards en haillons, nus pieds, épuisés. La peau sur les os. Des reliques vivantes, et qui tendaient les mains vers les wagons qui passaient. On devinait sur leurs lèvres le même mot, toujours : du pain ! du pain ! du pain ! » (A. Avdeenko, «Otluchenie (L'Excommunication)», *Znamia*, n° 3, mars 1989, p. 11).
71. *Iossif Stalin v obiatikh semii*, op. cit., p. 159.
72. *Ibid.*, pp. 160-162.
73. I. Valedinski, «Souvenirs de rencontres avec Staline», *Istochnik*, n° 2, 1998, p. 73.
74. Ossip Mandelstamm, *Œuvres complètes*, Washington, Inter Language Library Association, 1964, t. 1, pp. 195-196.

## XVIII

### LE CONGRÈS DES ILLUSIONS

1. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, pp. 293 et 303.
2. Trotsky, «Qu'est-ce que le national-socialisme ?», in *Comment vaincre le fascisme ?*, Paris, Buchet-Chastel, 1973, pp. 349-359.
3. *Ibid.*, p. 360.
4. *Istoria Vnechnei Politiki SSSR*, Moscou, 1976, t. 1, pp. 308-309.
5. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 347.
6. *Compte rendu sténographique du XVII<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1934, p. 125.
7. *Ibid.*, pp. 496.
8. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, op. cit., p. 109.
9. *Compte rendu sténographique du XVII<sup>e</sup> congrès*, op. cit., p. 259.
10. Staline, *Œuvres complètes*, t. 13, p. 370.
11. A. Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 197.

12. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, op. cit., t. 1, p. 98. *Mémoires inédits*, Belfond, 1991, p. 40.
13. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., p. 255.
14. Staline, *L'Homme le capital le plus précieux*, Éditions sociales, Paris, 1948, p. 37.
15. *Vlast i Khudojestvennaia Intelligentcja 1917-1953*, Moscou, Democra-tia, «Rossia-XX vek», 1999, pp. 233-234.
16. A. Lazebnikov, «Les lignes du destin», *Sovietskaia Kultura*, 16 juin 1988, p. 6.
17. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, op. cit., p. 137.
18. I. Ehrenbourg, «Liudy, Gody, Jizn», *Novy Mir*, n° 4, avril 1962, p. 16.
19. G. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., pp. 100-101.
20. *Comintern protiv fascisma* (Le Comintern contre le fascisme), Moscou, Nauka, 1999, p. 328.
21. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 187. Texte français, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, avril 1998, pp. 78-79. La résolution reprend les termes du rapport introductif de Knorine qui affirme : «L'Allemagne était et reste le maillon le plus faible dans la chaîne des états impérialistes [...] Les événements du 30 juin expriment le début de la crise du fascisme allemand [...] Ils montrent que mûrissent en Allemagne les prémisses d'une crise révolutionnaire, et que la tâche fondamentale des communistes allemands est d'accélérer la mobilisa-tion des masses pour renverser la dictature fasciste.» (*Le Comintern contre le fascisme*, op. cit., p. 329.)
22. *Istochnik*, n° 1, janvier 2000, p. 95.

## CHAPITRE XIX

### MAIS QUI A TUÉ KIROV ?

1. «Souvenirs de Natalia Rykova», *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, septembre 2000, p. 84.
2. *Oktiabr*, 1988, n° 7, p. 162.
3. N. Polechtchouk et I. Romanenko, *Nicolas Mouralov*, Moscou, Moskovski Rabotchii, 1990, p. 189.
4. Trotsky, *Leur Morale et la nôtre*, Paris, Pauvert, 1966, p. 99.
5. S. Z. Ginzbourg, «O Gibeli Sergo Ordjonikidzé (Sur la mort de Sergo Ordjonikidzé)», *Voprossy Istorii KPSS*, n° 3, mars 1991, p. 89.
6. A. Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, op. cit., 1995, p. 134.
7. *Izvestia TsK KPSS*, n° 1, janvier 1990, p. 39.
8. *Reabilitatsia : Politicheskie processy, 30-50 godov*, Moscou, 1991, p. 154.
9. I. Joukov, «L'enquête et les procès sur le meurtre de Kirov», *Voprossy Istorii*, n° 2, février 2000, p. 42.

10. *Izvestia TsK KPSS*, n° 7, 1989, p. 70, et *Reabilitatsia : Polititcheskie processy 30-50 godov*, op. cit., pp. 154-155.
11. A. Kirillina, *L'Assassinat de Kirov*, op. cit., p. 182.
12. O. Khlevniouk, *1937 god*, op. cit., pp. 52-53.
13. F. Rakolnikov, *O vremeni i o siebie*, op. cit., p. 524.
14. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, op. cit., p. 170.

## CHAPITRE XX

### LE MATÉRIALISME HYSTÉRIQUE

1. I. Joukov, «L'enquête et les procès sur le meurtre de Kirov», art. cité, p. 49.
2. *Voprossy Istorii*, n° 10, 1994, p. 15.
3. E. Guinzbourg, *Le Vertige*, op. cit., p. 11.
4. *Moskovski Komsomolets*, 2 novembre 1989.
5. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, op. cit., p. 185.
6. Trotsky, *Journal d'exil*, 1977, Gallimard, coll. «Folio», p. 87.
7. I. Joukov, «Les secrets de l'affaire du Kremlin et le destin d'Aveli Enoukidzé», *Voprossy Istorii*, n° 9, septembre 2000, p. 85.
8. *Troud*, 15 août 1991.
9. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, op. cit., p. 175.
10. *Voprossy Istorii*, n° 2, février 2000, p. 94.
11. *Ibid.*, p. 98.
12. *Izvestia TsK KPSS*, n° 7, 1989, pp. 90-91.
13. *Pravda*, 15 février 1935, J. Medvedev, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Paris, Gallimard, 1971, p. 45.
14. Il appuyait sa négation de l'existence du gène sur le raisonnement suivant : «Qu'est-ce que ce gène exactement ? Qui l'a vu ? Qui l'a touché ? Qui l'a goûté ?», Medvedev, *Grandeur et chute de Lyssenko*, op. cit., p. 56.
15. J. Medvedev, *Grandeur et chute de Lyssenko*, op. cit., p. 45.
16. Deux ans plus tard pourtant, Staline expliquera : «Il n'y a pas d'analogie entre les terroristes-pygénées du camp des trotskystes-zinoviévistes et le révolutionnaire Jéliabov.» (E. Gromov, *Vlast i Iskusstvo*, op. cit., p. 207).
17. Peu avant le 26 juin 1933, Staline s'était pourtant fait nommer président d'honneur de la Société des vieux bolchévicks, qu'il allait dissoudre deux ans plus tard.
18. Conséquence logique de ces déclarations, *Le Calendrier historico-révolutionnaire de 1939* (Moscou, 1939) oublie les noms de Jéliabov et Perovskaia, et l'assassinat d'Alexandre II, le 1<sup>er</sup> mars, est remplacé par un soulèvement en Corée en 1919.
19. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, op. cit., pp. 55-56.

20. D. Volkogonov, *Staline, op. cit.*, t. 1, pp. 514-515.
21. F. Raskolnikov, *O vremeni i o siebie, op. cit.*, pp. 522-523.
22. *Pravda*, 5 mars 1935.
23. Échange reproduit dans G. Perreux, *Paris-Soir*, 16 mai 1935.
24. F. Raskolnikov, *O vremeni i o sebe, op. cit.*, p. 484.
25. V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchikom Stalina* (Comment je suis devenu interprète de Staline), Moscou, Dem, 1993, pp. 255-256.
26. *Istochnik*, n° 1, 1996, pp. 146-147.
27. I. Dmitriev, «Ekho Kremlevskogo Dela» (L'écho de l'Affaire du Kremlin), *Troud*, 15 août 1991.
28. *Iossif Stalin v obiatiakh semii, op. cit.*, p. 54.
29. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami, op. cit.*, p. 169.
30. H. Knickerbocker, *Les Progrès du plan quinquennal, op. cit.*, p. 166.
31. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami, op. cit.*, p. 170.
32. *Pravda*, 5 décembre 1935. «Le plus talentueux» deviendra bizarrement un simple «talentueux» dans le texte publié de la résolution de Staline.
33. *Iossif Stalin v obiatiakh semii, op. cit.*, p. 186.
34. V. Rogovine, *Stalinski neonep* (La neonep de Staline), Moscou, 1994, p. 151.
35. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin, op. cit.*, p. 164.

## XXI

## LE MAELSTRÖM

1. «La petite fille à la photographie», *Troud*, 6 juillet 1988.
2. A. Larina, *Boukharine, ma passion, op. cit.*, p. 301.
3. K. Tchoudinova, «Ces jours difficiles», *Voprossy Istorii KPSS*, n° 12, décembre 1989, p. 117.
4. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 8, 1989, p. 83 ; n° 9, pp. 35-36.
5. «Sans se renier», *Ogoniok*, n° 7, février 1988, p. 27.
6. F. Zeller, *Témoin du siècle*, Grasset, Paris, 2000, pp. 125-126.
7. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 987.
8. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, septembre 2000, p. 86.
9. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 8, 1989, p. 85.
10. *Ibid.*, p. 84.
11. *Ibid.*, p. 85.
12. *Ibid.*, p. 91.
13. *Ibid.*, p. 87.
14. *Lo Stato Operaio*, n° 8, août 1936, intégralement reproduit en italien dans G. Seniga, *Togliatti e Stalin*, Milano, Sugar editore, 1961, pp. 97-119 et en français dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998.



15. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 9, 1989, p. 36.
16. *Ibid.*
17. *Komsomolskaia Pravda*, 24 février 1988, p. 2.
18. L'opposition à l'arbitraire, in *Kommunist*, n° 17, 1990, pp. 80-81.
19. N. Korjavine, « Dans les séductions d'une époque sanglante », *Novy Mir*, n° 8, 1992, pp. 136, 138 et 149.
20. *Le Procès du centre terroriste trotskiste-zinoviéviste*, Moscou, 1936, p. 174.
21. *Ibid.*, p. 120.
22. Le récit de cette intervention qui a circulé chez des descendants d'opposants internés au Goulag, communiqué à l'auteur par Nadejda Ioffé le 29 mars 1990 n'est pourtant confirmé par aucun document. Selon les auteurs de *Protivostoianie*, *op. cit.* (p. 210). Kroupskaia aurait, par lettre, demandé la grâce des condamnés à Staline qui lui aurait répondu que l'attitude des membres du Bureau politique l'empêchait de leur transmettre sa demande.
23. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, septembre 1999, p. 86.
24. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 300.
25. *Istochnik*, n° 2, 1993, p. 9.
26. *Ibid.*, p. 15.
27. *Ibid.*, pp. 134-135.
28. *Neizvestnaia Rossia*, XX vek, t. II, pp. 278-280.
29. « La résistance à l'arbitraire », *Kommunist*, n° 17, 1990, p. 81.
30. B. Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, coll. « Points-Seuil », p. 81, et O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, p. 179.
30. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 282. Elle ajoute que Boukharine, « sincèrement content de la nomination de Iejov à la place de Iagoda », lui déclara : « Il ne se livrera pas à des falsifications », *Ibid.*
32. *Stalinskoie Politburo, v 30 gody*, *op. cit.*, p. 148.
33. *Voprossy Istorii*, n° 10, octobre 1994, p. 21.
34. *Reabilitatsia : Politicheskiye processy, 30-50 godov*, *op. cit.*, p. 246.
35. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1989, p. 39.
36. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, p. 86.
37. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 315.
38. V. Rogovine, *Partia Rasstreliannykh* (Le Parti des fusillés), *op. cit.*, p. 266.
39. *Ibid.*, pp. 104 et 267. B. Efimov, « Le secret du destin de Mikhail Koltsov », *Ogoniok*, n° 34, 1987, p. 27.
40. « La mission particulière de David Kandelaki », *Voprossy Istorii*, n°s 4-5, 1991, p. 150.
41. *Ibid.*
42. *Ibid.*, pp. 151-152.

43. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 118.
44. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 189.
45. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, p. 190.

## CHAPITRE XXII

1937

1. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1988, p. 81.
2. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575.
3. *Ibid.*
4. *Voprossy Istorii*, n° 1, 1995, pp. 9-11. Répétant trois fois : « Il n'est pas possible de croire sur parole les anciens opposants », il ajoute une fois « même quand ils fusillent de leur propre mains leurs amis ».
5. *Ibid.*, p. 8.
6. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 330.
7. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 11, septembre 2000, p. 88.
8. *Voprossy Istorii*, n° 1, 1995, pp. 18-19.
9. *Ibid.*, p. 19.
10. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 319.
11. *Ibid.*, p. 321.
12. *Istochnik*, n° 2, 1998, p. 70.
13. *Ibid.*
14. Golovanov « La catastrophe », *Znamia*, n° 1, 1990, pp. 110-111.
15. Doubinski-Moukhadzé, *Ordjonikidzé*, Moscou, 1963, p. 6.
16. O. Khlevniouk, *Stalin i Ordjonikidzé*, *op. cit.*, p. 117.
17. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 343.
18. *Ibid.*, pp. 348-349.
19. *Voprossy Istorii*, n°s 4-5, 1992, p. 21.
20. *Ibid.*, p. 24.
21. *Voprossy Istorii*, n°s 6-7, 1992, p. 3.
22. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, *op. cit.*, p. 351 et *Cahiers du mouvement ouvrier*, septembre 2000, n° 11, p. 88.
23. *Ibid.*, p. 88.
24. *Isvestia TsK KPSS*, 1989, n° 5, pp. 80-83.
25. *Voprossy Istorii*, n° 8, 1994, p. 13 et 24.
26. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym*, (Aux côtés de Staline), Moscou, Bylina, 1999, p. 271.
27. Staline, *L'Homme, le capital le plus précieux*, Éditions sociales, 1948, p. 31.
28. *Ibid.*, pp. 43-44.
29. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 614.
30. Staline, *L'Homme, le capital le plus précieux*, *op. cit.*, pp. 17, 19 et 27.

31. *Ibid.*, p. 31.
32. *Ibid.*, pp. 35-36.
33. *Istochnik*, n° 4, 1998, p. 86.
34. «XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS», *Cahiers du communisme*, décembre 1961, p. 363.
35. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 125.
36. K. Tchoudinova, «Les jours difficiles», art. cité, p. 117.
37. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 191.
38. *Istochnik*, n° 3, 2000, pp. 48-49.
39. *Voenny Arkhiv Rossii*, 1993, vol. 1, p. 50.
40. *Ibid.*, p. 45. Trois jours plus tôt, un texte similaire concernant l'exclusion de Roudzoutak et Toukatchevski a été soumis aux membres du Comité central.
41. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, pp. 254-255.
42. *Istochnik*, n° 3, 1994, pp. 73-77.
43. *Rossiiskie Vesty*, n° 7, 1992.
44. *Novoe Vremia*, n° 50, 1994, p. 37.
45. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*, p. 169.
46. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 126.
47. *Ogoniok*, n° 7, février 1988, p. 27.
48. *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, 1997, p. 67.
49. *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, p. 270.
50. *Izvestia TsK KPSS*.
51. I. Piatnitskaia, *Chronique d'une déraison*, Paris, Seuil, 1992, pp. 14-16.
52. *Istoricheski Arkhiv*, n° 3, 1993, pp. 88-89.
53. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, p. 207.
54. *Istochnik*, n° 2, 1998, p. 70.
55. Tous ces textes dans *Rossiskie Vesty*, n° 17, juin 1992.
56. *Ibid.*
57. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.* p. 318.
58. *Ibid.*, pp. 316-317.
59. I. Poliakov, B. Jiromskaia, V. Kisselev, «Un demi-siècle de silence», *Sociologicheskoe Issledovanie*, n° 6, 1990, pp. 24-25.
60. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 128-129.
61. *Ibid.*
62. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, pp. 120-131.
63. *Moskovskie Novosti*, 21 juin 1992.
64. *Voprossy Istorii*, n° 10, 1994, p. 18.
65. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 20, dossier 750; *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 1, avril 1998, pp. 63-64.
66. *Dokumenty Vnechniei politiki SSSR*, t. 22, vol. 1, p. 10.
67. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 130.

68. *Voprossy Istorii KPSS*, n° 12, 1988, p. 52.
69. *L'Internationale communiste*, n° 1, 1938, p. 93.
70. Lénine, *Œuvres complètes*, op. cit., t. 44, p. 181.
71. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 782.
72. Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, pp. 25-26.
73. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 633.
74. *Ibid.*
75. *Ibid.*, et *Stalinskoe Politburo*, op. cit., p. 160.
76. *Ibid.*
77. *Ibid.*
78. G. Mariagine, *Postychev*, Moscou, 1965, p. 282.
79. Compte rendu sténographique, Moscou, 1938, p. 298.
80. *Ogoniok*, n° 7, février 1988, p. 27.
81. *Voienno-Istoricheski Journal*, n° 4, 1994, p. 77.
82. A. Kartunova, « V. K. Blücher », *Voprossy Istorii KPSS*, n° 2, 1991, p. 128.
83. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, op. cit., p. 260.
84. *Ibid.*, p. 257.
85. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, op. cit., pp. 411-412.
86. *Istochnik*, n° 1, 1993, p. 5.
87. *Neizvestnaia Rossia*, op. cit., vol. 4, p. 193.
88. *Ibid.*, p. 194.
89. *Ibid.*, p. 200.
90. *Drujba Narodov*, n° 2, 1991, pp. 221 et 228.
91. *Ibid.*, pp. 229, 235 et 245.
92. *Drujba Narodov*, n° 3, 1991, p. 244.
93. S. Beria, *Beria mon père*, Paris, Plon/Critérion, 1999, p. 63.
94. *Izvestia TsK KPSS*, n° 3, 1991, pp. 146-147.
95. *Neizvestnaia Rossia*, op. cit., t. 4, p. 192.
96. *Juin 1936*, n° 3, 18 mars 1938. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 153.
97. A. Larina, *Boukharine, ma passion*, op. cit., p. 241.
98. V. Rogovine, *Partia Rasstrelianykh*, op. cit., p. 168.
99. V. Chentalinski, *Les Surprises de la Loubianka*, op. cit., pp. 316-317.
100. *Goulag 1918-1960*, Moscou, Materik, 2000, p. 113.
101. *Ogoniok*, n° 7, février 1988, p. 28. Le dialogue entre Staline et les délégués est reproduit dans *Komsomolskaia Pravda* du 16 juin 1989, p. 2.
102. *Biographie de Staline*, op. cit., p. 87. Le mot « camarade » devant Staline utilisé dans l'édition antérieure a disparu de cette seconde édition.
103. *Istoria i stalinism*, op. cit., pp. 75-77.
104. *Histoire du PC (b) de l'URSS*, édition de 1949, sommaire, pp. 407-408.
105. *KPSS v resoliucjakh*, 7<sup>e</sup> édition, Moscou, 1954, vol. 3, pp. 316-332, passage cité, p. 316.

106. *Novy Mir*, n° 9, 1995, p. 177.
107. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 356.
108. *Ibid.*, pp. 426-428.
109. *Ibid.*, p. 402.
110. V. Rogovine, *Partia Rasstrel'ianyykh*, *op. cit.*, p. 228.
111. R. Conquest, *La Grande Terreur*, *op. cit.*, pp. 442 et 460.
112. «La contre révolution» est le titre du chapitre XI du *Staline* de Souvarine (pp. 495-555).
113. *Literaturnaia Gazeta*, 30 novembre 1994.
114. B. Lazitch, *Le Rapport Krouchtchev*, *op. cit.*, pp. 98-99.
115. *Compte rendu sténographique du XVIII<sup>e</sup> congrès*, Moscou, 1939, p. 28.
116. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 105.
117. E. Gromov, *Stalin i Iskusstvo*, *op. cit.*, p. 289.
118. C. Simonov, «Glazami Tcheloveka moiego pokolenia» (Par les yeux d'un homme de ma génération), *Znamia*, n° 4, mars 1988, p. 128.
119. «Les dépositions de Iejov», *Volia*, n°s 2-3, 1994, p. 93.
120. P. Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*, p. 99.
121. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 171-172.
122. Interview de Poliakov, *Argumenty i Fakty*, n° 27, 1994, p. 5.
123. O. Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin*, *op. cit.*, pp. 257-258.
124. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 316

### CHAPITRE XXIII

#### L'AN I DE LA NOMENKLATURA

1. V. Vernadski, «Journal 1938», *Drujba Narodov*, n° 2, 1991, p. 222.
2. V. Vernadski, «Journal 1941», *Novy Mir*, n° 5, 1995, p. 217.
3. J. Davies, *Mission à Moscou*, Montréal, Édition de l'arbre, 1944, p. 73.
4. *Ibid.*, p. 74.
5. Koulik, «Lettre à Staline», *Izvestia TsK KPSS*, n° 8, 1991, p. 204.
6. *Pravda*, 5, n° 12, 1995, p. 8.
7. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 652.
8. *Istoritcheski Arkhiv*, n° 4, 1997, p. 69.
9. *Sovietskaia Kultura*, 17 septembre 1988, p. 6.
10. *Istochnik*, n° 4, 1998, p. 86.
11. Journal de Malychev, *Istochnik*, n° 5, 1997, p. 105.
12. *Ibid.*, p. 107.
13. *Ibid.*, p. 108.
14. *Ibid.*, p. 109.
15. *Ibid.*, p. 114.
16. *Ibid.*

17. *Ibid.*
18. A. Soloviev, «Les Cahiers d'un professeur rouge», *Neizvestnaia Rossia*, n° 4, 1993, p. 203.
19. *Ibid.*, pp. 203-204.
20. A. Iakovlev, *Tsel Jizni* (Le but de la vie), Moscou, 1969, p. 509. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 9, mars 2000, p. 93.
21. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, p. 150, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 9, p. 95.
22. D. Chepilov, «Vospominania», *Voprossy Istorii*, n° 4, 1998, p. 22. «Khrouchtchev se vantait de n'avoir jamais étudié nulle part».
23. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, t. 1, p. 385.
24. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 652, feuille 36.
25. N. Kouznetsov, «Avant la guerre», *Oktiabr*, n° 5, 1988, p. 168.
26. *Istochnik*, n° 1, 1995, p. 120. Cf. V. Rogovine, *Partia Rasstrel'nykh*, *op. cit.*, pp. 479-489.
27. Ermolaiev, *Censorship on Soviet Literature, 1927-1991*, New-York/Londres, Rowman and Littlefield, p. 73.

#### CHAPITRE XXIV LE POKER MENTEUR

1. Compte rendu sténographique du XVIII<sup>e</sup> congrès, *op. cit.*, p. 13 et 15.
2. W. Manchester, *Winston Churchill*, Paris, Robert Laffont, 1990, t. 2, p. 408.
3. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 232.
4. *Novy Mir*, n° 12, 1994, pp. 232-233, et *Drugaia Voïna* (L'autre guerre), Moscou, 1996, pp. 73-75.
5. Texte complet dans Berejkov, *Staline*, *op. cit.*, pp. 31-32, et presque complet dans D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, t. 2, p. 29.
6. Texte complet dans Berejkov, *Staline*, *op. cit.*, p. 38. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 30. *Documents on German Foreign Policy*, t. VII, p. 168.
7. Hilger-Meyer, *The Incompatible Allies*, p. 288, et Jiline, *O Voinie i voïennoï istorii*, Moscou, 1984, p. 145.
8. V. Berejkov, *Staline*, *op. cit.*, p. 47, et *Nazi-Soviet Relations*, pp. 75-76.
9. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 10 a dossier 90.
10. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 182.
11. W. Churchill, *The Second World War*, Londres, Cassel, 1948, vol. 1 : *The Gathering Storm*, p. 305, Édition française : Paris, Plon, 1948.
12. W. Manchester, *Winston Churchill*, *op. cit.*, t. 2, p. 457.
13. *Comintern i vtoraia mirovaia voïna*, *op. cit.*, t. I, p. 8.

14. Z. Zaremba, *Wojna i Konspiracja* (La guerre et la conspiration), Londres, B. Swiderski, 1957, p. 12. *Cahiers du mouvement ouvrier*, septembre 2000, n° 10, p. 78.
15. *Ibid.*, p. 23 et p. 79.
16. *Novaia i noveichaia Istoria*, n° 6, 1996, p. 106; *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, p. 52.
17. *Comintern i vtoraiia mirovaia voïna*, *op. cit.*, t. 1, p. 88.
18. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 181-182.
19. *Comintern i vtoraiia mirovaia voïna*, *op. cit.*, t. 1 p. 121.
20. *Ibid.*, pp. 127-131.
21. G. Rozanov, *Staline-Hitler*, Moscou, Mejdunarodnye Otnochenia, 1991, p. 123.
22. *Ibid.*, pp. 128-129.
23. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, Milano, Mondadori, 1948, p. 517.
24. L. Rozanov, *Staline-Hitler*, *op. cit.*, p. 127.
25. Cette discussion se place le 25 octobre 1939, G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 184.
26. «Dances pour les guides», *Literaturnaia Gazeta*, n° 27, 10 juillet 1991, p. 14.
27. *Pravda*, 1<sup>er</sup> novembre 1940.
28. *Zimnaia Voïna, 1939-40*, Moscou, Nauka, 1999, t. 1, p. 125.
29. *Ekonomika i Jizn*, n° 17, avril 2000, p. 29.
30. «Journal de 1939», *Drujba Narodov*, n°s 11-12, 1992, p. 36.
31. Souvenirs de Pavlov, l'un des interprètes de Staline, alors en poste à l'ambassade in *Novaia i Noveichaia Istoria*, n° 4, 2000, p. 100.
32. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 187.
33. *Ibid.*, p. 189.
34. *Istochnik*, n° 2, 1998, p. 70.
35. *Dokumenty Vnechnei Politiki* (Documents de politique étrangère), ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie 1940, 22 juin 1941, t. XXIII, livre 1, p. 10.
36. *Ibid.*, p. 60.
37. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, t. 2, p. 48.
38. *Zimnaia Voïna*, *op. cit.*, t. 2, (compte rendu sténographique de la réunion). Citations de Staline pp. 272-282.
39. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 258.
40. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, t. 1, p. 267.
41. P. Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*, p. 109.
42. *Livre jaune français*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 1939, p. 314.
43. S. Alliluieva, *En une seule année*, *op. cit.*, p. 134.
44. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 185.

45. *Ibid.*, p. 200.
46. L. Marcou, *Ilya Ehrenbourg*, Paris, Plon, 1992, p. 198.
47. Avdeenko, «Otlutchenie (L'Excommunication)», *Znamia*, n° 4, 1989, p. 102. Récit détaillé de la séance dans N. Laurent, *L'Œil du Kremlin*, Toulouse, Privat, 2000, pp. 75-80.
48. *Ibid.*, pp. 105 et 107. On peut comparer l'exposé qu'il fait du discours de Staline avec le procès-verbal qui en est publié dans *Vlast i Intelligentsia*, *op. cit.*, pp. 450-455.
49. *Vlast i Intelligentsia*, *op. cit.*, p. 455.
50. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 200-201.
51. *Ibid.*, p. 203. Dimitrov ne commente pas cette étonnante proposition dont Gorodetsky évoque, en passant, la nature surprenante (voir Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*), Paris, Belles Lettres, 2000, p. 130.
52. Ciano, *L'Europa verso la catastrofe*, *op. cit.* p. 476.
53. *Ibid.*, p. 549.

## CHAPITRE XXV

### LE GUIDE AVEUGLE

1. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, t. 1, p. 306.
2. G. Buchheit, *Hitler chef de guerre*, *op. cit.*, p. 131.
3. *Ibid.*, p. 132.
4. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 311.
5. *Ibid.*, p. 342.
6. V. Popov, «Le secret de la défaite», *Novy Mir*, n° 8, 1998, pp. 186-187.
7. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 216.
8. *Ibid.*
9. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, p. 205.
10. *Ibid.*, p. 209.
11. G. Buchheit, *Hitler chef de guerre*, *op. cit.*, p. 133.
12. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, p. 226.
13. *Ibid.*
14. A. Werth, *La Russie en guerre*, *op. cit.*, t. I, p. 108. Voir le compte rendu de la conversation entre Staline et Matsuoka dans *Dokumenty Vnechnei politiki*, t. XXIII, livre 2, pp. 560-565 où l'ambassadeur japonais, en échange du nord de Sakhaline que Staline ne veut pas lui céder, «ne s'oppose pas à ce que l'URSS ait un accès vers les mers chaudes à travers l'Inde», ce à quoi Staline répond que «cela signifie y faire la guerre» (p. 564).
15. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 227-228.
16. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, pp. 277-278.



17. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *ibid.*, p. 373.
18. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, pp. 257-258.
19. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 372.
20. Procès-verbal dans *Dokumenty vnechnei politiki*, *op. cit.*, pp. 654-657. Schulenburg dit même très précisément qu'«il a déjà reçu une indication de Berlin de réfuter tous les bruits sur une guerre prochaine entre l'URSS et l'Allemagne». Au cours de cette partie de la conversation Schulenburg a plusieurs fois répété l'idée qu'il «fallait entreprendre quelque chose pour couper court aux bruits» (p. 656). C'est un étrange avertissement !
21. *Ibid.*, p. 676.
22. Ce plan est publié dans *Drugaiia Voïna, 1939-1945*, Moscou, Democrazia, «Rossia-XX vek», 1996, pp. 175-183.
23. *Izvestia TsK KPSS*, n° 2, 1995, a publié, sous le titre «Les signaux de la guerre non entendus» (pp. 4-22), une liste de rapports sur ces violations répétées. Réactions de Staline : G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, pp. 346-347.
24. Phrase similaire in G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.* pp. 383-384.
25. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, pp. 424-425.
26. L. Spirin, «Staline et la guerre», *Voprossy Istorii KPSS*, n° 5, 1990, p. 100.
27. *Izvestia Ts K KPSS*, 14 juin 1941.
28. J. Goebbels, *Die Tagbücher : Sämtliche Fragmente*, Munich, 1987, t. 4, p. 696.
29. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, p. 430.
30. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 384.
31. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 4, 1990, p. 221.
32. *Ibid.*, p. 222.
33. Conversation du 15 mai, in *Dokumenty Vnechnei polititiki*, *op. cit.*, p. 687.
34. *Pravda*, 13 avril 1991, et *Argumenty i Fakty*, n° 4, 1989.
35. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym*, *op. cit.*, pp. 386-387.
36. Sur la réaction de Staline, témoignage de Timochenko in *Riadam so Stalinym*, *op. cit.*, p. 272.
37. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 235.
38. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 387.
39. *Ibid.*, p. 388.
40. N. Kouznetsov, «Avant la guerre», art. cité, p. 162.
41. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 368.
42. G. Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes*, *op. cit.*, p. 449.
43. Cité par *ibid.*, p. 538.

## CHAPITRE XXVI

## LA DÉBÂCLE

1. D. Pavlov, «Tragedia Zapadnovo fronta i iego komandchego D H Pavlova (La tragédie du front occidental et de son commandant en chef Pavlov)», in *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 2, p. 64.
2. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, t. 2, p. 9. Parmi les coupures massives effectuées sur le texte publié des mémoires de G. Joukov en 1969, la censure avait non seulement supprimé le «souffle lourd» de Staline mais aussi la phrase apparemment anodine qui suit l'annonce des bombardements allemands : «La guerre a commencé !» Les censeurs semblent ainsi cautionner l'attitude de Staline qui, après ces bombardements, se raccrochait encore à un espoir de règlement à l'amiable.
3. *Ibid.*, pp. 9-10 (tous passages censurés sous Brejnev).
4. G. Koumaniov, *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, p. 24.
5. V. Zolotarev et G. Sevostianov (sous la direction de), *Velikaia Otechestvennaia Voïna 1941-1945* (La grande guerre patriotique de 1941-1945). Moscou, Nauka, 1998, t. 1 : *Sourovye, Ispitania* (Les épreuves sévères), pp. 130-131.
6. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 10.
7. G. Koumaniov, *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, p. 25.
8. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, pp. 235-236.
9. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 122.
10. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 121.
11. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 351.
12. N. Kouznetsov, *Oktiabr*, n° 11, 1965, p. 168.
13. I. Boldine, *Stranitsy Jisni* (Pages de ma vie), Moscou, 1961, cité par A. Werth, *La Russie en guerre*, *op. cit.*, t. 1, p. 129.
14. *Velikaia*, *op. cit.*, pp. 154-155.
15. *Ibid.*, p. 156.
16. B Lazitch, *Le rapport secret de Khrouchtchev*, *op. cit.*, p. 109.
17. *Izvestia RTsK KPSS*, n° 6, 1991, p. 218, et *Velikaia*, *op. cit.*, t. 1, p. 500.
18. G. Koumaniov, *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, p. 29. Le récit de Khrouchtchev, établi sur la base de ce que lui ont raconté les autres membres du Bureau politique, est certes plus vague que celui de Mikoïan mais similaire.
19. *Ibid.*, p. 30.
20. *Ibid.*
21. N. Kouznetsov, voir *Oktiabr*, n° 11, 1965, pp. 151 et 170.
22. *Discours et ordres du jour du maréchal Staline*, éditions France-URSS, 1945, p. 3.

23. *Ibid.*, p. 10.
24. S. Lominadzé, « À la va-vite », *Novy Mir*, n° 8, 1998, p. 197 ; *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, p. 83.
25. O. Freidenberg, « Le siège d'un être humain », *Minuchee*, n° 3, 1992, p. 10.
26. I. Rubtsov, *Alter ego Stalina*, *op. cit.*, p. 180.
27. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 2, p. 88.
28. *Ibid.*, p. 97. Dans son dernier discours, il ose même affirmer « malgré les assurances de Moscou que tout était calme, j'ai donné aux commandants d'armées l'ordre de placer leurs troupes en préparation de combat », *ibid.*, p. 101. La mise en cause de Moscou, c'est évidemment la mise en cause de Staline. Pavlov s'y est résolu sans doute parce qu'il savait qu'il allait mourir.
29. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, p. 111.
30. G. Buchheit, *Hitler chef de guerre*, *op. cit.*, p. 212.
31. *Izvestia TsK KPSS*, n° 10, 1990, pp. 208, 210 et 212. Le rapport daté du 3 septembre décrit la situation qui s'est créée depuis le début de la guerre.
32. Texte de Khrouchtchev sur « les modalités de l'évacuation et de la destruction des biens » (9 juillet) et réponse de Staline (10 juillet), *Izvestia TsK KPSS*, n° 7, 1990, pp. 206-207, et *Istochnik*, n° 2, 1995, p. 113.
33. G. H. Stein, *Les Waffen SS*, Paris, 1966, p. 143.
34. W. Kosyk, *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine*, Paris, P.E.E., 1986, p. 167.
35. Règlement concernant le traitement des prisonniers de guerre soviétiques, annexe n° 83 de Kosyk, *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine*, *op. cit.*, p. 536.
36. Ordre de Keitel sur les mesures extrêmes à prendre contre la Résistance, annexe n° 90 de Kosyk, *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine*, *op. cit.*, p. 540.
37. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 64.
38. *Istoricheski Arkhiv*, n° 1, 1993, p. 46.
39. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 87.
40. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, pp. 200-201.
41. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 246.
42. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 68.
43. *Ibid.*, p. 67.
44. G. Koumaniov, *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, p. 345.
45. R. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, *op. cit.*, t. 1, pp. 543-544.
46. *Iossif Stalin v obiatyakh semii*, *op. cit.*, pp. 74 et 80-81.
47. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 349.
48. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 202.

49. G. Joukov, *op. cit.*, pp. 133-134.
50. R. Sherwood, *The White House Papers of H. L. Hopkins, op. cit.*, t. 1, p. 343.
51. *Correspondance secrète de Staline avec Churchill, Roosevelt, Truman et Attlee, 1941-1945*, Paris, Plon, 2 vol., t. 1, pp. 18-19.
52. *Velikaia, op. cit.*, p. 202.
53. Staline le lui reprochera dans un texte ultérieur de 1942, *Istochnik*, n° 5, 1995, p. 41. Sa rage contre Vorochilov s'exprime alors dans un texte du 9 septembre adressé à Vorochilov et à Jdanov qui commence par les lignes suivantes : « Votre conduite nous indigne. » Staline reproche aux deux hommes de se contenter « d'indiquer la perte de telle ou telle localité sans d'ordinaire dire le moindre mot sur les mesures que vous prenez pour cesser de perdre des villes et des gares », *Izvestia TsK KPSS*, n° 10, 1990, p. 217.
54. *Correspondance secrète de Staline avec Churchill, Roosevelt...*, *op. cit.*, t. 1, p. 17.
55. Texte complet dans *Velikaia, op. cit.*, pp. 503-504, le texte porte, dans l'ordre, les signatures de Staline, Molotov, Boudionny, Vorochilov, Timochenko, Chapochnikov et Joukov.
56. Vassilevski, *Dielo vsei Jizni* (L'affaire de toute une vie), Moscou, 1988, vol. 1, p. 144.
57. *Voenno-Istoritcheski Journal*, n° 9, 1987, p. 56.
58. D. Volkogonov, *Staline, op. cit.*, p. 351.
59. Toutes les citations de ce paragraphe dans *Velikaia, op. cit.*, pp. 193-194.
60. Publié pour la première fois dans *Sbornik Dokumentov Verkhovnogo komandovania za period Oechesvennoi Voiny* (Recueil de documents du Commandement suprême pendant la période de la guerre patriotique), Moscou, 1984, *op. cit.*, t. 1, pp. 57-58, I. Rubtsov, *Alter ego Stalina, op. cit.*, p. 176, D. Volkogonov, *Staline, op. cit.*, pp. 199-200.
61. V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchikom Stalina, op. cit.*, p. 214.
62. *Istochnik*, n° 3, 1995, pp. 134-137.
63. Général W. Anders, *Mémoires 1939-1946*, Paris, La Jeune Parque, 1948, p. 96.
64. D. Volkogonov, *Staline, op. cit.*, p. 303.
65. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1990, p. 217.
66. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym, op. cit.*, pp. 272-273.
67. Le vice-commissaire du peuple à l'Intérieur Serov adresse à Beria le 18 octobre un rapport sur la découverte dans un tunnel de la gare de Koursk à Moscou de 13 valises contenant des documents secrets du comité de Moscou du Parti, des cartes du Parti, des listes de militants et des fiches sur les responsables du Parti et du NVD de Moscou, *Neizvestnaia Rossia, op. cit.*, pp. 186-187.

68. Staline, *Discours et ordre du jour*, *op. cit.*, pp. 11-14.
69. *Ibid.*, p. 15.
70. «Récit de Kovaliov à Volkogonov», in D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 339.
71. I. Gorkov, *Kreml, Stavka, Guenchtav* (Le Kremlin, le GQG et l'État-major), Tver, Rif LTD, 1995, p. 143, et D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 379.
72. W. Anders, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 132-133.
73. O. Rjechevski, *Voïna i diplomatia 1941-1942*, pp. 15-43, passages cités, pp. 16-17.
74. *Ibid.*, p. 19.
75. *Ibid.*, pp. 24-25.
76. *Ibid.*, p. 36.
77. G. Koumaniov, *Riadam so Staliny*, *op. cit.*, pp. 344-345. L'interview de Khroulev a été publiée aussi dans *Novaia i Noveichaia Istoria*, n° 2, 1995.
78. *Velikaia*, *op. cit.*, t. 1, p. 285.
79. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 380.
80. *Correspondance secrète de Staline avec Churchill, Roosevelt...*, *op. cit.* p. 44.
81. D. Ortenberg, *God 1942* (L'année 1942), Moscou, 1988, p. 171.
82. *Istochnik*, n° 5, 1995, p. 41.
83. Lettres de A. Vlassov, *Istochnik*, n° 4, 1998, p. 105.
84. *Ibid.*, p. 106.
85. *Troud*, 23 février 1995.
86. I. Rubtsov, *Alter ego Stalina*, *op. cit.*, pp. 226-227, en français dans D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 353. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, t. 2, p. 85.
87. *Velikaia*, *op. cit.*, pp. 505-507, longs extraits en français dans D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, pp. 386-387.

## CHAPITRE XXVII

### STALINGRAD

1. V. Nekrassov, *Dans les tranchées de Stalingrad*, Paris, 1948, p. 105.
2. *Correspondance secrète*, t. 1, p. 72.
3. V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchikom Stalina*, *op. cit.* p. 312.
4. *Ibid.*, pp. 217-218.
5. *Ibid.*, pp. 312-314.
6. *Ibid.*
7. *Slovo*, 1994, n° 9-10, pp. 50-51.
9. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 389.

10. Cité par Antony Beevor, *Stalingrad*, p. 178. Notons que Staline, dans le recueil de poésie qui devait paraître au printemps 1943 et dont il est question ci-après, fit supprimer un poème intitulé « Deux mots » qui s'achevait par le slogan « Pour Staline ! Pour la patrie », « Staline-censeur », *Literaturnaia Gazeta*, 19 novembre 1997.
11. G. Buchheit, *Hitler, chef de guerre*, *op. cit.*, p. 260. Antony Beevor donne de la phrase de Hitler une version plus évasive : « Je voulais prendre cette ville [...] et c'est pratiquement chose faite. » « Il ne reste plus qu'un nouveau petit morceau à prendre », *Stalingrad*, Paris, de Fallois, 1998, p. 217. Ian Kershaw donne la même version que Gert Buchheit : « Je voulais la prendre [...] et nous l'avons », *Hitler*, Paris, Flammarion, 2000, t. 2 : 1936-1945, p. 781.
12. « Staline-censeur », art. cité, 19 novembre 1997.
13. *Ibid.*
14. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym*, *op. cit.*, pp. 367-368.
15. *Ibid.*, pp. 369-370.
16. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 116, procès-verbal n° 98 (réunions du Secrétariat du 25 juin au 13 septembre).
17. W. Kosyk, *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine*, *op. cit.*, pp. 318-319.

## CHAPITRE XXVIII

### LA VAGUE ROUGE

1. Mekhlis répète la déclaration de Staline invitant fin décembre A. Chtcherbakov, le chef de la Direction politique de l'Armée, à expliquer aux soldats : « 1943 doit marquer la fin des fripouilles fascistes. » (Ces deux déclarations in D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, t. 2, p. 307.)
2. *Correspondance secrète*, *op. cit.*, t. 1, p. 126. Les deux hommes font preuve du même optimisme démonstratif que Staline puisqu'ils écrivent que les opérations conjuguées des alliés « pourraient bien obliger l'Allemagne à capituler en 1943 » (*Ibid.*)
3. *Izvestia TsK KPSS*, n° 9, 1990, p. 126.
4. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, t. 2. Le maréchal Voronov insiste, lui aussi, sur la brièveté des délais exigés par Staline (voir *Na slujbe Voemoï*, Moscou, 1963, p. 175).
5. *Ibid.*, t. 2, p. 113.
6. *Ibid.*, p. 114.
7. N. Kouztnesov, « Avant la guerre », *art. cité*, p. 153.
8. I. Koniev, « L'année 1945 », *Novy Mir*, n° 5, 1965, p. 17. Cette phrase ne se retrouve pas dans l'édition des souvenirs de Koniev en volume dis-

tinct (*Voiennoe Isdatelstvo Ministrestva Oborony*, Moscou, 1966).  
L'idée en subsiste seulement de façon vague.

9. *Riadam so Stalinym*, op. cit., p. 285.
10. *Ogoniok*, n° 18, avril 1988, p. 19. G. Joukov a prononcé un jugement plus sévère dans un discours préparé pour un plénum du Comité central consacré au culte de la personnalité de Staline; le Comité ne se tint jamais. Dans ce discours non prononcé il affirme que « malheureusement » Staline a organisé des opérations militaires (*Istochnik*, n° 2, 1995, pp. 143-156).
11. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym*, op. cit., p. 241, et C. Simonov, « Glazami... », art. cité, pp. 83 et 85.
12. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, op. cit., t. 3, p. 247.
13. *Ibid.*, t. 2, p. 291.
14. V. Dedijer, *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953, p. 244.
15. G. Koumaniov, *Riadam so Stalinym*, p. 241, en français D. Volkogonov, *Staline*, op. cit., p. 372.
16. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, op. cit., t. 3, p. 175.
17. D. Volkogonov, *Staline*, op. cit., p. 374.
18. *Correspondance secrète*, op. cit., t. 1, p. 161.
19. *Ibid.*, p. 182.
20. V. Sachonko, « Une honte indélébile », *Neva*, n° 6, 1997, p. 1995.

## CHAPITRE XXIX

### DE L'INTERNATIONALISME AU PATRIARCAT

1. G. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p. 372.
2. *Cahiers Maurice Thorez*, n° 13, 1<sup>er</sup> trimestre 1969, pp. 102-104.
3. *Biographie de Staline*, op. cit., p. 205.
4. G. Adibekov, *Cominform i Poslevoiennaia Evropa* (Le Cominform et l'Europe après la guerre), Moscou, Molodaia Rossia, 1994, p. 9 et G. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p. 381.
5. P. Broué, *L'Internationale communiste*, op. cit., p. 797. G. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p.
6. *Iossif Stalin v obiatikh semii*, op. cit., pp. 91-92.
7. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, op. cit., t. 3, p. 59.
8. Toutes ces citations dans *Correspondance secrète*, op. cit., pp. 207-208.
9. V. Stepanov, *Svidetelstvo Obvinienia* (Le témoin de l'accusation), Moscou, Russkoe, knigoisdatelskoe izdatelstvo, 1993, t. 3, pp. 47-50.
10. *Ibid.*, p. 51.
11. *Ibid.*, p. 52.
12. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, Solin/Actes Sud, 1998, op. cit., p. 19.

13. *Ibid.*, p. 24.
14. Mariamov, *Kremlesvki Censor* (Le censeur du Kremlin), Moscou, 1991, p. 70 et E. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo*, op. cit., p. 373.
15. E. Gromov, *Stalin, Vlast i Iskustvo*, op. cit., p. 343.
16. *Ibid.*
17. V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchikom Stalina*, op. cit., p. 280.
18. R. Sherwood, *Roosevelt et Hopkins*, cité d'après l'édition russe, Moscou, 1958, t. 2, p. 385.
19. *Foreign relations of the United States*, Diplomatic papers. The conferences of Cairo and Teheran, Washington, 1961, p. 259.
20. V. Berejkov, *Kak ja stal perevochnikom Stalina*, op. cit., p. 252.
21. *Ibid.*, p. 254.
22. *Velikaia*, op. cit., t. 2, p. 391.
23. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, op. cit., t. 3, p. 95.
24. A. Werth, *La Russie en guerre*, op. cit., p. 190.
25. D. Volkogonov, *Stalin*, op. cit., p. 367. Sur les déportations de peuples et les comptes rendus réguliers de ces opérations faits par Beria à Staline, voir *Iossif Stalin-Lavrentiu Beria : « Ikh nado deportirovat »* (Joseph Staline à Lavrenti Beria : « Il faut les déporter ! »), Moscou, Drujba Narodov, 1992, le chapitre 3 de N. Bugaï et A. Gonov, *Kavkaz, narody v echelonakh 20-60 gody* (Le Caucase, les peuples en convois, dans les années 20-60), Moscou, Insan, 1998 et J.-J. Marie, *Les Peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1995.
26. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, op. cit., t. 3, p. 150.
27. *Istochnik*, n° 1, 1999, pp. 152-156.
28. *Russkii Arkhiv*, n° 14, 1994, pp. 220-221.
29. *Correspondance secrète*, t. 2, p. 53.
30. *Ibid.*, p. 55.
31. Churchill, *The Second World War*, op. cit., t. VI, p. 198. V. Berejkov, *Kak ja stal perevochnikom Stalina*, op. cit., pp. 322-324.
32. *Istochnik*, n° 4, 1995, p. 145.
33. *Ibid.*, p. 147.
34. *Istochnik*, n° 5, 1996, p. 106.
35. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, Paris, Pocket, 1999, t. 3 : Le Salut, pp. 88, 90 et 95.
36. G. Dimitrov, *Dnevnik*, op. cit., p. 460.
37. *Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt, Churchill...*, op. cit., pp. 117-118.
38. *Istoricheski Arkhiv*, n° 1, 1992, pp. 61-65. Cette réunion du Comité central d'abord prévue pour le 9 octobre 1941 avait été repoussée *sine die*. Convoquée ce 24 janvier, elle est surtout consacrée à l'exclusion du maréchal Koulik, à la nomination de N. Chvernik vice-président du



- Présidium du Soviet suprême de l'URSS présidé par Kalinine, malade du cancer, à l'adoption du nouvel hymne de l'Union soviétique. Les «débats» – si l'on peut ainsi qualifier la simple confirmation de décisions prises par Staline et son entourage – ne furent pas sténographiés.
39. *Cahiers d'Histoire*, n° 62, 1996, pp. 137-144, en annexe à G. Suberville, *L'Autre Résistance*, Saint-Etienne, Aiou, 1998, pp. 167-177.
  40. D. Volkogonov, *Staline*, op. cit., t. 2, p. 398.
  41. De Gaulle, *Mémoires*, op. cit., t. 3 : Le Salut, p. 77.
  42. V. Dedijer, *Tito parle*, op. cit., p. 244.
  43. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962, p. 83.
  44. *Ibid.*, p. 117.
  45. B. Souvarine, «La Folie de Staline», *Est-Ouest*, 16-31 juillet 1957, p. 27. Le Yougoslave Dedijer, qui a rencontré plusieurs fois Staline, note dans le même registre : «Dans la conversation avec son entourage, Staline se montre généralement, brutal, grossier et susceptible» (V. Dedijer, *Tito parle*, op. cit., p. 243).
  46. De Gaulle, *Mémoires*, op. cit., p. 88.
  47. *Istoria Sovjetskoï Politicheskoi Cenzury*, Moscou, Rosspen, 1997, pp. 504-505.

## CHAPITRE XXX

### L'ÈRE DU GRAND PARTAGE

1. E. Stettinius, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, Paris, Gallimard, 1951, p. 99.
2. Témoignage d'Andrei Gromyko, le futur ministre des Affaires étrangères de l'URSS, in *Beria, Konets Carriery*, Moscou, Izdatelstvo politicheskoi literatury, 1991, pp. 221-222.
3. E. Stettinius, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, op. cit., p. 127.
4. J. F. Byrnes affirme qu'il ne tint jamais ces propos à Yalta, in *Cartes sur table*, Paris/Londres/New York, Morgan, 1947, p. 69. L'interprète Berejkov qui traduisait les conversations entre Churchill et Staline affirme que Staline posa la question à Churchill lors de leur entretien d'octobre 1944, voir V. Berejkov, *Kak ja stal perevodchicom Stalina*, op. cit., p. 329.
5. Churchill avait défini ce point de vue lors de sa rencontre avec Staline le 17 octobre 1944. Voir *Istochnik*, n° 4, 1995, pp. 148-151. À ces déclarations, il ajouta encore qu'il ne voulait pas que l'Allemagne ait une «industrie chimique, métallurgique et électro-technique hautement développée» et qu'il est «pour l'anéantissement de l'industrie allemande» (pp. 148-149). Staline précisant : «L'Allemagne ne doit avoir aucune aviation ni militaire ni civile», Churchill renchérit : «Il sera aussi impossible d'autoriser les Allemands à utiliser des navires alle-

- mands pour naviguer sur les mers et les océans» (*ibid.*, p. 151). La «guerre du droit» se fixe ici très clairement l'objectif d'éliminer un concurrent commercial.
6. J. F. Byrnes, *Cartes sur table*, *op. cit.*, pp. 71-72.
  7. E. Stettinius, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, *op. cit.*, p. 107.
  8. *Ibid.*, p. 229.
  9. *Ibid.*
  10. *Ibid.*, p. 111.
  11. Il déclare : «L'Indochine devra être indépendante, mais elle n'est pas encore capable de se gouverner elle-même», *ibid.*, p. 223.
  12. *Ibid.*, p. 275.
  13. *Ibid.*, p. 205.
  14. *Ibid.* Il ajoute en même temps : «Les Grecs ne se sont pas encore habitués à l'usage de la discussion et persistent dans celui de se couper mutuellement la gorge» (*ibid.*).
  15. *Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt, Churchill...*, *op. cit.*, t. II, p. 184.
  16. *Ibid.*, p. 200.
  17. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 76.
  18. E. Stettinius, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, *op. cit.*, p. 320.
  19. *Correspondance secrète de Staline avec Roosevelt, Churchill...*, *op. cit.*, p. 147.
  20. *Ibid.*, p. 150. Staline se venge trois jours plus tard. Le 1<sup>er</sup> avril, il envoie à Eisenhower un télégramme secret affirmant que «Berlin a perdu son ancienne signification stratégique et donc que le commandement soviétique ne pense envoyer en direction de Berlin que des forces accessoires». Pur mensonge. (*Novaia i noveichaia Istoria*, n° 3, 2000, p. 181.)
  21. *Istochnik*, n° 2, 1997, pp. 116-117. L. Marcou, *Ilya Ehrenbourg*, *op. cit.*, pp. 228-230, et E. Berard, *La Vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg*, Paris, Ramsay, 1991 p. 259.
  22. «Jounal de Malychev», *Istochnik*, n° 5, 1997, p. 128.
  23. *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, 1994, pp. 93-94.
  24. G. Joukov, *Vospominania i razmychlenia*, *op. cit.*, t. 3, p. 270.
  25. *Ibid.*, p. 277.
  26. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, pp. 402-403.
  27. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 313.
  28. *Ibid.*, p. 325.
  29. Le bilan de l'apport du Goulag à l'effort militaire soviétique a été établi par le chef adjoint du Goulag, le général Nassedkine, dans un document publié d'abord dans *Istoricheski Arkhiv*, n° 3, 1994, pp. 60-86 et reproduit dans *Goulag 1918-1960*, Moscou, Materik, 2000, pp. 272-296.

CHAPITRE XXXI  
UNE RESTAURATION MANQUÉE

1. G. Suberville, *L'Autre résistance*, *op. cit.*, p. 145.
2. M. Thorez, *Œuvres complètes*, Éditions Sociales, Paris, 1963, t. 21, pp. 168-169.
3. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 533.
4. G. Joukov, *Vospominania i razmychlenia*, *op. cit.*, p. 308.
5. J. Staline, *Après la victoire, pour une paix durable*, recueil de textes, France-URSS, pp. 9-10.
6. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, p. 308.
7. N. Kouznetsov, «Au Palais Babelsberg», *Neva*, n° 5, mai 1965, p. 161.
8. De Gaulle, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 94.
9. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, *op. cit.*, pp. 167-168.
10. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 412.
11. E. Stettinius, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, *op. cit.*, p. 330.
12. H. Truman, *Memoirs, Years of Decision*, New York, 1965, p. 458.
13. G. Joukov, *Vospominania i Razmychlenia*, *op. cit.*, 3, p. 336.
14. Voir au sujet de ces groupes : A. Jigouline, *Les Pierres noires*, Arles, Actes Sud, 1989 ; pour le Parti communiste de la Jeunesse de Voronège. A. Kourionichev, «La Société des Jeunes révolutionnaires de Saratov», *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5, mars 1999, pp. 58-61 et *Komanda*, 3 juillet 1992, l'Union des Jeunesses socialistes de Tcheliabinsk, en français, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 6, juin 1999, pp. 107-111.
15. D. Holloway, *Stalin and the bomb*, *op. cit.*, p. 128.
16. J.-M. Gaillard, «Chronique d'une révolution allemande», *L'Histoire*, octobre 1999, p. 32.
17. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 460.
18. *Ibid.*
19. *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 98.
20. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, *op. cit.*, p. 73.
21. *Ogoniok*, n° 25, juin 1989, p. 19.
22. D. Holloway, *Stalin and the bomb*, *op. cit.*, pp. 147-148.
23. Staline, *Après la victoire pour une paix durable*, *op. cit.*, p. 57.
24. D. Holloway, *Stalin and the bomb*, *op. cit.*, p. 147.
25. M. Smirtiukov, «Le dos au mur, les mains bien en vue», *Kommersant*, 27 juin 2000, p. 44.
26. N. Mikoian, *S liuboviu i pechaliu* (Avec amour et chagrin), Moscou, Terra, 1998, p. 107.
27. La liste des objets dérobés en Allemagne, entassés dans 51 malles et saisis chez Joukov lors d'une perquisition effectuée à sa villa le 8 jan-

- vier 1948 sur ordre personnel de Staline a été publiée dans *Voennye Arkhivy*, Moscou, 1993, pp. 184-190, on y trouve, entre autres, 44 tapis et gobelins, 323 fourrures, 55 tableaux de maîtres, etc. Une vraie caverne d'Ali-Baba. Pour Abakoumov cf. K. Stoliarov, *Palachi i Jertyy*, *op. cit.*, p. 24. Staline signera personnellement les arrêtés 12537 du 25 juillet 1951 et n° 125389 du 26 juillet reversant à l'État ces deux appartements. Les agents de la Sécurité saisirent aussi chez lui 13 postes de radio, 30 montres, une centaine de costumes et plusieurs frigidaire de marque étrangère.
28. *Moskovskaia Pravda*, 23 octobre 1988, p. 4.
  29. *Istoricheski Arkhiv*, n°s 5-6, 1997, p. 217.
  30. *Ibid.*, p. 218.
  31. I. Axionov, «L'apogée du stalinisme», *Voprossy Istorii KPSS*, n° 11, novembre 1990, p. 96. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 116, dossier 284.
  32. *Ibid.*, p. 100.
  33. R. Pikhov, *SSSR, Istoria Vlasti* (L'URSS, histoire du pouvoir), Moscou, RGAF, 2000, p. 46.
  34. *Ibid.*, pp. 46-47.
  35. *Ibid.*, pp. 47-48.
  36. *Ibid.*
  37. Staline, *Après la victoire pour une paix durable*, *op. cit.*, p. 28.
  38. Merkoulov affirme : «Beria craignait mortellement Abakoumov», *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 3, p. 73.
  39. C. Simonov, «Glazami cheloveka moego pokolenia», art. cité, p. 50.
  40. *Literaturny Front* (Le front littéraire), Moscou, 1994, p. 200. *Vlast i Khudojestvennaia Intelligentsia*, *op. cit.*, p. 568.
  41. P. Kapitsa, «C'était ainsi», *Neva*, n° 5, mai 1988, p. 140.
  42. D. Volkogonov, *Staline*, *op. cit.*, p. 424.
  43. P. Kapitsa, «C'était ainsi», art. cité, p. 137.
  44. CRCEDHC, fonds 629, inventaire 1, dossier 54. Partiellement dans *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 103.
  45. *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 103.
  46. P. Fedosseiev, en conclusion d'une table ronde organisée à Moscou en 1988 et enregistrée par l'auteur.
  47. W. Bedell-Smith, *Trois années à Moscou*, Paris, Plon, 1950, pp. 44-45.
  48. Discours du 11 juin 1948, in *Facts on File*, Washington, 1948, t. VIII, p. 183.
  49. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 227.
  50. Archives du Président de la Fédération de Russie (APFR), fonds 3, inventaire 30, dossier 349. Cf. annexe 7 à N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, pp. 741-742.
  51. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 117, dossier 611.

52. *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 102.
53. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 115.
54. P. Kapitsa, «C'était ainsi», art. cité, p. 141. Ces formulations sont reprises quasiment mot pour mot dans la résolution que Staline promulgue au nom du Comité central du PC sur le film *La Grande vie* et qui comporte ce jugement sur le film d'Eisenstein, *Vlast i Khudojestvennia Intelligentsja*, *op. cit.*, p. 601.
55. *Nouvelles de Moscou*, n° 32, 7 août 1988, p. 8.
56. V. Solooukhine, «Kamenchki na ladoni» (Petites pierres dans ma paume), *Grani*, n° 163, 1992, pp. 52-54.
57. *Istochnik*, n° 6, 1994, p. 71.
58. *Ibid.*, p. 72. Staline accorde une telle importance à cette étrange machination qu'il fait adopter par le Bureau politique, en date du 16 juin 1947, une «Lettre confidentielle du Comité central sur l'affaire des professeurs Klioueva et Roskine» qui dénonce la servilité et l'obséquiosité devant l'Occident. (CRCEDHC, fonds 17, inventaire 121, dossier 258.)
59. *Ibid.*
60. V. Nekrassov, *Dans les tranchées de Stalingrad*, *op. cit.*, pp. 255-256.
61. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, 4, pp. 181, 182, et 187.
62. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 229.
63. E. Zubkova, *Obchestvo i Reformy* (La société et les réformes), Moscou, Rossia Molodaia, 1993, p. 53.
64. Récit de Koniev cité par C. Simonov, «Le pas lourd du triomphateur», *Sovietskaia Kultura*, 28 août 1988.
65. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, *op. cit.*, p. 198.
66. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 230.
67. *Ibid.*, p. 221.
68. D. Chepilov, «Vospominania», *Voprossy Istorii*, n° 5, mai 1998, p. 13.
69. M. Smirtioukov, *Kommersant*, 27 juin 2000, p. 46.
70. Tarsadalmi Szemle, octobre 1946, cité par P. Barton, dans *Prague à l'Heure de Moscou*, Paris, Pierre Horay, 1949, p. 119.
71. G. Adibekov, «Comment s'est préparée la première réunion du Cominform», in *Sovechania Cominforma*, Moscou, Rosspen, 1998, p. 6.
72. Borba, 12 août 1989, et I. Girenko, *Staline-Tito*, Moscou, Izdatelstvo politiceskoï literatury, 1991, pp. 302-303.
73. P. Robrieux, *Maurice Thorez*, Paris, Fayard, 1975, p. 349.
74. J.-P. Warburg, *Pourquoi le Plan Marshall?*, Paris, Édition Self, 1948, annexe, p. 225.
75. *Ibid.*, pp. 174 et 176.
76. *Ibid.*, pp. 182 et 186.
77. G. Dimitrov, *Dnevnik*, *op. cit.*, p. 556.
78. *Sovechania Cominforma*, *op. cit.*, pp. 17-18.

79. *Ibid.*, p. 315.
80. *Ibid.*, pp. 327-329.
81. *Ibid.*, p. 333.
82. *Ibid.*, p. 334.
83. *SSSR-Polcha 1944-1949, op. cit.*, pp. 230-231, (document du 5 avril 1948).
84. *Istochnik*, n° 4, 1995, pp. 152-158, *Communisme*, n°s 45-46, 1996, pp. 22-29 et *Cahiers d'Histoire*, n° 62, 1996, pp. 137-144.
85. R. Mencherini, *Guerre froide, Grèves rouges*, Paris, Syllepse, 1998, p. 236. La formule de Thorez reprend quasiment mot pour mot celle de Staline.
86. *Istochnik*, n°s 5-6, 1993, pp. 124-126.
87. N. Chmelev, «Curriculum vitae», *Znamia*, n° 9, septembre 1998, pp. 151-152.
88. C. Simonov, «Glazami cheloveka moego pokolenia», art. cité, pp. 58-59.
89. *Ibid.*, p. 61.
90. *Ibid.*, p. 62.
91. *Istochnik*, n° 3, 1996, pp. 97-98, sur Vorochilov, voir p. 98.
92. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 122, dossier 639.
93. *Iossif Stalin v obiatyakh semii, op. cit.*, p. 101.
94. S. Alliluieva, *En une seule année, op. cit.*, p. 137.

## CHAPITRE XXXII

### EN 1948 COMME EN 1937?

1. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge, op. cit.*, pp. 123-124.
2. A. Borchtchagovski, *L'Holocauste inachevé, op. cit.*, pp. 9-12.
3. Texte complet in *Sovietskoie Slavianoviedenie*, n° 3, 1991, p. 15, extrait cité in *Soviechtchania Cominforma, op. cit.*, p. 347.
4. *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, 1997, p. 97.
5. *Ibid.*, p. 98.
6. *Ibid.*, p. 99.
7. *Ibid.*, p. 101.
8. *Voprossy Istorii*, n°s 4-5, avril-mai 1992, p. 125.
9. *Ibid.*, pp. 128-129.
10. C. Simonov, «Glazami cheloveka moego pokolenia», art. cité, p. 64.
11. *Soviechtchania Cominforma, op. cit.*, p. 367.
12. *Ibid.*
13. *Voprossy Istorii*, n° 10, octobre 1992, pp. 150-151.
14. *Ibid.*, p. 156.
15. *Ibid.*, p. 157.

16. *Sovietchania Cominforma*, *op. cit.*, p. 398.
17. *Izvestia TsK KPSS*, n° 1, janvier 1991, pp. 168-169.
18. N. Werth, *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1987, p. 261.
19. *Voprossy Istorii*, n° 6, juin 1998, p. 9.
20. *Ibid.*, p. 10.
21. *Izvestia TsK KPSS*, n° 7, juillet 1991, pp. 1-121.
22. L. Aragon, «De la libre discussion des idées», *Europe*, octobre 1948, pp. 3 et 4.
23. *Istochnik*, n° 1, 1997, p. 8. Timachouk pouvait légitimement craindre de se trouver accusée d'avoir couvert un faux diagnostic en cas d'enquête sur la mort de Jdanov alors qu'elle avait elle-même établi par deux fois un diagnostic correct. Sa lettre est sans doute plus une manœuvre d'autodéfense qu'une dénonciation. En 1952, Staline qui, en 1948, classa sa lettre «aux archives», la remerciera personnellement mais, écrit-elle : «Pouvais-je penser que mes lettres [...] pourraient servir cinq ans plus tard de fondement au montage d'une affaire contre de nombreux médecins que je ne connais pas ?», p. 8. Elle répète cette phrase dans ses lettres ultérieures et elle ajoute dans une de ces lettres : «J'étais ébranlée car je ne pensais pas que les médecins qui avaient soigné Jdanov étaient des saboteurs», *ibid.*, p. 14. Elle ne l'écrit effectivement pas dans sa lettre de 1948.
24. M. Djilas, *Conversations avec Staline*, *op. cit.*, p. 171.
25. *SSSR-Polcha, Mekhanizm Podchinienia 1944-1949* (URSS-Pologne les mécanismes de la subordination 1944-49). Lettre de Gomulka, pièce 50, p. 273.
26. *Ibid.*, pp. 274-275.
27. R. Pikhoia, *SSSR, Istoria Vlasti*, *op. cit.*, p. 75.
28. *Izvestia TsK KPSS*, n° 12, 1989, p. 37.
29. K. Stoliarov, *Palachi i Jertvy* (Bourreaux et victimes), *op. cit.*, p. 73.
30. M. Issousov, *Poslednata godina na Traicho Kostov* (La dernière année de Traicho Kostov), Sofia, 1990, p. 22.
31. *Istoricheski Arkhiv*, n° 3, 1997, p. 131.
32. «Le conseiller secret des deux chefs», *Komsomolskaia Pravda*, 10 décembre 1991.

## CHAPITRE XXXIII

### LA TRAQUE FINALE

1. *Literaturnaia Gazeta*, 19 novembre 1997.
2. *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 100.
3. *Ibid.*

4. V. Demizov et V. Kutuzov, *Leningradskoe Delo* (L’Affaire de Leningrad), Leningrad, Lenizdat, 1990, p. 39.
5. *Ibid.*, p. 70.
6. *Ibid.*, p. 118. Ce lien affirmé avec l’opposition de 1926-1927 est largement utilisé dans l’épuration de Leningrad. Ainsi un professeur d’université, Kornatovski, proteste-t-il contre l’accusation portée contre lui d’avoir développé «une propagande trotsko-zinoviéviste». Un groupe d’étudiants qui envoie une pétition en sa faveur (anonyme, signée «les auteurs») adressée à Vorochilov et à Poskrebychev, réclament «une intervention personnelle de Staline». CRCEDHC, fonds 17, inventaire 1189, dossier 780.
7. Le lien entre Voznessenski et le groupe de Leningrad s’effectue très simplement : la résolution du Secrétariat du Comité central du 3 août 1949 reproche aux dirigeants de Leningrad d’avoir organisé des séminaires pour étudier l’ouvrage de Voznessenski sur l’économie de l’URSS pendant la guerre. CRCEDHC, fonds 17, inventaire 18, dossier 478. Staline fait ajouter le reproche adressé à Voznessenski d’avoir égaré des documents secrets (Pikhoia, *Istoria Vlasti*, *op. cit.*, p. 69). La grande majorité des documents étant secrets l’accusation est facile à monter. Elle resservira contre Poskrebychev.
8. A. Sanine, «Comment la bombe a sauvé les physiciens», *Nouvelles de Moscou*, n° 12, 25 mars 1990, p. 16 et «La réunion qui ne s’est pas tenue», *Priroda*, n°s 3, 4 et 5, mars, avril-mai, 1990, passages cités, n° 4, p. 95 et n° 5, p. 99. (Dans les *Nouvelles de Moscou*, le nom de l’auteur est orthographié Sanine, dans *Priroda*, Sonine, orthographe correcte du nom de ce professeur de physique qui vivait dans la fameuse Maison sur le Quai où je l’ai rencontré en 1990.)
9. A. Jdanov, *Sur la littérature, la philosophie et la musique*, Paris, Éditions de la nouvelle critique, 1947, p. 57.
10. Ces deux lettres sont publiées dans *Istochnik*, n° 3, 1998, pp. 119-120 et 122, et *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 12, décembre 2000-janvier 2001, pp. 96-98.
11. I. Ehrenbourg, «Liudy, Gody, Jizn», *Novy Mir*, n° 2, février 1965, p. 56.
12. D. Gaï, «La fin de l’affaire des médecins», *Les Nouvelles de Moscou*, n° 6, 1988, p. 16.
13. A. Borchtchagovski, *L’Holocauste inachevé*, *op. cit.*, pp. 186-187.
14. *Istoricheski Arkhiv*, n° 3, 1997, p. 134.
15. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 283.
16. *Ibid.*
17. *Ibid.*, p. 291.
18. S. Alliluieva, *En une seule année*, *op. cit.*, pp. 137-138.



19. *Istochnik*, n° 1, 1997, 132 et *Istoricheski Arkhiv*, 1997, n°s 5-6, p. 45.
20. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, pp. 248-249.
21. *Istochnik*, n° 5, 1997, p. 136. Il manifestait de temps à autres cet intérêt apparent aux petits soucis quotidiens des gens pour prendre en défaut ses collaborateurs. Ainsi, à la fin de 1933, Staline convoqua Khrouchtchev et lui déclara : « Selon les bruits qui me sont parvenus tu laisserais se développer des conditions très défavorables en ce qui concerne les toilettes publiques. Il semble que les gens cherchent partout désespérément et n'arrivent pas à trouver un endroit pour se soulager. On met les citoyens dans une situation embarrassante. Fais quelque chose pour améliorer cette situation. » (Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, 74). Quinze ans plus tard, rien n'avait manifestement changé malgré ce souci intermittent.
22. *Istochnik*, 1996, n° 5, pp. 76 et 79.
23. *Istochnik*, 1997, n° 1, p. 127. Au 15 avril 1959, 19 180 cadeaux et près d'un million de lettres, motions et messages de félicitation auront été recensés. CRCEDHC, fonds 558, inventaire 4, dossier 596.
24. *Les Cahiers du communisme*, janvier 1950, p. 4.
25. *Problemy Dalnego Vostoka*, n° 5, 1994, p. 105. Procès-verbal des deux rencontres entre Staline et Mao Tsé-toung. Voir Aledovski, « Les négociations entre Staline et Mao Tsé-toung de décembre 1949-février 1950 », *Novaia i noveichaia istoria*, n° 1, 1997, pp. 23-47. *Cold War International History Project*, n°s 6-7, pp. 5-9. Cf. Aledovski
26. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 27. *Cold War International History Project*, *op. cit.*, p. 5. La phrase sur Chou-en lai citée par Mao ne figure pas dans le procès-verbal de la conversation où Staline dit seulement : « Chou peut être nécessaire pour d'autres questions. »
27. *Ibid.*, p. 106 et *Komsomolskaia Pravda*, 10 décembre 1991.
28. CRCEDHC, fonds 629, inventaire 1, dossier 95 (2<sup>e</sup> partie), *Istochnik*, n° 3, 2000, p. 102.
29. Discours de N. Khrouchtchev au plénum du Comité central du PCUS, *Literaturnaia Gazeta*, 9 juin 1963.
30. Ces deux textes ne figurent pas dans le recueil *Goulag 1918-1960*. Ils m'ont été fournis par l'historien Alexandre Podchtchekoldine.
31. *Arkhiv Noveichei Istorii Rossii*, *serie Catalogue*, t. I, pp. 303-304 et 322.
32. Cf. la mise au point sur cette question faite par Nicolas Werth sur la base des documents publiés en Russie : « Les vrais chiffres du Goulag », *L'Histoire*, n° 169, pp. 38-51.
33. A. Soljénitsyne, *L'Archipel du Goulag*, *op. cit.*, t. 2, p. 437.
34. *Ibid.*, p. 439.
35. *Ibid.*, t. 3, p. 230.

36. M. Gorvaneski, «Résumé à la mode du coryphée», *Literaturnaia Gazeta*, 25 mai 1988. V. Alpatov, *Istoria odnogo mifa* (Histoire d'un mythe), Moscou, Nauka, 1991, pp. 148-149.
37. V. Alpatov, *Istoria odnogo mifa*, *op. cit.*, p. 182. Tchikobava, qui rédigea ses souvenirs tardivement, affirme qu'au cours de la rencontre Staline critiqua vigoureusement Lyssenko, qu'il compara à Marr. Si sa mémoire ne trompe pas le vieux linguiste, cela signifierait que Staline n'a utilisé Lyssenko que pour terroriser la communauté des biologistes soviétiques. C'est d'autant plus vraisemblable qu'en mai 1950 le bras droit de Lyssenko, Prezent, fut démis de ses fonctions à l'université de Moscou après une lettre de six pages à Malenkov signée par Souslov et quatre autres dignitaires accusant Prezent de huit délits divers, de la liaison en 1938 avec un groupe terroriste trotsko-zinoviéviste à Odessa à des liaisons extra-conjugales avec ses étudiantes! (CRCEDHC, fonds 17, inventaire 18, dossier 890.) Il est vrai que Prezent était juif et tombait donc sous le coup de la campagne anticosmopolite.
38. J. Staline, *Le Marxisme et la linguistique*, Moscou, p. 49.
39. V. Tortchinov et A. Leontiouk, *Vokrug Stalina*, *op. cit.*, p. 547.
40. R. Pikhoia, *Istoria Vlasti*, *op. cit.*, p. 80.
41. *Iossif Stalin v obiatiakh semii*, *op. cit.*, p. 141.

#### CHAPITRE XXXIV LE COMLOT PERMANENT

1. *Cold War International History Project*, Woodrow Wilson Center for Scholars, Wahington DC, 1995, n° 5, p. 6.
2. B. Ioffé, «Une tâche particulièrement secrète», *Novy Mir*, n° 5, mai 1999, p. 145.
3. D. Volkogonov, *Sem Vojdei* (Sept guides), Moscou, 1997, Novosti, p. 296. *Cold War International History Project*, *op. cit.*, n°s 6-7, p. 89.
4. *Cold War International History Project*, *op. cit.*, n° 5, p. 9.
5. *Cold War International History Project*, *op. cit.*, n°s 6-7, p. 72.
6. N. Krouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 89. *Cold War international History Project*, *op. cit.*, n°s 6-7, p. 13.
7. P. Togliatti, alors à Moscou écrit à Staline le 4 janvier 1951 une lettre embarrassée pour refuser le poste de Secrétaire général du Cominform. Il lui déclare : «Il m'est extrêmement pénible d'exprimer un avis qui ne correspond pas au vôtre», *Istochnik*, n° 3, 1995, pp. 149-152.
8. L. Adibekov, «Molotov et les tentatives de réorganisation du Cominform dans les années 1950-1951», *Voprossy Istorii*, n° 7, juillet 1999, pp. 151-152.
9. K. Kaplan, *Dans les archives du Comité central*, Paris, Albin Michel,

- 1978, pp. 162-166, sous le titre « Staline se préparait à envahir l'Europe de l'Ouest ».
10. *Istoricheski Arkhiv*, n<sup>os</sup> 5-6, 1997, pp. 7-8.
  11. *Neizvestnaia Rossia*, *op. cit.*, t. 2, pp. 290-291.
  12. *Neva*, n<sup>o</sup> 1, janvier 1990, pp. 183-184.
  13. *Lavrenti Beria-1953*, Moscou, Democratia, « Rossia-XX vek », 1999, pp. 64-66.
  14. Note du 8 avril, *ibid.*, p. 30. Sa note est suivie d'un arrêté du présidium du Comité central du 10 avril « sur la falsification de l'affaire du prétendu groupe nationaliste mingrélien » (*ibid.*, pp. 37-40). Dans ce cas comme dans le suivant, Beria accable le ministre de la Sécurité Ignatiev, qui succéda à Abakoumov.
  15. R. Pikhov, *Istoria Vlasti*, *op. cit.*, p. 82.
  16. *Istochnik*, n<sup>o</sup> 6, 1995, pp. 126-127.
  17. K. Stoliarov, *Palatchi i Jertyvy*, *op. cit.*, p. 171.
  18. R. Pikhov, *Istoria Vlasti*, *op. cit.*, p. 78.
  19. K. Stoliarov, *Golgotha*, Moscou, imprimé par « Krasnyi Proletarii », 1991, p. 77.
  20. A. Borchtchagovski, *L'Holocauste inachevé*, *op. cit.*, p. 241.
  21. N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 296.
  22. *Stalin v obitiakh semii*, *op. cit.*, p. 103.
  23. *Ibid.*, p. 104.

## XXXV

## MORT D'UN TYRAN

1. N. Khrouchtchev, « Staline avait des moments de lucidité », *Istochnik*, n<sup>o</sup> 2, 1994, p. 89.
2. « Le XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS », *Cahiers du communisme*, novembre 1952, pp. 242-243.
3. D. Chepilov, « Vospominania » (Souvenirs), *Voprossy Istorii*, n<sup>o</sup> 7, juillet 1998, p. 28.
4. F. Tchouev, *Conversations avec Molotov*, *op. cit.*, p. 240.
5. Staline, *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Moscou, 1952, pp. 76-77.
6. *Ibid.*, p. 104.
7. *Istochnik*, n<sup>o</sup> 2, 1994, p. 88. C'est à cet endroit que Khrouchtchev cite le chiffre de 42 milliards. Lors du plénum du Comité central de juillet 1957, il citera celui de 40 milliards.
8. *Ibid.*, p. 88.
9. Staline, *Les Problèmes économiques du socialisme*, *op. cit.*, pp. 105-106.

10. I. Axionov, «Le stalinisme d'après-guerre : un coup contre l'intelligentsia», *Kentavr*, octobre-décembre 1991, p. 88.
11. *Istochnik*, n° 1, 2000, p. 94.
12. Le 5 mai 1949, Andrianov, envoyé de Moscou pour remplacer l'équipe de Kouznetsov-Popkov, dénonce dans une lettre à Malenkov la présence de 32 chefs de service et chefs de clinique juifs à Leningrad (CRCEDHC, fonds 17, inventaire 118, dossier 478). Le même Andrianov avait peu avant transmis à Malenkov une lettre de l'administrateur des biens du PC de Leningrad accusant Kouznetsov de s'être approprié deux voitures étrangères (*ibid.*).
13. C. Simonov, «Glazami Cheloveka moego pokolenia», art. cité, p. 99.
14. *Ibid.*, et D. Chepilov, *Voprossy Istorii*, n° 6, juin 1998, p. 12 et n° 7, juillet 1998, p. 32.
15. *Ibid.*
16. *Istochnik*, n° 1, 1997, pp. 147-148.
17. «Posledniaia antipartijanai grupa» (Le dernier groupe antiparti), *Istoricheski Arkhiv*, n° 4, avril 1993, p. 66.
18. A. London, *L'Aveu*, Paris, Gallimard, 1969, p. 33.
19. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, *op. cit.*, pp. 356-357.
20. Journal de V. Malychev, *Istochnik*, n° 5, 1997, pp. 140-141.
21. *Izvestia Ts K KPSS*, n° 1, janvier 1991, p. 142.
22. K. Zelinski, «V Iune 1954», *Minuvchee*, n° 5, 1988, p. 88.
23. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 782.
24. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, *op. cit.*, p. 371.
25. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 127.
26. Harrison E. Salisbury, dans le *New York Times*, 22 septembre 1954.
27. Plus inquiétante est la situation du jeune agent de renseignements Mikhaïl Mazniker chassé de son école de formation «pour penchants sionistes» (*Literaturnaia Gazeta*, 21-27 février 2001, p. 7).
28. *Istochnik*, n° 1, 1997, pp. 143-145.
29. J. Rappoport, *Na rubeje dvukh epokh. Delo Vrachei 1953* (À la frontière de deux époques. L'affaire des médecins 1953), Moscou, Kniga, 1989, p. 68.
30. L. Marcou, *Ilya Ehrenbourg*, *op. cit.*, p. 289. «Lettre d'Ehrenbourg à Staline», *Istochnik*, n° 1, 1997, pp. 142-143.
31. A. Lustiger, *Rotbuch, Stalin und die Juden*, Berlin, Aufbau-Verlag, 1998, p. 261. Si le livre d'Arno Lustiger est très sérieux et bien informé, l'auteur de ce récit, Zinovi Cheinis, auteur de plusieurs «révélations» sur le «complot des blouses blanches» est trop assoiffé de sensationnel pour être une source sûre.
32. G. Kostyrtchenko, *Prisonniers du pharaon rouge*, *op. cit.*, p. 371.
33. *Ibid.*, p. 385.

34. Interview de N. Djinn, *Družba Narodov*, n° 12, décembre 1997, p. 213.
35. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 129.
36. E. Radzinski, *Staline*, *op. cit.*, p. 617. E. Radzinski reproduit l'enregistrement du récit de Lozgatchev. On trouve une autre variante de la phrase de Beria dans D. Volkogonov, *Staline*, Paris, Plon, 1995, p. 499.
37. «Histoire de la maladie de Staline», *Nezavissimaia Gazeta*, 4 mars 1993.
38. S. Alliluieva, *Vingt lettres à un ami*, Paris, Le Seuil, 1967, pp. 20-21.
39. «La jeune fille et le guide», *Literaturnaia Gazeta*, 1-7 mars 2000, p. 7.
40. *L'Année noire*, *op. cit.*, p. 175.
41. «Posledniaia bolezn Stalina» (La dernière maladie de Staline), in *Neizvestnaia Rossia*, Moscou, 1992, vol. II, pp. 254-258.
42. B. Sarnov, «Cessez de vous étonner», *Oktiabr*, n° 3, mars 1997, p. 114.

## XXXVI

## LA LIQUIDATION DE L'HÉRITAGE

1. N. Khrouchtchev, *Vospominania*, *op. cit.*, t. 2, p. 159.
2. *Lavrenti Beria-1953*, *op. cit.*, pp. 19-21, passages essentiels traduits dans J.-J. Marie, *Le Goulag*, PUF, coll. «Que sais-je?», Paris, 1998, pp. 117-119.
3. C. Simonov, «Glazami cheloveka moego pokolenia», art. cité, p. 119.
4. «Vassili Staline ne voulait pas répondre de son père», *Obchaia Gazeta*, 15-21 février 1996.

卷之六  
 六  
 七  
 八  
 九  
 十  
 十一  
 十二  
 十三  
 十四  
 十五  
 十六  
 十七  
 十八  
 十九  
 二十  
 二十一  
 二十二  
 二十三  
 二十四  
 二十五  
 二十六  
 二十七  
 二十八  
 二十九  
 三十  
 三十一  
 三十二  
 三十三  
 三十四  
 三十五  
 三十六  
 三十七  
 三十八  
 三十九  
 四十  
 四十一  
 四十二  
 四十三  
 四十四  
 四十五  
 四十六  
 四十七  
 四十八  
 四十九  
 五十  
 五十一  
 五十二  
 五十三  
 五十四  
 五十五  
 五十六  
 五十七  
 五十八  
 五十九  
 六十  
 六十一  
 六十二  
 六十三  
 六十四  
 六十五  
 六十六  
 六十七  
 六十八  
 六十九  
 七十  
 七十一  
 七十二  
 七十三  
 七十四  
 七十五  
 七十六  
 七十七  
 七十八  
 七十九  
 八十  
 八十一  
 八十二  
 八十三  
 八十四  
 八十五  
 八十六  
 八十七  
 八十八  
 八十九  
 九十  
 九十一  
 九十二  
 九十三  
 九十四  
 九十五  
 九十六  
 九十七  
 九十八  
 九十九  
 一百

# Index

## A

- ABAKOUMOV, Viktor Semionovitch (chef du SMERTCH, puis de la Sécurité d'État), 710, 727, 728, 729, 734, 735, 769-771, 784, 787, 788, 793, 796, 800, 814-816, 826-828, 830, 840, 847.
- ABETZ, Otto (ambassadeur d'Allemagne à Paris), 576.
- ABZEVER, Léopold (censeur), 853.
- ADLER, Friedrich (Secrétaire général de la II<sup>e</sup> Internationale), 465.
- ADORATSKI, Vladimir (directeur de l'institut Marx-Engels-Lénine), 464.
- AGRANOV, I. (vice-président du Guépéou), 439, 446, 461, 469.
- AKHMATOVA, Anna (écrivain), 557, 735, 736.
- AKOULOV, Ivan (vice-président du Guépéou), 383, 496.
- ALBERTI, Rafael (écrivain), 506.
- ALEXANDRA, Fedorovna, impératrice, née princesse Alice de Hesse-Darmstadt, épouse de Nicolas II, 41, 103, 104, 129, 131.
- ALEXANDRE I<sup>er</sup> Pavlovitch (tsar de 1801 à 1805), 14.
- ALEXANDRE II Nikolaïevitch (tsar de 1855 à 1881), 17-20, 40, 441, 450.
- ALEXANDRE III Alexandrovitch (tsar de 1881 à 1894), 20, 21, 30, 40, 41, 74, 382.
- ALEXANDRE MIKHAILOVITCH, grand-duc, 103.
- ALEXANDRE NEVSKI, ordre de, 668.
- ALEXANDROV, Gueorgui (responsable de la section d'agit-prop du Comité central), 685, 707, 708, 797.
- ALEXEIEV, Evgeni, amiral, 75, 76.
- ALEXEIEV, Mikhail, général (chef de l'Armée blanche des volontaires), 166, 188.
- ALEXEIEV, Nikolaï, ingénieur, 188.
- ALEXINSKI, Gregori (bolchevik), 80, 147-148.
- ALEXIS Alexandrovitch, grand-duc (oncle de Nicolas II), 75, 103.
- ALEXIS Nikolaïevitch, tsarévitch, fils de Nicolas II, 103.
- ALEXIS, métropolite orthodoxe, 684.
- ALI, Rachid (chef du gouvernement d'Irak), 607.
- ALLILUIEV, Alexandre, 442.
- ALLILUIEV, Fiodor, 181, 188.
- ALLILUIEV, les, 131, 137, 138, 146, 148, 366, 436, 442.
- ALLILUIEV, Pavel, 361, 362, 398, 542.
- ALLILUIEV, Serguei (beau-père de Staline), 59, 67, 106, 118, 120, 127, 149, 154, 175, 309, 727.
- ALLILUIEV, Vladimir, 458.
- ALLILUIEVA, Anna (belle-sœur de Staline, épouse de Redens), 399, 525, 727, 739, 76.

- ALLILUIEVA, Evguenia (femme de Pavel, belle-sœur de Staline), 768.
- ALLILUIEVA, Kyra (fille de Pavel Alliluieva), 768.
- ALLILUIEVA, Nadejda (2<sup>de</sup> épouse de Staline), 81, 118, 146, 175, 181, 188, 191, 201, 211, 254, 255, 300, 309, 321, 352, 353, 361-362, 364-366, 371, 397-401, 442, 462, 221, 524, 542, 555, 887.
- ALLILUIEVA, Olga (belle-mère de Staline), 175, 309, 399, 542, 726.
- ALLILUIEVA, Svetlana (fille de Staline), 12, 23, 25-27, 55, 57, 139, 309, 321, 339, 353, 362, 365, 399-401, 418, 419, 436, 458, 459, 460, 513, 591, 767, 768, 781, 800, 802, 829, 832, 833, 850, 858, 859, 869, 870.
- ALTER, Viktor (dirigeant du Bund polonais), 658.
- AMOUREDJIBI, Tchaboua, 25.
- ANDERS, Wladyslaw, général polonais, 648, 654.
- ANDREIEV, Nikolai (membre du Bureau politique, chef de la commission de Contrôle), 16, 224, 232, 286, 335, 363, 442, 452, 511, 520, 529, 539, 541, 555, 594, 603, 726, 750, 817, 844, 845.
- ANDRIANOV, V. (secrétaire du PC de Leningrad), 796.
- ANIKEIEV, les frères, 355, 356.
- ANISSIMOV, N. (dirigeant du soviet), 148.
- ANTIPOV (pope), 53.
- ANTOKOLSKI, Pavel (poète), 686.
- ANTONOV, Alexis, général (chef d'état-major) 676, 692, 710, 720.
- ANTONOV, A.S. (militant SR), 219.
- ANTONOV-OVSEENKO, Anton, 561, 864.
- ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir (commandant en chef de l'Armée rouge ukrainienne, puis consul à Barcelone), 8, 197, 229, 279, 505, 506, 561.
- ARAGON, Louis, 418, 783.
- ARAKTCHIEV, Alexis (ministre tsariste d'Alexandre I<sup>er</sup>), 393.
- ARBOUZOVA (ouvrière), 144.
- ARJENOUKHINE, F., général (chef de l'Académie militaire de l'aviation), 622.
- ARNOULD, Arthur, 96.
- AROSSEV (littérateur), 464, 521.
- ARSENIDZÉ, R. (menchevik), 80, 106.
- ARTIOM, Fiodor (camarade de Staline à Tsaritsyne), 194, 401.
- ARTIOUKHOV (mineur), 460.
- ARTSIMOVITCH, Lev (physicien), 820.
- ARTSYBACHEV, Mikhail Petrovitch, 103.
- ASCHENBRENNER, général (attaché de l'air allemand), 600.
- ASSEIEV, Nikolai (poète), 686.
- ASTACHEF (commandant du yacht impérial de Nicolas II), 103.
- ASTAKHOV, 573.
- ASTROV (agent provocateur du NKVD), 492.
- ATLEE, Clement Richard, 1<sup>er</sup> comte (Premier ministre britannique), 718.
- AULARD, Alphonse, 128.
- AURIOL, Vincent, 757.
- AVDEENKO, Alexandre (écrivain), 10, 485, 594, 595.
- AVDEIEVA, Anna (femme de ménage), 446.
- AVERBAKH, Léopold (chef des écrivains « prolétariens » du RAPP, beau-frère de lagoda), 352, 395, 557.
- AVTORKHANOV, Abdurakhman (feuilletonniste), 864.
- AXELROD, Paul Borissovitch (dirigeant menchevik), 80, 82.
- AZEF, Yevno (agent de l'Okhrana), 61.
- ## B
- BABEL, Isaac Emmanouilovitch, 351, 431, 551, 552, 557, 828.
- BADAIEV, Alexis, 121.



- BADOGGIO, Pietro, maréchal italien (chef de gouvernement), 698, 764.
- BAGRAMIAN, Ivan, maréchal, 674.
- BAGROV, Morda (terroriste du Bund), 111.
- BAGUIROV, Djafar (Premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, puis ministre de la Police et de la Sécurité), 415, 785.
- BAÏBAKOV (vice-commissaire à l'Énergie), 660.
- BAIDOUKOV (aviateur), 562.
- BAIKALOV, 132.
- BAITALSKI, Mikhail, 8, 520.
- BAJANOV, Boris, 248.
- BAKOUNINE, Mikhail Alexandrovitch, 141.
- BALACHOV, Alexis (ouvrier bolchevik, puis secrétaire de Tovstoukha), 7, 233, 249.
- BALTRUSAITIS, Jurgis (poète lituanien), 551.
- BALYKINA, Olia (jeune paysanne), 423.
- BANDERA, Stepan (nationaliste ukrainien), 709.
- BAOUMAN, Karl (membre titulaire du Secrétariat), 363.
- BARAMIA, M. (2<sup>e</sup> secrétaire du PC géorgien), 829.
- BARBUSSE, Henri, 69, 130, 322, 323, 738.
- BAUER, Otto (social-démocrate autrichien), 465.
- BEAVERBROOK, William, lord (ministre britannique chargé de l'approvisionnement), 645.
- BEEVOR, Antony, 666.
- BECK, Joseph, colonel (ministre des Affaires étrangères polonais), 576.
- BEDARIDA, François, 195.
- BEDELL-SMITH, W. (ambassadeur américain à Moscou), 738, 739, 815.
- BEDIA, E. (publiciste), 461.
- BEER, Israël (conseiller militaire de Ben Gourion et agent secret soviétique), 826.
- BEILIS, affaire, 115.
- BEKHTEREV, Vladimir (psychiatre), 325-326.
- BELETSKI, lieutenant général, 728.
- BELIAKOV (aviateur), 562.
- BELOBORODOV, A.G. (commissaire politique), 279, 516.
- BELOOUSOVA, Pelagueia (1<sup>e</sup> femme de Tito), 778.
- BEN GOURION, David, 775, 826, 830.
- BENEDIKTOV, I. (ministre de l'Agriculture), 248.
- BENÈS, Edvard, 500.
- BEREJKOV, Valentin (interprète), 7, 454, 560, 646, 647, 663, 664.
- BERGELSON, David (écrivain), 795.
- BERGERY, Gaston (ambassadeur de France à Moscou), 615.
- BERGOLTZ, Olga (poétesse), 686.
- BERIA, Lavrenti Pavlovitch, 248, 380, 383, 397, 399, 413, 429, 442, 445, 461, 479, 488, 490, 517, 520, 521, 524, 537, 541, 548, 549, 553, 564-566, 572, 584, 590, 591, 597, 615, 616, 620, 626, 627, 636, 643, 647, 648, 649, 652, 654, 656, 658, 664, 680, 683, 686, 691, 697, 701, 710, 717-720, 724, 726, 727, 730, 732, 734-736, 751, 755, 770, 779, 782, 785, 793, 797, 801, 809, 816, 820, 826-829, 832, 833, 839, 843-845, 848, 850-852, 855-857, 859-863, 865-867, 883.
- BERIA, Sergo (fils de Beria, ingénieur), 27, 537, 852.
- BERMAN, Iakov (représentant du PC polonais à la seconde réunion du Cominform), 777, 786.
- «BESSO», voir Djougachvili, Vissarion Ivanovitch, dit Besso (père de Staline).
- BESSOCHVILI [premier pseudonyme de Staline], 24, 64, 95.
- BESSONOV (conseiller de l'ambassade soviétique à Berlin), 453.
- BIEDNY, Demian (poète de cour), 344, 378, 686.

- BIELINSKI, Vissarion Grigorievitch, 651.
- BIERUT, Boleslaw, 695, 786.
- BLANK, Alexandre Dimitrievitch (grand-père maternel de Lénine), 378.
- BLANTER, Mikhaïl (pianiste), 831, 854.
- BLÜCHER, maréchal, 512, 532, 533, 542.
- BLUM, Léon, 505.
- BODY, Marcel, 428.
- BOGDANOV, Boris (menchevik), 148.
- BOGDANOVITCH, la générale, 40, 103.
- BOGOLEPOV, Nikolaï (ministre de l'Éducation de Nicolas II de 1898 à 1901), 63.
- BOGOMOLETZ, Alexandre (directeur de l'Institut de physiologie de Kiev), 491.
- BOGOMOLOV, Alexandre (ambassadeur soviétique en France), 615, 723.
- BOLCHAKOV, Ivan (ministre du Cinéma), 109, 754.
- BOLDINE, I., général, 624.
- BONAPARTE, Napoléon, 349.
- BORCHTCHAGOVSKI, Alexandre (écrivain), 798, 831-832.
- BORIS III, roi de Bulgarie (de 1918 à 1943), 597, 635, 636.
- BORISSOV (officier du NKVD), 437, 439.
- BORODINE, Mikhaïl (conseiller militaire de Mao), 805, 806.
- BOUBNOV, André, 214.
- BOUDIONNY, Semion Mikhailovitch, maréchal (commandant en chef de la cavalerie), 185, 204, 214, 224, 321, 493, 500, 514, 515, 532, 539, 628, 637, 644, 649, 660, 716.
- BOUKHARINE, Mme, voir Larina, Anna.
- BOUKHARINE, Nikolaï Ivanovitch, 11, 48, 117, 167, 169, 173-175, 180, 196, 197, 220, 231, 246, 255, 257, 259, 262, 265, 267, 273-277, 279, 280, 283, 288, 293, 296, 297, 300, 305, 309-311, 313, 315, 316, 318, 321, 325, 332-338, 341-343, 349, 350, 362, 366, 373, 374, 396-399, 424, 426-429, 431, 438, 450, 464, 465, 468, 471, 473-479, 485, 488, 489-493, 495-498, 507, 508, 510, 517, 531, 534, 547, 552, 558, 741, 802, 839, 843, 883-884, 890.
- BOULANOV, Pavel (adjoint de Iagoda), 441.
- BOULGAKOV, Mikhaïl Afanassievitch, 12, 54, 77, 343, 361, 431, 557, 569.
- BOULGANINE, Nikolaï, maréchal, 696, 700, 730, 782, 806, 816, 845, 848, 851, 852, 855, 856, 858, 860, 862, 868.
- BOURDONSKAIA, Galina (épouse de Vassili Djougachvili), 556, 767.
- BOUTOUSSOVA, Matrena (femme de ménage de Staline), 856.
- BRANDLER, Heinrich (secrétaire du PC allemand), 277.
- BRAUN (représentant de l'Église catholique à Moscou), 690.
- BREDOW, général von, 435.
- BREGMAN, Solomon (vice-ministre du Contrôle d'État de Russie), 795.
- BREJNEV, Leonid Ilitch, 13, 455, 559, 672, 775, 791, 793, 843-845, 869.
- BRETON, André, 494.
- BRIK, Lili, 461.
- BROCKDORFF-RANTZAU, comte von (ambassadeur d'Allemagne à Moscou), 412.
- BRONSTEIN-KAMENEV, Olga (sœur de Trotsky et épouse de Léon Kamenév), 132, 163, 737.
- BROWDER, Earl (leader communiste américain), 720.
- BUCHHEIT, Gert, 203, 632.
- BYK, 280.

## C

«CAUCASIEN», le (surnom donné à Staline par la police), 109, 114.

- CAGLIOSTRO, Giuseppe Balsamo, dit Alexandre, comte de, 393.
- CALIGULA, 793.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, 123.
- CARRIER, Jean-Baptiste, 188.
- CATHERINE II la Grande, 14, 17, 461, 643.
- CEPICKA, Alexis (ministre de la Défense tchèque), 824.
- CHAKHOURINE, Alexis (ministre de l'Aviation), 729, 730, 732.
- CHALAMOV, Varlam (arrêté en 1929, incarcéré à Boutyrki), 340, 374.
- CHAMBERLAIN, Arthur Neville, 483, 505, 546, 572, 577, 582.
- CHAOUIMIAN, Lev, 427.
- CHAOUIMIAN, Stepan, dit «le Lénine du Caucase», 102, 104, 106, 154, 184.
- CHAPLIN, sir Charles Spencer, dit Charlie 482.
- CHAPOCHNIKOV, Boris, maréchal (officier tsariste rallié, chef de l'état-major), 588, 593, 628, 641, 643, 645, 675, 676.
- CHARAPOV (Premier secrétaire du comité régional de Kourgansk), 766.
- CHARIA, P. (secrétaire de Beria), 779, 829.
- CHATZKINE, Lazare (secrétaire de l'Internationale communiste de la jeunesse), 342, 352, 470.
- CHEBOLDAIEV, Boris (secrétaire du Caucase du Nord, puis secrétaire du Parti du territoire d'Azov et de la mer Noire), 427, 484, 491, 516.
- CHEININE, Lev (directeur de la section des enquêtes du ministère de l'Intérieur), 771, 828.
- CHELEPINE, Alexandre Nikolaïevitch (secrétaire des Jeunesses communistes), 45, 791.
- CHENDRIKOV, famille, 83-84.
- CHENDRIKOV, Claudia (épouse d'Ilya), 83.
- CHENDRIKOV, Gleb, 83.
- CHENDRIKOV, Ilya, 83.
- CHENDRIKOV, Lev, 83, 85.
- CHEPILOV, Dmitri (adjoind de Jdanov, responsable de l'Agit-prop), 7, 565, 753, 765, 766, 781, 794, 798, 836, 845, 846, 850.
- CHILOVA, Lidia (agent nazi), 683-684.
- CHIMELIOVITCH, Dr Boris (membre du Comité antifasciste juif), 795, 799, 851.
- CHKIRIATOV, Matvei, *alias* Vladlen Nicolaïevitch Klimov (bolchevik, président de la commission de Contrôle), 233, 498, 540, 541, 795, 815, 816, 850, 858.
- CHLIAPNIKOV, Alexandre Gavrilovitch (membre du Comité central, commissaire au Travail), 16, 139, 180, 220, 225, 311, 393.
- CHNEIDEROVITCH, Dr Miron (médecin de Staline de 1930 à 1936), 380, 419.
- CHOLOKHOV, Mikhaïl Aleksandro-vitch, 349, 350, 408-410, 540, 541.
- CHOSTAKOVITCH, Dmitri Dmitrievitch, 463, 686, 770.
- CHOU En-lai *ou* Zhou Enlai, 526, 616, 806, 821, 822.
- CHOUMIATSKI, Boris (voisin d'exil de Staline, puis directeur du Goskino), 128, 502.
- CHTCHERBAKOV (secrétaire du comité central, président du Bureau soviétique d'information), 322, 626, 638, 649, 680, 826, 827, 841, 845, 851.
- CHTEMENKO, Sergueï, maréchal (chef de l'état-major général de l'URSS), 824, 851.
- CHTYKOV, T., 560.
- CHURCHILL, sir Winston Leonard Spencer, 195, 422, 571, 572, 576, 607, 612, 642, 643, 645, 646, 658, 663, 664, 671, 677, 679, 681, 683,

- 685, 687-689, 692-695, 697, 701-706, 711, 718, 756, 853.
- CHVERNIK, Nikolaï (Président du Soviet suprême à partir de 1946), 342, 730, 858, 870.
- CIANO, Galeazzo, comte de Cortellazzo (ministre des Affaires étrangères italien), 597.
- CLEMENCEAU, Georges, 195, 674, 704.
- COHEN (américain, parent éloigné de la femme de Molotov), 454.
- COHEN, Francis, 10.
- CONQUEST, Robert, 100, 548.
- CONSTANTIN Constantinovitch, grand-duc (frère de Nicolas II), 86.
- CONSTANTIN, empereur byzantin, 13.
- COULONDRE, Robert (ambassadeur de France à Berlin), 572, 591.
- COURTOIS, Stéphane, 349, n. I.
- CRIPPS, Stafford (ambassadeur britannique à Moscou), 607, 617.
- CUNO, Wilhelm (chancelier d'Allemagne de janvier à août 1923), 276.
- CURRIE, Laughlin (agent américain du NKVD), 721.
- CURZON OF KEDLESTON, George Nathaniel, 1<sup>er</sup> marquis, lord, 208, 704; ligne —, 703.

## D

- DADIANI, Chavou (dramaturge géorgien), 70.
- DALADIER, Édouard, 500, 546, 577.
- DAN, Fiodor Ilitch Gourvitch, dit (dirigeant menchevik), 80, 161, 464, 465, 538.
- DARWIN, Charles Robert, 38, 46, 49, 780.
- DAVID [pseudonyme de Staline], 64.
- DAVIES, Joseph (ambassadeur américain), 558, 681.
- DE GASPERI, Alcide (démocrate-chrétien italien, président du Conseil), 758.
- DÉAT, Marcel, 471.
- DEBORINE, Abram Moïsevitch, 372.
- DEBOV (embaumeur de Staline), 861.
- DEKANOZOV, Vladimir Georgievitch (ambassadeur soviétique à Berlin), 608, 592, 608, 609, 615, 727, 816.
- DEMTCHENKO, Nikolaï (deuxième secrétaire du PC ukrainien de 1933), 410.
- DENIKINE, Anton Ivanovitch, général, 153, 166, 187, 202-206, 492.
- DENNIS, Eugene (secrétaire du PC américain de 1945 à 1959), 720.
- DESOV, 354.
- DEUTSCHER, Isaac, 24, 100, 479.
- DIAZ, José, 526.
- DIMITROV, Gueorgui (dirigeant communiste bulgare, Secrétaire général du Comintern), 8, 126, 249, 432, 433, 434, 435, 457, 483, 492, 523, 524, 526, 554, 576, 578, 579, 582, 592, 593, 597, 605, 606, 609, 616, 621, 637, 651, 679, 680, 681, 696, 714, 715, 722, 733, 734, 756, 759, 760, 771-773, 775, 789, 799, 823.
- DIMITROVA, Paraskeva (mère de Georges Dimitrov), 432.
- DINEV (étudiant bulgare social-démocrate), 859.
- DJAPARIDZÉ, Aliocha (agitateur), 84, 102, 104, 184.
- DJIBLADZÉ, Sylvestre, 38, 63, 66, 73.
- DJILAS, Milovan, 699, 717, 752, 773, 784.
- DJOUGACHVILI, Evgueni (fils adultérin de Jacob), 458.
- DJOUGACHVILI, Galia (fille de Jacob), 767.
- DJOUGACHVILI, Gueorgui Vissarionovitch (fils mort en bas âge de Visarion Ivanovitch), 15.
- DJOUGACHVILI, Jacob (fils de Staline), 102, 242, 339, 400, 458, 513, 555, 556, 639, 640, 677, 678, 767.

DJOUGACHVILI, Mikhaïl Vissarionovitch (autre fils mort en bas âge de Vissarion Ivanovitch), 15.

DJOUGACHVILI, Vissarion Ivanovitch, dit Besso (père de Staline), 15, 22-25, 27, 28, 30, 31, 33, 43.

DJOUGACHVILI, Zoia (épouse de Jacob), 339.

DJOUNKOVSKI (adjoint du ministre de l'Intérieur de Nicolas II), 122.

DOBROLIOBOV, Nikolaï Alexandrovitch, 50.

DOLGOROUKI, Iouri, prince (roi de Souzdal et de Rostov au XII<sup>e</sup> siècle), 381-382.

DOLMATOVSKI, Evgueni (poète), 686.

DOMBROVSKI, Iouri (écrivain), 884.

DOMITIEN, 793.

DORIOT, Jacques (président du PPF), 471.

DOSTOËVSKI, Fiodor Mikhaïlovitch, 37.

DOUBROVINSKI (membre du Comité central bolchevik), 118, 120.

DRAULE, Milda (épouse de Nicolaïev et secrétaire de Kirov), 437.

DROBNIS, Iakov (membre du Comité central), 16, 23, 342.

DUCLOS, Jacques, 526, 758, 761, 777, 864.

DUGGAN, Laurence (agent américain du NKVD), 721.

DULLES, Allen (résident américain en Suisse), 706.

DUMAS, Alexandre, 47.

DURANTY, Walter, 116.

DVINSKI (ministre responsable de la collecte du blé), 792.

DYBENKO, Pavel Efimovitch, général (commissaire du peuple), 16, 512.

DZERGINSKI, Félix Edmundovitch (directeur de la Tcheka), 156, 169, 194, 195, 215, 232-234, 240, 242, 246, 252, 256, 258, 260, 272, 283, 302, 313, 726, 884.

DZERGINSKI, Mme (veuve du précédent), 726, 727.

## E

EASTMAN, Max (communiste américain ami de Trotsky), 298-300.

EBERT, Friedrich (chancelier du Reich), 193, 195.

EDEN, Robert Antony, 1<sup>er</sup> comte d'Avon (ministre des Affaires étrangères britannique), 465, 655, 656, 694, 695, 702, 719, 853.

EFFEL, Jean, 11.

EGNATACHVILI, comte, 25.

EHRENBURG, Ilya, 433, 438, 551, 593, 596, 707, 708, 766, 768, 831, 850, 854, 868.

EHRLICH, Henryk (dirigeant du Bund polonais), 658.

EIDEMAN, général, 493, 511.

EIKHE, Robert (commissaire à l'Agriculture), 386, 509, 529, 534, 549.

EISENHOWER, Dwight David, général, 706.

EISENSTEIN, Sergueï Mikhaïlovitch Aïzenchtain, en fr. Serge, 501, 502, 551, 685, 744-746.

EISMONT (arrêté en 1932), 394.

EITINGON, Naoum, dit Leonid (coorganisateur de l'assassinat de Trotsky), 554, 735.

EL REGISTAN, G. (musicien), 686.

ELTSINE, Boris Nikolaïevitch, 282, 548.

ÉLUARD, Eugène Grindel, dit Paul, 804.

EMELIANOV (envoyé de Mekhlis en Azerbaïdjan), 785.

ENGELS, Friedrich, 64, 96, 241, 297, 464, 608, 814, 838.

ENOUKIDZÉ, Abel (secrétaire du Comité exécutif central), 221, 446-448.

ENOUKIDZÉ, Aveli S. (président du Comité exécutif central des soviets), 81, 104, 224, 230, 243, 398, 442, 443, 510.

EPSTEIN, Chakhno (secrétaire du Comité antifasciste juif), 691.

EREMINE, colonel de l'Okhrana, 60.  
 ÉROSTRATE, 393.  
 ETINGUER, Dr Iakov, 826, 827, 851.  
 EVDOKIMOV, G.E. (membre du Secrétariat du Comité central), 471.

## F

FADEIEV, Alexandre Alexandrovitch (écrivain, président de l'Union des écrivains), 540, 551, 595, 746, 765, 794, 850.  
 FEDOROV (ancien major dans l'armée de Koltchak), 395.  
 FEDOSSEIEV, P. (officier de la garde personnelle de Staline), 816.  
 FEFER, Isaac *ou* Itzik (secrétaire du Comité antifasciste juif et agent de la Sécurité), 690, 691, 771, 787, 800, 830, 831.  
 FELDMAN, général, 511.  
 FELDMAN, Dr, 851.  
 FERRO, Marc, 155.  
 FEUCHTWANGER, Lion, 502.  
 FILIPPOV [pseudonyme donné à Staline par Jdanov et Malenkov], 761, 762, 777.  
 FILITOV, I. (représentant de l'agence Tass en Allemagne), 613.  
 FILOV, Bogdan (Premier ministre de Boris III de Bulgarie), 597.  
 FINKELSTEIN, *alias* Jasny (journaliste), 799.  
 FIRIOUBINE (adjoint du Premier secrétaire du PC de Moscou), 765.  
 FISCHMAN, J., 26.  
 FITINE, Pavel (chef de la première direction de la Sécurité d'État), 614, 615, 617.  
 FOERSTER, Dr (médecin de Lénine), 255.  
 FOFANOVA (logeuse bolchevique de Staline), 159.  
 FOK, Vladimir (physicien), 797.  
 FORD, Henry, 454.  
 FÖRSTER, général allemand (*Gauleiter* de Dantzig), 581, 632.

FOTIEVA, Lydia A. (secrétaire de Lénine, militante bolchevique), 191, 253-255, 257-259.  
 FRANCO BAHAMONDE, Franco, général, 481.  
 FRENKEL, Iakov (physicien), 797.  
 FRENKEL, Naftali, 348.  
 FRINOVSKI, Mikhaïl (adjoint de Iejov), 532.  
 FROUMKINE, Mikhaïl I. (militant bolchevik), 106.  
 FROUNZÉ, Mikhaïl Vassilievitch (commandant de l'Armée rouge, puis commissaire à la Guerre), 209, 214, 224, 230, 265, 273, 274, 284, 303.  
 FUCHS, Klaus (physicien), 719, 720.

## G

GAÏDAR, Egor (Premier ministre d'Elsine), 548.  
 GAILLARD, Jean-Marie, 722.  
 GALAKTIONOV, major général, 631.  
 GALITSYNE, prince, 14.  
 GAMALEIA (microbiologiste), 798.  
 GAMARNIK, Jan (membre suppléant du Comité de défense de l'URSS), 500, 511.  
 GAPONE, Gueorgui, pope (indicateur de l'Okhrana), 74, 86, 87.  
 GAULLE, Charles de, général, 207, 696, 699, 700, 704, 717, 723.  
 GAUTIER, Iouri (universitaire moscovite), 149.  
 GENGIS KHAN, 474.  
 GEORGE VI, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, 572.  
 GHEORGHU-DEJ, Gheorghiu Dej, dit (Secrétaire du PC roumain), 761, 775, 777, 801.  
 GUERCHENZON, Mikhaïl (littérateur), 266.  
 GEYER, général allemand, 632.  
 GLIASSER, M.I., 254, 257.  
 GLINKA, Mikhaïl Ivanovitch, 564, 652.  
 GOEBBELS, Joseph Paul, 614, 708.  
 GOETHE, Johann Wolfgang von, 343.

- GOGLIDZÉ, Sergueï, colonel général (chef de la Sécurité de Géorgie), 546, 710, 848-850.
- GOGOKHIA (ami d'enfance de Staline), 37.
- GOGOL, Nikolaï Vassilievitch, en fr. Nicolas, 393.
- GOGOUA, Kallistrate (menchevik), 65.
- GOLDSTEIN, I. (ami d'Evguenia Alliluieva), 768, 769.
- GOLIKOV, Philippe (chef du renseignement soviétique), 603.
- GOLITSYNE, Nikolaï, prince (Premier ministre, janvier-mars 1917), 131.
- GOLOVANOV, Alexandre, maréchal de l'armée de l'air, 664.
- GOMULKA, Wladyslaw, 528, 756, 760-762, 775, 777, 786, 787, 801.
- GONTCHAROV, Leonid, major général, 631.
- GORBATCHEV, Mikhaïl Sergueïevitch, 713, 793.
- GORBATOV, Boris (écrivain, dirigeant de l'Union des écrivains), 746.
- GORBMAN, Golda (épouse de Vorochilov), 555.
- GORBOUNOV, Nikolaï, 241.
- GORDOV, Vassili, général, 750.
- GOERING, Hermann Wilhelm, maréchal du Reich, 482, 586.
- GOERING (frère cadet du précédent), 483.
- GORKI, Alexeï Maximovitch Pechkov, dit Maxime, 13, 59, 65, 118, 146, 156, 262, 343, 373, 380, 395, 396, 418, 431, 432, 531, 652.
- GORKINE, Alexandre (secrétaire du présidium du Soviet suprême), 620.
- GOTTWALD, Klement (chef de l'État tchèque), 775, 778, 847.
- GOTZ, Abraham (socialiste-révolutionnaire), 149.
- GOUBERMAN (secrétaire de Kaganovitch), 517.
- GOURVITCH (critique de théâtre), 798.
- GOUTCHKOV, Alexandre Ivanovitch (ministre de la Guerre du gouvernement provisoire), 143.
- GOVOROV, Leonid, maréchal, 851.
- GRASSKINE (assistant de Staline), 248.
- GRAVILOVIC, Milan (attaché militaire, représentant du gouvernement yougoslave en exil), 604, 608, 612.
- GREENGLASS, David (communiste américain), 720.
- «GRÊLÉ», le [pseudonyme de Staline dans la police], 28, 72, 119.
- GRIBOIEDOV, Alexandre Sergueïevitch, 37.
- GRICHA (camarade d'enfance de Staline), 32.
- GRIGORIEV (commandant des liaisons du front), 630.
- GRIGOLEVITCH, Iossif Romualdovitch, *alias* Max (agent), 841.
- GRINBERG, Iakov, 685.
- GRINKO, Grigori (commissaire du peuple), 531.
- GRINSTEIN, Dr, 851.
- GROMAN, Vladimir (économiste, arrêté en 1931), 371, 376.
- GROMYKO, Andreï Andreïevitch, 559.
- GRONSKI, Ivan (fonctionnaire des lettres, rédacteur en chef de *Novy Mir*), 392, 396.
- GROSSMAN, Vassili, 768, 831.
- GROTEWOHL, Otto, 867.
- GUDERIAN, Heinz, général allemand, 632, 641, 643.
- GUEGUELIA (agent de Beria), 828, 829.
- GUEGUETCHKORI, Evgueni (neveu de la femme de Beria), 779, 828.
- GUEI, K. (Premier secrétaire du PC de Biélorussie), 377.
- GUELADZÉ, Catherine Gueorguievna, dite Kéké (mère de Staline), 11, 13, 15, 22-28, 30, 31, 33, 36, 43, 50, 54, 60, 61, 65, 70, 309, 432, 459, 460, 513.
- GUELADZÉ, famille, 22.
- GUENZI, Josephine (espionne), 510.

GUEORGUIEV, Gueorgui (étudiant bulgare anarchiste), 859.

GUESDE, Jules Bazile, dit Jules, 128.

GUILLAUME II, roi de Prusse et empereur d'Allemagne, 169, 193, 421.

GUINZBOURG, Vitali (physicien), 797.

GUINZBOURG, Evguenia, 392, 445, 862.

GUYOT, Raymond (membre du Bureau politique du PCF), 847.

## H

HALDER, Franz, général allemand (officier de la Wehrmacht), 203, 632.

HALIFAX, Edward Frederik Lindley Wood, 1<sup>er</sup> comte de (ministre des Affaires étrangères britannique), 577.

HALL, Theodore (communiste américain), 720.

HARPE, général allemand, 632.

HARRIMAN, William Averell (ambassadeur américain à Moscou, puis secrétaire d'État aux affaires étrangères), 645, 689, 706, 720.

HASKOVEC, Dr, 847.

HAUPT, Georges, 7.

HEBRANG, Andrija (président de la Commission du plan, agent de Staline au PC yougoslave), 723, 776, 777.

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich, 372.

HEIM, général allemand, 632.

HELDERS, 400.

HELLER, Michel, 163.

HEMINGWAY, Ernest Miller, 550.

HENRY, Ernst [pseudonyme de Simon Rostovski], 853.

HERRIOT, Édouard, 410.

HERZL, Theodor, 74.

HESS, Rudolf Walther Richard, 609, 611.

HEYDRICH, Reinhard (officier SS, chef de la Police et de la Sécurité du Reich), 493, 494.

HILFERDING, Rudolf, 465.

HILGER, Gustav (conseiller de l'ambassade d'Allemagne), 412, 575.

HIMMLER, Heinrich, 576, 634, 702.

HINDENBURG, Paul von Beneckendorff und von, 412.

Hiss, Alger (agent américain du NKVD), 721.

HITLER, Adolf, 131, 201, 230, 387, 388, 402, 412, 421, 422, 424, 435, 442, 453, 454, 465, 466, 471, 474, 482, 483, 513, 528, 537, 546, 568, 571, 572-578, 580, 583, 585-588, 590-593, 596, 597, 599, 603-613, 617, 620, 631, 632, 634-636, 639, 645, 646, 660, 664, 667, 679, 682, 683, 692, 702, 710, 722, 757, 845, 847, 891.

HODJA, Enver, 772, 773.

HOEPNER, Erich, général allemand, 632.

HOLLOWAY, David, 719, 725.

HOLTZMANN (arrêté en 1936), 468, 474.

HOPKINS, Harry Llyod (conseiller personnel de Roosevelt), 638, 639, 687, 711.

HORVAT, Martin (communiste hongrois), 755.

HOWARD, Roy (journaliste américain), 453.

HOWSON, Gerald, 481, 482.

HUGO, Victor, 45, 56.

HULL, Cordell (ministre des Affaires étrangères américain), 687.

HUTTON, J.B., 26.

## I

IAGODA, Genrikh H. (vice-président du Guépéou, puis chef du NKVD de 1934 à 1936), 335, 351, 353, 373, 395, 439, 441, 444, 451, 466, 469, 476, 477, 503, 508, 510, 531.

IAKIR, Iona, général, 248, 498, 500, 507, 508, 511, 533, 561.

IAKOVLEV, Alexandre, 151, 363, 413, 514.



- IAROSHENKO, L. (économiste), 837, 839.  
 IAROSLAVSKI, Emelian (rédacteur en chef de la revue *Le Sans-dieu*), 32, 104, 224, 253, 254, 379, 450, 669.  
 IBÁRRURI, Dolorès, dite la Pasionaria (dirigeante communiste espagnole), 678.  
 IBRAÏMOV, Vela (président de la République autonome de Crimée), 329.  
 I DJ-CHVILI [pseudonyme de Staline], 44, 45.  
 IEGOROV, A., général, 205, 208-210, 398, 511, 840.  
 IEGOROV, Dr (médecin du Kremlin), 783, 784, 851.  
 IEGOROV, Olga (épouse du général Iegorov), 398, 511.  
 IEJOV, Nicolaï Ivanovitch (chef du NKVD, commissaire du peuple à l'Intérieur), 12, 415, 416, 429, 439, 444, 448, 452, 457, 461, 462, 469, 471, 475-478, 480, 488, 490, 497, 498, 500, 505, 509, 511-514, 516, 517, 519-521, 525-527, 531-533, 535, 536, 540-542, 546, 547, 549, 552, 557, 815, 884-885.  
 IEREMENKO, Andreï, général, 641, 666, 683.  
 IGNATIEV, Semion (ministre de la Sécurité d'État), 825, 828, 830, 831, 840, 841, 849, 850, 857, 858, 861-863, 866.  
 IGNATOV (dirigeant de l'Opposition ouvrière), 222.  
 IGNATOV, Nikolaï, 530.  
 IKRAMOV, A. (dirigeant ouzbek), 531.  
 ILITCHEV, Leonid (directeur de la *Pravda*), 846.  
 IOFFÉ, Adolf Abramovitch (membre du Comité central, trotskyste), 150, 211, 397, 797.  
 IOUDENITCH, général (tsariste), 197, 198, 200, 204.  
 IOUDINE, Pavel (ambassadeur soviétique à Pékin), 762, 763, 806, 846.  
 IOUJAK (adjoint de Nazaretian), 281.  
 IOURENIEV, Konstantin (membre du groupe dit des Mejraïontsy), 150.  
 IOUTKEVITCH, Sergueï (cinéaste), 743.  
 IOUZOVSKI (critique de théâtre), 798.  
 IOZEF OVITCH, Jozef, 795.  
 IRAKLI II, roi de Géorgie, 14.  
 IREMACHVILI, Joseph (camarade d'enfance de Staline), 23, 24, 32, 37, 44, 46, 47, 51, 55, 102.  
 ISKANDER, Fazil (écrivain abkhase), 99.  
 ISSAKOVSKI, Mikhaïl (poète), 686.  
 ISTOMINA, Valentina (domestique de Staline), 401, 856.  
 IVAN IV, dit le Terrible (tsar de 1533 à 1584), 429, 686, 744-746.  
 IVANOV (chargé d'affaires de l'ambassade soviétique à Paris), 621.  
 IVANOV, Vsevolod (écrivain), 552.  
 IVANOVITCH [pseudonyme de Staline], 64, 113.
- ## J
- JDANOV, Andrei Alexandrovitch, *alias* Sergueïev, Jouravlev, 340, 431, 432, 439, 449, 450, 452, 457, 461, 474, 476, 477, 481, 490, 509, 539, 541, 542, 564, 566, 578, 579, 584, 592, 594, 609, 614, 651, 685, 723, 730, 735, 736, 743, 744, 746, 748, 756, 758, 760-762, 770, 777, 779, 781-783, 793, 794, 797, 799, 840, 841, 845, 851, 885.  
 JDANOV, Iouri (fils du précédent, époux de Svetlana), 781, 783, 832.  
 JEBRAK, A. (adversaire de Lyssenko, biologiste), 781, 782.  
 JELIABOV, Andreï Ivanovitch (révolutionnaire, chef de la Volonté du peuple), 441, 450.  
 JEMTCHOUJINA, Pauline (épouse de Molotov, commissaire à la Pêche, commissaire à la Métallurgie lourde), 321, 398, 454, 533, 555, 586, 602, 723, 787, 788, 800, 815, 844.

JÉSUS-CHRIST, 106.

JORDANIA, Noé (président de la Géorgie indépendante menchevique), 52, 73.

JOUKOV, Gueorgui Konstantinovitch, maréchal (maréchal en 1943), 8, 13, 54, 515, 600-602, 604, 607, 609, 611, 613, 614, 616, 617, 619, 620, 627, 635, 637, 638, 641, 646, 650, 666, 667, 672-676, 682, 692, 697, 710, 711, 715-717, 719, 727, 729, 730, 732, 733, 751, 752.

JOURAVLEV, Boris (agent-chef de Lehmann, conseiller à l'ambassade soviétique en Allemagne), 615.

JOUYOVITCH, S. (ministre des Finances yougoslave, agent de Staline), 774, 776, 777.

## K

KAGAN, Pavel (directeur de l'usine de tracteurs à Stalingrad), 341.

KAGANOVITCH, Lazar Moiseievitch, 232, 233, 246, 264, 286, 309, 311, 335, 340, 342, 358, 363, 367, 381, 388-390, 392, 404, 405, 413, 414, 416, 424, 427, 433, 437, 445, 446, 452, 465, 472, 474, 477, 478, 489, 498, 509, 511, 517, 518, 533, 539, 541, 545, 563-565, 581, 597, 600, 602, 603, 631, 649, 726, 750, 751, 782, 800, 815, 816-817, 842, 843, 845, 854, 858, 860, 861, 868, 869, 886, 888, 889.

KAGANOVITCH, Maria, 472.

KAKOURINE, Nikolaï (officier tsariste rallié), 214, 371, 499.

KALEDINE, Alexeï Maximovitch, général (chef des cosaques du Don), 166, 168.

KALININA, Catherine (épouse de Kalinine), 539, 540, 729.

KALININE, Mikhaïl Ivanovitch (président du Soviet suprême), 16, 214, 241, 242, 249, 250, 259, 277, 305, 334, 345, 350, 363, 365, 370, 371, 374, 416, 442, 509, 540, 597, 601,

620, 623, 668, 669, 681, 699, 700, 729, 730.

KAMENEV, Lev Borissovitch Rosenfeld, dit Lev Borissovitch, 16, 35, 65, 79, 80, 82, 87, 115, 116, 132, 136-139, 141-143, 149-151, 154-156, 157, 161, 163, 197, 224, 227, 230, 231, 233, 240, 242, 246, 247, 250-252, 254, 255, 261-263, 265, 266, 269, 273-276, 281, 283-288, 290, 291, 294, 296, 297, 299-302, 304, 305, 309-311, 324, 332, 335, 336, 394, 416, 424, 426, 438, 440, 443, 444, 447, 448, 456, 457, 467, 469, 470, 473-476, 796, 886, 891, 892.

KAMENEV, Nikolaï (frère cadet du précédent), 447, 456.

KAMENEV, Olga, voir Bronstein-Kamenev, Olga.

KAMENEV, Serge, 210, 214.

KAMINSKI, Grigori (ancien commissaire du peuple à la Santé), 517.

KAMO, voir Ter-Petrossian, Simon.

KANDELAKI (ouvrier socialiste), 69-71.

KANDELAKI, David (attaché commercial), 453, 482, 483.

KANNER, Grigori (assistant de Staline), 248.

KAPITSA, Piotr Leonidovitch (physicien), 538, 720, 724.

KAPITSA, Piotr (écrivain), 737.

KAPLAN, Fania (*ou* Dora) Efimovna Rotman (socialiste-révolutionnaire), 188.

KAPLER, Alexis (réalisateur juif), 556, 767.

KAPOUSTINE, Iakov (Deuxième secrétaire du PC de Leningrad), 796.

KAPLAN, Karel, 824.

KARAKHAN, Lev Mikhaïlovitch Karakhanien, dit (membre du groupe dit des Mejraïontsy), 150, 241, 510.

KARDELJ, Edward, 761, 773, 777, 789.

KARÉLINE, Vladimir (socialiste-révolutionnaire), 167.

- KARPINSKI, A. (président de l'Académie des sciences), 379.
- KARPOV (agent du NKVD), 709.
- KARTACHEV (ministre des Cultes dans le gouvernement Kerenski), 151.
- KATAIEV, Valentin (écrivain), 552.
- KATO [pseudonyme de Staline], 64.
- KAUFMAN, A. (dirigeant Cadet), 151.
- KAUTSKY, Karl, 52, 82, 297.
- KAVERINE, Benjamin (écrivain), 854.
- KAZAKIEVITCH, Emmanuel (romancier juif), 747.
- KAZAKOV, Dr, 531.
- KAZBEGUI, Alexandre, 47, 48.
- KEITEL, Wilhelm, général allemand (chef d'état-major), 634.
- KENNAN, George, 720.
- KERENSKI, Alexandre Fedorovitch (1881-1970; ministre de la Justice du gouvernement provisoire du prince Lvov, puis ministre de la Guerre et Premier ministre), 136, 139, 143, 146, 152, 153, 157, 158, 168; gouvernement –, 148, 151.
- KETHSKOVÉLI, Lado, 39, 51, 81, 82.
- KETHSKOVÉLI, Vado (camarade d'études de Staline), 39, 51.
- KHACHIME, 68.
- KHANDJIAN, A. (Premier secrétaire du PC arménien), 517.
- KHARITONOV (Secrétaire du PC de Sibérie), 304.
- KHATAIEVITCH, Mikhail, 405.
- KHATCHATOURIAN, Aram Ilitch, 686, 770.
- KHAVINSON, 853.
- KHAZAN, Dora (épouse d'Andreiev), 555, 817.
- KHAZINE (écrivain), 735.
- KHEIFETZ, Iacha (violoniste), 831.
- KHLEVNIOUK, Oleg, 425.
- KHMELNITSKI, Bogdan (ataman cosaque du XVII<sup>e</sup> siècle), ordre de, 668.
- KHODJAEV, Faizul (dirigeant ouzbek), 531.
- KHOLOPOV (linguiste), 813.
- KHOUDIAKOV, S., maréchal, 729.
- KHROUSTALIOV (chauffeur de Beria), 861.
- KHROUCHTCHEV, Nikita Sergueïevitch, 7, 8, 56, 187, 295, 296, 357, 427, 429, 441, 496, 498, 501, 502, 516-519, 534, 549, 562, 564, 565, 575, 583, 589, 590, 626, 633, 634, 637, 651, 661, 665, 666, 700, 710, 713, 731, 735, 740, 743, 750, 784, 801, 802, 808, 816, 832, 835, 838, 839, 843-845, 848, 850, 851, 852, 855-858, 860-863, 865, 867-869, 886-887.
- «KINTO» (surnom donné à Staline), 31.
- KHROULEV, Andreï (chef du front de l'arrière), 638, 657, 668.
- KHVVYLOVIY, M. (écrivain communiste ukrainien), 378.
- KIM Il-sung (dirigeant de la Corée du Nord), 819, 821.
- KIPACHIDZÉ, Dr, 23.
- KIRILLINA, Alla, 426, 427.
- KIRILLOV, N., général, 643.
- KIRITCHENKO (adjoint de Khrouchtchev), 740.
- KIROV, Sergueï Mironovitch Kostrikov, dit (chef du PC d'Azerbaïdjan, puis plénipotentiaire soviétique à Tiflis, puis chef du PC de Leningrad et de la région, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central), 7, 212-214, 224, 306, 307, 309, 354, 363, 381, 389, 425, 427, 428, 432, 437, 438, 440-442, 444-446, 452, 455, 456, 460, 467, 469, 474, 489, 494, 508, 531, 556, 794, 885, 892.
- KIRPONOS, Mikhail, général, 609, 611, 617, 626, 641, 642, 643, 645.
- KISSELEV, A. (président du syndicat des mineurs), 220.
- KISSINGER, Henry, 617.
- KLEIMENOV (directeur de l'institut de recherches sur les fusées), 515.

- KLEIST, Paul Ewald von, maréchal du Reich, 626, 633.
- KLEMENT, Rudolf, 591.
- KLIMOV, Vladlen Nicolaïevitch [pseudonyme de Matvei Chkiriatchov], 816.
- KLIMOVSKIKH, Vladimir (chef d'état-major du front), 629, 630.
- KLIOUEVA, N. (chercheur), 747.
- KLIOUTCHEVSKI, Vassili (historien), 107.
- KLITCH, N., lieutenant général (chef de l'artillerie du front), 630, 631.
- KNICKERBOCKER, Hubert (journaliste américain), 26, 459, 460.
- KNORINE, Hugo Wilhelm, dit (responsable du Comintern, adjoint de Piatnitski), 433, 434, 458, 516, 527, 543.
- KOBA [pseudonyme de Staline], 47, 48, 52-56, 59-61, 63-73, 77-82, 85, 87-96, 98-118, 129, 231, 247, 252, 342, 373, 392, 415, 471, 490, 507, 706, 727.
- KOBADES I<sup>er</sup>, roi sassanide, 48.
- KOBACHIDZÉ (membre du Comité central géorgien), 252.
- KOBOULOV, Amaïak colonel général (résident du NKVD à Berlin), 585, 615, 710.
- KOCH, Erich (*Gauleiter* d'Ukraine), 634.
- KOEPPEN, Werner (dignitaire nazi), 634.
- KOESTLER, Arthur, 552.
- KOGAN, Piotr, 110.
- KOGAN, Dr B., 848.
- KOGAN, les frères B. et M. (médecins), 851.
- KOJEVNIKOV, Dr, 258.
- KOLLONTAÏ, Alexandra, 142, 149, 220, 428, 527, 853.
- KOLTCHAK, Alexandre Vassilievitch, amiral, 192, 194, 195, 202, 204, 206, 237, 270, 395, 492.
- KOLTSOV, Mikhaïl (rédacteur de la *Pravda*), 480, 549-552, 557, 560.
- KONDRATIEV, Vadim (économiste, arrêté en 1930), 370, 371.
- KONIETS, I., général (commandant de l'aviation soviétique du front), 623.
- KONIEV, Ivan Stepanovitch, maréchal, 515, 646, 674, 751, 752, 851.
- KONSTANTINOV, P. (académicien, généticien), 781.
- KONSTANTINOV, A. (journaliste), 511, 512.
- KONSYKINE (commandant du Kremlin), 864.
- KORJAVINE, Naoum (poète), 472.
- KORK, général, 493, 511.
- KORNILOV, Lavr Greorgievitch, général, 152, 153, 164, 166.
- KOROBKOV (commandant de la IV<sup>e</sup> armée), 630.
- KOROLEV, Sergueï Pavlovitch (ingénieur), 515, 538, 539.
- KOROTCHENKO, Demian (chef du gouvernement ukrainien), 565.
- KOROVINE, Evgueni, 237.
- KOSSAREV, Alexandre (secrétaire des Jeunesses communistes ukrainiennes), 405, 439, 466, 467, 496, 513, 514, 529, 531, 532, 541, 542.
- KOSSAREV, Mme, 531, 532.
- KOSSIOR, Benjamin (frère cadet de S. Kossior), 534.
- KOSSIOR, Stanislas (Premier secrétaire du PC ukrainien), 16, 317, 363, 370, 407, 424, 445, 474, 509, 529, 534.
- KOSSYGUINE, Alexeï Nikolaïevitch, 559, 730.
- KOSTIAEV, 198.
- KOSTOV, Traitcho (secrétaire du PC bulgare), 777, 788, 789.
- KOSTYLEV, Valentin (romancier provincial), 744.
- KOSTYRTCHENKO, Guennadi, 854, 855.
- KOT, Stanislas (représentant du gouvernement polonais en exil), 654.

- KOTOLINOV (inculpé dans le procès de l'assassinat de Kirov), 440.
- KOUBALKINE, (chef de la Sécurité d'État de Leningrad), 796.
- KOUIBYCHEV, Valerian Vladimirovitch (membre titulaire du Bureau politique), 224, 230, 232, 233, 259, 275, 287, 299, 305, 312, 334, 363, 380, 413, 427, 433, 452, 529, 531.
- KOUKOUCHKINE (policier), 107.
- KOULIK, Grigori, maréchal, 559, 589, 601, 628, 658, 659, 697, 707, 750.
- KOULIKOV, P., 489, 491.
- KOUPALA, Ianka (écrivain), 377.
- KOURASSOV, Vladimir, général, 515.
- KOUROPATKINE, Alexis, général (ministre de la Guerre 1898-1905), 76.
- KOURCHATOV, Igor Vassilievitch (physicien), 719, 720, 724, 725, 797.
- KOUTOUZOV, Dmitri (journaliste), 511, 512.
- KOUTOUZOV, Mikhaïl (général tsariste), 652; ordre de —, 668.
- KOUZAKOV, Konstantin (fils adultérin de Staline), 109.
- KOUZAKOVA, Maria, 108, 109, 111.
- KOUZMINA, Elena (actrice), 700.
- KOUZMITCHEV (général de la Sécurité d'État), 850.
- KOUZNETSOVA-MIKOIAN (fille d'Alexis Kouznetsov, épouse de Sergo Mikoian), 844.
- KOUZNETSOV, Alexis Alexandrovitch (chef de la Direction des cadres du Comité central et président des séances du Secrétariat), 730, 734, 746-748, 766, 793-795, 814, 840, 844.
- KOUZNETSOV, Nikolaï, amiral (commissaire à la Marine), 566, 588, 611, 616, 617, 628, 674, 716, 751.
- KOVALIOV (rédacteur en chef de la *Pravda*), 353.
- KOVALIOV, Ivan (commissaire aux Voies de communication), 652.
- KOVALIOV (sinologue), 789, 806.
- KOZELEV, Boris (syndicaliste), 342.
- KOZLOV, D. (commandant de front), 660.
- KRASNOV, Piotr Nikolaïevitch, général, 162, 178, 183, 185, 189.
- KRASSINE, Leonid Borissovitch (ingénieur), 95, 215.
- KRAVAL, Ivan (chef du Bureau des statistiques), 523.
- KREBS, Hans, colonel (ambassade allemande à Moscou), 605.
- KRESTINSKI, Nikolaï Nikolaïevitch (secrétaire du Comité central), 197, 205, 224, 531.
- KRIOUTCHKOV, général, 751.
- KROPOTKINE, Alexeï Nikolaïevitch, général, 76, 128.
- KROUGLOV, Sergueï Nikeforovitch, colonel général (vice-commissaire à l'Intérieur, puis ministre de l'Intérieur), 646, 710, 809, 826.
- KROUPINE, V. (écrivain), 557.
- KROUPSKAIA, Nadiejda Konstantinovna (épouse de Lénine), 80, 91, 113, 117, 130, 180, 226, 227, 254, 255, 260-263, 283, 285, 302, 304, 310, 313, 317, 429, 474, 498, 535, 885.
- KRYLENKO, Nikolaï (commissaire à la Justice, procureur de l'URSS), 390, 416, 535.
- KSECHINSKAIA, Mathilde (ballerine), 141.
- KUN, Béla, 202, 458.
- KURMAN, Mikhaïl (chef du Bureau de la population), 523.
- KUROMIYA, Hiroati, 395.
- KUUSINEN, Otto (membre de l'appareil dirigeant du Comintern, président du Gouvernement populaire de la République de Finlande), 434, 584.
- KVASNIKOV, Leonid Romanovitch (responsable du renseignement scientifique), 719.

KVIRING, E.I. (secrétaire des dirigeants du PC ukrainien), 293, 288.

KVITKO, Leib (écrivain), 795.

## L

LACHEVITCH, M. M. (membre de la direction politique de l'Armée rouge), 277, 311.

LAFARGUE, Paul, 297.

LAGIACHVILI, Joseph, 39.

LAKOBA, Nestor (président de la République autonome d'Abkhazie), 67, 442, 517.

LAMARCK, Jean-Baptiste Monet, chevalier de, 110, 782.

LANDAU, Lev Davidovitch (physicien, Prix Nobel), 537, 538, 797.

LANGE, Oskar (émigré polonais, dirigeant du Congrès slave américain), 689, 690.

LARINA, Anna (épouse de Boukharine), 366, 450, 464, 465, 490, 534.

LARINE, Vitali (président du comité territorial du Parti de la région d'Azov-mer Noire), 526.

LAVAL, Pierre (président du Conseil), 453, 454.

LAVRENTIEV, A. (ambassadeur soviétique à Belgrade), 772, 774.

LAVROV (sculpteur), 464.

LAZARENKO (commandant de la 42<sup>e</sup> division d'infanterie), 630.

LAZOURKINA (communiste déportée), 505.

LAZOUTINE, P. (dirigeant du PC de Leningrad), 794.

LEE, Duncan (agent américain du NKVD), 721.

LEGNER (tailleur particulier de Staline), 728.

LEHMANN, Willy (officier SS de la Gestapo, agent du NKVD, nom de code Breitenbach), 615.

LÉNINE, Vladimir Ilitch Oulianov, dit (1870-1924), 11, 16, 20, 42, 56,

58, 63, 64, 68, 73, 78-80, 82, 83, 91-93, 95, 98, 100, 103, 106-108, 112, 113, 115-119, 121, 125, 126, 128-131, 133, 138, 139, 141-143, 145, 148, 149, 152-155, 157, 159, 161, 163, 165-167, 169, 171-175, 180-183, 185-203, 205-209, 211, 213-215, 218, 220, 221, 224-227, 229-231, 233-235, 239-243, 247, 249-266, 269, 272, 273, 275, 280-283, 285, 286-291, 294, 297-299, 306, 309-314, 317, 339, 341, 342, 362, 374, 375, 378, 381, 396, 402, 413, 425, 429, 430, 455, 479, 528, 531, 543, 568, 584, 586, 591, 597, 606, 627, 651, 652, 667, 669, 686, 708, 721, 736, 741, 743-745, 887, 890.

Testament de Lénine, 266, 283, 285, 286, 299, 304, 310, 323-325, 340, 426, 427.

LEÓN, Maria Teresa (écrivain espagnole), 506.

LEONOV, Leonid (écrivain), 552, 595.

LERMONTOV, Mikhail Iourevitch, 25, 96.

LEROY-BEAULIEU, Anatole, 38, 56, 236.

LETOURNEAU, 46.

LEVINE, Dr Lev, 399, 531.

LEVITON, Achille, 826.

LEVITSKAIA, E. (amie de Cholokhov, membre du PC), 349, 350.

LEVTCHENKO, Gordei, amiral, 851.

LIBER, M. (dirigeant du soviet), 148.

LIDINE, Vladimir, 552.

LIEBKNECHT, Karl, 195, 351.

LIKHAREV, Boris (rédacteur en chef de la revue *Leningrad*), 736.

LINDEROT, Sven, 526.

LIOU Schao-chi, 526.

LIOUCHKOV, G., général (chef du NKVD pour l'Extrême-Orient), 532.

LIPSKI, Léon, 528.

LISTE, général allemand, 632.

- LITVINOV, Maxime Maximovitch (commissaire aux Affaires étrangères), 100, 249, 483, 498, 500, 527, 547, 560, 564, 572, 602, 653, 865.
- LIZIOUKOV (commandant de la 5<sup>e</sup> division de blindés), 659.
- LOKTIONOV, Alexandre, colonel-général (vice-commissaire à la Défense), 622.
- LOMINADZÉ, Besso (Premier secrétaire du PC de Transcaucasie), 8, 324, 342, 352, 363, 367, 368, 374, 475, 487, 629.
- LOMINADZÉ, Sergo (fils du précédent), 629.
- LOMONOSSOV, Mikhail Vassilievitch, 37.
- LOMOV, G.I. (communiste de gauche), 173.
- LONDON, Artur, 847.
- LONGO, Luigi (membre du PC italien), 761.
- LORDKIPANIDZÉ, T. (dirigeant géorgien), 520.
- LORRAIN, Jean, 103.
- LOUIS III de Wittelsbach, roi de Bavière, 193.
- LOUIS XIV, 29.
- LOUIS-PHILIPPE I<sup>er</sup>, 47.
- LOUKIANOV, Ivan (intendant du Kremlin), 448.
- LOUNATCHARSKI, Anatoli Vassilievitch (commissaire à l'Instruction publique), 150, 230.
- LOURIÉ, les frères (communistes juifs allemands), 471, 474.
- LOVESTONE, Jay (partisan américain de Boukharine), 350.
- LOZGATCHEV, G., capitaine, 856, 857.
- LOZOVSKI, Salomon Abramovitch Dridzo, dit (président de l'Internationale syndicaliste rouge), 16, 795, 831.
- LUDENDORFF, Erich, général allemand, 612, 717.
- LUDWIG, Emil Cohn, dit Emil, 23, 51, 53, 55, 100, 738.
- LUTHER, Martin, 212.
- LUXEMBURG, Rosa, 130, 165, 195, 297, 351, 379.
- LVOV, Gueorgui Evgenievitch, prince (ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, puis président du gouvernement provisoire, puis président du gouvernement russe de l'Extrême-Orient), 136, 138, 143, 178.
- LYSENKO, Trofime (biologiste), 11, 110, 344, 448, 449, 491, 780-783, 797, 812.
- ## M
- MACARTHUR, Douglas, général américain, 658, 821.
- MACH, Ernst, 108.
- MACHIAVEL, Nicolo Machiavelli, en fr. Nicolas, 128.
- MAIAKOVSKI, Vladimir Vladimirovitch, 361, 461.
- MAIEVSKI, général, 204.
- MAIOROV, I. (mari de Maria Spiridonova), 526.
- MAIOROV, Dr G., 848, 851.
- MAISKI, Ivan (ambassadeur à Londres, puis vice-ministre des Affaires étrangères), 703, 730, 852, 853.
- MAKHNEV, V. (général du NKVD), 720.
- MAKHNO, Nestor (anarchiste), 204, 205.
- MAKHOVER, 248.
- MAKLAKOV, Basile (monarchiste, chef des Cadets), 129, 130.
- MALENKOV, Gueorgui Maximiliano-vitch, *alias* Borissov, Maximov, 324, 490, 496, 501, 524, 525, 529, 530, 534, 541, 549, 564-566, 594, 601, 616, 620, 626, 627, 631, 637, 642, 652, 656, 661, 680, 697, 698, 720, 721, 723, 724, 729, 730, 734, 748, 752, 760-762, 770, 777, 781-

- 783, 785, 793-796, 801, 815, 816, 828, 830, 839-846, 848, 849, 851, 852, 855-862, 865, 868, 869, 887-888, 889.
- MALIK, Iakov (représentant de l'URSS au Conseil de sécurité), 820.
- MALININE, Mikhaïl, général, 515.
- MALINOVSKI, Rodion Iakovievitch, maréchal, 515, 676.
- MALINOVSKI, Roman (membre du Comité central), 61, 112, 113, 115, 118, 120-122.
- MALKOV, 70.
- MALRAUX, André, 465, 550, 552.
- MALYCHEV, Vladimir (ingénieur, ministre de la Construction mécanique), 8, 562, 563, 785, 848.
- MANDELSTAM, Ossip Emilievitch (déporté en 1933), 25, 419.
- MANDELSTAM, Leonid (physicien), 797.
- MANNERHEIM, Carl Gustav Emil, baron, général tsariste, 172.
- MANOUILSKI, Dmitri Z. (membre du groupe dit des Mejraïontsy, responsable du Comintern), 150, 272, 433, 434, 442, 457, 554, 576, 579, 609, 679, 687.
- MANTSEV, Vassili (président du Guépéou d'Ukraine), 240.
- MAO Tse-toung *ou* Mao Zhedong, 8, 29, 526, 789, 805-807, 820-822.
- MARCHAK, Samuel (écrivain), 831.
- MARKICH, Peretz (poète yiddish), 690, 769, 795.
- MARKUS, Maria (épouse de Kirov), 556.
- MARKYZOV, Ardan (Deuxième secrétaire du comité régionale de la République bouriate-mongole), 463, 464.
- MARKYZOV, Engelsina (fille du précédent), 463, 464.
- MARR, Nikolai Iakovlevitch (linguiste), 812.
- MARSCHALL, George Catlett (secrétaire d'État américain), 758.
- plan -, 758, 759, 763.
- MARTOV, Iouli Ossipovitch Tserderbaum, dit en fr. Jules (dirigeant menchevik), 42, 63, 73, 80, 93, 101, 887.
- MARTY, André (membre du Bureau politique du PCF et du Bureau exécutif du Comintern), 550.
- MARX, Karl, 22, 38, 64, 89, 96, 104, 105, 241, 297, 464, 606.
- MASLOV, Arkadi (communiste allemand de gauche), 281.
- MATSUOKA Yosuke (ministre des Affaires étrangères japonais), 605.
- MAX DE BADE, Maximilien de Bade (chancelier du Reich), dit, 193.
- MAYEROVITCH, *alias* Kholodov (journaliste), 799.
- MCCARTHY, Joseph Raymond, sénateur, 721.
- MECHIK (lieutenant du NKVD), 548.
- MEDVEDEV, Jaurès, 844, 856.
- MEDVEDEV, Roy, 514.
- MEDVEDEV, S.P. (président du syndicat des métallurgistes), 220, 393.
- MEHRING, Franz, 107.
- MEJLAOUK, Valeri, 194.
- MEKHLIS, Lev (secrétaire de Staline), 7, 232, 243, 247-249, 301, 302, 307, 429, 461, 480, 499, 507, 532, 533, 564, 628-631, 658, 660, 661, 671, 730, 785, 800, 842, 888.
- MELIKHIANTS [pseudonyme de Staline], 64.
- MELMANN, *alias* Malniko (journaliste), 799.
- MELTZER, Ioulia (deuxième épouse de Jacob Djougachvili), 458, 556, 640, 677.
- MENJINSKI, Viatcheslav Rudolfovitch (président du Guépéou), 324, 351, 353, 366, 371, 372, 382, 531.
- MENON, Krishna (ambassadeur de l'Inde), 852.
- MERCADER, Ramón, *alias* Jacques Mornard et Frank Jackson (agent



- du NKVD, assassin de Trotsky), 592, 891.
- MEREKALOV, A. (plénipotentiaire soviétique à Berlin), 571.
- MERETZKOV, Kyrill général (vice-commissaire à la Défense, chef de l'état-major), 515, 593, 600, 622, 623, 630.
- MERJANOV, Miron (architecte), 569.
- MERKOULOV, Vsevolod (commissaire à la Sécurité d'État, chef du NKGB), 614, 617, 639, 710, 734, 735.
- MEYERHOLD, Vsevolod Emilievitch (metteur en scène), 551, 552, 557, 828.
- MGUELADZÉ, A. (secrétaire du PC géorgien), 559, 829.
- MICHAKOVA (dénonciatrice), 541.
- MIHAILOVIC général yougoslave (dirigeant des *tchetniks*), 687.
- MIKHAILINA, Olga (ex-compagne de Jacob Djougachvili), 458.
- MIKHAILOV, N. (nationaliste russe antisémite, dirigeant des komsomols), 224, 542, 730, 843.
- MIKHAILOVA, Olga (deuxième épouse de Boudionny), 539.
- MIKHALKOV, Sergueï (poète), 686.
- MIKHOELS, Salomon (metteur en scène, président du Comité antifasciste juif), 552, 658, 690, 723, 769-771, 776, 787, 826, 851.
- MIKOIAN, Anastase Ivanovitch, 184, 207, 227, 345, 363, 367, 391, 424, 442, 445, 446, 454, 455, 467, 497, 509, 558, 564, 603, 620, 626, 627, 651, 656, 680, 697, 726, 727, 748, 782, 806, 816, 838, 839, 843, 844, 847, 858, 860, 869, 888-889.
- MIKOIAN, Nami (belle-fille de Mikoian), 727.
- MIKOLAJCZYK, Stanislas (chef du gouvernement polonais de Londres), 692, 693.
- MILIOUKOV, Pavel Nikolaïevitch (dirigeant cadet, puis ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire), 130, 142, 143, 151.
- MILTCHAKOV, Alexandre (secrétaire des Jeunesses communistes), 304, 548.
- MININE (président du soviet de Tsaritsyne), 184, 190, 205.
- MININE, Kouzma, 652.
- MINTS, Isaac (historien), 853.
- MINZ (membre du Bureau politique du PC polonais), 786.
- MIRBACH, Wilhelm von, comte (ambassadeur d'Allemagne), 178.
- MIRIAN, roi de Géorgie, 13.
- MIRONOV, Philippe (cosaque rouge), 214.
- MIRZOIAN, Levon, 429, 430.
- MITINE, Marc (rédacteur en chef de *Sous le drapeau du marxisme*), 561, 562.
- MOCH, Jules (ministre de l'Intérieur), 763.
- MOCHIACHVILI, Hanna, 28.
- MOÏSE, 741.
- MOÏSSEIEV, Igor, 582.
- MOLOTOV, Mme, voir Jemtchoujina, Pauline.
- MOLOTOV, Viatcheslav Mikhailovitch Skriabine, dit, 107, 114, 116, 119, 224, 226, 230, 232, 242, 249, 277, 284, 286, 288, 300, 306, 311, 313, 317, 318, 320, 321, 329, 333, 335, 345, 352, 363-365, 367, 368, 371, 372, 374, 380, 381, 395, 397-399, 404-407, 412, 413, 415, 416, 427, 432, 433, 439, 442, 443, 445, 453, 454, 462, 464, 496, 498-500, 509, 511, 514, 517, 518, 521, 523, 532, 533, 536, 537, 539, 541, 547, 548, 554, 555, 557, 564, 566, 572-576, 580, 582-586, 597, 601-603, 607-610, 616, 617, 620, 621, 624, 626, 627, 631, 642, 649, 651, 652, 654, 656, 658, 664, 679, 680, 684, 687-690, 694, 695, 697, 700, 704, 706,

710, 719, 726, 744, 746, 748, 749, 752, 754, 758, 763, 772, 774-777, 783, 787, 788, 800, 802, 803, 806, 817, 824, 837, 843-845, 853, 858, 860, 861, 868, 869, 888, 889; voir aussi Ribbentrop-Molotov, pacte.

MOLTCHANOV (adjoint de Iagoda), 469.

MONATTE, Pierre (syndicaliste français), 763.

MORGENTHAU, Henry (ministre des Finances de Roosevelt), 703.

MOROZOV, Grigori (premier mari de Svetlana), 556, 817.

MOROZOV, Pavlik (petit paysan), 397, 502.

MOROZOV, Savva, 65.

MOSKVIN, Nikolaï (arrêté en 1937), 512.

MOUKHANOVA (bibliothécaire), 447.

MOURADÉLI, Vano (musicien), 770.

MOURALOV, Nikolaï Ivanovitch (bolchevik, ami personnel de Trotsky), 8, 222, 284, 438.

MOURANOV, Matvei (député), 137, 139.

MOURAVIEV, capitaine (chef des bataillons de la mort), 152.

MOYA, José Parra, 678.

MRATCHKOVSKI, 473.

MUNTERS (ministre des Affaires étrangères letton), 582.

MÜNZENBERG, Willi (propagandiste international du Comintern), 387, 524.

MUSSOLINI, Arturo, 313.

MUSSOLINI, Benito, 230, 313, 396, 471, 537, 546, 577, 585, 597, 599, 698.

## N

NADEJNY, général, 198, 200.

NANA, épouse de Mirian, 13.

NANEICHVILI, Paul (beau-frère de Kossarev), 466.

NAPOLÉON I<sup>er</sup>, 131, 276, 379, 511, 562, 625, 658.

NAZARETIAN, Amaïak (premier chef de bureau du Secrétariat du Comité central), 247, 249, 252, 281.

NAZAROV (membre de la direction des Jeunesses communistes), 513.

NEGRIN, Juan (ministre des Finances espagnol), 506.

NEKRASSOV, Victor (écrivain), 663, 747.

NEKRITCH, Alexandre, 163.

NEMIROVITCH-DANTCHENKO (metteur en scène), Vladimir Ivanovitch, 569.

NEMTCHENKO, 395.

NEMTCHENKO-GUINZBOURG, groupe (arrêté en 1933), 395.

NEMOV, A. (ami de Rioutine), 344.

NÉRON, 393, 793, 864.

NEUMANN, Heinz, 324.

NEURATH, Konstatin, baron von (ministre des Affaires étrangères du Reich), 454.

NEVSKI, Vladimir, 73.

NICOLAIENKO (militante, dénonciatrice), 501, 509.

NICOLAIEV, Leonid Nikolaïev (meurtrier de Kirov), 437-443.

NICOLAIEVSKI, Boris (rédacteur en chef de la revue menchevique *Le Messager socialiste*), 428, 464, 465.

NICOLAS, métropolite orthodoxe, 684.

NICOLAS, saint, 127.

NICOLAS II Alexandrovitch (tsar de 1894 à 1917), 18, 33, 40-42, 61, 74, 75, 77, 86, 87, 90, 91, 94, 97, 103, 115, 129-131, 135, 136, 396, 459, 706, 864.

NIJERADZÉ [pseudonyme de Staline], 64, 104.

NINO, sainte, 13.

NIVELLE, Georges Robert, général, 202.

NOGUINE, Viktor (militant bolchevik), 106, 154.

NOSSOV (secrétaire du Parti d'Ivanovo), 537, 538.

NOSSOVITCH, A., général (officier tsariste rallié), 185, 186.

- NOVIKOV, Alexandre, maréchal (commandant en chef des forces aériennes), 729, 732, 751.  
 NOVIKOV-PRIBOL, Alexis (écrivain), 431.  
 NOZDRINE, Avenir (ouvrier poète), 88.

## O

- «ONCLE JOE» (surnom donné à Staline par Roosevelt), 739.  
 OBOTINE (commandant du 14<sup>e</sup> corps de blindés), 630.  
 OGOLTSOV, S. (ministre adjoint de la Sécurité), 769, 770, 850.  
 OKOUDJAVA, Mikhaïl (secrétaire du Comité central géorgien), 252.  
 OKOULOV, A. (membre du Conseil militaire révolutionnaire du front Ouest), 188, 189, 191, 200.  
 OKTIABRSKI, Philippe, amiral, 624.  
 OLBERG, V., 474.  
 OLECHA, Iouri, 431, 551.  
 ONOUFRIEVA, Pelagueia *ou* Pauline (appelée «l'élégante» par la police), 110-112.  
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori Konstantinovitch, dit Sergo (membre du Bureau politique et Commissaire du peuple à l'Industrie lourde), 8, 104, 108, 112, 113, 181, 187, 212-214, 224, 233, 247, 249, 252, 255, 256, 259, 260, 273, 274, 277, 295, 302, 305, 307, 311, 321, 322, 329, 335, 352-354, 362-363, 365, 367, 368, 371, 372, 381, 382, 413, 415, 424, 427, 428, 433, 439, 442, 445, 474, 475, 477, 479, 484, 487, 488, 490, 491, 492, 494-496, 521, 889.  
 ORDJONIKIDZÉ, Papoulia (frère cadet du précédent), 479, 484, 495, 496.  
 ORDJONIKIDZÉ, Valiko (autre frère d'Ordjonikidzé), 484.  
 ORDJONIKIDZÉ, Zinaïda (épouse de Sergo Ordjonikidzé), 311, 321, 495, 726.

- ORLEMANSKI, Stanislas (prêtre polonais catholique, dirigeant de la Ligue Kosciuszko à Detroit), 689, 690.  
 ORLOV, Alexandre (ancien dirigeant du NKVD en Espagne), 442.  
 OSSINSKI, N., 499.  
 OSTEN, Maria (agent secret des services de renseignements allemands), 550.  
 OSTROUMOVA, Valentina, 539, 540.  
 OSTROVSKI, Alexandre Nikolaïevitch, 37.  
 OUBOREVITCH, Hiéronyme, général, 493, 496, 508, 511, 515, 630.  
 OUGLANOV, N. A. (Premier secrétaire du Parti à Moscou), 226, 296, 335, 339.  
 OULIANOV, Alexandre Ilitch (frère aîné de Lénine), 20.  
 OULIANOVA, Anna (sœur cadette de Lénine), 378.  
 OULIANOVA, Maria Alexandrovna, née Blank (mère de Lénine), 64.  
 OULIANOVA, Maria Ilinitcha (sœur de Lénine), 260-263, 299, 312, 474, 498, 535.  
 OUNCHLICHT, Iossif S. (membre du NKVD, procureur), 281, 516.  
 OURITSKI, Moïseï *ou encore* Mikhaïl Solomonovitch (chef de la Tcheka de Petrograd, puis chef de la Sécurité militaire), 150, 174, 187, 500.  
 OUSTINOV, Dmitri, maréchal, 559.  
 OUSTRIALOV, Pr N.W. (ancien chef du service de presse de l'amiral Koltchak), 237.  
 OUTARADZÉ (menchevik), 71.  
 OUTIESSOV (acteur), 552.  
 OVANESSOV (vétéran bolchevik arménien), 427.

## P

- PANFEROV, Fiodor (écrivain), 343, 569.  
 PANKRATOVA, Anna (militante et académicienne), 535.  
 PAPALEKSI, Nikolaï (physicien), 797.

- PAPANDRÉOU, Giorgios (chef du gouvernement monarchiste grec), 696, 705.
- PAPANINE, Ivan, 531.
- PAPAVINE, général, 729.
- PARNASS, Iakov (membre du Comité antifasciste juif), 799.
- PASTERNAK, Boris Leonidovitch, 431, 461, 551, 629, 667.
- PAUKER, Anna (membre du Bureau politique du PC roumain), 762.
- PAUKER, Karl (chef de la section opérationnelle de la Direction de la Sécurité du NKVD, éducateur de Vassili Staline), 400.
- PAUL I<sup>er</sup> Petrovitch (tsar de 1796 à 1801), 14, 793.
- PAULUS, Friedrich von, maréchal allemand, 667, 671, 672, 678.
- PAVLENKO, Piotr (écrivain), 850.
- PAVLOV, V. (interprète de Staline), 718-719.
- PAVLOV, Dmitri, colonel général, 600, 611, 613, 619, 628, 630, 631, 646, 710.
- PAVLOV, Ivan Petrovitch, 652.
- PENG De-huāi (chef d'état-major des troupes chinoises), 821.
- «PÈRE DES PEUPLES» (surnom de Staline), 24, 745.
- PEROVSKAIA, Sophie (assassin d'Alexandre II), 450.
- PERVOUKHINE, Mikhaïl (commissaire à l'Industrie chimique), 719, 720, 845, 858.
- PESKOV, Mikhaïl (petit paysan), 545.
- PESTKOVSKI, G. I. (révolutionnaire polonais), 145, 164-165, 175.
- PÉTAÏN, Philippe, maréchal de France, 611.
- PÉTÉRÉ MOURVANOS, saint, 14.
- PETERSON (commandant du Kremlin), 447.
- PETKOV, Nikolaï, 714.
- PETLIOURA, Semion Vassilievitch (nationaliste ukrainien), 207, 391.
- PETROVSKI, Piotr, 121, 166, 224, 363, 430.
- PIATAKOV, Gueorgui Leonidovitch, dit Kievski (président du gouvernement ukrainien, vice-commissaire à l'Industrie lourde), 194, 279, 287, 471, 472, 475, 480, 488, 490, 492, 494, 500.
- PIATNITSKI, Ossip A. Tarchis, dit (membre de l'appareil dirigeant du Comintern), 281, 434, 458, 517, 527.
- PIECK, Wilhelm (membre du Bureau politique du PC allemand et du Secrétariat du Comintern), 351, 526, 579, 580, 615.
- PIERRE I<sup>er</sup> Alexeïevitch, dit Pierre le Grand, 581, 586, 746.
- PIERRE II, roi de Yougoslavie, 687, 699.
- PIKEL, 474.
- PILNIAK, Boris Andreïevitch Vogaw, dit Boris, 303, 431, 557, 621.
- PILSUDSKI, Józef, maréchal polonais, 207, 210.
- PIROSMANI, Niko, 39.
- PLATONOV, Sergueï (historien, arrêté en 1931), 337, 378, 379.
- PLEHVE, Viatcheslav Constantinovitch (ministre de l'Intérieur de Nicolas II de 1902 à 1904), 74-76, 88.
- PLEKHANOV, Gueorgui Valentinovitch, 22, 38, 63, 82, 93, 107, 108, 128, 297, 651, 887.
- PLETNEV, Dr (ancien Cadet), 399, 521-522, 531.
- PLEVITSKAIA (épouse de Skobline, agent double), 493.
- PLUNKETT-ERNLE-ERLE-DRAX, sir Reginald, amiral, 573.
- POBEDONOSTSEV, Konstantin (procureur du Saint-Synode), 20.
- PODCHTCHEKOLDINE, Alexandre, 7.
- PODTSEROB (adjoint de Molotov), 573.
- POINCARÉ, Raymond, 119, 125, 268, 372.
- POJARSKI, Dmitri, 652.

POKHLEBKINE, William, 48, 116.  
 POKROVSKI, A., général, 515.  
 POKROVSKI, Mikhaïl (historien, membre du groupe dit des Mejraïontsy, vice-commissaire à l'Instruction publique), 150, 379.  
 POLIAKOV (adjoint de Souslov), 854.  
 POLLITT, Harry, 526.  
 PONEDELIN, Pavel, général, 643.  
 PONOMARENKO, Panteleimon (Premier secrétaire du PC de Biélorussie), 613, 633, 677.  
 PONOMAREV, Boris, 544.  
 POPKOV, Piotr (secrétaire du PC de Leningrad), 794, 795, 814.  
 POPOV, Blagoï (ami de Dimitrov), 432.  
 POPOV, Gueorgui (Premier secrétaire du PC de Moscou), 730, 802.  
 POPOV, Valeri (historien), 601.  
 POSKREBYCHEV, Alexandre (chef de la Section secrète, puis secrétaire de Staline) 309, 365, 375, 423, 429, 442, 452, 465, 519, 540, 555, 636, 657, 742, 746, 752, 765, 767, 817, 828, 848, 864.  
 POSPELOV, Piotr (rédacteur en chef de la *Pravda*), 737, 742, 868.  
 POSTYCHEV, Pavel (Premier secrétaire du PC ukrainien), 363, 392, 394, 395, 405, 445, 462, 474, 498, 501, 529-531, 534.  
 POTEMKINE, Vladimir (ambassadeur soviétique à Paris), 499.  
 POUCHKINE, Alexandre Sergueïevitch, 37, 53, 55, 146, 652.  
 POURICHKIEVITCH, Vladimir (monarchiste), 168.  
 POUTNA, général, 493, 499, 508, 511.  
 PREOBRAJENSKI, Evgueni Alexandrovitch, 150, 222, 224, 229, 274, 342, 424, 425.  
 PREZENT (membre du Guépéou), 344.  
 PRICHVINE, Mikhaïl (écrivain), 557, 558.  
 PRIMAKOV, général, 493, 499.  
 PRJEVALSKY, Nikolai Mikhaïlovitch, général, 25.

PROCHIAN, Proch (socialiste-révolutionnaire), 167.  
 PROKOFIEV, dit Prokkonen (ministre chargé de la Carélie), 584.  
 PROKOFIEV, Alexandre, 10.  
 PROKOFIEV, Sergueï Sergueïevitch, 686, 770.  
 PROTOPOPOV, Alexandre (ministre de l'Intérieur de Nicolas II de 1916 à 1917), 151.

## R

RACOVSKI, Khristian Gueorguievitch (trotskyste), 287, 314, 388, 737.  
 RADEK, Karl Bernardovitch Sobelsohn, dit Karl, 148, 174, 208, 263, 265, 273, 292, 297, 317, 342, 412, 431, 468, 474, 478, 479, 485, 488, 494, 511, 551.  
 RADEK, Mme, 468.  
 RADZINSKI, Édouard (publiciste), 25, 27.  
 RAIKHMAN, Leonid, 828.  
 RAJK, Laszlo (ministre de l'Intérieur de Hongrie), 788, 789.  
 RAKHIA, Erno (agent de liaison), 159.  
 RAKOSI, Mathias (membre du Comité exécutif du Comintern, puis secrétaire du PC hongrois), 7, 22, 230, 287, 592, 593, 756, 773, 777, 779, 788, 789, 801, 802, 804, 824.  
 RAMADIER, Paul (président du Conseil), 757.  
 RAPAVA, Avksenti (proche de Beria), 829.  
 RASKOLNIKOV, Fedor Fedorovitch, 149, 222, 230, 284, 285, 442, 452, 454.  
 RASPOUTINE, Grigori Iefimovitch Novykh, dit, 41, 103, 104, 115, 129, 130, 168.  
 RASSOUL-ZADE (nationaliste azéri), 270, 271.  
 REDENS, Stanislas (beau-frère de Staline), 519, 524, 525, 768.

- REDENS, Anna Sergueievna, née Allilueiva (belle-sœur de Staline), 399, 525, 727, 739, 768.
- REDENS, les, 401, 442.
- REED, John, 161.
- REINGOLTZ, 474.
- REINHARDT, général allemand, 632.
- REISNER, Larissa (épouse de Raskolnikov), 222.
- REMBRANDT, Rembrandt Harmenszoon Van Rijn, dit, 70.
- REPINE, Ilia Iefimovitch (peintre), 652.
- RESTON, James (journaliste américain), 823.
- REVAI, Joseph (membre du Bureau politique du PC hongrois), 761.
- RIAZANOV, David Borissovitch Goldendach, dit David, 231, 241, 257, 292.
- RIBBENTROP, Joachim von (ministre des Affaires étrangères d'Allemagne), 573-576, 578, 581, 597, 599, 603, 620.
- RIBBENTROP-MOLOTOV, pacte, 210, 579, 845.
- RICHELIEU, Armand Jean du Plessis, cardinal de, 618.
- RIOUMINE, Martemiam, (lieutenant-colonel de la Sécurité), 826-828, 830, 841, 847, 848, 866.
- RIOUTINE, Martemian (ancien dirigeant du soviet de Kharbine, puis membre du Comité de Moscou), 230, 339, 344, 392-394, 428, 478, 508; «plate-forme—», 387; affaire—, 392.
- RIOUTINE-SLEPKOV, groupe, 394, 430.
- RITTER (expert économique du ministère des Affaires étrangères allemand), 587.
- ROBESPIERRE, Maximilien Marie Isidore de, 167, 345.
- ROCKEFELLER, les, 830.
- RODIONOV, Nikolaï, 795.
- ROEHM, Ernst (officier allemand, chef des S.A.), 435, 437, 442.
- ROGAL-LEVITSKI, Dmitri, 686.
- ROGOULLEV, Piotr (photographe soviétique), 778.
- ROGOV, Fiodor (intendant du Kremlin), 545.
- ROGOVINE, Vadim, 8.
- ROKOSSOVSKI, Konstantin, maréchal, 610, 676.
- ROLLAND, Romain, 455, 456, 739.
- ROMANOV, dynastie des, 115.
- ROMANOV, Michel Alexandrovitch, grand-duc (frère de Nicolas II), 136.
- ROMM, Mikhaïl (réalisateur), 700.
- ROOSEVELT, Franklin Delano (Président des États-Unis), 454, 624, 638, 641-643, 646, 653, 655, 658, 671, 674, 677, 679, 681, 683, 685, 687-689, 692-695, 701-704, 706, 707, 711, 718, 739.
- ROSENBERG, Julius (communiste américain), 720.
- ROSENBERG, Riva, capitaine, 853.
- ROSENBLUM, Dr (doctoresse en chef de la prison de Lefortovo), 531.
- ROSENFELD, Léon, voir Kamenev.
- ROSENFELD, Nina (ex-femme de Nikolaï Kamenev), 447.
- ROSENGOLTZ, Arkadi (commissaire aux Finances), 381, 531.
- ROSKINE, Grigori (chercheur), 747.
- ROSTOVSKI, Simon, *alias* Ernst Henry, 853.
- ROTHSCHILD, les, 830.
- ROUDENKO, Roman (principal accusateur soviétique du procès de Nuremberg), 771.
- ROUDNEV (maire de Moscou), 170.
- ROUDZOUTAK, Jan E. (bolchevik), 232, 273, 275, 363, 498, 510, 534.
- ROUKHADZÉ, Nikolaï (ministre de la Sécurité de Géorgie), 826-829, 832.
- ROUKHIMOVITCH, 194.
- ROUMIANTSEV (petit paysan), 423.
- ROUMIANTSEV, 846.

- ROUSLANOVA, Lidia (chanteuse, épouse du général Krioutchkov), 751.
- ROUSTAVÉLI, Chota, 19, 46.
- RUNDSTEDT, Karl Rudolf Gerd von, général allemand, 632.
- RYBALKO, Pavel, maréchal, 624, 752.
- RYBALTCHENKO, Stepan, général, 750.
- RYBINE (ancien garde du corps de Staline), 856.
- RYKOV, Alexei Ivanovitch (président du Conseil des commissaires du peuple), 8, 163, 208, 232, 233, 242, 246, 250, 259, 266, 277, 280, 283, 300, 305, 310-312, 332, 339, 340, 342, 343, 352, 362, 363, 369-372, 374, 380, 394, 427, 438, 465, 474, 475, 478, 479, 488, 489, 492, 493, 496-498, 510, 531, 890.
- RYKOV, Mme, 310, 495, 498.
- RYSKOULOV, Tourar (dirigeant kazakh), 403.
- RYSSAKOV, 450.
- RYTCHAGOV, Pavel, lieutenant général d'aviation (chef de la Direction principale des forces aériennes), 604, 622-623, 631.
- RYTCHAGOV, Vassili (pilote de chasse, fils du précédent), 623.
- S**
- SABOUROV, Maxime (président du Gosplan), 832, 845, 858.
- SACCO, Nicolas, 323.
- SAFANOVA (épouse d'Ivan Smirnov), 470.
- SAFAROV, Gueorgui Ivanovitch, 288.
- SAGUIDOULINE (dirigeant tatar), 392.
- SAKHAROV, Igor, colonel, 669.
- SAKRIER, I., (chef-adjoint de la Direction des armements des forces armées aériennes), 622.
- SALINE [pseudonyme de Staline], 64, 116.
- SALTYKOV-CHTCHEDRINE, Mikhaïl Iev-grafovitch Saltykov, dit, 37, 288.
- SAMSONOV, Alexandre Vassilievitch, général de cavalerie (sous Nicolas II), 127.
- SARATOVAIA, Henriette (cinéaste), 432.
- SAVINKOV, Boris, 168, 178, 181.
- SAVTCHENKO, Gueorgui (chef-adjoint de la Direction principale de l'artillerie), 622.
- SCHACHT, Dr Hjalmar (ministre allemand de l'Économie), 453, 482, 483.
- SCELLENBERG, Walter (nazi), 500.
- SCHLEICHER, Kurt von (ancien chancelier d'Allemagne), 435.
- SCHMIDT, D., général, 499.
- SCHMIDT, Oscar (académicien), 552.
- SCHULENBURG, Friedrich Werner, comte von (ambassadeur d'Allemagne), 572-574, 578, 580, 605, 608, 609, 611, 612, 620.
- SCHWARTZ, Leonid (ingénieur), 515.
- SCHWARTZMAN, Lev (enquêteur de la Sécurité), 828, 840.
- SCHWEITZER, Rosa (responsable du comité bolchevik de Rostov-sur-le-Don), 113, 130.
- SECCHIA, Pietro (Secrétaire général adjoint du PC italien), 764.
- SEDOV, Lev (fils aîné de Trotsky), 339, 476, 508, 591.
- SEDOV, Sergueï (fils cadet de Trotsky), 448.
- SEDOVA, Natalia Ivanovna (compagne de Trotsky et mère de ses deux fils), 175, 590.
- SEIFOULINA, Lidia (écrivain), 552.
- SELIOUNINE, V., 327.
- SELVINSKI, Ilya (poète), 667.
- SEMBAT, Marcel, 128.
- SEMEIKO, 431.
- SEMOV, ataman, 192, 206.
- SÉRAFIME, archimandrite, 36, 43, 45, 49.
- SEREBRIAKOV, Leonid Petrovitch, 113, 194, 224, 342, 472, 488.
- SEREBRIAKOVA, Zoria, 113.

- SERGE ou SERGUEÏ Alexandrovitch, grand-duc (oncle de Nicolas II; gouverneur de Moscou), 41, 61, 87.
- SERGE, métropolite orthodoxe, 684.
- SERMAN, Ilia, 826.
- SEROV, Ivan Alexandrovitch, colonel général (vice-commissaire du NKVD), 710, 728, 729, 793.
- SETCHENOV, Ivan Mikhailovitch (physiologiste et naturaliste), 652.
- SEVA, Lev, dit Lioulik, (petit-fils de Trotsky et fils de Lev), 590.
- SIDERIDIS (industriel), 67.
- SIKORSKI, Wladislaw (représentant du gouvernement polonais en exil), 654, 655.
- SIMONE, André, 847.
- SIMONOV, Kirill Mikhailovitch, dit Constantin (écrivain, dirigeant de l'Union des écrivains, rédacteur en chef de *Novy Mir*), 629, 675, 686, 735, 746, 749, 765, 794, 843, 844, 867.
- SIPIAGUINE, Dmitri (ministre de l'Intérieur de Nicolas II de 1899 à 1902), 63.
- SIQUEIROS, David, 590.
- SIROTKINE, Vladen (historien russe), 325.
- SKLIANSKI, Ephraïm, 284.
- SKLIZKOV, S. (chef de section de la Direction principale de l'artillerie), 622.
- SKOBLINE, Nikolai, général (émigré, agent double du Guépéou et de la Gestapo), 493, 500.
- SKOROPADSKI, Pavel Petrovitch, ataman ukrainien, 179.
- SKOURATOV, Maliouta, 686.
- SKRYPNYK, Nikolai (Premier secrétaire du PC ukrainien), 378.
- SLANSKY, Rudolf (Secrétaire général du PC tchèque), 761, 762, 775, 847.
- SLAVUTSKI (ancien plénipotentiaire au Japon), 591.
- SLEPKOV, Alexandre, 394, 417.
- SLOUTSKI, Boris (écrivain), 831.
- SLOVATINSKAIA, Tatania (militante bolchevik), 114, 120.
- SMILGA, Ivar, 342, 552.
- SMILGA, Tatania (déportée), 862.
- SMIRNOV, Alexandre (ancien commissaire à l'Agriculture arrêté en 1932), 285, 394.
- SMIRNOV, Efim (ministre de la Santé), 799.
- SMIRNOV, Ivan, 231, 468-470, 473.
- SMITH, Edward Ellis (agent de la CIA), 60.
- SMOLA (enquêteur), 847.
- SMOUCHKEVITCH, Iakov, lieutenant-général d'aviation (adjoint de Volodine), 622, 623, 631.
- SNESSAREV, général (officier tsariste rallié), 181, 183, 186, 189.
- SOKOLNIKOV, Grigori Iakovlevitch Brilliant, dit, 157, 167, 288, 302, 304, 336, 471, 478, 488, 494.
- SOKOLOVSKI, Vassili, maréchal, 683, 752.
- SOLINE [pseudonyme de Staline], 64, 116.
- SOLJÉNITSYNE, Alexandre Issaïevitch, 348, 811, 812.
- SOLOMON, Gueorgui, 215.
- SOLOOUKHINE, Vladimir (écrivain nationaliste), 745.
- SOLOVIEV, Alexandre (professeur à l'Académie rouge), 355, 356, 370, 535-537, 564, 748.
- SOLZ, Aron (président de la commission de Contrôle), 114, 224, 233, 259.
- SORGE, Richard (agent soviétique infiltré à l'ambassade allemande au Japon), 616.
- SOROKINE (membre de l'Académie communiste), 375.
- SOSNOVSKI, L. S. (troskyste), 388, 489.
- SOSSELO [pseudonyme de Staline], 44, 45.



- « SOSSO » (diminutif de Joseph Staline), 11, 23, 24, 26-28, 30-33, 37, 40, 43-45, 47, 51, 52, 60, 70, 247, 460.
- SOUODOPLATOV, Pavel Anatolievitch (agent du NKVD, coorganisateur de l'assassinat de Trotsky), 553, 554, 590, 591, 635, 636, 720, 735, 845, 854.
- SOUKHANOV, Nikolaï Nikolaïevitch Himmer, dit (menchevik, économiste, arrêté en 1931), 144, 373, 376.
- SOUKHOMLINOV, Vladimir (ministre de la Guerre de Nicolas II en 1915), 127.
- SOURIKOV, 652.
- SOURINE, 107.
- SOURITZ, Iakov (ambassadeur soviétique en Allemagne), 454, 482, 483.
- SOURKOV, Alexeï Alexandrovitch (poète), 686.
- SOUSLOV, Alexis (secrétaire de l'Union des écrivains), 863.
- SOUSLOV, Mikhaïl Andreïevitch, *alias* Sorokine (rédacteur en chef de la *Pravda*), 559, 730, 762, 775, 777, 779, 801, 802, 843, 844, 846, 854, 861, 868.
- SOUVARINE, Boris Lifshitz, dit, 24, 548.
- SOUVENIROV, Oleg (historien), 514.
- SOUVOROV, Alexandre (général tsariste), 652 ; ordre de, 668.
- SOZELI [pseudonyme de Staline], 44, 45.
- SPANDARIAN, Souren (membre du Comité central du parti bolchevik), 104, 128-130.
- SPELLMAN, Mgr, 702.
- SPIEGELGLASS, 553.
- SPIRIDONOVA, Maria (dirigeante historique des SR de gauche), 526, 737.
- STAKHANOV, Alexis (mineur), 460, 496.
- STALINA, Nadejda (petite-fille de Staline), 24, 25.
- STALINE [prise de ce pseudonyme], 107, 116-117.
- STALINE, Vassili (fils de Staline), 221, 242, 309, 353, 362, 365, 380, 399-401, 419, 436, 458, 459, 513, 524, 525, 556, 623, 681-682, 715-716, 723, 728, 729, 767, 817, 829, 858, 866, 869, 870.
- STALINSKI, E. (traducteur et éditeur), 116.
- STAMENOV (agent du NKVD, ambassadeur de Bulgarie à Moscou), 635, 636.
- STANKEVITCH (travailleuse), 144.
- STARCHINA (agent), 607.
- STASSOVA, Hélène (secrétaire du Comité central), 197, 317, 524.
- STEIN, Boris (plénipotentiaire soviétique Rome), 551.
- STEN, Jan, 352, 393, 561.
- STENBERG, 848.
- STEPANOV (commissaire militaire), 650.
- STEPINE [pseudonyme de Staline], 64.
- STERN, Grigori, colonel général (chef de la Direction des forces antiaériennes), 583, 622, 623, 630.
- STERN, Lina (académicienne, membre du Comité antifasciste juif), 795, 799, 831.
- STETTINIUS, E. (secrétaire d'État américain), 701, 704, 705.
- STOLYPINE, Piotr Arkadieievitch (ministre de l'Intérieur puis Premier ministre de Nicolas II de 1906 à 1911), 97, 111, 112, 123.
- STOPANI, Alexandre (bolchevik), 82, 84.
- STRASSER, Gregor, 435.
- STRESEMANN, Gustav (chancelier d'Allemagne de septembre à octobre 1923), 276.
- STÜRMER, Boris (Premier ministre, puis ministre des Affaires étrangères), 129, 130.

SULTAN-GALIEV, Mirza (dirigeant communiste tatar), 265, 269-272.  
 SVANIDZÉ, les, 366, 401, 436, 442.  
 SVANIDZÉ, Alexandre (frère de Catherine), 80, 534, 535.  
 SVANIDZÉ, Catherine (première épouse de Staline), 80, 81, 99, 102, 110, 175, 211, 460, 534.  
 SVANIDZÉ, Maria (belle-sœur de Staline, épouse d'Alexandre Svanidzé), 400, 418, 442, 445, 447, 462, 484, 506, 534.  
 SVANIDZÉ, Maria (sœur d'Alexandre Svanidzé), 535.  
 SVANIDZÉ, Sachiko (belle-sœur de Staline), 102.  
 SVERDLOV, Andreï (colonel de la Sécurité d'État, fils de Iakov Sverdlov), 324, 549, 828.  
 SVERDLOV, Iakov M. (secrétaire de fait du Comité central et adjoint gouvernemental de Lénine), 116, 119, 121, 128, 137, 145, 149, 167, 172, 173, 180, 190, 191, 196, 281, 745, 828.  
 SYNGMAN RHEE (président de la Corée du Sud), 820.  
 SYRTSOV, Sergueï I. (président du Conseil des commissaires du peuple de Russie, membre suppléant du Bureau politique), 363, 367, 374, 386, 393.  
 SYTINE, P.P., général, 190, 191.  
 SZAMUELY, Tibor (dirigeant communiste de Hongrie), 202.

## T

TABAKOV (directeur d'usine), 475.  
 TAIURSKI (commandant des forces aériennes du front), 630.  
 TALBOT (journaliste anglais), 478.  
 TALHEIMER, August (dirigeant communiste allemand), 277.  
 TAM, Igor (physicien), 797.  
 TANEV, Vassili (camarade de Dimitrov), 432.

TARKOVSKI, Andreï, 791.  
 TARKOVSKI, Arseni Alexandrovitch, 45, 791.  
 TARLÉ, Eugène (historien, Cadet, membre de l'Académie des sciences, arrêté en 1931), 378, 379, 511, 512.  
 TAVRINE, Piotr (agent nazi), 683-684.  
 TCHADAEV (chef du service administratif du Conseil des commissaires du peuple), 615, 624.  
 TCHAIANOV, Alexandre (économiste, arrêté en 1930), 370.  
 TCHAIKOVSKI, Nikolaï (socialiste-populaire), 178.  
 TCHAIKOVSKI, Piotr Ilitch, 652.  
 TCHANG Kai-shek, Jieshi Jiang, dit (chef de l'armée du Kouomintang), 315-317, 321, 483, 773, 789, 805, 820.  
 TCHANG, Hsueh-liang, général, 483.  
 TCHAPAEV, Vassili, 652.  
 TCHARKVIANI, Kandida (Premier secrétaire du PC géorgien), 829.  
 TCHARVIANI (pope), 27, 30.  
 TCHEKHOV, Anton Pavlovitch, 146, 652.  
 TCHEMODANOV, V. (adjoint de Kossarev), 467.  
 TCHEMODANOV, N. (linguiste), 813.  
 TCHEPTSOV, Alexandre (président de la Cour militaire), 830.  
 TCHERNOV, Viktor Mikhailovitch (président de l'Assemblée en 1917, commissaire du peuple), 170, 531.  
 TCHERNYCHEVSKI, Nikolaï Gavrilovitch (écrivain), 651.  
 TCHERNYCHOV, V., colonel général, 710.  
 TCHERNYKH (commandant de la 9<sup>e</sup> division aérienne), 630.  
 TCHERVENKOV, Velko (délégué bulgare), 761.  
 TCHESNOKOV, Dmitri (rédacteur en chef de *Voprossy Filosofii*), 843, 846, 855.  
 TCHESNOKOVA, Dr Galina (médecin militaire), 859, 861.

- TCHEVTCHERIKOV (dramaturge), 766.
- TCHIAOURELLI, Mikhaïl (cinéaste du culte stalinien), 741.
- TCHIIKOV [pseudonyme de Staline], 64.
- TCHIIKOV, Piotr, 110, 111.
- TCHIKHVADZÉ, (commissaire), 70, 73.
- TCHITCHÉRINE, Georgui, 560.
- TCHKALOV, Valeri (aviateur), 562.
- TCHKÉIDZÉ, Nikolaï Semionovitch (menchevik géorgien, président du soviet de Géorgie), 121, 148.
- TCHIKOBAVA, Arnold (linguiste), 812, 813.
- TCHONIA (procureur), 829.
- TCHOUBAR, Vlas (membre du Bureau politique), 363, 370, 442, 509, 529, 534, 549.
- TCHOUBINE (membre du Comité central), 566.
- TCHOUEV, Felix (journaliste), 521.
- TCHOÛKOV, Vassili, général (commandant de la XVII<sup>e</sup> armée soviétique), 666.
- TELEGUINE, Konstantin, général, 751.
- TEREKHOV (Secrétaire régional de Kharkov, membre du Secrétariat du PC ukrainien), 406.
- TER-PETROSSIAN, Semion Archakovitch, surnommé «Kamo» (camarade de séminaire de Staline), 61, 100, 101, 188.
- TER-VAGANIAN, Vagarchak, 471.
- THAELMANN, Ernst (président du PC allemand), 351, 578, 585, 586.
- THAELMANN, Rosa (épouse du précédent), 585, 586.
- THAMAR, reine de Géorgie, 14.
- THOREZ, Maurice (Secrétaire général du PC français), 351, 470, 606, 698, 699, 714, 757, 758, 761, 763, 764, 869.
- TIKHON, patriarche, 171.
- TIKHONOV, Nikolaï (poète), 686, 774.
- TIMACHOUK, Lydia (assistante médicale), 783-784, 840, 845.
- TIMOCHENKO, Katia (fille du maréchal et deuxième épouse de Vassili Staline), 767.
- TIMOCHENKO, Semion Konstantinovitch, maréchal (commissaire à la Défense), 499, 515, 590, 593, 599, 601, 604, 609-614, 616, 619, 620, 623, 624, 627, 628, 635, 637, 661.
- TIOULENIEV, I. (commandant du front Sud), 637.
- TITO, Josip Broz, dit, 458, 676, 687, 699, 700, 722, 723, 734, 756, 757, 759, 760, 772-776, 778, 788, 789, 801, 841, 868, 868.
- TOGLIATTI, Palmiro (Secrétaire général du PC italien), 458, 470, 526, 606, 698, 764, 777, 801, 823.
- TOGO, Chingegori (ambassadeur du Japon à Moscou), 580.
- TOLMATCHEV, Vladimir (commissaire à l'Intérieur de Russie, ancien chef du NKVD de Russie, arrêté en 1932), 353, 394.
- TOLSTOÏ, Alexeï Nikolaïevitch, en fr. Alexis, comte, 557, 744, 850.
- TOLSTOÏ, Lev Nikolaïevitch, en fr. Léon, 37, 652.
- TOMSKI, Mikhaïl Pavlovitch, (secrétaire du Conseil central des syndicats), 232, 233, 242, 250, 277, 280, 283, 305, 311, 321, 322, 332, 340, 342, 343, 349, 362, 427, 440, 474, 478.
- TOTOMIANTS, Oganès [pseudonyme de Staline], 106.
- TOUKHATCHEVSKI, Mikhaïl Nikolaïevitch, maréchal (officier tsariste rallié), 208-210, 371, 372, 453, 474, 493, 494, 499, 508, 510, 515, 630.
- TOUPIKOV, V., général (attaché militaire soviétique à Berlin, puis chef de l'état-major du front), 598, 644.
- TOURGUENIEV, Ivan Sergueïevitch, 37.
- TOVSTOUKHA, Ivan (premier chef de la Section secrète, secrétaire person-

nel de Staline), 33, 232, 241, 243, 247-249, 291, 297, 308, 423, 429.

TRÉAND, Maurice, dit Legros (membre du Bureau politique du PCF), 576.

TREPOV, Alexandre (chef de la police, puis ministre des Affaires étrangères de Nicolas II), 18, 130, 131.

TRETIAKOV (menuisier), 297.

TRIFONOV, Iouri (écrivain), 532.

TRILISSER, Meïr, *alias* Mikhail Moskvine (adjoint de Iagoda, puis membre du présidium du NKVD), 335, 457.

TROIANOVSKI, Alexandre (bolchevik), 117.

TROTSKY, Lev Davidovitch Bronstein, dit Lev Davidovitch Trotsky, en fr. Léon, 7, 16, 31, 56, 65, 73, 78, 80, 89, 91-93, 98, 101, 117, 132, 143, 148-150, 153, 155, 159, 163, 164, 167, 170, 172-175, 177, 178, 180-183, 185, 186, 190-192, 194-200, 202-206, 208, 211, 214, 215, 217-220, 224, 227, 230, 231, 233-235, 240-242, 246, 249-251, 253-260, 262-267, 269-274, 276-290, 292, 293-294, 296-300, 303, 305, 309-311, 315, 317, 318, 320, 321, 323-325, 329, 332, 336, 338-340, 345, 348, 350, 359, 379, 387, 397, 421, 424, 426, 428, 438, 446, 447, 448, 464, 467-469, 471, 473, 474, 476, 479, 490, 492, 497, 499, 510, 512, 513, 528, 547, 550, 553, 590-593, 596, 675, 721, 735, 745, 774, 796, 828, 841, 847, 848, 855, 864, 890-891, 892.

coalition anti-Trotsky, 302.

TROUBETSKOÏ, lieutenant général, 631.

TRUMAN, Harry (Président des États-Unis), 710, 711, 718, 719, 739, 759, 821.

TSANAVA, Lavrenti (chef de la Sécurité de Biélorussie), 769, 770.

TSERETELLI, Irakli Gueorguievitch (dirigeant menchevik), 144.

TSINTADZÉ, Koté (bolchevik), 100.

TSIOUROUPA, Alexandre Dimitrievitch (commissaire à l'Approvisionnement), 180, 181, 250.

TSOULOUKIDZÉ (prince bolchevik), 73, 88.

TSVETAIEVA, Marina, 166.

TUCKER, Robert, 24.

TVARDOVSKI, von (conseiller de l'ambassade d'Allemagne), 412.

## U

ULAM, Adam, 16, 100.

ULBRICHT, Walter, 526, 867.

ULRICH, Vassili (président du tribunal lors du procès des « assassins » de Kirov), 441.

UNGERN, Roman, baron, 192.

URBSIS (ministre des Affaires étrangères de Lituanie), 581.

## V

VAÏNOV, 429, 430.

VAKSBERG, Arkadi, 84.

VALEDINSKI, Dr I. (médecin de Staline), 313, 320, 364, 491, 519, 586.

VALIDOV, Zaka (dirigeant nationaliste bachkir), 270.

VANDERVELDE, Émile, 128.

VAN MIN Tchen-mao (agent de Staline à la direction du PC chinois), 483.

VANNIKOV (ex-commissaire aux Armements), 612, 622, 623, 720.

VANZETTI, Bartolomeo, 323.

VARSAVSKI (critique de théâtre), 798.

VASSILENKO, Dr (médecin du Kremlin), 783.

VASSILEVSKI, Alexandre Mikhailovitch, maréchal (chef-adjoint de la direction opérationnelle de l'état-major général, puis chef de l'état-major), 610, 643, 644, 667, 674-676, 824, 851, 861.

armée –, 669, 715.

VASSILIEV [pseudonyme de Staline], 64.

- VASSILIEVA, Kapitolina (troisième épouse de Vassili Staline), 767.
- VATOUTINE, Nikolaï, général, 611, 625.
- VATSETIS, Joachim (chef d'état-major), 190, 200, 214.
- VERECHTCHAK, Simon (socialiste-révolutionnaire), 104, 105.
- VERGILIS, 831.
- VERNADSKI, Vladimir (fondateur du parti Cadet et de l'Institut du radium à Léninegrad), 536, 557, 558, 584.
- VERPKHADZÉ, 70, 91.
- VESNIK (directeur d'usine), 475.
- VESSELOVSKI, Nicolas (comparatiste), 746.
- VESSIOLY, Artem, 350.
- VICHNIEVSKI, Vsevolod (dramaturge), 743.
- VINOGRADOV, Dr (médecin de Staline, arrêté en 1952), 491, 783, 784, 848, 851.
- VIPPER, Robert (romancier provincial), 744.
- VLASSIK, Nikolaï, général (chef de la garde personnelle de Staline), 441, 458, 569, 619, 710, 767, 784, 828, 840, 848, 864.
- VLASSOV, André, général, 643, 659, 660.
- VOÏKOV, Piotr (plénipotentiaire soviétique), 319, 323.
- VOLKOGONOV, Dmitri, 138, 145, 157, 514, 566, 676, 683.
- VOLKOVA, M. (indicatrice et dénonciatrice), 439.
- VOLODARSKI, Moïseï Goldstein, dit (dirigeant bolchevik), 178.
- VOLODINE, major général (chef de l'état-major des forces aériennes), 631.
- VOLODITCHEVA, M. (secrétaire de Lénine), 253-255, 259, 260.
- VOROCHILOV, Kliment Efremovitch, maréchal, 104, 181, 184-186, 189-191, 194, 195, 207, 214, 224, 249, 259, 265, 273, 274, 277, 284, 295, 305, 321, 340, 363, 372, 374, 380, 383, 384, 395, 398, 400, 416, 427, 432, 439, 442, 445, 463, 474, 475, 480, 493, 498-500, 509, 514, 515, 517, 531, 533, 554, 555, 558, 560, 563, 573, 575, 582-585, 587-590, 597, 603, 616, 619, 627, 628, 631, 637, 642, 644, 649, 651, 659, 680, 687, 689, 698, 710, 726, 766, 816, 817, 842, 845, 858, 861, 891.
- VOUYOVITCH, Voja (membre du Comité exécutif du Comintern), 323, 445.
- VOVSI, Dr (accusé), 848, 851.
- VOZNESSENSKI, Maria (sœur de Nikolaï), 796.
- VOZNESSENSKI, Nikolaï Alexeïevitch (chef du ministère de la Planification), 549, 616, 627, 656, 713, 720, 748, 749, 752, 782, 795, 814, 862.
- VRATCHEV junior (frère du suivant), 337.
- VRATCHEV, Ivan (dirigeant trotskyste), 337.
- VROUBOVA, Anna (dame de compagnie de la tsarine), 103.
- VYCHINSKI, Andreï Ianouarevitch (juriste menchevik, puis procureur de l'URSS), 85, 104, 105, 148, 413, 439, 466, 469, 471, 474, 492, 531, 535, 540, 557, 558, 562, 592, 702, 771, 800, 853.
- VYCHNEGRADSKI, Ivan (ministre des Finances d'Alexandre III de 1887-1892), 34, 382.

## W

- WANG Jin Wei (dirigeant du Kouo-mintang de «gauche»), 317.
- WELLS, Herbert George, 738, 739.
- WENDA, colonel, 577.
- WERTH, Alexandre (journaliste), 725.
- WEYGAND, Maxime, général, 207.

WHITE, Harry Dexter (agent américain du NKVD), 721.

WILSON, Horace (collaborateur de Chamberlain), 546.

WITTE, Sergueï Oulievitch, comte, en fr. Serge (ministre des Finances de Nicolas II de 1892 à 1903, puis Premier ministre en 1905), 41, 42, 74, 89, 90, 298.

WITTORF, John (trésorier de la section de Hambourg), 351.

WOLF, Ernst, 591.

WOLF, Karl, général SS, 706.

WRANGEL, Piotr Nikolaïevitch, comte de, général (adjoint puis successeur de Denikine), 202, 204-206, 209, 210, 322.

## Z

ZAÏTSEV (biologiste), 449.

ZAKHAROV, général, 515.

ZALKA, Mate, *alias* général Lukacs en Espagne, 391.

ZAMBROVSKI, Roman (membre du Bureau politique du PC polonais), 786.

ZAPOTOCKY, Antonin, 526.

ZAREMBA, Zygmunt (socialiste polonais), 577.

ZAROUBINA, Irina (agent du NKVD), 688.

ZASSOULITCH, Vera, 18, 82.

ZAVENIAGUINE, A., 720.

ZAZOUBRINE, Vladimir (écrivain), 396.

ZBARSKI, Boris (embaumeur de Lénine), 769, 831, 861.

ZELENSKI (secrétaire du bureau d'Asie centrale), 286.

ZELENSKI, Korneli, 850.

ZELLER, Fred, 467.

ZETKIN, Clara, 363.

ZINOVIEV, Grigori Evguenievitch Radomylaski, dit, 16, 65, 80, 120, 129, 143, 148, 154-157, 163, 196, 197, 199, 200, 202, 220, 224, 226, 227, 230, 231, 233, 240, 242, 246, 254, 255, 262, 263, 265, 269, 272-277, 279-291, 293, 294, 296, 297, 299-305, 307, 309-312, 315, 317, 318, 321, 323, 324, 332, 335, 350, 366, 393, 394, 416, 424, 426, 438, 440, 443, 444, 448, 456, 467, 469, 473, 474, 476, 497, 745, 795, 796, 802, 891-892.

ZINOVIEV, Mme, 366.

ZIOUGANOV, Guennadi (leader actuel du PC de la Fédération de Russie), 744.

ZOCHTCHENKO, Mikhail Mikhailovitch (écrivain), 735, 736.

ZOUBALOV, 207.

ZOUBATOV, Sergueï (policier), 73.

ZOUBTCHANINOV, Vladimir (déporté à Vorkouta), 360, 811.

ZOUSKINE (directeur du Théâtre-Juif de Leningrad), 795.

## Table des matières

Avant-propos .....	7
Chapitre premier : Le fils du savetier .....	9
Chapitre II : Koba le révolté .....	35
Chapitre III : L'aube du grand jour... ..	59
Chapitre IV : Le passant de 1905 .....	77
Chapitre V : Le merveilleux Géorgien .....	97
Chapitre VI : Au cœur de la taïga .....	125
Chapitre VII : À l'ombre de la révolution .....	135
Chapitre VIII : Dans la tourmente .....	161
Chapitre IX : Le commissaire botté .....	177
Chapitre X : La retraite .....	217
Chapitre XI : Secrétaire général .....	229
Chapitre XII : Le dernier combat .....	239
Chapitre XIII : Le socialisme dans une seule rue? .....	269
Chapitre XIV : Primus inter pares .....	293
Chapitre XV : Le Grand Tournant .....	327
Chapitre XVI : Koulak et Goulag .....	347
Chapitre XVII : L'année noire .....	385
Chapitre XVIII : Le congrès des illusions .....	421
Chapitre XIX : Mais qui a tué Kirov? .....	437
Chapitre XX : Le matérialisme hystérique .....	443
Chapitre XXI : Le maelström .....	463
Chapitre XXII : 1937 .....	487
Chapitre XXIII : L'an I de la nomenklatura .....	557
Chapitre XXIV : Poker menteur .....	571
Chapitre XXV : Le guide aveugle .....	599
Chapitre XXVI : La débâcle .....	619

Chapitre XXVII : Stalingrad .....	663
Chapitre XXVIII : La vague rouge .....	671
Chapitre XXIX : De l'internationalisme au patriarcat .....	679
Chapitre XXX : L'ère du grand partage .....	701
Chapitre XXXI : Une restauration manquée .....	713
Chapitre XXXII : En 1948 comme en 1937? .....	769
Chapitre XXXIII : La traque finale .....	791
Chapitre XXXIV : Le complot permanent .....	819
Chapitre XXXV : Mort d'un tyran .....	835
Chapitre XXXVI : La liquidation de l'héritage .....	865
Bibliographie .....	871
Biographies .....	883
Chronologie .....	893
Notes* .....	899
Index .....	965



*Achevé d'imprimer en février 2009  
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.  
Z.I. des Ondes - 12100 Millau*

35-65-1097-1/08

Dépôt légal : février 2009  
N° d'impression : A09/43115 S

*Imprimé en France*





# STALINE

L'ouverture des archives russes, il y a dix ans, permet de porter un regard neuf sur les grands personnages de l'histoire soviétique, à commencer bien sûr par Staline, l'une des figures les plus énigmatiques de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

Comprendre l'homme des épurations politiques et physiques, des procès truqués, des millions de morts au cours de la famine de 1932-1933, de la déportation d'une quinzaine de peuples, du Goulag, de la guerre froide, c'est aussi reprendre sous un autre angle la question de l'« œuvre noire » du communisme. Qu'aurait-il été, ce communisme, s'il n'avait eu à sa tête un Géorgien à l'enfance misérable et battu par un père alcoolique, sauvé par une éducation religieuse et rigoriste chez les pères orthodoxes ? Le parcours de cet ancien séminariste de Tiflis qui, une fois au pouvoir, s'est acharné à pourchasser et massacrer les communistes en URSS et de par le monde, est fascinant. Comment cet homme peu doué pour l'idéologie a-t-il petit à petit tissé sa toile dans l'appareil ? Par quel étrange paradoxe a-t-il repris à son compte des méthodes et des exactions dont il avait été le témoin ou la victime sous le régime du tsar au début de son engagement politique ?

La biographie que nous propose Jean-Jacques Marie, extrêmement documentée et nourrie à des sources jusqu'ici inaccessibles, s'inscrit dans la meilleure tradition narrative, celle qui capte l'attention du lecteur par la précision du mot et la rigueur de la construction.

*Jean-Jacques Marie est l'un des meilleurs spécialistes français de l'ex-URSS. Depuis Les Paroles qui ébranlèrent le monde (1968), il a consacré diverses études à l'histoire du communisme, et notamment à Trotsky (1985), aux peuples déportés d'Union soviétique (1996) et au Goulag (1999).*

ISBN 978-2-213-60897-6



35-1097-1 II-2009  
32 € prix TTC France

9 782213 608976

Joseph Staline  
s'adressant au peuple, à Moscou  
© Rue des Archives